Nuestra California. Faire Californie entre deux constructions nationales et impériales (vers 1810-1850)

Emmanuelle Perez Tisserant

▶ **To cite this version:**

Emmanuelle Perez Tisserant. Nuestra California. Faire Californie entre deux constructions nationales et impériales (vers 1810-1850). Histoire. EHESS, 2014. Français. ⟨NNT : ⟩. ⟨tel-01142623⟩

HAL Id: tel-01142623

https://shs.hal.science/tel-01142623v1

Submitted on 15 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris
École doctorale de sciences sociales, ED 286

EMMANUELLE PEREZ TISSERANT

« Nuestra California »
Faire Californie entre deux constructions nationales et impériales (vers 1810-1850)

Thèse pour l'obtention du grade de Docteur en Histoire et civilisations
préparée sous la direction de M. François Weil
et soutenue le 29 novembre 2014

devant un jury composé de :
Mme Lisbeth Haas, professeure à l'Université de Californie, Santa Cruz
Mme Annick Lempérière, professeure à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne
Mme Marie-Jeanne Rossignol, professeure à l'Université Paris Diderot
M. Clément Thibaud, maître de conférences à l'Université de Nantes
M. François Weil, directeur d'études à l'EHESS, directeur de thèse

Résumé

Le cas de la Californie met en évidence le caractère impérial de la construction nationale du Mexique et des États-Unis au début du XIX^e siècle. Du point de vue du Mexique, malgré une volonté de rupture avec l'ordre colonial et d'harmonisation de tout le territoire, les frontières en général et la Californie en particulier sont vues comme des lieux d'exception. L'égalité des Indiens proclamée par l'indépendance s'y avère difficilement réalisable. « Mettre fin à l'ancien système » dans ces régions signifie mettre fin aux missions franciscaines et trouver d'autres moyens de les coloniser. Cependant, l'importance des missionnaires pour faire travailler les Indiens et empêcher les révoltes conduit le gouvernement à repousser la fin des missions. Les Amérindiens ont aussi leurs propres revendications sur une terre qu'ils considèrent comme leur. Les colons et soldats sont d'abord pour la plupart attachés au système tel qu'il est. Mais certains gouverneurs et d'autres intermédiaires orientent un certain nombre de jeunes gens vers une carrière publique et la conception de la Californie comme un projet politique fondé sur la souveraineté populaire puis la souveraineté des États. Se forme alors une élite locale prête à se révolter quand elle estime ses droits bafoués. Ces révoltes sont comparables aux révoltes fédéralistes au Mexique mais aussi à celles de colonies de peuplement dans les empires. La culture politique et les liens avec le Mexique évoluent aussi avec l'augmentation des circulations : à l'échelle régionale, le sud se rapproche du Mexique plus que le nord qui connaît une forte immigration de l'Oregon et de l'ouest des États-Unis. Du point de vue des États-Unis, l'espoir du consul à Monterey d'une demande d'annexion sans guerre est ruiné par l'initiative de migrants des années 1840, nourris des discours sur la « destinée manifeste », de défendre leurs droits à la terre et à une « vraie république » en Californie par l'attaque d'un poste de la frontière nord. Cette confrontation entre colons mexicains-californiens et migrants étatsuniens est celle de deux projets impériaux et nationaux sur un même territoire et illustre l'ambigüité de la revendication de souveraineté, de liberté et d'égalité sur un territoire conquis.

Abstract

The case of California brings to light the imperial character of nation-building in Mexico and the United States in the early 19th century. Concerning Mexico, in spite of a will to break with the colonial order and to harmonize the whole territory under the same laws, the frontier in general and California in particular are soon seen as places of exception. The equality of Indians proclaimed by Independence proves itself a hard reach. « Putting an end to the old system » in those regions comes to mean the end of the Franciscan missions and requires finding other ways to colonize them. However, the missionaries are so important to control the Indians that the government has to delay this policy. More over, the Indians have their own perception of the meaning of equality and sovereignty on their land. Settlers and soldiers are at first still attached to the colonial system as it is. But Mexican governors and other intermediaries convince a handful of young people to turn to a public career and the conception of California as a political project. A local elite comes to existence and is ready to revolt when they consider their rights flouted. Those revolts can be compared to other federalist revolts in Mexico as well as with settlers revolt in other settlers colonies. The political culture and the relationship with Mexico also evolves with the increase in circulations from the 1830s. The South becomes more connected to Mexico than the North, that becomes more connected to Oregon and the Western United States. Concerning the United States, the hopes of their consul at Monterey to promote a peaceful annexation is ruined by the attack of a frontier post by recent migrants in order to defend their rights to the land and to a « true republic ». This confrontation between Mexican-Californians settlers and United States migrants is one of two national and imperial projects on a same territory and illustrates the ambiguity of claiming sovereignty, liberty and equality on a conquered territory.

Remerciements
Cette thèse n'aurait jamais vu le jour sans l'intuition d'Annick Lempérière et la confiance de François Weil en 2006. Je remercie très sincèrement François Weil pour son accueil au CENA en 2006 et pour tous ses conseils prodigués depuis. Je remercie aussi chaleureusement Annick Lempérière qui m'a toujours donné d'excellentes pistes et des suggestions judicieuses.

De retour des États-Unis, j'ai trouvé au CENA un lieu privilégié pour développer une recherche solidaire et stimulante. Je remercie ses directeurs successifs, François Weil et Cécile Vidal, ainsi que ses membres, pour leur accueil des masterants et des doctorants. J'y ai beaucoup appris toutes ces années. La solidarité qui règne entre étudiants, notamment au sein de notre séminaire, véritable atelier d'écriture, est l'un des atouts les plus précieux dans le long et ardu chemin de la thèse. Merci à ceux qui étaient là (Virginie Adane, Camille Amat, Sonia Birochau, Alexia Blin, Aurélien Gillier, Manuel Covo, Elsa Devienne, Evens Jabouin, Jean-Paul Lallemand-Stempak, Peter Marquis) et à ceux qui n'étaient pas là mais ont pris le temps de me lire, de me commenter et de m'encourager, en particulier Nicolas Martin et Simon Grivet. Merci aussi à Tangi Villerbu pour ses réponses bibliographiques diligentes, à Sabine Guez d'être régulièrement sur mon chemin. Le CENA a également financé nombre de mes missions de recherche depuis le master, une chance que je ne saurais sous-estimer.

À bien des égards ma recherche est un fruit de l'UMR Mondes Américains, et a beaucoup bénéficié du séminaire de l'axe État qui s'y tient chaque mois. La communauté scientifique qui s'y est formée et les invités qui y ont été reçus ont enrichi ma recherche considérablement. De même, je remercie très vivement Cécile Vidal de m'avoir proposé d'assister aux journées de travail sur les nouvelles sociétés coloniales. Merci à Camille Amat et Lydia Robin pour leur aide pratique et logistique continuelle, sans oublier leur chaleur humaine. Le CRALMI et sa bibliothèque m'ont également été précieux.

Je tiens également à remercier Annick Foucrier de m'avoir fait bénéficier de son expérience dans les archives de Nantes et de la Bancroft Library ; merci aussi pour son écoute et ses encouragements.

Une thèse dont le terrain se trouve à 10 000 km nécessite bien sûr des financements. J'exprime toute ma reconnaissance à la Commission Fulbright et à la Fondation Lurcy de m'avoir accordé une bourse de long séjour en 2009, et au département d'histoire de l'Université de Berkeley de m'avoir accueillie. Je remercie tout particulièrement mes référents, Richard Candida-Smith et David Hollinger, ainsi que les professeurs qui m'ont ouvert la porte de leur bureau et leurs séminaires (entre autres, David Henkin, Margaret Chowning, Brian Delay, Kerwin Klein). À chacune de mes visites et chacun de mes e-mails, Lisbeth Haas m'a accueillie très chaleureusement et avec enthousiasme. Son premier livre m'a inspirée dès le début de ma recherche et son dernier livre, publié l'hiver dernier, l'a encore fait dans la dernière ligne droite. Je la remercie aussi de former des étudiants qui enrichissent encore le champ de la recherche sur la Californie et le Sud-Ouest (je pense en particulier à Natale Zappia que je remercie ici d'avoir partagé avec moi en avant-première son livre). Mes remerciements vont également à Andrés Reséndez qui m'a écoutée et conseillée au début de mes recherches en archives. Merci aux graduate students pour leur accueil, en particulier Natalie Mendoza, Gene Zubovich, Alberto García Maldonado, German Vergara, Giuliana Perrone, James Skee.

Je remercie tout particulièrement la Bancroft Library, qui a été ma deuxième maison deux années durant, et qui m'a réservé un accueil extrêmement généreux, par exemple en me laissant consulter des microfilms avec ma fille de quelques semaines. Toute ma reconnaissance va à David Kessler de m'avoir ouvert cette possibilité, et à Dana Gerber pour sa diligence et son amitié pendant ces journées de recherche. La Bancroft Library m'a également accordé une aide financière grâce à une

nouvelle bourse d'histoire de la Californie. Toute ma reconnaissance également à Mme Arthur J. Quinn qui a permis le financement de cette bourse en mémoire de son mari défunt. Je remercie aussi la Huntington Library qui m'a accordé une bourse et dont les jardins ont merveilleusement agrémenté (et rafraîchi) les pauses de journées studieuses passées à déchiffrer des manuscrits. Je remercie aussi le Colegio de Mexico et en particulier Erika Pani et Ariel Rodriguez Kuri pour leur accueil enthousiaste pour mon projet. J'ai bénéficié également d'une aide de l'école doctorale de l'EHESS et de l'Institut des Amériques pour des séjours complémentaires aux archives, qu'ils en soient ici remerciés. Je remercie aussi mes amis Trevor Merrill, Ashley Burdick Kagan, Aurélia Negrerie et Alejandro, Thierry Willefert et la famille Bennett pour leur hospitalité lors de mes séjours de recherche.

Merci à Stéphane Audoin-Rouzeau, Vincent Duclert, Antoine Lilti, Natalia Muchnik et Marcello Carrastro qui m'ont confié des missions d'enseignement comme monitrice puis ATER à la mention histoire de l'EHESS, et m'ont ainsi permis à la fois d'enseigner et de financer ma thèse. Merci au département d'histoire de l'Université de Rennes 2, en particulier à Hélène Harter, de m'accueillir cette année pour finir ma thèse dans de bonnes conditions, et continuer à développer ma recherche.

J'ai eu l'immense chance d'avoir été reçue à de nombreuses reprises dans des ateliers, des séminaires, des journées d'études qui m'ont permis de présenter mon travail et d'être discutée par des spécialistes qui à chaque fois m'ont apporté de précieux conseils. Merci au *Whitsett Seminar for California History*, en particulier Josh Sides et Steven Hackel ; au *Western History Dissertation Workshop*, en particulier John Mack Faragher, Steve Aron, Richard White (qui m'a également reçue à ses séminaires à Stanford), Rachel St. John, Alan Taylor ; à la *Heidelberg Spring Academy.* Merci aussi au REDEHJA pour son accueil, en particulier à Marie-Jeanne Rossignol, qui me fait l'honneur d'avoir accepté de participer à mon jury de thèse.

D'autres spécialistes de la Californie mexicaine ou des *Borderlands* ont été solidaires et ont accepté de partager des notes ou des indices concernant les archives : merci infiniment à Louise Pubols et Raquel Maria Casas. Je dois aussi beaucoup à mes correspondants aux États-Unis, à qui j'ai pu régulièrement demander des copies d'articles voire de livres : merci en particulier à Jenni Allen que j'ai beaucoup sollicitée, et à Robert Hudson, qui a commandé un livre pour moi au cœur de l'été.

Je remercie également tous ceux qui ont pris la peine de me lire à un moment ou à un autre du processus : Cécile Vidal, Geneviève Verdo, Véronique Hébrard, Emmanuel Szurek, ainsi qu'à tous ceux qui me l'ont proposé mais que je n'ai pas sollicité par manque de temps ou de courage (je pense en particulier à Nicolas Barreyre et à Clément Thibaud). J'adresse toute ma reconnaissance à mes compagnes de route depuis le master, Marieke Polfliet, qui a brillamment soutenu en 2013, et Virginie Adane, pour qui cela ne saurait tarder (« *Eye of the Tiger* ! »).

J'ai fini par céder aux sirènes de la BNF moi-aussi, et j'admets que les rendez-vous du déjeuner sur les marches étaient particulièrement bienvenus : bien que je n'aie pas été aussi fidèle qu'eux, je remercie Augustin, Diane et les autres pour leur compagnonnage ; je leur souhaite bon courage pour la fin. Une pensée particulière pour Elsa Devienne, qui vient aussi de finir sa thèse sur la Californie.

Merci aussi à la bande du café Titon d'avoir éclairé mes journées et donné du sens et de la valeur à ce que je faisais.

Depuis fort longtemps l'amitié d'Arthur, Aude, Emmanuel, Francisco et Raphaëlle m'est précieuse sur le chemin de la recherche. Merci aussi à Morgane, qui m'a montré que c'était un choix (et m'héberge à Rennes!). Merci à Muriel qui a considérablement simplifié ma rentrée 2014.

Mes remerciements ne seraient pas complets si je ne citais pas Emilien Ruiz et Franziska Heimburger, non seulement pour leur excellent travail de diffusion et de formation aux outils de la

recherche, en particulier numériques, mais aussi parce que ce faisant ils contribuent à fédérer une communauté nationale et internationale de chercheurs connectés entre eux notamment grâce à Twitter. C'est aussi Franziska qui a codé le style Zotero pour mes notes de bas de page, jusqu'aux derniers ajustements pendant sa propre période de rédaction. Mille mercis à elle (les erreurs des notes sont bien entendu miennes).

Merci à Anaïs, ma complice de toujours.

Enfin, je remercie ma famille, qui a grandi à l'ombre et à la lumière de cette thèse. Chloé, née à San Francisco et qui a passé ses premières semaines en séminaire (merci à David Henkin) ou à la Bancroft Library. Je remercie au passage l'Université de Berkeley pour ses tables de change dans sa bibliothèque et en général pour ses efforts en faveur des jeunes parents. Léa a transcrit des archives sur mes genoux. Je la remercie de ses siestes. Alexandre, merci d'avoir vécu l'aventure avec moi, allons maintenant en vivre de nouvelles ! Je vous remercie tous trois de m'avoir permis d'être autre chose qu'une jeune femme en (fin de) thèse.

Merci à mon fidèle ordinateur *Zorro*, qui a vécu le temps de la thèse, et à ceux qui ont contribué à cette longévité non dépourvue d'incidents, dont une « *near death experience* » dans la Vallée de la Mort (Alexandre, bien sûr, et Yves-Alexis) et une opération à cœur ouvert dans le *Heartland*. Merci à mes parents de m'avoir encouragée à partir en Californie la première fois il y a dix ans. Merci à Lolita d'être toi, de venir prendre des cafés, et de Rafaël. Ma famille a aussi été le vivier des relecteurs de dernière minute : un grand merci de votre diligence et de votre disponibilité. Les coquilles qui subsistent sont bien entendu les miennes.

Je ne peux achever cette thèse sans une pensée pour mes grands-parents et dans un autre registre, pour François-Xavier Guerra, qui m'a mise sur le chemin de l'histoire espagnole et hispano-américaine. Sans eux, rien de tout cela ne serait probablement arrivé.

Table des matières

Liste des abréviations....9

Introduction....15

Chapitre 1 Choisir l'empire mexicain (vers 1810-1822)....61

I -Conquérir la Californie pour protéger l'empire....63

A.La Californie espagnole, frontière du Pacifique ibérique....64

B.La Californie, en périphérie du nouveau Pacifique étatsunien....71

C.Une colonie russe ?....77

II -La Californie et les Californiens dans la crise de l'empire espagnol....78

A.« Nuestros establecimientos ». De qui la Nouvelle-Californie est-elle le projet ?....79

B.L'empire menacé : de la révolution atlantique à la révolution Pacifique en Californie...87

C.L'empire attaqué....96

III -Le ralliement des Californiens à l'indépendance du Mexique (1820-1822)....105

A.Pour les missionnaires, un choix contre les réformes libérales espagnoles....109

B.Des cadres militaires mobilisés pour la défense, mais inégalement concernés par la dynamique révolutionnaire....116

C.Vassaux fidèles, sergents zélés, jeunesse séduite....127

D.Proclamer l'indépendance mexicaine en Nouvelle-Californie....132

Chapitre 2 Héritage impérial et projet national. Repenser le lien entre Mexico et la Californie (1821-1829)....138

I -« Démarquer, organiser et consolider notre nouvel Empire » : la Californie dans l'Empire mexicain (1821-1823)....140

A.La Haute-Californie, dans « l'abandon » et la « décadence » de « l'ancien système »...140

B.« Instruire du véritable état de l'empire et uniformiser l'opinion au sujet de l'indépendance »....145

C.« Qu'il s'informe de l'état de prospérité ou de décadence de nos possessions »....148

II -De la conquête à la colonisation....158

A.Mettre fin à « l'ancien système » en Californie....160

B.La colonisation de peuplement : une « bonne » colonisation ?....165

C.Le « Territoire » Constitutionnel : un statut colonial ?....169

III -Que faire des missionnaires espagnols dans la République ?....174

A.Les missionnaires contre la république....174

B.« Les machinations continuelles des missionnaires espagnols contre notre indépendance et nos libertés »....183

C.Faire sans les missionnaires en Californie : un vœu pieu....186

D.La voix au chapître. Réformer la Californie avec les missionnaires....191

Chapitre 3 Être citoyens mexicains (1824-1829)....195

I -La république à la mission, au pueblo, au presidio....195

A.« 21 mille nouveaux citoyens »....196

B.« Tous les Californiens natifs étaient imbus d'idées républicaines »....201

C.« Cet ayuntamiento obéit seulement aux ordres du conseil territorial» : la république au pueblo....206

D.« Tous ces alcaldes et ces regidores sont élus par la méthode qu'on a estimée constitutionnelle » 213

E.« Ceux qui ne savent pas lire et écrire sont en incapacité d'être élus » 225

II -« La Californie, ce pays naissant »....232

A.« Ils ont parlé entre eux pour savoir lequel parmi tous ceux de la Mission irait à Monterey » - Élections et politique à l'échelle du territoire de Californie.....233
B.« Des gens beaucoup moins que profanes en affaires politiques » – L'élaboration politique au sein du conseil territorial.....241
C.« C'était un lieu où arrivaient fréquemment des vaisseaux de nations diverses » : Monterey, capitale du territoire de Haute-Californie.....254
III -Qu'attendre de la république ?.....259
A.« Il n'y a pas de meilleur gouvernement que celui qui paie, châtie et protège ».....260
B.« Je lève mon verre, Messieurs, à la Haute Californie ; je lève mon verre à tous les bons Mexicains qui nous entourent ».....269
Chapitre 4 Faire de la politique (1830-1833).....282
I -Politique nationale, politique locale.....283
A.« Je fais le vœu que vous déploierez votre influence pour le rétablissement de la tranquillité publique ».....285
B.« La graine de la sécularisation a été semée » - La réforme de l'administration des missions.....291
C.« À cette époque arriva la nouvelle de l'établissement dans toute la République mexicaine de loges maçonniques, les unes appelées écossaises et les autres yorkines » . 297
II -Faire la révolution : des oppositions politiques à la lutte armée.....305
A.« Mon intention principale a été d'établir l'intégrité de la nation mexicaine ».....307
B.La fabrication d'un « tyran ».....311
C.« Un plan de révolution pour s'amuser et se venger » : Le pronunciamiento de San Diego, 29 novembre 1831.....317
III -« On inaugura le système des révolutions » - Révolution et culture politique californienne 326
A.« Leur insurrection impliquait plus que quelques mots facilement écrits » - Les dangers de la guerre civile : la bataille de Los Angeles (5 décembre 1832).....326
B.« Nous devons chercher la légalité » - L'affrontement des légitimités et la mobilisation politico-militaire (janvier-mars 1832).....331
C.« L'oeuvre du peuple californio ».....343
Chapitre 5 Devenir souverain (1833-1837).....354
I -Le bon gouvernement maintenant, l'égalité et la souveraineté plus tard.....355
A.« Il faut leur envoyer un bon gouverneur ».....356
B.« Remplissez vos obligations sociales, et vos droits seront respectés ». 362
C.La colonisation disputée de la Californie.....368
II -Le mauvais gouvernant, entre immoralité et arbitraire.....379
A.Mariano Chico le «préteur centraliste » 380
B.« Un tyran qui insulte la moralité ».....382
C.« Nous avons convenu de faire un pronunciamiento ».....387
III -L'« État libre et souverain de Californie ».....397
A.« Nous sommes libres et fédéralistes ».....398
B.« Ils n'ont pas la délégation ou la faculté légale de cette souveraineté ».....403
C.« Quelle que soit la forme de gouvernement, le sort de la Californie reste le même ».409
Chapitre 6 Gouverner (1834-1842).....415
I -Gouverner des pueblos.....417
A.Trouver les ressources du gouvernement local.....420
B.Une généralisation des pueblos.....423

1)Les missions devenues pueblos....423
2)Du presidio-mission au pueblo....428
3)Une renégociation des juridictions en articulation avec les évolutions du peuplement 430
C.Préfets, préfectures, réorganisation spatiale et sociale....432
D.L'urbanisation des deux capitales : Monterey, Los Angeles et leurs élites municipales 435
E.Un développement des sociabilités....439
II -« Les intérêts du Nord et du Sud sont si distincts qu'ils peuvent se diviser et même se faire la guerre » 445
A.Les évolutions démographiques et la croissance du Sud....445
1)L'échec d'un pronunciamiento (mars 1835)....451
2)Un comité de défense de la sécurité publique (1836)....452
3)Un renouvellement de la classe politique angélenienne....455
B.« Ils veulent nous fusiller et nous exiler »....455
C.« La Columbia et la Haute-Californie sont destinées par la nature à être d'une seule nation »....461
III -« Ce qui conviendra à la félicité de notre pays » - Gouverner une frontière ou un département ? (1838-1844)....467
A.« Cette partie précieuse de la république mexicaine »....468
B.« Organiser le pays conformément aux lois, c'est impossible »....474
1)« Fournir à ce pays une administration des finances compétente »....476
2)Conserver les missions ou conserver la paix....477
C.« Il a beaucoup apprécié le pouvoir qu'il a sur la douane » 479
D.« Un [seul]chef, libre des liens de parenté » ?....482
E.« Notre pauvre général est sur le point de devenir fou »....484
Chapitre 7 Défendre l'intégrité du territoire national ou la sécurité des familles ? (1841-1849) 494
I -De nouveaux dangers....495
A.« Nos frontières sont sans défense, nos villages à la merci des aventuriers, et nos familles et nos intérêts en souffrent à chaque instant »....496
B.« L'immigration nord-américaine forme aujourd'hui une ligne continue de chariots depuis les États-Unis jusqu'à ce département » Faut-il avoir peur des migrants de la « destinée manifeste » ?....505
II -« Les principaux devoirs d'un gouvernement est de veiller aux propriétés individuelles des citoyens parce que sans ce prérequis il n'y a pas de sécurité et encore moins de gouvernement »....517
A.« Restaurer l'ordre et (ou) sauver le pays »....517
B. « Il est préférable pour les Californios d'être annexés à la grande Union américaine que d'avoir des maîtres distants de quinze mille miles »....523
III -Faire la guerre ?....530
A.« Lorsque courut la rumeur qu'un drapeau avec un ours avait été hissé à Sonoma, ce fut l'alarme générale » 531
B.« Si les Américains viennent, qu'ils viennent, mais qu'ils ne nous donnent pas des ordres »....540
Épilogue : « La seule question est : qu'est ce que la Californie ? » 558
A.« Mes intérêts et ma famille ne me permettent pas de recevoir cet honneur »....559
B.Protéger ou partager la propriété ?....567
C.« Je me considère autant un citoyen américain que ce monsieur »....572

D.Délimiter la Californie. De « notre Californie » à leur Californie.....579
Conclusion générale.....590
Annexes.....602
Liste des sources primaires.....753
Bibliographie.....772
Sitographie et outils en ligne.....798
Index.....799

Liste des abréviations

Archives

AGN	Archivo General de la Nación, Mexico
ASP	Abel Stearns Papers (Huntington Library)
ASC	Archives of Santa Cruz (Bancroft Library)
ASD	Archives of San Diego (Bancroft Library)
BL	Bancroft Library, University of California à Berkeley, Californie
CML	California Mission Letters (Bancroft Library)
DHC	Documentos para la historia de California
DHC DLG	Documentos para la historia de California, De la Guerra [exemple]
Hartnell, Diario	Diario y borradores del visitador de misiones W.E.P. Hartnell
DLG	Santa Barbara Mission Archives, De la Guerra Collection
DR	Departmental Records (Bancroft Library)
DSP	Departmental State Papers,(Bancroft Library)
DSP CT	id Commissary and Treasury (Bancroft Library)
DSP Pref y Juz	id. Prefecturas y Juzgados (Bancroft Library)
GL	Gobernación Legajos (AGN)
GSS	Gobernación, sin sección (AGN)
HL	Huntington Library, San Marino, Californie
JNE	Justicia y Negocios Eclesiasticos (AGN)
LAA	Los Angeles Archives (Bancroft Library)
LACA	Los Angeles City Archives, Los Angeles, Californie
LR	Legislative Records (Bancroft Library)
PI	Mexico, Provincias Internas (AGN)
PR	Provincial Records (Bancroft Library)
PSP	Provincial State Papers (Bancroft Library)
PSP Ben Mil	Provincial State Papers, Benicia, Military
SCJ	Suprema Corte de Justicia, Mexico
SGSP	Superior Governement State Papers (Bancroft Library)
SPM	State Papers, Missions (Bancroft Library)
SPMC	State Papers, Missions and Colonization (Bancroft Library)
SJA	San José Archives (Bancroft Library)

Les récits à la première personne sont abréviés par le nom (et parfois le prénom, en cas de confusion) ; pour les titres complets, se reporter à la liste des sources en fin de manuscrit.

Vallejo	Mariano Guadalupe Vallejo, *Recuerdos historicos y personales tocantes a la Alta California*, 1875 (manuscrit de la série C-D de la Bancroft library]

Imprimés

Debates	Journal des débats de la convention constitutionnelle, 1849
HHB1-6	Hubert Howe Bancroft, *History of California*, vol. 1-6
TOL	*The Thomas O. Larkin Papers*, édités par G. Hammond, 1951.

Note sur l'usage des termes en Espagnol et en Anglais

Nous avons fait le choix de conserver un certain nombre de termes techniques en espagnol. Ces termes sont définis dans le texte ou dans les notes. De plus, un lexique se trouve à la fin de la thèse dans les annexes. Des précisions se trouvent aussi dans les notes.

Nous nous sommes efforcés de mettre en note une grande partie des citations en langue originale. Certains extraits, plus longs, sont en annexe. Les textes originaux présentent une grande variété orthographique que nous avons conservée. De même, l'accentuation est rendue variablement par les auteurs ou les transcripteurs. J'ai, surtout pour les originaux, conservé la graphie.

Nous avons conservé les accents des noms propres sauf lorsque l'usage a consacré une version non accentuée en français (par exemple, Mexico et non México).

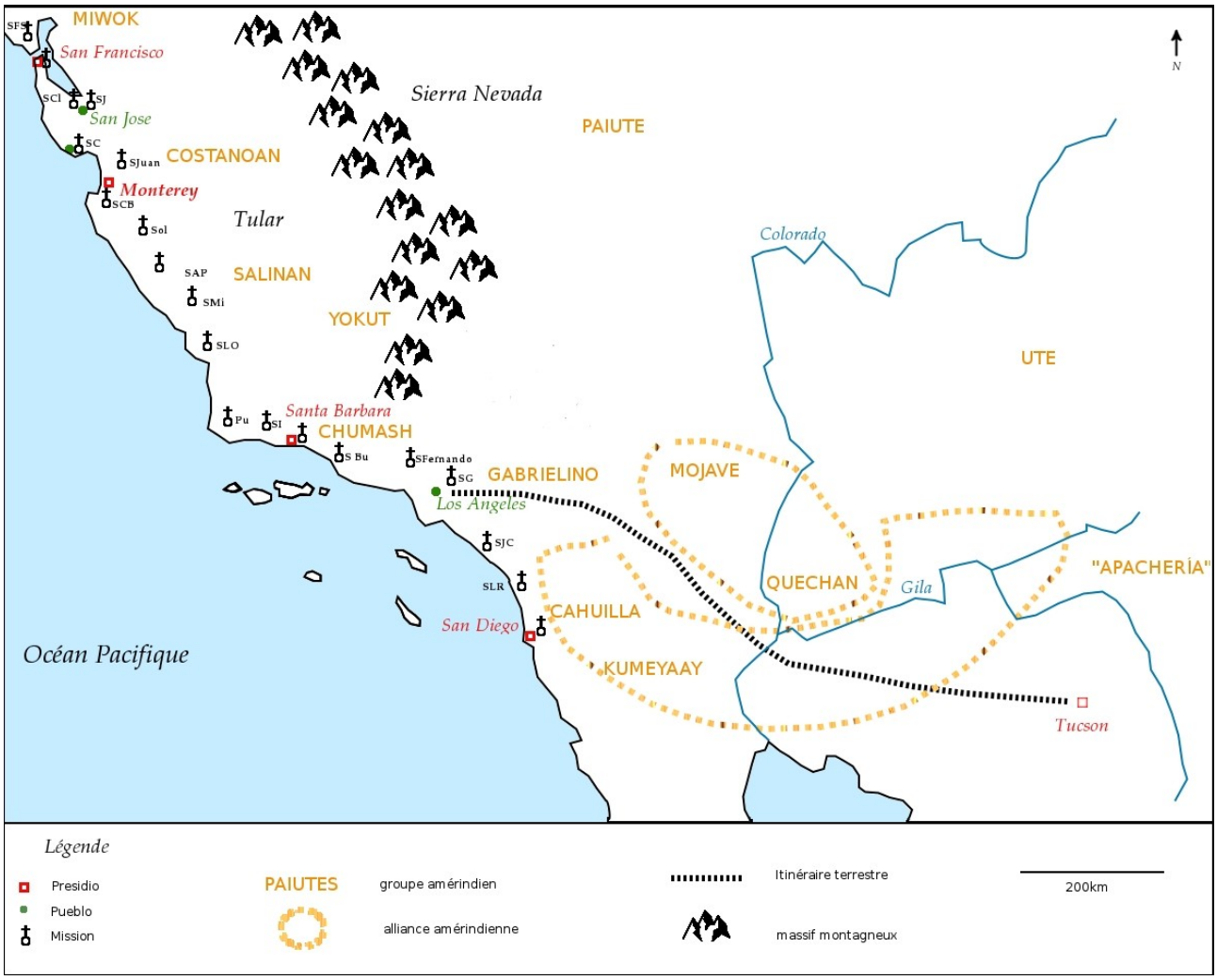
Index des tables

Table 1: Chronologie des indépendances (1810-1818).....96
Table 2: Composition des ayuntamientos en 1829.....215
Table 3: Tableau de synthèse sur le système électoral en Californie.....216
Table 4: Dates de l'organisation des ayuntamientos constitutionnels.....218
Tableau 5: Les conflits municipaux à Los Angeles (1821-1830).....220
Tableau 6: Regroupements politiques à Los Angeles dans les années 1820.....222
Tableau 7: L'alternance politique à l'ayuntamiento de Los Angeles dans les années 1820.....223
Table 8: L'éducation des jeunes californiens dans les années 1810-1820 227
Table 9: Électeurs et conseillers territoriaux de la Californie en 1822.....236
Table 10: Électeurs de partido 1827 (élections du 19 février 1827).....238
Table 11: Comparaison des deux concurrents à l'élection de partido de San Francisco (1827).....238
Table 12: Conseillers et suppléants du conseil territorial élus en 1827.....240
Table 13: Conseillers élus pour 1829 (le 6 octobre 1828).....253
Table 14: Croissance démographique de Los Angeles 1830-1846 450
Table 15: Les Californios meneurs du lynchage d'avril 1836.....454

Index des illustrations

Illustration 1: Itinéraires maritimes espagnols dans le Pacifique et courants marins.....65
Illustration 2: Les États-Unis en Amérique du Nord en 1803.....76
Illustration 3: La proclamation de l'indépendance dans les archives 133
Illustration 4: Arbre de la famille Ortega.....237
Illustration 5: Règlement intérieur du conseil territorial (1827).....248
Illustration 6: Une séance au conseil territorial (1827).....250
Illustration 7: Presidio et pueblo de Monterey (1827). Aquarelle par William Smyth.....256
llustration 8: Croquis de Monterey vers 1829 257
Illustration 9: Liens familiaux entre les Argüello, Estrada, Vallejo et Alvarado.....275
Illustration 10: Lettre des conseillers au gouverneur pour qu'il convoque le conseil territorial.….303
Illustration 11: Le *Manifiesto,* de Jose Figueroa.....375
Illustration 12: Le monument à Jose Figueroa.....375
Illustration 13: Détail d'un pamphlet moquant une affaire de moeurs à Monterey en 1836.....383
Illustration 14: Signatures de Mariano G. Vallejo, Juan B. Alvarado et José Castro 430
Illustration 16: Lettre de Manuel Requeña à Juan Castañeda, mars 1838.....457
Illustration 17: José Maria Covarrubias au capitaine Juan Castañeda, 1838 à Los Angeles. 458
Illustration 18: Lettre de Pablo de la Portilla à Juan Castañeda et détail, le 18 mars 1838.....459
Illustration 19: Évolution du nombre d'étrangers en Californie. Source: Hubert Howe Bancroft.. .509
Illustration 20: Carte issue du rapport d'exploration de Fremont (1842-1844) 513
Illustration 21: "Bear Flag 8". Reconstitution du drapeau hissé à Sonoma le 14 juin 1846 534
Illustration 22: Extrait du journal The California Star, 13 mars 1847.....568

La Haute-Californie au début du XIXe siècle



Le Mexique et la Haute-Californie après l'indépendance (1821-1850)

INTRODUCTION

« [Le gouverneur Echeandia (1825-1830)] fit beaucoup d'efforts pour que les Indiens commencent à avoir des idées républicaines, sans l'instruction primaire nécessaire pour les acquérir, pour eux ce n'étaient que des mots vides de sens. Ainsi, ceux qui avaient été les serviteurs des missionnaires et qui étaient les plus intelligents parvinrent à comprendre ce qu'on leur disait au sujet de l'égalité des Indiens et des autres classes. De cette façon, croyant qu'ils étaient de grands personnages, selon le niveau fictif qu'on leur offrait, ils s'appelaient mutuellement souverains en voulant se donner le titre de citoyens »

Antonio María Osio, Histoire de la Haute-Californie, 1851[1]

***

« Le système fédéral adopté l'année 1824, auquel font allusion ceux de Monterey, ils l'enfreignent directement en s'érigeant en État Libre et Souverain sans que cette souveraineté ne leur ait été déléguée ou acquise légalement dans le cadre de la Constitution dont ils se prévalent »

Discours de José Sepúlveda, San Fernando, Californie, 17 janvier 1837[2]

Ces deux extraits représentent deux moments où deux types de Californiens, des Amérindiens, et des colons, se sont réclamés de la liberté, l'égalité et la souveraineté qu'ils croyaient avoir acquises avec l'indépendance du Mexique en 1821, voire avec la constitution impériale espagnole de Cadix de 1812. Aux deux groupes, on a également reproché de les avoir mal comprises. Dans le premier cas, le reproche venait des colons, dans le second, d'un agent du gouvernement de Mexico, dont l'analyse fut reprise par un colon californien du sud, s'opposant à une rébellion dans le nord. Ces deux extraits montrent donc une réception, une pénétration des idées de liberté et de souveraineté, une interprétation et une utilisation active de celles-ci, mais aussi un débat et une lutte de pouvoir au sujet de ces interprétations.

La Haute-Californie est une conquête tardive de la monarchie espagnole : de 1769 à 1798 sont fondés dix-sept missions franciscaines, quatre forts et trois communautés villageoises sur le

1 Osio, p. 120 *« A continuacion tomo un gran empeño para que los indios comenzaran a tener ideas republicanas sin la instruccion primaria necesaria para adquirirlas y si solo con palabras que no le entendian ; asi es que aquellos que habian sido pajes de los padres y tenian mas intelijencia llegaron a comprender lo que les decia respecto a la igualdad de la persona del indio con las demas clases por lo que creyendose unos grandes personajes segun el nivel ficticio que se les regalaba mutuamente se llamaban soberanos al quererse dar el tratamiento de ciudadanos ».* C'est nous qui soulignons.

2 Bancroft Library, DSP Angeles, Discours de José Sepúlveda, San Fernando, Californie, 17 janvier 1837 p.274 *"El sistema de Federacion adoptado el año de 1824 a que aluden los de Monterey lo atacan directamente erigiendose en Estado Libre y Soberano sin tener la delegacion o adquiciencia legal de esta soberania que se determina en la Constitucion que proclama."* Cette remarque tire son inspiration du texte DSP Angeles, vol 2, p. 239 Licenciado Luis del Castillo Negrete, Protesta hecha contra los actos del gobierno y Diputación de California, 6 écembre 1836,San Diego. C'est nous qui soulignons.

territoire de groupes amérindiens à la fois nombreux et distincts. L'interruption des communications terrestres depuis le sud (et leur relative inexistence depuis l'est) en 1781 a pour conséquence d'isoler territorialement la province. La fondation de communautés villageoises entre 1777 et 1798 fait cohabiter une conquête par conversion et une conquête par colonisation. Les missions atteignent un plateau de conversion vers le milieu de la décennie 1800. La Californie est principalement touchée par les guerres révolutionnaires et d'indépendance par un renforcement de son isolement. C'est donc une province très amérindienne, très encadrée par l'armée et surtout les missionnaires qui tombe sous la souveraineté de Mexico lorsque l'empire mexicain prend son indépendance en 1821. La conquête y est d'une certaine façon stabilisée sur une étroite bande côtière du Pacifique, mais reste menacée par une nombreuse population indigène et les convoitises d'autres puissances impériales. De plus, le statut de « néophytes », qui désigne les Indiens baptisés socialisés dans les missions franciscaines, laisse ouverte la question de l'intégration de ces Amérindiens dans le corps politique. En 1824, la constitution fédérale mexicaine reconnaît toute l'ancienne province de la Californie septentrionale, allant du Pacifique au Nouveau-Mexique, comme « Territoire », reprenant sous sa souveraineté et sa juridiction une étendue loin d'être conquise intégralement. L'indépendance de 1821 comme la constitution de 1824 proclament par ailleurs la liberté et l'égalité de tous, et la souveraineté du peuple.

Au début du XIX^e^ siècle, après avoir été au cœur des réflexions des philosophes du politique, les notions de souveraineté et de liberté sont redéfinies, renégociées. Les révolutions et les indépendances ont ceci de commun en effet qu'elles se font au nom de la liberté – il s'agit de se libérer – au moyen de la souveraineté du peuple. Dans le domaine ibérique, c'est ce qu'on a appelé la réversion de la souveraineté au(x) peuple(s). La souveraineté du peuple peut, du moins dans le cas ibérique, s'appuyer sur la polysémie de « *pueblo* », « peuple », en espagnol. Ce terme désigne également les corporations d'ancien régime, qui dans la perspective d'une « constitution historique », coutumière, avaient leur souveraineté ; souveraineté récemment contestée par le tournant bourbonien et régaliste du XVIII^e^ siècle, au nom de celle du monarque. L'égalité est une idée plus nouvelle, mais elle s'appuie sur la particularité de la monarchie espagnole, qui est composite, formée à partir de plusieurs royaumes, dont les vice-royautés américaines font partie. Dans l'empire espagnol, cela peut impliquer l'égalité entre les deux hémisphères de l'empire, dont un moyen est l'égalité entre créoles, espagnols et indigènes. En effet, l'intégration des Amérindiens comme participants au politique au même titre que les autres sujets doit permettre aux provinces américaines de bénéficier d'une meilleure représentation au sein des instances de gouvernement de

l'empire à l'occasion des débats qui mènent à l'adoption de la Constitution de Cadix, qui organise une monarchie constitutionnelle dotée d'une assemblée représentative.[3]

L'interrogation qui guide le présent travail est ainsi la suivante : de qui 1821 est-il l'indépendance, qui devient donc souverain ? Ou autrement dit, quels effets l'activation ou la réactivation politique de la souveraineté, de l'égalité et de la liberté a-t-elle eus sur une société nouvelle en situation coloniale à la frontière de plusieurs formations impériales ? Qu'est-ce qu'un citoyen, et qui est citoyen dans ce contexte ? Il ne s'agit pas ici d'un travail de philosophie politique, mais de l'étude de la façon dont l'évolution du répertoire politique est utilisée par les Amérindiens, les colons, les autorités mexicaines, et plus tard les migrants étatsuniens, soit tous les acteurs en présence sur le sol californien pour renégocier leur place. De toute évidence, et comme l'illustrent les citations liminaires, les réponses ne sont ni univoques, ni consensuelles. Comment penser dans ce contexte la relation coloniale alors qu'au début du XIX^e^ siècle le politique a connu des bouleversements importants, notamment dans ses conceptions fondamentales de souveraineté, de liberté ? L'expression « *Nuestra California* »[4], dans notre titre est là pour mettre en évidence à la fois l'appropriation et la concurrence dans les projets de « faire Californie ». À qui la Californie est-elle ? Qui décide de « faire Californie » ? Et comment cela change-t-il avec les révolutions et les indépendances ? Nous écrivons ces lignes (avril 2014) alors même que ces questions, dans un contexte tout à fait différent, se posent en Ukraine, où une révolution politique à Kiev a été à l'origine de revendications de souveraineté concurrentes à l'échelle du pays, de ses régions, et de relations entre l'Europe et la Russie. Sans vouloir artificiellement lier des situations historiques que presque tout sépare, ces événements au contraire sont là pour nous rappeler que l'idée politique de « souveraineté du peuple » n'a rien d'univoque, et ne saurait remplacer un processus de négociation du pacte social sur un territoire.

Ce travail se situe au carrefour de la réflexion des chercheurs en sciences sociales sur les évolutions du politique, en droit et en fait, dans l'imaginaire et dans les pratiques, notamment au gré des indépendances, entre XVIII^e^ et XIX^e^ siècle ; l'idée de situation coloniale et de formation impériale ; la frontière comme lieu et comme processus mais aussi comme contact ou séparation.

3 Marie Laure RIEU-MILLÁN, *Los diputados americanos en las Cortes de Cádiz: igualdad o independencia*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1990.

4 « Notre Californie ». Cette expression est utilisée dans les sources contemporaines, notamment la correspondance privée.

Les évolutions du politique

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les débats relatifs aux révolutions de la fin du XVIII[e] siècle, qui constituent le contexte immédiat précédant notre étude, nous nous concentrerons sur l'une de leurs conséquences, la révolution espagnole et les indépendances en Amérique ibérique. On peut simplement rappeler que l'historiographie sur les révolutions s'est renouvelée dans la dernière décennie, en repensant ce qui avait été d'abord appelé « révolution atlantique » comme des révolutions atlantiques en partie connectées.[5] C'est cette connexion que nous souhaitons mettre en avant, ainsi que le résultat de ces révolutions sur le continent américain : l'avènement d'une entité politique continentale, les États-Unis d'Amérique, issus des Treize Colonies qui déclarent leur indépendance de l'empire britannique en 1776 et qui se réunissent sous une Constitution fédérale en 1783. Dans le monde ibérique, c'est l'invasion de l'Espagne péninsulaire en 1808 qui déclenche une crise de la monarchie après l'abdication forcée de ses souverains sous la pression de l'Empereur des Français, Napoléon I[er]. Un mouvement de résistance contre l'invasion et le remplacement des souverains s'organise, sur la base d'institutions politiques d'ancien régime qui avaient été mises en sourdine dans le deuxième XVIII[e] siècle visant à renforcer le pouvoir du roi. Ce mouvement se développe à la fois en Europe et en Amérique, avec des dynamiques propres, s'appuyant sur des rivalités et des revendications pré-existantes. En 1810, ce mouvement de résistance donne lieu à la réunion de *Cortes* - une assemblée à l'échelle de tout l'empire – avec des représentants péninsulaires et Américains, qui s'érigent en assemblée constituante et adoptent une constitution monarchique libérale, relativement radicale, en 1812, dite Constitution de Cadix, d'après le lieu de réunion de ces *Cortes*.

La radicalité de ce document a été l'objet de nombreuses recherches, et peut s'expliquer notamment par la situation de citadelle assiégée de la ville et sa domination par des élites commerciales libérales. Des mobilisations favorables à l'indépendance ont lieu en Nouvelle-Espagne (Amérique du Nord ibérique) dès 1810 mais les élites créoles ne se mettent d'accord pour déclarer l'indépendance qu'en 1821, après une décennie mouvementée qui voit en Europe le retour du

5 L'idée de révolution atlantique a été introduite par Jacques Godechot et Robert Palmer afin de briser l'exceptionnalisme double des révolutions américaine et française Robert R. PALMER, *The Age of the Democratic Revolution: A Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1959 ; Jacques Léon GODECHOT, *Les révolutions (1770-1799)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1963. Leur intuition a été reprise par François Furet, puis nuancée et élargie pour mettre en évidence la circulation des modèles, des idées, des mobilisations. Voir notamment Patrice L. R. HIGONNET, *Sister Republics: The Origins of French and American Republicanism*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1988 ; Marcel GAUCHET, *La Révolution des droits de l'homme*, [Paris], Gallimard, 1989 ; Denis LACORNE, *L'invention de la république américaine*, Paris, Hachette Littératures, 2008.

souverain Ferdinand VII sur le trône en 1814 et son rejet de la Constitution de 1812, puis un soulèvement libéral qui lui impose de la proclamer de nouveau en 1820. Contrairement à ce qu'avaient pu affirmer les historiographies nationalistes, cette chronologie ne confirme pas que c'est le rejet de la Constitution de Cadix en Espagne qui provoque l'indépendance du Mexique. De même, l'adoption d'un régime républicain en 1824 ne va pas de soi. L'indépendance du Mexique doit donc être étudiée en lien avec ces événements, au croisement de cette crise de l'empire et de dynamiques internes.

Depuis déjà quelques décennies, les historiens ont ainsi commencé à remettre en cause l'idée que le Mexique était déjà une nation au moment de l'indépendance.[6] L'historiographie sur les indépendances des pays d'Amérique Latine a en effet été profondément renouvelée depuis les années 1960.[7] À une historiographie nationaliste a succédé une interprétation mettant plus volontiers en valeur le caractère accidentel de l'indépendance et les continuités, les hybridations entre la période coloniale et la période nationale, notamment concernant les pratiques politiques. On se mit à considérer ensemble la révolution espagnole et toutes les indépendances, et à mettre au jour les continuités avec la période précédente, notamment les réformes dites bourboniennes.[8] Au lieu de décrire l'émergence de nations existant a priori comme le faisait une tradition datant des débuts de l'histoire professionnelle dans chacun de ces pays, les historiens se sont appropriés les recherches sur le nationalisme et l'identité nationale, ainsi que celles sur le colonialisme et la dépendance, afin de séparer ce qui était construction nationale du processus d'indépendance. À partir des années 1990, à la faveur du renouveau de l'histoire politique, des historiens, François-Xavier Guerra en tête, ont remis l'invasion de l'Espagne par Napoléon et l'abdication des rois à Bayonne en 1808 au cœur des mouvements d'indépendance, en montrant comment la crise de l'empire provoquée par ces événements en avait été le jalon commun et que la cause d'un nationalisme pré-existant devait être écartée au profit d'un modèle interprétatif euro-américain.[9] Dès lors, la question révolutionnaire

6 D. A BRADING, *Los orígenes del nacionalismo mexicano*, México, Secretaría de Educación Audiovisual y Divulgación, 1973 ; Antonio ANNINO, Luis CASTRO LEIVA et François-Xavier GUERRA (eds.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, España, IberCaja, Obra Cultural, 1994 ; Hilda SÁBATO, *Ciudadanía política y formación de las naciones: perspectivas históricas de América Latina*, México, D.F., El Colegio de México, Fideicomiso Historia de las Américas : Fondo de Cultura Económica, 1999 ; Antonio ANNINO et François-Xavier GUERRA, *Inventando la nación: Iberoamérica siglo XIX*, México, D.F., Fondo de Cultura Económica, 2003 ; Jaime RODRÍGUEZ O, *Revolución, independencia y las nuevas naciones de América*, Madrid, Fundación Histórica Tavera, 2005.

7 Voir les synthèses historiographiques de Federica MORELLI, « Entre ancien et nouveau régime », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2004, 59, 4, p. 759-781 ; Manuel CHUST CALERO et José Antonio SERRANO ORTEGA, *Debates sobre las independencias iberoamericanas*, [Münster in Westfalen, Germany]; Madrid; Frankfurt am Main, AHILA ; Iberoamericana ; Vervuert, 2007.

8 Josefina Zoraida VÁZQUEZ, *Interpretaciones del siglo XVIII mexicano: el impacto de las reformas borbónicas*, México, D.F., Nueva Imagen, 1992.

9 Les oeuvres séminales de ces recherches sont François-Xavier GUERRA, *Modernidad e independencias : ensayos*

revenait au centre : les indépendances étaient-elles des révolutions ?

Les historiens ont tendance aujourd'hui à apporter une réponse mitigée : si on considère les dimensions économiques et sociales, les continuités semblent l'emporter sur la rupture. Néanmoins, il est indéniable qu'on assiste à une évolution très rapide de la culture politique du fait de la crise de l'Empire et des effets de la législation de Cadix. En conséquence de ce renouvellement, on tend à étudier des périodes à cheval entre l'époque coloniale et l'époque indépendante (1750-1850), afin de mieux vérifier la pertinence de la rupture révolutionnaire, ou de souligner les évolutions plus lentes de la culture politique.[10] Avec les révolutions et l'indépendance, une nouvelle souveraineté s'affirme ou se réaffirme, celle du peuple. Comme l'ont montré les historiens du monde ibérique, dans le cadre de l'imaginaire politique propre à l'empire espagnol, les idées de souveraineté et de liberté recouvrent des conceptions anciennes superposées à des conceptions nouvelles, qu'on pourrait qualifier de « libérales ».

La perspective des spécialistes de l'Amérique ibérique rejoint voire s'appuie sur certaines réflexions d'autres historiens de la « nouvelle histoire du politique » qui ont aussi travaillé à ce qui change dans le politique avec les révolutions. Pierre Rosanvallon, dans une approche croisant l'histoire et la philosophie politique, a analysé le passage d'un “ancien régime” politique, fondé sur l'inégalité et l'appartenance à des corps hiérarchisés à un “nouveau régime”, le libéralisme, dont le fondement théorique est l'égalité de tous les individus jugés capables, membres d'un corps politique unifié au sein de la nation. Le corps politique n'est dès lors plus censé être un ensemble de corps constitué assemblés, mais un ensemble d'individus. Or bien entendu, d'un point de vue sociologique, il est impensable de ne concevoir une société que d'individus et de nations, sans corps intermédiaire, et un tel passage ne se ferait pas du jour au lendemain, comme se sont attachés à le montrer les sociologues, cette interrogation ayant été au cœur de la naissance de leur discipline.[11] Ces chercheurs ont montré que cette confrontation du libéralisme à une société d'ancien régime a produit une hybridation, c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu un passage net d'un système à un autre. François-Xavier Guerra met par exemple en avant le terme de « peuple », *pueblo*, dont la souveraineté est affirmée : mais s'agit-il de la souveraineté des « *pueblos* » corps constitués d'ancien régime,

sobre las revoluciones hispánicas, Madrid, Editorial MAPFRE, 1992 ; Jaime E. RODRÍGUEZ O, *La independencia de la América española*, México, El Colegio de México : Fideicomiso Historia de las Américas : Fondo de Cultura Económica, 1996.

10 Le pionnier de cette périodisation est Halperin Donghi Tulio HALPERÍN DONGHI, *Reforma y disolución de los imperios ibéricos, 1750-1850*, Madrid, Alianza Editorial, 1985 ; Cette périodisation a ensuite été largement adoptée, voir par exemple Kenneth J. ANDRIEN et Lyman L. JOHNSON, *The Political Economy of Spanish America in the Age of Revolution, 1750-1850*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1994 ; Jaime E. RODRIGUEZ O., *Mexico in the Age of Democratic Revolutions, 1750-1850*, Boulder, Lynne Rienner, 1994.

11 Pierre ROSANVALLON, *Le sacre du citoyen: histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992.

notamment les municipalités, ou bien du peuple comme addition d'individus rationnels tel que le concevait la doctrine libérale ?[12]

Pour la France, cette réflexion sur le passage à la modernité politique s'est cristallisée autour de la notion de « politisation » forgée par Maurice Agulhon. Ce terme a été traditionnellement défini comme « la descente de la politique vers les masses », ou « l'apprentissage de la politique par les sociétés traditionnelles » ; plus récemment néanmoins, on a plutôt parlé « d'apprentissage de la démocratie », reconnaissant par là qu'il y avait du politique avant les révolutions.[13] Les formulations ont évolué vers une distinction entre « la politique » et « le politique ». « La politique » implique en effet une dimension de conflictualité légitime qui n'était pas absente dans l'ancien régime mais qui n'était pas admise : on dénonçait le mauvais gouvernement d'un individu mais pas le système politique en général ; de plus, la conflictualité était vue comme une menace trop forte contre l'ordre de la société, aussi l'unanimité était-elle le plus souvent de mise.[14] Très récemment, Olivier Christin a rappelé qu'on votait beaucoup dans l'ancien régime, que les élections étaient nombreuses. Mais elles ne reposaient pas sur la décision majoritaire.[15] Son travail rejoint ici les travaux de Bernard Manin sur le régime représentatif, dans la mesure où il s'agit pour l'un comme pour l'autre de comprendre ce qu'ils identifient comme une nouveauté, voire une parenthèse temporaire, l'élection par décision majoritaire de représentants égaux au sein d'une assemblée délibérative[16]. Les historiens de la politisation ont identifié les élections comme des moments clefs pour comprendre l'hybridation des imaginaires politiques, aussi bien en France que dans le monde ibérique. En effet, le passage au vote individuel et à la décision majoritaire, théoriquement pensés par les Constitutions libérales, ne se fait pas sans ambigüité dans les pratiques où le vote continua largement à exprimer la voix unanime des communautés en faveur de leurs élites “naturelles”. Pour la France, Christine Guionnet a mis en avant cette dimension dans ses travaux sur le vote à l'échelle municipale sous la monarchie de Juillet.[17]

12 F.-X. GUERRA, *Modernidad e independencias*.

13 L'idée de « descente de la politique vers les masses » formulée par M. Agulhon a donné lieu à de nombreux débats qui ont permis de nuancer notre compréhension du processus de politisation. Pour des synthèses récentes, voir Gilles PÉCOUT, « La politisation des paysans au XIX^e siècle, réflexion sur l'histoire politique des campagnes », *Histoire et sociétés rurales*, vol. 2, 1994, p. 91-125; Laurent LE GALL, « Des processus de politisation dans les campagnes françaises (1830-1914). Esquisse pour un état des lieux », dans Jean-Claude CARON et Frédéric CHAUVAUD (dir.), *Les campagnes dans les sociétés européennes. France, Allemagne, Espagne, Italie (1830-1930)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 103-139.

14 Michel OFFERLÉ, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, xixe-xxe siècles (2) », *Genèses*, 17 octobre 2007, 68, 3, p. 145-160.

15 Olivier CHRISTIN, *Vox populi une histoire du vote avant le suffrage universel*, [Paris], Seuil, 2014.

16 Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

17 Christine GUIONNET, *L'apprentissage de la politique moderne: les élections municipales sous la monarchie de juillet*, Paris, l'Harmattan, 1997.

La question de la représentation est en effet au cœur de la transition entre cet ancien et ce nouveau régime, et rejoint l'idée de « démocratisation ».[18] La souveraineté du peuple présuppose mais n'épuise pas ce qu'on entend dès lors par démocratie et démocratisation. Celle-ci en effet implique l'égalité des individus, notamment lors du vote, qui entraîne la possibilité d'une coalescence des intérêts du « peuple » pouvant alors se constituer en majorité. En général, ce processus a été restreint par l'organisation de la limitation du suffrage ou d'un suffrage large mais à plusieurs degrés. La démocratie n'était en effet pas toujours vue sous un angle positif, comme l'illustrent le débat autour de la Constitution américaine ou les écrits de Tocqueville par exemple, celle-ci étant souvent associée à une forme de despotisme. Dans tous les cas, ce que les historiens appellent dès lors « démocratisation » ou « politisation » est une prise de conscience progressive de la part des catégories populaires de la possibilité de faire entendre leur voix et leurs opinions dans le cadre des régimes politiques libéraux. Cette prise de conscience ne passe pas simplement par le vote, mais aussi par un certain nombre de phénomènes comprenant ceux qui ne votaient pas, par exemple par le biais des sociabilités. Ces processus aboutissent également à une mise en relation entre le local et un cadre plus large, notamment national, par le biais de l'éducation et du service militaire notamment, mais aussi du développement de partis d'opinion.[19] La souveraineté du peuple et l'égalité deviennent ainsi des principes nouveaux (et ambigus) d'organisation et d'argumentation politique. L'idée d'apprentissage politique a été critiquée comme présupposant un mouvement *top down*, mais des recherches plus récentes montrent bien qu'un apprentissage peut aussi comporter une démarche active d'intégration de nouvelles pratiques, de nouvelles références dans la négociation du pouvoir à l'échelle locale et à l'échelle nationale et que ces mouvements pouvaient être initiés par la base.[20]

La recherche sur la politisation, qui comporte un volet de mise en relation entre le cadre local et le cadre national, a contribué à l'étude de la construction nationale et du nationalisme et donc à comprendre comment et pourquoi l'État-nation était devenu le cadre d'identification majoritaire dans le monde occidental au tournant du XIX^e^ et du XX^e^ siècle puis dans le monde au cours du XX^e^ siècle,

18 D'ailleurs, c'est bien cette « transition démocratique » que Maurice Agulhon cherchait à expliquer dans son ouvrage classique.

19 Gilles PÉCOUT, « La politisation des paysans au XIX^e^ siècle, réflexion sur l'histoire politique des campagnes », *Histoire et sociétés rurales*, vol. 2, 1994, p. 91-125.

20 Laurent BOURQUIN et Philippe HAMON (dir.), *La politisation, conflits et construction du politique depuis le Moyen-Age*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010 ; Laurent BOURQUIN, Philippe HAMON, Pierre KARILA-COHEn et Cédric MICHON (dir.), *S'exprimer en temps de troubles : conflits, opinion(s) et politisation de la fin du Moyen âge au début du XX^e^ siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012 ; Laurent LE GALL, Michel OFFERLÉ et François PLOUX, *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle XIX^e^-XXI^e^ siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

notamment avec les décolonisations.[21] Sans restituer ici tout le débat sur le nationalisme, les interprétations dominantes mettent en avant la référence à un passé commun, en général sélectif et largement mythique, le rôle de l'école et d'autres institutions à l'échelle nationale, la circulation des imprimés, l'unification des langues, mesures, la normalisation et la centralisation des administrations, le développement de l'état bureaucratique.[22] Nous avons vu que dans le cadre des États issus de l'Amérique ibérique, le nationalisme correspondant à ces États était un *a posteriori*, et ce d'autant plus que tout sentiment de « naturalité » venait soit du très local, à l'échelle de la municipalité, de la *patria chica*, la petite patrie, soit de l'ensemble espagnol. L'historienne et juriste Tamar Herzog, contre Benedict Anderson, avance que c'est plutôt par le fait et le droit, que par la circulation de discours, notamment imprimés que l'appartenance nationale s'est construite.[23] Dans le cas précis du Mexique, la multiplication des révoltes et des séparatismes a été d'abord interprétée comme un échec, par comparaison au modèle de l'État-nation. Au sortir de la guerre entre Mexique et États-Unis, en 1847, l'intellectuel Mariano Otero se lamentait qu'il « n'y avait pas de nation »[24]. L'historien Timothy Anna a proposé de se sortir de l'impasse en affirmant qu'il n'y avait aucune nécessité que le Mexique fût un État-nation. Issu de toutes les possessions espagnoles en Amérique du Nord, il aurait pu donner lieu à plusieurs États comme cela a été le cas en Amérique du Sud. Michael Costeloe soulignait déjà la force du régionalisme. Il faut alors interpréter la construction nationale mexicaine comme le projet de quelques uns, plus ou moins soutenu par ses différentes composantes, et concurrencé par des projets alternatifs.[25] Il s'agit donc de comprendre quelle échelle est mobilisée et par qui, pour la construction d'une entité politique qui correspondrait le mieux à un projet donné.

Le premier pan de l'État-nation, l'État, est d'ailleurs lui-aussi au cœur des réflexions des historiens du XIX^e^ siècle aussi bien pour l'Europe que pour les Amériques. Longtemps, les historiens se sont appuyés à la fois sur l'idéal-type weberien et sur l'État du XX^e^ siècle comme point d'appui et

21 Benedict ANDERSON, *L'Imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Ed. La découverte, 1996 ; Eric J. HOBSBAWM, *Nations and Nationalism Since 1780: Programme, Myth, Reality*, Cambridge [England]; New York, Cambridge University Press, 1990.

22 Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.

23 Tamar HERZOG, *Defining Nations Immigrants and Citizens in Early Modern Spain and Spanish America*, New Haven, Yale University Press, 2003 ; Alain TALLON, *Le Sentiment national dans l'Europe méridionale aux XVIe et XVIIe siècles: France, Espagne, Italie*, Madrid, Casa de Velazquez, 2007.

24 Mariano OTERO, *Consideraciones sobre la situación politica y social de la República mexicana*, México, 1847, p.42.

25 Michael P. COSTELOE, *The Central Republic in Mexico, 1835-1846: Hombres de Bien in the Age of Santa Anna*, Cambridge ;New York, Cambridge University Press, 1993 ; Timothy E. ANNA, « Inventing Mexico: Provincehood and Nationhood After Independence », *Bulletin of Latin American Research*, 1996, 15, 1, p. 7-17 ; Timothy E. ANNA, *Forging Mexico : 1821-1835*, Lincoln, Neb., University of Nebraska Press, 1998.

de comparaison. Pour l'Amérique ibérique, les historiens se sont interrogés sur la faiblesse durable du niveau étatique. Des chercheurs, comme Antonio Annino, ont mis en évidence les effets structurants de l'application de la constitution de Cadix dans certains endroits, comme au Mexique, conduisant à une concentration des fonctions et de la majesté de l'État au niveau des municipalités.[26] Les historiens du droit ont quant à eux mis en avant un paradigme juridictionnel qui permet de contourner l'idéal-type « État » pour parler plutôt de gouvernement et de juridiction plutôt que d'État.[27] L'État étatsunien était également supposé faible jusqu'au *New Deal*, l'État mexicain comme impuissant.[28] Plus récemment, des historiens ont fait revenir l'État au centre dès le début du XIX^e^ siècle, soit pour plaider sa force, soit pour mettre en valeur d'autres types d'interaction, de négociation et de co-production entre la société et l'État.[29] Gautham Rao propose d'étudier comment le gouvernement était vécu et perçu par ceux qui y avaient recours ou le subissaient, ainsi qu'à tenir compte de l'interpénétration du personnel et de l'étatique.[30] Max Edling invite à tenir compte de tous les échelons qui constituent l'État, et notamment de l'échelle des États fédérés.[31]

Cette question est liée à celle du fédéralisme. L'adoption d'un régime fédéral, qui rapproche dans la même analyse notamment Argentine, Mexique et États-Unis, a pu être expliquée de diverses manières, y compris par ceux qui construisaient ces systèmes.[32] L'argument de la taille est souvent

26 Antonio Annino, « Cádiz y la revolución de los pueblos mexicanos 1812-1821 » Antonio ANNINO, *Historia de las elecciones en Iberoamérica, siglo XIX : de la formación del espacio político nacional*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1995.

27 il s'agit notamment du groupe HICOES qui travaille à l'Université autonome de Madrid autour de Marta Lorente et Bartolomé Clavero, avec Carlos Garriga. Voir notamment Carlos GARRIGA et Marta LORENTE SARIÑENA, *Cádiz, 1812: la constitución jurisdiccional*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007.

28 Stephen SKOWRONEK, *Building a New American State: The Expansion of National Administrative Capacities, 1877-1920*, Cambridge [England]; New York, Cambridge University Press, 1982 ; Richard Franklin BENSEL, *Yankee Leviathan: The Origins of Central State Authority in America, 1859-1877*, Cambridge [England]; New York, Cambridge University Press, 1990 ; Daniel P. CARPENTER, « The Multiple and Material Legacies of Stephen Skowronek », *Social Science History*, 21 septembre 2003, 27, 3, p. 465-474 ; William J. NOVAK, « The Myth of the Weak American State », *The American Historical Review*, Juin 2008, 113, 3, p. 752-772.

29 William J. NOVAK, *The People's Welfare: Law and Regulation in Nineteenth-Century America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996 ; Richard R. JOHN, *Spreading the News: The American Postal System from Franklin to Morse*, Cambridge, Harvard University Press, 1998 ; Jeffrey L. PASLEY, *The Tyranny of Printers: Newspaper Politics in the Early American Republic*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2002 ; Mark WILSON, *The Business of Civil War Military Mobilization and the State, 1861-1865*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2006 ; Stephen J. ROCKWELL, *Indian Affairs and the Administrative State in the Nineteenth Century*, s.l., Cambridge University Press, 2010.

30 Gautham RAO, *The Creation of the American State: Customouses, Law, and Commerce in the Age of Revolution*, 2007 ; Gautham RAO, « The Federal Posse Comitatus Doctrine: Slavery, Compulsion, and Statecraft in Mid-Nineteenth-Century America », *Law and History Review*, 2008, 26, 1, p. 1 ; Gautham RAO, « Administering Entitlement: Governance, Public Health Care, and the Early American State », *LSI Law & Social Inquiry*, 2012, 37, 3, p. 627-656.

31 Max M. EDLING, *A Revolution in Favor of Government: Origins of the U.s. Constitution and the Making of the American State*, Oxford [England]; New York, Oxford University Press, 2003 ; Max M. EDLING et Mark D. KAPLANOFF, « Alexander Hamilton's Fiscal Reform: Transforming the Structure of Taxation in the Early Republic », *The William and Mary Quarterly*, 2004, 61, 4 ; Max M. EDLING, *A Hercules in the Cradle: War, Money, and the American State, 1783-1867*, s.l., 2014.

32 On pense notamment aux fameux *Federalist Papers* articles qui visaient à convaincre le corps électoral de plusieurs

invoqué, ces républiques ayant une envergure continentale. Pour d'autres, il s'agit d'un héritage de l'ancien régime, celui des corps constitués de l'époque coloniale.[33] En termes d'organisation politique, le fédéralisme oblige à penser une souveraineté fragmentée et emboîtée, dont le potentiel est à la fois une garantie de stabilité, de liberté contrôlée, de sécurité de démocratie et d'unité, et un risque d'éclatement ou du moins de conflits répétés. Ce qui importe ici, c'est moins le fédéralisme en soi que la manière dont il a été adopté et utilisé, notamment à l'issue des indépendances. Les débats constitutifs et constitutionnels de l'indépendance/révolution dans le monde atlantique se sont fondés sur une rupture avec une métropole, non pas forcément sur le fond, mais sur la forme de domination. Il s'agissait pour les élites des colonies de faire reconnaître leur souveraineté sur un certain nombre de dimensions locales, et/ou une forme d'égalité dans la prise des décisions concernant l'Empire, non pas en tant que forme de domination et d'exploitation, mais en tant que grande formation politique incluant des territoires distants, variés, et d'une certaine façon complémentaires. Au coeur du sujet est donc la question de la souveraineté, au sens de la participation à la prise de décision, à la délibération. Tout un pan de la réflexion sur le fédéralisme a adopté une perspective impériale en montrant comment cette forme avait permis un prolongement de l'empire, de la formation impériale. Comme l'écrit l'historien Clément Thibaud, « la fédération fournit le tiers élément permettant la traduction de la pluralité institutionnelle et territoriale de l'empire dans le langage de la souveraineté populaire moderne ».[34] Il s'agit donc de penser les deux moments en continuité, en comprenant bien ce qu'est l'empire avant, et ce qu'il devient après. L'étude de la construction nationale sur les républiques continentales du Nouveau Monde gagne à être complétée par une approche impériale et coloniale.

Situation coloniale et formations impériales

Quelle sorte d'empire était la monarchie espagnole qui s'étendait de la péninsule ibérique aux Philippines, mais dont les deux piliers étaient l'Espagne d'une part et l'Amérique d'autre part ? Cette question pose le problème de la polysémie du mot empire, qui pense à la fois un large ensemble politique composite et la domination d'un centre et d'acteurs centraux sur des périphéries. L'approche impériale est d'autant plus utile que l'historiographie sur les empires coloniaux et sur le fait colonial s'est profondément renouvelée notamment à la faveur de l'impulsion donnée par les

États de voter en faveur de la Constitution fédérale des États-Unis conçue lors de la Convention de Philadelphie en 1787. On peut également ajouter la Colombie à la cohorte.

33 F.-X. GUERRA, *Modernidad e independencias*.

34 Clément Thibaud, « De l'Empire aux États: le fédéralisme en Nouvelle-Grenade (1780-1853) » in Federica MORELLI, Clément THIBAUD et Geneviève VERDO, *Les empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes : Réseau des Universités de l'Ouest Atlantique, 2009, p. 102.

études post-coloniales depuis les années 1980. C'est en effet à ce moment qu'eut lieu un « tournant impérial » (*imperial turn*). L'un des apports majeurs de ce courant est d'avoir insisté sur la centralité de la dimension coloniale sur l'histoire des métropoles, là où l'histoire des colonies et de l'empire était vue comme relativement marginale auparavant. Il y a en quelque sorte une unité entre la métropole et les colonies, un tout qu'on peut appeler « empire », bien que la métropole puisse s'appeler elle-même une république, ce que Ann Laura Stoler et Frederick Cooper ont appelé les « tensions d'empire ».[35] Nicolas Blancel et Pascal Blanchard se sont par exemple attachés à montrer comment une république devenait coloniale.[36]

De plus, en réévaluant les termes, les catégories de la pratique, les historiens de ce courant ont essayé de réfléchir à ce qui unissait les formes de domination tout en évaluant ses gradients, ouvrant la porte à la comparaison d'entités politiques qui ne l'étaient pas auparavant, à la fois dans l'espace et dans le temps. Le terme de « formation impériale » a été proposé par l'historienne Ann Laura Stoler par contraste avec le terme figé d'« empire » afin de mettre en valeur le processus et la dynamique de « mise en empire », impliquant notamment un jonglage entre « dispersion, appropriation et déplacement ». Les formations impériales, d'après l'introduction de Stoler et McGranahan,

> « créent de nouveaux sujets qui doivent être relocalisés pour être productifs et exploitables, dépossédés pour être modernes, disciplinés pour être indépendants, convertis pour être humains, débarrassés de leur bagage culturel pour être citoyens, forcés à être libres »[37]

Cette proposition reprend les apports de Foucault et de l'analyse littéraire postcoloniale pour mettre en évidence que des processus vus comme des « modernisations », des « progrès », étaient en fait des dispositifs de mise au pas et de mise au travail des populattions colonisées. L'éventail des statuts et des chemins vers la citoyenneté et la « civilisation » conduisaient à ce que les historiens Frederick Cooper et Jane Burbank allaient appeler la « souveraineté feuilletée ». Ce terme, qu'ils n'avaient pas strictement inventé, a pour but de décrire ce qui pour eux est le propre des empires à travers le temps, c'est-à-dire la pluralité de statuts individuels et collectifs.[38] Lauren Benton développe cette idée en décrivant non pas une binarité entre empire et métropole, mais des variations, des souverainetés partielles et superposées, et en montrant l'utilisation des concepts

35 Frederick COOPER et Ann Laura STOLER, *Tensions of empire colonial cultures in a bourgeois world*, Berkeley, University of California Press, 1997.

36 Pascal BLANCHARD et Nicolas BANCEL, « La fondation du républicanisme colonial. Retour sur une généalogie politique », *Mouvements*, 2005, 38, 2, p. 26 ; Nicolas BANCEL, Pascal BLANCHARD et Françoise VERGÈS, *La République coloniale*, [Paris], Hachette littératures, 2006 ; Voir aussi, par exemple Jennifer E SESSIONS, *By Sword and Plow: France and the Conquest of Algeria*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2011.

37 Ann Laura STOLER, Carole MCGRANAHAN et Peter C. PERDUE, *Imperial formations*, Santa Fe, N.M.; Oxford [England], School for Advanced Research Press ; James Currey, 2007, p. 8.

38 Pour une généalogie de cette notion, voir Lauren A. BENTON, *A Search for Sovereignty: Law and Geography in European Empires, 1400-1900*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2010.

légaux par la diversité des acteurs de l'empire. Les « postures légalistes » et la « politique de la juridiction » décrites par Benton nous aident alors à comprendre autrement les empires comme constructions politiques, du point de vue des acteurs et de leurs pratiques. Cette réflexion sur la « souveraineté feuilletée » a mis en avant le rôle du droit dans le processus impérialiste. La mise en place d'institutions juridiques, et notamment la prétention d'inclusion des populations diverses et des terres comme sujet de droit a permis de voir le droit non comme un moyen neutre d'abritrage mais comme un outil d'intégration malgré soi. Lisa Ford, à la suite de Benton, montre donc comment la revendication même de la part des colons d'inclure tout le monde, y compris les autochtones, dans une même juridiction participait d'une articulation entre juridiction, souveraineté territoriale et propriété notamment foncière.[39]La nouvelle histoire impériale a donc cherché à multiplier les échelles d'analyse, du local au global. À cette occasion, les travaux du sociologue Georges Balandier sur la situation coloniale ont été redécouverts. Son travail insistait sur une étude micro du colonial, et mettait en avant les degrés d'inclusion et d'exclusion.[40]

Le tournant impérial en historiographie invite donc à penser « avec et au-delà de la nation » en considérant, comme l'a proposé l'historienne Antoinette Burton, que la nation soit considérée comme un projet « précaire, à la dérive, et au final, irréalisable ».[41] Il s'agit donc bien de montrer ce que l'empire fait à la nation, au projet national, à la construction nationale. Cette réflexion impériale invite aussi à penser la dimension spatiale des empires. Lauren Benton a montré que les souverains ne pensaient pas forcément leur empire par le biais d'aplats sur des cartes, mais via des corridors et des enclaves, aux statuts hétérogènes.[42] Cette réflexion spatiale nous permet de retrouver la question du fédéralisme en lien avec l'empire. Alors que nous avons commencé à aborder le fédéralisme comme un « tiers moment » pour comprendre comment la réversion de souveraineté causée par la crise de l'empire espagnol avait permis une régénération du droit naturel via la fédération[43], dans un second temps, notre développement sur l'empire comme espace de domination et de pouvoir sur un modèle centre/périphérie à plusieurs échelles invite à penser le fédéralisme également comme un mode de domination sur un espace.

Le fédéralisme était en effet aussi un moyen de construction nationale dans l'espace, le moyen

39 Lisa FORD, *Settler sovereignty: jurisdiction and indigenous people in America and Australia, 1788-1836*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2010. Voir aussi Allan GREER et Ian Walter RADFORTH, *Colonial Leviathan: State Formation in Mid-Nineteenth-Century Canada*, Toronto; Buffalo, University of Toronto Press, 1992.

40 Georges BALANDIER, *La situation coloniale*, [Paris], Cahiers internationaux de sociologie, 1951.

41 Antoinette M BURTON, *After the imperial turn: thinking with and through the nation*, Durham [N.C.], Duke University Press, 2003, p. 8.

42 L.A. BENTON, *A Search for Sovereignty*.

43 F. MORELLI, C. THIBAUD et G. VERDO, *Les empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)*, p. 104.

d'une conquête interne démocratique de la « frontière », au sens où il permettait d'intégrer des territoires souverains déléguant librement leur souveraineté. Les historiens Nicole Etcheson et Peter Onuf, dans leur analyse de l'ordonnance du nord-ouest et de la conception du statut constitutionnel de Territoire aux États-Unis ont montré que les législateurs avaient voulu rendre acceptable ce statut subordonné, d'une part par la perspective future d'une intégration comme égal, d'autre part par l'intervention directe du pouvoir fédéral qu'il permettait ; or cette intervention était rendue nécessaire pour garantir la sécurité des biens et des personnes, dans un territoire que d'autres, les autochtones, reconnaissaient pour leur et cherchaient à défendre.[44] Cette analyse met en évidence le caractère impérial du fédéralisme américain, et serait probablement valable pour les autres républiques fédérales américaines « à frontière ». C'est du moins l'une des hypothèses de ce travail concernant le Mexique.

La souveraineté sur la frontière

Une telle approche remet dès lors en cause une approche unilatérale d'une frontière de colons sans État telle que l'avait décrite naguère dans un article qui a fait date l'historien Frederick Jackson Turner. Pour lui, la frontière était le lieu par excellence de formation du caractère américain, et occupait donc une place centrale dans la construction nationale des États-Unis. Ce caractère américain, c'était entre autres l'individualisme et la liberté. La frontière était la liberté par excellence, la liberté de toute contrainte despotique.[45] La nouvelle histoire de l'Ouest à partir des années 1980 a nuancé ce grand récit, en mettant en avant l'idée que cette liberté de quelques uns reposait également sur la sujétion des autres. Ces autres réapparurent ainsi dans l'image via des analyses de genre, de classe et de race. Cette historiographie a aussi remis en avant le rôle de l'État, pour acquérir ou défendre des territoires et des populations dont ces colons étaient les ressortissants.[46] De cette nouvelle histoire de l'Ouest a émergé une « nouvelle histoire indienne », qui s'est donné pour objectif de remettre les Amérindiens au centre, et non plus aux marges de l'histoire. Richard White a ainsi proposé l'idée de « *middle ground* » pour rendre compte de la co-création d'une société fondée sur des malentendus créateurs de sens et de coexistence.[47] Mais

44 Peter S. ONUF, *Statehood and Union: A History of the Northwest Ordinance*, Bloomington, Indiana University Press, 1987 ; Nicole ETCHESON, *The Emerging Midwest: Upland Southerners and the Political Culture of the Old Northwest, 1787-1861*, Bloomington, Indiana University Press, 1996.

45 Frederick Jackson TURNER, « The Significance of the Frontier in American History », Madison, 1893.

46 Pour les principales synthèses de ce courant, voir Patricia Nelson LIMERICK, *The Legacy of Conquest: The Unbroken Past of the American West*, New York, Norton, 1987 ; Richard WHITE, *« It's Your Misfortune and None of My Own »: A History of the American West*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.

47 Richard WHITE, « Chapter 5 » dans *The Middle Ground: Indians, Empires, and Republics in the Great Lakes Region, 1650-1815*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 1991, p. 110-120 ; traduit en français récemment Richard WHITE, *Le Middle ground: Indiens, empires et républiques dans la région des Grands lacs,*

l'historienne Kathleen DuVal affirme que ce *middle ground* n'était une réalité que dans les zones de contacts où les Amérindiens étaient déjà affaiblis ; d'après elle, les groupes autochtones unis et forts maintenaient ce qu'elle appelle alors un « *native ground* », une souveraineté indigène, et étaient peu désireux de faire ce type de compromis. Cette souveraineté, qui est un concept important de sa démonstration, repose sur des « décisions indépendantes » et non les compromis qui caractérisent le *middle ground*, fussent-ils des malentendus pratiques. Chacun des groupes indigènes revendiquait l'usage d'une terre donnée, parfois la même, ce qui compliquait l'idée même de « natifs ».[48] Quelle que soit la construction de l'idée de souveraineté dans les différentes cultures, deux modèles d'interaction s'affrontaient, celui des relations à l'intérieur d'une même entité politique, et celles relevant des relations internationales.[49]

Les réflexions sur les États-Unis comme empire colonial ne sont pas inexistantes, mais peinent à affirmer leur voix face à l'exceptionnalisme américain en général et à la thèse de la frontière.[50] La nouvelle histoire de l'Ouest y a contribué à la marge en essayant d'introduire les *postcolonial studies* pour l'étude des États-Unis. Mais la principale dynamique est venue de la comparaison avec l'empire britannique, et l'identification par le courant des études du colonialisme de peuplement ("*settler colonial studies*") d'un phénomène de migration et de « ruée vers la terre » des anglophones à l'échelle du globe ou du moins d'un grand hémisphère occidental, des Amériques à l'Océanie. Ce courant étudie les mécanismes institutionnels, politiques, culturels de ce mouvement et met en avant le rôle des colons locaux entre métropole d'une part, et population autochtone d'autre part.[51] L'intérêt de cette perspective est de mettre en évidence la production de territoire à partir de l'appropriation et la mise en valeur de terres par les migrants, souvent par l'exclusion des usages qui les précédaient. Le régime de propriété privée de la terre y est mise en avant comme un outil puissant.

1650-1815, traduit par Frédéric COTTON, Toulouse, Anacharsis, 2009.

48 Kathleen DUVAL, *The Native Ground: Indians and Colonists in the Heart of the Continent*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2006, p. 5.

49 Thibaut Charles FLEURY, *La question du territoire aux Etats-Unis de 1789 à 1914 : apports pour la construction du droit international*, Thèse de doctorat en droit, Paris 2, 2011.

50 Paul A. KRAMER, « Power and Connection: Imperial Histories of the United States in the World », *The American Historical Review*, 2011, 116, 5, p. 1348-1391.

51 Patrick WOLFE, *Settler Colonialism and the Transformation of Anthropology the Politics and Poetics of an Ethnographic Event*, London; New York, Cassell, 1999 ; John C. WEAVER, *The Great Land Rush and the Making of the Modern World, 1650-1900*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2003 ; traduit en français John C. WEAVER, *La ruée vers la terre et le façonnement du monde moderne: 1650-1900*, Saint-Laurent, Fides, 2006 ; Alyosha GOLDSTEIN et Alex LUBIN, *Settler Colonialism*, Durham, N.C.; Chesham, Duke University Press ; Combined Academic [distributor], 2008 ; James BELICH, *Replenishing the Earth: The Settler Revolution and the Rise of the Anglo-World, 1783-1939*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2009 ; Fiona BATEMAN et Lionel PILKINGTON, *Studies in Settler Colonialism: Politics, Identity and Culture*, Houndmills, B; New York, Palgrave Macmillan, 2011 ; Pour la réception et les possibilités des settler colonial studies en histoire de l'ouest voir John Mack FARAGHER, « Commentary: Settler colonial studies and the North American frontier », *Settler Colonial Studies*, 17 décembre 2013, p. 1-11.

Le thème de la « frontière » a été beaucoup repris dans l'historiographie sur l'Amérique ibérique et portugaise, d'abord en Amérique du Nord, où de manière précoce l'historien Herbert Eugene Bolton, un étudiant de Frederick Jackson Turner avait souhaité adapter l'approche de son maître à l'empire espagnol. Il y avait mis en évidence le rôle prépondérant des institutions qu'étaient l'armée et l'Église, ce qui rendait cette frontière bien différente de celle des États-Unis.[52] Aujourd'hui on peut considérer que l'école des *Borderlands* fait cause commune avec la nouvelle histoire de l'Ouest, et insiste sur le caractère incertain de ces zones de frontières, qui ne sont pas encore des « *bordered lands* » et où on peut faire jouer les possibles.[53] Mais le paradigme de la frontière a aussi été utilisé pour d'autres espaces, en particulier pour l'Argentine et l'Amazonie.[54] Cette reprise a permis de donner une dimension spatiale à l'étude de la construction nationale, en articulation avec la question raciale et culturelle. On y reconnaît généralement que les réformateurs impériaux du XVIII^e^ siècle comme les constructeurs des États-Nations du XIX^e^ siècle avaient le souci des frontières, mais sans essayer de comprendre la continuité de cette préoccupation non comme une coïncidence, mais comme un héritage.[55] De ce point de vue, l'historiographie gagnerait, comme pour les États-Unis, à intégrer l'héritage impérial des nouvelles nations continentales. Le courant historiographique qui étudie le « colonialisme de peuplement » tend quant à lui à exclure le monde ibérique, pour se focaliser sur le monde anglophone. Il s'agit en effet pour ces historiens de comprendre la « divergence » des colonies de peuplement anglophones qui ont distancé le reste du monde au XIX^e^ siècle.[56] Ces études forment alors le complémentaire des travaux sur le « retard » qu'auraient pris les pays de l'Amérique Latine après leur indépendance.[57] Néanmoins, John Weaver admet que, même si l'Espagne et ses colonies ne disposent pas d'outils liés à la propriété privés aussi redoutables que le monde issu de l'empire britannique, l'Argentine présente néanmoins des caractéristiques proches,

52 Herbert Eugene BOLTON, *The Spanish Borderlands: A Chronicle of Old Florida and the Southwest*, New Haven [Conn.], Yale University Press, 1921 ; David J. WEBER, « The Spanish Borderlands, Historiography Redux », *The History Teacher*, novembre 2005, 39, 1, p. 43-56 ; Albert L. HURTADO, *Herbert Eugene Bolton: Historian of the American Borderlands*, Berkeley, University of California Press, 2012.

53 Jeremy ADELMAN et Stephen ARON, « From Borderlands to Borders: Empires, Nation-States, and the Peoples in Between in North American History », *The American Historical Review*, 1999, 104, p. 814-841.

54 HEVILLA María Cristina, « El estudio de la frontera en América. Una aproximación bibliográfica », dans *Biblio 3W. Revista Bibliográfica de Geografía y Ciencias Sociales*, Barcelona, n°125, accessible en ligne sur http://www.ub.es/geocrit/b3w-125.htm (15/04/2014) et SCHROTER Bernd, « La frontera en Hispanoamérica colonial : un estudio historiográfico comparativo », *Colonial Latin American Historical Review*, 10-3, 2001, p. 351-385.

55 La fragmentation entre la période coloniale et la période nationale est particulièrement tangible dans cet article Pedro Navarro FLORIA, « La construction des territoires nationaux latino-américains vue depuis leurs marges », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 18 novembre 2008, 16.

56 J. BELICH, *Replenishing the earth* ; J.C. WEAVER, *The Great Land Rush*.

57 Stephen H HABER, *How Latin America Fell Behind: Essays on the Economic Histories of Brazil and Mexico, 1800-1914*, Stanford, Calif., Stanford Unviversity Press, 1997 ; Francis FUKUYAMA (ed.), *Falling behind: explaining the development gap between Latin America and the United States*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2008.

qu'il explique en partie par les réformes du XIX^e siècle, imitées des pays anglophones.[58]

Afin de dépasser le débat entre frontières, nous proposons de comparer ce qui est comparable, notamment en termes de chronologie et d'espace. En effet, bien que Turner insiste dans sa fameuse conférence sur l'importance de la frontière sur l'idée d'un processus reproductible tant qu'il reste de la terre vierge, force est de constater que le contexte du XIX^e siècle est distinct de celui du XVI^e , du XVII^e ou du XVIII^e siècle. En particulier les modèles à la fois nationaux et coloniaux ont profondément changé. C'est pourquoi il paraît utile de se référer aux travaux sur le monde colonial du premier XIX^e siècle. Cette époque est aussi celle que les historiens ont identifiée comme l'avènement d'un « monde Pacifique »[59], en reprenant l'idée de « monde atlantique » développé pour les échanges et les connexions entre les royaumes européens, leurs possessions américaines et la côte africaine où étaient prélevés des esclaves[60]. Par conséquent, ancrer l'histoire de la Californie comme héritage colonial du Mexique dans l'histoire Pacifique du premier XIX^e siècle permet de synchroniser son histoire non pas avec les conquêtes coloniales de l'époque moderne, mais avec celle des explorations, des expéditions scientifiques et commerciales et des entreprises coloniales de l'Angleterre, de la Russie, des États-Unis et de la France dans l'océan Pacifique.[61]

58 J.C. WEAVER, *The Great Land Rush*, p. 15.

59 Katrina GULLIVER, « Finding the Pacific World », *Journal of World History*, 2011, 22, 1, p. 83-100.

60 David Armitage et Michael Braddick, « Three concepts of Atlantic history », in David ARMITAGE, *The British Atlantic world, 1500-1800*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York, Palgrave Macmillan, 2002, p. 11-27, 250-254 ; Alison GAMES, « Atlantic history: definitions, challenges, and opportunities », *The American historical review The American historical review*, 2006, 111, p. 741-757 ; J. H ELLIOTT, *Empires of the Atlantic world: Britain and Spain in America, 1492-1830*, New Haven, Yale University Press, 2006 ; Cécile VIDAL, « La nouvelle histoire atlantique en France : Ignorance, réticence et reconnaissance tardive », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world New worlds*, 24 septembre 2008 ; Cécile VIDAL, « Pour une histoire globale du monde atlantique ou des histoires connectées dans et au-delà du monde atlantique ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1 mai 2012, 67, 2, p. 391-413.

61 Pour une histoire centrée sur le Pacifique, voir Stuart BANNER, *Possessing the Pacific Land, Settlers, and Indigenous People from Australia to Alaska*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2007 ; Matt K. MATSUDA, *Pacific Worlds: A History of Seas, Peoples, and Cultures*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2012 ; David IGLER, *The Great Ocean: Pacific Worlds from Captain Cook to the Gold Rush*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2013 ; et plus généralement la série « Pacific World » : Paul W. BLANK et Fred SPIER, *Defining the Pacific: Opportunities and Constraints*, Aldershot, Hampshire; Burlington, Vt., Ashgate, 2002 ; Tony BALLANTYNE, *Science, empire and the European exploration of the Pacific*, Aldershot, Hants, England; Burlington, VT, Ashgate, 2004 ; Paul D'ARCY, *Peoples of the Pacific: the history of Oceania to 1870*, Aldershot, England; Burlington, VT, Ashgate/Variorum, 2008 ; Kenneth POMERANZ, *The Pacific in the Age of Early Industrialization*, Farnham, Surrey; Burlington, VT, Ashgate, 2009 ; Sur les États-Unis et le Pacifique, voir Norman A. GRAEBNER, *Empire on the Pacific: A Study in American Continental Expansion*, New York, N.Y., Ronald Press Co., 1955 ; Arrell Morgan GIBSON, *Yankees in Paradise: The Pacific Basin Frontier*, 1st ed., Albuquerque, University of New Mexico Press, 1993 ; Jean HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique : histoire d'une frontière*, Paris, A. Michel, 1995 ; Arthur Power DUDDEN, *American Empire in the Pacific: From Trade to Strategic Balance, 1700-1922*, Aldershot, Hants, England; Burlington, VT, Ashgate/Variorum, 2004 ; M BURNHAM, « Early America and the Revolutionary Pacific », *PMLA*, 2013, 128, 4, p. 953-960 ; Sur l'Espagne, voir Warren L COOK, *Flood Tide of Empire; Spain and the Pacific Northwest, 1543-1819*, New Haven, Yale University Press, 1973. Il est notable qu'il n'y ait pas d'ouvrages sur les pays d'Amérique Latine et le Pacifique ; Sur la Russie et le Pacifique voir Glynn BARRATT, *Russia in Pacific Waters, 1715-1825: A Survey of the Origins of Russia's Naval Presence in the North and South Pacific*, Vancouver et Londres, University of British Columbia Press, 2011 ; Ilya VINKOVETSKY, *Russian America: An Overseas Colony of a Continental Empire, 1804-1867*, Oxford; New York, Oxford University Press,

***

Les réflexions sur la construction politique dans le Nouveau Monde, depuis l'époque moderne insistent sur le rôle des colons, des acteurs locaux et leur articulation des notions politiques de juridiction et de souveraineté pour affirmer leurs propres droits, notamment de propriété, dans les territoires où ils migraient.[62] Cette centralité des colons locaux permet dès lors d'embrasser le moment de l'indépendance, sans l'ignorer : que change pour les sociétés locales, en situation coloniale, l'indépendance ? Comment penser à nouveaux frais juridiction, souveraineté, politique, après l'indépendance, dans des sociétés plurielles ? Que signifie cette liberté qui vient d'être acquise ? Qui vient de prendre sa liberté, qui devient souverain ?

Or cette réflexion politique sur la Californie n'a pas été effectuée. Globalement, l'histoire, en particulier politique, de la Californie mexicaine, se situe dans un angle mort historiographique, cette relativement brève période n'entrant réellement dans aucune histoire nationale : la Californie n'était pas encore étatsunienne, elle n'est plus aujourd'hui dans les frontières mexicaines. Mais comme nous le verrons, c'est justement sa re-mexicanisation du fait des migrations du XX^e^ et du XXI^e^ siècle - la population hispanophone représente aujourd'hui 30 % de sa population – qui a favorisé le développerment d'une historiographie sur cette période et sur l'expérience suivant l'annexion par les États-Unis en 1848. De plus, une histoire centrée sur la construction nationale avait des difficultés à envisager l'héritage impérial et la reconfiguration coloniale d'un territoire issu d'un empire espagnol qui avait repris son expansion après deux siècles de stabilisation. Nous nous plaçons dès lors en dialogue d'une part avec l'historiographie plus générale que nous venons de décrire et l'historiographie plus précisément centrée sur la Californie, dans le but de répondre à notre problématique en suivant trois axes : une histoire spatiale et impériale de la Californie ; la sociogénèse politique des *Californios*, colons, sujets, citoyens ; le chemin californien de la « modernité » politique. Ensemble, ces axes permettent de dépasser le problème intellectuel et politique que constitue la revendication de souveraineté, de liberté et d'égalité au nom d'un territoire créé de toutes pièces par un pouvoir impérial. Mettre en évidence ce processus de création territoriale impériale permet dès lors de se détourner d'une histoire linéaire d'un progrès vers la modernité pour mieux comprendre les chemins politiques empruntés.

2011.

62 J.M. FARAGHER, « Commentary ».

Une histoire spatiale et impériale de la Californie : la formation d'un « territoire »

Notre travail se donne pour ambition de faire l'histoire de la Californie comme « territoire ». Il ne s'agit ni de faire une histoire totale ou générale de la Californie, et moins encore d'affirmer que l'espace aujourd'hui appelé Californie est entré dans l'histoire en étant colonisé par les Espagnols. Il ne s'agit pas non plus de tomber dans le piège de la personnification en faisant de la Californie le héros de cette histoire. Nous reprenons la définition que le géographe Daniel Nordman a donné du mot « territoire » pour le distinguer de celui d' « espace », afin de montrer que le « territoire » est un espace approprié, un enjeu militaire, économique ou politique. Signe de cette appropriation, de cette transformation en enjeu, le toponyme :

> « Posons donc que espace est une sorte de contenant flexible et indéfini dans lequel se forment et se distribuent des entités géographiques et sociales, des mouvements et des flux, tandis qu'un territoire est intellectuellement perçu comme objet précis et direct, une appropriation, une domination et il constitue un enjeu militaire économique ou politique. Le concept de territoire – de territoire exclusif – ne s'affirme jamais aussi nettement que dans les conflits et les prétentions au pouvoir sous quelque forme que ce soit. L'espace ensuite peut être représenté comme illimité (c'est-à-dire en bien des cas comme non encore délimité) alors qu'un territoire est pourvu de limites matérielles ou immatérielles Ainsi l'histoire des États ou des nations est souvent la lente et difficile transition de l'espace vers le territoire. Troisième caractère enfin, à la différence de l'espace brut ou déjà organisé, un territoire a été doté d'un nom, le toponyme étant le signe de l'identité géographique et politique et signalant l'occupation, la possession, la domination. Tous ces traits sont liés. »[63]

En faisant cette histoire de la « Californie », nous souhaitons donc faire l'histoire de la découpe d'un espace pour en faire un territoire approprié, un enjeu, un espace de domination. En ce sens, l'histoire de la « Californie » est l'histoire de l'association entre un projet et un espace, association à laquelle on a donné le nom de « Californie ». On peut rappeler à cet égard que l'enjeu du nom était bien reconnu par les acteurs historiques, et que par exemple les Britanniques, suite aux explorations de Sir Francis Drake à la fin du XVIII[e] siècle commencèrent à appeler la Californie « Nouvelle-Albion ». La Californie n'a pas été de tout temps, elle a été faite. Il s'agit donc de comprendre la Californie comme projet, comme construction politique, d'abord née de l'empire espagnol.

Alors que d'une manière générale les historiens ne font pas de distinction entre la Californie comme espace et la Californrnie comme territoire, l'historienne Lisbeth Haas, influencée par l'école des Annales et forte de sa lecture des géographes[64] dans son livre *Conquests and historical*

63 Daniel NORDMAN, « De quelques catégories de la science géographique. Frontière, région et hinterland en Afrique du Nord (XIXe et XXe siècles) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1997, 52, 5, p. 969-986.

64 En particulier, Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditeranéen à l'époque de Philippe II.*, Paris, A. Colin, 1966 ; Edward W. SOJA, *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*,

identities utilise précisément, en articulation avec l'idée d'« identité historique » le concept géographique « d'identité territoriale »[65]. Si, comme nous l'aborderons un peu plus loin, le concept d'identité n'est pas central dans notre étude, la construction d'une identité comme support à un projet ancré territorialement est bien l'un des aspects de la création d'un territoire, comme le montre d'ailleurs l'historienne :

> « Les *Californios* commencèrent à articuler leur propre identité territoriale au début des années 1830, dans les débats politiques entre l'assemblée territoriale de Californie et le gouvernement fédéral mexicain au sujet de l'émancipation des néophytes [les Indiens christianisés travaillant dans les missions] et la sécularisation des missions de Californie. Les *Californios* utilisèrent leurs idées coloniales espagnoles pour définir les droits de leur gouvernement territorial pour contrôler la terre des Indiens des missions. »[66]

Comme l'illustre cette citation qui met en relation la création de l'identité territoriale et le contrôle de la terre, la réflexion sur la création d'un territoire se fait bien entendu en articulation avec l'historiographie sur le colonial, sur la frontière, dans ses deux sens de délimitation et de front pionnier et sur la construction spatiale des États-nations. Ce travail a en effet pour ambition de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique territoriale de l'ouest de l'Amérique du Nord en pensant la Californie comme une colonie, même après l'indépendance, et le Mexique comme une formation impériale. De la sorte, il s'agit de concourir à ce qui reste largement à défricher à la fois du point de vue de l'histoire des empires coloniaux : le début du XIX^e^ siècle et la continuité des empires coloniaux par delà les indépendances américaines ; et du point de vue de l'histoire de la construction nationale du Mexique et des États-Unis. Notre réflexion rejoint par conséquent celle sur les empires coloniaux à partir du XIX^e^ siècle qui s'attache à penser le colonial et l'impérial après les révolutions, dans un cadre libéral et républicain. Il s'agit donc en quelque sorte de penser la Californie avec l'Algérie, le Sénégal, la Nouvelle-Calédonie ou encore l'Australie. Mais cette réflexion à partir du colonial et de l'impérial ne doit pas nous conduire à simplifier la situation, il s'agit en effet plutôt de penser « avec » du colonial, de l'impérial en lien avec la construction nationale, le fédéralisme, le républicanisme, pour voir comment ces différentes manières de construire un territoire s'articulent à différentes échelles et entre différents acteurs. Les notions de « projet » et de « souveraineté » sont centrales dans ce cadre de pensée, car il s'agit bien de comprendre qui prend en charge le développement, la formation d'un territoire dans un espace

London; New York, Verso, 1989.

65 Sur l'utilisation de l'« identité » en géographie, voir *L'Espace géographique, Débat sur l'identité territoriale*, 35, 4, 2006 en particulier Yves GUERMOND, « L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique », *L'Espace géographique*, 2006, 35, 4, p. 291-297 ; Bernard DEBARBIEUX, « Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie », *L'Espace géographique*, 2006, 35, 4, p. 340-354.

66 Lisbeth HAAS, *Conquests and historical identities in California, 1769-1936*, Berkeley, University of California Press, 1995, p. 3.

donné, et au nom de qui.

Dans cette réflexion, les Amérindiens autochtones sont centraux, en tant qu'habitants et utilisateurs de cet espace au moment où les puissances impériales commencent à élaborer un projet territorial à son endroit. Qu'ils jouent le rôle d'alliés, de sujets, de citoyens, ils sont la donnée majeure dont doivent tenir compte les concepteurs de la territorialité californienne, tout en ayant leur propre projet sur le territoire qu'ils utilisent. Une dimension complémentaire de cette recherche serait d'ailleurs bien entendu de restituer cette histoire de leur point de vue, et notamment d'élucider si la « Californie » en vint à prendre un sens de leur point de vue ; nous l'avons inclus dès que cela était possible, mais dans un premier temps nous avons surtout mis au jour leur fonction ambiguë, du point de vue des colons, des missionnaires et des autorités, à la fois comme ennemis et comme raison d'être de la souveraineté et du territoire, étant les personnes les plus à même de l'exploiter.

Il s'agit aussi alors de dépasser le débat portant sur les missions et les missionnaires comme vecteur de ou rempart contre la colonisation. Il n'est aujourd'hui pas révolutionnaire de penser la Californie comme une terre en situation coloniale jusque dans la période dite mexicaine, soit après 1821. Les historiens n'hésitent notamment pas à qualifier la relation entre colons et Amérindiens de relation coloniale; les missions franciscaines, qui perdurent jusqu'en 1834 et même au-delà dans les années 1840, sont clairement identifiées comme des dispositifs coloniaux de contrôle du travail et de la production des ressources. La centralité des missions dans l'intégration de l'Amérique du Nord à l'empire espagnol invite à une réflexion sur le rôle de ces missions et sur leur place dans le dispositif impérial. De plus, les fondations ayant eu lieu à la fin du XVIII^{e} siècle pour ce qui concerne la Californie, il est impératif de comprendre et de problématiser l'articulation entre le projet impérial de la Couronne, l'évolution de l'empire outre-mer vers des « colonies », le projet missionnaire et la relation des missionnaires à la Couronne. En effet, le fait que la colonisation de la Californie ait eu lieu précisément à la faveur des réformes de l'empire, mais ait été prise en main en grande partie par un ordre religieux complique le récit d'une « colonisation » de l'empire à la fin du XVIII^{e} siècle et permet par la même occasion de comprendre en partie le décalage entre la Californie et le reste de l'empire. L'historien Francis J. Weber, lui-même un Franciscain, a bien relevé l'anomalie relative que constituait le rôle des missionnaires dans la conquête de la frontière nord, à une époque de remise en cause de leur rôle dans les centres de l'empire.[67] Il faut pour cela comprendre les réformes qui ont lieu après la guerre de sept ans en 1763. La priorité du roi Charles III est de protéger son empire, la frontière nord constituant une zone tampon contre les attaques amérindiennes, mais désormais aussi

67 David J. WEBER, *The Spanish Frontier in North America*, New Haven, Yale University Press, 1992.

européennes (y compris russes) visant le cœur de la riche colonie de Nouvelle-Espagne. Cette attitude correspond à un désir de la part de la monarchie de se réorganiser de manière efficace pour rivaliser avec les monarchies européennes. Dans ce sens, les missions sont un moyen au service d'une fin, l'isolement et l'éloignement des Californies impliquant ce recours à un ordre missionnaire au moment même de l'expulsion des jésuites (en 1767[68]), qui avaient fondé les établissements en Basse-Californie. Mais les réformes bourboniennes affirmaient aussi un lien direct entre Dieu et le monarque et le recours à l'ordre franciscain, dans un contexte de reprise en main, pouvait avoir du sens. Les personnalités de l'inspecteur de la couronne Jose de Galvez, envoyé pour reprendre en main la frontière nord, et celle de Junipero Serra, missionnaire franciscain déterminé, sont également à prendre en compte. Tandis que Galvez comptait bien, fort de son expérience de l'expulsion des Jésuites, utiliser l'ordre franciscain comme subordonné au projet impérial, Junipero Serra, lui, était déterminé dans sa mission de propagation de la foi.[69]

La question des missions est depuis toujours centrale dans l'histoire de la Californie. Mais à leur sujet deux écoles se sont affrontées, débat ravivé par le début du procès en canonisation du fondateur des missions californiennes, Junipero Serra.[70] D'un côté, il s'agissait de dénoncer les missions et les missionnaires pour leur traitement des Indiens.[71] D'un autre côté au contraire, il s'agissait de les célébrer, à la fois comme pionniers, fondateurs de la Californie, et comme protecteurs des Indiens.[72] Afin de compléter cette historiographie à charge ou à décharge, les chercheurs, se faisant parfois ethnohistoriens, ont depuis quelques décennies chercher à restituer le point de vue des Amérindiens, et, encore plus récemment, d'expliquer comment et pourquoi les colonisateurs espagnols puis mexicains avaient été en mesure de tenir la Californie alors qu'ils étaient en forte minorité. Ils ont d'une part mis en évidence les processus d'affaiblissement des

68 On peut mentionner également d'autres réformes visant à soumettre l'Église au pouvoir royal en Espagne, autrement dir de « régalisme ecclésiatique », comme par exemple le concordat de 1753, et l'imposition du regium exequatur pour la publication de tout écrit venant de la Curie romaine en 1761-1762. Christian HERMANN, *L'Eglise d'Espagne sous le patronage royal, 1476-1834: essai d'ecclésiologie politique*, Madrid, Casa de Velazquez, 1988.

69 John L. KESSELL, « Friars versus Bureaucrats: The Mission as a Threatened Institution on the Arizona-Sonora Frontier, 1767-1842 », *The Western Historical Quarterly*, 1974, 5, 2, p. 151-162.

70 James A. SANDOS, « Junípero Serra's Canonization and the Historical Record », *The American Historical Review*, 1988, 93, 5, p. 1253-1269.

71 Sherburne Friend COOK, *The Conflict Between the California Indian and White Civilization*, Berkeley, University of California Press, 1976 ; Rupert COSTO et Jeannette Henry COSTO, *The Missions of California: A Legacy of Genocide*, San Francisco, Published by The Indian Historian Press for the American Indian Historical Society, 1987 ; Robert Howard JACKSON et Edward CASTILLO, *Indians, Franciscans and Spanish Colonization: The Impact of the Mission System on California Indians*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1996.

72 Fr. Zephyrin ENGELHARDT, *The Missions and Missionaries of California*, San Francisco, Cal, The James H. Barry company, 1908 ; Maynard J. GEIGER, *The Life and Times of Fray Junípero Serra, O.F.M. Or, the Man Who Never Turned Back, 1713-1784, a Biography*, Washington, Academy of American Franciscan History, 1959 ; Francis F. GUEST, *An Inquiry into the Role of the Discipline in California Mission Life*, Santa Barbara, Santa Barbara Mission Archive-Library, 1989.

groupes amérindiens sous les coups de boutoir des épidémies et des dégradations environnementales, et d'autre part le rôle des leaders amérindiens notamment dans la coopération avec les missionnaires.[73] Si la situation coloniale nous intéresse en ce qu'elle influe sur la création du territoire californien, et bien que nous admettons volontiers avec Lisbeth Haas[74] – et Michel Foucault[75] – que la création de territoire soit une manifestation de pouvoir, notre travail ne se veut pas une description des rapports de domination et de pouvoir au quotidien, chantier qui est déjà largement en marche pour la Californie et pour d'autres territoires des *Borderlands*. Nous utilisons d'ailleurs les apports de ces études lorsqu'ils contribuent à notre étude, en particulier pour comprendre le rôle des femmes et des rapports de genre.[76] Ainsi, plutôt que de savoir qui porte la plus lourde responsabilité du mauvais traitement des Indiens et de la saisie de leurs terres entre les missionnaires, les colons et les soldats, nous cherchons plutôt à mettre au jour qu'ils avaient des projets concurrents, parfois convergents, parfois divergents. À partir des révolutions – libérale de Cadix de 1812-1813 et de l'indépendance et de la république mexicaines en 1821-1824 – la définition du peuple et du territoire sur lequel la souveraineté s'exerce change. Comment, dans ce contexte, affirmer à la fois la souveraineté de l'État mexicain sur sa frontière, et celle, en large part contradictoire, des colons et des Amérindiens en tant que peuple californien ?

Au cœur de cette réflexion se situe donc le groupe des colons, et des soldats-colons, qui ont migré sur place, sont les artisans de l'empire espagnol en Californie, et se reconnaissent progressivement comme ce peuple dont la révolution et l'indépendance ont mis la souveraineté au

---

73 James A SANDOS, *Converting California : Indians and Franciscans in the missions*, New Haven, Yale University Press, 2004 ; Albert L. HURTADO, *Intimate Frontiers: Sex, Gender, and Culture in Old California*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1999 ; George Harwood PHILLIPS, *Chiefs and Challengers: Indian Resistance and Cooperation in Southern California*, Berkeley ; Los Angeles ; London, University of California press, 1975 ; George Harwood PHILLIPS, *Indians and Intruders in Central California, 1769-1849*, Norman, University of Oklahoma Press, 1993 ; L. HAAS, *Conquests* ; Randall MILLIKEN, *A Time of Little Choice: The Disintegration of Tribal Culture in the San Francisco Bay Area, 1769-1810*, Menlo Park, Ballena Press, 1995 ; Marie Christine DUGGAN, *Market and Church on the Mexican Frontier: Alta California, 1769-1832*, Thèse de doctorat en économie, New School for Social Research, 2000 ; Steven W. HACKEL, *Children of Coyote, Missionaries of Saint Francis: Indian-Spanish Relations in Colonial California, 1769-1850*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2005.

74 L. HAAS, *Conquests*, p. 5.

75 «Questions à Michel Foucault sur la géographie», *Hérodote*, 1, janvier-mars 1976, pp. 71-85 repris dans Michel FOUCAULT, *Dits et écrits: 1954-1988. III*, Paris, Gallimard, 1994.

76 Ramón A. GUTIÉRREZ, *When Jesus Came, the Corn Mothers Went Away: Marriage, Sexuality, and Power in New Mexico, 1500-1846*, Stanford, Stanford University Press, 1991 ; Antonia I. CASTAÑEDA, *Presidarias Y Pobladoras: Spanish-Mexican Women in Frontier Monterey, Alta California, 1770-1821*, Thèse de doctorat en histoire, Stanford University, Stanford, 1992 ; Ana María ALONSO, *Thread of blood: colonialism, revolution, and gender on Mexico's northern frontier*, Tucson, University of Arizona Press, 1995 ; Virginia Marie BOUVIER, *Women and the Conquest of California, 1542-1840: Codes of Silence*, Tucson, University of Arizona Press, 2001 ; Miroslava CHÁVEZ-GARCÍA, *Negotiating Conquest: Gender and Power in California, 1770s to 1880s*, Tucson, University of Arizona Press, 2004 ; Juliana BARR, *Peace Came in the Form of a Woman: Indians and Spaniards in the Texas Borderlands*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

cœur du politique. Ces colons californiens originaires de Nouvelle-Espagne puis du Mexique furent ceux qui s'appelèrent « *Californios* ». Aussi notre travail se veut-il également une sociogénèse de ces *Californios*, comme porteurs de ce projet.

Une sociogénèse des *Californios*. Nationalisme, identification nationale et raciale, contrôle des ressources.

L'histoire de la Californie mexicaine avait suscité de l'intérêt du point de vue des États-Unis, d'abord du point de vue de la question des terres : il s'agissait alors de comprendre le droit de propriété et l'histoire des concessions de terre, notamment dans le but d'alimenter des plaidoiries dans le cadre de confirmations ou de transfert de propriété foncière.[77] Ensuite, ce furent les missions franciscaines qui focalisèrent l'attention. Aujourd'hui encore, l'étude de ces établissements religieux est toujours au cœur de l'enseignement de l'histoire dans l'État de Californie, sous la forme de visites dans l'une des vingt-trois missions, plus ou moins bien conservées, ou de la reconstitution de maquettes. Cette perspective était en articulation avec la mise en avant du patrimoine architectural hispanisant de la Californie, promu notamment par Charles F. Lummis, et qui n'était pas sans lien avec la promotion d'une Californie méditerranéenne, ainsi mise en tourisme dans le cadre de la spéculation immobilière des compagnies de chemins de fer transcontinentaux. C'était alors l'héritage espagnol qui était valorisé plutôt que l'héritage mexicain, comme le montre également la série de romans illustrés populaires *Zorro* qui devint une série produite par les studios Walt Disney en Californie du sud au début du XX^e^ siècle À l'image de cette série littéraire et télévisuelle, l'histoire des Mexicains-Californiens était surtout l'objet d'artefacts culturels, notamment littéraires, qui permettaient de mettre en valeur une Californie toute en contraste avec les dynamiques d'urbanisation et d'industrialisation. Le roman *Ramona*, écrit et publié en 1884 par Helen Hunt Jackson, avait pour cadre la Californie mexicaine et ses *ranchos*. Fervente défenseuse des Amérindiens, cette femme originaire de la Nouvelle-Angleterre avait profité d'un voyage de repos en Californie du sud pour s'entretenir avec Antonio Coronel, un colon californien mexicain arrivé en 1834, et qui avait joué un rôle dans la transition des missions californiennes vers des municipalités. Elle voulut alerter les autorités sur le sort des Indiens de la région, et faire engager des réformes, en rédigeant un rapport, mais aussi ce roman, qu'elle pensa comme un équivalent de *La Case de*

77 W. W. ROBINSON, *Land in California: The Story of Mission Lands, Ranchos, Squatters, Mining Claims, Railroad Grants, Land Scrip, Homesteads*, Berkeley, Univ. of California Press, 1948 ; David HORNBECK, « The Patenting of California's Private Land Claims, 1851-1885 », *Geographical Review*, octobre 1979, 69, 4, p. 434-448 ; Robert Glass CLELAND, *The Cattle on a Thousand Hills: Southern California 1850-1880*, San Marino, Huntington Library, 1951 ; Paul W. GATES, *Land and Law in California: Essays on Land Policies*, Ames, Iowa State University Press, 1991.

l'Oncle Tom. Mais son livre fut mieux reçu pour sa dimension romanesque – il racontait une histoire d'amour entre une indienne des missions et un « espagnol » - que pour sa dimension réformatrice.[78]

L'histoire des Mexicains-Californiens commença à susciter l'intérêt à proprement parler au tournant des années 1940 et 1950. Un journaliste, Carey McWilliams, s'intéressa de près à la communauté mexicaine-américaine du sud-ouest des États-Unis. Il s'agissait en fait de migrants arrivés plus récemment, suite à la révolution mexicaine des années 1910, et à l'essor économique des États-Unis. Malgré cette rupture, le journaliste mettait en avant le statut particulier de cette minorité conquise : « psychologiquement et culturellement, les Mexicains n'ont jamais émigré dans le sud-ouest : ils y sont revenus ».[79] Ce fut en fait surtout la fin des années 1960 qui vit le développement de ce qu'on a appelé par la suite les *Chicano Studies*, c'est-à-dire les études transdiciplinaires sur les Mexicains-Américains.[80] Le livre de Leonard Pitt, *The Decline of the Californios* (« Le déclin des Californios ») publié en 1966 fait figure d' œuvre liminaire dans ce domaine.[81] Comme l'indique le titre, il fait le récit du déclin des *Californios* depuis un zénith lors de l'ère des *ranchos*, faîte de leur puissance et de leur richesse jusqu'à un nadir après leur mise en minorité, la perte de leurs terres et de leurs richesse. À peu d'exceptions près, c'est toujours le récit en vigueur aujourd'hui, même si des ouvrages, notamment des biographies, nuancent ce déclin pour mettre en valeur la résistance et la continuité de l'esprit entreprenant des *Californios* malgré le difficultés rencontrées.[82] D'autres ouvrages, un peu plus tardifs que le premier, adoptent une perspective socialement plus large, en ouvrant le propos aux Mexicains-Californiens qui ne faisaient pas partie de l'élite.[83] Ils permettent de comprendre notamment les racines de la discrimination contre les Mexicains, au moment de la lutte pour les droits civiques et de la lutte du syndicat des travailleurs agricoles de Cesar E. Chavez,

78 Dydia DeLyser, « Ramona Memories: Fiction, Tourist Practices, and Placing the Past in Southern California », *Annals of the Association of American Geographers*, décembre 2003, 93, 4, p. 886-908.

79 Carey McWilliams, *North from Mexico; the Spanish-Speaking People of the United States.*, New York, Greenwood Press, 1968, p. 62.

80 Juan Gómez-Quiñones, *Roots of Chicano politics, 1600-1940*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1994 ; Raúl Alberto Ramos, *From Norteño to Tejano: The Roots of Borderlands Ethnicity, Nationalism, and Political Identity in Bexar, 1811-1861*, 1999 ; Michael Soldatenko, *Chicano Studies: The Genesis of a Discipline*, Tucson, University of Arizona Press, 2009.

81 Leonard Pitt, *The Decline of the Californios: A Social History of the Spanish-Speaking Californians, 1846-1890*, Berkeley, University of California Press, 1966.

82 Voir par exemple les biographies Alan Rosenus, *General M.G. Vallejo and the Advent of the Americans: A Biography*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1995 ; Carlos Manuel Salomon, *Pío Pico: The Last Governor of Mexican California*, Norman, University of Oklahoma Press, 2010.

83 Richard Griswold del Castillo, *The Los Angeles Barrio, 1850-1890: A Social History*, Berkeley, University of California Press, 1979 ; Albert Camarillo, *Chicanos in a Changing Society: From Mexican Pueblos to American Barrios in Santa Barbara and Southern California, 1848-1930*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979 ; Ricardo Romo, *East Los Angeles: History of a Barrio*, Austin, University of Texas Press, 1983 ; Antonio Ríos-Bustamante, *Los Angeles, pueblo y región, 1781-1850 : continuidad y adaptación en la periferia del norte mexicano*, México, Instituto nacional de antropología e historia, 1991, 384 p ; Tomás Almaguer, *Racial Fault Lines: The Historical Origins of White Supremacy in California*, Berkeley, University of California Press, 1994.

en traçant ses origines au début du XIX^e siècle.[84]

Ces ouvrages ne nous en apprennent cependant pas long sur la formation de ce groupe appelé « *Californios* », notamment parce qu'ils prennent l'histoire dans les années 1840. Ces études, même lorsqu'elles essaient de remonter à la période mexicaine, gardent comme référence les *Californios* tels que les Étatsuniens les ont rencontrés dans les années 1840, et surtout après 1850, et essaient de comprendre la montée en puissance de ce groupe. Or cette méthode, si elle présente des avantages, notamment celui de mettre au jour la formation et la trajectoire de ces individus, présente également l'inconvénient d'une histoire téléologique, qui verrait un groupe, relativement puissant en 1848, se former logiquement au cours des années 1820 à 1840 puis décliner des années 1850 aux années 1870. C'est donc laisser de côté les Mexicains-Californiens de la première moitié du siècle qui n'ont pas vécu pour être considérés comme *Californios* au tournant des années 1840 et 1850. C'est aussi valoriser la période dite « ère des *ranchos* », celle de l'acquisition des terres au détriment des missions, en polarisant l'attention sur cet enjeu. Nous ne disons pas que les Mexicains-Californiens ne désiraient pas acquérir de la terre. Mais résumer leurs attitudes politiques par cela masque une série d'autres processus.

Cette polarisation est partiellement aussi un effet de source, elle-même un reflet de ce qu'étaient les *Californios* dans la Californie étatsunienne. La documentation privée qui nous est restée vient en effet de la collecte de papiers personnels par l'équipe du libraire-collectionneur, Hubert Howe Bancroft, dans les années 1870. Son projet étant d'écrire une histoire de la Californie qui intégrerait des sources mexicaines, il employa une véritable entreprise éditoriale pour rassembler les collections documentaires des Californiens toujours vivants et de leur famille. Cela impliquait de nombreux voyages pour sillonner l'État, et également des techniques de conviction. Tous n'acceptèrent pas de remettre leurs documents. Les agents de Bancroft se livraient également à des entretiens qu'ils retranscrivaient soit en espagnol, soit directement en anglais, à partir d'un questionnaire personnalisé, constituant ainsi une collection de sources orales mises par écrit. Parfois, un ou une autre membre de la maisonnée, par exemple un(e) domestique était interrogé(e) en attendant celui pour qui l'agent était venu. Certains d'entre eux, considérés aujourd'hui comme les Californios par excellence, ont écrit eux-mêmes des milliers de pages manuscrites pour Hubert Howe Bancroft, qui s'en servit de source en les croisant et les critiquant à la lumière de toute la

84 César Estrada Chávez (1927-1993), né en Arizona d'immigrants mexicains, était un travailleur agricole qui s'engagea dans l'organisation d'un mouvement syndical des ouvriers agricoles en Californie dans les années 1950 et 1960. Il est devenu dans les années 1970 une icône du mouvement pour les droits civiques et la reconnaissance sociale de la communauté mexicaine-américaine aux États-Unis.

documentation et de son analyse personnelle. Ces histoires-fleuves, écrites par Juan Bautista Alvarado et Mariano Guadalupe Vallejo, respectivement gouverneur et commandant militaire au moment où les Californios prirent le pouvoir contre les gouverneurs nommés par Mexico, ne furent jamais publiées, sauf par extraits.[85] Or ces sources narratives, plus aisées à lire peut-être que les sources administratives, souvent répétitives, ont la plupart du temps servi de source principale aux histoires qui se sont intéressés aux *Californios*. Dans le meilleur des cas, elles furent l'objet d'une analyse littéraire inspirée par le *linguistic turn*.[86] Parfois, elles furent utilisées sans que soit pensée réellement leur production, notamment le fait qu'il s'agissait d'une reconstruction a posteriori d'événements passés pour donner du sens à une situation présente ou récente. Nous utilisons ces sources narratives, extrêmement intéressantes, mais en ayant systématiquement en tête l'objectif et l'histoire de leurs auteurs. Ces récits étaient peut-être avant tout, une manière de mettre en relief leur contribution à la Californie telle qu'elle était devenue dans les années 1870 ; de plus, elles reposaient sur des souvenirs directs ou indirects, issus de la tradition orale ou de nouvelles transmises de bouche à oreille ou par correspondance, les communications étant peu développées en Californie avant 1850 et même 1860.

En particulier, ces sources utilisaient le terme « *californio* » de manière complètement naturelle, et pour désigner les Mexicains-Californiens dès le début du XIX^e^ siècle. Ce terme étant impropre en castillan – le terme correct serait « *californiano* » – il invite à réfléchir sur ses origines. Plutôt que de postuler, comme la plupart des auteurs, l'existence logique d'une identité propre et de sa correspondance transparente avec le mot de « *californio* » nous avons préféré en faire une question, et nous demander de quand datait cette référence aux *Californios* pour désigner les habitants hispanophones de Californie, s'il s'agissait d'un terme assigné, choisi et/ou approprié, et ce que

85 La plupart des récits narratifs sont des transcriptions d'entretiens, et peuvent se trouver sous la cote C-D ou C-E à la Bancroft Library. Beaucoup peuvent être consultés en ligne, sur le site « Calisphere » http://www.calisphere.universityofcalifornia.edu. Certains ont été publiés soit en espagnol original, soit en traduction. On peut citer plus particulièrement quatre récits, de la main des Californios eux-mêmes : Mariano Guadalupe Vallejo, *Recuerdos historicos y personales tocantes a la Alta California*, 1769-1849, 5 vols, 1875 ; Juan Bautista Alvarado, *Historia de California*, 5 vols, 1876 ; Juan Bandini, *Apuntes para la historia de la Alta California desde el año de su fundación hasta el año de 1845*, 1847-1874 ; Antonio María Osío, *Historia de Alta California*, 1851. Le travail de publication le plus important a été effectué par Rose Marie Beebe et Robert Senkewicz. Voir Rose Marie BEEBE et Robert M SENKEWICZ, *Lands of Promise and Despair: Chronicles of Early California, 1535-1846*, Santa Clara, CA, Santa Clara University, 2001 ; Rose Marie BEEBE et Robert M. SENKEWICZ, *Testimonios: Early California Through the Eyes of Women, 1815-1848*, Berkeley, Heyday Books : Bancroft Library, University of California, Berkeley, 2006 ; Pour des extraits publiés de l'histoire d'Alvarado, voir Juan Bautista ALVARADO et al., *Vignettes of Early California: Childhood Reminiscences of Juan Bautista Alvarado*, San Francisco, Book Club of California, 1982.

86 Genaro M. PADILLA, *My History, Not Yours: The Formation of Mexican American Autobiography*, Madison, University of Wisconsin Press, 1993 ; Rosaura SÁNCHEZ, « Nineteenth-Century Californio Narratives: The Hubert H. Bancroft Collection », *Recovering the Us Hispanic Literary Heritage*, 1993, 1, p. 279 ; Rosaura SANCHEZ, *Telling Identities: The Californio Testimonios*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.

recouvrait cette appropriation.[87] Nous ne sommes ainsi intéressés qu'indirectement par l'idée d'identité, qui a dans les dernières décennies beaucoup occupé les chercheurs travaillant sur les *Borderlands*.[88] Bien qu'ils n'aient pas réfléchi particulièrement à la portée politique de la revendication, l'appropriation politique du nom même de *Californio*, ces historiens se sont employés à comprendre ce qui faisait du *Californio* un *californio*. Certains ont insisté sur la dimension culturelle, et même matérielle, en montrant comment les pratiques en la matière reflétaient la situation éloignée, sur la frontière, de ces colons, obligés de composer avec ce qu'ils trouvaient sur place. Cette première approche a été privilégiée pour la période la plus reculée, et en particulier par les archéologues. Les méthodes archéologiques ont permis de mettre au jour le métissage, la créolisation dans l'alimentation, l'habillement, du fait des matériaux disponibles et des pratiques apprises mutuellement avec les autochtones.[89] D'autres ont insisté sur une dimension socio-culturelle, fondée aussi sur une hiérarchisation raciale : le *Californio* était celui qui faisait travailler les Indiens sur un *rancho*, une exploitation d'élevage et d'agriculture. Ces auteurs insistent avec raison sur la dimension raciale, qui fut majeure en Californie mexicaine, comme en Californie étatsunienne. En effet, la situation coloniale impliquait à la fois une proximité et une promiscuité qui risquait d'autant plus de rendre floues les différences entre colons et amérindiens que nombreux étaient les colons aux origines partiellement amérindiennes du nord du Mexique. La distinction binaire entre les Amérindiens « sans raison » et les colons « doués de raison » permettait, comme la ligne de partage des couleurs dans le sud des États-Unis d'établir la limite entre la civilisation et la barbarie. De même, le refus de travailler des colons rejoignait cette stratégie de distinction : celui qui travaillait, en Californie, c'était l'indien.[90] Mais en voulant peut-être trop dénoncer cette attitude raciste, les historiens ont un peu rapidement admis ce comportement de distinction, comme s'il allait de soi vu le contexte.

La dimension raciale joue un rôle important, en forte articulation avec la religion dans le débat

87 Leon G. CAMPBELL, *The First Californios: Presidial Society in Spanish California, 1769-1822*, Los Angeles, L.L. Morrison and C.S. Morrison, 1972 ; Barbara L. VOSS, « From Casta to Californio: Social Identity and the Archaeology of Culture Contact », *American Anthropologist*, 2005, 107, 3, p. 461-474.

88 David J. WEBER, « A New Borderlands Historiography: Constructing and Negotiating the Boundaries of Identity » dans Steven W. HACKEL (ed.), *Alta California: Peoples in Motion, Identities in Formation, 1769-1850*, Berkeley, Calif., Published for Huntington-USC Institute on California and the West by University of California Press, Berkeley, California, and Huntington Library, San Marino, California, 2010, p. 215-235.

89 B.L. VOSS, « From Casta to Californio » ; Barbara L. VOSS, *The Archaeology of Ethnogenesis: Race and Sexuality in Colonial San Francisco*, Berkeley, Etats-Unis, University of California Press, 2008.

90 Douglas MONROY, *Thrown Among Strangers: The Making of Mexican Culture in Frontier California*, Berkeley, University of California Press, 1990 ; Michael J. GONZÁLEZ, *This Small City Will Be a Mexican Paradise: Exploring the Origins of Mexican Culture in Los Angeles, 1821-1846*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2005 ; David S. TORRES-ROUFF, *Making Los Angeles: Race, Space, and Municipal Power, 1822-1890*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Santa Barbara, 2006.

sur le rôle des missions dans l'empire et la colonisation des possessions espagnoles américaines. Sur la frontière nord, les Amérindiens, qu'ils soient baptisés ou non, sont appelés « sans raison » (*sin razón*) par opposition aux soldats et colons, même *mestizos* (avec des origines amérindiennes), qui s'appellent eux-mêmes « doués de raison » (*gente de razón*). Cette allusion à la rationalité est liée à l'assimilation des Amérindiens à des enfants. Cette hiérarchie raciale « simplifiée » en Californie - par rapport au complexe système des « *castas* » en Nouvelle-Espagne – du fait de la conquête tardive et du phénomène missionnaire eut une influence profonde et durable sur la société californienne. Elle contribua notamment à relativiser l'héritage métissé des colons, à mettre en valeur leur lien politique avec l'Espagne plutôt que racial avec la Nouvelle-Espagne, favorisant une appropriation du projet de conquête par les soldats et les colons avec une dimension de supériorité culturelle racialisée. Cela se produisit alors même que les missionnaires franciscains voulaient protéger les Amérindiens innocents des perversions des soldats et des colons hispaniques et ironisaient sur l'appellation « *de razón* » que se donnaient eux-mêmes colons et soldats. C'est dans ce contexte que s'est développée la réflexion des historiens sur l'émergence de l'identité « *californio* ». Ce gentilice, était d'abord un péjoratif insistant sur la qualité grossière et provinciale des colons californiens, utilisé à la fois par les missionnaires et les élites politiques de Mexico.[91] La plupart des historiens ont postulé l'existence d'une identité propre, qu'ils qualifiaient de « *californio* », y compris pour la période où ce terme n'était guère utilisé comme moyen d'identification par ces colons et ces soldats, qui s'appelaient tout simplement « *de razón* ». Ils ont pu en cela être induits en erreur par l'usage postérieur qui en était fait dans les souvenirs des Californiens, recueillis dans les années 1870. Ce n'est en fait qu'à la fin des années 1820 que ce nom fut repris à leur compte par les colons et jeunes officiers pour revendiquer une place politique au sein de la république fédérale mexicaine. Il est probable que du fait de la distance, de l'isolement et de la situation particulière de la frontière les Californiens développèrent des pratiques, une culture, peut-être une identité propre. Mais notre hypothèse était qu'ils étaient surtout des membres de l'armée et des *vecinos*, qui se sentaient investis d'une mission particulière au sein de l'empire espagnol, du fait de la conquête récente, des subventions et privilèges reçus pour la développer et la défendre au nom du roi d'Espagne, ce qui les déconnectait relativement des autres communautés de Nouvelle-Espagne.

Les travaux des historiens qui ont étudié les « identités changeantes » à la frontière sont utiles

91 Ce terme fut utilisé initialement pour décrire les peuples autochtones de Basse-Californie Miguel del BARCO et Miguel VENEGAS, *Historia natural y crónica de la antigua California*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, 1973.

dans notre perspective, dans le but de nuancer, d'historiciser la référence à un cadre national en construction.[92] Pour la Californie, c'est particulièrement le cas de l'historienne Louise Pubols qui admet que les colons mexicains-californiens manipulaient les symboles des identités nationales. Dans son article « *Becoming Californio* » (Devenir Californio), elle montre les difficultés pour les Californiens de se reconnaître dans une identité nationale mexicaine après « quatre ans remplis de l'excitation de nouveaux drapeaux, de feux d'artifice, de serments solennels pour transformer des sujets espagnols en citoyens mexicains ».[93] Bien entendu, cela n'avait rien de surprenant, ni à l'échelle du Mexique, ni à l'aune de l'expérience des autres nations.[94] Si au début de son article Pubols s'appuie sur les actes d'un procès contre des jeunes gens qui s'étaient déguisés en officiers espagnols, au moment même du pic d'hispanophobie dans le reste du Mexique, elle en déduit un peu vite un défi adressé au Mexique. Il est certain, et son analyse le montre bien par ailleurs, qu'il y avait un décalage entre l'horizon politique des agents du gouvernement mexicain et celui des jeunes gens californiens ; il nous paraît également pertinent, comme elle le fait, et comme nous le développerons à notre tour, de mettre en avant que les Californiens aspiraient à une intégration plutôt qu'à un rejet de l'héritage espagnol, et qu'ils développèrent une fierté racialisée à ce sujet. Mais décrire cette plaisanterie en termes d'identité nuit au propos, dans la mesure où il s'agit bien, à la fois pour les auteurs de cette plaisanterie, pour l'officier qui la dénonce, et le gouverneur qui la fait juger, d'une utilisation dynamique de la référence à l'Espagne. Lorsque le gouverneur accuse un rival d'être à l'origine d'une mutinerie en 1829, il se débarrasse de lui, qui était justement l'officier qui avait dénoncé la plaisanterie des jeunes gens, en l'accusant de comploter en faveur de l'Espagne.

Aussi, à la notion « d'identité » préférons-nous celle de projet, plus ancrée socialement, plus politique et plus historique.[95] Pour nous, « devenir *californio* » est à penser en articulation étroite avec « faire Californie ». On pourrait dire qu'il s'agit moins ici d'une psychologie que d'une sociologie de l'action, au sens du sociologue Alain Touraine, pour qui l'action consiste en la « création de valeurs sociales ».[96] L'hypothèse du présent travail est donc que les Mexicains-

92 Andrés RESÉNDEZ, *Changing National Identities at the Frontier: Texas and New Mexico, 1800-1850*, Cambridge, U.K. ; New York, Cambridge University Press, 2005, 309 p.

93 Louise PUBOLS, « Becoming Californio: Jokes, Broadsides and a Slap in the Face » dans Steven W. HACKEL (ed.), *Alta California: Peoples in Motion, Identities in Formation, 1769-1850*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2010, p. 133-139.

94 Les chercheurs qui ont travaillé sur les identités nationales, notamment pour la France, ont bien montré que même pour ce pays, la construction de l'identification nationale s'était faite sur la longue durée. Voir par exemple, Eugen WEBER, *La fin des terroirs: La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Fayard, 1988.

95 La notion d' « identité » est issue des sciences sociales. La notion de projet a été introduite par Sartre comme « ce qui donne sens à la situation que l'on occupe en tentant de la modifier tout en se modifiant soi-même. » François Gresle, Dictionnaire des sciences humaines: sociologie, psychologie sociale, anthropologie, Paris , Nathan, 1990.

96 Alain TOURAINE, *Sociologie de l'action.*, Paris, Editions du Seuil, 1965 ; Pierre BOURDIEU et Jean-Daniel REYNAUD, « Une sociologie de l'action est-elle possible ? », *Revue française de sociologie*, 1966, 7, 4, p. 508-517.

Californiens, en investissant d'un sens politique leur gentilice « *californio* » et en élaborant un projet pour la Californie attribuent un sens, une valeur, à ceux-ci. Nous nous intéressons donc à la dimension performative de ce terme et de cette identification de *Californio*. D'après Alain Touraine, cette création de valeurs sociales est d'autant plus observable dans les sociétés où « il est possible de suivre les progrès du travail », c'est-à-dire dans les sociétés qui se vivent comme historiques, dans le changement, ce qui est précisément le cas du contexte post-révolutionnaire et post-indépendance.[97]

Dans toutes les études les concernant, les *Californios* sont aussi étroitement associés à un programme politique visant à « séculariser » les missions franciscaines dans le but de s'approprier leurs terres et de contrôler le travail des Amérindiens, notamment ceux qui travaillaient déjà sur les missions, soit dans l'agriculture, soit dans l'artisanat. Ce faisant, il s'agissait en partie, et parfois dans une perspective marxisante ou postcoloniale, de dévoiler les dessous du libéralisme professé par les colons, qui en fait n'avaient cyniquement en tête que leur intérêt.[98] Adoptant une perspective anachronique et *a posteriori*, la plupart des auteurs affirment que les Californios se révoltèrent à de nombreuses reprises contre les gouverneurs mexicains dans ce seul but ; il fallait prendre le pouvoir pour s'assurer que les missions seraient « sécularisées », c'est-à-dire transformées en paroisses et leurs terres distribuées entre Amérindiens et colons. Ce programme politique y est étroitement associé, sans être discuté, au « libéralisme ». C'est l'historienne Louise Pubols, qui donne la version la plus récente, la plus achevée et la plus subtile de l'avènement du libéralisme en Californie dans un livre dont l'argument tient en deux parties.[99] D'une part, les jeunes gens californiens ont adopté le libéralisme pour se libérer de la tutelle patriarcale, d'autre part ils sont devenus des patriarches eux-mêmes en s'installant sur les terres acquises grâce à la sécularisation des missions, une réforme promue par les réformateurs libéraux avec qui ils avaient fait cause commune. La version de Louise Pubols a le grand mérite d'une part de remettre la Californie dans le contexte plus large du Mexique et du monde ibérique, et d'autre part de rendre compte de manière lumineuse des controverses politiques parfois obscures. De plus, elle participe à une réflexion historique plus large sur l'articulation entre gouvernement et famille entre l'époque coloniale et le XIX^e^ siècle, ce qui lui permet de montrer l'association étroite entre le gouvernement familial et le projet territorial en Californie mexicaine. Son travail ouvre la porte à des comparaisons avec d'autres espaces coloniaux

97 A. TOURAINE, *Sociologie de l'action.*, p. 131 ; Jean-Pierre BOUTINET, *Anthropologie du projet*, Paris, Quadrige ; Presses universitaires de France, 2005.

98 R. SANCHEZ, *Telling Identities*.

99 Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 155-164.

ou juste indépendants.[100] En revanche, la partie sur le libéralisme est moins convaincante car trop simplificatrice. Il est certes important, et central pour cette histoire, de suivre la vie en Californie des idées de « liberté », « souveraineté du peuple » et « d'égalité » qui prennent une efficacité neuve après les révolutions et indépendances. Mais cela ne revient pas au même que de comprendre le ralliement à un certain nombre de mesures réformatrices, coagulées en un « libéralisme » et un « fédéralisme », de cette génération. Enfin cela ne se confond pas complètement avec la référence ou l'assignation à des groupes politiques actifs à Mexico et à l'échelle nationale comme les « *yorkinos* », souvent dits « fédéralistes » ou les « conservateurs », associés rapidement au « centralisme ».

Ce qui pèche dans ce récit, c'est qu'il est trop lisse, et donc trop téléologique. Louise Pubols, comme d'autres avant elle, reprend en effet toutes les étapes, tous les épisodes qui permettent de retracer la diffusion et l'infusion des nouvelles idées politiques en Californie. Dans le même temps, elle montre que le libéralisme était surtout une idéologie utile pour les Californios, leur offrant une alternative utile pour s'établir et faire fortune. Les jeunes gens peuvent ainsi utiliser ces idées politiques pour s'affirmer contre la domination patriarcale de leurs aînés qui briment leur autonomie. En atteignant leur but, et en obtenant la concession de nombreuses terres des missions après leur sécularisation, ces jeunes gens deviennent à leur tour des patriarches. En écartant comme secondaires les enjeux de localisation géographique, d'identification politique au centralisme ou au fédéralisme, de priorité locale ou nationale, pour mettre en valeur les rapports générationnels et patriarcaux, le risque est grand d'aplatir l'histoire politique de la Californie.

C'est en partie une question de sources. Pour reconstituer l'histoire de l'adoption du libéralisme par ces jeunes gens, l'historienne Pubols, ou l'analyste littéraire Sanchez s'appuient principalement sur les récits dictés ou écrits dans les années 1870 et recueillis par Hubert Howe Bancroft pour l'écriture de son histoire de la Californie. Or ces documents ont leur propre logique narrative interne, autobiographique, en lien avec leur place dans le contexte étatsunien des années 1870 et avec le projet d'histoire de la Californie de Bancroft. De là un récit trop lisse, trop logique, voire téléologique, qui fait des Californios les héros, et les hérauts de la modernité politique, mais aussi de l'honneur et de la pureté de sang dignes de blancs espagnols, dans le contexte de racialisation croissante de la fin du XIX^{e} siècle. L'*Histoire de la Californie* de Bancroft, qui est l'outil de travail incontournable de tous les chercheurs pour cet espace et cette période, reprend cette narration

100 Carole SHAMMAS, *A History of Household Government in America*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2002 ; Kathleen WILSON, « Rethinking the Colonial State: Family, Gender, and Governmentality in Eighteenth-Century British Frontiers », *The American Historical Review*, 2011, 116, 5, p. 1294-1322.

générale, qu'il est très difficile d'éviter.

Les archives et documents privés, bien que complétés par les documents cités abondamment dans l'histoire de la Californie de Hubert Howe Bancroft, rendent presque inévitable la conclusion que la gestion des affaires publiques était largement prise en charge de manière privée, comme une maisonnée par un patriarche. Par contraste, les archives administratives (contrairement aux sources narratives) montrent que dans les années 1820, les projets de réforme, notamment la sécularisation des missions, viennent du gouvernement de Mexico, et non pas des colons, qui s'y opposent d'abord largement. La survie du territoire dépend en effet notablement d'une part des productions agricoles des missions, d'autre part de la « civilisation » des Amérindiens dans le cadre des missions, qui sans cela risquaient de menacer les établissements coloniaux. Cette manière de penser des années 1820 n'est en général pas mentionnée dans les études, ou bien comme l'opinion d'une minorité. Comment en arrive-t-on à un soutien relativement généralisé à la réforme des missions au milieu des années 1830 ? S'il s'agit d'une réforme venue de Mexico, peut-on penser la formation des *Californios* uniquement comme un processus de distinction à la fois par rapport aux Mexicains et par rapport aux Amérindiens ? Notre objectif est de montrer l'articulation entre les différents aspects de l'expérience californienne : la situation de frontière, d'éloignement et de provincialisation, l'héritage royal, espagnol et missionnaire très récent, les nouvelles opportunités du fédéralisme et du républicanisme. Notre hypothèse est que cette appropriation de l'identité de *Californio* ne fut pas naturelle et transparente mais construite, bricolée, à partir de ce tissu d'expériences, et dans le but de prendre la main sur le projet californien. Que ce projet ait dû leur bénéficier, nul n'en doute. Mais utiliser cette notion de projet n'est pas une manière d'euphémiser leurs actions. Il s'agit plutôt de comprendre dans un même schéma explicatif des attitudes ambiguës voire contradictoires au fil du temps, notamment concernant les missions.

Pour autant, faire une sociogénèse des *Californios* implique aussi une dimension biographique, la plus collective possible, qui ne peut certes se passer des narrations des années 1870, mais qui s'appuie surtout sur les collections privées disponibles à la Bancroft Library ou dans d'autres dépôts d'archives, en articulation avec les archives administratives.[101] Cette biographie collective doit permettre d'élucider les conditions de l'arrivée au pouvoir d'un petit nombre de *Californios* au cours

101 Pour des biographies individuelles de Californios importants, voir Robert Ryal MILLER, *Juan Alvarado, Governor of California, 1836-1842*, Norman, University of Oklahoma Press, 1998 ; A. ROSENUS, *General M.g. Vallejo and the Advent of the Americans* ; C.M. SALOMON, *Pío Pico* ; La biographie de Sutter par Albert Hurtado ressort par sa connexion à une histoire non seulement californienne mais aussi plus large Albert L. HURTADO, *John Sutter: A Life on the North American Frontier*, Norman, University of Oklahoma Press, 2006 ; On peut enfin citer de nouveau la biographie collective des De la Guerra : L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios ».

des années 1830 en montrant l'articulation entre des structures sociales antérieures et de nouvelles conditions, notamment politiques, après l'indépendance. Cette démarche est particulièrement utile pour les années 1820 qui marquent une période de transition entre l'influence sociale des cadres coloniaux, principalement les officiers supérieurs et les missionnaires et celle des jeunes gens, souvent élus et impliqués dans la politique territoriale.[102] Reconstituer le contexte des années 1820 nous permettra de montrer que cette évolution n'est pas toute naturelle. Le récit d'une logique articulation entre indépendance, adoption du libéralisme par les jeunes gens et prise de pouvoir permet au fond pour les *Californios* des années 1870 de faire la preuve de leur modernité dès cette époque, en bref, de leur américanité politique. Qu'en est-il de cette « modernité politique » en Californie au début du XIX[e] siècle ? tel est le troisième axe de notre étude.

Le chemin californien de la « modernité politique »

Le terme de « modernité politique » ou l'idée d'un processus de « modernisation » sont aujourd'hui tout à fait daté, car ils semblent contenir l'idée ethnocentrique et linéaire, voire téléologique d'un déploiement inévitable dans l'histoire, inspiré de l'idéalisme hegelien.[103] On entend en général par là, en histoire politique, ces deux grandes ruptures : d'une part, l'accélération du temps, avec l'idée de l'avenir et de la possibilité de l'action humaine[104] ; d'autre part, « l'invention de l'individu » et de la représentation politique abstraite, symbolique que cette notion permettait.[105] La première renvoie à la notion de projet, de projection et fait écho à la mobilisation des *Californios* autour d'un projet pour « faire Californie ». Pour la seconde rupture, au fil du XVIII[e] siècle, à une conception du corps politique comme un ensemble de groupes, de corps, aurait succédé une société faite d'individus, en tout cas, au plus haut niveau, parmi les élites dirigeantes et éventuellement dans les documents organisateurs de la vie politique, les constitutions. La question est alors l'articulation entre une rupture dans les concepts et les pratiques au sein d'une société qui n'a pas nécessairement

102 Cette approche biographique collective s'est appuyée sur les notices biographiques de Bancroft, à la fin des volumes de son *Histoire de la Californie* (*Pioneer Index*), sur la base de données des missions « Early California Population Project », accessible en ligne, pour les données démographiques et généalogiques (http://missions.huntington.org), et enfin sur une base de données personnelle constituée avec le logiciel de tableur OpenOffice Calc, recensant les postes, responsabilités ou occurrence dans les archives du plus grand nombre possible d'individus afin de reconstituer des carrières et des trajectoires à l'aide de filtres (recherches par individus, postes, localité notamment). Cette base n'a pas en l'état vocation à servir pour une étude quantitative ou un traitement de données autre que manuel.

103 Clément Thibaud et Federica Morelli, « Introduction » F. MORELLI, C. THIBAUD et G. VERDO, *Les empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)* ; Pour une réflexion sur ce qu'on peut garder de l'idée de modernité, voir l'introduction de Antoine LILTI, *Figures publiques : L'invention de la célébrité*, Paris, Fayard, 2014.

104 Georges BALANDIER, *Le détour: pouvoir et modernité*, Paris, A. Fayard, 1985 ; Alain TOURAINE, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992 ; J.-P. BOUTINET, *Anthropologie du projet*.

105 P. ROSANVALLON, *Le sacre du citoyen* ; F.-X. GUERRA, *Modernidad e independencias* ; Patrice GUENIFFEY et François FURET, *Le nombre et la raison la Révolution française et les élections*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1993.

changé dans son organisation. C'est d'autant plus important dans le monde ibérique où les municipalités, élues, jouent un rôle de premier plan. En Californie, avant l'indépendance, les soldats votent au sein des *presidios* pour certaines fonctions, les *vecinos* des pueblos élisent leur juge et les officiers de la municipalité, et les Amérindiens christianisés des missions votent également pour leur *alcalde*. C'est à la lumière de cette situation qu'il faut comprendre précisément ce qui change, ou pas, avec le statut constitutionnel de Territoire acquis en 1824. Les nouveautés tiennent moins au vote et à l'élection que d'une part, à la tenue d'élections à l'échelle du territoire pour élire le député au Congrès mexicain et les membres du conseil territorial et d'autre part, une plus grande autonomie, mais aussi un plus grand isolement des municipalités pour régler leurs propres affaires. De plus, la notion de « *ciudadano* », qui diverge progressivement de celle de « *vecino* » et l'idée de « souveraineté du peuple » constituent de nouveaux outils, de nouvelles références, de nouveaux arguments.[106]

De l'histoire politique de la Californie, on ne connaît guère que l'histoire institutionnelle[107], souvent peu alimentée d'une réelle connaissance de la profondeur historique de ces institutions et des pratiques à l'échelle du monde hispanisé, ou une histoire événementielle. Hubert Howe Bancroft, qui a écrit une histoire extrêmement détaillée en est l'exemple le plus achevé, mais d'autres lui ont succédé dans ce type d'histoire érudite.[108] L'histoire de Bancroft reste un magnifique outil de travail, surtout grâce à ses notes, bien qu'il ne soit pas toujours aisé de s'y retrouver entre ses références et l'organisation actuelle de sa collection, conservée dans la bibliothèque éponyme.[109] Depuis, tous les historiens le prennent pour référence, et ils sont peu nombreux ceux qui sont allés lire les archives administratives, les délibérations des municipalités ou de la députation – l'assemblée territoriale. Or ces sources, moins accessibles peut-être que la correspondance et les sources narratives, plus répétitives et formelles certainement, aussi organisées de manière

106 ALJOVÍN DE LOSADA, CRISTÓBAL, « Ciudadano y vecino en Iberoamerica, 1750=1850: monarquía o república » dans Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN et Cristóbal ALJOVÍN DE LOSADA (eds.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, Madrid, Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales : Centro de Estudios Políticos y Constitucionales : Fundación Carolina, 2009, p. 179-198 ; Roberto BREÑA, « Ciudadano - Mexico » dans Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN et Cristóbal ALJOVÍN DE LOSADA (eds.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, Madrid, Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales : Centro de Estudios Políticos y Constitucionales : Fundación Carolina, 2009, p. 259-270.

107 James Rand ROBERTSON, *From Alcalde to Mayor: A History of the Change from the Mexican to the American Local Institutions in California*, University of California, Berkeley, Berkeley, Calif., 1908, 294 p ; Theodore GRIVAS, « Alcalde Rule: The Nature of Local Government in Spanish and Mexican California », *California Historical Society Quarterly*, 1961, 40, 1, p. 11-32.

108 Hubert H. BANCROFT, *The Works of Hubert Howe Bancroft: Vol. XIX. History of California. Vol. II, 1801-1824*, San Francisco, A.L. Bancroft & Company, 1886 ; George TAYS, *Revolutionary California: The Political History of California During the Mexican Period, 1822-1846*, University of California , Berkeley, 1932.

109 L'histoire de Californie de Bancroft, publiée entre 1884 et 1890, était seulement l'une de plusieurs séries portant sur l'histoire du Mexique, du nord du Mexique, du Pacifique.

d'apparence plus anarchique et constituées de copies, permettent de comprendre comment ces organes d'administration et de délibération sont investis – ou pas, et comment les populations apprennent à les utiliser. Ne pas aller les voir, se contenter de parler de révolution et de confiscation du pouvoir par des patriarches ou de nouveaux seigneurs féodaux, c'est ignorer que la prise de pouvoir des *Californios* se fait aussi au moyen de ces institutions.

Pour la première partie de son livre (issu de sa thèse) sur Los Angeles, l'historien Torres Rouff a travaillé sur les archives municipales de Los Angeles. Plutôt que de chercher à écrire une histoire détaillée à partir de ce qu'il appelle un « labyrinthe de pétitions, d'ordonnances, de régulations et de déclarations voire de scandales occasionnels », il a préféré prendre du recul et mettre en évidence la philosophie du public qui gouvernait les décisions de la municipalité.[110] À notre sens, là où son approche pèche, c'est par idéalisme, c'est-à-dire par omission de prendre en compte l'ancrage social de ceux qui prennent ces décisions et prennent la parole. S'il est en effet extrêmement difficile de suivre toutes les affaires, et s'il est fastidieux de reconstituer tous les conflits de la municipalité, il est néanmoins important, tout en prenant au sérieux le désir d'œuvrer pour le bien commun et la tranquillité publique, de mettre en lumière ce que cela recouvre malgré tout de conflictualité. Torres-Rouff ne s'intéresse par ailleurs pas particulièrement aux évolutions liées aux révolutions et aux indépendances.

En ce qui concerne les Amérindiens, leurs pratiques politiques dans le contexte colonial espagnol puis national-colonial mexicain ont été étudiées par Steven Hackel et Lisbeth Haas notamment.[111] Par notre travail, nous espérons compléter le leur en traitant de concert la citoyenneté des Amérindiens et celle des colons. En particulier, la dimension locale de l'exercice de la citoyenneté dans un système électoral à trois degrés doit être interrogée. Se pose également la question des procédures de vote et ce qu'elles révèlent de l'imaginaire de la collectivité et de la représentation. Du fait de l'encadrement des Amérindiens dans les missions, et de l'importance sociale des missionnaires dans cet espace, la dimension religieuse de l'exercice de la citoyenneté est à prendre en compte, d'autant plus que la république mexicaine, comme la monarchie espagnole, se voulait tout à fait catholique, mais que les missionnaires contestaient largement cette nouvelle forme d'organisation politique – le vote ne faisant lui pas partie des nouveautés. Quelle articulation peut-on trouver entre pratiques locales du vote, gouvernement municipal, ordre public et justice et le projet

110 D.S. TORRES-ROUFF, *Making Los Angeles*, p. 38.

111 Steven W. HACKEL, « The Staff of Leadership: Indian Authority in the Missions of Alta California », *The William and Mary Quarterly*, 1997, 54, 2, p. 347-376 ; S.W. HACKEL, *Children of Coyote, Missionaries of Saint Francis* ; Lisbeth HAAS, *Saints and Citizens: Indigenous Histories of Colonial Missions and Mexican California*, Berkeley, University of California Press, 2013.

de « faire Californie » ? Quel rôle jouent les élections, à la fois pour désigner les représentants ou les officiers municipaux ou territoriaux ? Quel effet sur la création éventuelle d'élites ? Sur l'émergence d'un public à l'échelle du Territoire ?

Nous nous proposons de dépasser la question du libéralisme intéressé des Californios et de comprendre l'articulation entre les intérêts et la mobilisation politique, en restaurant les liens non seulement idéologiques mais aussi socio-politiques entre le Mexique et les Californiens. D'après nous, ces liens peuvent être d'autant mieux compris s'ils sont observés au prisme de la redéfinition du politique qui s'esquisse en Californie comme dans le reste du Mexique, voire dans le reste de l'empire espagnol à l'occasion de l'indépendances et des guerres qui y ont mené. Le gouvernement mexicain, dans ses différentes branches, les colons et les Amérindiens essayèrent de faire sens et d'utiliser les nouvelles catégories, ou les nouvelles interprétations d'anciennes catégories telles que celle de souveraineté, de citoyenneté, d'égalité ou tout simplement de liberté. La situation coloniale et de frontière sont des éléments essentiels dans cette redéfinition. Penser en termes impériaux permet de mieux comprendre l'ambigüité de la revendication d'égalité, de citoyenneté des Californiens au sein de la formation politique qu'était le Mexique.

Comment, à l'échelle supérieure, lier le projet californien à la construction nationale mexicaine ? Le jeu entre les échelles permet de mieux comprendre l'articulation entre la construction du Mexique comme État-nation d'une part et les relations de pouvoir en Californie même et entre les Californiens et la capitale. Comme y incite l'historiographie dont nous venons de faire un tour d'horizon, qu'il s'agisse des historiens qui travaillent sur le politique en Amérique ibérique, ou ceux qui contribuent au tournant impérial, il faut d'une part remettre le moment de l'indépendance et la nation à une place mesurée, et d'autre part observer les pratiques de la communauté coloniale et de la société colonisée en articulation avec cette évolution. Réfléchir en terme de construction nationale, comme l'ont fait notamment les historiens de la politisation en France, est utile pour comprendre certaines modalités de la relation des Californiens, notamment les colons, à l'échelle nationale mexicaine. On pense par exemple à l'identification partisane au fédéralisme et au libéralisme de certains au tournant des années 1820 et 1830, ou encore au développement de sociabilités comme lieux de pratiques de l'égalité politique et de la rhétorique de la conviction entre colons dominants ; nous mettons en évidence, par exemple, ce qui n'a pas encore été fait à notre connaissance, l'organisation de sociétés secrètes à but politique, maçonniques ou d'inspiration maçonnique dans les années 1830. Nous expliquons également comment s'effectue par construction et négociation l'alliance entre certains jeunes Californiens et des libéraux-radicaux de Mexico au

nom du fédéralisme. Comme le remarquent Chust et Serrano dans un bilan historiographique, les études régionales permettent de mettre à mal le récit traditionnel sur les indépendances, et de se focaliser sur les acteurs sociaux individuels et collectifs en resserrant la focale.[112] Mais il est fondamental de montrer les dynamiques à l'oeuvre en Californie comme dans les autres provinces, contribuant à la construction de cette entité nationale très étendue. Comme l'a montré l'historien de Los Angeles Michael Gonzalez, la Californie, surtout du sud, a affirmé aussi son lien avec le reste du Mexique, et pas seulement sa distance, comme cela avait été mis en avant, notamment pour expliquer la fatalité de l'annexion par les États-Unis. La municipalité de Los Angeles s'est ainsi, grâce à ses migrants récemment arrivés de Mexico en particulier, structurée, a adopté des règlements de police et pris des mesures d'urbanisme pour faire de Los Angeles un « paradis mexicain ».[113] Dans ces conditions, la modernisation a aussi une voie par le Mexique, et pas seulement par les États-Unis.

Que faire dès lors de l'annexion de la Californie en 1848 par les États-Unis ? Peut-on la penser comme l'étape supplémentaire – logique, manifeste – sur le chemin de la modernité ? Les États-Unis ne sont-ils pas admirés par les libéraux mexicains à la fois pour leur constitution fédérale, la valeur dont ils faisaient preuve en parvenant à vivre sous elle pacifiquement et leur développement économique et spatial en général ? Cela paraît tellement logique que dans le film *La Légende de Zorro* (2005), dernier épisode à ce jour de la grande saga se déroulant en Californie espagnole puis mexicaine,[114] le rattachement à la grande république fédérale du nord est présenté sous la forme d'un referendum symbolisant cet avènement de la modernité politique. Or ce qui est frappant, c'est de voir que cette modernité semblait plus devoir s'appliquer à un territoire qu'à une population, du reste comme cela avait été le cas avec les Amérindiens dont les États-Unis avaient occupé le territoire précédemment. Le déclin des *Californios* marquait-il leur inadaptation à la modernité ? Ou révélait-

112 M. CHUST CALERO et J.A. SERRANO ORTEGA, *Debates sobre las independencias iberoamericanas*.

113 Michael J. GONZÁLEZ, *Searching for the Feathered Serpent: Exploring the Origins of Mexican Culture in Los Angeles, 1830-1850*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Berkeley, Berkeley, 1993 ; M.J. GONZÁLEZ, *This Small City Will Be a Mexican Paradise*.

114 La série a commencé dans un format de *pulp magazines* sous la plume de Johnston McCulley, un new-yorkais, en 1919 (65 épisodes). Elle fut adaptée de 1957 à 1961 comme série télévisée par les studios Walt Disney (82 épisodes, qui sont toujours diffusés à la télévision française en 2014). Le film *La Légende de Zorro* réalisé par Martin Campbell, a fait deux millions d'entrées en France et 46 millions de US$ de chiffre d'affaires aux Etats-Unis. Cette série a été étudiée surtout sous l'angle littéraire, mais une histoire sociale et politique de Zorro, qui incluerait la manière dont l'héritage espagnol et mexicain a été géré de manière distincte aux États-Unis reste à faire, et sera éventuellement l'objet d'un article ou ouvrage de notre plume prochainement. Pour une analyse psychologique et littéraire, non universitaire, en français, voir Martin WINCKLER, *Le rire de Zorro*, Paris, Bayard Jeunesse, 2005 ; pour des analyses du traitement différencié du passé espagnol et mexicain de la Californie, voir William DEVERELL, *Whitewashed Adobe the Rise of Los Angeles and the Remaking of Its Mexican Past*, Berkeley, University of California Press, 2004 ; Phoebe S KROPP, *California Vieja: Culture and Memory in a Modern American Place*, Berkeley, University of California Press, 2006 ; Mike DAVIS, *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles*, London; New York, Verso, 1990.

il plutôt quelque chose sur la modernité des États-uniens ? Nous finissons notre étude par une analyse des premiers conflits entre migrants étatsuniens et Mexicains-Californiens, notamment dans les contentieux liés à la terre, et par celle des débats à la convention réunie pour écrire la Constitution étatsunienne de Californie en 1849 afin de comprendre la dialectique à laquelle sont confrontés les Mexicains-Californiens entre la modernisation du territoire, son développement, et leur relégation, leur marginalisation en tant que personnages du passé, dépositaires du passé pastoral d'une Californie qui n'était pas encore entrée dans l'histoire.[115]

***

Notre thèse vise donc à comprendre la réarticulation spatiale, sociale et politique de la Californie dans la première moitié du XIX^e^ siècle sous l'action conjuguée des indépendances du Mexique et des États-Unis, c'est-à-dire de la formation de puissances continentales, héritières des empires, proclamant de nouvelles idées sur la manière de gouverner leurs populations et leurs territoires. En fonction de ce nouveau contexte, il s'agit de mettre au jour comment les populations du *middle ground* et du *native ground* de Californie se ré-organisent après les indépendances, en fonction des objectifs et des actions à la fois du gouvernement de Mexico, des Amérindiens de différents groupes, intégrés au système des missions à des degrés divers, des colons de diverses origines, et enfin des autres puissances impériales et acteurs impliqués, notamment les commerçants et leur propre idée de liberté (notamment du commerce). Pour ce faire, nous avons étudié les conflits entre les différents acteurs ou groupes d'acteurs, en mettant en évidence non seulement les enjeux sous-jacents en terme de contrôle des ressources, mais également les modes de résolution et ce qu'ils impliquaient en terme de rapport de force et de conceptions de la vie commune, de la société plurielle. Afin de mener à bien ce travail, nous avons consulté principalement à la fois des archives administratives locales, régionales et nationales, des archives des missions et des archives privées de colons.

Cette étude du projet impérial et colonial de formation d'un territoire en Californie s'appuie en grande partie sur les sources produites par les institutions colonisatrices, donc notamment sur les archives provinciales puis territoriales de la Californie espagnole puis mexicaine.[116] Ces archives,

115 Hubert Howe BANCROFT, *California Pastoral, 1769-1848*, San Francisco, The History Company, 1888 ; Glen GENDZEL, « Pioneers and Padres: Competing Mythologies in Northern and Southern California, 1850-1930 », *Western Historical Quarterly*, 2001, 32, p. 55-79.

116 À Mexico, il s'agit de fonds issus des archives nationales (*Archivo General de la Nación*). D'abord les séries issues de l'administration vice-royale, avant l'indépendance, la série *Californias* et une partie de la série *Provincias Internas*. Ensuite, des dossiers concernant la province puis le territoire dans les archives de chacune des administrations : relations intérieures et extérieures (en particulier, *Gobierno*), affaires ecclésiastiques, guerre et marine. Les archives produites localement par l'administration provinciale puis territoriale sont restées en Californie

conservées en Californie et à Mexico, comprennent les actes du gouverneur, et sa correspondance avec les commandants militaires, les municipalités, les missionnaires, et avec Mexico ou Madrid ; elles comprennent également les traces de l'élaboration des décisions prises à Mexico ou à Madrid en fonction de la situation rencontrée en Californie entre les différentes instances. Ces correspondances entre conseils, entre bureaux ou entre responsables nous permettent de voir si la manière de procéder en Californie, de faire Californie était particulière, ou prise dans un ensemble de politiques territoriales ; s'il y avait consensus des acteurs concernés ou au contraire débat ou conflit ; s'il s'agissait simplement de valider des options prises localement ou bien d'initier des politiques depuis le centre, et lequel. Les archives des missionnaires, leur correspondance mutuelle, celle du préfet ou du président des missions avec le gardien du *Colegio de San Fernando*, leur séminaire d'origine à Mexico, et du gardien du séminaire avec le gouvernement mettent en évidence leur propre projet en Californie et son articulation avec celui du gouvernement local, vice-royal, impérial ou national, et les demandes d'arbitrage en cas de conflit.[117]

Les délibérations de la députation, et les archives de cette assemblée en général sont particulièrement utiles dans la perspective de restituer la formation d'un territoire dont les Californios devinrent les artisans principaux, notamment par le biais de cette institution.[118] Pour avoir un aperçu des conceptions politiques de ceux qui n'ont pas laissé de témoignages, les procès sont une source majeure. Les archives judiciaires ne sont pas classées à part, elles sont à retrouver au sein des archives administratives, le gouverneur et les ayuntamientos ayant des fonctions de justice dans une conception politique où gouverner consiste à rendre la justice.[119] La correspondance du gouverneur, d'une part avec les autorités locales, notamment les ayuntamientos, et d'autre part le gouvernement suprême à Mexico a été extrêmement utile pour comprendre l'ingéniérie territoriale à l'oeuvre, mais aussi les initiatives et les appropriations locales des nouvelles idées, pratiques et institutions.[120]

---

après la guerre entre Mexique et États-Unis en 1846 et l'annexion. Les originaux ont brûlé avec San Francisco lors du tremblement de terre et du grand incendie de 1846, mais des copies avaient été réalisées par le collectionneur et historien amateur Hubert Howe Bancroft.Ces copies sont aujourd'hui consultables à la Bancroft Library de l'Université de Californie à Berkeley sous la cote Archives of California [C-A 1 à 63]. Elles sont également aujourd'hui consultables en ligne sur le site www.archive.org.

117 Les archives des missions sont conservées dans le fonds de l'archevêché de San Francisco sous le nom de collection « Taylor Papers », au séminaire catholique Saint Patrick à San Mateo. Une autre partie des archives des missions est conservée à Santa Barbara. Il existe des copies de ces deux fonds à la Bancroft Library, sous la cote [C-C]. Il y a enfin un fonds franciscain au musée d'anthropologie de la ville de Mexico, qui ne va pas au-delà du XVIII^{e} siècle.

118 Il s'agit des « Legislative Records » au sein des « Archives of California » de la Bancroft Library (C-A 59-61).

119 Pour un exposé synthétique et lumineux sur la question, voir Annick LEMPÉRIÈRE, *Entre Dieu et le Roi, la République : Mexico, XVIe-XIXe siècle*, Paris, les Belles Lettres, 2004.

120 Cette correspondance se trouve dans la plupart des volumes de l'Archive of California de la Bancroft Library. Les volumes des Provincial Records, des Provincial State Papers puis Departmental State Papers en constituent le noyau généraliste. Pour les missions et la colonisation, voir plus particulièrement les State Papers, Missions and

Les archives des instances locales, telles que les municipalités ou le conseil territorial – la députation – ou encore la correspondance ouvrent une fenêtre sur la politisation plus locale.[121] Enfin les documents privés des Californiens permettent d'étudier comment s'est élaboré localement ce projet territorial, du point de vue des colons ou des soldats, à la fois aux ordres d'un projet impérial, et artisans principaux de ce projet.[122]

Bornes géographiques et chronologiques

C'est Hernán Cortés, le conquistador de la Nouvelle-Espagne lui-même, qui découvrit la péninsule de Californie lors d'expéditions visant à explorer les « mers du Sud » (le Pacifique) et lui donna son nom, tiré d'un roman chevaleresque de la série autour d'Amadis de Gaule et son fils Esplandián.[123] Jusqu'à la décision de fonder des forts et des missions au nord, la péninsule constituait la Californie, et on désignait le nord, lors des explorations, par le terme « Californie septentrionale ». À partir de la fondation de San Diego, on se mit à distinguer « Vieille-Californie » et « Nouvelle-Californie ». Les termes « Haute-Californie » et « Basse-Californie » ne sont adoptés officiellement que dans la Constitution fédérale mexicaine de 1824.[124] Bien que le terme de « Californie(s) » s'applique à la fois à la Basse/Ancienne et Nouvelle/Haute Californie, soit la péninsule à proprement parler d'une part et la côte Pacifique au nord de celle-ci d'autre part,

---

colonization.

121 Les archives locales ont connu une conservation plus aléatoires. Pour Los Angeles, les originaux sont consultables aux Los Angeles City Archives. Pour les autres municipalités, il faut consulter les copies de la Bancroft Library sous les cotes C-A 71 à 76. Certaines copies des délibérations municipales peuvent se trouver dans des archives privées, celles-ci ayant été utilisées pendant la période étatsunienne pour plaider dans des procès liés à la propriété de la terre. On les trouve alors également à la Bancroft Library, sous certaines cotes « C-B ». C'est par exemple le cas pour Monterey et San Jose (Ashley Papers C-B 101) ou San Diego (Hayes Papers C-B 81).

122 Les collections privées, rassemblées pour la grande majorité par Hubert Howe Bancroft et ses agents, sont conservées sous leur forme originale à la Bancroft Library sous la cote C-B et sous le nom générique de « Documentos para la historia de California ». Parmi les plus utiles, mentionnons les 36 cartons de la collection de Mariano Guadalupe Vallejo (C-B 1-36), dont il existe un guide publié et qui sont aujourd'hui également disponibles en ligne (dans leur version microfilmée scannée) sur le site www.archive.org Doris Marion WRIGHT, *A Guide to the Mariano Guadalupe Vallejo Documentos Para La Historia De California, 1780-1875,* Berkeley, University of California Press, 1953. On peut citer aussi les documents de Manuel Castro (C-B 51-52), de Jose de la Guerra (6 volumes, dont les originaux se trouvent aux archives de la mission Santa Barbara, avec des copies à la Bancroft Library à la cote C-B 59-65), de Juan Bandini (C-B 68-69), de la famille Carrillo (Domingo, Jose et Pedro, respectivement C-B 71, 72 et 73), ou encore Pico (C-B 88-90). D'autres Californios n'ont pas souhaité remettre leurs documents à Bancroft. La plus grande partie de ces collections se trouvent à la Huntington Library, où on peut trouver de nombreux fonds concernant la Californie du Sud, notamment des immigrants étatsuniens, comme Abel Stearns, Henry Dalton, Lewis Wolfskill. D'autres encore se trouvent ponctuellement dans d'autres dépôts d'archives, comme ceux de Jose de la Guerra y Noriega, aux archives de la mission de Santa Barbara (dont des copies existent aujourd'hui à la Bancroft Library sous la cote C-B 59-65) ou encore Antonio Franco Coronel, dont les documents sont conservés au Natural History Museum de Los Angeles. Un outil commode pour localiser les différentes sources est le site « Online Archives of California » http://www.oac.cdlib.org.

123 Garcia Rodriguez de Montalvo, *Las Sergas de Esplandiàn*, 1ère édition connue à Séville, 1510. La Californie y était le royaume de la reine amazone Calafia. On trouve d'autres références à un tel royaume dans La Chanson de Roland sous la forme « Califerne » parmi d'autres royaumes dont le nom terminait par le même suffixe « -ferne ».

124 *Vieja/Baja California* et *Nueva/Alta California* en espagnol.

jusqu'au Nouveau-Mexique, nous avons pris le parti de nous focaliser sur la Haute-Californie dans ce travail, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, relativement rapidement après les débuts de la conquête de la Haute-Californie à partir de la Basse-Californie, en 1777, la capitale est déplacée de Loreto à Monterey, marquant le fait que c'est désormais cette dernière qui devient le centre de l'attention des autorités monarchiques. D'ailleurs, la Haute-Californie est bientôt plus peuplée. La distance et les difficultés de communication entre les deux font de toute manière que les deux se gouvernent de manière relativement indépendante. En 1804, la Nouvelle-Californie devient une province distincte de la Basse-Californie. D'autre part, la fondation tardive de la Haute-Californie en fait un cas à part, permettant de penser l'héritage impérial après l'indépendance. Enfin, l'immigration croissante d'États-uniens, le discours sur la « destinée manifeste » la visant et enfin le changement de souveraineté en 1848, qui concerne seulement la Haute-Californie et non la Basse-Californie, la met dans une position intéressante comme cible de plusieurs puissances impériales.

Cela nous amène également à distinguer la Haute-Californie du reste de la frontière nord-mexicaine et sud-ouest étatsunienne, et en particulier du Texas et du Nouveau-Mexique, ainsi qu'à préciser l'étendue territoriale que nous appelons « Californie » ou « Haute-Californie » dans cette étude. La Haute-Californie se caractérise non seulement pas sa conquête plus tardive, mais également par son isolement : après 1781, elle n'est accessible que par voie maritime par les Euro-américains, du fait de l'hostilité des Yumas, groupe autochtone du Colorado. L'itinéraire traversant les déserts entre côte pacifique et Nouveau-Mexique n'est pas emprunté par les Euro-américains jusqu'à la fin des années 1820. Contrairement au Texas, la Californie n'est donc pas directement en contact avec les colonies britanniques puis la république étatsunienne. Comme eux en revanche, la revendication territoriale de l'Espagne puis du Mexique est bien plus étale que leur contrôle effectif du territoire et le peuplement, qui se limite pour la Californie à une mince bande côtière. Bien que les frontières n'aient jamais été marquées sur le territoire, le traité entre les États-Unis et l'Espagne en 1819, dit « Adams-Onis » du nom respectif des deux représentants de chacune des puissances, fixe la limite nord au 42^{e} parallèle. La limite entre Californie et Nouveau-Mexique était floue : la coutume voulait que la Haute-Californie s'étendît jusqu'au prolongement vers le nord de la limite de la province de Sonora (au niveau de la frontière est de l'actuel État d'Arizona) – c'est ce qui est reconnu par la Constitution fédérale mexicaine de 1824 – mais dans la pratique, les autorités californiennes ne prennent jamais l'initiative d'intégrer la zone au-delà de la Sierra Nevada sous leur juridiction. Dans la mesure où nous nous intéressons à la formation d'un « territoire » par les autorités mexicaines et les colons, nous traiterons dans les faits majoritairement de la bande côtière

jusqu'à la Sierra Nevada, du Colorado jusqu'à la baie de San Francisco, en somme, de l'État actuel de Californie, tel qu'il a été admis par les États-Unis en 1850, tout en incluant les problématiques liées au reste du Territoire lorsque les colons et les autorités le faisaient. Par là, nous ne nous soumettons pas à un anachronisme, ou à une dérive téléologique. Au contraire, la définition des limites de la Californie actuelle par la Convention constitutionnelle de 1849 qui aboutit à l'admission de la Californie comme État fédéré est la conséquence directe du processus de structuration territoriale (ou son échec) lors de la colonisation hispano-mexicaine et étatsunienne là où il en est en 1849, qui est précisément le sujet de notre étude. Si la ruée vers l'or n'avait pas eu lieu à partir de 1848-1849, il est fort probable d'ailleurs que les limites décidées lors de la convention constitutionnelle eussent été sensiblement différentes, bien que les Étatsuniens aient déjà commencé à coloniser le piémont de la Sierra Nevada, du moins dans le nord.

Nous commençons notre étude au cours des années 1810, au moment des guerres d'indépendance en Amérique espagnole. Nous prenons la Californie dans ce contexte, au sein d'un empire bouleversé en maints endroits par ces questions de souveraineté, de légitimité, d'égalité et de liberté au sein de l'empire, pour voir le contraste des questions qui occupent et préoccupent des Californiens variablement informés des difficultés espagnoles.

Nous aboutissons à la fin des années 1840, entre la conquête de la Californie par la marine puis l'armée américaine, partiellement formée de migrants étatsuniens en 1846-1847, l'annexion par le traité de Guadalupe Hidalgo mettant fin à la guerre le 2 février 1848, la ruée vers l'or à partir de 1848-1849 et l'admission de la Californie comme 31^{e} État des États-Unis en 1850. La ruée vers l'or, initiant des migrations massives de l'ordre de la centaine de milliers par an dans les années 1850 change le profil démographique et les rapports de force politiques en profondeur, surtout dans le nord. L'admission de la Californie comme État intègre le territoire à un autre État-nation en construction.

Plan

En adoptant une perspective chronologique d’ensemble, deux grands moments permettent de comprendre comment le projet territorial californien est redéfini par les différents acteurs en présence entre la crise de l'empire espagnol et l'annexion par les États-Unis. Ces deux périodes ne sont pas séparées par une rupture majeure, mais les années 1830 voient un certain nombre de

changements qui influent de manière importante sur les équilibres de pouvoir et le statut du projet californien à toutes les échelles.

Une première partie couvre les années 1810 et 1820, avec quelques incursions dans la fin du XVIII^e^ siècle à des fins de comparaison et de mise en contexte. À l'aide de quatre chapitres globalement chronologiques, nous montrerons comment la place de la Californie comme territoire et de ses habitants comme citoyens est redéfinie au sein de l'empire puis de la république fédérale mexicaine après l'indépendance. La crise de l'empire espagnol présente des risques importants pour le projet colonial en Californie qui passe pour les cadres de la monarchie en Californie devant l'idée d'une libération de la tutelle espagnole. Une fois l'indépendance acquise en 1821 pourtant, c'est le même réalisme qui les conduit à accepter le rattachement du territoire à l'empire mexicain (chapitre 1). Une fois l'indépendance acquise, on assiste à des tâtonnements au niveau local et national pour définir la Californie au sein de l'empire puis de la république fédérale mexicaine. Ces tâtonnements ont pour objet de dessiner les contours de la frontière nord dans le cadre national puis rapidement républicain. Le choix du Territoire comme statut constitutionnel place l'ancienne province sous la tutelle de Mexico, mais la distance et le manque de moyens limitent cette tutelle dans les faits. À bien des égards, les missionnaires franciscains poursuivent en Californie leur projet de conversion des Amérindiens pour le roi d'Espagne, en manifestant ouvertement leur défiance pour le projet national mexicain. La loyauté au roi d'Espagne est un moyen d'opposition aux réformes de la république et de référence à un projet politique et colonial de monarchie catholique universelle (chapitre 2). L'adoption de la Constitution de Cadix et l'indépendance introduisent des changements, la transformation des sujets du roi et des *vecinos* – résidents avec droit de vote local sous l'empire espagnol – en citoyens mexicains. Cette transformation se fait par les pratiques de vote, de délibération, mais aussi par le biais de la manifestation d'attentes, de manière plus ou moins violente, en réaction à la nouvelle situation. Malgré la proclamation d'égalité, de liberté et d'accès de tous à la citoyenneté, le projet colonial, qu'il soit républicain ou impérial, temporise cet accès pour les Amérindiens et n'apporte pas de solution au dénuement des soldats. La réforme des missions, nécessaire d'après le gouvernement mexicain, n'emporte pas l'adhésion des Californiens, qui font confiance aux missionnaires et craignent ses effets sur leur place en Californie par rapport aux Amérindiens, beaucoup plus nombreux (chapitre 3). Une partie des nouveaux notables de la jeune génération se convertit progressivement à l'idée d'une transformation des missions en municipalités, sous l'influence de la politique nationale, portée localement par des agents du gouvernement. Cette politisation dans un cadre partisan national par affiliation au libéralisme et au fédéralisme se fait au

nom d'une alliance d'intérêts entre Amérindiens et colons contre les missionnaires, même si les Amérindiens sont eux-mêmes partagés dans leurs alliances et leurs stratégies. Cette polarisation donne lieu à la fin de 1831 à une révolte qui force le gouverneur à fuir de Californie, comme un écho de luttes partisanes qui ont lieu à Mexico et dans le reste du pays (chapitre 4).

La deuxième partie de notre thèse a pour ambition de développer une histoire concurrente à celle de forces centrifuges éloignant inexorablement la Californie du Mexique à partir des années 1830. Comme pour le Texas, il est tentant de lire dans la déclaration d'indépendance de la Californie par les Californios en 1836 un signe avant-coureur d'une séparation inéluctable. La revendication de souveraineté des colons californiens se fait au nom du fédéralisme et du libéralisme mexicain, y compris lors de la révolte des *Californios* contre leur gouverneur en 1836, le fédéralisme mexicain étant remis en cause à Mexico, avec la mise en place d'une constitution centraliste en 1836. Cette révolte est donc à la fois une contestation d'un statut inégal dans la fédération et une manifestation d'adhésion au fédéralisme (chapitre 5). La démarche californienne est à distinguer de celle du Texas. Les flux commerciaux et démographiques en provenance des États-Unis y sont faibles, et plus équilibrés entre le sud et l'est, si bien que, au lieu de pousser immédiatement la Californie dans les bras des États-Unis, ces connexions se font concurrence. Le sud de la Californie notamment, se mexicanise fortement dans les années 1830 et 1840 du fait de l'installation de colons, et aussi des voyages de notables californiens qui allèrent siéger comme députés au Congrès général. De plus, les immigrants ou résidents de passage étatsuniens sont beaucoup moins nombreux, et moins unis autour d'un projet de sécession que les étatsuniens du Texas. La focalisation sur les révolutions a eu tendance à masquer l'intégration politique et migratoire de la Haute-Californie au Mexique. À partir de la moitié des années 1830, les Mexicains-Californiens re-structurent le territoire de la Californie devenue constitutionnellement un « Département ». La sécularisation des missions – soit leur transformation en districts paroissiaux sur lesquels s'organisent des municipalités peuplées d'Indiens, et parfois de colons – est l'occasion d'une réorganisation sociale et spatiale. Cette transition signifie que la question de la citoyenneté des Amérindiens est posée à nouveaux frais, tandis que la structure de la propriété et le cadre de travail évoluent. Cette période, classiquement appelée dans l'historiographie « ère des *ranchos* » voit la brève période de gouvernement des *Californios* par eux-mêmes. Cette tentative de normalisation d'une partie du territoire californien va de pair avec une restructuration de la frontière. En 1835, le gouverneur mexicain organise un commandement spécial de la frontière nord, puis en 1840 un autre gouverneur autorise la construction d'un fort par un immigrant suisse naturalisé dans l'est. Mais cette tentative de

structuration territoriale ne porte pas les fruits désirés, du fait des difficultés rencontrées par le Mexique en général, et de la concurrence spatiale entre le projet de Californie mexicaine, et des projets parallèles conduits en partie sur le même territoire, par les Amérindiens et les États-suniens (chapitre 6). Vers la fin des années 1840, la crise du Mexique en général et de la Californie en particulier croise la mobilisation nationaliste autour de l'idée de destinée manifeste aux États-Unis. L'irruption de la guerre en Californie par la prise du fort de Sonoma par des colons étatsuniens sur la frontière nord met fin à l'espoir de Washington d'une annexion consensuelle et pacifique, et la révolte des Mexicains-Californiens du sud en 1847 met au jour non seulement l'hostilité entre Mexicains-Californiens et États-suniens mais des divisions et des radicalisations au sein des deux sociétés concernées (chapitre 7). Malgré tout, à la fin de la guerre, les Mexicains-Californiens peuvent espérer pouvoir se reposer sur les États-Unis de la prise en charge de leur protection et du développement de la Californie désormais étatsunienne. C'était sans compter sur les conflits liés à la terre, et plus généralement à la confrontation des systèmes juridiques qui forcent les Mexicains-Californiens à rester vigilants. La ruée vers l'or change en effet très rapidement la composition démographique et donc le rapport socio-politique en Californie. La prise en charge du projet territorial, et plus globalement l'organisation de la Californie à toutes les échelles changent de mains. Le contexte institutionnel, juridique et politique, les cadres de la politisation se transforment rapidement (épilogue).

Chapitre 1 Choisir l'empire mexicain (vers 1810-1822)

Le 9 avril 1822, le gouverneur espagnol de Nouvelle-Californie[1], Pablo Vicente de Solá, convoque les commandants des forts et des compagnies auxiliaires, ainsi que le président et le préfet à la tête des vingt missions franciscaines de la province. Il leur fait d'abord part des nouvelles reçues, soit « l'installation heureuse de la régence de l'Empire et du conseil provisoire de gouvernement en la capitale de Mexico » en leur lisant à voix haute les courriers officiels. Suite à quoi ils prennent la décision

> « d'**exécuter les ordres** adressés par le nouveau gouvernement suprême, et à reconnaître dès lors que cette province ne dépendrait que du gouvernement de l'Empire mexicain, et serait indépendant de la domination espagnole ou de quelque autre puissance étrangère.[2] »

Six mois plus tôt, l'indépendance de l'empire mexicain a été proclamée à Mexico, suite à l'entrée victorieuse dans Mexico, la capitale de la royauté de Nouvelle-Espagne, de l'armée dite des « Trois Garanties », dont la devise, exposée dans un plan dit d'Iguala formulé en février 1821, est « Union, Religion et Indépendance ». Le 9 avril 1822, la Nouvelle-Californie se joint formellement à cette nouvelle entité politique. Il s'agit d'un ralliement tardif, mais qui ne se fait pas sous la pression de l'armée indépendantiste, bien que le lexique de l'obéissance (« éxécuter les ordres ») indique un choix contraint. La décision du gouverneur, des officiers et des missionnaires s'inscrit dans le cadre plus large du choix de l'indépendance en dehors du groupe des élites créoles de Mexico. La diversité même des raisons du choix de l'indépendance en Californie, malgré une prépondérance du pragmatisme, démontre la complexité de ce mouvement. Tout en caractérisant les spécificités de la

1 Le titre de la province dans la monarchie espagnole est « Nouvelle-Californie », par opposition à l' « Ancienne-Californie » ; les titres deviendront respectivement « Haute- » et « Basse-Californie » dans la Constitution fédérale mexicaine de 1824. Lorsque nous évoquons les juridictions impériales, nous utilisons les termes alors en usage. Lorsque c'est la localisation géographique qui est en jeu, nous employons par commodité les termes de Haute et Basse-Californie, qui sont plus clairs géographiquement que Ancienne et Nouvelle-Californie.

2 Legislative Records (ci-après LR), 1, 1-3. 9 avril 1822. C'est par cet acte que s'ouvrent les « archives législatives » de la Californie mexicaine. *« Reunidos por medio de anteriores convocatorias en la sala de este gobierno y sabedores de la feliz instalacion de la Regencia del Ymperio y soberana junta provisional gobernativa en capital de Mexico por los oficios y demas documentos que el expresado senor gobernador hizo leer en plena Junta. Dijeron : que por si y sus subordinados estaban decididos* ***a dar cumplimiento a las ordenes*** *que intimaba el nuevo Supremo Gobierno reconociendo desde luego esta Provincia por solo dependiente del Gobierno del Ymperio mexicano e independiente de la dominacion española y de cualquiera otra potencia estrangera; en cuya virtud debia procederse al correspondiente juramento en los terminos prescriptos por la Regencia gobernadora interina para cuyo efecto deben darse las oportunas providencias por el enunciado gefe superior militar y politico y los comandantes respectivos de Presidios y Ministros de las Misiones haran constar su cumplimiento por medio de certificaciones que se remitiran con copia de esta acta al Exmo senor Ministro a quien corresponda y lo firmaron. »* Nous soulignons en gras afin de mettre en valeur le champ lexical de l'obéissance.

province et de ses habitants, il s'agit de montrer en quoi ils représentent une variation, une modalité du large spectre des prises de position en Amérique ibérique en réaction aux événements impériaux (réformes, guerres, révolutions) depuis la fin du XVIII[e] siècle.

La fondation tardive des établissements de Nouvelle-Californie a pour cause et pour effet son intégration dans la nouvelle perspective bourbonienne sur l'empire espagnol et la situe en bout de course des circulations impériales. Néanmoins, l'avènement d'un « monde Pacifique » russe, britannique, étatsunien, et français commence à la placer dans des circulations commerciales libérales et néo-impériales qui jouent dans le positionnement des élites californiennes au moment de la crise de l'empire.

En resserrant la focale à l'échelle de la province, nous y observons comment l'empire espagnol y est menacé presque dès le départ du fait des guerres européennes et des conflits entre missionnaires et militaires. L'ambigüité des formes choisies pour la colonisation, entre le modèle missionnaire et le modèle militaire, particulièrement dans le contexte réformateur du tournant du XVIII[e] et du XIX[e] siècle rend difficile la coopération. Pour dire les choses simplement, malgré la volonté royale de prendre le dessus sur l'ordre régulier, en Californie le rapport de forces est plutôt favorable aux missionnaires franciscains. Dans la continuité de la mobilisation spirituelle et religieuse des fondations puis des guerres européennes, les missionnaires, le gouverneur et les commandants des garnisons passent malgré tout la décennie révolutionnaire à coopérer afin de défendre la Haute-Californie contre les ennemis intérieurs (les Indiens) et extérieurs de l'empire. Cette coopération culmine lors de l'attaque du corsaire Hippolyte Bouchard contre Monterey en 1818. Néanmoins, la divergence essentielle d'objectifs entre l'armée et les missionnaires menace régulièrement d'enfoncer un coin dans cette alliance.

L'accord autour du ralliement à l'indépendance cache de profondes divergences. Les circulations commerciales et impériales, bien que rendues difficiles par les guerres, permettent aux cadres militaires et religieux californiens, issus eux-mêmes de ces circulations, de se tenir informés, même sporadiquement, des événements politiques touchant l'Espagne, la Nouvelle-Espagne, l'Europe et le monde atlantique en général et de développer des opinions informées à leur sujet. La deuxième moitié de la décennie 1810 puis surtout la révolution libérale espagnole en 1820 et la campagne d'Iturbide en 1820-1821 constituent des moments décisifs de découplage du positionnement politique des missionnaires, du gouverneur et des officiers nés en Amérique. Le consensus final sur l'indépendance recouvre donc des stratégies divergentes, à l'image de la coalition de l'indépendance mexicaine.

I - Conquérir la Californie pour protéger l'empire

La Nouvelle-Californie, explorée par les Espagnols dès 1592 mais dont les premiers établissements (fort et mission franciscaine de San Diego) ne sont fondés qu'en 1769, est une tard venue dans le Pacifique ibérique. Sa fondation et sa participation au commerce impérial interviennent dans le cadre d'une reprise en main de l'empire par Charles III et ses ministres après les échecs impériaux, notamment celui de la guerre de Sept Ans. La Nouvelle-Californie a pour but de protéger le cœur de l'empire en Nouvelle-Espagne, et de limiter les ambitions impériales d'abord des Anglais, puis surtout des Russes.

La conquête de la Californie par les Espagnols à partir de 1769 doit être replacée dans le cadre de la rivalité impériale en Amérique du nord au long du XVIII^{e} siècle et de la réorganisation des empires européens après la guerre de Sept Ans (1756-1763) qui oppose le royaume de France au royaume de Grande-Bretagne. La couronne d'Espagne étant alliée à la monarchie française, la monarchie espagnole est entraînée dans la guerre. Ce conflit se joue aussi dans les colonies. Avec la croissance des empires, des tensions sont apparues, par exemple en Floride, entre les colonies britanniques et les officiers espagnols, ou encore en Louisiane, au Texas et au Nouveau-Mexique où la concurrence entre empires permet aux groupes indiens de tirer leur épingle du jeu. Cette guerre, qui s'achève en 1763, voit la défaite de la France et de l'Espagne. En particulier, la prise de la Havane, sur l'île de Cuba, par les Anglais représente une véritable humiliation. En 1762, la France cède par le traité, gardé secret, de Fontainebleau, la Louisiane aux Espagnols, tandis que le traité de Paris de 1763 entre l'Angleterre, la France et l'Espagne livre la Floride aux Anglais en échange de La Havane.

Cette défaite coïncide avec l'avènement du roi Charles III sur le trône d'Espagne en 1759. Son règne (1759-1788) est l'occasion d'une réorganisation de la frontière nord de l'empire espagnol, une région qui occasionne beaucoup de dépenses, n'est pas pacifiée et ne rapporte pas de revenus. Il s'agit de réorganiser ses défenses, afin de les rendre plus efficaces et de contrer les velléités expansionnistes des autres puissances impériales en Amérique du Nord. Le roi Charles III envoie alors l'inspecteur général (*visitador general*) José de Gálvez en Nouvelle-Espagne en 1765 pour y élaborer des recommandations dans le cadre d'une tournée d'inspection (*visita*). L'une des propositions de Gálvez pour protéger l'empire espagnol en Amérique du Nord est l'expansion vers le nord-ouest par la fondation de forts militaires au nord de la péninsule de Californie. Le cœur de l'empire espagnol en Amérique est alors la vice-royauté de Nouvelle-Espagne, avec sa riche capitale, Mexico, et les mines d'argent du Zacatecas, au nord, dont la production a dépassé les mines du Potosí au Pérou en 1650[3]. La Nouvelle-Espagne est une vice-royauté, soit un royaume associé, dont le vice-roi est le représentant, l'alter ego du roi et nommé par lui depuis 1525.

A. La Californie espagnole, frontière du Pacifique ibérique

La côte de ce qui va devenir la Haute-Californie espagnole est d'abord reconnue dans le cadre des circulations commerciales avec l'Asie, en projet dès le XVI^e^ siècle. La fondation d'établissements sur cette côte n'a lieu que plus tardivement, dans le contexte des rivalités impériales entre puissances européennes en Amérique du Nord. La Haute-Californie est alors conçue comme une frontière défensive. Les difficultés financières, l'éloignement et la marginalité de cet espace expliquent en partie le recours à des missions franciscaines pour occuper le territoire.

José de Gálvez (1720-1787) d'abord *visitador* (inspecteur général) de Nouvelle-Espagne (1764-1772) pour le compte du roi Charles III, puis ministre des Indes à Madrid (1775) est un artisan majeur de la fondation de la Haute-Californie espagnole.[4] Hernan Cortés lui-même, attiré par les richesses d'Asie, avait posé les pieds sur la péninsule de (Basse-)Californie à laquelle il avait lui-même donné son nom en 1534, pensant qu'il s'agissait d'une île. La côte Pacifique au nord de la péninsule de Californie est connue depuis des explorations maritimes dès la deuxième moitié du XVI^e^ siècle. Ces explorations maritimes ont pour origine le développement du commerce ibérique avec l'Asie dans le Pacifique. Les circulations ibériques dans cet océan sont dominées par le galion

3 Le nom de la ville de San Luis Potosí au Mexique est ainsi une référence aux mines péruviennes du Potosí. Voir la carte du Mexique en annexe (carte n°3).

4 Sur José de Gálvez, voir Herbert Ingram PRIESTLEY, *José De Gálvez: Visitor-General of New Spain (1765-1771)*, Berkeley, Calif., University of California Press, 1916.

de Manille, flotte de navires groupés par deux et qui font le voyage d'Acapulco, sur la côte occidentale de la Nouvelle-Espagne, à Manille aux Philippines, une ou deux fois l'an à partir de 1565. Cette « route de la soie occidentale » permet d'échanger l'argent mexicain contre les épices asiatiques, la porcelaine, les soieries, autant de produits de luxe convoités par les élites de Mexico et de Lima.[5]

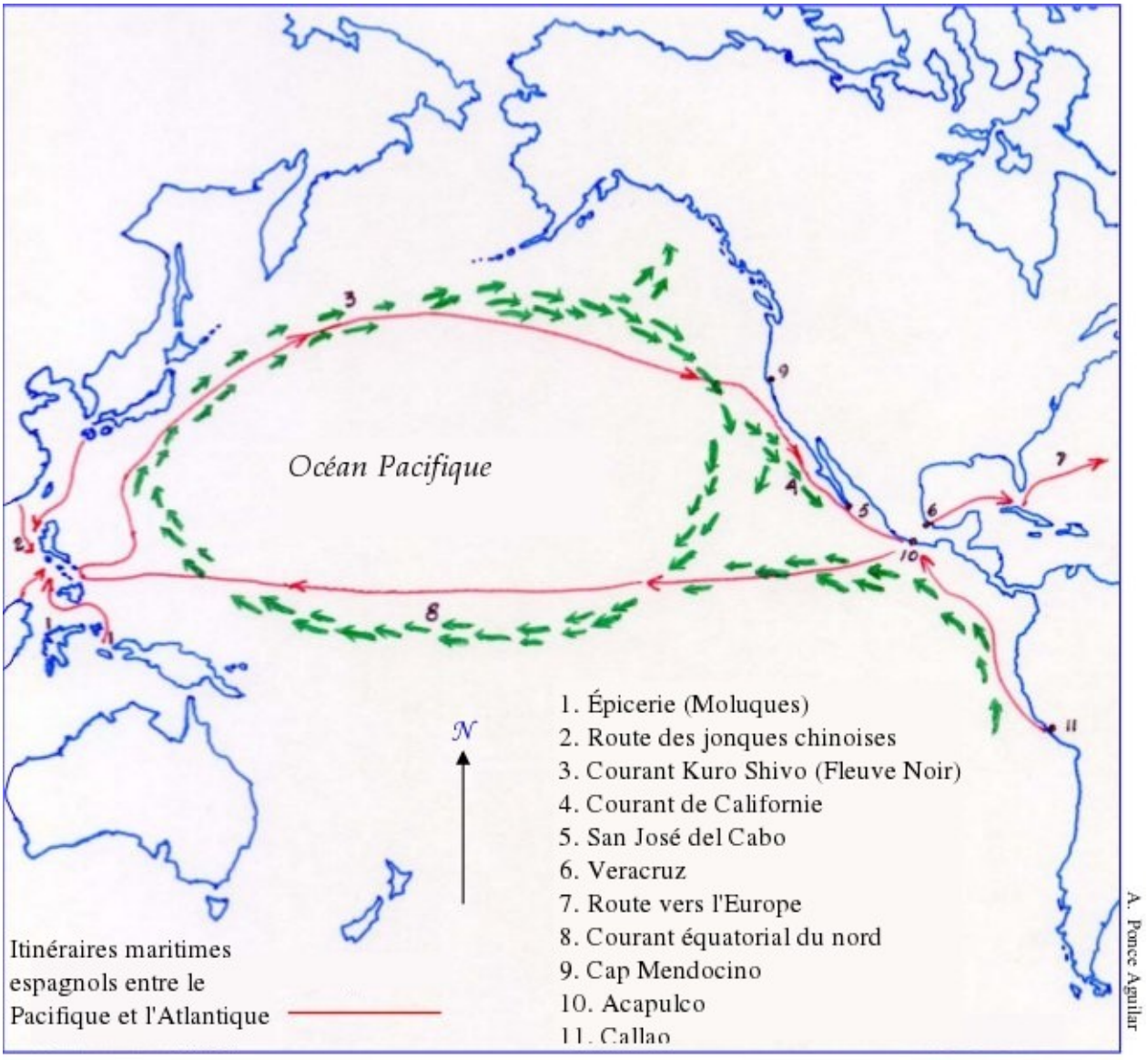


Illustration 1: Itinéraires maritimes espagnols dans le Pacifique et courants marins. Source : Antonio Ponce Aguilar, Resúmen histórico de Baja California, 2002, p.92.

La traversée est aisée à l'aller, mais périlleuse au retour. L'itinéraire retour, découvert par le navigateur Andrés de Urdaneta en 1565, passe très près de la côte de ce qui allait devenir la Nouvelle-Californie et qu'on peut appeler, avant la fondation des premiers établissements, de son

5 Pierre CHAUNU, « Le galion de Manille », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1951, 6, 4, p. 447-462.

nom géographique de « Californie septentrionale ». À l'image de la navigation atlantique, il est nécessaire de passer au nord pour trouver les alizés vers l'est et Acapulco (via le Kuro Shio, « courant noir » depuis le Japon, puis le courant de Californie). Néanmoins, les galions ne s'aventurent pas sur la côte en tant que telle, après un long voyage épuisant, et de peur des hauts-fonds, récifs et brumes. Les marins guettent simplement les signaux terrestres qui leur permettent de se repérer dans leur itinéraire.[6] L'idée d'une installation en Haute-Californie vient en premier lieu du vice-roi de Nouvelle-Espagne, qui veut créer sur cette côte une étape pour les galions à leur retour. Mais les premières tentatives dans les années 1580 sont un échec. En janvier 1593, le roi Philippe II lui-même en donne l'ordre à nouveau mais l'expédition, plus fructueuse en termes d'exploration, doit s'interrompre suite au naufrage du navire. Les explorations ultérieures ont lieu directement depuis Acapulco (sur la côte ouest de Nouvelle-Espagne), et sont décorrélées du voyage aux Philippines. Philippe III (qui règne de 1598 à 1621) soutient également le projet de poste sur la côte californienne pour servir d'étape aux galions, mais le vice-roi de Nouvelle-Espagne propose une autre étape, sur des îles au large du Japon. Le projet d'établissements sur la côte nord est abandonné temporairement mais à cette époque sont fondés les établissements sur la péninsule de Californie, au sud.[7]

Le projet est ravivé dans le contexte des rivalités impériales de la fin du XVIII^e^ siècle par José de Gálvez. Alors qu'il a déjà pris la résolution de mener une expédition jusqu'à la baie de Monterey, Gálvez apprend en 1768 que des Russes ont débarqué sur la côte californienne. Depuis quelque temps déjà le Pacifique ne peut plus prétendre au titre de « lac ibérique »[8], du fait des incursions françaises et britanniques. Dès le XVI^e^ siècle, les Britanniques ont joué les troubles fêtes sur la côte est du « lac ibérique ». L'un des déclencheurs immédiats de la fondation des établissements de l'ancienne Californie (péninsulaire) est en effet l'attaque du galion de Manille par le pirate britannique Francis Drake (1542-1596) en 1579. Cette attaque du « dragon » marque symboliquement le prolongement des conflits atlantiques dans la Mer du Sud[9]. Bien qu'à la recherche de butins espagnols, il est aussi chargé par la reine de trouver le détroit permettant de

6 L'historien William Schurz explique ainsi pourquoi ces voyages n'ont pas donné lieu à une meilleure connaissance géographique de cette côte et notamment n'ont pas permis de repérer la baie de San Francisco. William Lytle SCHURZ, « The Manila Galleon and California », *The Southwestern Historical Quarterly*, 1917, 21, 2, p. 107-126.

7 La fondation de la Basse-Californie obéissait à une logique de frontière religieuse (missions jésuites) et d'extraction (perles), en même temps que de protection des galions contre les pirates.Antonio PONCE AGUILAR, *Resumen histórico de Baja California: reseña de los hechos desde cueva pintada hasta la época moderna*, Tijuana, Biblioteca Loyola, 2002 ; Maria Eugenia ALTABLE (ed.), *Historia general de Baja California Sur*, México, Plaza y Valdes, 2003 ; C. Alan HUTCHINSON, *Frontier Settlement in Mexican California: The Híjar-Padrés Colony and Its Origins, 1769-1835*, New Haven, Yale University Press, 1969.

8 O. H. K. SPATE, *The Pacific since Magellan. Volume 1. The Spanish Lake*, Canberra, Australian National University Press, 1979.

9 Nom donné à l'océan Pacifique à cette époque Mark PETERSON, « Naming the Pacific », *Common-Place*, janvier 2005, 5, 2.

franchir le continent par le nord, le fameux « passage du nord-ouest ». C'est après l'échec de cette mission dans le nord que Drake longe la côte vers le sud, afin de retourner en Angleterre par le cap de Bonne Espérance, qu'il débarque dans une baie de la Haute-Californie à la recherche de provisions et en prend possession au nom de la reine d'Angleterre.[10] Depuis la fin du XVIII[e] siècle, l'exploration de l'océan Pacifique par les Européens et les Euro-Américains a commencé, guidée par « l'aimant chinois ».[11] Drake n'est qu'un exemple parmi d'autres de navigateurs et pirates britanniques qui s'aventurent dans un lac de moins en moins ibérique, bien que toujours faiblement fréquenté.[12] Les expéditions scientifiques organisées à partir des années 1780 dans le Pacifique, le plus souvent par les Britanniques, les Étatsuniens ou accessoirement par les Français marquent selon l'historienne Katrina Gulliver la véritable entrée dans le « monde Pacifique » au sens où il y avait déjà un « monde atlantique ».[13] Quant aux Russes, ils n'établissent un fort qu'après la fondation des premiers établissements espagnols, mais leurs ambitions territoriales en Amérique sont prises au sérieux par les Espagnols, dans le contexte de l'affirmation de cette puissance.

L'hostilité des Amérindiens sur l'itinéraire, non encore reconnu, entre la Sonora et la côte Pacifique nord conduit Gálvez à envisager une expédition navale qu'il organise à partir de la Basse-Californie en 1768. José de Gálvez avait été l'une des personnes chargées d'expulser les Jésuites de Nouvelle-Espagne suite à l'ordre royal de Charles III en 1767. Les Jésuites avaient été accusés de sédition, mais ils constituaient surtout un groupe puissant qui s'opposait à certaines mesures royales visant à diminuer leur influence. Gálvez n'est donc pas disposé au départ à associer les missionnaires à son entreprise de renforcement des frontières espagnoles en Amérique du Nord, mais il doit s'y résoudre en l'absence de troupes suffisantes. Ainsi s'explique le recours tardif à un ordre missionnaire, précisément au moment où ceux-ci sont visés par les réformes royales, recours qui a d'importantes conséquences sur le long terme. En vingt-cinq ans, de 1769 à 1804, sont fondées dix-neuf missions franciscaines, quatre petits forts militaires et trois communautés villageoises, auxquels s'ajoutent deux missions supplémentaires plus tardives, dans les confins nord, en 1821-1823.[14] Ces établissements, qui s'étendent le long de la côte sur près de 900km, malgré la faiblesse de la présence espagnole (quelques centaines de soldats, colons et missionnaires) permettent au roi

10 Drake est annobli en 1580 à la suite de son expédition par la reine Elizabeth I. Le Pacifique n'était pas le terrain privilégié des corsaires anglais au XVI[e] siècle, qui concentraient leur activité sur les Antilles espagnoles. Pour un résumé de la rivalité entre l'Angleterre et l'Espagne avant la colonisation anglaise, voir les premiers chapitres de Bertrand VAN RUYMBEKE, *L'Amérique avant les États-Unis une histoire de l'Amérique anglaise, 1497-1776*, Paris, Flammarion, 2012.

11 Jean HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique : histoire d'une frontière*, Paris, A. Michel, 1995.

12 O.H.K. SPATE, *The Pacific since Magellan. Volume 1. The Spanish Lake*, p. 243.

13 Katrina GULLIVER, « Finding the Pacific World », *Journal of World History*, 2011, 22, 1, p. 89.

14 Voir carte n°1 en annexe.

d'Espagne de revendiquer ce territoire contre les prétentions de ses rivaux. La fondation de ces établissements au nord de la péninsule de Californie conduisent à distinguer l'« Ancienne-Californie » (*Vieja California)*, de la Nouvelle-Californie (*Nueva California*). L'ensemble des deux est appelé, au pluriel, « Les Californies ».

Une fois parvenu au poste de ministre des Indes à Madrid, José de Gálvez organise en 1776 un commandement des provinces intérieures (*Provincias Internas*) qui comprend tout le nord de la Nouvelle-Espagne, afin de mieux défendre et exploiter cette région. Alors que la capitale des Calfornies se situait jusqu'alors en Ancienne-Californie à Loreto, Gálvez ordonne au nouveau gouverneur Felipe de Neve, nommé en 1774, de déplacer la capitale à Monterey, au nord, en 1776, marquant alors l'importance nouvelle de la Nouvelle-Californie aux yeux du ministre et de la Couronne. Au gré des réorganisations successives, les Californies dépendent alternativement du commandement des provinces intérieures, ou directement du vice-roi. Alors que le reste de la vice-royauté est divisé en intendances, les Californies ne sont pas touchées par cette réorganisation. En 1804, les deux Californies sont séparées et la Nouvelle-Californie forme une province à part entière, même si ce statut est confus et qu'on trouve souvent le terme de « Californies » au pluriel, par habitude.

La fondation de la Nouvelle-Californie entre non seulement dans des logiques de défense depuis le Pacifique, mais aussi d'affirmation de l'Espagne comme puissance continentale sur la frontière du nord. Le Nouveau-Mexique, l'Arizona, le Texas et les Florides, vers l'est, sont faiblement occupés depuis le XVI^e^ siècle. Les explorations vers le nord ont au départ souvent été motivées par des récits mythiques de cités légendaires (expédition de Coronado en 1540). À la fin du XVII^e^ siècle, le missionnaire franciscain Eusebio Kino a développé des missions en *Pimería Alta*, l'Arizona actuel, et parcouru les itinéraires des Indiens jusqu'à la côte Pacifique, ce qui lui permet de prouver que la Californie (dont seule la péninsule de Basse-Californie était alors bien connue) n'est pas une île (1683-1711).[15] À la fin du XVIII^e^ siècle, l'Espagne renforce sa présence dans le nord avec le transfert de la Louisiane par le traité de Fontainebleau en 1762. En 1774, Juan Bautista de Anza ouvre une voie depuis l'Arizona actuel vers la côte Pacifique. Son itinéraire longe la rivière Gila et traverse le Colorado au confluent des deux rivières.[16] Suite à ce voyage de reconnaissance, Anza est chargé de conduire des colons par voie terrestre vers la Haute-Californie, dans le cadre du projet d'établissements civils dans la province. C'est ainsi que 250 colons, soldats et missionnaires

15 David J. WEBER, *The Spanish Frontier in North America*, New Haven, Yale University Press, 1992.
16 Voir cartes n°2 et n°3 en annexe.

parviennent à la baie de San Francisco. Ils fondent San Francisco (mission et fort) en 1776 et San José, la première communauté villageoise (*pueblo)*, en 1777. Un deuxième groupe fait la traversée en 1781, dans le but de fonder le deuxième *pueblo*, Los Angeles. Une partie du convoi, restée en arrière, ne parvient jamais à destination, ses membres sont tués par les Indiens Yumas. L'itinéraire d'Anza implique en effet de maintenir de bonnes relations avec les Indiens Yumas, qui vivent au niveau du passage du Colorado. Or dès 1781 ces derniers développent une hostilité envers les voyageurs, probablement en réponse aux fondations de missions dans la région à partir de 1779.[17] Parallèlement, en 1776, une expédition d'exploration menée par Dominguez et Escalante, deux missionnaires franciscains accompagnés d'un cartographe, tente de trouver une voie entre Santa Fe, le centre de l'occupation espagnole sur la frontière nord, et la côte Pacifique. Les difficultés du voyage entre la dureté de l'environnement et du climat les forcent à s'arrêter en Arizona. Contrairement à leurs attentes, les populations indiennes rencontrées les plus à l'ouest de leur périple ne semblent pas connaître l'existence des nouveaux établissements espagnols sur la côte Pacifique.

Jusqu'à la fin des années 1820 les circulations terrestres entre la Nouvelle-Californie et le reste du Mexique continental sont interrompues. Les colons et les soldats continuent néanmoins jusqu'en 1833 d'être recrutés en Ancienne-Californie, en Sonora ou Sinaloa dans leur majorité, ou encore parmi les contingents de condamnés. Mais ces colons sont acheminés vers la côte du golfe de Californie ou du Pacifique pour être embarqués dans les navires d'approvisionnement destinés à la province devenue quasi outre-mer et insulaire. Du reste, la Californie n'est pas isolée, si l'on peut dire, dans ce cas de figure. Par exemple, le vice-roi du Pérou ne communique guère avec la capitainerie du Chili que par voie maritime. Aux frontières et marges externes s'ajoutent des marges intérieures, et les espaces aussi peu reliés à Madrid et aux capitales des vice-royautés ou aux sièges des cours de justice de seconde instance (*audiencias)* ne sont pas exceptionnels.

La fondation de la Nouvelle-Californie est dès le départ une entreprise menée par l'administration impériale depuis Madrid et Mexico, et par le collège franciscain de San Fernando, à Mexico. Cela signifie que les ressources humaines, matérielles et financières sont fournies de manière planifiée et volontariste jusque sur la frontière nord. Le port de San Blas, situé sur la côte ouest du Mexique, exactement en face du cap de la péninsule de la Basse-Californie et qui a été précisément fondé dans ce but, sert d'entrepôt et de base de départ pour l'acheminement des biens et

17 Mark SANTIAGO, *Massacre at the Yuma Crossing: Spanish Relations with the Quechans, 1779-1782*, Tucson, University of Arizona Press, 1998.

des personnes. De là part, en théorie régulièrement, le convoi des navires qui apportent les fournitures nécessaires, ainsi que la solde des soldats et d'éventuels renforts (en soldats, en missionnaires etc). Seuls les navires venus de San Blas doivent se rendre sur les côtes californiennes. Ainsi, malgré un approvisionnement via la côte Pacifique de Nouvelle-Espagne, l'entretien de la Californie dépend fondamentalement de dynamiques impériales atlantiques.

Toutes les migrations sont organisées par la vice-royauté pour l'armée et les colons, et par le collège de San Fernando pour les missionnaires. Officiers supérieurs et surtout missionnaires viennent en grande majorité d'Espagne péninsulaire, tandis que les soldats et les colons viennent tous du nord de la Nouvelle-Espagne. Dans les premières années, colons comme missions sont entièrement soutenus, subventionnés par le trésor royal. Dans ce contexte, les outils, les semences, les concessions de terres dans le cadre des communautés villageoises sont fournis par les commandants des forts ou le gouverneur, tandis qu'au sein des missions ce sont les missionnaires qui organisent le travail agricole, les productions artisanales, la construction des bâtiments par les Indiens. Du fait de leur insertion dans l'administration impériale, les officiers rendent des comptes à la vice-royauté, voire directement à Madrid ; les missionnaires rendent des comptes à leur séminaire : le collège de San Fernando. Bien que venus d'Espagne, missionnaires et plus hauts officiers sont le plus souvent passés par Mexico, pour leur formation ou pour un poste intermédiaire. Dans le système impérial, Guadalajara, capitale de la Nouvelle-Galice et des *Provincias Internas de Occidente*, joue un rôle d'intermédiaire entre Mexico et Monterey, surtout pendant l'insurrection mexicaine dans les années 1810 ; c'est par exemple là que séjourne l'*habilitado*, personne chargée des achats de fournitures pour les *presidios* et les missions.

***

La Nouvelle-Californie espagnole est au début du XIX^e^ siècle un prolongement de la colonie de Nouvelle-Espagne, considérée comme de première importance dans sa défense et éventuellement dans l'acheminement des richesses de Manille. Dépendante de la Couronne pour son approvisionnement, située en bout des itinéraires impériaux, elle est encore une province de conquête, sans autre institution que ses missions et ses forts militaires peu garnis. La Californie a été conquise par les Espagnols par la mer, comme rive orientale d'un Pacifique ibérique marqué par la circulation du galion de Manille. De fait, la Californie est dans les années 1810 plus une entité à part, d'outre-mer, qu'une expansion continentale de la Nouvelle-Espagne. Le statut territorial, instauré par l'inspecteur envoyé par la Couronne, José de Gálvez, d'un commandement propre pour

les provinces intérieures rend en effet indirecte la relation à Mexico. De plus, l'interruption des communications terrrestres entre la Nouvelle-Espagne et la Californie du fait de l'hostilité des Amérindiens Yumas en 1781 contribue à cette faible intégration politique et administrative.

La Californie est marquée dès la fondation de ses premiers établissements par son caractère défensif, profondément militaire. Les guerres européennes, dans les années 1790 renforcent encore cette priorité. Dès leur fondation, les établissements de Haute-Californie appartiennent aussi à un complexe de circulations maritimes circum-Pacifiques même si au final la Haute-Californie n'est visitée qu'une seule fois par le galion après la fondation de ses établissements, en 1779. Malgré les réprimandes royales et vice-royales, la province ne devient jamais une étape obligée des galions et la dynamique espérée de cette interface, comme c'est le cas à Acapulco, n'a jamais lieu. Aussi, malgré la communauté de destin créée par la localisation sur la côte Pacifique, ne peut-on pas réellement considérer que la Nouvelle-Californie soit partie prenante d'un « monde Pacifique » du même ordre que le monde atlantique et ses circulations intenses, du moins dans le contexte de l'empire espagnol.[18] Elle est fondée au moment même où les puissances impériales se mettent à explorer les rives du Pacifique pour leurs ressources et leur commerce à la fin du XVIII^{e} siècle. Ces explorations et ces entreprises commerciales illicites placent la Californie dans des circulations, principalement maritimes, alternatives à celles de l'Empire espagnol. C'est le cas des Britanniques, qui parcourent le Pacifique depuis déjà quelque temps, mais également, après la proclamation de son indépendance, d'une nouvelle nation, les États-Unis.

B. La Californie, en périphérie du nouveau Pacifique étatsunien

La fondation des établissements espagnols en Californie à partir des années 1770 coïncide également avec l'indépendance des États-Unis et donc à l'apparition d'une entité territoriale qui ne dépend pas d'une capitale outre-mer en Amérique du Nord. À partir de leur indépendance en 1776, les Étatsuniens doivent trouver d'autres voies commerciales que les Antilles et un autre accès aux denrées chinoises (au premier rang desquelles, le thé) que par l'intermédiaire des Britanniques. De plus, l'achat de la Louisiane en 1803, dont les limites sont mal définies, ouvre la voie à un accès au Pacifique via le continent ; l'expédition de Lewis et Clark en 1804-1805 a ainsi pour but d'explorer

18 Pierre Chaunu, dans son étude sur le galion de Manille, arrive à la conclusion qu'on ne pouvait considérer le Pacifique comme « un espace économique autonome, susceptible de contrecarrer et d'influencer le destin de l'Europe Atlantique » ; au contraire, il en fait un prolongement de l'Atlantique hispano-américain de Séville, « une importante fraction, pas nécessairement la plus importante, des divisions d'un Atlantique qui a tout dévoré » P. CHAUNU, « Le galion de Manille », p. 17.. Les historiens, par exemple Katrina Gulliver, estiment que l'émergence du monde Pacifique eut lieu au tournant du XVIII^{e} et du XIX^{e} siècle. K. GULLIVER, « Finding the Pacific World ».

la route continentale jusqu'au Pacifique. Dans ce sens va également l'exploration de l'embouchure de la Columbia en 1792 par Robert Gray.

La recherche de produits à échanger en Chine contre le thé, en dehors des métaux précieux, est l'un des moteurs de l'exploitation des fourrures des loutres marines, très prisées en Chine. Les missionnaires franciscains trouvent là une opportunité commerciale, dans la mesure où ces loutres sont très abondantes sur la côte californienne. Le commerce étatsunien avec la Chine intègre alors la Californie aux circulations circum-Pacifiques des marchands, essentiellement originaires de Boston. La fréquentation des côtes californiennes par ces navires est tolérée en cas de nécessité (approvisionnement en eau potable par exemple) mais la commercialisation de produits leur est interdite par les régulations impériales. Les missionnaires ont cependant pour habitude de ne pas respecter cette interdiction, ce qui est prouvé, malgré leurs dénégations officielles, par les registres des navires étatsuniens.[19] Cela leur est d'autant plus facile que l'administration provinciale ne dispose pas de suffisamment de navires ni de soldats pour surveiller la côte, et que les officiers subalternes de la douane sont facilement amadoués, ce qui est d'ailleurs interprété par les marchands russes et étatsuniens comme la preuve de la faiblesse espagnole en Californie. Ce commerce illicite passant par l'échange de fourrure de loutres est de courte durée dans les années 1800 : les États-suniens s'aperçoivent qu'il est plus rentable de commercer plus au nord, directement avec les Indiens Kodiaks.[20] Mais cet épisode introduit les missions californiennes sur la carte des échanges commerciaux circum-Pacifiques des armateurs anglo-américains. De plus, l'exploitation des loutres marines est à l'origine de l'établissement relativement permanent des étatsuniens sur l'archipel des îles Sandwich (Hawaï).[21] Le principal port de ces îles, Honolulu, va servir de camp de base et d'informations pour l'exploitation commerciale et l'immigration étatsunienne en Californie dans les années 1820. Charles Churchill a qualifié de rare le parcours de William Heath Davis qui a immigré en Californie par l'ouest[22] et non par l'est, mais en réalité sa trajectoire migratoire correspond à la structure des migrations des États-suniens dans le Pacifique.[23] Tandis que les échanges commerciaux

19 Magdalen COUGHLIN, « Boston Smugglers on the Coast (1797-1821): An Insight into the American Acquisition of California », *California Historical Society Quarterly*, 1967, 46, 2, p. 99-120.

20 Julia G. COSTELLO, « Purchasing Patterns of the California Missions ca. 1805 », *Historical Archaeology*, 1992, 26, 1, p. 59-66 ; Adele OGDEN, *The California sea otter trade, 1784-1848*, Berkeley; Los Angeles, University of California Press, 1941.

21 J. HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique*, p. 41.

22 William Heath Davis était né à Hawaï d'une mère métisse et d'un père bostonien en 1822. Son père, décédé peu après sa naissance, avait fréquenté la côte californienne dès le début des années 1810. William fit son premier voyage en Californie depuis Honolulu en 1831 pour s'y installer définitivement en 1838. Son beau-père était John Coffin Jones. Voir Charles B. CHURCHILL, « Hawaiian, American, Californio: The Acculturation of William Heath Davis », *Southern California Quarterly*, 1994, 76, 4, p. 341-376.

23 *Ibid.*

sont centrés sur la Chine, les commerçants s'installent dans les différents ports du Pacifique, notamment à Honolulu. Dès la fin du XVIII^e siècle, pratiquement tous les navires s'aventurant dans le Pacifique, que ce soit en direction de la Chine ou du nord-ouest, font étape ou hivernent à Hawaï, y compris pour y collecter du bois de santal qui devient au début du XIX^e siècle un autre article d'exportation à destination du marché chinois.[24] Les navires de Nouvelle-Angleterre et leurs passagers sont porteurs de nouvelles venues des États-Unis, mais aussi d'Europe, de Chine, et de l'Empire espagnol, au gré de leurs étapes et de leur collecte de journaux. Leurs informations s'avèrent précieuses dans le cadre de la quasi suspension des échanges entre la Californie et l'Empire au cours des années 1810. Comme dans tous les ports du Pacifique où mouillent les navires baleiniers ou commerçants (la distinction étant parfois artificielle), des déserteurs de toute nationalité et origine ethnique débarquent en Californie, contribuant marginalement au peuplement et à la circulation des pratiques et informations.[25]

L'archéologue Julia Costello voit dans le développement des échanges avec les Étatsuniens le point de départ de « l'infiltration yankee » en Californie, préfigurant l'annexion par les États-Unis en 1848. L'archéologue s'appuie notamment sur l'évolution de la culture matérielle des Californiens du fait de ces échanges illicites pour démontrer un basculement de la Californie vers le Pacifique (et les États-Unis), s'éloignant ainsi du monde atlantique et de l'Espagne.[26] Elle rejoint l'analyse de l'historien Andrés Resendez, pour le Nouveau-Mexique et le Texas, qui fait de la dialectique entre État en construction et marché le moteur de l'histoire de ces territoires, la balance penchant au final vers le marché.[27] Cependant, il ne faut pas surestimer les effets de ces échanges commerçants ni les analyser dans une perspective téléologique. En effet, bien des choses se produisent entre les années 1810 et 1840. Si on se focalise sur les acteurs de cette contrebande, du côté des Californiens, on aurait du mal à percevoir une quelconque remise en cause de l'appartenance à l'ensemble impérial espagnol. Les missionnaires, puisqu'il s'agit surtout de cette population, agissent comme ils l'ont toujours fait, en vertu de leur objectif, celui d'évangéliser les Indiens et de développer leurs établissements. Leur loyauté à la monarchie et à l'Espagne existe, mais surtout dans la mesure où l'empire est fondamentalement catholique. Quant à la politique mercantiliste choisie par les ministres du monarques, ils n'éprouvent aucun loyalisme à son sujet, surtout quand elle était un

24 J. HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique* ; Samuel E. MORISON, *Boston Traders in the Hawaiian Islands, 1789-1823*, Boston, 1920.

25 Ces déserteurs préoccupent les autorités vice-royales, comme en témoignent les archives. Voir Provincias Internas (PI), volume 18.

26 J.G. COSTELLO, « Purchasing Patterns of the California Missions ca. 1805 ».

27 Andres RESENDEZ, « Getting Cured and Getting Drunk: State versus Market in Texas and New Mexico, 1800-1850 », *Journal of the Early Republic*, Spring 2002, 22, 1, p. 77-103.

obstacle à leur mission. Leur attitude au moment de l'indépendance du Mexique, telle que nous allons la décrire dans ce chapitre en est l'illustration éloquente.

La comparaison avec le Nouveau-Mexique et le Texas est pertinente, la Californie étant comme le versant occidental et ultramarin de ces territoires de la frontière impériale espagnole, ce que l'historien Bolton a appelé les *Borderlands*.[28] Mais au début du XIX^e^ siècle, leur situation est à contraster considérablement avec celle de la Californie, dans le contexte de l'achat de la Louisiane par les États-Unis (1803) et de la puissance de ce qu'un historien a même caractérisé, de manière provocatrice, comme « l'empire comanche »[29]. Au tournant du siècle la Californie n'est qu'une périphérie de l'empire commercial naissant des États-Unis, là où l'achat de la Louisiane faisait du Texas et du Nouveau-Mexique les voisins directs de la république américaine, et ce d'autant plus que les États-Unis revendiquent déjà le Texas comme appartenant à la Louisiane cédée par la France. Les échanges commerciaux y ont pour centre la confédération comanche pour la clientèle de laquelle les étatsuniens et les Espagnols sont en compétition.[30] Nous avons vu que la Californie était au début du XIX^e^ siècle un territoire d'« outre-mer » du point de vue de l'Empire espagnol. Qu'en est-il des circulations étatsuniennes ? À partir de 1803, à la faveur de l'achat de la Louisiane par les États-Unis, plusieurs explorations sont organisées par le gouvernement étatsunien. En 1804, les explorateurs Lewis et Clark font une reconnaissance de la région entre le bassin du Mississipi et la rivière Columbia, par le nord. En 1806, Zebulon Pike explore à partir de Saint-Louis les terres espagnoles, mais est arrêté par les autorités impériales après avoir atteint les sources de l'Arkansas, de la Platte-du-Sud et du Río Bravo[31]. De plus, les Étatsuniens ne peuvent semble-t-il pas s'appuyer sur des circulations amérindiennes pré-existantes. Il est très difficile de connaître les mondes amérindiens de ce qu'on a appelé à partir du milieu du XIX^e^ siècle (après les expéditions de Fremont) le « Grand Bassin » (*Great Basin*) avant les circulations européennes des années 1830.[32] L'historien Ned Blackhawk montre à partir du récit des expéditions de Dominguez et Escalante que les populations du Grand Bassin sont touchées indirectement par la colonisation européenne, dans la mesure où elles sont la cible des raids de prise d'esclaves dans le but d'alimenter les marchés

28 Herbert Eugene BOLTON, *The Spanish Borderlands: A Chronicle of Old Florida and the Southwest*, New Haven [Conn.], Yale University Press, 1921.

29 Pekka HÄMÄLÄINEN, *The Comanche Empire*, New Haven, Yale University Press, 2008 ; Pour une discussion sur le livre et la caractérisation politique impériale, voir Thomas GRILLOT, « Un empire comanche ? », *Transatlantica. Revue d'études américaines. American Studies Journal*, décembre 2011, 1 ; Thomas GRILLOT, *Les Indiens à la conquête de l'Ouest. Histoire américaine renversée. Recension du livre de Pekka Hämäläinen, L'Empire comanche*, http://www.laviedesidees.fr/Les-Indiens-a-la-conquete-de-l.html , 2012, (consulté le 10 septembre 2014).

30 P. HÄMÄLÄINEN, *The Comanche Empire*.

31 Appelé *Rio Grande* aux États-Unis.

32 Sur la « découverte » du Grand Bassin par les Américains, voir Tom CHAFFIN, *Pathfinder: John Charles Frémont and the Course of American Empire*, New York, Hill and Wang, 2002.

espagnols du Nouveau-Mexique. Ces populations n'ont pour la plupart pas adopté le cheval, pour des raisons principalement écologiques, vu l'environnement désertique. Ned Blackhawk en conclut une absence des communications entre Paiutes et Shoshones du Grand Bassin et Amérindiens de la vallée centrale ou de la côte californienne.[33] En incluant des sources matérielles, l'historien Natale Zappia ne confirme que partiellement le manque de communications entre les Amérindiens du Grand Bassin et ceux de Californie. En effet, il montre comment les Amérindiens Mojaves, dans la région du confluent du Colorado et de la rivière Gila, au sud de la Haute-Californie, communiquent d'une part avec ceux du Grand Bassin (Paiutes) et d'autre part avec ceux de Californie (Yokuts et Chumashs), dans un système d'alliance qui évolue en même temps que le rapport de force et le commerce avec les Espagnols. Du point de vue espagnol, l'Arizona (*Pimería Alta*), sans accès à la côte et reliée au Mexique par les établissements de Sonora, fait figure d'une impasse en bout d'itinéraire, équivalent continental de ce qu'est la Californie du point de vue maritime. Mais du point de vue des Amérindiens, il s'agit, comme le montre Natale Zappia, d'une région centrale pour relier Californie et Grand Bassin, le long de la rivière Gila.[34] Les études cependant manquent pour cette région entre Sonora, Californie et Nouveau-Mexique pour tout le début du XIX^{e} siècle, et rendent difficile la connexion et la comparaison, à part dans le domaine des missions.[35]

33 Ned BLACKHAWK, *Violence Over the Land: Indians and Empires in the Early American West*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006.

34 Natale A. ZAPPIA, *The Interior World: Trading and Raiding in Native California, 1700-1863*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Lisbeth Haas, University of California, Santa Cruz, 2008 ; Natale A. ZAPPIA, *Traders and Raiders: The Indigenous World of the Colorado Basin, 1540-1859*, Chapel Hill, N.C., The University of North Carolina Press, 2014.

35 L'historiographie sur l'Arizona, à cette époque Pimería Alta (Haut Pays des Pimas), est encore peu développée. Sur la période précédente, voir Thomas E. SHERIDAN, *Empire of Sand: The Seri Indians and the Struggle for Spanish Sonora, 1645-1803*, Tucson, University of Arizona Press, 1999.

Illustration 1: Les États-Unis en Amérique du Nord entre 1803 et 1810. Détail (I) de William R. Shepherd, The Organization of Territories in the United States since 1803, Historical Atlas, p. 202-203, 1923.

Bien que la littérature actuelle se focalise sur l'ouverture du *Old Spanish Trail* (entre Santa Fe et Los Angeles) en 1829 et semble indiquer l'absence d'échanges à relativement longue distance entre Grand Bassin, région du confluent Gila-Colorado et Haute-Californie, la prudence est de mise concernant l'absence de circulations effectives entre la côte Pacifique et la Louisiane autour du 38e parallèle, de Saint-Louis à San Francisco, avant les années 1830. Le meilleur parti nous paraît, en attendant des études plus poussées, de faire l'hypothèse que si ces circulations existent, elles n'incluent pas d'Européens, et ne font pas circuler d'individus entre Nouveau-Mexique et Haute-Californie, sauf de manière exceptionnelle.[1]

Au début du XIXe siècle, c'est principalement par leur activité commerciale de plus en plus importante dans le Pacifique que la nouvelle république des États-Unis manifeste son dynamisme du côté de la Haute-Californie. De fait, comme nous le verrons, la dimension commerciale des liaisons avec la Chine restera un facteur important dans la conception par les dirigeants étatsuniens de leur envergure continentale, d'un océan à l'autre. Le commerce de contrebande auquel se livrent les navires étatsuniens n'est pas perçu comme une menace de la part des autorités du point de vue du territoire, contrairement aux incursions russes de la même époque.

1 Comme nous le verrons au chapitre 6, à la fin des années 1820 les itinéraires vers Santa Fe et vers la Sonora et Chihuahua sont (ré)ouverts.

C. Une colonie russe ?

L'extension vers le sud des établissements russes en Amérique du Nord inquiète les autorités espagnoles pour qui ils représentent une remise en cause directe de leur souveraineté sur la côte est du Pacifique nord. Après des expéditions exploratoires au nord du Pacifique dans les années 1740, les Russes établissent des postes permanents en Alaska et sur les îles aléoutiennes. Ces postes servent de support à la chasse aux mammifères porteurs de fourrure, pour laquelle les Russes utilisent massivement et violemment la main d'oeuvre autochtone. En 1799, une puissante famille obtient le monopole de l'exploitation de l'Amérique du Nord russe de la part du tsar en l'échange de l'engagement de fonder des établissements de colonisation et fonde la compagnie russo-américaine.[37]

La présence russe plus au sud ne se manifeste au départ que par des explorations puis sous une forme commerciale (1806), mais assez vite, les Russes commencent à hiverner à Bodega, à une centaine de kilomètres au nord de San Francisco (1809). Cet hivernage est d'autant plus menaçant que les Russes disposent d'établissements sur la côte nord, dont la Californie peut représenter la frontière méridionale. En 1812, les Russes constuisent Fort Ross, un établissement permanent. Pour les Espagnols, il s'agit d'une violation de la frontière définie par le traité entre la Russie et l'Espagne de la même année. Néanmoins, les besoins matériels et le manque de force militaire aidant, le gouverneur Arrillaga (gouverneur 1792-1794 et 1800-1814) comme le commandant de San Francisco s'accommodent de leur présence : tout en affirmant avec force l'illégalité de l'établissement russe, ils tolèrent des échanges ponctuels (marchandises russes contre grains californiens). José Argüello, gouverneur par interim, puis Pablo Vicente de Solá, qui arrive en 1815, sont d'abord défavorables à cette tolérance, puis se rangent eux-aussi au pragmatisme. Les échanges ponctuels ne donnent pas lieu à des remontrances, mais il reste interdit pour les vaisseaux de la Compagnie russo-américaine de visiter les ports de Californie, de pêcher les loutres. En outre, le fort de Bodega n'est jamais accepté par les autorités espagnoles qui réitèrent leur ordre de l'abandonner. Dans ces négociations, la barrière de la langue s'avère fort pratique pour éviter les incidents diplomatiques grâce aux allégations de malentendus.

Le vice-roi et le roi en viennent aussi à tolérer ces entorses voire à les proposer eux-mêmes. Afin de « chasser [les Russes] de leur établissement », le vice-roi, suivant Madrid, propose ainsi de

37 Ilya VINKOVETSKY, *Russian America: An Overseas Colony of a Continental Empire, 1804-1867*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2011 ; Glynn BARRATT, *Russia in Pacific Waters, 1715-1825: A Survey of the Origins of Russia's Naval Presence in the North and South Pacific*, Vancouver et Londres, University of British Columbia Press, 2011.

profiter du besoin dans lequel ils sont de commercer « en faisant en sorte qu'ils ne se procurent des vivres qu'en se rendant au fort [de San Francisco] ». Il lui paraît donc « approprié » de « détourner le regard » sur ce commerce-là, mais pour que « le trafic se limite à l'échange de marchandises […] des habitants des deux établissements »[38]. Autrement dit, il s'agit de rendre les Russes dépendants d'un seul établissement espagnol et de les contenir vers le nord. Malgré leurs inquiétudes, les autorités se voient donc obligées de composer avec cet établissement russe. Du côté russe, il s'agit en fait en priorité d'une entreprise commerciale, comme l'illustre la fondation de Ross par la compagnie russo-américaine. Si à l'occasion le fort peut apparaître comme une revendication territoriale, et sert de pré-emption russe sur la côte nord, l'installation en Californie n'est pas une priorité réelle de Moscou.

***

Si dès le XVI^e^ siècle le Pacifique commence à exciter les convoitises des puissances impériales, c'est au tournant du XVIII^e^ et du XIX^e^ siècle qu'on entre dans un « monde Pacifique » aux circulations et aux rivalités intenses.[39] La Haute-Californie n'est pas le point focal d'attraction dans ce monde Pacifique, mais devient une étape commerciale des nouvelles circulations, dont les centres se situent à Hawaï, en Chine, ou encore sur la côte plus au nord. L'établissement des russes en 1812 à Fort Ross, point méridional de l'Amérique russe est, plus que le commerce interlope avec les États-suniens ou la chasse illégale des fourrures, un défi lancé à l'Empire espagnol, à un moment où il est en crise après l'invasion de l'Espagne par Napoléon et l'abdication des rois à Bayonne. Ces circulations ne mettent pas en danger la revendication espagnole sur la Californie mais en font une frontière à défendre, non seulement des Amérindiens, mais aussi des autres puissances impériales. De plus, la fréquentation commerciale permet aux Californiens de bénéficier d'une source alternative de biens et de nouvelles lors de la décennie révolutionnaire, lorsque les approvisionnements impériaux se font rares.

II - La Californie et les Californiens dans la crise de l'empire espagnol

Dans le cadre des guerres révolutionnaires, Napoléon 1^er^, empereur des Français, occupe l'Espagne en 1808 et force le roi Charles IV à abdiquer, ainsi que son fils Fernando à renoncer à ses droits à la Couronne, et place son frère Joseph Bonaparte sur le trône d'Espagne. Ces événements

38 PI, 23, 1, p. 12 Madrid, 4 février 1814, Ministre Cevallos au vice-toi de Nouvelle Espagne. Voir la transcription en annexe.

39 J. HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique* ; K. GULLIVER, « Finding the Pacific World » ; Sandrine DUBROCA, *L'Ouverture de l'Ouest et du Pacifique, 1770-1846*, Thèse de doctorat en Études anglophones sous la direction de Jean-Michel Lacroix, Université Sorbonne-Nouvelle (Paris 3), 2011.

sont à l'origine d'une crise politique à l'échelle de toute la monarchie espagnole, aussi bien en Europe qu'en Amérique. Les corps constitués de la monarchie espagnole se mobilisent pour organiser la résistance au nom du souverain légitime, mais pas toujours d'une même voix. En particulier, en Amérique c'est l'occasion de réclamer un traitement plus égal au sein de la monarchie. En Californie, les dynamiques liées à cette crise sont distinctes : alors que les compagnies de soldats sont toujours dépendantes d'un approvisonnement depuis le sud, via San Blas ou Acapulco, les guerres européennes de la fin du XVIII^e^ siècle puis celles de la décennie 1810 mettent en péril la survie des établissements espagnols en Haute-Californie. En revanche, le développement du commerce via une libéralisation de fait profite aux unités de production que sont les missions franciscaines, bientôt exportatrices. *Presidios* et missions sont les deux institutions clefs des frontières espagnoles en Amérique.[40] Mais dès les fondations, les missionnaires et les autorités militaires divergent sur les rôles respectifs et réciproques des missions et des forts. Un retour sur ces conflits dont l'origine remonte au XVIII^e^ siècle permet de comprendre les prises de positions et stratégies des uns et des autres pendant la crise de l'empire espagnol au début du XIX^e^ siècle. En plaçant les relations politiques des missionnaires dans la plus longue durée, on peut distinguer plus finement ce qui relève du choix politique, de la loyauté au Roi et du sentiment national.

A. « *Nuestros establecimientos* ». De qui la Nouvelle-Californie est-elle le projet ?

Les Espagnols ont mis le pied en Californie sur des terres déjà habitées. Les Amérindiens y sont nombreux, bien que leur nombre soit difficile à évaluer, et diffère suivant l'espace considéré. Sur une bande côtière correspondant à l'aire d'influence des missions, ils sont environ deux cents mille. Du point de vue des Espagnols, ils sont des « Indiens » mais de leur point de vue ils forment des groupes distincts, ne parlant pas des langages mutuellement compréhensibles et ont des organisations politiques discrètes et distinctes.[41]

Au moment de la fondation d'une mission, les missionnaires cherchent à convaincre les Amérindiens du groupe local de venir se faire baptiser. Ils choisissent un lieu approprié à l'agriculture et non loin de villages d'autochtones. Ils attirent les Amérindiens par des cadeaux, et la perspective d'une alimentation régulière par l'agriculture, dont les produits sont resdistribués aux

40 Herbert E. BOLTON, « The Mission as a Frontier Institution in the Spanish-American Colonies », *The American Historical Review*, octobre 1917, 23, 1, p. 42-61.

41 Lisbeth HAAS, *Saints and Citizens: Indigenous Histories of Colonial Missions and Mexican California*, Berkeley, University of California Press, 2013.

Amérindiens baptisés qui ont participé au travail de la terre. Ces Amérindiens baptisés, travaillant sous les instructions des missionnaires, sont appelés « néophytes », en tant qu'individus nouvellement convertis. Les missionnaires, qui ne sont pas plus de deux par mission, s'appuient sur des chefs locaux pour organiser le travail. Une petite garde, formée par quatre ou cinq soldats est aussi présente à la mission pour aider le missionnaire en cas de révolte ou de fuite. Dans les années 1810, les missions deviennent de plus en plus centrales pour les Amérindiens, surtout pour les peuples les plus proches de la côte, là où auparavant les Amérindiens dictaient plutôt les termes de la relation. Les missions restent des lieux de souveraineté amérindienne, où les chefs indigènes sont indispensables pour maintenir leur peuple au travail. Mais comme l'ont montré les ethnohistoriens, les difficultés rencontrées par les Amérindiens du fait des épidémies et de la dégradation de leur environnement, et la déstabilisation des structures sociales hors des missions, également causée par le travail agricole sur les terres environnantes font de celles-ci les cadres principaux de leur organisation collective. La participation à la mission passe en effet la plupart du temps par une relocalisation résidentielle, soit dans des villages proches de la mission, soit, dans certains cas, au sein même des bâtiments de la mission : par exemple les jeunes filles sont enfermées la nuit sous la surveillance d'une femme plus âgée. Les Amérindiens, au fil du temps, deviennent de moins en moins libres de disposer de leur temps et de leur corps du fait de la coopération de leurs propres chefs et de la coercition des missionnaires et des soldats.[42] Au début du XIX^e^ siècle, les missions fondées sur la côte Pacifique sont donc le cadre de travail et de vie d'une très grande majorité des autochtones situés sur la côte, et commencent à convertir des néophytes un peu au-delà. Alors que dans les premières années les missions produisent difficilement de quoi nourrir tous les Amérindiens qui y ont été baptisés, à partir des années 1800, les missions se mettent à produire des surplus. Les missionnaires se mettent alors à jouer un rôle commercial de premier plan.

Les missions de Nouvelle-Californie ont été confiées à l'ordre franciscain par l'inspecteur José de Gálvez lors de sa préparation de la conquête de la Californie en 1768. Les missionnaires franciscains qui partent pour la Nouvelle-Californie sont tous issus du Collège de San Fernando à Mexico. Le Collège, fondé en 1733, a pour but de former les missionnaires qui partent ensuite dans des missions d'évangélisation. Il est dirigé de manière collégiale par un conseil (*discretorio*) à la tête duquel se trouve un Gardien.[43] Les missions de Californie sont financées par un fonds pieux, le

42 Randall MILLIKEN, *A Time of Little Choice: The Disintegration of Tribal Culture in the San Francisco Bay Area, 1769-1810*, Menlo Park, Ballena Press, 1995.

43 Le Collège de San Fernando, à Mexico, fut fondé à l'initiative des membres d'un autre collège, le premier en Nouvelle-Espagne, celui de Santa Cruz du Queretaro, dans le nord Michael Brendan MCCLOSKEY, *The Formative Years of the Missionary College of Santa Cruz of Querétaro, 1683-1733*, Washington, Academy of American

« fonds pieux des Californies » (*Fondo Piadoso de las Californias)* qui a pour origine des donations effectuées en 1697 à la Compagnie de Jésus pour propager la foi en Basse-Californie. Après l'expulsion des Jésuites en 1767, c'est la Couronne qui reprend l'aministration de ce fonds.

Tous les missionnaires sauf deux sont nés en Espagne et y ont commencé leur carrière ecclésiastique (entrée dans les ordres, éventuellement premiers postes au sein de l'ordre franciscain) ; après en moyenne une dizaine d'années passées dans les ordres en Espagne, ils partent pour Mexico, où ils sont intégrés au Collège de San Fernando avant de partir, en général l'année qui suit, pour la Californie. Au moins l'un des deux missionnaires nés au Mexique, Luis Gil, est né de parents espagnols (on n'en sait pas plus sur les origines de l'autre, le frère Antonio Catarino Rodriguez)[44]. Certains d'entre eux sont retardés dans leur voyage par les troubles des années 1810-1812 au Mexique. Aucun missionnaire n'est envoyé entre 1813 et 1820, malgré la fondation d'une nouvelle mission en 1817, San Rafael Arcangel, au nord de San Francisco.[45] À la tête des missionnaires se trouve un président chargé du développement des missions dans la province, et interlocuteur du gardien du Collège de San Fernando. Les missionnaires savent tous lire et écrire et ont une solide culture classique, rhétorique, philosophique, théologique. Boscana, missionnaire affecté à diverses missions en Californie, est professeur de belles lettres en Espagne avant de s'embarquer. Les missionnaires ont en charge l'évangélisation des Amérindiens. Leur conversion comme chrétiens passe non seulement par la catéchèse mais également par l'adoption d'une vie chrétienne fondée sur un mode de vie sédentaire, vêtue et consacrée aux travaux agricoles ou artisanaux. Pour cela, la mission est un lieu de travail, de production, dont les missionnaires sont les gérants. Cet aspect de leur travail est appelé « temporalités » (*temporalidades*), car relevant du pouvoir temporel par opposition au pouvoir spirituel. Pour assurer leur double fonction à la tête des missions ces missionnaires ont aussi une certaine culture économique. Cette population contraste de manière importante avec les autres Californiens dont la plupart n'ont jamais vécu dans de grands centres urbains, n'ont jamais voyagé que depuis l'intérieur du Mexique jusqu'en Californie – s'ils ne sont pas nés sur place – et ne savent ni lire ni écrire.

Une poignée de missionnaires franciscains sont à l'origine de la fondation des missions le long de la côte Pacifique. Ces missions ont pour but de convertir les Amérindiens au catholicisme et d'en faire des sujets du roi d'Espagne. Le travail des missionnaires par l'organisation de missions sur des

Franciscan History, 1955, p. 108-112.

44 Hubert H. BANCROFT, *The Works of Hubert Howe Bancroft: Vol. XIX. History of California. Vol. II, 1801-1824*, San Francisco, A.L. Bancroft & Company, 1886.

45 Voir le tableau n°3 en annexe.

territoires introduit une première ambiguité au sujet de la terre, du droit de propriété et de la souveraineté qui y est liée. En effet, la christianisation des Amérindiens, et leur mise au travail agricole sur les terres qu'ils utilisaient déjà auparavant, les transforme, du point de vue de la monarchie, en vassaux du roi, propriétaires en commun de ce qui est devenu un terroir agricole. Ils étaient de la sorte convertis, du point de vue des Européens, en membres du politique à l'européenne, en sujets de l'Empire; ils sont intégrés, considérés comme faisant partie du corps de la monarchie, avec leur statut propre et inégal.

Les missionnaires prennent au sérieux leur mission évangélisatrice, pour eux première. Pour la Couronne en revanche la fondation de la Californie a une fonction d'emblée défensive et c'est cette préoccupation qui reste première pour l'administration royale et vice-royale.[46] Du point de vue de l'administration, les missions ne sont qu'un des instruments de la colonisation. En effet, elles permettent de transformer les Indiens en sujets du roi sans en passer par une colonisation coûteuse et difficile à mettre en place. Or, bien que les militaires disposent de la force armée, ils dépendent étroitement des missionnaires pour leur approvisionnement, puisque les missions sont les seules unités de production de Californie. Dès les années 1770, le président des missions et le gouverneur de Californie s'opposent sur ces sujets. En 1774, le gouverneur Felipe de Neve se confronte au père Junipero Serra, fondateur et président des missions de Haute-Californie qui lui refuse des informations statistiques au sujet des missions.[47] Serra comme Neve, ce dernier appuyé par le commandant des provinces intérieures Teodoro de Croix, considère le développement de la Californie comme de son ressort. À partir de 1779, le gouverneur de Neve souhaite commencer à envisager la sécularisation (*secularización*) des missions, c'est-à-dire leur transformation en paroisses. Les missions sont en effet des institutions temporaires vouées à disparaître une fois leur entreprise achevée, les missionnaires devant aller ailleurs poursuivre leur entreprise de conversion. En guise de transition, le gouverneur ordonne des élections dans les missions pour la désignation d'officiers municipaux : un juge (*alcalde)* et ses assistants (*regidores)* indigènes. Ces élus jouent le rôle d'intermédiaires entre les groupes Indiens, les missionnaires et les autorités espagnoles et n'ont pas le rôle de juge de première instance comme les *alcaldes* des municipalités non indiennes. Les

46 D.J. WEBER, *The Spanish Frontier in North America*.

47 La personnalité de Junipero Serra a fait l'objet de nombreux traitement biographiques. Son procès en canonisation est en préparation à Rome, ce qui a été à l'origine d'ouvrages et de controverses renouvelées. Voir Rose Marie BEEBE et Robert M SENKEWICZ, *« To Toil in That Vineyard of the Lord »: Contemporary Scholarship on Junípero Serra*, Berkeley, Academy of American Franciscan History, 2010 ; Maynard J. GEIGER, *The Life and Times of Fray Junípero Serra, O.F.M. Or, the Man Who Never Turned Back, 1713-1784, a Biography*, Washington, Academy of American Franciscan History, 1959 ; Miguel LEÓN-PORTILLA, « California in the Dreams of Gálvez and the Achievements of Serra », *The Americas*, 1 avril 1985, 41, 4, p. 428-434 ; James A. SANDOS, « Junípero Serra's Canonization and the Historical Record », *The American Historical Review*, 1988, 93, 5, p. 1253-1269.

missionnaires acceptent cette mesure, à condition que les officiers ainsi élus soient sous leur supervision et instruits par eux. De leur point de vue, la conversion des néophytes n'est pas encore assez établie pour qu'ils puissent les laisser se gouverner, c'est-à-dire se juger, par eux-mêmes.[48]

Felipe de Neve propose dans ce contexte un plan de développement de la Californie au commandant des provinces intérieures Teodoro de Croix en 1779, approuvé par Gálvez, alors ministre des Indes à Madrid, en 1781. Ce plan prévoit, en plus de la fondation de missions supplémentaires, des mesures pour améliorer le sort des soldats en service en Californie, et ainsi inciter les enrôlements et décourager les désertions, ainsi que le développement de la colonisation par la fondation de communautés villageoises. Il s'agit de réduire le contrôle exercé par les missionnaires sur la province. Les missions qui seront fondées à l'avenir ne doivent ainsi compter qu'un seul missionnaire. Un premier *pueblo*, San José de Guadalupe, avait été fondé en 1777 à l'initiative du gouverneur de Neve, non loin de Monterey, la nouvelle capitale des Californies. Ce sont des soldats avec une petite expérience agricole et des migrants venus avec l'explorateur de Anza en 1777 (voir *supra*) qui forment le village. Le gouverneur leur accorde un terrain pour construire une maison, un lopin à cultiver, deux bœufs, deux chevaux, deux vaches, deux brebis, deux chèvres, une mule, des outils, des semences, des rations militaires et un salaire mensuel. Une telle subvention est destinée à faciliter leur installation et le début de leur production, l'enjeu étant de contribuer à nourrir les garnisons des forts de la région pour qu'elles dépendent moins des missions. En 1782, le village fournit toutes les rations des forts de San Francisco et Monterey. La fondation de Los Angeles en 1781 correspond au même contexte et au projet de fonder des établissements dans la région de Santa Barbara où la population indigène, les Chumash, est très nombreuse (environ dix mille personnes). Au départ, ce sont onze familles, engagées pour au moins dix ans en l'échange de terres, de fournitures, de rations et d'un salaire, qui arrivent du sud pour fonder le village non loin de la mission San Gabriel le 4 septembre 1781[49]. Ces deux villages, ainsi qu'un troisième fondé tout près de la mission de Santa Cruz, sont dirigés par des officiers municipaux, également des *alcaldes* et des *regidores,* chargés de la justice locale et de l'organisation de la vie collective : utilisation des communs, irrigation, répartition des terres etc. Ces officiers sont élus puis confirmés par le gouverneur. Un officier de la compagnie la plus proche, le *comisionado* est assigné au pueblo pour superviser son fonctionnement.

48 Steven W. HACKEL, « The Staff of Leadership: Indian Authority in the Missions of Alta California », *The William and Mary Quarterly*, 1997, 54, 2, p. 347-376 ; Steven W. HACKEL, *Children of Coyote, Missionaries of Saint Francis: Indian-Spanish Relations in Colonial California, 1769-1850*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2005.

49 Le nom complet du village est *Pueblo de Nuestra Señora la Reina de Los Angeles de Porciuncúla.*

Cette première évolution dans la politique de colonisation de la Californie par la Couronne ne manque pas de faire réagir les missionnaires. De leur point de vue, l'arrivée des colons préfigure leur perte de contrôle et empiète sur les droits des Indiens, puisque les colons s'installent sur des terres qui leur appartiennent en théorie.[50] D'ailleurs les conflits avec ces noyaux de peuplement ne tardent pas à apparaître. La fondation du village de Branciforte en 1797, à proximité de la mission de Santa Cruz, donne lieu à de vigoureuses protestations de la part des missionnaires au gouverneur et du collège de San Fernando au vice-roi. Le site choisi se situe en effet sur un pâturage utilisé par le bétail de la mission. Le gouverneur répond armé de statistiques au sujet des terres dont dispose la mission, en relation avec le nombre de néophytes et en l'absence de nouveaux Indiens à convertir.[51]

Un autre sujet de controverse proche est celui de la concession de terres à des militaires à la retraite. Ces concessions n'étaient pas des droits de propriété mais des droits d'usage conditionnels. Dès la fin du XVIII^e^ siècle on a une matrice des conflits qui tourne autour de la propriété des terres (et la jouissance de droits liés à l'exploitation de la terre, l'eau servant à l'irrigation en particulier) et qui joue à plein sur l'ambiguité du droit des Indiens (en théorie toujours propriétaires de la terre dans le cadre des missions), les arrière-pensées stratégiques de la métropole (qui riment avec pragmatisme et priment toujours dans les arbitrages) se traduisant par une instrumentalisation des missions comme des colons, mais aussi déjà du bon vouloir des colons, des soldats et des missionnaires. À la veille de la crise de l'empire, les missions franciscaines, malgré le développement des *pueblos*, sont à leur apogée. Elle produisent des surplus que les missionnaires commercialisent via le commerce de contrebande qui se développe avec l'arrivée des marchands étatsuniens. Les commandants des forts dépendent toujours d'eux malgré le développement des communautés villageoises dont la production ne suffit pas à nourrir toutes les compagnies.

L'interruption des approvisonnements par San Blas à partir de 1809, suite à la crise de la monarchie espagnole, a pour conséquence un affaiblissement du commandement militaire mais ne touche les missions qu'à la marge. Bien que le monopole de Séville puis de Cadix ait pris fin en 1778, le commerce de l'empire espagnol est toujours gouverné au début du XIX^e^ siècle par le principe mercantiliste de l'exclusif : seuls les navires espagnols doivent fréquenter les ports de l'empire pour y commercer. En effet, d'après la pensée mercantiliste, les colonies doivent servir de marché à leur métropole et de fournisseur de métaux précieux et de matières premières, lesquels ne doivent pas circuler entre ports coloniaux et moins encore, en dehors de l'empire. Les missions

50 D.J. WEBER, *The Spanish Frontier in North America*.
51 PR, 6, 70, gouverneur Borica au vice-roi, 6 février 1797, Monterey.

peuvent commercialiser leur surplus soit en fournissant des denrées aux forts militaires de la province, soit en acheminant ces surplus via le port de San Blas sur la côte Pacifique plus au sud, sur les navires contrôlés par l'administration vice-royale. Les missionnaires, en échange de ces chargements, se procurent des biens sur ces mêmes navires officiels ; ils envoient à leur collège une liste des fournitures nécessaires, pour s'assurer que les navires apportent ce dont ils ont besoin pour développer les missions. À partir de 1786, une certaine forme de commerce privé peut avoir lieu, mais il passe toujours par les navires officiels. Le commerce des missions est donc limité en théorie par le faible volume disponible sur ces navires.[52] Bien entendu, les côtes de l'Amérique espagnole sont néanmoins le cadre d'un commerce interlope avant même la libéralisation des indépendances, et ce d'autant plus sur les côtes plus isolées où le contrôle est moins serré et le besoin de marchandises plus important. L'entrée en guerre de l'Espagne contre l'Angleterre qui tient les mers depuis les années 1790, implique en effet que les communications entre la métropole et les colonies sont régulièrement coupées. Le système mercantiliste impérial espagnol n'est réel qu'en théorie et partiellement fictif en pratique.

À partir de 1808 et surtout de 1810, l'invasion française en Espagne, l'abdication des rois, puis les premières révolutions en Amérique espagnole bouleversent l'ordre mercantiliste. L'insurrection menée par Miguel Hidalgo en 1810 est à l'origine de l'interruption des convois d'approvisionnement de la Californie par la vice-royauté de Nouvelle-Espagne. La conséquence en est une augmentation du commerce avec les négociants de Boston, lorsqu'ils peuvent atteindre la côte, afin de pallier les manques.[53] Dans ce contexte, les missionnaires commercialisent des surplus croissants et manipulent des sommes de plus en plus importantes dont ils se servent pour améliorer leur mission et leur pouvoir de conversion, par exemple par l'achat de vêtements ou d'ornements pour les églises.[54] L'opposition des missionnaires à des réformes vues comme modernisatrices comme la sécularisation des missions ne doit donc pas mener à une simplification des positions missionnaires comme rétrogrades : les missionnaires sont à cette époque des acteurs économiques centraux pour la Haute-Californie et pratiquent un commerce libre.

Avec les indépendances en Amérique du Sud dans la deuxième moitié de la décennie 1810, le commerce commence à être ouvert aux étrangers dans les ports du Pacifique sud, en particulier au Chili (Valparaiso), à partir de 1817. Cette ouverture précoce de Valparaiso en fait un entrepôt pour le

52 J.G. COSTELLO, « Purchasing Patterns of the California Missions ca. 1805 » ; Robert ARCHIBALD, *The economic aspects of the California missions*, Washington, Academy of American Franciscan History, 1978.

53 M. COUGHLIN, « Boston Smugglers on the Coast (1797-1821) ».

54 Marie Christine DUGGAN, *Market and Church on the Mexican Frontier: Alta California, 1769-1832*, Thèse de doctorat en économie, New School for Social Research, 2000.

commerce dans le Pacifique, et un lieu d'installation pour une petite communauté marchande, et bientôt des consuls américain et britannique. À Valparaiso comme ailleurs, Britanniques et Étatsuniens rivalisent pour les marchés. Dès 1818, les Étatsuniens perdent leur avantage, à cause des accords commerciaux du Chili avec l'Angleterre, et de ressentiments politiques contre des Étatsuniens vus comme cyniques du fait de l'échec de leur république à soutenir les indépendances et de leurs liens avec les loyalistes péruviens.[55] À cette époque, le commerce devient risqué du fait même des positions opposées du Chili et du Pérou et de la guerre de course qui sévit au large des côtes américaines du Pacifique. Le vice-roi du Pérou doit se résoudre à ouvrir les ports au commerce extérieur du fait de son échec à reconquérir son principal partenaire commercial, le Chili, et plus globalement de l'impuissance maritime de l'Espagne dans le Pacifique et contre Buenos Aires.[56]

Au cœur de cette libéralisation partielle et des développements commerciaux sur la côte Pacifique, se trouve José de la Guerra y Noriega. Cet homme, né en Espagne et issu d'une famille noble, est arrivé en Haute-Californie en 1801 pour y prendre un poste dans l'armée où il monte rapidement en grade grâce à ses origines et à ses facultés commerciales (avant de venir en Californie, il a travaillé pour son oncle négociant, en tenant ses livres de compte). Malgré l'interruption des convois officiels, ses archives le montrent à la tête d'un réseau commercial très important, en particulier avec le Pérou.[57] Les premiers navires de Lima arrivent en 1813. Les clients les plus importants de De la Guerra sont les missions, dont le commerce est le plus sûr et le plus rentable du fait des surplus qu'elles produisent dès cette époque en faisant travailler les Indiens christianisés. De plus, De la Guerra joue le rôle de *sindico* (responsable financier) des missions. Il devient aussi commandant de la compagnie du fort de Santa Barbara et est élevé au grade de capitaine. Cet ensemble de fonctions commerciales, impériales et locales lui assurent un rôle central en Haute-Californie, bien qu'en retrait par rapport à ses projets de carrière impériale mis à mal par la crise de l'empire.[58]

55 La ruée pour le commerce chilien dès son ouverture est traitée dans Dorothy Burne GOEBEL, « British-American Rivalry in the Chilean Trade, 1817–1820 », *The Journal of Economic History*, 1942, 2, 02, p. 190-202.

56 Voir Patricia H. MARKS, *Deconstructing Legitimacy: Viceroys, Merchants and the Military in Late Colonial Peru*, s.l., Penn State Press, 2007, 418 p.. L'auteur affirme que malgré son loyalisme tout au long des années 1810, le Pérou finit par accéder à l'indépendance à cause de l'échec de l'Empire espagnol à tenir compte des revendications commerciales des élites de Lima. Je développe sensiblement le même argument au sujet des missionnaires californiens et leurs alliés, bien que la dimension politique conservatrice, notamment concernant la place de l'Eglise catholique soit au moins aussi présente.

57 Il permet aux petits producteurs de commercialiser leur produits, en servant d'intermédiaire entre eux et les navires étrangers. En retour, ces petits producteurs lui achètent les biens importés qu'il tient de ces mêmes navires, et qu'il a le plus souvent commandé à l'avance par le biais de ses correspondants à Callao. Mais les missions sont les clients les plus importants de De la Guerra.

58 Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family,*

Les missionnaires pratiquent donc un commerce libéralisé, qui contraste avec le mercantilisme officiel dans l'empire. Par ailleurs, même dans ce domaine les positions ne peuvent être clairement tranchées entre membres de l'administration impériale et pratiquants du commerce interlope. En témoignent les exemples de José de la Guerra, à la fois commandant de Santa Barbara et contrebandier, et celui de Pablo Vicente de Solá, gouverneur obligé de tolérer ce commerce pour la survie de son territoire. L'opposition entre les missionnaires d'une part et le gouverneur et les commandants d'autre part s'établit donc à l'échelle locale, et à l'échelle de l'empire, autour de la question de la place des missions et surtout du pouvoir des missionnaires sur les terres impériales. Ces tensions sont mises en sourdine au nadir de la crise de l'empire, après l'invasion de l'Espagne par Napoléon, et les premières insurrections en Amérique.

B. L'empire menacé : de la révolution atlantique à la révolution Pacifique en Californie

L'abdication des rois en Espagne en 1808 est à l'origine d'un effondrement de la légitimité du vice-roi de Nouvelle-Espagne à Mexico. Au sein des élites créoles (Espagnols nés en Nouvelle-Espagne) et péninsulaires (Espagnols venus d'Espagne), on s'oppose sur les mesures à prendre, les autorités à reconnaître. Le 15 septembre 1808, le vice-roi, représentant du roi à Mexico, est renversé par une partie d'entre elles, accusé d'avoir favorisé les autonomistes désireux d'organiser une junte de gouvernement pour pallier la vacance du pouvoir à Madrid. Dans le contexte de ces désordres à la tête de la vice-royauté, un large mouvement populaire rural se développe en 1810 dans la province de Guanajuato pour gagner une large partie de la vice-royauté. Le prêtre de la ville de Dolores, Miguel Hidalgo, prend la tête de ce mouvement jusqu'à ce qu'il soit vaincu par les armées.[59] Ce mouvement continue néanmoins dans certaines provinces après l'exécution de Hidalgo sous le commandement d'un autre prêtre de Valladolid, José María Morelos. La Haute-Californie, comme les autres provinces du nord-ouest ne prend pas part à ce mouvement.[60] Les domaines américains de l'Espagne, sur la frontière nord, sont d'abord menacés par la désorganisation politique et les difficultés de circulation liées à la guerre contre la France, malgré la paix avec l'Angleterre. La

Power, and Patriarchy in Mexican California, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 41-42.

59 La révolte d'Hidalgo est considérée comme le point de départ de la guerre d'indépendance mexicaine ; depuis la déclaration d'indépendance en 1821, c'est la date du « cri de Dolores » le 16 septembre 1810 qui est la fête officielle de l'indépendance.

60 Il y a bien une tentative d'organiser l'extension de la révolte d'Hidalgo en Sonora et Sinaloa en décembre 1810, mais elle est rarement documentée dans les histoires de l'indépendance. En tout état de cause, les violences se limitent au sud de la Sinaloa. La plupart des auteurs présentent les années 1810 comme des années de calme. David Piñera, « La independencia en el Noroeste de Mexico. Estudio historiografico », *Estudios de Historia moderna y contemporanea de Mexico*, vol. 5, 1976, p. 37-52.

Haute-Californie est touchée de plein fouet par la raréfaction des convois maritimes officiels. Le commerce de contrebande se fait plus rare également à cause de la guerre de course même si la libéralisation de droit et de fait du commerce dope parfois le commerce international et l'intérêt des commerçants étrangers pour la Californie. Enfin, l'extension de la révolution atlantique dans le Pacifique se traduit par l'attaque et la destruction de la capitale californienne, Monterey.

Trois sujets préoccupent particulièrement l'encadrement militaire et religieux dans ce contexte d'isolement et de pénurie et nécessite leur coopération : mobiliser en faveur de la monarchie espagnole, trouver une solution à l'interruption des approvisionnement, et enfin, défendre le territoire, en particulier contre les attaques indiennes. Parmi ces trois thématiques, une seule concerne la défense de l'empire au sens large, et deux sont des préoccupations locales. La meilleure preuve de fidélité pour les Californiens est certes de rester loyaux, mais surtout de maintenir la présence espagnole en Californie sans l'aide de la Couronne. Tout au long de la décennie révolutionnaire, mission comme *presidio* sont le cadre d'une mobilisation symbolique, spirituelle et matérielle en faveur de la monarchie.

En 1808, le gouverneur reçoit du vice-roi Iturrigaray l'ordre de « ne reconnaître aucune autorité qui n'émane de Fernando VII, et [de considérer comme] nuls tous les actes et les ordres qui ne procèdent pas de ses représentants ». Le vice-roi doit être reconnu « comme son premier représentant dans ces domaines ».[61] Il s'agit des décisions prises par la junte de Nouvelle-Espagne réunie à la réception des nouvelles de l'abdication du roi. Le vice-roi Iturrigaray est déposé peu de temps après. La prestation de serment du nouveau gouverneur Arrillaga en 1809 est alors chargée de sens, lorsqu'il prononce les mots d'usage et jure « d'obéir à notre Roi et Seigneur naturel Don Fernando VII, et de défendre tous les droits de sa dynastie et ce royaume des Indes qui lui appartient ». Vu les circonstances, il jure également obéir « à la Junte Suprême de Gouvernement, comme dépositaire des droits de notre Auguste Souverain ». Cette « Junte Suprême » est le conseil réuni en Espagne, à Aranjuez, entre 1808 et 1810 pour défendre les droits du souverain légitime contre l'occupation française. Par sa prestation de serment, le nouveau gouverneur associe étroitement et devant témoins la défense de l'Espagne et des possessions espagnoles en Amérique, par son poste en Californie, « ce qui l'oblige a verser la dernière goutte de son sang pour la défense et la conservation de ces domaines ».[62] En août 1810, il faut se méfier des « émissaires arrivés aux

61 PSP [C-A 12] p. 243 Manuel Velazquez de Leon, secrétaire de la vice-royauté, 20 août 1808, Mexico. Copie certifiée de la Junta General de Autoridades du 9 août 1808, présidée par le vice-roi Iturrigaray : *« en la que se desconocio toda autoridad que no emanase de Fernando 7o y nulos todos los actos y ordenes que no procedieron de sus representantes ; y reconociendo al Virey como su primer representante en estos dominios. »*

62 PSP 19, C-A 12 p. 263 José Mariano Estrada, *alferez* de la compagnie de Monterey, Acta de juramento del

États-Unis y des papiers séditieux pour soulever les Amériques en faveur du roi intrus José Bonaparte » qui doivent être « arrêtés s'ils se présentent dans la juridiction ».[63] Le 31 octobre 1810, le gouverneur fait aussi publier qu'une proclamation de José Bonaparte et « d'autres documents insultants à la fidélité bien réputée des habitants des Amériques ».[64] À ces proclamations répétées du vice-roi correspondent une mobilisation en Californie contre les Français. Dès la nouvelle de l'invasion, le vice-roi a donné l'ordre de saisir tout navire français qui jetterait l'ancre dans les ports californiens. Ces mesures avaient déjà concerné les Anglais lorsque l'Espagne était en guerre contre l'Angleterre dans les années 1790. Depuis les années 1780, les commandants et le gouverneur, aidés des missionnaires, tiennent la province sur le pied de guerre, et tous sont appelés à participer à la défense ou au financement des guerres du roi. En 1780, Charles III avait demandé pour financer la guerre contre l'Angleterre une contribution à ses sujets américains.[65] Les Français, d'alliés, accueillis avec hospitalité lors de la visite du navigateur français Jean François Galaup de La Pérouse en 1786, étaient devenus des ennemis en 1793. Les Anglais sont alors des alliés et les Californiens sont sommés de bien les recevoir; l'explorateur Vancouver est reçu cordialement en 1792. Mais en 1797, le navire de San Blas apporte la nouvelle d'une nouvelle guerre contre l'Angleterre avec un ordre du vice-roi de s'emparer des vaisseaux britanniques qui se présenteraient dans les ports californiens. À l'annonce de telles nouvelles, la mobilisation dure plusieurs mois, jusqu'à ce qu'en l'absence de toute attaque, la tension – et les entraînements – prennent fin.[66] Guerres européennes et rivalités impériales sont intimement mêlées. Mais la mobilisation est inégale en fonction des risques qui menacent la province. Dans ce cadre, les Anglais sont, même alliés, considérés comme plus menaçants que les Français. L'une des grandes frayeurs dès ces années-là est que les ennemis de l'Espagne ne séduisent les Indiens, comme c'est l'usage déjà dans l'est du continent et ne s'appuient sur eux pour conquérir la Californie. En 1797, des perles de verres offertes par les Anglais aux

Gobernador Arrillaga, 10 août 1809 Monterey, mission San Carlos. *« Juro el obedecer a nuestro Rey y Señor natural Don Fernando 7o y el defender todos los derechos de su dinastia y este Reino de las Indios que le pertenece ; como asi mismo obedecer, cumplir y ejecutar las ordenes e la Junta Suprema Gubernativa como depositaria de los derechos de nuestro Augusto Soberano, obligandome a derramar hasta la ultima gota de mi sangre en defensa y conservacion de estos dominios. »*

63 PSP 19, C-A 12, p. 282, Francisco Maria Ruiz à Arrillaga, 15 août 1810, San Diego. *Sobre emisarios de José Napoleon.* On peut trouver une liste nominale de ces émissaires dans PSP 19, C-A 12, p. 202, dont un Don Santiago Parreño, natural de la Coruña, qui est envoyé au Nouveau-Mexique, et dans les Californies.

64 PSP 19, C-A 12, p.298 Real Audiencia Gobernadora au gouverneur de Californie. *Quema de una proclama del Rey Jose. « Haciendole saber que ha decretado se quemasen en la plaza ese mismo dia por el verdugo una proclama de José Bonaparte y otros documentos insultantes de « la muy acreditada fidelidad de los habitantes de las Americas ».* voir aussi Ibidem p.299, 23 janvier 1810, Mexico, *Proclama impresa del Arzobispado Virey de Nueva España « a los fieles vasallos de Fernando VII contra Napoleon Bonaparte »* et 24 avril 1810, Mexico. *Proclama impresa del arzobispo Virey de México « contra los engaños pérfidos de los Bonapartes ». Ibidem,* p. 305, 25 avril 1811.

65 HHB1, p. 427. PR, 3, 132. ASB, 1, 259.

66 HHB1, p. 542.

Indiens avaient donné l'alarme.[67] Le gouverneur avait alors ordonné « d'attirer les populations indiennes, et de leur donner des idées contre les Anglais, en leur disant qu'ils sont les ennemis de la religion, qu'ils détruiront les églises, violeront les femmes etc. » Il ajoute que « les missionnaires seront d'une grande aide pour cela.[68] Dans cette chronologie longue des conflits européens, et dans le contexte d'une frontière impériale, toujours aux aguets des voiles se présentant au large, les événements de la décennie 1810 présentent une certaine continuité. Ainsi, lorsque des émissaires de Bonaparte en Amérique sont annoncés, ce n'est pas une situation inouïe : en 1784, par exemple, les autorités avaient déjà été averties que des puissances étrangères planifiaient d'envoyer des émissaires secrets en Nouvelle-Espagne.[69] Peut-on dès lors percevoir une rupture malgré tout, avec d'une part la guerre contre la France révolutionnaire en 1793 et l'invasion française en 1808 ? La France n'a jamais vraiment constitué une menace sur le Pacifique en général et en Californie en particulier. Ce qui peut poser problème en revanche, c'est la révolution dont elle est porteuse. Mais en 1793-95, pas de mobilisation particulière dont on trouve la trace contre les Français, rien de similaire aux instructions d'informer les Indiens contre les Français.[70] C'est principalement la menace que l'imposteur du trône fait peser sur l'union de l'empire qui pose problème.

Il faut aussi continuer de protéger le territoire contre les attaques indiennes. Les « Indiens du Colorado » se montrent particulièrement menaçants contre le sud de la Nouvelle-Californie en janvier 1811. L'*alferez* (à peu près l'équivalent de sous-lieutenant, voir *infra*) Gabriel Moraga de la compagnie de San Diego est envoyé « observer [leurs] mouvements », afin de « frapper le premier avant qu'ils n'arrivent à San Gabriel », l'une des missions les plus riches de Californie. Moraga fait prisonnier le « capitaine des révoltés »[71] et suite à sa « glorieuse action », le vice-roi lui « concède le grade de lieutenant de cavalerie au nom du roi Fernando VII ».[72] Les Indiens christianisés sont mis à contribution, ainsi que les villageois au sein de milices. À l'automne 1810, « les miliciens de l'artillerie, les invalides et les villageois (*vecinos)* de Los Angeles coopèrent autant qu'ils le peuvent lors de la révolution des Indiens chrétiens et gentils qui tentent d'attaquer la mission San Gabriel et le village », et ils en sont remerciés par le vice-roi.[73] Des expéditions sont également organisées dans le nord, avec des soldats de San Francisco et des volontaires indiens chrétiens.

67 HHB1, p. 543. PSP, 15, 40-45.
68 PR, 4, 88, gouverneur au commandant de Santa Barbara, 24 avril 1797, Monterey *« Conviene atraerse a la indiada e infundirlos ideas contra los Ingleses diciendoles que son enemigos de la religion, que derribaran las iglesias, violaran las mujeres etc. Los misioneros ayudarán mucho en esto. »* Le « etc » est éloquent.
69 Provincial Records (PR), 1, 182. HHB1, p. 427.
70 HHB1, p.536.
71 PSP XIX, C-A 12, p. 306 Commandant Francisco Maria Ruiz au gouverneur Arrillaga, 21 janvier 1811, San Diego.
72 *Ibidem* p. 313.
73 PSP, XIX [C-A 12], p. 326 José Argüello, Commandant du presidio, 30 septembre 1812, Santa Barbara.

Le délai particulièrement long dans la réception des nouvelles[74] illustre une conséquence des guerres révolutionnaires, la désorganisation des transports, notamment maritimes. Dans le cadre du financement des guerres à répétition de la monarchie espagnole dans la deuxième moitié du XVIII[e] siècle, il était devenu courant de solliciter les différents corps de la population sous la forme de dons ou de prêts plus ou moins forcés.[75] « La compagnie présidiale, les invalides, les miliciens et les vecinos du *pueblo* de San Jose et de la villa de Branciforte » contribuent de 528 pesos en 1809 « pour les dépenses de la guerre contre la France.[76] Les missions contribuent également. Le président des missions envoie dans chacune d'entre elles une circulaire

> « ... dans laquelle on nous exhorte à ce que chacun des pères missionnaires des missions donne pour la guerre qu'entreprend la péninsule en faveur de Ferdinand VII contre l'imposteur Napoléon. De telle sorte que nous, les pères ministres de cette mission de San Miguel avons décidé de donner 50 pesos chacun et ces 100 pesos seront pour les deux cents messes que nous célébrons »[77].

Le vice-roi fait une nouvelle demande en août 1810 au gouverneur de Californie. Il l'accompagne « d'un document par lequel [il] constater[a] ce qui a été fait à Veracruz pour aider les défenseurs de la liberté et de l'indépendance », afin de les « encourager à [se] procurer de tels dons de la part des habitants de la Californie dans le même but », espérant sans doute que l'émulation serait à l'origine de dons plus importants[78]. Cette mobilisation en vue de financer la guerre à distance a surtout lieu en 1809-1811, dans le cadre d'une défense de l'empire espagnol contre les révolutionnaires français après l'invasion de la péninsule ibérique et l'abdication des rois. Cet événement politique ne provoque aucune hésitation de la part des missionnaires ni d'aucun Californien. Des contributions financières à destination de Madrid ou de Mexico ne sont plus

74 Les courriers officiels de septembre 1810 sont reçus en septembre 1811 en Californie. Le délai est en général d'environ 6 mois entre l'envoi et la réception, rarement moins.

75 Carlos MARICHAL, « Las guerras imperiales y los préstamos novohispanos, 1781-1804 », *Historia Mexicana*, 1990, 39, 4, p. 891-907.

76 PSP, XLVII, p. 159 [C-A 17] Jose Maria Estudillo, habilitado, Monterey, 24 mars 1809. *« La Compañia presidial, invalidos, milicianos, y vecinos del pueblo de San Jose y villa de Branciforte contribuyeron con un donativo al rey para gastos de la guerra con Francia... 528$ »*. En août 1811, les officiers, les soldats et les civils du presidio de Monterey donnèrent un total de 323 pesos ; on trouve dans les archives une liste nominative du montant des donations pour les officiers, et collective pour les soldats et les civils. Cette liste met en évidence une capacité de paiement en général en relation avec le niveau hiérarchique. Cependant l'alferez Jose Estrada donne deux fois plus que le lieutenant Jose Maria Estudillo (PSP, Presidio, C-A 21 p. 14).

77 California missions letters (CML), [C-C 201] vol. 3, San Miguel Arcangel. Lettre de Juan Martin à Jose Viñals, 4 mars 1809 *« Acaba de pasar una circular del RP Presidente en la que se nos exorta a dar cada uno de los Padres Misioneros de las Misiones para la guerra que sostiene la Peninsula a favor del Sr Fernando Septimo contra el Falso Napoleon. Asi pues hemos determinado los Padres Ministros de esta de San Miguel dar 50 pesos cada uno y estos cien pesos seran de las 200 misas que estamos celebrando por es dante o ien echos que UM nos busco."*

78 PSP, XIX [C-A 12] p. 293 Lettre de la Real Audiencia Gobernadora au gouverneur de Californie, 10 août 1810. « *Le acompaña varios ejemplares de un documento en que consta lo que se ha hecho en Veracruz para auxiliar a los defensores de la libertad e independencia de España. Le excita para que procure donativos de los habitantes de California para el mismo objeto.* »

attestées après 1810, peut-être le résultat de la désorganisation de l'administration autant que des conflits ultérieurs entre les missionnaires et le gouverneur (voir *infra*), dans une province qui de toute façon n'a guère les moyens de financer la guerre, dépendante qu'elle est des fournitures royales. D'une certaine manière, sa contribution forcée est par la suite la suspension des approvisionnements.

Chaque année depuis la fondation, la Californie reçoit espèces et matériel de la part de la vice-royauté, par un bateau qui s'approvisionne à San Blas. Or à partir de 1811, le bateau ne se présente plus qu'exceptionnellement. Cela est dû soit à sa capture (1811), soit aux désordres provoqués par l'insurrection au Mexique[79], soit à l'insécurité des mers (1812), soit à l'indisponibilité de ressources à envoyer ; parfois enfin, les bateaux sont retardés tellement longtemps pour ces mêmes raisons que les vivres s'avérent inutilisables à leur arrivée du fait de la longueur de leur séjour en mer (1816). En l'absence de ces approvisionnements, il s'agit pour le gouverneur de trouver sinon de quoi payer, du moins de quoi nourrir et vêtir les soldats. Certaines années, des bateaux privés arrivent de Lima, de Panama ou encore des établissements russes et fournissent des ressources supplémentaires, malgré les interdictions légales.[80]

C'est en premier lieu aux missions que les gouverneurs s'adressent : à la fois parce que c'est leur rôle historique depuis la fondation des établissements de Nouvelle-Californie, et parce que les missions partagent l'intérêt du gouverneur à maintenir la domination de l'Espagne sur la province.[81] Les missions fournissent des produits qui servent soit à nourrir et vêtir directement les soldats, soit à être échangés contre d'autres marchandises. Les contributions des missions sont particulièrement importantes en 1813 puis en 1815-1816, au moment de la reprise de la mobilisation royaliste avec le retour de Ferdinand VII sur le trône d'Espagne en 1814. Les difficultés matérielles, financières et politiques des années 1810 favorisent un climat renforcé de coopération entre missionnaires et militaires afin de promouvoir le but commun, celui de maintenir la Californie sous domination espagnole. Cette coopération, initiée localement, est également encouragée à Mexico par le collège de San Fernando : « dans les circonstances critiques actuelles, les missionnaires doivent plus que jamais s'efforcer de soutenir les troupes. »[82].

79 Par exemple, à son débarquement à San Blas pour aller occuper son poste d'habilitado, José de la Guerra est fait prisonnier par des insurgés indépendantistes.

80 Le commerce entre ports espagnols est libre mais par contre le commerce avec la Russie est illégal.

81 Il s'agit pour cette décennie des gouverneurs Arrillaga (-1814), Jose Argüello (1814-1815) et Pablo Vicente de Solá

82 Santa Barbara Index [C-C 17] discretorio del Colegio de San Fernando au président des missions, 23 mai 1821, Mexico « *Nunca más que en las actuales criticas circunstancias deben los misioneros esforzarse en auxiliar las tropas.* »

Les missionnaires s'exécutent avec bonne volonté, surtout entre 1810 et 1816. Mais lorsque la situation semble s'améliorer vers 1817, le préfet des missions Narciso Durán force le gouverneur à négocier les fournitures des missions et à revoir ses exigences à la baisse. « De toute évidence, et tout le monde le reconnaît, les nécessités d'aujourd'hui ne sont pas comparables à celles des années passées », pour preuve, « des secours divers viennent de toutes parts » et « les nouvelles arrivent de la fin de l'insurrection, dissipant le chaos ténébreux de misère et de confusion dans lequel le monde était plongé ».[83] Si la situation est meilleure de ce côté-là, le préfet signale en revanche au gouverneur qu'il se trompe au sujet des richesses des missions, qui sont loin de pouvoir participer à hauteur de ses demandes. À ce sujet, Durán « blâme celui qui l'a si mal informé ». Le préfet exprime à plusieurs reprises l'effort que représente sa correspondance avec le gouverneur afin de ne pas « mettre un mot qui dépasse la modération de rigueur », « pour n'offenser personne » ; car malgré ce devoir de modération, les allégations du gouverneur « lui ôtent toute envie de faire affaire avec lui ». Est-ce simplement un procédé rhétorique pour éviter de contribuer plus ? Est-ce l'effet de la perception d'un changement de politique avec l'arrivée du nouveau gouverneur ? Deux nouveaux éléments interviennent : d'une part, les *Cortes* espagnoles ont adopté une législation libérale en 1812-1813, accélérant notamment la perspective de la sécularisation des missions ; d'autre part, en 1814 un rapport est rédigé par Don Francisco de Paula Tamariz et remis au souverain Ferdinand VII, de retour sur le trône, sur la Californie. Ce rapport est critique vis-à-vis des missions, et d'après les missionnaires, qui y réagissent, surestime largement leur richesse.

Les réformes concernant la place de l'Église et notamment des ordres réguliers reviennent en effet à l'ordre du jour à l'occasion du processus révolutionnaire en Espagne. Les Espagnols ont organisé la résistance à l'invasion française en organisant des conseils de gouvernement locaux (les *juntas*) en 1808. Ces juntes s'accordent pour confier à une junte centrale la direction du mouvement de résistance. Cette junte centrale à son tour organise l'élection de *Cortes* Générales, réunies à Cadix à partir de 1810. Située sur une presqu'île, la ville est un refuge dans le contexte de l'occupation française. Malgré une plus faible représentation et les difficultés liées au voyage transatlantique, les territoires d'outre-mer y sont représentés.[84] L'assemblée, qui réunit absolutistes, réformateurs « éclairés » et radicaux, renonce à se réunir et à voter en corps constitué, et se déclare constituante.

83 AASF, n°814, p. 775 Sarria à Solá, 24 août 1824, San Juan Capistrano.

84 Marie-Laure Rieu MILLAN, *Les députés hispano-américains aux Cortes de Cadix un projet de décolonisation, contribution à l'étude des prises de conscience et du fidélisme créoles à la fin de la période coloniale*, A.N.R.T, Lille, 1988 ; Marie Laure RIEU-MILLÁN, *Los diputados americanos en las Cortes de Cádiz: igualdad o independencia*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1990 ; Manuel CHUST CALERO, *América en las Cortes de Cádiz*, Madrid, Fundación Mapfre, 2010.

La constitution adoptée en 1812, dite de Cadix, est considérée la plus libérale de son temps. Cette constitution organise une monarchie constitutionnelle catholique, et affirme que la souveraineté réside dans la Nation. Les pouvoirs y sont séparés, le suffrage, universel masculin et elle établit notamment la liberté de la presse. Il n'y a pas de traces directes d'une proclamation de la Constitution en Californie dans ces années-là, mais des courriers du vice-roi parviennent au gouverneur, au sujet des changements de termes dans les courriers officiels : désormais, il faut utiliser les termes « constitution politique de la monarchie ».[85] Visiblement, la constitution n'est pas adoptée en Californie avant 1820-1821. Il n'y a donc pas d'effet direct sur les pratiques politiques des Californiens à ce moment-là contrairement au reste de l'empire, où notamment les municipalités constitutionnelles (*ayuntamientos constitucionales)* et les conseils provinciaux (*diputaciones)* jouent presque immédiatement un rôle crucial.[86]

Les *Cortes* continuent de siéger après l'adoption de la Constitution et la complètent par une législation de facture libérale, en adoptant par exemple la sécularisation complète des missions américaines (dix ans après leur fondation) le 13 septembre 1813. Dans un premier temps, néanmoins, le danger est écarté : cette loi n'a visiblement pas le temps de parvenir en Californie avant le retour du Ferdinand VII, qui annule toute la législation des *Cortes*, y compris la Constitution.

En mai 1814, Francisco de Paula Tamariz, un navigateur espagnol qui a été en Californie, remet un mémoire au vice-roi au sujet de la Californie, où il propose notamment la sécularisation des missions. Ce rapport est à l'origine de la formation d'une commission pour le développement de la Californie (*junta de fomento de Californias*) en 1817. Le rapport Tamariz est la matrice des arguments ultérieurs des anti-cléricaux pour séculariser les missions, et des réformateurs qui veulent

85 PSP 19, C-A 12, p. 325 et 38, 15 mars 1813, vice-roi au gouverneur des Californies, Mexico. On ne constate pas de changements institutionnels dans la province, et notamment pas de créations d'*ayuntamientos constitucionales* ni de conseil territorial (*diputación*).

86 La constitution de Cadix a suscité une immense bibliographie, y compris très récente du fait de la célébration du bicentenaire. On peut citer parmi d'autres Carlos GARRIGA et Marta LORENTE SARIÑENA, *Cádiz, 1812: la constitución jurisdiccional*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007 ; Juan Sisinio PÉREZ GARZÓN, *Las Cortes de Cádiz: el nacimiento de la nación liberal, 1808-1814*, Madrid, Síntesis, 2008 ; Marta LORENTE SARIÑENA, *La nación y las Españas: representación y territorio en el constitucionalismo gaditano*, Madrid, UAM, 2010. Pour une synthèse, voir Francisco RUBIO LLORENTE, Jose ALVAREZ JUNCO et Javier MORENO LUZÓN (eds.), *La Constitución de Cádiz: historiografía y conmemoración : homenaje a Francisco Tomás y Valiente*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2006.. Pour les effets de la constitution de Cadix dans l'empire, voir notamment les travaux pionniers d'Antonio Annino et François-Xavier Guerra Antonio ANNINO, Luis CASTRO LEIVA et François-Xavier GUERRA (eds.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, España, IberCaja, Obra Cultural, 1994 ; Antonio ANNINO, *Historia de las elecciones en Iberoamérica, siglo XIX : de la formación del espacio político nacional*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1995 ; François-Xavier GUERRA, *Las revoluciones hispánicas: independencias americanas y liberalismo español*, Madrid, Editorial Complutense, 1995.

développer la colonie californienne pour en tirer des profits. Les réformes proposées s'inscrivent dans la continuité des réformes entreprises depuis la fin du XVIII[e] siècle que l'on a appelées collectivement les réformes bourboniennes. Leur objet était, d'une part, de réorganiser l'empire afin de renforcer le contrôle péninsulaire et, d'autre part, de rendre plus rentables les colonies dans une perspective mercantiliste. C'est en partie dans le cadre de ces réformes que la fondation de la Haute-Californie avait été décidée. Quelques décennies plus tard, des cercles proches de la Couronne estiment que le temps de la Californie subventionnée et contrôlée par les missionnaires est passé et doit faire place à une Californie rentable et contrôlable par l'administration vice-royale. Cette évolution est perçue comme naturelle, les missions ayant été depuis le départ considérées comme des institutions temporaires.[87] Il n'est pas impossible que ce rapport ait déjà été connu par les missionnaires et que la mauvaise volonté du préfet Durán face au gouverneur Solá, arrivé en 1815, viennent aussi d'une méfiance par rapport à ces développements. En effet, Solá a probablement lu le rapport Tamariz.

La sécularisation des missions californiennes fait l'objet de vifs débats à Madrid, Mexico et Monterey entre 1817 et 1821 : la commission pour le développement de la Californie propose la sécularisation, de même que le Tribunal royal et Audience des comptes de Nouvelle-Espagne. Au contraire, les missionnaires franciscains, en Californie ou à Mexico et l'évêque de Sonora (dont dépend la Californie) dénoncent le rapport de Tamariz comme une calomnie. Les missionnaires font alors le choix tactique de ne pas s'opposer frontalement à la sécularisation mais de dénoncer, d'une part, la mauvaise foi idéologique ou l'ignorance des réformateurs et au premier chef de Tamariz et, d'autre part, l'impossibilité pratique (du fait du comportement des Indiens et du manque de prêtres à la disposition de l'évêque de Sonora) de toute évolution dans les circonstances actuelles.[88] Aucune mesure n'est adoptée, mais les missionnaires sont sur le qui-vive pour défendre leur modèle.

Les menaces sur la monarchie et le renversement du roi entraînent en Californie une mobilisation en faveur de Ferdinand VII. Le décalage temporel, l'absence de presse et de sociabilités politiques ainsi que le caractère militaire de la province limitent les débats concernant la légitimité d'une junte à Mexico, par exemple. Fidélité à Ferdinand VII, obéissance au vice-roi et à la Junte centrale et défense de la province sont les mots d'ordre peu contestés. L'arrivée d'un nouveau gouverneur, Pablo de Solá, considéré par les missionnaires comme favorable à la constitution et à la législation des *Cortes*, ou aux réformes en discussion dans les cercles de la vice-royauté, en

87 D.J. WEBER, *The Spanish Frontier in North America*.

88 Keld J. REYNOLDS, « Principal Actions of the California Junta De Fomento 1825-1827 », *California Historical Society Quarterly*, décembre 1945, 24, 4, p. 290-91.

particulier dans le domaine des missions, entraîne des tensions renouvelées, et ce d'autant plus que les difficultés semblent s'éloigner. Mais ces réformes, en particulier l'épisode libéral de Cadix, constituent un premier avertissement. Par ailleurs, l'horizon politique s'assombrit de nouveau pour la monarchie espagnole en Amérique à partir de 1818.

C. L'empire attaqué

La deuxième moitié de la décennie 1810 marque l'entrée du Pacifique dans la révolution de l'empire espagnol d'un point de vue politique (indépendances), militaire (campagne de San Martin et Bolivar en Amérique du Sud) et commercial (libéralisation). Pour comprendre les dynamiques de la côte Pacifique pendant la décennie révolutionnaire, un détour par l'Amérique du Sud est nécessaire. Le processus des indépendances y est marqué par des prises de position précoces contre Madrid, par une reprise en main par le roi Ferdinand à son retour (1814-1815), et par les expéditions épiques de San Martin et Bolivar (1816-1818).[89] À l'échelle du sous-continent, et pour ce qui concerne le Pacifique, l'opposition de Buenos Aires puis du Chili, qui déclarent leur indépendance, au vice-roi du Pérou, qui échoue à les reconquérir, joue un rôle majeur dans le déroulement du conflit.[90]

1810	Premiers soulèvements des patriotes contre les autorités vice-royales à Caracas, Buenos Aires, Bogota, Santiago du Chili. À Carthagène, proclamation de l'indépendance. En Nouvelle Espagne, soulèvement plus populaire mené par les classes intermédiaires provinciales (Hidalgo)
1811-1813	Indépendance du Venezuela, reprise de Caracas par les Espagnols, nouvelle libération par Bolivar
1813-1816	Nouvelle insurrection populaire en Nouvelle-Espagne, qui échoue début 1816 Reprise en main par Madrid (où le roi Ferdinand est de retour suite au traité de Valençay en décembre 1813)
1816-1818	Indépendance du Rio de la Plata (juillet 1816) menée par San Martin, qui fait campagne jusqu'au Pacifique, et « libère » le Chili (1818), le Pérou. Entrée à Lima.
1818	Entrée à Bogota de Bolivar, victorieux contre les Espagnols
1820-1821	Révolte libérale en Espagne (1820) Indépendances de la Nouvelle-Espagne (Mexique) et du Pérou en 1821

Table 1: Chronologie des indépendances (1810-1818)

La Californie ne fait pas partie de cet ensemble politique à strictement parler, mais elle est partiellement connectée d'un point de vue commercial à la côte Pacifique sud, notamment Lima et

89 Brian R. HAMNETT, *La política española en una época revolucionaria, 1790-1820*, México, D.F., Fondo de cultura económica, 1985.

90 La dynamique plus Atlantique et Caraïbe des guerres d'indépendance en Amérique du Sud (Bogota, Caracas, Carthagène) est ici mise à l'écart pour ses liens plus distants avec les événements californiens bien qu'elle soit essentielle pour comprendre la situation de siège du vice-roi du Pérou.

peut être considérée comme un appendice de la côte Pacifique loyaliste, visée par les patriotes du sous-continent. L'attaque portée sur le territoire même de la province de Nouvelle-Californie par le corsaire Bouchard en 1818 met particulièrement en évidence la tension entre la mobilisation pour défendre la monarchie espagnole et les conflits internes qui traversent la province, non seulement à l'échelle des dirigeants, préfet et président des missions et gouverneur, mais aussi à l'échelle locale entre un village et une mission. De plus, l'attaque de Bouchard est un point d'observation privilégié à la fois de la mobilisation et de l'articulation entre dimension révolutionnaire et dynamiques locales.

Dans le cadre de leur résistance à la reconquête impériale, les patriotes de Buenos Aires décident de lancer une grande campagne navale contre les intérêts espagnols dans le Pacifique, sur les côtes américaines comme au large. Ils engagent pour cela des marins, mi-officiers de la marine, mi-corsaires, parmi lesquels Hippolyte Bouchard, qui attaque la Haute-Californie en 1818.[91] Hippolyte Bouchard est un marin français qui a participé aux campagnes napoléoniennes, y compris à Saint-Domingue. Il passe par Buenos Aires en 1809 et libéral convaincu autant qu'aventurier, s'engage très rapidement en faveur de la « révolution de mai » (1810) en Argentine, à tel point qu'il est nommé en 1811 deuxième commandant de la flotte du jeune État des provinces unies du Rio de la Plata. Malgré les défaites, il se fait remarquer pour son intrépidité. C'est en 1815 qu'il commence sa carrière de corsaire, toujours pour le compte de ce pays. En octobre, la première mission de l'escadre corsaire – Bouchard n'est pas seul – est d'établir un blocus contre Callao (port de Lima au Pérou). Il la remplit avec succès, aussi Bouchard est-il à son retour chargé du commandement du navire *La Argentina*. Sa mission n'est que vaguement définie, et laisse le champ libre à son appréciation. Bouchard se fixe pour objectif de capturer un galion de Manille, sans doute après avoir appris la prise en 1817 par un autre corsaire d'un des galions et de son riche butin. Il décide de partir par l'est, Manille étant aux antipodes de Buenos Aires. Même depuis les Amériques, l'itinéraire traditionnel vers l'Asie passe par l'est et l'océan Indien. De plus, les intérêts espagnols, visés par le corsaire, sont plus présents autour de l'Atlantique et vers l'est que dans le Pacifique ; c'est enfin, d'une manière plus générale, la démonstration de l'intérêt supérieur que peut présenter la navigation sur l'Atlantique et l'océan Indien pour un corsaire. De fait, à Madagascar, il aide des Britanniques à capturer quatre navires négriers. Si Bouchard est à Buenos Aires en même temps que San Martin

91 Peter Uhrowczik affirme que vingt-trois corsaires étaient au service de Buenos Aires. Peter UHROWCZIK, *The Burning of Monterey: The 1818 Attack on California by the Privateer Bouchard*, Los Gatos, Calif., Cyril Books, 2001, p. 46. Son livre sur l'attaque de Monterey par Bouchard en 1818 est de qualité médiocre, mais a le mérite de rassembler les informations sur Bouchard contenue dans les histoires navales de la jeune Argentine.

prépare sa campagne vers la côte chilienne au cours de laquelle il surprend et vainc les royalistes à Chacabuco, il est difficile d'établir si leurs missions sont concertées. Le fait que cette fois, les corsaires n'aient pas été chargés d'affaiblir les ports de la côte Pacifique en complément de l'expédition terrestre – comme cela avait été le cas en 1815 – reflète peut-être une stratégie plus discrète ou la volonté d'affaiblir les Espagnols en plusieurs points. Enfin, le choix de Bouchard est peut-être simplement la manifestation de son individualisme.[92]

En janvier 1818, après avoir été attaqué par des pirates malais, Bouchard a la déception de ne trouver aucun galion aux Philippines à cause de l'insurrection en Nouvelle-Espagne. Il décide de rentrer par le Pacifique, espérant de la sorte se rendre utile à San Martin, puisque son premier objectif n'a pu être atteint. Son étape à Hawaï à l'été 1818 est déterminante dans sa décision de se rendre en Californie. Ce trajet s'inscrit certes dans le circuit désormais connu du retour des Philippines. Il s'inscrit aussi dans les circulations des Étatsuniens et des Britanniques dans le Pacifique, dont Hawaï est la base. À Hawaï, Bouchard fait la rencontre de Peter Corney, un britannique engagé dans le commerce des fourrures entre la côte ouest américaine et la Chine. Dans le cadre de ce commerce, il a mouillé à Monterey. Enfin, ce choix est à mettre en relation avec les objectifs de Bouchard : assaillir les positions espagnoles où qu'elles se trouvent, et éventuellement rallier à l'indépendance des territoires restés loyaux. Or la Californie a une position intéressante pour ces deux objectifs. En effet, la Californie est perçue non seulement comme un haut lieu du loyalisme à l'Espagne du fait de la présence des missionnaires et des soldats, mais peut aussi être imaginée comme un refuge, du fait de sa faible population et de sa position marginale et sur la côte Pacifique. Mariano Vallejo, qui reconstitue a posteriori le raisonnement de Bouchard, dit qu'il

> « avait cru nécessaire d'attirer à la cause de la liberté les habitants des Californies qui du fait de leur distance à la capitale de la vice-royauté offraient un asile sûr aux persécutés et pouvaient servir de point de départ pour l'organisation d'expéditions destinées à secourir les patriotes qui à Acapulco et en d'autres lieux de la côte se battaient pour défaire le pouvoir du Roi d'Espagne en Amérique »[93].

La mission de Bouchard est une bonne illustration de la dimension Pacifique prise par ce qu'on a

92 Sur les corsaires et l'affirmation de l'indépendance du Rio de la Plata et du Chili, voir les histoires navales de la jeune Argentine, relativement anciennes, par exemple Teodoro CAILLET-BOIS, *Historia naval argentina*, Buenos Aires, Emecé editories, 1944 ; Angel Justiniano CARRANZA, *Campañas navales de la República argentina;*, Buenos Aires, 1962.; pour un ouvrage plus récent voir Miguel Angel de MARCO, *Corsarios argentinos*, Buenos Aires, Planeta, 2002.

93 Vallejo, p. 210 *« Para reanimar el animo de los patriotas se habia creido necesario atraer a la causa liberal los habitantes de las Californias que por su distancia de la capital del vireynato ofrecian un asilo seguro a los perseguidos y podian servir de punto de partida para la organizacion de espediciones destinadas a socorrer a los patriotas que en Acapulco y en otros lugares costeños peleaban para derrocar al poderio del Rey de España en la America. »*

appelé les révolutions atlantiques. Bouchard inscrit sa trajectoire à la fois dans les circulations impériales espagnoles et les circulations commerciales des Étatsuniens à l'orée de leur indépendance. De l'annonce du risque de la venue de l'expédition corsaire à partir de 1816, jusqu'à la destruction de Monterey par Bouchard le 21 novembre 1818 et les craintes qu'une telle attaque ne se reproduise jusqu'en 1821, le territoire est mobilisé, missions, *presidios* et *pueblos* dans une perspective défensive. Dès 1816, des courriers officiels préviennent le gouverneur de se préparer à des attaques sur la côte. Le gouverneur alerte commandants des missions et missionnaires pour renforcer la défense de la Californie, dont la plupart des établissements sont situés sur la côte, et sont donc vulnérables aux attaques maritimes. Il attend d'eux « la fidélité de chacun, pour la protection de leurs intérêts et de leur famille », « qu'ils remplissent leurs devoirs de bon vassal du roi » et « qu'ils participent à la sécurité et à la conservation » de la province.[94]

Le gouverneur et les commandants sont particulièrement mobilisés en cette occasion : « J'espère que de la Guerra et ses compagnons feront respecter à ces moins que rien les troupes du souverain. », écrit le gouverneur avec énergie.[95] Les missionnaires sont également mobilisés et sont ensuite félicités par le vice-roi, prévenu par le gouverneur de leur zèle en cette occasion : « Je suis en train d'écrire au vice-roi » lui annonce-t-il « les bons services qu'ont prêté au gouvernement les missions et leurs ministres quand les insurgés de Buenos Aires attaquèrent Monterey au mois de novembre dernier, et plus particulièrement le père Luis Antonio Martinez » [96]

En plus de la défense du territoire, la mobilisation des missionnaires s'explique aussi par leur interprétation de l'insurrection de Buenos Aires, ainsi que du pirate Hippolyte Bouchard. Pour le père Señan « [son] équipage se compose d'hérétiques, de schismatiques, d'excommuniés, de gentils et de quelques Maures ».[97] Le père Payeras, lui, s'exclame : « Vive Dieu, vive la religion, vive le

94 PSP XX, p. 251 [C-A 13] Lettre de Solá aux commandants des forts, 8 octobre 1818 « *A todos los vecinos y soldados licenciados e invalidos se les hara saber en mi nombre y que de la fidelidad de cada uno y para la conservacion de sus intereses y familias espero que cada cual llenara los deberes de un buen vasallo del Rey y que coadyubaran a la seguridad y conservacion de esta Provincia y que solo la necesidad a imitacion de otros puntos de la misma dominacion me pone en la precision de servirme de cada uno de todos. »*

95 PSP Ben Mil XLIX [C-A 17], p. 214, Lettre de Solá à Jose de la Guerra, le 18 décembre 1818 « *Espera que Guerra y sus compañeros haran respetar a esos picaros las tropas del soberano. »*

96 PSP Ben Mil XLIX [C-A 17], p. 222 Lettre de Solá à de la Guerra, 19 juillet 1819, San Carlos. *« Le dice que esta escribiendo al virey de los buenos servicios que prestaron al gobierno las misiones y sus ministros cuando los insurgentes de Buenos Ayres atacaron a Monterey en Nov ultimo y muy particularmente el P Luis Antonio Martinez. »* Apparemment, dans son premier rapport, publié dans la *Gaceta*, Solá avait minimisé (d'après eux) la contribution des missionnaires. Afin de les amadouer, Solá écrit un rapport supplémentaire au vice-roi pour insister sur leurs efforts.

97 San Buenaventura, Libros de misión, 2 [C-B 35], p. 20 Señan, 29 novembre 1818, San Buenaventura *« Y para que ahora y en lo venidero conste este tan extraordinario trastorno que ocasionaron las dichas fragatas de rebeldes, cuya tripulacion se componia de Hereges, Cismaticos, Excomulgados, Gentiles, y algunos Moros aunque pocos, he tenido por conveniente notarlo. »*

Roi, vive la Patrie ! Vaincre ou mourir dans la défense de ces biens si précieux ! »[98] Le fait que Bouchard soit français le range facilement dans les rangs impies des révolutionnaires responsables en 1808 de l'abdication des rois; l'équipage bigarré du corsaire, qui compte notamment des Britanniques et des Étatsuniens, explique également le qualificatif de « schismatique ». Quant aux insurgés de Buenos Aires, ils sont des traîtres, ayant rompu leur serment de vassalité et s'étant allié avec les ennemis de la Couronne. Bouchard place clairement ses attaques dans le contexte révolutionnaire : « il vient prendre possession de cette province, du fait que le roi d'Espagne a déclaré une guerre cruelle aux Amériques ». Si le gouverneur ne lui remet pas, « il réduira en cendres les populations de cette terre »[99].

La perspective d'une attaque sur leur sol mobilise particulièrement les soldats. Le gouverneur se réjouit ainsi : « de l'enthousiasme manifesté par les troupes dont [le commandant de San Diego] Ruiz me fait part ».[100] Même si ledit commandant a évidemment intérêt à valoriser la mobilisation de ses troupes auprès de son supérieur et ainsi à la fois son obéissance, et sa valeur de chef, le fait même de cette émulation confirme que la province est mise sur le pied de guerre. Le souvenir de l'attaque se perpétue longtemps, faisant l'objet de récit au cours des veillées. Les souvenirs racontés à Bancroft dans les années 1870 font dans leur grande majorité état de cet événement : nombres d'entre eux mentionnent cet épisode et les dommages matériels qu'il occasionne dans un territoire peu doté matériellement.[101] Ils confirment tous que sur le moment, et dans les mémoires, Bouchard était considéré comme un pirate, et non comme un insurgé, par la population. Mariano Guadalupe Vallejo rapporte ainsi que « dans [sa] jeunesse, quand les vieillards, civils ou militaires parlaient de l'années 1818 dans leurs veillées, et qu'ils racontaient leurs souvenirs à propos de Bouchard, ils lui appliquaient toujours l'épithète de « pirate ».[102] Après avoir détruit Monterey, « Bouchard était

98 Payeras cité dans HHB2, 489n16 *« Viva Dios, viva la religion, viva el rey, viva la patria y o vencer o morir en tan preciosa defensa »* et aussi dans Michael GONZÁLEZ, « "With the God of Battles I Can Destroy All Such Villains": War, Religion, and the Impact of Islam on Spanish and Mexican California, 1769-1846 », *California History*, 2012, 90, 1, p. 38.

99 DHC DLG, 2, p. 40 [C-B 60] *« Respecto de que el Rey de Espana habia declarado cruel guerra a las Americas venia a tomar posesion de esta Provincia cuya entrega podia verificar para evitar toda efusion de sangre porque de lo contrario reduciria a cenizas todas las poblaciones de la tierra haciendo un desembarco que verificaria inmediatamente. »*

100 PSP Ben Mil, XLIX p. 214 [C-A 17] Solá à Francisco Maria Ruiz *« Espera mucho del entusiasmo que Ruiz le dice manifiestan las tropas ».*

101 Sur l'attaque de Bouchard, voir les témoignages d'Angustias de la Guerra Ord, Juana Machado, Alvarado et Vallejo. Dans l'historiographie voir P. UHROWCZIK, *The Burning of Monterey*.

102 Vallejo, 2, p. 166 *« He clasificado a Bouchard como a gefe insurgente porque posteriores acontecimientos no me dejan duda de que el obraba segun ordenes recibidas por el general San Martin pero en mi joventud cuando los viejos poblanos o militares en sus tertulias acostumbraban referirse al año 1818 y narraban lo que recordaban acerca de Bouchard siempre le aplicaban el epiteto de pirata y creo que para ellos el nunca fue sino un pirata muy cruel pues sus procedimientos en las Californias fueron tales que no desmienten de los procedimientos de los mas sanguinarios piratas que el mundo civilizado ha maldecido »*

convaincu qu'il était inutile de rester plus de temps à Monterey où les habitants n'avaient pas de sympathie pour les principes qu'il professait et n'approuvaient pas les moyens qu'il employait pour les faire prévaloir ».[103]

Malgré la mobilisation de tous, la menace de l'attaque est aussi l'occasion de faire resurgir des tensions latentes. Certaines sources dénoncent la présence de traîtres au sein de la société californienne, indiquant une complicité de certains Californiens avec les rebelles. Les premiers soupçons portent sur un certain Molina, qui est fait prisonnier par le corsaire. En fait il s'avère que, capturé ivre, son désir est surtout de déserter. L'accusation de traîtrise vient probablement dès lors d'une indignation des esprits mobilisés pendant l'attaque plutôt que d'une réalité d'intention. Par exemple, le gouverneur Solá est indigné et sur le point d'accuser de traîtrise le commandant de Santa Barbara, José de la Guerra lui-même, pour avoir accepté d'échanger précisément ce prisonnier contre des captifs pirates.[104]

L'autre soupçon porte sur le commandant d'artillerie de Monterey, Manuel Gómez, qui lors de l'attaque ordonne à un de ses subordonnés, le caporal José de Jesus Vallejo d'arrêter de tirer. Certaines sources évoquent un lien de parenté entre un membre de l'équipage pirate et Gómez.[105] D'après les sources consultées, il est impossible de conclure dans un sens ou dans l'autre. Un aspect intéressant, comme dans le cas précédent, est la mobilisation des esprits et la recherche de boucs émissaires. Gómez est arrivé en renfort tardivement sur le territoire et son désir d'en partir rapidement (dès 1822) pourrait en effet indiquer qu'il n'est pas à l'aise dans la société californienne et se sent plus proche des insurgés que des Californiens. Notre hypothèse est alors que la perception de ce décalage, et la nécessité d'expliquer la défaite dans un contexte de mobilisation des esprits ont conduit à cette accusation. On peut noter cela dit que le gouverneur Solá félicite Gómez pour son action au cours de cette bataille, et le vice-roi promeut Gómez au grade de lieutenant. Comme Gómez quitte rapidement le territoire par la suite, les Californiens trouvent peut être un avantage à valoriser l'un des leurs à la défaveur de quelqu'un qu'ils considèrent comme un *outsider*.[106]

D'autres tensions font surface entre les villageois de Branciforte et les missionnaires de la mission de Santa Cruz lorsque les voiles pirates apparaissent au large et menacent d'attaquer le

103 Vallejo, 2, 12, p. 199 *« Convencido Bouchard que era inutil permanecer mas tiempo en Monterey en donde los habitantes no tenian simpatia con los principios que profesaba y no aprobaban los medios de que se valia para hacerlos prevalecer... »*

104 PSP Ben Mil, XLIX [C-A 17], p. 208 ; sur la traîtrise de Molina, voir p. 211 et p. 259 du même volume.

105 Jacinto Rodriguez, Jose de Jesus Pico.

106 Pour une interprétation politique et légale des pirates et corsaires voir Lauren A. BENTON, *A Search for Sovereignty: Law and Geography in European Empires, 1400-1900*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2010.

village et la mission. Les missionnaires commencent par avancer des soupçons contre les villageois de Branciforte qui « attendent à tout moment l'arrivée des insurgés non pas pour les battre mais pour s'unir à eux, car...ils ne chercheraient que les Espagnols et les missionnaires...Que Dieu nous garde ! ».[107] Peu de temps après, ordre est donné d'évacuer les missions, dont Santa Cruz et le village situé juste de l'autre côté de la rivière, Branciforte. Or le lendemain de l'évacuation, en retournant sur les lieux afin de vérifier que rien d'important n'a été oublié, Joaquín Castro, un soldat envoyé par le missionnaire Olbes, se rend compte que la mission a été pillée par les villageois de Branciforte, menés par leur *comisionado*, leur superviseur militaire. Les actes du procès permettent de démêler les motifs de cet événement. Apparemment, le gouverneur aurait envoyé un ordre au *comisionado*, afin qu'il évacue de la mission les biens pour qu'ils ne tombent pas entre les mains des ennemis. Le pillage de la mission a donc lieu visiblement non pas spontanément, mais à partir d'un ordre hiérarchique. Mais l'attaque n'a pas lieu et les missionnaires portent plainte très rapidement auprès du commandant de San Francisco, dont la mission de Santa Cruz dépend. Une enquête est alors lancée par le commandant, Luis Antonio Argüello, et se focalise non pas tant sur les responsables du pillage que sur la disparition des objets de la mission. Quelques mois plus tard, une autre enquête est menée, ayant pour objet des propos que le missionnaire de la mission, le père Olbes, aurait eu lors de ses sermons en chaire et sa grève des baptêmes depuis le mois de janvier. Ses propos exacts sont difficiles à identifier précisément mais des actes du procès il ressort que le missionnaire avait fait un sermon manifestant son écœurement au sujet des militaires censés faire régner l'ordre et la justice allant, dans certains témoignages, jusqu'à dire qu'il ne ferait pas de cérémonie pour leur enterrement. Ce dernier aspect remet en perspective leur refus ultérieur de prêter serment à la république fédérale, dans une histoire plus longue de chantage aux sacrements pour agir sur l'administration.[108]

Cet épisode s'inscrit donc dans une histoire longue des conflits entre *pueblos* et missions, et du rôle ambigu de l'administration territoriale vis-à-vis des missionnaires. Tirant parti d'une opportunité due à la guerre, et légitimés par un ordre du gouverneur, les villageois comme les Indiens ont pu saisir les biens convoités des missionnaires perçus comme privilégiés dans un contexte de tension sur les ressources. Les missionnaires quant à eux voient confirmés leurs doutes

107 DHC de la Guerra, 6 [C-B 65], p. 92 Lettre du père Olbes à Jose de la Guerra, 29 octobre 1818, Santa Cruz « *Por aqui esta todo en movimiento y esperando por instantes que vengan los insurgentes no para batirlos solo si para unirse a ellos que eso es lo que desean: a bien que solo buscan a los gachupines y a los padres; lo demas es buena gente. Que tal ? Dios nos libre.* »

108 Pour tout cet épisode autour du sac de Santa Cruz de novembre 1818 à mars 1819, voir les actes du procès dans les PSP Ben Mil, vol L, C-A 17 p. 276-300.

sur le manque de soutien de l'administration à l'entreprise missionnaire et son mépris pour les villageois.

L'attaque de Bouchard en 1818 a une autre conséquence : celle de conduire à l'envoi de soldats supplémentaires en Nouvelle-Californie. L'arrivée de ces soldats marque la reprise de la migration, après quarante ans d'interruption, hormis une dizaine de missionnaires arrivés au début du XIX^e^ siècle. Bien que ces migrants soient fondamentalement de même origine que les migrants des années 1770 et 1780, c'est-à-dire issus de milieux peu aisés du nord mexicain, ils sont traités de *cholos*, un terme péjoratif connotant leur race inférieure à cause d'ancêtres indiens. Il faut chercher les origines de cette qualification dans un autre conflit entre missionnaires et autorités militaires provinciales. En effet, le gouverneur Solá, en voyant arriver les deux compagnies auxiliaires en 1819, impose aux missionnaires de San Carlos (la mission de Monterey) de les loger sur la mission même. Pour le missionnaire Luis Martinez, il s'agit de l'intrusion de trop de la part du gouverneur.[109]

Or le rejet virulent par le missionnaire de ces nouveaux soldats marque paradoxalement le début de la formation, de la part des soldats et colons déjà présents, et à leur seule initiative, d'une communauté d'intérêts avec les missionnaires. L'assignation du terme *cholos* contraste avec leur propre blanchiment dans les recensements entre les années 1780 et 1810 et la division binaire entre « *de razón* » et « *sin razón* » en vigueur en Californie. D'ailleurs, le frère Luis Martinez, de la mission San Carlos, pour qualifier ces nouveaux soldats, dit qu'ils sont « sans discipline et sans religion », et propose de les envoyer dans la vallée des *Tulares*[110], encore non contrôlée par les Espagnols, un « bon endroit pour dompter les chevaux et les soldats »[111]. Cette remarque les associe donc dans la classification mentale des missionnaires, à la fois aux soldats, perpétuellement dénoncés comme des brutes animales et aux Indiens non christianisés. Les missionnaires n'emploient pas le terme *cholos* ni ne se réfèrent à leur couleur et ne les considèrent pas si différents des autres soldats arrivés avant eux. Ce sont ces-derniers qui le font et dénigrent aussi leurs compétences militaires. Par exemple, au commandant de Santa Barbara, l'espagnol José de la Guerra, l'*alferez* de Monterey Jose Estrada affirme que les nouveaux arrivants « n'ont jamais eu de mousquet entre leurs mains »[112]. Plus particulièrement, d'après Alvarado, les Montereyens n'ont « aucun scrupule à les baptiser du nom de '*cholos'* ».[113] Il faut ici préciser que ce terme de « *cholos* »

109 CML, 3, 2, 90-104. Payeras à Solá, 16 septembre 1819.

110 Il s'agit de la vallée centrale de Californie. Le terme « tulares » est une référence à la végétation de ce milieu humide, qui à la saison des pluies (en hiver) se transforme en vaste lac et en zones marécageuses. Les joncs qui y poussent sont en effet appelés « tule » en Espagnol.

111 AASF, 951 Martinez à Solá, 17 septembre 1819.

112 DHC Guerra, Estrada à de la Guerra, Monterey, 6 septembre 1819.

113 Alvarado, 1, p. 181. *« Era tan oscuro el color de esos soldados que lo montereyanos no tuvieron escrupulo en*

n'est attesté que dans ces mémoires bien postérieurs et est utilisé de manière répétée dans ces récits à partir de ce moment-là pour désigner tout contingent de soldats venus du Mexique, ce qui tend à identifier cette période des guerres d'indépendance et d'isolation comme une période clef pour marquer la distance entre la Californie et le reste de la Nouvelle-Espagne, notamment en l'absence de courants migratoires. En l'occurrence, le ton est sans doute donné par les officiers supérieurs de Monterey, en particulier l'*alférez* (sous-lieutenant) et *habilitado* José Mariano Estrada. Son supérieur, le lieutenant José María Estudillo, est né en Espagne et il n'est pas improbable qu'Estrada ait estimé nécessaire d'appuyer sa proximité avec Estudillo et les Espagnols, par contraste avec les nouveaux arrivants.[114] Estrada est dans une dynamique d'inscription dans les catégories les plus élevées de la Californie coloniale : un an après son arrivée avec le gouverneur José Joaquin Arrillaga à Monterey, il a épousé Isabel Argüello, la fille de José Dario Argüello, fondateur de Los Angeles et commandant de *presidio* avec pour témoin le gouverneur Arrillaga lui-même. En 1819, Estrada est une figure bien établie, proche des Espagnols et des plus hautes sphères du commandement, puisque ses beaux-frères sont devenus des commandants à leur tour et que son beau-père est gouverneur.

Sans qu'il y ait de la part des missionnaires une distinction effectuée entre ces vagues de migrants, les Californiens font leur ce rejet des nouveaux soldats. De cette manière, ils s'associent étroitement au projet – et à la valorisation – du projet missionnaire. Les historiens qui décrivent les catégories en vigueur en Californie échouent en général à remarquer cette généalogie, la prenant comme une évidence. Or on a là un des moteurs de la sociogénèse des *Californios* comme population à part, plus blanche, plus espagnole, qui ne tient pas à une généalogie réelle, mais à leur association délibérée et unilatérale avec les origines du projet californien lié au roi et à la conversion.[115]

C'est dans ce contexte que dans son rapport de 1819, le président Payeras attribue la multiplication des fuites de néophytes à l'esprit d'insubordination général qui touche à la fois les Indiens et les soldats chargés de les maintenir dans les missions par la force.[116] Alors que les conflits entre les soldats et les missionnaires ne sont pas nouvaux, les inquiétudes locales du président des

bautizarlos con el nombre de cholos. »

114 Jose Estrada est né en Ancienne-Californie, à Loreto, en 1784. Comme José María Estudillo, José Estrada est venu avec le gouverneur Arrillaga depuis l'Ancienne-Californie en 1806, lorsqu'il devient gouverneur de la Nouvelle-Californie devenue une province à part entière en 1804.

115 Pour une description des catégories socio-raciales en Californie espagnole puis mexicaine, voir Douglas MONROY, *Thrown Among Strangers: The Making of Mexican Culture in Frontier California*, Berkeley, University of California Press, 1990 ; David S. TORRES-ROUFF, *Making Los Angeles: Race, Space, and Municipal Power, 1822-1890*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Santa Barbara, 2006.

116 HHB2, p. 404-405.

missions rejoignent des inquiétudes plus générales au sujet du devenir de l'empire, quelques mois seulement après l'attaque de la province par les insurgés de Bouchard et en prennent une importance accrue.

La période des guerres d'indépendance dans l'empire espagnol se caractérise en Haute-Californie à la fois par une coopération étroite pour défendre la province contre les attaques extérieures des patriotes ou des ennemis européens et celles des Amérindiens. Mais cette coopération n'efface pas les tensions qui sont au fondement d'une province tiraillée par les besoins et les projets partiellement contradictoires de ceux qui la colonisent. Néanmoins, l'isolement de la Haute-Californie et la coopération qui y règne malgré tout contre les attaques contribuent à forger un sentiment d'appartenance et de fierté qui se manifeste dès que les arrivées reprennent avec une relative reprise des circulations en 1819-1821.

III - Le ralliement des Californiens à l'indépendance du Mexique (1820-1822)

L'attaque du corsaire Bouchard a renforcé la mobilisation des Californiens dans la défense de leur province et des droits de Ferdinand VII. Malgré les inquiétudes des missionnaires à ce sujet, les tensions palpables à cette occasion n'ont pas d'effet sur la loyauté des villageois, des Amérindiens, des soldats. C'est en fait la révolution libérale en Espagne de 1820, et la réaction qu'elle suscite dans la vice-royauté de Nouvelle-Espagne – la coalition des insurgés des années 1810 et des anciens loyalistes créoles – qui sont à l'origine du ralliement des missionnaires et des militaires à l'indépendance du Mexique, proclamée en septembre 1821 à Mexico et en avril 1822 à Monterey, Nouvelle-Californie. De retour sur le trône d'Espagne en 1815 dans une Europe de monarchies restaurées. Ferdinand VII décrète illégales la constitution et la législation libérales de Cadix. L'opposition à ce retour en arrière est minoritaire, malgré quelques tentatives échouées de *pronunciamientos* – des manifestes publiés par des militaires libéraux – entre 1814 et 1820. Le 1er janvier 1820 à Cadix, le port espagnol d'où partent les bateaux pour l'Amérique, un général et ses partisans libéraux poussent les soldats engagés dans le but de réprimer les insurrections américaines à se rebeller et à imposer au roi Ferdinand VII la restauration de la constitution libérale de Cadix. Du fait de soulèvements qui ont lieu en même temps dans d'autres provinces, notamment en Galice, le roi doit céder. La Constitution de Cadix est rétablie. Entres autres mesures, les libéraux alors au pouvoir promeuvent le désamortissement (*desamortización*) des biens de l'Église, c'est-à-dire de vente des biens de mainmorte, ce qui conduit l'Église à soutenir les opposants du *Trienio Liberal*[117],

117 Cette période de gouvernement libéral pendant le règne de Ferdinand VII est appelée *Trienio Liberal*, du fait de sa durée de trois ans. En 1823, la France envahit l'Espagne à la demande du roi Ferdinand VII dans le cadre de la

à la tête desquels le roi lui-même. La nouvelle de cette révolution parvient à Veracruz, le port principal d'arrivée des bateaux espagnols en Nouvelle-Espagne, fin avril 1820, et quelques jours plus tard, à Mexico.

Dans la vice-royauté de Nouvelle-Espagne, les années 1820-1821 opèrent un tournant crucial. Les événements qui conduisent à l'indépendance du Mexique à partir de la vice-royauté en septembre 1821 sont à la fois le fruit d'une réaction aux événements espagnols et des mouvements indépendantistes qui touchent la vice-royauté depuis 1810. Royaliste loyal à l'Espagne, le genéral Iturbide a combattu contre les insurgés dès 1810. Il est même à la tête de l'armée royale dans le nord jusqu'en 1820. À partir de la révolution libérale en Espagne à cette date, il opère un virage tactique avec les représentants des conservateurs jusque là loyalistes. Il s'agit dans un premier temps de vaincre les insurgés indépendantistes libéraux pour promouvoir ensuite une indépendance conservatrice monarchiste et où le trône serait proposé à un membre de la famille royale espagnole.

Suite à l'échec de cette première stratégie à cause de défaites militaires à l'automne 1820, Iturbide se rapproche en janvier 1821 des généraux à la tête de l'insurrection libérale avec lesquels il s'accorde sur le plan dit d'Iguala, compromis entre les deux ailes indépendantistes auparavant opposées. Ce plan d'Iguala est proclamé le 24 février 1821 et s'articule autour de trois idées, appelées « garanties » : la religion catholique, l'union de tous les habitants – c'est-à-dire notamment la fin de la distinction entre Indiens et les Espagnols – et l'indépendance. Les vingt-quatre articles du plan donnent des gages aux différents acteurs de cette nouvelle force indépendantiste réunie (libéraux, monarchistes, Église, armée, autonomistes etc). L'espoir d'Iturbide est que le vice-roi accepte le plan puisqu'il propose au roi Ferdinand VII une échappatoire à la situation épineuse rencontrée en Espagne. Néanmoins le vice-roi et les partisans royalistes y voient une trahison de leurs objectifs et s'y opposent. C'est ainsi que commence la campagne militaire de l'armée dite « des trois garanties ». Les succès militaires permettent aux chefs de l'insurrection d'obtenir la reconnaissance de l'indépendance de la part du nouveau vice-roi O'Donoju, envoyé par les *Cortes* espagnoles à Cordoba où est signé le traité sanctionnant l'indépendance le 24 août 1821 sur la base du plan d'Iguala. Reste à finir la campagne militaire pour soumettre l'intégralité du territoire. Le 27 septembre 1821 Iturbide entre avec son armée victorieuse dans la capitale de la vice-royauté, Mexico.

La révolution libérale en Espagne comme la campagne d'Iturbide ressuscitent les tensions en

Sainte-Alliance. Les libéraux sont défaits par les « Cent mille fils de Saint Louis » lors de la bataille du fort du Trocadero, près de Cadix, le 31 août 1823.

Californie comme à Mexico. Les autorités californiennes suivent avec attention ces nouveaux développements. Les réactions des uns et des autres au plan d'Iguala et à l'entreprise d'Iturbide fonctionnent comme révélateur d'un complexe jeu entre loyauté à la Couronne, stratégie politique et sentiment d'un destin commun avec l'Espagne. Dans ce jeu, missionnaires et militaires se distinguent par l'appartenance de ces derniers à l'appareil impérial, mais aussi, à part pour deux exceptions, par leur naissance en Amérique. Enfin, tandis que les missionnaires ont tout à craindre des réformes espagnoles (qui notamment prévoient de supprimer les ordres religieux), les militaires sont plus partagés sur ces mesures, dont seule une minorité a d'ailleurs connaissance (de la Guerra, proche des missionnaires, et Solá, plutôt favorable aux réformes). Jamais en Californie on n'en vient au conflit civil, tant est cruciale la défense du territoire contre les Indiens et les puissances étrangères. De plus, bien que les missionnaires aient été très méfiants de la révolution libérale, leur correspondance montre qu'ils sont loin d'avoir franchi définitivement le pas du choix de l'indépendance.

Vue depuis des régions plus centrales, la Haute-Californie peut sembler un havre de paix, suscitant l'envie, par exemple, d'un militaire qui en est parti pour occuper un poste à Guadalajara comme Gervasio Argüello, *habilitado* (chargé des fournitures) pour la Haute-Californie. Dans un courrier daté de Guadalajara le 25 janvier 1821, il commence par décrire les nouvelles d'Espagne, peu nombreuses mais plutôt rassurantes, puis la situation en Nouvelle-Galice et en Nouvelle-Espagne en général.[118] Là encore, la situation est relativement calme, « malgré quelques esprits qui aspirent à la révolution et à l'indépendance ». Il soupire :

> « Il n'y a que vous pour vivre libre de toutes ces perturbations. On peut supporter la misère pour avoir la paix d'esprit, et si je pouvais voler, avec ma famille, et m'installer là-bas, je le ferais avec plaisir ».[119]

118 La Nouvelle-Galice est un royaume autonome au sein de la vice-royauté de Nouvelle-Espagne. Ce royaume comprend les provinces de Zacatecas, Sinaloa et Nouvelle-Galice (*Nueva Galicia*) et deux intendances, avec pour capitale Guadalajara. Avec les insurrections de l'indépendance, c'est dans cette ville que réside l'*habilitado* de Haute-Californie et non à Mexico. Guadalajara, du fait de sa proximité avec les ports qui communiquent avec la côte californienne est l'intermédiaire privilégiée des communications entre Monterey et Mexico. Voir chapitre 2 et carte n°3 en annexe.

119 DHC DLG, 4, p. 223 Gervasio Argüello à José Antonio de la Guerra y Noriega **(**1), 25 janvier 1821, Guadalajara. *« Por aqui no hay cosa particular que noticiarle, esto hasta la presente esta tranquilo, excepto unas gavillas de Insurgentes que quedan en tierra caliente pero ya estan finalizadas. De Espana han venido en estos dias pocas noticias pero dicen que se siguen las cosas en buen aspecto; aqui esta en el mismo estado apesar de algunos espiritus que hay siempre aspirando la revolucion y la Independencia pero son unos muebles que poco llaman la atencion pero no hacen mas de escupir veneno que les queda dentro, en fin el tiempo dira lo que es: no hay como UU que estan viviendo libres de todas estas alteraciones pues la pobreza se puede llevar para lograr la quietud de espiritu y si yo pudiera volar con mi familia y ponerme en esa lo haria con mucho gusto pero asi me convendra y paciencia. Hasta la presente no se habla nada de socorros de California y si de Mejico no se mueve algo en esta Intendencia no hay que esperar haga U que me manden notas de lo que quiere cada compania porque si no mas vienen a la Intendencia sucedera lo que hasta ahora que las archivan y me encuentro sin saber lo que se reclama se pone en expediente que no se le ve el fin y todo se excusa con que me mandan un tanto a mi. »*

La lettre de Gervasio Argüello met en évidence un moyen par lequel les Californiens, s'ils sont épargnés par les troubles politiques et militaires, ne sont pas pour autant à l'écart de ce qui se passe dans l'empire. On ne peut répondre à la question : « pourquoi les Californiens sont-ils restés loyalistes ? » en invoquant simplement leur éloignement et leur méconnaissance. On a au contraire de nombreuses traces écrites de prises de positions, de commentaires sur les événements du temps. Malgré leur isolement, les missionnaires et dans une moindre mesure les officiers ont la possibilité de suivre ce qui se joue à l'échelle de la monarchie, sinon dans les détails, au moins dans les grandes lignes. Les informations en effet sont très sporadiques, ce dont se plaignent ceux à qui il importe de les recevoir, et qui en ont l'habitude ; leurs plaintes mêmes sont la preuve de leur intérêt pour ces nouvelles. Ceux-là représentent une minorité, car il y a un accès très différencié à ces informations et à ces conversations écrites à plus ou moins grande distance et délai. Si on a peu de traces ou de témoignages des échanges verbaux qui ont pu avoir lieu sur ces sujets, ont été conservées de nombreuses lettres témoignant des conversations politiques à distance, plus ou moins grande, de Monterey à Santa Barbara, d'une Californie à l'autre, de Californie à Guadalajara, à Mexico, à Madrid. On n'a pas, semble-t-il, d'espace public de discussion politique au sujet des troubles qui menacent l'Empire espagnol, mais des espaces morcelés de discussion privée. Du fait de la nature de ces réseaux de correspondance, issus de communautés d'intérêts ou d'affinités, c'est le plus souvent un accord qu'un désaccord qui ressort de ces conversations, en plus de l'échange d'information. Dans le cadre de l'empire, les nouvelles du temps arrivent sous diverses formes à différentes personnes : il peut s'agir d'ordres officiels pour défendre l'empire dans le cadre des guerres, de lettres informatives aux missionnaires ou au gouverneur, de lettres privées, ou encore de journaux imprimés, parvenus en Californie du fait d'abonnements souscrits par les missionnaires, par hasard, au gré des circulations commerciales, ou pour information, de la part du vice-roi au gouverneur, par exemple. L'accès à ces informations est dès lors fortement différencié, dans la mesure où celles-ci arrivent confidentiellement à des personnes données en haut de la hiérarchie. En parallèle, ces mêmes personnes s'emploient régulièrement à dissimuler au reste de la population – officiers subalternes, soldats, colons, Indiens – les troubles de la vice-royauté comme de la péninsule. On en trouve le témoignage de l'aveu même de ces personnes, ou par le récit souvent postérieur de personnes qui ont constaté cette rétention d'informations – et son échec. Il s'agit à la fois de surveiller les potentiels agents subversifs, envoyés par la France, ou par les indépendantistes d'Amérique du Sud, et de veiller à ce que les fragilités impériales ne transparaissent pas. Pour autant, si les soldats, les sous-officiers, les colons et les Indiens sont mis à l'écart de ces nouvelles par les missionnaires et leur

hiérarchie militaire, une série d'indices témoignent de la crise en cours dans l'empire, à commencer par l'interruption des approvisionnements. Sans savoir lire, tous assistent à l'arrivée des bateaux, entendent les proclamations officielles et sont témoins de conversations qu'on voudrait leur cacher. De plus, la mobilisation militaire, financière, met en évidence les dangers courus par l'empire. Peut-on distinguer parmi ces autres populations une attitude vis-à-vis de la crise qui soit décorrélée de ce que leur en disait ceux qui avaient plus d'informations et sous l'influence desquels ils vivaient ? Peut-on, en somme, déceler une prise de distance par rapport aux cadres coloniaux du fait des insurrections de l'empire, une certaine contamination des idées révolutionnaires ? Cette question est fortement polarisée par des visions ultérieures : soit, juste après l'indépendance, une perception de la Californie comme un repère de loyalistes et donc de potentiels ennemis de la patrie, les premiers d'entre eux étant les missionnaires ; soit, dans la deuxième moitié du siècle, après l'annexion par les États-Unis en 1848, des mémoires qui insistent sur les ferments de libéralisme parmi la jeune génération de l'époque – celle qui était au pouvoir justement en 1846. Contrairement à ce que les discours révolutionnaires et politiques affirment rhétoriquement, les prises de positions qu'on peut qualifier de politiques sont en fait en général plus complexes que cela. Concernant la crise de l'Empire, et son déploiement dans une zone de conquête très militarisée et sous la menace indienne et européenne, penser l'indépendance à Monterey est une variation de la manière de la penser à Mexico, Buenos Aires ou Lima.

Le ralliement à l'indépendance a des origines différentes suivant les catégories de population et les informations dont elles disposent : missionnaires, officiers supérieurs nés en Espagne, officiers de la frontières, et populations moins informées. Enfin, une fois connue la nouvelle de l'indépendance est intégrée dans l'horizon politique comme une possibilité d'amélioration de leur sort pour ceux qui en sont insatisfaits.

A. Pour les missionnaires, un choix contre les réformes libérales espagnoles

La correspondance des missionnaires témoigne de leur intense curiosité pour les nouvelles politiques. L'existence même de leur ordre, de leurs missions, la subsistance de celles-ci sont dépendantes en partie de la politique impériale, tandis qu'ils disposent aussi de leur marge de négociation, du fait de l'importance des missions dans la colonisation de la frontière de l'empire. De plus, insérés dans des réseaux transatlantiques personnels – la plupart sont nés et sont entrés dans les ordres en Espagne –, religieux, ou commerciaux (par la commercialisation des produits agricoles et animaux des missions) et du fait sinon de leur origine sociale, de leur vocation et de leur

éducation, lettrés, ils sont sans doute, avec le gouverneur, les personnes les mieux informées de toute la Californie.

La personne qui reçoit le plus de nouvelles parmi eux est le président des missions de Haute Californie, puisqu'il est l'interlocuteur privilégié du gardien du Collège et de l'administration quand elle s'adresse directement aux missionnaires. Le président fait ensuite passer la lettre ou sa transcription tour à tour dans chaque mission, et chaque missionnaire écrit en fin du document soit simplement son approbation par sa signature, soit son avis ou sa réponse. C'est le système des *cordilleras*, circulaires, dont on trouve bon nombre dans les archives des missions.[120]

Ensuite, ces informations sont éventuellement partagées avec des proches, des alliés, au premier chef José de la Guerra y Noriega, leur intermédiaire commercial, un Espagnol, commandant de Santa Barbara. Par exemple, en mars 1822, dans une de ces lettres, le missionnaire Peyri commente les nouvelles de l'indépendance et lui demande de lui transmettre celles qu'il recevrait de son côté, en particulier « celles qui lui permettraient d'aviser sur la conduite à tenir » (*las que puedan servirle de gobierno*)[121]. L'échange de nouvelles se fait avec lui sur le mode cordial du don-contre don, dans une coopération d'intérêts communs. Enfin, le gouverneur peut aussi être informé sur un mode moins amical mais plus tactique, notamment dans le but d'obtenir d'autres nouvelles. La communication avec les commandants des autres *presidios* se fait sur un mode plus local, les missionnaires étant en relation avec le commandant du *presidio* le plus proche et échangeant éventuellement des nouvelles avec lui. Une exclusivité relative (et parfois limitée dans le temps) leur permet de filtrer les informations à transmettre au reste de la population, en coopération, ou non, avec les autres personnes informées, en général au moins le gouverneur (destinataire du courrier de la part des autorités royales) et parfois les commandants des *presidios*. Les informations reçues par les uns ou les autres sont ensuite partagées, en premier lieu au sein de l'ordre. Les nouvelles de l'Espagne, où vivent les familles des missionnaires, sont attendues avec impatience. Après qu'un frère a partagé les nouvelles reçues de la mort de sa famille lors de l'invasion française, un autre frère, « désolé » en déduit qu' « il est probable que [sa] famille ait connu le même sort, vu sa proximité avec le peuple de France », et impuissant de faire plus va « dire vingt messes pour l'occasion. »[122] Les missionnaires entretiennent une correspondance avec leurs réseaux, que ce soit

120 En particulier dans la cote C-C de la Bancroft Library et dans la collection « Taylor Papers » aux archives de l'archevêché de San Francisco (AASF). Voir un exemple en annexe (Sources, n°1).

121 Lettre de Peyri à de la Guerra, San Luis Rey, 15 mars 1822. DHC De la Guerra, 6 [C-B 65], p. 6.

122 CML, 2, Santa Cruz, Andres Quintana à Jose Quilez, 30 juin 1812 *« [Por sus cartas] veo y considero los apuros en que esa Capital se habra hallado por la Insureccion, siento la desgracia de la muerte de su Padre, Madre y Hermana, es regular mi casa haya corrido igual suerte por estar tan proximo a la raza de Francia. Por mi parte le aplico veinte misas. »* La famille du deuxième est dans la région d'Alava, en Pays Basque espagnol.

celui de leur ordre (leur collège, les missionnaires d'autres provinces franciscaines) ou celui en lien avec leurs activités commerciales. Ils sont également abonnés à des journaux, même si les troubles des années 1810 perturbent les communications. En 1812, un missionnaire de Santa Cruz se voit obligé d'emprunter les journaux d'une autre mission, car « aucune gazette n'est encore arrivée...qui sait où sont les miennes ? »[123] En 1817, le père Escude Jaime met fin à son abonnement « étant donné que les Gazettes[124] n'arrivent plus, et que le peu [qu'ils reçoivent] ne valent rien »[125]

Comme le préfigure leur correspondance des années 1810, l'assentiment des missionnaires à l'indépendance du Mexique est le reflet du parcours intellectuel des élites conservatrices mexicaines tel qu'illustrée par la campagne d'Iturbide. Leur résignation tient en partie du fatalisme, mais aussi d'une réaction, largement guidée par leurs contacts de l'ordre franciscain, aux événements en Espagne et en Nouvelle-Espagne à partir de 1820. Leur correspondance les informe en effet des réformes anticléricales en Espagne suite au *Trienio Liberal*, ce qui a pour effet de leur faire envisager une séparation nécessaire à la survie de l'ordre, tandis que la réaction des conservateurs de Nouvelle-Espagne à ces réformes leur donne l'espoir d'une refondation, y compris dynastique.

En février 1821, les frères du collège de San Fernando avertissent les missionnaires californiens des événements espagnols :

> « Veuille le ciel que cette lettre [ne tarde pas à arriver] pour que vous ayez ces informations le plus tôt possible afin de vous faire une idée juste de comment sont les choses et que vous puissiez anticiper les résultats des décisions des *Cortes*. […] Depuis que notre nouveau système de gouvernement a commencé j'ai pensé qu'il arriverait ce qu'il est en train de se produire. […] Nous sommes en train d'assister à des choses qui dépassent tout et il s'en produira d'autres qui ne sont même pas écrites dans les calendriers de Torres, parce que ces visionnaires sans vision ont l' imagination exaltée et qu'ils veulent tout réformer. Ils ont décrété l'extinction des ordres monacaux militaires, hospitaliers, cléricaux réguliers, à l'exception (…) des missionnaires d'outre-mer, en attendant qu'on règle le sort des missions. »[126]

123 CML, 2, Santa Cruz, Andres Quintana à Jose Quilez, 30 juin 1812 *« Las Gacetas no han llegado todavia ninguna, solo a Sta Clara pienso que tienen, quien sabe donde quedaran las mias lo siento. »*

124 Plusieurs gazettes étaient publiées dans l'Empire espagnol au début du XIX[e] siècle, à Madrid, à Séville, à Mexico, à Caracas.

125 CML, 2, Santa Cruz, Escude Jaime à Juan Norberto Santiago, 29 octobre 1817 *« Supuesto que las Gacetas no llegan y las pocas que vemos no valen un claco suplico nos borre de la suscripcion por el ano que viene si se puede y sino lo verificara para el otro. »*

126 Santa Barbara Index [C-C 17] discretorio del Colegio de San Fernando au président des missions, Mexico, 7 février 1821 « *El 29 del proximo pasado enero recivi la de VR de 17 y 25 de octubre y 18 de noviembre que no ha tardado en llegar a mis manos quiera el cielo que esta tenga igual suerte para que con anticipacion haya noticia y se pueda formar una idea cabal de como estan las cosas y se prevenga con tiempo para los resultos de lo determinado por las Cortes. Y si el Ylmo senor obispo de Sonora va a visitar las Misiones sera para entregarse de ellas. Desde que empezo el nuevo sistema de gobierno juzgue que sucederia lo que esta sucediendo. Y estoy tan lejos de poner a bien que se entreguen las Misiones que me parece esta ocasion la mas propra para dar a conocer el trabajo y desinteres de los misioneros.* (…) *Estamos viendo cosas que pasan de cozazos y sucederan otras que no estaban escritas ni en los calendarios de Torres porque estan sus imaginaciones exaltadas y todo lo quieren reformar esos visionarios que no han tenido vision. Se ha decretado la extincion de los monacales ordenes militares hospitalarios, clerigos regulares e excipcion de los esculapios y misioneros de ultramar interin se arreglan las Misiones etc (…). »*

Les missionnaires californiens sont profondément inquiets des nouvelles qui sont transmises d'Espagne par leur frères de Mexico. Le rétablissement de la Constitution de Cadix, et par là même, la réhabilitation de la législation des *Cortes*, qui avait prévu la sécularisation des missions leur semble de mauvais augure. Pire, la révolution espagnole donne le pouvoir à des réformateurs libéraux, dont certains exaltés qui voulaient en finir avec les ordres religieux. Le retour des libéraux aux affaires avec le *Trienio Liberal* de 1820-1823 implique non seulement le maintien voire l'accélération de la volonté politique de séculariser, mais aussi la menace d'interlocuteurs et de législateurs plus radicaux et anti-cléricaux, et politiquement peu enclins à céder aux missionnaires. Au niveau local et régional, ces perspectives de réformes risquent d'encourager le gouverneur et l'administration vice-royale à prendre en main la question des missions, ce dont le préfet Payeras se plaint dans une longue missive adressée au Collège en juin 1821. Il se préoccupe de la conjonction entre les volontés de réforme dont il sait qu'elles ne datent pas d'hier, et la remise en vigueur de la Constitution de 1812. « Les projets de réformes », s'inquiète-t-il, « étaient restés à l'état d'appareil, de conversations », « mais maintant que la Constitution est proclamée (…) le gouverneur m'a dit plusieurs fois que son serment l'oblige à exposer au gouvernement ce qui se passait au sujet des missions ». Or le gouverneur « depuis son arrivée dans la province a manifesté sa volonté de savoir ce qui se passe ». Mais cette volonté n'est pas une bonne nouvelle car il exige du missionnaire « qu'il considère comme un séculier pour ce qui concerne sa gestion (…) qu'il traite avec lui, sans intervention de son prélat, comme cela était pourtant de coutume jusque là »[127]. Le gouverneur compte donc, grâce à la nouvelle constitution, traiter les missionnaires comme des subordonnés comme les autres et ne pas respecter l'autonomie de la branche ecclésiastique.

En réalité, les demandes du gouverneur Solá n'ont rien à voir avec les événements espagnols, mais la conjonction entre le rétablissement de la Constitution et ses demandes marquent une étape supplémentaire dans les atteintes portées au système des missions. Au fil des années, les missionnaires expriment une lassitude grandissante voire un écœurement face à une administration

127 Correspondancia Santa Barbara [C-C 9], Payeras au gardien et au discretorio du Colegio de San Fernando, 18 juin 1821. *« Estos son mis PP venerables los proyectos de reforma entre otros que ordinariamente se oyen a SS. Hasta aqui todo havia parado en cocas, aparatos y conversacion pero jurada la Constitucion sin mas orden superior que lo que ella neza me ha dicho varias veces que el juramento le obliga a hacer patente a la superioridad cuanto le ocurra acerca las Misiones. […] Desde que este señor llego a la Provincia manifesto sus ideas de saber cuanto hay y se hace en las Misiones. A pesar de esta verdad bien publica quizas pareciendo poco a este senor governador lo que las Misiones hacen en bien de la patria ha encontrado en estos ultimos dias con el grande secreto de considerar desde ahora a Fr N misionero de la mision de A como a Don N administrador de la hacienda o pueblo de A: es decir segun en carta y verbalmente se me ha declarado que considera ya al P Misionero N en lo espiritual como eclesiastico y en lo politico de su administracion como hombre politico y secular par exigirle inmediatamente y sin intervencion de su inmediato prelato como hasta aqui se ha acostumbrado y que sin mas trava podra entenderse con el. »*

bureaucratique qui fait des projets de réformes sans se référer aux réalités du terrain - « une chose est la théorie, une autre la pratique, une chose sont les contes, une autre l'expérience », écrit un missionnaire, tout en refusant que cette connaissance du terrain ne puisse venir d'un autre qu'eux-mêmes. Cette rhétorique n'est pas nouvelle ni réservée à la Californie. John Kessell montre par exemple le même discours chez les missionnaires du nord de la Sonora.[128] Dans ce contexte inquiétant, les franciscains du collège, à Mexico, évoquent l'initiative d'Iturbide en expliquant comment ils l'avaient associé au départ à la révolution en Espagne : « La suppression des couvents a causé une grande impression auprès du peuple. On a craint de grands désordres lorsque Iturbide a repris le cri de l'indépendance, en prenant pour prétexte que les décrets des *Cortes* attaquent la religion. » Mais ajoutent-ils, ils sont rassurés par son entourage, car « il a de son côté de nombreux européens de bonne tenue »[129].

Un élément déterminant dans le ralliement des missionnaires est l'engagement de la part d'Iturbide et ses partisans de proposer à Ferdinand VII la couronne de la Nouvelle-Espagne indépendante. C'est selon nombre d'entre eux, la raison principale qui les a poussés à prêter le serment de l'indépendance : « au temps où on nous a demandé de prêter ce serment, écrit l'un d'entre eux, on voyait l'Espagne sans sa Constitution primitive, le Roi privé de sa liberté, la Religion en péril, et d'autre part par le plan d'Iguala le roi Fernando VII était appelé [sur le trône] »[130]. De fait, les missionnaires se réfèrent constamment au roi Ferdinand VII, qui a été enlevé et forcé d'abdiquer par Bonaparte, pendant toutes les guerres révolutionnaires. À l'échelle de tout l'empire, Ferdinand VII représente alors l'unité et la cohérence de l'empire espagnol et aussi la résistance contre l'invasion et la révolution françaises, Napoléon (et par extension tout révolutionnaire) étant vu comme le propagateur des idées impies et ennemi juré de l'Église. À l'échelle de la Californie, les missionnaires font du monarque espagnol le père spirituel de la Californie et de ses missions. Par exemple au décès de Charles IV (et de sa femme) en 1814, les missionnaires rappellent leur lien avec ces monarques

> « qui à leurs frais nous ont conduit à ces conquêtes spirituelles. L'affection particulière de notre ordre pour les Rois Catholiques, l'amour et la gratitude de vassaux légitimes depuis tant d'années et le fait qu'ils sont les parents de notre auguste Roi Ferdinand exigent de nous que

128 JNE, 44 ½, 95, Suñer, San Buenaventura, 1826. Sur la Sonora, voir John L. KESSELL, « Friars versus Bureaucrats: The Mission as a Threatened Institution on the Arizona-Sonora Frontier, 1767-1842 », *The Western Historical Quarterly*, 1974, 5, 2, p. 151-162.

129 Santa Barbara Index [C-C 18] p. 398, Fr. Juan Cortes au père Payeras, Mexico, 5 mars 1821. « *Ha causado mucha sensacion en el pueblo la quitada de los conventos. Se temia mucho alboroto cuando el coronel Iturbide ha levantado el grito de independencia tomando por pretexto que con los decretos de las Cortes se ataca a la Religion y tiene de su parte a muchos europeos de buena conducta.* »

130 AASF n°1624, p.865 Sarria à Argüello, 14 avril 1825, San Carlos.

nous leur rendions nos hommages les plus fervents »[131].

L'historiographie a montré l'ambivalence de la référence à Ferdinand VII dans les mouvements d'indépendance. Les historiens nationalistes, et parfois certains historiens contemporains argumentent que cette référence n'est qu'un masque pour dissimuler leurs velléités indépendantistes. Marco Antonio Landavazo nuance ce jugement en expliquant comment et pourquoi on peut faire à la fois référence au roi tout en poursuivant l'indépendance, ou plutôt, l'autonomie.[132] Landavazo rappelle le rôle central du roi dans les institutions politiques de l'empire : centre et tête d'un royaume et d'un empire divisé, arbitre et source de justice, de la loi, des grâces et des privilèges, représentant de Dieu dans son royaume. Dès lors sa disparition comme référence politique menaçait la cohérence de l'édifice politique et de l'ordre d'une manière générale. Landavazo montre que la référence au monarque est alors une manière de faire face à la crise politique qui toucha l'empire à partir de 1808 et de l'abdication des monarques légitimes, en mettant par exemple en place un lien direct entre le local, légitime de fait, et le roi, sans la médiation d'institutions moins légitimes du fait de la situation révolutionnaire. Pour les missionnaires, la fidélité à Ferdinand VII est d'une part l'assurance d'un choix politique en faveur des ordres religieux et des missions, et d'autre part, la conviction, qui a ses origines dans le projet même de fondation de la Nouvelle-Californie, que les Rois Catholiques maintenaient un lien fort avec cette province. Leur invocation de Ferdinand VII permet aussi une explication *a posteriori* (en 1826) de leur consentement à l'indépendance et cristallise leur positionnement politique en faveur d'une monarchie conservatrice et protectrice de la religion et en particulier des ordres et des missions de propagation de la foi. À quel point les missionnaires croyaient-ils en la bonne foi d'Iturbide et lui faisaient confiance pour réaliser le plan d'Iguala ? Leur correspondance, notamment avec le Collège de San Fernando à Mexico, montre qu'il s'agit aussi d'un calcul qui tient compte de la situation révolutionnaire espagnole : parier sur Iturbide reste le moins mauvais choix. L'un des missionnaires fait part en mars 1822, alors que la nouvelle de l'indépendance de l'empire mexicain est connue dans la province, au capitaine espagnol José de la Guerra, de ses doutes quant aux promesses d'Iturbide et de la coalition de l'indépendance. « Je vous assure, dit-il, que si la péninsule [ibérique] n'était pas dans cet état, c'est-à-dire si je pouvais y être

131 *AASF*, 545, 13 décembre 1819, Mission La Purísima *« Son adjuntos bandos de SE y oficio del Sr governador de la Provincia que nos dicen murieron ya aquellos Reyes que a costa de su erario nos trajeron a estas espirituales conquistas. El peculiar afecto de nuestra orden a los Reyes Catolicos, el amor y gratitud de legitimos vasallos por tantos años y la sin par recomendacion de ser ilustres Padres de nuestro augusto Rey Fernando nos exigen imperiosamente que les hagamos los mas fervorozos sufragios. »* Charles IV et sa femme Maria Luisa moururent en janvier, respectivement le 2 et le 20, à Rome où ils étaient restés en exil même après le rétablissement de Ferdinand VII sur le trône d'Espagne en 1814.

132 Marco Antonio LANDAVAZO ARIAS, *Máscara de Fernando séptimo*, Mexico, Colegio de México, 2001.

libre de persécution, je ne prêterais aucun serment [à l'indépendance] et m'en irais en courant, à supposer qu'ils nous laissent partir si facilement ». Selon le même, tout le programme du traité d'indépendance de Cordoba est « comme le bonheur des jours de noces », mais après « pour le meilleur ou pour le pire », « c'est toujours celui tombe qui paie » et pauvres de nous si le fandango commence ».[133]

Le raisonnement des missionnaires californiens est en grande partie guidé par les informations et l'inteprétation des événements transmis par leurs frères du collège de San Fernando. À cela, s'ajoute une dimension hiérarchique. Quelques jours après la reconnaissance de l'indépendance par le conseil convoqué par le gouverneur le 9 avril 1822, Francisco Vicente de Sarria rend compte par lettre à son supérieur, le frère Jose Señan, qu'il représente au sein du conseil. « Croyez-moi, il ne m'a pas fallu peu pour m'y résoudre » dit-il,

> « mais un incident fortuit (pour les hommes, car il n'y a pas de hasard pour Dieu) a grandement contribué à forger le jugement de ma conscience. En effet, dans le dernier courrier d'outre mer m'est arrivé par erreur de la part de l'évêque de Sonora la lettre qui aurait du parvenir au président des Missions de la Basse Californie, avec un ordre de prêter serment à l'indépendance, ce qui a achevé de me convaincre[134] ».

Au même moment, le gardien du collège de San Fernando à Mexico leur envoie un courrier leur intimant l'ordre de prêter le serment à l'indépendance, sans prendre la peine de donner plus d'arguments. Il leur demande

> « de recevoir les instructions que vous a transmises le nouveau gouvernement suprême et de vous y soumettre; prêtez le serment de fidélité au gouvernement actuel et obéissez à ce qu'il vous ordonne pour la paix et la tranquillité de l'Empire. (…) J'attends de votre obéissance religieuse et expérimentée que vous accomplirez à la lettre ce que je vous ordonne (…) et que vous vous efforcerez de démentir les rumeurs qui se sont diffusées dans cette capitale »[135].

---

133 DHC DLG, 6 [C-B 65], p. 6, Peyri à de la Guerra, San Luis Rey, 15 mars 1822 *« Es regular que dentro de poco no la hagan jurar [la independencia]; pero yo le aseguro que si la Peninsula estuviera tal cual, esto es que en ella me habia de ver libre de persecucion no juraba y no juraba sino que me iba corriendo supuesto que nos ofrecen la ida con tanta benignidad. Se me figura que este ofrecimiento y todo lo favorable en los articulos es como el alegrio de los dias de boda y que despues o por fas o por nefas o por si o por no o por...(ya me entiende) siempre lo pagara el caido y pobres de los pobres si llegara a empezar el fandango. Dios no lo permita y nos asista »*

134 Archivo de las misiones, General, 552 [C-C 4-5], Francisco Vicente de Sarria à Jose Señan, 14 avril 1822 *« Gracias a Dios hemos concluido las actas capitulares de nuestro Congreso de cuya resulta se juro la Independencia el 11 del corriente en Monterey, (…)* ***Creame VR que no paso poco en mi interior para poderme resolver a ello; pero una incidencia casual para los hombres aunque no hay ninguna para Dios contribuyo no poco para poderme formar el dictamen practico de mi conciencia.*** *Ha sido el caso de que en el Correo ultimo ultramarino llego a mi por equivocacion de la secretaria de la Mitra de Sonora Nuestro Diocesano la carta que debia haber ido segun intencion de S Ylma al que es Presidente de las Misiones de la Baja California* ***con un orden de jurar la susdicha Independencia****, lo que junto a otras particulares circunstancias acabo de determinarme.* » C'est nous qui soulignons.

135 Archivo de las misiones, General, 553 [C-C 4-5], Fr Jose Gaxol à Payeras, San Fernando de Mexico 18 avril 1822 *« Prevengo a VVRR reciban las providencias todas que ha expedido el nuevo y superior gobierno y se sujeten a ellas; que hagan el juramento de fidelidad al Gobierno presente y cumplan todo cuanto tuviere a bien mandar para la paz y tranquilidad del Imperio.(...) Espero de la religiosidad y experimentada obediencia de VVRR que*

L'enjeu est en effet de retrouver auprès du nouveau gouvernement, a priori favorable si on se fie au plan d'Iguala, au traité de Cordoba et aux assurances d'Iturbide, le crédit et le soutien nécessaires pour que ne se produisent pas au Mexique les mêmes réformes qu'en Espagne. On est en effet pour les missionnaires dans un moment de grande incertitude, et il faut aussi agir stratégiquement afin de s'assurer qu'ils peuvent continuer à accomplir leurs objectifs.

Cette prise de position n'abolit pas pour autant le sentiment national des missionnaires, au contraire. Dans sa lettre au gouverneur expliquant les raisons de son refus de prêter serment à la constitution républicaine en 1826, le frère Felipe Arroyo de la Cuesta justifiait *a posteriori* son serment à l'indépendance en 1822 :

> « Je suis depuis que je suis né en Espagne, Espagnol. Je n'ai prêté serment qu'à l'indépendance de ces royaumes à la seule condition de leur fidélité au Roi d'Espagne ».[136]

L'étude de l'opinion des missionnaires pendant la campagne d'Iturbide montre qu'ils ne sont pas de fervents enthousiastes de l'indépendance, et qu'ils ne font le choix de prêter serment qu'à reculons, mais néanmoins convaincus qu'il s'agit de leur seule planche de salut dans la situation de l'empire. C'est d'ailleurs à ce manque d'enthousiasme qu'on peut attribuer l'absence de conflits armés sur le territoire californien. Pendant ce temps-là en effet, le gouverneur Solá reste quant à lui très engagé dans la défense de l'empire.

B. Des cadres militaires mobilisés pour la défense, mais inégalement concernés par la dynamique révolutionnaire

Les cadres militaires présentent un profil plus hétérogène et hiérarchisé que celui des missionnaires. S'y côtoient des membres originaires de familles espagnoles ou créoles de Mexico ou des grandes capitales régionales, et dont le passage en Californie n'est qu'une étape dans une carrière à l'échelle de la vice-royauté voire de l'Empire, et des officiers ou sous-officiers issus du rang. De plus, ils sont issus de vagues migratoires successives et de différents corps d'armée. Ces divisions sont à l'origine d'une certaine fragmentation de l'information, pas toujours partagée également au sein du même niveau hiérarchique. Il faut aussi distinguer entre la correspondance officielle et la correspondance privée. D'un côté, les gouverneurs transmettent aux commandants des quatre *presidios* les consignes officielles dans le cadre de la guerre (défense de la côte,

cumpliran con puntualidad cuanto les ordeno con estas letras patentes y que procuraran desmentir las voces que como llevo dicho se han esparcido en esta capital. »

136 AGN, Californias, 18, 24, p. 221 *« Soy desde que naci en la Peninsula de España, Español: no juré la independencia de estos reinos sino con la fidelidad al Rey de España."*

surveillance des suspects) ; de l'autre ils se transmettent, pour satisfaire leur curiosité, les informations concernant l'évolution de la guerre.

Parmi l'encadrement militaire, se distinguent le gouverneur et le commandant de Santa Barbara, tous deux espagnols, présents en Californie dans le cadre d'une carrière qui se veut impériale. Un troisième Espagnol, José María Estudillo, est lieutenant à Monterey.[137] José de la Guerra y Noriega est l'exemple typique de l'officier supérieur dont la Californie n'est qu'un poste temporaire dans une carrière à l'échelle de la vice-royauté, voire de l'Empire. Issu d'une famille de noblesse locale près de Santander, Guerra est arrivé à Mexico d'Espagne avec son oncle marchand, à l'âge de treize ans. À Mexico, il travaille pour son oncle et apprend la comptabilité. À dix-neuf ans, il quitte la profession de marchand pour entrer dans l'armée. Ses origines le font entrer directement parmi les officiers, comme cadet de la compagnie de San Diego en Nouvelle-Californie, en 1798. Il reste cependant à Mexico pendant deux années supplémentaires et travaille pour les bureaux en charge de l'approvisionnement de la Californie (*Habilitación General*), et devient à l'issue de ces deux années *alferez*, le grade suivant (à peu près l'équivalent de sous-lieutenant), recommandé par l'*habilitado general* (responsable des approvisionnement) pour qui il travaille. De la Guerra part pour Monterey en 1801, l'équivalent d'un exil « en Sibérie » pour sa famille à Mexico. Il s'agit a priori seulement d'une étape nécessaire mais provisoire. Il est presque immédiatement chargé du poste d'*habilitado* (chargé de la répartition des provisions et des salaires, et des comptes) de la compagnie de Monterey ; En 1802, il est chargé temporairement du commandement par interim de Monterey. En 1803, il épouse la fille du commandant de sa compagnie. En 1806, de la Guerra est promu lieutenant et est chargé des comptes du fort de San Diego. Sa carrière rapide fait des jaloux, tandis que son propre désir de faire carrière et ses origines nobles et espagnoles le rendent particulièrement conscient de sa place et de son rang. Aussi à San Diego entre-t-il dans une dispute avec Francisco María Ruiz, lieutenant également, au sujet de qui doit commander à San Diego (le commandement revenant par coutume à l'officier le plus gradé). Cet épisode rend compte à la fois de la place particulière que prend très vite José de la Guerra en Californie sur la frontière, et des tensions que cela engendre.[138] C'est à cette période que de la Guerra se met aussi à commercer en parallèle de ses fonctions militaires et d'*habilitado*, en relation avec ses cousins à Mexico, précisément à l'époque où les missions commencent à générer des surplus et où le commerce californien se développe.

137 Un tableau récapitulatif des officiers présents en Nouvelle-Californie en 1821 se trouve en annexe, tableau n°2.

138 Sur cet épisode en particulier, voir Louise PUBOLS, « Becoming Californio: Jokes, Broadsides and a Slap in the Face » dans Steven W. HACKEL (ed.), *Alta California: Peoples in Motion, Identities in Formation, 1769-1850*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2010, p. 133-139.

En 1810, il est nommé *habilitado general* à Mexico, et s'embarque pour San Blas, le port d'approvisionnement de la Californie pour gagner ensuite Mexico. Or à San Blas, il est fait prisonnier par les insurgés, pour n'être libéré par les troupes loyalistes que plusieurs mois plus tard. José de la Guerra se met alors au service de celles-ci à Tepic, et revient en Californie en mai 1811. L'échec de ce mouvement de carrière le conduit à développer son activité commerciale en Californie, comme il l'avait commencée avant son départ. Comme nous l'avons brièvement évoqué précédemment, José de la Guerra devient le pivot central de la commercialisation des surplus des missions et est au cœur des échanges commerciaux de la Californie avec les autres ports du Pacifique. Devenu proche des missionnaires, José de la Guerra entretient avec eux une correspondance abondante dont l'un des buts est ouvertement l'échange d'informations.[139] Il est résolument loyaliste, et d'autant plus opposé à l'insurrection indépendantiste qu'il a pu constater directement les désordres qu'elle provoque dans la vice-royauté et ses popres affaires.

À partir de 1815, le gouverneur est le colonel Pablo Vicente de Solá, lui-aussi né en Espagne. Il est le militaire le plus haut gradé du territoire. En tant que gouverneur, il est l'interlocuteur de l'administration vice-royale et en charge de la défense de la Californie. Par ailleurs, il envoie et reçoit de la correspondance de nature privée localement et à plus grande distance vers la Nouvelle-Espagne et l'Espagne. Il entretient une correspondance avec ses deux frères et une nièce en Espagne. Il a aussi un neveu lieutenant colonel à Mexico. Avant son poste à Monterey, il commande à Valladolid et la défend contre les rebelles en 1811 (José María Morelos, qui reprend la direction du mouvement insurgé après l'exécution du premier meneur, Hidalgo, est de Valladolid). Les sources primaires (témoignages contemporains ou a posteriori) lui confèrent un ardent patriotisme espagnol, et des idées libérales. Ces idées libérales correspondent notamment à sa promotion de l'éducation, l'encouragement de la lecture des journaux chez les jeunes fils de sous-officiers dans le but de promouvoir chez eux une réflexion politique, et sa distance vis à vis du projet missionnaire.[140] Dans sa correspondance, Solá s'inquiète de l'insurrection, à la fois en tant que telle, parce qu'il est Espagnol, mais également pour ce qu'elle signifie en termes de manques de ressources pour la Californie (interruption des approvisionnements).

On peut contraster l'attitude du gouverneur Solá avec celle du gouverneur de Basse-Californie en 1812. Le commandant de la frontière – ainsi qu'est appelée la zone désertique entre les deux

139 Louise PUBOLS, *The De La Guerra Family: Patriarchy and the Political Economy of California 1800-1850*, Thèse de doctorat en histoire, University of Wisconsin, Madison, 2000 ; L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios ».

140 Hubert Bancroft, History of California. Volume II. 1801-1824, San Francsico: The History Co., 1886, p. 208 (ci-après HHB2); Vallejo, 1, p. 140 et Alvarado 1 p. 42.

Californies – relaie au gouverneur Arrillaga à Monterey une série d'accuasions contre le gouverneur de Basse-Californie. « Il a entendu dire que le gouverneur accusait le Gouvernement d'être très tyrannique ; que tout l'argent partait en Espagne ; que seuls les Espagnols [les « *gachupines* »] avaient des postes ; que tant qu'il y avait une tête couronnée ou un gouvernement national, rien ne pouvait aller » À cette liste subversive succèdent des accusations beaucoup plus terre à terre, puisque le gouverneur est accusé de contrebande, de faire commerce, de négliger ses troupes de concert avec le président des missions.[141] On peut en déduire d'une part que le gouverneur de Basse-Californie semble proche des élites créoles critiques à l'égard de la domination espagnole qu'on peut trouver à Mexico ou dans d'autres grandes villes de Nouvelle-Espagne ; d'autre part, que du point de vue du commandant de la frontière, et probablement des autres officiers de la région, ce qui est surtout important, c'est sa négligence de son devoir envers sa province et ses soldats et que ses positions politiques en sont finalement le reflet. L'énoncé de ses opinions politiques subversives tiennent en effet en quelques lignes, là où les autres griefs tiennent sur trois pages.

Solá, de la Guerra et les missionnaires s'échangent leurs informations et les imprimés reçus, en les accompagnant de commentaires qui forment comme une conversation politique à distance, dont on suppose qu'elles ont également lieu lorsqu'ils ont l'occasion de se voir[142] :

> « Je réponds a vos deux dernières lettres en vous disant que je vous inclus les imprimés de Madrid et Mexico que j'ai reçus par le brigantin Señoriano et le dernier courrier. Vous les remettrez après les avoir lus a votre compatriote (*paisano*) et compère (*compadre*) [Jose de la Guerra y] Noriega. Vous y lirez de grandes choses et espérons que ces messieurs députés du Congrès achèveront la grande oeuvre qu'ils ont entreprise en des termes qui soient en faveur de la religion et de nos concitoyens. »[143]

Dans cet extrait datant de 1821, le gouverneur Solá laisse transparaître son enthousiasme pour la réforme libérale, tout en ré-affirmant son soutien à la religion ; ce positionnement n'est pas surprenant, à la fois parce que les réformateurs sont profondément catholiques, et que la politique sur la frontière californienne implique une coopération entre missionnaires et officiers,

141 PSP XIX, C-A 12, p. 316 Jose Manuel Ruiz, commandant de la frontière au gouverneur Arrillaga, 20 mai 1812, San Vicente.

142 Ces occasions ne sont pas très fréquentes. Les missionnaires, qui sont seulement deux par missions, ne se déplacent que rarement. Le gouverneur fait des tournées, et les commandants des places organisent des expéditions, mais qui les mènent plus volontiers vers l'intérieur occupé par les Indiens que vers les autres établissements. Ce sont donc dans les établissements proches ou qui combinent une mission, un *presidio* et/ou un *pueblo* que le plus d'échanges ont lieu. Les ports, et en particulier la capitale, ont le plus de chances de concentrer l'échange de nouvelles et les conversations.

143 DHC DLG, 3, 66 [C-B 62], Lettre de Solá à Luis Antonio Martinez, 10 avril 1821, Monterey. « *Respondo al contenido de sus dos gratas ultimas diciendole el que le incluyo Impresos de Madrid y Mexico que he recibido por el Bergantin Senoriano y ultimo correo mensal los cuales despues que los lea se los remitira a su paisano y compadre Noriega. Ya leera U en ellos cosas grandes y ojala que los señores vocales del Congreso Nacional acaben la grande obra que han emprendido en terminos que resulte mucho bien en favor de la religion y de nuestros conciudadanos.* »

particulièrement éprouvée à partir de 1817. Les deux Espagnols Solá et de la Guerra sont à rapprocher par leur détermination à défendre les droits de l'Espagne mais à distinguer sur leur positionnement par rapport aux missions. Malgré sa volonté qu'elles soient « en faveur de la religion », Solá est plus favorable aux réformes que son compatriote de la Guerra.

Hormis le gouverneur Solá et le commandant de Santa Barbara, José de la Guerra, les autres officiers supérieurs en Californie correspondent à un profil plus local, bien que l'un d'entre eux soit né en Espagne. Il y a cinq capitaines ; parmi eux, un seul est né en Espagne. Un est né en Basse-Californie, un autre est né en Haute-Californie. Deux sont nés au Mexique dans une région indéterminée. Trois sont à la tête d'un fort, deux d'un corps auxiliaire venu en renfort plus tardivement (1817-1819), infanterie ou cavalerie. Deux autres officiers, des lieutenants, sont commandants sans être capitaines, José Mariano Estrada, lieutenant, né en Basse-Californie et Manuel Gómez, commandant d'infanterie, arrivé en 1817, tous deux à Monterey. Parmi les autres lieutenants, au nombre total de six, un est né en Espagne (Jose Maria Estudillo), les autres au Mexique, dont l'un en Basse-Californie.[144]

Parmi ces officiers hauts gradés, on peut d'une part distinguer ceux qui sont venus dans les premières vagues migratoires qui fondent les établissements californiens (1776-1806) et d'autre part les renforts au moment de l'attaque du corsaire Bouchard (1817-1819). Ces deux catégories se distinguent moins par leur accès à l'information que par leur rapport à celle-ci, ainsi que par leur influence locale. Les « fondateurs », incluent les membres des premières expéditions et les jeunes nés sur place dans les années 1780 : José María Estudillo, José Mariano Estrada, Francisco Maria Ruiz, Luis Antonio et Santiago Argüello, Gabriel Moraga, Ignacio Martinez.[145] Sauf exception, leur horizon de carrière reste pour la plupart la Californie, ou la frontière.

Parmi les fondateurs, le troisième officier espagnol présent sur le territoire, le lieutenant José María Estudillo, présente un profil distinct des deux autres Espagnols, le gouverneur Pablo Vicente de Solá et le lieutenant José de la Guerra. Fils d'un officier espagnol, il est transféré directement sur la frontière (il commence sa carrière à Loreto, en Basse-Californie en 1796). Son horizon est plus limité du fait qu'il ne semble pas avoir de connexions ni à Madrid, ni à Mexico. Son profil est donc à rapprocher des officiers de la frontière avec sans doute un intérêt plus marqué pour le sort de la couronne espagnole. Solá, de la Guerra et Estudillo sont toujours cités ensemble dans les récits pour

144 Voir le tableau des officiers de Nouvelle-Californie, annexes, tableau n°3.

145 1782 Moraga, né sur place ; 1790-95 : Ruiz, Dominguez, Sanchez ; 1800-1801 : Maitorena, de la Torre ; 1806 : Estudillo, Estrada.

mettre en évidence leur dévouement à la cause péninsulaire, ce qui met en évidence une certaine proximité entre les trois hommes, malgré leurs horizons différents.

L'exemple de la famille Argüello est relativement typique de ces officiers d'horizon local, mais avec des connexions parfois plus lointaines. Luis Antonio Argüello, le commandant de San Francisco, est un fils du pays, né à San Francisco en 1784. Son frère, Santiago Argüello, est au même moment comptable de San Diego (et sera plus tard le commandant de ce fort). Leur père, José Dario Argüello, est en 1822 gouverneur de Basse-Californie, et a été gouverneur provisoire de la Haute-Californie (1814-1815). Né en Queretaro (Nouvelle-Espagne), il a commencé son service sur la frontière en Sonora avant de venir en Haute-Californie où il a notamment contribué à la fondation du *pueblo* de los Angeles et été commandant de deux garnisons, d'abord à Santa Barbara puis à San Francisco. À eux trois, ils forment donc un petit réseau local, représentant des natifs qu'on appellerait bientôt les *Californios*. Luis Antonio Argüello s'est illustré localement dans sa défense du territoire contre les Russes et les Américains. Il a fait toute sa carrière à San Francisco. Le troisième frère, Gervasio Argüello, est *habilitado general*, responsable des fournitures pour toute la Californie ; du fait de ses fonctions, il réside à Guadalajara.[146] Il est certainement une source d'information pour ses frères en ce qui concerne la campagne de l'indépendance. Cette correspondance probable n'a pas été conservée, au contraire de celle avec José de la Guerra y Noriega. Nous avons eu l'occasion de citer une de ses lettres dans laquelle il envie la tranquillité dont jouissent les Californiens en comparaison de l'intérieur du Mexique et semble globalement partisan de l'ordre, sans expression toutefois de fidélité particulièrement marquée. Par leur père également, gouverneur de la Basse-Californie à Loreto, ils peuvent avoir des informations dans la mesure où le sud de la péninsule est beaucoup plus proche des événements (comme en témoigne aussi la correspondance de Jose Manuel Ruiz). On peut noter que les Argüello sont liés aux Moraga par le mariage.

La deuxième catégorie, qu'on peut appeler les « Mexicains » sont des officiers arrivés plus tardivement, notamment à la tête des compagnies de renfort de Mazatlán, ou de San Blas : Manuel Gómez, Pablo de la Portilla, José Antonio Navarrete. Ils sont distincts au sens où ils ont vécu la plupart des troubles de l'indépendance en tant que soldats ou officiers plus proches du cœur des événements ; ils sont venus en Californie en renfort, au moment de la menace corsaire (1816-1818). Il est difficile de déterminer leur réseau et leur opinion politique du fait du manque de sources. On peut peut-être en déduire une intégration fragile. On peut noter que Gomez semble se placer dans un

146 Il meurt en 1828 à Guadalajara après avoir été élu suppléant du député de Haute-Californie au Congrès mexicain.

horizon distinct des autres : Portilla, Haro, del Valle s'intègrent sur place et notamment participent au jeu politique dans les années 1820, tandis que Gómez quitte le territoire en 1822[147]. Dans leur cas, ce n'est pas tant leur accès à l'information que son rapport à celle-ci qui tranche avec les autres officiers en Californie.

Les autre capitaines et les lieutenants sont intégrés eux aussi dans un réseau de correspondants, mais d'envergure plus régionale. En plus de leur réseau familial, ils peuvent compter d'une part sur les communications officielles, surtout s'ils sont commandants de leur place, d'autre part sur les nouvelles apportées par les navires, surtout s'ils sont en poste dans la capitale, Monterey. Les liens avec la Basse-Californie sont particulièrement utiles, celle-ci étant à la fois relativement proche de la Haute-Californie et des terrains d'opération au Mexique. Par exemple, José Manuel Ruiz, commandant sur la frontière en Basse-Californie, transmet régulièrement des nouvelles (reçues par ses propres amis) de l'insurrection à son frère, Francisco María Ruiz, commandant de San Diego, ainsi qu'à d'autres officiers, comme Maitorena, à Santa Barbara.[148] En 1821, il transmet qu'

> « un autre ami m'écrit que Mazatlán, Rosario, San Blas et Tepic et toute la côte ont déclaré l'indépendance; et que Monsieur Iturbide a mené plusieurs batailles et en est sorti vainqueur à chaque fois. Il est probable que ceux du Sud [de la Californie] vont s'entendre avec eux, ce qui fait que je vais rester sur la frontière jusqu'à la fin de ces troubles parce que je suis certain qu'ils ne vont pas arriver jusqu'ici[149] ».

Dans cet extrait on constate la circulation des nouvelles, non seulement officiellement, mais entre amis. On y lit également un certain attentisme, et un non engagement pour un côté ou pour l'autre, en attendant des nouvelles définitives. La répartition de ces officiers en deux groupes reflète leur expérience distincte de la décennie révolutionnaire, tout en n'étant pas fixe. Jusqu'à l'indépendance, les officiers locaux (Argüello, Estudillo, notamment) ont plus d'influence que les officiers arrivés plus tardivement. Ce sont ces officiers qui affirment leur voix contre le gouverneur Solá au moment de l'indépendance.

Solá, décrit comme un libéral, a toutes les raisons de s'opposer à la campagne d'Iturbide : né en Espagne, membre de l'administration impériale et libéral convaincu, le mouvement en faveur de l'indépendance qui s'inscrit en partie dans un rejet des réformes libérales espagnoles est peu susceptible de le séduire. Aussi, dans les années 1820-1821, le gouverneur est-il plus mobilisé que

147 Manuel Gómez avait épousé une des filles du Estudillo mais elle décède peu avant son départ.

148 Jose Joaquin Maitorena, de Santa Barbara, est de la famille de Jesus Maitorena, gendre de Jose Manuel Ruiz.

149 DHC DLG 4, n°8, p.211 Jose Manuel Ruiz à Jose de la Guerra y Noriega, 10 août 1814 « *Otro amigo me escribe que Mazatlan, Rosario, San Blas y Tepic y toda la costa que claman la Independencia; y que el senor Iturbide ha tenido varios choques y que en todos ha salido victorioso, no vaya a ser el diablo que los sureños tenga inteligencia con estos con que mejor es que me mantenga en mis Fronteras hasta ver en que paran estas boricas porque se de positivo que aqui no han de alcanzar.* »

jamais pour faire triompher la cause espagnole. Par exemple, en avril 1820, il donne l'ordre aux commandants d'organiser des compagnies de défense constituées de civils, appelées les « compagnies de royalistes fidèles ». [150] Il compose aussi des vers pour dénoncer Iturbide et ses « mensonges », qu'il fait apprendre à l'école de Monterey, où les jeunes fils des soldats du *presidio* les apprennent :

> À bas Iturbide
> Et sa bande
> À bas ses partisans
> La Californie
> Bien que sans défense
> Toujours courageuse
> Résistera à ses mensonges
> De son bras fort[151]

Ce positionnement du gouverneur explique son comportement à la réception des nouvelles de l'indépendance en janvier 1822. Entre cette date et le mois d'avril, on assiste à un flottement en Californie, pendant lequel le gouverneur s'interroge sur la conduite à tenir, tandis que ses subalternes, les commandants des garnisons, sont aussi informés des événements et ont un avis sur la démarche à suivre. José Argüello, gouverneur de Basse-Californie, interroge le commandant de Santa Barbara : « Pourquoi ce silence et cette indifférence ? Êtes-vous indépendants ? Si vous l'êtes, cela vous consolera d'apprendre que presque toute l'Amérique a succombé à l'Empire des Trois Garanties. »[152]

Mais le gouverneur Solá temporise. Pour lui, « l'immortelle, l'incomparable nation espagnole a des ressources importantes et nombreuses pour se faire respecter, non seulement de ses vassaux mais aussi de toute nation qui tenterait de l'insulter ». Son interprétation est que les documents reçus sont des « erreurs » comme « chaque jour ils vont [en] imprimer par milliers », que « l'indépendance est un rêve », et que « les documents n'ont pu être imprimés que dans un pays où l'on rêve ». Aussi

150 *Sin perdida de tiempo me pasaran ustedes una lista de todos los paisanos que existan en sus juridicciones de quince años arriba aptos para las armas incluyendose los invalidos utiles, pues trato de formar compañias de realistas fieles para lo cual conviene me relacionen las calidades que cada uno posea para la eleccion de oficialidad.* Solá aux commandants de Monterey et San Francisco, Monterey 9 avril 1820, p. 274

151 DHC Vallejo, 36, [C-B 36] p. 604. *« Muera Iturbide/Con su gabilla/Muera su gente/La California/aunque indefensa/siempre valiente/Resistira sus falsedades/Con brazo fuerte. »* Nous développerons au sujet de l'école de Monterey au chapitre 3.

152 DHC DLG, 4 [C-B 62], n°14 Jose Dario Argüello à de la Guerra, Loreto, 5 janvier 1822.« *Porque tanto silencio que os mostrais tan indiferente ? Sois independiente ? Si lo sois os servira de consuelo el que casi toda la America ha sucumbido al Trigarante Imperio.* »

doit-on « considérer avec mépris de telles erreurs ».[153] Le jour même de la proclamation de l'indépendance à Mexico, le gouverneur Solá demande au commandant général des provinces intérieures de lui transmettre au plus vite les nouvelles de l'insurrection, s'il en a.[154] Bien entendu, la Californie n'est pas la seule province de Nouvelle-Espagne ou de l'empire à recevoir les nouvelles avec un décalage temporel. Mais cette coïncidence met à nu à la fois l'intérêt profond de Solá pour les événements et le vécu asynchrone des Californiens au cours de l'insurrection. La formule du « rêve » souvent citée pour montrer à quel point la Californie est à l'écart des événements de Nouvelle-Espagne, montre surtout l'incertitude de la situation, et la stratégie des acteurs historiques en fonction de leurs informations et de leurs objectifs.

En 1822, le gouverneur Solá tente de mettre à l'écart les commandants créoles (ceux qui ne sont pas nés en Espagne). Mais il est difficile de dissumuler une telle information ; pendant l'entretien confidentiel, le porteur des nouvelles fait le récit l'indépendance aux officiers présents : Maitorena, Ruiz, Martinez, Argüello, Estrada. Mariano Guadalupe Vallejo rapporte que ceux-ci ne se laissent pas faire : « il se rendent chexz le gouverneur et sollicitent un entretien avec le gouverneur Solá afin d'exiger de lui qu'il leur permette de lire les courriers qu'il venait de recevoir ». Le gouverneur essaie alors de « les ramener à l'ordre, leur figure leur insubordination », mais « tout fut en vain ». En effet,

> « les officiers californiens avaient entendu dire qu'au Mexique s'était installée une Régence, que tous les États et les départements devaient envoyer au Congrès des représentants et que le patriotisme exigeait que le département des Californies au nom duquel ils parlaient soient aussi représenté au sein de cet auguste corps »[155].

Ce témoignage est postérieur d'une soixantaine d'années, et Mariano Guadalupe Vallejo le tient probablement de son père. Néanmoins il est représentatif de l'état d'esprit des officiers locaux, si on le croise avec des sources contemporaines. Cet épisode témoigne des dissensions entre le gouverneur et les officiers californiens au sujet de l'indépendance. Pour l'un, le patriotisme est de ne

153 State Papers Sacramento (SP Sac), VI, p. 44 [C-A 55] *« Que recibio sus papeletas e impresos que pueden imprimirse en un pais donde estan soñando pues sueño es la independencia ; « Cada dia iran estampando en sus imprentas millaradas de desatinos mas penetrado U as como yo de que la inmortal, incomparable nacion Española tiene muchos y grandes recursos para hacerse respetar no solo de sus vasallos sino de cualquiera otra nacion que intente insultarla debemos mirar con desprecio semejantes desatinos ».* Le style indirect provient de la transcription de ces documents par les employés de Bancroft.

154 SP Sac, VI, p.44 Solá au gouverneur de Basse-Californie, le 28 septembre 1821. *« Que ha escrito a los señores comandante general de las Provincias Internas Alejo Garcia Conde y Brigadier Antonio Cordero suplicandoles le den noticias sobre la guerra de insureccion que si el sabe algunas se las comunique prontamente. »*

155 Vallejo, p. 280-281*« No quedando ya a los oficiales californios motivo para dudar del triunfo de los insurjentes se dirijieron a la casa del gobierno, solicitaron una entrevista con el gobernador Solá con el fin de exijirle que les permitiese leer los pliegos que acababa de recibir : trato S.E. De llamarlos al orden, les enrostro su acto de insubordinacion y apelo al patriotismo de todos para que se desistiesen de su intento, pero todo fue vano : los oficiales californios habian oido decir que en Mejico se habia establecido una Rejencia, que todos los Estados y departamentos debian enviar al Congreso representantes y que el patriotismo exijia que el departamento de Californias en cuyo nombre hablaban fuese tambien representado en ese augusto cuerpo. »*

pas sanctionner l'indépendance de manière trop précoce, pour éviter de lui donner un caractère définitif, pour les autres, elle est un fait accompli et le (nouveau) patriotisme consiste à participer à la construction de la nouvelle sphère politique représentée par le congrès. L'indépendance n'est pas un événement comme les autres puisqu'elle remet en cause l'autorité du gouverneur, nommé par l'administration royale, et met en valeur ceux qui sont nés en Amérique au détriment de ceux qui sont nés en Espagne, surtout ceux qui se sont opposés à cette même indépendance. C'est à partir du moment où l'indépendance passe de « rêve », de projet virtuel radical à une réalité palpable qu'elle devient l'occasion de divisions en Californie au sein des officiers, entre le gouverneur et ses subalternes. Nous avons une fenêtre dans les débats générés par la reconnaissance ou non de l'indépendance au travers de quelques sources qui nous permettent de comprendre comment la Californie en est arrivée à se rallier sans résistance à l'indépendance et aussi les débats qui ont pu l'agiter entre la réception de la nouvelle de l'indépendance en janvier 1822 et la réunion du conseil du 9 avril 1822, décrite en introduction, qui donne une impression d'unanimité. Tandis que le gouverneur temporise, les commandants de la frontière, font pressions sur lui. C'est le commandant de San Francisco Luis Antonio Argüello qui mène le mouvement et s'adresse à ses officiers en prenant à parti le gouverneur :

> « D'après moi, ces documents sont les preuves inéquivoques qu'à l'heure actuelle, mais même depuis longtemps à Mexico, dans l'Amérique du nord, notre tronc maternel dont nous sommes les bas, la totale indépendance de la vieille Espagne est établie […]. Le plus vraisemblable pour moi, c'est que au vu des papiers en question, le courrier doit lui donner l'ordre de proclamer et de faire prêter serment à l'indépendance dans cette province. En effet, à partir du moment où la cour exige un représentant, nous devons supposer qu'avant cela la cour veut que nous publiions et prêtions serment au nouveau système qu'ils ont mis en place. Dans le cas contraire, […] ce serait vouloir l'effet sans la cause ce que tout esprit doué de raison rejette. Voilà messieurs les raisons convaincantes pour ne pas se rendre coupable d'une compromission à laquelle nous nous exposons à cause de ce secret. Par conséquent, je suis d'avis que vous exigiez de monsieur le gouverneur une déclaration honnête au sujet de tout ce qui concerne cet heureux événement public […]. Le fait que le gouverneur ait dit que cette province n'était pas en état ni en situation d'envoyer un député à Mexico car cela n'a jamais été la coutume ne me paraît pas une raison suffisante dans la mesure où le gouvernement n'ignore rien de tout ceci et appelle et demande un tel député. Dès lors, il faut obéir sans examiner les motifs du notre nouveau gouvernement. Si malgré tout il résiste à clarifier la chose, on peut exiger de lui un certificat de cette représentation afin que nous soyons à l'abri de ses remontrances du fait de ne pas avoir obéi à ses ordres supérieurs. »[156]

156 DSP Presidios, XI [C-A 32], p. 30, Luis Antonio Argüello aux officiers de la garnison, 11 mars 1822, San Francisco *« Estos papeles segun mi modo de pensar son pruebas inequivocas de que en la actualidad y aun de mucho tiempo aca en Mex ahora de la America septentrional y tronco materno de que somos brazos esta ya establecida la total independencia de la antigua España [...] Yo tengo por lo mas verosimil el que estando ya las cosas como estan segun me instruyen estos papeles en el dicho extraordinario debe venir segun el origen de donde lleva la marca le intima de que se publique el bando y jure en esta Provincia la Independencia sin demora pues una vez que se exige de la corte un representante de aqui para ir alla hemos de suponer que antes de esto quiere la misma corte se publique y jure vivir arreglados al sistema que ella tiene de nuevo establecido de lo contrario seria ir alla un Diputado representante de una Provincia que no ha jurado ser individuo pues no juro la ley de Nacion ; en una*

Dans cette adresse aux officiers de sa compagnie le 11 mars, Argüello prend à parti le gouverneur (absent) devant ses subalternes, pour lui demander formellement de reconnaître l'indépendance, afin d'obéir et de ne pas compromettre le territoire par son silence. Son raisonnement montre qu'il n'a pas eu accès à toutes les informations, et en particulier au courrier reçu par le gouverneur. En effet, il est obligé de déduire que le courrier en question donne ordre au gouverneur de faire prêter serment à l'indépendance en Californie, et Argüello lui demande formellement d'obéir. Il s'agit donc clairement d'un défi d'un commandant à son gouverneur. En même temps, la position hiérarchique de ce-dernier est fragilisée si en effet l'indépendance a eu lieu et si le nouveau gouvernement a les moyens de s'imposer en Californie. Ce document atteste un nouveau rapport de force dont les officiers locaux semblent vouloir tirer parti.

Néanmoins, si Solá veut s'asssurer que l'indépendance est irréversible, il n'est pas prêt à mettre tous ses efforts pour lutter contre le fait accompli. C'est du moins l'opinion du commandant de San Blas en 1821 pour qui « le gouverneur de Haute-Californie est dégoûté de son poste, du fait du quasi abandon dans lequel le gouvernement antérieur a laissé sa province et la nécessité de trouver des recours contraires à son caractère et à l'ordre mercantile qui ont heurté sa réputation ». Il en déduit que « Solá ne s'efforcera pas trop de s'opposer aux justes bienfaits de notre régime indépendant.[157] Il est possible enfin que Solá prenne ce temps entre janvier et mars pour s'accorder sur la conduite à tenir avec les missionnaires, comme le suggère une lettre du gouverneur au préfet des missions, le père Payeras, datée de février 1822 : il lui demande « de parvenir à une opinion ferme, sans laquelle on ne peut agir », et de travailler avec lui à une meilleure « uniformité dans leurs idées à tous

palabra seria querer antes el efecto que la causa lo que todo racional rechaza. Estas señores mios me parecen razones convincentes para no dar lugar a un comprometimiento a que se nos espone por el silencio por lo que es mi parecer que Uds en persona exijan de este Señor gobernador una ingenua declaracion de todo lo perteneciente a la publica felicidad que haya recibido de la Corte mexicana en este ultimo extraordinario por nuestro gobierno haciendole ver con la mayor sumision las razones que lo motivan molestar a SS segunda vez. El haberles dicho este Señor que esta Provincia no esta en estado o caso de mandar Diputado a Mex por no haberse acostumbrado no me parece suficiente razon pues aquella corte no ignora todo esto y no obstante llama y pide dicho diputado desde luego se debe obedecer sin examinar los motivos que tiene nueva forma de gobierno. Si aun con todo esto se resiste poner la cosa en claro se le puede exigir una certificacion testimonio fe constante de esta representacion para que salvos siempre que seamos reconvenidos por el Supremo Gobierno de indiferentes en el exacto cumplimiento de sus superiores ordenes. »

157 PI, 23, Ex 12, 116-21. Gonzalo de Ulloa, Commandant de San Blas à Pedro Celestino Negrete, gouverneur du Jalisco, 1er janvier 1822. *« Debo manifestar a VE consiguientemente a las noticias con que me hallo y he podido adquirir ser constante el disgusto con que vive en dicho destino de Gobernador de la Alta California el referido Don Pablo de Solá por casi el abandono del govierno anterior en que estaba su provincia y precision de buscar contradictorios recursos a su caracter y al orden mercantil que le han trahido gran difama concecto de los contribuyentes de que se aqueja bastante; y asi mismo por no haber sido analogo a su temperatura y genio dicho lugar haviendo en consequencia pedido por repetidas veces se le relevo; de que debe deducirse no tomara el citado Solá mucho empeño en contradecir el justo benefico sistema de Independencia adoptado por todas las Provincias del Ymperio en circunstancias de desear vivir en ellas y mayormente dejandose a su eleccion continuar o no sirviendo en su actual empleo de governador de que es muy natural desista. »*

deux », tandis que la nouvelle « se diffuse toujours plus ».[158]

Le gouverneur et ses officiers supérieurs sont sur le qui-vive concernant les nouvelles de l'indépendance. Ils cherchent tous à défendre à la fois l'empire et la Haute-Californie. Mais la nouvelle concrète de l'indépendance met au jour une divergence entre les officiers et Solá, les premiers étant plus pressés de la reconnaître que le gouverneur et se saisissant de l'événement.

C. Vassaux fidèles, sergents zélés, jeunesse séduite

L'observation à l'échelle des sous-officiers, pour lesquels on a plus d'informations, permet de se placer à la charnière entre la hiérarchie et le reste de la population, pour laquelle il est difficile d'en recueillir, en dehors des mesures de mobilisation dont elles sont l'objet. Ces sous-officiers sont d'ailleurs la base à partir de laquelle se forment par la suite les nouveaux cadres du territoire, les *Californios*, ceux-là même qui ont laissé leurs mémoires orales ou écrites dans les années 1870. Concernant la disponibilité des nouvelles de la crise de l'empire, les sources administratives contemporaines entrent en contradiction avec ce que rapportent dans leurs histoires-fleuves les Californiens Juan Bautista Alvarado et Mariano Guadalupe Vallejo. En effet, ceux-ci affirment que les gouverneurs Arrillaga et Solá décident de cacher les détails des événements liés à la crise de l'empire. Le gouverneur Arrillaga aurait fait jurer aux personnes qui en prennent connaissance par accident de ne pas dévoiler ces informations, de peur que de telles informations ne suscitent un esprit de rébellion au sein de la population californienne, en particulier parmi les autochtones. Les commandants des places fortes sont chargés de maintenir le calme.[159] Le gouverneur Solá (1815-1822) aurait repris la même politique. Or d'après les archives provinciales, le gouverneur fait bien publier les proclamations du vice-roi au sujet de l'insurrection d'Hidalgo en 1810. En 1811, avec un an de délai, le gouverneur reçoit du vice-roi à la fois la nouvelle de l'élection de députés aux *Cortes* et celle des désordres dans la vice-royauté. Le vice-roi transmet de Mexico le 23 septembre 1810 sa proclamation à tous les habitants de Nouvelle-Espagne « sur les événements politiques du pays, leur conseillant la conservation de la paix, l'obéissance et la confiance en les autorités, l'union, l'amour et la fraternité entre tous », une proclamation reçue, sans commentaires, le 28 septembre 1811 par le gouverneur, qui la fait rendre publique.[160] Le 25 septembre 1810, le vice-roi avait également transmis

158 SP Sac, 18, 2, 22 février 1822, Monterey, Solá à Payeras. *« Le suplica que seá bueno que escribiendo menos haga mas por que cada dia se difunden mas y adelantan poco en sus ideas, por la poca uniformidad en las de ambos y sentira mucho que suceda como hasta aquella fecha que no ha tenido firmeza en sus determinaciones (el Prefecto) por lo cual no se puede obrar que es necesaria para el pronto remedio de los males que se experimentan »*

159 Vallejo, p. 112

160 PSP XIX, C-A 12 p.290 Vice-roi Venegas aux habitants de Nouvelle-Espagne, Mexico, 23 septembre 1810, Mexico. *« Proclama sobre los sucesos políticos del pais, aconsejandoles la conservacion de la paz, obediencia y confianza*

les « souveraines dispositions pour l'élection de députés aux *Cortes* Générales d'Espagne qui devaient se réunir sur l'île de León au mois d'août antérieur ».[161] Le gouverneur reçoit également des nouvelles de la « révolution de Caracas », mais pour celles-ci, on n'a pas de trace de leur transmission.[162] En réalité, il s'agit probablement de la part de Vallejo et Alvarado de la montée en généralité de l'attitude du gouverneur à la réception des nouvelles de l'indépendance en janvier 1822. Pour le reste, le caractère militaire de la frontière californienne implique de limiter la diffusion du message révolutionnaire, notamment aux populations indiennes.

Les officiers intermédiaires sont en position d'être en contact avec certaines informations, de manière plus ou moins officielle. Lors des branle-bas occasionnés par les moments les plus critiques, comme lors de l'attaque du pirate Bouchard, ils sont convoqués par les commandants pour prendre part aux préparatifs, comme en cette instance racontée par Alvarado :

> « Estudillo, avec le calme pompeux qui lui était propre, exposa les raisons qu'il avait d'avoir réuni ce conseil des officiers et des sergents. Il exposa en premier lieu qu'il était bien connu de tous que dans grand nombre de provinces espagnoles en Amérique se produisait dans toute sa force un mouvement révolutionnaire destiné à nuire aux intérêts du roi d'Espagne. Ensuite, il fit allusion à l'arrivée à Monterey de la goélette commandée par le capitaine rouge, qui bien que faisant flotter pavillon des États-Unis d'Amérique du Nord n'était autre que l'avant-garde d'une invasion étrangère d'insurgents qui venaient en Californie avec des intentions funestes à la tranquillité publique de la péninsule et préjudiciable à l'honneur et à la dignité du souverain d'Espagne à qui ils devaient tous l'obéissance. »[163]

Lors de ces réunions militaires où est présenté un plan d'action décidé par le supérieur, et que les subalternes doivent exécuter, les événements ne sont pas débattus, mais présentés unilatéralement sous une certaine lumière. Comme on peut le constater dans cet extrait, reconstitué très *a posteriori* à partir de récits du père (Ignacio Vallejo) au fils (Mariano Vallejo), le lieutenant Estudillo admet les troubles impériaux, en les présentant d'emblée comme une rébellion illégitime sur laquelle ils partagent tous le même avis. L'emploi du terme « nuire » (« *perjudicar* ») présente sous un jour particulièrement négatif les rebelles. Le lieutenant a recours à deux procédés : l'invocation de la

---

en las autoridades, union, amor y confraternidad entre todos. »

161 PSP XIX, C-A 12 p.290 Vice-roi Venegas au gouverneur des Californies, 25 septembre 1810, Mexico Élections des députés aux Cortes.

162 PSP XIX, p.288 et 298 Vice-roi Venegas au gouverneur des Californies. 16 novembre 1810, Mexico. *Circula real orden sobre revolución de Caracas.*

163 Alvarado, 1, 8, p. 137 *« Estudillo con aquella calma pomposa que le era peculiar espuso las razones que tenia por haber pedido aquella junta de oficiales y sargentos : espuso en primer lugar que bien sabido era por todos como en gran numero de las provincias españolas en America existia en toda su fuerza un movimiento revolucionario destinado a perjudicar los bien entendidos intereses del rey de España, en seguida hizo alusion de la llegada a Monterey de la goleta mandada por el capitan colorado que no obstante de flamear el pendon de los EEUU de la America del Norte no era sino la percursora de una invasion estrangera de insurgentes que venian a california con miras funestas al sosiego publico de la peninsula y perjudiciales a la honra y dignidad del soberano de España a quienes todos debian obediencia. »*

menace directe contre le territoire, et l'atteinte à l'honneur du souverain, et par ricochet, des militaires.

Parfois, ces sous-officiers sont en position d'intercepter des conversations, du fait de leur présence au fort quand ils se trouvent au bon endroit au bon moment, comme Ignacio Vallejo,

> « qui avant d'entrer dans le bureau de Son Excellence avait entendu le courrier faire le récit des détails de la révolution, lui fit la remarque qu'il était un peu tard pour prendre des mesures secrètes et que de son point de vue le meilleur moyen était d'envoyer des circulaires à tous les capitaines des quatre garnisons et de les exhorter à surveiller la troupe d'un œil vigilant et qu'ils n'admettent pas dans leurs quartiers des personnes suspectes ou aux principes relâchés. »[164]

Ignacio Vallejo, le père de Mariano Vallejo qui écrit ce récit bien plus tard, est mis en valeur dans cet extrait où il est présenté comme donnant des conseils au gouverneur. Dans leurs mémoires, Alvarado et Vallejo mettent souvent en valeur l'esprit d'initiative de leurs aînés. Par un procédé généalogique, ils désirent démontrer leur propre valeur, au travers de leurs pères, tout en excusant le maintien de ceux-ci à des grades subalternes du fait de leurs origines et de leur éducation.[165] Il y a dès cette époque des tensions entre les officiers intermédiaires, typiquement les sergents, qui voient leur avancement limité par le système impérial, à cause de leurs origines modestes et de leur manque d'éducation, comme l'illustre une anecdote, encore rapportée par Vallejo. Le lieutenant José Maria Estudillo demande un jour au sergent Ignacio Vallejo de lui apporter son briquet, ce à quoi Vallejo lui répond que « les soldats du Roi ne peuvent réaliser de besognes serviles ». Estudillo lui répond, non sans esprit de répartie, qu'il lui demande en tant qu'ami, et non en tant que soldat.[166] Deux systèmes de relations sociales parallèles sont ainsi mises en évidence : celles fondées sur l'honneur militaire de servir le roi, celles fondées sur les obligations liées à l'amitié, qui peut exister entre inégaux[167].

Mais il ne serait pas juste d'y lire l'existence d'une conscience créole aussi développée que dans

---

164 Vallejo, 2, 9, p. 112 *« Don Ignacio Vallejo que antes de entrar a la sala del despacho de S.E. habia oido el correista narrar los pormenores de la revolucion hizo presente que era ya tarde para tomar medidas secretas y que a su parecer el mejor modo que habia era mandar circulares a todos los capitanes de los cuatro presidios e instarles para que cuidasen la tropa con ojo vijilante y no admitiesen el los cuarteles personas sospechosas o de principios relajados. »*

165 Pio Pico proteste ainsi dans ses mémoires contre le manque de reconnaissance à Dolores Pico qui pourtant par ses faits d'armes avait largement contribué au maintien des missions, Pico, p. 6 et Alvarado,1 1 p.172. Voir aussi Vallejo, 1 p. 237, quand Pico et Vallejo par leur ruse démasquent Bouchard. Ce procédé leur permettait de montrer qu'ils venaient de familles de valeur, seulement empêchées d'accéder à la reconnaissance sociale à cause du système colonial, argument qui pouvait faire mouche dans le contexte étatsunien des années 1870.

166 Vallejo, 1 p. 257.

167 François-Xavier Guerra, entre autres, a montré comment les « amis » pouvaient aussi être des inégaux, rendant difficile la distinction entre « amis » et « clients », « l'amitié » étant dans les cultures méditerranéennes le lien par excellence entre deux personnes. Comme dans l'Antiquité romaine le mot “amis” est l'un des mots clés du vocabulaire politique.Voir Francois-Xavier GUERRA, *Le Mexique: de l'Ancien Régime à la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 133.

les grands centres urbains, favorisée par l'éducation dans les collèges royaux et d'éventuels voyages. Ces sergents forment la souche des officiers subalternes locaux qui réclameront plus d'autonomie locale à la génération suivante. Ils sont pour la plupart originaires du nord du Mexique (Sonora, Sinaloa, Ancienne-Californie) et ont commencé leur carrière dans les rangs, puis été caporal, à la tête de la garde d'une mission avant d'atteindre le grade de sergent. S'illustrer dans les combats, en particulier contre les Indiens (et ces combats étaient nombreux) peut permettre cette relative ascension. Par ailleurs, au-dessus du grade de caporal il est nécessaire de savoir lire et écrire.[168] Parmi les figures emblématiques de ces officiers intermédiaires, on peut citer les frères Carrillo, Ignacio Vallejo, Luis Peralta, les frères José María et Dolores Pico. Ces officiers, bien que souvent parmi les premiers arrivés sur le territoire, ne parviennent jamais ou presque au-delà du grade de sergent.[169] Luis Peralta est plusieurs fois recommandé pour être nommé sous-lieutenant, mais ne l'obtient jamais. José María Pico obtient ce grade à la veille de sa mort en 1819. Certains d'entre eux obtiennent une petite concession de terre, voire une responsabilité particulière : charge de l'élevage destiné à l'entretien des soldats de la garnison, le *rancho real* (Dolores Pico), *comisionado* (représentant du commandant) au village (Peralta). Les trois frères Carrillo, respectivement sergents et cadet dans la compagnie de Santa Barbara, sont les beaux-frères du commandant de Santa Barbara, José de la Guerra y Noriega. Leur ascension et leur accès à l'information dépend beaucoup de ce lien-là.[170]

Des informations circulent donc au sujet des insurrections dans l'empire. En plus des nouvelles interceptées par les sous-officiers, des pamphlets déposés sur le rivage, quand ce ne sont pas les équipages des navires qui parlent ou encore des émissaires qui sont envoyés en Californie par les insurgés de Nouvelle-Espagne[171]. En 1812, le commandant de San Diego, malgré la découverte de pamphlets en faveur des Bonaparte sur la plage, ne constate « aucune malice parmi la population ».[172] Jose Maria Liceaga, engagé auprès des meneurs de l'insurrection mexicaine Hidalgo et Morelos dès 1810, aurait envoyé en Californie un émissaire déguisé en saltimbanque, un certain Maldonado, probablement entre 1814 et 1822. Cet artiste éveille les soupçons en restant avec sa troupe au même endroit pendant un certain temps et en sollicitant les soldats par leurs cadeaux,

168 Pour un descriptif des soldats des *presidios*, voir Leon G. CAMPBELL, *The First Californios: Presidial Society in Spanish California, 1769-1822*, Los Angeles, L.L. Morrison and C.S. Morrison, 1972.

169 Dates d'arrivée ou de naissance en Californie :1774 Ignacio Vallejo 1776 Luis Peralta 1790 Jose Maria et Dolores Pico, peut êre les fils de Santiago Pico, arrivé en 1776 ; Carrillos nés sur place 1783-1791 ; 1790-95 : Pico, Dominguez, Sanchez ; 1800-1801 : Maitorena, de la Torre.

170 L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 18-24.

171 Alvarado, 1, p.203 donne l'exemple de l'interception d'une conversation au sujet des troubles de l'empire.

172 PSP XIX, C-A 12, p.320 Francisco Maria Ruiz à Arrillaga, 19 juin 1812. *« No advierto en la gente malicia alguna »*

leurs repas, et de les convaincre par leurs discours subversifs, notamment contre les missionnaires franciscains. Juan Alvarado, un jeune garçon d'une dizaine d'années à l'époque, se souvient qu'il leur disait que

> « les frères [franciscains] étaient de très bons joueurs à “pile ou face”: quand la monnaie tombait sur le côté face, les missionnaires gagnaient, et quand elle tombait côté pile, les Indiens perdaient. »[173]

Alvarado précise que les Indiens ne comprennent pas la plaisanterie, mais que les missionnaires qui ne comprennent que trop bien, « tremblent et se mettent en garde ». Alvarado ajoute que par contraste « les idées nouvelles...font des prosélytes dans la jeunesse » et que « la roue révolutionnaire tourne déjà en Californie ».[174] Dans le cadre californien, le potentiel de la révolution s'exprime donc sous la forme, finalement déjà ancienne, d'une remise en cause du pouvoir des missionnaires sur les « temporalités ». Les richesses des missions, leur puissance commerciale et leur pouvoir sur la terre fait des envieux, mais la religion n'est en aucun cas remise en cause dans sa place dans la société. Cette jeunesse mentionnée par Alvarado, c'est en fait la génération des fils de sergents, officiers de grade intermédiaire dont l'avancement est limité par leurs origine et leur manque d'éducation que nous venons d'évoquer.

Alvarado, de son point de vue postérieur et libéral, disqualifie les néophytes comme incapables de comprendre le message de l'émissaire. Il s'exprime sur le fait que les Indiens auraient dû légitimement prendre leurs distances contre les missionnaires qui les oppressaient. En contact constant avec les missionnaires dans le cadre de la mission, les néophytes sont certes exposés à la version des missionnaires au sujet de ces événements. Ils perçoivent surtout les divisions, plus anciennes, entre militaires et missionnaires à leur sujet, puisqu'il est fréquent qu'ils travaillent de manière plus ou moins licite dans les forts. De plus, des soldats sont toujours présents dans les missions comme membres de la garde. Cela pose dès lors la question de l'influence des missionnaires sur l'opinion des Californiens dans leur diversité sur ces événements, et sur la culture politique en Californie en général. Il faut remettre la réception de ces événements dans un contexte de culture politique d'ancien régime. Nous entendons ici par « culture politique », la relation à l'autorité et la hiérarchie, la perception de l'ordre social, et notamment la perception que chacun

173 Alvarado,1, 8, p. 122 *« Los frayles eran muy sabios jugadores a « cruz y pila » y que cuando la moneda se quedaba en el suelo de lado de la cruz los misioneros ganaban y cuando estaba del lado de la pila los indios perdian. »*

174 Alvarado, 1, 8, p. 122 *« Por supuesto los indios necesitaban que se delucidase mejor esa pase pero los misioneros que conocian su importe temblaron cuando la oyeron y se pudieron en guardia y a decir verdad ya era tiempo pues la bola revolucionaria ya estaba rodando en California y su huella ya se hacia perceptible sino con hechos palpables a lo menos con las nuevas ideas que promulgava y que hacian proselitos entre la juventud. »*

avait sa place dans au moins un corps constitué et était en relation avec son monarque. Cette culture politique est à mettre en relation avec la perception de la guerre, dans le contexte particulier de la frontière. Les soldats et les colons sont venus pour conquérir et occuper la terre californienne au nom du roi et pour convertir les Indiens. La rivalité avec les puissances européennes en Amérique du Nord a déjà été l'une des origines de la guerre de Sept Ans et par ricochet de la fondation de la Californie.

La difficulté de suivre à distance les changements intervenus depuis la fin du XVIII[e] siècle, et au premier chef par l'indépendance des États-Unis d'Amérique du Nord en 1776 est illustrée par une série d'anecdotes relatées par Juan Bautista Alvarado. Le commandant José María Estudillo, du fort de Monterey, guette les navires qui arrivent du large, afin d'identifier leur pavillon (et leurs intentions) avant qu'ils n'arrivent au port. Alvarado raconte comment, en 1822, après avoir échoué par trois fois à identifier des pavillons à l'aide de son guide, il le jette au sol avec colère en s'exclamant : « Trois pavillons consécutifs arrivés au port sans qu'ils ne soient dans ce maudit livre, qui doit avoir plus d'années que Jerusalem, ou bien sinon, c'est que toutes les nations ont changé d'étendard ! Je ne l'utiliserai plus désormais, je me contenterai de ce que me répondent les capitaines ». Ce dernier pavillon est en l'occurrence le drapeau mexicain.[175]

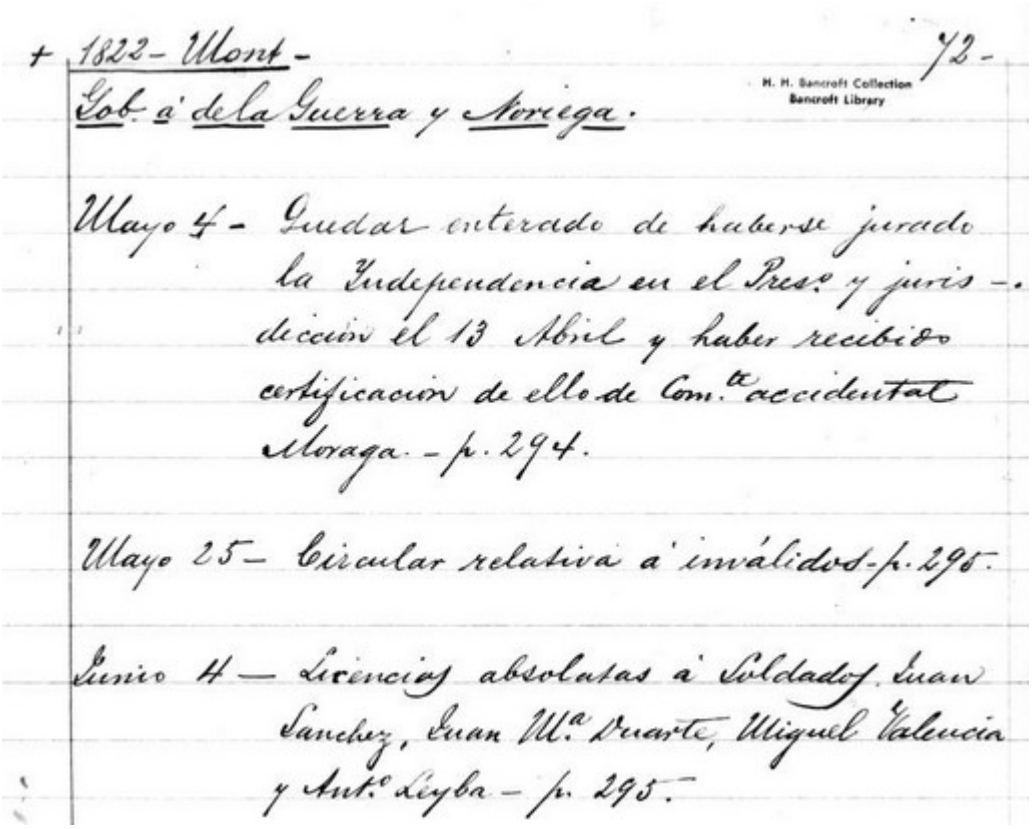
D. Proclamer l'indépendance mexicaine en Nouvelle-Californie

Suite aux injonctions des officiers, et convaincu qu'un gouvernement provisoire règne indépendamment de l'Espagne à Mexico, le gouverneur Solá convoque, comme nous l'avons vu en introduction de ce chapitre, les commandants et les représentants des missionnaires à statuer sur la reconnaissance de l'indépendance. La décision prise en commun, « d'exécuter les ordres » de la Régence, est le fruit des dynamiques de prises de position, en articulation entre le local et l'impérial, que nous venons de décrire. La proclamation de l'indépendance en avril 1822 dans tous les établissements de Californie est l'occasion d'une cérémonie mise en scène par les autorités pour suivre les rituels du pouvoir auxquels cette société coloniale d'ancien régime a été habituée. À Monterey, le conseil d'officiers et de missionnaires et le certificat de la proclamation de l'indépendance forment les premières pages des « archives législatives » californiennes. Elles décrivent brièvement la prestation de serment, d'abord par le gouverneur, puis par les membres du

175 Alvarado, 1, p. 194. *« Apenas Estudillo vio flamear el pendon mexicano (era la primera vez que lo veia) abrio su libro de banderas busco y rebusco mas como no encontrara algo que se le pareciese tiro al suelo su libro y exclamo « tres pabellones consecutivamente llegados al puerto no estan en este maldito plan que debe tener mas años que Jerusalem o si no es asi todas las naciones han cambiado su estandarte : en lo sucesivo no lo usaré mas, me contentaré con lo que me contesten los capitanes* ». Voir aussi p.132

conseil. Suivent les officiers, la troupe de la garnison, enfin les membres civils du voisinage, « *el vecindario* ». Un « acte si solennel » est accompagné d'une « majestueuse cérémonie d'Église », de « vivats continus », « de salves répétées de fusils et de canon, de musique, d'illuminations, et autant qu'il a paru convenable pour la complète célébration d'un jour si faste ».[176]

Les archives administratives contemporaines pour les cérémonies dans les autres établissement, du moins les copies qui nous en restent, sont très laconiques sur le sujet : la proclamation de l'indépendance est un fait enregistré parmi d'autres.


+ 1822- Ulont -

Gob.o d'ela Guerra y Norriega.

H. H. Bancroft Collection
Bancroft Library

72-

Ulayo 4- Quedar enterado de haberse jurado la Independencia en el Pres.o y juris-. diccion el 13 Abril y haber recibido certificacion de ello de Com.te accidental Moraga. - p. 294.

Ulayo 25- Circular relativa a' inválidos - p. 295.

Junio 4 — Licencias absolutas a' Soldados Juan Sanchez, Juan Ma. Duarte, Miguel Valencia y Ant.o Leyba - p. 295.

Illustration 3: La proclamation de l'indépendance dans les archives (copies des "Provincial Records" C-A 26 p.72)

La correspondance privée, diserte sur les dilemmes posés par le ralliement à l'indépendance, l'est moins sur les cérémonies de l'indépendance. Ce sont les souvenirs des Californiens qui sont les plus détaillés, au sujet de cet événement qui a dû être raconté de manière répétée lors des veillées, encore que ces récits confondent les deux cérémonies qui ont eu lieu pour hisser le drapeau, l'une organisée par le gouverneur Solá en avril 1822, l'autre par l'envoyé de l'empereur mexicain, en octobre 1822. Nous montrerons au chapitre 2 ce qu'implique en termes de rédéfinition de la relation à Mexico, cette deuxième cérémonie. Il est fort probable que les fastes, et notamment les symboles déployés lors de cette deuxième cérémonie sont bien plus importants. A priori, l'indépendance est

176 LR 1, p. 2-3.

proclamée formellement, à l'aide d'une messe, mais sans rupture symbolique majeure lors de ces cérémonies d'avril.

Jurer l'indépendance, même dans la perspective d'une arrivée prochaine de Fernando VII, avec le général Iturbide à la tête du conseil de régence, n'est pas accueilli par tous avec faveur. Certains ne s'en inquiètent pas outre-mesure, comme ce missionnaire qui soupire de soulagement : « par fortune, nous venons de reconnaître un empereur juste autant que chrétien et pieux ».[177] En revanche, le frère Sarria durant son homélie du dimanche 19 mai 1822 affirme que « les troupes qui ont juré l'indépendance ne jouissent plus du privilège de consommer de la viande les jours saints car cela avait été concédé au Roi Catholique ». Ce n'est qu'un point de doctrine théologique, mais qui souligne le problème de la transmission de sacralité entre la couronne d'Espagne et l'empire mexicain, et surtout l'utilisation qu'on peut en faire localement suivant la situation et ses objectifs. Ici, c'est une manière de la part du missionnaire de confirmer la continuité de son pouvoir, notamment spirituel, dans le nouveau contexte politique.[178] Certains enfin font en sorte de ne pas avoir à rompre leur serment envers le roi. Plusieurs sources indiquent que le serment à l'indépendance à Santa Barbara a lieu en l'absence du commandant, José de la Guerra y Noriega, et que les officiers n'ont pas participé non plus. Le fait que cela soit resté relativement discret dans les sources tend à nous montrer que dans un premier temps, l'essentiel est l'obéissance, et non pas forcément l'enthousiasme. Ce n'est que plus tard que les agents du gouvernement mexicain demandent des gages de loyauté et cherchent à exclure ceux qui ne semblent pas assez fidèles au projet de l'indépendance, notamment sous la pression des tentatives de reconquête espagnole.[179]

Les Amérindiens ne sont pas indifférents au changement, qu'ils font dialoguer avec leur propre organisation politique et leurs relations avec les missions et les forts. Les réactions varient, notamment en fonction du degré d'intégration des individus ou des groupes au système politique espagnol. À Monterey, c'est un indien christianisé qui prône l'obéissance et invite au calme ; à San Diego, un village brûle vif son chef en entendant la nouvelle. À Monterey, les jeunes gens sont apparemment prêts à « être turbulents » pour l'occasion. Il faut, pour « conserver la tranquillité » qu'un indien christianisé, José le chanteur, ainsi nommé car il est chargé des chants à l'église, mais aussi dans les bals, prenne la parole « du haut des escaliers de la chapelle du fort » et dise « à la jeunesse enthousiaste » que « l'obéissance aux supérieurs était une garantie pour la tranquillité

177 AASF, 4, 1, 95.
178 SP Sac., 28, 1-20
179 Angustias de la Guerra Ord, p. 15; procès de Valencia, 15 février 1830, DSP, Ben. Mil., 64, p. 318 [C-A 18]. Voir chapitre 2.

publique », tandis que les « jeunes inexpérimentés se laissent abuser par les apparences ». Les commentaires d'Alvarado et Vallejo sur la signification politique de leur agitation juvénile relèvent d'une interprétation *a posteriori*, mais renvoient aux tensions latentes liées aux freins mis à l'avancement de leurs pères, les sous-officiers de la frontière, et à la prise de position de Luis Antonio Argüello, confrontant le gouverneur espagnol Solá au sujet de l'indépendance.[180] La rupture de la relation à l'Espagne, sinon au roi, est en effet de nature à bouleverser la culture politique des Californiens. L'injonction à l'obéissance et la proclamation rituelle sont une manière de maintenir l'ordre social par la continuité des formes du politique. Au contraire de Jose le chanteur, un village amérindien près de San Diego intègre le changement politique à l'échelle de l'empire dans leur politique locale. Le missionnaire Boscana rapporte que ces villageois font une grande fête au cours de laquelle leur chef est brûlé vif, suite à quoi ils en choisissent un nouveau. Aux missionnaires qui leur reprochent leurs actes, les Indiens répliquent « vous avez tué votre roi, car il n'était pas bon ; eh bien nous, notre capitaine n'était pas bon, nous l'avons brûlé ».[181] Il est complexe de démêler les fils entre ce que Boscana a compris, ce dont il s'agit pour les Indiens et ce qu'ils disent au missionnaire. Mais du point de vue du missionnaire, c'est bien la confirmation du danger que représente ce bouleversement politique.

****

Nous avons analysé les origines et les formes de la fondation d'établissements militaires, civils et religieux, en Nouvelle-Californie, au nom du roi d'Espagne. Le projet californien commence par une revendication de souveraineté sur ce territoire vis-à-vis des autres puissances européennes, et par le biais de la conversion et (/par) la mise au travail des Indiens. La fondation de villages par la migration subventionnée de colons amende ce modèle et est la conséquence de premiers conflits sur

180 Alvarado, 1, p. 204 *« Contribuyo tambien a conservar la tranquilidad y a apagar el entusiasmo de la **juventud siempre novelera** el anciano indio Jose « el cantor » que montado sobre los grados del templo del presidio grito a sus discipulos diciendoles que la obediencia a los superiores era una garantia para la tranquilidad publica pues ellos respondian con sus vidas y bienes al pueblo por todos sus actos mientras que la juventud inexperta se dejaba engañar por las aparencias y ademas no tenia con que responder por los daños que su locura podria causar : esas pocas palabras pronunciadas por un indio que todos los jovenes amaban porque habian sido testigos de todos sus esfuerzos en favor de divertirlos (Jose el cantor cuando no estaba ocupado en la iglesia acostumbraba ir a cantar en los bailes de los particulares y nunca cobraba dinero por su trabajo) y hacerles pasar ratos agradables calmo el entusiasmo de todos los que se habian propuesto ser bullangueros (noisy) y desde ese momento reyno un espirity pacifico que se hizo uniforme entre todas las clases de la sociedad. »*

181 L'anecdote est relatée dans le traité de Boscana sur les Indiens Acâgchemen, dont il a existé plusieurs versions manuscrites. Une seule est à ce jour connue. Une version, datant de 1825 a été traduit en anglais par le résident étatsunien Robinson (et publié en appendice de son livre *Life in California*, publié en 1846), et c'est dans cette version qu'on trouve ce récit. Elle est reprise par Tuthill, 121-122. La Bibliothèque Nationale de France à Paris dispose d'une copie qui a permis sa publication en France, mais à partir d'un manuscrit de 1822, qui ne comporte pas les ajouts ultérieurs, dont ce récit Henry REICHLEN et Paule REICHLEN, « Le manuscrit Boscana de la Bibliothèque Nationale de Paris [Relation sur les Indiens Acâgchemen de la mission de San Juan Capistrano, Californie.] », *Journal de la Société des Américanistes*, 1971, 60, 1, p. 233-273.

la primauté du projet missionnaire ou militaire-royal en Californie. À leur tour, ces villages sont en conflit avec les missions, non seulement localement pour l'usage des terres, mais aussi plus généralement pour ce qu'ils signifient sur la nature des établissements californiens. La simple mixité entre missionnaires et villageois acte en effet que la Nouvelle-Californie n'est plus principalement une province de conversion, aux mains des missionnaires.

La Nouvelle-Californie est au début du XIX^{e} siècle une marche, une conquête tardive où les Amérindiens sont considérés partie prenante de la monarchie espagnole par l'intermédiaire des missions franciscaines, tout en se considérant eux-mêmes largement comme des entités politiques à part entière. Du point de vue de la couronne espagnole, son rôle est de protéger le cœur de l'empire, tout en étant perçue comme continuellement comme sous la menace du fait des rivalités impériales et des guerres européennes, qui peuvent se transposer dans l'Atlantique comme dans le Pacifique. Cela a des implications fortes au sein de la société californienne, très marquée par ce caractère défensif, et où l'obéissance et la loyauté au roi sont des valeurs cardinales, et bien souvent nécessaires à la survie. Il s'agit donc tout d'abord de se sauver soi-même en défendant l'empire. Mais contrairement à l'image d'une Californie anachronique, isolée et écartée des débats et des combats qui bouleversent la monarchie espagnole, le ralliement formel de la Californie et des Californiens à l'indépendance mexicaine en mars-avril 1822 est le résultat d'un processus de prise de décision et de confrontation. Le contexte local, la puissance des groupes amérindiens qui forment leurs propres organisations politiques au sein de villages parfois liés aux missions, les conflits entre le gouverneur et les missionnaires, le problème de la dépendance économique sont autant de facteurs qui s'articulent à la question du devenir de l'empire et de la loyauté à l'Espagne. Les réformes libérales constituent un puissant repoussoir pour les missionnaires, qui mettent la protection contre ces réformes avant leur lien à l'Espagne, il est vrai un peu distendu, bien que très présent, à partir du moment où ils sont partis en mission. Le lien avec le roi peut être maintenu grâce à la perspective que le trône soit proposé à Ferdinand VII. Dans le cas californien, la référence à Ferdinand VII a visiblement aidé au ralliement des missionnaires, qui jouent aussi le rôle de passeurs auprès des Indiens et de la population. La révolution libérale de 1820 en Espagne et les promesses d'Iturbide, telles que transmises par les Franciscains de Mexico, conduisent alors les missionnaires sur la voie du ralliement à l'indépendance. Une rivalité entre Américains de la frontière et Espagnols existe de manière assez discrète en Californie, ne se révélant qu'à certaines occasions, comme lors du conflit entre le jeune de la Guerra et le plus ancien Francisco María Ruiz pour le commandement de San Diego en 1807, ou encore la prise de position de Luis Antonio Argüello pour accélérer la

proclamation de l'indépendance en 1822, contre le gouverneur qui temporise. Cette prise de position est néanmoins un acte fondateur de l'affirmation d'une petite élite locale qui plus tard revendique le nom de « *Californios* », dont le noyau est constitué des fils des officiers de la frontières, subalternes et en mal d'avancement. Mais dans l'immédiat, pour les cadres militaires et religieux, l'essentiel reste de « maintenir la tranquillité ». La domination de l'armée et des missions facilite le passage à l'indépendance, du fait de la décision des officiers et des missionnaires de s'en tenir au registre de l'obéissance. Obéissance et loyauté sont des valeurs cardinales aussi bien dans l'armée que dans l'Église, même si la crise de l'Empire (abdication des souverains légitimes, invasion de la métropole) rend plus difficile la perception du référent de loyauté et d'obéissance.

Comme nous allons le voir dans les chapitres suivants, l'indépendance apporte des changements importants, plus que symboliques, le premier d'entre eux étant la citoyenneté des Indiens, qui implique notamment leur participation à l'élection d'un député pour siéger au congrès général du nouvel empire. Proclamée de nouveau en 1820, la Constitution de Cadix est en théorie la loi du sol, mais elle n'a pas vraiment encore connu d'application en Californie. C'est son application couplée aux premières mesures pour l'empire, qui vont mettre en branle d'importants changements politiques. Le renversement de l'empire et l'organisation d'une république fédérale mexicaine en 1823-1824 vont poser d'importantes questions sur la place de la Californie et des Californiens dans le nouvel ensemble politique et remettre en cause la participation des missionnaires, d'abord ralliés en 1822.

Chapitre 2 Héritage impérial et projet national. Repenser le lien entre Mexico et la Californie (1821-1829)

Quelle formation politique prend son indépendance en 1821, et comment l'observer depuis la Californie nous permet-il de répondre à cette question ? Telle est l'interrogation qui guide ce chapitre. Ce questionnement a fait l'objet de développements pour l'histoire des États-Unis, où les relations entre république, nation et empire ont été étudiées, notamment en lien avec la personne de Thomas Jefferson.[1] Le tournant impérial dans les études sur le monde ibérique a permis de relier la naissance du Mexique à la crise de l'empire espagnol et d'étudier la naissance des nouvelles nations dans ce contexte. Cependant, malgré ce tournant impérial, la chute rapide de l'Empire mexicain et la défaite mexicaine en 1846 succédant aux révoltes multiples et à la sécession du Texas en 1836 ont empêché de décrire l'histoire du Mexique comme un empire. Pourtant, le Mexique est bien confronté, notamment sur sa frontières nord, à des problématiques impériales.

Cette perspective nous paraît aussi intéressante en ce qu'elle permet la comparaison entre Mexique, États-Unis, mais aussi d'autres espaces de colonisation interne et externe, comme la Russie, dont Ann Laura Stoler a montré qu'elle faisait partie des modèles d'inspiration pour les colonies françaises, et les seconds empires coloniaux notamment français et britanniques.[2] Il s'agit donc de comprendre si et comment les gouvernants mexicains héritent des dynamiques nationalistes et néocolonialistes qui commencent à se développer avant l'indépendance en Espagne comme ailleurs en Europe. Pour analyser le succès des néo-Europe, c'est-à-dire les colonies de peuplement d'origine européennes, l'historien John C. Weaver a souligné la centralité du phénomène d'appropriation des terres et de sa légalisation par le droit. Le droit de propriété est selon lui central pour comprendre le phénomène de « ruée vers la terre ».[3] Le monde latino-américain est vu comme à la traîne, ayant échoué à coloniser ses terres frontières. Weaver identifie leur politique de la politique privée comme un facteur central : le Brésil et l'Argentine ont parfois cherché à s'inspirer,

1 Voir par exemple le travail de Peter S. ONUF, *Jefferson's Empire the Language of American Nationhood*, Charlottesville, University Press of Virginia, 2000 ; ou encore Thomas R. HIETALA, *Manifest Design: American Exceptionalism and Empire*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2003.

2 Ann Laura STOLER, Carole MCGRANAHAN et Peter C. PERDUE, *Imperial formations*, Santa Fe, N.M.; Oxford [England], School for Advanced Research Press ; James Currey, 2007.

3 John C. WEAVER, *The Great Land Rush and the Making of the Modern World, 1650-1900*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2003 ; John C. WEAVER, *La ruée vers la terre et le façonnement du monde moderne: 1650-1900*, Saint-Laurent, Fides, 2006.

mais trop tard et mal, des Anglais et des Étatsuniens. On constate en effet, comme nous allons le voir, une circulation d'idées et de politiques concernant la colonisation de peuplement. Au Mexique, des solutions britanniques comme américaines sont en effet évoquées et étudiées, parfois adoptées. Mais ces emprunts ne prouvent pas qu'il existe une norme, une solution-miracle : ils montrent que les gouvernants mexicains ne trouvent pas hors de propos de se comparer non seulement aux États-Unis, mais aussi à la Grande-Bretagne. Ils montrent aussi que confrontés à des problèmes propres, ils ne suivent pas aveuglément des modèles, mais réfléchissent à la pertinence de diverses solutions à ces problèmes. Adopter la perspective d'un « troisième pôle » proposée par les historiens François-Xavier Guerra puis par exemple Antonio Annino ou plus récemment Clément Thibaud pour les révolutions, permet de penser la conquête intérieure des pays latino-américains, ici le Mexique, comme une voie alternative. Dans cette troisième voie latino-américaine, la place des Indiens est centrale. En effet, l'indépendance du Mexique fait des Indiens des citoyens égaux. Or la situation des Indiens au Mexique varie selon les régions. Pour faire simple, on peut contraster les situations au cœur du Mexique, où les Indiens sont plutôt intégrés, souvent subalternes et à la frontière. Dans tout le nord du pays, des groupes nomades autonomes, défient la souveraineté territoriale espagnole puis mexicaine et attaquent les villages et élevages. La Californie côtière connaît une situation intermédiaire où la plupart des terres sont revendiquées par les missions franciscaines, dont dépendent une grande partie des populations amérindiennes. Les missions sont à la fois la marque de l'exceptionnalité de la Californie et la clef du contrôle territorial de cette frontière au moment de l'indépendance. La Californie apparaît ainsi comme un point d'observation privilégié du Mexique comme formation impériale, de la façon dont les gouvernants se saisissent de l'hétérogénéité territoriale mexicaine dans leur projet de construction nationale.

D'abord, la manière dont Mexico cherche à s'assurer du contrôle de ses frontières, et donc de la loyauté de la Californie dès les premiers jours de l'indépendance met en lumière le processus de construction d'une nation à partir de l'empire espagnol vu depuis ses marges. Ensuite, les élites mexicaines cherchent à définir une politique de la frontière qui corresponde à leur projet national, un projet moderne qui se distingue d'un ancien régime espagnol. Enfin, la puissance des missions et des missionnaires implique dans les faits de tenir compte de ces acteurs locaux et de la situation locale.

I - « Démarquer, organiser et consolider notre nouvel Empire » : la Californie dans l'Empire mexicain (1821-1823)

La Californie est une conquête récente de l'Empire espagnol. Quelle place a-t-elle dans l'Empire mexicain après l'indépendance ? Cette question rejoint la question posée dans l'historiographie sur la construction du Mexique à partir non seulement du royaume de Nouvelle-Espagne mais encore de toutes les possessions espagnoles en Amérique du Nord au sens large. Il s'agit de comprendre d'une part le processus de construction d'une nation indépendante après l'indépendance, mais aussi de comprendre l'héritage impérial du Mexique sur ses frontières. Les frontières du Mexique indépendant sont héritées au nord du traité des États-Unis avec l'Espagne, mais malgré leur tracé sur les cartes, ne correspondent pas à des zones effectivement occupées et gouvernées par des autorités espagnoles puis mexicaines. Cette partie a pour objet de montrer que l'objectif immédiat de la régence a été de s'assurer que la Californie ferait partie de son territoire. La démarche ainsi entreprise est un révélateur de la démarche territoriale du nouvel empire, entre affirmation du pouvoir sur une frontière à confirmer, voire à conquérir militairement et intégration politique d'une région périphérique.

A. La Haute-Californie, dans « l'abandon » et la « décadence » de « l'ancien système »

Dès le mois d'octobre 1821, la régence, le général Iturbide à sa tête, cherche à rassembler des informations au sujet de la Californie.[4] En l'absence de communications directes venues de Californie, la Régence se met en quête de la moindre information, d'abord via ses contacts administratifs, récemment mis en place notamment à partir des chefs de l'armée indépendantiste. Le conseil de régence s'appuie aussi sur la circulation des bateaux, y compris privés et marchands. Ces communications révèlent à la fois une distance et une méconnaissance de ce qui se passe en Californie et un argumentaire fort en faveur de sa défense et de son intégration dans le nouvel

4 À partir de l'indépendance, et sur la base légale des traités qui la sanctionnent, se met en place une administration. À sa tête, le général Iturbide, artisan majeur de l'Indépendance. L'indépendance est proclamée le 16 septembre 1821. Le 27 septembre a lieu un défilé triomphal pour entrer dans Mexico et le lendemain commence le nouveau gouvernement indépendant sous la forme d'une session du Conseil provisoire de gouvernement (*Junta provisional gubernativa*). Ce conseil y élit une Régence, détentrice du pouvoir exécutif, dont le Président est Iturbide. Le 8 novembre 1821, un décret établit quatre ministères (Secretarias de Estado y del Despacho Universal) :

- *La Secretaria de Estado y Despacho de relaciones interiores y exteriore*s, ministère de l'intérieur et des affaires étrangères (ci-après *Relaciones*)
- *La Secretaria de Justicia y Negocios Ecclesiasticos*, en charge de la justice et des affaires ecclésiastiques (ci-après *JNE*)
- *La Secretaria de Guerra y Marina*, en charge de la défense, de l'armée et de la marine (ci-après *Guerra y Marina)*
- *La Secretaria de Hacienda Publica*, en charge des finances (ci-après *Hacienda*).

empire.

Les premières communications au sujet de la Californie sont reçues par la Régence en octobre 1821. Les informations concernant la Californie ont pour origine le port de San Blas, qui dépend de la province de Guadalajara, elle-même appartenant dans le cadre de l'empire à la capitainerie générale de Nouvelle-Galice. Aussi l'interlocuteur administratif principal de la régence est-il le capitaine général de Nouvelle-Galice, Pedro Celestino Negrete. Lui-même s'appuie sur José Antonio Andrade, gouverneur de la province de Guadalajara.[5] Ce dernier recueille à son tour les informations venues du Pacifique et du golfe de Californie, à Mazatlán et à San Blas. Parfois, le commandant de San Blas communique directement avec Mexico, afin de fluidifier les communications. D'autres informations parviennent à Mexico par Acapulco, le port du galion de Manille sur la côte Pacifique.

Le gouverneur de Guadalajara, José Antonio Andrade écrit le 22 octobre 1821 que dans la perspective de « démarquer, organiser et consolider ce nouvel empire que nous devons à la Providence (et aux qualités du général Iturbide) », il s'est intéressé à la situation de la côte pacifique et du nord, et « a observé avec inquiétude le danger que courrent nos possessions de la Haute-Californie », « qui restent dans l'état d'abandon répréhensible dans lequel le gouvernement péninsulaire [espagnol] les a considérées ». Il poursuit en rappelant la localisation de la Californie et en décrivant l'état connu de ses forces. Il rappelle également la présence d'un établissement russe au nord de San Francisco « qui se développe considérablement grâce à ses échanges avec (…) San Francisco » et à la pêche à la loutre de mer « qu'ils exterminent par leur avidité ». Il avertit enfin que si « le gouvernement ne se charge pas du développement de la Haute Californie... et n'augmente pas sa population en la mettant en état de se défendre et se protéger », « elle sera la proie des Russes, des Anglais ou des Nord-Américains ». Andrade propose donc son interprétation de la signification de l'indépendance pour la Californie : c'est l'opportunité de passer de « l'abandon » au « développement », et cela pour « consolider l'empire ». À cette fin, il faut faire sortir la Californie d'un « ancien système », où « il n'a pas été permis au soldat de s'installer avec sa famille après la fin de son service par la concession d'un petit terrain afin qu'il développe l'élevage de bétail ». « Cette

5 Au cours de la campagne pour l'indépendance, Pedro Celestino Negrete (1777-1846) est à la tête de la campagne vers le nord-ouest. Il occupe Guadalajara le 13 juin 1821 qu'il laisse sous le commandement de Juan Antonio Andrade y Baldomar. Guadalajara était le siège de la commandement des Provinces intérieures (*Provincias Internas*) à la fin de la vice-royauté. Si les Californies sont exclues de ce commandement pour être directement administrées par le vice-roi, Guadalajara était néanmoins la capitale la plus en contact avec la Californie, notamment via la côte Pacifique, le golfe de Californie et leurs ports Mazatlan, Culiacan, Guaymas. Voir carte n°3 en annexe. Sur les avertissements envoyés à Iturbide au sujet de la Californie, voir aussi C. Alan HUTCHINSON, *Frontier Settlement in Mexican California: The Híjar-Padrés Colony and Its Origins, 1769-1835*, New Haven, Yale University Press, 1969, p. 97.

interdiction, indique-t-il, a été inévitablement du fait des missionnaires toujours jaloux de toute propriété qui ne tombe pas entre leurs mains ».[6] La question n'est donc pas de savoir si la Californie est loyale, mais comment la faire elle aussi passer de l'ancien au nouveau système, en développant la colonisation et le système de défense, ce qui nécessite de mettre fin à l'obstruction des missionnaires.

Quelques semaines plus tard, Andrade renouvelle ses avertissements contre les Russes qui « ont démontré leur désir constant d'aller toujours plus vers le sud » et dont « il faut présumer qu'ils l'envisagent d'autant plus en apprenant notre indépendance, qu'ils supposeront que nous sommes désorganisés ». De plus, « l'état similaire dans lequel se trouve l'Espagne peut les rendre capables de tout » et d'ailleurs « le gouvernement espagnol lui-même peut estimer qu'il lui serait avantageux de faire un traité avec la Russie en lui cédant les Californies », sujet qui, rappelle-t-il, a déjà été « sur le tapis » à l'occasion « du projet d'expédition [espagnol] contre nos frères du Rio de la Plata ».[7] Alors que l'administration impériale espagnole s'était rangée au pragmatisme vis-à-vis des Russes à la fin de l'époque espagnole, l'indépendance ravive les inquiétudes à Mexico.[8] Par contraste avec le Mexique et l'Espagne, la Russie semble en effet sortir renforcée des guerres napoléoniennes. Au départ donc, la menace espagnole ne transparaît qu'indirectement ; la fragilité de la possession de la Californie du fait de l'indépendance pourrait en effet attiser les convoitises des autres puissances impériales dont les yeux sont tournés vers le Pacifique. Cette crainte n'est pas neuve et avait été l'une des raisons de la colonisation de la Californie. Depuis la fondation des premières missions et des premiers forts, c'est l'un des sujets principaux de préoccupation de l'administration vice-royale au sujet de la Californie. C'est donc aussi un exemple intéressant de transmission d'informations et de passage de relais entre l'administration vice-royale et l'administration impériale.[9]

Le problème pour agir, c'est « qu'on ignore ce que pense le gouverneur Pablo Vicente de Solá et quels peuvent être les craintes et les espoirs des habitants [des Californies] », bien que les nouvelles

6 AGN, Provincias Internas (PI), vol. 23, Ex 14 et 18. Jose Antonio Andrade à Iturbide, 22 octobre 1821. (voir annexe).

7 PI, vol 23, Ex 16. Jose Antonio Andrade à la Régence, 10 décembre 1821.

8 Voir chapitre un

9 Cette transmission est incarnée pour ainsi dire dans les dossiers « *Provincias Internas* » et « *Californias* » ainsi que dans les dossiers concernant les Californies de la série « *Indiferente Virreinal* » des archives nationales mexicaines. Cela est plus particulièrement évident pour « *Provincias Internas* », une division administrative qui ne survit pas à l'indépendance. Dans ces cartons, on trouve à la fois des dossiers précédant l'indépendance et postérieurs à celle-ci. Le volume 23 de *Provincias Internas* contient des dossiers (*expedientes*) datant des années 1800 aux années 1820, qui concernent tous la défense de la Californie : surveillance des déserteurs américains enfuis de bateaux de commerce, livraison d'artillerie de Manille à Monterey, état des défenses californiennes, et surtout donc, relations avec les Russes. On ne peut que constater une excellente continuité dans la transmission des archives.

de l'indépendance et des documents tels que le traité de Cordoba[10] aient été transmis.[11] Les commerçants ou capitaines qui le connaissent pour l'avoir fréquenté pensent que le gouverneur Solá « voudra au moins rester neutre », « tant qu'il ne sera pas contraint ». Mais il n'est pas « probable qu'il veuille se mettre sous une autre protection, bien qu'il traite avec une relative bégninité et confiance les Russes ».[12]

En revanche, les informations concordent contre les missionnaires, qui seraient « opposés au [nouveau] système ». En mars 1822, quand on s'inquiète que « ladite province n'a toujours pas prêté serment sur l'indépendance », un capitaine de bateau fait le récit d'un événement auquel il a assisté : « un Père […] a même fait sortir de l'église comme excommunié celui qui portait le courrier adressé par la Régence de cet Empire aux gouverneurs des deux Californies »[13]. Un autre informateur confirme, plus rassurant peut-être, que « les Californies sont fidèles à notre système mais les frères des missions s'y opposent ».[14] Les missionnaires sont donc à la fois suspectés de s'opposer à l'indépendance et de freiner le développement de la Californie, ce qui les rend deux fois préjudiciables aux intérêts de l'empire. À l'occasion, des réformes sont proposées pour le moyen terme, par exemple que ce soient les missions qui « soutiennent » la province ; pour cela le futur gouverneur devrait « faire un traité avec les Frères » pour que soient « tiré des missions le nécessaire aux dépenses du pays », ce qui aurait l'avantage de les « contenter » puisqu'ils « garderaient la gestion [des missions] ». Il faudra néanmoins « mettre fin aux entraves qu'ils mettent à l'augmentation de la population et de la production », sujet sur lequel « il y aurait beaucoup à dire ».[15] Le même auteur de cette proposition rassure par ailleurs le gouvernement :

> « les Frères n'ont pas non plus intérêt à ce qu'une autre puissance les domine parce qu'ils savent qu'ils ne resteraient pas longtemps. Ils doivent avoir un intérêt à prêter serment à l'indépendance puisque les *Cortes* générales leur avaient retiré la gestion des temporalités ».

L'auteur fait ici référence aux réformes de la révolution libérale de 1820 en Espagne que nous avons évoquées dans notre premier chapitre et qui ont en effet été une cause de ralliement des missionnaires à l'indépendance. Mais dans le doute, quel est le meilleur parti à prendre ? Cet auteur

10 Pour rappel, il s'agit du traité d'indépendance signé par le vice-roi espagnol et le général Iturbide à la tête de l'armée dite des Trois Garanties par référence aux trois axes du plan d'Iguala qui marque l'accord entre forces indépendantistes.

11 PI, vol 23, Ex 16. Jose Antonio Andrade à la Régence, 10 décembre 1821.

12 PI Vol 23 Ex 13. Lettre anonyme et sans date, vers 1822. Réflexions inspirées par des commerçants habitués de la côte Californienne, comme Jose Bandini.

13 PI, 23, 17 Tarbes à Andrade, et transmis à Bustamante, capitaine général des Provincias Internas, 6 février 1822, copié à México le 12 mars 1822.

14 PI, 23, 17, Gómez à Bustamante 22 février 1822 « *Las Californias estan adictas a nuestro sistema pero los frailes de las misiones se oponen a ellas.* »

15 PI, 23, 13 Lettre anonyme et sans date, vers 1822.

préconise l'envoi « d'un officier avisé avec deux cents hommes » pour éviter que la Californie soit « prise par surprise » par un « aventurier » ou une « compagnie marchande...avec quelques forces de son gouvernement », un « danger peu probable mais possible ».[16] Les incertitudes favorisent l'apparition de rumeurs qui dans la continuité des inquiétudes du temps de la vice-royauté concernent surtout la Russie et les États-Unis. En mai 1822 par exemple, un certain Manuel Varela admet qu'il n'est pas parvenu à tirer au clair « la nouvelle que le gouverneur de la Haute-Californie s'est mis sous la protection du drapeau russe ».[17] Dans ce contexte, le gouvernement s'interroge en effet sur la pertinence d'une expédition militaire. Dès janvier 1822, le gouverneur de Guadalajara, Jose Antonio Andrade juge qu'elle serait « nécessaire » pour « assurer ces territoires à notre Empire et nous libère de la convoitise des Russes ».[18]

D'autres au contraire estiment que c'est la « dernière chose à envisager, du fait de son coût important ». C'est le cas du commandant du port de San Blas en janvier 1822 qui propose « d'utiliser d'abord les documents et papiers... en incluant des lettres avec les ordres du Prieur et de son conseil (*discretorio*)[19] du collège de San Fernando et quelques lettres pastorales des révérends diocésains ». Ces documents informeraient « le gouverneur, les capitaines, les officiers... le président des missions et les missionnaires … de l'intérêt que prend le gouvernement indépendant pour la conservation de tous les ordres qu'ils soient mendiants ou monacaux et les missions établies... pour la propagation de notre foi catholique ». Le commandant de San Blas n'est pas certain que ce procédé fonctionne, mais si devient nécessaire « une petite expédition militaire », « les esprits [seront préparés], l'opinion de ceux qui sont favorables à l'indépendance [aura pris] plus de force et nombre de ceux qui ne l'étaient pas le [seront devenus], au moins dans leur for intérieur » et ils « se manifesteront au grand jour et les adversaires seront vaincus sans difficulté ».[20]

16 PI, 23, 13 Lettre anonyme et sans date, vers 1822.

17 AGN, Californias, vol 45 Ex 17, Lettre de Manuel Varela à Don Agustín Fernández de San Vicente, 22 mai 1822 : « *Mi amado compadre: nada he podido adelantar en la aclaracion de la noticia que comunique a U hoy de que el Govierno de la Alta California se habia puesto bajo la proteccion de la bandera rusa.* »

18 AGN, Provicias Internas, vol 23 Andrade à Celestino Negrete, 9 janvier 1822, Guadalajara. « *Y por lo que respecta a recursos fuerza militar(...) demuestro mi juicio hacia la necesidad que hay de proporcionar una expedicion que asegure aquellos terrenos a nuestro imperio, libertandolos de la envidia de los Rusos que poco a poco se han ido introduciendo alli hasta establecer factorias.* »

19 Le discrétoire (*discretorio*) est l'assemblée de religieux élus qui forment le conseil du supérieur du Collège.

20 AGN, PI, vol 23, Ex 12 González de Ulloa, Comandancia de San Blas, 10 janvier 1822 au capitaine général de Nueva Galicia, Don Pedro Celestino Negrete à Guadalajara. *« Por lo tanto como quiera que una expedicion maritima con tropas sea lo ultimo que deba proyectarse por los grandes costos y consiguientes perjuicios convendria primero hacer uso de los mas utiles documentos y papeles que ilustren el conjunto de aquellos Presidios y Misiones dirigiendose al governador, capitanes y oficiales de Presidios y de las tropas auxiliares en terminos propios del caso en los pliegos de envio y al presidente y misioneros con inclusion de cartas ordenes del Prior y Discretorio del Colegio de San Fernando de Mexico y con algunas pastorales de los Reverendos Diocesanos significativas del interes que toma el govierno independiente por la conservacion de todas las religiones asi mendicantes como monacales y misiones establecidas para la pureza y propagacion de nuestra fe*

C'est cette solution qui est choisie par la régence. De son point de vue et de celui des officiers qui la servent, la réflexion est stratégique : ce serait une faute pour l'empire de ne pas s'assurer la possession de la Californie. Le moyen qui est retenu est à court terme comme à moyen terme de faire passer la Californie de l'ancien régime espagnol au nouveau régime mexicain, et pour cela d'une part de l'informer sur la « nature de l'indépendance » et d'autre part de s'occuper du problème que semblent constituer les missionnaires franciscains pour consentir à ce rattachement et pour développer la province au bénéfice de l'empire. Ces représentations sont héritées des conflits entre la couronne et les missionnaires datant de la fin de l'empire espagnol. On peut souligner enfin que nulle part il n'est question des Amérindiens dans ces discussions, bien qu'ils constituent la population majoritaire à la fois dans la région côtière où se trouvent les missions et les forts et surtout dans la région intérieure où des groupes comme les Yokuts, les Utes, les Mojaves et les Apaches vivent de manière autonome et souveraine.

B. « Instruire du véritable état de l'empire et uniformiser l'opinion au sujet de l'indépendance »

Le choix et les instructions de l'émissaire pour la Californie reflètent la façon dont est envisagée une « question californienne » de l'automne 1821 au printemps 1822. La focalisation progressive de l'attention du gouvernement sur les missionnaires se traduit dans le choix de l'émissaire. Il s'agit en effet d'un homme d'Église, un chanoine de Durango, une ville du nord du Mexique.[21] Bien que Durango ne soit pas à proprement parler une ville de la frontière, elle fait partie du commandement des Provinces intérieures de l'ouest.[22] Les missionnaires sont en effet la cible explicite de la mission du chanoine, qui doit « se faire reconnaître et écouter des missionnaires ». Pour cela, il est muni de « lettres accréditées de la part des prélats des missionnaires à la capitale » Mexico. Le gouvernement demande également à l'évêque dont dépendent les Californies de « faire tout ce qui lui paraît opportun pour le succès de l'entreprise du prébendier Fernández », et notamment lui demande « d'écrire des lettres pastorales aux religieux des Californies pour les persuader de la justice incontestable sur laquelle s'appuie la cause de notre glorieuse émancipation et en leur

catolica & con lo cual sino se consigue el fin tan legitimamente deseado se prepararan los animos, obrara con mas fuerza la opinion en los adictos y muchos que no lo sean se declararan por lo menos en su interior por ella y a la comparecencia, cuando sea preciso de una pequeña fuerza expedicionaria se manifestaran aviertamente, venciendose sin dificultad a los contrarios. »

21 Sur la nomination de Fernández, voir C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 107.

22 Par exemple en 1812, est instauré un conseil territorial (*diputación)* pour les Provinces intérieures, dont le siège est à Durango. Voir carte n°3 en annexe.

rendant manifeste les avantages spirituels et temporels qui doivent en être la conséquence ».[23] Il s'agit ainsi d'informer les missionnaires de la « véritable nature de l'Empire », parfois appelée « notre régénération politique », tout en jouant sur des ressorts hiérarchiques au sein de l'ordre[24]. « Il convient que la mission du prébendier soit tenue secrète jusqu'à ce que les circonstances permettent de la révéler sans danger ».[25] Ce secret montre qu'on est à la frontière entre mission diplomatique et mission intérieure dans cette affaire délicate.

À son arrivée, le chanoine ne peut que constater que formellement du moins, l'indépendance et l'Empire sont proclamés ; il procède pourtant à une seconde cérémonie, qui est l'occasion de hisser le drapeau mexicain. Ce qui frappe dans les récits de cette période, en particulier autour de la visite d'Agustín Fernández, ce sont quelques motifs, souvent d'ordre symbolique, qui ont marqué les esprits : le costume de l'émissaire, l'échange de drapeaux, les cheveux que les soldats ont dû se couper, le titre de « chanoine » (*El Canónigo*) par lequel on désigne avec une aura de mystère l'envoyé du gouvernement. Ces récits ont tendance à exagérer la rupture que représente l'indépendance. Par exemple, Alvarado souligne qu'à l'arrivée du chanoine, il était vêtu « d'une manière si particulière que personne n'aurait pu deviner d'où il venait et qui il était... il portait un costume qui n'avait jamais été vu auparavant en Californie »[26]. L'étrangeté vient probablement d'un costume sacerdotal inconnu en Californie, dont les habitants ne connaissent que ceux des missionnaires, mais elle est ici soulignée pour marquer a posteriori la différence entre les Californiens et le Mexique indépendant. Alvarado mentionne aussi que les Indiens apprécient le changement de symbole sur le drapeau, l'aigle mexicain leur étant plus familier, et pour cause, que le lion espagnol. Mais l'appréciation vient sans doute aussi des propositions du chanoine concernant leur citoyenneté. Juana Machado se souvient que les hommes reçoivent l'ordre de couper leurs cheveux, qu'ils portaient longs jusque là, « ce qui déplaît aux hommes comme aux femmes ». Cette anecdote, souvent citée, n'est jamais interprétée en l'absence de données sur les coupes de cheveux réglementaires dans l'armée mexicaine. En général, la coupe longue commence au tournant du XVIII[e] et du XIX[e] à être critiquée dans l'armée à cause du temps et éventuellement des provisions perdus à l'entretenir ; de plus, les cheveux longs commencent à être associés à l'aristocratie,

23 AGN, PI, vol. 23, Ex 21 27 avril 1822 à l'évêque de Sonora et Californies.

24 Décret de Herrera, AGN PI, vol 23 Ex 19 ; autre formulation, Ex 20 : *« uniformar la opinion de aquellos habitantes con los del resto del Ymperio e igualmente de instruir a los religiosos misioneros del verdadero estado de nuestra regeneración* política. »

25 AGN PI vol 23 Ex 21 Lettre de à l'évêque de Sonora et California, 27 avril 1822

26 Alvarado, 1, p. 195 *« Venia en esa embarcacion un personaje vestido de una manera tan especial que nadie podia adivinar de donde venia ni quien era ; en 1822 no era dificil distinguir las nacionalidades de las personas que visitaban a California pues los Españoles vestian de una manera muy distinta de los ingleses y los mexicanos(...)El individuo sentado en el bote del buque que hacia poco habia anclado no vestia traje antes visto en Californias. »*

justement à cause des soins qu'ils nécessitent, avec la Révolution française.[27] Apparemment il existait une « coupe de Monterey », inventée par le gouverneur espagnol Solá et le José de la Guerra y Noriega, alors commandant de Monterey. Cette coupe consistait en la tonsure du haut du crâne, avec les cheveux tressés à l'arrière, et était infligée à ceux qui étaient tirés au sort pour servir dans la compagnie de Monterey.[28] Il est difficile de savoir s'il s'agit de cette même coupe qui quelques années plus tard fait la fierté de Machado. En tout état de cause, cet acte a été vécu par certains Californiens comme porteur d'une rupture, visiblement non consentie, atteignant les hommes dans leur virilité et leur honneur. Présentant une scène de castration à peine voilée, la californienne Juana Machado raconte que son père revint avec sa tresse entre les mains et la donna à sa mère qui, affligée, se mit à pleurer en regardant la tresse.[29]

Le chanoine procède visiblement selon les instructions pour imposer l'autorité de l'empire tout en rassurant les missionnaires. Lors de sa première intervention publique, il « demande le silence » puis il « dit aux militaires et aux villageois qu'Iturbide n'est que le représentant de Don Ferdinand d'Espagne ». Celui-ci, leur assure-t-il, en tout cas d'après les souvenirs des Californiens, qui ont probablement entendu parler du plan d'Iguala et du traité de Cordoba par les missionnaires, « viendra bientôt au Mexique pour prendre les rênes de son Empire ». Comme ordonné par la régence, « il rectifie les impressions qui ont pu contrarier » les missionnaires : « le monarque s'entourera de conseillers reconnus pour leur piété et leurs sentiments humanitaires », « l'une de ses tâches principales sera de pourvoir magnifiquement le soutien du culte divin et d'améliorer le sort des missions de Californie, dont le bien être avait été délaissé par les vice-rois d'une manière scandaleuse ».[30] Il s'agit donc d'amadouer les missionnaires perçus comme hostiles et de leur faire accepter le changement comme un atout pour les missions et la religion. Cette focalisation sur les missionnaires contribue à expliquer les jugements négatifs qui entourent les récits de la visite du

27 La taille des cheveux a été étudiée dans le cadre des études sur la virilité et la féminité, ou encore les études sur le corps Alain CORBIN, Georges VIGARELLO et Jean-Jacques COURTINE, *Histoire de la virilité, le XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2011, vol.2, p. 68-69. Il n'existe pas à notre connaissance d'étude de ce type sur le Mexique, mais il y a deux articles sur la discipline et la liberté individuelle dans l'armée au sujet des cheveux longs aux États-Unis Donald R. HICKEY, « Andrew Jackson and the Army Haircut: Individual Rights vs. Military Discipline », *Tennessee Historical Quarterly*, 1976, 35, 4, p. 365-375 ; Donald R. HICKEY, « The United States Army versus Long Hair: The Trials of Colonel Thomas Butler, 1801-1805 », *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 1977, 101, 4, p. 462-474.

28 José María AMADOR, Lorenzo ASISARA et Thomas SAVAGE, *Californio Voices: The Oral Memoirs of José María Amador and Lorenzo Asisara*, traduit par Gregorio MORA-TORRES, Denton, University of North Texas Press, 2005, p. 36.« *Después de filiado el recluta le hacían tupé y valcarra. El tupé era que le afeitaban toda la mitad del frente de la cabeza, dejánole sólo a los lados la valcarra que caía sobre la cara y servía de patilla. La parte de atrás formaba la coleta que era entrenzado. Esto era tan ridículo que nadie se prestó a ello por su voluntad.* »

29 Machado, C-D 119, p.10; Témoignage de Juana Machado, dans Rose Marie BEEBE et Robert M. SENKEWICZ, *Testimonios: Early California Through the Eyes of Women, 1815-1848*, Berkeley, Heyday Books : Bancroft Library, University of California, Berkeley, 2006, p. 128.

30 Vallejo, p. 206.

chanoine, qu'ils soient contemporains ou postérieurs de la part d'officiers et de soldats qui attendent de l'indépendance une plus grande marge de manœuvre vis-à-vis des missionnaires, tout en partageant le jugement de ces derniers sur sa duplicité.[31] Pour Alvarado, cette duplicité s'exprime lors d'un repas où il affirme que « tout ce qui lui importe c'est la volonté du peuple souverain », ce qui d'après lui est une manière de dire que « l'opinion des missionnaires lui importe peu ».[32] Alvarado, ou ceux dont il tient cette conclusion, oppose donc « la volonté du peuple » et « l'opinion des missionnaires », ce qui est finalement plus révélateur sur les conflits en Californie que sur le positionnement du chanoine. Il n'y a pas pour les Californiens de « vraie nature de l'empire » mais seulement, comme le montre la duplicité perçue du chanoine, un potentiel changement à saisir, à interpréter.

C. « Qu'il s'informe de l'état de prospérité ou de décadence de nos possessions »

Les Russes et les Nord-Américains inquiètent les autorités à Mexico, San Blas et Guadalajara. Agustín Fernández doit profiter de son séjour pour « s'informer de ce qu'il y a à craindre des établissements russes et américains dans la région », « si les Américains ont descendu la Columbia et se sont installés dans les environs de San Francisco » et « si la force que les Russes ont dans le port de Bodega est respectable », et « tout ce qui peut intéresser le gouvernement ». Il doit également, « au moyen du nombre approprié d'exemplaires du Traité des frontières avec les États-Unis », « instruire les colons que la ligne de division ne doit pas dépasser le 42^{e} degré [de parallèle nord] ».[33]

Vu l'obsession du gouvernement pour la menace russe, l'émissaire se doit d'aller inspecter l'établissement russe de Fort Ross, au nord de San Francisco et d'y manifester, au moins de manière symbolique, l'illégitimité de leur installation. Pendant le mois d'octobre 1822, Agustín Fernández de San Vicente fait donc le voyage, escorté par le commandant de San Francisco Luis Antonio Argüello et le frère Payeras, auteur d'un rapport détaillé sur cette expédition. Sur place, le chanoine affirme la souveraineté mexicaine sur toute la Californie jusqu'au 42^{e} parallèle et demande l'évacuation de Fort Ross. Il interroge sur les intentions de la Russie les résidents russes en Californie dont certains l'accompagnent jusqu'à Mexico à son retour pour témoigner auprès du

31 C. Alan Hutchinson suggère que c'est le comportement d'un des membres de sa délégation, qui était déjà venu sur le territoire avec Francisco de Paula Tamariz en 1814 qui choque surtout les Californiens et les missionnaires. On peut faire l'hypothèse que c'était d'autant plus le cas que le rapport de Paula Tamariz avait été très critiqué par les missionnaires à l'époque. C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 107.

32 Alvarado, 1, p.217. HHB2, p. 459.

33 PI, vol 23, ex 19, Mexico 10 avril 1822.

gouvernement. En l'absence de la force militaire nécessaire, le chanoine n'a qu'un rôle symbolique et diplomatique concernant l'affirmation des frontières, mais son passage lui permet également de rendre compte au gouvernement sur la réalité de la menace russe telle qu'il a pu la percevoir sur place. Son évaluation du danger de la situation est influencée en Californie, mais aussi à son retour à Mexico par les alarmes des missionnaires, plutôt plus inquiets que le gouverneur Argüello, qui, du fait de son expérience en tant que commandant de San Francisco, exploite le commerce avec l'établissement russe plutôt qu'il ne craint leurs attaques. Peut-être peut-on penser que les missionnaires utilisent la crainte des Russes pour détourner l'attention du gouvernement de la réforme des missions et mettre en cause le gouverneur Luis Antonio Argüello.

En effet, au-delà des questions de loyauté, le séjour du chanoine Fernández met en évidence le désaccord entre son gouvernement, les missionnaires et les officiers californiens au sujet du « nouveau système ». Les missionnaires cherchent à défendre le système des missions. Les officiers, dont le gouverneur, veulent profiter de l'indépendance pour améliorer le sort des soldats. Enfin le chanoine Fernández entend promouvoir un gouvernement civil associant les Indiens comme citoyens, ce que ni les missionnaires ni les officiers ne jugent souhaitable.

Démontrant l'intérêt de son gouvernement pour l'état des missions, Fernández demande dès son arrivée un rapport détaillé à chaque missionnaire sur son établissement. Les missionnaires s'exécutent et fournissent des informations très détaillées, malgré leur ambivalence à ce sujet. Depuis le rapport Tamariz de 1814 qui, d'après eux, surévaluait la richesse des missions et en faisait un argument pour ne plus les financer[34], les missionnaires sont ambivalents au sujet de la transmission des informations. En effet, tout en se désolant du manque de connaissance du gouvernement de Mexico au sujet des Indiens et des missions[35], ils vivent, à juste titre, cette curiosité comme une tentative par le nouveau gouvernement, à l'image de l'ancien, de considérer les missions comme un « bien national » que l'État devrait gérer indirectement, par les missionnaires, ou directement, en mettant des administrateurs en charge des aspects matériels des missions. Il vaut mieux dès lors que les informations détenues par le gouvernement viennent directement des missionnaires, et éviter que des éléments isolés et non représentatifs de l'institution ne parviennent aux oreilles du gouvernement. Dans une circulaire adressée à tous les frères, le président Payeras demande ainsi à ses frères d'éviter les châtiments corporels, et de ne pas les infliger eux-même, car

34 Les missions de Californie étaient financées par un fonds propre, le fonds pieux des Californies (*Fondo Piadoso de Californias*) qui passe des mains des jésuites à celles du gouvernement (d'abord vice-royal, puis impérial et national) après leur expulsion en 1767.

35 Voir par exemple la lettre de Josef Pineda au capitaine de la Guerra, Santo Tomas le 3 octobre 1822, DHC Guerra, 5, [C-B 64] p. 104.

« dans le cas contraire nous en subirons les conséquences qui pourraient être graves »[36]. Payeras est pleinement conscient des enjeux : si le gouvernement, par le biais de Fernández, est convaincu que les missions sont une institution néfaste pour les Indiens, cela constituera un argument supplémentaire pour procéder à la sécularisation. « Le vœu du gouvernement impérial, martèle-t-il, est que ces citoyens vivent par eux-mêmes, libres ».[37] La critique formulée par Fernández à l'endroit des châtiments corporels est un élément de la même argumentation qui remet en cause l'utilité des missions pour faire des Indiens des membres de la société mexicaine, et met en avant les méfaits de ces institutions.[38] Mais Payeras se promet « d'informer l'Empereur de ce qu'il en est vraiment » des Indiens, qui ne « sont pas encore en disposition [d'être libres] ». Dans cette perspective, la mission du chanoine est relativement un succès puisque les missionnaires se sentent obligés de tenir compte des directives du nouveau gouvernement, même s'ils caressent l'espoir de faire évoluer la politique à Mexico.

L'élément nouveau qui va occasionner le plus de conflits et est révélateur des changements dûs à l'indépendance, c'est la décision du chanoine Fernández d'organiser un conseil provincial (*diputación*), corps élu de sept membres prévu dans la constitution de Cadix de 1812, en Haute-Californie[39]. En attendant une constitution propre, le reste de l'Empire est gouverné à la fois par la constitution espagnole de 1812, la législation des *Cortes* espagnoles et par la législation ou les décrets pris depuis l'indépendance. Les désordres des années 1810 avaient empêché en 1812 la publication et l'application de la constitution de 1812 en Californie. Abandonnée en 1814 au retour du roi Ferdinand en Espagne, elle est proclamée à nouveau après la révolution libérale de 1820. C'est à ce moment-là que le gouverneur de Californie, Pablo Vicente de Solá est en charge de son application en Californie.

Lors de la réunion d'octobre 1822, l'émissaire Agustín Fernández de San Vicente reproche au

36 Circulaire de Payeras aux missionnaires, 13 novembre 1822.*« Acaba de decirme tambien el Sr Comisionado que le han avisado de una Mision que tiene ya 3 neofitos lastimados de los palos que les dan. He excusado cuanto he podido mas VR procuren que en caso indispensable le haga el cabo por mano de alcalde u otro sobre la ropa con varita y no muchos varazos. De lo contrario tendremos luego novedades de mayor tamaño*. »

37 Le compte rendu de la réunion par Payeras aux missionnaires est dans la lettre datée à Soledad, le 6 décembre 1822, California Mission and Church misc. [C-C 241], 10.

38 Les châtiments corporels sur les Indiens dans les missions, en particulier, et les missions comme camp de travail forcé en général ont fait l'objet d'une controverse intense, notamment ressuscitée par le projet de canonisation de Junipero Serra, père fondateur des missions de Californie. À ce sujet, voir Steven W. HACKEL, *Children of Coyote, Missionaries of Saint Francis: Indian-Spanish Relations in Colonial California, 1769-1850*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2005, p. 321-366 ; Marie Christine DUGGAN, *Market and Church on the Mexican Frontier: Alta California, 1769-1832*, Thèse de doctorat en économie, New School for Social Research, 2000, p. 15..Sur l'humanitarisme libéral au sujet des missions, voir C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 118.

39 Par souci de clarté, nous avons choisi de traduire « *diputación* » par « conseil provincial » (1822-1824), « conseil territorial » (1824-1836) et enfin « conseil départemental » (1837-1846), ou tout simplement « conseil », le terme « députation » étant ambigü et abstrait en français. De même les *diputados* sont appelés « conseillers ».

gouverneur ses choix en la matière : les municipalités (*ayuntamientos constitucionales)* ne sont pas en ordre et il n'a pas organisé de conseil provincial. La discussion met ainsi en avant le hiatus entre d'une part Fernández, pour qui c'était une évidence et d'autre part Solá et les autres officiers californiens pour qui cette institution ne concerne pas leur province. La position de chacun reflète l'ambigüité institutionnelle qui règne en 1822. Du point de vue des textes, chaque position se justifie, dans la mesure où c'est la constitution de Cadix de 1812, en vigueur à nouveau à partir de 1820 et conservée temporairement par l'empire mexicain, qui introduit cette institution dans le gouvernement des provinces.[40] Mais comme ladite constitution ne précise pas les provinces en question, cela donne une latitude à l'interprétation. L'historienne Nettie Lee Benson a montré comment les conseils provinciaux (*diputaciones*) se multiplient en Nouvelle-Espagne puis au Mexique entre 1820 et 1823, ce qui explique pourquoi Fernández est surpris de n'en point trouver en Californie.[41] Les instructions de Fernández lui recommandent « d'harmoniser » la Californie avec le reste de l'Empire Mexicain.[42] Alors qu'ailleurs en Nouvelle-Espagne la pratique est en effet la réunion de tels conseils en réaction à la crise militaire et politique des années 1810, la pratique en Californie est plutôt la réunion de conseils par le gouverneur composés des commandants militaires et des autorités ecclésiastiques.[43]

Pablo de Solá explique qu'il n'a pas « installé le conseil provincial comme le prévoit la constitution de la Monarchie espagnole », « du fait que

> dans toute la province il n'y a pas plus de vingt-quatre mille cent quatre dix habitants, dont vingt et un mille quatre vingt seize nouveaux citoyens, néophytes des vingt missions de ladite province, les deux mille neuf cents restants étant les soldats des quatre compagnies présidiales, leurs femmes et enfants et les invalides et leurs femme et enfants ». [44]

Les Indiens formeraient ainsi plus de 85 % des citoyens californiens, le reste étant

40 Les désordres des années 1810 avaient empêché en 1812 la publication et l'application de la constitution de 1812 en Californie. Abandonnée en 1814 au retour du roi Ferdinand en Espagne, elle fut proclamée à nouveau après la révolution libérale de 1820. Or en attendant une constitution propre, le reste de l'Empire était gouverné à la fois par la constitution espagnole de 1812 et la législation des Cortes espagnoles, et par la législation ou les décrets pris depuis l'indépendance. Il y avait donc un feuilleté complexe de normes définissant la légalité. Du côté des pratiques, les guerres et les révolutions avaient instauré des nouveautés plus ou moins formalisées par la loi et qui dépendaient de la manière dont les diverses régions avaient réagi à ces événements et aux nouvelles normes. L'institution du conseil provincial (*diputación provincial*) est un bon exemple de la légalisation a posteriori de pratiques révolutionnaires, de la diversité d'application des lois du fait de ce feuilleté de normes suivant les régions et de la continuité des lois et pratiques espagnoles après l'indépendance.

41 En effet, après l'indépendance, les conseils provinciaux se multiplient au Mexique ; la seule condition pour leur existence n'est plus la province, mais l'approbation du gouvernement. Ces députations sont ensuite à l'origine des États membres de la fédération en 1824.

42 PI, vol 23 Ex 19 et 20.

43 Pour les origines du conseil provincial, voir Nettie Lee BENSON, *The Provincial Deputation in Mexico: Harbinger of Provincial Autonomy, Independence, and Federalism*, Austin, University of Texas Press, 1992.

44 LR, 1, p. 9 ; Provincial Records (PR), 11, p. 78.

principalement des soldats et leur famille. Implicitement, pour Solá, ces personnes ne sont pas prêtes à être citoyennes et encore moins à occuper des postes de conseillers provinciaux. Pour lui, des citoyens inéduqués, militaires et Indiens soumis aux missionnaires doivent être loin de constituer le corps civique idéal.[45] Mais Fernández affirme qu'il « est porteur d'un ordre explicite pour installer [le conseil provincial] ». Un marchand habitué au commerce de la côte californienne, Narváez, essaie de convaincre ses interlocuteurs californiens qu'« il est absolument nécessaire d'installer un conseil provincial ainsi que les *ayuntamientos* des villages de San José et Los Angeles », car « sans ces organes, rien n'avancerait et la province resterait dans la même ignorance ». Même s'« il est clair qu'il n'y a pas dans la province de sujet capable d'exercer le haut mandat de conseiller (*diputado*) », « il faut bien commencer un jour, et ceux-ci vont se former et s'éduquer sur tous les aspects du développement de leur province ». « Pour peu qu'ils s'y mettent maintenant, rassure-t-il, vous verrez comment d'ici peu d'années cette magnifique province prendra un nouvel aspect,

> qu'elle ne peut espérer avant un siècle si elle reste gouvernée par le même système du passé, inique, qui nous a fait verser tant de larmes en ancienne comme en nouvelle Espagne »[46].

Le chanoine Fernández renchérit et propose : malgré « le manque absolu de personnes instruites et aux moyens suffisants pour remplir ces emplois avec la dignité nécessaire », « les électeurs eux-mêmes peuvent s'élire conseillers et nommer un secrétaire parmi eux ».[47] Il est même prêt, disent ses opposants, « à organiser un conseil provincial, avec seulement des Indiens s'il le faut ».[48] Pablo

45 À ce sujet, voir le commentaire d'Alvarado, p. 76 sur la nomination de Pablo Vicente de Solá au gouvernorat en 1814 : *« Con respeto a opiniones politicas, diré que el gobernador Solá era considerado como uno de los mas influyentes liberales de España : su primer nombramiento en Mejico fue hecho por la influencia de los ministros del gobierno constitucional de 1812 : el debia venir con el objeto de organizar el pais conforme a la dicha constitucion, a establecer nuevas misiones en el interior, reducir a pueblos los que ya existian, organizar la Diputacion provincial, ayuntamientos, alcaldias y todo lo concerniente al ramo civil y dejar el rejimen del gobierno colonial unicamente en las nuevas reducciones como puntos fronterizos ; pero la repentina restauracion del gobiermo absoluto en toda las Españas y sus dependencias frustro todos esos proyectos que hubieran indudablemente dado grande impulso al progreso moral y material de las Californias»* Il s'agit ici plus d'une reconstruction a posteriori que d'une réalité. La qualification de Solá comme libéral par Alvarado vient probablement plutôt de son opposition aux missionnaires et de son effort de scolarisation des Californiens, qu'il s'agisse de l'éducation privilégiée des fils d'officiers et leurs dépendants, ou de l'organisation d'écoles dans les presidios et les missions (voir chapitre 3).

46 DHC DLG, 5 [C-B 64], p. 119 Jose María Narváez au capitaine de la Guerra, 10 octobre 1822, Monterey. *« Para establecer el Gobierno constitucional es de necesidad absoluta la instalacion de la Diputacion Provincial y de los ayuntamientos de los pueblos de San jose y Los Angeles: sin estas corporaciones nada se adelantaria y quedaria la provincia sobre el mismo pie de ignorancia y embrutecimiento que hasta aqui. Es positivo que puede no haber en la provincia sujetos cpaces de desempeñar el alto grado de diputados. Pero algun dia hemos de empezar y ellos iran formandose y adquiriendo luces en todos los ramos pertenecientes al fomento y adelanto de su provincia, y por poco que hagan ahora a los principios U vera como dentro de muy pocos años esta hermosa provincia tomara un nuevo aspecto cuanto no pudiera esperarse sucediese en un siglo continuando el rancio e inicuo sistema de gobierno antiguo que tantas lagrimas nos han hecho sufrir tanto a la antigua como a la Nueva España. »*

47 LR1 [C-A 59], p.8 , le 9 novembre 1822, Monterey.

48 PR, 11 [C-A 26], p. 80, Solá à de la Guerra, 9 octobre 1822, Monterey « *Fernández a pesar de las reflecciones que*

Vicente de Solá, de la Guerra et les missionnaires ne sont pas convaincus, ce qui n'empêche pas Fernández de procéder à l'organisation de l'élection des membres du conseil. Tenant compte des arguments de Solá sur le faible nombre des candidats potentiels, il autorise les électeurs (eux-mêmes élus à deux degrés par leur district) à s'élire eux-mêmes conseillers, ce qu'ils font largement, n'excluant parmi eux que celui qui ne sait ni lire ni écrire.

L'organisation du conseil provincial n'est pas le seul motif de discorde entre les officiers californiens et Fernández. En effet, ce dernier remet en cause la désignation du gouverneur par interim telle qu'elle avait été envisagée par le gouverneur Solá, le commandant de la Guerra, et d'une manière générale les officiers et les missionnaires du territoire. Avant l'arrivée de Fernández, il était acquis parmi les officiers californiens que le successeur logique de Solá, le dernier gouverneur espagnol qui avait été élu député, serait l'officier le plus gradé présent dans la province, le commandant de Santa Barbara José de la Guerra y Noriega.[49] Celui-ci est a priori le favori des missionnaires, mais ceux-ci ne sont pas présents. L'élection de Solá comme député est le reflet de l'influence du gouverneur sur les officiers, mais aussi le résultat d'une stratégie de De la Guerra pour obtenir le gouvernorat, en tant qu'officier le plus gradé, au départ de Solá.[50] Mais l'envoyé du gouvernement estime que, sa mission étant de s'assurer de la loyauté de la Californie, permettre à un Espagnol dont la loyauté est plus que douteuse de prendre la tête du territoire serait enfreindre l'esprit de ses instructions.[51] Par ailleurs, les missionnaires lui auraient dit que de la Guerra était probablement trop strict pour ces temps difficiles, argument qui, s'il est vrai, a pu en effet achever de convaincre Fernández.[52] Cette stratégie des missionnaires paraît surprenante au premier abord : de la Guerra collaborait depuis longtemps avec eux, et est considéré comme leur meilleur allié parmi les officiers. Une hypothèse est qu'ils préféraient avoir de la Guerra dans l'opposition à leurs côtés. A posteriori, en 1845, de la Guerra explique que les missionnaires ont agi ainsi pour lui éviter d'occuper cette charge pénible.[53] Son explication, au-delà de la justification, peut se comprendre comme un refus de procéder à des réformes qu'il savait être imminentes au sujet des missions, et de

se le hicieron dijo que se habia de formar 'aunque no hubiese mas que puros indios' ».

49 En avril 1822, au moment de proclamer l'indépendance, le gouverneur Solá avait organisé des élections pour que les Californiens, y compris les néophytes des missions, choisissent un député au Congrès général à Mexico. L'élection était indirecte, et c'est un collège électoral rassemblant des représentants de chacun des districts (partidos) de la province, et les lieutenants qui élit le gouverneur Solá député. Nous développons sur les élections au chapitre 3. HHB2, p. 454. LR, 1, 6-10.

50 DHC DLG, 4, p.39, n°32. Lettre de Payeras à Jose de la Guerra, 26 mai 1821, Soledad.

51 HHB2, p.466. Étonnamment Fernández ne s'oppose pas à l'élection de Pablo Vicente de Solá député, qui certes a eu lieu avant son arrivée. Néanmoins, vu sa position au sujet de De la Guerra, il est étrange qu'il n'ait pas prévu le refus de l'admission de Solá au Congrès en 1823 (voir ci-après).

52 DHC DLG, 5 [C-B 64], p. 135, Manuel Varela à de la Guerra, Tepic, 10 février 1823.

53 DHC DLG, 1, p.168.

se mettre en porte à faux de ses alliés les missionnaires.[54]

La préférence de Fernández pour le rôle de « *gefe politico y comandante militar* » – la nouvelle dénomination du gouverneur – s'oriente plutôt vers le capitaine Luis Antonio Argüello, commandant de la compagnie de San Francisco. Argüello était celui qui avait élevé la voix en faveur de la reconnaissance de l'indépendance au printemps 1822. Fils d'un gouverneur par interim et natif du pays, il peut sembler à Fernández un meilleur choix pour le gouvernorat que José de la Guerra, un officier né en Espagne et qui a professé sa loyauté à l'Espagne jusqu'au dernier moment, au point d'éviter semble-t-il d'être présent à Santa Barbara lorsqu'il fallut prêter serment.[55] Le chanoine Fernández évoque aussi la trop grande rigueur de De la Guerra, peu adaptée au contexte difficile.[56] Hubert Bancroft suggère que c'est lors de leur voyage de reconnaissance des établissements russes qu'Argüello et Fernández font plus longuement connaissance.[57]

Les officiers conservant leur préférence pour de la Guerra, qui fait presque l'unanimité parmi eux, Fernández doit imaginer d'avoir recours au conseil provincial pour élire le *gefe politico*.[58] La participation des conseillers fait de l'élection du *gefe politico* un événement plus que simplement militaire, politique, et par ricochet donne un rôle politique au conseil provincial. Cette initiative n'est pas accueillie favorablement, bien que les officiers comprennent les enjeux du moment. José María Estudillo (capitaine, commandant de San Diego), par exemple, admet qu'il vaut mieux que le gouverneur ne soit pas un Européen.[59] Leur critique vise principalement les manœuvres d'Argüello vis-à-vis des conseillers provinciaux afin d'obtenir leur vote. Tout juste élus, les conseillers sont déjà attaqués sur le plan de leur honnêteté, puisqu'il est insinué que leurs votes ont été obtenus de manière frauduleuse.[60] Comme la critique contre les conseillers remet aussi en cause sa légitimité, Argüello défend la nouvelle institution avec vigueur. Réagissant aux « critiques » et aux « médisances » qui bruissent au sujet des députés, Argüello fait publier une proclamation (*bando)*

54 DHC DLG, 3 [C-B 62], p. 6. Estudillo au moment de l'élection le félicite d'avoir échappé à ce « fardeau », mais c'était sans doute l'explication la plus courante pour justifier d'un échec électoral et garder la face.

55 Cette information fait surface lors d'un procès des années plus tard, voir procès de Valencia, 15 février 1830, DSP, Ben. Mil., 64, p. 318 [C-A 18]

56 DHC DLG, 6, 135.

57 HHB2, p. 466.

58 DHC DLG, 5, 119, Narváez à de la Guerra, 10 octobre 1822 « *Por este correo sabra Ud el resultado de la junta celebrada en esta capital antes de ayer para que el Gobernador y gefe Politico interino que debe quedar luego que se retire el actual sea elegido por todos los oficiales de la provincia, con arreglo a las instrucciones que trae el comisionado para que este empleo recaiga en sujeto adicto al sistema, reuniendo en si la opinion, cariño y estimacion publica; con este motivo, supongo que la eleccion recaera o en Ud o en Luis.* »

59 DHC DLG, 6, 111.

60 Les accusations de fraude sont évoquées dans DHC DLG, 6, 113 et 126 Malarin à de la Guerra. Les critiques envers les conseillers apparaissent dans la correspondance un peu plus tard, autour du 20 novembre et sont formulées par les proches de De la Guerra, Anastasio Carrillo (son beau-frère), Malarin, Narváez ou encore des officiers qui estiment que leur vote a été confisqué (le capitaine Francisco María Ruiz).

vigoureuse et solennelle pour défendre la nouvelle institution, quelques semaines après son installation : il y rappelle que « chacune des personnes présentes en Nouvelle-Californie doit reconnaître [l'Excellentissime Conseil de cette Province] comme le Tribunal supérieur dépendant uniquement du Congrès Souverain de Notre Empire Mexicain ». Aussi, « celui qui se rendra coupable en public ou en privé de manques de respect, critiques et médisances...sera châtié sévèrement ». Il poursuit en ajoutant au nombre des personnes suspectes et susceptibles d'être punies les personnes qui seraient témoins de tels actes sans les dénoncer ; il insiste sur le trouble à l'ordre public que de telles conversations occasionnent, semant le doute et la discorde parmi les personnes convaincues des bienfaits de l'indépendance. Il termine en chargeant les « Illustres *Ayuntamientos*, les commandants militaires et les autres Chefs Particuliers de tout corps de veiller, surveiller et faire en sorte que le contenu de ce bando soit mis en œuvre et appliqué ».[61]

Dans ce texte, Argüello lie intimement l'obéissance au gouvernement, la reconnaissance de l'indépendance et le respect du conseil. Attaquer le conseil provincial ou les conseillers, dit-il, c'est s'attaquer au gouvernement, à l'indépendance. Dans un contexte où la mention de l'adhésion à l'indépendance doit-être ajoutée aux feuilles de service des soldats demandant leur avancement ou leur mise à la retraite[62], la menace de la dénonciation comme opposant au régime prend un sens très concret. Du point de vue d'un système militaire, associer le manque de respect aux conseillers à une désobéissance est une manière d'en faire un crime d'insubordination. Enfin, le fait qu'il insiste sur sa position de premier membre et président du conseil provincial à la fois donne du poids à l'institution et montre que la défense de celle-ci est une occasion d'affirmer son autorité de gouverneur par interim. Le fait qu'il ait été élu grâce aux voix de ces conseillers, contre le vote de la plupart des officiers, et sur manœuvre probable de Fernández le place dans une position fragile politiquement. La défense commune de son pouvoir et de celui des conseillers lui permet de remettre les officiers à leur place en se liant directement au gouvernement de Mexico. Bien que cela ne soit pas étonnant dans le contexte de 1822, et vu que le Mexique est encore un Empire, aucune allusion n'est faite au fait que le conseil provincial a été élu et représente le peuple de la province.[63] Au contraire, Argüello

61 DHC Vallejo, 1, 50. Voir la transcription en annexe.

62 Voir par exemple DSP Benicia Military [C-A 18], p. 156, 1825 Nov 22 Mexico. « *Marques de Vivanco, gefe de estado mayor al comandante militar de Alta California. Sobre retiro del Teniente Estrada. Su hoja de servicio debe expresar si empezo a servir en clase de veterano y continuo siempre lo smismo y demas circunstancias inclusa la de* ***si se pronuncio por la independencia***. » Ou encore DR, vol 2 C-A 47, p. 311, Echeandía a comandantes de presidios, compañia veterana de San Blas y activa de Mazatlan, 27 octobre 1827 « *Ministro de la guerra y Marina en circular de 30 junio le dice que el Presidente desea que para conocer los afectos al sistema se pongan en las hojas de servicios estas palabras : « particular adhesion a la actual forma de Gobierno adoptada por la Nacion » practicandose calificacion previa y cuidadosa. »*

63 Ce qui est à contraster avec les propos tenus en 1832, voir chapitre 4.

insiste sur son aspect juridictionnel (tribunal supérieur) et il insiste sur le fait « qu'elle dépend uniquement du Congrès Souverain de Notre Empire ».

Or cette défense du conseil provincial est précisément ce qui met mal à l'aise les officiers déjà échaudés par le comportement de Fernández, imperméable à leurs suggestions au sujet de l'organisation du conseil. Lorsqu'Argüello fait publier le *bando* contre les coupables de lèse-majesté contre le conseil provincial, il reçoit (par l'intermédiaire de Pablo Vicente de Solá) des courriers inquiets et révoltés de la part des officiers, dont José de la Guerra, et doit faire une mise au point sur le statut et la juridiction du conseil provincial. Il y précise que s'il doit être considéré comme un « tribunal supérieur », cela ne signe pas pour autant la disparition de la juridiction militaire. « Les militaires ne sont soumis qu'à moi, en tant que Chef (*Gefe*) de la Province ».[64] La réaction vive des officiers à l'organisation du conseil et surtout à l'énonciation de ses prérogatives permet aussi de comprendre les réticences initiales des officiers à l'organisation du conseil, les efforts d'Argüello pour utiliser l'institution de manière mesurée et contrôlée et y mettre fin lorsque la constitution fédérale de 1824, faisant de la Californie un territoire lui semble valider son point de vue de la nécessité de faire de la Californie un gouvernement militaire, directement dépendant du gouvernement.

De plus, le conseil provincial est d'abord compris comme une juridiction empiétant sur le privilège des corps constitués de rendre leur propre justice. La question de la justice et de la juridiction sont de première importance car, dans les sociétés ibériques du tournant du XVIII^e^ et du XIX^e^ siècle, gouverner c'est rendre la justice. De plus, un des privilèges des corps constitués, en particulier l'Église et l'armée est de bénéficier d'une justice propre, d'être jugés par leurs pairs. Dans la première moitié des années 1820, les réactions aux changements apportés par le chanoine Fernández, agent du gouvernement, mettent en évidence la crainte de la part des soldats et de leurs officiers d'une remise en cause de leur place dans la société et le projet californien, du fait de la remise en cause du caractère militaire de la Californie, terre de conquête.

L'utilisation de l'assemblée par Argüello ne signifie pas qu'il a adopté le point de vue de Fernández sur l'intérêt d'un gouvernement civil en Californie. Luis Antonio Argüello profite de la proclamation de la constitution fédérale de 1824, qui ne mentionne pas l'institution, et surtout pas pour les territoires fédéraux, pour y mettre fin en mai 1825. De manière intéressante, il utilise des arguments sensiblement différents pour expliquer son choix au gouvernement et pour le légitimer auprès de la population. Au gouvernement, il rappelle « les réflexions énergiques que nous avions

64 DR, 1, [C-A 46], p. 124, 16 décembre 1822 Monterey, Argüello au p*residio* de Santa Barbara.

faites [à M. le prébendier Don Agustín Fernández] pour qu'il n'y ait pas un tel organe...du fait que la situation et les circonstances du territoire ne prêtent pas de petites difficultés ». Il affirme que le conseil provincial a représenté un « coût important » et que pour ces raisons il « a pris la décision de la suspendre ».[65]

Devant les Californiens, il prend plus de précautions, qui indiquent qu'il s'attend à une certaine résistance. Après avoir rappelé que le terme du conseil provincial en activité a expiré, il explique le statut de la Californie dans la constitution fédérale. Ne se contentant pas de la définir comme un territoire, il y montre par un raisonnement compliqué qu'elle ne peut être considérée comme un État, puisqu'elle ne s'est pas organisée comme tel, et qu'elle n'a pas de constitution. Elle dépend donc directement de la capitale. En militaire et gouverneur provisoire, il préfère prendre la décision la plus prudente et attendre les ordres.[66]

***

À l'indépendance, la priorité du nouveau gouvernement est d'affirmer son autorité sur l'ensemble de son territoire. Cette autorité repose sur la souveraineté nationale, entendue comme la souveraineté de la nation mexicaine, définie comme une section de ceux qui sont considérés comme citoyens espagnols depuis la constitution de Cadix. La régence conçoit cette section territorialement, comme l'ensemble des possessions espagnoles en Amérique du Nord. Mais à l'aube de l'indépendance, la nouvelle administration mexicaine est sans nouvelle de la Californie. Les informations qu'elle rassemble à son sujet, venues des navigateurs ou héritées de l'administration coloniale conduisent la régence puis les ministres à envisager la Californie en terme de frontière à défendre, pour affirmer le nouvel État dans sa dimension territoriale, et de réservoir de ressources à exploiter. Dans ce cadre le gouvernement identifie très vite les missionnaires franciscains comme la menace la plus directe contre sa souveraineté sur ce territoire et contre sa volonté d'en tirer des ressources. Comment comprendre la genèse des inquiétudes de l'administration centrale au sujet de la loyauté des missionnaires ? Celle-ci se développe du fait de la conjonction d'une ignorance par l'administration au sujet de la Californie, dont elle est coupée à cause des guerres d'indépendance et d'un préjugé construit en continuité avec les résistances des missionnaires pendant la période coloniale et du fait de la nature même des réseaux d'information du gouvernement. Les informations qui lui parviennent lui sont principalement communiquées par les cadres révolutionnaires devenus

65 Luis Antonio Argüello au président de la république mexicaine, Don Guadalupe Victoria, Monterey, le 21 mai 1825, AGN Gobernacion legajo (ci-après GL) 44, exp. 29.

66 Luis Antonio Argüello à l'*ayuntamiento* de Los Angeles, 22 mai 1825, Monterey [C-A 32] p. 83. Voir la transcription en archive.

cadres territoriaux ou par les marchands, souvent libéraux et opposés aux missionnaires, à la culture urbaine et commerciale éloignée de ceux-ci. Au départ, c'est la menace russe qui est la plus inquiétante, la menace espagnole ne vient que dans un second temps. Pour ce nouvel État, il s'agit donc à la fois d'assurer sa sécurité territoriale et sa juridiction sur l'ensemble de la population concernée. La Régence hésite entre deux modèles concernant la Californie : elle commence à envisager une expédition militaire de (re)conquête pour finalement choisir la persuasion et l'intégration politique. Après enquête plus approfondie auprès de ses intermédiaires les plus proches de la Californie et auprès de la hiérarchie des missionnaires le gouvernement indépendant minore la menace constituée par les missionnaires et décide de passer par la conviction, par l'envoi d'un émissaire, plutôt que par la reconquête de sa frontière. Malgré une obéissance formelle aux injonctions du nouveau gouvernement, les cadres locaux, en particulier les militaires, expriment leurs craintes sur la remise en cause du caractère militaire de la Californie, notamment par l'installation du conseil provincial, à la fois parce qu'il est la manifestation de la citoyenneté (et de la souveraineté) des colons comme des Indiens et parce qu'il semble remettre en cause leur privilège juridictionnel militaire.

II - De la conquête à la colonisation

À leur retour à Mexico, l'émissaire Fernández et le député Solá peuvent apporter leur expertise au gouvernement tandis que les changements politiques à Mexico font évoluer la conception des rapports entre le gouvernement central et son territoire. Les débats constitutionnels lors de la conception de la constitution fédérale en particulier sont l'occasion de discuter et de repenser le lien entre la Californie et Mexico. L'angle californien permet d'entrer au cœur de la relation de la nouvelle République avec son territoire au moment de sa création. La réflexion du gouvernement et des députés au Congrès national s'articule autour d'une question principale : la Californie est-elle une population a priori, et souveraine, ou est-elle un territoire, un lieu de projection, un lieu d'utopie où députés et administration mexicaine peuvent projeter leur volonté politique ? Nous avons vu dans la première section de ce chapitre les efforts du gouvernement pour s'assurer du maintien de la Californie dans son territoire. Au fil de son enquête, l'administration ré-établit son stock de connaissances au sujet de la Californie, au moyen de son réseau d'informations et des archives coloniales. Fernández et Solá, partis de Californie à la fin de l'année 1822 apportent des informations supplémentaires à leur arrivée à Mexico, probablement vers mai-juin 1823, soit

précisément au moment de la transition entre l'Empire et la République.[67]

Au moment même du séjour du chanoine Fernández en Californie, à l'automne 1822, commence en effet à Mexico une crise qui s'achève par la fin du régime impérial et la proclamation d'une république. Le 31 octobre 1822, Iturbide, empereur depuis le mois de juillet, décide de dissoudre le Congrès constituant et de le remplacer par un conseil restreint de personnalités dociles issues du Congrès constituant. Cet événement, ainsi que plus globalement la cristallisation d'une opposition républicaine à Iturbide conduit à une rébellion menée par les généraux Santa Anna et Guerrero, deux artisans de l'indépendance qui exposent leurs objectifs dans le plan de Casa Mata. Le 19 mars 1823 prend formellement fin le premier Empire avec l'abdication d'Iturbide. Cette crise politique à Mexico engendre un certain flottement pour le traitement des affaires californiennes : le premier gouverneur mexicain n'est nommé que le 31 janvier 1825, tandis qu'une commision chargée d'étudier les moyens de développer la Californie se réunit entre 1825 et 1827. Les archives témoignent des difficultés à trouver le bon candidat.[68] Entre l'envoi en mission de Fernández en avril 1822 et la mise en place de la Commission de développement de la Californie en juillet 1824, deux ans s'écoulent où la politique californienne envisagée à Mexico par les différentes branches de l'administration et le Congrès s'intègre à une réflexion plus générale du rapport du gouvernement à son territoire. Une fois le gouvernement rassuré au sujet de la loyauté du territoire, à partir du mois de juillet 1822, la question californienne se fait moins pressante, et lorsqu'elle est abordée au Congrès ou au sein des diverses administrations, c'est dans le contexte de questions plus larges, à l'échelle nationale ou régionale.

67 DHC DLG, 4, 104, Solá à de la Guerra, 10 avril 1823, Guadalajara ; HHB2, p. 485.

68 AGN, Gobernación, 44, 6. En janvier-février 1823, l'administration impériale s'était efforcée d'identifier un candidat approprié, mais la chute d'Iturbide en mars remet en cause la nomination du candidat choisi. Ce dernier, Bonifacio Tosta, resollicite sa nomination qui n'est pas approuvée. Sous l'Empire, le capitaine général de Nouvelle-Galice à Guadalajara renouvelle, comme en 1822 lorsqu'on lui avait demandé s'il avait des informations au sujet de la Californie, ses considérations sur le fait qu'il n'y a pas de lien spécifique entre les Californies et la Nouvelle-Galice et que dès lors il ne peut identifier quelqu'un qui connaîtrait suffisamment la situation de ces territoires pour en faire un bon candidat au gouvernorat.

La république fédérale mexicaine se trouve avec la Californie dans une situation qu'on pourrait comparer avec celle de la France au lendemain de la révolution de Juillet : elle hérite en Californie d'une colonie dont elle n'a pas décidé la conquête. Elle est donc confronté au dilemme de savoir quoi faire de ces territoires : faut-il décoloniser ? Peut-il y avoir une « bonne colonisation », une colonisation libérale et républicaine ?[69] Les gouvernants répondent partiellement à cette question en regardant ce qui se fait à l'étranger, à la fois dans l'empire britannique et aux États-Unis. L'histoire de la redéfinition de la relation entre Mexico et la Californie est donc à replacer dans une histoire plus large des circulations de modèles coloniaux n'excluant pas la colonisation interne.

A. Mettre fin à « l'ancien système » en Californie

Deux séries d'arguments convergent pour que le gouvernement et le Congrès statuent sur la Californie et la frontière nord en général : d'une part, comme zone frontière, sa défense et son développement concernent la nation toute entière ; d'autre part, zone peu peuplée, il n'y a pas véritablement de peuple souverain pour y prendre des décisions de manière autonome.

Pour le gouvernement, les publicistes et les membres du Congrès à Mexico, la Californie est restée sous l'ancien régime. Il s'agit donc dans un premier temps en quelque sorte de la décoloniser. Ce qui caractérise la Californie en effet, c'était la domination d'un ordre religieux et sa convoitise par des puissances impériales, en particulier la Russie. Cette représentation de la Californie est héritée des perceptions sous l'empire espagnol, comme nous l'avons vu au début de ce chapitre. Lorsque la Californie est évoquée dans la presse, c'était souvent dans une expression toute faite, et qui mettait en évidence le fait que la Californie est considérée comme le bout du monde mexicain, comme par exemple dans cet article du journal *El Águila Mexicana* : « République » ! s'est écriée Veracruz et son écho s'est répété jusqu'aux confins de la Californie ».[70] Dans son journal, Carlos María Bustamante évoque à l'occasion la Californie, à chaque fois comme un repaire de royalistes, ou encore une colonie pénale où envoyer ses ennemis politiques, dans le contexte d'opposition à Iturbide au début de l'année 1823. Dans son journal, à la date du 6 février 1823, par exemple, l'auteur fait l'association entre la Californie colonie pénale, la colonie russe (donc despotique, allusion au gouvernement du tsar) de Bodega et ses ennemis politiques :

69 Pour une étude sur le débat en France, voir Jennifer SESSIONS, « Le paradoxe des émigrants indésirables pendant la monarchie de Juillet, ou les origines de l´émigration assistée vers l´Algérie », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 3 janvier 2011, n° 41, 2, p. 63-80 ; Jennifer E SESSIONS, *By Sword and Plow: France and the Conquest of Algeria*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2011.

70 *El Sol*, 10 septembre 1824. *« Republica ! » Clamó Veracruz y su acento fue repetido en el estremo de la California. »*

> « Si Aristote était vivant, il confirmerait sa maxime politique erronée « qu'il y a des gens qui sont nés pour être esclaves », et il la confirmerait avec cette caste de gens. Je suis d'avis que Rodriguez Bello soit confiné aux Californies, et même à Bodega, l'établissement des Russes, adeptes du despotisme le plus barbare. »[71]

Pour la plupart des députés, la Californie est ainsi un lieu utilisé comme une allégorie de l'absolutisme, et fonctionne comme un repoussoir, un anti-Mexique tel que voulaient le construire les élites créoles de Mexico. De la même manière, Bustamante en fait le lieu par excellence où s'exerce le pouvoir du clergé :

> « À Orizaba, il y a plus de frères que de citoyens : à San Felipe seul, ils sont plus de vingt, car c'est la congrégation la plus nombreuse d'Amérique. Que font donc là-bas tant d'ecclésiastiques, qui s'alimentent de la substance de cette pauvre municipalité ? Est-ce qu'ils ne seraient pas mieux dans les marges du fleuve Colorado, ou en Californie ? »[72]

La Californie n'est pas évoquée dans ces pages pour elle-même, mais elle fonctionne comme un outil, un stratagème rhétorique. Ces représentations contribuent à expliquer l'attitude législative (et partiellement gouvernementale) par rapport à la Californie, considérée non pas comme une société à part entière, mais comme un lieu virtuel, muni de certaines qualités, et qu'on peut manipuler de manière presque abstraite, sans tenir compte de sa société locale. Dans cette citation, apparaît aussi une tension : dans le même temps où la Californie est dévalorisée par le règne de ses missionnaires, on reconnaît à la province sa spécificité, comme province barbare où les ecclésiastiques sont nécessaires en grand nombre. S'esquisse l'idée de leur présence comme un mal nécessaire, et dès lors une utilisation de ce territoire dans ce cadre conceptuel : un territoire hérité, nécessaire d'une certaine façon pour s'affirmer contre les puissances étrangères.

La question était donc de trouver les moyens d'une transition au nouveau régime en Californie. Nous avons vu que l'empire avait fait le choix d'éviter la reconquête militaire pour envoyer un agent du gouvernement. Avant même son arrivée, un député au Congrès avait été élu, élection à laquelle avaient participé les Amérindiens christianisés des missions. L'agent du gouvernement avait validé cette élection, alors qu'il s'était opposé à l'élection du capitaine de la Guerra, commandant à Santa Barbara, notamment parce qu'il était espagnol. Le Congrès réagit différemment, refusant d'intégrer

---

71 Carlos María de BUSTAMANTE et al., *Diario histórico de México, 1822-1848, del licenciado Carlos María de Bustamante*, México, El Colegio de México : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2001, p. 149. « *Si Aristóteles viviera, se confirmaría en aquella errada máxima de su política, que dice que hay hombres que han nacido para ser esclavos, y la confirmaría con esta casta de gentes. Soy de opinión que el tal Rodríguez Bello sea confinado á Californias, pero al punto de la Bodega que es establecimiento de Rusos, amantes del despotismo más bárbaro.* » Don Francisco Rodriguez Bello est le curé de Chilapa, qu'il accuse d'être favorable à l'empereur Iturbide.

72 *Ibid.*., p. 247. 25 février 1823 « *En Orizaba hay mas frailes que vecinos: solo en San Felipe, pasan de veinte, pues esta es la más numerosa congregación de la América. ¿Qué hacen allí tantos ecles¡asticas, alimentándose de la substancia tic aquella pobre Villa? ¿No estarían mejor en las márgenes del Rio Colorado, ó en las Californias? »*

Pablo Vicente de Solá, tout autant espagnol, en son sein. Le député modéré Carlos María Bustamante relate dans son journal la session secrète qui conduisit à lui refuser la validation de son élection :

> « Aujourd'hui, en session secrète du Congrès, fut rejetée la proposition de la Commission des pouvoirs qui proposait d'approuver l'entrée du colonel Don Pablo Vicente de Solá, député nommé par la Haute-Californie. La cause en fut un grand nombre d'accusations que firent verbalement plusieurs députés, au sujet d'excès qu'il aurait commis à Valladolid quand il fut commandant de cette ville et Président du Conseil permanent de guerre ; en effet il y fit fusiller plus de deux cents malheureux, et commit beaucoup de méfaits. (…) Tels furent les motifs pour ne pas l'admettre, auxquels s'ajoute le fait que d'après la convocation, les députés doivent être en faveur de l'indépendance ; or il y fut un grand opposant et essaya même de l'éviter. Il avait ainsi tant d'éléments contre lui qu'il était clair que le Congrès ne pouvait l'admettre en son sein. »[73]

Ce député montre ainsi que la transition au nouveau régime en Californie ne peut passer par sa représentation par un membre de l'administration coloniale espagnole qui avait plus d'une fois montré son engagement patriotique en faveur de l'Espagne. Si la Californie ne peut faire cette transition par le biais de la représentation, c'est donc au gouvernement et au Congrès de prendre en charge son développement. Le Congrès doit à la fois mettre en place et défendre le nouvel État mexicain indépendant, mais aussi représenter les provinces dans leur diversité, y compris politique. L'absence de représentant californien au Congrès associée à l'image de la Californie au début des années 1820 contribue à façonner la politique mexicaine au sujet de la Californie.

Lors de la séance du 10 janvier 1824, les députés s'interrogent « si on a pu obtenir les instructions de ces provinces ». Le député Elorriaga rappelle que « chacun des députés représente toute la nation et est dans l'obligation de veiller à la félicité de toutes les provinces sans distinction » et que par conséquent « ils ne se trouvent pas dans l'obligation d'attendre des instructions », d'autant plus que « leurs pouvoirs ne les lient pas à ces instructions ». Un autre député, Martinez de la Vea, confirme « qu'il a l'instruction nécessaire de ces provinces, par connaissance personnelle et par les

73 *Ibid..*, p. 248. 12 juin 1823 « *El dia de hoy en la sesión secreta del Congreso ha sido desechado el dictamen de la Comisión de Poderes, me consultó se diesen por buenos los del Coronel D. Pablo Vicente Solá, Diputado nombrado por la Alta California. La causa ha sido el gran cúmulo de acusaciones que en lo verbal hicieron varios Diputados, de excesos que cometió en ValladoIiJ, cuando fué comandante de aquella ciudad, y Presidente del Consejo permanente de Guerra; pues fusiló más de doscientos infelices, cometió muchas depredaciones ú hizo bueno al mismo Trujillo, lo mismo "que un D. Cándido Lejarazu. Tales fueron los motivos tenidos para su inadmisión, agremiándose que pues según la convocatoria, los Diputados deben haber sido amigos deia Independencia, éste que fué el mayor contrario á ella y que procuró impedirla, y que tenía tantos expedientes contra el y además era Jefe Político de Californias y director de la elección, es claro que el Congreso no podia admitirlo en su seno,sin hacer de reo tan criminal, como el mismo Solá. »* Il est fait mention de la participation de Solá à la défense de Valladolid en octobre 1811 dans le n°19 de la *Gazeta de la Regencia de España e Indias*, Madrid, Imprenta Real, 1812, p. 169-170.

relations qu'il avait eues et a toujours dans celles-ci ». Il pourrait ainsi « répondre à tous les doutes qui surviendraient ».[74] Ce procédé a pour conséquence de permettre aux députés, conformément à l'image qu'ils se font de la lointaine province, de se fonder sur leur propre évaluation au sujet du bien de la Californie et de l'empire, et dans les faits de la gouverner sans sa participation aux délibérations.

C'est donc au Congrès et au gouvernement de statuer sur l'avenir de la Californie. Dès 1821, une commission des relations extérieures propose d'abandonner la politique de conquête et préconise des alliances.[75] Simon Tadeo Ortiz de Ayala, considéré comme l'un des précurseurs de la diplomatie mexicaine, dans un mémoire influent de 1822 condamne les « militaires cruels » et les « missionnaires ignorants » sur la frontière nord, et souligne le risque que ce comportement entraîne l'aliénation des groupes indigènes sur la frontière et ne les jette dans les bras des États-Unis. « Leur conduite, écrit-il, n'est pas le meilleur moyen d'attirer de multiples nations... Quelle douleur de voir une guerre continuelle, coûteuse et sanguinaire contre des peuples qui ne nous ont fait aucun mal au départ, et qu'on appelle « barbares » parce qu'ils ne veulent pas se convertir par la force ». Par contraste, « les missionnaires protestants avec leur bienveillance et leur douceur civilisent, persuadent, se gagnent l'amitié de hordes innombrables, ce qui pourrait causer des maux incalculables dans nos provinces du nord en cas de guerre avec cette république [des États-Unis]».[76]

C'est la position du gouvernement en 1823 telle que l'exprime de manière nuancée le ministre des relations intérieures et extérieures Lucas Alamán lors de son discours de fin d'année. Après avoir montré que, comme pour les autres établissements caritatifs, les guerres ont ruiné les investissements permettant de financer les missions de Californie, Alamán propose d'en profiter pour changer de politique de développement de la Californie, et en particulier pour passer du

74 *Aguila Mexicana*, 13 janvier 1824, Sesión del 10 de enero 1824 *« Habiendo preguntado el Sr. Mier si ya tenian instrucciones de las provincias de que se trata y principalmente de las Californias, cuyas provincias no han enviado diputado, dijo el Sr. Elorriaga que tiene la instruccion suficiente y que no se hallaba en obligacion de esperar las de su provincia, porque sus poderes no lo ligan a ellas bien que quiso esperarlas para proceder de acuerdo y tener esa nueva guia. Que aunque no hay en el Congreso diputados nombrados por las Californias debia tenerse presente que cada uno de los que componen el congreso representan a toda la nacion y estan obligados a ver por la felicidad de todas las provincias sin distincion alguna. El Sr Martinez de Vea manifesto que las Californias han representado al gobierno que no se hayan en disposicion de enviar diputados por falta de sujetos y que en efecto entre los pocos habitantes de aquellos territorios apenas hay quien sepa leer. Que su señoria tenia la instruccion suficiente de aquellas provincias por el conocimiento personal y por las relaciones que ha tenido y tiene en ellas y asi puede satisfacer todas las dudas que ocurran. »*

75 COMISIÓN DE RELACIONES EXTERIORES, *Naciones bárbaras de las indias. Anglo-americanos. Dictamen presentado a la soberana junta gubernativa del imperio mexicano por la comisión de relaciones exteriores en 29 de diciembre de 1821, primero de la independencia*, México, Vargas Rea, 1944, p. 12. Cité dans José Angel HERNÁNDEZ, *Mexican American Colonization during the Nineteenth Century: A History of the U.S.-Mexico Borderlands*, 1re éd., Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 50.

76 Tadeo ORTIZ et Tarsicio García DÍAZ, *Resumen de la estadística del Imperio Mexicano, 1822*, Mexico, UNAM, 1991, p. 21.

système des missions à un système de propriété privée. Le ministre Lucas Alamán suggère en effet de ne pas « se limiter au paiement des sinodes des missionnaires » pour l'utilisation du fonds pieux de Californie, dont c'était la fonction initiale. Selon lui, « il est nécessaire de commencer à voir avec un intérêt nouveau la vaste et fertile péninsule des Californies :

> Si le système des missions peut être considéré comme le plus approprié pour sortir de la barbarie les sauvages qui parcourent les bois sans aucune idée de religion et de culture intellectuelle, ce système n'est utile que pour mettre en place les premiers principes de la société et non pour conduire les hommes jusqu'à sa perfection. Rien n'est plus approprié pour l'atteindre que le ressort puissant de la propriété. Le gouvernement, dès lors, a la conviction que la distribution de terres aux Indiens des missions, et le prêt des outils nécessaires à les cultiver, ainsi que l'établissement de colons étrangers, peut-être asiatiques, donneraient une impulsion significative à cette importante province. »[77]

Nous reviendrons sur « l'établissement de colons étrangers » mais d'ores et déjà il s'agit de souligner le changement de paradigme proposé par le ministre : de même que le Mexique est passé d'un état de sujétion à un état indépendant, de même la Californie – et ses « Indiens des missions » – doivent passer du système des missions au système de la propriété individuelle. Concernant les Indiens « sauvages qui parcourent les bois » encore présents dans certaines régions de la frontière nord, y compris la Californie, il n'est plus question non plus de missions, mais d'un autre moyen apprécié des libéraux, les grands travaux d'amélioration des communications. Dans l'appendice de son discours, Alamán s'inquiète des nouvelles reçues du Nouveau-Mexique et des incursions indiennes dans le nord du territoire. Il y soutient les initiatives pour établir des communications plus sûres et plus rapides entre la Californie et le reste du territoire, ce qui selon lui serait favorable au commerce et permettrait au gouvernement d'être en contact avec la Californie en moins de quarante jours. On note ainsi dans ce discours l'importance des thèmes libéraux : propriété privée, ouverture

77 Memoria que el secretario de Estado y del Despacho de relaciones esteriores e interiores presenta al Soberano Congreso Constituyente sobre los negocios de la secretaria de su cargo leida en la sesion de 8 de noviembre de 1823, impresa de orden del Soberano Congreso, Imprenta del Supremo Gobierno, Mexico, p. 32 « *En cuanto a la inversion que debe darse a estos fondos en el supuesto de que de un modo o de otro se logre realizarlos no cree el gobierno que hayan de limitarse al pago de los sinodos de los misioneros; es menester comenzar ya a ver con otro interes que hasta ahora la vasta y fertil Peninsula de Californias. El rico comercio de que debe un dia ser el centro, la multitud y la excelencia de sus productos agricolas, los auxilios que puede prestar y las miras de ambicion que sobre ella manifiestan algunas potencias estrangeras deben fijar la atencion del Congreso y del gobierno. Si el sistema de misiones puede tenerse por el mas convieniente para sacar de la barbarie a los salvages que discurren por los bosques sin idea alguna de religion y de cultura intelectual no puede servir mas que para asentar los primeros principios de la sociedad pero no para conducir a los hombres hasta la perfeccion de esta. Nada es mas propio para lograrlo como ligar a ella los individuos por el resorte poderoso de la propiedad. El gobierno, pues, cree que la distribucion de tierras a los indios reducidos prestandoles del fondo de misiones los auxilios necesarios para cultivarlas y el establecimiento de colonos extrangeros que acaso pudieran ser asiaticos darian un gran impulso a aquella importante provincia.. La distancia a que se halla puede proporcionar tambien otras ventajas. Sabemos las grandes que sacan los ingleses de sus establecimientos de deportación y nosotros pudieramos proporcionarnos las mismas trasladando a ella aquellos criminales que sin serlo bastante para merecer la pena capital, deben salir para siempre o por largo tiempo de la sociedad que ofendieron con sus delitos. Conducidos a aquellos puntos y bajo la inspeccion continua de las autoridades vendrian a ser unos cultivadores utiles a la Nacion, buenos padres, buenos vecinos y por ultimo buenos ciudadanos. »*

des communications pour faciliter le commerce, qui, comme cela a été souligné dans l'historiographie plus récente, montrent qu'Alamán était un libéral, même modéré, contrairement aux schématisations qui ont pu être effectuées par l'un ou l'autre des partis politiques par la suite.

La frontière nord est un lieu par excellence pour le gouvernement et les réformateurs pour y projeter les promesses de l'indépendance. Les missionnaires (et parfois) les militaires sont des images idéales d'un ancien régime à dépasser, tandis que la Californie offre un laboratoire de modernité et de projet, alors que sont exclus du dialogue ceux là même qu'il s'agit de moderniser.

B. La colonisation de peuplement : une « bonne » colonisation ?

Comment développer la Californie ? Comme nous l'avons vu plus haut, en complément de la distribution de terres aux Indiens, le ministre Alamán propose de faire venir des « *colons* étrangers, peut-être asiatiques, [qui] donneraient une impulsion significative à cette importante province ». Cette proposition d'Alamán éveille la curiosité : il peut donc y avoir une colonisation acceptable, celle qui est fondée sur le peuplement ? Comme le rappellent Ann Laura Stoler et Carole MacGranahan, le terme « colonie » est polysémique au début du XIX^{e} s. : « différentes notions de ce qu'étaient une colonie et ses membres coexistaient, étaient contestées et comparées activement ». Les différentes formes de colonie (agricoles, de peuplement outremer, de peuplement interne, la déportation de délinquants etc) n'étaient pas perçues comme des projets séparés, mais comparables.[78] Le cas de la Californie, et l'invocation par le gouvernement et les membres du Congrès à la fois du modèle étatsunien et du modèle britannique de colonisation invitent à se poser la question de la nature de la relation entre Mexico et la Californie et de sa dimension coloniale, qu'il faudrait alors définir plus précisément. La dimension comparatiste prend ici doublement son sens, à la fois du fait de la référence même aux autres modèles d'organisation territoriale, et du fait de l'historiographie. En effet, le Mexique n'ayant jamais vraiment été pensé « comme un empire », il est utile de confronter ce cas de colonisation aux débats britanniques, étatsuniens et même français sur la question. Il est intéressant par exemple que les modèles employés soient alternativement des cas de colonisation ultramarine et intérieure.

Le ministre Alamán, qui est à la fois ministre des relations intérieures et extérieures, s'interroge sur le bon usage qui pourrait être fait de ce territoire pour la nouvelle république. Il invoque l'exemple des États-Unis, avec

78 A.L. STOLER, C. MCGRANAHAN et P.C. PERDUE, *Imperial formations*, p. 3.

> « la transformation quasi magique qu'offrent les [terres publiques vacantes] (*baldíos*) dans quelques-uns des nouveaux états de l'Union du Nord de notre continent, où des déserts, constamment exposés aux invasions des barbares se sont transformés en quelques années en provinces peuplées et florissantes ne pouvait que nous stimuler à fournir à notre patrie de similaires avantages.[79]

Nonobstant sa référence à la république du nord, les termes du débat mexicain rappellent tout autant les débats français sous la Monarchie de Juillet quand le nouveau régime hérite en 1830 de la conquête d'Alger. Par opposition aux colonies d'ancien régime, le « bon colon » devait aller en Algérie non pour s'enrichir rapidement par l'exploitation d'esclaves, mais, en fondant une colonie agricole à l'image des Grecs et des Romains, « agrandir leur propre pays ».[80] Une bonne politique de colonisation aurait un modèle différent pour « civiliser les Indiens barbares », celle de « l'augmentation des habitants ». Pour assurer cela, une loi de colonisation est nécessaire, « car entre temps s'établissent de « nombreux étrangers qui n'observent aucun ordre et sans que la Nation en tire tout le profit qu'elle pourrait ».[81] Or c'est bien l'enjeu, celui de développer « le riche commerce dont [la Californie] doit être un jour le centre} avec « la multitude et l'excellence de ses produits agricoles » et « les secours qu'elle peut donner », au profit de la nation mexicaine et non des « puissances étrangères » qui lui « portent des regards envieux ».[82]

La mention des « secours » montre que, comme dans le cas français (plus tardif), la colonie est perçue comme une possible « soupape de sécurité », selon le terme de l'historienne Jennifer Sessions[83] pour contribuer à nourrir soit sur place, soit à distance par la vente ou le commerce la population mexicaine. Mais dans cette perspective, il s'agit de recruter les colons adéquats. Le ministre Alamán propose deux types de colons : d'une part, il évoque la possibilité de faire venir des colons d'Asie ;[84] d'autre part, il s'inspire du modèle britannique pour envisager d'en faire une colonie pénale :

> « La distance de [la Californie] peut fournir également d'autres avantages. Nous connaissons

79 Alamán, *Memoria*, 1823 p. 52 *« Baldios. La transformacion casi magica que ofrecen los terrenos de esta clase de algunos de los estados nuevos de la union del Norte de nuestro continente donde desiertos espuestos continuamente a las invasiones de los barbaros se han visto en pocos años presentar el aspecto de provincias pobladas y florecientes no podia menos de estimular a proporcionar a nuestra patria iguales ventajas. »*

80 Jean-Baptiste Say, cité par J. SESSIONS, « Le paradoxe », p. 64.

81 Alamán, *Memoria*, 1823, p. 52 *« Esta aún pendiente la resolucion que es muy necesaria pues en el entretanto se van estableciendo muchos estrangeros sin guardar orden alguno y sin que la Nacion saque todo el provecho que debiera. La civilizacion de los Indios Barbaros y la seguridad de nuestras fronteras que se libraran de sus escursiones con el aumento de habitantes debe ser uno de los frutos de esta medida. »*

82 Alamán, *Memoria*, 1823 p. 32 *« El rico comercio de que debe un dia ser el centro, la multitud y la excelencia de sus productos agricolas, los auxilios que puede prestar y las miras de ambicion que sobre ella manifiestan algunas potencias estrangeras deben fijar la atencion del Congreso y del gobierno. »* voir aussi p. 52.

83 J. SESSIONS, « Le paradoxe », p. 67.

84 Ce qui n'est pas sans rappeler le journal rédigé par un noble de Mexico évoqué par Serge GRUZINSKI, *Les quatre parties du monde: histoire d'une mondialisation*, Paris, La Martinière, 2004.

> ceux que les Anglais tirent de leurs établissements de déportation et nous pourrions en tirer les mêmes en exilant là-bas les criminels qui sans l'être suffisamment pour mériter la peine capitale, devraient sortir pour toujours ou pour longtemps de la société qu'ils ont offensée de leurs délits. Conduits sur ce territoire, et sous la surveillance continuelle des autorités, ils deviendraient des cultivateurs utiles à la Nation, de bons pères de famille, de bons résidents [vecinos] et enfin, de bons citoyens. »[85]

L'historiographie en langue anglaise a beaucoup travaillé sur la question du recrutement des colons pour les colonies de peuplement britannique et ses difficultés.[86] Jennifer Sessions, à propos de l'Algérie, souligne le paradoxe entre d'une part la nécessité d'exploiter la province/colonie au profit des colons et du pays, et d'autre part celle de s'en servir comme d'une « soupape de sécurité » et d'y envoyer des personnes jugées indésirables dans le reste du pays. Il devient alors impossible de trouver le colon parfait.[87] De fait, comme en Algérie, l'envoi de condamnés en Californie fut mal reçu par la population locale et pesa sur les maigres ressources du gouvernement provincial.

Quel peut alors être le « bon colon » ? Peut-il, sur le modèle étatsunien, être étranger ? L'historien José Ángel Hernández a souligné les différences entre les politiques d'immigration des États-Unis, mais aussi de l'Argentine ou du Brésil et celle du Mexique. En effet, il s'agit moins pour le Mexique de « blanchir » sa population que d'inclure, d'incorporer des communautés, par exemple indigènes, pour en faire des Mexicains, et des catholiques. Il nuance l'importation du modèle étatsunien, en montrant comment les conseillers du gouvernement, auteurs de rapports, de recommandations, et ayant influencé l'écriture des lois, promeuvent une colonisation, mais par contraste avec les États-Unis, d'une immigration plutôt interne.[88] Dans un mémoire extrêmement influent de 1822, Simon Tadeo Ortiz de Ayala suggère des politiques au gouvernement sur un très grand nombre de sujets dont la colonisation et l'immigration. Or, dans ce rapport, la question de

85 Lucas Alamán, *Memoria*.p.33 *« La distancia a que se halla puede proporcionar tambien otras ventajas. Sabemos las grandes que sacan los ingleses de sus establecimientos de deportación y nosotros pudieramos proporcionarnos las mismas trasladando a ella aquellos criminales que sin serlo bastante para merecer la pena capital, deben salir para siempre o por largo tiempo de la sociedad que ofendieron con sus delitos. Conducidos a aquellos puntos y bajo la inspeccion continua de las autoridades vendrian a ser unos cultivadores utiles a la Nacion, buenos padres, buenos vecinos y por ultimo buenos ciudadanos »*

86 Robin F. HAINES, *Emigration and the Labouring Poor: Australian Recruitment in Britain and Ireland, 1831-60*, New York, St. Martin's Press, 1997 ; Lisa CHILTON, *Agents of Empire: British Female Migration to Canada and Australia, 1860s-1930*, Toronto; Buffalo, University of Toronto Press, 2007 ; James BELICH, *Replenishing the Earth: The Settler Revolution and the Rise of the Anglo-World, 1783-1939*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2009 ; Pour le cas de la France et son empire colonial voir Yvette KATAN, « Les colons de 1848 en Algérie: mythes et réalités », *Revue d'histoire moderne et contemporaine (1954-)*, 1984, 31, 2, p. 177-202 ; Isabelle MERLE, *Expériences coloniales: la Nouvelle-Calédonie, 1853-1920*, Paris, Belin, 1995 ; Tony CHAFER et Amanda SACKUR, *Promoting the Colonial Idea: Propaganda and Visions of Empire in France*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York, Palgrave, 2002 ; Leslie CHOQUETTE, *Frenchmen into Peasants Modernity and Tradition in the Peopling of French Canada*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1997 ; Pour le Mexique, mais dans une approche uniquement de colonisation intérieure sans dimension comparative voir C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement* ; J.A. HERNÁNDEZ, *Colonization*.

87 J. SESSIONS, « Le paradoxe », p. 67.

88 J.A. HERNÁNDEZ, *Colonization*, p. 40.

l'immigration est traitée en général, et pas en lien direct avec la politique de colonisation de la frontière nord.[89] Or cette séparation est fondamentale, dans le sens où elle montre que pour l'auteur du moins, la question de la frontière n'a pas pour solution l'immigration européenne sur le modèle des États-Unis.

Néanmoins, l'ensemble des problématiques liées à la frontière nord sont polarisées par la question du Texas. La genèse de la politique d'immigration et de colonisation au Mexique est à situer au Texas,dans le cadre de la concession de Moses Austin en janvier 1821, soit avant l'indépendance. L'indépendance et la question de cette concession donne lieu à des contrats émis par la province de Coahuila et Texas. Le langage des contrats et des lois locaux sont ensuite repris dans le décret impérial de régulation de l'immigration de janvier 1823, et le séjour du fils de Moses Austin, Stephen, à Mexico n'y était pas étranger ; il s'agit en effet pour lui de faire valider la concession de son père, dans les mêmes termes.[90] Ce décret est le fruit d'une commission sur la colonisation du Congrès constituant, dont les travaux sont en effet focalisés sur le cas du Texas.[91] La chute d'Iturbide rend caduque ce règlement, mais le nouveau Congrès Constituant travailla sur une nouvelle loi votée le 18 août 1824.

Cette loi ne règle pas pour autant la question californienne. Elle statue, entre autres, que les terres des corporations ne peuvent pas être colonisées (car ne pouvant être considérées comme des terres publiques), ce qui protège en théorie les missions californiennes, et rend par conséquent très difficile la colonisation de la province. La solution envisagée est la transformation des missions en municipalités (« sécularisation ») et la distribution des terres entres colons, vétérans et Amérindiens, mais elle ne règle pas le problème du droit de propriété des Amérindiens. Une solution intermédiaire est que les missions acceptent que les terres qu'elles n'utilisent pas soient concédées.[92] La question de la colonisation est en effet indissociable de la question de la terre, de la souveraineté et du droit de propriété. Le modèle des États-Unis ne sert pas seulement du point de vue de la politique d'immigration mais aussi de la transformation des terres à coloniser en terrains publics. Or ce modèle, qui fonctionne en théorie pour les États-Unis, qui ont passé des traités avec les populations amérindiennes pour la cession de leur terres, ne fonctionne pas pour le Mexique où les Amérindiens, citoyens, sont toujours propriétaires en commun de leur terre. La solution de faire

89 T. ORTIZ et T.G. DÍAZ, *Resumen de la estadística del Imperio Mexicano, 1822*, p. 21 ; J.A. HERNÁNDEZ, *Colonization*, p. 52 ; C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 104.

90 J.A. HERNÁNDEZ, *Colonization*, p. 55 ; Andrés RESÉNDEZ, *Changing National Identities at the Frontier: Texas and New Mexico, 1800-1850*, Cambridge, U.K. ; New York, Cambridge University Press, 2005, p. 65.

91 C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 112.

92 *Ibid.*., p. 113.

cohabiter colons et Amérindiens pour développer la frontière est donc souhaitable et idéale du point de vue du gouvernement mais rencontre des difficultés dans son application. Si cela est envisageable au Texas et au Nouveau Mexique où les missions n'occupent pas un rôle de premier plan, nous verrons que les missionnaires constituent un obstacle majeur en Californie comme défenseurs de la propriété privée des Indiens qu'ils ont christianisés.

***

La colonisation de peuplement apparaît aux gouvernants mexicains des années 1820 comme la panacée pour développer un territoire qu'ils considèrent peu peuplé, ou comme un meilleur moyen que les missions pour « civiliser les barbares ». Cette forme de colonisation contraste avec l'ancienne par son caractère libéral et « doux » puisque c'est par la propriété privée et le commerce que les Californiens, colons comme Amérindiens allaient devenir des membres de la communauté nationale et contribuer à l'enrichir en s'enrichissant. Bien entendu, cette intégration ne tient pas compte du rapport à cette terre et à l'entité politique mexicaine des groupements amérindiens qui l'occupent. Or la colonisation pose la question de la propriété de la terre, d'autant plus cruciale en Californie où les missions franciscaines forment l'intermédiaire entre les Amérindiens et les institutions gouvernementales, et sont capables de défendre leur propriété. Il faut donc institutionnaliser le pouvoir du gouvernement de Mexico sur cette province et ses terres, ce qui est fait entre autres par l'institutionnalisation de la Californie comme « territoire » dans la constitution fédérale de 1824.

C. Le « Territoire » Constitutionnel : un statut colonial ?

La question du gouvernement et celle de la colonisation sont intimement liées, notamment parce que c'est le gouvernement qui donne des titres de propriétés, les protégeant comme les encadrant. Nous avons vu que la Californie est perçue comme une province encore sous « l'ancien système », dont le représentant ne peut par conséquent siéger au Congrès. Au moment où le Mexique travaille sur une constitution fédérale, que faire de cette frontière ? Les historiens sont revenus largement sur l'interprétation qui faisait de la constitution fédérale de 1824 une simple copie de la constitution des États-Unis, sous l'influence de l'ambassadeur des États-Unis Joel Poinsett. En effet, ils ont remis en avant le rôle des provinces pour faire adopter le fédéralisme.[93] Néanmoins, il est un point sur lequel le modèle étatsunien est tout à fait explicite, c'est celui de l'introduction de la notion de « territoire »

93 Michael P. COSTELOE, *La Primera República Federal de México, 1824-1835: Un estudio de los partidos políticos en el México independiente*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1975 ; Timothy E. ANNA, « Inventing Mexico: Provincehood and Nationhood After Independence », *Bulletin of Latin American Research*, 1996, 15, 1, p. 7-17.

constitutionnel.

Cette notion apparaît lors de la discussion de l'article 7 de l'Acte constitutif qui énumère les États reconnus et y ajoute des « territoires » , « immédiatement sujets aux pouvoirs suprêmes [de la Fédération] »[94] ; la Californie est comprise dans cette appellation. Cet article est discuté en plusieurs fois à partir du 3 décembre 1823, dans la mesure où pour y être cité, et donc accéder au rang d'État, chaque État putatif doit être approuvé nominativement ; cela pose dès lors la question de ce qui fait d'un État un État. Dans certains cas, les députés doivent trancher entre plusieurs propositions concurrentes. Le cas des deux Californies met en évidence la complexité de penser le rapport à ces provinces qui ne se sont pas constituées comme États et ne correspondent donc pas au modèle du pacte fédéral d'États souverains s'associant pour créer une entité politique. Le cas précis des Californies est particulièrement débattu le 10 janvier 1824.[95] En jeu est une réflexion sur l'État idéal, sa taille, sa cohérence et sa solidarité interne ce qui est intéressant puisque dans ce cas, ces propositions viennent du Congrès mais pas des États eux-mêmes. Surtout, cela requiert, comme dans le cas étatsunien, de penser la création de nouveaux États, unité de base du fédéralisme. Dans le projet initial soumis par le gouvernement, elles sont initialement rattachées à un État d'Occident (*Estado de Occidente,* issu de la division militaire des *Provincias Internas de Occidente*). Certains députés, comme Ramos Arizpe, y sont favorables, pour rendre cet ensemble plus résistant contre les ambitions russes ou d'autres puissances étrangères sur la région (y compris via l'immigration), et vu son importance pour le commerce avec l'Asie. La réunion des Californies à Sonora et Sinaloa permettrait « qu'ensemble elles forment un État robuste et qu'elles aient un gouvernement proche, capable de veiller sur la sécurité et la prospérité de ces régions (*paises*) ». Mais, ajoute-t-il, la « confédération, intéressée par ces questions, et principalement pour éviter toute invasion étrangère pourra, et même devra aider cet État avec le nécessaire pour payer les troupes et pour les travaux nécessaires à son développement ». Un autre député propose une variante, avec la formation de deux États (Sonora-*Alta California* et Sinaloa-*Baja California*) afin que chacune des provinces plus développées (Sonora et Sinaloa) puisse respectivement prêter secours à celles qui l'étaient moins (*Alta* et *Baja California*). Ces deux solutions permettent de n'avoir que des États au sein de la fédération. La défense des frontières, une attribution fédérale, implique néanmoins une responsabilité fédérale. Cette proposition est aussi approuvée par Martinez de Vea, à qui avait été

94 Acta Constitutiva, art. 7, 31 janvier 1824. *« Serán por ahora territorios de la federación, sujetos inmediatamente á los supremos poderes de ella. »*

95 « Concluye la Sesion del dia 10 de enero de 1824 », *Aguila Mexicana,* 13 janvier 1824, n°274. Voir annexes (sources).

attribuée la représentation des Californies, en l'absence de députés.

Pour d'autres, ni la Sonora, ni la Sinaloa ne sont elles-mêmes suffisamment fortes pour soutenir les Californies et pour former des États à part entière. Aussi, le député Gómez Farías propose-t-il d'en faire des « territoires directement soumis au gouvernement de la fédération, jusqu'à ce qu'elles aient les qualités requises pour être des États, comme c'est la pratique en Amérique du Nord. »[96] De fait c'est ce statut qui est choisi pour chaque Californie (mais ni pour Sonora ni Sinaloa) dans le texte de l'Acte constitutif puis précisé lors des débats constitutionnels.[97] Le statut de territoire pour les Californies est définitivement adopté le 29 janvier 1824 sur proposition de la commission de la constitution, pour ne plus être remis en cause jusqu'aux changements de constitution des années 1830. Le statut des territoires est aussi abordé dans la discussion de certains articles de la constitution, notamment concernant leur représentation au Congrès (8 juillet 1824). Lors du débat s'affrontent plusieurs points de vue qui éclairent l'imaginaire territorial des députés du Congrès constituant dans leur conception de la république fédérale. Les uns mettent en avant que ce sont bien les États, souverains, qui constituent la nation et ses lois, d'autres soulignent les droits des citoyens de ces territoires, qui doivent être égaux aux citoyens des États.[98] Ortiz de la Torre, représentant de la Basse Californie, invoque l'exemple impérial, quand les provinces américaines avaient envoyé des représentants en Espagne sans être déjà des États. On lui rétorque que ce n'est pas comparable, car les provinces n'avaient pas ce droit en soi, mais dans le cadre d'un pacte social, désormais renouvelé dans le cadre de la république fédérale mexicaine (Sr Cañedo). Afin de répondre à l'accusation d'inégalité qui semble viser le statut même de territoires, ils sont comparés à des enfants mineurs, dont le gouvernement fédéral aurait la tutelle (par opposition au modèle féodal du vassal[99]).

La discussion autour de l'article 7 de l'Acte constitutif puis du statut des territoires nous permet dès lors d'entrer au cœur des conceptions en débat lors de la construction de la fédération

96 *Ibidem.*

97 Le statut de cet État putatif et des Californies n'est néanmoins pas arrêté ce jour-là, certains députés, dont Carlos María Bustamante et Espinosa, étant désireux de consulter d'autres documents afin de pouvoir statuer.

98 *Ibidem. « Don J. B. Guerra : No habia motivo para privar a los territorios del derecho de elegir diputado si tenian esa poblacion, la cual se compone de ciudadanos iguales en derechos a los habitantes de los estados. Rejon : el derecho de elegir diputados para el congreso general no proviene solamente de la poblacion sino del rango de estados soberanos porque estos son los que forman la federacion » « seria extraño que los territorios que se hallan en esta clase, porque carecen de todos los elementos necesarios para ser estados y por eso estan bajo la tutela de los supremos poderes legislativo y ejecutivo de la federacion, tuvieran parte en la formacion de las leyes que se dan para los estados ».* Le député Ibarra est en désaccord : *« La igualdad establecida por nuestro sistema no es absoluta sino proporcional. (…) Los argumentos sacados de la misma igualdad y del derecho individual de influir en la formacion de las leyes prueban no solo que los territorios deben tener diputados sino tambien senadores y congreso particular y en una palabra que deben ser estados »*

99 *Ibidem.* Intervention de Cañedo.

mexicaine.[100] L'intervention de personnalités majeures du processus de constitution de la république mexicaine montre que la Californie, bien que périphérie, ou parce que périphérie, mobilise et met en valeur les limites du processus constitutionnel et du pacte social qu'il s'agit de penser. Il est notable que l'exemple américain soit invoqué. Les députés font allusion à l'ordonnance du Nord-Ouest, adoptée en 1787, mais en dehors de la constitution, afin de tenir compte des territoires de conquête qui ne faisaient pas partie formellement des colonies qui avaient pris leur indépendance en 1776. Si les députés, le premier d'entre eux, Ramos Arizpe, font allusion à ce statut étatsunien de territoire, il semblent ignorer les débats qui ont mené à l'invention de ce statut. Lors des débats au Congrès des États-Unis concernant cette question, les députés étaient passés relativement vite sur la question de la souveraineté, arguant que pour attirer des colons, l'assurance d'un gouvernement solide était une meilleure garantie pour la terre et que le statut de territoire n'était que temporaire. La discussion se focalise donc sur la meilleure manière pour l'État de promouvoir la colonisation de ces terrains par le biais de titres de propriété solides.[101] Or cette dimension n'est pas du tout abordée lors de la discussion constitutionnelle, qui reste complètement séparée de la question de la colonisation.

La Californie devient donc constitutionnellement un territoire en 1824. Le gouvernement organise une commission, la *Junta de Fomento de Californias* (commission pour le développement de la Californie) pour proposer un cadre de gouvernement spécifique au territoire des Californies. On ne cherche donc pas à dessiner un système de gouvernement pour tous les territoires constitutionnels à la fois. Au contraire, le gouvernement adopte une démarche ciblée. Cette décision est significative de l'importance de ce territoire aux yeux du gouvernement, et met en scène, selon Omar Guerrero, un « État entrepreneur ».[102] Il interprète en effet la *Junta* comme un effort sans précédent de l'État mexicain pour prendre possession de son territoire physique, mais ses propositions n'ayant pas été adoptées, il ne faut pas surestimer cet effort. Comme le texte proposé par la Commission n'est jamais adopté, il importe de poser quels cadres institutionnels régissaient ce

100 Pour un compte-rendu des débats liés aux territoires fédéraux, voir Georgina LÓPEZ GONZÁLEZ, « Los debates en torno a la creación de los territorios federales en el Congreso Constituyente de 1823-1824 », *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas = Anuario de Historia de América Latina*, 2005, 42, p. 321-343. Cet article ne replace pas la législation sur les territoires dans la réflexion territoriale plus large (notamment concernant la frontière nord, la colonisation, l'immigration, les relations internationales) ni dans l'imaginaire territorial des députés sur ces territoires. N'est pas évoqué non plus le modèle étatsunien.

101 Sur le débat sur les territoires et l'Ordonnance du Nord-Ouest aux États-Unis, voir Peter S. ONUF, *Statehood and Union: A History of the Northwest Ordinance*, Bloomington, Indiana University Press, 1987. Il serait intéressant également de comparer avec les débats sur la Louisiane, territoire acquis après l'adoption de l'Ordonnance du Nord-Ouest, et donc pour laquelle elle n'avait pas été directement conçue et dont elle constitue donc un test. Sur la Louisiane, voir Peter J. KASTOR, *The Nation's Crucible: The Louisiana Purchase and the Creation of America*, New Haven, Yale University Press, 2004.

102 « El estado empresario » dans Omar GUERRERO, *El estado y la administración pública en México: una investigación sobre la actividad del estado mexicano en retrospección y prospectiva*, Cuajimalpa, México, D.F., Instituto Nacional de Administración Pública, 1989, p. 620.

territoire dans le contexte de la constitution fédérale de 1824. Le territoire est dirigé par un gouverneur, appelé *jefe politico*, nommé par le gouvernement mexicain. Dans les faits, il s'agit d'un militaire gradé, car la fonction est toujours associée à celle de commandant militaire des troupes des compagnies basées dans les forts. Le gouverneur n'est pas nommé pour une période donnée, c'est le gouvernement qui décidait de son rappel et de la nomination de son successeur. Cette fonction n'est pas nouvelle, puisque depuis sa fondation la Californie était dirigée par un gouverneur qui alliait ces deux mandats, civil et militaire. Le seul changement qui intervient est son nom (de *gobernador* à *jefe politico*).

Le premier gouverneur titulaire de la Californie mexicaine est nommé au mois de janvier 1825, peu après la remise de la proposition d'instructions par la Commission. Le premier choix des membres de la Junta était Tamariz, d'après Hutchinson, mais son origine espagnole a pu constituer un obstacle à sa candidature auprès du gouvernement.[103] La nomination de José María Echeandía, l'un des fondateurs du collège des ingénieurs militaires mexicains suggère que le gouvernement comptait sur ses compétences pour améliorer les fortifications sur la côte, nécessité fréquemment plaidée par les gouverneurs et les visiteurs, ainsi que d'arpenter des terres peu connues ou d'améliorer les voies de communication.[104]

***

La politique mexicaine des premières années met en évidence d'une part la volonté de rupture par rapport à la période coloniale, et d'autre part les impératifs de construction territoriale. Le gouvernement, les députés et les intellectuels désiraient promouvoir une immigration qui permette de renforcer l'intégration du territoire. Plus que la radicalisation du gouvernement sous la pression des libéraux radicaux, c'est la situation sur le terrain qui fut le plus grand obstacle au déroulement du programme préconisé par la commission de développement. Plus exactement, la radicalisation à Mexico, en parallèle des difficultés rencontrées en Californie pour remplir ces instructions agrandit le fossé entre les attentes du gouvernement et les réalisations sur place, mettant ainsi en évidence les limites du pouvoir central et les nécessités de composer localement.

103 C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 116.

104 Le premier gouverneur mexicain de Californie, nommé par l'empire mais qui ne prend jamais son poste, Diego García Conde est également l'un des fondateurs du *Colegio de Ingenieros Militares*. Comme ailleurs, la fondation d'un collège d'ingénieurs militaires répond au besoin d'une meilleure formation technique des cadres de l'armée, en particulier sous l'effet des campagnes napoléoniennes ; à Mexico on s'inspire d'ailleurs du modèle français. Sur les ingénieurs militaires en France voir Ken ALDER, *Engineering the Revolution: Arms and Enlightenment in France, 1763-1815*, Princeton, Princeton University Press, 1997. Sur le collège mexicain, on ne dispose que de monographies plus ou moins institutionnelles comme Juan N. CHAVARRI, *El heróico Colegio Militar en la historia de México*, México, Libro Mex, 1960, p. 20-31.

III - Que faire des missionnaires espagnols dans la République ?[105]

Dans le contexte post-indépendance, la question de la Californie, comme d'autres provinces, est envisagée à Mexico sous l'angle de la loyauté ou de la déloyauté, avec l'identification des missionnaires comme facteur de première importance pour cette question. Les fonctionnaires et militaires mexicains qui arrivent à partir de l'été et de l'automne 1825 sont dans ce même état d'esprit. Le gouverneur est un peu plus informé de la complexité de la situation du fait de ses échanges avec la Junta de Fomento, avec le dernier gouverneur espagnol Pablo de Solá, et des instructions du ministère. Les autres agents du gouvernement, en revanche, n'ont pas eu accès à ces informations ni été particulièrement préparés à la société – ou l'absence de société – qu'ils trouvent sur place.

À partir de 1825, après un soulagement temporaire à Mexico au sujet de la Californie, le problème de la loyauté de ce territoire se pose à nouveau, lorsque les missionnaires refusent de prêter serment à la constitution fédérale et même de dire des messes non seulement pour sa proclamation, mais aussi pour toute célébration ultérieure de l'indépendance ou toute autre fête nationale. La conjonction entre ce refus de prêter serment et l'arrivée de nouveaux fonctionnaires mexicains donne lieu à la production de traces écrites, de manifestations multiples contre les missionnaires, les Californiens, et leur problème de loyauté. Il faut moins le comprendre comme un militantisme particulièrement vigoureux des Californiens pour un retour à l'Espagne qu'à cette conjonction. De plus, l'accentuation de la menace espagnole, sa récupération politique, en association avec une rivalité en Californie entre fonctionnaires mexicains vient renforcer ce discours sur le manque de loyauté des Californiens. Cependant la puissance effective des missionnaires, qui contrôlaient les populations indiennes et leurs terres obligent aussi bien le gouverneur que le gouvernement central à coopérer avec eux tout en cherchant des alternatives.

A. Les missionnaires contre la république

Après avoir accepté l'indépendance, la plupart des missionnaires refusent de prêter serment à la constitution fédérale (22 sur 30 en novembre 1826). Ils refusent également de célébrer des messes à

105 Le titre de cette sous-partie fait référence à un ouvrage de Sol Serrano sur le Chili où l'auteur s'interroge sur la place de l'Église dans la république catholique. Elle analyse en particulier la continuité du régalisme face à l'Église dans la République. Elle aborde également, peut-être surtout, le point de vue des Catholiques dans une société en cours de lente sécularisation, perspective qui n'est pas abordée ici Sol SERRANO, *Qué hacer con Dios en la república?: política y secularización en Chile (1845-1885)*, Santiago, Chile, Fondo de Cultura Económica, 2008 ; Annick Lempérière en a fait le compte-rendu en français dans « Histoire politique », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2014, 69e année, 1, p. 187-296.

l'occasion de la proclamation de la constitution et pour les fêtes nationales, décision qui allait à l'encontre de l'attitude et des ordres de leurs supérieurs du collège de San Fernando. Cette décision des missionnaires doit être interprétée à l'aune des développements à la fois locaux et nationaux entre 1822 et 1825. Il s'agit à la fois d'une manifestation de défiance à l'égard du gouverneur local et de sa volonté, à la faveur de l'indépendance, de reprendre en main le projet territorial, et à l'égard de Mexico, par rapport au choix de la République, en particulier fédérale. Prêter serment à la république est vu comme une forme de parjure par rapport à leur engagement envers le roi d'Espagne ; de plus, la République est perçue comme porteuse de risque pour leur projet religieux.

Le bras de fer entre le gouverneur de Californie Argüello et les missionnaires au sujet de la fondation d'une mission au nord de la province en 1823 constitue un point d'entrée dans la reconfiguration du pouvoir et du rapport au projet territorial, en ce qu'il met en évidence l'alliance de plus en plus précaire entre les missionnaires et l'armée, et la réticence des missionnaires à voir le projet territorial partiellement pris en charge par le conseil territorial (*diputación*). En 1822, lors du passage de Fernández, l'agent du gouvernement mexicain, en Californie, il avait été décidé par ce dernier, le préfet des missions Mariano Payeras et le gouverneur Luis Antonio Argüello de déplacer la mission de San Francisco. Le site – à l'emplacement actuel de la mission et de la ville de San Francisco – est jugé trop stérile et insalubre par rapport aux autres rives de la baie.[106] Le père Jose Altimira, responsable de la mission, présente un projet de transfert au conseil provincial le 23 mars 1823. La constitution de Cadix statue en effet que « outre mer », les conseils provinciaux sont en charge de superviser les missions.

Le projet vise non seulement à déplacer la mission de San Francisco mais également une mission annexe, l'assistance de San Rafael, située plus au nord et qui en dépend. Mais le projet rencontre l'hostilité du missionnaire responsable de cette assistance, le père Juan Amorós, qui souligne l'engagement pris auprès des Indiens locaux. Surtout, sa formulation trahit l'inquiétude des missionnaires par rapport à la nouvelle institution, le conseil provincial : « il y a quelques jours, dit-il, j'ai appris que sur proposition des pères de San Francisco, le conseil avait décrété la suppression de ladite mission et aussi de celle de San Rafael pour fonder un nouvel établissement chez les

106 BL, Departmental Records (DR) I, p. 32, Argüello à Amorós, Monterey, 4 août 1823. HHB2 p. 496. Si la baie est considérée comme un atout majeur à partir du moment où elle est connue, le site de la péninsule est critiqué du point de vue de sa capacité à faire vivre une population, sinon du point de vue de son importance stratégique. Le sol sableux, les vents violents et la maigre végétation n'étant pas propices. Le diagnostic est établi dès 1796 lorsqu'il est décidé de fonder un établissement civil et que le site de Santa Cruz/Branciforte est préféré à celui de San Francisco. Alberni, « *Parecer sobre el sitio en que debe fundarse el nuevo Pueblo de Branciforte* », 1796, cité dans HHB1, p. 567 "*San Francisco was declared the worst place in all California for the purpose of settling a town since the Peninsula afforded (...) nothing but sand and brambles and raging winds*".

Suisun ou les Ululatos. »[107] Avec cette affaire, semble se réaliser le pire cauchemar des missionnaires, l'immixtion du gouverneur, et pire, d'un conseil de colons et de soldats locaux, dans les décisions liées à leurs missions, dans le cadre d'un projet territorial séculier. En soi, l'intérêt du gouverneur et du pouvoir colonial sur les missions n'est pas un fait complètement nouveau, mais l'assemblée territoriale introduit une dimension locale au projet, par contraste avec le projet impérial des rois catholiques. Les colons et les soldats, voire les Indiens, par le biais de l'élection au conseil, deviennent de potentiels décideurs sur l'avenir des missions.

En réalité, le traitement par le gouverneur de cette affaire met en évidence qu'il s'agit plus d'une volonté politique de sa part, où le conseil provincial ne joue qu'un rôle de second plan. Pour le dire autrement, Argüello s'appuie sur le conseil afin d'affirmer son pouvoir de direction du projet territorial face aux missionnaires. Lors d'une première correspondance avec Amorós, le missionnaire de San Rafael, Argüello insistait plutôt sur le projet initial de Payeras et Fernández, et sur l'obéissance d'Amorós à sa hiérarchie. C'est lorsque l'opposition entre Altimira et Amorós au sujet du transfert monte d'un cran et gagne leurs supérieurs hiérarchiques, qu'Argüello doit faire appel à des arguments plus politiques. En effet, le père Señan, successeur de Payeras à la préfecture des missions, et Sarría, président des missions prennent le parti d'Amorós et s'opposent tous deux à la fermeture de San Rafael. De leur côté, il s'agit probablement tout autant d'une défense de la mission San Rafael que d'une mise au point sur leur pouvoir de décision. Or dans sa réponse aux préfet et président, Argüello choisit justement de mettre l'accent sur les pouvoirs du conseil provincial.[108] Il insiste sur le fait qu'il ne se fonde pas sur la décision initiale prise par les missionnaires et le chanoine Fernández, mais bien sur la résolution de l'assemblée, en arguant de législation sur les conseils provinciaux des territoires « d'outre mer » qui permet aux conseils de prendre un certain nombre de décisions concernant les missions et le développement du pays s'en avoir à s'en référer à Mexico (ou Madrid). Cette affaire est l'occasion pour Argüello d'affirmer la prise en main par les instances séculières de la conquête de la Californie et la prise en charge du bien commun par l'assemblée territoriale, conquête de la Californie et bien commun étant ainsi liés. « L'autorité politique, appuie-t-il, ne peut pas être ainsi méprisée ».[109]

Les réformes envisagées par le commissaire du gouvernement, Fernández puis le gouverneur Argüello et le conseil provincial engagent les missionnaires à élaborer leur stratégie de réponse à la

107 AASF, n°1447, Amorós à Argüello, San Rafael, 19 mai 1823. *« Hace pocos dias he sabido como cierto que ha pretención de los PP de la mision de NP San Francisco la Exma Dputacion havia decretado suprimir la dicha misión y tambien S Rafael para un nuevo establecimiento en el Suisun o ululato »*

108 DR, 1, p. 42-46 Argüello à Sarría, 17 septembre 1823, Monterey.

109 *Ibidem*, p. 46 *« La autoridad politica no debe de este modo ser burlada ».*

nouvelle situation. Les missionnaires prennent le parti de ne pas rejeter en bloc les nouvelles institutions (constitution, institutions organisées par Fernández etc), cherchant au contraire soit à démontrer en quoi elles ne touchent pas leurs prérogatives, soit à les utiliser, ainsi que les nouveaux arguments, à leur avantage. Ils développent trois fils argumentaires liés à la nouvelle situation issue de l'indépendance : 1) la réforme des missions est du ressort du gouvernement supérieur 2) les Indiens, devenus citoyens, en ont d'autant plus le droit à la protection de leurs terres (par le biais des missions) 3) les changements européens ne changent en rien la géopolitique locale, c'est à dire la menace des raids Indiens en Californie. D'après eux, au-delà du changement nominal, c'est le gouvernement impérial qui a organisé le système des missions en Californie, et c'est donc au nouveau pouvoir « national » qu'est dévolu désormais ce rôle. Une manière pour les missionnaires de temporiser, et de ne pas donner le pouvoir à ceux qui seraient dès lors juges et partis dans l'affaire, soit les colons et vétérans qui d'après eux veulent acquérir les terres et siègent au conseil provincial. Afin de contourner le texte législatif qui donne aux conseils un rôle dans la supervision des missions d'outre-mer, les missionnaires l'interprètent dans un sens limitatif : le conseil a le devoir de veiller et de faire des propositions, mais c'est au gouvernement mexicain qu'il appartient de prendre les décisions en dernier ressort. Le conseil provincial s'est montré coupable de rien moins qu'un « coup de force », en ne respectant pas la stricte limite de ses obligations.[110]

L'indépendance, en faisant des Indiens des citoyens, renforce plutôt qu'elle n'affaiblit les revendications des missions, qui se présentent comme les protectrices des droits des Indiens. À la même époque, le statut libre des Indiens devient un argument des missionnaires pour défendre les intérêts des missions. Par exemple, un des arguments du père Sarría à Argüello pour s'opposer à la fondation de Sonoma est que les néophytes, en théorie désormais des citoyens libres et égaux, allaient être forcés de quitter leurs terres.[111] Les missionnaires s'appuient donc sur une argumentation politique et une défense de leurs droits et de ceux des Indiens qu'ils ont convertis, en s'appuyant à la fois sur les anciennes coutumes et les nouveautés, comme la citoyenneté des Indiens christianisés. Par exemple, le 18 octobre 1824, le conseil provincial reçoit en session une pétition de la part des habitants de la mission San Buenaventura pour demander une exemption de l'impôt. Le texte de cette pétition est perdu, mais le procès verbal de la séance la décrit comme très offensive.

110 CML, 1, San Francisco, Fr. Jose Señan, 14 août 1823, San Buenaventura « *Sea enhorabuena muy loable la tal translacion por los medios con que se ha conducido el asunto y tan executivamente va a plantificarse con tanto golpe de autoridad me llena de asombro. Creia que las juntas Provinciales no tenian el poder ejecutivo sino el velar y proponer al Gobierno Supremo la economia, orden y progreso de las misiones para la conversion de los Infieles: todo lo que las diputaciones debian poner en noticia del Supremo Gobierno. En el asunto del dia nada se ve de esto pues no se aguarda la resolucion del Supremo Gobierno.* »

111 AASF, Sarría à Argüello, 5 septembre 1823.

Le texte en a été rédigé par le missionnaire Señan, le même que l'on vient de voir protester contre les abus d'autorité du conseil provincial. Les missionnaires peuvent ainsi apporter leur culture et leur lecture attentive des textes de lois pour alimenter une résistance argumentée à ce qu'ils perçoivent comme des abus de pouvoir.

Enfin, ils profitent de la peur d'un soulèvement amérindien pour faire la démonstration qu'ils sont les seuls à pouvoir les contrôler de manière effective, comme l'illustre l'exemple d'une importante révolte en 1824, qui voit l'alliance des néophytes de trois missions et d'Amérindiens du groupe Yokut (dans la vallée centrale) pour mettre fin à la domination européenne dans la région. Nous évoquerons le sens de ce soulèvement du point de vue des Amérindiens au chapitre suivant, mais cette révolte, ainsi que la multiplication des attaques au début des années 1820 est à l'origine d'une peur renouvelée des colons, soldats et missionnaires pour la sauvegarde de leurs établissements en Californie.

C'est dans ce contexte de rivalité locale sur le contrôle des ressources que les nouvelles de l'échec de l'empire et de la probable organisation d'une république commencent à arriver en Californie. En effet, la correspondance continue avec le collège de San Fernando permet aux missionnaires de suivre les événements, et les conséquences qu'en tirent leurs frères au cœur de la tourmente. Ceux-ci ne se privent pas de leur dire combien leur sort en Californie est enviable, comparé à celui de Mexico ou de l'Espagne :

> « Nous sommes tous bien convaincus que les moins mal lotis sont ceux qui habitent en Nouvelle-Californie, et ce pour de nombreuses raisons. L'Église de Dieu subit la plus furieuse des bourrasques de toutes parts, mais dans certaines plus que dans d'autres, selon l'abondance plus ou moins grande de philosophes et de libéraux ou le plus ou moins grand nombre de péchés que Dieu est en train de châtier, et entre le plus et le moins, la plus fortunée est sans aucun doute cette Péninsule [de Californie]. Et que dire, si nous tournons les yeux vers la lutte dans laquelle nous nous trouvons contre ceux qui y ont lancé le cri de <u>République</u> à Vera Cruz ? Dieu nous en préserve et dispose les maisons et les cœurs de tous comme il convient le mieux à sa plus grande gloire et son plus grand honneur. Ainsi le demandons nous à Sa Majesté et devez-vous le faire aussi. Et si nous tournons le regard vers l'Espagne, que verrons-nous ? Nous verrons que tout s'y fait dévorer : nous verrons les ordre réguliers plus affligés, plus angoissés, plus persécutés, interdits tous les habits, une multitude de couvent supprimés, et en un mot, que le projet est d' en finir avec eux. De ce que je viens de vous écrire, vous comprendrez qu'il est impossible à ce Collège d'envoyer des missionnaires en Californie. (…) Que voulez-vous, que je fasse par rapport à ceux qui désirent tant partir de Californie ? Il est pourtant clair que ceux-là se trompent en croyant qu'ils trouveront un meilleur sort au Collège, ou ailleurs. »[112]

112 SB Index [C-C 17] Fr. Agustín, Colegio de San Fernando, 1er janvier 1823, Mexico. « *Estamos todos persuadidos a que los menos mal librados son los que habitan en la Nueva California por muchos motivos. En fin la Iglesia de Dios esta corriendo la mas furiosa borrasca en todas partes aunque en unas partes mas que en otras segun la mas o menos abundancia de filosofos y liberales y los mas o menos pecados de dios esta castigando y entre el mas y el menos es sin disputa la mas afortunada esa Peninsula. Y que dira si volvemos los ojos a la lucha en que nos hallamos contra los que han dado grito de <u>Republica</u> por el rumbo de Vera Cruz? Dios lo remedie y disponga las casas y los corazones de todos como mas convenga a su mayor honra y gloria. Asi se lo pedimos a SM y lo deben*

Ils ont dès lors le devoir de profiter de leur situation comparativement enviable en faisant quelques compromis acceptables par leur conscience afin de préserver leur œuvre. Néanmoins, les missionnaires californiens ne perçoivent pas leur situation de la même façon, vu le bras de fer récent avec le gouverneur Argüello. La défection des missionnaires commence par celle du préfet des missions. En février 1825, celui-ci annonce au gouverneur sa décision de ne pas prêter serment à la constitution fédérale, tout en précisant qu'il laisse libre chaque missionnaire de prendre sa décision selon sa conscience. Il est question au conseil territorial de retirer la gestion des « temporalités », c'est à dire la gestion de la mission comme entité économique, aux missionnaires, mais le gouvernement territorial temporise en attendant l'arrivée d'instructions de la part du gouvernement fédéral et du gouverneur. Bien que les autres missionnaires, en particulier à San Diego, se montrent aussi réticents, le conflit à ce moment-là se concentre sur la personne du président des missions. Ayant appris cela en juillet 1825, le ministre des affaires ecclésiastiques signale le problème au Collège dont dépend Sarría et le prévient de sa décision de l'expulser. Contacté par l'administration mexicaine (ministre de l'intérieur et ministre des affaires ecclésiastiques) le gardien du collège de San Fernando essaie de convaincre les missionnaires californiens de prêter ce serment. La lettre en question, dont le gardien adresse une copie au gouvernement, ne donne que les arguments officiels, entre lesquels on peut également lire, à la lumière des autres correspondances entre les missionnaires et le Collège, la dimension stratégique d'un tel serment. Le gardien met ainsi en garde contre « les maux graves qui pourraient arriver aux missions, aux missionnaires et à tous les habitants de la Province »[113].

Prenant acte que les missionnaires ne veulent pas prêter serment pour ne pas avoir à participer à une guerre éventuelle contre le roi à qui ils ont précédemment prêté serment – c'est leur argument - le gardien leur rappelle que les missionnaires, en tant qu'ecclésiastiques, ne participent de toute façon pas aux guerres, et donc qu'ils ne pourraient pas se trouver dans une telle situation.[114] Toute l'argumentation du gardien se fait en ces termes logiques, voire juridiques en référence au droit canon. Cela contraste avec une attitude certes argumentée, mais clairement plus émotionnelle, de la

tambien hacer VVRR. Y si volvemos tambien los ojos hacia España que veremos en ella ? Veremos que se esta devorando: veremos a las regulares mas abatidas, mas angustiadas, mas perseguidas, prohibidos los habitos, suprimidos mutltitud de conventos y en una palabra como que el plan es acabar con ellas. Con lo que llevo dicho me parece que conocera VR de que al Colegio le es imposible por ahora enviar ministros a Californias (…) En esta virtud que quiere VR que haga respeto a los que tanto ansian por salir de Californias? Ciertamente ellos se engañan juzgando encontraran mejor suerte en el Colegio o en otra parte. » Texte souligné dans l'original.

113 JNE, 30, 21 juillet 1825.

114 Si on se souvient de leur mobilisation pendant la guerre d'indépendance, on comprend néanmoins le dilemme des missionnaires californiens. L'argument du Gardien met dès lors en évidence le contraste entre les missionnaires du Collège et ceux qui étaient sur le terrain.

part des missionnaires californiens et sonne à la fois comme une proposition d'argumentation toute faite pour justifier un changement d'avis, et en définitive comme une mise en demeure d'obéir sans état d'âme. Le Gardien contredit en cinq points les arguments invoqués par les missionnaires dans leur correspondance avec le gouverneur Argüello. Le gardien tente de convaincre les frères que d'une part prêter serment ne serait pas un mal moral dans leur situation, et, que d'autre part ce serait la meilleure stratégie dans les circonstances politiques. Ils doivent s'estimer heureux, écrit-il, « qu'avec tous les changements de gouvernement depuis 1821 [ils] ne se trouvent pas pris dans les horreurs d'une terrible anarchie comme cela aurait très bien pu arriver, mais qu'[ils] aient, grâce à Dieu, un gouvernement catholique parfaitement constitué et qui chaque jour va en se consolidant ». Dès lors il invite ses frères à imiter « Jésus, les apôtres, les premiers fidèles de l'Église et les Papes et d'obéir aux puissances supérieures actuellement établies ». La stratégie du collège, depuis l'indépendance, est en effet de donner des gages de loyauté afin de conserver une certaine influence politique, voire de préserver son existence même et dans le cas qui nous occupe, temporiser la sécularisation des missions.[115]

Dans le même temps, le Collège tente de persuader le gouvernement que le refus des missionnaires de prêter serment ne remet pas en cause leur loyauté : c'est leur « mécontentement », leur « consternation » qui les « conduit à refuser de prêter serment », mais « ils n'ont jamais désobéi aux ordres d'aucune autorité de la fédération et peut-être même qu'ils obéiront mieux que d'autres qui ont prêté serment, et qu'ils auraient juré s'ils étaient au collège ».[116] En fait, il essaie de représenter leur refus comme une prise de position politique d'opposition – ce qui est légitime dans le cadre républicain, et non pas comme un manque de loyauté. Il y a ici une tension entre d'une part l'exigence du serment et le statut des missionnaires, à la fois en dehors du monde séculier et de la politique et leur influence sur un territoire de la fédération, du fait de leur contrôle de la terre et des autochtones.

Les motivations des missionnaires nous sont connues, pour ce qu'ils en expriment eux-mêmes, via les explications écrites de leur choix demandées par le premier gouverneur envoyé par le gouvernement républicain, Jose María de Echeandía. Une minorité (de 8 à 9 missionnaires) décide

115 JNE, 30, p. 159, Baldomero Lopez, 20 juillet 1824. Voir aussi SB Index [C-C 17] Lettre du fr. Agustín, Colegio de San Fernando, Mexico, 1er janvier 1823.

116 JNE, 44 ½, 18 novembre 1826. « *Y para que VE forme el juicio de la triste situacion de aquellos religiosos acompaño a VE (...) el ultimo correo llegado de Californias : en el se manifiesta ciertamente lo consternados que se hallan y aun se nota alguna que otra expresion acalorada nacida sin duda del mismo descontento que todo puede contribuir a que se resistan al juramento ; sin embargo ignoro si se habran prestado al el o no pero si estoy bien seguro de que no han faltado a obedecer cuanto se les mande por las respectivas autoridades de la federacion y acaso, acaso cumpliran mejor que los que lo hayan hecho ; y que le harian si se hallaran en el Colegio.* »

de prêter ce serment, suivant en cela les recommandations de leur Collège et prenant acte que la constitution s'engage à promouvoir la religion catholique. Ils ne témoignent pas d'un enthousiasme particulier, mais désirent « rendre à César ce qui est à César ».[117] La majorité au contraire suit le président des missions et refuse non seulement de jurer mais de célébrer des messes à l'occasion des fêtes nationales. Les missionnaires invoquent volontiers leur attachement à leur origine espagnole, et à la figure de Ferdinand VII. Afin de minorer la dimension politique de cette invocation, ils protestent d'une part de leur obéissance au gouvernement, et d'autre part de leur conscience et de leurs serments antérieurs. L'un d'entre eux affirme ainsi :

> « Je suis depuis que je suis né en Espagne, Espagnol. Je n'ai prêté serment à l'indépendance de ces royaumes à la seule condition de leur fidélité au Roi d'Espagne. J'ai réfléchi longtemps au sujet du serment qu'on m'ordonne de faire, et j'ai décidé de ne pas prêter serment ni à la constitution ni à l'Acte Constitutif desdits États-Unis Mexicains. Pour autant, je m'engage à obéir à ce qu'on m'ordonne, tant que ce ne sera pas contraire aux résolutions de ma conscience. « [118]

La république fédérale signifie pour eux la fin de l'espoir d'une monarchie conservatrice dans l'esprit du plan d'Iguala, et dénotait les abus commis en France par la République, ou de manière plus proche, ce qu'ils considéraient comme des attaques contre la religion et l'ordre religieux par les réformateurs libéraux espagnols.[119] Afin de protester contre les mesures prises contre les missionnaires réfractaires, le nouveau président des missions, Narciso Durán, relève que cela ne devrait pas poser de problème puisqu'il

> « me semble que je suis exclu de par ma profession des droits de citoyen et d'une voix active ou passive dans les élections populaires des citoyens représentants de la Nation, et par conséquent je suis privé de toute influence et action concernant la formation des lois. Et attendu l'essence même de tout gouvernement constitutionnel, il paraît certain que la loi doit être l'expression de la volonté générale de tous ceux qui doivent lui obéir et s'y conformer. Or l'expression de ma volonté n'a pas participé à la rédaction de ladite constitution, d'où il me semble que, sans vouloir offenser la Dignité Suprême du Gouvernement je peux licitement me considérer en état de liberté naturelle afin de ne pas me conformer à une loi dans laquelle je n'ai pas eu la moindre part »[120].

117 Californias, vol 18, Ex 24. Juramento religiosos, Juan Amorós.

118 Californias, 18, Ex 24 Felipe Arroyo de la Cuesta, Mission San Juan Bautista. « *Soy desde que naci en la Peninsula de España, Español: no juré la independencia de estos reinos sino con la fidelidad al Rey de Espana: he premeditado mucho tiempo sobre el juramento que se ne exige ahora y me he resuelto a no jurar como no juro la constitucion ni acta constitutiva de los nombrados estados unidos mexicanos pero siempre quedo a cuanto se me ordene sujeto a obedecer siempre que no sea contrario a mi expresado dictamen de conciencia. »*

119 C'est en tout cas ce à quoi Vallejo attribue leur hostilité à la référence à 1793 : *« Los padres misioneros con haberse prestado a secundar las miras de S.E. dieron un alto testimonio de su apego al orden pues ellos no aceptaban el nuevo orden de cosas establecido en toda la extension del antiguo vireynato de Mejico ; ellos tenian en aborrecimiento a la llamada republica, y como en su mayor parte eran hombres de ilustracion que habian leido y estudiado mucho, bien sabian que a imitacion de los republicanos franceses que en 93 habian levantado cadalsos para el clero, los republicanos mejicanos no tardarian en confundir libertad con libertinaje »* Vallejo, 1, chap 19, p. 332.

120 Californias, vol 18, Ex 24. Narciso Durán « *Solo me ocurre anadir aora que segun parece me hallo excluido por mi profesion religiosa de los derechos de ciudadano y de voz activa y pasiva en las elecciones populares de los*

Narciso Durán dans ce passage s'appuie astucieusement sur Rousseau et les philosophes français – dont il interdisait la lecture en Californie – pour justifier son refus de prêter serment à la constitution.[121] Sa remarque est une occasion pour nous de dépasser le récit facile d'une communauté rétrograde pour rendre plus réel et dynamique le positionnement des missionnaires et la portée de leurs raisonnements sur la politisation des Californiens. On ne peut pas résumer l'action politique et politisatrice des missionnaires à une volonté rétrograde, passéiste, vaguement baroque, comme nous en donnent l'image les mémoires des Californiens et le témoignage des marchands et des employés publics. La réalité est que les missionnaires apportent des traits caractéristiques à la politisation des Californiens : la conscience d'une particularité du projet californien, l'idée d'une terre promise, et la méfiance par rapport aux projets « bureaucratiques » élaborés par le gouvernement. Par ailleurs, leurs raisonnements en font des maîtres de rhétorique et d'argumentation pour les Californiens qui les écoutent à la chaire. Cette rhétorique est un relatif échec, et finalement le moyen le plus efficace pour eux de faire entendre leur voix est d'interrompre l'approvisionnement aux *presidios* au moment même d'une révolte indienne dans trois missions de Californie centrale simultanément. Certains missionnaires changent d'avis sur le serment entre l'été et la fin de l'automne. Narciso Durán, pressenti pour remplacer Sarría, avait lui retiré son serment dès l'arrivée du gouverneur Echeandía. Dans leur cas, les premières réformes du gouverneur républicain Echeandía, notamment l'émancipation de certains néophytes estimés capables de le faire (et aussi ceux qui étaient les travailleurs les plus qualifiés) le 25 juillet 1826, ou encore la fréquentation des officiers et agents mexicains venus avec Echeandía a pu les convaincre que la république fédérale n'est pas leur alliée. En effet, bien que les missionnaires protestent de leur obéissance et que le Collège affirme que leur refus tenait plus de la politique que de la loyauté, cette interprétation fut loin de convaincre gouvernement fédéral ou agents locaux, et ce d'autant plus dans le contexte de la montée d'un courant hispanophobe et d'une crainte de reconquête espagnole.

---

ciudadanos representantes de la Nacion y por consecuencia privado de todo influjo y eficiencia relativa a la formacion de las leyes. Y como atendiendo el constitutivo de todo gobierno constitucional parece cierto que la ley debe ser la expresion de la voluntad general de todos los que deben obedecerla y conformarse con ella y la expresion de la mia no ha concurrido a la formacion de dicha constitucion, de aqui es que me parece que sin ofender la Suprema Dignidad del Gobierno puedo licitamente considerarme en estado de libertas natural para no conformarme con una ley en que no he tenido la menor parte. »

121 La distinction entre citoyens actifs et passifs peut venir de Siéyès et des débats de la Monarchie constituante. L'allusion à l'état de liberté naturelle se réfère surtout à *Du Contrat Social* de Jean-Jacques Rousseau tandis que la loi comme expression de la volonté générale peut venir de Rousseau aussi bien que de la Déclaration des Droits de l'homme de 1789. En somme, Narciso Durán connaît au moins aussi bien que le gouverneur les classiques du constitutionnalisme.

B. « Les machinations continuelles des missionnaires espagnols contre notre indépendance et nos libertés »[122]

L'hispanité des missionnaires et leur résistance politique contre le gouverneur et contre la république contribuent à alimenter la méfiance à leur égard à Mexico. Ils sont soupçonnés de retarder l'intégration territoriale mexicaine en faisant de la Californie leur pré carré et de rester fidèles au roi d'Espagne. Ces soupçons sont à replacer dans le cadre du développement de l'hispanophobie au Mexique, et en particulier à Mexico. L'hispanophobie est un héritage non seulement des guerres d'indépendance, mais également des tentatives de l'Espagne pour réintervenir sur le continent américain, et en particulier au Mexique. L'Espagne n'a pas ratifié le traité de Cordoba, qui scelle l'indépendance, ni par conséquent reconnu le Mexique. Jusqu'en 1825, l'Espagne continue même d'occuper un fort en face du très important port de Veracruz, sur le golfe du Mexique, San Juan de Ulúa. L'Espagne se refusant toujours à reconnaître l'indépendance après la prise du fort par les Mexicains en 1825, elle est soupçonnée de nourrir des espoirs de reconquête. En 1826-1827, la menace d'une expédition espagnole contre le Mexique est très réelle.[123] L'hispanophobie se développe à Mexico et ailleurs au Mexique, et conduit à l'adoption d'une première loi d'exclusion des Espagnols en 1827. Ce mouvement contre les Espagnols se renforce encore en 1829 avec une expédition de reconquête lancée par l'Espagne à partir de Cuba. Cette expédition échoue à la bataille de Tampico. L'Espagne ne reconnait l'indépendance du Mexique qu'en 1836 après la mort de Ferdinand VII.[124]

Tout au long de la décennie 1820, subsiste un soupçon de loyalisme à l'Espagne en Californie. Celui-ci est dénoncé en particulier par les fonctionnaires mexicains présents sur place, dans leur correspondance avec leur hiérarchie. Ce phénomène est d'une part le symptôme d'une concurrence entre fonctionnaires dans le cadre d'une carrière d'envergure nationale dont ils espèrent que la Californie ne sera qu'une étape ; la dénonciation du loyalisme espagnol est dans ce cadre un moyen de mettre en valeur son propre patriotisme en jouant sur l'hispanophobie croissante dans le centre du

122 JNE, 52, « Sobre las providencias tomadas contra el RP Narciso Durán por no haber querido jurar la Constitución federal », año de 1826.

123 Voir par exemple les messages du président Victoria au Congrès, 1er janvier 1826 et 23 mai 1826.

124 Les lois d'expulsion des Espagnols et les mesures des fédéralistes contre les membres modérés du gouvernement en 1826-1827 ont souvent été associées, par exemple par l'historien Michael Costeloe. Ces deux tendances étaient considérées en quelque sorte comme une dérive révolutionnaire de la part des fédéralistes, vus comme des nouveaux jacobins. Sur l'hispanophobie voir Erika PANI, « Saving the Nation through Exclusion: Alien Laws in the Early Republic in the United States and Mexico », *The Americas*, 1 octobre 2008, 65, 2, p. 217-246.. Sur les lois d'expulsion, voir Harold Dana SIMS, *La expulsión de los españoles de México (1821-1828)*, México, Fondo de Cultura Económica, 1974 ; Harold Dana SIMS, *Descolonización en México: el conflicto entre mexicanos y españoles, (1821-1831)*, México, D.F., Fondo de Cultura Económica, 1982.

Mexique. D'autre part d'un constat de décalage entre les milieux d'agents du gouvernement et la société locale du point de vue du projet national ; non pas tellement que la Californie soit en effet loyale à l'Espagne mais l'isolement, la séparation et le décalage continuent d'alimenter le localisme, et les missionnaires, opposants au régime, saisissent toutes les opportunités de le déstabiliser, sans compter la nostalgie de l'Empire espagnol, qui auprès de certains soldats continuait d'être un ressort actif.

L'organisation de la république, la proclamation de la constitution et les travaux de la commission de développement de la Californie donnent lieu à la nomination d'un gouverneur et à l'envoi d'une délégation et de moyens matériels, humains et financiers en Californie en 1825. Dans leur correspondance avec Mexico les membres de cette délégation expriment leur choc par rapport à la culture politique des Californiens et en particulier des missionnaires, et l'interprètent comme une mobilisation de la Californie en faveur de l'Espagne. Comme nous l'avons montré, la Californie n'a pas participé à l'insurrection contre l'Espagne ni dans les années 1810, ni lors de la campagne du général Iturbide en 1821. Il n'est donc pas très étonnant d'assister à des manifestations d'un attachement à l'Espagne, choquantes pour les fonctionnaires mexicains, car en décalage avec leur propre culture politique et dont ils perçoivent le potentiel menaçant pour le territoire de la République. Par contraste, en effet les fonctionnaires qui viennent en poste dans l'administration provinciale ont obtenu leur poste en arguant de leur nationalisme, comme le reflètent les lettres de candidatures au gouvernorat ou les commentaires sur ces candidatures, ou encore les feuilles de service, nécessaires à l'avancement dans l'armée, faisant état du patriotisme et de la participation aux guerres d'indépendance de l'impétrant. On se souvient également des motifs de l'exclusion de Solá des travaux du Congrès, qui arguent de son loyalisme envers l'Espagne.

Le refus des missionnaires de prêter serment sur la constitution fédérale alimente les soupçons, tandis que leur influence sociale et leur culture politique inquiète. Aussi des plaintes les concernant parviennent-elles régulièrement au gouvernement. On remarque une recrudescence de cette panique au sujet de la Californie en 1826, puis en 1829, au moment de la deuxième loi d'expulsion. Dans le meilleur des cas pour le gouverneur, les agents mexicains reconnaissent qu'Echeandía n'a guère de marge de manœuvre, et concentraient leurs attaques sur les missionnaires et leur influence, plutôt que sur la politique laxiste supposée du gouverneur en la matière. Afin de se défendre lui-même, Echeandía envoya dès 1826 un émissaire via la Sonora pour témoigner des difficultés rencontrées. Gómez, l'émissaire en question, confirmd le pouvoir des missionnaires sur la région, et leurs

démonstrations répétées en faveur du roi Ferdinand VII et de l'Espagne[125]

Echeandía n'est pas le seul à dénoncer le retard de la Californie et le manque de patriotisme de ses habitants. Dans les rivalités internes, ses subordonnés accusent leur supérieur d'être trop tolérant, notamment avec les missionnaires. Dans le contexte d'hispanophobie à Mexico, et de soupçons autour de la loyauté de la Californie, les sympathies espagnoles, avérées, ou crédibles, peuvent devenir un chef de discrédit contre des ennemis politiques. Le 25 avril 1829, le gouverneur ouvre à Santa Barbara un procès contre trois jeunes gens, accusés de s'être travestis en officiers espagnols un an auparavant, en juin 1828. Il a eu vent de l'affaire par la lecture dans le *Correo de la Federación Mexicana*, journal mexicain daté du 9 novembre 1828, d'un communiqué du capitaine d'artillerie Miguel González, en poste à Santa Barbara. Dans cet article, cité dans les actes du procès, on a le récit de la réception plutôt chaleureuse de ces officiers espagnols par la société de Santa Barbara, y compris dans l'entourage même du commandant ; la plaisanterie découverte, on la traite avec légèreté, ce qui contrarie le patriotisme de González.[126] En janvier 1828, González avait déjà écrit une lettre à l'administration centrale pour y dénoncer la fuite de deux missionnaires, probablement avec des fonds appartenant à la mission, dont il rend le gouverneur responsable :

> « Dans ce même port, se trouve Monsieur le commandant général de ce territoire que moi, en tant qu'un Américain jaloux du bien de ma patrie, j'accuse d'avoir omis de prendre les mesures nécessaires pour éviter la fuite de ces missionnaires, fuite qu'ils avaient préméditée. Et pour accréditer ce que j'affirme contre ce chef, je vous joins les copies des deux courriers officiels que je lui ai transmis le 8 juin dernier en l'informant de ce projet de fuite, ce à quoi il n'a pas même daigné me répondre, comme il en a coutume avec la plupart des courriers officiels que pour les affaires du service je lui adresse. »[127]

Il y critique d'une part la politique du gouverneur, et d'autre part l'opinion californienne en général, qui croit l'insulter en le surnommant : « l'insurgé ». Or la vindicte de González ne

125 Courrier du ministre de la guerre qui transmet lettre du commandant général de l'État de Sonora qui fait lui même passer un courrier venu de Californie, 1826. *« El ministro de la Guerra con fecha 11 de marzo transcribe un oficio que le dirigio el comandante general del Estado de Sonora insertando otro del de las Californias en que manifiesta las maquinaciones que continuamente practican los religiosos misioneros españoles contra nuestra independencia y libertades, y avisa las providencias tomadas para evitar estos desordenes. »*

126 Un fait intéressant est que cet article semble introuvable ailleurs que dans les archives judiciaires californiennes : il n'y a pas de tel numéro du *Correo* à cette date, du fait d'une interruption de publication. DSP Ben Mil, LXX, p. 35, 25 avril 1829.

127 Californias, Caja 18, 26, p. 273, 2 mars 1828 *« En este puerto [...] ecsiste el senor comandante general de este territorio a quien yo como un Americano celoso por el bien de mi patria acuso de omiso en tomar las correspondientes providencias para impedir que estos padres hubiesen dado el lleno a lo que tan de antemano se tenian propuesto y para acreditar lo que digo contra este Gefe acompaño a VE copias de los 2 oficios que le pase en 8 de junio del ano pasado dandole noticias casi del hecho al cual no se ha servido ni aun contestarme como tiene su costumbre con la mayor parte de los oficios que en asuntos del servicio le dirijo. [...]Este es el motivo por que se me aborrece en este pais en donde solo tengo el nombre de insurgente nombre agradable para mi pues lo fui desde el ano de doce, lo soy y seré y por lo mismo nunca dejaré en dar noticias semejantes al Señor General. »* L'administration ne donne pas de suite particulière sur le sujet de la fuite des missionnaires, car elle a déjà traité le sujet avec le gouverneur.

s'explique pas seulement par son patriotisme. González, qui est un officier arrivé avec Echeandía, est de rang supérieur aux autres officiers natifs ou présents de plus longue date à Monterey ; il occupe donc le poste de commandant du fort, ce qui n'est pas sans provoquer l'amertume des officiers locaux, Estrada et Estudillo. Les Californiens accusent González de prendre des décisions arbitraires et de favoriser les troupes mexicaines, et l'affublent du surnom de « macaque » - une injure qui met en cause sa pureté de sang. Or, au début de 1827, Echeandía prend parti contre González et en faveur des officiers locaux, allant jusqu'à lui ordonner de partir pour Santa Barbara – c'est à cette occasion qu'il est témoin de la plaisanterie des jeunes gens – puis de quitter le territoire, ce qu'il ne fait pas.[128] La lettre de janvier 1828 est donc à replacer dans ce contexte hostile entre les deux hommes. De plus, González est le beau-père d'un autre rival d'Echeandía, José María de Herrera, le responsable des finances territoriales. Sur fond de lutte hiérarchique (Echeandía veut s'imposer comme son supérieur hiérarchique tandis que Herrera affirme dépendre seulement de l'administration des finances), Herrera dénonce de manière répétée le laxisme d'Echeandía vis-à-vis des missionnaires auprès du ministre et de son supérieur, le commissaire des finances basé à Guadalajara. [129] Ces deux hommes, Herrera comme González, sont donc engagés dans une campagne de dénigrement d'Echeandía, qu'ils qualifient de « chef inepte et incompétent ».[130] À cette époque, en Californie, un motif de disqualification pratique devient donc d'accuser ses ennemis d'être proches des missionnaires. La correspondance entre les nouveaux venus mexicains et le gouvernement, même quand elle est motivée par des rivalités locales ou par une volonté d'excuser une inertie dans l'exécution des ordres met en évidence les difficultés à appliquer sur le terrain les politiques décidées à Mexico, et notamment à expulser du territoire national californien les missionnaires espagnols qui refusent de prêter allégeance à la constitution.

C. Faire sans les missionnaires en Californie : un vœu pieu

Dès l'indépendance, les gouvernants à Mexico se méfient des missionnaires. Le projet de reprendre en main la frontière en général et la Californie en particulier pour y promouvoir un régime plus adéquat à l'évolution politique les conduisent, comme nous l'avons vu, à souhaiter la fin du

128 HHB3, p. 39.

129 JNE, 52, 25 avril 1829 *« El ministro de hacienda transcribe un oficio que le paso el comisario general de occidente en que le comunica los procedimientos escandalosos de los religiosos misioneros de la alta california que solo suspiran por el gobierno de Fernando 7 a qui en enciendan velas en señal de adoracion ; y un fraile predica en pulpito en favor del gobierno. »*

130 Alvarado, 2, 17, p. 117. *« Pero Herrera hombre negativo que se creia poderoso porque contaba con el apoyo de los frayles se mostro muy resentido con Echeandía y de acuerdo con el capitan comandante de la artilleria Don Manuel González (Macaco) comenzo a pretender desprestijiar en el publico la autoridad y persona de Echeandía a quien calificaba como gefe inepto e incompetente para tener en sus manos las riendas del gobierno. »*

système des missions. Le refus de prêter serment à la république rend d'autant plus urgente cette évolution. Afin de travailler plus précisément aux modalités de la transition vers le nouveau régime, le gouvernement, à l'initiative du Ministre de la Guerre Mier y Terán, prend la décision de réunir une commission sur le développement de la Californie (*Junta de Fomento de Californias*) afin de traiter les problèmes propres à la Californie ensemble. Cette commission est un héritage de la période coloniale, ressuscité en compagnie du rapport rédigé par Francisco de Paula Tamariz sur la Californie qui date de 1814.[131] Comme son nom l'indique, il s'agit de faire des propositions larges pour développer et tirer profit de ce territoire dont les observateurs s'accordaient à faire l'éloge. Disons le d'emblée, cette démarche volontariste rencontre ses limites : les propositions de la commission ne sont jamais transformées en législation. Ses travaux sont en fait une bonne illustration d'un compromis entre le désir de réformer la Californie comme s'il n'y avait rien ni personne sur place, et la nécessité de faire avec le système existant. Au sein de la Commission, qui comprend vingt membres et deux secrétaires, on trouve des grands hommes de l'indépendance mexicaine ayant participé par exemple aux travaux des *Cortes* à Cadix en 1812-1814, aux Congrès constituants après l'indépendance, ou encore aux commissions de colonisation. S'y ajoutent des « experts » de la Californie, d'une part l'auteur controversé (en Californie) du rapport de 1814, Francisco de Paula Tamariz, et d'autre part l'ex-gouverneur Pablo Vicente de Solá, qui vient de se faire refuser l'entrée au Congrès en tant que député, ou encore des experts de la frontière nord, ayant occupé des postes en Sonora ou à la tête des Provinces intérieures de l'Ouest, ou encore un ex-*habilitado general*.[132]

Le premier rapport de la Commission constitue un état des lieux des connaissances sur la Californie à partir de divers rapports et publications connues, mais insiste sur le fait que le nouveau gouverneur doit mettre à jour ces informations. Ce premier document révèle l'hostilité des membres de la commission pour le système des missions mais prend acte du fait qu'elles font partie d'un tout et ne peuvent être supprimées brutalement. Il est donc nécessaire dans un premier temps de maintenir les Indiens christianisés dans les missions jusqu'à ce que la réforme puisse avoir lieu, mais la commission exprime le souhait que les tribus indépendantes ne soient pas « civilisées » par

131 Keld J. REYNOLDS, *The Junta de Fomento de Californias, 1824-1827: Analysis and Evaluation of Its Work*, thèse de doctorat en histoire, University of Southern California, 1945 ; Keld J. REYNOLDS, « Principal Actions of the California Junta De Fomento 1825-1827 », *California Historical Society Quarterly*, décembre 1945, vol. 24, nº 4 ; Keld J. REYNOLDS, « Principal Actions of the California Junta De Fomento, 1825-1827 (Continued) », *California Historical Society Quarterly*, mars 1946, vol. 25, nº 1 ; Keld J. REYNOLDS, « Principal Actions of the California Junta De Fomento, 1825-1827 (Concluded) », *California Historical Society Quarterly*, décembre 1946, vol. 25, nº 4.

132 Voir le tableau récapitulatif des membres de la Junta de Fomento en annexe (tableau n°5)

le même système, au profit de relations diplomatiques et du commerce, dans l'espoir que les guerres intertribales et autres calamités les forceront à gagner les établissements et ainsi renforcer la population mexicaine de la Californie. Le gouverneur doit donc essayer d'entrer en communication avec les chefs et meneurs afin d'établir ces relations. La commission affirme les droits des néophytes à la propriété de leurs propres terres, qui doivent par conséquent être prioritaires lors du partage des terres entre eux et les colons. Les missions sont donc contournées au titre qu'elles se sont installées sur les terres des indigènes, ce qui permet d'imaginer un partage de la terre, et non une propriété exclusive des missions, revendiquée par les missionnaires.[133] Cettre doctrine de la commission sur le droit partagé à la terre des colons et des autochtones est ré-affirmée dans la proposition de déclinaison de la loi de colonisation pour la Californie.[134] La commission met aussi l'accent sur la distribution des terres et propose une lecture ciblée sur la Californie de la loi de colonisation. Le rapport recommande ainsi l'interdiction de l'immigration étrangère.

Quelques mois plus tard, le 6 avril 1825, la commission remet sa proposition de réforme des missions.[135] En introduction, sont rappelées les origines de la perte de contrôle du gouvernement sur la Californie lorsqu'un certain nombre de prérogatives furent accordées aux missionnaires par le roi d'Espagne. Ce rapport prend clairement position contre le système des missions tout en adhérant au principe de la conversion et de l'inclusion des autochtones dans la république.[136] Pour autant, comme dans les instructions, la commission recommande d'agir avec prudence et sans précipitation. La solution proposée est la continuité des communautés sous leur forme, mais avec une séparation de la direction spirituelle, toujours assurée par les missionnaires, et de la direction économique (appelée politique, au sens d' « économie politique »), prise en charge par le gouvernement – ce qu'on appelait également les « temporalités » (*temporalidades*) car elles correspondaient au pouvoir temporel par opposition au pouvoir spirituel. Les travaux de la commission traduisent donc une évolution par rapport aux débats parlementaires : d'une part, ils prennent acte du pouvoir réel des

133 Gobernacion sin seccion (GSS), caja 68 ex 29. Rapport daté du 3 janvier 1825.

134 *« Neither should it be forgotten that while the California heathens have not known the law of ownership of real property, according to the principle of the laws of nations they cannot fo rthis reason be denied the right they have to the soil on which they were born ; and it should be the first and inescapable step toward civilizing them to give them to understand and recommend to them the value of the land »*

135 JUNTA DE FOMENTO DE CALIFORNIAS, *Plan para el arreglo de las misiones de los territorios de la alta y de baja California propuesto por la junta de fomento de aquella peninsula.*, Mexico, Imp. de Galvan á cargo de Mariano Arevalo, 1827.

136 *« The junta has not been able to reconcile the principles of that system with those of our independence and our political constitution and with the true spirit of the gospel (…). The junta has not been able to convince itself that the system is the only one capable of fostering among the heathen a desire for civilized social living...the junta believes instead that the system is positively contrary to the political ends to which it should be made to conform and even more contrary to the true spiritual objective it should represent »* cité dans Keld J. REYNOLDS, « Principal Actions of the California Junta De Fomento 1825-1827 », p. 305.

missionnaires ; d'autre part, ils restituent l'existence d'une société locale en Californie, et avancent l'idée d'un droit partagé des colons et des Indiens sur les terres des missions, ce que ne permettait pas la simple approche via la sécularisation des missions.

Le refus des missionnaires de prêter serment à la constitution fédérale et les rapports reçus de la part des agents du gouvernement convainquent le président et le ministère de l'intérieur qu'il faut faire appliquer la loi d'expulsion aux missionnaires espagnols de Californie. Le gouvernement a d'abord l'espoir, comme solution temporaire, de trouver un missionnaire loyal, sur place, pour prendre le relais de celui qui a donné le mauvais exemple, ou encore de remplacer les missionnaires espagnols par d'autres missionnaires venus du Mexique. Le manque de ressources et l'absence d'une réelle alternative entraîne le maintien du *statu quo* et met en difficulté le gouverneur envoyé sur place, qui manque de marge de manœuvre et de ressources politiques.[137]

Au problème spécifique posé par le refus des missionnaires de prêter serment sur la constitution s'ajoute l'application de la loi d'expulsion des Espagnols votée en 1827. Mais au lieu de donner des ressources légales supplémentaires au gouvernement pour expulser les missionnaires, le double motif pour expulser met encore plus en évidence les difficultés pour le gouvernement de se faire obéir. En octobre 1827, le gouverneur Echeandía admet que Sarría, le président des missions qui a le premier refusé de prêter serment, n'est toujours pas parti de Californie, faute de navire pour le transporter. Par ailleurs, celui-ci demande à passer aux îles Sandwich (Hawaï) afin de continuer sa mission de propagation de la foi. L'administration s'y oppose et demande à être obéie. Mais après trois ans d'atermoiements, le 4 novembre 1828 l'administration reçoit un courrier où le gouverneur

137 JNE, 44 ½ 9 juillet 1825 ; 20 juillet 1825. Au mois de juillet 1825 l'administration est informée par le gouverneur de Californie du refus de Sarría de prêter serment et de solemniser la République par une messe, et de sa décision conséquente de lui faire quitter le territoire. Le Gardien du Collège de San Fernando est interpelé à ce sujet pour qu'il tente de convaincre les missionnaires récalcitrants. Par ailleurs, le principe de l'exclusion de la république est réaffirmé, et par conséquent le ministre des affaires ecclésiastiques demande au Gardien de nommer un nouveau Préfet. Le gardien répond le 20 juillet 1825 en demandant de suspendre les sanctions dans l'attente de l'effet de ses courriers aux missionnaires ; dans le cas contraire, il propose Narciso Durán comme préfet, sans savoir s'il a accepté de prêter serment, information dont il ne dispose pas à ce moment-là. En novembre 1826, le sujet n'est toujours pas clos. L'administration reçoit de nouveaux courriers de la part d'autres fonctionnaires ou officiers au sujet des missionnaires, mettant en cause l'attitude du gouverneur, qui leur paraît trop laxiste. C'est l'occasion de demander des comptes au Gardien, qui semble-t-il n'a pas donné de nouvelles depuis juillet 1825. Il n'avait en effet pas reçu de nouvelles précises sur le serment des missionnaires, et il pensait que ce serait le gouverneur qui en informerait l'administration directement. La question du choix d'un nouveau responsable des missions de Californie et la correspondance entre le collège de San Fernando et l'administration mexicaine montre à la fois une certaine coopération, mais également ses limites. En décembre 1826, on assiste par exemple à un « dialogue de sourd » entre le Collège, qui ne connaît pas le positionnement politique des missionnaires (s'ils ont prêté serment ou non) et l'administration qui ne connaît pas leur zèle religieux. Les deux entités se renvoient la balle sur la question. L'administration fait finalement passer en juin 1827 un tableau récapitulant les missionnaires qui ont juré et ceux qui n'ont pas juré, document sur lequel travaille le conseil du Collège pour choisir un remplaçant à Sarría, en la personne de Jose Sanchez. AGN, JE, 52, 4 décembre 1826, Gardien au ministre des affaires religieuses ; 9 décembre 1826, ministre au Gardien ; 9 juin 1827

Echeandía explique enfin le fond de sa pensée : s'il ne peut laisser partir Sarría, c'est à cause de l'influence trop grande de ce dernier sur les autres missionnaires, qui risquent de le suivre également en laissant le territoire dans une situation précaire.[138]

En parallèle, la solution envisagée par l'administration est le remplacement des missionnaires espagnols par des missionnaires nés au Mexique et fidèles à la république. Mais l'administration doit se résoudre à ne pas les expulser avant l'arrivée de nouveaux missionnaires. La décision de chercher des missionnaires loyaux doit s'assortir également d'une réflexion sur le financement dans le cadre de la république indépendante, ce qui n'est pas sans ambigüité sur l'articulation entre conversion religieuse, contrôle territorial et rôle de l'État.[139] En effet, le gouvernement « ne peut forcer les religieux contre leur volonté, ni les instituts à entreprendre le ministère de propagation de la foi dans des pays si reculés et dépourvus » ; il faudrait alors lui donner « la faculté pour faire des dépenses qui leur donnent d'autres avantages capables de les stimuler et de compenser les privations auxquelles ils s'assujettissent ».[140]

Au départ, l'administration s'adresse au *Colegio de San Fernando* pour trouver d'autres missionnaires. Quelques volontaires se présentent, mais la campagne de recrutement ne porte pas tous les fruits désirés, malgré l'appel au zèle missionnaire.[141] Le gardien propose dès lors un transfert de responsabilité vers un autre collège. S'ensuit une négociation avec les autres collèges pour le transfert des missions de Californie.[142] Certains déclinent en arguant de la jeunesse de leur établissement (Zapopán), d'autres sont intéressés si on les soulageait de la responsabilité d'autres

138 JNE, 44 ½ 4 novembre 1828 Gobierno de California.

139 JNE, 44 ½ Junta de secretaria, 16 mars 1827.

140 JNE, 52, 1er mai 1827, p. 121. *« El Gobierno que por una parte no puede estrechar a los religiosos contra su voluntad e institutos a emprender el ministerio de propaganda fide en paises tan remotos y desprovistos y por otra no tiene facultades para hacer erogaciones pecunarias a concesiones que les proprcionasen otras ventajas capaces de estimularles y de compensar de algun modo las privaciones a que se sujetan no halla otro medio de proveer a los males insinuados que el que propone las iniciativas que tengo el honor de acompañar a VEE para que se sirvan dar cuenta a la camara con recomendacion por lo urgente de la materia. »* Voir annexes, transcriptions.

141 JNE, 52. Voir par exemple une lettre de relance envoyée au Collège de Puebla : « *Pero viendo la poca impresion que hicieron en vuestras almas mis palabras pues no tuve el placer de que a uno solo de vosotros le movieren para cruzar los mares y levantar a nuestros Californienses del letargo en que yacen ; con esto dolor de mi corazon voy a recordaros aquel zelo fervoroso de nuestros primeros padres que sin atender a las incomodidades de un camido de mas de diez mil leguas ni a las encrespadas olas del mar del Norte pasando el Tropico ni a las del mar Pacifico...Que se dira pues de nosotros ? Que dira el superior gobierno ? Y que diran todas las Naciones al ver que nosotros los Americanos que somo ..fines de la California que es una parte de nuestros Estados Unidos Mexicanos que son nuestros hijos y que no tenemos caridad ardor valor ni piedad en nuestros corazones ; no solo para fundar nuevos establecimientos como hicieron nuestros primeros Padres pero ni por conservarlos ? »*

142 Lorsque la campagne de recrutement par correspondance paraît ne pas produire de résultats satisfaisants, l'administration envisage l'envoi d'un représentant. Le ministre s'adresse à Gabriel Sotomayor, pour ses connaissances de la Californie et ses valeurs de patriotisme. Néanmoins, celui-ci décline. Il précise que l'administration confond les Californies et la Sonora lorsqu'on lui attribue une expérience en Californie, et que malgré ses services rendus qui prouvent son patriotisme, son âge avancé l'empêche d'accepter une telle mission. JNE 52, Lettre de Gabriel Sotomayor à Ramos Arizpe, ministre des affaires ecclésiastiques, 26 mai 1827.

missions (Zacatecas). En mars 1828 il est acté que le collège de Zacatecas allait prendre la relève, les missionnaires californiens étant dès lors autorisés à partir, à la condition de ne rien emporter de valeur des missions. En 1829, le ministère tente à nouveau sa chance auprès des collèges dans l'espoir d'une amélioration de leur situation, ce qui visiblement n'était pas le cas. Le collège de Zapopán répond que sa situation s'est au contraire empirée.[143]

Ces tribulations mettent en évidence les difficultés de l'administration centrale à trouver les ressources pour faire appliquer ses décisions, malgré une volonté politique affirmée. Le gouvernement territorial comme fédéral se trouve dans la situation paradoxale de craindre une fuite des missionnaires qu'il cherche à expulser. Les limites rencontrées viennent à la fois des réalités de la situation sur le terrain, et du manque de ressources des collèges, ce qui souligne l'ambiguité d'un projet territorial mexicain où le gouvernement doit compter sur des organisations non étatiques, d'autant que les problèmes financiers limitent la possibilité de dispositifs incitatifs. C'est là que le recours à la colonisation prend tout son sens, mais au risque d'une rupture avec les missionnaires pour qui les terres ne sont pas disponibles. En effet, le dialogue politique avec les missionnaires, que ce soit avec le gouvernement central ou le gouvernement territorial, laisse apparaître une opinion tranchée des missionnaires contre les projets de réforme. Le gouvernement, sur les conseils de la commission de développement de la Californie, en continuité avec la période coloniale, et en tenant compte de la situation, entreprend alors une réforme graduelle et pour cela, entre en dialogue avec les missionnaires.

D. La voix au chapître. Réformer la Californie avec les missionnaires

Malgré la pression nationaliste et hispanophobe, on constate que le gouvernement est obligé de s'accommoder de la présence des missionnaires et de coopérer avec eux comme avec une force d'opposition politique. C'est le cas aussi bien localement que nationalement. Les missionnaires, de leur côté, cherchent à s'imposer comme des interlocuteurs incontournables dans le cadre de la conception des politiques concernant la Californie. C'est d'abord le cas localement, en Californie, et c'est ce qui provoque l'ire et l'agacement des autres fonctionnaires mexicains et de certains californiens. Le gouverneur obéit en cela aux instructions d'un de ses ministres de tutelle. « Cette mission, écrit le ministre, doit être œuvre de politique plutôt que d'autorité ; il importe de ne pas contrarier ouvertement les missionnaires dont l'influence offensée pourrait causer des maux plus

143 JNE, 52. 19 juillet 1829, 31 aout 1829.

grands, mais d'avancer petit à petit. »[144] Il procède donc à des consultations avec les missionnaires, comme le 28 avril 1826 afin de préparer un premier plan d'émancipation pour certains néophytes. Les missionnaires sont coopératifs en Californie, mais envoient leurs critiques à Mexico. Narciso Durán a néanmoins exprimé à Echeandía le risque que les travailleurs les plus qualifiés quittent les missions qui ne pourraient dès lors plus travailler, ce qui risque de ruiner les missions qui se verraient alors obligées de libérer les Indiens.[145] C'est bien entendu une assez grossière menace, qui a pour conséquence de fermer la voie à toute réforme, aussi mineure soit-elle.

Au milieu de la correspondance entre le gardien de San Fernando et le ministère des Affaires ecclésiastiques qui traite du problème du remplacement des missionnaires, dans le même volume d'archives, on trouve les réactions de ces mêmes missionnaires au rapport de Paula Tamariz, de 1814, qui est de nouveau pris en compte lors de la réorganisation de la Commission de développement de la Californie. En effet, le Gardien transmet l'avis des missionnaires afin de montrer qu'ils sont dans une démarche de dialogue par rapport au gouvernement, bien que d'opposition. Les réformes envisagées par le gouvernement les « consternent » et les « découragent », mais ils font l'effort de répondre de manière très détaillée et argumentée aux suggestions du rapport, qui selon eux est l'oeuvre de personnes qui ne connaissent pas précisément la situation de la Californie – dont ils s'estiment en fait les seuls experts.[146]

En outre, d'après eux, l'adoption des réformes serait la ruine des missions, et donc de la Californie comme territoire mexicain, ce que précisément cherche à éviter le gouvernement. Dans leurs argumentaires, les missionnaires adoptent des arguments empruntés aux nouveaux principes qui semblent avoir triomphé avec l'indépendance et la république fédérale, comme lorsque Durán démontre que la proposition d'un navire national pour approvisionner la Californie est anti-libérale. Plus que de convaincre leurs adversaires, il s'agit de les prendre en défaut. L'exemple le plus frappant est celui de la colonisation, car les missionnaires peuvent mettre en avant la spoliation des Indiens, qui d'après la constitution sont devenus des citoyens égaux, mettant ainsi le gouvernement devant ce qu'ils estiment être ses contradictions. En soulignant ces contradictions et en dénonçant le manque de connaissance (et de consultation) des experts locaux, les missionnaires se posent donc en défenseurs des droits du territoire, et de ses nouveaux citoyens (indigènes), adoptant ainsi une position presque fédéraliste contre les incursions du gouvernement dans leurs affaires. Ils esquissent

144 Cité par Echeandía dans SP MC,2 [C-A 52], p.42, Gómez Pedraza à Echeandía, 31 janvier 1825, cité aussi dans HHB2, p.101 et C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 125.
145 Californias, 18, Durán à Echeandía, San Jose, 16 février 1827 ; *Ibid.*., p. 129.
146 JNE, 44 ½ , p. 89-123

donc une critique du gouvernement mexicain comme nouveau colonisateur, du fait de sa continuité avec le gouvernement espagnol et de sa perspective mercantiliste d'exploitation des ressources californiennes.

Les missionnaires ne forment pas cependant un front uni, dans la mesure où certains, comme par exemple le frère Peyri, adoptent une posture de dialogue apparemment plus ouverte. Cependant, la comparaison entre sa correspondance avec le gouvernement (local ou territorial) et sa correspondance privée montre qu'il s'agit surtout d'une stratégie pour éviter l'affrontement, signe peut-être d'une évolution de la perception du rapport de force.[147] S'il n'est pas opposé à la sécularisation des missions, il la conditionne à l'avancée du front pionnier vers l'est, par la fondation d'un cordon de missions dans la vallée centrale. Par l'intermédiaire de la commission de développement, le gouvernement avait fait le projet de faire acheter un bateau affecté au service du territoire de Californie et ses besoins propres en termes de commercialisation et de circulation des informations. Les missionnaires Peyri et Durán critiquent cette proposition comme anti-libérale et proposent au contraire que chaque mission ait un navire pour commercialiser ses surplus. Le modèle proposé est donc celui d'un développement privé dont les missions seraient les principaux acteurs économiques, comme c'est déjà le cas, puisque les missions ont des contrats avec des maisons commerciales, notamment britanniques. En bref, sans céder aux réformes gouvernementales, ils font des propositions et adoptent une apparence de conciliation, espérant un revers politique qu'ils pensent voir arriver en la personne d'un nouveau gouverneur Manuel Victoria, en 1831. À l'extrême opposé, d'autres missionnaires, comme le frère Martinez, sont de virulents opposants, et c'est entre autres ce qui vaut à ce frère d'être expulsé en tant que complice d'une révolte sur le territoire en 1829.

***

À sa mise en place, le gouvernement indépendant à Mexico à partir de l'automne 1821 a la volonté de pacifier et d'administrer un territoire hérité de l'empire espagnol en Amérique du nord. L'ensemble des provinces dépendant de Mexico pendant le régime colonial n'ont pas le même statut

147 Voir par exemple ses positions hostiles au serment de l'indépendance dans DHC DLG, 6, p. 6, , Peyri à Guerra 15 mars 1822 à San Luis Rey. *« Es regular que dentro de poco no la hagan jurar; pero yo le aseguro que si la Peninsula estuviera tal cual, esto es que en ella me habia de ver libre de persecucion no juraba y no juraba sino que me iba corriendo supuesto que nos ofrecen la ida con tanta benignidad. »*, à contraster avec l'enthousiasme de son serment sur la constitution : *« Juro guardar la Acta Constitutiva y Constitucion Federal de los Estados Unidos mexicanos sancionada el 4 de octubre de 1824 congratulandome por esta vez con este superior gobierno por prestarme a un juramento que en el se enlaza la felicidad de la Nacion asegurando que mi reconocimiento a esta es y ha sido siempre sin vacilacion y que hubiera verificado este de antemano si las circunstancias me lo hubieran permitido mirar la decision de mis prelados. »*, California Mission Manuscripts, 4, [C-C 1-3], Peyri à Echeandía, San Luis Rey, 7 juin 1826.

vis à vis de ce nouveau gouvernement : certaines se sont soulevées en faveur de l'indépendance de longue date, d'autres, au moment de la campagne d'Iturbide en 1820, d'autres encore ont été conquises militairement par l'armée des « Trois Garanties », enfin certaines, comme la Californie, sont restées relativement à l'écart. Les informations rassemblées par le nouveau gouvernement sur la Californie l'identifient comme une terre riche en potentiel, et centrale dans l'affirmation du pouvoir territorial mexicain en Amérique du Nord ; les missionnaires, au lieu d'être considérés comme des personnes clefs pour tenir la province, sont rapidement identifiés comme des obstacles dans cette double perspective, puisqu'on considère que leur loyauté au Roi d'Espagne met en péril la frontière, et que leur monopole sur la terre et les autochtones empêche le développement de la Californie et l'exploitation d'un potentiel qui bénéficierait au Mexique. La volonté du gouvernement de reprendre en main le projet californien et d'adapter l'héritage colonial au projet national se heurte à deux limites principales : d'une part, en principe, l'affirmation de la citoyenneté des Indiens et de leur droit de propriété avec l'indépendance puis la souveraineté des États avec la république fédérale ; d'autre part, en pratique, l'influence et le pouvoir réels des missionnaires sur le terrain. Malgré leur politique anti-espagnole et opposée à une influence trop grande de l'Église, les gouvernements libéraux-radicaux sous la présidence de Guadalupe Victoria puis sous celle de Guerrero ne parviennent pas à imposer une application stricte de la loi d'expulsion en Californie, et échouent même longtemps à trouver des remplaçants aux missionnaires déloyaux. Il faut donc composer avec eux. Le gouvernement entretient l'espoir d'une amélioration de la situation californienne avec l'envoi des missionnaires mexicains venus du Collège de Zacatecas, mais ils n'arrivent en Californie qu'au début des années 1830. Le cas californien conforte l'idée d'un pouvoir fédéral relativement faible, et nuance la radicalité des principes par la modération des actions lorsque nécessité fait loi. Afin de contourner ces obstacles, le gouverneur choisit de développer une société civile en dehors des missions et de l'armée en Californie et de la politiser, afin d'asseoir son propre pouvoir et d'affaiblir celui des missionnaires et de ses rivaux, ce qui fait l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 3 Être citoyens mexicains (1824-1829)

L'indépendance et la république fédérale font des habitants de Californie, Amérindiens christianisés et colons, des citoyens mexicains. Il existait une forme de participation politique au niveau local dans l'ancien régime espagnol, sous la forme de la *vecindad.*[1] Ensuite, la constitution de Cadix crée la citoyenneté, y compris celle des Amérindiens, c'est à dire l'appartenance à une communauté politique à l'échelle de l'empire. La citoyenneté, définie d'abord par le philosophe Jean-Jacques Rousseau dans *Du Contrat Social* en opposition à la situation de sujet, repose sur la souveraineté nationale. La constitution de Cadix donne une définition de la nation espagnole à l'échelle des individus (« la réunion de tous les espagnols des deux hémisphères »). Les indigènes y sont explicitement inclus. L'Acte constitutif ou la Constitution fédérale de 1824 définissent la nation territorialement, et non par ses citoyens. La seule allusion aux citoyens est ceux des États fédérés.[2] Le statut de territoire fait-il des Californiens des citoyens de second ordre? La définition du citoyen mexicain est renvoyée au niveau local, et notamment aux municipalités au sein desquelles s'établit la qualité de *vecino*, voisin. Une question essentielle pour comprendre la citoyenneté mexicaine en Californie est donc de comprendre l'articulation entre le local, dans ses différentes formes d'organisation (*pueblo*, mission, fort militaire) et les échelles territoriale et nationale. La pratique de la citoyenneté et les attentes liées à la nouvelle république sont en effet profondément ancrées dans le local. En parallèle, l'organisation définitive d'un conseil à l'échelle territoriale contribue à créer une politique californienne intermédiaire entre le local et le gouvernement supérieur du point de vue des citoyens.

I - La république à la mission, au *pueblo*, au *presidio*

Il existait des pratiques politiques à la mission, au *presidio* et au *pueblo* avant l'indépendance, mais c'est seulement à partir de 1822 et par paliers que la Constitution de Cadix de 1812 et la législation mexicaine sont appliquées. Le premier changement majeur est la déclaration d'égalité de tous les Mexicains, dont les Indiens, et leur accès par conséquent au statut de citoyen. Mais ce qui est fait de cette égalité et de ce statut reste à définir, à la fois par les Indiens eux-mêmes et par le

1 Tamar HERZOG, *Defining Nations Immigrants and Citizens in Early Modern Spain and Spanish America*, New Haven, Yale University Press, 2003.

2 K. Alejandra Pinal RODRÍGUEZ et Alfredo RUIZ ISLAS, « Ciudadanía, pueblo y nación. El marco constitucional 1812-1824: textos y contextos. », Morelia, Michoacán, 2008.

gouvernement. Pour toutes les catégories de population, les changements institutionnels sont surtout investis parce qu'il y a aussi une projection d'attentes sur ce que peuvent apporter république, souveraineté et citoyenneté. Enfin, les nouvelles règles de la vie politique et une certaine formalisation changent les modes d'accès aux responsabilités avec notamment la promotion des facultés de lire, écrire et compter.

A. « 21 mille nouveaux citoyens »

L'application de la Constitution de Cadix et des promesses de l'indépendance portées par le plan d'Iguala, qui déclare tous les Mexicains égaux, pose problème en Haute-Californie où les Amérindiens sont soit complètement indépendants, et menaçants par rapport aux établissements espagnols puis mexicains, soit reconnus par les autorités espagnoles puis mexicaines comme « affiliés » à une mission franciscaine, baptisés catholiques ou catéchumènes en voie de l'être.

Les Amérindiens qui vivent dans les missions, ou qui dépendent d'elles d'une manière ou d'une autre proviennent de groupes variés, qui se sont recomposés, souvent après des catastrophes démographiques et écologiques, au sein de la mission, dont les villages et installations constituent parfois un nouveau centre de vie et d'activité. Ces regroupements, qui évoluent avec la démographie et les migrations, ont une organisation propre, dans laquelle les missionnaires reconnaissent comme chef, appelé *alcalde* comme les juges des municipalités, ceux qui ont une certaine influence sociale sur le groupe. Avant la république, ces *alcaldes* sont déjà choisis par élection. Les Amérindiens christianisés ont donc des pratiques politiques reconnues par les franciscains et l'administration impériale avant 1822. Les groupes autonomes qui ne vivent pas sur les missions ont aussi bien entendu leur propre organisation politique. Les historiens des missions, depuis Steven Hackel, ont montré que ces deux mondes n'étaient pas aussi séparés qu'on a voulu le croire. Bien que du fait des désastres écologiques et épidémiques les Amérindiens considérés par les franciscains et l'administration comme « affiliés » soient en effet devenus très dépendants du cadre de la mission pour leur vie matérielle et spirituelle au début du XIX^e^ siècle, les flux démographiques de court et de long terme, la proximité géographique et l'entrelacement des deux groupes font qu'on ne peut en fait les distinguer de manière aussi tranchée au risque de contresens importants.[3]

Comment alors comprendre la citoyenneté et l'égalité dans le cadre de la formation politique mexicaine dans ce cadre ? Il est nécessaire de faire l'effort d'adopter le point de vue des

3 Steven W. HACKEL, *Children of Coyote, Missionaries of Saint Francis: Indian-Spanish Relations in Colonial California, 1769-1850*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2005.

Amérindiens, avec les documents qui nous sont parvenus, ou encore de lire les archives « à contre-fil » (*against the grain*)[4], afin de comprendre ce que signifie pour eux ce changement politique. Pour les Amérindiens, ce changement est perceptible à la fois dans le cadre de référence et de discours de ceux qui étaient déjà là, mais aussi par la venue de nouvelles personnes, qui mettent en avant une rupture par rapport au passé. Dans ce cadre, les Amérindiens de Californie adoptent quatre types d'attitude en fonction de l'évolution de la législation : la revendication d'une souveraineté indienne sur la Californie, la demande d'un statut libre et égal individuel, la revendication d'une évolution de leur cadre de vie et de travail ou au contraire enfin la demande d'une protection de leur statut et de leurs droits sur la terre contre la concurrence des colons et des soldats retirés du service.

Une réunion entre missionnaires, commandants des garnisons, gouverneur et élus au conseil de la province (*diputación*) est organisée en décembre 1822 pour décider des évolutions du système des missions du fait du changement de régime. Mais ce sont au premier chef les actions des Amérindiens dans les missions et hors des missions, qui déterminent ces évolutions du fait même de leur plus grand nombre, et de leur alliance, réelle ou crainte par les colons, avec les groupes indépendants (Yokuts, Mojaves etc).

L'arrivée de l'envoyé du gouvernement mexicain en Californie en 1822 et ses commentaires sur le traitement des Amérindiens des missions ouvrent la possibilité pour ces derniers d'une amélioration de leur situation. L'envoyé du gouvernement effectue une tournée d'inspection des missions lors de son séjour en Californie, qui le met en contact avec les néophytes. Tandis que le gouverneur, les commandants de garnisons et les missionnaires s'opposent à ce que les Amérindiens soient considérés comme citoyens, le chanoine Fernández y est favorable, et ses échanges avec les néophytes encouragent probablement ces derniers à tirer parti de sa présence. Le président des missions, le frère Payeras, s'inquiète qu'un quart des néophytes est « corrompu par ces idées de liberté ».[5] En novembre 1822, trois néophytes préviennent le chanoine Fernández « qu'ils ont été blessés à coups de baton dans une mission ». Le chanoine demande ensuite des explications, et le préfet des missions est obligé de s'en excuser. Il fait ensuite passer une circulaire demandant à ses confrères de « limiter les coups », de « n'y avoir recours que si c'est indispensable » et que « le chef de la garde le fasse faire par l'*alcalde* ».[6] Les néophytes cherchent ainsi à faire de la mission un

4 Nous empruntons l'expression à Ranajit Guha, dans son essai classique Ranajit GUHA, « The Prose of Counter-Insurgency » dans *Subaltern Studies: Writings on South Asian History and Society*, Delhi, Oxford University Press, 1983, vol.II, p. 1-42.

5 Lisbeth HAAS, *Saints and Citizens: Indigenous Histories of Colonial Missions and Mexican California*, Berkeley, University of California Press, 2013, p. 104 ; Mariano PAYERAS et Donald C. CUTTER, *Writings of Mariano Payeras*, Santa Barbara, Calif., Bellerophon Books, 1995, p. 341.

6 *Correspondancia, Santa Barbara* [C-C 9] Circulaire de Payeras aux missionnaires, 18 juin 1821.

cadre de gouvernement autonome. Afin d'obtenir cela, certains néophytes « vont jusqu'à propager le conte que les Pères [veulent] se défaire des escortes venues des *presidios* et confier la garde aux Indiens chrétiens »[7]. Ces néophytes tirent ainsi parti de l'hostilité des missionnaires aux soldats pour promouvoir et faire pression dans le sens d'une gestion plus autonome des affaires internes dans le cadre de la mission.

En parallèle, les missionnaires se voient aussi contraints d'autoriser les néophytes (les Amérindiens des missions) à aller travailler à l'extérieur, « peut être le seul moyen d'éviter l'émancipation et maintenir contents les *de razón* et nos néophytes sous notre subordination ».[8] Les *de razón* – les habitants des *pueblos*, les soldats et leurs familles – sont en effet à la recherche du travail souvent qualifié des Amérindiens des missions. Cet exemple montre que c'est la double pression des colons et des Amérindiens qui conduit les missionnaires à admettre ce compromis. Le cadre de vie et de travail de la mission n'est remis en cause qu'à la marge dans un premier temps.

En 1824, après de nombreuses années sans révolte majeure, les Amérindiens de plusieurs missions dans la région de Santa Barbara se soulèvent et résistent plusieurs jours aux attaques des compagnies du *presidio* de Santa Barbara et des renforts envoyés par Monterey. Cette révolte, que certains historiens ont récemment appelé une « guerre », mobilise plusieurs milliers d'Amérindiens, principalement des Chumashs et des Yokuts, vivant dans le cadre des missions Santa Inés, La Purísima et Santa Barbara, ou bien hors de celles-ci, soit qu'ils en aient fuis, soit qu'ils n'y aient jamais été affiliés. La mission La Purísima est occupée pendant un mois par 1 270 Amérindiens, à la fois de la mission elle-même et de celle de Santa Inés.[9]

Les *alcaldes* des missions concernées figurent parmi les meneurs de la révolte, comme par exemple Andrés Sagimomatsse, *alcalde* à Santa Barbara. Ces leaders envoient des messagers dans les villages proches, soit Chumashs, soit Yokuts, où se sont réfugiés des néophytes qui ont fui le cadre de la mission, où vivent des membres de leurs familles. Ainsi, le déroulement de cette révolte met bien en évidence les liens qui existaient en dehors de la mission entre Amérindiens. Des contacts, notamment des échanges commerciaux existaient déjà entre Chumash et Yokuts avant l'arrivée des Espagnols, mais la dynamique d'affiliation aux missions, qui regroupait des membres

7 Vallejo, 2, 20, p. 350.

8 *Correspondancia, Santa Barbara* [C-C 9] Circulaire de Payeras aux missionnaires, 18 juin 1821.

9 James A. SANDOS, « Levantamiento!: The 1824 Chumash Uprising Reconsidered », *Southern California Quarterly*, juillet 1985, 67, 2, p. 109-133 ; Lisbeth HAAS, « Fear in Colonial California » dans Michael Francis LAFFAN et Max WEISS (eds.), *Facing Fear: The History of an Emotion in Global Perspective*, Princeton, Princeton University Press, 2012, p. 74-90 ; L. HAAS, *Saints and Citizens*. Pour situer les événements, voir les cartes n°1 et n°2 en annexe.

des deux groupes au sein des mêmes missions, ou les installations de Chumashs en fuite dans les villages Yokuts créent des liens supplémentaires.

Le motif de déclenchement de la révolte semble être le mauvais traitement subi par un Amérindien aux mains d'un soldat au début de l'année 1824. Le soldat responsable n'avait pas été incriminé. En 1822, l'envoyé du gouvernement mexicain, présent sur le territoire, avait été en mesure de demander la fin de ce type de traitement. Une hypothèse pour expliquer la révolte serait que, en l'absence d'un tel recours, les meneurs amérindiens se soient décidés à défendre leurs droits par eux-mêmes, en tant que « nouveaux citoyens ».[10] Les autorités mexicaines parviennent à vaincre la révolte après quatre mois et jugent les responsables de ce qu'ils appellent une « révolution ». Les récits de la part des Amérindiens mettent en évidence le rôle des meneurs spirituels et politiques dans l'organisation de la révolte. L'occupation de la mission Santa Inés, et l'utilisation des vêtements par les occupants montrent la volonté de reprise de possession des Amérindiens, mais en une forme hybride, qui tienne compte de la nouvelle communauté et des nouvelles formes de richesses créées dans ce cadre colonial. Il ne s'agit en effet pas de revenir à une situation antérieure aux missions.

Les choix politiques des Amérindiens sont à comprendre en tant que tels, mais aussi en relation avec l'opposition entre les missionnaires et le gouverneur et les commandants. Il est en effet fort probable que la méfiance des missionnaires à l'endroit des soldats de la garde, leur volonté de minorer leur rôle au sein des missions à l'occasion de la reconnaissance du statut de citoyens des néophytes, a pu contribuer à la préparation de la révolte. En effet, les Amérindiens ont pu d'une part intégrer ce discours de méfiance par rapport aux soldats, d'autre part jouer sur ces divisions entre soldats et missionnaires.

Lorsque le premier gouverneur mexicain arrive en 1825, il crée la possibilité légale pour les Amérindiens chrétiens, qui remplissent une liste de critères, de demander leur émancipation formelle des missions. Un certain nombre d'Amérindiens décide de tirer parti de cette opportunité, en particulier ceux qui disposent d'un savoir-faire artisanal leur permettant de se faire employer aisément dans les villages ou dans les forts. Afin d'être éligible, il fallait être chrétien de naissance ou depuis quinze ans, avoir une bonne conduite et pouvoir subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Le gouverneur demande aux missionnaires d'identifier les personnes susceptibles de correspondre à ces critères et de les lui proposer. Bien qu'on ne connaisse pas le nombre exact d'Amérindiens émancipés, les archives contiennent un petit nombre de demandes individuelles. L'enjeu de cette émancipation est une reconnaissance d'un statut propre au sein des cadres politiques

10 AASF n°1599, L. HAAS, *Saints and Citizens*, p. 131.

mexicains, permettant notamment une liberté de mouvement et de résidence. En revanche, cette émancipation ne leur donne aucun droit sur les biens et terres des missions. Ils ne bénéficient d'aucun don ou prêt d'outils ou de bétail, ni ne peuvent continuer de cultiver la terre qu'ils travaillaient avant leur émancipation.[11]

Les Amérindiens ainsi émancipés quittent la mission. Gil Ricla, un Amérindien venu de Basse-Californie pour servir d'intermédiaire entre les missionnaires et les Amérindiens locaux lors de la fondation des missions de Haute-Californie, demande son émancipation en 1826. Le gouverneur lui accorde, attendu qu'il est « vieux chrétien, veuf, de mœurs honnêtes (*honradas costumbres*) et qu'il pratique couramment l'espagnol (*ejercitado en nuestro idioma) »* de le « séparer de l'état de néophyte de la Mission San Antonio », pour que comme « un individu de la Nation mexicaine, hors de cette tutelle » il puisse « en accord avec les lois trouver sa subsistance pour lui-même et sa famille (quand il en aura une), comme il lui conviendra.[12] Il s'installe alors comme charpentier à San Diego avec sa femme et ses enfants. Il y est considéré comme un *vecino*.[13]

Au-delà du cadre légal de l'émancipation formelle, l'horizon de la liberté est saisi par des individus et des groupes, soit pour être plus libres dans le cadre de la communauté de la mission, soit en dehors de celui-ci. Un certain nombre d'Amérindiens prend ses distances par rapport à l'organisation du travail. Les chefs d'escorte des missions ou les missionnaires les accusent alors de « confondre liberté et libertinage ». Averti « du laisser aller et de la paresse des néophytes de San Juan Capistrano » et de « leur mauvaise interprétation de la liberté », le gouverneur Echeandía avertit que « les travailleurs n'auront leur [émancipation] que s'ils la méritent, ou bien ils seront châtiés ».[14]

Les réformes ou projets de réforme concernant les missions ne sont pas toujours pour enthousiasmer les Amérindiens des missions. À la fin des années 1820, le gouverneur Echeandía envisage une réforme graduelle afin de mettre fin au système des missions pour les transformer en

11 Voir le cas de Patricio, décrit dans *Ibid.*., p. 143. Pétition et réponse du frère Marco Antonio de Vitoria dans AASF n°2082, 8 février 1830.

12 Departmental Records (DR), 5, [C-A 47] p. 116 Echeandía, 14 juillet 1827 Monterey *« Por cuanto Diego Sobrevia es un cristiano viejo, viudo, de honradas costumbres y ejercitado en nuestro idioma he venido en segregarle de la Neofia de la Mision de San Antonio en consecuencia como un individuo de la Nacion Mejicana fuera de dicha tutela podrá con arreglo a las leyes buscar su subsistencia para sí y su familia (cuando la tuviere) en donde mejor le convenga. »*

13 S.W. HACKEL, *Children of Coyote, Missionaries of Saint Francis*, p. 381-382.

14 DR, 5, [C-A 47] p. 95 Echeandía au commandant de San Diego, 27 avril 1827, Santa Barbara *« Enterado del abandono y holgazaneria que los Neofitos de San Juan Capistrano observan en sus propios labores y la mal entendida libertad en que se consideran y que se hace preciso que Pablo de la Portilla los amoneste mientras tanto se concluye el plan de arreglo para su alivio y adelanto en la inteligencia de que a los renuentes se les dara su licencia si la merecieren o seran castigados »*

villages. Il envoie des agents chargés d'expliquer ces futures évolutions aux Amérindiens dans deux missions. Dans les deux cas, les Amérindiens se prononcent contre toute évolution (voir chapitre 4).

On a donc un double mouvement de la part des Indiens à la fois de protection et de promotion d'une autonomie au sein des missions, et d'encouragement de réformes visant à faciliter leur circulation. Ces deux mouvements peuvent paraître contradictoires du point de vue des structures coloniales mexicaines, puisqu'il semble s'agir à la fois d'une demande de conservation des missions et de réforme du système, mais du point de vue des Indiens il s'agit d'une démarche tout à fait logique. Cette contradiction apparente contribue à expliquer le jugement négatif et paternaliste des administrateurs californiens à leur égard, qui estiment que les néophytes ne sont pas conséquents et ne comprennent pas ce qu'est la liberté.

B. « Tous les Californiens natifs étaient imbus d'idées républicaines »[15]

Le dernier gouverneur espagnol, Pablo Vicente de Solá, a refusé d'organiser un conseil territorial (*diputación*) en 1820 non seulement à cause des Indiens, mais aussi parce que le reste des citoyens étaient des soldats ou des membres de leur famille. Un soldat né dans les années 1790 à San Francisco explique que « tous les Californiens natifs étaient imbus d'idées républicaines » avant même que l'indépendance ne soit proclamée. Ce que sont ces idées républicaines au juste, l'ancien soldat José María Amador, les résume ainsi : « malgré les cachotteries du gouvernement, un petit livret était entré dans le pays, qui expliquait tout le système fédéral de gouvernement républicain, la division des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire »[16]. Avant l'indépendance, il ne peut s'agir en réalité de système fédéral formel, qui n'est adopté au Mexique qu'en 1823-1824. Par contre, d'une part il existe des interprétations plus ou moins fédéralistes de la Constitution de Cadix, dont il s'agit ici plus probablement. D'autre part, il est significatif que dans les souvenirs du soldat (et c'est le cas pour un autre témoignage[17]) indépendance, « idées républicaines », « division des pouvoirs » et fédéralisme soient associés. En effet, et comme nous le verrons surtout au chapitre 4, le fédéralisme est associé pour les Californiens à l'indépendance et à la république. Que font les soldats de cette « division des pouvoirs » qu'ils découvrent dans le livret de la constitution ?

Deux versions d'un incident, l'une par ce soldat, Amador, l'autre par un autre soldat, Vicente

15 José María AMADOR, Lorenzo ASISARA et Thomas SAVAGE, *Californio Voices: The Oral Memoirs of José María Amador and Lorenzo Asisara*, traduit par Gregorio MORA-TORRES, Denton, University of North Texas Press, 2005, p. 154.

16 *Ibid.*

17 Vicente Gomez, p. 109.

Gómez, qui la tient d'un autre, donnent deux variations sur ce thème, éclairantes pour comprendre ce que les soldats, en particulier les natifs de Californie, attendent de la république. Le protagoniste de cet incident est un certain Pedro Chaboya, soldat de la garde de la mission de Santa Cruz, probablement en 1821 ou au début de 1822. José María Amador, l'un des rapporteurs de cette anecdote, est alors le chef de cette garde. Lors d'une visite d'inspection du gouverneur Solà à la mission, Chaboya s'approche du gouverneur pour demander qu'on lui accorde son licenciement de l'armée, qu'il n'a toujours pas obtenu après dix-huit ans de service. Solà lui demande : « ils ne vous ont pas lu l'ordonnance ? Tout militaire doit la savoir. » Il fait venir son chef, Amador, lui demande ladite ordonnance royale qu'Amador a toujours sur lui, également sous forme de petit livret et lit tout haut le passage sur les demandes de licenciement. À la fin de sa lecture, il s'exclame : « Vous avez un caporal et un sergent, un sous-lieutenant, un lieutenant et un capitaine, et vous vous adressez directement à moi, alors même que votre caporal est présent ?... Vous êtes un impertinent qui ne se conduit pas selon l'ordonnance, bien qu'on vous l'ait lue et relue de nombreuses fois. » Il le frappe ensuite à la figure et le fait enfermer par Amador. Il le fait ensuite libérer et demande à le voir. Il lui dit qu'il va parler à son capitaine au sujet de son licenciement et lui donne cinq pesos en réparation de l'affront qu'il lui a infligé en le frappant. Chaboya, subordonné qu'il est doit accepter honteux cette réparation plutôt que de venger son honneur lui-même. Cette version de l'incident, donnée par un témoin direct, montre en action les ressorts hiérarchiques et la soumission à un petit livret de règles d'ordonnances royales régissant la vie militaire. Malgré la légitimité de la demande du soldat qui demande son licenciement après avoir fait son temps, il faut toujours passer par les voies hiérarchiques et attendre « son tour ». Un geste du gouverneur est possible, mais au prix d'une humiliation publique et de démonstrations d'obéissances. On comprend alors l'effet qu'a pu avoir la lecture de la constitution de Cadix et qui est suggérée par Amador puisqu'il évoque l'indépendance et les « idées républicaines » juste avant le récit de cet incident mais surtout par l'autre version racontée par Vicente Gomez, qui la tient de Mariano Guadalupe Vallejo, qui la tient lui probablement de son père Ignacio Vallejo. Peut être s'agit-il d'un second épisode, qui ferait suite à la première humiliation, mais c'est douteux.

Dans ce deuxième récit, Chaboya se présente au gouverneur Solá et le salue en ôtant son chapeau, puis le remet, ce qui est « un affront très grave ». Le gouverneur, qui est « un homme puriste en matière de discipline militaire » lui ordonne d'ôter son chapeau. Chaboya lui répond « sans se laisser décourager et en mettant la main au chapeau : « Ce chapeau, c'est la liberté qui me l'a donné. » Sola se met en colère et « le pique de son bâton de commandement sur le ventre, en

présence du garde, et ordonne qu'il soit mit au cachot ». Alors qu'il est emmené, Chaboya, tout aussi en colère s'exclame devant le gouverneur : « Sa seigneurie m'a châtié avec le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire ».[18] La personne qui rapporte l'anecdote précise que Chaboya a lu « l'Acte constitutif », « introduit en Californie par contrebande sous la forme d'un petit cahier », que « les soldats avaient dévoré ». Dans cette deuxième version, Chaboya ne demande plus son licenciement, mais affirme sa « liberté » et surtout son égalité, en fait, vis-à-vis de son supérieur hiérarchique, le plus haut gradé du territoire. De nouveau Solà lui reproche son manquement à la discipline militaire et le corrige physiquement avec le symbole de son pouvoir, le « bâton de commandement ». On est tenté de voir dans l'exclamation finale de Chaboya une reconstitution de ce que Chaboya aurait aimé répondre. Ce que montre cette formulation sur les trois pouvoirs, c'est que Chaboya, ou celui qui rapporte l'incident, associe la discipline et la hiérarchie militaire au despotisme impliqué par l'absence de division des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, même sans grand rapport avec ledit incident. La république, c'est donc d'abord l'espoir d'une plus grande égalité au sein de l'armée ou du moins d'un accès plus égalitaire aux grades d'officiers ou tout simplement aux droits.

Le gouverneur Echeandía, arrivé en 1826, tient une place ambiguë dans ce processus de transformation de soldat à citoyen : à la fois il est celui qui personnifie plus qu'aucun autre l'arrivée du système républicain en Californie, alors qu'avant, comme le rapporte Alvarado, « il y avait certes une constitution, un conseil provincial (*diputación*), et des *ayuntamientos*, mais c'était là toute la différence [par rapport au système antérieur] ». « Il est venu en parlant des principes républicains et libéraux qui bouillaient dans la tête des Mexicains de cette époque », raconte Angustias de la Guerra, la fille du commandant de Santa Barbara, dans ses mémoires. Echeandía est républicain par ses idées, « il est un homme aux idées avancées, ajoute-t-elle, un enthousiaste et un partisan de la liberté républicaine ». Mais non seulement a-t-il des idées, mais encore « il les met en pratique » car « il a été envoyé en Californie pour implanter le nouveau régime »[19]. Par exemple, au printemps de

18 Vicente Gómez, p. 109, apparemment sur la base de souvenirs racontés par Mariano Guadalupe Vallejo *« Poco antes de la independencia de Mexico en Monterey un dia se presento Chaboya, soldado de la compania de cuera, al Gobernador Sola. Empezo saludandole de esta manera : » Buenos dias señor Gobernador, se quito el sombrero y se lo volvio a poner delante de su Señoria. Esto era en aquella tiempos un desacato muy grave y Sola, que era hombre plantado y rigorista en la disciplina militar (...)miro en hito a Chaboya que continuaba con el sombrero encasquetado y le dijo : « Que es eso ? Quitese usted el sombrero. » Chaboya respondio sin inmutarse y llevando la mano al sombrero. « Este sombrero, señor, me lo dio la libertad. (Tenia Chaboya leida el Acta Constitutiva que se habia introducido en California de contrabando en forma de un cuadernito y la tenian devorada los soldados). Enfurecido Sola se fue sobre Chaboya y le dio unos piquetes con el baston en la barriga a presencia de la guardia y ordeno se le llevase al calabazo. Antes de salir, Chaboya de la presencia del Gobernador con ademan airado en altanez pronuncio estas palabras : « Señor Gobernardor, Usia me ha castigado con el poder legislativo, ejecutivo y judicial ».*

19 Angustias de la Guerra, p. 52 Rose Marie BEEBE et Robert M. SENKEWICZ, *Testimonios: Early California Through the Eyes of Women, 1815-1848*, Berkeley, Heyday Books : Bancroft Library, University of California, Berkeley, 2006, p. 225. « *Cuando [Echeandía] llego a California en 1825 venia hablando de los principios republicanos y*

1827, Echeandía fait une tournée dans le territoire. À Santa Barbara, il reçoit la visite « des membres de l'*ayuntamiento*, constitué en corps » qui vient le saluer chez le commandant Pacheco. Le gouverneur se lève, vient vers eux, les salue, les appelle du titre de « *Don* ». L'*alcalde* de l'époque se souvient plusieurs décennies plus tard de ces démonstrations « qui [lui] firent grande impression parce que jusque là [il] n'avait pas été habitué à ce qu'on le traite ainsi, qu'un commandant général me prenne la main comme d'égal à égal ». Au contraire, dit-il, « nous les soldats et les gens du peuple avions l'habitude qu'on nous traite comme des chiens, et pas comme des gens. » Ces gestes nouveaux et étranges revêtent le gouverneur d'un caractère presque surnaturel, comme le laisse penser la conclusion de l'*alcalde* González : « M. Echeandía garda ma main très longtemps. La surprise que cela me causa me fit sentir ma main pour voir si elle avait gardé quelque odeur agréable. »[20]

Pour certains, ces « idées républicaines » apportées par Echeandía ne sont pas une bonne nouvelle. Pour d'autres, ou pour les mêmes, il est aussi « un despote », « autoritaire ». Le voyageur français Duhaut-Cilly n'en fait pas un trait de caractère, mais un choix politique adapté à la situation du pays : « les dispositions où il avait trouvé les Californiens étaient bien propres à lui donner des idées de despotisme...encore tous dressés aux habitudes et aux formes espagnoles, ils aimaient les puissances du jour ».[21] Ce sont ses ennemis politiques, notamment ceux qui s'opposent à sa politique

liberales que bullian en las cabezas de los mexicanos de aquel tiempo. El era hombre de ideas avanzadas entusiasta y amante de la libertad republicana y ciertamente las puso en practica esas ideas pues habia sido enviado a California para plantear al nuevo regimen pues hasta entonces durante la administracion de Argüello el regimen de gobierno habia sido casi el mismo del que existia en tiempo de la dominacion de España, habia const., diputación y ayuntamientos, esa era toda la diferencia. »

20 Rafael González, *Experiencias de un soldado de California*, p. 26. *« Nosostros los alcaldes y demas miembros del Ayuntamiento en corporacion paramos a saludarle en las casa del Comandante que era Don Romualdo Pacheco. Echeandía y Pacheco estaban sentados en la sala en frente de la puerta al venir nosotros por la plaza se levanto el Sr Echeandía y camino como 10 pasos hacia nosotros y nos saludo con mucha cordialidad. Me tomo de la mano y me trajo sin saltarla hasta el lugar en donde tomo asiento. Al saludarme me llamo Don Rafael, cosa que me produjo una impresion porque hasta ese tiempo no estaba acostrumbrado a semejante tratamiento ni a que todo un Comandante General me tomara la mano tan cordialmente como de igual a igual. Nosotros los soldados y la gente del pueblo habiamos estado siempre hechos a que nos trataran como perros y no como gente. El Sr Echeandía me tuvo de la mano mucho tiempo y con la estraneza que me causo deseaba yo olerme la mano para ver si me habia quedado en ella algun olor muy agradable. »* La référence à l'odeur peut faire penser à « l'odeur de sainteté », c'est-à-dire à l'odeur agréable et parfumée des corps des saints après leur mort dans la théologie catholique. L'histoire des odeurs est peu développée ; ce « refus de voir l'odeur » vient d'après Annick le Guérer d'une répression issue d'interdits religieux, le parfum étant associé à la jouissance et à l'érotisme, ou encore du mépris d'une fonction vue comme archaïque. Alors que certaines odeurs sont associées à la maladie, notamment à la peste, d'autres, comme celle des aromates, sont associées à la guérison et à la sainteté. Cet épisode serait donc un autre exemple de transmission entre la sacralité catholique des missionnaires et le nouveau charisme républicain. La dimension hygiéniste et moderne des odeurs agréables n'est pas flagrante dans cet épisode. Alain CORBIN, *Le miasme et la jonquille: l'odorat et l'imaginaire social XVIIIe-XIXe siècles*, Paris, Aubier Montaigne, 1982 ; Jean-Pierre ALBERT, *Odeurs de sainteté: la mythologie chrétienne des aromates*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1990 ; Annick LE GUÉRER, *Les pouvoirs de l'odeur*, Paris, O. Jacob, 1998.

21 Sur le caractère autoritaire de Echeandía voir Auguste Bernard DUHAUT-CILLY, *Voyage autour du monde principalement à la Californie et aux iles Sandwich, pendant les années 1826, 1827, 1828, et 1829*, Paris, A. Bertrand, 1834, p. 388. Alvarado, 3 [C-D 3], chap. 23, p. 13 décrit « son caractère violent et très incliné au

d'émancipation des Indiens, qui l'accusent d'être un « despote ». Echeandía ne laisse pas indifférent, que ce soit dû à sa politique ; à ses discours, son attitude, et ses pratiques, ou enfin à son caractère. C'est de toute évidence sa place en tant que premier gouverneur mexicain de la Californie qui fait que sont projetées sur lui une série d'attentes.

Comment être républicain et soldat ? Le chef de la garde de la mission San Luis Obispo, Avila, est connu comme un « républicain radical » (*colorado*). Il se dit, « avec bonne foi », « le représentant de la Nation mexicaine à la [mission] San Luis Obispo ». Il « aime beaucoup mettre en valeur son titre de commandant », ce qui lui vaut d'être mis aux arrêts lorsque, de retour de son poste de chef de la garde à la mission dans la compagnie de Monterey, il insiste pour continuer d'être appelé « commandant ». Touché dans son honneur, il gifle son sergent, et avant qu'on s'empare de lui prend asile dans l'église. Ses amis intercèdent pour lui et Echeandía lui

> « pardonne sa faute, non pas tant parce qu' il avait pris refuge dans un lieu sacré, mais parce qu'Avila était l'un des soldats les plus courageux en Californie et que, grâce à ses idées républicaines récemment acquises il était d'une aide précieuse pour faire triompher les nouveaux principes sur le territoire. »[22]

Avila cherche à faire reconnaître sa valeur au sein de l'armée, mais également auprès du nouveau gouverneur grâce à ses « idées républicaines ». Ces « idées » se traduisent notamment par son comportement à la mission. Il se fait ainsi reprendre par le frère Luis Martinez pour ses « conversations avec les néophytes ». Pour sa défense, il rappelle que c'est « usuel que les commandants de la garde aient ces conversations » et « s'étonne que Sa Révérence le reprenne en présence de ses Indiens, parce que ce type de conduite risquait de diminuer en eux le respect qu'ils devaient avoir pour les commandants, qui dans chaque mission étaient les représentants du président de la république »[23]. On ne sait pas ce qu'Avila disait aux Indiens. Mais cet incident montre qu'il cherche à affirmer son statut au sein de la mission, face au missionnaire, en captant la puissance politique du président de la république. C'est qu'en effet, pour les soldats et leurs officiers,

despotisme ».

22 Alvarado, 2, 13, p. 22. *« Avila era republicano colorado y con la mayor buena fe se creia el representante de la nacion mejicana en San Luis Obispo, pero no obstante su republicanismo era muy amante de ostentar su titulo de comandante, eso estuvo muy bien mientras ejercia el puesto de comandante de la escolta de la ex-mision de SLO pero cuando reingreso a servir en el presidio de Monterey habiendo querido insistir con sel sarjento Pico para que le titulase comandante aquel le envio arrestado el cuartel el cabo Avila resentido con ese tratamiento dio una bofetada al sarjento Pico y antes que viniese la guardia a tomarlo prisionero se asilo en la ex-mision de San Carlos de Monterey cuya iglesia gozaba de immunidad... ya metido en la iglesia, los amigos de Avila intercedieron con el gobernador Echeandía que le perdono su falta, no tanto debido al hecho de que estaba asilado en un lugar sagrado sino porque Avila era uno de los mas valientes soldados que habia en la Peninsula de Californias y que debido a su recien adquiridas ideas republicanas era un fuerte apoyo para hacer triunfar los nuevos principios en el territorio. »*

23 Alvarado, 2, p. 24.

notamment le gouverneur Luis Antonio Argüello en 1823-1824, la république est l'occasion de gagner du terrain sur les missionnaires, notamment pour que les soldats puissent enfin accéder à des terres. Nous l'avons vu, ceux-ci défendent les missions au nom des Indiens, devenus citoyens. Argüello veut

> « faire ce qu'il peut pour le bénéfice des habitants [des missions] mais pas moins que pour les autres particuliers de cette province et parmi eux ceux qui nombreux ont sacrifié leur repos et leur jeunesse au service des armes, et dont il est évident qu'ils ont été les soutiens de la paix et des terrains possédés par cette province. Après cela, ne sont-ils pas en droit d'en profiter ?[24]

Il rejoint en cela l'argumentaire évoqué à Mexico sur les mérites des concessions de terre aux vétérans et sur le partage des terres des missions entre les Indiens et les soldats.

Il y a donc une tension entre l'idée que la république permettrait enfin aux soldats d'avoir des droits, notamment par rapport aux missionnaires, ce qui implique un renforcement de l'armée et celle que la république est soit l'avènement de plus d'égalité, soit même la fin de la domination militaire également à la faveur des civils.

C. « Cet *ayuntamiento* obéit seulement aux ordres du conseil territorial» : la république au *pueblo*

Si la république et l'indépendance signifient l'espoir d'un assouplissement de la discipline et un rapport de forces plus favorable par rapport aux missionnaires, que signifie-t-elle pour les civils qui ont des proches dans l'armée (notamment leurs pères) ou non, et pour les soldats retirés du service ? La perspective d'une atténuation de la hiérarchie et de l'obstacle à la progression du point de vue des soldats peut en effet du point de vue des civils aller jusqu'à un rejet de la place des militaires dans la société californienne. C'est cette tension qui fait l'objet de ce paragraphe en observant ce qui change dans les pratiques politiques locales, notamment avec l'organisation des *ayuntamientos constitucionales* dans les pueblos.

Il existait des élections avant l'indépendance et la république fédérale, aussi bien au sein des missions que des pueblos pour élire les alcaldes. Il y en avait aussi dans les *presidios* pour élire les *habilitados*, les trésoriers des compagnies chargés de répartir la solde, les rations et de faire les comptes. L'indépendance et l'organisation du système républicain se traduisent essentiellement par l'application de la Constitution de Cadix de 1812, lors du passage de l'envoyé du gouvernement mexicain dans la province en 1822 puis lors du mandat de gouverneur de José Maria Echeandía

24 DR, 1, p. 36 Argüello aux missionnaires de San Gabriel, 31 août 1823.

pendant la période 1826-1831. Depuis leur fondation à la fin du XVIII[e] siècle, les villages de colons sont dotés d'institutions pour les encadrer et les administrer. En effet, les institutions municipales sont la règle dans le monde ibérique, et ce dès la Reconquête de la péninsule ibérique au XV[e] s. Développer des petites villes ou bourgades dans la campagne était moins risqué que des établissements isolés. Du point de vue politique, ces *pueblos* jouissaient d'une certaine autonomie par rapport à la monarchie dans leur gouvernement intérieur. La vie municipale était très dynamique, avec des réunions relativement larges du corps municipal ; les habitants se sentaient d'autant plus concernés par les affaires du *pueblo* que c'est en son sein qu'on traitait de problèmes centraux dans l'économie agricole : marchés, pâturages communs, infrastructures (routes, ponts, places etc).[25] Dans le Nouveau Monde, cette institution est tout aussi importante, et ce dès l'instant où Hernán Cortés décide de débarquer au Mexique.[26]

Dès la fondation des *pueblos* californiens, ceux-ci bénéficient donc également de structures municipales, définies par le Règlement pour le gouvernement de la Californie de 1781. Dans un premier temps les officiers municipaux sont nommés, puis ils sont proposés par les villageois et confirmés par le commandant du *presidio* le plus proche et par le gouverneur. Les villageois, en retour de l'aide qui leur est accordée pour s'installer, sont dans l'obligation de produire et de vendre leurs surplus aux *presidios*.[27] Ces obligations sont contrôlées par un *comisionado*, un officier représentant du commandant militaire au *pueblo*.[28] La vie économique, politique et judiciaire des *pueblos* est donc très encadrée, comme en témoignent les archives. La distribution des terres est supervisée par le *comisionado* et indirectement par le commandant du *presidio* le plus proche et le gouverneur.[29] À Branciforte en 1803, le commandant de Monterey interroge le *comisionado* sur l'absence d'un colon sans autorisation.[30] Les personnes sans occupation font l'objet d'un recensement en vue de leur recrutement dans les compagnies présidiales. Lorsque des villageois se montrent « indisciplinés » ils sont avertis qu'ils peuvent être expulsés, comme par exemple à Los Angeles en 1792.[31] La consommation (jugée excessive) d'alcool et les jeux de hasards sont également signalés

25 Helen NADER, « The Spain That Encountered Mexico » dans Michael C. MEYER et William H. BEEZLEY (eds.), *The Oxford History of Mexico*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 17-19.

26 Dans le cas de Hernán Cortes, fonder une ville lui permet de légitimer un débarquement qui avait été explicitement interdit par les autorités aux yeux du roi; dès lors ce n'est plus une désobéissance au gouverneur à Cuba mais une soumission au Roi en tant que nouveau *pueblo*. *Ibid.*., p. 37-38.

27 CALIFORNIA, *Reglamento para el Gobierno de la Provincia de Californias: Aprobado por S. M. en Real Orden de 24 Octubre de 1781*, Mexico, F. de Zuniga y. Ontiveros, 1784.

28 Pour un exemple d'instructions d'un commandant à un comisionado, voir SJA, 6, 40.

29 Comme par exemple à Branciforte en avril 1801, voir ASC 16-19.

30 ASC 16-19.

31 PR, 4, p. 29-30.

par le *comisionado*.[32]

Le système de gouvernement municipal est réorganisé dans tout l'empire espagnol dans le cadre de la Constitution de Cadix, avec l'apparition des « *ayuntamientos constitucionales* » (municipalités constitutionnelles). Ces institutions constituent, malgré l'existence de gouvernements municipaux auparavant, une révolution politique, surtout à partir de la loi du 23 mai 1823 qui permet aux pueblos de moins de mille habitants d'organiser un *ayuntamiento* avec l'accord du conseil territorial.[33] En Californie, malgré des réformes intermédiaires avec la proclamation de la Constitution de Cadix en 1820, c'est essentiellement avec l'indépendance que les choses se mettent à évoluer.

L'agent du gouvernement Agustín Fernández, lors de sa tournée en Californie, organise des *ayuntamientos constitucionales* dans les pueblos et élimine le *comisionado.* Il demande d'ajouter aux *alcaldes* et *regidores* un *sindico*, chargé des intérêts judiciaires du pueblo et un secrétaire. L'indépendance n'a pas apporté de nouvelles lois à ce sujet, mais l'émissaire du gouvernement de Mexico apporte une volonté politique de faire appliquer la Constitution de Cadix, reprise par le gouverneur Echeandía. Il s'agit de donner plus de poids et d'autonomie aux institutions municipales, malgré les difficultés rencontrées (notamment le manque d'éducation et donc de personnes éligibles et disponibles). Pour ce faire, Agustín Fernández charge formellement le conseil territorial, dont c'est constitutionnellement le rôle, d'organiser les *ayuntamientos* complets dans les *pueblos* : San José, Los Angeles, Branciforte.

Avant l'indépendance, ce sont les districts militaires qui organisent le territoire : « les capitales des districts (*cabeceras de partido*) sont les *presidios* de San Francisco, Monterey, Santa Barbara et San Diego », des « départements qui couvrent tout le territoire ». Les commandants de *presidios* sont ceux « qui gouvernent et rendent la justice (*conocen en asunto de gobierno y en la administración de la justicia*) », les « affaires graves » étant transmises au gouverneur « qui les traite lui-même, ou en conseil de guerre, ou les remet au vice-roi ».[34] Les réformes d'Agustín Fernández puis du gouverneur Echeandía (1825-1831) entraînent une réorganisation du territoire où

32 Comme à Los Angeles en 1809 par exemple, voir PSP Ben Mil, 40, p. 25-26.

33 La révolution constituée par les *ayuntamientos constitucionales* après la proclamation de la constitution de Cadix a été tout particulièrement soulignée par Antonio ANNINO, *Historia de las elecciones en Iberoamérica, siglo XIX : de la formación del espacio político nacional*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1995 ; Antonio ANNINO, *La revolución novohispana, 1808-1821*, México, D.F., Centro de Investigación y Docencia Económicas : Instituto Nacional de Estudios Históricos de las Revoluciones de México : Consejo Nacional para la Cultura y las Artes : Fondo de Cultura Económica, 2010.

34 DR, 3 [C-A 48] p. 21, Echeandía au ministre de la Justice et des Affaires Ecclésiastiques, Informe sobre ayuntamientos. Justicia, Carceles, 25 juin 1820 San Diego.

les *pueblos* forment leur propre district, bien qu'ils continuent de dépendre pour certains aspects du *presidio* le plus proche.

Dans la première moitié des années 1820, l'obstacle principal à l'émancipation des *ayuntamientos* désirée par Fernández (en mettant fin à la présence militaire dans les *pueblos* par la supervision des *comisionados*) est en fait la revendication par les vétérans installés dans les *pueblos* de continuer à jouir du *fuero* militaire, c'est-à-dire de jouir d'une juridiction propre, ce qui conduit à maintenir un *comisionado*, au moins à Los Angeles, jusqu'en 1825. Or les élus municipaux se mettent à s'opposer à la présence d'une autorité militaire, rivale de la leur. Cette opposition est à l'origine de conflits entre le gouverneur, le commandant de Santa Barbara et les *alcaldes* de Los Angeles. En février 1823, le lieutenant de Santa Barbara annonce à l'alcalde Manuel Gutierrez la nomination de Guillermo Cota comme le « supérieur » (*superior*) des invalides et des miliciens. L'*alcalde* lui rétorque que « cet *ayuntamiento* n'obéit pas aux ordres du capitaine de Santa Barbara ni de San Diego ni d'aucun autre, et qu'il obéit seulement aux ordres du conseil territorial ». L'*alcalde*, dit-il, est « très en colère » (*muy enfadado*) et il se met à « crier » ainsi que José Palomares, dont on ne connaît pas la fonction au sein de l'*ayuntamiento* mais qui a été électeur de district en 1822 et est membre du conseil territorial au moment des faits. De là vient probablement la référence à celui-ci. Le *comisionado* Moraga s'exclame qu'il « exécutera les ordres de ses supérieurs au prix de son sang ». Cette menace « déplaît fort » (*les ha sentado mucho*) aux officiers municipaux, qui estiment que cela doit « remonter à l'empereur » ! Par conséquent, les membres de l'*ayuntamiento* « s'enferment pendant des heures à noircir des brouillons pour faire une représentation contre lui, en disant qu'il avait manqué de respect (*atropellado*) à l'Illustre *Ayuntamiento* ». En bref, l'*ayuntamiento* mené par l'*alcalde* et le conseiller territorial met en scène et en acte sa souveraineté, probablement aidés par l'expérience de Palomares au conseil territorial (cf. *infra*) contre la majesté hiérarchique du commandant.[35]

En réponse aux protestations de l'*ayuntamiento* de Los Angeles, sur la forme, Argüello cite la constitution (de Cadix) pour contester leur interprétation de la primauté du conseil. Le « *gefe superior* », rappelle-t-il, est bien celui qui doit être « respecté et obéi de tous ». Quant au fond, il répète que le militaire et le civil sont deux juridictions distinctes, et que faute de les reconnaître, on empêche la justice d'être faite et on contribue à troubler l'ordre public. Lassé du « mauvais gouvernement » et des « plaintes fréquentes » qu'il ne peut régler à distance, le gouverneur Luis

35 DHC DLG, vol 5 [C-B 63], correspondance avec Gabriel Moraga, 7-8, 18 février 1823. Sur la majesté et la souveraineté dans la transition entre ancien et nouveau régime, voir l'article : Clément THIBAUD, « Entre les cités et l'État. Caudillos et pronunciamientos en Grande-Colombie », *Genèses*, mars 2006, 62, 1, p. 5-26.

Antonio Argüello délègue en décembre 1823 ses « facultés » au commandant de Santa Barbara, José de la Guerra, qui en tant que tel « a gouverné [Los Angeles] en d'autres temps ». Il transmet alors à l'*alcalde* de Los Angeles qu'il doit reconnaître le commandant comme « gouverneur *(gefe politico*) de cette juridiction et que pour toutes les instances et procès qui peuvent se produire entre les habitants ils s'adressent directement à [lui] »[36].

Cet incident révèle l'évolution de la culture politique à Los Angeles sous l'effet de l'organisation du conseil territorial, mais aussi sous l'effet d'une évolution de la population, qui voit cohabiter des habitants qui revendiquent leur statut de civils et s'appuient sur l'*ayuntamiento* et le conseil territorial et des résidents vétérans qui désirent jouir de la juridiction militaire. La revendication par les anciens soldats de leur *fuero* militaire est sans doute à l'origine du fait que malgré les mises au point régulières des gouverneurs à ce sujet, le statut de militaire ou ex-militaire soit considéré comme un empêchement pour être élu à des charges municipales. Or martèlent les gouverneurs, le *fuero* ne concerne que le domaine criminel, et la jouissance de celui-ci n'empêche aucunement d'être élu.[37] Les militaires, en particulier les officiers, sont très sensibles à ce sujet, et réagissent dès que leur *fuero* semble remis en cause.

Ces conflits contre le *comisionado* militaire à Los Angeles résonnent avec ce qu'on a eu l'occasion de voir parmi les soldats. De nouveau, il s'agit de remettre en cause l'autorité d'une autorité militaire sur des subalternes, qui ici sont des civils. Une anecdote rapportée par Pío Pico dans ses mémoires aide à comprendre comment le discours qu'on a déjà vu utilisé par les soldats joue sur les civils. Résident de San Diego, Pío Pico est nommé greffier dans un procès à Los Angeles en 1826 contre un négociant, Bringas, pour des activités de contrebande. Bringas refuse de répondre au capitaine Portilla : « il ne fera sa déposition que devant une autorité civile, même si cela doit être l'*alcalde* indien de la mission la plus proche »[38], « jamais devant un militaire, quel que soit son grade ». Il justifie son propos en déclamant que « les civils sont le vase sacré de la Nation » et que les militaires « ne sont que les serviteurs de la Nation ». Pío Pico, qui est chargé d'informer le capitaine de San Diego de cet incident, est inspiré par les paroles de Bringas. Alors que le capitaine lui demande de retourner à Los Angeles transmettre sa réponse à Portilla, il lui répond, fort de sa

36 DHC Guerra, vol 4 [C-B 62], p. 134 Luis Antonio Argüello, 2 août 1823, Monterey.

37 DHC Guerra, vol 4 [C-B 62], p. 134 Argüello à de la Guerra, 6 mars 1823 *« se entendia este goce solamente para lo criminal y en esto solo podra y debera tener conocimiento y por el U dicho sargento distinguido y de ninguna manera en lo civil y gobernativo como ya he dicho antes y por lo mismo tienen obcion a los cargos con fe a que se les destine de que no puede eximirse »*

38 Une expression qui rappelle celle du commissaire du gouvernement Agustín Fernández, qui voulait organiser un conseil territorial coûte que coûte, même s'il ne devait être constitué que d'Indiens, une similitude qui montre bien le décalage entre la perception de l'Indien en Haute-Californie et ailleurs dans la république.

conviction nouvelle d'être « un vase sacré de la nation » et pour « montrer son indépendance », « qu'il ne peut pas retourner à Los Angeles parce qu'on a besoin de lui à la maison ». Le capitaine Estudillo le fait emprisonner pour sa désobéissance mais finit par s'excuser après que Pío Pico a passé une nuit enfermé. « L'idée que nous, les citoyens, étions la Nation et qu'aucun militaire n'était supérieur à nous continua de [lui] trotter dans la tête ».[39] Cette anecdote rapportée par Pío Pico montre bien l'irruption avec l'indépendance d'une rhétorique étrangère à la discipline militaire, et qui résonne auprès d'un homme, certes issu d'une famille militaire, mais qui n'a pas choisi cette carrière – il tient une boutique à San Diego. Le fait que son père ait manqué de reconnaissance dans l'armée à cause de son origine modeste, n'est certainement pas anodin non plus.

Jusque dans la seconde moitié des années 1820, les *presidios* (les forts) ne disposent pas de structures municipales, même lorsqu'ils disposent d'une population qui n'est pas ou n'est plus au service de l'armée. Le premier gouverneur nommé par le gouvernement mexicain fédéral, José María Echeandía décide d'ajouter aux *pueblos* d'origine la fondation d'*ayuntamientos* à Monterey et Santa Barbara. En mai 1826, les civils (*vecinos*) de Monterey transmettent au gouverneur, qui vit à San Diego, une pétition signée par quinze *vecinos*. « Ayant la population requise (*un vecindario bastante competente*) », ils demandent que « soit nommé un juge pour qu'ils soient gouvernés selon la loi »[40]. La population civile représente alors 114 personnes. En décembre, José María Echeandía

39 Pío Pico, C-D 13, p. 13-14. *« Mas me sorprendo yo cuando oi a Bringas decirle a Portilla que los paisanos eran el vaso sagrado de la Nacion y que los militares no eran otra cosa que criados de la nacion la cual era formada del pueblo y no de los militares. Bringas agrego que no daria su declaracion sino ante autoridad civil aunque fuese un alcalde indio de mision pero nunca ante un militar cualquiera que fuese su graduacion. Persuadido el Sr Portilla determino poner una comunicacion al Comandante general y otra al comandante particular de San Diego, Capitan José Maria Estudillo, manifestando la renuencia de Bringas. Yo me ofreci a conducir el pliego para el comandante de San Diego y mi oferta fue aceptada. Llegué a San Diego, entregué la comunicacion y me dijo el Sr Estudillo que me fuese a descansar a mi casa hasta el dia siguiente, y que volviera para llevar la respuesta a Los Angeles. Pero ya empezaba yo a sentir en mi los efectos de las palabras del Sr Bringas. Mi señora madre y mi familia necesitaban de mis servicios en San Diego (...) Yo quise complacer a mi madre y al mismo tiempo hacer alarde de mi independencia. Ya me consideraba "vaso sagrado", palabras que me habian sonado muy bien al oido. En efecto al dia siguiente como a las 9 o 10 de la mañana me presenté a Estudillo. Ya tenia el el oficio listo en la mano y me pregunto si estaba listo para marchar a la sazon que me entregaba el oficio. Le manifesté que no podia volver a los Angeles porque hacia falta en mi casa. Entonces el Sr Estudillo hizo venir al Sargento y que me condujesen preso a la guardia. Estuve alli todo el dia y la noche y a la mañana siguiente mando Estudillo soltarme y que fuese yo a la comandancia. Fui alla y me pidio que le dispensara la manera como me habia tratado que aquello habia sido un calentamento de cabeza y que me retirara a servir a mi madre. Me retiré pues a mi casa y permaneci al lado de mi madre, pero siempre me siguio trabajando en el espiritu que los ciudadanos eramos la nacion y que ningun militar era superior a nosotros.*

40 DSP, 1 [C-A 27] p. 132, Juan Alvirez au commandant et gouverneur « *Dice que le pasa una representacion pidiendo nombre un juez para que administre justicia a la Poblacion que se compone de 114 individuos que el gefe militar de Monterey le contesto a la solicitud que hizo que en nada tenia que ver con los negocios civiles. La solicitud que se refiere es la siguiente : « Los vecinos de este Presidio abajo firmados conforme a derecho esponen que habiendo un vecindario bastante competente para que se les nombre un juez por quien sean gobernados segun la ley ocurrimos a U para que tome las Providencias que estime convenientes segun la Ley. » José Tiburcio Castro, Miguel González, Mariano Soberanes, Inocente Garcia, Nicolas Alvisu, Feliciano Soberanes, José Antonio Romero, Juan Maria Meligen, José Ignacio Taforo, Ramon Antonio Navarrete, Faustino German, por Juan Buelna, Raimundo de la Torre, Jose Joaquín de la Torre, Juan Alvirez, Alcalde. »*

leur accorde et ordonne la tenue d'élections pour un ayuntamiento à la fois au *presidio* de Monterey et à celui de Santa Barbara.[41] Le gouverneur s'en explique auprès du gouvernement en 1829, expliquant que « la population civile (*el vecindario*) a beaucoup augmenté tandis que les employés militaires (*la oficialidad*) ont vu leur nombre diminuer ». Il lie cela à « l'ouverture du commerce » « après la déclaration d'indépendance », qui en effet a conduit à l'augmentation de la population notamment de Monterey, capitale et port officiel d'entrée pour le paiement des taxes d'importation. Quelques commerçants « étrangers » se sont installés en conséquence.

L'enjeu principal de l'organisation des *ayuntamientos* est l'administration de la justice. Les *ayuntamientos constitucionales* organisés dans les *pueblos* puis dans certains *presidios* jouissent d'autonomie jusqu'à un certain point dans leurs affaires judiciaires, mais ce n'est pas le cas des missions. « Le civil reste du ressort des missionnaires, et le criminel de celui des militaires ».[42] C'est une différence importante des missions par rapport aux *pueblos* qui eux ont des capacités juridiques libres de toute tutelle jusqu'à un certain seuil. Dans les missions en effet, les *alcaldes* sont « subordonnés aux Pères missionnaires et doivent exacte obéissance à leurs ordres »[43]. Encore en 1827, Echeandía confirme lors de l'organisation de l'*ayuntamiento* de Monterey, que c'est désormais cet *ayuntamiento* qui « connaîtra les affaires civiles sauf celles qui concernent les missions »[44].

Mais, dit le gouverneur à son ministre, « l'état de la justice est lamentable », étant donné qu'il « manque un juriste (*letrado*) », et que dans ces conditions « on ne peut procéder avec assurance dans les procès militaires ou les autres »[45]. Or dans une localité comme Monterey où s'installent des étrangers, commerçants qui plus est, l'enjeu de la justice est important. Étant donné l'inexpérience de la plupart des vecinos en matière juridique, c'est le commandant, dont c'était la juridiction avant l'organisation des *ayuntamientos*, qui doit « assister l'*alcalde* comme *asesor* », soit son conseiller juridique[46]. En 1830, un *asesor* (conseiller juridique) est nommé pour le territoire de Haute-Californie et s'installe à Monterey. Le gouverneur peut désormais s'adresser à lui pour les questions juridiques. En janvier 1831 par exemple, Echeandía demande à l'*asesor* si « l'élection de Vicente

41 DSP, 1 [C-A 27], 1, p. 171, Echeandía, *Sobre formación de ayuntamiento cerca de Santa Barbara*, 15 décembre 1826.

42 DHC DLG, 6, p. 95 Fr. Antonio Rodriguez au commandant de Santa Barbara, 1er janvier 1824 *« En lo gubernativo economico se entenderan con el P. ministro y en lo criminal con el cabo de la escolta. »*

43 Exemple d'approbation par Jose Joaquín Arrillaga de l'élection d'*alcaldes* et *regidores* de la mission le 1er janvier 1811 AASF, 2, p. 225 n°374 *« Apruebo en nombre de SM Don Fernando 7o la presente eleccion a quienes encargo la devida subordinación a los RP Ministros y obediencia exacta a sus mandatos. »*

44 DR, 5, p. 4 [C-A 47 p. 55], Echeandía au commandant de Monterey, 16 janvier 1827 San Diego *« Quedara eximido del conocimiento de todos los asuntos civiles no concernientes a misiones. »*

45 DR, 3, [C-A 48], p. 21

46 DR, 5, p. 4 [C-A 47 p. 55] *« Auxiliando al alcalde con su parecer como asesor de los asuntos judiciales de primera instancia. »*

Sánchez comme *alcalde* de Los Angeles est nulle du fait qu'il est déjà conseiller territorial »[47].

***

Les *vecinos* des *pueblos* se saisissent de l'indépendance et de la volonté d'application de la Constitution de Cadix qu'elle entraîne de la part de l'émissaire du gouvernement, puis du gouverneur Echeandía pour gagner en autonomie. Ce gain d'autonomie ne se fait pas sans tension et dans l'unanimité, du fait d'une forte présence d'anciens soldats attachés à leurs privilèges militaires. Les conflits assez violents qui opposent à Los Angeles la municipalité aux autorités militaires mettent en évidence une appropriation et une utilisation d'un argumentaire qui tire parti du changement de système.

D. « Tous ces *alcaldes* et ces *regidores* sont élus par la méthode qu'on a estimée constitutionnelle »[48]

Qu'est ce qui change dans la vie politique locale avec la fin de la tutelle militaire à la fois au niveau des élections et au niveau des relations entre les *vecinos* et leur *ayuntamiento* ? Deux types d'élections ont lieu au niveau le plus local : les élections pour remplir des offices locaux d'une part, les élections pour désigner des électeurs d'autre part. Alors que dès 1822, missions, *pueblos* et *presidios* participent tous aux deuxièmes, les premières concernent principalement les localités qui doivent désigner des *alcaldes* ou des *ayuntamientos*, soit les missions et les *pueblos*. Dans la décennie 1825-1835 les *ayuntamientos* sont organisés dans les *presidios* pour y organiser le gouvernement civil des personnes et des cas qui ne sont pas du ressort de la juridiction militaire. Avant que des *ayuntamientos* ne soient organisés, les compagnies présidiales tiennent tout de même des élections restreintes dans leurs compagnies afin de choisir leur trésorier (*habilitado*), et, comme nous le verrons un peu plus loin, tiennent aussi des élections pour nommer les électeurs de districts dans les élections au conseil territorial. Contrairement aux élections civiles, les élections de trésorier dans les compagnies ne font pas l'objet d'un procès verbal, aussi ne trouve-t-on des éléments sur leur déroulement que dans la correspondance officielle ou privée, lorsqu'elles donnent lieu à une demande ou comportent un élément qui doit être rapporté. D'après le règlement de 1783 qui définit le mode d'élection de l'*habilitado* dans les *presidios* de Californie, il doit être choisi parmi les officiers lors d'une élection indirecte où les soldats élisent deux mandataires qui

47 DR, 4 [C-A 49], p. 85, Echeandía à l'*asesor*, 21 janvier 1831 *« Que el diga si en efecto hay nulidad en la eleccion de V Sánchez para alcalde de los angeles por ser de la diputación »*

48 DR, 3,[C-A 48] p. 21.

participent au vote aux côtés des officiers.[49] Pour la pratique, on dispose d'éléments sur l'élection de l'*habilitado* à Santa Barbara en 1818 et 1840. En 1818, le capitaine José de la Guerra doit se défendre auprès du gouverneur de l'élection de l'*habilitado* qui s'est faite sans son autorisation, et qui a (probablement) conduit à la désignation d'un de ses beaux-frères Carlos Antonio ou Anastasio Carrillo.[50] L'élection, dit-il, a eu lieu « en conformité avec le règlement », « motif pour lequel il la pense légitime », même si « le sujet qui a été élu (*en quien recayó la elección*) a des défauts », « ceux-ci n'invalident pas la nomination, surtout lorsque ceux qui l'ont élu les connaissaient ». Il se défend de « s'approprier une autorité qu'il n'a pas ». Le gouverneur le soupçonne de favoritisme envers ses beaux frères, et il doit le convaincre de la « pureté » de ses actions. De plus, si un autre devait être nommé, il serait très déshonorant pour celui qui l'avait été d'être « comme on dit, dans l'ombre d'un sergent ».[51] En 1840, l'*habilitado* est désigné par une réunion d'officiers chez le capitaine de la Guerra à l'unanimité (*nemine discrepante*) ils votent pour continuer l'*habilitado* précédent (ce qui pose problème car ledit *habilitado* a demandé son licenciement de l'armée).[52] Ces élections manifestent des traits qui aident à mettre en évidence une autre culture électorale que celle des *ayuntamientos constitucionales* et des élections de conseillers territoriaux. C'est une affaire d'officiers se mettant d'accord, mais où la procédure est centrale pour encadrer et légitimer le vote, et ce d'autant plus qu'on est dans un cadre militaire d'obéissance et de respect de la hiérarchie. La charge d'*habilitado* est un honneur associé à celui d'être officier.

En théorie dans les missions, pas grand chose ne change avant les années 1830, comme le rappelle le gouverneur par interim Luis Antonio Argüello en 1823, qui s'interroge pourquoi « les missionnaires ont tardé à transmettre les informations correspondant aux élections des alcaldes aux commandants des *presidios* », « alors qu'on est déjà dans le deuxième mois de l'année » (les élections ont lieu en décembre pour l'année suivante). « Je ne sais à quoi l'attribuer, dit-il, vu que la méthode et les ordres restent les mêmes », c'est à dire ce qui a été établi par le gouverneur José Joaquín Arrillaga (gouverneur 1800-1814).

49 *Reglamento de 1781*, titre 13.
50 DLG 923, 33, Guerra à Jose de la Guerra, 27 juillet 1818, Monterey.
51 DHC DLG, 3 [C-B61], p. 93 12 août 1818, Santa Barbara.
52 DHC Vallejo, 9, 19, De la Guerra à Vallejo, 15 janvier 1840, Santa Barbara.

	Los Angeles	**San José**	**Monterey**	**Santa Barbara**	**Branciforte**
alcalde	1	1	1	1	(1)[53]
regidores	4	2	2	2	0
sindico	1	1	1	1	0
secretario	1	1	1	1	0
Population (estimation)	1160	750	700	630	150
Attributions judiciaires de l'alcalde	– au civil : demandes qui ne dépassent pas 100 pesos – au criminel, les injures et les fautes légères – au-delà, pour les pueblos, les affaires sont remises au commandant général, et pour les *presidios*, au commandant du *presidio*.				Les querelles les plus simples sont réglées verbalement, les autres passent au commandant de Monterey

Table 2: Composition des ayuntamientos en 1829 (source: rapport de Echeandía au ministre de la justice et des affaires ecclésiastiques, 25 juin 1829)[54]

Jusqu'en 1826, les élections sont essentiellement organisées selon la Constitution de Cadix. En décembre 1826, Echeandía publie des décrets faisant le point sur les élections des *ayuntamientos*. Les élections municipales sont indirectes. Tous les citoyens élisent un certain nombre d'électeurs municipaux qui à leur tour élisent un alcalde, des *regidores* (échevins) et dans certains cas un *sindico* (procureur de la municipalité). Ces personnes doivent avoir résidé cinq ans dans la localité, savoir lire et écrire, et ne pas exercer de juridiction contentieuse, civile, ecclésiastique ou militaire. Les élections sont précédées de « rogations publiques dans toutes les églises du district pour implorer l'aide divine dans le choix (*para el acierto*) »[55]. D'ordinaire, les élections ont lieu au moins une fois par an, et rythment, en théorie, toute une saison de fin août à fin décembre. Parfois les élections sont décalées pour des raisons variées : pluies trop abondantes qui empêchent les déplacement, mise en place de l'institution en dehors de la saison électorale, expédition militaire etc. Le suffrage est à plusieurs degrés. Au niveau le plus local, il concerne tous les *vecinos*, les hommes chefs de famille résidents, dont l'activité est connue et reconnue.

53 L'*alcalde* de Branciforte est soumis au commandant de Monterey. DR, 3, [C-A 48], p. 21 *Echeandía al ministro de Justicia y Negocios Eclesiasticos. Informe sobre ayuntamientos.*

54 DR, 3, [C-A 48], p. 21.

55 DSP, 1, [C-A 27] p. 132 Sobre nombramiento de alcalde, Juan Alvirez al comandante y gefe politico, 15 décembre 1826.

	Election primaire	**Élection de partido**	**Élection territoriale**	**Élection municipale (1)**	**Élection municipale (2)**
Électeurs	Tous les citoyens sous conditions d'âge et résidence	Électeurs municipaux (4 à 13) par *partido*[56]	Electores de partido (5 en tout)	Tous les citoyens sous condition d'âge et de résidence	Électeurs municipaux
Date	3ème dimanche d'août	1er dimanche de septembre	1er dimanche d'octobre	Avant dernier dimanche de décembre	Dernier dimanche de décembre
Localisation	Mission, *pueblo*, *presidio*	Cabecera de partido	San Diego ou Monterey[57]	Mission, *pueblo*, *presidio*	Mission, *pueblo*, *presidio*
Lieu	Place de la maison consistoriale	Place de la maison consistoriale	Salle de la maison du gouvernement	Place de la maison consistoriale	Place de la maison consistoriale
Président	Commandant (*presidio*), alcalde (*pueblo*)	Commandant (*presidio*), alcalde (*pueblo*)	"L'autorité politique principale de San Diego"	Commandant (*presidio*), *alcalde* (*pueblo*)	Commandant (*presidio*), alcalde (*pueblo*)
Élu(s)	Électeurs municipaux	Électeurs *de Partido*	Conseillers territoriaux + député au Congrès fédéral	Électeurs municipaux	*Alcalde, regidores, sindico*
Type de scrutin	Scrutin de liste	Uninominal à deux tours[58]	Uninominal à deux tours pour le député, et son suppléant	Scrutin de liste	?
Secret?	À voix haute	Scrutin secret	À voix basse	À voix haute	Scrutin secret ?

Table 3: Tableau de synthèse sur le système électoral en Californie (loi organique de 1828 sauf élection municipale, Décrets du 15 décembre 1826)

Une loi mexicaine du 12 juillet 1830 sur l'élection des *ayuntamientos* introduit de nouvelles pratiques et formalise un peu plus les élections. Par exemple, à Monterey en 1831, on divise la juridiction en quartiers (*manzanas*) proportionnels à la population pour procéder au vote. Le 27 novembre 1831, l'*ayuntamiento* se prononce pour trois sections urbaines (*en la población*) et une section pour les « *ranchos* immédiats », qui éliront douze électeurs, soit « plus de trois fois le nombre d'individus nécessaires pour renouveler l'*Ayuntamiento* ». Deux responsables (*comisionados*) sont ensuite élus par l'*ayuntamiento* à la majorité pour « veiller à l'ordre » dans chacun des quartiers.[59]

Par souci de clarté nous appelerons ici « élections municipales » les élections visant à remplir

56 Quorum établi à 3 personnes
57 San Diego dans la loi organique de 1828, du fait que c'était la résidence du gouverneur Echeandía
58 Sauf en cas de majorité absolue
59 Ashley [C-B 101], Livre de sessions de l'ayuntamiento de Monterey, Session du 27 novembre 1831.

les offices municipaux et « élections primaires » les élections visant à choisir des électeurs pour participer aux élections provinciales puis territoriales, bien que dans les archives ces termes soient souvent utilisés dans les deux cas. Il reste peu de comptes-rendus d'un premier tour d'élection municipale dans un *pueblo* dans les années 1820. Les principales traces écrites dont nous disposons pour celles-ci sont les résultats et les certificats envoyés aux électeurs municipaux. Ces certificats sont nécessaires pour que ces électeurs puissent participer au second tour et des copies sont généralement envoyées au gouverneur, ce qui les rend disponibles dans les archives territoriales. Par contraste, les procès-verbaux des juntes électorales municipales sont classées seulement dans les archives municipales, moins bien conservées et moins acessibles. À partir de la loi du 12 juillet 1830, des bulletins doivent avoir été remis aux *vecinos* un mois avant l'élection, au moment de les recenser par quartier. Ensuite le vote, émis à voix haute, est inscrit à la fois sur le bulletin et sur une liste, pour faire les comptes. À Los Angeles, le 26 décembre 1830, « dans la maison municipale (*casa consistorial)* où l'Illustre *Ayuntamiento* réunit habituellement ses conseils (*cabildos*) », « on a procédé à l'élection de neuf électeurs pour qu'ils nomment un alcalde, deux regidores et un procureur ». « Rassemblés tous les citoyens de cette juridiction qui sont dans l'exercice de leurs droits », sont nommés « par élection populaire » et « en présence de l'ayuntamiento actuel » un « secrétaire pour qu'il prenne le procès-verbal » et deux scrutateurs. Vicente Sánchez interrompt la procédure « du fait de quelques doutes » qui sont « discutés par la junte électorale » et « auxquels répond le président autant que possible ». Vicente Sánchez invoque une loi du 19 mai 1813 en présentant un volume datant de la période espagnole « reconnu dans Notre République » ; mais il s'avère que cette loi « ne se trouve plus en vigueur dans les archives selon le gouverneur du territoire », car remplacée par un décret du 15 décembre 1826.[60] L'élection reprend alors son cours. Après avoir eux-mêmes « donné leurs suffrages », les scrutateurs et le secrétaire reçoivent les votes pour les neuf électeurs prévus par le décret. Chacun des électeurs élus reçoit entre 30 et 17 voix. Los Angeles en 1830 compte environ mille habitants. Deux électeurs arrivent à égalité, ils sont alors tirés au sort. Les neuf électeurs, qui sont sur place « sont informés de leur nomination » et « s'engagent à remplir les obligations qui leur sont confiées et à se présenter le 31 du mois, à huit heures du matin, avec leur certificat au même endroit où s'est effectuée la présente élection pour procéder à l'élection des individus qui doivent relever les sortants du présent Ayuntamiento ».[61] Il reste aussi de très belles listes de vote ainsi que des recensements d'électeurs dans les archives de

60 Il s'agit en fait d'un décret qui interdit que les charges municipales ne se transmettent entre membres d'une même famille MEXICO, *Coleccion de los decretos y ordenes de las Cortes de España: que se reputan vigentes en la republica de los Estados-Unidos Mexicanos,* Mexico, Arévalo, 1829, p. 78.

61 LACA, 354-55.

Los Angeles, mais postérieures, témoignant d'une formalisation (et d'un archivage?) croissants dans les années 1830, ce qui témoigne de l'influence de migrants déjà familiarisés avec ce type d'élections.[62]

Pour le deuxième tour à San Diego en 1834, une « amphore » est posée sur une table sur la place pour servir d'urne. Des bulletins (*cedulas*) y sont déposés « dans l'ordre des sièges ». L'*alcalde* est d'abord élu, avec onze voix (il s'agit d'un vote majoritaire), par les électeurs, puis le premier et le second *regidor* avec douze voix, enfin le procureur (*sindico procurador*) avec treize voix. Le compte-rendu de cette élection semble indiquer un scrutin à bulletins secrets, au moins pour le deuxième tour. À chaque fois, le secrétaire compte les voix et le Président publie les résultats en les prononçant à voix haute.[63]

Pueblo	*Date des réformes*
Los Angeles	Novembre 1822 (départ du *comisionado*) puis décembre 1828 (+ 2 regidores)
San José	Novembre 1822 (départ du *comisionado*) puis 15 décembre 1826
Branciforte	Réformé en 1822 et 1826 avec un seul alcalde
Chaque mission	1822 Un *alcalde*
Monterey	24 décembre 1826
Santa Barbara	15 décembre 1826
San Diego	(1834)
San Francisco	(1834)

Table 4: Dates de l'organisation des ayuntamientos constitutionnels

Ces élections ne sont pas de simples formalités. Les citoyens y voient un enjeu suffisamment important pour se donner la peine de les contester. Les postes municipaux, avec le pouvoir judiciaire, le contrôle de la terre et du fonds municipal qu'ils impliquent deviennent des enjeux. Les causes de contestations sont nombreuses, et on voit les *vecinos* invoquer divers arguments pour annuler une élection : comme nous l'avons vu plus haut, les liens de parenté, peuvent être évoqués pour dénoncer le monopole d'une famille, comme le fait Vicente Sánchez, textes de loi à l'appui en 1830. Mais d'autres arguments sont fréquemment avancés et tentés, comme la qualité d'espagnol, la jouissance du fuero militar ou encore l'illettrisme ou les fautes morales.

Dès 1822 par exemple, onze citoyens de San José comprennent l'avantage de la présence de l'agent de la régence, le chanoine Fernández et font appel à lui pour contester l'élection municipale

62 Voir chapitre 6.
63 Ashley [C-B 81], 11, San Diego, 21 décembre 1834.

de cette année-là.[64] À Los Angeles en 1826, neuf citoyens contestent le jour même l'élection de José Antonio Carrillo avec deux arguments légaux, l'un que, étant électeur, il ne peut voter pour lui-même, l'autre qu'il ne peut être réélu avant deux ans, ayant déjà occupé ce poste.[65] À Monterey, en janvier 1828, Feliciano Soberanes refuse de signer l'acte de renouvellement de l'*ayuntamiento* « parce qu'il a cru que la loi du 10 mars [d'expulsion des Espagnols] suspendait les Espagnols du droit d'être élus ». En fait, la loi suspend les employés publics espagnols, mais « laisse le peuple libre [d'en] nommer ».[66] En 1835 à San Diego, qui vient d'organiser son *ayuntamiento*, « quelques électeurs observent que l'élu ne peut être *alcalde* car jouissant du *fuero militar* ». La junte électorale décide de consulter le gouverneur sur ce sujet, en invoquant un texte de loi sur les attributions du gouverneur.[67]

Le *pueblo* de Los Angeles présente des archives intéressantes pour comprendre ce qui change dans les pratiques politiques des années 1820. Pour l'historien Hubert Bancroft, « le développement des « idées républicaines » ne font pas de Los Angeles une communauté mieux gouvernée et plus ordonnée qu'auparavant mais a plutôt l'effet inverse ». « Les gens avaient globalement une mauvaise opinion de leurs dirigeants locaux » ajoute-t-il, et « il y a quelque raison de penser que ces opinions étaient pour la plupart fondées ».[68] Bancroft étaie son propos en note par une liste de ces conflits tels qu'il les a trouvés dans les sources. Ce jugement, tout daté qu'il soit, mérite d'être néanmoins cité et critiqué car nombre des historiens de la Californie mexicaine, n'ayant pas l'histoire politique comme intérêt premier, reprennent encore aujourd'hui ses conclusions. Or, comme nous l'apprennent les travaux sur le processus de politisation, la conflictualité à l'échelle municipale tend plutôt à mettre en évidence l'appropriation de l'outil politique par les acteurs de la municipalité. Le *pueblo* passe de 600 à plus de 1000 habitants entre 1820 et 1830, doublant presque sa population. Les chefs de famille capables de voter et d'être élus sont dès lors une centaine.[69]

Nous avons vu que l'enjeu du début des années 1820 tourne autour du maintien d'une autorité militaire au sein d'un établissement civil, même dans un rôle strictement juridictionnel. L'opposition qui s'est cristallisée à ce moment-là contre le *comisionado*, et au-delà contre le gouverneur a pu jouer le rôle de première expérience politique au sein de la municipalité, comme lors de la veillée

64 San Jose Archive (SJA) [C-A 71], p. 53.
65 DSP Pref y Juz 3, 94-5 ; DR, 2, p. 20 et 4, 12.
66 DR, 2 [C-A 47] p. 362, Echeandía à alcalde de Monterey, 17 janvier 1828, Santa Barbara.
67 Hayes [C-B 81] San Diego, p. 34 20 décembre 1835 Pablo de la Portilla, Martin S. Cabello, Jose Joaquín Ortega
68 HHB2, p. 558 « W*hile the change in national system had practically no effect on that of municipal government, yet the growth of what were supposed to be republican ideas did not make of Los Angeles a better governed and more orderly community than before, but had rather the opposite tendency. »*
69 HHB2, p.558 pour les chiffres et les sources. Un recensement de 1816 établit une liste de 91 « *pobladores* ». HHB2, p. 348.

d'arme contre Guillermo Cota en 1823 (voir *supra*). Après 1825, quand Argüello abandonne la partie au sujet du *comisionado*, il y a un déplacement des conflits à l'intérieur de la municipalité, dont il est malaisé de voir s'ils correspondent en partie au moins aux lignes de fracture précédentes entre soldats retraités et colons. Un indice d'une certain fusion entre ces communautés est le passage de Guillermo Cota et des Carrillos du poste de *comisionado* à celui d'*alcalde*.[70]

Année	*Personnes impliquées*	*Affaires*
1821	Pío Pico vs Anastasio Avila	Pío Pico échappe à l'alcalde Anastasio Avila qui veut le forcer à participer aux travaux collectifs
1822	Vicente Sánchez vs Anastasio Carrillo	Vicente Sánchez mis aux fers à Santa Barbara par le *comisionado* Anastasio Carrillo
1823	Manuel Gutierrez vs Cota	Manuel Gutierrez s'oppose à l'autorité du *comisionado* Cota
1824	Cota + Urguides	Cota et l'*alcalde* Urguides se mettent d'accord pour envoyer les personnes sans occupation (*vagos*) pour en faire des recrues militaires
1825	José Maria Avila (+Aguilar?) vs « le peuple »	L'alcalde José Maria Avila est « suspendu par le peuple » pour exercice despotique de son autorité ; JJ Sánchez s'est notamment plaint d'avoir été forcé à travailler comme secrétaire sans paie ; F. Sepúlveda le remplace, mais Aguilar refuse d'accomplir son devoir de *regidor*. Précédemment Avila et Guerra avaient eu des mots au sujet de l'autorité du *comisionado* (toujours Cota).
1826	« le peuple » vs José Antonio Carrillo	9 citoyens protestent contre l'élection de JA Carrillo car il était électeur et de plus a déjà occupé ce poste récemment.
1827	Francisco Morales vs « le peuple »	Francisco Morales, le secrétaire, est suspendu pour incompétence (et faute) ; règlement de police
1828	José Antonio Carrillo vs Vicente Sánchez	29 décembre 1828 José Antonio Carrillo, *alcalde*, accuse V. Sánchez de loyalisme espagnol
1829	José Antonio Carrillo vs Cota	J.A. Carrillo sanctionné pour être allé à San Diego sans autorisation pendant l'élection, Sánchez et le *regidor* Dominguez se disputent et en viennent aux mains, Sánchez est mis aux fers
1830	Vicente Sánchez vs Tapia, JB Alvarado[71], José Palomares, JA Carrillo	Vicente Sánchez déclare la dernière élection nulle, les candidats étant des vagabonds, des ivrognes etc

Tableau 5: Les conflits municipaux à Los Angeles (1821-1830). Source : HHB2, p. 559-561

Les conflits à Los Angeles ont pour origine les conflits centrés sur la personnalité de l'élu (sa légitimité en tant que telle) ou sur sa manière d'user du pouvoir, par exemple pour contraindre les citoyens à participer aux travaux collectifs. Ces travaux sont un héritage du règlement pour le gouvernement de la Californie de 1781. Ils consistent en l'entretien des infrastructures communes : routes, canaux d'irrigation etc. Les fonctions municipales, si elles sont importantes pour contrôler la

70 Guillermo Cota est le *comisionado* la majeure partie du temps entre 1810 et 1825. Il est ensuite alcalde en 1827 et 1829. Anastasio Carrillo est *comisionado* entre 1821 et 1824, puis son frère Joe Antonio Carrillo est élu alcalde, bien que son élection soit contestée en 1826, puis en 1828.

71 L'irruption de Juan Bautista Alvarado dans les affaires de Los Angeles en 1830 tient probablement à son rôle de secrétaire du conseil, qui le fait se rendre dans le sud du territoire, d'abord à San Diego (où réside le gouverneur Echeandía) puis là où se réunit le conseil. Voir plus loin.

répartition du travail et des ressources sont d'ailleurs elles aussi consommatrices de temps, d'énergie, et porteuses de conflits. On comprend donc que ces fonctions soient occupées à tour de rôle par un petit nombre de personnes.

Si on se focalise non pas sur les accusations dans leur contenu, mais plutôt sur le fait qu'elles sont la manifestation d'une conflictualité avec d'autres enjeux il devient clair que le contrôle du pouvoir municipal devient un objet de convoitises. Il est frappant que les conflits mettent en jeu un nombre de personnes réduites, qui par ailleurs alternent à la tête du conseil municipal, mais dont certains groupes n'exercent jamais ensemble. La famille Avila et ses alliés (Palomares, Urguides[72]) y occupe une place particulière, avec des *alcaldes* dès la période coloniale, et de nouveau en 1821 (*regidor*, *alcalde*) puis 1825.[73] Cette place semble remise en question en 1825, lorsque l'*alcalde* José Maria Avila se voit contesté auprès du gouverneur pour abus d'autorité par José Joaquín Sánchez.

Le 17 juin, l'*alcalde* Avila fait appel à José Joaquín Sánchez pour qu'il copie des documents pour lui. Choqué d'être ainsi réquisitionné, il refuse, ce qui lui vaut d'être mis en prison. Il écrit ensuite, le 8 août, une lettre de protestation au gouverneur, dénonçant le « despotisme habituel » de cet homme « dépourvu de toutes les qualités nécessaires à ce type d'employé » ; il demande réparation pour son honneur.[74] Avila se défend le 20 août, probablement sollicité par le gouverneur Argüello, en affirmant qu'il a trouvé nécessaire de mettre Sánchez en prison, non seulement pour la raison invoquée, mais aussi parce qu'il avait « d'autres raisons (…), mais qui lui prendraient trop de temps à exposer », et que globalement tout cela était une perte de temps et pour lui-même, et pour son interlocuteur.[75] Or José Maria Avila perd par la suite son poste d'alcalde suite à une procédure de mise en accusation dont on ne sait rien sauf son existence et le fait qu'elle a eu lieu au 27 octobre 1825. Ce coup réussi contre Avila – et ses alliés – marque-t-elle le début de l'alternance à Los Angeles ? Ce n'est pas la première fois que l'obligation de participer aux travaux collectifs est

72 José María Avila est le fils d'une Urguides et est l'époux d'une Palomares. Son frère Miguel qui est dans la garde de la mission de San Luis Obispo épouse une Pico.

73 Place confirmée dans le récit de Vallejo, 2, 20p.181 : *« Iguales honores funebres se tributaron a las almas del finado Don José María Avila que era persona de posicion y vinculado por casamiento con la familia Palomares que era tambien muy considerada entre nosotros. »*

74 DHC Jose Carrillo, p. 17-19 *« siendo yo uno de aquellos habitantes tengo el derecho de presentar a VS e informar que igual a este caso ha procedido y procede siendo asi que su despotismo de ningun modo puede cesar por ser un individuo que carece de los mejores sentimeintos sin aquellas circunstancias de toda clase en que dve fundar sus objetos cualesquier individuo que obtenga empleo en esta virtud suplico a la benignidad de VS con el mayor respecto se digne si me encuentra acreedor a la justicia de que dicho Senor Alcalde me satisfara todo lo atraso y trabajo exposado asi mismo me de una satisfaccion para con esto satisfecer yo y borrar las opiniones que contra mi hayan formado. »*

75 DHC Jose Carrillo, p.20 *« Los halle por conveniente porque a mas del motivo que me ocasiono a ello tengo y tenia fundamentos para haberlo hecho y seria ocupare una multitud de tiempo si yo los patentizara ; tanto este como en considerar de que la reprension de Sánchez solo se reduce a quitar el tiempo tanto a VS como a mi. »*

contestée. On sait par exemple que Pío Pico en 1821, par exemple, a tout fait pour y échapper, étant un résident de San Diego. Mais c'est la première fois qu'un *alcalde* est déposé pour cette raison. Un autre épisode attire alors l'attention, l'annulation en 1826 de l'élection de José Antonio Carrillo par neuf citoyens. On peut être tenté d'y voir la main de Vicente Sánchez[76], qui avait été mis aux fers par son frère Anastasio Carrillo en 1822. Une raison d'invoquer son nom est qu'il revient fréquemment au cours des conflits, soit comme cible des attaques, soit comme auteur d'accusations. Le seul à s'attaquer au camp adverse est l'ancien *comisionado* Guillermo Cota qui sanctionne José Antonio Carrillo en 1829 (qui est allé à San Diego sans autorisation, les déplacements étant toujours contrôlés). Pour autant, fréquemment élu, soit comme *alcalde*, soit comme électeur, Vicente Sánchez bénéficie de toute évidence d'un certain soutien parmi les électeurs. Quant à Cota, il est possible qu'il se soit allié à Sánchez avec ses soutiens militaires retraités après ses difficultés avec les autorités municipales antérieures. Bien que nous n'ayons pu prendre connaissance de tous les documents concernant la vie municipale de Los Angeles à cette période[77], il est possible d'identifier deux ensembles de personnes dont on fait l'hypothèse qu'ils forment des groupes qui alternent au pouvoir et s'opposent entre eux.

Il est difficile à ce stade d'estimer ce qui les sépare et les oppose. Une hypothèse sur les regroupements en question est la suivante :

	« Anciens notables » (A)	« Nouveaux notables » (B)
Motivations	Autorité de l'alcalde et des notables municipaux	Arbitrage extérieur, notamment par le gouverneur pour équilibrer la domination locale des notables
Personnes et familles concernées	Famille Ávila Famille Palomares (José Cristobal) Famille Urguides Aguilar José Antonio Carrillo Gutierrez	José Joaquín Sánchez Vicente Sánchez Guillermo Cota Manuel Dominguez (gendre de Cota) Desiderio Ibarra

Tableau 6: Regroupements politiques à Los Angeles dans les années 1820

Bien entendu, ces regroupements sont forcément un peu artificiels, au sens où par exemple les familles et leurs alliances n'expliquent pas tout. Anastasio Carrillo, *comisionado* qui emprisonne

76 Malgré la communauté de nom de famille, il n'est probablement pas lié à Jose Joaquín Sánchez qui était originaire d'Andalousie (Malaga) et avait épousé en 1798 Maria Antonia Ortega, d'une grande famille californienne des environs de Santa Barbara. Vicente Sánchez était le fils du soldat Jose Tadeo Sánchez, originaire de Sinaloa. Source: Early California Population Project (ECPP).

77 Il n'existe pas d'histoire politique satisfaisante de Los Angeles pendant les années 1820. Dans sa thèse, Torres-Rouff écarte explicitement une telle analyse pour se focaliser sur la « philosophie publique » David S. TORRES-ROUFF, *Making Los Angeles: Race, Space, and Municipal Power, 1822-1890*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Santa Barbara, 2006.

Vicente Sánchez en 1822, n'apparaît plus par la suite, et il n'est pas certain qu'il soit à l'origine de l'opposition entre José Antonio Carrillo et Vicente Sánchez. Des affaires (notamment financières) nous échappent encore dont on trouverait des explications dans la correspondance de la famille De la Guerra.[78] Toujours est-il que José Antonio Carrillo, au départ envoyé par son beau-frère, le commandant de Santa Barbara, pour récolter des dettes et des taxes à Los Angeles (contre lesquelles certains *angelenos* protestent en 1825, mais a priori pas les Avila), puis élu conseiller en 1822, devient une cible pour certains lorsqu'il cherche à s'intégrer dans la municipalité et à devenir *alcalde* en 1826.

Année	***Ayuntamiento***	***Elector***	***Dominante***
1821	Avila + Aguilar	N/A	A
1822	Gutierrez	Palomares	A ?
1823	Gutierrez + Ballesteros + Morales	N/A	A ?
1824	Urguides	N/A	A
1825	Avila + Sepulveda +Aguilar (Secrétaire)	N/A	A
1826	Lopez + Ibarra +Aguilar (Secrétaire)	N/A	B[79]
1827	Cota+Villa+Ibarra, Morales (Secrétaire)	Sánchez	B
1828	Carrillo + Ibarra + Palomares	Dominguez	A+B
1829	Cota+Dominguez +Palomares +Morales	N/A	A+B
1830	Tapia + Alvarado + Palomares	JA Carrillo	A

Tableau 7: L'alternance politique à l'ayuntamiento de Los Angeles dans les années 1820

Ce tableau met en évidence une alternance entre les deux groupes et la mise en place d'une certaine cohabitation en 1828-1829. L'irruption d'Alvarado en 1830 et l'absence de membres « B » dans les instances municipales cette année-là peut expliquer le mouvement de protestation de Sánchez contre des élus parasites, « sans travail et ivrognes » en 1830.[80]

L'exemple des difficultés de Francisco Morales complique ce schéma binaire. Professeur à Los Angeles en 1818-1820, il est choisi comme secrétaire de l'ayuntamiento en 1823 auprès de Gutierrez. Une pétition est même rédigée pour qu'il reste en place, avec pour signataires Juan Ballesteros et Anastasio Ávila, arguant qu'il est un « homme de bien et capable de bien remplir ses obligations ». À partir de 1826, il commence à avoir des difficultés avec le reste de l'*ayuntamiento*.[81] En 1827, les

78 Voir DHC Guerra, DLG et Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 155-164.

79 Le secrétariat, fonction technique, était moins sujette aux changements politiques.

80 DSP, 3, p. 17-18.

81 DSP Ben Mil, p. 110 1er septembre 1827 et 13 septembre 1827 Francisco Morales à l'*alcalde constitucional*. Dans la première, Morales se propose de démissionner en prétextant d'un salaire trop peu élevé ; dans la seconde, dont

choses s'aggravent avec une accusation d'indiscrétion et de « mauvais usage de son emploi ». Morales est un soldat originaire de Tepic, qui a fait son service dans la compagnie de Monterey, ce qui lui donne un profil a priori compatible avec le groupe « B ». Mais il est mis en difficulté par à la fois Vicente Sánchez, José Palomares, José Maria Avila et José Antonio Carrillo, qui dans une pétition conjointe l'accusent de faire mauvais usage de son poste. Que s'est-il passé ? L'accusation porte sur l'ouverture de lettres. Une telle indiscrétion est assurément répréhensible, mais pour tout dire elle paraît assez courante. José Antonio Carrillo est accusé de la même chose en 1828. C'est en effet une technique qui permet de mettre en cause des ennemis politiques : dans le cas de Carrillo, il ouvre les lettres du missionnaire Sánchez afin de prouver qu'il fait de la contrebande. Ses accusateurs ont pu prendre peur de ce que Morales avait trouvé dans les lettres ainsi ouvertes. On retrouve Morales par la suite en 1827, donnant des conseils à l'*ayuntamiento* sur son fonctionnement.[82]

Par ailleurs, une recherche sur la base de données des registres des missions révèle que Morales a épousé une néophyte de la mission de San Carlos del Carmel en 1800, Rosa (Maria) Garibay, dont il a eu des enfants considérés à la naissance, suivant le lieu, *razón* et/ou *mestizo*.[83] Conjugué au fait qu'il vient plutôt de la compagnie de Monterey et n'appartient pas au même réseau de familles et de sociabilités que les soldats de Santa Barbara et San Diego, cela est peut être, en plus de sa personnalité, une raison de sa marginalisation.

L'analyse des élections et des conflits à Los Angeles dans les années 1820 permet de comprendre les effets conjugués de l'évolution démographique de Los Angeles et de l'établissement d'un *ayuntamiento* relativement indépendant du pouvoir militaire. Cela a pour effet une recomposition des forces sociales en présence, avec l'intégration relative des soldats à la retraite dans le jeu politique (après un premier mouvement qui consistait à rester à part). Les anciennes familles notables doivent composer avec cet apport démographique et utiliser les nouveaux moyens d'expression politique : pétitions, suffrages, mises en accusation. José Antonio Carrillo, beau-frère du commandant de Santa Barbara, réussit au fil de la décennie son intégration à la municipalité dont il est alternativement électeur, conseiller, *alcalde*. Cette position lui permet, comme nous le verrons,

nous n'avons qu'un extrait, il demande des explications en invoquant ses droits de citoyens, ce qui laisse entendre un conflit entre lui et l'alcalde.

82 DSP Ben Mil [C-A 18] p.111, 6 juin 1827 Morales, secretario « *Observaciones al ayuntamiento* ».

83 Mariage n°00153 à San Diego consultable à cette adresse: http://missions.huntington.org/MarriageData.aspx?ID=9676. La rubrique « *ethnicity* » du formulaire de la base de donnée est renseigné parfois comme *mestizo*, parfois comme *razón*. La rubrique « *ego's derived origin* » précise parfois « *razón* », par exemple pour Jose Pío Morales, né en 1804, baptême n°03002, San Antonio de Padua, http://missions.huntington.org/BaptismalData.aspx?ID=19763. Morales devient le parrain d'au moins une dizaine de néophytes de 1799 à 1819, de Santa Cruz à Los Angeles.

de s'affirmer au sein du conseil territorial. Au tournant des années 1820 à 1830, José Antonio Carrillo est devenu l'une des grandes figures de Los Angeles : « où était José A. Carrillo, [les *Angelenos*] allaient »[84].

E. « Ceux qui ne savent pas lire et écrire sont en incapacité d'être élus »

L'un des seuls critères d'exclusion aux fonctions électives est l'incapacité de « lire et écrire » comme le répètent à l'envie les gouverneurs, en particulier José Maria de Echeandía dans les années 1820. Par exemple, le 28 décembre 1827, il rappelle que « la Constitution espagnole toujours en vigueur...suspend l'exercice des droits de citoyens en vertu de l'interdiction judiciaire pour incapacité physique ou morale ». Or il lui paraît « clair » que « cette incapacité pour être membre de l'*ayuntamiento* se trouve totalement chez ceux qui ne savent pas écrire ». La conséquence pour Los Angeles est la nécessité de « réélire l'*alcalde* et le procureur actuels ». « En aucun cas, répète-t-il, pour aucun motif, les membres de l'*ayuntamiento* ne doivent manquer de savoir écrire »[85]. On note que le gouverneur le précise bien pour les élus mais omet les électeurs. En effet, bien qu'on manque de données chiffrées, il est clair que parmi la population la grande majorité ne savait ni lire ni écrire. Jusque dans les années 1830, il est nécessaire de répéter ces injonctions, indice de la difficulté à trouver des candidats adéquats. En 1836, un sergent et des soldats de la compagnie de San Diego adressent une pétition au commandant général contre le sous-lieutenant qui exerce aussi la fonction de trésorier (*habilitado*) qui est incapable de leur indiquer « les crédits ou les débits de leur compte » car « il ne sait pas écrire » ; « comme c'est indispensable pour exercer cette charge » ils demandent alors son remplacement par le sergent. Cette pétition indique sans doute une amélioration du niveau d'éducation des soldats, et aussi la manière dont savoir lire et écrire permet d'obtenir certains postes et avancer dans sa carrière au détriment de ceux qui ne le savent pas, comme ici le sous-lieutenant.[86]

Il est courant pour les observateurs de dénoncer le manque d'éducation des habitants de la Californie. En effet l'éducation était ponctuelle et globalement désorganisée. La génération qui arrive à l'âge adulte dans les années 1820 a été éduquée de manière variable dans les années 1810. Par exemple, Pío Pico (de San Diego, conseiller en 1828) a appris à lire et à écrire grâce à l'un de ses beaux-frères ; Mariano Guadalupe Vallejo, Juan Bautista Alvarado, José Castro et d'autres, ont pu eux bénéficier d'une école mieux organisée à Monterey, sous la houlette d'un soldat à la retraite,

84 Vallejo, 2, p. 151.
85 DR, 2 [C-A 47], p. 170 Echeandía à la junte électorale, 28 décembre 1827, Santa Barbara.
86 DSP Ben Mil, C-A 20, 11 septembre 1836 San Diego.

Miguel Archuleta.

Les livres et autres « choses à lire » ne sont pas la denrée privilégiée dans les approvisionnements pour la Californie. Les livres sont rares, notamment par manque de lecteurs. Les plus grandes bibliothèques sont celles des missionnaires ; elles comptent surtout des livres pieux, mais pas seulement. Par exemple, la bibliothèque de la mission La Purísima compte les *Pensées* de Pascal (en espagnol) et les *Sages entretiens d'une âme qui désire sincèrement son salut* (en français).[87] Les missionnaires contrôlent étroitement la circulation des livres, n'économisant par leurs efforts pour se saisir des livres mis à l'index par Rome. Ces livres sont principalement interdits pour des raisons religieuses, mais cela exclue de fait nombres de livres des philosophes des Lumières dont la portée est aussi politique. En octobre 1821 Sarría fait par exemple passer aux missionnaires une liste de livres interdits qui contient *L'Esprit des Lois* et *Les Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et leur décadence* de Montesquieu, ainsi que la *Science de la législation* de Filangieri. En avril 1824, au moment même où les deux hommes s'opposent au sujet de l'approvisionnement des missions, Sarría signale au gouverneur Argüello que William (Guillermo) Hartnell, un anglais installé en Californie et marié à une fille de José de la Guerra possède une œuvre de Voltaire interdite, et lui demande de l'aider à s'en saisir.[88]

Dans les forts militaires, quand les soldats « tiennent des conciliabules », « lisent des papiers », cela « donne matière à soupçons » au commandant, qui recommande à un soldat de « faire très attention parce que ces réunions peuvent avoir des fins néfastes ».[89] La menace d'une révolte indienne constitue une incitation à faire corps et ne pas laisser paraître de dissensions au sein de la population dite « *de razón* ». Le maintien de « l'ordre » et de la « tranquillité publique » est dans cette province frontière encore plus qu'ailleurs recherché.[90] Une bonne partie de la population est

87 Archivo de la misiones [C-C 4-5], General, 602.

88 AASF 1592.

89 Rafael González, p. 28. *« Un dia me llamo el Comdandante Pacheco y me pregunto a que habia venido Meliton Soto, y no pude darle razon. Pacheco me dijo entonces que habia tenido noticia por una muger que en su casa los mas dias se juntaban el Sargiento Damaso A. Rodriguez Meliton Soto, con su marido Carlos Ruiz y otros carios soldados y tenian sus consiliabulos y leían unos papeles. Me encargo que tuviese mucho cuidado porque aquellas reuniones podrian tener malos fines. Esa lectura de papeles le daba motivos para sospechas. »*

90 Les termes de « tranquillité publique » et d'« ordre » sont constamment évoqués et invoqués. Ces termes sont en association étroite avec l'histoire de la police et de son évolution. Il faudrait pour bien faire écrire l'histoire de la « tranquillité publique » et surtout de ce qui est considéré son infraction pour les Californiens de la période. D'une observation superficielle, on peut noter que ces termes sont souvent, notamment sous la formule « *la tranquilidad publica se halla amenazada por los enemigos del orden* », un moyen pour priver de légitimité un mouvement d'opposition politique. L'ordre est plus particulièrement menacé lorsque plusieurs individus s'associent. On voit ici le dilemme entre liberté d'association, d'opinion et d'expression et la police, et les difficultés à admettre la division des opinions. En cela la « tranquillité publique » entretient une relation dialectique avec « l'opinion publique » comme catégorie du discours politique et comme réalité. Entre autres titres pour ce type d'étude, on peut citer : Dominique REYNIÉ, *Le triomphe de l'opinion publique: l'espace public français du XVIe au XXe siècle*, Paris, O. Jacob, 1998 ; Paolo NAPOLI, *Naissance de la police moderne: pouvoir, normes, société*, Paris, La Découverte,

soumise à un régime d'obéissance aux ordres, soit dans les forts, soit dans les missions.

Le gouverneur espagnol Solá (1815-1822) est l'un des premiers à tenter d'améliorer la situation. Il le fait sur trois plans : d'abord, en essayant d'organiser un système à l'échelle du territoire, à destination des soldats, fils de soldats et civils ; ensuite, en s'intéressant également aux Indiens ; enfin, en sélectionnant des individus pour privilégier leur éducation.

	San Diego	Sta Barbara	Monterey	San José	San Francisco
Collectif ou individuel	Individuel ?	collectif	collectif	collectif	collectif
Maître et statut	José Antonio Carrillo (beau frère)	José Medina	Miguel Archuleta	Joaquín et Antonio Buelna ; Labastida ; Romero	José Alvarez
Dates d'opération	vers 1815	1797-	1815-	1821-1822	Vers 1796
Élèves	Pío Pico		Raymundo de la Torre, José Antonio Estudillo, Ignacio Azedo, Mariano Guadalupe Vallejo, Jesus Pico, Ignacio Martinez, Santiago Estrada, José Castro, Juan Bautista Alvarado, Pedro Rodriguez.		

Table 8: L'éducation des jeunes californiens dans les années 1810-1820 (Sources H. H. Bancroft, Testimonios)

Juan Bautista Alvarado raconte dans ses mémoires la visite du gouverneur Sola à l'école de Monterey, probablement vers 1818. Celle-ci est tenue par Miguel Archuleta, qui donne aux jeunes de Monterey une éducation principalement religieuse et leur apprend à lire le catéchisme, des vies de saints et martyrs ou encore des prières. Les élèves apprennent aussi à écrire des discours vantant les mérites de la sainte patronne de Nouvelle-Espagne, la vierge de Guadalupe. En constatant cela, Solá donne l'ordre aux meilleurs élèves, Mariano Guadalupe Vallejo et Juan Bautista Alvarado, de se présenter chez lui le lundi suivant, et « leur explique combien il est utile d'étudier avec application, et avec des paroles bien pesées il leur fait comprendre les avantages que l'instruction leur prodiguera un jour ». Il leur conseille ensuite la lecture de « livres d'histoire » comme « meilleur moyen de s'instruire ». Il leur confie alors « une pile de gazettes du gouvernement de Mexico », « plusieurs exemplaires de la Constitution de 1812 », « quelques décrets des États

2003 ; Sandro LANDI, *Naissance de l'opinion publique dans l'Italie moderne: sagesse du peuple et savoir de gouvernement de Machiavel aux Lumières*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006 ; Vincent MILLIOT, « Histoire des polices : l'ouverture d'un moment historiographique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juin 2007, 54-2, 2, p. 162-177 ; François GODICHEAU, « Entre histoire sociale des conflits et histoire des concepts : protestation et ordre public en Espagne dans le dernier tiers du xixe siècle », *Les Cahiers de Framespa. Nouveaux champs de l'histoire sociale*, février 2013, 12.

Généraux espagnols de 1813 ». Enfin, il leur prête son *Don Quichotte de la Manche* de Cervantes, et leur recommande « d'étudier tout cela » et leur assure « que bientôt il aurait de meilleurs livres à leur offrir. » Vallejo comme Alvarado en conçoivent un « orgueil » qui les incite à travailler.[91]

L'éducation est d'emblée dans ce récit placée dans une perspective utilitaire. Il n'est pas impossible qu'ici Alvarado interprète à la lumière des événements ultérieurs l'utilité de son éducation ; ou encore qu'il confonde les paroles du gouverneur espagnol avec celles du gouverneur Echeandía, dont nous verrons qu'il encouragea également les jeunes Californiens à la lecture.[92] Néanmoins il n'est pas douteux que Sola ait sélectionné ces jeunes gens et leur ait fait lire ces documents. *Don Quichotte* était le roman espagnol par excellence. Il avait eu un succès important dès sa publication en 1605, mais il avait été redécouvert au dix-huitième siècle. Les commentateurs de cette époque y soulignent alors plus volontiers la dimension de rapport au monde de l'individu qui prend connaissance des choses grâce à sa raison ainsi que la critique sociale. Par ailleurs, sa forme romanesque et sous forme d'épisodes en fait un livre accessible pour les jeunes gens ; Vallejo et Alvarado ont une dizaine d'années à cette époque.

Là où des écoles sont formellement organisées, elles servent aussi à nouer des liens durables entre les jeunes gens qui la fréquentent, contribuant ainsi à forger une cohérence au sein d'une génération. Les jeunes de Monterey apparaissent ainsi très soudés dans les sources. Sans surinterpréter les souvenirs d'école de ces jeunes gens, il est intéressant de voir comment quelques anecdotes attestent cette solidarité entre élèves. Mariano Guadalupe Vallejo nous raconte par exemple un incident survenu à l'occasion de l'arrivée d'un bateau à Monterey. Ce type d'événement fait sensation dans la capitale, pour ce qu'il signifie en termes de rupture de la routine, d'arrivée de fonds et marchandises, de personnes. Les élèves sont en classe à ce moment-là, et leur maître les autorise à aller regarder l'arrivée du bateau. Mais avant, ils doivent bien veiller à ranger leur travail en cours et à fermer la porte, ainsi que la châtière. Tout à leur excitation, les élèves oublient, et une fois rentrés, ils trouvent les poules dans la salle de classe, qui ont renversé l'encre sur les copies qu'ils sont en train de faire des cahiers de compte du territoire, et pour lesquels le gouverneur Sola

91 Alvarado, 1, 5, p. 72 *« SE apenas los tuvo sentados a su lado les explico cuan util e importante les era estudiar con toda aplicacion y con sentidas palabras les hizo comprender las ventajas que la instruccion algun dia les habia de producir y [75] como mejor medio de instruccion les indico la lectura de libros de historia ; acompaño su Excelencia sus consejos con una porcion de « gacetas del gobierno de Mejico », diario que se publicava en esta capital varios ejemplares de la constitucion de 1812, algunos decretos de las Cortes españolas de 1813 y la obra de Cervantes el Don Quijote de la Mancha, diciendoles al tiempo de hacer el regalo que por ahora estudiasen todo aquello y que muy pronto tendria mejores libros que ofrecerles. Muy satisfechos y muy afanos se retiraron aquellos discipulos de Archuleta orgullosos de tener un mejor maestro que lo era el señor gobernador. »*

92 Alvarado s'intéresse de près à la politique, comme nous le verrons aux chapitres suivants, à partir de la fin des années 1820 et devient gouverneur de Californie en 1836.

vient de les féliciter. Le maître, furieux, décide de punir tout le monde ; il compte sur la coopération des plus grands pour parvenir à châtier corporellement tous les élèves. Mais ce jour-là, les plus grands refusèrent et organisèrent une révolte. Le maître, dépassé, alla se plaindre aux autorités, qui ne jugèrent pas nécessaire d'intervenir. Le gouverneur négocie avec les élèves d'abolir la menace du châtiment pour cette fois-ci, à condition qu'ils travaillent avec acharnement à finir les copies des livres de comptes pour qu'elles soient justement emportées à la capitale au départ du bateau qui vient d'arriver.[93] Cette anecdote nous apprend aussi de quelle façon l'école introduit les élèves au monde de l'administration, puisque le devoir des élèves est de faire des copies des comptes du territoire afin de les envoyer au vice-roi. Pío Pico raconte aussi que son beau-frère lui a appris à écrire en lui faisant copier les seuls mots : « Señor Don Felix Maria Calleja » – le nom du vice-roi de Nouvelle-Espagne entre 1813 et 1816 – à tel point qu'il « ne savait pas combien de rames de papier il avait remplies avec ces quelques mots ».[94]

La sociabilité entre jeunes gens se poursuit en dehors de l'école : Alvarado fait le récit de l'organisation, probablement en 1827, d'une « société d'histoire ». Les participants en sont les jeunes gens de Monterey, ceux-là même qui vont à l'école d'Archuleta, menés par Joaquín de la Torre. Si le but initial est d'initier l'écriture d'une histoire de la Californie, la réunion de création dérive d'après l'auteur sur une discussion au sujet du sort du territoire. Sont tour à tour évoqués la menace d'une attaque maritime, d'un soulèvement des Indiens, de la puissance de missionnaires, etc. À tel point que les jeunes se mettent, raconte Alvarado, à envisager des solutions possibles, y compris un protectorat français ou anglais, l'annexion par les États-Unis ou encore l'indépendance. Ce récit est probablement apocryphe, et rappelle une autre réunion qui, si elle a eu lieu, s'est tenue en 1845, dans un tout autre contexte. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'à l'occasion de la discussion sur l'indépendance, le jeune de la Torre propose

> « que tous les membres présents travaillent à l'indépendance du pays. Et qui si un jour on baissait le drapeau mexicain et qu'on hissait un drapeau indépendant, il consisterait en un ovale dessiné sur un fond blanc, dans lequel on devrait représenter un indien avec sa huppe, son arc, sur le point de traverser un détroit, dans le but de montrer que la population américaine était arrivée par le détroit d'Anian. (…) ».[95]

Joaquín de la Torre est l'ex-secrétaire du conseil territorial. Or la proposition au sujet du drapeau californien reprend mot pour mot ce qu'on peut lire au procès verbal de la séance du 13 juillet 1827 du conseil territorial, pendant laquelle c'est Juan Bautista Alvarado qui assiste au débat et prend des

93 Mariano Guadalupe Vallejo, 1, chapitre 15, p. 273.
94 Pío Pico, p. 2.
95 Alvarado, 2, 14, p. 42.

notes en tant que nouveau secrétaire. Cet exemple nous montre comment les délibérations au sein du conseil se transmettent et sont re-jouées par les jeunes de Monterey, via les nouveaux postes auxquels peuvent aspirer les jeunes gens éduqués.[96]

Cette forme de sociabilité est également sûrement inspirée par les veillées qui se tiennent chez le gouverneur Echeandía, ou encore par d'autres formes de sociabilité développées par les étrangers, les commerçants installés à Monterey, comme l'Anglais William Hartnell, dont Vallejo avait été l'employé.[97] La reprise de circulations plus intenses après la fin des guerres d'indépendance, ainsi qu'une fréquentation commerciale accrue de la côte californienne a pour effet de rendre plus fréquent le passage, voire l'installation, d'étrangers ou de personnes extérieures à la province, originaires de Mexico ou d'ailleurs au Mexique, avec leurs idées, leurs discours, leurs livres, et leurs pratiques de sociabilité. C'était particulièrement le cas à Monterey, la capitale.

La reprise et l'augmentation des circulations des hommes et des bateaux permet aussi une meilleure circulation des écrits. Si les gouverneurs Sola et Echeandía incitent les jeunes gens à lire des livres d'histoire, par exemple, ils soutiennent aussi cet effort en leur donnant des rendez-vous pour discuter de ces lectures. En particulier, Echeandía tient des salons de discussion, des « *tertulias* ». Il tient à ces occasions ou à d'autres de grands discours où il énonce par exemple ses arguments en faveur de l'enseignement public. Alvarado, qui y assistait, se souvient par cœur de ces arguments cinquante ans plus tard, ce qui laisse penser qu'il y buvait ses paroles :

> « Parmi les arguments que Son Excellence avançait en faveur de l'enseignement public, je me rappelle les suivants: que les hommes et les nations ne sont grandes que par leur illustration, sans elle, bien qu'opulentes, elles ne peuvent figurer sur la scène politique et sociale; qu'il était du devoir des gouvernants de civiliser autant qu'ils le pouvaient les peuples que le destin leur avait confié, car c'était la seule manière de mettre en pratique les projets et enseignements du Grand Rédempteur qui avait défini les obligations des hommes et des sociétés; que de son point de vue le gouvernement devait établir un projet d'enseignement populaire obligatoire et gratuit afin que riches et pauvres, enfants de pères cultivés et de mères incultes puissent en profiter, même ceux issus d'unions illégitimes, qui avaient le droit que la société leur fournisse une éducation suffisante pour leur ouvrir les portes des officines publiques, et du commerce. Son Excellence ne se limitait pas à demander à ce qu'on donne une éducation aux enfants de parents "*de razón*" mais aussi pour les Indiens. Il avait l'habitude de dire que l'éducation était l'unique moyen par lequel ils pourraient servir le bien public, eux qui présentaient un mélange étrange de force et de faiblesse, de douceur et de férocité. Ils formaient un aspect dégradé à cause du système inique d'asservissement dans lequel les missionnaires les avaient éduqués. »[98]

Alvarado est notre source principale au sujet de ces discussions avec le gouverneur mexicain. Il

96 LR1, p. 62-63 13 juillet 1827.
97 Alan ROSENUS, *General M.G. Vallejo and the Advent of the Americans: A Biography*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1995, p. 9.
98 Alvarado, 2, 19, p. 162.

a une place particulière à ses côtés en tant que secrétaire. Si les *tertulias*, discussions collectives du soir, existent avant l'arrivée d'Écheandia, la particularité de ces conversations est qu'elles engagent un employé public en charge de la politique avec des personnes qu'il est chargé de gouverner. Il ne s'agit plus seulement de raconter des histoires du temps jadis ou même de commenter les événements politiques, mais de participer ou d'assister par la conversation à l'élaboration du gouvernement.[99]

José María de Echeandía a emporté avec lui une série de livres dont il pensait qu'ils lui seraient utiles. Informé par la commission de développement de la Californie, et muni de ses instructions, il se rend en Californie non seulement dans une perspective gestionnaire et administrative de la province, mais également éducatrice et politisatrice. D'après la liste dont nous disposons grâce aux archives nationales mexicaines, il veut mettre *De l'esprit des lois* de Montesquieu dans ses bagages. Mais De l*'esprit des Lois* est ensuite rayé de sa liste, probablement du fait de sa mise à l'index par Rome (la république mexicaine défendait la religion catholique). Par contre, il emporte avec lui *Du contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, et dix exemplaires de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, à côté d'ouvrages de mathématique et d'astronomie ou encore de tactique. [100]

Comme nous l'avons vu plus haut avec l'utilisation que fait le soldat Chaboya de ses lectures constitutionnelles pour se donner des armes, au moins imaginées, contre son supérieur hiérarchique, la lecture permet un contact, via l'écriture ou l'imprimerie avec des idées et des raisonnements distants, sans avoir besoin de s'entretenir avec une personne physique. Or dans le contexte d'une Californie peu peuplée et où les personnes éduquées et politisées étaient rares, c'était un aspect non négligeable. Si l'incapacité à lire et écrire empêche de remplir des fonctions administratives ou politiques, a contrario, dans le contexte du développement d'une administration civile dans le territoire après l'indépendance, la capacité à lire et écrire donne d'autres opportunités que la carrière militaire, jusque là privilégiée. Enfin, une éducation plus poussée permet l'acquisition d'un sens critique et d'une culture notamment politique et historique à même d'encourager l'engagement politique.

L'ouverture de la Californie aux circulations commerciales, et donc impliquant des personnalités privées, pas forcément liées au gouvernement ou à l'encadrement militaire, et l'arrivée des

99 Pour un exemple des *tertulias* avant l'arrivée d'Echeandía, voir Alvarado, 1 8, p. 166. Pour un exemple de conversation politique entre le gouverneur et Alvarado, voir Alvarado, 3, 23.

100 José María de Echeandía était un officier du corps des ingénieurs et avait contribué à la création de l'académie des ingénieurs militaires du Mexique indépendant Juan N CHAVARRI, *El heróico Colegio Militar en la historia de México.*, México, Libro Mex, 1960.

fonctionnaires mexicains envoyés par le gouvernement républicain ont des effets non pas massifs, mais progressifs, ponctuels, dans le cadre de sociabilités formelles ou informelles, et dont certains se saisissent en fonction de critères d'opportunité, d'exposition, d'intérêt.

***

Les Californiens, Indiens, *vecinos* et soldats ont leurs propres conceptions de ce que peuvent leur apporter la citoyenneté et la souveraineté populaire. Ces conceptions ne s'accordent pas harmonieusement entre elles ni forcément avec les objectifs du gouvernement qu'il soit provincial puis territorial ou national. L'indépendance et la république se traduisent par une effervescence politique plurivoque malgré les efforts du gouvernement pour domestiquer les effets de l'indépendance. Le développement des postes électifs donne des opportunités à des membres d'une jeune génération qui a eu l'occasion de bénéficier d'une éducation et de contacts, notamment à Monterey. Dans le même temps, l'obligation de savoir lire et écrire écarte le plus grand nombre, sinon peut-être du vote, du moins des postes électifs, et parfois, comme dans le cas des trésoriers des *presidios*, écarte ceux qui disposaient de ces postes auparavant. En attendant les réformes annoncées pour les missions, les Indiens choisissent de prendre l'initiative en faisant valoir soit leur liberté soit leur souveraineté sous des formes difficilement acceptables par les autres Californiens. Au-delà des foyers locaux de politisation, les élections, même à plusieurs degrés, pour élire un conseil à l'échelle du territoire transforme également la manière de concevoir le politique en Californie.

II - « La Californie, ce pays naissant »[101]

En 1822 un nouveau poste apparaît avec l'organisation du conseil territorial (*diputación*), celui de conseiller (*diputado*). Auparavant, lorsque le gouverneur souhaitait prendre certaines décisions collégialement, il réunissait les commandants des quatre garnisons et un représentant des missionnaires. En 1822-1823, le conseil territorial est introduit en complément puis prend le relais comme conseil du gouverneur dans le cadre du gouvernement territorial à partir de 1826. Quel effet l'introduction d'une élection et d'une instance délibérative à l'échelle du territoire et impliquant en théorie tous les citoyens a-t-il sur la manière dont se fait la politique en Californie mexicaine ? L'hypothèse ici est que c'est l'introduction d'élections et d'un organe de délibération et de décision à l'échelle du territoire qui est partiellement à l'origine du développement d'une conscience politique californienne.

101 LR, 2, p. 36 Discours du gouverneur Figueroa à l'ouverture des sessions du conseil, 1er mai 1834, Monterey. *« California este Pueblo naciente ».*

A. « Ils ont parlé entre eux pour savoir lequel parmi tous ceux de la Mission irait à Monterey » - Élections et politique à l'échelle du territoire de Californie

Pour la première fois en 1822, tous les citoyens californiens, y compris les Amérindiens chrétiens, sont appelés à voter pour des électeurs à l'échelle de toute la province. Ces électeurs participent ensuite au choix du député pour la Californie au Congrès national mexicain à Mexico et du gouverneur, en élisant un conseil territorial. La loi organique de 1828 publiée par le gouverneur Echeandía donne de nombreux détails sur les modalités pratiques des élections territoriales, destinées à élire les conseillers et le député au Congrès national. On dispose également de comptes rendus d'élections dans les *pueblos*, missions ou les *presidios* pour étudier les pratiques, bien que ces documents suivent un modèle préétabli, normé et jouent aussi un rôle politique auprès du gouvernement territorial voire fédéral.

Comme pour les élections municipales, les élections ont lieu normalement en fin d'année pour renouveler les élus de l'année suivante. Les problèmes de communication et le manque de pratique sont à l'origine de la nécessité d'ajustements par rapport au cadre théorique, notamment le calendrier, mais aussi les circonscriptions. Le 5 décembre 1826 par exemple, le gouverneur Echeandía demande aux électeurs de partido de ne pas « entreprendre leur voyage » pour San Diego où doit avoir lieu l'élection avant qu'il n'en donne l'ordre, le commandant de San Francisco « n'ayant même pas encore organisé les élections primaires à cause de doutes qui l'ont traversé ». Apparemment, le commandant de San Francisco n'était pas sûr que le village de Branciforte appartenait à sa juridiction électorale.[102] Ces incidents obligent le gouverneur à clarifier le découpage territorial et à rappeler constamment aux commandants et aux officiels des *pueblos* la composition des circonscriptions électorales qui ne correspondent pas forcément aux juridictions. Le rattachement des vingt-trois missions à des circonscriptions pose perpétuellement question.[103]

Dans les missions, c'est l'*alcalde* qui convoque les électeurs. Les quelques comptes rendus dont on dispose montre que pour le choix d'un électeur, le rôle de la décision majoritaire est minoré au profit d'un choix finalement unanime et éclairé par Dieu. Par exemple, le 19 novembre 1826, l'*alcalde* de la mission de La Soledad, Gerónimo (seulement désigné par son prénom) convoque « tout le monde pour que tous viennent à l'église ». Après « avoir entendu la messe et nous être recommandés à la Vierge pour qu'elle nous donne un bon cœur, et que nous puissions faire ce que

102 DSP Ben Mil [C-A 18], p. 174-5 Echeandía au commandant de Monterey, 5 décembre 1826, San Diego

103 Voir par exemple DR, 3, [C-A 48], p. 21 Echeandía au ministre de la justice et des affaires ecclésiastiques, 25 juin 1829.

nous demande Monsieur le Commandant du *presidio* », écrit Geronimo dans le compte rendu de l'élection, « nous sommes sortis de l'église et j'ai nommé M. Simon Cota, qui sait écrire, secrétaire, ainsi que deux scrutateurs, Odilon Quepreso et Felipe de Jesus ». « Entre tous, on en a pris onze (*se agarraron*), comme le demande M. le Commandant et tout le monde s'est retiré sauf les onze qui ont parlé entre eux pour savoir lequel parmi tous ceux de la Mission irait à Monterey. Trois voulaient que ce soit Fernando, un voulait que ce soit Isidro, deux que ce soit Valentin, et quatre qu'y aille Juan de Dios. Et tous les dix s'accordèrent sur Juan de Dios comme le choix de Dieu pour aller où nous se trouve le commandant de Monterey ou celui qui est à ses ordres. Et cela tout le monde le saura et ce papier nous le signerons tous ceux qui sont ici en mettant une croix parce que nous ne savons pas écrire, et Juan de Dios l'emportera. »[104] Par contraste, le compte rendu de l'élection à San Antonio est explicitement signé par le frère Pedro Cabot qui sert de secrétaire à l'élection, et est beaucoup plus formalisé, notamment parce qu'il décrit précisément le rôle de l'électeur de partido nommé : « pour qu'il se réunisse avec les autres électeurs à la tête du *partido* nomme un électeur de province pour élire les conseillers... » plutôt que la simple formule « comme l'ordonne M. le Commandant ». Pour ce qui est de l'élection, qui a lieu le 26 novembre 1826, le déroulement est différent. Les citoyens ont « voté et donné à un *ayuntamiento* [composé de deux regidores et d'un *alcalde*] la faculté nécessaire (…) pour nommer un individu en leur sein comme électeur de *partido* »[105].

104 DSP Ben Mil [C-A 18], p. 221. Geronimo, alcalde, Elección, 19 novembre 1826, La Soledad. *« En la misión de Nuestra Señora de la Soledad hoy Domingo 19 de Noviembre de 1826 yo el alcalde principal Geronimo amoneste anoche a toda la gente para que todos vinieran a la iglesia y habiendonos juntado todos y oimos nuestra misa y nos encomendamos a la Virgen para que nos de buen corazon y podamos hacer lo que nos manda el Sr comandante del presidio y acabamos de oir la misa y salimos afuera de la Iglesia y estando con toda la gente yo hice mi Secretario al Sor Simon Cota que sabe escribir y dos escrudiñadores Odilon Quepreso y Felipe de Jesus ; y con toda la gente se agarron once como manda el Sr Comandante y toda la gente se retiro menos los once que son (aqui los 11 nombres de indios) y entre ellos estuvieron hablando para saber a cual de todos los de la Mision se le asociaria a Monterey y tres querian que fuera Fernando uno queria que fuera Isidro, dos querian que fuera Valentin y cuatro estuvieron en que fuere Juan de Dios ; y atribuyeron todos los dies que Juan de Dios era el que Dios quiere que vaya donde el T Comandante de Monterey u que este a sus ordenes y esto lo sabra toda la gente y este papel lo firmaremos todos los que aqui estamos poniendo una cruz porque no sabemos escribir y llevara Juan de Dios. »*

105 DSP Ben Mil [C-A 18] p. 222. Fr. Pedro Cabot, Elección, 26 novembre 1826, San Antonio. *« Credencial de elector de partido. En la mision de San Antonio de Padua a 26 del mes de noviembre de 1826 en el lugar acostumbrado donde tienen sus juntas los alcaldes y Regidores congregados a efecto de nombrar elector de partido que son : Sinforiano Fernandez y Casiano de la Cruz regidores, presididos por el alcalde de 1era nominacion del ayuntamiento Damian Sembrano dijeron ante mi el infrascrito ministro de dicha mision que los ciudadanos de dicho partido votaron y dieron al dicho ayuntamiento la facultad necesaria y cuanto sea bastante en derecho para que pueda nombrar un individuo de su seno por elector de partido y este en union de los demas que se reunan en la cabeza del mismo partido en su ayuntamiento nombren elector de Provinci procedan a elegir los Diputados que corresponden segun la Constitucion federal mexicana y habiendo sido nombrado elector de partido el ciudadano Eugenio Nactre para que pueda ocurrir a la cabecera a nombrar Elector de Provincia. En consecuencia se otorga este ayuntamiento de la mision de San Antonio de Padua el poder necesario con todas las facultades que le han conferido los ciudadanos de su distrito. Y para que en todo tiempo conste el consentimiento de los ciudadanos de dihca mision que autorizan a su ayuntamiento que este y los electores y diputados de Cortes procedan en cuanto*

Le *presidio* de San Francisco doit élire douze électeurs municipaux le 1er janvier 1827. Les personnes élues le sont avec un total de quarante-neuf à vingt-six voix. La compagnie de San Francisco compte en 1826 une cinquantaine de soldats. Comme il est interdit de voter pour soi-même, José Joaquín Estudillo par exemple aurait recueilli l'unanimité (ou la quasi unanimité) des votes. La participation paraît donc relativement importante. Sans toujours qu'il soit possible de connaître le statut de ces élus, on note que la plupart n'ont pas des rangs très élevés ; par ailleurs, entre la moitié et le tiers ne sont plus en service actif. [106] Dans les *pueblos*, la participation est dans le même ordre de grandeur, bien qu'un peu plus faible, ce qui s'explique par la structure de la population et le cadre de vote. À San José en septembre 1828, les électeurs reçoivent entre 41 et 25 voix (pour environ 650 habitants).[107]

Les élections ont lieu le dimanche, sont précédées de rogations, dont le but est explicitement de demander l'aide de Dieu pour le succès de l'élection et suivies par un *Te Deum*. Un aspect particulièrement intéressant est le rôle de l'oral, en tant que moyen d'organiser une élection parmi des illettrés, mais aussi comme moyen de publicité ; voter à voix haute implique la transparence, mais aussi la possibilité d'un contrôle des votes. À ce titre il est intéressant de constater les différentes modalités pour les trois degrés de l'élection territoriale. Le vote a lieu à voix haute et sur la place publique pour l'élection primaire, ce qui permet de faire voter ceux qui ne savent pas écrire.

Après les élections primaires ou municipales, les électeurs nommés par chaque localité se réunissent à l'échelle du district, le partido. Ces déplacements sont l'occasion de créer un rapport au territoire d'abord local, au niveau du district, puis à l'échelle de la province et du territoire pour les électeurs du second degré. En retour, une fois les élections terminées à l'échelle de la province ou du territoire le gouverneur renvoie un bilan des élections aux commandants des *presidios*, aux ayuntamientos et aux missions afin que ces résultats soit « affichés dans les lieux habituels ».[108]

De plus, ces élections pour désigner les autorités municipales et territoriales introduisent un nouveau mécanisme dans le processus de distinction sociale et de reconnaissance. À ce titre il est

ejecuten a nombre de la mision. Y por cuanto el ciudadano Eugenio Nactre nombrado por Elector de Partido reune las circunstancias de conducta e integridad ; de orden del Ayuntamiento le da la presente credencial que firman conmigo el Alcalde presidente y los dos regidores los que por no saber escribir ponen a sus nombres la señal de la Santa Cruz. »

106 Le *bando* du 14 novembre 1826, qui organise ces élections n'a pas été conservé, voir HHB3, 3 p.33. Le compte rendu de ces élections se trouve dans DHC Vallejo 1 [C-B 1], 99-102. Sur la population de San Francisco en 1826, voir HHB2 chapitre XXVI. Il s'agit bien de la compagnie de San Francisco, sans compter le détachement d'artillerie venu de San Blas, dont les soldats étaient probablement une dizaine vers cette date. Sur l'interdiction de voter pour soi-même, voir la loi organique de 1828, article 14.

107 LR, 1, p130 7 septembre 1828, San Jose. On peut faire l'hypothèse d'un homme ayant le droit de vote pour environ dix habitants, les familles étant très nombreuses et disposant parfois de domestiques.

108 Voir par exemple DSP [C-A 27], p. 190, Echeandía à commandant de Monterey, 6 octobre 1828 San Diego

intéressant d'analyser les résultats des élections.

	Fonction	Résidence	Né en	Famille	Occupation
Francisco M. Castro	Électeur et conseiller	San Francisco	1775	Frère de Carlos Castro	Alcalde San José . Artilleur de SF à la retraite.
José Aruz	Électeur et conseiller	Monterey	1776	?	?
Francisco Ortega	Électeur et conseiller	Santa Barbara	Ca 1775	Fils du capitaine José F. Ortega; moins notable que son frère José Maria)	soldat
José Palomares	Électeur et conseiller	Los Angeles	1770	/	Sergent de SB à la retraite, installé à Los Angeles
Ignacio Lopez	Électeur	San Diego	Ca 1780? (Marié 1804)	/	Soldat à San Diego
Carlos Castro	Électeur et conseiller	(Santa Cruz)	Ca 1780? (Marié 1805)	Frère de Francisco Castro	Soldat à la retraite. Majordomo à mission Santa Cruz en 1812 (enquête sur mort du père Quintana)
José Antonio Carrillo	Conseiller	Los Angeles	1796	Fils du capitaine et commandant de San Diego; frère du comisionado de Los Angeles; beau frère de De la Guerra, comm. de SB.	Civil, installé à Los Angeles depuis 1821
Antonio M. Castro	Suppléant	Monterey	Ca 1800 (marié 1823)	Fils de Francisco M. Castro	Soldat à la retraite, installé sur un rancho depuis 1821
José T. Castro	Suppléant	Monterey	1780	Fils de Macario C. caporal, comisionado San José	Alcalde de Monterey, ancien soldat, avec petit rancho.

Table 9: Électeurs et conseillers territoriaux de la Californie en 1822 (Sources: HHB, Pioneer Index, Early California Population Database)

À la première élection territoriale, en 1822, les cinq électeurs chargés de nommer les conseillers ne sont pas des personnes particulièrement notables. Tous sont soldats ou anciens soldats. L'un d'entre eux, Francisco Castro, électeur de San Francisco, San José et Branciforte est un alcalde de San José . L'électeur de Santa Barbara est Francisco Ortega, fils du capitaine José Francisco Ortega qui a été commandant de Santa Barbara, Monterey et San Diego et qui est l'une des rares personnes dans les années 1820 à avoir reçu une concession pour y élever du bétail (*rancho*). Le ranch des Ortegas avait été visé par les attaques du corsaire Bouchard en 1818, certains disent à cause de leurs activités de contrebande.[109] Ils sont des alliés des Carrillos (tableau 1).[110] Il était probablement le

109 Alvarado 1, p. 164 ; HHB2, p. 249.

110 Louise Pubols met très bien en évidence l'ascension sociale des Lugo-Carrillo entre les années 1780 et 1790, mais ne mentionne pas le mariage de Maria Antonia Victoria Carrillo avec José Francisco Ortega en 1759. Or José Francisco Ortega est l'un des personnages les plus importants des années de fondation de la Californie, aussi est-il raisonnable de penser que la famille de sa femme bénéficie de cette alliance. Ortega devient lieutenant en 1773, commandant de San Diego, contribue à la fondation de Santa Barbara en 1782 dont il est le premier commandant, puis de 1787 à 1791 commandant de Monterey et enfin en 1792 commandant de Loreto en Baja California. En 1794 il obtient une concession de terre (ce qui était relativement rare à l'époque) près de Santa Barbara, et en 1795 il prend sa retraite. Jose Raymundo Carrillo, le frère de sa femme, était sergent en 1790. Louise Pubols mentionne

plus notable des élus de cette année-là.

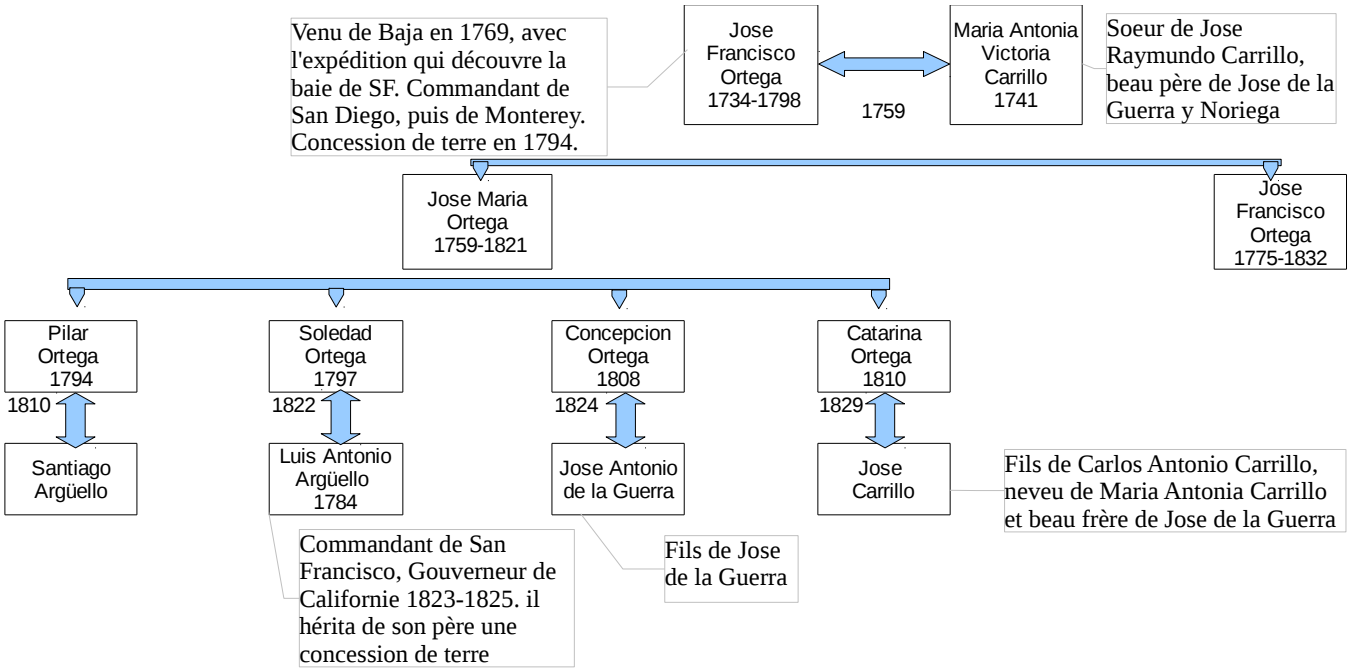


Illustration 4: Arbre de la famille Ortega, mettant en évidence l'ascendant José Francisco Ortega, l'une des personnalités les plus notables de la Californie espagnole (notamment à l'époque des fondations), ainsi que les alliances avec la famille Argüello et de la Guerra-Carrillo.C'est probablement le mariage entre José Francisco Ortega et Maria Antonia Victoria Carrillo qui permit à son frère de nouer une alliance aussi prestigieuse que celle de sa fille Maria Antonia avec José de la Guerra y Noriega.

Ces électeurs se choisissent en grande partie eux-mêmes comme conseillers territoriaux. Ils substituent Carlos Castro à Ignacio López, électeur de San Diego, probablement parce qu'il est analphabète. Ils ajoutent José Antonio Carrillo pour faire le compte de six conseillers, et de Antonio et José Castro comme suppléants.[111] Les huit conseillers sont ainsi légèrement plus notables que les électeurs. José Antonio Carrillo par exemple est issu d'une grande famille du sud de la Californie (illustration n°1). Néanmoins la plupart occupent certes des postes, mais pas de premier plan. Le district de Monterey est aussi sur-représenté dans le conseil territorial, ce qui rend compte du poids politique de la capitale. On note une majorité de la génération née entre 1770 et 1780, dont les membres ont donc entre 52 et 62 ans en 1822. Les plus jeunes, José Antonio Carrillo et Antonio María Castro sont vraisemblablement là par leurs connexions familiales, parmi les électeurs pour Antonio María Castro, et du fait de l'influence de sa famille en général pour José Antonio Carrillo.

l'alliance ultérieure de Jose Antonio de la Guerra avec Concepcion Ortega, mais attribue au mariage préalable de sa sœur Soledad avec Luis Antonio Argüello le gouverneur l'attrait d'une telle alliance. Par ailleurs, la référence à leur seul père José María Ortega est trompeuse, au sens où c'est leur grand père qui avait mis leur famille au premier plan de la société californienne. L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 23-24 et 120.

111 LR 1, p. 8-11 ; HHB2, p.482.

Les *electores de partido* élus en 1827 ont de 29 à 44 ans, soit plus jeunes que pour les élections précédentes, mais toujours dans la génération née avant 1800. Le tableau qui suit récapitule la liste des électeurs choisis par chaque district.

Partido	*Électeur désigné*	*Né en*	*Fonctions, connexions familiales...*
San Diego	Agustín Zamorano	1798	Secrétaire du gouverneur Echeandía; époux d'une fille de Santiago Argüello
Los Angeles	Vicente Sánchez	1785	*Alcalde* de Los Angeles
Santa Barbara	Carlos Antonio Carrillo	1783	Soldat à la retraite, beau frère de José de la Guerra, beau père d'une Ortega. Sait lire et écrire.
Monterey	Estevan Munras	1798	Commerçant espagnol[112]
San Francisco	Francisco de Haro	1792	Sous-lieutenant (infanterie de San Blas). Secrétaire du conseil territorial 1822-1823; expéditions militaires.

Table 10: Électeurs de partido 1827 (élections du 19 février 1827)

L'exemple du district de San Francisco, *partido* pour lequel nous avons le compte-rendu détaillé, permet de mieux comprendre les ressorts de l'élection de ces électeurs. Dans cette élection, nous savons qu'il y avait deux concurrents. Nous comparons dans le tableau suivant divers aspects de leur carrière et de leur contexte familial afin de faire des hypothèses sur les ressorts du choix des électeurs.

Nom	**José Joaquín Estudillo**	**Francisco de Haro**
Corps d'origine	Compagnie de San Francisco	Détachement de San Blas
Arrivée en Californie	Né en 1798 à Monterey	Arrivé en 1819 en renfort
Origine	Fils d'un espagnol	Né en Nouvelle Espagne
Relations familiales et sociales	Père capitaine, commandant à Monterey et San Diego; frère officier à San Diego.	Considéré comme proche (client?) de Luis Antonio Argüello
Grade ou statut en janvier 1827	À la retraite en 1823 avec grade de cadet	À la retraite en 1824 avec grade de sous-lieutenant (*alferez*)
Hauts faits militaires	Expédition dans le Nord en 1823	Expédition dans le Nord en 1823; expédition contre des Indiens révoltés en 1824.
Carrière civile/politique en janvier 1827	/	Secrétaire du gouverneur et du conseil territorial

Table 11: Comparaison des deux concurrents à l'élection de partido de San Francisco le 8 janvier 1827 (source: DHC Vallejo, 1, 99)

112 Voici ce qu'en dit Alvarado, 3, chap. 24, p. 72 « *Fue el señor Munras un noble hijo de la España que en 1819 llego a California trayendo aqui un contingente regular de dinero efectivo y una educacion no comun; el poco a poco fue obligado a otmar parte en nuestra politica y en despacho de su oposicion a servir en la diputacion territorial el pueblo lo elijio diputado a unanimidad de votos.* »

On pourrait ainsi faire l'hypothèse que le choix de Francisco de Haro était celui de quelqu'un qui avait déjà de l'expérience dans le domaine du gouvernement civil, ayant été secrétaire du gouverneur et du conseil territorial ; le choix d'un Mexicain par rapport au fils d'un Espagnol ; ou encore d'un soldat plus haut gradé, et qui s'est notamment illustré contre les révoltes indiennes. Ces hypothèses sont-elles crédibles par rapport au collège électoral sanfranciscain de 1827 ? Que reflète, quel type de représentation cela suppose-t-il ? On peut aussi relever qu'au premier tour, Estudillo est de loin beaucoup plus populaire (49 votes) que Haro (27 votes), ce qui reflète probablement le rapport de force entre la compagnie de San Francisco à proprement parler et le détachement de San Blas. En effet, les deux corps cohabitent à San Francisco.

Comment alors interpréter le fait que José Joaquín Estudillo, s'il n'est pas élu électeur de partido, est élu suppléant par les électeurs de *partido* rassemblés à Monterey membre du conseil territorial ? (table 9) On peut former l'hypothèse que bien que Francisco de Haro ait été secrétaire du conseil en 1822-23, Estudillo, par ses origines familiales, a une notoriété bien plus importante à Monterey et à l'échelle du territoire ; en tout cas qu'il représente un profil de « fils du pays » (*hijo del pais* »). De plus, il est plus que probable, vu la non concordance de la liste des électeurs et de celle des conseillers, qu'à cette élection (contrairement à 1822, pour laquelle Fernández l'avait autorisé) il n'est pas permis aux électeurs de *partido* de voter pour eux-mêmes. Dans cette configuration, il est nécessaire de puiser dans le réservoir de notables notamment distingués par les élections locales. Enfin, de Haro est considéré comme trop proche de Luis Antonio Argüello par les conseillers territoriaux de 1823, en tout cas les proches des Carrillos-de la Guerra ; or Argüello est très populaire à San Francisco mais ne fait pas l'unanimité ailleurs.[113]

L'observation des différents degrés de l'élection met donc en évidence une certaine divergence entre notabilités locales et notabilités territoriales.

113 Par exemple, Argüello et Estudillo, respectivement commandants à San Francisco et San Diego sont considérés comme des rivaux par Alvarado, 2, 12, p. 1. Sur Estudillo, voir Vallejo 2, 17, p. 166.

	Localité	*Né en*	*voix*	*Fonctions/Remarques*
Mariano Estrada	Monterey		5	Lieutenant
Tiburcio Tapia	Los Angeles		5	citoyen
Ignacio Martinez	San Francisco		5	Lieutenant
Antonio Maria Ortega	Santa Barbara		5	Petit fils de José Francisco Ortega, neveu d'un conseiller de 1822
Juan Bandini	San Diego		5	Commerçant né à Lima
Anastasio Carrillo	Sta Barbara/Los Angeles	1788	4	Beau frère de José de la Guerra, comisionado à Los Angeles 1818-1820
Antoni(n)o Buelna	San Francisco/Monterey		5	Ex-soldat, rancho près de Monterey
Nicolas Alviso (S)	Monterey		?	Signataire de la pétition de Monterey en 1826
Joaquín Estudillo (S)	San Francisco		?	
Romualdo Pacheco (S)	San Diego		?	Aide de camp d'Echeandía

Table 12: Conseillers et suppléants du conseil territorial élus en 1827. (S) : suppléants

Le conseil est complètement renouvelé en 1827. Les conseillers ont de 24 à 53 ans, mais la majorité a une quarantaine d'années, soit un peu plus jeune que le conseil précédent. Le développement d'une société plus civile est marquée par la présence de deux commerçants parmi les conseillers. On note aussi un retour des officiers comparativement à 1822 (Estrada, Martinez). Mon hypothèse est que les militaires élus le sont en rapport avec leur rôle dans la répression de la révolte indienne de 1824 (Ortega, Tapia). Plus globalement, les élus sont des personnes plus notables en 1827 qu'en 1822 malgré leur âge moyen inférieur ce qui contribue à donner plus de poids à l'institution. L'influence du gouverneur et de son entourage est lisible par l'élection de ses proches (Zamorano électeur, Pacheco élu) ; mais elle n'est pas écrasante. Enfin, on constate un équilibre dans la liste des conseillers sur la représentation respective de tous les districts.

Enfin on remarque qu'Anastasio Carrillo n'a pas recueilli l'unanimité des voix. Pour interpréter cela, on peut proposer deux hypothèses : soit son frère Carlos Antonio Carrillo n'a pas voté pour lui – en effet, on a des exemples de contestations d'élections du fait de liens familiaux ; soit Vicente Sánchez n'a pas voté pour lui, du fait de rivalités entre les Carrillos et leurs alliés et Vicente Sánchez à Los Angeles.[114] Cette élection reflète donc la mise en place de notabilités locales à mettre en relation avec les rapports de force au niveau des municipalités. Globalement, la tenue d'élections à

114 Anastasio Carrillo avait été *comisionado* en 1821 et 1822. Il avait mis Sánchez en prison à Santa Barbara en 1822 ; de plus son frère Jose Antonio Carrillo avait été élu maire en 1826 mais son élection déclarée illégale, Vicente Sánchez étant nommé à sa place. Jose Antonio Carrillo est finalement élu en 1828.

l'échelle territoriale permet une acclimatation du vote même dans les localités où des ayuntamientos ne sont pas encore organisées. Les élections à ce niveau laissent apparaître des différences entre *pueblos*, missions et *presidios* dans les dynamiques de choix et de distinction. Enfin les élections à l'échelle territoriale ont des conséquences sur l'apparition du niveau politique territorial en lien avec la politique locale, dynamique qui se joue également lors des délibérations du conseil territorial (*diputación*).

B. « Des gens beaucoup moins que profanes en affaires politiques » – L'élaboration politique au sein du conseil territorial

Au chapitre précédent, nous avons mentionné que le gouverneur par interim Luis Antonio Argüello a profité de la proclamation de la Constitution fédérale de 1824 pour suspendre le conseil territorial, ce qui correspond au souhait initial des officiers de la province, avant que l'émissaire du gouvernement, Agustín Fernández de San Vicente ne le leur impose. Argüello se sert du conseil provincial contre les missionnaires mais au final il préfère le suspendre en 1825 avec la proclamation de la Constitution fédérale. Que s'est-il passé, et qu'est-ce que cela nous dit des pratiques politiques dans la province puis le territoire dans les années 1820 ? Comment le conseil territorial est-il utilisé par ceux qui y sont élus ?

La pratique montre au gouverneur Argüello les limites de cette institution par rapport à ses projets personnels et pour la Californie. S'il s'est appuyé avec succès sur le conseil contre les missionnaires, le gain finit par lui sembler léger par rapport aux inconvénients rencontrés, qu'il s'agisse de la perte de temps, de l'ébauche de politiques et de discussions politiques qui mettent des batons dans les roues de son gouvernement militaire etc. En décembre 1824, il tire des sessions du conseil le bilan suivant :

> « J'ai dû tellement me casser la tête et je me la casse encore avec ces conseils, et re-conseils de députés à souffrir leurs bêtises que vous pouvez vous imaginer lorsqu'on traite avec des gens beaucoup moins que profanes d'affaires politiques ou d'importance pour le soutien de la province que je n'ai ni la tête ni le temps de rien ».[115]

Un examen des délibérations et des échanges des conseillers entre eux et avec le gouverneur montre que progressivement les conseillers mettent en difficulté le gouverneur et font leur propres propositions pour la Californie. Si au départ les conseillers, ou la plupart d'entre eux, semblent

115 DR, 1, [C-A 46] p. 164 Argüello au gouverneur de Basse-Californie, 17 décembre 1824, Monterey *« Han sido tantos los quebraderos de cabeza que he tenido y aun tengo con tantas juntas y rejuntas de diputados sufriendo las majaderias que puede U considerar en tratar con gentes mucho menos que legos asuntos politicos u de trascendencia para la sosten de la Provincia que no tengo cabeza ni lugar para nada »*

relativement soumis à Argüello, ils s'affirment peu à peu comme une voix indépendante. Ils commencent par changer de secrétaire en avril 1823, Francisco de Haro, qui occupait ce poste, étant jugé trop favorable au gouverneur.[116] Ce changement intervient pendant la session qui succède au départ de l'émissaire du gouvernement, le chanoine Fernández. Il est en fait douteux que l'hostilité des conseillers soit à l'origine du changement de secrétaire, le remplaçant José Joaquín de la Torre étant probablement la personne la mieux qualifiée pour occuper ce poste, dans la mesure où il a été de longues années le secrétaire du gouverneur Solá. En tout état de cause José Joaquín de la Torre affirme dès novembre 1822 à son patron José de la Guerra, que le peuple, et les conseillers eux-mêmes, qui l'ont pourtant élu, sont « mécontents » du gouverneur.[117] La nomination de De la Torre, un proche de José de la Guerra, comme l'agacement exprimé par José Antonio Carrillo, conseiller et beau-frère de José de la Guerra marquent le début d'une prise de distance au sein du conseil. José Antonio Carrillo, dans une lettre à son beau-frère de la Guerra, a à l'occasion des sessions d'avril 1823 des mots sévères contre le gouverneur, pour lequel il a peu d'estime.

Sa lettre suggère que la politique territoriale est élaborée par « une trinité imparfaite » constituée de Malarin, Estrada et Don Luis [Argüello] », « trois chefs supérieurs et tous impolitiques ». Les deux premiers sont liés par le mariage de l'un à la fille de l'autre. Juan Malarin est un marchand péruvien qui a épousé la fille de José Estrada. Ce dernier est l'*alferez* de Monterey et commandant du poste la plupart du temps. Le troisième, le gouverneur Luis Antonio Argüello « se comporte comme les Rois constitutionnels », c'est à dire sans guère de pouvoir « à la différence qu'ils consentent aux lois, tandis que ce gouverneur, c'est par bêtise et malchance ».[118] José Antonio Carrillo fulmine contre le retard des sessions, dont il attribue la responsabilité à Estrada. La réaction de José Antonio Carrillo est celle d'un homme issu d'une famille relativement notable, puisqu'il est le beau frère du commandant de Santa Barbara, et qui en tant que conseiller entend être traité avec respect.[119]

---

116 Cette interprétation apparaît dans la lettre de Torre à Guerra DHC 4, p. 621-622 et HHB2 p.486-487.

117 DHC DLG, 5 [C-B 64], p. 105, Joaquín de la Torre, secrétaire du gouvernement à Jose de la Guerra, 22 novembre 1822, Monterey *« Dice que llego el nuevo gobernador interino en una fragata inglesa ballenera. « aun no recibe el baston, y hay entre la lebe muchos descontentos acerca de su persona y creo firmemente que aun a los misos que lo han elegido (hablo de los diputados) ya les ha pesado »*

118 DHC DLG, 3, Correspondance de J. A. Carrillo, 3, Jose Antonio Carrillo à Jose de la Guerra, 8 avril 1823, Monterey.

119 À noter également que José Maríano Estrada a épousé la sœur de Luis Antonio Argüello. D'après Louise Pubols, Malarin contribue à dégrader la relation entre Jose Antonio Carrillo et son beau frère en confirmant à ce dernier qu'on ne peut compter sur lui. Je fais l'hypothèse que l'hostilité de José Antonio Carrillo aux plans d'Argüello, Estrada et Malarin à Monterey est une cause de cette tentative de Malarin d'enlever du crédit au conseiller territorial, bien qu'il s'appuie sur des faits pour fonder ses affirmations, notamment une dette qu'il n'a pu se faire rembourser auprès de lui L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 51.

Ce n'est pourtant qu'au cours de l'année suivante que les autres conseillers le rejoignent dans son agacement ou du moins semblent prendre de la distance par rapport à Argüello. Par rapport à 1823, l'année 1824 voit le conseil se réunir plus souvent. Alors que le registre des comptes-rendus est vide pour 1823, deux sessions, l'une en janvier, l'autre de septembre à novembre sont rapportées pour 1824. Les conseillers commencent l'année en votant un plan de gouvernement, qui propose une instance supplémentaire dans le cas de décisions graves, une *junta* qui associe aux conseillers les commandants et le représentant des missions. La session suivante installe Estrada comme chargé des finances territoriales. Ces mesures vont dans le sens de la politique d'Argüello. Le 27 janvier 1824, Argüello, qui préside toujours les séances, propose la création d'un établissement d'enseignement pour les jeunes gens. José Antonio Carrillo et José Cristobal Palomares expriment leur inquiétude par rapport à ce projet, avançant que vu l'état des finances du territoire, payer les troupes reste prioritaire.[120] Sans surinterpréter leur prise de position, c'est la première apparition dans les comptes-rendus d'une opposition à un projet du gouverneur. Le conseiller José Palomares est probablement l'allié le plus naturel de José Antonio Carrillo, en tant que vétéran de la compagnie de Santa Barbara et résident de Los Angeles. Deux jours plus tard, alors que José Antonio Carrillo est absent, Palomares s'oppose à nouveau à un projet du gouverneur : Luis Antonio Argüello cherche à faire approuver non seulement son projet d'envoyer un bateau dont il est le propriétaire en Chine pour y vendre des effets appartenant à la province et en rapporter des fournitures nécessaires aux troupes, mais aussi un bénéfice de 5 % qui lui reviendrait. Palomares ne va pas jusqu'à accuser le gouverneur de vouloir profiter d'une telle opération, mais affirme « qu'il n'a aucune intelligence de ce type d'affaire, et que de plus il manque un tiers des conseillers », une manière de lui refuser le vote. Le gouverneur propose alors d'aller chez l'un des conseillers, absent car malade et alité, afin de le faire voter. Palomares s'y oppose et refuse de se joindre aux conseillers qui s'y rendent sans lui et valident le vote.[121] Ainsi se manifeste la première opposition frontale au sein du conseil contre le gouverneur.

Au cours de la session de septembre 1824 la tension monte d'un cran. Tout d'abord, lors de la session du 16 septembre, José Antonio Carrillo demande une délibération au sujet des comptes concernant les droits de douane pour les années 1821 à 1823. Le gouverneur temporise, arguant de l'absence des comptes de Santa Barbara – une pique destinée à la famille de José Antonio Carrillo ? Surtout, il manifeste son agacement, et se plaint qu'il n'a pas de papier pour faire les comptes, et que « personne ne le paye pour s'échauffer la tête à chercher du papier » ! Or cette discussion aboutit à

120 LR, 1, p. 27.
121 LR, 1, p. 30.

une prise de conscience de la part des conseillers, et qui se lit dans le compte rendu : « si au terme de quinze jours tous les documents relatifs aux finances n'étaient pas présentés, les conseillers considéreraient qu'il leur serait impossible d'exercer leur fonction. En effet, si les choses continuaient ainsi, le conseil n'arriverait à rien pendant ses sessions et la province ne ferait que faire des dépenses superflues ». Le vote est unanime.[122] Le 19 septembre, Carrillo et Palomares accusent le gouverneur d'avoir introduit de l'eau de vie d'origine espagnole dans la province. À la fin de leur intervention, un autre conseiller, Carlos Castro, s'associe à eux pour demander au gouverneur le paiement d'une amende.[123] La session suivante voit une pause dans cette mise en cause du gouverneur, mais les conseillers se montrent tout aussi pugnaces, cette fois contre les missionnaires de San Buenaventura qui protestent contre la taxe de 10 %.[124] Les sessions ultérieures sont consacrées aux questions financières, et les mesures sont votées à l'unanimité. Cet état de fait reflète sans doute une prise en main par les conseillers de la question du financement de la province, qu'ils voient comme leur levier de pouvoir.

L'unique session de 1825 marque un autre point important, mais distinct. La montée des eaux a rendu les chemins impraticables et empêche la plupart des conseillers d'être présents. Siégent donc le 7 avril 1825 Francisco Castro, Carlos Castro, et les suppléants Antonio Castro et José Castro. Francisco Castro prend l'initiative d'une proposition pour sanctionner les missionnaires qui, à l'image de Sarría, refusent de prêter serment à la Constitution fédérale. Il veut les mettre à l'écart de la gestion des biens des missions. Carlos Castro et José Castro se rangent à son opinion, à laquelle s'oppose vivement le gouverneur, tandis qu'Antonio Castro exprime ses réserves, craignant que la mesure ne porte préjudice à la religion catholique. Ce qui est intéressant pour cette session, la dernière avant qu'Argüello ne mette fin à l'institution, c'est le fait que les conseillers n'aient pas eu besoin de José Antonio Carrillo pour exprimer une opinion contraire à celle du gouverneur. Doit-on comprendre que les conseillers commencent à percevoir comment le conseil territorial va leur permettre d'obtenir des terres ? Une hypothèse crédible est que l'activisme de la fin de 1824 associé au traitement au sein du conseil territorial d'affaires liées aux missions ont permis cette évolution.

Francisco Castro est le conseiller qui a accompagné l'expédition de reconnaissance pour fonder la mission de Sonoma en juin 1823. Il a donc sans doute suivi les heurts à ce sujet entre Argüello et le préident des missions Sarría, et l'invocation du pouvoir du conseil territorial par le gouverneur (voir plus haut). En avril 1825 néanmoins, Francisco Castro se démarque du gouverneur pour

122 LR, 1, p. 34-35.
123 LR, 1, p. 33.
124 LR, 1, p. 38.

afficher une position ferme par rapport aux missionnaires, là où le gouverneur invoque le réalisme, craignant le départ des missionnaires, sans personne pour les remplacer. Cette attitude ferme du conseiller Castro a pu être préfigurée par l'indignation lisible dans le compte-rendu de la session du 18 octobre 1825, lorsque les conseillers reçoivent une pétition précédée d'un prologue « très critique et menaçant » et décident de nommer deux individus au « caractère trempé » (*realzado*) pour examiner le fond de l'affaire.[125] La documentation ne révèle pas si Francisco Castro est l'un d'eux.

Au moment même où les conseillers commencent à affirmer leur pouvoir contre les missionnaires, et contre le gouverneur, ils sont exclus de la conversation avec la suspension du conseil par Argüello. La courte période du premier conseil territorial jette les bases non seulement d'une utilisation de cette institution comme outil politique par le gouverneur, mais aussi voit la première prise de pouvoir des conseillers au sein de celle-ci. Sur un plan individuel, José Antonio Carrillo se démarque à Monterey en s'opposant à l'alliance d'Argüello et d'Estrada qui sont les deux personnes les plus influentes à la capitale.

Après la suspension du conseil par Argüello, le gouvernement national, conseillé par la commission sur le développement de la Californie, tient compte des spécificités du territoire et confie la responsabilité au premier gouverneur nommé par le pouvoir mexicain, José Maria de Echeandía, d'étudier la situation et de « proposer au congrès souverain pendant sa prochaine sessions le système le plus adapté aux circonstances actuelles du lieu ».[126] José Maria de Echeandía, qui est à la fois gouverneur de Basse et Haute-Californie, décide d'organiser dans la première un conseil territorial, et de temporiser dans la seconde, où il tombe dans une premier temps d'accord avec les opposants à l'organisation d'un tel conseil. Pendant ce temps-là, la commission pour le développement de la Californie travaille à Mexico pour, en dialogue avec le gouverneur et les informations qu'il lui transmet, concevoir un système de gouvernement pour le territoire. La Junta finit par préconiser l'organisation d'un conseil territorial. Soit que la commission pour le développement de la Californie lui en ait donné l'ordre, soit que la situation lui ait semblé mûre, Echeandía ordonne la tenue d'élections dans le but d'élire les membres d'un conseil territorial à la fin de 1826. Mais la question de l'administration légale du territoire reste en suspens puisqu'aucun système formel n'a été légalisé par le Congrès. Echeandía convoque les conseillers en session à

125 LR, 1 p. 38.

126 GL, 44, p. 5 Ministre des relations intérieures et extérieures à José María de Echeandía, 6 août 1825, *« En vista del oficio de este govierno n°1 de 21 de mayo ultimo en que da cuenta de haber suspendido la Diputacion instalada en ese territorio cuando regia la constitucion española ha resuelto el Sr Presidente que VS informe muy circunstanciadamente sobre este asunto para que se pueda formar un juicio imparcial de el dictar la providencia que convenga y proponer al soberano congreso en las proximas sesiones ordinarias el sistema administrativo que sea mas adaptable a las circunstancias actuales de ese lugar. »*

l'occasion de sa visite de Monterey au printemps 1827. Ce déplacement coïncide avec l'arrivée du commerçant et navigateur français Duhaut-Cilly à bord du *Héros*, qui livre ses observations dans un récit de voyage publié en 1834 à partir de ses notes.[127] Il a l'occasion d'assister à des séances du conseil territorial, son journal constituant dès lors une source supplémentaire sur les débuts de l'institution sous Echeandía, en complément des comptes-rendus de séance et des mémoires bien postérieurs des Californiens. Depuis son expérience française, Duhaut-Cilly se demande « à quoi peuvent servir les assemblées qui se tiennent tous les ans », où

> « tous les membres, au nombre de vingt, en étaient nommés sous l'influence de l'autorité, et ils ne se réunissaient que pour applaudir à toutes les vues du chef civil et militaire, et dont la plupart étaient opposées à l'intérêt de la Californie. J'ai quelquefois assisté, pour des réclamations, à ces séances, et j'ai connu la manière dont on y procédait. Le Général faisait une proposition qu'il appuyait souvent des motifs les plus spécieux. Si quelqu'un tentait de prendre la parole, il l'arrêtait court en la reprenant lui-même, et il était verbeux. Si, au moment de voter, il apercevait la moindre hésitation chez un des membres du conseil, un regard menaçant fixait cette irrésolution ; et le vote négatif, métamorphosé à l'instant, devenait un vote d'adhésion. Pour le prestige seulement, un ou deux de ses affidés donnaient la comédie d'une opposition concertée qui, après quelques arguments bien faciles à détruire, lui laissait toujours l'honneur de la victoire. »[128]

D'après le secrétaire du conseil Juan Bautista Alvarado également, le premier gouverneur mexicain Echeandía y joue en effet, au moins pendant la première session qui se réunit à Monterey de juin à septembre 1827, avec les conseillers élus en décembre 1826. Duhaut-Cilly semble ignorer qu'il s'agit pour le conseil d'une première réunion depuis 1825, et qu'il assiste aux premières séances sous le mandat d'Echeandía.. De plus, Echeandía profite de son séjour à Monterey pour affirmer son autorité dans la capitale, dans laquelle il ne réside pas. Il est probable qu'Echeandía avait un caractère marqué et souhaitait imposer sa volonté, comme le montre sa dispute avec le commissaire Herrera, mais toute analyse du rôle du conseil et des conseillers ne saurait se faire sans une compréhension de ce contexte, et à l'aide de seules généralités. La lecture des procès verbaux des sessions confirme le rôle prépondérant du gouverneur. Cela n'empêche pas au conseil d'être un lieu d'apprentissage politique, malgré, et peut être dans une certaine mesure grâce à l'autorité du gouverneur, et surtout du poids qu'il donne à l'institution, notamment dans sa rivalité avec le

127 Auguste-Bernard Duhaut-Cilly (1790-1849) était un navigateur français. Il s'était d'abord enrôlé dans la Marine de Napoléon et avait combattu les Anglais. Il passa à la Marine marchande en 1814 et effectua un tour du monde en 1826-1829 : avec une cargaison de marchandises il partit pour le Pacifique Nord dans le but de les échanger pour des fourrures, qu'il vendrait en Chine. Mais il rencontra des difficultés à écouler ses produits sur la côte pacifique, où il dut rester deux ans avant de partir pour la Chine. Ce séjour prolongé fut l'occasion d'observations au sujet notamment de la Californie mexicaine, qu'il publia dans son récit de voyage après son retour. Il séjourna en Haute-Californie de janvier à octobre 1827 puis de mai à août 1828. Il consacra environ 300 pages de son récit à la Californie.

128 A.B. DUHAUT-CILLY, *Voyage autour du monde principalement à la Californie et aux iles Sandwich, pendant les années 1826, 1827, 1828, et 1829*, p. 388-89.

commissaire des finances Herrera. C'est le gouverneur Echeandía qui ouvre les séances en 1827. Il commence par expliquer aux conseillers « avec une grande franchise et une minutie singulière », « tout ce qui s'est produit depuis son arrivée devant le pays ». Le conseil est ainsi un lieu d'information sur la politique du gouverneur. Il poursuit par une exposition des « attributions légales du conseil », en expliquant pourquoi ces attributions sont fondées sur des lois des *Cortes* espagnoles de 1813[129], qui doivent « être observées et obéies en attendant que le Congrès ne vote une loi particulière pour l'administration des territoires de la fédération mexicaine ».[130] La mention du texte, qui s'accompagne peut être d'une lecture de celui-ci, est une manière de faire prendre conscience aux conseillers de leur responsabilité, mais également de leur pouvoir.

Enfin, il entre un peu plus dans les détails des travaux qui se présentent à lui et aux conseillers, en particulier, la réforme des missions qui « selon les lois en vigueur dans la République devaient être érigées en *pueblos* », point sur lequel « il livrerait dans les plus brefs délais aux conseillers son sentiment sur un sujet aussi important ». Enfin, poursuivant la séparation entre d'une part les Indiens et d'autre part le reste de la population, Echeandía leur annonce qu'« en ce qui concerne la population *de razón*, le conseil territorial a toute faculté pour l'organiser selon le système républicain fédéral, et que c'est seulement ainsi qu'il mettra fin au gouvernement colonial ». Dans ce but, il demande l'autorisation aux conseillers « d'organiser les autorités municipales et d'ordonner la tenue d'élections pour la désignation d'un député pour qu'il aille résider dans la capitale de la République et représente au sein du Congrès national le territoire des Californies.[131]

---

129 Il s'agit en fait probablement de « l'instruction pour le gouvernement politico-économique des provinces » (*Instrucción para el gobierno economico politico de las provincias*). Le manuscrit d'Alvarado donne la date du 13 juin 1813, ce qui est erroné, puisqu'elle date du 23 juin 1813. Les conseils provinciaux (*diputaciones*) étaient mentionnées également dans un décret du 23 mai 1812, et bien sûr dans la Constitution de Cadix.

130 Alvarado ajoute ici qu'Echeandía s'excuse de l'ignorance qui règne à Mexico au sujet de la Californie, une des causes de l'envoi de condamnés. Il est probable que cette partie du discours n'a pas lieu formellement au cours des séances du conseil, mais lors de la réception par Echeandía de la pétition des habitants contre l'envoi de condamnés, également signée par les conseillers. Voir aussi Vallejo, 2, 22, p. 71.

131 Alvarado, 2, 17, p. 120 « *La diputacion elejida en virtud del decreto de convocatoria espedido por el coronel Echeandía se reunio en el año de 1827 y las sesiones fueron abiertas por el gobernador Echeandía en persona; que con una grande franqueza y una singular minuciosidad puso en conocimiento de los representantes del pueblo todo cuanto habia ocurrido desde su ingreso al pais : el explico a los diputados cuales eran las atribuciones legales de la Diputacion y les llamo muy seriamente su atencion sobre la ley de las Cortes Españolas emitida el 13 de junio de 1813, dijoles que esa ley no obstante haber sido emitida por el gobierno del rey de España era ley vijente en toda la extension de la republica Mejicana pues estaba ordenado por los altos poderes que se observase y cumpliese mientras tanto que por el congreso nacional se espidiese una ley particular para la administracion de los territorios de la federacion mejicana. SE tambien espuso a la honorable diputacion todas las criticas circumstancias que lo rodeaban en la administracion de todos los ramos concernientes a la administracion del pais. (...) Dijoles tambien que ya habia llegado la epoca en que las misiones, segun las leyes vigentes en la republica debian ser eregidas en pueblos y que en breve haria conocer a los Diputados su parecer sobre tan importante asunto; y añadio S.E. que en cuanto atañia a los pobladores de gente racional la Diputacion Territorial tenia plena facultad de organizarla bajo el sistema republicano federal, solo asi se haria cesar el gobierno colonial en que se habian creado ; tambien manifesto que a los representantes del pueblo correspondia determinar las elecciones de ayuntamientos y alcaldes y hacerla extensiva en todos los puntos que creyesen conveniente. Los*

Extrait du règlement intérieur de la députation territoriale de Californie, adopté les 16 et 19 juin 1827.

On peut y lire un effort de formalisation du travail, malgré l'absence d'infrastructures (cf. article 1: les réunions ont lieu chez le gouverneur).

Illustration 5: Règlement intérieur du conseil territorial (1827)

diputados despues que hubieron oido cuanto el gobernador Echeandia tenia que esponer resolvieron que el fuese a residir en la capital de la Republicay representase en el Congreso Nacional el territorio de las Californias »

L'organisation du conseil se poursuit par une formalisation des sessions par un règlement intérieur et l'organisation des conseillers en commissions thématiques de deux à trois personnes. Dans le règlement intérieur, le président (le gouverneur) et les conseillers ont le même pouvoir sur l'ordre du jour. Contrairement aux sessions précédentes, il n'est pas question qu'un représentant des missionnaires vienne siéger avec les conseillers. En donnant de la solennité aux sessions, et en mettant chaque conseiller au travail, Echeandía contribue à donner de l'importance à l'institution et des responsabilités à chacun. L'examen des comptes-rendus des séances permet de mettre en évidence que les conseillers ne sont pas tous en mesure de participer de manière active à l'élaboration de toutes les politiques territoriales. Par exemple, les sujets liés à la régulation de l'élevage posent moins de difficultés que les sujets liés à la taxation et globalement aux finances du territoire, pour lesquels le dialogue s'installe entre le seul conseiller avec une expérience commerciale, Juan Bandini, le gouverneur et le commissaire des finances. Ces séances sont alors moins l'occasion de participer à la politique que de s'y initier.

À titre d'exemple, le 24 juillet 1827, la question de la taxation est à l'ordre du jour. C'est une question cruciale pour la mise en place d'une administration territoriale : en effet, sans recettes, on ne peut pas payer d'employés publics. Ce jour-là comme tant d'autres, c'est un projet de réforme de Juan Bandini qui est discuté. Il concerne la réforme des droits d'import et d'export. Or la commission chargée de donner son avis sur le projet n'est en capacité de s'exprimer que sur une partie de la loi. Sur le reste, les conseillers doivent admettre qu'ils ne sont pas en mesure de donner un avis, du fait de leur manque de connaissances sur le sujet (« *por carecer de luces para ello* »).[132] Les conseillers peuvent accéder à de telles connaissances précisément en assistant aux séances du conseil. Ils peuvent surtout y comprendre les enjeux des questions les plus techniques sur leurs propres intérêts. Lors de cette même séance, le *comisario* Herrera, le responsable des finances sur le territoire, est convoqué par le conseil en tant qu'expert des finances publiques. Il est interrogé en détails par le gouverneur Echeandía au sujet de chaque taxe, de son origine, de la légalité de son application en Californie etc. Cet interrogatoire est aussi une démonstration des leviers qu'on peut essayer d'actionner : le légal peut être une question d'interprétation ; un raisonnement peut mener à conclure si telle ou telle loi s'applique, ou pas, à la Californie. On y apprend peut-être aussi qu'il est possible de demander une exemption au gouvernement fédéral, comme cela est fait sur proposition du gouverneur et à l'unanimité des votes pour chaque taxe examinée au cours de la séance.

132 LR 1, p. 68.

Séance au conseil territorial (diputación) le 24 juillet 1827 à Monterey

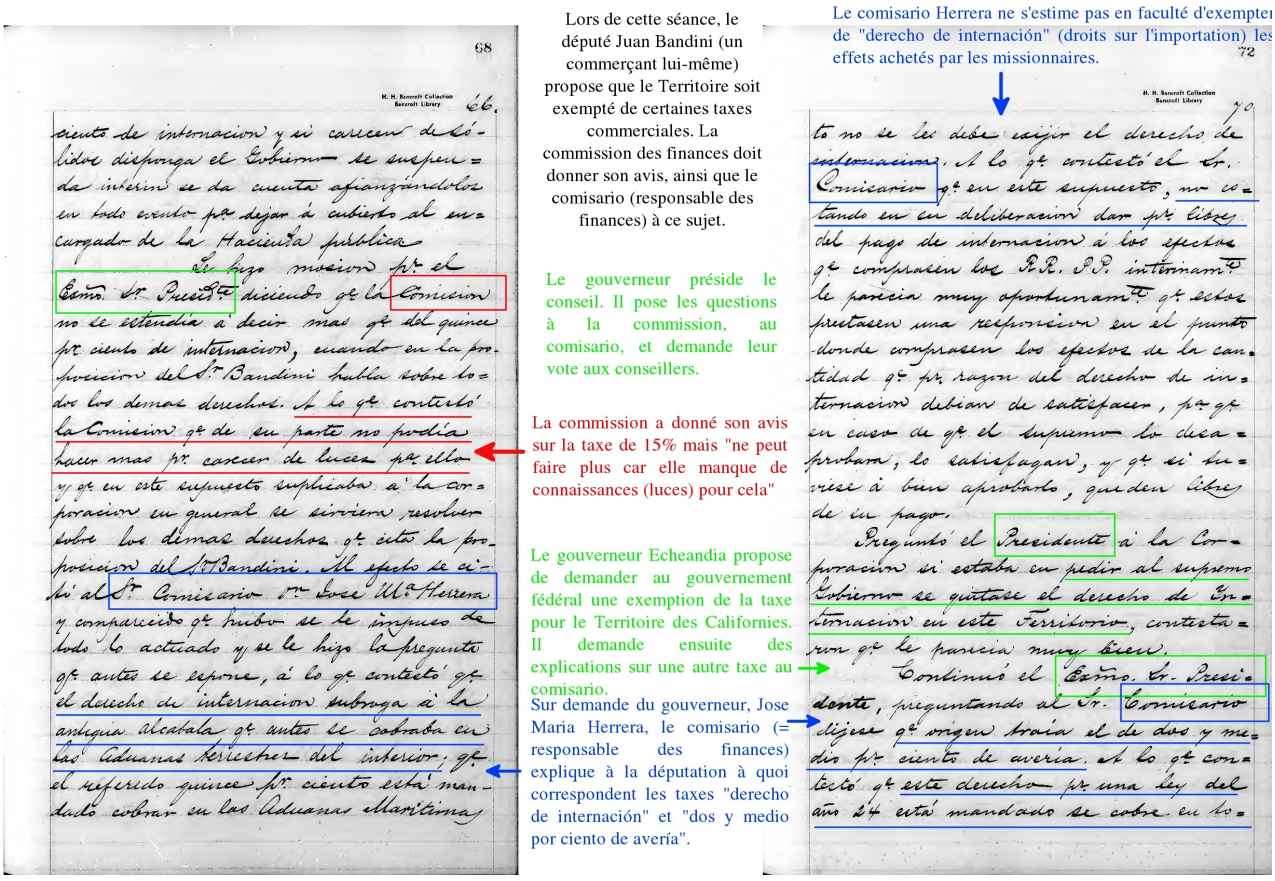


Illustration 6: Une séance au conseil territorial (1827)

Les conseillers élus sont formellement associés à la gestion de leur propre territoire : financement, répartition des terres, entretien des infrastructures. Le conseil commence par se donner les moyens de sa propre existence et de la formation de l'administration qu'elle représente en quelque sorte avec le gouverneur, en faisant le point sur les taxes et en attribuant des fonds pour le salaire d'un secrétaire. Les procès verbaux d'une séance sont validés à la séance suivante puis consignés dans un cahier ; en effet les décisions du conseil doivent être consultables par la suite. Cela met en avant la montée en puissance du rôle de l'écrit, du rôle de la décision collégiale locale et de l'État de droit. Les séances du conseil territorial manifestent une volonté de faire émerger une administration en Californie avec la définition d'un plan de financement, d'une politique économique, voire de politiques publiques (éducation).[133] Le vote du salaire fait apparaître la catégorie d'employés publics territoriaux (secrétaire du conseil territorial par exemple). Le manque de ressources empêche la réalisation de ces politiques, et dans la pratique, c'est bien toujours le

133 Par exemple, est débattu le dilemme entre taxation et exemption : comment transiger entre la nécessité des taxes pour payer les coûts de l'administration et l'encouragement au commerce permis par l'exemption de taxes? Séance du 24 juillet 1827, LR1, p. 68.

gouverneur qui comme auparavant mène le territoire. Mais au moins formellement, les conseillers sont confrontés et associés à la décision politique et à l'institutionnalisation d'une administration civile. Le conseil territorial est aussi une forme de sociabilité où chacun doit être considéré avec la même dignité, où l'argumentation est centrale, et où on peut s'opposer aux plus puissants sans (trop) de conséquence. On peut enfin s'y sentir investi d'une responsabilité concernant le destin du territoire, sans occuper un commandement militaire.

Quand Echeandía présente le bilan du fonctionnement de la députation au gouvernement, il doit admettre un échec partiel : il a du suspendre le conseil territorial cette année-là. Il déplore le fait qu'i est composé en majorité de soldats et qu'il rencontre d'immenses difficultés pour la réunir du fait des occupations de chacun.[134] Pour Echeandía, les conseillers se trouvent toutes les excuses pour ne pas venir aux sessions, soit individuellement en demandant fréquemment de s'absenter pour s'occuper de leurs affaires personnelles ou de leur service militaire, soit collectivement, en arguant du lieu des sessions. En fait les difficultés d'Echeandía ont commencé dès 1828, avec la même députation qui paraissait à ses ordres à l'été 1828. Comment interpréter ces difficultés ? Doit-on les comprendre, un peu à la manière de la députation sous Argüello, comme une manifestation d'une certaine affirmation des conseillers, suite à la réconciliation de Monterey ?

Echeandía ne fait pas procéder à une nouvelle élection à la fin de 1827 pour renouveler la députation, bien qu'il ait rencontré des difficultés pour obtenir un quorum à partir du mois de septembre et que la loi exige un renouvellement annuel par moitié. Cela ne l'empêche pas de convoquer les conseillers (mais pas les conseillers provisoires de septembre 1827) au début de l'année 1828. Appelés à San Diego, où réside le *gefe politico*, et non plus Monterey comme l'été précédent, les conseillers émettent une protestation concernant ce lieu de réunion. La tension monte d'un cran lors de la session suivante, lorsque se présente le même cas de figure d'une convocation à San Diego. Or cela pourrait surprendre, dans la mesure où les conseillers élus renforcent la majorité « sudiste ». Echeandía taxe par exemple Vicente Sánchez d'être le plus activiste parmi les conseillers qui mettent des obstacles aux réunions. Hubert Bancroft émet des doutes à ce sujet, étant surpris qu'un homme de Los Angeles milite pour des réunions à Monterey.[135] Or d'une part, il peut s'agit de la part de Sánchez d'une stratégie pour forcer un transfert de la capitale, d'autre part, Sánchez peut avoir d'autres priorités qu'une relocalisation de la capitale pour s'opposer à Echeandía et à la tenue

134 DR, 2 [C-A 48] p. 4 Echeandía al ministro de Relaciones. Desorganización de la Junta. Descripción de varios de sus miembros. José María de Herrera. Cayetano Sánchez. Razones por no estar en San Diego. Dificultades para que haya junta, 10 avril 1829, San Diego.

135 HHB3, p. 42n21 « *It does not seem likely, however, that Sánchez, a Los Angeles man, should have plotted in favor of Monterey* »

de séances du conseil territorial. On peut par exemple émettre l'hypothèse qu'il tente d'utiliser son alliance avec Herrera dans sa rivalité avec les Carrillos pour le contrôle de la municipalité de Los Angeles. Une capitale tenue par ses rivaux n'est pas forcément dans son intérêt.[136]

L'argument des conseillers est quelque peu alambiqué : ils estiment qu'il est illégal pour le conseil de ne pas se réunir dans la capitale, mais refusent, pour des raisons pratiques car un grand nombre d'entre eux viennent du Sud, de se réunir à Monterey.[137] Ils militent donc pour un transfert de la capitale à Los Angeles (et non pas San Diego, où réside le gouverneur), notamment au nom du fait que c'est l'établissement civil « le plus ancien et le plus peuplé », « les autres *presidios* n'étant que des postes militaires ».[138] Ce tiraillement entre les deux capitales indique soit une mauvaise volonté de la part des conseillers territoriaux, soit une tension parmi eux. En effet, d'après Alvarado, c'est le responsable des finances José María Herrera, un rival du gouverneur, qui a incité les conseillers du Nord à protester contre la réunion à San Diego en 1828. Cette revendication est donc parallèle à la revendication des conseillers du sud de transférer la capitale à Los Angeles (proposition émise par Juan Bandini dès l'été 1827). Or, après les élections d'octobre 1828, c'est cette deuxième proposition qui gagne du terrain, avec l'élection de conseillers en majorité originaires du sud : ils sont trois sur quatre, le quatrième étant l'*alcalde* de Monterey parmi les titulaires ; parmi les suppléants, les autorités municipales de San José, l'autre *pueblo*, font leur apparition (le trésorier et l'*alcalde*), le troisième étant un notable de Los Angeles). La rivalité entre le nord et le sud transparaît dans l'élection de ce dernier, Manuel Dominguez, contre Miguel González, électeur de *partido* de San José.

136 Plaiderait dans ce sens le fait que lors de la révolte contre le gouverneur en 1832, il prit parti pour le gouverneur, et contre la révolte déclenchée pour partie par l'exil de José Antonio Carrillo. (voir chapitre 4)
137 DR, 7 [C-A 48], p. 165.
138 Pío Pico, p. 17.

	Localité	Né en	Remarques
Carlos Antonio Carrillo		1783	Électeur municipal la même année; beau frère de José de la Guerra;
Pío Pico	San Diego	1801	Commerçant à San Diego; beau-frère des Carrillos
Vicente Sánchez	Los Angeles		Alcalde de Los Angeles
José T. Castro	Monterey	1780	conseiller, *alcalde* de Monterey, électeur de *partido*
(S) Manuel Dominguez	Los Angeles		Électeur de *partido*
(S) Salvio Pacheco	San José		*Alcalde* de San José
(S) Carlos Castro	San José		Trésorier de San José

Table 13: Conseillers élus pour 1829 (le 6 octobre 1828) Les élections de 1828 voient l'apparition sur le champ politique de niveau territorial de la génération née après 1800. Comme on a pour cette année pratiquement toutes les données pour les trois niveaux d'élection, on sait par ailleurs que la plupart des conseillers figurent déjà parmi les élus à l'un de ces niveaux, ce qui conforte l'idée d'un réservoir restreint de candidats considérés.

En 1829, Echeandía affirme que Sánchez est la pièce maîtresse de l'opposition au conseil, les autres conseillers ne désirant pas le « mettre en échec ». Peut-être est-ce de la part des conseillers une manière de s'assurer une plus grande marge de négociation en jouant entre les deux employés publics nommés par le gouvernement. Dans son récit, Alvarado suggère que la résistance des conseillers est la manifestation d'un avertissement contre Echeandía, au comportement trop autoritaire, c'est à dire ne tenant pas suffisamment compte des notables locaux.[139] Echeandía avait suspendu Sánchez comme conseiller, mais doit le rétablir dans ses fonctions au moment de la révolte de Solis, quand il a besoin que le conseil soit le plus fort possible pour soutenir sa campagne militaire contre les rebelles de Monterey. De fait, les conseils territoriaux se rangent dans son camp à cette occasion, malgré les appels du pied de Herrera dans le manifeste. Il convoque en urgence le conseil à Santa Barbara le 8 décembre 1829. Il se sent contraint de rétablir l'opposant Vicente Sánchez dans ses fonctions de conseiller, en arguant des « circonstances affligeantes du pays » ; il lui conjure de se comporter en « patriote », et de « faire son devoir », c'est à dire de se rendre à la session et de confirmer son soutien.[140]

Le non ralliement du conseil à la révolte marque l'échec de Herrera. Malgré les tensions ou les prises de distances de 1828-1829, les notables du conseil et de Monterey ne voient pas l'intérêt de s'associer à une révolte contre le gouverneur, qui se fait surtout au nom des soldats impayés et qui a pour meneur un condamné. Les difficultés à réunir le conseil viennent moins d'une mauvaise volonté du gouverneur que de l'expérimentation de leur marge de négociation par les conseillers et

139 Alvarado, 2, 19, p.150
140 DR, 7 [C-A 48], p.260

des divergences en leur sein. Herrera, malgré ses efforts à Monterey, est totalement isolé. Sa tentative de sortir de cet isolement par un geste politique audacieux a l'effet inverse de renforcer la coalition des notables de Monterey avec Echeandía.

***

Le conseil territorial est un lieu d'apprentissage politique dans les années 1820. C'est également un lieu d'élaboration politique à l'échelle du territoire et enfin une instance légitime du pouvoir local face au gouverneur. Mais c'est aussi une instance qui connaît des dysfonctionnements du fait du manque de disponibilité des élus et des difficultés de déplacement. Enfin c'est un lieu où les divisions internes sont également visibles, qu'ils s'agissent d'oppositions personnelles, familiales ou géographiques.

C. « C'était un lieu où arrivaient fréquemment des vaisseaux de nations diverses » : Monterey, capitale du territoire de Haute-Californie

Le *presidio* de Monterey est historiquement la capitale de la Haute-Californie. Peut-on observer à l'échelle locale des effets de la transformation de la politique aux échelles territoriale et nationale ? Le changement principal est la reprise des circulations avec l'ouverture du commerce aux étrangers et l'arrivée d'employés publics depuis Mexico. Le choix du gouverneur Echeandía (1825-1831) de résider entre les deux Californies à San Diego est aussi une donnée importante.

D'après un voyageur français, Monterey ne compte que deux cents maisons entourées de murs en 1825 ; la population, qui représente environ cinq cents personnes est composée des soldats du fort et leur famille, de l'administration territoriale, puisque Monterey est la capitale, et de marchands étrangers (une cinquantaine). Les marchands sont installés à Monterey parce que c'est le point d'entrée légal et que les droits de douane doivent y être payés. Une particularité en 1826-1831 est l'absence du gouverneur de la capitale, puisqu'il a élu résidence à San Diego. Néanmoins, les autres fonctionnaires de l'administration territoriale y résident : le plus haut fonctionnaire des finances, José Maria Herrera ; Manuel Jimeno Casarin (par ailleurs frère d'un missionnaire), responsable de la douane ; Antonio Maria Osio, ; Rafael Gomez ; le chirurgien territorial etc. Comme le note un voyageur,

> « À Monterey, la capitale du département et présidence du gouvernement, on notait plus d'éducation, et la raison en était simple. Étant donné que c'était là où était le gouverneur, l'unique douane et la trésorerie, le commandement militaire etc, il y avait nécessairement plus de contact avec les étrangers et les gens venus d'ailleurs, dont ils avaient acquis les coutumes, le

> style et le raffinement. C'était un lieu où arrivaient fréquemment des vaisseaux de nations diverses, en particulier ceux de guerre, dont les officiers distingués offraient un modèle de bonnes manières. De cette façon, les personnes en vues de Monterey avaient des manières plus raffinées que celles de tout autre point, Los Angeles inclus, où il y avait une société très choisie. Les promenades dans la pinède et les bals y étaient très fréquent. La société y était organisée, les classes séparées, il y régnait dans leurs divertissements l'allégresse et un ordre parfait ».[141]

L'un des aspects de cette circulation à Monterey est la présence d'étrangers. Ceux-ci sont au centre d'une intense correspondance commerciale et personnelle, qui leur donne des nouvelles du reste du monde, non seulement de leur terre d'origine (le plus souvent l'Angleterre ou la Nouvelle-Angleterre), mais aussi de leurs correspondants sur les rives du Pacifique ou ailleurs. Ces commerçants étrangers ont souvent été précédés par des Espagnols, comme José et Juan Bandini à San Diego, ou encore José Amesti, arrivé en 1822 et qui a épousé une fille Vallejo en 1823. Leur installation est facilitée, avant la vague anti-espagnole de la fin des années 1820, par les liens impériaux antérieurs, les origines, la langue et la religion communes, et l'autorisation de commercer.

L'installation de ces personnalités extérieures au milieu des années 1820 transforme la physionomie de la capitale. La moitié de la cinquantaine d'étrangers présents à Monterey sont des résidents permanents, dont certains se font naturaliser. Pour cela ils doivent se convertir à la religion catholique quand ils sont protestants. La naturalisation est indispensable pour se marier et obtenir une concession de terre.[142] Ils sont un certain nombre à se marier dans des familles locales influentes.[143] William Hartnell, un Anglais, est l'un des premiers commerçants à développer le commerce du cuir avec les missions, et accessoirement des particuliers, à une échelle importante. En 1823, il obtient de Luis Argüello, le gouverneur par interim (et globalement favorable au commerce) de construire des entrepôt sur les côtes californiennes ; sa firme est la première à le faire. À partir de ce moment-là il passe de plus en plus de temps en Californie. Il est très vite en contact avec José de la Guerra, du fait de son rôle de commandant de Santa Barbara et d'intermédiaire commercial des missions. De plus, José de la Guerra est toujours friand de nouvelles

141 Arnaz, p. 36 « *En Monterey, capital del departamento y presidencia del gobierno, se notaba mas ilustracion, y la razon es sencilla: estando alli el gobernador superior, la unica aduana y la tesoreria, comandancia del resguardo etc necesariamente habia mas contacto con extranjeros y gentes de fuera cuyas costumbres estilo y finera de trato habian adquirido. Era lugar a que acudian muy a menudo buques de diferentes naciones, y muy particularmente los de guerra, cuyas distinguidas oficialidades servian de modelo en las maneras. Asi es que la personas de viso de Monterey tenian maneras mas finas que las de ninguna poblacion aun si exceptuar Los Angeles, en donde habia una sociedad muy escogida. Los paseos al pinal y los bailes eran muy frecuentes. La sociedad estaba alli organizada y las clases separadas reinando en sus diversiones la alegria y un perfecto orden.* »

142 Voir DR, 5, p. 134. Le gouverneur Echeandía indique à Guillermo (William) Dana, originaire de Nouvelle-Angleterre, qu'il doit être naturalisé pour pouvoir épouser la fille de Carlos Carrillo.

143 Étrangers (50 en tout dont 25 résidents permanents) : WEP Hartnell, David Spence, Juan Bautista R Cooper, George Allen, Timothy Murphy, George Kinlock. Source : HHB2.

venues d'Europe. De la Guerra achète régulièrement de larges proportions des cargaisons de la firme anglo-péruvienne Hartnell&McCulloch. Hartnell se convertit au catholicisme en 1824, parrainé par José de la Guerra, puis épouse sa fille, Teresa, en 1825.

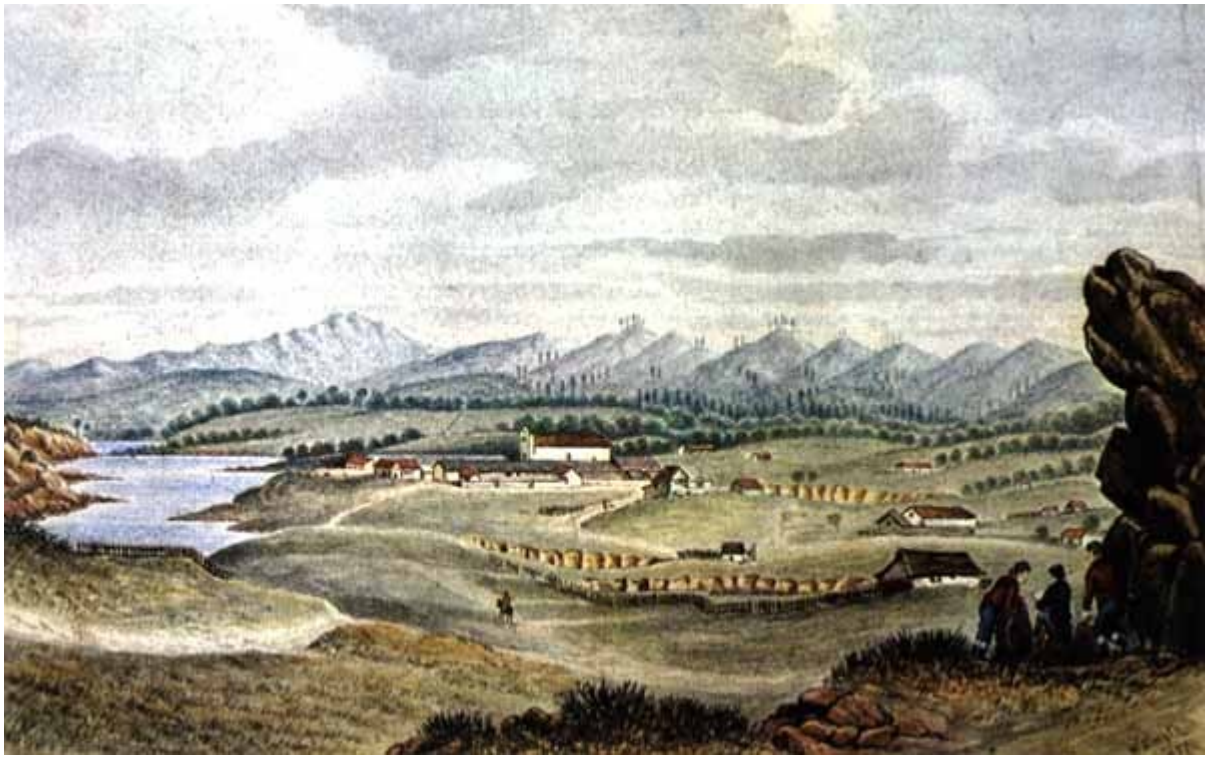
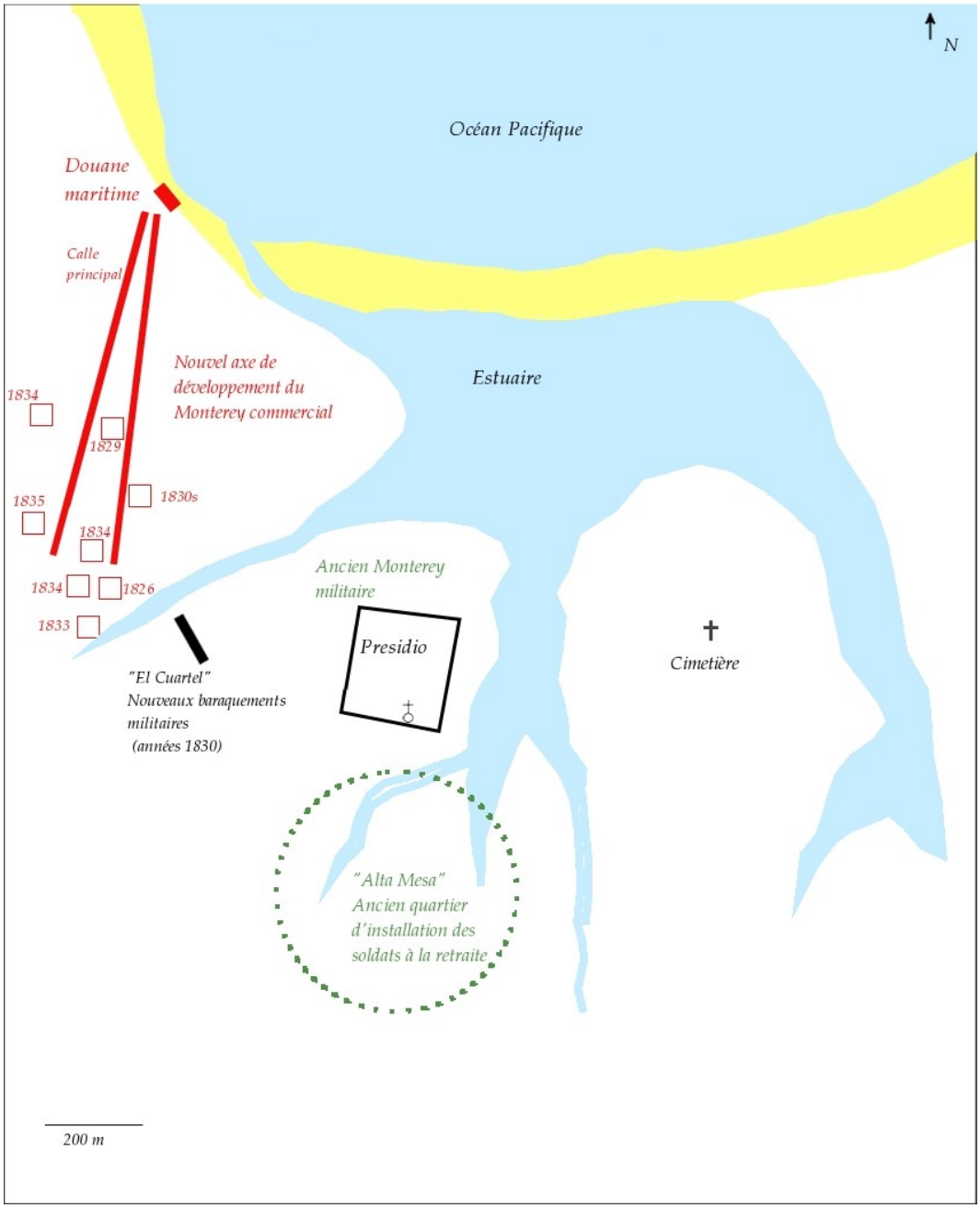


Illustration 7: Presidio et pueblo de Monterey (1827). Aquarelle par William Smyth, officier de la Marine anglaise voyageant avec Beechey à bord du Blossom. On distingue le presidio au centre, des habitations éparses sur la droite, et des habitations plus resserrées et proches d'un bras d'eau à la gauche du presidio.

L'alliance des De la Guerra avec Hartnell permet au fils de José de la Guerra d'aller faire des études en Angleterre, où il reste pendant six ans.[144] Deux ans plus tard, Hartnell parraine l'Étatsunien Juan Cooper et l'écossais David Spence pour leur baptême. Comme Hartnell, ils se sont aussi installés à Monterey. Cooper épouse Encarnación Vallejo, la fille du sergent de Monterey (et la sœur de Mariano Vallejo) en 1827. David Spence, un écossais qui travaille avec la firme de Hartnell, arrive à Monterey en 1824. Il épouse, après sa conversion, la fille de José Mariano Estrada, Adelaide, en 1829. En 1828, une autre firme, Bryant&Sturgis, de Nouvelle-Angleterre (Boston), cette fois, commence progressivement à supplanter celle de Hartnell. Elle est représentée par Alfred Robinson. Ce dernier rencontre José de la Guerra en 1829 à Monterey en fréquentant le cercle des marchands, dont Hartnell, et Jimeno (un fonctionnaire de la douane qui a aussi épousé une fille de la Guerra). Robinson décide de s'installer en Californie en 1833, est parrainé par Hartnell pour son baptême, et épouse une autre fille de José de la Guerra en 1836.

144 L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 116-123.

De fort militaire à capitale économique. Évolution urbaine de Monterey dans les années 1820 et 1830



llustration 8: Croquis de Monterey vers 1829 qui met en avant l'évolution spatiale de la capitale. Le centre militaire et administratif reste le presidio, mais les zones de résidence se divisent entre d'un côté l'ancien quartier des vétérans, vers l'intérieur des terres, et de l'autre, partant de la plage, le quartier commercial où les représentants des maisons de commerce font construire des maisons le long d'un axe perpendiculaire à la côte, à partir de la douane.

Sources : Duhaut-Cilly, HHB, Architectural Resources Group, National Historic Landmark District Downtown Area Context Statement and Reconnaissance Survey , Monterey, California , 2011 ; fonds de carte : Brown, « The Landscape of Early Monterey », dans Carvajal-Burton, p. 4.

Ces arrivées ont un effet sur le développement spatial de Monterey, orientant de plus en plus la

localité du *presidio* vers l'océan (illustration 3). Alors que les soldats qui avaient terminé leur service et voulaient quitter le *presidio* s'installaient plutôt, soit dans la vallée de la rivière Salinas, soit dans les collines derrière (au sud) du *presidio*, dans le quartier dit *Alta Mesa*, les étrangers et les commerçants font construire leurs entrepôts, puis leurs habitations près de la plage, et de la douane.[145] Cela a une profonde influence sur la communauté des Californiens, qui circulent aussi entre le *presidio* et la plage, et sur leurs sociabilités. Mariano Vallejo et Juan Bautista Alvarado sont engagés respectivement par William Hartnell et Nathan Spear comme employés, ce qui leur permet d'apprendre la comptabilité, et de bénéficier de la culture des commerçants, d'accéder à leurs lectures, leur correspondance, leur conversation. Hartnell devient ensuite professeur d'une école qu'il fonde à Monterey dans les années 1830. Les deux jeunes gens peuvent également prendre part aux formes de sociabilité entre commerçants, et ce d'autant plus que la sœur de Vallejo est l'épouse de l'Étatsunien Juan Bautista Cooper.[146] Ces étrangers font partie des signataires de la pétition demandant l'organisation d'un *ayuntamiento* à Monterey. Ils constituent une part de la population civile concernée par l'institution, notamment du point de vue des affaires judiciaires. De plus, gouvernés par des institutions civiles dans leur lieu d'origine ils en éprouvent le manque sur place. De ce point de vue, leur signature est à mettre en relation avec le refus du commerçant Bringas de déposer devant des autorités militaires lors d'un procès à Los Angeles en 1827.

Les changements politiques des années 1820 ont des effets clairement visibles sur l'évolution spatiale de Monterey. De capitale d'un territoire militaire centrée sur son fort, la localité devient capitale commerciale et administrative tournée vers l'océan. Ces évolutions spatiales font écho à des changements sociaux et mettent en évidence une certaine fracture entre les soldats et leurs familles et les commerçants, leurs employés et les employés publics, notamment ceux de la douane.

Le gouverneur Echeandía, nommé par Mexico, cherche à développer et encourager un patriotisme lié au projet politique du Mexique indépendant, par exemple en proposant un changement de nom pour la Californie et le *pueblo* de Los Angeles, qui permette de les mettre en valeur au sein de la nouvelle Nation, en les appelant respectivement « territoire de Moctezuma » et « Victoria de Los Angeles ».[147] L'organisation d'un conseil territorial pour la Californie et les

145 Julianne BURTON-CARVAJAL, *The Monterey Mesa: Oldest Neighborhood in California*, Monterey, Calif., City of Monterey, 2002.

146 A. ROSENUS, *General M.G. Vallejo and the Advent of the Americans*, p. 9 ; William Heath DAVIS, *Sixty Years in California, a History of Events and Life in California; Personal, Political and Military, Under the Mexican Regime; During the Quasi-Military Government of the Territory by the United States, and After the Admission of the State into the Union, Being a Compilation by a Witness of the Events Described*, San Francisco, A.J. Leary, 1889, p. 107 ; Robert Ryal MILLER, *Juan Alvarado, Governor of California, 1836-1842*, Norman, University of Oklahoma Press, 1998, p. 34.

147 LR, 1, p. 62-63 13 juillet 1827. Moctezuma II est l'empereur aztèque qui régnait lors de la conquête du Mexique par

élections qui en résultent contribuent à faire de la Californie un projet politique et pas seulement militaire, même si les divisions au sein de la population (entre civils et militaires notamment, plus qu'entre nord et sud) et la difficulté des communications freinent cette construction.

III - Qu'attendre de la république ?

Nous avons vu ce que les soldats, Californiens natifs, attendent des « idées républicaines » : une meilleure considération de la part de leurs supérieurs et des missionnaires. Nous avons vu aussi que ces attentes recoupent celles d'autres catégories de population, comme les civils, les Indiens, les missionnaires. Par ailleurs, les attentes peuvent aussi varier en fonction de l'âge, de la localisation, du genre. Comment ce qui évolue, ou n'évolue pas dans les années 1820 affecte la manière dont les Californiens perçoivent ce que leur permet, ou pas la République mexicaine ? Juan Bautista Alvarado parle d'une « froideur » et d'une « désaffection » des Californiens pour « le nouvel ordre des choses » au lieu « des manifestations de joie habituelles » à l'arrivée du gouverneur Echeandía en 1825. Alvarado invoque le remplacement des officiers locaux par des officers venus de l'intérieur du Mexique, et sous-entend que le choix du gouverneur de s'installer à San Diego n' est pas pour rien dans sa froide réception à la capitale historique, Monterey. Alvarado poursuit en expliquant que la réponse d'Echeandía est « de sonder de manière assurée la volonté de ses gouvernés » et d'« ordonner des élections publiques ».[148] On peut être surpris par une telle réponse de la part du gouverneur. En quoi convoquer des élections va-t-il répondre au mécontement face à l'arrivée de nouveaux officiers ? En fait, c'est en effet parce que le gouverneur va réussir à convaincre les cadres sociaux qu'ils vont garder voire accroître leur influence grâce à la république qu'ils en viennent à la soutenir. Par contraste, pour les soldats, la situation ne semble pas forcément s'améliorer avec la république. Une mutinerie qui se produit à Monterey en 1829 et gagne d'autres localités, au point

Cortés. C'est aussi le nom d'une divinité vénérée à l'époque pré-hispanique. L'exaltation du passé aztèque est un des thèmes du jeune patriotisme mexicain. À ce sujet voir D. A BRADING, *Los orígenes del nacionalismo mexicano*, México, Secretaría de Educación Audiovisual y Divulgación, 1973.

148 Alvarado 2, 17, p. 117 « *Cuando el gefe politico y comandante general del territorio Don José María de Echeandía vinó a California ya no se presenciaron aquellas demonstraciones espontaneas de regocijo con que los californianos y muy especialmente los habitantes de Monterey acostumbrados a obsequiar a sus gobernantes ; este comportamiento indicaba de una manera muy clara una desafeccion al nuevo orden de cosas y un descontento general por la inoportuna remocion del gobernador Don Luis Argüello y del bien amado oficial Don Jose Estrada : pero no obstante la frialdad con que la mayor parte de los habitantes recibieron al gobernador Echeandía, este que tenia confianza en la rectitud de sus intenciones, dio principio a su administracion llamando a su lado el cuerpo consultivo y con el fin de sondear con acierto la voluntad de sus gobernados y saber cual era la opinion preponderante expidió un bando ordenando elecciones publicas en todos los presidios y pueblos que debian por todo elejir siete diputados propietarios y siete diputados suplentes que eran los que se necesitaban para constituir la diputacion territorial. Despues de verificadas las elecciones expedio SE una convocatoria a todos los vocales propietarios para que en una epoca determinada se presentasen en la Capital con el fin de proceder a llenar sus funciones de representantes del pueblo.* »

que le gouverneur est obligé de prendre les armes, est un bon observatoire pour faire le point sur les attentes et l'équilibre des pouvoirs à la fin des années 1820.

A. « Il n'y a pas de meilleur gouvernement que celui qui paie, châtie et protège »

Dans la nuit du 12 au 13 novembre 1829, les soldats des gardes des missions des alentours de Monterey désertent leur poste pour se rendre à Monterey et se saisir de leurs officiers, du *comisario* chargé de distribuer les fonds, ainsi que des représentants du pouvoir civil municipal ou territorial, pour les enfermer au cachot. Au matin du 13 novembre, les soldats, dont les plus gradés ne sont que caporaux, prennent le contrôle de la capitale. Le lendemain, ils font appel à Joaquín Solis, un forçat condamné à la déportation en Californie pour prendre la tête de leur mouvement, et le 15, ils rendent public un manifeste de leurs revendications.[149] Selon ce manifeste, une solution à leurs misères serait la démission du gouverneur. Ainsi commence la première « révolution » de Californie, première révolte d'une longue série, puisque les historiens n'ont pas manqué de souligner que la Californie avait connu une histoire politique mouvementée, avec le renvoi de trois gouverneurs mexicains, et quelques révolutions échouées, dont celle-ci. Cette révolte de 1829 à Monterey est défaite par le gouverneur, et le procès des meneurs conclut qu'elle avait pour but de restituer la domination de la Californie par les Espagnols, via une instrumentalisation politicienne des soldats affamés. Ce verdict semble placer cette révolte dans le passé, dont elle serait un reste, une nostalgie de la période espagnole, une résistance au changement. Or une analyse un peu précise de la révolte, de ses meneurs et de ses participants, mais aussi des pratiques et du vocabulaire politique mis en avant par le manifeste montre qu'elle est l'occasion de l'introduction de pratiques et de légitimité nouvelles[150]. De plus, la révolte des soldats peut être analysée comme leur sentiment d'une perte de contrôle, de projet et de perspectives d'ascension dans une localité devenue de plus en plus civile et où l'intérêt des soldats et la force de l'armée ne semblent plus la priorité des gouvernants. La révolte de 1829, pour être correctement interprétée doit dès lors être placée dans le contexte plus large des changements introduits par l'indépendance, la république fédérale et l'arrivée d'Echeandía et d'autres fonctionnaires mexicains en Californie. Elle est notamment le signe du sentiment de déclin des militaires, après une période de relative résistance de l'institution sous Argüello.

149 Le contenu du manifeste est détaillé dans le paragraphe ci-après. Pour le texte intégral, voir annexes.

150 Un récit privilégiant certains acteurs plutôt que d'autre, dans une perspective de rendre l'histoire plus linéaire et lisible, énumère les gouverneurs Sola puis Echeandía, ainsi que l'inspecteur des troupes José María Padrés comme les passeurs de nouvelles pratiques politiques en Californie. Une attention aux faits et aux sources permet de compliquer ce récit, puisque dans ce cas c'est un autre agent du gouvernement, détesté en son temps par les Montereyens, qui introduit la pratique du *pronunciamiento* en Californie en 1829 (José María de Herrera).

Le manifeste rendu public par une lecture à haute voix approuvée par les soldats le 15 novembre 1829 rend compte de doléances, et propose un plan en dix points pour résoudre la situation. En proposant des solutions, et ne s'adressant pas simplement au gouverneur, il offre un programme politique. Le premier paragraphe reproche assez classiquement au gouverneur son mauvais gouvernement, sa mauvaise application des directives du gouvernement supérieur, dont « ils savent qu'il est animé des meilleurs désirs pour la félicité et le bien être de toute la Nation mexicaine à laquelle appartient ce territoire », ses abus de pouvoir et surtout son favoritisme envers un petit nombre d'individus, « sans entendre les clameurs du soldat méritant qui en vain manifeste la faim et le dénuement qui l'affligent lui et sa famille ». La suite, en revanche, présente des griefs plus généraux et politiques, le deuxième paragraphe se focalisant sur l'absence de réunion du conseil territorial et sur ses conséquences sur l'avancement de la province. Le troisième paragraphe revient par la bande à la revendication initiale, en faisant le lien entre la destitution par Echeandía du responsable des finances territoriales et de leur absence de paie, cause selon eux de « malversations, et d'une injuste distribution des faibles revenus du Trésor Public ». Le manifeste s'écarte à nouveau des revendications de la compagnie dans les lignes suivantes, en déplorant « l'état d'abandon détestable de l'administration de la justice ». Le manifeste se présente dès lors comme un feuilleté des revendications des soldats et de doléances plus générales sur l'état politique de la province. L'argumentation masque mal cette hétérogénéité en affirmant : « l'indiscipline de la troupe a une origine double ; la première, les causes énoncées précédemment qui ont une forte influence, la deuxième étant que c'est du *gefe superior* dont doivent venir les ordres et les mesures nécessaires mais que son manque d'énergie entraîne que c'est le désordre qui règne ».

Ce manifeste très politique, mêlant les doléances des soldats et la critique politique, est en fait de la plume du commissaire des finances Herrera. C'est par son intermédiaire que la mutinerie, ayant pour cause directe la condition matérielle déplorable des soldats, se transforme en révolte politique. Herrera avait développé depuis 1826-1827 une relation de rivalité avec le gouverneur. Leur désaccord portait sur la maîtrise des finances territoriales, le gouverneur souhaitant user des fonds à sa guise, tandis que Herrera arguait de son autonomie dans la gestion (et l'économie) des finances territoriales. Alors que dans ce contexte c'est lui qui refusa une demande du gouverneur de payer une avance aux troupes, à Monterey, il persuade les soldats de la responsabilité du gouverneur dans leur dénuement. L'éloignement du gouverneur, qui a choisi de résider à San Diego, joue dans ce cas en sa faveur auprès des soldats. Interdit de quitter le territoire par Echeandía, Herrera prend le parti de fomenter le mécontentement parmi les soldats de Monterey, en accusant Echeandía d'être à

l'origine de leurs malheurs. Un des mutins explique dans ces termes, des années plus tard, le rôle joué par Herrera pour articuler leurs demandes et façonner leur perception de la responsabilité d'Echeandía dans leur absence de rémunération :

> « Le sous commissaire Herrera était en opposition avec le Commandant Général Echeandía parce que, d'après ce qu'on nous avait fait comprendre, une partie considérable de la somme d'argent remise par le gouvernement de Mexico au sous-commissaire pour payer les troupes de Californie avait été détournée par Echeandía pour d'autres fins que celles pour lesquelles le gouvernement supérieur de Mexico les avait prévues. Quand Herrera s'aperçut que c'était Echeandía qui profitait de cette manœuvre, il s'agaça et il commença à travailler contre le gouverneur. Il connaissait bien les causes de notre pénurie et il rédigea notre plan, en y détaillant les causes de notre pronunciamiento. »[151]

Un peu plus loin, il affirme que si Echeandía avait été à Monterey, ils « l'auraient fusillé » sur le champ, parce que c'était contre lui qu'ils étaient « exaspérés » et à qui ils attribuaient leurs pénuries et leurs souffrances.[152]

L'employé des finances Herrera est donc l'introducteur du *pronunciamiento* en Californie, au sens où il est l'auteur du premier manifeste au public visant le gouverneur. Il s'agit de sa part d'un pari : il espère mobiliser des forces sociales disparates en les unissant contre un ennemi commun (le sien) en réunissant dans une argumentation qui se veut cohérente divers plans de revendications : la participation des locaux au gouvernement via le conseil territorial, la gestion des deniers publics, le dénuement des soldats etc. Cela s'avère un cuisant échec, non seulement parce que la révolution est défaite par le gouverneur, mais aussi parce qu'il ne parvient réellement à convaincre ni les soldats, à part quelques jusqu'au-boutistes, ni les notables de Monterey dont il souhaitait exploiter le mécontentement. Par exemple, les meneurs de la révolution auraient proposé à l'ex-gouverneur Luis Antonio Argüello, un Californien natif, de prendre la tête du mouvement, ce qu'il refuse.[153]

La révolte de Monterey gagne dans les premiers temps des partisans à mesure qu'elle semblait victorieuse. Pablo Vejar, un des meneurs initiaux, raconte dans ses mémoires les hésitations de ses compagnons les premières heures, lorsqu'ils rencontrent des obstacles (neutralité déclarée de la

---

151 Vejar, p. 11. *« El sub-comisario Herrera estaba en choque con el Comandante General Echeandía porque segun estabamos entendidos una parte considerable de cierta cantidad de dinero que entrego el gobierno de Mejico al subcomisario para el pago de las tropas en California la habian puesto en giro Echeandía y Herrera intresando en el a Don Francisco Pacheco desviandola del objeto a que tenia destinado esos oficios el Gobierno Supremo de Mexico. Viendo Herrera que Echeandía era quien aprovechaba todo en ese giro se molesto y entonces empezo a trabajar contra el gefe. El conocia bien las causas de nuestra penuria y redacto nuestro plan detallando en el las causas de nuestro pronunciamiento. »* Voir aussi Estevan de la Torre, p. 22 qui reprend le discours de Herrera sur Echeandía, taxé de n'avoir pas réglé les problèmes de justice et d'avoir dépensé en fêtes l'argent qui aurait pu servir à payer les troupes. (sur la justice, voir l'affaire González, plus bas).

152 Vejar, p. 15 « *Si Echeandía hubiera estado en Monterey en aquellos momentos de seguro que lo habriamos fusilado porque la exasperacion era contra el a quien atribuiamos nuestras penurias y padecimientos. »*

153 HHB3, p.75. José de Jesus Pico, p. 12.

compagnie d'infanterie, atermoiements lors de l'arrestation de Vallejo). Par la suite, une fois Monterey prise, le *pueblo* de San José se rallie à la révolte. Une fête y est organisée avec les rebelles. À San Francisco le commandant est obligé de leur livrer la place, car la troupe leur est favorable ; là aussi, ils célèbrent leur victoire par des fêtes.[154] Cet enthousiasme initial, lors des victoires du nord, contraste avec une démobilisation lors de la marche vers le sud pour aller affronter le gouverneur. À ce moment-là, les désertions se multiplient, alors que se rapproche l'affrontement et la perspective d'une défaite contre le gouverneur, qui propose une amnistie à ceux qui déposent les armes.

Le procès de la révolte de Solis, avec ses témoignages de soldats mutinés, ouvre une fenêtre dans les motivations des mutins, et sur les processus de mobilisation et de politisation à l'oeuvre dans la révolte. De plus, la liste des mis en cause permet de comprendre qui ils étaient.[155] La plupart des soldats affirment lors du procès qu'ils ne se reconnaissent pas dans le manifeste de la révolution. Il s'agit certainement pour partie d'une stratégie de défense, la mise en cause du gouverneur étant bien moins excusable qu'une révolte contre l'absence de paie. Néanmoins, cette défiance est attestée par le profil de la mobilisation, certains, tels un certain Leonardo Arceo, délaissant la révolte après avoir exprimé leur inconfort par rapport au manifeste. Lors des témoignages au procès, les soldats insistent plus sur ce qui s'est passé avec leur hiérarchie (qui a enfermé le commandant etc.) plutôt que sur le manifeste. Les désertions atteignent un pic après la deuxième proposition d'amnistie (sur trois), au moment où les rebelles arrivent en vue des forces du gouverneur, devant Santa Barbara.[156] Ce fait confirme l'idée que les soldats se sont mobilisés pour une amélioration de leur condition matérielle, et ne désirent pas pousser leur révolte trop loin.[157] Selon Marie-Danielle Demélas, le *pronunciamiento* est une pratique née en Espagne, en 1820. Il s'agit, pour les militaires libéraux qui l'inventent, de se prononcer contre l'absolutisme et pour le retour à un régime constitutionnel. Rapidement adoptée dans l'ensemble de l'univers hispanique, la pratique quitte les casernes pour l'univers civil. Elle exprime dès lors la volonté du *pueblo* contre un pouvoir abusif.[158] Clément Thibaud définit le *pronunciamiento* plus spécifiquement comme « la publication formalisée par écrit de l'opinion d'un corps politique concernant une circonstance extraordinaire ». En ce sens, le *pronunciamiento* de Herrera échoue précisément parce que les soldats ne se voient pas comme un

154 Vejar, p. 17
155 Les actes du procès se trouvent dans DSP Ben Mil [C-A 19], vol 70, p. 151 ; références éparses dans tout le volume.
156 Vejar, p. HHB3, p.
157 Une explication supplémentaire et pas forcement contradictoire est que ceux qui n'étaient pas les meneurs, et donc les moins exposés, préféraient ne pas être du côté des perdants.
158 Marie-Danielle DEMÉLAS, « Retour sur la pratique du pronunciamiento (1820-2013) », *Problèmes d'Amérique latine*, juillet 2014, 91, 1, p. 41-51.

corps politique.[159] Cela ne les empêche pas d'avoir pour cible ceux qu'ils jugent comme les responsables de leur dénuement : les cibles des mutins de 1829 sont non seulement les officiers de la compagnie mais aussi les autorités municipales élues. D'une certaine façon, les mutins désignent comme responsables de leur dénuement non seulement le gouverneur, sa politique et son éloignement, mais aussi d'une manière plus générale, le développement d'une structure de gouvernement civile qui semble les priver de ressources qui auraient du leur être consacrées. C'est une mutinerie, due aux conditions misérables des soldats, avec une dimensions sociale, les soldats reprochant à certains une ascension sociale via les structures municipales que certains interprétaient comme du favoritisme, à l'image de l'accusation, contenue dans le plan, et conçue par Herrera, que son remplacement avait pour corollaire la nomination de clients aux postes de trésorier.

Les actes du procès révèlent que les engagés sont principalement des soldats du rang, quelques caporaux, chefs de la garde des missions, voire un sergent, ainsi que quelques civils (paisanos). Estevan de la Torre, frère d'un mutin, les décrit comme « de jeunes caporaux et soldats à la tête chaude », ce qui selon lui explique au moins en partie leur geste.[160] Si on compare la liste des engagés à la liste des personnes que l'on peut considérer comme notables, reconnues à Monterey, il y a une opposition qui se dessine entre d'un côté les « insiders » et de l'autre, les « outsiders ». Les mutins sont en général des soldats, dont les plus gradés sont caporaux, chefs de la garde dans une mission. Une famille se distingue parmi les mutins, celle des frères de la Torre : le père, José Joaquín (né en 1784) peut être considéré comme un « insider », sans pouvoir être considéré comme appartenant aux plus notables de Monterey. Espagnol de naissance, il est cadet à la compagnie de Monterey, grade relativement modeste, mais aussi, secrétaire du conseil territorial en 1823, et proche, peut être dépendant, de José de la Guerra ; il est l'un des signataires de la pétition pour obtenir un *ayuntamiento* à Monterey, et ses enfants ont pour parrains Raymundo Estrada, Isabel Argüello, la femme de José de la Guerra entre autres, c'est à dire parmi les personnalités les plus notables de Monterey et du territoire ; ses fils sont pour la plupart soldats à la compagnie de Monterey. Parmi eux, les deux aînés jouent un rôle très important dans la mutinerie : Raymundo (né en 1806) et dans une moindre mesure José Gabriel (né en 1808). Raymundo, chef de la garde dans une mission, a entre l'été et l'automne éventé la conspiration en préparation, ce qui révèle peut être une hésitation de sa part sur la stratégie pour devenir un « insider ». La participation des deux frères à la révolte semble une variation du schéma mis au jour par l'historienne Louise Pubols d'une « révolution générationnelle » où les fils cherchent à remplacer les patriarches en se révoltant contre

159 C. THIBAUD, « Entre les cités et l'État. Caudillos et pronunciamientos en Grande-Colombie ».
160 Estevan de la Torre, p. 10.

eux.[161] Raymundo de la Torre fait plutôt le choix, au vu de l'impasse de la voie choisie par son père en termes d'ascension sociale, de choisir une autre voie. C'est lui qui fait emprisonner Mariano Guadalupe Vallejo au tout début de la révolte. Ce protégé de Raymundo Estrada (dont le père est tout de même sergent, et qui s'est illustré contre les Indiens), qui avait le même âge que lui et avec qui il avait été en classe[162] lui paraît probablement un rival. Mariano Vallejo est déjà *alferez*[163] alors que lui n'est que chef de la garde ; Vallejo a été choisi pour être membre provisoire du conseil en 1827, occuper un poste de trésorerie au sein du *presidio*, ce qui fait de lui une cible pour les soldats sans paie.

La familiarité entre mutins et officiers visés par la mutinerie est particulièrement mise en scène dans le récit d'Estevan de la Torre :

> « Quand ils sortirent Vallejo de sa chambre (…) et qu'il se vit entouré de soldats de sa compagnie, armés, il demanda à chacun, en l'appelant par son nom : « Pourquoi êtes-vous mêlés à cela ? » ; jusqu'à ce qu'il arrive à mon frère Raimundo et lui dise : « comment, toi aussi Raimundito, tu es là ? », ce à quoi il répondit : « oui, Monsieur ».[164]

Les sources diffèrent sur la réponse de Raymundo, mais toutes s'accordent pour en faire un moment de face-à-face théâtral. Selon Vejar, Raymundo lui aurait déclaré : « au nom de la Nation, rendez-vous ».[165] Ce sont les liens de famille qui rendent cette situation maladroite (les grand-mères des deux étant sœurs), même si les liens de familles étaient fréquents dans ce territoire isolé et peu peuplé).[166] La révolte de Solis est l'occasion pour Raymundo de devenir sergent de la troupe rebelle. Alors que son frère Gabriel profite de l'amnistie proposée par Echeandía, Raymundo reste jusqu'au bout ; il est condamné et doit partir de Californie, avant de pouvoir revenir, blanchi par les tribunaux de l'intérieur du Mexique, quelques années plus tard.

Un autre participant, José de Jesus Pico n'est pas un meneur. Cousin de Pío Pico, qu'on a mentionné plus tôt à San Diego, il fait partie de la branche de la famille Pico qui réside dans le nord[167], fils de José Dolores Pico (sergent à Monterey à partir de 1811, et qui a reçu une concession

161 L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 149-159.

162 Raymundo de la Torre était l'un des « grands » qui avaient refusé de corriger les plus jeunes lors de l'épisode des encriers renversés (cf. plus haut) Vallejo, 1, p. 273

163 Il était entré dans le service comme cadet en 1823. Raymundo de la Torre était entré comme simple soldat en 1828.

164 Estevan de la Torre, p.12. « *Cuando a Vallejo le sacaron de su habitacion, en donde estaba durmiendo y se vio rodeado de soldados de su Compania armados empezo a preguntar « con que Uds estan en esto » nombrando a cada uno de ellos por sus nombres ; hasta que conocio a mi hermano Raimundo y le dijo : « con que tu tambien Raimundito, estas aqui ? » a lo que le contesto este « Si señor »*

165 Vejar, p.17 *« Raimundo fue el que al arrestar Vallejo en su casa le habia dicho « en nombre de la Nacion dese U preso ».*

166 Vejar, p. 17 et Estevan de la Torre, p.11

167 Par contraste avec la branche plus connue de la famille, celle de Pío Pico, qui réside dans le sud entre San Diego et Los Angeles.

de terre en 1819). Né en 1807 (comme Raymundo de la Torre et Mariano Vallejo), il est soldat de la compagnie de Monterey en 1827. D'après son témoignage a posteriori, c'est la menace d'une sévère répression après de premiers mouvements pour être payés en 1828 qui les mène à mieux s'organiser en se mettant d'accord sur un plan de révolution et en faisant appel à Solis. S'il y a une ambition politique, elle se limite finalement à leur espoir et leur désir d'un retour à une situation antérieure jugée moins pire, et que représente Luis Antonio Argüello, à qui ils souhaitent demander de prendre la tête du mouvement. À leur niveau, ils ne voient pas que cela peut poser problème et que c'est en partie contradictoire avec leur mouvement fomenté par Herrera.

La mutinerie de Monterey échoue relativement rapidement du fait de la détermination du gouverneur, de la démobilisation des soldats pour qui la révolte est devenue trop politique, et plus globalement de l'absence de soutien politique pour la révolte en dehors des mécontents de Monterey. Cette révolte marque un tournant. D'abord, elle représente une victoire pour le gouverneur, qui réussit à mettre fin à la révolte, et, en les impliquant dans celle-ci, à se débarrasser de deux opposants qui l'ont gêné pendant la première partie de son mandat : un missionnaire particulièrement critique, et le fonctionnaire des finances. Ensuite, la sollicitation du conseil territorial par le gouverneur comme par les mutins, et la mention de doléances plus larges dans le manifeste au public mettent les habitants du territoire, et surtout les notables, au premier plan de la politique locale ; enfin, elle rend public qu'une révolte peut se légitimer, au nom du gouvernement national – comme d'ailleurs le faisaient les missionnaires quand ils voulaient désobéir au gouverneur – et par le biais du conseil territorial. Celle-ci n'est pas ici citée comme représentante de la volonté générale du territoire comme elle le sera lors d'une révolte ultérieure en 1831, mais la responsabilité de nommer un gouverneur par interim après la démission, demandée par le plan, du gouverneur en place, lui est attribuée.

La participation à la révolte permet aux soldats mutinés une exposition à des arguments et des pratiques de nature politique, du fait du rôle joué par le commissaire des finances. La diffusion du plan, qui est écouté, puisque désapprouvé, contribue à généraliser dans ces milieux une légitimité appuyée sur le conseil territorial. L'effet de cette publication est reconnu par les autorités, comme l'illustre le procès : le *paisano* (civil) dont la seule faute est d'avoir transporté des communications, dont le plan, vers le sud de la Californie est aussi lourdement condamné que les meneurs du mouvement (à l'exil). De même, l'idée qu'on peut se soulever contre un gouverneur, si on a les arguments légitimes pour le faire est discutée parmi les soldats, même s'ils ne se rallient pas à cette idée.

Le procès qui suit la révolte établit la responsabilité d'un petit groupe de meneurs parmi la compagnie de Monterey, mais surtout implique José Maria de Herrera et le frère Martinez en les accusant d'avoir voulu rétablir la domination espagnole sur la Californie. Cette condamnation s'appuie sur des indices maigres, qui reflétent moins une réalité qu'une volonté politique de condamner lourdement ces deux individus, sur la base de peurs répandues à Mexico en général et au sujet du territoire. Herrera lui-même, ainsi que son allié González en avaient usé de leur côté pour reprocher à Echeandía son laxisme au sujet des missionnaires et plus généralement du loyalisme espagnol en Californie. Nous avons en effet vu comment Herrera se plaignait auprès du gouvernement central du laxisme d'Echeandía concernant le loyalisme espagnol des missionnaires et des Californiens en général (chapitre 2). Nous avons vu également comment Echeandía s'en plaignait également, mais devait s'en accommoder. Or c'est l'argument que le gouverneur mobilise pour ôter toute crédibilité et légitimité à la révolte et ses meneurs, et aussi probablement pour poser dans un rôle de sauveteur de la frontière auprès du gouvernement de Mexico. Sont ainsi conjointement accusés d'avoir fomenté la révolte de Solis dans le but de rétablir la domination espagnole en Californie à la fois les missionnaires, en particulier Luis Martinez, le commissaire des finances Herrera et les soldats meneurs.

Dans le cas de Herrera, disons-le d'emblée, ce n'est absolument pas crédible. Quant bien même aurait-il été prêt à tout pour se débarrasser de son rival, comploter en faveur de l'Espagne était probablement la dernière idée qu'il avait en tête. Pour autant, Echeandía pouvait s'appuyer sur un procès contre lui, où il avait dû répondre d'insultes adressées à l'ayuntamiento de Los Angeles à qui il avait demandé, ironiquement « pourquoi ils ne se prononçaient pas pour l'Espagne ? ».[168] Il s'agissait bien sûr d'une boutade qui faisait référence, comme dans les courriers qu'il avait envoyés au gouvernement, au loyalisme persistant des Californiens, sous l'influence des missionnaires, à la domination espagnole. S'agissant des missionnaires, il s'agissait d'une accusation beaucoup plus plausible, bien que les missionnaires ne fussent pas engagés dans de tels projets politiques, auxquels ils ne croyaient par ailleurs pas vu l'état de l'Espagne.[169]

Pour les soldats et les officiers, cela pointe du doigt quelque chose de plus profond. En effet, la

168 DSP Ben Mil, 70, p. 42« Adhesion a España », 7 novembre 1829, Los Angeles

169 Ils avaient eu des nouvelles de l'Espagne et de Ferdinand VII par l'intermédiaire de Duhaut-Cilly en 1827. Ils savaient que la péninsule avait été occupée par les Français afin de rétablir le roi sur son trône et affirmer son pouvoir absolu. Pour un témoignage de l'attitude des missionnaires pendant la révolte, voir José de Jesus Pico, p. 14 *« El Padre Martinez, a nuestro paso por su mision no nos hablo nada de revolucion contra el gobierno. Si nos facilito viveres y cuantos recursos necesitamos hasta ropa para los soldados y a varios de nosotros nos dio oro – a mi, a Raimundo y Gabriel de la Torre y Francisco Soto no regalo como 20 onzas de oro [...] porque nos queria mucho por haber sido nosotros discipulos de el y ayudadores de misa aqui en la mision en donde aprendimos a cantar musica de iglesia. »*

Couronne d'Espagne avait joué un rôle majeur dans la colonisation de la Californie, donnant une place particulière à cette province et du sens à l'engagement des soldats et missionnaires partis pour la Californie : ils étaient à la pointe de l'Empire, terre de conquête au nom de Dieu et du Roi. L'indépendance, après les années de privation, laissait les soldats sans paie, et sans projet valorisant, au sein d'une armée mal équipée. À l'occasion de la reddition en 1825 de navires espagnols mutinés en mer en faveur des indépendances auprès des autorités de Monterey, Antonio Maria Osio raconte la mauvaise réception qui leur est réservée par les soldats du *presidio* :

> « Comme les anciens soldats des *presidios* se complaisaient encore, en se racontant leurs souvenirs, d'avoir été les serviteurs de S.M.C. et conservaient la coutume de ne pas prononcer le contenu des trois lettres initiales avant de s'arrêter et d'ôter leur chapeau avec le respect qu'il se doit, cela ne leur plaisait en rien que des hommes eux-mêmes nés en Espagne commettent une action telle que de livrer à des ennemis deux navires de guerre. C'est pourquoi ils parlaient entre eux de jeter à la figure des capitulés leur trahison . (…) Une telle adhésion aux Rois d'Espagne pourra peut être vous paraître étrange, mais en général, pour les soldats, il n'y a pas de meilleur gouvernement que celui qui paie, châtie et protège. (…) À ceci s'ajoutaient d'autres motifs pour lesquels ils voulaient manifester leur gratitude aux bienfaiteurs des deux Californies, car ils savaient parfaitement que les Rois Espagnols, dès qu'ils connurent l'existence de la Basse, s'employèrent à sa conquête et l'ordonnèrent sans compter les dépenses. (…) Voilà quelles raisons, parmi d'autres, militaient parmi les vieux Californiens dont on peut être sûr qu'au changement de gouvernement en 1821, si on leur avait proposé, avec l'assurance d'être exaucés, et sans conséquence pour eux, soit d'être rajeunis et bien payés en servant la république, ou de servir le Roi dans des travaux de conquête, ils auraient préféré cette deuxième option, et j'ai pour le prouver de nombreux cas. »[170]

La référence à l'Espagne peut jouer alors pour eux le rôle d'un horizon utopique, presque millénariste, ou nostalgique d'un temps révolu. Ils sont aussi inspirés en cela par le prêche des missionnaires réfractaires à prêter serment à l'indépendance, afin de ne pas être parjures. Un missionnaire en colère contre le républicain chef de la garde Avila, que nous avons vu plus haut, s'écrie contre lui « qu'il est une bête, un parjure et un traître au roi d'Espagne dont il était endetté pour son poste qu'il remplissait de manière si indigne » et menace de l'excommunier.[171] D'après les

170 Osio, p. 105. *« Como los antiguos soldados presidiales aun se complacian en sus mutuos recuerdos de haber sido unos fieles servidores de S.M.C. Y conservaban la costumbre de no pronunciar el contenido de las tres iniciales antes que pararse y quitarse el sombrero con el debido respecto, nada les gustaba que los mismos naturales de España cometieran una accion como la entrega a un enemigo los dos buques de guerra por lo que promovian conversaciones de echarles en cara la traicion a los capitulados (…) Parecera estraña la constancia de aquello viejo para permanecer en tanta adhesion a los Reyes de España pero en lo general por los soldados no hay mejor gobierno que el que mas bien paga, castiga y proteje ; (…) Ademas de lo expuesto habia otros motivos por los que siempre querian manifestar su gratitud a los benefactores de ambas Californias al saber muy bien que los Reyes Españoles desde que tuvieron noticia de la Baja, tomaron un grande empeño en su conquista y la mandaron sin fijar cantidad de pesos para sus gastos por que solo querian que se cumpliera lo mandado. (...) Estas y otros razones militaban entre los viejos Californios de quienes se puede asegurar que en el cambio de gobierno en el año de 1821 les hubieran propuesto con la seguridad de cumplirles y sin responsabilidar para ellos de que si querian servir de buena voluntad a la Republica serian rejuvenecidos ademas del buen pago o servir al Rey en trabajos de conquista a pesar de su avanzada edad no hay duda ninguna en que lo ultimo habrian preferido pues tal adhesion la acreditan muchos casos sucedidos. »*

171 Vallejo, 2, 19, p. 345.

actes d'un procès de 1830, un soldat retraité aurait ivre, affirmé « j'ai servi vingt-deux ans dans l'armée, mais je ne suis pas loyal à la nation, celui à qui je suis fidèle, c'est au Roi ». Quand on lui reproche ses paroles, il rétorque que personne à Santa Barbara n'a prêté le serment de l'indépendance, ni de la Constitution, et que le commandant, le capitaine José de la Guerra s'est absenté à ce moment-là.[172]

Il s'agit pourtant d'un rendez-vous manqué des Californiens avec la révolution : la légitimité du recours au *pronunciamiento* n'est reconnue ni par les soldats rebelles, ni par les notables qui auraient pu être tentés, comme ils le seront par la suite, par ce moyen d'affirmer un pouvoir local relativement autonome.

B. « Je lève mon verre, Messieurs, à la Haute Californie ; je lève mon verre à tous les bons Mexicains qui nous entourent »

Si la république mexicaine prend en Haute-Californie, c'est grâce à un processus d'alliance entre les personnes influentes localement et le gouvernement mexicain. Cette alliance n'est pas immédiate, automatique ni inévitable. Dans la Haute-Californie des années 1820 bien d'autres *scenarii* étaient possibles, et se sont ébauchés, dont la révolte de 1829 est un signe.

1828, San Diego : Alvarado, vingt-ans, jeune secrétaire du conseil territorial, vient d'avoir une dispute violente avec le gouverneur Echeandía. Une fois le quiproquo levé, les deux hommes se réconcilient, et développent une relation de confiance. Voici la conclusion qu'en tire le jeune homme de l'époque dans ses mémoires :

> « Peut être quelques uns de mes lecteurs, habitués à la politique moderne, croiront-ils que le jeune secrétaire était celui qui fut gagnant dans cette amitié avec le gouverneur, mais s'ils pensent ainsi, il faut les détromper. J'étais un jeune homme qui n'avait besoin d'aucune faveur du gouvernement car mon grand père matermel était un homme de prestige ; mes oncles maternels étaient déjà en vue et ils étaient nombreux ; ma famille était apparentée avec presque tous les notables de San Diego et de Monterey ; ainsi, au cas où Echeandía, mal conseillé, m'avait infligé un affront, il est certain que tous mes parents se seraient empressés de chercher réparation et l'auraient obtenue facilement. En effet, Echeandía s'il n'avait plus été soutenu par les Californios, aurait été mangé d'une seule bouchée par Herrera et les missionnaires qui n'osaient pas s'attaquer à lui tant que la jeunesse californienne était de son côté ; de sorte que ce fut un coup politique que fit Echeandía en se conciliant avec moi, car de cette manière il s'assura la franche coopération de plusieurs familles puissantes qui autrement lui auraient été opposées » [173]

172 DSP Ben Mil, 64 [C-A 18], p.316, 15 février 1830, Santa Barbara.

173 Alvarado, 3, 22, p. 26 *« Quizas algunos de mis lectores, acostumbrados a la politica moderna creeran que el joven secretario seria quien salio ganando con haberse asegurado la amistad del ciudadano gobernador, pero si tal opinion abrigan, deben rechazarla muy pronto(...) Yo era entonces un joven que no necesitaba de favores gubernativos pues mi abuelo materno era hombre de prestigio ; mis tios maternos ya estaban figurando y habia de ellos un gran numero ; mi familia estaba emparentada con casi todos los principales habitantes de San Diego y*

Dans cet extrait, Alvarado donne une interprétation sociale de l'échec de la révolte de Solis. Néanmoins, ces lignes sont trompeuses, si on se fie trop à la plume de leur auteur. En effet, l'alliance entre Echeandía et les familles puissantes est à double sens, et « la jeunesse californienne » en récolte les bénéfices. Afin de comprendre ce qui est en jeu à Monterey en 1829, il est nécessaire d'étudier de plus près les dynamiques à l'oeuvre après l'arrivée d'Echeandía et des autres officiers mexicains à San Diego et à Monterey.

En analysant de concert la révolte de Solis à Monterey en 1829 et ces démonstrations hostiles, on pourrait croire qu'elles sont deux manifestations d'une même cause, un patriotisme naissant pour la petite patrie californienne, une hostilité contre le gouvernement mexicain. Or la situation à Monterey est plus complexe, car la capitale est le théâtre au cours de ces années d'évolutions à l'origine de tensions, qui ne peuvent être réduites à une seule dynamique de rejet de tout ce qui est Mexicain. Alors qu'il s'était installé de prime abord à San Diego, la visite du gouverneur à Monterey de mars à septembre 1827 fut un moment charnière dans la construction d'une alliance entre lui et les notables de Monterey, ainsi que dans son effort de s'attacher des jeunes gens de la capitale, parfois des clients ou des proches de ces mêmes notables.

Lorsque Vallejo, Alvarado ou Bancroft après eux affirment que les habitants de Monterey ne font pas bon accueil à Echeandía, ils omettent de préciser de quels habitants il s'agit. D'après ces historiens, les notables californiens, en particulier de Monterey, sont contrariés du remplacement d'un natif par un Mexicain, et du changement de capitale. Pourtant, les rebelles de 1829 à Monterey ne sont pas les notables heurtés par le remplacement du gouverneur et des fonctionnaires locaux par des Mexicains ou encore par le déplacement de la capitale. En réalité, ce qui se joue en 1825 et dans les années suivantes est plus complexe, géographiquement et socialement. Il est peu probable du point de vue des sources, ce que Bancroft admet, que le capitaine Luis Antonio Argüello, gouverneur par interim entre 1822 et 1825, ait été réticent à transmettre le pouvoir à Echeandía. Le choix par Echeandía d'installer sa capitale à San Diego, alors que la quasi totalité des autres officiers se rendent à la capitale, a des conséquences contre-intuitives, au sens où c'est précisément son éloignement qui lui permet de jouer le rôle d'arbitre entre les employés publics mexicains et les notables de Monterey.

Monterey ; y, caso que el gobernador Echeandía mal aconsejado me hubiese inferido alguna afrenta a buen seguro todos mis parientes se hubiesen apresurado a buscar desquite y facilmente lo hubiesen conseguido pues Echeandía, si llegaba a desprenderse de los Californios que lo apoyaban hubiera sido comido para un solo pasto por Herrera y los frailes que no se atrevian a atacarlo mientras la juventud californiana estaba de su partido ; de veras que fue un golpe de politica el que dio Echeandía conciliandose conmigo pues por ese medio se aseguro la franca cooperacion de varias familias pudientes que de otro modo le hubiesen sido contrarias. »

Luis Antonio Argüello n'est pas le seul Californien à perdre son poste en 1825. L'arrivée d'un nouveau sous-commissaire aux finances et d'un officier plus gradé dépossède en effet respectivement José Estrada et Estudillo de leur fonction. Pour les Montereyens issus de la classe des officiers, Herrera incarne les Mexicains qui tels lui ou González sont en train de les supplanter. Qu'il tente d'organiser une révolution parmi les troupes, qui plus est menée par un de ces condamnés au bagne dont ils ont horreur, ne favorise pas sa cause.

Miguel González, un commandant d'artillerie, arrive à Monterey, nommé par le gouvernement de Mexico, plein de bonnes intentions. Son seul défaut a priori est qu'il supplante de par son grade plus élevé le commandant du poste. Il arrive aussi au milieu d'une capitale en plein émoi, dans laquelle ne siège pas le gouverneur, ce qui est vécu comme un affront et une perte d'opportunités de la part des habitants de Monterey. Il a commencé par essayer de se concilier les notables locaux en promouvant l'organisation d'un *ayuntamiento* de Monterey, prêtant une oreille empathique aux plaintes des résidents, dont certaines affaires non jugées remontent à plus de dix ans.[174] González bénéficie de plus du soutien des autres employés mexicains à Monterey, au premier chef le commissaire aux finances, José María de Herrera, qui de plus est son gendre. Mais Herrera pâtit du même tort que lui : il a supplanté José Estrada à son poste de responsable des finances territoriales. Or Estrada est, en dehors d'Argüello, la personnalité la plus en vue de Monterey à ce moment-là. Estrada, Argüello et Estudillo s'allient pour rendre la vie difficile à González et Herrera. L'offensive d'Estrada contre González débute en novembre 1826. Il commence par lui reprocher des décisions concernant le logement des troupes, car il estime qu'elles défavorisent la compagnie, dont les soldats sont en grande partie des locaux, au profit des artilleurs du nouveau commandant, récemment arrivés. Tout au long de l'hiver, González se dit l'objet de persécutions de la part d'Estrada, Argüello et Estudillo, aidés par le jeune Vallejo.[175] En février 1827 González remet sa démission au gouverneur Echeandía, invoquant l'impossibilité de faire respecter son autorité à Monterey.[176] Echeandía prend alors la décision de se rendre dans la capitale pour mettre de l'ordre dans la situation. Il ordonne la libération d'Estrada, que González a fait enfermer pour insubordination.

En parallèle, les relations de l'employé des finances Herrera avec les notables de Monterey ne sont pas particulièrement meilleures, et elles se tendent par correspondance avec le gouverneur. En mars-avril 1826, il tente lui-aussi de faire intervenir le gouverneur contre les affronts du lieutenant

174 Miguel González est le deuxième signataire de la pétition qui demandait l'organisation d'un ayuntamiento Monterey. DSP [C-A 27] p.132, 8 mai 1826 Monterey.
175 DSP, 2 [C-A 27], p. 2, p. 175-180.
176 Voir la transcription en annexe.

Estudillo à son endroit. Herrera se demande par exemple « de quelle autorité Estudillo...a réparti le courrier lui-même » sachant que « c'est lui, Herrera, l'administrateur des courriers ».[177] Non seulement Echeandía ne fait pas grand cas de ces difficultés du sous-commissaire avec Estudillo, mais c'est bientôt à lui que Herrera adresse ses reproches. Il l'accuse de prendre des décisions concernant les finances du territoire sans même le consulter.[178] En mars 1826, il s'oppose à des dépenses pourtant autorisées par Echeandía[179] et en réfère à son propre supérieur hiérarchique pour le faire intervenir. Celui-ci, Riesgo, le commissaire général des finances à Rosario, Sinaloa, adresse une salve de courriers de remontrance à Echeandía en juillet 1826. Cela n'est bien sûr d'aucune aide à Herrera en Californie.[180] Herrera accuse également les *habilitados* de ne pas accepter de faire contrôler leurs comptes et de dépenser de l'argent dont ne dispose pas le trésor du territoire. En particulier, il reproche à Echeandía et à l'administrateur des finances du *presidio* de San Diego de vouloir mieux payer les troupes qui y sont postées, au détriment de celles de Monterey par exemple, probable origine de l'argument de 1829 contre le gouverneur :

> « Lorsqu'il n'y a pas assez pour payer tout le monde, tout le monde doit proportionnellement faire l'expérience du manque ; en effet, il ne serait pas du tout équitable que par exemple la garnison de San Diego soit complètement payée alors que celle de Monterey attend toujours les trois quart de sa paye (…) ; et de mon côté, je pense qu'en cas de nécessité, la troupe doit être secourue de préférence aux officiers. »[181]

Mais c'est à Monterey que Herrera rencontre le plus de difficultés, « les officiers se montrant hautains envers lui (*soberbios para con él*) et disposés à mépriser ses droits et son autorité ». En décembre 1826, c'est José Estrada, trésorier de la compagnie de Monterey, qui refuse de lui faire inspecter les comptes du *presidio*.[182] Le 20 mars 1827, Herrera doit réitérer sa demande, Echeandía n'ayant visiblement rien fait pour soutenir le sous-commissaire.[183] Au contraire, il fait procéder à une enquête contre Herrera au sujet d'une partie des fonds territoriaux qu'il aurait investis pour son

177 DSP Ben Mil CT [C-A 40], p. 42 Herrera au commandant général ,7 avril 1826 Monterey, Acusaciones contra el Teniente José Maria Estudillo. Ilegal distribucion de cartas. « *Con que autoridad Estudillo, sabiendo que las cartas que se le entregaron por Noriega eran pertenecientes al correo ordinario y que él (Herrera) era el administrador de correos a quien debio entregarlas se desatendio de todo y arbitrariamente los repartió ».*

178 DSP, 1, p.136.

179 DSP Ben CT, 1, p. 52-54 Domingo Carrillo à Echeandía 31 mars 1826, San Diego « Sobre la intervencion del comisario Herrera en inversion de fondos publicos » et « sobre pagos desaprobados por Comisario Herrera »

180 DSP Ben CT, 1, p. 42-47 11 septembre, Rosario Comisario general Riesgo à Echeandía

181 DSP Ben CT, 1, p. 59-60 « *En caso de no haber suficientemente con que pagar a todos, todos deben experimentar en proporcion la carencia ; pues no seria nada equitativo el que, por ejemplo, la guarnicion de San Diego estuviese completamente pagada cuando la de Monterey etc carecian de ¾ partes de su haber porque ses les cercenaba para aquella ; y estoy entendido en que en un caso apurado la tropa debe ser socorrida con preferencia a los oficiales en quienes el Gobierno siempre considera mas honor y otras circunstancias penurias y escaceses cuando el Erario no esta en aptitud de satisfacerles con puntualidad. »*

182 DSP Ben CT, 1, p.72 Herrera à Echeandía, 1er décembre 1826 Monterey « Sobre entrega de cuentas por el Teniente José Estrada ».

183 DSP Ben CT, 1, p.73.

propre profit lors de son trajet de Mexico à Monterey.[184] L'accueil du gouverneur à Monterey au printemps 1827 est d'abord froid jusqu'à ce qu'Echeandía dissipe des malentendus...et se range du côté des Californiens, une prise de position qui lui permet de s'appuyer sur eux dans sa propre rivalité contre Herrera. Dans le cas de González, il se sert de sa qualité de supérieur hiérarchique dans le domaine militaire. Dans le cas de Herrera, où sa position hiérarchique est ambigüe et remise en cause, il s'appuie sur le conseil territorial et sur des moyens judiciaires.

Lors de son séjour à Monterey à l'été 1827, Echeandía se sert de manière intensive du conseil territorial pour mettre en accusation Herrera et donner de la légitimité à sa position. Du reste, l'offensive est d'abord menée par le marchand et conseiller territorial Juan Bandini, peut être en complicité avec le gouverneur Echeandía. En fait, partisan d'une libéralisation du commerce, Bandini avait probablement tout intérêt à mettre en cause le commissaire des finances trop indépendant et pointilleux concernant l'application de la loi commerciale. Peut être était-il de mèche avec le gouverneur, mais il n'est pas exclu qu'il le fit de son propre chef. Juan Bandini y présenta ce qu'il considérait comme des preuves irréfutables, et sa conviction propre que Herrera était coupable. On procéda ensuite à un vote au sujet de la suspension du sous-commissaire, Echeandía y étant (sincèrement, ou par politique) opposé. Alors que tous les autres conseillers, sauf Tapia qui s'abstient, votent en faveur de la suspension, Estrada s'y oppose, probablement pour ne pas donner plus de fondement aux accusations de Herrera contre lui. Comme Echeandía s'est aussi abstenu, on fait appel à un suppléant, et on procède à un vote secret qui approuve cette fois la suspension.[185] Les candidats proposés pour le remplacer déclinent tous, ce qui donne lieu à une situation d'entre-deux où Herrera doit continuer à son poste bon an mal an, en attendant une résolution de la situation.

Afin de porter un coup définitif à Herrera, il est de nouveau mis en accusation au mois de septembre, devant un conseil territorial formé par les conseillers provisoires choisis à Monterey avec l'aide de l'*ayuntamiento*. En effet, tellement de conseillers avaient demandé l'autorisation de s'absenter pour se consacrer à leur travail qu'il n'y avait plus de *quorum.*[186] Cet expédient illustre la nécessité pour Echeandía de disposer de cette institution pour donner plus de légitimité à sa

184 DSP Ben Mil, 61, p.246 [C-A 18]

185 LR, 1, p. 91-101 17 juillet 1827, Monterey *Diputacion Provincial. Acusa el Diputado Bandini al Comisario Herrera de mala versación. 18 juillet 1827, Monterey. Diputación Provincial. Propuesta en terna de contador y tresorero de la comisaria. Se suspende al comisario Herrera.*

186 Cette version remaniée du conseil de 1827 fut désignée le 1er septembre 1827. Le conseil siège encore du 1er au 20 septembre. La séance du 11 septembre est consacrée à la déposition du secrétaire Morales à Los Angeles (voir plus haut). Le 12 septembre le conseil se consacre au règlement de police concernant le bétail. La mise en accusation de Herrera a lieu en bouquet final, lors des séances des 19 et 20 septembre ; les conseillers provisoires nommés le 1er septembre, Francisco Pacheco, Juan Rocha et Mariano G. Vallejo ne prêtent serment que le 19 septembre, ce qui semble indiquer qu'ils ne sont convoqués que pour les séances d'accusation de Herrera.

procédure contre le fonctionnaire des finances.

Le motif direct de la nouvelle mise en accusation est sa négligence concernant l'approvisionnement des prisonniers des *presidios*. Convoqué dans la salle des réunions le 19 septembre, Herrera commence par affirmer « que s'il a été appelé pour être jugé par la corporation, il ne lui reconnaît pas cette faculté, et que pour traiter de ce sujet la correspondance entre le Président [du conseil, soit le gouverneur] suffit ».[187] La réponse d'Echeandía à ce sujet est notable, car elle met bien en évidence le soutien que le gouverneur compte tirer de la présence des conseillers à ses côtés :

> « En tant que *Gefe Politico* il peut prendre conseil sur certains sujets auprès du conseil territorial, dont les attributions couvrent l'ordre et la tranquillité du territoire, contre lesquels il semblerait qu'on conspire, en attaquant et en compromettant à chaque instant le gouverneur. » [188]

Dès cette première réponse, il montre bien que le sujet est plus large que celui des rations des prisonniers. La deuxième partie de sa réponse met en valeur le conseil comme « autorité politique » avec laquelle, en tant que commandant militaire, il souhaite être en dialogue afin de s'assurer que les troupes soient bien nourries.[189] La suite des échanges entre le gouverneur et Herrera se centre plus spécifiquement sur le problème de l'approvisionnement des soldats, où Echeandía s'efforce de montrer la culpabilité et la mauvaise volonté du sous-commissaire. Cet échange lui permet de conclure le lendemain sur sa théorie du rôle du sous-commissaire pour le confiner à une responsabilité a minima, neutralisant le sous-commissaire pour lui comme pour les *habilitados* des *presidios* qui ont vu l'arrivée de ce supérieur d'un mauvais œil.[190] À l'automne 1827, Echeandía peut

187 LR, 1, p. 87.

188 LR, 1, p. 88 *« Como gefe Politico estaba en el caso de aconsejarse en algunos casos de la Diputacion, en cuyas atribuciones esta el velar sobre el buen orden y tranquilidad de su Territorio, contra el cual parece que se conspira atacando y comprometiendo a cada paso al Gefe. »*

189 LR, 1, p. 88 « C*omo Gefe Militar estaba en el caso de ocurrir a las autoridades politicas para que se provean los medios de alimentar a las tropas que tendran que dejar la guarnicion si con anticipacion no se procuran las semillas y demas para racionarlas pues si ahora en la seca hjace mas de un mes que la compania de caballeria no se raciona completamente y las de Infanteria desde 23 de agosto ni hay esperanza proxima de ello. Que se debe esperar cuando en las lluvias crecen los rios y se inutilizan los caminos ? »*

190 LR, 1, p. 102-103. 19 septembre 1827, Monterey « *Solo le previene [al comisario Provisional Subalterno] que sisteme la Hacienda, por lo cual debe entenderse que la arregle al sistema y este en el mismo Reglamento de Comisarios articulo 36 expresamente dice que en los Territorios de las Californias continuaran los ramos de Hacienda en el mismo metodo y orden que han tenido cuidando los comisarios generales de la mas pura y exacta administracion asi como de recaudar los productos que se entienden liquidos. Luego por lo dicho nunca debio el subcomisario Herrera administrar por si los ramos de Hacienda que eran al cuidado y responsabilidad del Habilitado de la Compania de este Presidio y si cuidar de la mas pura y exacta administracion de los Ramos de Hacienda, recaudando los productos liquidos e informando puntualmente al Supremo Gobierno de las reformas necesarias y poniendo cuando mas los guardas o funcionarios del momento absolutamente indispensables. POr consiguiente si ahora se advierte el error, en el instante debe remediarse haciendo que el Habilitado vuelva a sus antiguos encargos y que el Comisario se ciña a lo dispuesto por la ley. Lo que se aprobo. »* On peut rappeler que le supérieur de Herrera à Rosario, Sinaloa, semblait lui valider l'interprétation plus large de son subalterne.

quitter Monterey satisfait de s'être gagné le soutien des notables natifs de Monterey (en particulier Estudillo et Estrada) et de s'être débarrassé d'un adversaire gênant. Ces événements de 1827 permettent de comprendre comment Herrera prend le parti de fomenter le mécontentement des soldats contre les « favoris ».

Le passage d'Echeandía à Monterey est un moment décisif également parce qu'il marque le début de la carrière politique de Mariano Guadalupe Vallejo (né à Monterey en 1808) et Juan Bautista Alvarado (né en 1809 à Monterey). Les deux hommes sont liés à José Mariano Estrada via son frère José Raymundo, qui a épousé Josefa Vallejo de Alvarado (la sœur de Mariano Guadalupe, et la mère veuve de Juan Bautista) en 1812. José Mariano Estrada est donc respectivement leur frère et oncle par alliance, et les lie via son frère à Luis Antonio Argüello (et via celui-ci, aux Ortegas).

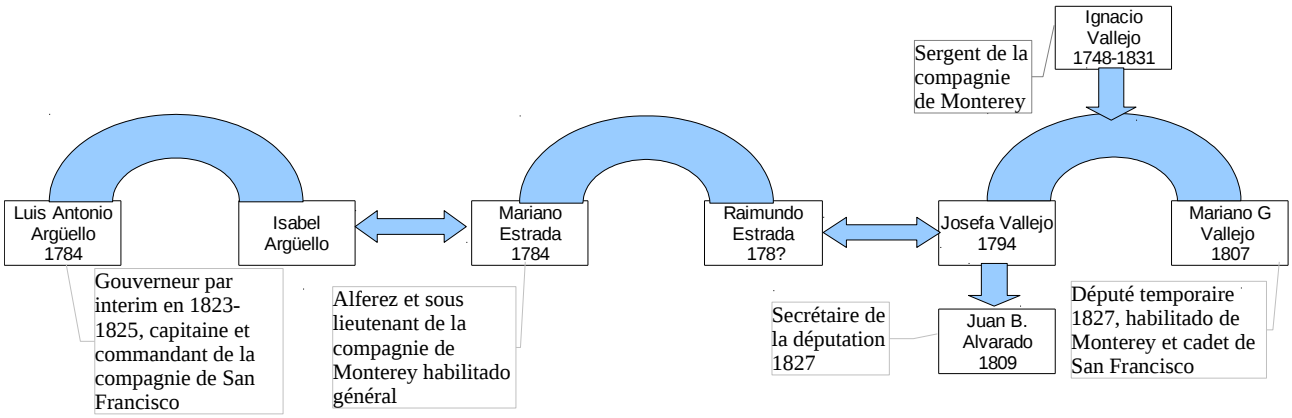


Illustration 9: Liens familiaux entre les Argüello, Estrada, Vallejo et Alvarado. Ce schéma met notamment en évidence les liens de Mariano G. Vallejo et Juan B. Alvarado avec les hommes les plus influents à Monterey dans les années 1820, Mariano Estrada et Luis Antonio Argüello

Mariano Guadalupe Vallejo est en 1827 cadet à la compagnie de Monterey depuis ses débuts de service en 1824. Il joue un rôle dans le conflit entre Estrada et González : Estrada s'oppose à son emprisonnement lors d'une affaire de séduction, ce qui courrouce González comme une manifestation de favoritisme, un détournement de la loi et un défi à son autorité. Le jeune Vallejo rend également des services à son protecteur, puisque c'est lui que González accuse d'avoir arraché la déclaration qu'il a affichée pour exposer les motifs de sa démission et dénoncer l'insubordination d'Estrada, Arguello et Estudillo.[191] Depuis San Diego, Echeandía soutient Estrada pour obtenir la libération de Vallejo. Lorsque Echeandía doit pallier l'absence des conseillers territoriaux pour réunir un quorum en septembre 1827, notamment pour mettre en accusation Herrera, il fait appel à

191 DSP, 2, p. 2 [C-A 27 p. 175].

l'*ayuntamiento* de Monterey, et l'un des membres du conseil provisoire ainsi élu n'est autre que Mariano Guadalupe Vallejo. La même année, Vallejo est promu *alferez* (sous-lieutenant) dans la compagnie de San Francisco, mais il reste à Monterey jusqu'en 1830, afin d'occuper un poste à la trésorerie du *presidio*, probablement encore un effet de sa proximité avec l'*habilitado general* Estrada (et de leur fronde contre le fonctionnaire des finances). En 1829, son grade, son poste de trésorier, sa proximité avec Estrada et sa distinction par Echeandía font de lui une cible des mutins de Monterey, et il est emprisonné. Alvarado quant à lui devient dès le début des sessions de 1827 secrétaire du conseil et du gouverneur, et à ce titre il suit Echeandía à San Diego après son départ à l'automne 1827.[192]

En promouvant ces jeunes gens, Echeandía devient aussi leur bienfaiteur et leur offre l'opportunité d'avoir un autre patronage que celui qui vient de leur famille élargie, ce que Louise Pubols analyse dans son livre lorsqu'elle montre la rébellion des fils de famille contre leur patriarche, dans le but de devenir eux-mêmes des patriarches à leur tour. L'emprisonnement pendant la révolte de Solis de Mariano Vallejo ainsi que de Juan Bautista Alvarado et José Castro met en évidence la jalousie – partiellement orchestrée par Herrera avec sa rhétorique des « favoris » - contre les jeunes gens ainsi distingués.

La confrontation à Monterey entre nouveaux venus et locaux ne se fait pas toujours sans heurt en effet, et tient à un équilibre subtil entre les rapports sociaux issus de la société du *presidio*, notamment ceux, natifs du pays, qui ont eu pour horizon l'enrôlement dans la compagnie et l'horizon plus large des employés publics, venus de différentes régions mexicaines servir la nation en Californie. Lors de sa seconde visite à Monterey, après sa victoire sur la révolte de Solis, Echeandía organise un banquet « auquel assistent les personnes les plus influentes de Haute-Californie ». À la fin du repas, les femmes se retirent et les hommes restent pour évoquer la politique à Mexico « qui est assez mouvementée ». Le commandant González se lève pour porter un toast « au chanoine Don Agustín Fernández de San Vicente, le premier mexicain à avoir proclamé la liberté à Monterey ». Les Montereyens n'apprécient guère le toast en question, parce que « la classe la plus cultivée et la plus intelligente des Californiens n'apprécie guère le chanoine Fernández », raconte Vallejo. On peut également supposer que, n'appréciant guère le commandant qu'ils surnomment « le macaque », tout toast de sa part est malvenu, surtout s'il souligne un certain retard des Californiens, ici du point de vue de la liberté. Cependant, tout le monde vide son verre poliment. Suivent plusieurs toasts, où

192 Né deux ans après son oncle et camarade Mariano Guadalupe Vallejo, il est bien en dessous de l'âge légal pour être conseiller territorial.

« chacun lève son verre à son État de naissance, sans qu'aucun ne mentionne la Haute-Californie ». Enfin, un dernier officier, l'*alferez* Rodrigo del Pliego lève son verre à son propre État et « conclut son toast par une allusion à la Californie en des termes peu flatteurs ». Mariano Estrada décide alors d'intervenir et charge le jeune Mariano Vallejo, « au nom de sa patrie dont ce bellâtre veut outrager la dignité » de prendre la parole pour « lui montrer que nous sommes des hommes ». C'est bien l'honneur de la Californie et surtout de ses hommes qui est en jeu. Au même moment, son neveu du même âge, Juan Bautista Alvarado, lève son verre « à la Haute-Californie...à tous les bons Mexicains qui nous entourent, et aussi à l'éternelle confusion des ingrats médisants qui, ignorants des bonnes manières, n'ont pas même conçu en rêve ce qu'il fallait pour mériter le nom de gentilhommes ». En entendant cela, l'*alferez* Rodrigo del Pliego lui lance son verre au visage. Vallejo se lève aussitôt pour gifler Pliego. S'ensuit la description d'une rixe épique où les Californiens éteignent la lumière et se battent aux côtés d'Alvarado, tandis que González rejoint Pliego, et que le « sang coule en abondance ». Cet incident montre la confrontation des virilités et de l'honneur, où d'un côté les Californiens ressentent de se faire renvoyer un statut passif (à qui « on porte la liberté »), et pour se défendre mettent en valeur leur caractère genré et racialisé de gentilhommes, particulièrement mis en valeur dans une frontière militaire. La bataille prend fin lorsque le gouverneur Echeandía revient et que, informé par un conseiller territorial présent, il donne raison à Alvarado et fait enfermer Pliego. Il met en actes le toast d'Alvarado, représentant des « bons Mexicains » qui savent reconnaître la virilité et l'honneur des Californiens, contrairement à ce qu'il renvoyait comme image au départ, lors de son premier passage à Monterey.[193]

193 Vallejo, 2, p. 113-114 « *Guadalupe, a nombre de tu patria, cuya dignidad ese bellaco quiere ultrajar, toma tu la palabra y hazle conocer que somos gentes » ; ya me preparaba a cumplir con el encargo que me habia hecho mi distinguido amigo, cuando Don Juan B. Alvarado, secretario de la honorable Diputacion territorial, se levanto y con voz sonora y llena de enfasis dijo : « Brindo, señores, por la Alta California ; brindo por todos los buenos mexicanos que nos rodean, y tambien brindo para la eterna confusion de los ingratos maldicientes que ignorantes de las leyes de las buenas costumbres, ni en sus sueños han podido concebir lo que sea necesario para hacerse acreedores al titulo de caballeros » ; apenas el joven Alvarado concluyo su brindis el alferez Rodrigo del Pliego le tiro a la cara con el vaso de vino que tenia a la mano ; yo me levanté incontinente de mi asiento, si al alferez Pliego una bofetada ; Alvarado cual toro enfurecido se lanzo sobre el y lo zurro de lo lindo a lo pintado ; varios de los mexicanos, entre ellos González alias el macaco, intervinieron en favor del alferez Pliego[115], algunos Californios apagaron los luces y acudieron a tomar la parte de Alvarado ; llovieron por algun tiempo trampadas ; la sangre corria en abundancia ; todas las botellas y vasos que habia sobre la mesa fueron hechas pedazos ; la confusion y el desorden estaban en su gloria, cuando abriose la puerta que desde el comedor comunicaba con el salon de bayle y acompañado de dos criados que llevaban en las manos luces encendidas presentose el gobernador Echeandía. La presencia del primer magistrado puso termino a la riña y vencedores y vencidos guardaron silencio ; tomo entonces S.E. la palabra, dio a conocer que estaba sumamente disgustado al presenciar tan desordenada escena, y llamo al señor Don Joaquín Gomez, miembro de la Diputacion territorial y preguntole si habia presenciado el origen del disturbio ; ese señor le contesto que si, y a pedimento del señor gobernador suministro los detalles de cuanto habia tenido lugar en el comedor desde que S.E. Acompañado de las señoras habia pasado al salon de bayle : cuando el señor Gomez concluyo su relacion, S.E. Me ordeno que condujese arrestado al cuarto de bandera al alferez Pliego a quien destituyo del puesto de ayudante de plaza que en mala hora le habia confiado. »*

***

La révolte qui éclate en 1829 au *presidio* de Monterey peut dans un premier temps être interprétée comme marquant la limite de la stratégie de développement d'une société civile en Californie par le biais de l'émancipation des Indiens et de l'organisation des *ayuntamientos*, y compris dans les places fortifiées, et du conseil territorial. Sa politique, en effet, est à l'origine d'un ressentiment de la part des soldats qui se sentent oubliés, voire méprisés dans leur mission de conquête. D'autre part, l'accommodement dont il fait preuve vis-à-vis des missionnaires et des Espagnols donnent prise à ses rivaux pour le décrédibiliser aux yeux du gouvernement supérieur. De plus, bien que le gouverneur sorte vainqueur de cette révolte, c'est en partie en devant s'appuyer sur des notables locaux, dont il dépend. Néanmoins, l'échec de la révolte est l'occasion pour Echeandía de se délester d'adversaires politiques, qu'il s'agisse des missionnaires les plus critiques ou du responsable des finances. Une conséquence politique majeure est la mise en avant du conseil territorial comme instance de légitimité politique sur le territoire.

***

Au début de l'année 1830, le bilan du gouvernement républicain de la Californie est mitigé. La nécessité de vaincre la révolte de Solis et l'échec relatif des réunions du conseil, ainsi que les difficultés rencontrées par les *ayuntamientos* semblent confirmer le diagnostic de l'encadrement californien de 1822-1823 sur le manque de pertinence d'organiser un gouvernement civil en Californie. Pourtant, un premier tournant a eu lieu. Que ce soit au sein du conseil, au niveau des *ayuntamientos* et des élections locales, ou encore dans des sociablités renouvelées, un projet politique parallèle au projet militaire et au projet missionnaire est apparu. La hiérarchie militaire n'y a plus forcément le dernier mot, et par une invocation d'arguments tels que la souveraineté du peuple et de la nation on peut parvenir à ses fins, soit dans le cadre des nouvelles institutions, soit même dans une confrontation interpersonnelle. La persistance de grandes difficultés financières mettent les compagnies de soldats dans une situation difficile qui rend la carrière militaire moins enviable, à tel point que les soldats se laissent entraîner vers une révolte mettant en cause le gouverneur. La révolte de 1829 introduit la pratique nouvelle en Californie du *pronunciamiento* accompagné de son manifeste au public. Mais d'une certaine manière, c'est une entrée en scène manquée pour ce qui allait pourtant être une pratique centrale en Californie dans les années à venir. Désavouée par les élites naissantes, la révolution et son *pronunciamiento* se voient pour l'instant cantonner à une manigance politicienne de la part d'un fonctionnaire jaloux, manipulant avec démagogie des masses

ignorantes de soldats. En résumé, cette pratique n'a pas convaincu de sa légitimité ni de son utilité voire, elle a peut être convaincu de sa dangerosité, puisque le territoire a failli être dirigé de ce fait par des soldats ignorants et un condamné au bagne. D'une certaine manière, dès ce moment-là et en Californie aussi, l'indépendance et la république libérales marquent leur limite sociale : si une élite sociale est promue, si une certaine ascension existe, ce n'est pas celle des classes les plus populaires et marginalisées, même à la frontière.

Plusieurs facteurs sont à l'origine du développement d'une vie politique et intellectuelle, notamment sous la forme de sociabilités, en dehors des *presidios*, à peu près au moment de l'arrivée du premier gouverneur mexicain, José Maria de Echeandía. Pour autant, la concomitance avec l'arrivée du gouverneur ne doit pas conduire à surestimer le rôle de sa volonté politique. En effet, autour de 1825-1826, plusieurs facteurs, dont en effet l'arrivée du gouverneur, mais aussi d'autres officiers mexicains et des commerçants, contribuent à ces évolutions. Les contraintes qui continuent de peser sur les soldats du fait d'un approvisionnement et de rétributions toujours difficiles conduisent à une relative déliquescence des compagnies. Les soldats des compagnies qui n'ont pas encore quitté le service pour s'installer dans les pueblos sont peut-être les plus délaissés par le nouveau système, qui semble se développer à leur insu, augmentant l'agitation des indiens, et donc leur charge de travail, tout en ne leur donnant pas plus d'argent, de marge de manœuvre ou de perspective d'ascension. Seuls quelques privilégiés pouvaient sortir du lot, mettant fin aux espoirs de mobilité entretenus par les premiers soldats migrants de la fin du XVIII^{e} siècle. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre la révolte de 1829, dite de Solis, qui faillit renverser le premier gouverneur mexicain de Californie. Par comparaison, les missions et les missionnaires tirent leur épingle du jeu jusqu'au début des années 1830. Impuissant à exiler les réfractaires, le gouverneur engage quelques réformes et se fait une clientèle au sein des groupements indiens sans parvenir à imposer son pouvoir aux missionnaires.

Malgré des disparités sociales et géographiques, les années 1820 marquent une étape importante du processus de politisation en Californie. Les populations installées dans les *pueblos* et bénéficiant de l'organisation d'un *ayuntamiento constitucional* en sont les premières bénéficiaires, ce qui n'est pas sans provoquer des conflits. La circulation renouvelée des personnes avec la reprise du commerce, et des circulations au sein de l'armée avec l'arrivée de renforts et de nouveaux fonctionnaires mexicains introduisent de nouvelles lectures, attitudes, sociabilités, contribuant à ouvrir l'horizon des Californiens qui y sont exposés. Il s'agit plus particulièrement des jeunes de Monterey, notamment ceux qui étaient en contact avec les commerçants ; ou encore ceux qui

assistaient à des procès, ou à des délibérations institutionnelles, ou à des discours officiels. Monterey était dès lors un lieu privilégié (et dans une certaine mesure, San Diego, résidence d'Echeandía) ; les jeunes gens lettrés y trouvaient plus facilement leur place, vu la demande des commerçants et des nouvelles institutions pour des secrétaires, des assistants capables de faire la correspondance et de tenir les comptes.

L'arrivée d'Echeandía coïncide avec les débuts de l'ascension sociale des jeunes gens qui « quand ils [deviennent] des hommes prennent en main le destin de leur chère Californie » dans les décennies suivantes.[194] À ce titre, il est important de comprendre qu'au milieu des années 1820, Juan B. Alvarado, Mariano G. Vallejo et Pío Pico – qui sont les Californiens par excellence que la mémoire des Californiens a retenu de cette époque du fait de leur rôle ultérieur – ne sont pas du tout au sommet de la société californienne. Ils sont les dépendants de ceux qui y sont, Estrada, Estudillo, et d'une certaine façon les Carrillos par le biais de José de la Guerra. Parmi les grandes figures des décennies suivantes, seul José Antonio Carrillo peut se prévaloir d'une place parmi les premiers à cette époque. De plus, il faut se garder de sous-estimer l'échelon municipal : on a vu par exemple l'importance des Avila-Palomares à Los Angeles, notamment pour soutenir José Antonio Carrillo contre Argüello au conseil territorial. Bien qu'Alvarado l'interprète a posteriori comme l'acceptation par Echeandía d'un gouvernement partagé avec les élites locales, presque une capitulation, la réconciliation de 1827 à Monterey a une signification de plus grande portée. En effet, elle sort notamment Vallejo et Alvarado d'un patronage local pour les propulser dans la politique et le projet territoriaux. C'est seulement en se focalisant sur les années 1820 et en mettant de côté leur destin dans les années 1830 et 1840 qu'on peut comprendre comment ces personnes furent amenées à jouer un rôle central dans la politique californienne mexicaine et mettre en avant les processus sociaux et politiques à l'oeuvre. À la fin des années 1820, les personnes les plus influentes sur le territoire, à part Echeandía, étaient José Antonio Carrillo, surtout à Los Angeles, Juan Bandini et, d'influence plus ancienne, José Estrada à Monterey et José de la Guerra à Santa Barbara. Luis Antonio Argüello mourut à San Francisco en mars 1830. Pío Pico peut être considéré comme un dépendant de José Antonio Carrillo, Mariano G. Vallejo, de José Estrada, Juan Bautista Alvarado, d'Echeandía.

La mutinerie de la compagnie présidiale en 1829 à Monterey symbolise les difficultés du gouvernement mexicain à porter sa marque sur le territoire californien. Mais elle marque aussi un tournant, celui qui porte les élites californiennes du moment et à venir vers les ressources du nouvel État mexicain et de son idéologie républicaine libérale. La coalition entre le premier gouverneur

194 Alvarado, 2, 18, p.147

mexicain Echeandía et les notables californiens se fait au prix de quelques manipulations, et surtout tue dans l'oeuf l'idée, développée au chapitre précédent, que la Californie pouvait être toujours, de nouveau, une table rase sur laquelle l'État mexicain, la société mexicaine, pourrait bâtir une utopie régéneratrice, ce qui ne signifie pas qu'ils y renoncent. Le projet porté par Echeandía fait relativement consensus à Mexico ; en Californie, l'émancipation des Indiens provoque plus de doutes, mais sa politique est très mesurée dans un premier temps, ce qui n'empêche pas les Californiens de se souvenir de lui comme d'un radical ayant tourné la tête des néophytes. Aussi peut-on identifier la fin des années 1820 et le gouvernorat d'Echeandía comme un moment de mouvement de la société des colons vers une intégration mexicaine relativement consensuelle, à contraster avec le tout début des années 1830, qui voit l'introduction des conflits politiques nationaux en Californie. Cette transformation a pour soubassement local la question des missions, de leurs terres et des Amérindiens qui y vivent et travaillent.

Chapitre 4 Faire de la politique (1830-1833)

La fin des années 1820 et les années 1830 sont des années mouvementées pour la politique mexicaine. Les historiens les ont appelées les « années oubliées » dont il est malaisé de faire l'histoire[1]. Les résultats aux élections ne sont pas nécessairement acceptés par les perdants, les luttes politiques sont vives, les révoltes s'enchaînent dans la capitale ou depuis les États fédérés, la fédération est encore affaiblie par les interventions étrangères ou leur menace. Lorsque la Haute-Californie est elle aussi menacée par des révoltes, comme c'est le cas en 1829 puis en 1831 et 1836, elle semble s'intégrer de manière cohérente à ces « années oubliées ». Cependant, cette similitude laisse ouverte plus de questions que de réponses : il s'agit alors de comprendre comment l'instabilité politique en Haute-Californie s'articule à celle de Mexico et du reste du pays. La question se pose d'autant plus que la Haute-Californie est perçue comme un cas particulier, comme le reflète son statut constitutionnel de « territoire ». Plus généralement, on veut comprendre pourquoi et comment les *pronunciamientos* et les révoltes ouvertes deviennent un mode commun de faire de la politique : s'il existe des individus qui jouent le rôle de passeurs, si cela tient à une culture politique commune, aux institutions choisies. Enfin se pose la question de la liaison entre la politique locale et ses enjeux et la politique à l'échelle nationale, et ce que cela signifie pour des acteurs locaux de se rallier à un regroupement partisan.

Trois ans après la mutinerie au fort de Monterey, dite « révolte de Solis », le 29 novembre 1831, à San Diego, un *pronunciamiento* se propose à nouveau de renverser le gouverneur Manuel Victoria – l'homme qui a succédé à José María Echeandía au gouvernorat depuis le 1er février – en raison de son despotisme. Les signataires du manifeste sont pour la plupart les hommes que nous avons vus au premier plan de la société californienne : Juan Bandini, José Antonio Carrillo, José María de Echeandía, l'ex-gouverneur, ainsi que Pío Pico, en tant que membre le plus ancien au rang le plus élevé du conseil territorial, et encore les capitaines de San Diego, Santiago Argüello et Pablo de la Portilla. Cette révolte accomplit-elle la prédiction (a posteriori) d'Alvarado, suscitée par la révolte de Solis : le nouveau gouverneur, ayant dédaigné de courtiser les élites locales, est-il victime d'une mutinerie cette fois soutenue par ces dernières ?

Un mélange de conviction et de pragmatisme a conduit Echeandía à mettre en avant le gouvernement civil, et les élites sociales qui en découlent, afin de contrer les missionnaires et leur

1 Josefina Zoraida VÁZQUEZ, « Los años olvidados », *Mexican Studies / Estudios Mexicanos*, 1989, 5, 2, p. 313-326.

influence, et de trouver une issue au problème du financement d'une société militarisée. C'est selon lui, la seule alternative au modèle colonial espagnol constitué d'une interdépendance entre les missions et l'armée. La révolte de Solis a été d'une importance majeure pour l'évolution de la culture politique en Californie : elle a montré au gouverneur la fragilité de son pouvoir, aux élites californiennes en construction leur marge de négociation, et surtout a engagé Echeandía dans une étape supplémentaire, ce qui constitue un point de non retour, dans l'évolution du modèle californien : la sécularisation des missions. Comment situer la révolution de 1832 au carrefour de ces enjeux nationaux et territoriaux, tel est le but de ce chapitre.

Au tournant des années 1830 a lieu une première liaison entre enjeux nationaux et enjeux californiens, à la faveur d'un changement à la tête de l'État mexicain et à la tête de la Californie. Il ne s'agit pourtant pas d'un mouvement qui a lieu du centre vers la périphérie et du haut de l'État vers le bas. Il y a un effet de traduction des catégories et des enjeux politiques, mais pas de manière unidirectionnelle et certains agents locaux savent prendre l'initiative en la matière. Le mandat du nouveau gouverneur Victoria marque une rupture dans les pratiques de gouvernement de la Californie par un représentant du gouvernement de Mexico, et met en péril l'équilibre initié pendant les années 1820. Mais la révolte contre lui à la fin de l'année 1831 n'a rien de mécanique. Il faut distinguer entre d'une part la constitution d'une opposition politique particulièrement active, qui aurait pu ne pas mener à la révolution, et d'autre part des événements, partiellement en lien avec cette opposition politique qui mènent au choix de la révolution. Des vies et des positions sociales étant en jeu, la révolte apparaît alors comme le seul recours possible pour certains. Restituer la chronologie, les espaces et les acteurs de la résistance puis de la révolte aide à éviter les téléologies comme les explications simplistes, comme celle d'une propension à la révolution se diffusant depuis Mexico, mécaniquement ou par le biais d'acteurs radicalisés. Enfin, la révolte et ses suites ont des conséquences sur les pratiques politiques californiennes, à la fois comme facteur de mobilisation et de politisation, comme matrice, et comme contre-modèle. En particulier, la situation de frontière et par conséquent la minorité numérique des colons et des soldats par comparaison avec les Indiens invite les bélligérants à trouver une solution de compromis. La révolution est de plus l'occasion d'une réappropriation du gentilice « *californio* » qui prend un contenu politique.

I - Politique nationale, politique locale

Trois événements qui se produisent au tournant des années 1820 et 1830 offrent l'occasion d'une passerelle entre la politique californienne et la politique mexicaine. L'expulsion du frère Luis

Martinez suite à la révolte de Solis, l'arrivée de l'inspecteur des troupes José María Padrés, politisé radicalement à Mexico, en Haute-Californie, et enfin la nouvelle du remplacement du président Guerrero par Anastasio Bustamante et du gouverneur Echeandía par un successeur, marquent un tournant. Ce tournant peut être identifié comme celui où les affaires politiques nationales se mettent en dialogue avec le rapport de force en Californie et où les conflits locaux s'expriment en termes de « partis » identifiés à des partis nationaux, sans que cela préjuge de la réalité de leur lien, et surtout pas de l'adéquation d'un programme, notion qui ne correspond pas au fonctionnement politique mexicain des années 1820 et 1830. Avant 1830, les missionnaires californiens considèrent que rien de bon ne viendra de Mexico après l'indépendance. Les événements tendent à confirmer cette perspective jusqu'à culminer avec le coup de force de Vicente Guerrero, candidat malheureux à l'élection, contre son concurrent victorieux Manuel Gomez Pedraza lors des élections présidentielles de 1829 et avec la deuxième loi d'expulsion des Espagnols en mars 1829. En même temps, leur pouvoir sur les missions et les néophytes, et leur influence générale sur les Californiens et le commerce de Californie, ainsi que la distance et le manque de moyens du gouvernement pour les mettre au pas leur garantit une certaine sécurité. Or de tous ces points de vue les choses changent en 1830. Si la loi d'expulsion des Espagnols n'est toujours pas appliquée avec rigueur en Californie, le procès de la révolte de Solis s'achève par la mise en cause d'un missionnaire, le frère Luis Martinez, qui doit s'embarquer en mars 1830. Quelques mois plus tard, et à la suite de l'arrivée d'un politicien taxé d'extrêmiste par les proches des missionnaires sur le territoire, le gouverneur propose un plan de sécularisation des missions, visant à distribuer les terres de celles-ci entre les Indiens et des colons. Au registre des nouvelles plus favorables pour les missionnaires, le président Guerrero est à son tour déposé et lui succède Anastasio Bustamante en qui les missionnaires fondent tous leurs espoirs, aidés en cela par les informations transmises par un commerçant, Enrique Virmond. Cette séquence s'achève par l'arrivée, à la toute fin de 1830, du nouveau gouverneur Manuel Victoria au moment même où Echeandía décrète la sécularisation des missions.

Ce qui est intéressant dans cette séquence, c'est d'une part l'acclimation des luttes politiques nationales en Californie, plus particulièrement par qui elles sont importées et dans quel but, mais aussi comment elles sont reçues et adoptées et dans quel but ; d'autre part, sans que ces deux questions soient totalement dissociables, l'évolution de l'opinion d'une partie de la population californienne sur le thème de la sécularisation et de la colonisation, transformant brièvement cette question en un point polarisant au sein même de la société californienne, ce qu'elle n'était que modérément jusqu'alors, quoiqu'en disent les témoignages ultérieurs.

A. « Je fais le vœu que vous déploierez votre influence pour le rétablissement de la tranquillité publique »

En février 1830, le navire *María Ester* du commerçant Enrique Virmond apporte en Californie la nouvelle du changement de gouvernement à Mexico. En particulier, il porte une lettre de la part du nouveau président de la république mexicaine, Anastasio Bustamante, pour le président des missions Narciso Duran, lui annonçant son arrivée au pouvoir. Cette lettre, affirme plus tard Narciso Duran, lui « a ouvert la porte au soulagement » et « lui a inspiré le courage nécessaire pour présenter [au président] [leurs] afflictions ».[2]

Le président des missions californiennes décide en effet de tirer parti de cette nouvelle situation à Mexico en misant sur une politique plus favorable à l'ordre franciscain et aux missions de la part d'un gouvernement plus modéré, et sur la nécessité pour le nouveau président de trouver des soutiens à son pouvoir dans les États fédérés et les territoires de la fédération. Il écrit ainsi au président de la république le 10 mai 1830 pour dénoncer « les dangers auxquels ils sont exposés » s'ils doivent « être traités avec le même arbitraire et mépris avec lequel notre frère le père Luis [Martinez] a été traité ». Comme le gouverneur Echeandía ne semble éprouver aucun respect pour « leur habit et leur caractère », le missionnaire implore « la protection puissante du Gouvernement Suprême ».

Sa référence à l'exil du père Martinez après la révolte de Solis de 1829 vise à donner une interprétation alternative de celle-ci par rapport à celle du gouverneur et par là à dénoncer son « despotisme militaire », au-delà de son comportement avec les missionnaires. Le gouverneur Echeandía avait pris soin de faire de la révolte un complot en faveur de l'Espagne, orchestré par son rival des finances José María Herrera et les missionnaires, qui auraient manipulé des soldats affamés par eux-mêmes. Le président des missions dénonce comme une absurdité, « un prétexte spécieux », et une illusion le soutien des missionnaires à une révolte qui a eu pour conséquence de ruiner la mission de San Luis Obispo. Au contraire, le président des missions s'emploie à montrer que la cause du soulèvement est un rejet de la politique du gouverneur. « La révolution qui a éclaté en novembre dernier, écrit-il, ne s'est pas produite contre le gouvernement général de la Fédération mais contre le Commandant général ». Cette révolte « ne s'est apaisée que par chance », mais « a coûté d'immenses sacrifices, retards et du dégoût, particulièrement parmi les missionnaires ».

2 JNE, *99,* Duran à Bustamante, *10 mai 1830 « V.E con su tan bondadosa carta me ha abierto las puestas al desahogo y me ha inspirado el valor necesario para presentarle nuestras aflicciones y los peligros de ser tratados con la misma arbitriedad y vilipendio con que lo ha sido nuestro hermano P Luis »*

« Toute l'opinion publique » affirme-t-il, « est contre [le gouverneur] ».

Dans le contexte de la répression qui suit la révolte de Solis, le changement de gouvernement est vu par les missionnaires comme l'espoir d'améliorer leur sort. Le renouvellement du personnel à Mexico, dont ils savent par Virmond qu'il peut leur être plus favorable, est aussi l'occasion de faire entendre une nouvelle voix, une nouvelle version des faits. De plus, au-delà d'un changement de politique réelle, c'est également un levier à faire jouer localement. L'opportunité se présente à l'été et surtout à l'automne 1830. Au mois de juillet, Echeandía a commencé à planifier la sécularisation des missions. Au même moment, le capitaine d'un des navires appartenant à Virmond, Henry Fitch, revient sur le territoire, avec à bord, une jeune femme californienne, Josefa Carrillo, qu'il affirme avoir épousée à l'étranger après qu'ils se sont enfuis ensemble en 1829. Les autorités ecclésiastiques se saisissent de l'incident pour enquêter sur ce mariage et mettre en accusation le gouverneur, qui aurait empêché la tenue du mariage en Californie, lors d'un procès ecclésiastique selon le droit canon. D'après les autorités ecclésiastiques, ni le mariage ni le certificat de mariage ne sont valides. Fitch est alors poursuivi pour rapt et les deux époux sont séparés, Fitch devant répondre de ses actes devant le vicaire des franciscains à la mission de San Gabriel, et étant interdit de communication avec Josefa, qui doit rester à Monterey sous la surveillance du gouverneur. Les autorités du procès, le missionnaire José Sánchez et le procureur (*fiscal*) José Palomares recommandent qu'elle ne soit pas autorisée à se rendre à Santa Barbara ni à San Diego, où se trouvent de nombreux membres et alliés de sa famille. Or le 2 octobre 1830, Echeandía donne cette autorisation à la jeune femme. C'est l'occasion pour le procureur Palomares de requérir en des termes très violents la mise en accusation du gouverneur pour cette infraction patente à leurs recommandations.[3] Sánchez ne reprend pas à son compte le réquisitoire du *fiscal ;* il préfère adopter une position magnanime, arguant du lien particulier entre le nouveau président de la république et les missionnaires, et plaçant les espoirs d'amélioration de la situation dans la venue d'un nouveau *gefe politico.* Admettant avec le *fiscal* que le gouverneur a abusé de son pouvoir, il affirme que le vice-président lui « a donné un certain

3 Maria Raquel Casas y a vu une mise en accusation du gouverneur par l'autorité religieuse. José Palomares étant un *vecino* de Los Angeles, plusieurs fois membre de l'*ayuntamiento*, cette interprétation paraît douteuse, à moins qu'il n'ait été encouragé dans cette prise de position par le missionnaire. Il allègue plus tard que sa sévérité s'explique par sa conviction de la gravité du cas. Une fois Josefa entendue, il aurait été rassuré, le crime n'étant pas le rapt, mais le doute entourant le mariage. Or le rapt était en effet beaucoup plus grave du point de vue des pères de famille de la société civile, dans la mesure où il mettait en cause l'honneur des femmes et les stratégies d'alliances familiales. Le gouverneur est impliqué dans cette affaire à deux moments, et c'est probablement ce qui rend l'affaire plus confuse à suivre. D'après les témoignages des Californiens, ce serait en effet sur ordre du gouverneur, qui aurait lui-même eu des vues sur Josefa Carrillo, que le mariage aurait été annulé ; il aurait fait pression à la fois sur l'officiant, le chapelain du *presidio* de San Diego Menendez et sur Domingo Carrillo, qui aurait dû être témoin du mariage. Pour un résumé de l'affaire et notamment du procès, voir HHB3 p.145. Pour la mettre en relation avec les intermariages en Californie voir María Raquél CASAS, *Married to a Daughter of the Land: Spanish-Mexican Women and Interethnic Marriage in California, 1820-1880*, Reno, University of Nevada Press, 2009, p. 94.

nombre de responsabilités, dans sa très aimable lettre ». La dernière de ces responsabilités, dit-il, « est que je promeuve la paix dans ce territoire ». Il brandit la lettre et la cite :

> « Votre zèle ne doit pas relâcher un seul instant à propos d'un sujet si important ; vous comprendrez la droiture de mes intentions. Je souhaite que vous coopériez de toute votre influence et par tous les moyens à votre disposition non seulement pour la réalisation de mes objectifs mais pour faire en sorte que la tranquillité publique, que je regrette profondément de voir troublée, soit rétablie, et que règne l'union la plus parfaite et l'harmonie entre les habitants du territoire. Voici l'affaire que je confie tout particulièrement à votre prudence, et je compte sur votre aide pour la réalisation de mes désirs, et je ne doute pas que vous l'accomplirez. »[4]

Cette lettre est l'un des éléments clefs utilisé par les historiens pour attester que le gouvernement de Bustamante est en effet de mèche avec les missionnaires.[5] L'historien Hubert H. Bancroft, sur lequel se fondent les historiens ultérieurs, suggère ainsi que Manuel Victoria est nommé par le gouvernement d'Anastasio Bustamante dans un but partisan et afin de se concilier les missionnaires, alliés naturels du parti « écossais ».[6] Pour ce faire, Bancroft s'appuie à la fois sur les démonstrations d'enthousiasme des missionnaires et sur les témoignages postérieurs d'Alvarado et Vallejo. Dans ses mémoires, Alvarado explique ainsi, bien qu'il n'ait eu accès à aucune autre correspondance qu'à celle que les missionnaires avaient rendue publique « que les plaintes du (…) président des missions furent prises en compte avec la plus grande promptitude par le général Bustamante, arrivé au pouvoir grâce aux loges écossaises ». Il poursuit en affirmant que :

> « ce magistrat, désireux de donner des preuves de gratitude aux pères missionnaires qui au cours des hostilités qui avaient eu lieu entre lui et l'ex-président Guerrero avaient envoyé à ses partisans d'importantes sommes d'argent, décida la relève du gouverneur Echeandía et nomma pour le remplacer le général Manuel Victoria, un officier qui par ses opinions politiques et son

4 ASB, Fitch, *Causa Criminal por matrimonio nulo*, José Sánchez, 17 novembre 1830. *« En esta virtud y en la de que el Exmo Sr Don Anastasio Bustamante Vice Presidente del Supremo Gobierno Executivo de la Nacion federada entre otros encargos que se ha dignado poner a mi cuidado en su estimadisima carta familiar fecha en Mexico en 11 de abril pasado es el ultimo el de que yo procure aqui la paz por las siguientes palabras : « El zelo de VP no debe descansar un momento en asunto de tanto interes : se penetrara por el mismo principio de la rectitud de mis intenciones : le prometo pues que cooperara con su influjo y por cuantos medios esten a su alcance no solo para el logro de mis miras sino que tomando el mayor empeño en que se restablezca la tranquilidad publica que con mucho sentimiento moi se halla turbada, procurando que reyne la mas perfecta union y armonio entre sus habitantes. Este es mi negocio que recomiendo muy particularmente a la prudencia de VP con cuyo auxilio cuento para el logro de mis deseos y que no dudo practicara. »*

5 Sánchez, p.236

6 HHB3 p.182 « *Antonio Garcia had previously been named to succeed Echeandía and the substitution of Victoria is believed to have been due to the success of Bustamante in Mexico and to Franciscan influence on the new administration. While there is no positive proof of the Californian friars' intrigues in the matter, yet Bustamante's revolution was widely regarded as a reactionary movement in favor of the old Spanish institutions. The padres were very bitterly opposed to the mission policy of Echeandía or of the administration that he represented and they openly rejoiced at the new appointment as a glorious « victory » for their cause* ». L'interprétation de H. Bancroft au sujet du gouvernement de Bustamante a depuis été nuancée. Cécil Alan Hutchinson, qui a travaillé aussi sur les archives nationales mexicaines, minore largement ce lien, tout en n'en tirant pas toutes les conséquences, à savoir la manipulation par les missionnaires et José de la Guerra du changement de gouvernement. C. Alan HUTCHINSON, *Frontier Settlement in Mexican California: The Híjar-Padrés Colony and Its Origins, 1769-1835*, New Haven, Yale University Press, 1969, p. 143.

éducation était le plus à même de donner satisfaction aux frères. »[7]

Il tient probablement cette explication de l'analyse partisane de José María Padrés, inspecteur des troupes, et partisan des loges rivales du rite de York. Cet homme, arrivé en 1830 en Californie est le probable (co)auteur du plan de sécularisation proposé par Echeandía à l'assemblée territoriale à l'été 1830. Quant aux missionnaires, il est vrai qu'en mai 1830, comme nous l'avons vu, le missionnaire Duran écrit au gouvernement afin de dénoncer la politique du gouverneur Echeandía.[8] Cependant, le ministère ne traite son courrier qu'à la fin du mois de janvier 1831, tandis que Manuel Victoria est nommé dès le 8 mars 1830. Les missionnaires peuvent certes se réjouir du remplacement d'Echeandía, voire penser qu'ils y ont joué un rôle, mais ce n'est pas attesté par les sources du gouvernement central. La lettre citée par le franciscain Sánchez en novembre 1830 (datée d'avril) dans le cadre d'un procès ecclésiastique visant indirectement le gouverneur et reproduite par Hubert Bancroft n'est pas de nature à confirmer une entente entre le président et les missionnaires californiens : au contraire, le langage employé indique plutôt une démarche d'assise de son pouvoir en général et d'intimidation envers les missionnaires en particulier.[9] Ce lien établi entre le gouvernement et les missionnaires relève donc de l'argument politique, voire de la manipulation et non d'une réalité.[10]

Loin de s'opposer frontalement au projet de sécularisation d'Echeandía, Alamán, à son retour au ministère en 1830 prête attention aux rapports de José María Padrés « parmi les dossiers en retard dans ce ministère laissés par mes prédécesseurs, et dont le traitement se fait comme le permet l'urgence des affaires quotidiennes ». Il s'agit de courriers datés du 30 mars 1829 dénonçant comme « causes principales des maux touchant ces territoires » « l'éducation que les habitants ont reçu des

7 Alvarado, 2, p. 162. *« Las quejas del reverendo padre Sarría entonces presidente de las misiones de la Alta California fueron atendidas con mucha promptitud por el general Bustamante que en 1830 habia subido al mando de la Republica Mejicana mediante el auxilio de los lojias escocesas y ese magistrado deseoso de dar una prueba de agradecimiento a los padres misioneros que durante las hostilidades que habian existido entre el y el ex-presidente Guerrero habian enviado a sus partidarios buenas cantidades de dinero, dispuso la remocion del gobernador Echeandía y nombro en su reemplazo al general Manuel Victoria, un oficial que pos sus opiniones politicas y educacion era el mas a proposito para dejar satisfecho a los frayles.* » Voir aussi Vallejo, 2, p.109.

8 JNE, 99, 257

9 HHB3 p.108. La note 48 reproduit et traduit la citation de l'extrait de la lettre de Bustamante à Sánchez le 11 avril 1830 : « *Your zeal should not rest a moment in a matter of so great interest ; you will understand at once the rectitude of my intentions. Therefore I promise myself that you will not only aid by your influence and by every means in your power the success of my plans, but also take the greatest pains to reestablish public tranquillity which to my great sorrow is disturbed and to bring about perfect peace and harmony among the people. This is my business which I recommend very particularly to the prudence of your paternity on whose aid I count for the acccomplishment of my desire*s ». À la lumière des archives du gouvernement central et de la situation illégitime du nouveau président, cette lettre sonne plutôt comme un ordre tout en reconnaissant l'influence sociale des missionnaires.

10 D'autant plus que Sánchez lit l'extrait de la lettre de Bustamante dans le cadre d'un procès ecclésiastique d'annulation d'un mariage, au cours duquel Echeandía est visé explicitement. Sur l'implication d'Echeandía dans le procès, voir M.R. CASAS, *Married to a Daughter of the Land*, p. 94.

Espagnols, raison pour laquelle ils pensent et agissent de la même manière qu'eux », la mauvaise administration qui les maintient « dans la plus crasse ignorance, dont le fanatisme est le ressort principal » et enfin « l'influence des missionnaires ». Padrés rappelle également les difficultés que Echeandía a eu pour expulser le père Sarría, qui n'avait jamais voulu prêter serment sur la constitution, son embarquement ayant été « contrarié par le peuple et la troupe ». Alamán demande alors à Echeandía « qu'il expose son opinion au sujet de ces points et propose les mesures qui doivent être adoptées pour promouvoir la prospérité du territoire ».[11] Le 15 janvier 1831, Alamán annonce qu'il fait passer le projet de sécularisation au Congrès.[12]

La position du gouvernement de Bustamante sur le sujet est donc toujours celle d'une réforme graduelle, et s'il peut s'opposer au plan d'Echeandía, c'est plutôt du point de vue de la rapidité de son adoption.[13] En effet, Echeandía fait adopter son plan de sécularisation des missions en janvier 1831, avant son examen par le Congrès général, et alors que son successeur est en train d'arriver en Californie. Le nouveau gouverneur Victoria, dès son arrivée, s'oppose à ce plan de sécularisation. Cette opposition traduit moins un changement de politique qu'une clarification sur les limites du pouvoir des autorités territoriales (gouverneur et assemblée), et bien sûr, que l'offense d'un gouverneur dont l'autorité ne semble pas reconnue lors de son arrivée. Le passage de l'affront politique à l'opposition à la sécularisation en tant que telle s'opère sans doute pendant le séjour du nouveau gouverneur à Santa Barbara en janvier 1831, où les missionnaires et le capitaine José de la Guerra ont l'occasion de l'instruire sur la politique locale et de façonner son point de vue. Le 19 janvier 1831, le nouveau gouverneur instruit son ministre Alamán des conditions locales. Bien qu'il ait « prévenu le commandant général (…) de la date de son arrivée à San Diego », « il ne le trouve point à son arrivée ». Sans « indications pour la transmission du gouvernement » il doit « adresser un courrier extraordinaire », et Echeandía lui donne rendez-vous à Monterey, puis à Santa Barbara. « Je l'ai attendu jusqu'au dernier jour du mois de décembre dernier, délai qui a sans doute permis à l'adjudant inspecteur José María Padrés de l'induire à être l'instrument des projets qu'il préméditait pour ses fins particulières ». Il est clair à ce moment-là que les missionnaires et José de la Guerra à Santa Barbara lui ont présenté Padrés comme un dangereux radical. Victoria poursuit : Echeandía « a commis la maladresse de proclamer un plan conçu par ledit Padrés pour transformer le système actuel des missions ». Pour justifier son geste, il « s'appuie sur un décret des *Cortes* espagnoles et

11 SGSP, 6, p. 46, Alaman au gouverneur de la Haute-Californie, 6 octobre 1830.
12 SGSP, 7, p. 50 15 janvier 1831.
13 Ce qui est confirmé par les instructions de Victoria, consultées par Hutchinson dans les archives du ministère de la Guerre, mais dont Bancroft n'avait pas eu connaissance. C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 142.

sur des accords avec l'assemblée territoriale par laquelle il a assuré toutes ses intrigues et ses faussetés. Sous couvert de vouloir le bien des néophytes, il s'agit en réalité de théories ridicules, impraticables et où l'on découvre (...) le véritable objet de ses intentions : il prévoit une répartition précaire et négligeable aux Indiens en laissant tous les biens au bon vouloir d'administrateurs. »[14]

Signe d'appropriation du discours des missionnaires, Victoria met en avant l'argument d'expropriation des néophytes, qui n'a jamais été une préoccupation du gouvernement central d'après les archives mais qui est toujours mis en avant par les franciscains.[15] L'opposition de Victoria à la sécularisation ne vient donc pas de ses instructions ni du changement de gouvernement à Mexico, mais des circonstances de son arrivée en Californie : perception d'une non reconnaissance par Echeandía, activisme de Padrés, et par contraste, accueil par de la Guerra et les missionnaires à Santa Barbara. De manière assez classique, le nouveau gouverneur s'appuie sur une faction locale opposée à son propre opposant.[16] Autrement dit, il n'y a pas de lien mécanique entre le changement de gouvernement à Mexico et l'opposition de Victoria à la sécularisation en Californie. Le contexte animé des relations politiques à la fois à Mexico et en Californie produit une opposition artificielle entre ce que souhaite le gouvernement et les actions du gouverneur sur place. Du point de vue de la politique de sécularisation en effet, il y a une continuité en la personne d'Alamán entre la nomination et les instructions d'Echeandía (1825), de Victoria (1830) et de Figueroa (1833). On est donc bien dans le cadre d'un débat sur le partage des pouvoirs et non dans le cadre d'un débat sur la sécularisation en soi. D'ailleurs, Victoria, un peu aviné, aurait admis « que ces établissements [des missions] pouvaient disparaître d'un moment à l'autre.[17]

Sans qu'il s'agisse véritablement d'une rupture, le gouvernement de Bustamante et Alamán semble en effet moins vindicatif à l'encontre des missionnaires. Le ministre des relations intérieures et extérieures Alamán prend acte que « les religieux jouissent de prestige et d'autorité et que les administations antérieures l'ont pris en considération pour ne pas les obliger à appliquer les lois d'expulsion ». Mais « dès que d'autres religieux les relèveront, qu'ils s'en aillent ». Il conclut : « il

14 SGSP, 8, p. 61-65 Victoria à Alamán, 19 janvier 1831

15 California Missions and Church Misc, 12, [C-C 203:12] Duran , commentaires sur le *bando* du 6 janvier 1831, 31 décembre 1831

16 Ainsi doit être interprétée la « réception très favorable» notée par le commerçant proche du gouvernement Enrique Virmond dans sa lettre à Lucas Alamán datée du 21 février 1831 à Mazatlán, traduite dans David J. WEBER, « California in 1831: Heinrich Virmond to Lucas Alaman », *Journal of San Diego History*, traduit par Ronald R. YOUNG, 1975, 21, 4.. L'auteur de l'article, en introduction, souligne la contradiction entre cette réception favorable et la révolte qui allait conduire à la fuite de Victoria moins d'un an plus tard. Mais si on considère l'opposition entre un cercle de Santa Barbara, proche des missionnaires, et les proches d'Echeandía, et les conseillers qui allaient être à la tête de ladite révolte, c'est tout à fait logique.

17 Alvarado fait le récit d'une anecdote qui confirme que l'horizon du gouvernement était de séculariser les missions. dans Alvarado, 2, p. 175

faut les faire partir de la République, sinon cela pourrait occasionner de nouvelles perturbations peut-être plus périlleuses encore que les précédentes »[18]. Alors que le gouvernement précédent avait refusé leur souhait de se relocaliser aux îles Sandwich (Hawaï)[19], le nouveau gouvernement confirme la nécessité de leur exil, mais « leur destination [lui] est indifférente tant qu'ils abandonnent le sol national »[20]. Une étude un peu poussée montre donc qu'il n'y a pas de lien direct entre la nomination de Victoria et les plaintes des missionnaires. Victoria n'a pas été nommé afin de favoriser les franciscains. Malgré le changement de majorité politique en 1830, la politique d'Alamán, qui nomme à la fois Echeandía en 1825 et Victoria en 1830, reste la même, et Echeandía est plutôt sanctionné pour son échec à remplir ses instructions que pour son opposition aux missionnaires.

B. « La graine de la sécularisation a été semée » - La réforme de l'administration des missions

Le 6 janvier 1831, alors que son successeur se trouve déjà sur le territoire californien, Echeandía publie donc un décret de sécularisation des missions de Californie. Cet événement a fait couler de l'encre, parmi les contemporains comme parmi les historiens, du fait des questions qui se posent sur les motivations d'Echeandía et de la postérité de la question de la sécularisation. L'interprétation la plus courante aujourd'hui de la révolution qui renverse le gouverneur Victoria à la fin de l'année 1831 est que sa cause officieuse est le désir des Californiens de s'emparer des terres des missions ; son annulation du décret de sécularisation aurait été la cause principale du mécontentement des Californiens. Les observateurs et les historiens qui mettent en avant la sécularisation dans l'opposition à Victoria soulignent la précipitation suspecte du gouverneur Echeandía dans sa publication du décret de sécularisation, alors que son successeur est déjà présent sur le territoire. Cette analyse est profondément influencée par l'interprétation qu'en fait Victoria à son arrivée. La publication tardive semble suspecte, après six années de gouvernorat d'Echeandía.

18 JNE, 44 ½, 2 juin 1830. On voit dans cette citation que le nouveau gouvernement ne semble pas plus accommodant que le précédent au sujet des missionnaires, mais valide la décision pragmatique d'attendre la relève d'autres missionnaires adoptée par le gouvernement précédent. Hutchinson semble être d'accord sur le tournant introduit par le gouvernement Bustamante-Alaman, quand il affirme *« while the government's policy toward secularization of the missions was not changed, it became evident that the Bustamante administration was not going to push for the removal of the Spanish Franciscan missionaries in spite of the laws on the book »* ; or, comme on l'a vu, Echeandía comme le gouvernement fédéral précédent avaient déjà capitulé sur le sujet. C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 143.

19 L'interdiction par le gouvernement précédent se trouve dans JNE, 44 ½, p. 113-116

20 JNE, 44 ½, 26 juillet 1830. *« [Sarría y Duran] han solicitado salir para las Yslas Sandwich y el gobierno anterior se los prohivio sin saberse el objeto de esta providencia pues es indiferente que se dirijan a cualquier punto con tal que abandonen el suelo nacional. »*

Bien qu'il s'agisse d'une explication a posteriori, il n'est pas inutile de revenir à la justification qu'Echeandía lui-même donne de son acte pour s'en défendre. L'enjeu est certes pour lui de se dédouaner non seulement de la publication du décret, mais aussi de son rôle dans la révolution qu'il aurait provoquée en la publiant à ce moment-là. Sa défense développe l'argument principal suivant : si quelque chose peut lui être reproché, c'est plutôt sa lenteur d'exécution que sa précipitation ; en effet, d'après lui, et citations à l'appui, ses instructions officielles comme les courriers qu'il a reçus les accompagnant lui intiment de prendre des mesures au sujet des missions. De plus, en tant que gouverneur, il est chargé de faire appliquer la loi. La loi de sécularisation des *Cortes* est alors en vigueur en Californie et il se doit de l'appliquer. Il énumère donc les éléments qui l'ont amené à retarder cette application, afin de manipuler le raisonnement de son lectorat vers ce retard, et non plus vers l'accusation de précipitation. En particulier, il cite une lettre du ministère de la Guerre pour montrer que le gouvernement lui a bel et bien donné carte blanche en la matière : « Il n'est pas possible de vous décrire de manière plus précise le chemin que vous devrez emprunter, lui écrit le ministre : il faudra vous fier à vos connaissance et à votre jugement, et si vous y parvenez vous en tirerez beaucoup d'honneur. »[21] Après avoir expliqué les raisons du délai d'application, Echeandía se focalise sur le contexte de l'élaboration de son décret en 1830-1831. Il y rappelle d'une part l'attitude hostile des missionnaires, et d'autre part qu'il a soumis à plusieurs reprises ses projets de réforme au gouvernement, sans réponse. Afin de rendre compte des raisons qui faisaient de 1831 un moment incontournable pour publier le décret, et ce malgré l'arrivée de Victoria, Echeandía évite tout simplement d'évoquer la possibilité que Victoria pouvait porter des ordres contraires. À la place, il insiste sur la pacification et l'organisation du territoire, et sur le fait qu'il a été déchargé du gouvernement de la Basse-Californie par la nomination d'un gouverneur pour celle-ci. L'arrivée de Padrés est mentionnée, non pas tant pour son rôle dans l'élaboration de la loi, mais parce que, en tant qu'inspecteur des troupes puis de la douane, il aurait dégagé au gouverneur du temps pour s'occuper des réformes ; il est mis sur le même plan que le conseiller judiciaire (*asesor*) Gomez, jugé plutôt proche de Victoria par les Californiens. En fait, son argument le plus solide est l'arrivée prochaine de nouveaux missionnaires, du Zacatecas, pour remplacer les franciscains espagnols : il était indispensable, d'après lui, que le nouveau système soit en place avant leur arrivée. Il insiste en effet sur l'influence que les missionnaires ont gardée sur le territoire grâce à leurs ressources financières : du fait du manque de numéraire du gouvernement, les soldats, en particulier ceux qui étaient en charge de la garde des missions, sont en réalité rémunérés par les missionnaires avec les

21 SPMC, 2, p. 38 Carta que dirige a Figueroa en defensa de lo que ha hecho para secularizar las Misiones, 19 mars 1833, San Diego.

productions de leurs propriétés et le travail des Indiens. « Les soldats, les caporaux et même les sergents sont indisciplinés et sont les serviteurs des Missionnaires qui les emploient comme majordomes, administrateurs, confidents, ce qui occasionne aussi la corruption des Indiens des missions, parce qu'ils profitent de leurs femmes, ils leur donnent de l'alcool etc. »[22] Comme l'avait montré la révolte de Solis, la maîtrise de ce capital par les missionnaires met le territoire en danger. Implicitement, c'est donc aussi parce que Victoria semble tenté par le « colossal pouvoir arbitraire des missionnaires » entre décembre 1830 et janvier 1831 qu'Echeandía décide de publier le décret le 6 janvier 1831.[23] Ainsi, « afin de consolider la sécurité et le bon ordre du territoire » et de faire « avancer rapidement vers la civilisation cette multitude de sauvages », il a voulu « convertir en hommes libres et en propriétaires dix-huit mille indigents, auparavant forcés de travailler, qui appartiennent aussi à notre Nation, comme lui appartiennent leurs terres ». C'est pour lui le meilleur moyen « d'augmenter considérablement notre population et à rendre nos frontières de plus en plus sûres, sans nécessité de coloniser cette région avec des étrangers qui selon [lui] ne seront jamais aussi sûrs dans leur adhésion à notre Religion, notre patrie et nos coutumes, en raison de leur nature distincte et leur plus grande culture »[24].

Le motif principal d'accusation du gouvernement contre le décret de sécularisation de 1831 est qu'elle est en infraction à la loi dont elle prétend être l'application, celle de septembre 1813 : en effet, au lieu de charger les Indiens eux-mêmes de la répartition des terres et des biens, elle charge des administrateurs de le faire. Une hypothèse pour expliquer cette variation est que c'est Padrés qui la propose, notamment pour convertir certains Californiens à l'idée d'une sécularisation des missions. Echeandía doit peut-être, sous les conseils stratégiques de Padrés, se rallier à la solution des administrateurs pour la rendre acceptable. La sécularisation ne rencontre pas en effet un public extrêmement favorable. Si les soldats à la retraite et leur famille souhaitent obtenir des terres et des parts de marché, et diminuer de la sorte le monopole des missions sur les terres, le travail des Indiens et le commerce, ils ne sont pas prêts à voir s'effondrer totalement le système des missions. Ils sont en somme favorables à la colonisation (par eux-mêmes), mais modérément à la sécularisation. L'examen des discussions concernant les missions et la gestion des « temporalités »

22 SPMC, 2, p. 38

23 *Ibidem.*

24 *Ibidem « A virtud pues de todo lo relatado, trascurrido en el periodo de 6 años me propuse consolidar la seguridad y buen orden del Territorio convirtiendo en hombres libres y propietarios a los 18 000 forzados indigentes reducidos en las viejas misiones para avanzar despues con velocidad a la civilizacion de esta multitud de gentiles selvaticos que tambien pertenecen a nuestra Nacion tanto como pertenecen sus terrenos y con esto lograriamos aumentar considerablemente nuestra poblacion y asegurar mas y mas nuestros limites sin necesidad de colonizar por esta parte con estrangeros que a mi juicio nunca sera tan segura y solida su adhesion a nuestra Religion, patria y costumbres en razon de su distinta naturaleza y mayor cultura. »*

dans les années précédant le décret du 6 janvier 1831 est révélateur. Le 7 avril 1825, le conseil territorial traite dans son ordre du jour la question suivante : faut-il ou non enlever la gestion des « temporalités » (c'est-à-dire la gestion de la mission comme unité productive, économique) aux missionnaires qui ont refusé de prêter serment sur la Constitution républicaine ? Le procès verbal de la session nous livre des éléments du débat et la distribution des votes. Trois conseillers, Francisco Castro, Carlos Castro et José Antonio Castro se montrent favorables à cette décision ; après une longue discussion, le président, le gouverneur Luis Antonio Argüello, signale son point de vue défavorable car dans l'hypothèse d'une sécularisation, « les Indiens s'en iraient tous » et que « dans la Province les sujets qui puissent remplir le rôle [d'administrateur] sont très rares » et « pour beaucoup d'autres motifs ». Francisco Castro persiste dans son opinion, José Antonio Castro également, à la nuance près qu'il ne souhaite pas par cette décision « causer le recul de la religion catholique ».[25]

Le long discours qu'Echeandía fait devant le conseil territorial en session publique à Monterey au cours de l'été 1830 tend à confirmer cette réticence générale par rapport à la sécularisation. L'exposé de nombreux arguments signale en effet qu'il lui est nécessaire de convaincre, et que le vote du plan n'est pas une simple formalité. Echeandía prend le parti non pas de présenter la sécularisation comme une réforme isolée, mais dans une démarche générale d'organisation de la Californie selon le système constitutionnel mexicain, et en examinant comment chaque catégorie de population peut, selon son degré d'éloignement du modèle, faire un pas vers celui-ci : les colons et les Indiens christianisés peuvent bénéficier immédiatement de tous les bienfaits du système, tandis qu'il convient plutôt que les catéchumènes restent dans le cadre de la mission et que les gentils soient circonscrits par la force si nécessaire, et par les relations commerciales et amicales dès que possible, tout en tirant parti de leurs dissensions pour les dominer.[26] Surtout, Echeandía, en tout cas d'après le compte rendu qu'en fait Vallejo, présente les missions comme de grands propriétaires, dont le droit de propriété est douteux, les missions ne revendiquant leur terre que par occupation et non par droit de propriété. Ce faisant, il privilégie l'angle « colonisation » plutôt que l'angle « rétablissement des droits des Indiens », s'adaptant à son auditoire. Ce choix est bien entendu à comprendre dans le contexte des suites de la révolte de Solis : il s'agit de faire miroiter la possibilité d'acquérir des terres aux soldats qui ne sont pas plus payés et se sont déjà révoltés pour cette raison. Il faut aussi orienter le ressentiment des soldats vers les missionnaires plutôt que vers le gouvernement :

25 LR, 1, p. 47, séance du 7 avril 1825.
26 Vallejo, 2, p. 105-109.

> « Dans son long message, qu'il avait bien étudié, le gouverneur Echeandía fit aussi allusion au fait que les terres fertiles de la Haute-Californie n'appartenaient pas aux missions du fait de la loi, mais par droit de possession, et il leur demanda : est-ce juste que vingt-et-un établissements des missions possèdent toutes les terres fertiles de la péninsule et que plus de mille familles de gens de raison ne possèdent pas plus que ce que veulent bien leur donner les missionnaires ? Comme preuve de l'injustice avec laquelle on les traitait, il cita l'article 14 du règlement donné par le gouvernement, dont l'article expliquait clairement le dessein de développer la population, non seulement grâce à la répartition proportionnée des terres ; et utilisant des termes appuyés il censura l'avidité des missionnaires qui voulaient tout garder pour eux (et les Indiens), qui traitaient avec indifférence les Mexicains, et avec mépris les étrangers. Il leur inculqua comment la loi mexicaine de colonisation avait pour but d'inviter les étrangers à venir résider dans le territoire de la république ; les législateurs avaient bien précisé, en des termes non équivoques, que les terres de la nation qui n'avaient pas de propriétaire particulier, et qui n'appartenaient pas à une corporation ou à une municipalité pouvaient être colonisées. Il leur montra aussi que le pouvoir exécutif général avait pris la disposition que les corps législatifs des États et des provinces votent au plus vite un règlement de colonisation de leur propre juridiction pour qu'ils se conforment en tout aux actes constitutifs, constitution générale et règles établies dans cette loi. Une fois conclu le message de Son Excellence, qui avait été écoutée au milieu d'un profond silence, l'auditoire (sauf les honorables conseillers) éclata en de bruyants vivats qui continuèrent après la sortie du gouverneur Echeandía de la salle des sessions. »[27]

Le discours d'Echeandía est donc construit autour du droit des particuliers à la terre (en omettant de traiter la question indienne, alors que l'argument principal des missionnaires est qu'ils gardent la terre pour les Indiens) ; il réussit même, visiblement, à présenter la réforme comme indispensable légalement, afin de conformer la Californie aux lois de la république. Ainsi, l'arrivée du nouveau gouverneur peut constituer un argument pour mettre en application la loi, afin qu'une telle désobéissance ne lui soit pas reprochée, comme en son temps à Pablo Vicente de Solá, le dernier gouverneur espagnol, quand il n'avait pas appliqué la législation des *Cortes*.

D'après Vallejo, la commission du conseil à qui est confiée l'étude de la loi de sécularisation, composée de Joaquin Gomez, Manuel Jimeno et Mariano Vallejo, s'exprime en faveur de la sécularisation immédiate d'une partie des missions.[28] Le récit de Vallejo confond probablement les deux moments de proposition de la loi de colonisation. En effet, le sujet est d'abord abordé en juillet 1830, juste après le discours inaugural d'Echeandía sur le thème des missions, peu de temps après la fin de la révolte de Solis. La proposition d'Echeandía est approuvée à ce moment-là, mais par une commission et un conseil territorial qui ne comptent pas les membres cités par Vallejo.[29] En effet, Jimeno et Vallejo sont élus au conseil en octobre 1830, et siègent lors de la publication du *bando* du 6 janvier 1831. Cette confusion est intéressante car elle fait l'impasse sur un reproche majeur fait à Echeandía, celui d'avoir outrepassé ses responsabilités et de ne pas avoir attendu la validation du

27 Vallejo, 2, p. 106.
28 Vallejo, 2, p. 109.
29 La commission en charge des finances et des missions (*Hacienda y Misiones*) est composée, à partir du 10 juillet 1830, de Castro et Buelna). LR 1, p. 132

gouvernement central avant de publier le décret de sécularisation. À la place, le récit de Vallejo met en valeur Echeandía, comme représentant de la politique nationale, et le conseil et sa commission, représentant le peuple californien. Dans le témoignage d'Alvarado, le lien qu'Echeandía fait entre la révolte de Solis et son projet de loi de sécularisation est encore plus explicite.[30]

Si a posteriori, du fait des événements ultérieurs, le *Bando* du 6 janvier 1831 a pu paraître suspect, il semble que Echeandía était de bonne foi en le faisant publier malgré la présence de Victoria sur le territoire. Il s'agissait certes d'une manœuvre, mais il est crédible qu'il pensait toujours suivre à la fois sa conscience et ses instructions, et que c'était Victoria qui était manipulé par les missionnaires plutôt que motivé par un changement de politique du gouvernement. Comme il le signalait dans sa justification au gouvernement, la loi comme ses instructions justifiaient sa politique, et il n'avait pas de raison profonde de penser que le gouvernement avait réellement changé d'avis sur la question. Padrés avait certes pu l'informer des luttes politiques mexicaines entre les partis, mais aussi lui confirmer que la sécularisation était bien un objectif partagé, au-delà de l'utilisation politicienne qui pouvait en être faite.

Le capitaine de San Diego Santiago Argüello manifeste au mois de mai 1831 les méfaits du décret de sécularisation au député de Californie Carlos Antonio Carrillo à Mexico. Il y déplore moins le décret en tant que tel que les désordres qu'il a introduits au sein du territoire. « La graine de la sécularisation continue d'être semée, et bientôt le fruit qu'on cherche à récolter va pousser », et « contre cette culture (…) des dispositions ont été prises ». Le gouverneur Victoria fait en effet de « grands préparatifs » pour affronter les défenseurs de la sécularisation, ceux qu'ils voient comme ses opposants. « La sédition se répand parmi les villageois [de Los Angeles] », s'alarme Argüello. Celui qui est représenté comme au centre de ces manigances, c'est José María Padrés, l'inspecteur des troupes : « tant qu'il ne partira pas d'ici, adieu la Californie, adieu les hommes de bien, je ne sais pas par quels diables il est venu perturber notre tranquillité et ainsi épuiser nos faibles ressources

30 Alvarado, 2, p. 159-160 *« Si doy mayor importancia a la conducta observada por el padre Martinez lo hago porque en este asunto seguros datos fidedignos que poseo el no era sino el representante de todos sus hermanos misioneros aquien animan iguales sentimientos como lo comprueba la conducta que desde la proclamacion de la Republica exigen a todos sus servidores tambien SR llamo la atencion de los ciudadanos diputados hacia el hecho que las misiones estaban caminando a toda prisa hasta su ruina, que con anuencia de los padres ministros se destruian diariamente los intereses de las comunidades de indios y que los padres misioneros obrabab con tal descuido en el manejo de las temporalidades que si no se tomaba alguna providencia violenta pronto desaparecieran esos capitales que irian a parar en tal lugar que ni los indios ni el gobierno sacarian provecho alguno. Viendo Echeandía que la diputacion aplaudia su discurso el creyo llegado el momento oportuno de despejar la incognita que consistia en explicar a los Diputados el importe de la ley de provincia de las cortes Españolas ; (esa ley era entonces vigente en la republica) dijoles pues que segun esa ley los misioneros tenian que entregar al ordinario todos sus bienes despues de diez años de fundadas las misiones y que habiendo pasado mucho mas del tiempo estipulado por ella, habia creido de su deber consultar a la muy Honorable Diputacion sobre las Providencias que debian tomarse para la secularizacion de misiones. »*

pour parler de la félicité des Californies, car tant que ce monsieur sera là, elles n'en auront pas ».[31] Les missionnaires, le gouverneur Victoria, Santiago Argüello pointent du doigt le rôle central de Padrés non seulement dans la réalisation du programme de sécularisation, mais surtout pour son rôle de perturbateur : c'est lui qui aurait semé la zizanie parmi les Californiens, par sa radicalisation d'une partie d'entre eux.

C. « À cette époque arriva la nouvelle de l'établissement dans toute la République mexicaine de loges maçonniques, les unes appelées écossaises et les autres yorkines »

José María Padrés est pointé du doigt comme le responsable principal de la loi de sécularisation. C'est lui qui aurait introduit la clause des administrateurs « *de razón* » au décret, le rendant ainsi illégal par rapport à la loi dont il se prévalait, datée de septembre 1813, causant dès lors son rejet par l'administration centrale.[32] En 1829, il aurait abusé de la naïveté du gouverneur, qui ne voulait que le bien des Indiens, en proposant des administrateurs non-Indiens pour les missions, missions qu'il souhaitait confier au cercle des jeunes gens qu'il avait acquis à sa cause en Californie. Que faire de cette version qu'on trouve partout dans les sources et dans l'histoire de Bancroft ? Que nous dit-elle de la manière dont se fait l'articulation entre des enjeux locaux et des supposés passeurs, vecteurs de politisation ?

Les allégations des missionnaires sont relayées par les Californiens eux-mêmes, qui dans leurs souvenirs admettent être des « disciples » de Padrés : il s'agit de jeunes gens nés dans les années 1800, que l'on peut énumérer à partir de ces mémoires, ou de la correspondance contemporaine. Le noyau est constitué de jeunes hommes qui ont grandi ensemble à Monterey : Juan Bautista Alvarado, Mariano Guadalupe Vallejo, José Castro (fils), José Joaquin Ortega, Joaquin de la Torre. Mais ceux qui se trouvent dans l'entourage d'Echeandía à San Diego au moment du passage de Padrés sont également (et d'abord) concernés, tels Santiago E. Argüello (le fils du commandant de San Diego) « qui reçoit des leçons d'arithmétique et de politique du géomètre Padrés, et va continuer à Monterey son apprentissage » ou Juan Bautista Alvarado, montereyen mais au service d'Echeandía comme secrétaire et *regidor* à Los Angeles à ce moment-là. Ni Juan Bandini, plus âgé, ni Pío Pico ne s'en vantent, mais leurs positions ultérieures sont visiblement influencées par ce qu'il

31 JNE, 100, p.196 Santiago Argüello à Carlos Antonio Carrillo

32 Cette accusation fait écho à celle qui lui est faite plus tard en 1834, de vouloir, avec son collègue directeur de la colonisation, s'emparer des terres des missions à son profit et pour y placer des administrateurs venus de Mexico, ses clients. Voir chapitre 5.

a pu dire de la situation mexicaine.[33] Visiblement, le voisinage avec Padrés donne une assurance et une cohésion supplémentaire à ces jeunes gens, à la fois fondées sur ce qu'il leur apprend, sa grille de lecture de la politique mexicaine et sur une sociabilité formelle et codifiée. Alvarado comme Vallejo disent que c'est à ce moment en effet « qu'est introduite la distinction entre *yorkinos* et *escoceses »* en Californie.[34]

Ces appellations tirent leur origine des disputes politiques qui tiraillent Mexico dans la deuxième moitié des années 1820, particulièrement fortes lors de la campagne présidentielle de 1828 et des troubles qui s'ensuivent jusqu'en 1830. Elles sont issues des loges maçonniques qui forment le support de la politisation à Mexico. Avaient d'abord été organisées des loges selon le rite écossais, où les élites de México, créoles pour la plupart, mais pas uniquement, avaient pris position au sujet de l'indépendance. Le nom « *yorkino* » vient de l'organisation de loges maçonniques selon le rite de York en 1825, encouragées par le représentant des États-Unis à Mexico Joel Poinsett. Très vite, l'appellation « *yorkino* » ne désigne plus forcément les franc-maçons de ces loges, mais devient un terme générique. Les positions yorkines sont en fait variables au fil de la vie politique et doivent donc être rattachées au contexte, en particulier électoral. Elles sont souvent rattachées au fédéralisme, à des positions plus franchement anti-cléricales et anti-espagnoles que celles des Écossais. Les *yorkinos* commencent par s'opposer au puissant ministre Alamán, qu'ils font démissionner en 1825, notamment par une campagne au Sénat menée par Lorenzo Zavala. Ensuite, ils se mobilisent pour l'élection présidentielle de 1828 et sont également associés aux mesures contre les Espagnols en 1827 et 1829. Les loges se diffusent rapidement dans les États mexicains par l'affiliation des aspirants à l'élection comme députés au Congrès.[35] Padrés est peut-être de ceux-là : arrivé en Basse-Californie avec le gouverneur Echeandía, il en devient le vice-gouverneur en 1826 puis se fait élire député au Congrès pour 1827. Il est donc à Mexico et au Congrès au moment de la campagne électorale de 1828, très partisane, de l'élection controversée de Manuel Gomez Pedraza, de l'annulation de son élection par le Congrès, de la proclamation de Vicente Guerrero, candidat des *yorkinos* à la présidence et enfin de la campagne politique et militaire contre Guerrero et son

33 Vallejo, 2, p. 174 ; DLG J. Carrillo [C-B 73], José de la Guerra, « Ocurrencias Curiosas », p. 31 *« Ortega y Argüello toman sus lecciones de Aritmetica y politica por el Geometra Padrés y han pasado por aqui en seguimiento para continuar en Monterey su aprendizage. »* transcrit dans Louise PUBOLS, *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, n. 17 p. 349.

34 JBA, 2, p. 162, 174 et Vallejo, 2, p. 54 et p. 112. Estevan de la Torre, p. 61

35 Au sujet des luttes politiques de ces années-là et du lien avec les yorkinos, voir essentiellement Michael P. COSTELOE, *La Primera República Federal de México, 1824-1835: Un estudio de los partidos políticos en el México independiente*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1975, p. 49-64 ; Pour le rôle des yorkinos dans les lois anti-espagnoles, voir Harold Dana SIMS, *La expulsión de los españoles de México (1821-1828)*, México, Fondo de Cultura Económica, 1974. Il y a finalement peu de bibliographie sur les mouvements *yorkino* et *escoces*.

remplacement par Antonio Bustamante au tout début de l'année 1830. C'est en 1830 que Padrés se rend en Haute-Californie auprès d'Echeandía comme inspecteur des troupes, peut-être une forme d'éloignement politique.[36]

L'influence de José María Padrés est perceptible notamment avec l'apparition de critiques contre Echeandía et de sa politique envers les missionnaires, ainsi que par des prises de positions plus ouvertement critiques des missionnaires. Alors que jusqu'à 1829, les reproches contre Echeandía viennent d'employés publics ou militaires venus de Mexico comme l'employé des finances José María Herrera ou le capitaine Miguel González, mais ne prennent pas auprès de la population, à partir de 1830 ces critiques sont reprises par Alvarado et Vallejo par exemple. Pour Alvarado, Echeandía s'est laissé abuser par « l'astuce missionnaire », car « pendant qu'il hésitait » à leur retirer effectivement la gestion des temporalités, « ils complotaient pour le renverser ». La mention par Alvarado et Vallejo de l'astuce des missionnaires consistant à accepter spontanément de se défaire de la gestion des « temporalités » suite aux premières études du conseil territorial sur la sécularisation, et leur jugement sur le recul d'Echeandía à ce moment-là traduit chez eux l'influence de l'inspecteur Padrés.[37]

Dans les archives judiciaires, les actes d'un procès à Monterey en décembre 1830 rendent cette opposition naissante palpable : on y apprend que le secrétaire de l'*ayuntamiento* de Monterey, José Castro le jeune (« *el mozo* »)[38], est soupçonné d'avoir placardé des pancartes où se lisent les mots : « À mort Echeandía ! ». Il est soupçonné notamment parce qu'on l'a entendu s'exprimer au sujet de sa « haine des Mexicains du centre ».[39] Cela peut surprendre, car on est habitué, par la lecture des témoignages de Vallejo et d'Alvarado à considérer que ces jeunes gens étaient relativement dévoués au gouverneur Echeandía.[40] On a déjà noté néanmoins une certaine ambivalence, issue de la conviction d'Alvarado et de Vallejo d'appartenir à de « grandes familles influentes » de Californie. Il y a donc quelque chose qui change en 1830. Le commerçant Virmond remarque au début de l'année 1831 « qu'une haine profonde des Mexicains, ou comme on les appelle, « ceux de l'autre bord » (*de la otra banda*) est en train de monter chez les Californiens natifs ». Cette haine n'est pas spontanée, mais « encouragée par certaines personnes mal disposées, pour leurs propres fins »[41]. Il est fort

36 Auguste Bernard DUHAUT-CILLY, *Voyage autour du monde principalement à la Californie et aux iles Sandwich, pendant les années 1826, 1827, 1828, et 1829*, Paris, A. Bertrand, 1834, p. 238. L'auteur transcrit « Padrez » ; L'admission au Congrès de Padres a lieu en janvier 1827 d'après le journal *El Sol* du 28 janvier 1827.

37 Alvarado, 2 p. 161 ; Vallejo, 2, p. 108-109

38 Il s'agit du fils d'un précédent alcalde de Monterey, José Tiburcio Castro.

39 Vallejo, 2, p.112. DSP Ben Mil, 70, p. 118 [C-A 19], 9 décembre 1830, Monterey

40 Voir chapitre 2, et par exemple Vallejo et Alvarado, 2, p. 166

41 Virmond, lettre de janvier 1831 à Bustamante, traduit dans D.J. WEBER, « California in 1831 ».

probable que pour formuler cet avertissement, Virmond s'est inspiré du procès que nous venons d'évoquer. Or ce qui est intéressant, c'est qu'il semble impliquer que des « personnes mal disposées » (qui d'autre que José María Padrés ou Juan Bandini ?) encouragent l'inimitié des Californiens pour ceux venus du reste du Mexique. Cela paraît curieux au premier abord : pourquoi Padrés encouragerait-il la haine des Mexicains ? Il faut sans doute y voir une interprétation, de la part de Virmond ou de Castro, ou des deux, de la propagande fédéraliste partisane de l'inspecteur des troupes : le fait que les libéraux modérés (les *escoceses*) soient au pouvoir suscite ses critiques du gouvernement central, tandis que le fédéralisme incite à promouvoir la prise en main locale des affaires californiennes. Quant à Bandini, ses origines péruviennes peuvent le conduire à un loyalisme peu affirmé envers le Mexique, et ce d'autant plus facilement qu'en tant que commerçant il est intégré à des réseaux internationaux.[42]

Un épisode a priori suvenu en 1831 illustre l'assurance de ces jeunes gens, qu'avait démontrée également l'épisode de la gifle de Monterey le 16 septembre 1830[43]. Vallejo, élu au conseil territorial est aussi *alferez* (sous-lieutenant) et trésorier (*habilitado*) à San Francisco. Il fait le récit dans ses mémoires de son exploit, sur le mode héroïque mettant en valeur l'avant-gardisme de ses camarades et de lui-même. Il aurait, dit-il, convaincu Enrique Virmond, négociant d'orgine allemande mais naturalisé mexicain, habitué du commerce (et de la contrebande) entre la Californie et le Mexique, de lui procurer une bibliothèque à bas prix à San Blas, dont des livres interdits par l'Église catholique. Un marin à bord du vaisseau qui les transportait aurait dénoncé aux autorités ecclésiastiques le contenu de la cargaison. Lesquelles autorités auraient dès lors commencé les démarches pour saisir les livres, d'autant plus que comme ils n'étaient pas déclarés, ils pouvaient être saisis par les autorités civiles comme contrebande. Vallejo est mis au courant, et monte à bord. Il se décrit dès lors comme un sauveur, puisqu'il leur propose d'emporter à ce moment-là sa marchandise, afin qu'elle ne soit pas saisie. En réalité il s'agit tout simplement de conclure le marché initial. Les livres sont donc débarqués cette nuit-là par six marins de confiance, dans un lieu convenu à l'avance ; ils sont ensuite transportés chez Vallejo par huit soldats également de confiance. À cinq heures du matin, le trésor est en lieu sûr. Il transmit aussitôt la nouvelle à ses camarades Juan Bautista Alvarado et José Castro à Monterey. Aussitôt Castro vient à San Francisco, admire les ouvrages, et en rapporte quelques-uns pour les lire chez lui à la capitale.

Or José Castro fréquente une jeune fille qui avait pour habitude (celle de « gens peu éduqués »

42 En général, dans ses écrits il insiste sur le fait que la Californie est sa patrie d'adoption, mais insiste bien moins sur son attachement au Mexique. Voir par exemple sa proclamation du 22 mars 1832 (DHC, Bandini), citée plus loin.

43 Voir chapitre 3.

d'après Vallejo, qui surestime le libertinage des Californiens de l'époque mais qui témoigne du discours anticlérical dans lequel il baigne à ce moment-là) de se confesser, et de confesser les péchés de ses proches. C'est elle qui révèle à son confesseur et au missionnaire de San Francisco, en visite à Monterey, les lectures passionnées de son amant et d'Alvarado. Elle révèle également la source de ces lectures, la bibliothèque de Vallejo. En conséquence, les trois jeunes hommes sont excommuniés par le père Narciso Durán, la plus haute autorité ecclésiastique du territoire. La situation se résout néanmoins assez rapidement, Alvarado étant porteur d'une somme d'argent destinée au missionnaire. Au cours d'une discussion où Alvarado plaide en faveur des *Aventures de Télémaque*, de Fénelon, le missionnaire admet que c'est surtout pour les avertir à temps avant qu'ils ne pervertissent leur âme qu'ils ont été excommuniés. Mais au vu des efforts des trois jeunes hommes et de leurs pères pour défendre les missions, il lève l'excommunication. Il leur permet de lire tous les livres mais leur conjure de ne pas les laisser entre les mains de personnes moins éclairées qui pourraient en tirer des sentiments anti-religieux. Vallejo achève son récit en expliquant leur soulagement car leur excommunication a fait fuir toutes les jeunes filles de leur présence. Au contraire, à l'annonce de la levée de celle-ci, des bals et autres réjouissances sont donnés en leur honneur.

Cette remarquable anecdote digne de figurer dans un épisode de *Zorro* est intéressante à plusieurs égards. On y trouve des *topoi* narratifs : hypocrisie des religieux qui mettent l'argent au-dessus de leur conviction religieuse, religiosité et manque d'éducation des femmes, audace et héroïsme des jeunes gens pour l'amour de la connaissance. On y lit aussi comment, en tout cas pour les jeunes gens concernés, se joue une certaine émulation virile, et comment les pratiques de lecture servent de marque de distinction entre eux. Au cours de son récit, Vallejo exprime la valeur que les trois jeunes gens donnent aux livres ainsi obtenus, qu'il qualifie de « trésor ». Parmi ces livres, on sait que se trouvent *Les Aventures de Télémaque*, des œuvres de Voltaire et Rousseau ; plus globalement, Vallejo les décrit comme l'oeuvre « d'hommes de science et d'intelligence du vieux monde ». Il dit aussi que ce n'est pas leur première tentative de se procurer ces livres, et « qu'ils ont fait toutes sortes d'efforts et de sacrifices » pour les obtenir.

En termes géographiques, que la livraison ait lieu à San Francisco n'est pas anodin. En effet, c'est le lieu le plus éloigné des yeux du pouvoir territorial et missionnaire, tout en n'étant que peu distant de Monterey. Vallejo y est *alferez* et y jouit déjà d'une certaine réputation, notamment grâce à ses faits d'armes contre les Indiens de la région (Miwoks). Il est aussi le futur beau-frère du capitaine du bateau qui lui a apporté les livres, puisqu'il est fiancé à la sœur de son épouse, une

Carrillo qui vit à San Diego. Ses liens avec les commerçants ont débuté à Monterey, quand il a travaillé comme employé pour le négociant britannique William Hartnell. On constate également que Vallejo, officier intermédiaire à San Francisco, peut compter sur des soldats subalternes pour l'aider dans son entreprise ; ceux-ci n'apparaissent pas dans le récit comme des complices, mais bien des subalternes, peut-être des clients, comme le dénote le terme « de confiance » employé à leur égard. De même, il se vante d'avoir fait sonner les cloches de la mission Dolores en célébration de la levée de son excommunication. On ne peut exclure la vantardise, mais l'épisode indique néanmoins des moyens relativement importants à la disposition du jeune homme.

Avec Vallejo, Castro et Alvarado, on a affaire à une population relativement mobile. Dans ce seul épisode, Alvarado se déplace de Los Angeles à Monterey[44], et Castro de Monterey à San Francisco. Cela s'explique en partie par l'éducation de ces jeunes gens qui leur permet d'occuper des emplois auprès des officiers ou gouverneurs, ou encore des rôles dans l'administration civile en cours d'élaboration. Ainsi, en 1831 Alvarado est secrétaire du conseil territorial et *regidor* à Los Angeles. Ses qualifications lui permettent également d'être greffier dans certains procès. La remarque de Durán sur la coopération des jeunes gens et de leurs parents pour la préservation des missions californiennes, malgré les remarques et les lectures anticléricales des jeunes gens, sont une forme de revanche des fils pour leurs pères qui n'ont pas été suffisamment reconnus.

San Francisco devient ainsi entre mi-1830 et mi-1831 le lieu d'une sociabilité informelle, loin du pouvoir, où l'on vient chasser la loutre et participer à des conversations subversives. Alors qu'Echeandía résidait à San Diego, le nouveau gouverneur réside à Monterey, et il faut aller plus loin pour se soustraire à ses regards. Cette sociabilité informelle est probablement complétée, dès cette époque, par l'organisation d'une loge maçonnique du rite de York, sinon officiellement établie du moins de fait, comme l'atteste une lettre de Santiago Argüello, le capitaine commandant de San Diego, au député au Congrès Carlos Antonio Carrillo en 1831, au vocabulaire peu équivoque puisqu'il qualifie Padrés, qu'il désigne par la périphrase « qui vous savez », contribuant ainsi au caractère mystérieux du personnage, de « maître » (« *el gran maestre ya sabe U quien es* ») et parle d'une « loge » (*logia*)[45]. Aucun témoignage a posteriori n'évoque l'organisation d'une telle loge. Ce silence général peut refléter le caractère secret de l'organisation en question, gardé par les Californiens jusque dans leurs mémoires des années 1870. Un autre indice se trouve dans le journal de José de la Guerra, déjà cité, où il qualifie Padrés de « géomètre », allusion peu voilée à son caractère de maçon.[46] La

44 À moins qu'il n'ait déjà été à Monterey, mais à ce moment-là il est *regidor* à Los Angeles.
45 JNE, 100, p. 196, Santiago Argüello à C.A. Carrillo, 1831.
46 DLG J. Carrillo [C-B 73], José de la Guerra, « Ocurrencias Curiosas », p. 31

signature de Vallejo en 1831 semble également comporter trois points formant un triangle :

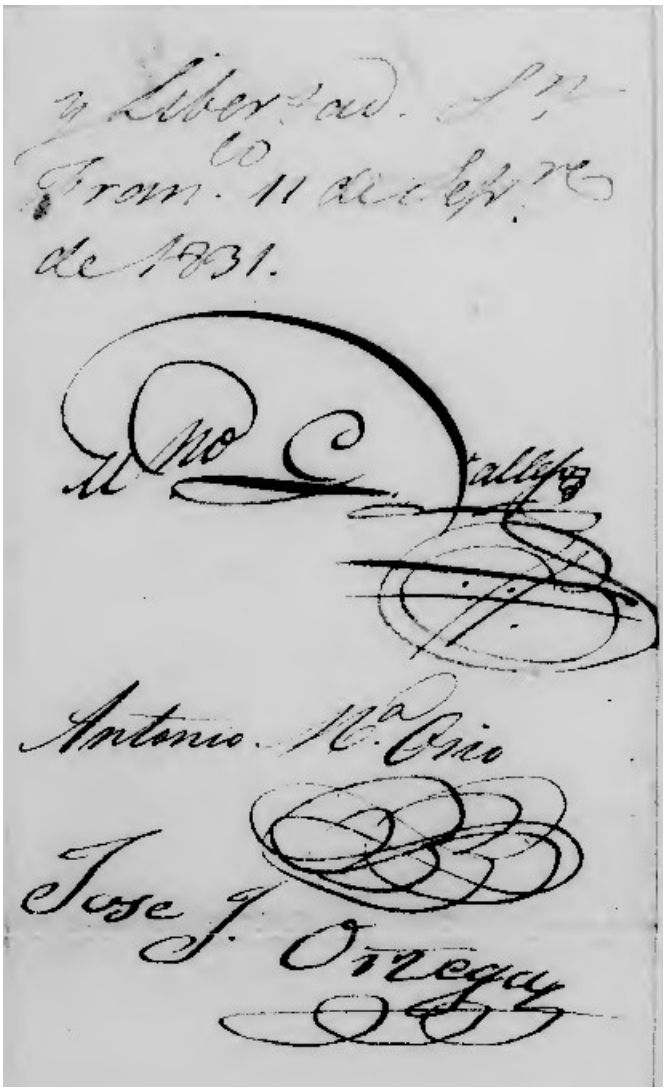


Illustration 10: Lettre des conseillers au gouverneur pour qu'il convoque le conseil territorial. On distingue trois points en triangle sous la première signature, celle de Mariano Vallejo. Les autres signatures (Antonio María Osio, José Joaquin Ortega) comportent des fioritures, mais pas les trois points. Il est possible que le quadrillage indique l'usage du code dit « franc-maçon » et signifierait le sigle GJS. Il y a une grille pour un code de ce type dans les documents de Vallejo (voir annexes). Source: DHC Vallejo n°237 (Bancroft Library, C-B 1)

À notre connaissance, l'existence d'une loge en Californie a toujours été évoquée à l'état d'hypothèse, du fait de l'influence de Padrés, mais ce travail est le premier à établir un faisceau

d'indices plus précis, en particulier la lettre de Santiago Argüello, dont l'original se trouve aux archives nationales du Mexique. Sans qu'il soit possible, en l'état de nos connaissances, d'en dire plus sur cette loge, nous pouvons d'ores et déjà évoquer le fait qu'une organisation secrète joue un rôle au cours de la révolution suivante, en 1836.

***

La conséquence directe de la révolte de Solis est la guerre ouverte entre les missionnaires et le gouvernement territorial. À partir du printemps 1830, Echeandía estime que le seul moyen d'éviter une seconde révolte des soldats est de leur faire miroiter les terres des missions, quitte à minorer les droits des Indiens. Il propose ainsi une approche qui favorise les droits des soldats à la terre (colonisation) plutôt qu'une approche plus protectrice des droits des Amérindiens (sécularisation). Comme il s'en explique par la suite, il s'agit de soustraire ces soldats à l'influence des missionnaires dont la plupart dépendent, en l'absence de paiement de leur solde, du fait des travaux qu'ils accomplissent pour eux et des moyens de subsistance qu'ils leur fournissent. Pour les plus favorisés, les concessions de terres sont alléchantes, mais le sont encore davantage la perspective d'obtenir la charge d'une mission à séculariser, en tant qu'administrateur, poste potentiellement lucratif et surtout qui permet de se constituer un réseau d'influences.

Dès avant l'arrivée de Victoria les missionnaires ont déterminé la manière dont ils souhaitent exploiter la nouvelle situation, en faisant du gouverneur leur allié. Aussi, loin d'être les seules victimes de l'extrêmisme de Padrés, les missionnaires contribuent au moins autant à polariser le territoire entre *yorkinos* et *escoseses*. Dans l'introduction des enjeux politiciens nationaux, les missionnaires (via Virmond) et Padrés se partagent la responsabilité, les premiers brandissant Bustamante comme leur allié, en un coup de *bluff* assez bien vu, le second fournissant une grille d'interprétation pour cette alliance des missionnaires à Bustamante, les qualifiant eux et leurs alliés d' Écossais et donnant à leur tour à Echeandía et ses alliés l'espoir qu'un retournement de situation à Mexico, aisément imaginable après les coups de 1828 et 1829, leur profiterait à leur tour. Dans ces conditions, un « coup » comme la publication du décret prend plus de ce sens, ainsi que la révolution de la fin de l'année 1831.[47] Néanmoins, bien qu'évident pour beaucoup, le lien entre sécularisation, contexte politique et révolte contre le gouverneur reste complexe : le recours à la révolte dans un territoire de marche militaire et où il y a dix Indiens pour un colon est tout sauf évident. Il nous revient désormais d'expliquer comment et pourquoi certains Californiens en viennent à la révolte ouverte contre le gouverneur fin 1831.

47 Bancroft utilise le vocabulaire du « coup » (*golpe de estado)* pour décrire le décret du 6 janvier 1831.

II - Faire la révolution : des oppositions politiques à la lutte armée

Après presque une année d'opposition politique entre le gouverneur Victoria d'une part et différentes parties de la population californienne, Juan Bandini, José Antonio Carrillo et Pío Pico publient un manifeste contre Victoria le 29 novembre 1831 à San Diego. Echeandía se joint à eux, puis la compagnie présidiale du lieu le 1er décembre (Santiago Argüello, Pablo de la Portilla). La force ainsi constituée gagne Los Angeles, menacé par Victoria qui vient y rétablir l'ordre et l'alcalde Sánchez qui prend le parti du gouverneur. La ville se rallie au manifeste le 4 décembre et ses citoyens grossissent la force des rebelles, qui affrontent les forces de Victoria, venues de Santa Barbara, le 5 décembre 1831. La bataille se solde notamment par deux morts parmi les notables (José María Avila de Los Angeles, Romualdo Pacheco, commandant de Santa Barbara) et par la blessure grave du gouverneur Victoria. Ce dernier se réfugie à la mission San Gabriel et admet sa défaite. Il annonce son départ le 9 décembre 1831. Après plusieurs semaines entre San Gabriel (départ le 20 décembre), San Luis Rey et San Diego à gagner un port et attendre le départ d'un navire, il quitte la côte californienne le 17 janvier 1832.

Encart 1: Déroulement de l'opposition puis de la révolte contre le gouverneur Manuel Victoria, 1831

En général, la révolution contre le gouverneur Manuel Victoria en 1831 est interprétée sous l'angle de deux revendications conjuguées : la volonté de séculariser les terres des missions afin de s'approprier les terres et le travail des Indiens d'une part, l'ambition de gouvernement local d'autre part, la deuxième permettant d'obtenir facilement la première.[48] De ce fait, la responsabilité de José

48 C'était l'opinion développée par les missionnaires (et Victoria). Voir l'épilogue du rapport de fin d'année de Duran, 31 décembre 1831 dans California Missions and Church misc [C-C 203], 12. Une opinion largement partagée en général par les voyageurs, qui traitaient surtout avec les missionnaires jusqu'au début des années 1830. Voir par exemple, Eugène DUFLOT DE MOFRAS, *Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, exécutée pendant les années 1840, 1841 et 1842*, Paris, A. Bertrand, 1844. : « Don Manuel Victoria supprima les administrateurs civils et rendit aux moines la direction absolue des missions. Cet homme intègre ne pouvait plaire aux Californiens qui depuis 1822 regardaient avec des yeux de convoitise la riche proie que leur offraient les établissements religieux. ». Le lien entre révolution et sécularisation est établi de manière particulièrement claire par le Mexicain-Californien Julio Carrillo dans ses mémoires : « moi qui est toujours été un témoin très attentif des changements les plus importants qui se produisaient dans mon pays », dit-il, « je peux vous assurer que la sécularisation des missions ètait le premier moteur de chacune des guerres civiles ». « Le désir de disposer des terres et du bétail appartenant aux ex-missions fut sans aucun doute le motif de chaque révolution » et les autres explications n'étaient que des « prétextes » cité dans Antonio María OSIO, Rose Marie BEEBE et Robert M SENKEWICZ, *The History of Alta California: A Memoir of Mexican California*, Madison, University of Wisconsin Press, 1996. Mais Julio Carrillo, un beau-frère de Mariano Guadalupe Vallejo, né en 1824 n'a donc que sept ans en 1831. Il vient habiter chez Mariano Vallejo en 1837, lorsqu'à la mort de son père sa mère vint habiter avec ses enfants jeunes et non mariés chez sa fille Francisca Carrillo, qui avait épousé Vallejo en mars 1832 à San Diego, juste après les sessions du conseil territorial qui suivent la révolution et le départ de Victoria. Sa conviction au sujet du lien entre les révolutions dès 1829 et la sécularisation des missions est donc à prendre avec précaution. Cette explication est reprise par HHB3, p. 187 « Victoria négligea de convoquer le conseil territorial et refusa, même lorsque cela lui fut demandé avec insistance, au grand déplaisir des conseillers et leurs amis, l'élément le plus influent de la population. Sa conduite était sans aucun doute illégale, ainsi qu'impolitique et donna aux Californiens une cause juste pour se plaindre. Il savait cependant que les conseillers étaient pour la plupart des disciples de Padrés et les promoteurs du coup de force d'Echeandía [au sujet de la sécularisation], et considéra que leur désir de se réunir était purement et simplement dans le but de poursuivre leur méfait, en supposant – et il avait toutes les raisons de le faire – que les sessions seraient largement consacrées à contrecarrer sa politique. Le 29 janvier, le jour de l'arrivée de Victoria à Monterey, Echeandía avait convoqué les conseillers à se réunir dans l'intérêt de la tranquillité publique. Je n'ai aucun doute que le plan était d'insister d'une façon ou d'une autre, avec l'aide du conseil territorial, pour appliquer la sécularisation. » Le lien entre sécularisation et révolution est aussi particulièrement explicite dans Rosaura SÁNCHEZ, *Telling Identities: The Californio Testimonios*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 236.

María Padrés, et dans une moindre mesure, celle d'Echeandía, est toujours mise en avant, en tant qu'introducteurs à la fois du plan de sécularisation, de la « doctrine fédérale » et de la révolution, du fait de son association avec le parti mexicain *yorkino* vu comme radical dans son programme et dans ses moyens. D'un autre côté, on admet généralement les torts du gouverneur Manuel Victoria. Ce jugement se fonde principalement sur le dossier d'accusation rédigé a posteriori par les membres du conseil territorial. C'est une fois encore Hubert Howe Bancroft qui en donne la version la plus achevée, listant toutes les raisons qui ont conduit les Californiens à la révolte. En fait, la liste est trompeuse car elle lisse et rend cohérente une série d'événements qui ont conduit à la révolte de novembre 1831. Ce n'est qu'au fil du temps, et surtout a posteriori que l'opposition se consolide en une liste de griefs cohérente qualifiant Victoria de « tyran » ou de « despote ». Mais l'opposition à la révolution et les divisions entre les Californiens après celle-ci montrent bien le caractère pluriel, parfois contradictoire, et somme toute relativement minoritaire de ce mouvement.

Plutôt que de se fonder sur l'analyse thématique de Bancroft et du dossier d'accusation de Victoria, l'examen chronologique et géographique de la tension entre Victoria et certains individus ou secteurs de la population californienne permet de mieux évaluer comment et pourquoi un petit nombre de Californiens choisissent l'option révolutionnaire à la fin de l'année 1831. Il apparaît que les « disciples » de Padrés ne sont pas tous partie prenante de ce choix, que d'ailleurs Padrés lui-même n'est peut-être pas à l'origine de cette option et que les objectifs des membres du petit groupe des mécontents ne sont pas nécessairement les mêmes.

Il n'est pas aisé de comprendre finement la dynamique de l'entraînement vers la révolution. L'entrée en fonctions de Victoria se fait dans un contexte tendu. Par la suite, la tension monte d'un cran puis d'un autre du fait à la fois de malentendus, mais aussi de démarches délibérées de provocation. Dans le premier cas, on peut placer les événements de Los Angeles, au moins en partie, et les demandes d'Abel Stearns ; dans le second, les manœuvres de Juan Bandini, et dans une certaine mesure les pétitions visant à demander la réunion du conseil territorial. Dans une certaine mesure, disons-nous, car ces demandes relèvent autant d'une revendication perçue comme légitime du fait des pratiques établies à la fin des années 1820, que d'une provocation politique partiellement orchestrée par Padrés.

A. « Mon intention principale a été d'établir l'intégrité de la nation mexicaine »[49]

En septembre 1831, après neuf mois de gouvernement, Manuel Victoria a suspendu le conseil territorial et propose son propre plan de gouvernement pour le territoire, qui n'a toujours ni constitution ni plan de gouvernement : « suspendre l'élection de l'*alcalde* de Monterey, de même que des autres *pueblos* », et « former du territoire un commandement purement militaire ». En effet, les *pueblos* « formés qu'ils sont de soldats à la retraite venus pour conquérir, des fils de ceux-ci et de quelques colons, on trouve à peine qui élire pour les *ayuntamientos* ». Aucun d'entre eux n'a « l'aptitude » d'en faire partie, et la plupart « ne sait pas lire ni écrire ». De plus, en général ceux qui sont élus sont « des hommes très vicieux qui passent leur année d'alcalde à se venger et à s'enrichir par leur office qu'ainsi ils profanent ». Plutôt que de s'efforcer de « niveler le territoire par des lois de second ordre », il convient d'abord, selon lui, d'y « assurer l'intégrité de la nation mexicaine ». « Faire du territoire un commandement purement militaire permettrait à celui qui l'a en charge d'agir avec plus d'unité et d'énergie », assure-t-il, car c'est la « sécurité du territoire [national] » qui est en jeu.

Les éclairages combinés de ce qu'est la Californie pour les milieux du gouvernement à Mexico et ce qu'il en a appris en arrivant à Santa Barbara, ce à quoi s'ajoute la polarisation des luttes partisanes à Mexico au tournant des années 1830, tout conjure pour que Victoria soit très préoccupé au sujet du « manque d'unité envers le gouvernement supérieur » (*falta de unidad hacia el supremo gobierno*). Comme nous venons de le voir, le gouverneur Victoria initie son mandat sous le signe d'une contrariété sinon manipulée, au moins en partie articulée par les missionnaires. La passation officielle de pouvoir a lieu le 31 janvier 1831 à Monterey, même si Victoria, avant même cette passation, a déjà annulé le décret de sécularisation. Avant son arrivée, Echeandía a convoqué les conseillers pour une session du conseil territorial. Du point de vue de sa pratique, il paraît relativement logique que les conseillers soient présents au moment de la passation de pouvoir, mais Victoria interprète visiblement cet acte comme une manœuvre d'intimidation. Comme d'autres avant lui, Victoria perçoit une certaine hostilité à Monterey, quand au mois de février, sont présents les conseillers et leur secrétaire, ainsi que l'*ayuntamiento* de Monterey qui au cours du mois de janvier a été occupé à organiser la sécularisation des missions du district, en nommant notamment des administrateurs chargés d'effectuer le changement et de répartir les terres.[50] Il interprète cette hostilité comme une provocation contre le gouvernement supérieur qu'il représente.

49 DR, 4 [C-A 49], p. 147, Victoria au Ministre de la Justice, Septembre 1831 Monterey *« Mi prinxipal intento ha sido manifestar que primero es asegurar la integridad de la nacion mexicana »*

50 Ashley papers [C-B 101], Cuaderno de Actas del ayuntamiento de Monterey 1831-1832, session du 8 janvier 1831.

Les deux sources principales de désordre que Victoria met en avant sont la présence de José María Padrés et la désorganisation des finances. Il vise ainsi l'introduction des idées vues comme radicales (donc subversives) des *yorkinos*, et la corruption qui règne avec un contrôle local des revenus de la douane, le responsable des finances Juan Bandini étant ici visé directement. Le gouverneur Victoria estime que Bandini est de mèche avec les commerçants étrangers, et que les finances territoriales sont complètement désorganisées du fait de son favoritisme. D'après le gouverneur, Bandini « blâme ses décisions dans la mesure où elles ne conviennent pas à ses intérêts privés ». Lui et son beau-frère Santiago Argüello « ont obtenu leurs charges extraordinaires sans autorisation, et grâce à une protection publique ». Cela a pour conséquence de « gréver le Trésor Public » et de « produire la série d'abus dont [il y a] à se plaindre à présent ».[51]

Le rôle prépondérant de Bandini dans la montée des hostilités entre les Californiens et le gouverneur Victoria est souvent masqué par ce qu'on considère comme le mobile de la révolution : à savoir la mise en échec de la loi de sécularisation des missions par Victorai. Mais le rôle ultérieur de Bandini en compagnie de Padrés en faveur de la colonisation[52] a semble-t-il masqué un aspect central du désaccord entre le gouverneur Victoria et celui qui est alors *comisario*, et qui se manifeste dès l'entrée en fonction du premier. En effet, Victoria remet en cause les aménagements aux lois commerciales que son prédécesseur avait fini, pragmatique, par tolérer.[53] Bandini milite en effet pour un autre objectif que celui de la sécularisation : il souhaite une large marge de manœuvre locale sur les décisions liées aux finances, en continuité avec la politique observée par Echeandía, et qui a causé des tensions avec Herrera, le précédent commissaire des finances. Bandini s'en plaint dans un courrier au député titulaire de la Californie à Mexico, Carlos Antonio Carrillo, qui vient de prendre ses fonctions. Il admet que Victoria « donne des ordres conformes aux lois générales » mais qui « ont pour résultat la ruine et la paralysie de notre maigre commerce, et empêchent l'exportation des produits du pays ». Le problème, analyse-t-il, « dérive de la réunion des pouvoirs en un seul individu ». De plus, le gouverneur « prend des mesures sans prendre en considération les circonstances et les nécessités du pays ». Il ne « s'occupe que de la troupe et oublie les autres classes ».[54]

Le contrôle local des finances devient alors la pierre d'achoppement entre Victoria et Bandini. Leur opposition dessine une ligne de partage entre d'un côté un contrôle par un seul individu au

51 DR, 9 [C-B 49], p. 44. Victoria à Bandini, 7 septembre 1831 « Fuertes reconvenciones ».
52 Voir chapitre 5.
53 DR, 9, p. 91-92 circulaire du 9 février 1831 ; 19 février 1831 ; voir aussi les copies dans la lettre de Bandini au conseiller C. A. Carrillo dans JNE, 100, p. 186-188.
54 JNE, 100, p. 186-188 Bandini à C. A. Carrillo, 10 mai 1831, San Diego

nom de la « sécurité du territoire » et de l'autre des lois adaptées, une séparation des pouvoirs laissant un certain nombre de domaines non militaires sous le contrôle des locaux. Ce n'est que dans un second temps que Bandini adopte publiquement la défense du conseil territorial. Un argument de Victoria contre les conseillers est la nullité de leur élection ; Echeandía a fait l'expérience des difficultés à respecter les lois et les consignes concernant les élections en Haute-Californie. Bandini, élu député suppléant lors de la même élection, met un point d'honneur à les défendre, afin de défendre sa propre légitimité. [55] Sa défense du conseil, et du droit du territoire à conseiller le gouverneur par ce biais, n'a donc pas pour but premier de rétablir la loi de sécularisation, mais de poursuivre le travail entrepris dans la deuxième moitié des années 1820 pour la politique commerciale et financière du territoire.

« L'intégrité du territoire » semble menacée par les étrangers, du point de vue du gouverneur Victoria, également parce qu'un Étatsunien naturalisé, Abel Stearns, arrive précisément à ce moment-là dans le but de faire confirmer une concession de terre obtenue à Mexico, et pour cela demande la réunion du conseil territorial. Victoria, comme d'autres après lui qui ont repris son interprétation, voit dans toute revendication pour réunir le conseil une manœuvre de ses ennemis politiques, et en particulier pour poursuivre la sécularisation des missions. La démarche d'Abel Stearns, un Étatsunien naturalisé, qui vient de Mexico pour exploiter une terre californienne est prise dans le conflit entre le gouverneur et ses opposants. Or le malentendu vient de la confusion en Californie entre la question de la sécularisation et celle de la colonisation. Comme nous l'avons développé précédemment, la sécularisation consiste à transformer les communautés religieuses animées par les missionnaires franciscains et peuplées d'Indiens christianisés en municipalités constitutionnelles. Le but d'une telle politique est de promouvoir les Indiens comme citoyens égaux et de limiter l'influence des hommes d'Église. La colonisation part d'une autre perspective : en considérant que la Californie est une frontière exposée et menacée, et qu'elle n'est pas assez peuplée, il s'agit, comme ailleurs sur la frontière nord, de la développer par des entreprises volontaristes de peuplement. Ces deux politiques, pensées comme distinctes, s'affrontent sur un point majeur : d'un point de vue pratique, en Haute-Californie, toutes les terres exploitables sont réputées comme appartenant aux missions, et donc aux Indiens. Echeandía avait contourné le problème en arguant que les missions n'étaient pas propriétaires *stricto sensu* mais jouissaient des terres par possession (et non pas par droit de propriété). De toute façon, cela met la république face au dilemme de l'héritage colonial et de la conquête de terres sur les Indiens ; ce qui est aussi en jeu, c'est de choisir

55 DHC Bandini, Bandini, réponse à la circulaire de Victoria, 10 octobre 1831. Dans cette allocution, il s'exprime comme député suppléant, et non comme commissaire des finances.

lesquels feraient les meilleurs citoyens, des Indiens ou des étrangers. En fait, les deux démarches peuvent obéir en Californie à des logiques complémentaires d'un point de vue spatial. En effet, les missions sont concentrées sur la côte Pacifique. Si depuis longtemps était en projet l'établissement d'une chaîne intérieure de missions dans la vallée du San Joaquin, la perspective s'en éloigne au fil des années 1820 vu les difficultés à trouver des missionnaires qui puissent mener à bien une telle entreprise. Les Indiens qui peuplent ces territoires sont considérés comme « barbares », malgré leurs liens commerciaux avec la Californie côtière, et ils ne sont pas considérés comme citoyens.[56] On peut ainsi imaginer les coloniser, et la concession de Stearns se trouve explicitement dans cette région. La perspective d'une colonisation étrangère dans cette région n'est pas encore complètement défavorisée, dans la mesure où en théorie, il ne s'agit pas encore d'une frontière *stricto sensu* en Californie.[57] Certes des trappeurs et des commerçants arrivent au compte-goutte depuis l'est, le Nouveau-Mexique et même le Missouri, mais ils ne sont guère nombreux.[58]

C'est en application d'une loi mexicaine de 1828 que Stearns fait sa requête. L'application de cette loi en Haute-Californie à partir de l'été 1830 est passée relativement inaperçue, du point de vue des historiens du moins, à cause de l'ombre portée par le débat autour de la sécularisation. Aucun témoignage a posteriori ni source narrative contemporaine des événements, n'y fait d'ailleurs allusion à notre connaissance, les esprits étant focalisés sur la question des missions. Il faut ajouter que cette loi n'a été évoquée que lors d'une session secrète du conseil. Au cours de cette session, Echeandía fait prendre connaissance aux conseillers du règlement de colonisation du mois de novembre 1828 et de la loi de colonisation du 18 août 1824.[59] C'est le 30 septembre 1830 que ces documents sont pour la première fois mis en application, avec la concession d'une terre appelée « San Calletano » à Ignacio Vallejo et Dolores Pico « en vertu de l'article cinq du règlement de colonisation du 24 novembre 1828 qui stipule que les titres ne seront pas tenus pour valides si le conseil territorial ne les confirme pas ».[60]

---

56 Sur les origines de la qualification de « barbare » concernant les Indiens, voir David J. WEBER, *Bárbaros: Spaniards and Their Savages in the Age of Enlightenment*, New Haven, Yale University Press, 2005.

57 Pour les discussions sur la politique de la frontière en lien avec la colonisation, voir chapitre 2.

58 Sur la réouverture des communications avec le sud et l'ouverture des communications avec l'est, voir les chapitres 6 et 7 ainsi que la bibliographie sur le « *Old Spanish Trail* », par exemple pour l'un des ouvrages les plus récents : Joseph P. SÁNCHEZ, *Explorers, Traders, and Slavers Forging the Old Spanish Trail, 1678-1850*, Salt Lake City, University of Utah Press, 1997.

59 LR, 1, p. 172, 16 juillet 1830. Au cours de la même session continue d'être examiné le projet de sécularisation des missions.

60 LR, 1, p. 171, 30 septembre 1830. San Calletano est situé à proximité de Monterey. Ignacio Vallejo est le père de Mariano Guadalupe Vallejo, José Dolores Pico est l'oncle de Pío Pico. Cette concession pré-datait 1830 et il s'agissait donc d'une confirmation. Que les premières terres confirmées soient celles de tels propriétaires (appartenant à des familles de conseillers ou d'ex-conseillers) n'est sans aucun doute pas un hasard.

Or ce moment est important car il établit le rôle du conseil territorial dans l'attribution des concessions de terre, de manière officiellement décorrélée de la question des missions.[61] Cela explique donc que Stearns, sans arrière-pensée, a intérêt à ce que le conseil se réunisse, afin de valider la concession qui lui a été promise à Mexico et de mettre fin « aux graves préjudices dont [il] souffre à cause délai important pour [ses] affaires ». Or sa démarche intervient à un mauvais moment. S'il n'est pas mal reçu par Victoria au départ, « qui lui donne à comprendre que le conseil doit se réunir au mois d'avril » en février 1831, le 4 mai le gouverneur lui intime l'ordre de quitter le territoire.[62] Entre temps en effet, d'abord les *ayuntamientos* de Monterey et de San José, en lien avec Alvarado et quelques conseillers ont essayé de forcer une réunion du conseil, ensuite l'*ayuntamiento* de Los Angeles s'est rebellé contre l'*alcalde*, sans oublier l'opposition entre le gouverneur et le commissaire des finances Bandini. Le fait que Stearns veuille faire réunir le conseil territorial, qui plus est pour une question liée aux concessions de terres, est perçue par Victoria comme une manifestation supplémentaire de l'opposition qui s'organise contre lui.

Au final, l'expérience politique de Victoria en Haute-Californie le conduit à proposer d'aller à l'encontre de ce qui a été proposé jusque là pour le gouvernement de la Californie, à savoir une uniformisation de la Californie par rapport au reste du Mexique du point de vue des institutions. La proposition de conserver le caractère militaire de la Californie était ce qu'avaient voulu d'une certaine façon ceux qui s'étaient opposés à l'organisation d'un conseil territorial au début des années 1820. Mais moins de dix ans plus tard le conseil a une existence de fait. Ce que montrent la campagne d'opposition de 1831 puis la révolte de la fin de l'année, c'est que ces institutions se sont mises à signifier quelque chose et à être importantes pour un certain nombre d'acteurs sociaux en Californie. Ils ne sont pas forcément la majorité, mais leur place institutionnelle et leurs actions trouvent une voie d'expression dans les archives, jusqu'à Mexico aux archives nationales. Le rôle d'*alcalde* ou surtout de conseiller territorial est un puissant porte-voix dont se servent ceux qui en ont l'opportunité.

B. La fabrication d'un « tyran »

Les historiens ont souvent résumé l'opposition à Victoria, puis la révolte armée contre lui à une simple défense du projet de sécularisation. C'est en partie vrai mais c'est restrictif. Car c'est au nom

61 Pubols attribue à Figueroa la trouvaille de cette solution à la faim de terre en Californie, mais cette session du 16 juillet 1830 atteste qu'Echeandía et les conseillers l'avaient identifiée auparavant : L. PUBOLS, *The Father of All*, p. 185-187. Bien entendu, cela ne valait que dans la mesure où on suivait le raisonnement d'Echeandía au sujet de l'absence de droit formel de propriété des missions, et d'admettre que colons et indiens devaient se partager la terre.

62 GL, 120, 19, Stearns à Victoria, 31 août 1831.

de principes politiques que ceux qui se mobilisent pour défendre conseil territorial et *ayuntamientos* le font, tout en prenant des risques. Une poignée de personnes, au conseil territorial, à l'*ayuntamiento* de Monterey, de San José et de Los Angeles essaient d'exister politiquement face à un gouverneur hostile qui ne veut pas les reconnaître, en faisant référence aux lois et à la constitution.

Une semaine après l'arrivée de Victoria à Monterey, l'*alcalde* de San José, Mariano Duarte, se rend à Monterey et rencontre son homologue de Monterey ainsi que des conseillers territoriaux, Joaquin Buelna, le secrétaire du conseil territorial Juan Bautista Alvarado et José Castro, au sujet de la rédaction « d'une représentation de la part des *ayuntamientos* à M. le commandant général afin que ce monsieur convoque le conseil territorial ».[63] Duarte, à son retour à San José, essaie de faire signer la représentation aux autres membres de l'*ayuntamiento*, sans qu'ils soient réellement conscients de ce qu'ils signent. S'en rendant compte, ses collègues de l'*ayuntamiento* le dénoncent auprès du gouverneur. On a donc un double jeu, entre un *alcalde* qui manipule son *ayuntamiento* en faveur de ce qu'il estime être l'intérêt général et un *ayuntamiento* qui, également conscient de ses droits, ne se laisse pas faire.

Le gouverneur a également des difficultés avec l'*ayuntamiento* de Los Angeles, difficultés qui sont au croisement de la politique intérieure de l'*ayuntamiento* et de la politique à l'échelle territoriale. En effet, l'*alcalde* Sánchez tire lui aussi parti du changement de gouverneur pour s'en faire un protecteur, là où Echeandía, le gouverneur précédent, soutenait plutôt ses adversaires. Le 21 janvier 1831, quelques jours avant son remplacement par Victoria, le gouverneur Echeandía donne l'ordre à l'*ayuntamiento* de Los Angeles de mettre le *regidor* en position d'*alcalde*, Sánchez ne pouvant cumuler cette fonction et celle de conseiller, d'après l'avis du conseiller judiciaire du territoire, l'*asesor* Gomez.[64] Au contraire, Manuel Victoria confirme Sánchez, en lui affirmant au début du mois de mars qu'il peut rester à son poste, et que « tant qu'il agit selon la loi qu'il n'ait pas peur de mal agir »[65]. Mais lorsque le changement a lieu le 18 avril, le gouverneur Victoria n'y trouve rien à redire, pensant comme le commandant de Santa Barbara, Pablo de la Portilla, qu'il s'agit d'une

63 DSP, 3 [C-A 19], p. 259-61 « Causa contra Duarte. Confesion del acusado Mariano Duarte ». Le procès, qui a lieu à l'été, a pour objet de déplacer les accusations vers Buelna, à la fois alcalde de Monterey et membre du conseil territorial, qui aurait été le cerveau de la conspiration, notamment à la suite d'un déplacement à San Francisco. Dans son témoignage, José Chaboya, sindico de San José, affirme ainsi « qu'il ne croit pas que Duarte soit l'auteur du papier, mais qu'il n'en connaît ni n'en suspecte l'auteur ; que l'alcalde n'a pas les capacités pour le rédiger, bien que cela soit son écriture. » L'affaire va jusqu'à la Cour Suprême du Mexique, qui blanchit Duarte en statuant qu'il n'a enfreint aucune loi en demandant la réunion du conseil territorial. SCJ Duarte, Buelna 1832.

64 DR, 9, p. 84-85.

65 DR, 9, p. 94.

défection volontaire.[66] Il demande simplement à son remplaçant, le *regidor* devenu alcalde Juan Bautista Alvarado, de veiller au maintien de l'ordre.[67] C'est à partir du 23 avril que Victoria interprète la destitution de Sánchez comme une « révolution » et un « trouble à l'ordre », une fois qu'il a lu le procès verbal de l'élection.[68] Son impression est renforcée quand Sánchez lui écrit le 26 avril pour lui signaler qu'il « a laissé son mandat non pas volontairement comme il semble le penser, mais forcé » et qu'il se trouve « seul et désemparé », abandonné par « tous ceux de ce territoire, (…) qui lui serviront plus volontiers de bourreaux que de compatriotes, amants de l'ordre et de la tranquillité publique »[69].

Le rôle précis de José Antonio Carrillo dans ces troubles n'est pas clair, mais nous avons vu précédemment qu'il était à la tête, avec José María Avila et José Palomares de la faction opposée à Vicente Sánchez pour dominer la municipalité de Los Angeles. En septembre 1830, par exemple, Sánchez avait accusé Carrillo de « fraude », d'être « porté sur son intérêt particulier », de ne pas se comporter « comme un gentilhomme ». Apparemment, Carrillo avait abusé de la bonne foi de Sánchez lors d'une transaction commerciale et Sánchez avait cherché à annuler son élection comme électeur de *partido* parce qu'il était « indigne [moralement] d'une charge publique »[70]. La charge contre Carrillo n'ayant pas fonctionné avec Echeandía, Sánchez retente sa chance avec Victoria. José Antonio Carrillo est poursuivi et arrêté par le commandant de San Diego Santiago Argüello le 21 mars. Victoria ordonne ensuite son exil le 11 mai, une peine importante qui s'explique par le contexte politique.[71] Les groupes municipaux rivaux tentent de jouer un gouverneur puis l'autre. Ce sont ces difficultés avec les *ayuntamientos* qui conduisent Victoria à conseiller en septembre au gouvernement national leur suppression.

Les interventions de Victoria contre les *ayuntamientos* et le conseil territorial encouragent en retour leurs membres à trouver des moyens de défense. Les Californiens opposants du gouverneur Victoria construisent à partir de la fin du printemps et de l'été 1831 un discours visant à le présenter comme un tyran, qu'ils rendent public par des manifestes afin faire pression sur lui. Le séjour de Padrés à San Francisco à partir du mois de mai apparaît comme un moment clef pour comprendre cette mobilisation. Les arguments développés dans les pétitions, ainsi que la localisation de Padrés à San Francisco mettent en évidence l'existence d'un foyer dans le nord à San Francisco, base de

66 DSP, 3 [C-A 28], p. 9-10.
67 DR, 9, p. 99.
68 DR, 9, p. 99-102. La lecture du compte-rendu a pu lui faire voir que l'*ayuntamiento* a agi en vertu de l'ordre de son prédecesseur Echeandía, qu'il avait explicitement contrecarré le 6 mars en répondant à Sánchez.
69 DSP Ben Pref y Juz, 3, p. 54 [C-A 42, p. 285].
70 DSP, 3, p. 14-18.
71 DR, 9, p. 21.

résistance à l'écart de Monterey et San José. La correspondance de Padrés montre son implication dans la résistance contre le gouverneur, mais également qu'il n'est a priori pas celui qui a encouragé les Californiens a faire le choix de la révolte.

Padrés se rend à San Francisco à l'occasion du procès de Francisco Rubio, un soldat de Monterey, accusé en 1828 d'avoir violé et assassiné deux enfants pendant que leurs parents étaient à une fête. Le procès, comme il était habituel en Californie du fait de l'absence de juges, traîne en longueur et est repris en main par le gouverneur Manuel Victoria en mai 1831. Il demande à José María Padrés d'en être le procureur. Le gouverneur confie la défense à l'un de ses alliés, Rodrigo del Pliego. Padrés ne doute pas de la culpabilité de l'accusé, mais du fait des vices de forme, et sans doute aussi pour s'opposer à Victoria et afficher une vision plus clémente de la justice, recommande la prison plutôt que la mort. De plus, il défend la possibilité d'un procès en appel, contre Victoria qui s'y oppose. Ces prises de position peuvent s'interpréter comme le reflet d'une attitude politique plus générale, où l'un donne plus de droits à la défense et veut asouplir la justice militaire tandis que l'autre chercher à affirmer sa puissance et sa volonté de faire fonctionner la justice sur un territoire de frontière. Le rôle que Padrés joue dans ce procès n'est pas étranger à la place qui est donné par les Californiens à la condamnation de Rubio pour expliquer la révolte contre Victoria et qui est notamment reflétée par l'*Histoire de la Californie* de Bancroft. Ce procès est une occasion de mettre en évidence, ou de donner en spectacle, la tyrannie de Victoria.[72] D'autres affaires judiciaires permettent d'étoffer les arguments contre Victoria et ne pas se contenter de son refus de réunir le conseil territorial et ses interventions contre les *ayuntamientos*. Par exemple, l'exécution d'un jeune Indien de dix-huit ans, Atanasio, le 26 avril 1831 à Monterey, pour un vol, est souvent présenté par les Californiens comme un exemple de l'arbitraire de Victoria, bien qu'il ait en cela suivi les recommandations de son expert juridique, l'*asesor*.[73]

Le procès de Rubio a lieu à San Francisco entre mai et juillet 1831. Par ailleurs, au printemps, plusieurs Californiens ont demandé l'autorisation d'aller chasser la loutre de mer dans la baie de San Francisco.[74] Se forme alors autour du *presidio* du nord une sociabilité d'opposition au gouverneur autour de Padrés. En l'absence de traces de ces conversations, c'est la correspondance de Padrés qui

72 DSP Ben Mil, 66, p.326 C-A 18. HHB3, p. 191.

73 HHB3, p. 190. Témoignages de E. de la Torre, J.M. Amador, J. Pico, I. Pico de Avila, J.J. Vallejo, Alvarado, Osio et Vallejo et dossier d'accusation contre Victoria LR 1832.

74 La chasse à la loutre n'est autorisée qu'à San Francisco et aux mois d'avril et mai. DR, 9, p. 95. Il s'agit de loutres de mer (*enhydra lutris*), à ne pas confondre avec les loutres marines du Pacifique sud (*lontra felina*). La loutre de mer est plus massive, et contrairement à la loutre marine, est capable de vivre complètement dans la mer. Leur fourrure, la plus dense de tous les mammifères se vend très cher en Chine à cette époque. Au sujet de leur pêche intensive, voir David IGLER, *The Great Ocean: Pacific Worlds from Captain Cook to the Gold Rush*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2013.

peut nous indiquer le type de conseils et d'enseignements politiques donnés par Padrés à San Francisco. Par exemple, à Abel Stearns, qui s'est vu refuser non seulement l'autorisation d'un déplacement à San Francisco, mais surtout de rester sur le territoire pour jouir d'une terre qu'on lui a promise à Mexico, Padrés conseille de se rendre en effet à la capitale et d'exposer au Ministre ses doléances. Le ministre, lui promet-il, « sera effaré quand il prendra connaissance de tels faits ». Il compatit : il faut de la patience « pour vivre dans cette région désolée et tolérer que s'y produisent des injustices si dégradantes pour la Nation et le régime », mais « il faut faire ce sacrifice au nom de l'ordre et de la tranquillité publique » en attendant « un temps plus clément ». Le rôle de Padrés est donc de situer le combat des Californiens contre Victoria dans un contexte plus large, national, de le connecter à une histoire de progrès. « Les facultés extraordinaires [de l'armée} ont disparu dans toute la république », en laissant prévoir que ce sera un jour également le cas pour la Californie. Le modèle mexicain est donc plutôt mis en avant par l'inspecteur des troupes radical.[75]

Padrès donne également des ressources argumentatives au jeune conseiller Mariano Vallejo lorsqu'il se fait appeler « séditieux » : « il n'y a pas de sédition là où il n'y a pas de volonté de s'opposer au gouvernement et à contrarier par la force ses opérations légitimes, c'est-à-dire légales et justes », assure-t-il. Tout bien sûr est dans cette dernière qualification. Au contraire, écrit-il, « [les conseillers] ont simplement pris des mesures pour que les lois et même la Constitution fédérale soient observées religieusement ». Il lui conseille malgré tout la modération, « nonobstant cette injure suprême, par égard pour la tranquillité publique » car « la raison et la justice brilleront tôt ou tard de leur éclat naturel »[76].

Les effets des conseils de Padrés sont visibles dans la correspondance de Vallejo. Quand son frère s'inquiète et lui conseille de « ne plus se mêler aux affaires politiques », le jeune homme prend son rôle de conseiller au sérieux. Il ne veut pas penser seulement à lui-même, ni « aux afflictions de sa mère », car « il ne peut se soustraire à son devoir » :

> « Je vois que tu me conseilles bien, pour moi en particulier, mais pas pour la population. Et que diraient demain ou tout autre jour ceux qui m'ont nommé représentant du territoire si je ne défendais pas avec énergie, et comme je le dois, les droits inviolables que nous donnent la Constitution et les lois ? Je sais positivement que je vais en subir les conséquences, mais mon

75 GL, 120, Padres à Stearns *« Marche U a Mejico...El Sr ministro de relaciones se espantara cuando sepa tales hechos y mas uniendose el Sor Carrillo para defender los derechos de su hermano victima de la arbitrariedad. Cosas son estas tan grandes que no puedo creerme sin palparse y tanto mas estupendas cuanto que merced al memorable esfuerzo del ejercito de reserva desaparecieron a toda la republica las ominosas facultades extraordinarias. Mas que paciencia se necesita para vivir en este desgraciado pais y tolerar que se obren actos injustos tan degradantes a la Nacion y al sistema ; pero es preciso hacer este grande sacrificio en obsequio del orden y tranquilidad publica, que este señor ha venido a turbar sobreponiendose a las leyes y atropellando los derechos mas sagrados del hombre de sociedad. Esperemos que a la tormenta sigue el tiempo *** »*

76 DHC Vallejo, 1 [C-B 1], 239 Padrés à Vallejo, Monterey, 17 octobre 1831. Voir aussi Vallejo, 3, 25, p. 145

> frère, n'as-tu pas vu les réclamations si justes que nous avons faites au gouverneur (*gefe politico*) par deux fois et qui nous répond par des insultes en nous traitant d'hommes révolutionnaires, ou du moins factieux ? La mesure que nous avons prise fut de lui répondre en des termes que vous avez également vus, car si nous restons silencieux le public dira que, en effet, nous commettons un acte absurde en demandant la réunion du conseil territorial, et c'est faux. Le gouverneur ment et son but n'est que de monter le peuple contre les conseillers, et de cette manière continuer à s'affirmer comme un gouverneur absolu. Le temps viendra où ces vérités parviendront aux oreilles de mes concitoyens. Tout ce que nous avons investi dans notre rôle est conforme aux lois, et de la sorte, que veux-tu, mon cher frère, que je fasse sinon les appliquer pour ce qui me revient ? Je n'ai peur de rien : mon âme est tranquille. Je ne craindrai que l'arbitraire, mais si c'est le cas, je le subirai en accomplissant mon devoir. Mon honneur ne peut souffrir la tache que le gouverneur y a placée (...) » [77]

Il poursuit encore sur un ton héroïque en se rassurant que « s'il tombe, [ses] concitoyens auront de quoi se souvenir de [lui] » et il implore son frère de « ne pas se précipiter » en ce qui le concerne, car il est « le soutien de [leur] famille et de [leur] vieux parents ».

Un peu plus tard, lorsque la révolution a éclaté, Padrés écrit à Vallejo depuis son exil à Tepic qu'il a appris « la nouvelle de ce qui s'est produit à San Diego », et que, « s'il n'en est pas surpris » vu « la conduite atroce [du gouverneur] Victoria qui se prévalait de son pouvoir pour opprimer les peuples », « il en est désolé tout de même, à cause des maux qui doivent s'ensuivre pour le peuple », « comme il lui a manifesté en diverses occasions ». Ainsi Padrés semble non seulement avoir ignoré la révolution, mais l'avoir déconseillée. Plus loin, il félicite d'ailleurs Vallejo « en le remerciant qu'il ait suivi sur ce point son opinion », puisqu'il n'a pas pris part au *pronunciamiento* initial à San Diego. Il lui rappelle le « plan qu'[ils ont] adopté » et lui recommande de « faire en sorte que ne soient pas élus des hommes du siècle passé, incapables de s'accommoder des idées du présent en

77 DHC Vallejo, 30, 261, Mariano Vallejo à Salvador Vallejo, San Francisco, 17 octobre 1831. *« Carissimo hermano, todos los dias estoy viendo y leyendo tu carta apreciable de 7 del corriente y vio en ella por conclusion que me dice que no me mezcla ya en asuntos politicos: veo que me aconsejas bien esto es, para mi en lo particular pero no para la poblacion. Y que dirian mañana otro dia los que me nombraron representante del territorio si no defendiese con energia como debo derechos imviales que nos dan la Constitucion y las leyes ? Sé positivamente que voy a padecer pero hermano mio, no has visto los reclamos tan en orden que hemos hecho al gefe Politico por dos veces y por contestacion nos sulte un papel que habeis visto tratandonos de hombres lo menos facciosos revolucionarios ? La medida que hemos tomado ha sido el contestarle en buenos terminos cuales habian tambien visto porque si nos callamos el publico dira que efectivamente cometimos un absurdo en el estilo de pedir la reunion de la diputacion y es una falsedad. El gefe politico miente y no trata sino de alucinar al pueblo contra los diputados para hacerse de este modo absoluto como hasta aqui lo ha hecho. Tiempo vendra en que estas verdades vienen en los oidios de mis paisanos. Todo cuanto vertimos en nuestro papel es conforme a las leyes y siendo asi que quieres hermano predilecto que haga yo sino cumplir con estas en cuanto este de mi parte ? Nada temo: mi animo esta tranquilo; solo tendre que temer un golpe de arbitriedad per eso sera cumpliendo con mi deber. Mi honor no puede quedarse con la mancha que el gefe politico me pone y asi querido hermano entrega a Joaquin los papeles y veremos lo que resulta. (...)Siento en el alma las aflicciones de mi madre pero no puedo prescindir de hacer mi deber tu conoces muy bien que lo que hemos hecho es muy justo y que al mismo tiempo no hacemos mas que cumplir con nuestra obligacion dando satisfaccion al publico de los malos procedimientos del gefe politico.Joaquin Ortega te instruira de todo lo que pasa y si yo acaso padesca tendran mucho que acordarse de mi mis paisanos y tal vez se aplicaran a reconocer sus derechos y dejaremos de lidiar con hombres desarcorados.Ten calma hermano y no vayas a precipitarte. Tu eres el apoyo de la familia y de nuestros ancianos padres y yo el que les serviré y a ti principalmente. Mariano Vallejo »*

faveur des peuples, retenus par les concepts rances acquis durant leur éducation ». Il désire néanmoins « savoir quels effets [l'étincelle] a produit dans le port de San Francisco et à Monterey, afin d'être au courant de tout et de faire usage des connaissances pour le bien commun ».[78] Cette lettre dit donc clairement que Padrés avait formé avec Vallejo et les autres « amis » un plan, mais que la révolte de San Diego n'en faisait pas partie. Il la désapprouve de manière à peine voilée. La mention aux élections au Congrès général montre au contraire qu'il s'inscrit dans une dynamique de conquête du pouvoir par les élections, quand bien même il faille faire en sorte que le résultat en soit favorable.

La lettre de Vallejo à son frère, citée plus haut, montre que Vallejo et ses amis vivent dans un univers de référence distinct de celui de leur famille et sans doute de la plupart des Californiens, un univers brossé par Padrés, mais qui est difficilement compréhensible et appréhensible par la plupart des Californiens en 1831. Dans cette lettre, Vallejo oppose un public théorique, rêvé, un peuple dont il serait le représentant, et ses « concitoyens » qui ne sont pas capables de voir leurs droits bafoués et qui s'associent au tyran. Il adopte une posture de martyre, avec sa mère posant en madonne désolée, en émulation avec les héros de l'indépendance dont lui ont parlé notamment Echeandía et Padrés. Du reste, le danger n'est pas fictif, au sens où Victoria menace en effet de s'en prendre, si besoin physiquement, à ses opposants, comme José Antonio Carrillo, Pío Pico et Juan Bandini. Simplement, ce « sacrifice » est a priori peu compréhensible, pour ceux qui, comme le frère de Vallejo ou ses parents, perçoivent en effet les conseillers sinon comme des factieux, du moins comme des agitateurs qui cherchent les ennuis en se mêlant de ce qui ne les concerne pas et en désobéissant au commandant.

C. « Un plan de révolution pour s'amuser et se venger » : Le *pronunciamiento* de San Diego, 29 novembre 1831

Comment en vient-on à la révolte ouverte, et pourquoi celle-ci éclate-t-elle dans le sud, à San Diego et Los Angeles ? Après les premières mesures de Victoria au printemps concernant les *alcaldes* de San José et Monterey et l'*ayuntamiento* de Los Angeles, après l'envoi en exil de Carrillo et Stearns, les conseillers pressent de nouveau pour la réunion du conseil territorial, notamment via des manifestes publiés par Vallejo, au cours de l'été, sur les conseils de Padrés. Comme nous l'avons vu, celui-ci plaide pourtant pour le cadre légal et la modération en attendant des nouvelles de

78 DHC Vallejo, 1, 304.

Mexico où lui-même va plaider leur cause. Donc au lieu d'être fomentée, comme on aurait pu s'y attendre, dans le nord à San Francisco, c'est dans le Sud à San Diego que s'organise la rébellion à l'automne. Ce sont donc plutôt les personnalités du Sud qui en sont responsables. En effet, Santiago Argüello, commandant à San Diego, accuse directement Juan Bandini d'être derrière les troubles à Los Angeles dès le printemps.[79]

L'élément déterminant de l'automne 1831 est la déclaration de Victoria datée du 21 septembre, dans laquelle le gouverneur fait allusion à des « ressources inconnues de ses ennemis ». Cette formule menaçante et obscure est reprise de manière ironique par ses détracteurs, mais elle les encourage aussi à agir rapidement. De plus, la recommandation de Victoria au gouvernement fédéral de mettre fin aux fonctions électives constitue une menace directe contre leur influence et leur marge de manœuvre.[80] Bandini adresse une première réponse à cette proclamation le 10 octobre, puis Pico le 15, en des termes très proches qui tendent à souligner l'influence de Juan Bandini sur le jeune conseiller.[81] Victoria tente d'abord d'intimider Pío Pico par l'intermédiaire de Vicente Sánchez : il demande à l'*alcalde* de Los Angeles rétabli avec son soutien, de conseiller à Pío Pico de « retirer sa demande de réunion du conseil territorial qui est illégale en tout point, qu'il reste en paix et qu'il ne se mêle pas de sujets qui lui sont étrangers et qui peuvent lui faire du tort ».[82] C'est un échec.

En novembre, José Joaquin Ortega, un membre du conseil, arrive de Monterey avec la nouvelle alarmante que Victoria projette de faire exécuter Juan Bandini ainsi que Pío Pico du fait de leur réponse agressive à son manifeste du 21 septembre.[83] À partir de ce moment-là, Pico et Bandini se sentent directement menacés par Victoria et envisagent des mesures plus drastiques que des déclarations publiques. José Antonio Carrillo, normalement exilé en Basse-Californie mais en fait

79 JNE, 100, p. 186-188, Argüello à Carrillo.

80 DHC Bandini, Victoria, *Manifiesto a los habitantes de California*, 21 septembre 1831, Monterey. *« cuento con recursos desconocidos a los enemigos de mi representacion : tendré la energia necesaria para hacer valer las leyes contra el malvado que intente ollarlas pero para evitar la seduccion que intentara el interes personal disfrazado con los ropajes de filantropia y otros que propone os hago esta alocucion. »* Pour la reprise de la formule et plus globalement les réponses à cette déclaration, voir Bandini, 10 octobre 1831 et Pío Pico, 15 octobre 1831

81 Bandini joue un rôle central et souvent oublié au début des années 1830, culminant en quelque sorte avec son départ pour Mexico comme député en 1833, qui lui même est de première importance pour expliquer ses positionnements « loyalistes » à partir de 1836. Pío Pico, membre le plus ancien du conseil territorial et qui devient gouverneur pour cette raison après le départ de Victoria, n'est guère qu'un outil entre ses mains et celles de José Antonio Carrillo. Bandini signe le manifeste contre Victoria qui marque le début de la révolution, et ses prises de positions publiques contre Victoria, à la fois comme député suppléant au Congrès Général et comme commissaire général des finances du territoire. En 1833, à son arrivée sur le territoire, Figueroa, le gouverneur nommé par Mexico après Victoria, considère que Bandini est le « directeur de tous les séparatistes » DSP Ben Mil, C-A 20, p. 489, Figueroa au Ministre des Relations, 24 juillet 1833, Monterey. Voir chapitre 5.

82 LR, 1, p. 329 24 août 1831.

83 Pico, p. 24-34.

resté proche de la frontière, et Juan Bandini élaborent à deux un plan appelant à la déposition du gouverneur, « à la fois pour s'amuser et se venger », au cours des deux dernières semaines de novembre.[84] C'est peut-être son rôle dans la préparation de la révolte, ou encore le fait qu'il mène les troupes pour la bataille qui s'ensuit, qui fait surnommer Carrillo le « Mirabeau californien », sa prise de position contre Victoria le mettant d'égal à égal avec celui qui avait déclaré en 1789 que les députés de la Constituante française ne sortiraient que par la force des baïonnettes.[85]

Après avoir peaufiné le manifeste le 29 novembre 1831, le 30 novembre au soir, Juan Bandini, José Antonio Carrillo, Pío Pico, Abel Stearns et une dizaine de compagnons surprennent les commandants du presidio de San Diego, Santiago Argüello, Pablo de la Portilla, Ignacio del Valle lors d'un jeu de cartes, leur font part de leur manifeste et les arrêtent. L'absence de résistance des soldats indique une préparation antérieure, et une probable mise en scène.[86]

Le manifeste s'adresse aux « citoyens mexicains du haut territoire des Californies ». Les premières lignes admettent qu'il s'agit d'un acte « aventureux » et qui pourrait sembler « contraire aux lois ». Mais il n'a pas été « guidé par un « objet indigne des sentiments patriotiques », mais « par le chemin de la justice », en « respectant les lois ». Les signataires ont même agi « animés par l'enthousiasme d'accomplir ces lois », contre un « chef criminel d'infractions » envers elles. C'est donc une action non pas « contre le gouvernement, ni contre les magistrats » mais « contre un individu qui viole les bases fondamentales de notre système actuel, ou pour parler vrai, contre un tyran qui sûrement sous l'emprise de l'hypocrisie a trompé les pouvoirs suprêmes pour atteindre son rang ». Le manifeste insiste donc sur la responsabilité du gouverneur et non du gouvernement et en appelle au « droit public ». Les signataires se défendent d'avance devant « la souveraineté nationale » de la déformation donnée par la distance et les rapports du gouverneur qui donneront l'impression d'une « sédition ». Le manifeste se veut donc convainquant à la fois sur place, pour les Californiens, et pour le gouvernement et le Congrès à Mexico. Il revendique l'unanimité : le manifeste sera « soutenu par tous ceux qui résident dans ce pays misérable », par « tout le peuple de Haute-Californie » affirme avec confiance le manifeste. Le manifeste se fait ensuite un peu plus précis dans ses accusations : « le gouverneur va à l'encontre du système libéral » : il a commis une infraction contre la « représentation territoriale » en la supprimant et en invoquant « des prétextes qui confirment son absolutisme » aux « individus à qui vous avez donné vos suffrages pour qu'ils soient les arches de votre confiance ». Le conseil territorial, qualifié de « haut tribunal » par le

84 A.M. Osio, R.M. Beebe et R.M. Senkewicz, *The History of Alta California*, p. 107.
85 Le surnom de « Mirabeau californien » se trouve dans Vallejo, 2, p. 151 et p. 179.
86 Pico, p. 27, Vallejo, 2, p. 148.

gouverneur par interim Luis Antonio Argüello devient ici en 1831 « représentation territoriale », une évolution qui marque le changement de référentiel politique au moins de la part des rédacteurs du manifeste ; peu importe qu'un droit à un conseil territorial ne soit reconnu formellement par aucun document constitutionnel, légal ou réglementaire, ni que le conseil n'ait pas été conçu originellement comme souverain et législatif ; l'esprit du « système libéral » (et fédéral) est qu'il y ait une représentation populaire territoriale, et que le conseil ayant été organisé, ce soit lui qui en soit le dépositaire. La pratique d'Echeandía y incitait, le *pronunciamiento* de Solis rédigé par Herrera en 1829 également, et Padrés l'a répété de nouveau jusqu'à son exil et ensuite par correspondance. Le manifeste énumère ensuite les griefs : la suppression de l'*ayuntamiento* de Santa Barbara (jamais réellement une revendication), les exécutions « sans les formalités nécessaires », l'expatriation de Carrillo et Stearns « sans les notifier des causes qui l'exigeaient », le mépris de l'*ayuntamiento* de Los Angeles et enfin les « attributions qu'il s'est arrogées dans l'administration des finances ». Il est donc de leur « devoir de citoyen » de contribuer au « rétablissement de ces maux ». De plus le gouverneur « a mis en danger [leur] sécurité et [leurs] intérêts ». Viennent enfin les deux propositions du plan : premièrement, la suspension du gouverneur comme « contrevenant (*infractor*) ou conspirateur contre les chartes sociales sacrées, vu « les preuves légales que nous en manifesterons » ; deuxièmement, « que l'Excellent conseil territorial réuni, le mandat militaire et politique soit affecté à deux personnes distinctes, comme le prévoient les Lois des deux juridictions, jusqu'à ce qu'une Suprême Résolution soit prise ».

Le manifeste s'achève par un appel à ce que « renaissent les droits du citoyens », à ce que « s'élève la liberté des cendres de l'oppression », et « soit détruit le despotisme ». Et, de manière notable, les signataires du manifeste « implorent qu'aucune innovation ne soit faite dans l'administration des Missions » et que « soient respectées leurs communautés et leurs propriétés », car c'est exclusivement au « gouvernement suprême de dicter ce qui convient dans cette affaire ». « Respect, honneur et sécurité » sont donc promis aux missionnaires ainsi qu'aux « propriétés qui sont confiées à leur soin ». Les missionnaires auront toutefois remarqué dans le manifeste une revendication de Voltaire, interdit de lecture par leur soin sur le territoire, avec une mention de « l'Être Suprême qui connaît nos cœurs et sait les sentiments purs qui nous animent ». Le manifeste est signé dès le 29 novembre par « les citoyens » Pío Pico, membre le plus ancien du conseil territorial, Juan Bandini, député suppléant et responsable des finances, José Antonio Carrillo et Pablo de la Portilla et Santiago Argüello, capitaines des deux compagnies de San Diego.[87]

87 Le plan original se trouve dans DHC Pico. La copie certifiée originale la plus accessible a été envoyée par Echeandía à Vallejo dans DHC Vallejo, 1, 283 (transcription plus lisible en 244M-U). L'allusion à Voltaire est

Comme nous l'avons dit, il paraît douteux que Padrés ait suggéré la forme du plan de *pronunciamiento*. Carrillo a pu dès lors être inspiré par le premier plan publié en Californie, celui de Solis et Herrera (1829) ou encore par des plans qui circulaient depuis le reste du Mexique. Le plan de Solis, nous l'avons vu, comportait deux facettes : l'une dénonçait le favoritisme du gouverneur, au détriment des soldats, l'autre se concentrait sur la réunion du conseil, que le gouverneur aurait négligé. Sur ce dernier point, on pourrait invoquer une continuité entre les deux plans, bien qu'on ait déjà souligné qu'Echeandía, malgré ses difficultés avec le conseil territorial, n'avait pas beaucoup de reproches à s'adresser sur ce plan-là. Autre similitude avec le plan de 1829, la critique portant sur la gestion des finances : le plan de 1829 comme celui de 1831 reprochent au gouverneur de s'arroger la direction des finances du territoire ; pour autant, c'est bien Bandini, l'un des auteurs du plan de 1831, qui en avait bénéficié sous Echeandía. Alors que le plan de 1829 reprochait au gouverneur une justice délaissée, c'est au contraire l'arbitraire et la justice expéditive que dénonce le plan de 1831. En fait, si les notables à l'origine du plan de 1831 sont favorables à une justice protectrice de leurs propriétés et leur personne, ils s'inquiètent, ou feignent de s'inquiéter, d'une justice trop militaire qui menacerait également l'expression politique, un argument probablement bien développé par Padrés lors du procès Rubio.

Cette comparaison entre les deux plans semble dresser une opposition presque terme à terme, hormis au sujet de la séparation des pouvoirs, entre d'un côté les partisans d'une gouvernance relativement stricte et de l'autre les partisans d'un système plus libéral. Vu le contexte d'élaboration des deux plans et leur cercle social, on ne peut pas y lire l'origine de deux « partis » en Californie, que les deux plans représenteraient. En revanche, ces deux plans montrent comment la question des finances, et la question du gouvernement par le conseil territorial arrivent au premier plan de la politique californienne. Au final, les auteurs du plan de 1831 prennent bien plus de précautions pour légitimer leur acte dans leur texte, au nom des lois nationales. Si les auteurs de 1829 invoquaient la loi, c'est surtout la désorganisation du territoire, et sa conséquence sur le paiement des troupes et la sécurité qu'ils dénonçaient, d'un point de vue plus pratique que légal. Aussi le plan de 1829 énumérait-il plus les aspects pratiques de l'organisation du territoire après le plan (en donnant un rôle important aux compagnies présidiales et aux *ayuntamientos*), là où celui de 1831 laisse toute latitude au conseil territorial.

Il est difficile d'établir une filiation entre les plans déclarés ailleurs au Mexique, mais leur

remarquée par Engelhardt, 3, p. 362.

existence était connue.[88] Dans les archives, on trouve ainsi des traces de la réception du plan de Perote[89]. Alvarado et Vallejo évoquent aussi la réception du plan de Jalapa, notamment par les missionnaires, en 1830.[90] C'est probablement le plan de Perote qui, de par ses revendications, mais aussi sa forme, avec son long développement, est le plus proche de ce plan californien, ce qui est relativement logique. En effet, c'est le plan qui permet aux *yorkinos* de prendre la présidence en la personne de Vicente Guerrero. On trouve aussi les échos des plans fondateurs de la république et de la fédération (1823-1824), mais plus globalement, l'influence la plus directement palpable est celle de Rousseau et *Du Contrat social*, de la déclaration des droits de l'homme, auxquels s'ajoutent les arguments en faveur du fédéralisme. Les pétitions adressées par les conseillers au cours de l'année 1831 ainsi que les réponses à Victoria de Pico et Bandini permettent aussi de suivre l'élaboration de l'argumentaire, qui à chaque fois s'appuie d'une part sur le pacte fédéral, la souveraineté du peuple et la volonté générale, et d'autre part sur la qualité de ceux qui s'élèvent contre le gouverneur, afin de réfuter l'accusation de « faction séditieuse » qui leur est adressée.[91]

Reste à comprendre comment ils réussissent à passer à l'action et surtout comment Carrillo, Bandini et Pico parviennent à convaincre les capitaines Portilla et Argüello de se joindre à eux, leur apportant le soutien des troupes. Le texte du manifeste trahit cette difficulté en proposant une argumentation pour convaincre les soldats et leurs officiers : il est logique « qu'ils répugnent à la démarche » et que « leur profession leur demande de s'y opposer ». Mais « en tant que citoyens mexicains il leur revient de garder et faire garder le code inviolable sur lequel [ils ont] prêté serment ». Ils sont disposés envers « la conservation de la société » et leurs « armes sont au service de ce qui assure la félicité, et le soutien des lois qui l'assurent », et c'est bien ce que le plan propose.

En signant le plan, les officiers et la troupe qui se rallient au plan le surlendemain du *pronunciamiento*, 1er décembre, ajoutent une déclaration qui valide cet argumentaire : le plan « est fondé dans [leur] droit naturel » vu que « de toute évidence le Chef Politique et Commandant Général du Territoire Don Manuel Victoria a enfreint notre Constitution fédérale et les lois pour ce qui concerne notre sécurité individuelle et la représentation populaire ». Les officiers reprennent également l'argument de la distance : il se trouvent « dans la circonstance de ne pas pouvoir être

88 Les plans mexicains ont été rassemblés et publiés dans *Planes en la nación mexicana*, Mexico, Senado de la República, 1987. Une base de données de tels plans peut être trouvée à l'adresse suivante : http://arts.st-andrews.ac.uk/pronunciamientos/ accédée le 23 octobre 2013.

89 DR, 3, p. 88, [C-A 48] 19 février 1829. Echeandía y interdit l'adhésion des militaires au plan. Le plan de Perote dénonce l'élection de Gomez Pedraza et mène Guerrero, son rival, à la présidence de la république.

90 Le plan de Jalapa du 4 décembre 1829 a pour but de dénoncer le gouvernement de Guerrero, arrivé à la présidence en infraction aux élections présidentielles de 1828.

91 Will FOWLER, *Forceful Negotiations: The Origins of the Pronunciamiento in Nineteenth-Century Mexico*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2011.

entendus avec la promptitude que le droit demande par les Pouvoirs Suprêmes de la Nation pour suspendre le gouverneur ». La nouveauté du plan réside dans leur « élection et proclamation » qu'« Echeandía reçoive de nouveau le mandat politique et militaire du Territoire » afin « d'atteindre les objectifs de l'entreprise dans le meilleur ordre et sur un chemin qui ne dévie pas de l'unique objet proposé », en attendant « les résolutions du Gouvernement Suprême ». L'éventualité est ouverte d'une répartition des mandats politiques et militaires avec la « participation du conseil territorial ». Répondant à leur appel, Echeandía, « instruit de leur demande », accepte « mais seulement pour le soutien des libertés publiques selon le système auquel il a prêté serment, pour l'ordre, et soumis aux Suprêmes pouvoirs de la Nation ».[92] Or Echeandía a été relativement absent de tous les événements depuis sa passation de pouvoir à la fin janvier 1831. Au départ, l'ex-gouverneur aurait refusé de prendre la tête de la révolte, mais Carrillo lui rappelle que « quand la patrie réclame les services de tous ses bons fils, ceux-ci doivent taire toute autre considération », et que « le triomphe de la révolution ne serait assuré que s'il acceptait le commandement en chef des forces ». Il est possible que le soutien d'Echeandía ait été le seul moyen d'obtenir, au-delà des formules argumentatives, le soutien des capitaines Santiago Argüello et Pablo de la Portilla, et qu'inversement, Carrillo et Bandini n'aient pas eu confiance en ces-derniers pour diriger les forces révolutionnaires, car « ils ne sont pas de fermes partisans de la cause de la liberté ».[93] Santiago Argüello, et dans une moindre mesure, Portilla, ont en effet été des exécutants de la politique de Victoria, en particulier à Los Angeles. Ils avaient soumis la ville après les troubles contre l'*alcalde* Sánchez et procédé à l'arrestation de José Antonio Carrillo. Dans une lettre au député Carlos Antonio Carrillo, Argüello avait révélé ses inquiétudes sur l'état politique du territoire, et avait placé ses espoirs dans la politique vigoureuse du gouverneur Victoria. Il n'avait pas manqué d'accuser non seulement Padrés mais aussi Bandini d'être derrière cette agitation politique. Comment expliquer ce revirement d'Argüello et de Portilla ? Il y avait sans doute une certaine pression de leur environnement proche au *presidio* de San Diego, où Bandini, Carrillo, Pico, et certainement Echeandía étaient unis dans leur dénonciation de Victoria et dans l'élaboration du plan. Aussi Argüello est-il contraint de « voler ce tout petit moment de temps en profitant du départ de la goélette » pour faire part au député Carlos Antonio Carrillo, le frère de José Antonio, « des informations confidentielles qu'il ne [lui] est pas commun de transmettre (…) mais notre sol étant en danger, et ayant les moyens de le communiquer à quelqu'un qui pourrait y remédier, tant pis pour le « confidentiel », les circonstances

92 DHV Vallejo, 1, 244U et DHC Pico.
93 Vallejo, 2, p.148-149.

l'exigent ». Argüello espère beaucoup du « coup de maître » de Victoria à Los Angeles.[94]

Argüello se sait peut-être surveillé. En mars 1832, Padrés demande à Vallejo des nouvelles de deux individus, surnommés l'Affiloir (*Chaira*) et la Petite Vipère (*Viborita*), de toute évidence des personnes qui se sont opposées à Padrés en Californie et qu'il s'agit de faire filer doux :

> « Dites-moi quel sort a connu l'Affiloir (*Chaira*) et la Petite Vipère (*Viborita*), car comme elles sont des personnes de cette teneur, il me faut savoir comment elles ont été dans la révolte. De ces personnes et des autres oiseaux de leur espèce qui n'ont pas plus de patrie que leur renommée ni autre intérêt pour les peuples que de les opprimer et participer à leur dépouillement, vous devez beaucoup vous méfier. Il n'est pas nécessaire de les poursuivre, mais il suffit de les rendre insignifiants en leur faisant connaître que s'ils agissent mal la loi les punira. »[95]

Ces sobriquets sont malaisés à décoder. L'affiloir était un outil utilisé pour aiguiser les couteaux, surtout en boucherie (et donc en élevage, dans les *ranchos*), ou par les artisans (charpentiers). La vipère dénote l'astuce et la malfaisance, voire la tentation, tandis que le diminutif est vraisemblablement méprisant. Les deux termes féminisent en tout cas les personnes qui en sont affublées. Mon hypothèse est que l'une de ces personnes à surveiller était Santiago Argüello[96], l'autre peut-être, un opposant de Santa Barbara parmi les de la Guerra ou les Carrillo, ou encore, Vicente Sánchez. Il n'est cependant pas impossible qu'Argüello ait été finalement convaincu que le maintien du gouvernement aux mains des Californiens était un enjeu suffisant pour s'opposer à Victoria, dans une démarche de défense sociale et raciale des élites californiennes en cours de formation. Le fait que la révolte ne soit pas du fait de Padrés, mais de Bandini et José Antonio Carrillo, a pu contribuer à le convaincre. Sa participation ultérieure à la campagne de 1832, comme nous le verrons, montre qu'il y avait pour lui un fort enjeu d'intégration à ce groupe. Après avoir regretté l'esprit de discorde introduit par Padrés et la loi de sécularisation, la révolution, vue depuis San Diego, peut porter l'espoir d'une réunion, d'une réconciliation après le départ « du grand maître ».[97]

---

94 JNE 100, p. 186-188, Arguello à Carrillo, 1831. *« Robo este lugarcito al tiempo aprovechandome de la salida de la Goleta de José para hacer a U esta comunicacion que a U se le haré extraña pues no es comun porque a mi se me comunico reservada el 11 del presente desde Monterey pero amigo peligrando su suelo y pudiendo comunicarlo a quien pueda remediarlo no hay reservas asi lo exigen las circunstancias, quizas las acertadas disposiciones del Sr Victoria aquietaran todo pues este Sr les da un golpe maestro. »*

95 DHC Vallejo, 1, 304, Padrés à Vallejo, Tepic, 26 mars 1832. *« Digame que suerte han corrido la chaira y la viborita pues como son personas del tenor siguiente, es preciso saber como les fue en la ***. De estos y otros avichuchos de su jaez que no tienen mas patria que su fama ni otro interes que los pueblos que el de oprimirlos y participar a sus despojos, deben UU cuidarse mucho. No es necesario perseguirlos basta hacerlos insignificantes dandolos a conocer que si obraren mal la ley los castigara. »*

96 Argüello, comme nous le verrons, était, d'après Vallejo et Alvarado, les interlocuteurs de Padrés dans cette lettre, un personnage orgueilleux et autoritaire, ce qui correspond à la description du post-scriptum. Le sobriquet « affiloir » pouvait être une allusion au fait qu'il sortait facilement son épée. Il pouvait aussi être « la petite vipère » qui avait dénoncé Padrés auprès de Victoria et du député Carlos Antonio Carrillo.

97 Son attitude lors des sessions du conseil territorial où il siège en janvier-février 1832 semble aller dans ce sens.

Afin d'achever de convaincre Echeandía de se joindre à la rébellion, Carrillo invoque enfin le « risque de rivalité entre Argüello et Portilla, deux officiers de même rang et ancienneté, ce qui mettrait en péril la cause populaire ». Echeandía finit par accepter, Carrillo menaçant même, selon certains, de le garder prisonnier dans le cas contraire. Il se défait alors de ses vêtements de civil pour remettre son « rigoureux uniforme », et se « présente au conseil de guerre qui ne s'était pas encore dissout ». Tous font silence en le voyant approcher, et « au milieu du plus profond silence », il s'adresse à eux :

> « Je viens, vaillants membres du peuple, vous remercier de l'honneur que vous me conférez, et je vous réponds du triomphe des sacrés principes de justice et de liberté qu'avec tant d'enthousiasme vous avez proclamé »

À son acceptation répondent les vivats de la troupe : « vive le général Echeandía ! Vive le Peuple ! » [98] Le *pronunciamiento* en tant que tel s'achève donc pas une proclamation « générale » et « en public » en faveur d'Echeandía qui « commence à fonctionner » ce jour-là « entre onze et douze heures ».[99]

***

Au bilan, on a donc une disjonction entre d'une part un foyer de politisation intense autour de Padrés, essentiellement parmi les jeunes gens et conseillers territoriaux (Vallejo, Alvarado, Santiago Argüello le fils, Osio, Ortega), qui eut pour base géographique San Francisco, et qui revendiqua surtout la réunion du conseil territorial au nom de la représentation et du pouvoir local ; dans le sud en revanche, avec pour base San Diego, la mobilisation de Juan Bandini et José Antonio Carrillo ont des motifs probablement plus personnels et moins idéalistes. Les moteurs de la mobilisation ne sont pas les mêmes selon les individus. La coalescence des doléances sous l'angle du despotisme recouvre en fait plusieurs facteurs dont la sécularisation n'est pas le motif unique ni prioritaire. La construction de la figure du tyran autour du gouverneur Victoria doit sans doute beaucoup à Padrés et à sa culture politique radicale (*yorkina*).

Pour Bandini, le problème majeur est l'opposition à sa vision du développement commercial de

---

Dans un discours prononcé à l'occasion de la prestation de serment de Pío Pico comme gouverneur, il s'y réjouit de voir un « fils du pays » accéder au gouvernement de la Haute-Californie. Plus tard, il s'oppose à ce que Bandini, en tant que responsable des finances (*comisario*), assiste aux séances du conseil, ce qui tend à prouver sa méfiance par rapport à celui qu'il a accusé de diviser et fomenter les désordres de 1831 et son espoir que le conseil territorial soit un bon organe pour stabiliser et réconcilier les Californiens. LR, 1, p. 175.

98 Vallejo, 2, p. 148-149 La reconstitution la plus détaillée (et probablement la plus romancée) est de Vallejo. Néanmoins elle montre bien l'importance de la proclamation de l'ex-commandant militaire Echeandía pour la troupe de San Diego, et le vivat au peuple ne vient qu'en second.

99 DHC Vallejo et DHC Pico, 1er décembre 1831, Monterey.

la Californie. Il essaie pour autant de se distancer au départ de l'idée révolutionnaire – qu'il attribue à José Antonio Carrillo et José María Echeandía – en passant par le député au Congrès Carlos Antonio Carrillo pour avancer son programme de séparation des pouvoirs civil, militaire et financier. José Antonio Carrillo se voit exclu de la vie politique territoriale et cherche via le choix révolutionnaire à reprendre le dessus sur Vicente Sánchez et Victoria, tout en arguant de la souveraineté du conseil territorial, dont il a lui-même fait partie et où il a tenu tête au gouverneur Luis Antonio Argüello quelques années auparavant. Pour Padrés et les jeunes gens du nord, enfin, la revendication principale est la réunion du conseil territorial et la reconnaissance d'une représentation populaire sous cette forme, avec probablement pour objectif premier ou second la sécularisation des missions. Quant à Abel Stearns, il est vraisemblablement une victime collatérale.

III - « On inaugura le système des révolutions »[100] - Révolution et culture politique californienne

Avec la publication du manifeste et le ralliement de Los Angeles, les « prononcés » ont franchi le Rubicon. La révolte se déploie ensuite en deux temps : premièrement, une première bataille fait s'affronter les Californiens entre eux, le 5 décembre 1831, et mène à la capitulation du gouverneur Victoria ; deuxièmement, une réaction loyaliste à Monterey conduit à une nouvelle mobilisation dans le sud et dans le nord. Echeandía enrôle alors des Indiens dans ses rangs, ce qui conduit à un accord de paix au printemps 1832. La première bataille voit la mort de deux notables, dont l'un avait été *alcalde* de Los Angeles, l'un des rivaux de Vicente Sánchez. En lançant le *pronunciamiento* de San Diego, Carrillo, Bandini et Pico avaient fait un pari : celui de restaurer leur ordre sans créer de désordres. Ils avaient estimé que le risque de ces désordres était moins important que celui de se laisser faire. Mais en revendiquant la possibilité de se rebeller, ils ouvrent la boîte de Pandore de l'instabilité politique, malgré les garde-fous qu'ils pensent établir en se prévalant de leur représentativité de l'opinion du territoire, de la légitimité rationnelle de leurs arguments et de leur valeur sociale.

A. « Leur insurrection impliquait plus que quelques mots facilement écrits »[101] - Les dangers de la guerre civile : la bataille de Los Angeles (5 décembre 1832)

À la fin du mois de novembre, « dans cet état de fermentation publique », alors que circulent

100 Boronda, p. 16.
101 A.M. OSIO, R.M. BEEBE et R.M. SENKEWICZ, *The History of Alta California*, p. 111.

probablement les premiers jets du plan de San Diego, l'*alcalde* de Los Angeles Vicente Sánchez fait incarcérer les membres meneurs de la faction opposée, « leur faisant ainsi sentir tout le poids de son pouvoir et des lois offensées ». Mais il a agi trop tard, et le soir même l'armée rebelle de San Diego les libère et enferme Sánchez à son tour dans la prison publique, ce qui est la cause directe de la bataille de Los Angeles, et marque véritablement l'entrée dans le mouvement révolutionnaire puisqu'elle oppose les forces du gouverneur aux forces qui se prévalent du plan de San Diego.[102]

À Los Angeles, s'effectue la rencontre entre d'une part les opposants à Sánchez, sur des enjeux municipaux locaux et d'autre part les partisans du plan de San Diego dont les revendications sont plus larges, à l'échelle de la Haute-Californie. S'y affrontent des soldats réguliers aux ordres du commandant général (et commandés par Romualdo Pacheco) contre des soldats de la compagnie de San Diego qui ont adhéré au plan ou qui obéissent à leurs capitaines, Pablo de la Portilla et Santiago Argüello, et des civils de Los Angeles qui se défendent de leur *alcalde*. Ce n'est pas la première fois que des civils prennent les armes : lors de la révolte de Solis en 1829, les troupes régulières de Santa Barbara et San Diego (d'ailleurs également commandées par Romualdo Pacheco) avaient affronté les mutins de Monterey et San Francisco, quelques civils s'étant joints à la révolte, tels que Solis lui-même ou encore Meliton Soto. La différence fondamentale est qu'en 1831 les notables, les conseillers et des officiers des plus hauts rangs sont impliqués, et le premier d'entre eux, l'ex-gouverneur.

Le gouverneur Victoria marche contre Los Angeles depuis Santa Barbara pour défendre l'*alcalde* Sánchez, emprisonné. Pensant affronter seulement une poignée de villageois, il n'a pris avec lui qu'une trentaine de soldats : il n'a en effet pas encore eu connaissance du *pronunciamiento* de San Diego, ni de la défection de Portilla et Argüello. Il l'apprend en route, mais ne retourne pas pour autant à Santa Barbara recruter des soldats supplémentaires, comme son capitaine Romualdo Pacheco le lui conseille. À la place, il se moque de lui et remet en cause sa virilité. Victoria compte probablement sur le ralliement de Portilla et ses troupes, voire sur celui d'Argüello. Au moment d'entamer la bataille, le gouverneur hèle en effet Portilla pour l'inviter « à laisser ce tas de criminels et de venir le rejoindre ». Mais Portilla lui donne l'ordre de faire halte, ce à quoi le gouverneur répond « d'un geste grossier », que « personne ne lui dit de faire halte »[103]. Donner l'ordre à un commandant général de « faire halte », voilà qui est osé de la part d'un capitaine. À cet ordre, qui porte atteinte à l'honneur du commandant général, répond donc le « geste grossier », qui est une

102 José Ramon Sánchez, p. 7
103 A.M. OSIO, R.M. BEEBE et R.M. SENKEWICZ, *The History of Alta California*, p. 109.

insulte à l'honneur de Portilla. Le combat devient inévitable. Il est déséquilibré en faveur des prononcés et des *Angelenos*, mais l'issue n'en est pas décidée d'avance. La configuration de conflit civil est porteuse d'inconnues sur l'ardeur au combat et la loyauté envers le commandement des forces en présence.

Au-delà de l'affrontement entre des capitaines et un commandant général, la bataille de Los Angeles fait s'affronter des personnes qui peuvent avoir des difficultés à se considérer comme ennemies. Le cas particulier du « bataillon de Mazatlán » où les soldats sont répartis dans les deux camps, dans une absurde répartition purement géographique met particulièrement en valeur la situation inédite. Portilla commande ce bataillon dans sa totalité, mais une moitié se trouve avec lui à San Diego, et l'autre à Santa Barbara. En effet, comme le rappelle Antonio María Osio, « trente d'entre eux avaient dû se rendre au *presidio* de Santa Barbara avec leur lieutenant Don Juan María Ibarra, bien avant le début de la révolte ». Victoria mobilise ces soldats lors de sa campagne contre Los Angeles. Or Pablo de la Portilla est à la tête de l'armée rebelle, et par conséquent le capitaine de soldats, dont la moitié est dans chaque camp. Par conséquent, « se considérant comme le père de soixante fils, il fut confronté à la perspective d'ordonner à la moité de tuer l'autre moitié ».[104] Ce qui pose également problème pour ces soldats, c'est d'identifier le commandant légitime : faut-il obéir à son capitaine ou au commandant général ? Portilla pense savoir « qu'il était sûr qu'en d'autres circonstances [ces trente soldats aux ordres de Victoria] sacrifieraient leur vie pour sauver leur capitaine », mais « qu'ils obéiraient à celui qu'ils reconnaissaient comme leur commandant général, même s'il les menait imprudemment au combat contre des forces plus nombreuses ». Le même dilemme se pose d'ailleurs aux trentes autres, sous le commandement de Portilla, qui d'après certains témoignages « se mettent à fuir » lors de la charge des soldats de Victoria.[105] Les soldats mutinés lors de la révolte de Solis en 1829, avaient eux aussi déserté les rangs rebelles en s'approchant du commandant, Echeandía à l'époque.

Dans ces circonstances, deux victimes qui trouvent la mort lors de cette bataille ont marqué les mémoires et le déroulement du combat.[106] Ces deux victimes sont d'une part Romualdo Pacheco, capitaine aux ordres de Victoria, et d'autre part José María Avila, citoyen influent de Los Angeles,

104 *Ibid.*

105 Juan Avila, p. 13.

106 Les récits les plus apocryphes les font mourir quasiment dans les bras l'un de l'autre, tandis que les récits de témoins visuels isolent leurs deux morts, asynchrones, pour mieux donner du sens à cette bataille. José Fernandez donne une telle version, mais il n'arrive sur le territoire qu'en 1834, héritant sa version des faits de la légende qui se construit autour de cette fameuse bataille. Malgré l'image donnée par ces témoignages, il y eut plus que deux morts dans cette bataille Robert PHELPS, « On Comic Opera Revolutions: Maneuver Theory and the Art of War in Mexican California, 1821-45 », *California History*, 2006, 84, 1, p. 44.

pour certains « leur chef », le second ayant tué le premier. La mort du premier « remplit d'effroi les partisans de Victoria » ; au contraire, à la mort du second, « les amis d'Avila se battirent avec plus d'éclat et ne rengainèrent leurs épées qu'après avoir obtenu une victoire complète »[107], pour « venger la mort du meneur du peuple ». Sans cette mort galvanisatrice, « il est fort probable que le gouverneur Victoria aurait pu vaincre ».[108] Le « peuple », « les amis d'Avila qui étaient volontaires », ont donc le dessus dans cette bataille. S'il reste difficilement imaginable pour des soldats de se battre contre leur commandant général, la mobilisation des angeleniens pour leur défense fait toute la différence avec, de surcroît, les figures de chefs que sont José María Avila, et José Antonio Carrillo, comme le raconte Vallejo :

> « Les Angelinos ne perdirent pas beaucoup de temps à examiner les clauses contenues dans le plan ; ils virent dans leur ville la troupe révolutionnée ; ils virent à la tête de cette troupe l'idole de la ville, le Mirabeau californien, le protecteur des droits populaires ; et ceci suffit pour que, avec un enthousiasme incroyable, il se prononçassent contre le gouvernement. Si Victoria, au lieu d'être un sanguinaire avait été un Washington, cela n'aurait fait aucune différence pour les Angelinos ; car où était José Antonio Carrillo, c'est là qu'ils allaient. Et en cela ils faisaient preuve de bon sens, car Carrillo était un grand patriote. »[109]

Dans cet extrait, Vallejo est ambigu dans son traitement des Angelenos. Il approuve certes leur enthousiasme, mais il montre bien que leur mobilisation n'est pas la preuve de leur éducation politique, puisqu'ils prennent à peine le temps de lire le plan, et qu'ils se seraient rebellés même contre un vrai républicain. D'autres insistent plus sur la logique de défense : « les civils étaient en général pacifiques et obéissaient aux autorités légitimes », mais c'est l'attitude de Sánchez qui « porte la lourde responsabilité » de la bataille, voire, pour le Californien Boronda, d'avoir « inauguré le système des révolutions et des troubles qui ont condamné le pays à l'intranquillité et les *Californios* à la lutte continuelle les uns contre les autres »[110].

Si la mort de Pacheco et Avila est tellement mise en valeur dans les récits de la bataille, c'est

107 José Fernandez, p. 65.

108 José Ramon Sánchez, p. 21.

109 Vallejo, 2, p.151. *« Ya bien proveido de recursos y engrosado su ejercito con muchos voluntarios que de todas partes acudian a ofrecer sus servicios en bien del pueblo, el comandante general Echeandía se dirijio a San Juan Capistrano en donde estableció su cuartel general ; y desde alli envio al capitan Portilla a la ciudad de los Angeles : iba el señor Portilla al mando de ochenta hombres ;pero tanto el, cuanto su gente estaban sumisos a José Antonio Carrillo que iba con la espedicion <u>en calidad de representante del pueblo</u> : cuando Carrillo y su tropa llegaron a los Angeles, el pueblo todo se sublevo en contra del gobierno del señor Victoria y acepto de llano el plan de San Diego : los angelinos no perdieron mucho tiempo en examinar las clausulas contenidas en el referido plan : ellos vieron en su ciudad tropa revolucionada ; vieron a la cabeza de esa tropa al idolo de su ciudad, al Mirabeau californiense, al protector de los derechos populares ; y eso basto para que con entusiasmo increible se pronunciasen en contra del gobierno ; si Victoria en vez de ser sanguinario hubiese sido un Washington, no hubiese hercho ningina diferencia a los Angelinos ; pues donde estaba José A. Carrillo siempre iban ello ; en esto daban prueba de buen sentido pues Carrillo era un gran patriota. »*

110 Boronda, p. 16.

qu'elle illustre le problème que posent de telles dissenssions politiques : comment conjurer le conflit civil ? La description du rituel d'enterrement d'Avila et de Pacheco dans nombre de témoignages met en évidence la nécessité pour les Angelinos de traiter l'événement. On enterre Avila et Pacheco ensemble « de manière splendide » à Los Angeles, où « tous les habitants assistent aux cérémonies religieuses ». On peut toutefois remarquer que le corps de Pacheco est entreposé dans la maison de Vicente Sánchez, ce qui pour le lieutenant qui commandait les forces de Victoria, venues le défendre comme maire de Los Angeles, n'est pas particulièrement une preuve de réconciliation.

Cet enterrement marque le début de rituels californiens entourant les batailles : « dès que le sort de la bataille était décidé, nous cessions d'être ennemis et les vainqueurs et les vaincus dinaient ensemble, se servant dans le même plat, et ceci une heure ou deux après nous être battus ». Vainqueurs et vaincus se traitent « comme des frères », se « donnent des accolades fraternelles », ne serait-ce que parce qu'il « arrivait souvent que des parents combattent contre des parents, car les familles étaient tellement nombreuses qu'il était presque impossible de faire en sorte que tous les membres d'une famille suivent la même politique ».[111] Ce qu'Alvarado présente comme une coutume dès cette occasion est sûrement la première occurrence de cette tradition. Il est probable que la cérémonie imaginée à Los Angeles et qui réunit tous les habitants est pensée pour conjurer les effets du conflit civil.

Dans cette bataille, ni Echeandía, ni Bandini, ni Pío Pico, qui sont à l'origine du *pronunciamiento,* ne sont des participants. Il s'agit bien principalement d'une bataille pour la défense de Los Angeles, derrière José Antonio Carrillo et José María Avila, à la tête du parti opposé à l'*alcalde* Sánchez. La participation de ces civils, contrairement à la révolte de Solis, ne revêt pas un caractère ponctuel et accidentel ; au contraire, c'est une dimension centrale, qui selon certains garantit le succès des « prononcés ». En effet, les soldats, cette fois, ne sont pas motivés par leur dénuement, mais suivent leurs propres chefs directs, en opposition à leurs chefs supérieurs. Pour les soldats engagés aux côtés de Victoria, et dont Pablo de la Portilla est le supérieur hiérarchique direct, la fuite devient la seule porte de sortie envisageable une fois le commandant blessé, lorsque Portilla devient vainqueur de fait de la bataille.

Au final, la bataille de Los Angeles marque le caractère civil de la révolte, à la fois parce que le plan comme les combattants les plus acharnés ont ce caractère, et parce qu'elle voit s'affronter des Californiens entre eux. Au-delà des revendications politiques de Bandini, Carrillo et Echeandía à l'échelle territoriale, c'est bien le niveau local qui prime pour expliquer la mobilisation et

111 Alvarado, 2, p. 181.

l'enthousiasme des combattants lesquels permettent aux troupes rebelles de l'emporter contre le gouverneur. Mais cette mobilisation pour la défense de Los Angeles porte le risque pour les rebelles du plan de San Diego de minorer leur message politique.

B. « Nous devons chercher la légalité »[112] - L'affrontement des légitimités et la mobilisation politico-militaire (janvier-mars 1832)

Après la défaite de Victoria, l'ex-gouverneur Echeandía, qui a pris le commandement des rebelles, s'emploie, en reprenant son rôle de commandant du territoire, de réorganiser son gouvernement. Il publie un manifeste de légitimation du mouvement à destination des commandants le 9 décembre 1831, et convoque le conseil territorial, qui commence ses sessions à Los Angeles le 10 janvier 1832, en son absence. Les conseillers décident de monter un dossier d'accusation contre le gouverneur Victoria, à usage du gouvernement mexicain, et de désigner leur membre le plus ancien, Pío Pico, comme gouverneur politique temporaire, en référence à une loi et un usage qui veut qu'en l'absence du gefe politico, ce soit le « senior vocal » du conseil territorial qui prenne cette place. Echeandía s'y oppose après avoir temporisé au tout début du mois de février 1832. Le 27 janvier 1832 à Monterey, une junte se réunit afin de s'opposer à la fois à la révolution et aux actes du conseil territorial et d'Echeandía, considérés comme illégaux. Devant l'urgence de la situation, et le ralliement de l'ayuntamiento de Los Angeles à Echeandía, Pío Pico et les conseillers reconnaissent Echeandía à la fois comme commandant militaire et comme chef politique le 17 février 1832. Zamorano, qui a été l'aide de camp d'Echeandía et commande à Monterey, fait campagne vers le sud pour mettre fin à la révolte d'Echeandía et des conseillerss ; les deux forces sont au bord de la bataille le 25 mars 1832 mais parviennent in extremis à un accord. À partir de cette date, le Sud est commandé par Echeandía, tandis que Zamorano contrôle le reste du territoire, en attendant l'arrivée du prochain gouverneur nommé par Mexico. Ce dernier, José Figueroa, reçoit sa nomination le 9 mai 1832 et arrive en Californie en janvier 1833.

Encart 2: Déroulement du conflit civil en Haute-Californie après le départ de Manuel Victoria, 1832

La « guerre civile », se traduisant par une mobilisation politique et militaire plus importante ne commence pourtant qu'après. La révolution avait été pensée et préparée par une poignée d'individus, la compagnie de San Diego et celle de Mazatlán avaient suivi leur chef respectif, et à Los Angeles la mobilisation revêtait une part de légitime défense contre Sánchez et Victoria. Victoria de son côté, en tant que commandant militaire, disposait d'un réservoir de recrues. La mobilisation prend une dimension plus complexe après la chute de Victoria. En effet, le camp du sud commence par se diviser entre d'un côté le conseil territorial, siégant à Los Angeles, et de l'autre, Echeandía, à San Diego. Les conseillers affirment de leur côté leur souveraineté et en particulier le choix du gouverneur en leur sein, alors qu'Echeandía s'affirme à la fois sur le principe et dans les faits,

112 DHC Vallejo, 1, 287

comme le seul meneur de leur camp. Dès les 10-11 janvier, les conseillers décident de nommer Pío Pico, le premier conseiller, pour prendre la charge de gouverneur en vertu d'une loi datant de 1822, et de continuer à siéger à Los Angeles, bien qu'Echeandía se trouve à San Diego.[113] Après avoir temporisé, Echeandía désapprouve les mesures du conseil le 3 février. Le basculement a lieu lorsque l'*ayuntamiento* de Los Angeles reconnaît Echeandía comme unique gouverneur et commandant militaire le 13 février 1832. Pour Pico, cela trahit l'esprit d'un mouvement qui avait pour but de « rétablir l'accomplissement des lois » en « remettant en exercice le conseil territorial ». La municipalité de Los Angeles, en faisant le choix d'Echeandía, se démarque de la loi en

> « se déclarant en faveur d'un individu qui n'a aucune raison de rester sur le territoire, car il doit se présenter au gouvernement supérieur pour rendre compte d'affaires qui dataient de son temps à la tête du gouvernement»[114] .

Tous les conseillers sont d'accord, sauf Yorba qui, par réalisme, est conscient qu'ils auront des difficultés à faire reconnaître quelqu'un comme Pío Pico gouverneur civil. Jusque là, Echeandía s'était opposé sur la forme, mais le 16 février, il nie la légalité et la pertinence de la revendication de Pío Pico au gouvernorat, ce qui marque le fond du désaccord avec les conseillers. Echeandía attaque le conseil territorial sur plusieurs plans : les mandats civil et militaire étant réunis en Californie, il est logique que ce soit lui qui réunisse les deux ; de plus, le conseil territorial n'agit pas en vertu d'un mandat explicite du peuple faisant suite aux événements récents, et le quorum n'est pas atteint ; enfin, il ne peut se résoudre à adouber Pío Pico auprès de la population, car : « il manque d'instruction suffisante en comptabilité, logique, et gouvernement. Il conclut en disant que toute la procédure est viciée et qu'on a agi sans intelligence ».[115]

D'une certaine façon, comme Victoria, Echeandía a des doutes sur la capacité et les bénéfices qu'apporterait l'autonomie au territoire frontière dont les ressources étaient faibles. Il a, comme nous l'avons vu, appuyé son gouvernement sur les notables locaux[116], mais à la fois par ambition, peut-être par orgueil, et probablement par conviction personnelle, il estime dangereux pour le territoire, et surtout pour la fédération mexicaine, de ne pas garder un certain contrôle militaire. L'argument des conseillers est qu'ils sont la seule autorité légitime sur le territoire, après les infractions de Victoria, comme d'Echeandía du fait de sa participation au *pronunciamiento*. Le conseil territorial

113 LR, 1, p. 202-210, Sessions des 10-11 janvier 1832. C'est Santiago Argüello qui propose de déplacer les sessions.

114 LR, 1, p. 202. Plus loin, p. 207, Pío Pico explicite son propos : il fait allusion notamment à la révolte de Solis en 1829, ce qui montre à nouveau la distance prise par les conseillers au sujet de cet événement et ce qui montre comment Herrera avait pu espérer rallier les notables californiens à sa révolte contre Echeandía (« *Las muchas infracciones que dicho Señor cometió en el tiempo de su gobierno anterior hasta motivar poner en movimiento a todo el territorio como sucedió en Noviembre de 829* »)

115 LR, 1, p. 205 16 février 1832. Echeandía avait déjà donné une opinion guère favorable de Pío Pico en 1829.

116 Voir chapitre 3.

se présente dès lors comme l'organe neutre et arbitre, garant de la légalité et représentant du peuple. De fait, afin de se défendre contre les accusations personnelles d'Echeandía au sujet de son éducation, Pío Pico rappelle que ces connaissances ne sont pas requises par la loi : « C'est le territoire qui l'a élu membre de cette Excellente corporation à la place à laquelle il se trouve et c'est une faute de raisonnement de vouloir contrevenir à cette volonté générale »[117].

On touche dès lors à des débats qui agitent la plupart des systèmes représentatifs électifs au sujet des capacités de vote et de suffrage. Malgré cette opposition vigoureuse, à laquelle il se joint, Vallejo propose de mettre fin aux sessions du conseil territorial, afin de ne pas contribuer aux désordres, ce à quoi les conseillers consentent. Ainsi, les conseillers se voient obligés de capituler devant l'influence sociale d'Echeandía à Los Angeles et à San Diego, dans le contexte de l'organisation d'une opposition à leur révolution à Monterey.[118] Une junte réunie à Monterey le 27 janvier 1832 par le capitaine Zamorano, aide de camp des gouverneurs précédents, déclare en effet illégaux les actes des prononcés, comme ceux du conseil territorial. C'est seulement à partir de ce moment-là que s'organise en Californie un camp opposé aux prononcés et qui se dit défenseur de l'ordre représenté par le gouverneur déchu.

Les deux camps doivent rivaliser d'arguments pour mobiliser, tandis que chacun répond de manière active à cette propagande, en y ajoutant et mêlant d'autres fidélités sociales, politiques et spatiales. Chaque camp se glorifie d'être celui qui défend l'interprétation correcte de la vérité politique, la loyauté à l'oeuvre, les uns pour le gouvernement central, les autres pour le système de gouvernement fédéral. Inversement, chacun taxe le camp adverse d'être au service d'un « opportuniste »[119], ou de faire partie d'une faction illégitime et perturbatrice de l'ordre. Les soldats du camp adverse sont aussi disqualifiés avec mépris, comme étant de la « classe la plus misérable, des condamnés, des exilés, des assassins et des voleurs », comme étaient souvent désignés les soldats envoyés en renfort par le gouvernement.[120]

Pour le camp des « prononcés », c'est la junte de Monterey qui est dans l'illégalité et s'est rendue l'auteure d'une « révolution », comme l'explique Pío Pico dans une lettre à Vallejo : cette « junte composée d'étrangers et de militaires » qui se sont faits « législateurs » et ont de la sorte « promu une révolution » par des actes pour lesquels ils n'ont pas d'autorité : « ils ont imposé des suspensions d'emplois, déclaré illégaux les actes que la corporation (le conseil territorial) a pris, et déclaré

117 LR, 1, p. 209.
118 LR, 1, p. 210.
119 A.M. OSIO, R.M. BEEBE et R.M. SENKEWICZ, *The History of Alta California*, p. 114.
120 *Ibid.*

commandant général du territoire le capitaine Zamorano »[121]. Mettre en avant que la junte est composée d'étrangers et de militaires est bien entendu une manière de la rendre moins légitime, tandis que l'auteur s'abstient de caractériser Monterey par son titre de capitale, ce qui risquerait de donner de l'autorité aux actes qui s'y produisent. Le fait que Zamorano soit promoteur et bénéficiaire de cette junte est également mis en évidence. Surtout, Pío Pico affirme que c'est cette junte, et non le conseil territorial, qui s'est rendu coupable d'une révolution. La proclamation de Bandini au sujet de la junte de Monterey, qui rend publics les arguments discutés parmi les « prononcés » au mois de mars, est probablement l'un des documents les plus virulents de la campagne politico-militaire du printemps :

> « Avec quel scandale s'est présentée à un peuple libre la faction, qui s'appelle junte, qui s'est réunie à Monterey sur l'invitation du capitaine Zamorano, et composée d'hommes en majorité nuls. Prenons connaissance, ô libres Californios les défauts et l'absurdité sans limite qu'avec la plus grande injustice ces factieux veulent tromper vos cœurs ; pénétrons-nous des sentiments de ceux qui se sont constitués en législateurs et nous reconnaîtrons non seulement leur malice criminelle mais aussi qu'ils veulent convertir votre innocence en barbarie. Souvenez vous que un ou plus de ceux de la junte se donnent à eux-même le titre d'ignorants, et afin de ne pas vous laisser abuser par vos ennemis et confirmer leurs vils sentiments, pour vous convaincre je vais vous rendre manifeste la vérité. » [122]

Comme pour la campagne qui avait précédé le plan du 29 novembre, Bandini et Pico entreprennent une mission d'éducation politique, afin de démontrer au « peuple californien » et « à leurs concitoyens » qu'on les abuse et qu'on les opprime, en leur « déchiffrant » les propos qui les disqualifient et les traitent de factieux, rebelles, révolutionnaires et troubles de l'ordre public.[123] L'un

---

121 DHC Vallejo, 2, Pío Pico à Mariano G. Vallejo, 18 mars 1832, Los Angeles *« Tenemos datos suficientes de que una junta compuesta de estrangeros y militares formada por el capitan Zamorano en el punto de Monterey haciendose legisladores* ***han promovido una revolucion****, imponiendo suspension de empleos y declarando ilegales los actos que la coporacion tuvo en sus sesiones anteriores de este año : que ha dispuesto igualmente que los pueblos no reconozcan por si hasta la resolucion superior y declarando por ultimo comandante general del territorio al citado capitan Zamorano. »*

122 Bandini, proclamation du 22 mars 1831. « Apuntes sobre la situación política de la Alta California y sobre la revolución iniciada por el Capitan Agustín Zamorano. Las verdades amargan pero es preciso decirlas. Actual cuadro histórico de la Alta California o revolución formada por el Capitan Don Agustín Zamorano con engaño publico. » *« Con que escándalo se ha presentado a un pueblo libre la facción llamada junta celebrada en Monterey a invitación de dicho capitán y compuesta de hombres nulos en su mayoría. Conozcamos o libres Californios los defectos y el desenfrenado absurdo que con la mayor injusticia quieren alucinar los facciosos a vuestros corazones : penetremonos pues de los sentimientos de los que se han constituido en legisladores y conoceremos no solamente su malicia criminal sino que quieren a vuestra inocencia convertirla en barbaridad : acordaos que uno ó mas de los de la Junta no se dan otro titulo que ignorantes y nos dejeis que os engañen para que confirmen vuestros enemigos sus viles sentimientos voy después para convenceros a manifestar la verdad. »*

123 DHC Pico, Pío Pico, 15 octobre 1831 *« Pueblo de la Alta California que os componeis de mis conciudadanos, amigos y paisanos ; sería faltar a los deberes de mi obligación al ser un verdadero ciudadano Mejicano, un depositario de vuestra confianza, si en esta vez tan propia no os manifestaría mis sentimientos ; sería igualmente acreditarme propicio a un gobierno despótico si hoy me rebatiera hasta donde mis cortos alcances lo permitan a la concitación que por medio de su cantada (?) locución os ha hecho Don Manuel Victoria, primera autoridad de este Territorio ; sería por ultimo haceros entender que el temor de exponerme a un absolutismo me detenía a descifraros el enigma que encierra la nombrada locución y para no incurrir en alguna de estas faltas desde luego me propongo hablaros como me corresponde en la presente ocasión, reprobando sucesivamente los motivos que*

des meilleurs arguments des prononcés est le délai entre la chute de Victoria et la réunion de la junte de Monterey : en effet, une quarantaine de jours se sont écoulés. Cette prise de position tardive de Zamorano fait de lui un opportuniste, ou au mieux, la victime de manipulateurs opportunistes.[124]

Ces mobilisations sont un moyen de rendre visible le « peuple ». En effet, il s'agit pour les rivaux de remporter une victoire politique, dans un système où les élections ne le permettent pas.[125] De fait, après l'expulsion du gouverneur, qui peut convoquer et organiser des élections à l'échelle territoriale ? En l'absence d'un gouverneur légitime à la tête du territoire, la souveraineté revient soit au gouvernement supérieur, soit au peuple. Pour les partisans de Zamorano, il s'agit de prouver au gouvernement mexicain sa loyauté et la loyauté des Californiens, leur obéissance, au projet national ; pour les « prononcés », de montrer leur attachement au projet national indépendant, fédéraliste et républicain. L'opposition entre les deux partis se radicalise alors par le biais de la revendication de chacun d'entre eux de représenter la volonté générale, ou du moins, l'écrasante majorité des Californiens, les étrangers étant montrés du doigt, comme dans cette adresse de Juan Bandini à la junte de Monterey :

> « Messieurs de la junte, et les autres qui partagez leur opinion, faites-vous la réflexion que vous, une partie infime, voulez lutter contre une partie bien supérieure : faites attention, vous allez être cent oppresseurs pour huit ou dix mille hommes utiles qui aspirent à la protection du gouvernement pour jouir de son système libéral ; éloignez de vous cet esprit despotique et destructeur qui n'a fait que perturber la tranquillité générale et qui peut entraîner des maux incalculables. Mettez fin à vos erreurs, et je ne le dis pas par peur ni couardise, car je ne les connais pas lorsque la cause est juste, mais je m'exprime pour le bien général. Voyez comme déjà les esprits à peine se contiennent et que les invitations sont continues et ne cessent, et seuls la prudence de plusieurs hommes de représentation et leur travail en faveur de l'apaisement permet de contenir une explosion qui serait la ruine du territoire ; vous y avez une responsabilité étroite et prolongée. Réfléchissez bien à cet avertissement, méditez son contenu et prenez garde que c'est une vérité qu'il faut dire dans toute sa clarté. Fils de Californie, à qui j'ai eu le plaisir de m'associer, et que je représente comme suppléant du député au congrès fédéral, étendez votre vue sur les deux classes d'étrangers que nous avons sur le territoire : il n'est pas difficile se voir qu'ils cherchent votre ruine car avec la possibilité qu'ils ont d'appareiller aussitôt, ils partiraient en triomphe. »[126]

---

han dado lugar a esta mi contestación. »

124 DHC Vallejo, 1, 303A, Echeandía à Zamorano, 25 mars 1832, San Diego *« Este cambio bien se conoce que proviene del influjo que sobre U han conseguido al asesor, comisario subalterno y algunos padres misioneros pues todos unanimes solo aspiran a sus intereses particulares y además estos ultimos llevan el doble objeto de perpetuar las instituciones despóticas que tiranizan a los miserables indigenas que mantienen a esos eclesiasticos en aptitud poderosa para prestar los mejores servicios al gobierno de España. Acaso estas verdades meditandolas U a sus solas sin acaloramiento le inducirán a obrar con la sinceridad que en otro tiempo me dió a entender y entonces conocerá que el paso que ha dado para hacerse del mando militar ha sido ilegal »*

125 Sur les élections comme sélection sociale et non politique, voir Antonio ANNINO, *Historia de las elecciones en Iberoamérica, siglo XIX : de la formación del espacio político nacional*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1995.

126 DHC Bandini, Juan Bandini, 22 mars 1832. « *Señores de la junta y demas de iguales sentimientos reflexionad que queréis luchar una porción muy corta contra una muy superior, atended y seréis cien opresores por ocho o diez mil utiles que amas que aspiran a la protección del Gobierno para los goces de su sistema liberal, apartad pues de vosotros ese genio despotico y destrutor que con esto no han hecho otra cosa que perturbar la tranquilidad en su*

Le 25 mars 1832, par exemple, Echeandía démonte dans une lettre à son rival, et précédent subalterne, Zamorano, l'idée que c'est sa prise de position qui reflète « l'opinion du territoire » et qui l'invite par conséquent à « rendre les armes ». Si on « n'adhère pas au plan de San Diego » à Monterey, San José, Santa Barbara ou San Francisco, c'est parce que « la coupure des communications avec le sud empêche que la vérité ne soit connue dans le nord » ; les « faits récents », la déclaration de Monterey, ne saurait dissimuler « l'opinion générale pour refuser l'obéissance » au gouverneur Victoria, « du temps de ce monsieur »[127].

Lui-même se fonde non pas sur l'approbation formelle du plan, mais sur « l'opinion générale pour lui refuser l'obéissance », c'est-à-dire une approbation tacite, « en conformité avec le *pronunciamiento* ». La coupure des communications est dès lors une première explication à la division politique entre nord et sud. La situation fait qu'en effet, il était difficile d'accorder pleine légitimité aux uns ou aux autres, ce qui explique la configuration de conflit civil. Echeandía remet ainsi en cause « l'autorité » de Zamorano « pour qualifier de criminelles les mesures prises pour la déposition de M. Victoria et pour ordonner la prison...aux multitudes qui ont adhéré à ce plan. Il ne « peut se prévaloir d'aucune faculté pour offrir en cas de crime avéré l'indulgence au nom du Gouvernement Supérieur »[128]. Le dernier point évoqué par Echeandía est en effet capital : quand bien même eussent-ils été convaincus par Zamorano, les rebelles avaient pris trop de risques pour ne pas défendre jusqu'au bout leur prise de position. Rendre les armes signifiait admettre avoir eu tort, et rendre la révolte illégitime.

La coupure des communications empêche semble-t-il, que les arguments des uns parviennent aux autres. Peut-on identifier malgré tout quelques moyens de circulation des arguments et l'effet que la révolte et la mobilisation conséquente peut avoir dans la culture et les pratiques politiques ? Il est peut-être tout d'abord nécessaire de rappeler qu'il n'y avait aucun journal publié en Californie. Une imprimerie est importée au début des années 1830, mais aucun périodique n'est imprimé avant 1846. Aussi, la mobilisation des partisans se fait-elle par le biais de la circulation de manifestes ou

generalidad conseguida y que puede traer consigo males incalculables. Cesa en vuestros desacertos no lo digo de miedo ni cobardia pues no la conozco por la justa causa sino que me espreso por el bien general mirad que casi ya no se pueden contener los animos y que las invitaciones son continuas y estensas y solo la prudencia de varios hombres de representacion y el trabajo con que estan luchando para apaciguar esta conteniendo un rompimiento que sera la ruina del Territorio cuya responsabilidad es para vosotros muy estrecha y dilatada ; si reflecciona bien en esta pequeña oracion meditad su contenido y atended que es una verdad que no conviene decirla con toda su claridad. Hijos de California a quien he tenido el gusto de unirme recomienda otro Diputado Suplente al congreso de la unión estendais la vista sobre las dos clases de estrangeros que tenemos en el territorio y no es nada dificil créer que procuran vuestra ruina pues teniendo ellos la facilidad de sarpar pronto nuestra desgracia llevarán de triunfo. »

127 DHC Vallejo, 1, 303 Echeandía à Zamorano, 25 mars 1832.

128 DHC Vallejo, 1, 303 Echeandía à Zamorano, 25 mars 1832.

de courriers manuscrits, dont la reproduction prend du temps, par le bouche à oreille familial, social, les proclamations orales ou les pancartes affichées de manière officielle, ou officieuse. La pénétration des arguments politiques développés autour de l'expulsion du gouverneur et de la définition d'un gouvernement légitime par la suite est visible a posteriori dans les mémoires des Californiens, avec toutes les précautions nécessaires pour lire ces sources. On peut déjà remarquer que la liste des chefs d'accusation contre Victoria, se retrouve en partie ou au complet dans tous les témoignages qui évoquent la question un peu en détail.[129]

La campagne du printemps de 1832 constitue un moment privilégié de mobilisation et de pénétration des argumentaires politiques. Ce moment à part, en dehors du temps de travail, saisonnier, est l'occasion d'une sociabilité particulière, hors du temps, hors des occupations quotidiennes, et pour une période relativement longue. Vallejo raconte comment lors de l'attente de l'approche de Zamorano, Juan Bandini, Pío Pico, Juan Bautista Alvarado, Santiago Argüello et lui-même dorment dans la même pièce chez José Antonio Carrillo à Los Angeles. C'est même l'occasion de jouer des tours à Santiago Argüello qui se prend pour un grand seigneur, sous prétexte qu'il est le fils et le frère de gouverneurs de la Californie. L'une de ces plaisanteries a lieu à l'occasion d'un jeu de cartes, où ils ont l'idée de jouer non pas pour de l'argent, mais que « tous les paris seraient de petites boîtes de cigarettes ».[130] Ce soir-là, Argüello a beaucoup de chance et « l'emporte sur tous ceux qui étaient réunis, les hommes comme les femmes ». Argüello est alors « plus fier que jamais en voyant comment la chance le favorise, et à chaque instant lance des remarques pour [leur] faire comprendre qu'il était un être supérieur aux autres ». La femme de José Antonio Carrillo, leur hôte, a alors l'idée de « donner une leçon au pompeux capitaine ». Elle se « met d'accord avec son époux et quelques autres messieurs afin qu'ils l'aident à réaliser son plan » : il s'agit « d'éteindre les chandelles et de voler le tas de petites boîtes de cigarettes qu'avec tant d'application le capitaine Argüello a édifié devant lui ». Ils se mettent d'accord et commencent « les hostilités contre l'ennemi qui ne se doute pas que son château de petites boîtes est sur le point d'être attaqué ». Au signal, Bandini, derrière Argüello, « lui enfonce le chapeau jusqu'au nez ». On éteint les bougies, et les jeunes gens (Juan Bautista Alvarado, Teodosio Yorba et Mariano G. Vallejo)

129 Voir les notes du chapitre dans HHB3, p. 181-214 en particulier 198n33, 208n46 et surtout 212n56 qui comparent les mémoires. Au-delà des évidents Alvarado, Bandini, Osio, Pico, sujet aussi traité par Avila, Amador, Boronda, Castro, Galindo, Fernandez, Larios, Lugo, Marchado, Ord, Perez, J. Pico, I. Pico de Avila, Pinto, Rodriguez, Sánchez, E. de la Torre, Valdes, Valle, J.J. Vallejo.

130 Il s'agit d'une partie de *monte*. Le *monte* est un jeu de cartes espagnol qui se répand en Amérique avec la conquête espagnole, et qui continue d'être pratiqué aux États-Unis après l'annexion de 1848. Il s'agit essentiellement d'un jeu de hasard où le but est de parier sur l'ordre dans lequel vont sortir les cartes du paquet en référence à quatre cartes exposées sur la table. Voir http://www.acanomas.com/Reglamentos-Juegos-de-Naipes/1067/Monte.htm accédé le 24 octobre 2013.

« volent jusqu'à la dernière boîte ». Le reste de l'assistances, « dames et messieurs », « rient aux éclats pendant que le pauvre Argüello souffle de colère et de fureur tel une hyène qui verrait expirer le fruit de ses entrailles ». Sur ces entrefaites, José Antonio Carrillo fait son entrée et demande « pourquoi les lumières sont éteintes », Argüello lui raconte tout ce qui s'est passé et « pour faire comprendre à tous l'énormité de l'affront commis », commence à « énumérer tous les grands services que son père et ses frères ont prêté à la cause de la civilisation en Haute-Californie ». Il parle ensuite de lui-même, « comme s'il avait été le bienfaiteur du siècle ». Mais cette sortie, loin de lui regagner le respect, multiplie les rires autour de la table, « des dames comme des messieurs ».[131]

La sociabilité masculine guerrière a pour contrepoint féminin Madame Carrillo, la maîtresse de maison, qui imagine et dirige la plaisanterie, mais la fait exécuter par les messieurs présents, sous le regard d'autres dames (et de messieurs) qui « rient aux éclats ». Le vocabulaire martial montre un jeu avec le contexte plus large, mais aussi les rivalités et méfiances qui peuvent régner au sein du groupe. Suit une autre plaisanterie, cette fois dans la chambre partagée par tous ces messieurs, où Argüello voit son lit basculer et un saut d'eau lui verser sur la tête. Ces plaisanteries relèvent de la sociabilité propre à la jeunesse, ici favorisée par la cohésion du militantisme militaro-politique.[132] Santiago Argüello, on l'a vu, n'était pas au prime abord un partisan de l'opposition à Victoria, ayant même participé à l'arrestation et à l'exil de José Antonio Carrillo et à la répression des troubles à Los Angeles. Pendant la campagne contre Zamorano, il se confronte à Echeandía au sujet de sa dispute avec Herrera ; il s'abrite derrière sa fonction de conseiller pour éviter de rendre compte de ce qui peut-être considéré comme un affront au commandant général, ce que les jeunes gens désapprouvent.[133] De fait, la camaraderie est un puissant moteur de mobilisation, parfois contraire aux injonctions paternelles. Le père du jeune del Valle parle à son fils et à Mariano Vallejo « pour essayer de [les] persuader d'abandonner le parti pour lequel [ils militent] », mais, admet del Valle, « il ne nous était pas possible de laisser nos compagnons »[134]. Faut-il lier cette camaraderie relativement fréquente chez les jeunes adultes à un rejet du système patriarcal de jeunes gens républicains libéraux, aspirant eux-même à atteindre leur heure de gloire ?[135] Dans son chapitre de

131 Vallejo, 2, p. 179.

132 Le thème de la sociabilité des jeunes adultes a été traitée dans l'historiographie de la violence, de la jeunesse, du genre (virilité), en particulier pour l'époque moderne. Voir Robert MUCHEMBLED, *Une histoire de la violence : de la fin du Moyen-Âge à nos jours*, Paris, Seuil, 2008 ; Ivan JABLONKA et Ludivine BANTIGNY, *Jeunesse oblige : histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2009 ; Alain CORBIN, Georges VIGARELLO et Jean-Jacques COURTINE, *Histoire de la virilité, le XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2011, vol.2 ; Michel NASSIET, *La violence, une histoire sociale: France, XVIe-XVIIIe siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2011.

133 LR, 1, p. 175.

134 Valle, p. 6.

135 Comme le suggère L. PUBOLS, *The Father of All*.

l'ouvrage *Jeunesse oblige*, Jean-Claude Caron montre comment la mise en avant du jeune homme sur les barricades permet de mettre en valeur leur engagement et d'éviter le trope de la « guerre civile » au profit de la « guerre générationnelle ». Le contexte politique de la première moitié du XIX^{e} siècle, lors de l'élaboration des pratiques politiques après la Révolution française associe étroitement ces jeunes gens et l'idéal républicain, phénomène qu'on retrouve ici parfaitement et qui permet de mieux comprendre ce phénomène générationnel et genré.[136]

La mobilisation est aussi largement motivée par un rapport à la domination soit charismatique, soit légale du chef et du commandant.[137] Ainsi s'explique en grande partie la défection dont Pío Pico et le conseil territorial sont victimes : il est difficilement concevable pour beaucoup de considérer Pío Pico comme *gefe politico*, au contraire d'Echeandía (domination charismatique, et partiellement rationnelle) ou encore de Zamorano (domination rationnelle). Pío Pico, fils d'un sergent et petit commerçant, n'incarne tout simplement pas le pouvoir politique, malgré les arguments républicains en sa faveur.

Si dans ce contexte d'affrontements internes la situation ne dérive pas vers une violence sans limite, on le doit probablement, et paradoxalement, au contexte de frontière. La menace indienne reste semble-t-il toujours plus forte que la menace posée par l'ennemi-frère. Moquées par une historiographie marquée par les préjugés, les révolutions de Californie ont été comparées à des révoltes « d'opéra comique ». Récemment, les historiens ont commencé à observer de plus près la contradiction apparente entre la violence de la frontière et ce qui semblait être la bénignité des affrontements civils. Robert Phelps montre que les Californiens privilégiaient la guerre de manœuvre sur les batailles et la destruction de l'adversaire.[138] Michael Gonzalez, dans ses articles les plus récents, focalise aussi son attention sur la culture guerrière en Californie mexicaine. En effet, afin d'aller au-delà de l'image idyllique livrée par les témoignages a posteriori des *Californios*, il s'agit de montrer comment au contraire la mobilisation pour la guerre faisait partie intégrante de leur culture.[139] Pour lui, c'est également le moyen de dépasser l'histoire des élites, afin de mieux

136 Ludivine BANTIGNY et Ivan JABLONKA, « La jeunesse dans la France des notables. Sur la construction politique d'une catégorie sociale (1815-1870) » dans *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*, Paris, PUF, 2009, p. 21-35.

137 La distinction entre ces formes de charisme est un outil pratique et fort utilisé développé par Max WEBER, *Economie et société*, Paris, Plon, 1971 ; Pour une mise au point sur l'usage qu'on peut en faire aujourd'hui, notamment en histoire, voir Vanessa BERNADOU et al., *Que faire du charisme ? Retours sur une notion de Max Weber*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

138 R. PHELPS, « On Comic Opera Revolutions ».

139 Michael GONZÁLEZ, « War and the Making of History: The Case of Mexican California, 1821-1846 », *California History*, 2009, 86, 2, p. 5-25 ; 65-68. Gonzalez va encore plus loin dans un article de 20012 où il compare la culture de guerre en Californie avec celle du Djihad islamique Michael GONZÁLEZ, « "With the God of Battles I Can Destroy All Such Villains": War, Religion, and the Impact of Islam on Spanish and Mexican California, 1769-

comprendre la place des soldats, des miliciens et des civils armés pour l'occasion dans le processus historique de la Californie mexicaine. Après avoir énuméré les raisons ordinairement avancées, et montré que les Californiens préparaient leurs campagnes et prenaient des risques en combattant[140], il montre qu'ils préféraient se réserver pour les ennemis qu'ils estimaient les plus dangereux : les Indiens. Or c'est là que la révolte de 1832 marque l'entrée dans une ère nouvelle.

Dès que la nouvelle de la bataille du 5 décembre 1831 est connue à San Francisco, et alors que court la rumeur que Victoria a été tué, Mariano Vallejo, qui commande à San Francisco prévient les commandants des gardes des missions qu' « une telle nouvelle est alarmante et capable de mettre en mouvement les habitants de ces Missions ». Il leur recommande de veiller plus particulièrement « à la tranquillité et l'ordre dans lesquels doivent se trouver les néophytes de la mission dont [ils ont] la charge »[141]. Le souvenir de la révolte des Chumashs de La Purísima en 1824 puis surtout d'une révolte en 1827 que Vallejo doit combattre lui-même motivent probablement cette réaction initiale, qui nous invite à plus et mieux considérer le rôle central des Indiens dans l'imaginaire et les pratiques politiques des Californiens.[142] Mais alors même que Vallejo veille à la « tranquillité et à l'ordre » des Indiens dans le nord, Echeandía les arme dans le sud. Dans les forces d'Echeandía en effet, se trouve une compagnie, « plus importante que la troupe régulière », « d'Indiens armés venus de différentes missions »[143]. La politique d'émancipation d'Echeandía lui a fait des alliés auprès des Indiens, qui prennent parti pour lui contre Victoria, et contre Zamorano, ce qui achève de lui aliéner ceux qui ne supportent pas de voir les Indiens les armes à la main.[144] « Beaucoup d'Indiens étaient en faveur du général Echeandía, parce qu'il leur avait démontré son intention de les émanciper ». Certains Indiens qui « jusque là étaient indifférents au grand bien qu'on voulait leur faire...prennent à ce moment-là parti pour Echeandía ». Echeandía envoie des « agents » dans les « villages d'Indiens des territoires qui ne sont pas soumis à Zamorano » et promettent « tant et tant ». Non seulement

1846 », *California History*, 2012, 90, 1, p. 18-39; 62-66.

140 Ces deux dimensions sont invoquées par Gonzalez pour montrer en quoi les batailles des Californiens correspondent au modèle de Robert O'Connell de « l'état de guerre ». Gonzalez ajoute que les Californiens savaient être violents et brutaux, notamment lors de rixes personnelles dont on a la trace dans les archives judiciaires.

141 DHC Vallejo, 1, 287D Vallejo aux commandants des gardes des missions, décembre 1831, San Francisco. *« Se ignora pues en esta comandancia el origen de semejante noticia siendo al mismo tiempo que alarmante y capaz de poner en movimiento a los habitantes de estas Misiones...Encargo a U nuevamente la tranquillidad y orden en que deben estar los neofitos de esa Mision de su cargo. »*

142 En 1827, l'*alcalde* indien de la mission San José, Estanislao part de la mission avec un petit groupe et se met à effectuer des raids contre les établissements mexicains. Après l'échec de trois expéditions, Vallejo, depuis San Francisco, prend la tête d'une force plus importante en 1829 et finit par vaincre lors d'une bataille particulièrement brutale qui valut à Vallejo d'être accusé d'atrocités contre les Indiens. Estanisalo obtient le pardon de la part du gouverneur Echeandía après que le président des missions Duran a intercédé auprès de lui en sa faveur.

143 Valle, p. 6

144 Sur la mobilisation des Indiens voir aussi Engelhardt, 3, p. 416-417 ; Gerald Joseph GEARY, *The Secularization of the California Missions (1810-1846)*, Catholic University of America, Washington, D.C., 1934.

Echeandía mobilise-t-il des néophytes des missions, mais encore les Indiens Cahuillas « qui sont leurs amis et agissent en contact continuel avec les néophytes et les blancs » et « viennent offrir leurs services au commandant général »[145].

La mobilisation par Echeandía des Indiens est un puissant moteur de l'accord entre Echeandía et Zamorano, poussé par les conseillers, au printemps 1832[146] Echeandía utilise probablement les Indiens comme moyen de pression afin d'améliorer la perspective d'un accord qui lui soit favorable, puisqu'il ne contrôle que San Diego et Los Angeles. Les conseillers estiment ainsi que c'est une « mesure extrême » que prend l'ex-gouverneur pour ne pas « subir l'humiliation de perdre le commandement ». « Il ne pense aux conséquences funestes que son action produira pour le Territoire ». Car la mobilisation d'Echeandía fonctionne, « en cinq jours, à peu près cinq cents Indiens sont arrivés en plusieurs groupes », « après dix jours plus de mille se sont rassemblés ». Non seulement on les rassemble, mais on les arme : « on donne des chevaux aux meilleurs cavaliers, et environ trois cents lances » et « on leur apprend des manœuvres de cavalerie » si bien que « de jour en jour le rassemblement d'aussi nombreux ennemis d'une autre classe devenait plus dangereux pour le Territoire ». Les membres du conseil du moins le pensent, et « dans le but de sauver le Territoire de la menace qui monte » ils « improvisent une salle de réunion, à l'ombre d'un bel arbre, pour une session extraordinaire » et décident « d'envoyer à Echeandía une forte remontrance contre l'usage des forces indiennes. Ils lui demandent surtout « de se présenter aussi tôt que possible afin que sa présence ainsi que celle de ses troupes (…) retiennent les Indiens ». En effet, ils se préoccupent que « ces derniers cherchent déjà à organiser leur propre attaque contre Los Angeles » et « leur victoire aurait inévitablement pour résultat les atrocités dont ils étaient capables et un chaos général s'ensuivrait »[147].

Les Californiens estiment donc que leurs différends valent moins que la menace indienne, et la stratégie d'Echeandía fonctionne. Ce qui effraie le plus les conseillers, à l'image probable des

145 Toutes ces citations proviennent d'Alvarado, 2, 21, p.189

146 Ce qui est un fait déjà relevé et souligné par Michael González et Robert Phelps dans leurs articles R. PHELPS, « On Comic Opera Revolutions » ; M. GONZÁLEZ, « War and the Making of History » ; M. GONZÁLEZ, « With the God of Battles ». Néanmoins ces deux auteurs, du fait de leur approche thématique et peu chronologique ne mettent pas en avant que, au-delà des révoltes traumatisantes des années 1820 (en particulier 1824 et 1829), le recours par Echeandía aux Indiens en 1832 d'une part en effet permet d'éviter une bataille, d'autre part empêche ultérieurement une mobilisation massive comprenant les Indiens, de peur des conséquences chaotiques que cela pouvait avoir. Si le tabou concernant la mobilisation des Indiens pré-existait, ce que prouve la réaction des conseillers, le fait qu'Echeandía l'enfreigne ravive les risques de la politique d'émancipation et de sécularisation, et plus globalement le problème politique posé par la citoyenneté des Indiens. Si Echeandía paraît prêt à les considérer comme tels, les Californiens, eux, semblent unis pour s'y opposer.

147 A.M. OSIO, R.M. BEEBE et R.M. SENKEWICZ, *The History of Alta California*, p. 114-116.

Californiens en général[148], c'est que les Indiens en question puissent vaincre par eux-mêmes, sans l'aide des troupes d'Echeandía, les troupes d'Ibarra, au nom de sa cause, et qu'ils aient là l'occasion de saccager l'un des plus dynamiques établissements en Californie. Michael González, tirant ses informations des historiens Engelhardt et Geary, reconnaît que la mobilisation indienne de 1832 marque probablement le début de « la stratégie *californio* de limiter la violence politique ». D'après Gonzalez, Engelhardt et Geary, à la mobilisation d'Echeandía :

> « Ce fut le chaos. (…) Les Indiens se précipitèrent hors des missions, en criant « je suis libre ! ». Ils montrèrent peu d'intérêt pour la cause d'Echeandía et se consacrèrent à boire, se battre et jouer. La vue de ces Indiens indisciplinés inquiéta les gentes de razon qui prirent peur que cette cohue ne balaie les villages et les ranchos. Un Echeandía dépité révoqua son décret d'émancipation et donna l'ordre aux néophytes de rentrer dans les missions. L'expérience d'Echeandía avec les auxiliaires indiens servit de leçon : les Californios ne devait pas enrôler d'alliés indiens dans leurs affrontements politiques. Dans les conflits suivants pour le gouvernorat, les rivaux refusèrent d'armer les Indiens et d'ainsi risquer les excès qui avaient tant alarmé Echeandía. »[149]

Engelhardt et Geary sont deux historiens franciscains, dont le travail penche vers la défense des missionnaires et la critique de la politique sécularisatrice des autorités civiles. Aussi, le fait que Gonzalez, qui se fonde également sur Bancroft, s'appuie sur eux dans cette partie de la démonstration n'est pas sans poser quelques problèmes. En effet, si, comme nous venons de le montrer, il est certain qu'Echeandía fait appel aux néophytes et aux Indiens libres pour défendre sa cause, l'idée même de « chaos » est une représentation construite. C'est précisément parce que les missionnaires, et la plupart des Mexicains-Californiens perçoivent cette mobilisation comme monstrueuse et chaotique qu'il n'y font plus appel par la suite et veillent à limiter la violence de leurs affrontements. Comme pour la politique de sécularisation, il y a en fait un profond désaccord entre Echeandía et les conseillers au sujet du statut et de la place des Indiens dans la société. Echeandía ne change pas d'avis, aucune source n'atteste sa contrition ; simplement, l'événement est révélateur d'un fossé à ce sujet entre Echeandía et les Californiens-Mexicains et au contraire d'une certaine communauté de pensée entre les missionnaires et ces derniers. Si l'on reste sur l'idée que les Californiens, Echeandía et Padrés sont sur une même ligne, qu'on appelle « libérale » on échoue à comprendre les ressorts de la politisation en Californie mexicaine.

148 Bien que les conseillers de 1831-1832 soient en majorité des disciples de Padrés et favorables à la sécularisation, représentant dès lors les plus radicaux des Californiens sur ces questions, leur réaction par rapport à la mobilisation d'Echeandía montre qu'ils ne sont pas plus près que leurs concitoyens californiens à considérer les Indiens comme leurs égaux, et surtout pas dans le domaine militaire.

149 Ramón A. GUTIÉRREZ et Richard J. ORSI, « “The Child of the Wilderness Weeps for the Father of Our Country”. The Indians and the Politics of Church and State in Provincial California » dans *Contested Eden: California Before the Gold Rush*, Berkeley ; London, University of California Press, 1998, p. 162.

C. « L'oeuvre du peuple *californio* »

De manière paradoxale à première vue, ce conflit civil entre Californiens est l'occasion où le terme « *californio* » est adopté et prend un contenu politique. Tout autant qu'il signifie une opposition entre les Californiens et « ceux de l'autre bord », le terme permet de donner une allure d'unanimité à des revendications politiques qui divisent et de surmonter les sentiments d'appartenance locale dans un territoire qui est très étendu et où les communications sont mauvaises. Alvarado rappelle que « la déroute du général Victoria est l'œuvre du peuple *californio* », action à laquelle « le nord contribue autant que le sud », notamment parce que « c'est par la peur que le gouverneur a de ceux du centre et du nord qu'il ne peut pas prendre avec lui toutes ses forces disponibles »[150]. En voulant minimiser le rôle décisif du sud dans cette campagne, Alvarado participe lui-même de cette rivalité qui s'accentue par la suite et rejaillit d'autant plus dans un récit postérieur. Reste que ces fiertés locales jouent malgré tout à cette époque, d'autant plus que les localités sont relativement isolées du fait de la mauvaise qualité des moyens de communication. Ces fiertés locales sont malgré tout atténuées par les alliances familiales et les carrières qui mènent parfois d'une garnison à l'autre. En 1824 par exemple, après la révolte chumash, Carrillo de Santa Barbara affirme « considérer ceux de Monterey comme des étrangers » (*otra gente*) ; cela lui déplaît qu'ils « réclament l'honneur d'avoir vaincu les Indiens révoltés » ; pour Carrillo, « ceux de Santa Barbara » doivent « profiter de l'opportunité d'avoir pour eux seuls la gloire d'avoir soumis la rébellion ».[151] Cet exemple montre l'association étroite entre les hauts-faits militaires (en particulier contre les Indiens) et la fierté locale. Nous avons aussi vu au chapitre précédent comment les Montereyens ont assez mal pris le choix d'Echeandía de s'installer à San Diego. La valeur militaire et le rang de capitale sont des marques d'honneur pour la localité et ses habitants, sans compter les ressources que ces traits apportent en terme de sécurité et d'opportunités.

Par contraste, le terme de « *Californio* » par ce qu'il implique en termes de valeur militaire et de caractéristiques raciales, est un outil d'union au service d'un projet politique à l'échelle du territoire de Haute-Californie. En assumant l'existence de cette catégorie, les historiens ont parfois essayé d'analyser les débuts de la société des « *californios* », de la culture des « *californios* », de leur « ethnogénèse » comme culture à part, différente du reste du Mexique par exemple.[152] Le livre de

150 Alvarado, 2, 20 p. 178

151 Gonzalez, p. 21

152 Voir l'introduction. Pour rappel, une petite bibliographie Leonard PITT, *The Decline of the Californios: A Social History of the Spanish-Speaking Californians, 1846-1890*, Berkeley, University of California Press, 1966 ; Lisbeth HAAS, *Conquests and historical identities in California, 1769-1936*, Berkeley, University of California Press, 1995 ; Douglas MONROY, « The Creation and Re-Creation of Californio Society », *California History*, 1997, 76, 2,

Leonard Pitt, *The Decline of the Californios* a consacré son usage pour désigner les Mexicains-Californiens ; les auteurs successifs ont alors soit essayé de montrer comment culturellement cette catégorie régionale, cette identité hybride et périphérique avait émergé ; ou encore, s'ils caractérisaient socialement, voire sous l'angle de la race et du genre, le « californio », ils ont échoué à montrer comment cette catégorie elle-même était politique, en ne la rattachant qu'à des caractéristiques extérieures, telles que la possession d'un rancho et le contrôle du travail de dépendants.

Leonard Pitt, dans son livre, en faisait certes une catégorie politique :

> « Résister aux influences dégradantes de Mexico rendirent ces hommes conscients de leur naissance californienne. En réponse à leur nouvelle identité, la nomenclature locale changea, jusqu'à ce que les natifs cessent de s'appeler eux-mêmes Espagnols ou Mexicains, et commencent à insister sur le nom de Californios. »[153]

Mais sa description du processus est trop rapide et vague pour être réellement utile. En effet, le mot « *californio* » est incontournable en 1836, mais son émergence comme terme politique en 1831-1832 n'est pas relevée. L'apparition de cette catégorie est souvent liée à la politique de sécularisation, par exemple comme le fait Lisbeth Haas, mais on n'a pas encore étudié la cristallisation de ce nom gentilé, parfois péjoratif, en catégorie d'identification et de mobilisation politique dans les années 1830. Lisbeth Haas utilise une lettre écrite par Ignacio Sepulveda à Bancroft en 1874 pour définir cette identité du « *californio* ».[154] Dans cette lettre, Sepulveda expose (en anglais) les raisons pour lesquelles les Californiens diffèrent des autres Mexicains[155]. Il met en avant l'influence et l'exemple des missionnaires franciscains, ainsi que le lien privilégié avec l'Espagne, exprimé par l'ascendance espagnole : « Il y avait beaucoup de familles dans les veines desquelles coulent le sang bleu (*sangre azul*[156]) d'Espagne ». Il y aurait beaucoup à dire sur cette racialisation, et ce qu'elle pouvait devoir au contexte de 1874 ou encore à l'association de Sepúlveda et les autres Californios de Los Angeles aux démocrates sudistes et sécessionnistes.[157] Néanmoins, son témoignage confirme la perception d'une continuité entre l'utopie franciscaine et un sentiment

p. 173-195 ; Barbara L. VOSS, « From “Casta” to “Californio”: Social Identity and the Archeology of Culture Contact », *American Anthropologist*, 2005, 107, 3, p. 461-474.

153 L. PITT, *The Decline of the Californios*, p. 7.

154 L. HAAS, *Conquests*, p. 36-37.

155 BL, C-E 65, 1. Ignacio Sepúlveda, Letter to H. H. Bancroft, 9 juillet 1874 « Memoranda historica ». Ignacio Sepúlveda, né en 1842, avait fait des études de droit sur la côte Est et devint juge en Californie du Sud en s'associant aux démocrates sudistes.

156 En espagnol dans le texte anglais.

157 Au sujet des liens entre les sudistes et les *Californios*, voir le travail en cours de Daniel Lynch, étudiant en thèse à l'UCLA : Daniel LYNCH, « Southern California Chivalry: Southerners, Californios, and the Forging of an Unlikely Alliance », *California History*, novembre 2014, 91, 3, p. 60-62.

d'élection du côté des populations californiennes au sujet du projet territorial. Barbara Voss, une archéologue, utilise la culture matérielle pour montrer comment les colons et soldats ont travaillé à renforcer la cohésion entre leurs origines disparates et à accentuer les différences entre eux et les populations indigènes. L'évolution des pratiques matérielles montre selon elle une homogénéisation parmi les populations de colons dès les années 1800.[158] Mais il s'agit d'une analyse des pratiques, de la vie quotidienne, qui ne signifient pas forcément la perception, la verbalisation et la revendication d'une qualité propre aux Californiens.

Pour Torres-Rouff et Monroy, la catégorie de « *californio* » a émergé et s'est affirmée lorsque la distinction entre « *de razón* » et « *sin razón* » n'a plus suffi pour justifier la hiérarchie sociale californienne et maintenir le nouveau statut d'élites des rancheros.[159] Ces auteurs admettent la proximité entre la catégorie de *ranchero*, et celle de c*alifornio*. Depuis Bancroft, Cleland et Pitt, le *Californio* est en effet associé à un « Don », un seigneur régnant sur une immense propriété où paissent en liberté des troupeaux de bétail à perte de vue. Cette classe émerge après la sécularisation des missions, les terres étant transférées des missions à ces *Californios*. Si d'autres avant elle – en réalité, quasi tous les historiens – ont fait le lien explicite entre la politique de sécularisation et l'émergence d'une telle classe, Louise Pubols éclaire le plus précisément les origines sociales et politiques de cette caractérisation en reprenant d'ailleurs ce qui était globalement admis à la fois par certains contemporains et par les historiens, à savoir le lien direct entre la révolte contre Victoria et sa détermination à reculer la sécularisation des missions. Louise Pubols, surtout, met en avant le processus à l'oeuvre quand elle décrit leur « apprentissage de *Californios* » (« *learning to be Californios* »).

« La vieille garde des Californiens s'accrochent encore à leur identité espagnole, et leurs fils

158 Barbara L. VOSS, « From Casta to Californio: Social Identity and the Archaeology of Culture Contact », *American Anthropologist*, 2005, 107, 3, p. 461-474 ; Barbara L. VOSS, *The Archaeology of Ethnogenesis: Race and Sexuality in Colonial San Francisco*, Berkeley, Etats-Unis, University of California Press, 2008.

159 David S. TORRES-ROUFF, *Making Los Angeles: Race, Space, and Municipal Power, 1822-1890*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Santa Barbara, 2006, p. 73.*« The emergent, ranch-owning elite started by fashioning their own identity. They re-named themselves Californios instead of Mexicanos. Beyond the ownership of large tracts of land, a culture of leisure (at least for the men), excellence in horsemanship, opulent displays of wealth, and ornate clothing defined membership in this category. Those with mixed ancestry who benefited from the Mexican government's largesse shared equally in this process with those who claimed direct, uninterrupted Spanish lineage. (…) However, race making projects never happen in a vacuum ; they always include an opposite group against which differences are created and articulated. The forging of Californio identity was no exception. Each element in it depended almost entirely on the successful exploitation of other people's work. Only by controlling enough labor to keep their ranches functional were elite californio men at liberty to ride their horses and make the extensive round of social visits that reinforced relations within the elite community. To do this, the would be elite took advantage of the existing Indian racial category and customized it to serve their purpose. »* Douglas MONROY, *Thrown Among Strangers: The Making of Mexican Culture in Frontier California*, Berkeley, University of California Press, 1990, p. 162 ; Sur l'émergence d'un nationalisme californien, voir aussi R. SÁNCHEZ, *Telling Identities*, p. 236.

> s'évertuaient à se constituer une nouvelle identité : pas tout à fait espagnole, mais pas complètement mexicaine non plus. Finalement, des jeunes hommes comme Juan Alvarado, José Castro et José Antonio de la Guerra commençèrent à exprimer un sens d'eux-mêmes différent, inspiré par les idéaux mexicains d'autonomie, mais capable d'incorporer les Espagnols et enraciné dans le territoire de Californie. Par une série de canulars, insultes et proto-rébellions ils allaient défier à la fois Mexico et leurs parents espagnols, pour devenir de vrais *hijos del pais* – des fils du pays ».[160]

La catégorie d'identité peut poser problème, mais Pubols montre comment elle n'est pas seulement une caractéristique essentielle et univoque des individus, mais qu'elle fait partie des éléments à leur disposition pour affirmer leur marge de manœuvre, et peut-être un mélange, et être polyphonique. Ce qu'elle sous-entend, c'est que devenir *Californio* fut un choix dont une des dimensions était politique, et dont l'objet était de définir qui aurait le contrôle non seulement sur les terres californiennes, mais plus globalement sur le projet californien en tant qu'association d'un territoire et d'une population. Si la création d'une culture propre à la frontière californienne et même le terme de *californio* pré-existent à l'indépendance et a fortiori aux années 1830, et si la catégorie de *Californio* a tendance à être synonyme d'une élite sociale vers 1836, le tournant des années 1830 est un moment clef pour la cristallisation de cette étiquette dans sa fonction politique.

Le terme est attesté avant l'indépendance, par exemple dans la correspondance des missionnaires au sujet des colons, la plupart du temps plutôt appelés « *(gente) de razón* » ; l'usage du terme « *californio* » permet d'insister sur la dimension locale de cette population.[161] Mais jusqu'à la fin des années 1830, le terme est peu utilisé dans les sources contemporaines (archives administratives, correspondance), bien qu'il le soit dans les témoignages a posteriori traitant de ces années-là. C'est au début des années 1830 que ce terme fait son irruption dans les discours politiques. Le terme « *californio* » aurait eu une nuance péjorative au départ, attestée par la structure de la langue[162], mais aussi dans les sources. Par exemple, dans une lettre envoyée à son beau frère José de la Guerra, Carlos Antonio Carrillo raconte sa réception au Mexique en ces termes :

> « Mon très cher frère Don José de la Guerra y Noriega,
>
> J'ai la satisfaction de vous faire savoir que depuis que j'ai posé mes pieds sur ce sol républicain, j'ai été bien reçu des notables grâce à vos lettres de recommandation, grâce au fait qu'il vous savait mon frère par alliance et enfin grâce à ma patience sans faille avec laquelle j'ai évité de me comporter de telle sorte qu'ils aient l'occasion de dire “ah! Quel grossier fermier *californio*!” (*barbaro ranchero californio*) » [163]

160 Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 155.

161 DLG Family Archives [C-B 795] pères Amorós et Cabot 23 avril 1817

162 Le terme « californio » étant impropre en Castillan.

163 DHC DLG, 4, p. 197 Carlos Antonio Carrillo, 2 avril 1831, Mexico

Cette lettre indique que les Californiens sont au fait de l'acception péjorative du terme. Ce péjoratif aurait été repris en mélioratif par des Californiens soucieux d'affirmer une différence au tournant des années 1830. Lors de la campagne de pamphlets contre Victoria à l'automne 1831, les auteurs insistent sur le respect du système libéral et fédéral. En appelant à la mobilisation, ils interpellent le public au nom de leur caractère de Mexicain, mais aussi en mettant en valeur les Californiens et leur territoire. On relève ainsi des formules telles que « *alto territorio* »[164], en référence avec le nom du territoire (*Alta California*) et à son statut politique, ou encore « *Pueblo de Alta California* ».[165] À la toute fin de 1831, dans un rapport au gouvernement au sujet de la révolution qui vient de se produire, et qui vise à dénoncer la sécularisation comme le motif sous-jacent de celle-ci, Duran utilise le terme comme adjectif au sujet des Indiens, ce qui est l'acception classique du terme depuis la conquête de la péninsule de Basse-Californie :

> « Et ces pauvres Indiens californios qui n'eurent dans leur tribu d'origine aucune forme de politique ni de gouvernement, qui viennent d'être intégrés dans les missions, on leur impose une dîme double ? Quel malheur, quelle injustice ! »[166]

Les missionnaires utilisaient volontiers le terme concernant les Indiens, mais cet usage dans ce contexte peut-être une allusion, un indice, à la circulation et à la revendication plus courante de ce terme notamment parmi les rebelles. En 1832, le terme de « *mexicano-californios* » apparaît dans les discours publics ; le premier usage public du terme comme une catégorie politique figure probablement dans le discours de Bandini contre la junte réunie à Monterey le 22 mars 1832. Le texte s'ouvre surtout sur une adresse aux « *Californios* » affublé de l'adjectif « libres » :

> « Reconnaissons, ô libres Californios, les défauts et l'absurdité sans limite avec lesquels par la plus grande injustice les factieux veulent halluciner vos cœurs ; pénétrons-nous donc des sentiments de ceux qui se sont constitués en législateurs et nous verrons non seulement leur malice criminelle mais aussi qu'ils veulent convertir votre innocence en barbarie. »[167]

Le terme de « *mexicano-californio* » permet plus loin dans le même discours de s'opposer rhétoriquement à la clique formée pour partie d'étrangers. Pour les autres, c'est leur malhonnêteté qui est la cause de la « nullité » de leur représentation, soit qu'ils présentent des défauts moraux,

164 L'expression « *alto territorio* » se trouve en particulier dans la lettre ouverte de Bandini du 10 octobre 1831 en réponse à la proclamation de Victoria du 21 septembre 1831 dans DHC Bandini.

165 DHC Pico, Pío Pico, 15 octobre 1831

166 California Missions and Church misc [C-C 203], 12 Duran 31 décembre 1831, commentaires sur le *bando* du 6 janvier 1831, note 18 à l'article 13 « *Y a estos infelices indios californios que no tuvieron en su gentilidad rastro alguno de politica ni forma alguna de gobierno ni tienen un siglo de reducidos como los de quienes habla el citado Solorzano sino que acaban de reducirse se les impone un diezmo duplicado? Que infelicidad, que injusticia! »*

167 DHC Bandini, Bandini, 22 mars 1832, p. 1-2 *« Conozcamos, o libres Californios, los defectos y el desenfrenado absurdo que con la mayor injusticia quieren alucinar los facciosos a vuestros corazones : penetramonos pues de los sentimientos de los que se han constituido en legisladores y conoceremos no solamente su malicia criminal, sino que quieren a vuestra inocencia convertirla en barbaridad. »*

comme l'aspirantisme de Zamorano, soit qu'ils aient été malhonnêtes dans leur emploi public. Au contraire, les prononcés ne manquent aucune occasion de se prévaloir de leur charge élective ou de leur fonction administrative. L'interpellation publique aux « concitoyens », « compatriotes », termes associés à la mention du Territoire (soit simplement, soit sous l'expression déjà signalée, et à connotation valorisante « *alto territorio* »[168]) permet la constitution dans l'imaginaire du lecteur d'une communauté imaginée qui embrasse le patriotisme mexicain et l'attachement local à la petite patrie (voire, par celui-ci). Le terme « *californio* » est repris le 28 juillet 1832 par Echeandía dans une autre proclamation publique, dans laquelle il s'adresse à « ses compatriotes *mexicano-californios* ». Cette proclamation du gouverneur provisoire (du sud) annonce la nomination du nouveau gouverneur et il demande à ses compatriotes « le témoignage de [leur] patriotisme en courant avec lui se soumettre à l'obéissance requise dès son arrivée ».[169]

Le but de Bandini en utilisant le terme est probablement de lui donner une puissance performative, afin de réunir les Californiens. Pour autant, les difficultés de circulation des imprimés entre le nord et le sud, Zamorano faisant surveiller communications, proclamations et affichages, empêchent, comme l'en accuse Echeandía la constitution effective de cette communauté imaginée. C'est dans les années qui suivent, avec le redéploiement des rebelles de 1831 à Monterey et à San Francisco après la pacification que le terme peut prendre à l'échelle de tout le territoire, et que d'autres lignes de fractures apparurent entre le nord et le sud. Ce recours à la petite patrie est appelé « proto-nationalisme » par Rosaura Sánchez, dont la recherche, en littérature, est fondée sur les témoignages a posteriori des Californiens. Elle interprète de la sorte surtout ce qui se produit sous la forme du séparatisme en 1836, mais qui tire ses origines de ce recours politique au terme de *Californio*. Elle y souligne combien cette construction est non seulement une construction de la part des élites (*top down*), mais combien aussi les divisions au sein de celles-ci la minent.[170] Le problème de cette analyse, notamment lorsqu'elle se focalise sur les divisions spatiales entre « ceux du Sud » (*abajeños)* et « ceux du Nord » (*arribeños)* est qu'elle ne rend pas compte de la situation de 1832. En effet, ceux qui deviennent les meneurs des sudistes et des nordistes entre 1836 et 1846 sont unis en 1831-1832, bien que la révolution ait été initiée dans le sud. Dans une lecture inspirée des mouvements de décolonisation du XX^e^ siècle, Sánchez voit l'échec du nationalisme californien

168 Qui fait penser à la connotation des noms initiaux des départements français, qui a donné lieu depuis à l'évolution des noms « bas » ou « inférieurs » et à la conservation des noms « hauts ». Exemple : la Charente inférieure devenue Charente maritime. Autres adresses utilisées par Bandini dans cette proclamation : *« conciudadanos habitantes del Territorio de la Alta California » ; « Amigos conciudadanos en el alto territorio ».*

169 DSP, C-A 28, p. 64 Proclamation d'Echeandía, 28 juillet 1832.

170 R. SÁNCHEZ, *Telling Identities*, p. 229.

comme l'échec de la décolonisation et de la construction nationale au Mexique. Mais l'attachement local rappelle aussi les « petites patries », les *patrias chicas* (les Californiens n'emploient pas cette expression, ils parlent simplement de « patria » pour la Californie), qui s'effacent devant les constructions nationales en termes de référent politique au cours du XIX^e^ siècle.[171] Il est donc possible de comprendre cet attachement, ce « proto-nationalisme » comme un moment de la construction nationale, et non comme le signe de son échec. De plus, il faut tenir compte du fait que la république mexicaine est une fédération, issue d'un empire espagnol beaucoup plus large. Ici le processus est compliqué par un rapport différent à l'Indien, qui est dans ce territoire à la fois l'inférieur à civiliser et l'ennemi, et où les colons cherchent à affirmer leur droit à gouverner face à la capitale.

Comme le montrent David Torres-Rouff et avant lui, Douglas Monroy, la catégorie de c*alifornio* est mise en avant par opposition à d'autres catégories. En l'occurrence, pour 1831, cette opposition se définit sur une attitude politique, fondée en partie sur des critères moraux, mais aussi nationaux voire sociaux et raciaux. Le gouverneur Victoria a une ascendance africaine-américaine visible, qui le fait surnommer « le gouverneur noir » (*el gobernador negro*) par les Californiens, dont on a vu que le lien avec l'Espagne, virtuellement par le sang, était important. Ainsi « le traitement si dur que le sexe féminin [lui réserve », d'après Alvarado, « provient non pas de causes politiques mais à cause de sa couleur noire ». En Californie, explique-t-il, « nous n'avions pas ce type de gens (*esta clase de sujeto*) parmi nous », à l'exception « d'une esclave qui était venue du Pérou...et le noir que nous avions emprisonné de l'équipage [du corsaire] Bouchard ». Donc « comme ceux qui étaient passés parmi nous avaient occupé des places serviles, il était difficile pour les dames du pays de venir à des bals et des salons qui étaient donnés pour un noir ».[172] L'origine de la macule raciale est donc particulièrement claire pour les Californiens. Or cette altérité raciale est aussi ce qui permit de traiter Victoria en ennemi, et non en frère, et à le combattre sur le champ de bataille, comme les Californiens le font volontiers avec les Indiens. Un témoignage représente le combat singulier entre le commandant Victoria et Avila, lors de la bataille de Los Angeles. Avila, au milieu de la bataille, « tire son pistolet, brandit sa lance, s'immisce parmi l'ennemi et demande qui est le général, car il le

171 Jean-François CHANET, *L'école républicaine et les petites patries*, [Paris], Aubier, 1996 ; Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1999

172 Alvarado, 2, p. 167 *« El trato tan duro que el sexo feminil dispensó al nuevo gobernador provinó no por causas politicas sino por motivo de su color negro pues en California con excepción de una esclava que había venido del Perú con la familia y el negro que habíamos apresado a Bouchard, no habíamos tenido esa clase de sujetos y como los que habían estado entre nosotros habían desempeñado servicios meniales, se hizó muy duro a las señoras del pais entrar a bayles y tertulias que eran obsequiadas a un negro. »* Une autre mention du « gouverneur noir », *ibidem*, p. 182

cherche ». Se trouvant face à face avec Victoria il se serait exclamé : « ah, satané nègre, c'est toi que je cherche ! » avant de lui donner un coup de lance.[173] Avila, martial et viril, peut 'autant plus frapper Victoria en l'invectivant de la sorte.

Par contraste, les étrangers jouent un rôle différent dans l'imaginaire politique californien. Leur altérité ne vient pas de leur race, mais de leur rôle de commerçant, aux intérêts complémentaires et concurrents. Dans les pamphlets de 1832, ils sont montrés du doigt comme ne pouvant pas représenter le « peuple californien » ni être sincères dans leur loyalisme proclamé. De fait, leur engagement politique est ambigu. Ils sont des marchands et doivent protéger leur commerce. Il faut dès lors trouver l'équilibre entre donner des preuves de loyauté au régime, afin de ne pas risquer l'expulsion ou des taxes prohibitives, protéger la source de ses revenus et donc parfois s'engager (ici, notamment, la production des missions qui sont leurs clients principaux, que la sécularisation met en péril), intervenir en faveur de l'ordre afin de ne pas perturber le commerce, ou enfin, participer selon ses convictions.[174] La junte de Monterey permet aux commerçants, après l'expulsion de Stearns par Victoria, d'affirmer leur engagement pour la défense de l'ordre et du gouvernement, tout en soutenant le maintien du *statu quo* pour les missions. Les étrangers qui commencent à se marier, notamment au sein de la famille de la Guerra, adoptent également une attitude politique conforme à leur famille d'adoption. William Hartnell, gendre de José de la Guerra, est ainsi à la tête de la compagnie des étrangers formée par Zamorano.[175] Mais pour ceux d'entre eux qui viennent des États-Unis, l'appel républicain peut également avoir un certain pouvoir d'attraction, attisé par leurs correspondants qui en sont des observateurs extérieurs, comme le montre cette lettre datée d'Oahu en décembre 1831 et adressée à Juan Bautista Roger Cooper au sujet de Victoria :

> « J'ai entendu dire que le nouveau gouverneur devient chaque jour plus établi sur son trône; faites attention qu'il ne vous traite pas trop durement, il est sournois et si les bons citoyens de Calidornie ne le tiennent pas à l'oeil, il les mettra sous le joug avant qu'ils ne s'en aperçoivent et ce sera difficile de le secouer. Agis avec prudence mais souviens toi que la mort est préférable à l'esclavage. »[176]

173 Pico, p. 25.

174 Lors de la révolte de Solis en 1829, Le plan de Herrera leur aurait été lu et ils l'auraient approuvé. Il n'est pas clair si les marchands étrangers cherchaient juste à se protéger sur le moment, ou s'ils concordaient avec certains des objectifs du plan : si par exemple ils désapprouvaient l'absence du gouverneur à Monterey, ou sa mauvaise gestion des finances, comme l'argumentait Herrera. Il est faux à cette époque de dire qu'ils étaient désireux de fomenter la discorde dans le but de favoriser une annexion par les États-Unis.

175 L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 174.

176 DHC Vallejo, 1, John Coffin Jones à Cooper, Oahu, le 10 décembre 1831 n°277 « *I hear that the new governor is getting every day more firmly established on his throne, look out that he does not ride you too hard, he is a crooked stick and if the good citizens of California do not keep a bright look out he will eir they know it fix on them a chain which will with difficulty be broken, act cautiously and with deliberation but remember that death is preferable to slavery.* »

John Coffin Jones, l'auteur de la lettre, est le premier consul des États-Unis à Honolulu. Né dans le Massachusetts, son père, récemment décédé, était un négociant et avait été le *speaker* de la chambre des représentants de l'État.[177] Sa lettre est donc à lire à la lumière de sa culture politique de Nouvelle-Angleterre. Le récepteur de la lettre, John Bautista Rogers Cooper est un Anglais élevé dans le Massachusetts. Capitaine de bateau, il commerce entre la Californie et la Chine, puis s'installe à Monterey où il ouvre un magasin de marchandises en 1826 ; c'est probablement au cours de ces voyages qu'il fait la connaissance de John Coffin Jones. Il épouse en 1827 Encarnación Vallejo (après son baptême, mais avant sa naturalisation, qui date de 1830), une sœur de Mariano Guadalupe Vallejo ; il n'est donc pas, comme Hartnell ou Robinson allié aux de la Guerra, mais avec le jeune conseiller rebelle. Il n'en reste pas moins que Cooper est un membre de la compagnie des étrangers formée par Zamorano. Celle-ci comprend aussi les commerçants espagnols, qui ont toutes les raisons de filer doux. Au final, il est fort probable que la compagnie en question rassemble la quasi totalité des étrangers résidant à Monterey, les plus mobilisés ayant convaincu les autres, et le reste n'ayant pas intérêt à se démarquer.[178]

***

La mobilisation contre Victoria met en exergue voire crée des fractures au sein de la société californienne, que les meneurs de la révolte tentent de résoudre en mettant en avant des arguments susceptibles de ramener à leur cause les opposants, ce qui contribue au contraire à accentuer les divergences. En particulier, la stratégie de mise en avant d'une catégorie commune ancrée dans le local, celle de *Californios*, échoue avec l'interruption des communications entre nord et sud, et de la menace que cette catégorie peut faire peser sur le nationalisme mexicain et l'obéissance à la hiérarchie dans un territoire constitué en majorité de soldats. La mobilisation des Indiens par Echeandía, au lieu d'accentuer les divergences, dresse finalement presque tout le monde contre lui, empêchant notamment qu'une deuxième bataille entre Californiens ne se produise.

Pour être bien comprise, la révolution de 1831 contre Victoria doit être replacée dans le contexte

177 Sur John Coffin Jones père, le négociant, voir Manuel Covo, « Commerce, empire et révolutions dans le monde atlantique. La colonie française de Saint-Domingue entre métropole et États-Unis (ca. 1778-ca. 1804) », thèse de doctorat, EHESS, 2013, p. 536

178 HHB, 3, p. 221-223. Les membres de cette compagnie en étaient : Juan B. Bonifacio, Wm E. Hartnell, Timothy Murphy, Thos Coulter, Wm Taylor, Juan B. Leandry, James Watson, Geo. Kinlock, John Rainsford, J. B. R. Cooper, John Gorman, Jose Amesti, Clias Roe, Luis Pombert, Henry Bee, Samuel Mead, R. S. Barker, Wm McCarty, Edward Watson, John Thompson, ' John Miles, Jas Cook, Joseph Dixon, Wm Johnson, John Roper, Wm Gralbatch, Guy F. Fling, Juan D. Bravo, John Burns, Daniel Ferguson, J. L. Vignes, D. Douglas, Nathan Spear, Santiago McKinley, Estevan Munras, Jose Iglesiaa, Walter Duckworth, Thos Ray more, John Roach, Thos Doak, David Littlejohn, Wm Garner, Pierre J. Chevrette, Chas R. Smith, Wm Webb.

national d'affrontements politiques et de coups d'État successifs entre ceux qui sont identifiés comme *yorkinos*, et comme *escoceses*. Néanmoins, ce transfert doit être compris de manière subtile, à la fois comme une grille de lecture et comme une manipulation informée. Alors qu'on attribue d'ordinaire le transfert de ces catégories à une seule personne, José María Padrés, il apparaît que c'est un jeu plus complexe entre les missionnaires, les *Californios*, le gouverneur Echeandía et l'inspecteur des troupes Padrés qui permet de comprendre les modalités de cette traduction.

La cause la plus couramment acceptée de la révolution de 1831 contre Manuel Victoria est son annulation du décret de sécularisation publié par son prédécesseur. Le sous-entendu est dès lors que les Californiens se révoltent par intérêt, afin de s'assurer le contrôle des terres et du travail des Indiens. Or, il s'agit d'une simplification qui n'est guère satisfaisante. D'une part, les Californiens eux-mêmes ont des difficultés à se convaincre de la faisabilité d'un projet de sécularisation. D'autre part, quand bien même auraient-ils en effet souhaité s'emparer des terres au plus vite, l'affirmer ne règle en rien la question plus englobante de leur droit à le faire. Les auteurs débattent en général au sujet des droits des uns et des autres à utiliser la terre californienne à leur profit. En général, ils pointent du doigt le fait, souligné par les missionnaires, que la terre appartient aux Indiens. Or le droit de propriété n'est pas un absolu, il est inséparable de la construction politique qui le sous-tend. Le droit est le fruit d'une histoire, d'un rapport de forces, et d'un projet à un moment donné. En l'ocurrence, ne pourrait-on pas dire que les colons en question étaient fondés à s'interroger sur leurs droits à la terre, alors qu'on les avait envoyés dans cette terre de conquête ? Et ce d'autant plus que l'indépendance du Mexique et la fondation de la république fédérale leur indiquent que, souverains, ils ont le droit, collectivement – et ce collectif est à définir – de définir leur projet territorial. Malgré tout, la sécularisation des missions n'est en fait un enjeu que local – tous à Mexico, étant convaincus qu'il faut mettre fin à cette ancien régime – c'est la colonisation qui est enjeu national.

Ce qui se joue en Californie en 1831 n'est pas une révolution « d'opérette ». C'est tout l'enjeu de la stabilité politique après une révolution et la hiérarchie des légitimités qui est posé. Le choix de la révolution par Juan Bandini et José Antonio Carrillo en novembre 1831 est important par ce qu'il dit de la construction politique du Mexique indépendant, notamment que les élites provinciales peuvent penser que le recours à la révolution est non seulement légitime, mais jouable politiquement. Cette situation contribue donc à comprendre l'instabilité politique mexicaine en écartant les arguments essentialistes pour se focaliser sur la circulation des pratiques politiques mais aussi sur l'héritage impérial dans l'équilibre ou le déséquilibre entre les provinces et la capitale de la vice-royauté de Nouvelle-Espagne. Le cas de la Californie étant, on le voit bien, un extrême qui invite à ne pas

écarter le modèle colonial vis-à-vis de Mexico au moment même où le nouvel État cherche son modèle républicain. L'adaptation de catégories politiques nationales à un contexte régional a été étudié pour d'autres États mexicains, par exemple par Peter Guardino en Oaxaca. Il y montre comment deux groupes, les « huiles » et les « vinaigres » se sont partagés l'espace politique, en référence aux deux groupes qui s'affrontaient à la capitale. Il y montre comment ce partage se fait plus par coups successifs que par le succès aux élections ou la conviction des électeurs via la presse.[179] Le cas de la Californie, dont les infrastructures, notamment de communication, sont peu développées, qui ne connaît pas de vie urbaine ni de presse, permet de comprendre comment on fait de la politique, comment on se politise dans ces conditions. La sociabilité et les discours révolutionnaires en sont un moyen.

La révolte de 1831-1832 est la première d'une série de révolutions dont les acteurs restent en grande partie les mêmes jusqu'en 1847 : deux autres gouverneurs sont renversés, en 1836 puis en 1845. Autant qu'annonciatrice de la suite, elle est le résultat d'un processus engagé tout au long des années 1820 de transition des cadres coloniaux à des élites civiles. Cette transition de personnel politique, au sens où le pouvoir effectif de contrôle sur les ressources évolue des militaires et des missionnaires vers de nouveaux employés et élus, va de pair avec une transition dans la culture et les pratiques politiques. Le recours à la révolution peut s'expliquer en partie par la prise en compte du contexte national instable et divisé, et en partie par une décision prise par une poignée d'invidus dont la situation est menacée.

Si les événements du début de la décennie sont annonciateurs de, et vont avoir un impact majeur sur, ceux du reste de la décennie, voire des deux décennies (en particulier les révoltes de 1836 et 1845), des évolutions importantes telles que l'accélération des communications, en particulier commerciales, avec des régions plus ou moins lointaines, maritimes, mais aussi désormais continentales, porteuses de capitaux, de migrants et globalement d'une ouverture sur l'extérieur, apportent des éléments nouveaux et centraux pour comprendre les pratiques politiques des années suivantes.

179 Peter F. GUARDINO, *The Time of Liberty: Popular Political Culture in Oaxaca, 1750-1850*, Durham, Duke University Press, 2005.

Chapitre 5 Devenir souverain (1833-1837)

Cinq ans après la révolte de 1831, les Californiens contraignent au départ deux autres gouverneurs successifs en 1836 et déclarent la Haute-Californie un « État libre et souverain ». Pourtant, les deux révoltes ne doivent pas être trop vite envisagées de concert, comme si la seconde était une continuation de la première. En effet, les années intermédiaires 1833-1835 sont fondamentales pour comprendre la révolte de 1836 et les formes qu'elle prend, même s'il existe des éléments de continuité entre les deux révoltes. Entre les deux, d'abord, la réception de la nouvelle de la révolte californienne à Mexico, et les mesures prises par le gouvernement en réaction à ces événements sont l'occasion d'un nouveau départ dans les relations entre Mexico et Monterey. Le président et le ministre des Relations font le choix de ne pas réprimer la rébellion, de promouvoir un certain apaisement et pour cela nomment un nouveau gouverneur, José Figueroa, qui parvient à remplir cette mission.

Ensuite, se produisent des changements importants du point de vue de la politique nationale : un gouvernement réformateur arrive au pouvoir en 1833 et déclenche depuis Mexico la sécularisation des missions. En réaction contre cette politique de réformes, ce gouvernement est renversé par le général Santa Anna en 1834, et les bases d'une réforme constitutionnelle visant à organiser une république plus centralisée sont proposées. En partie en réaction contre cette réforme, et en partie pour des raisons propres, qui tiennent notamment à l'immigration étatsunienne, le Texas déclare son indépendance en 1835. Pour ce qui concerne la Californie, un nouveau gouverneur est nommé en 1836 pour organiser la Californie selon les « bases constitutionnelles » de 1836, c'est-à-dire suivant un gouvernement centralisé. C'est contre ce gouverneur et celui qui le remplace et poursuit sa politique que les Californiens se révoltent en 1836. Le 6 novembre 1836 est ainsi toujours repéré dans certains éphémérides mexicains comme le jour où la Californie a pris son indépendance comme le Texas, en se soulevant à l'aide de soldats étatsuniens.[1]

Mais la Californie ou le Texas ne sont pas les seuls Ëtats ou Territoires à déclarer leur indépendance dans les années 1830 et 1840 ; c'est par exemple le cas du Yucatán en 1846, qui

1 Voir par exemple le site du département de l'éducation du district fédéral mexicain : « *El 6 de Noviembre de 1836. Por imitación a la separación de Texas, Juan Bautista Alvarado, apoyado por colonos americanos, se sublevó contra el gobernador Gutierrez, de la Alta California. Lo derrotó y consiguió que la diputación territorial se erigiera en Congreso Constituyente, el que ese día hizo la declaratoria de independencia de aquella provincia en relación con Mexico.* (Ver efemérides del 28 de agosto de 1846) http://www2.sepdf.gob.mx/efemerides/consulta_efemerides.jsp?dia=6&mes=11 consulté le 19 avril 2013.

déclare sa neutralité dans le conflit entre le Mexique et les États-Unis. La succession de révoltes et *pronunciamientos* à Mexico ou dans les provinces, de la fin des années 1820 à la guerre contre les États-Unis ont amené les historiens à évoquer une désintégration du Mexique, un échec de la construction nationale ; ces « années oubliées » de la jeune république mexicaine ont longtemps fait figure de parent pauvre de l'historiographie.[2] Timothy Anna, dans son ouvrage *Forging Mexico*, a renouvelé l'écriture de cette histoire, en la libérant de son déterminisme nationaliste, en rappelant qu'il s'agit bien de la construction d'une nation et non pas de sa re-construction. De plus, se focaliser sur une région, telle la Haute-Californie, permet de comprendre cette construction comme une interface, une interaction entre le centre et les provinces.[3]

Observer la révolution de 1836 en articulation avec ce qui la précède permet d'identifier ce qui unit les événements de Californie à ceux d'autres régions du Mexique : la défense de la souveraineté des États. Les Californiens ont appris à utiliser « la souveraineté populaire » et compris les avantages de se référer à un parti national en 1830-1832. En 1833-1836, c'est la souveraineté des États fédérés qui devient un objectif à atteindre. Une première partie vise à comprendre comment le gouvernement mexicain et le gouverneur qu'il envoie traitent le problème de la révolution californienne de 1832, dans un contexte politique très difficile. Avec le mandat de José Figueroa (1833-1835), le territoire devient non plus seulement un gouvernement direct, presque militaire, mais à l'image de ce qu'est un territoire aux États-Unis, une étape vers le statut d'État fédéré. La deuxième partie met en évidence la manière dont ce deuxième fédéralisme des Californiens s'articule avec leur construction du bon gouvernant. C'est l'inadéquation des gouverneurs avec cette image du bon gouvernant respectueux de la vertu et du fédéralisme de ses administrés qui est à l'origine de la révolution de 1836. Enfin, la troisième partie de ce chapitre analyse ce que signifie « l'État libre et souverain de Californie » mis en place par la révolution, à la fois pour ceux qui le mettent en place, ceux qui y adhèrent et ceux qui y résistent.

I - Le bon gouvernement maintenant, l'égalité et la souveraineté plus tard

La révolte de 1832 ne consacre pas une rupture entre Mexico et la Haute-Californie. Cela

2 Josefina Zoraida VÁZQUEZ, « Los años olvidados », *Mexican Studies / Estudios Mexicanos*, 1989, 5, 2, p. 313-326.

3 Timothy E. ANNA, *Forging Mexico : 1821-1835*, Lincoln, Neb., University of Nebraska Press, 1998, p. 11-12. ; sur l'intérêt d'étudier les États-Unis mexicains à l'échelle provinciale et régionale, voir aussi Eric VAN YOUNG (ed.), *Mexico's Regions: Comparative History and Development*, San Diego, Center for U.S.-Mexican Studies, UCSD, 1992 ; Eric VAN YOUNG, « The State as Vampire: Hegemonic Projects, Public Ritual, and Popular Culture in Mexico, 1600-1990 » dans William H. BEEZLEY, Cheryl E. MARTIN et William E. FRENCH (eds.), *Rituals of Rule, Rituals of Resistance: Public Celebrations and Popular Culture in Mexico*, Wilmington, Del., SR Books, 1994, p. 343-374.

s'explique en partie par la manière dont le gouvernement réagit à cette révolte, de manière à la fois ferme et diplomatique. Il ne cède pas sur les revendications des Californiens, notamment la séparation des mandats civil et militaire pour donner le premier à un « fils du pays », mais nomme un gouverneur de qualité, et plutôt *yorkino* et fédéraliste, José María Figueroa. Mais l'ancrage des Californiens dans le projet national mexicain tient peut être surtout à la gestion effective de ce nouveau gouverneur en Haute-Californie. Figueroa sait se faire apprécier des élites locales, qu'il prend soin de consulter et d'associer au moins formellement à ses décisions. La loi de sécularisation des missions votée à Mexico en 1833 par le gouvernement réformateur de Gómez Farías est l'occasion pour le gouverneur Figueroa de faire la proposition d'une voie qui protège à la fois les droits des Amérindiens et des intérêts des *Californios*. Cette solution est rendue possible par un changement de gouvernement à Mexico. Qu'il s'agisse de la forme de gouvernement ou de la politique des missions, Figueroa donne aux Californiens l'espoir d'une souveraineté de la Californie à égalité avec les autres États mexicains fédérés. Le mandat de Figueroa marque donc un deuxième temps de la politisation des *Californios*, en référence à un cadre national. Après l'insistance sur la souveraineté populaire des années 1830-1832, les nouvelles élites californiennes font de la souveraineté du futur État de Californie leur objectif, précisément au moment même où la défense du fédéralisme s'organise dans les autres États mexicains fédérés contre le gouvernement de Bustamante et Alamán.

A. « Il faut leur envoyer un bon gouverneur »

Au début de 1832, une révolte contre le gouvernement du président Bustamante gagne du terrain depuis Veracruz et l'État de Jalisco, mené par le général Antonio López de Santa Anna, si bien que le gouvernement se trouve confronté à une véritable guerre civile tout au long de l'année. Le président ni les ministres ne peuvent donc consacrer beaucoup de ressources ni de temps à la lointaine Haute-Californie tout en ayant besoin de la pacifier et la soumettre à l'obéissance, comme le reste du territoire national.[4] La solution adoptée par le gouvernement, l'envoi d'un nouveau gouverneur qui doit être ferme mais conciliateur, atteint l'objectif de pacification fixé, mais contribue au développement du sentiment fédéraliste en Haute-Californie.

C'est en février 1832, soit trois mois après la révolte de novembre 1831, que le ministre des relations Alamán reçoit la nouvelle du soulèvement californien. Il prend trois autres mois pour traiter l'affaire, et le 9 mai 1832 nomme un nouveau gouverneur, José Figueroa. Pendant ces trois

4 Le député de Californie C. A. Carrillo évoque ces troubles en DHC DLG 4, C.A. Carrillo, 10.

mois, de février à avril, le ministre et les bureaux de son ministère rassemblent les informations concernant la révolte, afin de prendre une décision. Pour la première fois, et ce depuis avril 1831, la Californie a un député présent à Mexico et admis au Congrès, Carlos Antonio Carrillo. Ce dernier a établi des liens avec le vice-président Anastasio Bustamante[5], pour lui présenter une revendication californienne : « diviser le mandat politique du mandat militaire ». Bustamante aurait déclaré à Carlos Antonio Carrillo qu'il était : « prêt à protéger les fils de [son] pays » et lui aurait demandé son avis pour le choix d'un gouverneur. Le Californien aurait alors eu l'occasion d'essayer de faire nommer quelqu'un qui « n'aspire pas pour lui mais pour le bien de [leur] sol ».[6] Mais la révolte de 1832 remet en cause leur accord : « l'horrible attentat qu'ont commis les *Californios* en prenant la vie du commandant général » ont mis une halte à la proposition.[7] Carlos Antonio Carrillo voit ainsi ses efforts réduits à néant, et craint même le pire pour son pays : le gouvernement envisage l'envoi de troupes en Californie, pour « châtier un tel attentat » et « couper l'envie à ceux qui voudraient après cela encore malmener une autorité envoyée par le gouvernement ».[8]

Afin d'éviter cela, le député veut faire comprendre au gouvernement qu'envoyer une force armée risquerait d'empirer la situation : « le territoire ne peut pas payer les deux cents ou deux cent cinquante hommes » de la troupe qui ira « pacifier le pays » de la sorte qu'ils pourraient « fomenter une autre révolution, peut être pire que celle qu'il vient de connaître ». L'expérience de la révolte de Solis en 1829 à Monterey et l'expérience générale de la république montre que des soldats impayés, prêts à suivre le premier général ou meneur qui leur promette une amélioration, sont un danger pour la stabilité. C'est donc plutôt avec moins de soldats qu'avec plus que le Territoire sera en repos, cela, Carrillo le « promet sur son œil droit » – il propose même que la compagnie de Mazatlán et son capitaine Pablo de la Portilla se retirent du territoire.[9] En tout état de cause, il conjure le ministre de « réserver [son] jugement jusqu'à ce que la vérité soit faite »[10].

C'est qu'après « avoir fait le meilleur éloge [des Californiens] à la chambre, dans les ministères et à la vice-présidence », Carrillo doit proposer une explication – et une solution – à l'état de révolte des Californiens : la Californie s'est probablement révoltée car le gouverneur a abusé de son pouvoir. La distance qui la sépare de la capitale « donne une marge de manœuvre aux gouvernants

5 Bien qu'il exerce de fait la présidence, Bustamante n'a été proclamé par le Congrès que vice-président de Vicente Guerrero en 1828.
6 DHC DLG, 4, C.A. Carrillo à de la Guerra, 6, 14 octobre 1831, Mexico.
7 DHC DLG, 4, C.A. Carrillo à de la Guerra, 9 p. 227. En fait, comme nous l'avons vu, le gouverneur est seulement blessé, mais cette information ne semble pas connue à cette date à Mexico.
8 DHC DLG, 4, C.A. Carrillo à de la Guerra, 10, p. 232 20 janvier 1832, Mexico.
9 DHC DLG, 4, C.A. Carrillo à de la Guerra, 10, p. 232 20 janvier 1832, Mexico.
10 DHC DLG, 4, C.A. Carrillo à de la Guerra, 9 p. 227, s.d. [décembre 1831?], Mexico.

pour agir selon leur envie et non selon les lois et les instructions du gouvernement ; ces gouvernants se considèrent sur ce sol comme des têtes couronnées pour agir comme ils le souhaitent et non comme ils le doivent. » Et les Californiens ne peuvent adresser des recours « que par les conduits réguliers, c'est-à-dire par les gouvernants, qui les transmettent s'ils le veulent » et de la sorte « ce pays sera toujours affligé parce que...personne ne vient ici pour la prospérité de ce pays mais pour la sienne propre ». Ce qu'il faut par conséquent, c'est « envoyer [aux Californiens] un bon gouverneur (*gefe politico)* séparé du mandat militaire qui irait à un commandant militaire, parmi les fils du pays » si possible, et éviter ainsi d'envoyer un « officier dont l'oisiveté est mère de tous les vices »[11].

Les détails tant attendus par Carrillo et le gouvernement sur la révolte parviennent à Mexico le 15 mars 1832. Le négociant Virmond arrive d'Acapulco et donne les informations dont il dispose de première main sur la révolte californienne. Il apprend au président Bustamante et au ministre Alamán que « seul Zamorano n'est pas entré dans la danse et n'a pas signé le plan des rebelles ». Ils sont alors tentés de le nommer gouverneur. Carrillo apprend les nouvelles après le gouvernement lors « d'une longue conversation avec Virmond » et se lamente que Virmond soit plus influent que lui pour ce qui concerne les affaires californiennes. Il pourrait aussi bien, dit-il « se mettre un chiffon dans la bouche » puisque ce n'est pas lui qu'on écoute. Il en est presque tenté de rejoindre l'opposition au gouvernement : « d'une certaine manière, le monsieur de Veracruz [Santa Anna] a raison », mais il veut essayer « de faire quelque chose ».[12] En avril, Carlos Carrillo n'en peut plus « d'expérimenter ce qu'est le système fédéral », ni de se battre contre les « mystères du palais » et de ne « rien accomplir ». Il a néanmoins appris de Virmond qu'un autre que Zamorano a été nommé gouverneur. De plus les rebelles de Californie peuvent bénéficier d'une amnistie grâce à ses efforts au Congrès.[13] Malheureusement, ce qu'il entend du nouveau gouverneur, José de Figueroa, auprès d'un député, n'est pas de nature à le rassurer, car il semble du même caractère que ceux qu'il a décrit au président. Ce n'est pas étonnant, d'après le député, car « il y a beaucoup d'ambition ici [à Mexico] et les prétendants pour aller commander ces pays ne manquent pas, et pourquoi ? Parce qu'ici, ils meurent de faim, tandis que là-bas ils sont comme des vices-rois ».

Le ministre Alamán, qu'il croise au Congrès, lui vante au contraire les mérites de Figueroa : « Vous savez que vous avez un commandant général, nouvellement nommé ? Le général Figueroa, un très beau sujet ». Mais Carrillo n'est guère impressionné, et attend de voir : « Oui, monsieur, ici ils sont très beaux tous ceux qui sont nommés gouverneurs de ces pays, et là-bas, ils deviennent de

11 DHC DLG, 4, C.A. Carrillo à de la Guerra, 10, p. 232 20 janvier 1832, Mexico.
12 DHC DLG, 4, C.A. Carrillo à de la Guerra, p. 235, 11, 15 mars 1832, Mexico.
13 DHC DLG, 4, C.A. Carrillo à de la Guerra, 12, p. 238 14 avril 1832, Mexico.

mauvais diables (*feos endemonados*) » ce qui fait bien rire son voisin député. Si Figueroa s'avérait aussi bon que le dit le ministre, « ce serait bien l'unique, le premier ». Alamán a beau le rassurer sur les qualités de Figueroa, Carrillo cherche à obtenir une assurance en redemandant la division des mandats politique et militaire. Mais « ce n'est plus à l'ordre du jour » lui répond-on, « à cause de ses compatriotes qui ont fait la révolution ». Voilà comment, accuse-t-il dans sa correspondance à son beau-frère de Santa Barbara, les Californiens ont ruiné ses efforts auprès du gouvernement - « son travail, ses frais d'imprimerie ». La leçon de tout cela, c'est qu'il faut bien recevoir le nouveau général, pour qui il écrit des recommandations, afin que « par ce moyen nous y gagnions et n'y perdions pas ». Il faut jouer avec le gouvernement et pas contre lui, tel est l'enseignement de son séjour à Mexico et de la révolution de 1832. [14]

José Figueroa avait été gouverneur de Sonora (État voisin de la Californie, situé au Sud de celle-ci sur le continent) et avait collaboré avec Echeandía notamment au sujet de la réouverture d'un itinéraire terrestre pour relier la Californie à l'intérieur du Mexique. Il avait travaillé à la pacification des Indiens Yaquis en 1827, en tant que Commandant général de l'*Estado de Occidente* depuis 1825, ce qui rend sa nomination pertinente pour un poste sur la frontière.[15] Fin 1829, il poursuit sa tournée des commandements généraux, puisqu'il est nommé à Durango, un peu plus au sud. En janvier 1830, il s'oppose au plan de Jalapa de Bustamante. Aussi considère-t-on parfois que sa nomination en 1833 est une forme d'exil, la Californie étant plus éloignée que ses commandements précédents. Tout en l'admettant, on peut aussi estimer qu'il s'agit d'une forme de compromis du président vis-à-vis de ses opposants et vis-à-vis des Californiens. Cette nomination indique une politique d'accomodation et non de répression par rapport à leur révolte de 1832.

Les documents que le ministre Alamán remet au nouveau gouverneur montrent en effet une volonté de concilier les points de vue. Il s'agit d'un document de dix-sept pages manuscrites auquel s'ajoutent cinq pages d'instructions à proprement parler. « Le vice-président a en effet souhaité, écrit le ministre à Figueroa, qu'on l'instruise des événements qui ont eu lieu dans ce territoire, et qui ont eu pour résultat le départ forcé de Victoria », et ce « dans les termes mêmes des personnes qui en ont fait part au Gouvernement Supérieur ». Dans son récit détaillé, Alamán donne ainsi les perspectives successives de Manuel Victoria (p. 13-22), d'un témoin extérieur jugé digne de foi (p. 23), d'Echeandía (p. 24-28) et enfin des conseillers territoriaux (p. 28-30). Si le gouverneur Victoria

14 *Ibidem*, 13, 21 avril 1832. Letttre de recommandation de C.A. Carrillo pour Figueroa *Ibidem*, 14.

15 Sur Figueroa voir C. Alan HUTCHINSON, « General Jose Figueroa's Career in Mexico, 1792-1832 », *New Mexico Historical Review*, 1973, 48, 4, p. 277-298.La ville d'Altar avait été renommée « villa Figueroa » en son honneur pour le remercier d'avoir pacifié les indiens. Voir sa notice dans Francisco R ALMADA, *Diccionario de historia, geografía y biografía sonorenses*, [Hermosillo?], Instituto Sonorense de Cultura, 1990.

y a une place de choix, on constate également qu'Alamán donne une place aux autres voix. Cela valide dès lors la stratégie des différentes parties d'envoyer un courrier, ou mieux, un représentant à Mexico pour représenter sa version.[16] Les membres du conseil territorial californien ont en effet constitué un gros dossier d'accusation contre Victoria pour justifier leurs actions, dont l'intégralité, une centaine de pages manuscrites, se trouvent dans les archives du ministère, avec les copies certifiées des documents les accompagnant, dont une copie de toutes les sessions extraordinaires du conseil territorial en 1832, et parfois des originaux.[17] Ces documents annexes sont également fournis à Figueroa, copiés par les employés du ministère. Figueroa prend aussi très vite contact avec son prédécesseur Victoria, revenu à Mexico et avec le député Carrillo.[18]

Muni de ces informations, Figueroa est chargé de clarifier la situation afin que la Cour suprême puisse rendre un verdict sur la révolution. Au-delà de ces informations, il reçoit des instructions en treize points. Celles-ci commencent par la réitération des instructions données à Echeandía « qui n'ont pas été mises en application », une forme de mise en accusation de l'ex-gouverneur, qui avait été nommé lorsque Alamán était déjà ministre des relations dans un gouvernement précédent. Les instructions ne portent pas pour autant la marque d'une volonté de répression, mais au contraire, de conciliation. Il doit à son arrivée « rétablir la tranquillité publique, si elle est altérée », en « inspirant aux habitants la confiance qu'ils doivent avoir dans le gouvernement supérieur » qui s'occupe « de mettre fin aux causes des événements qui se sont produits » et « de trouver tous les moyens possibles pour le développement et la prospérité du Territoire ». Afin de « former leur opinion » il conviendra « de rendre public tous les événements récents qui ont conduit aux changements dans l'administration de la république », c'est-à-dire l'arrivée de Bustamante au pouvoir. En troisième lieu, Figueroa devra transmettre les « statistiques » sur la Californie au gouvernement, « ces connaissances étant une des choses les plus essentielles ». Ces « statistiques » concernent le climat, les productions, le nombre d'habitants, les propriétés des missions, les terres publiques, « les qualités des [terres] qu'occupent les nations ou tribus non christianisées (*gentiles) »,* ainsi que d'autres renseignements sur ces peuples : « leur caractère, leurs productions, leur nombre, leur mode

16 SGSP, 8, p. 13, C-A 57 p. 66, Alamán à Figueroa, Mexico, 17 mai 1832. C'est l'une des dernières actions d'Alamán à son poste pour cette fois-ci puisqu'il quitte le ministère le 20 mai 1832. Le dossier concernant la révolte contre Victoria se trouve dans GL 120 ex 14-19 ; la nomination de Figueroa s'y trouve dans le dossier n°14. Au final, ces pages sont une histoire de la révolution de Californie, documents à l'appui, ce qui n'est pas surprenant venant d'Alaman, qui écrit aussi des livres d'histoire.

17 Ce dossier se trouve en LR, 1, p. 253-268 et GL 120, 15-19. Les copies des actes du conseil territorial sont soigneusement signées à la fin du procès verbal de chaque session.

18 GL, 120, 14 p. 27. Le 19 mai, il s'est déjà entretenu avec lui. Victoria l'informe notamment des manques en fournitures du secrétariat de l'administration territoriale (papier, cire à cacheter, cachet, crayons, plumes, encrier, ciseaux etc). Figueroa adresse donc une demande détaillée au ministère à ce sujet le 23 mai 1832. *Ibidem* p. 31.

de gouvernement ». Ces renseignements doivent permettre un pilotage depuis Mexico de la politique californienne. Pour ce qui concerne les missions, Figueroa est chargé de « substituer le système des missions » en faveur d'une répartition progressive des terres, dans le but « de sortir les néophytes de leur malheur » et « de diminuer l'influence des missionnaires ». On voit bien que ni en 1830 ni en 1832 Alamán ne cherche à maintenir le système des missions. Il faut néanmoins « se conduire avec prudence... afin de ne pas causer de mécontentement parmi les missionnaires et conserver l'harmonie ». À cette fin il joint des lettres de la part du collège d'origine des franciscains.[19]

Pour développer la province, le ministre recommande la formation à Mexico d'artisans, l'encouragement à l'exportation par la fabrication d'embarcations et surtout la colonisation. Il faut notamment cesser « d'embarrasser les étrangers qui arrivent sur le Territoire pour s'installer et leur répartir des terrains », tout en veillant à ne pas dépasser « un tiers des familles russes ou des États-Unis », et de même il faudra « faciliter la répartition des terres aux condamnés qui auront accompli leur peine. Il faut particulièrement protéger les frontières par ce biais, et en prenant appui sur le nouveau *presidio* de Sonoma. Il rappelle que la frontière est fixée au 42^{e} parallèle, et demande au gouverneur de se renseigner sur les forces russes et américaines concentrées dans la région (article onze). Il autorise l'octroi de terres à des vétérans, notamment en échange de soldes non payées (article huit) ou à des commerçants dont le capital contribuera au développement du territoire (article neuf). Quant aux « tribus barbares » il encourage le nouveau gouverneur à les « réduire à la société », en particulier à rendre sédentaires ceux qui seraient toujours nomades (*errantes*) par « des relations d'amitié » et « en tirant parti de toutes les occasions qui se présentent de guerres intestines entre eux ou d'autres calamités pour les obliger à se réfugier dans nos établissements en leur procurant secours et hospitalité ». Il reconnaît enfin qu'« il faudrait que les Missions s'avancent dans ces régions à mesure qu'elles ne sont plus nécessaires dans les parties civilisées », admettant que les Missions représentent ainsi un premier pas utile vers la pacification des Indiens (article dix).

En conclusion, à la réception des nouvelles de la révolution, le gouvernement hésite entre la fermeté, surtout dans un contexte de soulèvements plus importants dans les États, et une reconnaissance des difficultés des Californiens afin de se les concilier. La nomination d'un nouveau gouverneur donne une réponse en demie-teinte. Ce nouveau gouverneur cumule de nouveau les mandats civil et militaire. Il n'est pas un fils du pays. Le gouvernement ne reconnaît pas l'un des deux partis de la révolution comme cela avait été envisagé avec Agustín Zamorano. Le nouveau

19 SGSP, 8, p. 32, [C-A 57] p. 85.

gouverneur porte des instructions très proches de celles qu'Alamán avait données au départ à Echeandía puis Victoria. Les questions qui agitent les Californiens, en particulier sur le rôle du conseil territorial (*diputación*), ne trouvent pas leur réponse à Mexico, où le ministre et le vice-président sont surtout préoccupés par leur autorité dans la province et son développement. Les instructions conseillent certes « la prudence » concernant la sécularisation, mais ne traitent pas des conflits potentiels entre colonisation et sécularisation. Ces dispositions confient ainsi au gouverneur le soin de prendre des décisions sur place sur la manière de les appliquer politiquement, c'est-à-dire en fonction des rapports de force locaux. Au final, beaucoup repose encore une fois sur le gouverneur nommé par Mexico, une caractéristique des administrations coloniales.[20]

B. « Remplissez vos obligations sociales, et vos droits seront respectés ».[21]

Bien que ses instructions ne s'attardent pas sur cette dimension, le défi auquel est confronté le gouverneur José Figueroa est d'abord une question politique : il s'agit de mettre en ordre la répartition des pouvoirs en Californie, notamment entre gouvernement général et élites locales, entre gouverneur et conseil territorial (*diputación*), mais aussi entre branche militaire, branche civile et branche religieuse. De plus, au cœur de cette question politique se trouve celle du contrôle des terres et du droit de propriété.

Figueroa débarque à Monterey le 14 janvier 1833, en s'étant annoncé à l'avance. Il fait immédiatement une proclamation, qu'il a pris soin de faire imprimer avant son départ de Mexico, afin qu'elle puisse être affichée dans toutes les localités rapidement. Dans cette proclamation, Figueroa promet aux Californiens « la jouissance des biens abondants dont les a enrichis leur nature ». Certes, admet-il, « un moment fatal d'exaltation a troublé [leur] repos », mais il vient annoncer « la paix, l'ordre et la liberté » dans ce « délicieux pays » et propose qu'avec « patriotisme [ils mettent] fin à la discorde ». Il vient ainsi « au nom du gouvernement fédéral restituer le précieux bien [de la paix] » et « effacer des mémoires les errements politiques de l'an passé » : ainsi les Californiens « n'ont rien à craindre d'un gouvernement qui veut leur apporter la félicité », et lui est venu « décidé à ôter tous les freins au développement de [leur] prospérité ». En échange, « qu'ils présentent, unis et fidèles, un témoignage de concorde, de respect des autorités et d'obéissance aux lois au reste du monde ». « Jamais, ajoute-t-il en conclusion, l'arbitraire ne vous privera de la liberté

20 Sylvie THÉNAULT, « L'État colonial » dans Pierre SINGARAVELOU (ed.), *Les empires coloniaux, XIXe-XXe siècle*, Paris, Ed. Points, 2013, p. 231 ; Emmanuelle SIBEUD, « L'administration coloniale » dans Vincent DUCLERT et Christophe PROCHASSON (eds.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002, p. 622-627.

21 DSP Angeles, 10, p. 2-3 [C-A 36 p. 61], Figueroa, Proclama, 1832, Mexico. *« Llenad pues, vuestras obligaciones sociales y no dudeis que serán respetados vuestros derechos ».*

juste et modérée, consignée dans le pacte de nos institutions ». Le contrat est donc annoncé dès le départ : « remplissez vos obligations sociales, et vos droits seront respectés ».[22] Dans le nord, à Monterey, comme dans le sud, où a eu lieu la révolte, il ne rencontre pas de difficultés pour affirmer son autorité, bien qu'aucun des deux camps ne reconnaissent ses torts. Figueroa ne s'en formalise pas.

À Monterey, Figueroa est accueilli par Zamorano qui reconnaît immédiatement son autorité et lui remet trente-huit documents portant sur les événements entre le 29 novembre 1831 et le 14 janvier 1832. La version communiquée par Figueroa au ministre au sujet de la révolte est celle de Zamorano, et il conclut que « les actes de Zamorano ont contribué à ce que les dissidents [lui] obéissent et par conséquent à la pacification générale dont nous jouissons à présent »[23]. Il recommande un petit nombre d'officiers, ainsi que les résidents de Monterey pour leur « participation active au maintien de l'ordre », y compris des étrangers « qui se sont engagés solennellement à soutenir par les armes l'autorité du gouvernement ». De ce fait, son arrivée à Monterey ne pose aucun problème. L'*ayuntamiento* de Monterey le félicite et se « soumet à son autorité » le 21 janvier[24]. Ses membres sont invités à une messe de remerciement à la résidence du gouverneur. Aux missionnaires, le nouveau gouverneur demande « qu'ils utilisent leur influence spirituelle sur les habitants pour qu'ils rentrent dans l'ordre et obéissent au gouvernement », en l'échange de quoi « leurs erreurs passées seront pardonnées ». Il joint la loi d'amnistie et les charge de la lire à voix haute ainsi que sa proclamation après la messe « afin que le public en prenne connaissance et soit conforté par l'exhortation que vous voudrez bien leur faire ».[25]

Dans le sud, Figueroa ne rencontre pas plus d'obstacle. Le 17 octobre, Echeandía avait envoyé un courrier à Figueroa, qu'il connaissait, pour l'assurer de son obéissance. Dans cette correspondance,

22 DSP Angeles, 10, p. 2-3 [C-A 36 p. 60-61], Figueroa, Proclama, 1832, Mexico « *Compatriotas, al tocar las playas de vuestras costas me considero obligado a dirigiros la palabra para anunciaros la pas, el órden y la felicidad : afianzados tan preciosos dones, gozaréis de los abundantes bienes con que os enriqueció la naturaleza : lo contrario no produce sino males sin cuento, desgracias y desolación ; si un momento fatal de exaltación pudó turbar vuestro reposo, vuelva la paz a ocupar su asiento en este delicioso país y con denodado patriotismo arrojemos la discordia entre los bárbaros que no tienen patria ni derechos que respetar. La paz es la verdadera felicidad de los mortales. Yo os restituyo tan precioso bien à nombre del Supremo Gobierno Federal que se ha dignado confiarme tan ardua empresa ; un olvido perpétuo versara la memoria de los estravios políticos que dieron á las ruidosas ocurrencias de año proximo pasado...Conciudadanos, el Gobierno procura vuestra felicidad, yo que vengo destinado a poner en ejecición sus justos deseos, estoy decidido a arrochar cuantos embarazos se opongan al desarollo de vuestra prosperidad. Resta que vosotros unidos y fieles presentéis al mundo un testimonio de concordia, de respeto a las autoridades y de obediencia a las leyes. Ellas seran mi norte y nunca la arbitrariedad y el desórden os privarán de la libertad justa y moderada, consignada en el pacto de nuestras obligaciones sociales. Llenad, pues, vuestras obligaciones sociales y no dudéis que serán respetados vuestros derechos, por vuestro conciudadano y amigo. »*

23 DSP, 3, p.105-109 Figueroa, Informe al Ministro de la Guerra sobre los acontecimientos de 1831-1832

24 Ibidem.

25 DSP,3, p. 85 19 janvier 1833, Monterey, Figueroa aux pères président et préfet.

Echeandía met en avant les difficultés du territoire auxquelles le gouverneur et le gouvernement général doivent remédier, rendant implicitement ces difficultés, et l'incapacité du gouvernement précédent à les résoudre, responsables des troubles californiens. Il pose ainsi en conseiller et expert auprès de Figueroa, et surtout pas en tant que coupable de rébellion.[26] À son arrivée le 18 janvier, Figueroa lui tend la main en affirmant que « loin de s'offenser de sa conduite, le gouvernement reconnaîtra comme un bon service ce qu'il a fait pour contribuer à la tranquillité publique et que soit conservée la sécurité du Territoire »[27]. Le 26 janvier Los Angeles suit.

Figueroa s'inquiète néanmoins de la clientèle d'Echeandía parmi les Indiens, et plus généralement du risque d'une révolte de grande ampleur. En effet, il n'est pas sans savoir qu'Echeandía a mobilisé des Indiens lors de la campagne de 1832. Echeandía est par conséquent l'intermédiaire entre le pouvoir de Figueroa et les Indiens. Un meneur des Indiens de la région de San Diego, Tomas Tajachi, lui écrit en effet au sujet de l'arrivée du nouveau gouverneur. Echeandía lui répond de « dire aux capitaines, alcaldes et tous ceux de Santa Ysabel et Santa Monica, et aux capitaines des Indiens gentils amis, qu'ils ne se préoccupent pas et restent tranquilles comme ils l'ont fait jusque ici ». Il faut lui obéir, « de même que moi-même j'obéis à présent à M. Figueroa ». En effet, les rassure-t-il, c'est lui-même « qui a remis le gouvernement de cette Californie à un nouveau général, qui s'appelle José Figueroa, car c'est le gouvernement supérieur qui l'envoie ». Echeandía leur précise que « le capitaine Don Pablo de la Portilla continue de commander à San Luis Rey, et à San Diego le capitaine Don Santiago [Argüello] ». Mais il les rassure : « ne vous préoccupez pas car tout continuera comme avant jusqu'à ce que monsieur le général vienne vous rendre visite afin que vous puissiez lui présenter vos doléances ». « Comme c'est un homme bon et un bon mexicain, il les entendra et vous fera beaucoup de bien », et de plus Echeandía « lui parlera en [leur] faveur »[28].

La passation de pouvoir auprès des Indiens, du moins ceux du Sud, revêt donc un aspect plus personnel qu'institutionnel. De plus, bien que la relation de domination soit claire, la menace d'un

26 Voir en particulier les lettres datées de San Diego du 29 janvier 1833 (citée par Figueroa dans celle du 13 février) et surtout du 14 février 1833. DSP, 3[C-A 28], p. 97-101 .

27 DSP, 3, p. 83.

28 AASF 2123 Tomas Tajachi à Echeandía, San Diego, 6 février 1833 ; Echeandía à Tomas Tajachi, 7 février 1833, San Diego ; Echeandía à Figueroa, 7 février 1833, San Diego. *« Tomas Tajachi. Recibi ty carta que me escribiste ayer y te contesto: que les digas a los capitanes, alcaldes i todas las gentes de Santa Ysabel y Santa Monica y a lo capitanes de los gentiles amigos que no tengan cuidado que se esten quietos como han estado: que yo le entregue el mando de esta California a un señor general nuevo que se llama Sr D José Figueroa y llego a Monterey en 15 del mes de enero de este año porque lo manda el mas grande supremo gobierno de Mejico: que es verdad que el capitan Don Pablo de la Portilla sigue mandando como antes en San Luis Rey: y es verdad tambien que en este Presidio y en la Mision de San Diego manda el capitan Don Santiago; pero no tengan cuidado porque seguira todo como antes hasta que el señor general nuevo las venga a visitar para que se quejen con el i como es buen senor y buen mexicano los oira y les hara mucho bien y como yo obedezco ahora al senor Figueroa y me quiere hablaré por Ustedes. Saludos a todos. Dios te guarde. Echeandía ».*

mouvement de résistance (« ne vous préoccupez pas », « restez tranquilles ») ne peut être écartée que par l'assurance que le général « entendra les doléances », à l'image de ce que faisait Echeandía ; ce qui garantit cette continuité, c'est bien le fait qu'Echeandía ait accepté le nouveau chef, lui obéisse, et qu'il ait son affection. D'ailleurs, en faisant passer cette correspondance à Figueroa, Echeandía avertit aussitôt le nouveau gouverneur des mesures à prendre d'après lui pour conserver la paix parmi ces groupes indiens. Les missions du sud, prévient-il, « soit par leur ancienneté, soit pour la connaissance que les [Indiens] ont de leurs droits, ne se maintiendront pas sous la domination absolue des missionnaires sinon par la force armée ». Il défend ainsi son règlement de sécularisation, qu'il lui transmet et « qu'il pourra modifier comme bon [lui] semblera », le « meilleur remède parce qu'il transforme ces hommes d'esclaves en hommes libres, d'aventuriers indigents en propriétaires laborieux »[29]. Echeandía part définitivement de Californie le 14 mai pour aller au rapport à Mexico. Figueroa quant à lui entame une tournée des établissements entre juillet et septembre, qui lui permet de se faire sa propre idée concernant les missions.

Cette tournée lui permet également d'aller sur le terrain des rebelles du sud, les auteurs et signataires du *pronunciamiento* de San Diego. Le 24 juillet, il est en mesure d'identifier « une poignée d'aspirants, en très petit nombre, mais plein de présomption et d'ignorance qui prétendent séparer ce Territoire de la République mexicaine ». « Ils veulent s'emparer du gouvernement pour exécuter leur plan » et ils feront « leurs plus grands efforts par le biais du député Juan Bandini qui est leur directeur à tous, pour qu'en séparant le gouvernement politique du militaire, on le donne à un fils de Californie ». Bandini vient en effet d'être élu député au Congrès général. Il est vrai, admet Figueroa, que « comme tout Mexicain, ils doivent avoir la possibilité de remplir de telles fonctions », mais « ce n'est n'est pas prudent », et cela aurait pour seul résultat « d'apporter des maux à ces habitants ». Comme Victoria, et d'autres, il reconnaît « qu'il n'y a pas un homme en Californie capable de remplir dans les règles les fonctions de gouverneur ». il faut d'autant moins séparer les mandats que « le pays est entouré d'ennemis intérieurs et extérieurs, qui peut seulement se gouverner militairement...d'ici à ce que la population augmente », et que « le caractère, les coutumes et les propriétés de tous les habitants sont hétérogènes ».[30]

29 AASF 2124 Echeandía à Figueroa, San Diego, 7 février 1833. *« Puedo asegurar a U que estas cuatro misiones ya por su antiguedad menos la de San Luis ya por el conocimiento que tienen de sus derechos no se mantendran bajo el dominio absoluto de los misioneros si no es por la fuerza armada.El reglamento que de oficio remito a U modificado como mejor le parezca es el remedio de todo porque pasaran estos hombres de esclavos a libres y de indigentes aventureros a laboriosos propietarios. Estan en la mejor disposicion para recibir bajo el Gobierno Civil la policia que se les ordene y los Padres que vengan del norte nunca convendran que reciban estos establecimientos con otro caracter que el de parrocos. »*

30 DSP Ben Mil, 88, p. 11-12 [C-A 20 p.489] Figueroa al secretario de relaciones interiores y exteriores de Mexico, 24 juillet 1833, San Diego.

La solution de Figueroa, inspirée des malheurs de Victoria et sans doute des conseils d'Echeandía, se situe dans ses relations avec le conseil territorial (*diputación*) et plus généralement avec la jeune génération. Figueroa a également fait part aux conseillers territoriaux (*diputados*) de la proposition d'amnistie. À Monterey, Figueroa rencontre Juan Bautista Alvarado, Antonio María Osio et Mariano Guadalupe Vallejo. Ils ne demandent pas formellement l'amnistie, par sens de l'honneur, mais viennent « prêter [leur] coopération pour assurer l'ordre », et ce « en des termes respectueux, mais dénué de l'humilité qu'on exigeait autrefois des gouvernés ». Figueroa s'en accomode et converse avec les jeunes gens « sur l'état du pays, les maux qui le mènent à sa perdition, et les moyens qu'[ils pensent] les plus adaptés pour améliorer la situation du Territoire et des néophytes ». Le gouverneur non seulement les écoute mais les invite également à diner et leur fait servir du « chocolat fait à partir du cacao du Tabasco », « bien que ce ne soit pas l'heure convenable ». Vallejo y voit le signe « de l'affection [qu'ils] avaient su éveiller en lui dès [leur] première entrevue ».[31]

Le gouverneur va en effet s'appuyer sur le conseil territorial, tout en encadrant ses travaux. Par exemple, il organise de nouvelles élections territoriales en vue de renouveler le conseil, sans tenir compte de celles qui avaient été organisées par les *pueblos* avant son arrivée. Les premières mesures conduisent à mettre en valeur l'institution, d'une manière qui pourrait laisser croire qu'il entend la traiter de manière honorifique : aménagement de la salle des sessions, notamment sa décoration, impression du règlement intérieur sur l'imprimerie que l'aide de camp du gouverneur Echeandía, Zamorano, avait fait venir en Californie.[32] Le conseil n'est réuni que le 1er mai 1834. Vallejo n'y est plus, le gouvernement supérieur ayant interdit la présence de ce militaire dans le conseil. On y trouve l'ex-député Carlos Antonio Carrillo et son frère, l'homme influent de Los Angeles, José Antonio Carrillo, José Joaquín Ortega qui était déjà conseiller, José Antonio Estudillo, Francisco de Haro et José Castro. Lors de la séance d'inauguration, le gouverneur fait un long discours pour leur donner l'orientation de leurs travaux. Leur mission commune est d'élever « la Californie, ce peuple naissant, arraché des chaînes de la servitude des descendants de Capet, dans l'arène du monde pour figurer entre ses frères sous le système fédératif qu'a adopté la nation mexicaine, pour sa félicité ». En effet, c'est bien « le peuple mexicain qui [les] a choisis pour promouvoir son agrandissement. Au séparatisme, Figueroa tente donc de répondre par le fédéralisme. Pour atteindre ce but, « l'élévation

31 Vallejo, 2, p. 201. Alvarado n'était pas membre, mais toujours secrétaire du conseil territorial. Osio, Vallejo et Alvarado se trouvaient à San Diego avec Echeandía, et non à Monterey dont ils étaient originaires, du fait de la séparation entre nord et sud après la révolte de 1832. Sur les premiers contacts entre Figueroa et les conseillers voir aussi Osio, p. 125. Pio Pico répond par lettre à la proposition d'amnistie Pico, p. 46.

32 DSP Ben Mil, 88, p. 19 Figueroa à Alvarado, 2 janvier 1834.

de ce peuple », le gouverneur demande « l'aide de leurs lumières » pour « produire des améliorations notables dans l'administration et des biens positifs pour le commun de la société ». Une grande mission du conseil territorial est alors de l'aider à développer le gouvernement au niveau municipal. Le gouverneur souhaite ainsi mettre en pratique une « division des pouvoirs » non pas à la tête du territoire, mais entre échelles territoriale et locale. D'une part, cela éviterait « la multiplication de recours de toute sorte devant le gouvernement au point de lui faire perdre beaucoup de temps dans l'examen d'affaires qui sont étrangères à ses attributions », d'autre part cela leur donne « la plus précieuse des garanties sociales, la division des pouvoirs si savamment proposée dans notre code fondamental ». De la sorte, « les *ayuntamientos* pourront faire le bonheur des *pueblos* », tandis qu'en effet la politique territoriale sera du ressort du gouverneur. Cette répartition distingue ainsi le *gefe politico* républicain du « gouverneur absolutiste », « un calife qui dominait tout à sa guise ». Pour mieux souligner son ambition en la manière, et montrer ce qu'il leur apporte, Figueroa soulève des « infractions dignes de grandes réformes ». S'ils faisaient tout ce qu'ils pourraient faire, « les *ayuntamientos* pourraient faire le bonheur des *pueblos* ». Figueroa entend donc focaliser les énergies des Californiens au niveau des *pueblos*. Par exemple, les *ayuntamientos* n'ont pas encore « d'ordonnances municipales », ne font pas leurs statistiques, « la police est dans le plus triste abandon ». « L'éducation coloniale a fait fuir d'entre nous l'esprit public, cause pour laquelle beaucoup d'hommes mettent leur intérêt privé devant le bien commun et regardent avec indifférence les charges publiques »[33]. C'est pourquoi les problèmes de la « sécurité publique, menacée par une multitude de vagabonds », « d'ouverture des voies de communication », « de l'établissement et du développement d'écoles primaires », « de la construction de bâtiments municipaux, de prisons, de promenades et de lieux de loisirs », « l'administration et la collecte des fonds municipaux », « la prévision des revenus » n'ont pas encore été réglés. Pour tout cela, on « manque de bras » et « divers obstacles se présentent », mais il est nécessaire d'y travailler. Figueroa compte ainsi leur apprendre ce qu'est le gouvernement, en quoi il consiste, en commençant par le niveau le plus local.[34]

33 L'adjectif « colonial » se rapporte à la période espagnole.

34 LR, 2, p. 39 1er mai 1834 *« Acostumbrados estos habitantes al regimen de un califa que todo lo dominaba a su antojo, aun se creen gobernados bajo aquel sistema depresivo y miran en el gefe politico, el simulacro de sus antepasados Gobernadores absolutos. Por esto multiplican sus ocursos de todo genero ante el Gobierno en terminos de hacerle perder bastante tiempo en el examen de negocios agenos de sus atribuciones. He tomado en consecuencia el mas decidido empeño en hacerles conocer la mas preciosa de las garantias sociales : esto es, la division de poderes tan sabiamente trazada en nuestro codigo fundamental. Pero los lentos progresos que hace la ilustracion en este suelo por falta de elementos retarda la instruccion de sus moradores que solo el tiempo, el empeño de sus mandatarios y la influencia de las sabias leyes que nos rigen podra inspirarles.El gobierno interior de los pueblos se halla encargado a los alcaldes con sus ayuntamientos donde se han establecido y en los puntos donde no los hay a los comandantes militares.Y propiamente aseguro al gobierno supremo uno de los señores mis*

Le mode de gouvernement de Figueroa pour ce territoire de frontière, c'est donc de se concentrer sur les *ayuntamientos*, et d'être à l'écoute du conseil territorial. Mais surtout, le grand chantier de son mandat est la question de la colonisation articulée à celle de la sécularisation.

C. La colonisation disputée de la Californie

Alors que le conseil territorial est réuni en mai 1834 à Monterey, à Mexico une loi de sécularisation est votée et un projet de colonisation de la Californie est organisé à la faveur d'un changement de gouvernement. Le mouvement mené par Santa Anna contre le gouvernement se conclut en effet en décembre 1832 par une victoire des rebelles. À partir du mois d'avril 1833, le gouvernement change de mains : Antonio Lopez de Santa Anna, élu président, et Valentin Gómez Farías, élu vice-président, alternent à la tête du gouvernement central.[35]

Carlos Antonio Carrillo avait été le premier député californien à siéger au Congrès national à Mexico. Il avait, comme on l'a vu, essayé de promouvoir un certain nombre de points auprès du gouvernement, en s'appuyant en particulier sur ses contacts commerçants (Virmond) et sur le réseau de son beau-frère José de la Guerra. Il y avait défendu une attitude prudente par rapport à la sécularisation, tout en faisant le constat de l'impopularité de cette opinion dans les cercles politiques de la capitale.[36] À la faveur de l'alternance politique, le député suivant, Juan Bandini, est intégré dans un autre réseau, celui des *yorkinos* désormais de nouveau au pouvoir. José María Padrés est de retour de Californie à Mexico après avoir été banni par Victoria, décidé à faire adopter son plan de sécularisation des missions par gouvernement de Mexico. Il est de retour en 1832, mais il est probablement discret tant que dure la présidence de Bustamante. L'arrivée aux affaires en 1833 de Valentin Gómez Farías, vice-président, lui est plus favorable. Le président mène en effet ce qu'on a appelé la « première réforme », celle qui annonce l'autre Réforme, celle de Benito Juarez dans les années 1850.[37] Or, si le négociant Virmond avait l'oreille de Bustamante et Alamán, Padrés, lui, a

---

antecesores que habia regularizado en su totalidad el gobierno politico y las autoridades locales. Yo encuentro defecciones dignes de grandes reformas. Los ayuntamientos pudieran hacer la felicidad de los Pueblos si correspondiesen a sus destinos. »

35 Sur la présidence « tournante » de Gómez Farías et Santa Anna, voir par exemple Michael P. COSTELOE, « Santa Anna and the Gómez Farías Administration in Mexico, 1833-1834 », *The Americas*, 1974, 31, 1, p. 18-50.

36 DHC DLG, 4, Carlos Antonio Carrillo, n°1.

37 On n'a que récemment commencé à réviser l'idée de Gómez Farías comme un radical extrême, une idée qui a été d'abord élaborée par ses opposants politiques, tels Carlos María de Bustamante. Voir WILL FOWLER, « Valentín Gómez Farías: Perceptions of Radicalism in Independent Mexico, 1821-1847 », *BLAR Bulletin of Latin American Research*, 1996, 15, 1, p. 39-62. Sur cette première réforme et Gómez Farías, l'ouvrage le plus complet à ce jour reste le travail de Hutchinson : C. Alan HUTCHINSON, *Valentín Gómez Farías, la vida de un republicano*, Guadalajara, Gobierno de Jalisco, Secretaría General, Unidad Editorial, 1983 ; sur le libéralisme, voir le classique Charles A. HALE, *Mexican Liberalism in the Age of Mora, 1821-1853,* New Haven, Yale University Press, 1968 ; pour des sources contemporaines, voir José María Luis MORA, *Obras sueltas de Jose Maria Luis Mora, ciudadano*

celle de Gómez Farías, probablement par l'intermédiaire de José María Híjar, qui comme lui venait du Jalisco et militait aussi du côté des opposants à Bustamante.[38] Bandini est élu député en mars 1833 et parvient à Mexico en juillet. Ayant connu Padrés en Californie, à San Diego, il entre à nouveau en contact avec Padrés une fois à Mexico, et soutient son projet de sécularisation et de colonisation. Un projet de loi de sécularisation des missions de Californie est soumis au Congrès en avril 1833 par le député Miguel Ramos Arizpe, voté le 13 août, sans opposition majeure à Mexico.[39]

Tandis que Padrés et Bandini promeuvent l'adoption de la loi de sécularisation au Congrès Général, Figueroa étudie la question conformément à ses instructions. Comme nous l'avons vu, ses premières informations à ce sujet lui viennent principalement d'Echeandía. L'année 1833 est marquée par des expérimentations de la part de Figueroa, avec un décret d'émancipation et la création de *pueblos* amérindiens dans le sud, à San Diego et à San Luis Rey.[40] Par ailleurs, le 20 juillet, il publie son propre décret d'émancipation graduelle qui permet, avec l'accord des missionnaires, que les Indiens considérés les plus autonomes puissent demander leur détachement des missions. Plutôt favorable aux réformes au départ, une tournée dans le sud et la consultation des présidents des missions du sud et du nord, respectivement Durán et García Diego, l'amènent à faire des conclusions prudentes dans une communication au gouvernement le 5 octobre 1833 : ayant appris les débats au sujet d'une loi générale, il y défend avec force l'idée d'une transformation très graduelle du système.[41] Lors de l'ouverture des sessions du conseil territorial en mai 1834, il dresse un bilan de ses expérimentations, et de ce qu'aurait été la réforme, si l'adoption d'une loi de sécularisation générale n'était pas intervenue.[42] Les conseillers territoriaux sont quant à eux divisés

mejicano., Paris, Rosa, 1837 ; Carlos María de BUSTAMANTE et al., *Diario histórico de México, 1822-1848, del licenciado Carlos María de Bustamante*, México, El Colegio de México : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2001.

38 José María Híjar était un homme politique libéral du Jalisco. Il avait été un élu de la législature de cet État, et avait même candidaté au gouvernorat. Il avait été le représentant du Jalisco lors de la révolte libérale de 1832. voir Hutchinson, p. Bocanegra et journal *El Sol*, 14 septembre 1832.

39 C. Alan HUTCHINSON, *Frontier Settlement in Mexican California: The Híjar-Padrés Colony and Its Origins, 1769-1835*, New Haven, Yale University Press, 1969, p. 161-165 ; Revista politica J.M.L. MORA, *Obras sueltas de Jose Maria Luis Mora, ciudadano mejicano.*1.

40 Voir chapitre 6.

41 Voir le rapport de Figueroa au gouvernement où il indique sa réticence au sujet d'une sécularisation générale. SPMC, 2, p. 68 [C-A 53], Figueroa, *Informe en que se opone al proyecto de secularización*, 5 octobre 1833, Santa Barbara. Cette lettre au secrétaire des relations intérieures et extérieures est suivie des lettres de Garcia Diego à Santa Clara (ibidem, p.76-82) et de Narciso Durán(Ibidem, p.83-95). Narciso Duránse prêta plus volontiers que du temps d'Echeandía à proposer une voie de réforme graduelle, allant jusqu'à proposer une liste de huit missions où la sécularisation pouvait être expérimentée (p.85). Voir aussi HHB3, p. 333-334. Sur les réticences de Figueroa à appliquer la loi de sécularisation, voir aussi Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 185.

42 LR, 2, p. 46-48 *« Se formaron tres pueblos nuevos... todos marcharán muy regularmente y en muy corto tiempo se obrara la gran diferencia que existe entre los emancipados y los neofitos : me atrevo a pronosticar no solo su elevacion a la dignidad de hombres libres sino su mayor conservación sin el aniquilamiento qure se palpa en las*

sur la conduite à tenir. José Antonio Carrillo et José Castro apparaissent dans le résumé des délibérations du conseil territorial les plus pressés d'agir concernant les missions, dans le but non pas tant de distribuer les terres aux Indiens, mais de transférer la gestion des temporalités à des *comisionados*. Carlos Castro, membre apparemment unique de la commission des missions, fort de son expérience à Mexico était plus mesuré, et était soutenu par Figueroa ; ce dernier tint tête à José Antonio Carrillo lors de séances animées à la fin du mois de juillet 1834, en confirmant que s'il était nécessaire de réformer les missions, il ne s'agissait pas de le faire dans la précipitation, de peur de mal faire et de désobéir aux intentions du gouvernement. Carlos Carrillo et José Figueroa obtiennent toujours la majorité sur José Antonio Carrillo et José Castro au conseil territorial, en général trois voix contre quatre.[43]

Figueroa met aussi le conseil territorial au cœur de la politique de colonisation. Il décide en effet de séparer les deux problèmes principaux auxquels il est confronté en Californie : d'une part la question des Indiens et des missions, et d'autre par la question du développement de la population civile et de son accès à la propriété. Ce découplage lui semble une voie prometteuse pour réformer la Californie d'une manière plus consensuelle que ses prédécesseurs. Dans son discours d'inauguration, le sujet de la concession des terres et celui des missions et des Indiens sont ainsi séparés ; si bien qu'Alvarado, dans ses mémoires, se souvient surtout de sa mention des lois et règlements de sécularisation qui allaient lever les interdictions de Solá et d'Echeandía sur l'usage des terres publiques.[44] Il s'agit alors de tirer parti et d'appliquer les règlements de colonisation mexicains en identifiant les terrains qui ne sont pas exploités et pouvaient donner lieu à une concession. La formalisation du fonctionnement du conseil territorial et l'ajout de commissions supplémentaires notammment celles de colonisation (*colonización*) et des terres publiques (*baldíos*), ainsi que l'envoi systématique en commission des propositions, permet alors que les sujets relevant des missions et les sujets traitant des concessions de terres soient traités de manière relativement indépendante, là où auparavant ces sujets étaient systématiquement liés.[45]

---

misiones. Hubiera continuado la ejecución de mi plan...sobrevino la ley de 18 de agosto...que ha paralizado mi plan. »

43 LR, 2, sessions du 19 au 31 juillet, p. 12-23.

44 LR, 2, p. 47-48 et Alvarado, 2, p. 196 *« Figueroa les dijo que era su firme proposito obrar conforme a la voluntad del pueblo y conformarse a los deseos y opiniones de sus representantes. Despues del discurso de inauguracion, el general Figueroa presento a la asamblea la ley de colonizacion del año 1824 y el reglamento de 1828; hizo ese regalo para que la Hon. Diputacion tuviese en su archivo dichos documentos y pudiese obrar con conocimiento exacto de las facultades que dichos documentos le conferian con respecto a las concesiones de terrenos, sobre cuyo asunto se proponia mandar circulares en toda la extension del pais afin de que los habitantes impuestos del nuevo orden de cosas que se iba a establecer en las Californias pudiesen presentar sus solicitudes y hacer conocer sus aspiraciones. »*

45 Souvent d'ailleurs les commissions de colonisation et celle du domaine public (*baldíos*) délibéraient ensemble au sujet des concessions. Vu le nombre de conseillers et de commissions, José Joaquín Ortega siégeait dans l'une et

Très vite pourtant, les conseillers se heurtent à l'intersection des deux problèmes : il faut d'abord déterminer les terrains qui peuvent être attribués alors que les limites des missions ne sont pas connues. Ensuite, on attend d'un instant à l'autre le représentant du gouvernement avec les instructions pour appliquer la loi de sécularisation des missions de Californie passée en 1833. Le premier problème est soulevé à la fois par les conseillers qui souhaitent augmenter les terres disponibles (en particulier José Antonio Carrillo et Francisco de Haro) et par un missionnaire, dont c'est la stratégie de défense contre les demandes d'attribution de terres.[46] Malgré cette difficulté une trentaine de concessions sont validées en moins d'un mois : c'est le début de ce qu'on a appelé « l'ère des ranchos »[47]. En tout, 700 concessions sont faites entre 1833 et 1848.[48] Le 12 juin, les conseillers autorisent le gouverneur à fixer avec les missions les terres qui leur sont nécessaires pour prospérer ; cette mesure permet de déterminer l'étendue du domaine public disponible, les *baldíos*.[49]

Sans appliquer la loi qui vient d'être votée et pour laquelle ils attendent des éléments supplémentaires, Figueroa et les conseillers essaient de trouver des solutions pour avancer dans le programme de développement de la Californie via la répartition de terres jugées inoccupées. Le 3 juin 1834, le conseil territorial adopte une résolution stipulant que Figueroa n'a pas la faculté de procéder à la sécularisation des missions décidées par la loi du 17 août 1833, attribution qui appartient au gouvernement supérieur, position que la majorité des conseillers ré-affirment au cours de leurs délibérations de l'été, notamment lorsque la question des limites des missions se pose à plusieurs reprises. En effet, d'autres conseillers, comme Francisco de Haro ou José Castro proposent à plusieurs reprises que le gouverneur définisse avec les missions l'étendue utile de leurs terres, afin de pouvoir attribuer les terres qui ne leur sont pas nécessaires.[50]

---

dans l'autre. Les autres membres étaient Castro et Estudillo pour la colonisation et C.A. Carrillo et Pío Pico pour les *baldíos*. Voir par exemple la session du 22 mars 1834 LR, 2, p. 91. La commission des missions n'apparaît pas dans la liste des commissions créées au début des sessions, mais fait son apparition dans le règlement intérieur du conseil territorial et dans le procès verbal de la session du 15 mai, quand la loi de sécularisation lui fut référée. Sur le thème du dégroupement de la colonisation et de la sécularisation, voir aussi L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 198. *« Grants like Las Posas solve many problems facing the Mexican government : they chipped away at the Church's hold on the land and encouraged economic development without risking Indian disorder and they offered a way to colonize the northern frontier without opening the doors to foreign occupation »*

46 LR, 2, p. 59 (session du 3 mai) et p. 72-87 *passim*.

47 Il s'agit d'un terme qui apparaît vers 1915 sous la plume des historiens locaux, par exemple dans James Miller GUINN, *A History of California and an Extended History of Los Angeles and Environs: Also Containing Biographies of Well Known Citizens of the Past and Present*, Los Angeles, Historic Record Company, 1915. Il devient un terme consacré, adopté par les historiens professionnels, parfois affublé de majuscules (*Rancho Era*) à partir des années 1940, notamment avec les travaux de Glass Cleland and un chapitre intitulé « *The Era of the Ranchos* » dans Robert Glass CLELAND, *The Cattle on a Thousand Hills: Southern California 1850-1880*, San Marino, Huntington Library, 1951, p. 19. On peut noter que ce terme est surtout utilisé pour faire la généalogie des ranchos qui ont marqué jusqu'à la fin du XIXe siècle la Californie du sud.

48 R.G. CLELAND, *The Cattle on a Thousand Hills*, p. 23.

49 LR, 2, p. 110, 12 juin 1833 Monterey.

50 LR, 2, Séance du 12 juin 1834. Un procédé usuel de Figueroa pour donner son avis au sein du conseil territorial

La loi de sécularisation votée le 18 août au Congrès général n'est que la première étape d'un projet en trois volets, dont les deuxième et troisième sont l'organisation d'une colonie au départ de Mexico et la création d'une compagnie commerciale. Avec ce projet ambitieux, Padrés, Bandini et Híjar montent une entreprise de colonisation à l'image de ce qui se fait à l'époque, notamment dans l'empire britannique.[51] Leur projet vise le développement du pays à partir du centre, afin de renforcer l'intégration et la défense du territoire, et de tirer profit des bénéfices commerciaux de la colonie. Cette ambition n'est pas nouvelle, comme nous l'avons vu plus haut[52], mais le programme et sa mise en application montrent un degré supérieur de détermination. Si la sécularisation des missions semble refléter un aspect classique de la « première réforme » (le versant anticlérical), les deux volets suivants en revèlent un aspect moins étudié, invitant à penser aussi les États-Unis mexicains « comme un empire »[53].

Une loi de colonisation est d'abord discutée, mais n'est jamais votée au Congrès général mexicain. Le projet, comme les autres lois et règlements sur le même sujet prévoit la répartition des terres qui ont appartenu aux missions désormais disparues. Les Indiens n'y sont pas considérés comme les seuls propriétaires de ces terres, bien qu'un accès privilégié et protégé leur soit prévu. La loi est votée à la chambre des députés le 18 avril, mais ne l'est jamais par le sénat en raison des troubles politiques et de l'opposition au gouvernement de Gómez Farías. En revanche, avant même que la loi ne soit votée, un projet de colonisation est organisé au plus proche du pouvoir. En effet, Gómez Farías lui-même suggère à Padrés, qui travaille alors en tant qu'ingénieur militaire dans les locaux du secrétariat à la guerre, d'aller relever Figueroa qui a demandé son remplacement en tant que commandant militaire et d'y appliquer le plan de défense de la Californie qu'il a imaginé dans son bureau. Il est nommé le 12 juillet 1833. Le 15 juillet, c'est au tour de Híjar, proche de Gómez Farías et de Padrés, d'être nommé *gefe politico*, gouverneur civil de Californie, ainsi que directeur de la colonisation.[54] Ce poste est décrit dans la loi de colonisation, et consiste en la supervision de la

qu'il préside *ex oficio* est la formule suivante : « Il prend la parole non pour réfuter la résolution mais pour faire quelques observations sur cet article » (« T*omaba la palabra no para revatir el dictamen sino para hacer algunas observaciones sobre este articulo* ») Voir aussi la séance du 21 juin (LR, 2, p. 125).

51 Sur l'ambivalence du terme « colonie » dans les années 1830, voir notamment le travail de Jennifer Sessions sur l'Algérie après la prise d'Alger en 1830 Jennifer E SESSIONS, *By Sword and Plow: France and the Conquest of Algeria*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2011. Sur la circulation des modèles de la colonie de peuplement, au sein de l'empire britannique et au-delà voir Patrick WOLFE, *Settler Colonialism and the Transformation of Anthropology the Politics and Poetics of an Ethnographic Event*, London; New York, Cassell, 1999 ; Jennifer PITTS, *A Turn to Empire: The Rise of Imperial Liberalism in Britain and France*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; John C. WEAVER, *The Great Land Rush and the Making of the Modern World, 1650-1900*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2003.

52 Voir chapitre 2.

53 Frederick COOPER, *Colonialism in Question Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005.

54 C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 184. Híjar avait connu Gómez Farías quand ce dernier était secrétaire au

colonisation de la Californie dans un but de développement et de défense. Il commence donc par l'organisation effective d'une colonie dont les membres partiront avec Híjar.[55]

Pendant ce temps-là, Bandini, qui prend place parmi les députés le 23 juillet 1833, se joint à la frénésie législatrice des radicaux à la chambre des députés concernant la Californie, en proposant une série de nouvelles lois : la première vise à séparer mandats civil et militaire pour le gouvernement de la Californie, une revendication continuelle des Californiens depuis la fin des années 1820 ; une deuxième fait de Los Angeles la capitale au lieu de Monterey ; une troisième, pour autoriser le conseil territorial à voter une Constitution pour la Californie. Le choléra à Mexico et l'abondance des sujets à traiter, sans compter les troubles politiques, ne permettent pas le vote de ces mesures, qui vont périr en commission. Bandini tente également de donner un vote (et non seulement un rôle consultatif) au député de Californie, ou encore de promouvoir San Diego et San Francisco comme les ports principaux d'entrée pour le commerce (et donc le paiement des droits de douane) en Californie, autant d'efforts qui se soldent par des échecs. Bandini cherche ainsi à promouvoir un développement de la province mais aux dépens de Monterey, l'ancienne capitale, et au profit du Sud, où Bandini a ses affaires. En définitive la seule loi à l'initiative de Bandini à être effectivement votée est une loi très vague, qui donne l'autorisation au gouvernement d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour coloniser la Californie et s'assurer de la sécularisation effective de ses missions. Si cette loi-là est votée, c'est parce que le gouvernement en a besoin, en l'absence de vote sur la loi de colonisation, et probablement parce que vague, elle ne donne pas lieu à des débats sur le droit respectif des Indiens et des soldats aux terres californiennes.[56]

Dans le triumvirat de l'expédition pour la Californie de 1834, Bandini occupe le poste de directeur d'une compagnie commerciale appellée C*ompañia Cosmopolitana*. L'idée de confier des missions de grande ampleur à des colonies privées est dans l'air du temps, et circule entre l'Angleterre, la France et le Mexique par exemple. La *compañia* est une compagnie à actions dont le but est de développer l'agriculture et l'industrie de Californie et d'exporter leurs produits. Il s'agit sur le papier d'une entreprise de grande envergure, avec un organigramme impressionnant (par exemple, chaque division – du commerce, de l'agriculture, de l'industrie – doit compter un conseil de

Trésor et que lui était un proche conseiller de Gomez Pedraza en 1832. Les débats concernant cette lois peuvent être lus dans le journal *El Telégrafo* (2 avril-19 août *passim*) et dans J.M.L. MORA, *Obras sueltas de Jose Maria Luis Mora, ciudadano mejicano.*, p. 198 ; Entrée du 14 juillet 1833 dans C.M. de BUSTAMANTE et al., *Diario histórico de México, 1822-1848, del licenciado Carlos María de Bustamante* ; Carlos María de BUSTAMANTE, *El nuevo Bernal Díaz del Castillo; o sea, Historia de la invasión de los anglo-americanos en México*, Mexico, Secretaría de Educación Pública, 1949, vol.2, p. 67.

55 SPMC, 2, 207-209 [C-A 53]

56 C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 186-191. et *El Telégrafo* 21 oct, 12 nov, 3, 6, 8 dec 1833. Une autre loi de colonisation sur les territoires en général est passée le 21 novembre 1833.

direction de cinq personnes) surtout en regard de la démographie de la Californie à l'époque. Ce projet surdimensionné par rapport à ce que représente la Californie à l'époque est un motif sérieux de mécontentement des Californiens, qui estiment qu'on leur confisque ce qu'ils considèrent comme leur territoire.[57]

Ce qui pourrait surprendre, c'est le rôle de Bandini dans cette initiative qui semble faire fi de la volonté des Californiens. Originaire du Pérou, déjà engagé dans un réseau de commerçants, sans doute Bandini tient-il moins que les autres Californiens à s'assurer que la Californie reste aux Californiens. De plus, le projet lui réserve une place de choix. Loin de ses compatriotes d'adoption, intégré à de nouveaux réseaux plus puissants et moins provinciaux, proche des concepteurs du plan, sans doute voit-il les choses sous une lumière un peu différente. A posteriori, dans ses écrits, Juan Bandini a toujours la critique facile à l'égard des *Californios* qui cherchent toujours à s'arroger des avantages, notamment sous la forme d'emplois financés par le gouvernement.[58] Bandini revient donc en Californie en tant que directeur de la compagnie commerciale, en même temps que Híjar, Padrés et les colons recrutés à Mexico.

L'attitude de Figueroa en 1834, à la réception de la colonie Híjar-Padrés fait de ce gouverneur un héros pour les Californiens. À titre d'exemple, Mariano Vallejo dans son manuscrit sur l'histoire de la Californie reproduit *verbatim* l'intégralité du rapport de Figueroa au sujet de la colonie, ce qui représente neuf chapitres, soit 180 pages, et la moitié du troisième tome.[59] Alvarado quant à lui propose à la mort du gouverneur en Californie en 1835, qu'un monument lui soit élevé et que son portrait soit accroché dans le salon des réunions du conseil territorial. Pour eux, il était comme le « père de la Californie ».[60]

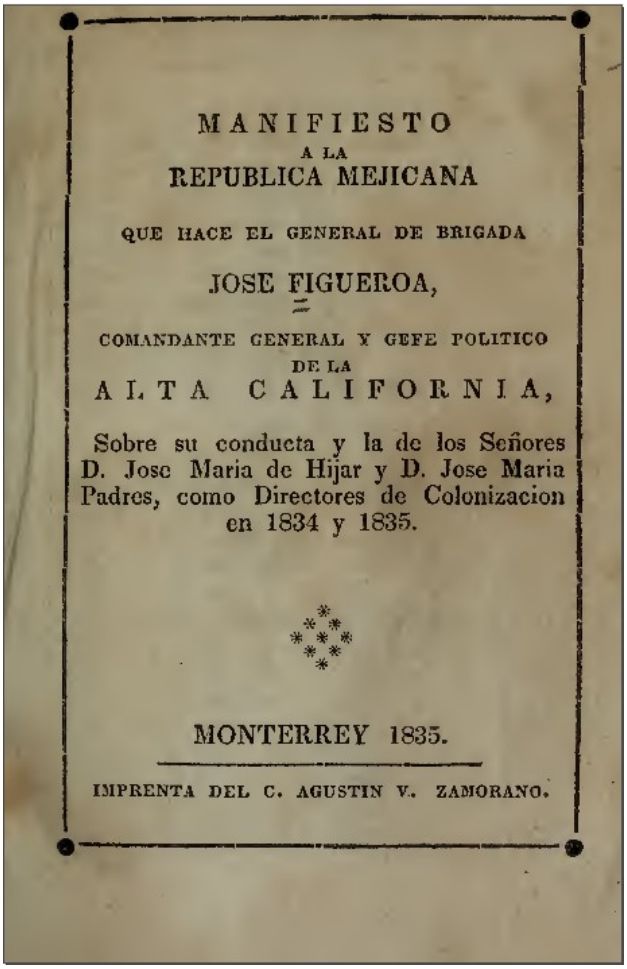
---

57 Sur les origines d'une telle compagnie dans les années 1820 avec la Junta de Fomento et Alamán, voir Keled J. REYNOLDS, « The Reglamento for the Híjar y Padrés Colony of 1834 », *The Quarterly: Historical Society of Southern California*, 1 décembre 1946, 28, 4, p. 142-147 ; C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 198 et 293. L'idée d'une compagnie pour coloniser la Californie vient probablement du rapport de Tadeo Ortiz, qui avait suggéré l'usage de telles compagnies depuis son poste de consul à Bordeaux, et fut nommé directeur de la colonisation au Texas en août 1833. Cela dit, la création d'une compagnie avait également été évoquée pendant la période espagnole, par exemple pour organiser la chasse aux loutres de mer et exporter leurs fourrures vers la Chine.

58 Voir par exemple Bandini p. 41 et p. 141.

59 Vallejo, 3, chapitres 27 à 38, p. 206-386. Le rapport en question est imprimé et publié par Figueroa pour défendre ses choix auprès d'un gouvernement central changeant en 1835. José FIGUEROA, *Manifiesto a la Republica Mejicana que hace el general de brigada Jose Figueroa, comandante general y gefe poitico de la Alta California, sobre su conducta y la de los Señores D. Jose Maria de Hijar y D. Jose Maria Padres, como directores de colonizacion en 1834 y 1835*, Monterey, Impr. del C. Agustin V. Zamorano, 1835. Il a été traduit et publié par Hutchinson, spécialiste de la colonie Híjar-Padrés : José FIGUEROA et C. Alan HUTCHINSON, *Manifesto to Mexican Republic Which Brigadier General José Figueroa, Commandant and Political Chief of Upper California, Presents on His Conduct and on That of José María De Hijar and José María Padrés as Directors of Colonization in 1834 and 1835*, Berkeley ; Los Angeles ; London, University of California Press, 1978.

60 LR 2 p. 268 Session du 28 octobre 1835, J. FIGUEROA, *Manifiesto*, p. 177-183.



MANIFIESTO
A LA
REPUBLICA MEJICANA

QUE HACE EL GENERAL DE BRIGADA

JOSE FIGUEROA,

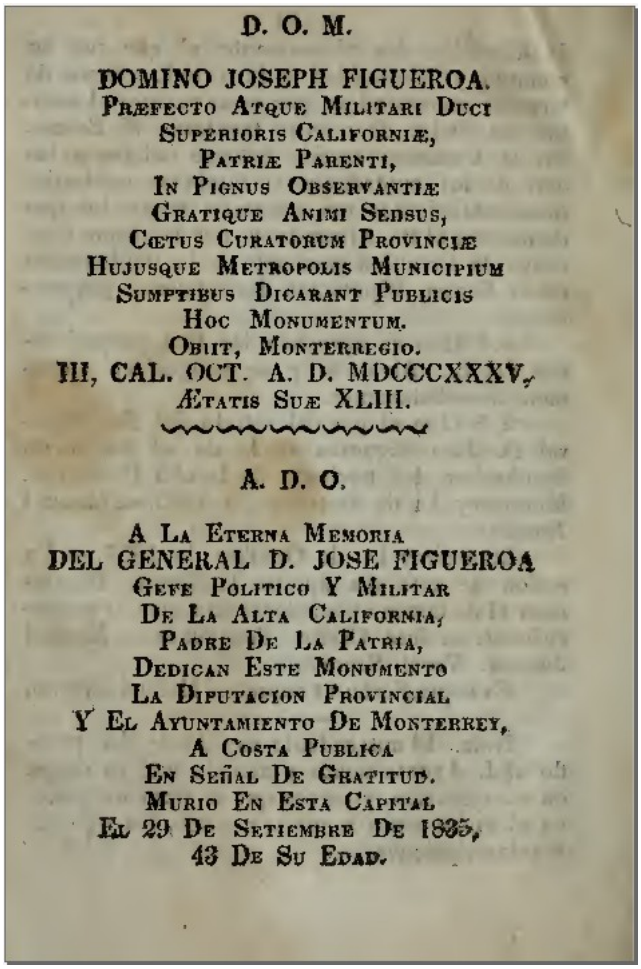
COMANDANTE GENERAL Y GEFE POLITICO
DE LA
ALTA CALIFORNIA,

Sobre su conducta y la de los Señores D. Jose Maria de Hijar y D. Jose Maria Padres, como Directores de Colonizacion en 1834 y 1835.

MONTERREY 1835.

IMPRENTA DEL C. AGUSTIN V. ZAMORANO.

Illustration 11: Première page du Manifiesto, dossier de justification de Figueroa sur ses actions concernant Híjar et Padrés, l'un des premiers livres imprimés à Monterey.



D. O. M.

DOMINO JOSEPH FIGUEROA.
Præfecto Atque Militari Duci
Superioris Californiæ,
Patriæ Parenti,
In Pignus Observantiæ
Gratique Animi Sensus,
Cœtus Curatorum Provinciæ
Hujusque Metropolis Municipium
Sumptibus Dicarant Publicis
Hoc Monumentum.
Obiit, Monterregio.
III, CAL. OCT. A. D. MDCCCXXXV,
Ætatis Suæ XLIII.

A. D. O.

A La Eterna Memoria
DEL GENERAL D. JOSE FIGUEROA
Gefe Politico Y Militar
De La Alta California,
Padre De La Patria,
Dedican Este Monumento
La Diputacion Provincial
Y El Ayuntamiento De Monterrey,
A Costa Publica
En Señal De Gratitud.
Murio En Esta Capital
El 29 De Setiembre De 1835,
43 De Su Edad.

Illustration 12: Formule devant figurer sur le monument à Figueroa, tel que voté par le conseil territorial à sa mort, et intégré en dernière page du Manifiesto.

Figueroa, en mauvaise santé, avait plusieurs fois demandé sa relève. Dans la perspective du grand plan de colonisation du gouvernement Gómez Farías, celui qui doit en être un directeur, José María Híjar, est également nommé gouverneur par le vice-président. Or le président Santa Anna, de retour à la présidence pour écarter Gómez Farías et mettre fin à ces réformes, envoie en toute hâte un courrier pour annuler cette nomination et demander à Figueroa de conserver son mandat. Figueroa obéit, bien qu'il ne cherche pas à garder le pouvoir, notamment parce qu'il désapprouve depuis le départ la loi de sécularisation votée au Congrès. De plus, depuis la révolte contre Manuel Victoria en 1832, il se méfie de Juan Bandini et de José María Padrés. Par exemple, Bandini a reçu l'autorisation du gouvernement pour faire de San Francisco et San Diego des ports d'entrée, mais Figueroa s'y oppose (ainsi qu'Angel Ramírez, l'administrateur des douanes), de peur qu'une dispersion des douanes n'éloigne du contrôle des autorités le commerce. Il craint aussi probablement

qu'une faction de l'opposition ne risque de s'emparer des revenus d'une douane qui ne serait pas située sur le lieu de résidence du gouverneur, et ce d'autant plus qu'il se méfie déjà de Bandini.[61]

L'opposition à Híjar se cristallise sur le statut des propriétés des missions : en effet, le premier article de ses instructions en tant que directeur de la colonisation stipule qu'il se saisisse de toutes les propriétés des missions. À ce sujet, Figueroa insiste pour consulter d'abord le conseil territorial. La commission en charge de cette question insiste sur le fait que les terres des missions n'appartiennent qu'aux Indiens, bien que Híjar se prévale de la loi de colonisation du 26 novembre 1833.[62] Dans ce conflit, la commission affirme que le conseil territorial a la faculté d'émettre des règlements concernant les missions, en vertu des lois des *Cortes* espagnoles de 1813, toujours en vigueur en Californie, qui donnent la supervision des missions aux « conseils provinciaux d'outre-mer ». Les conseillers comme le gouverneur peuvent aussi s'appuyer sur le changement de gouvernement et l'annulation de la nomination de Híjar. En effet, les conseillers, et une grande partie des Californiens, vivent très mal que Padrés, qui les avait convaincus en 1830 que la sécularisation était nécessaire, revienne avec une colonie dont les membres seraient chargés de séculariser et d'administrer les missions. En novembre 1834, après avoir écarté Híjar et Padrés des décisions concernant les missions, Figueroa nomme des mandataires (*comisionados*) pour prendre en charge la plupart des missions suivant le règlement voté par le conseil territorial en juin 1834. Ce règlement provisoire sécularise les missions en accord relatif avec les missionnaires et dans l'esprit d'une émancipation graduelle. Le règlement est même amendé suite aux remarques du président des missions Durán. Les mandataires sont d'abord chargés d'établir des inventaires et faire un état des lieux ; ils sont nommés parmi les officiers, en priorité ceux qui n'ont pas participé à la rébellion de 1832, à l'exception notable de Pablo de la Portilla. Le retour de Santa Anna aux affaires à Mexico a donc permis à Figueroa de poursuivre son plan de réforme graduelle pour la Californie, sans avoir à tenir compte des grands projets élaborés dans la capitale, et tout en réalisant la sécularisation demandée.[63]

---

61 C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 331-332. Au chapitre 6 de son livre, Hutchinson résume et critique l'échange de correspondance entre Híjar, le conseil territorial et le gouverneur Figueroa, en l'éclairant notamment par la correspondance de Figueroa avec Vallejo et des témoignages a posteriori. L'un des objectifs de Hutchinson dans son livre est de faire la preuve de la bonne foi de Híjar et Padrés contre une tradition, nourrie par les mémoires des Californios, qui les voue aux gémonies.

62 Il s'agit de la commission « *gobierno y policia* », composée de José Antonio Carrillo, Pio Pico et José Joaquín Ortega, soit les meneurs de la révolution de 1832. LR, 2, p. 198, 21 octobre 1834.

63 HHB3, p. 342-346. Les missions concernées sont, du Sud vers le Nord et avec le *comisionado* entre () : San Diego, San Luis Rey (Portilla), San Juan Capistrano (Rocha), San Gabriel (Gutierrez), San Fernando (Antonio del Valle), Santa Barbara (Anastasio Carrillo), Purisima (Domingo Carrillo), Santa Cruz (Ignacio del Valle), San Francisco de Asis (Joaquin Estudillo), San Rafael (Ignacio Martinez).

Figueroa et les conseillers ont repris la main sur les missions, mais ils craignent que le séjour de Híjar, Padrés, Bandini et les membres de l'expédition risque d'être à l'origine de troubles à l'ordre public. Ce qui inquiète en particulier le gouverneur, ce sont les contacts des colons avec les Indiens, surtout dans le sud. À leur arrivée, les colons, en voyageant par voie de terre depuis San Diego vers le nord, ont eu l'occasion de côtoyer des néophytes (Indiens des missions) et sont très bien accueillis parmi eux. Ils viennent en effet dans l'état d'esprit de former avec eux ce qui doit devenir une société californienne formée d'Indiens et de colons, vivant en harmonie, en liberté, et en pleine propriété de la terre. Par conséquent, lorsque Figueroa et Híjar s'affrontent au sujet du statut des terres des missions, l'inquiétude des colons sur leur sort alerte aussi les Indiens. Figueroa, qui craint un soulèvement et se souvient de l'agitation des Indiens à son arrivée sur le territoire, envoie des instructions aux responsables des missions pour qu'ils confirment aux Indiens que le conseil territorial et lui-même veillent sur leurs terres. L'agitation des Indiens n'est pas seulement fondée sur les inquiétudes des colons, mais aussi sur leur expérience de la sécularisation : c'est à la mission San Luis Rey qu'on constate le plus de troubles, une mission sous le contrôle de Pablo de la Portilla, réputé pour son dur traitement des travailleurs indiens. Portilla reproche à Híjar d'être à l'origine du refus des Indiens de travailler et de leur départ vers l'intérieur. Il craint la ruine du pays, une inquiétude qui reflète la réticence des Californiens, ou de ceux qui ont passé un certain temps en Californie, à distribuer les terres des missions, de peur de perdre la force de travail des Indiens. De plus, Híjar communique également avec les Indiens qui ne dépendent pas des missions, ce qui alarme les autorités. Les Cahuillas sont par exemple convoqués par le lieutenant Araujo, un proche de Híjar et Padrés, le 19 octobre 1834 à la mission San Gabriel. Or, en chemin, les Cahuillas capturent des chevaux et le franciscain Tomás Esténaga. Le commandant militaire du Sud, Nicolas Gutierrez doit intervenir pour les libérer, ce qui confirme aux yeux du gouverneur et des conseillers territoriaux à Monterey que la présence de la colonie est à l'origine de troubles. En tout état de cause, c'est un motif supplémentaire pour disperser la colonie.[64]

La grande entreprise de colonisation avait été conçue au départ pour améliorer la protection du territoire par son développement. Or la dispersion de la colonie, que finit par ordonner Figueroa en l'absence de ressources (et de volonté) pour financer une colonie dans le nord, met en échec le plan de défense imaginé par Padrés afin de renforcer la protection de la frontière par laquelle commencent à arriver des migrants venus des États-Unis, pays qui convoite plus ou moins ouvertement la baie de San Francisco.[65] Figueroa, suivant ses instructions, a également son plan

64 C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement,* p. 273. SP Missions [C-A 51].

65 La première allusion diplomatique de l'intérêt des États-Unis pour la baie de San Francisco a lieu en 1835 Robert

pour la frontière nord : il la confie à Vallejo, le jeune rebelle de 1832. Depuis, ce-dernier a été dénoncé par l'ex-gouverneur Victoria comme ne pouvant siéger au conseil territorial, en tant que militaire. Il est alors retourné dans ses quartiers de San Francisco en tant qu'*alferez*. Figueroa le nomme commandant et directeur de la colonisation de la frontière nord à partir de 1835. Vallejo dispose d'une grande latitude, même si de peu de ressources externes dans cette région relativement isolée et exposée. Figueroa l'autorise à faire des concessions de terre, à condition que la population mexicaine soit majoritaire. C'est ainsi qu'il fonde Sonoma à l'été 1835. À partir de cette date, le nord de la baie devient le pré carré du jeune homme, dont il fait le foyer d'expérimentation de ses projets de développements de manière relativement autonome.[66] Deux missions dépendent de son commandement : Sonoma et San Rafael. Depuis sa frontière nord, Vallejo observe la politique californienne, comme on le constate dans son abondante correspondance avec ses amis de Monterey, Santa Barbara, Los Angeles et San Diego. Mais le cœur de son action et de son influence se situe à partir de 1835 à Sonoma, où il établit des alliances avec les groupes amérindiens et supervise les récoltes et les élevages des missions, non sans quelques conflits avec les missionnaires toujours en place. La responsabilité que lui a confiée Figueroa, ainsi que sa propre ambition pour lui et son pays sont de puissants moteurs de son action et de l'idée qu'il s'en fait. Ses instructions ne l'identifient-elles pas flatteusement comme celui dont « le gouvernement est suffisamment convaincu [qu'il] est l'unique officier à qui on pouvait confier une entreprise d'une telle ampleur », « une mission si importante pour le pays où [il a] vu le jour » du fait de « la prudence, du patriotisme et de la bonne foi dont [il a] donné tant de preuves »[67] ?

***

Le mandat de Figueroa n'est pas simplement une parenthèse entre deux révoltes (celle de 1832 et celle de 1836), ni un simple prolongement du mandat du fédéraliste Echeandía. Nommé gouverneur après une révolution, chargé de rétablir le calme sur le territoire, il calme les ardeurs en proposant un objectif à moyen terme, celui que la Californie devienne un État. Surtout, il sait résoudre le problème de la concession de terres sans brusquer la sécularisation des missions. Sa résistance au projet de sécularisation et de colonisation de Híjar et Padrés rejoint les inquiétudes des Californiens, qui rejettent une colonie dont les membres prétendent prendre des postes de mandataires et

Glass CLELAND, « The Early Sentiment for the Annexation of California: An Account of the Growth of American Interest in California, 1835-1846 », *Southwestern Historical Quarterly*, 1914, 28, 1915.

66 HHB3, p. 294.

67 SPMC, 2, p. 406-408 [C-A 53 p. 326] *« El gobierno está satisfatoriamente convenico de que U es el unico oficial a quien se puede confiar tamaña empresa. (…) Confia en que U trabajara asiduamente en un objeto tan sagrado en el que U vio la primera luz. Asi se lo garantizan la prudencia, patriotismo y buena fe de que tien U dadas tantas pruevas. »*

d'administrateurs des missions qu'il espèrent obtenir. Híjar et Padrés n'ont pas d'autre choix que de se soumettre aux décisions du conseil territorial. Figueroa agit de la sorte par conviction, mais toute l'affaire est vécue par les Californiens comme une reconnaissance de leur droit à coloniser eux-mêmes et selon leurs conditions leur pays, en somme une démonstration de la part du gouverneur qu'ils sont souverains. Bandini met en cause Figueroa pour avoir créé les conditions d'une politique délétère en Californie, où tous cherchent à obtenir une place de mandataire ou d'administrateur dans les missions, et deviennent dans ce but des clients et des exécutants du parti et de la personne au pouvoir. Les Californiens l'apprécient du fait de sa politique de sécularisation qui leur garantit que les postes d'administrateurs ne seront pas occupés par des personnes extérieures ; mais il garde une attitude ferme et pragmatique par rapport aux revendications des notables, notamment la séparation du commandement militaire et du gouvernorat civil. Mariano Vallejo noue une relation particulièrement forte avec Figueroa, comme l'atteste sa correspondance. Lui, qui ne peut plus être élu au conseil territorial, trouve un terrain de jeu de choix sur la frontière nord qui conforte sa vocation plus militaire que civile.

Le mandat de Figueroa, à la fois sa pratique du pouvoir et son opposition à la colonie venue de Mexico forment les bases d'un « patriotisme » à la fois californien et mexicain. Le général leur donne l'espoir que « sous le système introduit [par lui] la population augmentera très vite et ainsi le Territoire des Californies ne tardera pas à figurer au rang d'État libre, et jouira des mêmes prérogatives que la Constitution garantissait aux autres États de la fédération mexicaine ». C'est même ce qui leur donne particulièrement envie de « se mêler de politique ».[68]

II - Le mauvais gouvernant, entre immoralité et arbitraire

Le gouverneur Figueroa décède en poste le 9 septembre 1835. Ses deux successeurs, l'un nommé par le gouvernement mexicain, Mariano Chico, l'autre qui occupe déjà un commandement sur place, Nicolas Gutierrez, sont contraints de quitter le territoire successivement en juillet et en novembre 1836 sous la pression de soulèvements qui menacent leur pouvoir en plusieurs endroits de Haute-Californie. Pour les gouverneurs contre qui ces mécontentements s'expriment, ces mouvements paraissent coordonnés et cohérents. Mais une analyse des mouvements d'opposition qui se manifestent en 1836 révèle une réalité plus complexe. Par exemple, alors que c'est le sud qui paraît le plus instable dès l'arrivée du gouverneur Chico au printemps 1836, avec d'une part les agitations de Bandini et de l'*ayuntamiento* de San Diego, d'autre part un comité de vigilance organisé à Los

68 Alvarado, 2, p. 208-210.

Angeles, enfin l'hostilité à Santa Barbara du fait d'une dispute de Chico avec le missionnaire Durán, c'est dans le nord que se déroule la révolution. Et c'est ensuite le sud qui adopte une position loyaliste et s'oppose à la révolte de Monterey.

Les deux gouverneurs successifs doivent se résigner à partir parce qu'ils ne correspondent pas à l'idée que les Californiens et les Californiennes se font d'un bon gouvernant en 1836, c'est-à-dire à la fois quelqu'un de fédéraliste et sinon vertueux catholique du moins respectueux de ses administrés qui eux le sont. L'opposition des Californiens aux gouvenreurs Chico et Gutierrez est un exemple d'une politisation hybride. Cette politisation est hybride non seulement parce que les Californiens n'ont pas des convictions et des pratiques uniformes entre eux, mais aussi parce qu'une partie d'entre eux, malgré des convictions qu'on pourrait qualifier de conservatrices, s'attend, dans un système républicain, à contrôler qui les gouverne, y compris sur le plan moral. Enfin, si les Californiens se révoltent, c'est aussi pour prendre part à un mouvement national plus large, celui de la défense du fédéralisme et de l'autonomie locale. En ce sens, la révolte dépasse aussi les enjeux locaux et la personnalité ou la pratique de ces gouverneurs.

A. Mariano Chico le «préteur centraliste »[69]

Après la mort de Figueroa, le pouvoir civil revient au doyen des conseillers territoriaux présents à Monterey, José Castro, et le commandement militaire, à l'officier le plus gradé, Nicolas Gutierrez, qui a été chargé de séculariser (*comisionado)* la mission San Gabriel et a eu la responsabilité militaire de la Californie du Sud sous Figueroa. Suite à un décret parvenu de Mexico, stipulant la réunion des deux commandements, José Castro remet le mandat civil à Nicolas Gutierrez le 2 janvier 1836, apparemment sans difficulté. C'est à cette même période que la perspective d'un changement de forme de gouvernement sous la forme d'un système plus centralisé commence à être connu en Californie. Le 23 octobre 1835, des « bases de réorganisation de la nation mexicaine » sont adoptées à Mexico. Le 16 décembre, Mariano Chico, député au Congrès général pour le Guanajuato est nommé gouverneur et commandant militaire pour la Californie. José Antonio Carrillo, député pour la Californie, joue le rôle d'informateur des événements mexicains, et notamment du déroulement du congrès constituant de 1835-1836 auprès de son frère, Carlos Antonio Carrillo, qui lui-même se charge de diffuser les nouvelles. Le 7 avril 1836, Carlos Antonio Carrillo communique à Mariano G. Vallejo l'arrivée d'un nouveau gouverneur, et « qu'un ordre du

69 Vallejo, 3, p. 85 attribue le surnom donné à Chico à son frère José de Jesus Vallejo. Les Montereyens quant à eux le surnomme « l'ours ». Vallejo hésite entre les termes « préteur » (p.85) et « satrape » dans son récit (p. 81 et 83).

gouvernement est arrivé pour que les missions reviennent à leur état premier jusqu'à ce qu'on dispose de curés pour les paroisses ». Carlos A. Carrillo commente : « j'attends qu'on me dise comment on va s'y prendre pour refaire ce qu'on a défait ». La plus grande détermination du nouveau gouvernement concernant la justice le convainc bien plus : « un décret stipule de juger militairement tout assassin, tout vol et tout crime de sang...cela me plaît beaucoup, je voudrais bien qu'on mette fin aux abus indignes, aux vols et aux assassinats qui se produisent ici »[70]. Carlos Antonio Carrillo était à Mexico comme député en 1832 lors de la campagne contre Manuel Victoria, et n'a pas participé à la « fabrication du tyran » orchestrée par Jose-María Padrés. Mais c'est à une nouvelle « fabrication de tyran » que se livrent les fédéralistes californiens à l'arrivée du gouverneur Mariano Chico.

Le mandat de Figueroa a confirmé l'ancrage fédéraliste des Californiens. Figueroa leur a fait miroiter la perspective de devenir un État égal aux autres et son opposition au projet de colonisation de Híjar et Padrés a limité dans les faits l'intervention du gouvernement supérieur. Aussi Lorsqu'ils accueillent le gouverneur Chico, envoyé par le gouvernement centraliste en mai 1836, les Californiens de Monterey portent à la boutonnière une petite rose rouge, dont Vallejo affirme qu'elle est un symbole connu du parti fédéraliste. De fait, le rouge était la couleur du parti libéral radical, et souvent une couleur révolutionnaire depuis la Révolution française.[71] Il est possible aussi que cette rose rouge ait été un symbole maçonnique se référant aux loges du rite de York (*yorkino*). Nous avons vu que Padrés était certainement franc-maçon du rite de York, et qu'il avait probablement organisé une loge en Californie en 1830.

Arrivé à Monterey, Mariano Chico fait prêter le serment sur les nouvelles bases constitutionnelles qui établissent un gouvernement centralisé. Son discours vante alors les mérites du nouveau système, en critiquant durement l'ancien. La constitution de 1824, dit-il, est « la fille malheureuse de l'inexpérience et de la précipitation ». « Un échec », elle a été « féconde en désordres qu'il a fallu tolérer pendant onze ans ». « Elle fut votre idole tant qu'elle l'a mérité, mais une fois démenti son oracle... vous vous êtes décidé, comme vos frères de l'intérieur, à fondre cette fausse idole de votre félicité ». Ces paroles sont pour les Californiens, à la fois énigmatiques et insultantes. Pablo de la Guerra, fils de José de la Guerra et employé à Monterey, les compare à celles de « l'oracle de Delphes », et Vallejo renchérit, en dénonçant son « style amphibie » dont « les phrases pompeuses ne peuvent pas être interprétées de ceux qui n'ont pas fréquenté les académies »,

70 DHC Vallejo, 3, n°185, Carlos A Carrillo à Mariano G. Vallejo, 7 avril 1836, Santa Barbara.
71 Vallejo, 3, 43, p. 80.

et qu'il a utilisé pour « mystifier » les Californiens. De plus, ceux qui en comprennent quelques mots ne se sentent pas particulièrement concernés par le diagnostic de Chico sur la constitution de 1824. Venu de la capitale où la réforme du système de gouvernement bat son plein, il y critique avec assurance la Constitution de 1824, dans une région où elle reste plus un idéal à atteindre (du fait du statut de territoire) qu'un système établi qui y a montré ses défauts. Ils ne se reconnaissent particulièrement pas dans le portrait brossé par le gouverneur qui se veut flatteur en décrivant une Californie « exemple de docilité et modèle de subordination et d'obéissance aux autorités suprêmes », « préservée de la maladie des révolutions ». C'est pourquoi « elle se trouve plus proche du sommet de la fortune, elle peut être le terreau pour produire dans notre patrie les citoyens les plus à même de l'élever ». Pablo de la Guerra s'offusque qu'on leur « promette la gloire, l'honneur et la grandeur si docilement [ils] suivent sa politique ». Vallejo est quant à lui piqué au vif que Chico « ignore ou feigne d'ignorer que quatre ans auparavant ils avaient déposé à feu et à sang le gouverneur Victoria et l'avaient embarqué par la force pour San Blas ». L'un comme l'autre tirent leur fierté de leur engagement fédéraliste et voient assurément leur révolte de 1832 comme une contribution au mouvement de résistance au centralisme.

B. « Un tyran qui insulte la moralité »

En 1836, si le départ de Gutierrez en novembre est le fait d'un soulèvement armé, en juillet, Chico décide de s'embarquer suite à plusieurs manifestations populaires qui selon lui contestent son autorité. Ces démonstrations ont lieu à trois endroits différents entre avril et juillet 1836 : à Los Angeles, Monterey et Santa Barbara. À Los Angeles, en avril 1836, un homme, Domingo Feliz, est assassiné par sa femme et son amant. Ce crime, et la lenteur apparente de la justice, sont à l'origine de la constitution d'un « conseil de défense de la sécurité publique » présidé par un migrant récent, Victor Prudon, un Français naturalisé mexicain, et du lynchage des deux coupables présumés.[72] Cette prise en main de la justice par la population, au moment-même de son arrivée sur le territoire, paraît suspecte à Mariano Chico, qui ne devait pas ignorer les événements de 1831, lorsque Manuel Victoria avait été reçu dans des circonstances similaires (c'était alors l'*alcalde* Sanchez qui avait été chahuté par des partisans d'Echeandía à Los Angeles).[73] Il interprète immédiatement l'affaire comme une menace contre son gouvernement.[74]

72 Sur cette affaire, voir aussi chapitre 6.

73 Le fait que Mariano Chico ait aussi cherché à exiler Abel Stearns tend à confirmer l'idée que Chico tient au moins une partie de ses informations sur la Californie de Manuel Victoria. Sur Stearns voir DSP, 4, p.120, DSP Ben Pref y Juzg, 6, p. 2-6 et DSP, Angeles, 11, p. 52.

74 Voir le discours du 27 mai 1836 dans DHC Bandini, n°40.

À son retour à Monterey, il doit faire face à une autre affaire judiciaire. Pour entrer un peu dans les détails, il s'agit d'une affaire d'adultère entre la femme de l'employé des finances José María de Herrera[75] et un employé de la douane, José María Castañares. Suite à des poursuites judiciaires, l'un et l'autre coupables ont été arrêtés, l'homme étant mis en prison, et la femme, selon l'usage, ayant été assignée à domicile. Or, à l'occasion d'une représentation théâtrale, le gouverneur permet à la femme d'y assister à ses côtés. Voyant cela, l'*alcalde* Ramon Estrada, qui a jugé l'affaire et sent son autorité de juge remise en cause par cette présence, sort de prison l'homme accusé et l'installe à son tour à ses côtés ; il est en cela conseillé par le conseiller juridique du territoire (*asesor),* Cosme Peña. Cela provoque l'ire du gouverneur, qui le lendemain fait arrêter l'*alcalde* et lui retire son bâton de fonction. Le reste de l'*ayuntamiento* en est choqué, au premier chef le remplaçant d'Estrada, Teodoro González, qui encourage le peuple à manifester son mécontentement contre le gouverneur. C'est sous cette menace que le gouverneur Chico décide de partir du territoire, déclarant au conseil territorial que face à cette hostilité de toutes parts il va chercher des renforts à Mexico.

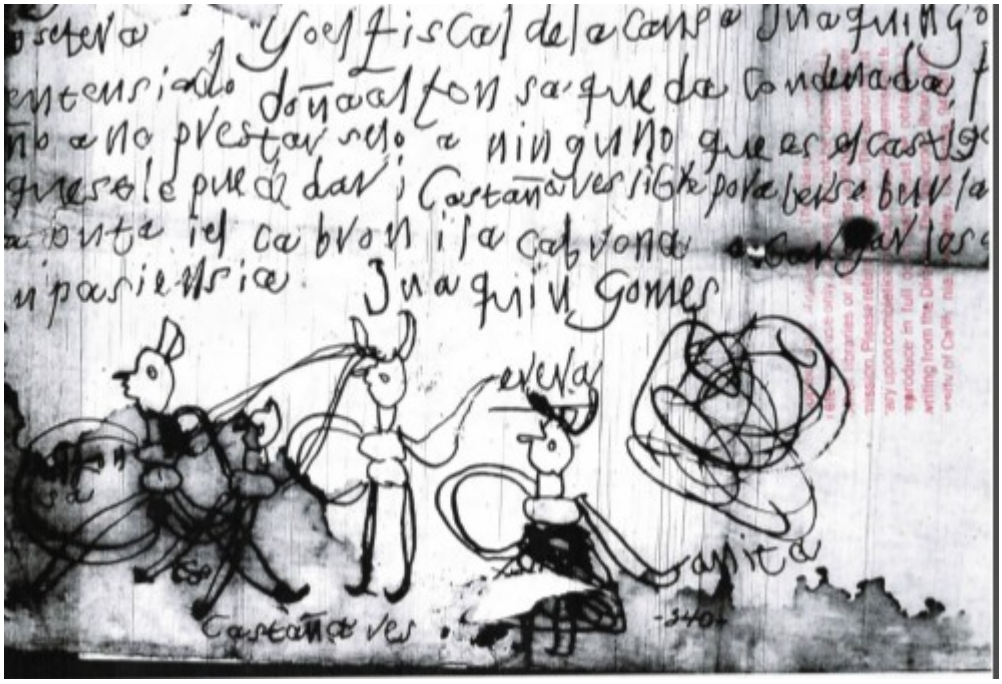


Illustration 13: Détail d'un pamphlet moquant l'affaire de moeurs entre, dans l'ordre, de gauche à droite, Doña Alfonsa, Castañares, Herrera [Erera], Doña Anita. Castañares est représenté avec des cornes. Source : DHC C-B 47, 1836

Que la bonne société de Monterey soit choquée par le comportement du gouverneur, qui propose à une femme adultère de lui tenir compagnie lors d'une représentation théâtrale, est sans doute accentué par le fait que Mariano Chico, lui-même, vit avec une jeune femme, qu'il dit être sa nièce,

75 Il s'agit du même individu que celui qui s'était opposé à Echeandía en 1827-1829. Il est revenu avec la colonie Híjar-Padrés en 1834.

et se fait appeler simplement « Doña Cruz » . De même que les femmes de Monterey n'avaient pas voulu assister au bal donné en l'honneur du gouverneur Victoria en 1831, à cause de sa couleur, au bal donné par Mariano Chico en 1836, « sont absentes toutes les femmes distinguées de la société de Monterey, à qui répugnent l'idée de fréquenter Doña Cruz ».

Mariano Vallejo, dans ses mémoires, met en évidence le lien entre les événements de Los Angeles, les mœurs de Chico et l'hostilité montante contre le gouverneur à Monterey. Il affirme que « la populace de Monterey, pendant que le gouverneur Chico passait dans la rue, criait à pleins poumons : « Vive Prudon ! ». Victor Prudon, un Français naturalisé mexicain, venu de Mexico avec la colonie Híjar-Padrés, était celui qui avait pris la tête du mouvement contre les amants meurtriers à Los Angeles. Pour Vallejo, ces vivats sont la preuve, sinon que

> « les partisans de l'étranger [Prudon] ne manquaient pas à Monterey, du moins qu'ils ne craignaient pas de s'associer à lui pour manifester publiquement le mépris qu'ils professaient envers un gouverneur qui insultait la morale des citoyens de Monterey en vivant notoirement avec une femme libertine qui, mal conseillée, avait abandonné son mari légitime pour suivre un homme plus âgé et réputé pour son dévergondage et ses mœurs corrompues »[76].

Prudon et les Angéliniens se sont soulevés à Los Angeles contre une justice trop lente à mettre fin à la corruption d'amants adultères et criminels. Mais les Montereyens semblent surtout utiliser le nom de Prudon parce que, d'après le gouverneur du moins, il lui a tenu tête. Néanmoins, un lien implicite est fait entre la corruption qui règne à Los Angeles et qui a causé la révolte des citoyens et la corruption des mœurs du gouverneur. Vallejo prend ses distances avec cette association entre la politique et la morale. Il « ne condamne pas les amoureux » car « il est dans la nature des hommes de tomber amoureux ». Mais il

> « vitupère avec toute la ferveur de [son] âme républicaine contre les gouvernants insensés qui, sourds au cri de la décence, indifférents aux appels de la saine raison et de la bonne morale exposent au grand jour leur dévergondage et leur mépris de la bonne opinion des personnes vertueuses. »[77]

---

76 Vallejo, 3, p. 119 *« El populacho de Monterey mientras el jefe politico Chico estaba pasando por las calles de la población gritaban de voz en cuello « Viva Prudon » ; y como el teniente coronel Victor Prudon habia sido la persona que en los Angeles habia organizado la oposición que tanto miedo había infundido « al oso », era claro, evidente y palpable que no escaseaban en Monterey partidarios de ese estrangero o que si no eran partidarios suyos a lo menos recelaban secundar sus proyectos siempre que se tratase de demostrar de una manera pública el desprecio que ellos profesaban al jefe politico que insultaba la moral de los ciudadanos de Monterey viviendo publicamente con una mujer libertina que mal aconsejado había abandonado su esposa legitimo para seguir la suerte de un anciano que desde su mas tierna edad habia sido notable por su desenfreno y corrupción ».*

77 Vallejo, 3, p. 119. *« No crean mis lectores que yo vitupere a los enamorados ; lejos estoy de pensar en tal cosa ; sé que está en la naturaleza del hombre ser enamorado y por lo tanto no soy capaz de criticar y mucho menos de censurar a los que sucumben a los ataques de Venus o se dejan ciegar por los rayos de Minerva, pero sí, vitupero con todo el fervor de mi alma republicana a los mandatarios insensatos que sordos al grito de la decencia, indiferentes al llamamiento de la sana razon y buena moral hacen alarde publicamente de su desenfreno y desprecio de la buena opinion de las personas virtuosas. »*

D'après Vallejo, la république implique une censure des gouvernants par les gouvernés. Par conséquent, elle implique que les premiers tiennent compte de « la bonne opinion des personnes vertueuses » qui composent précisément la population californienne, sous l'influence notable des missionaires. D'une certaine façon, Vallejo avait dû subir une réprobation similaire, lorsqu'à la fin des années 1820 il avait dû demander l'appui de ses protecteurs quand on le soupçonnait d'entretenir des relations coupables avec une jeune femme[78], ou encore lorsque la maîtresse de son camarade José Castro avait dévoilé aux missionnaires l'existence de sa bibliothèque interdite.[79] Des reproches du même ordre sont adressés à Nicolas Gutierrez, qui remplace Mariano Chico au poste de gouverneur à Monterey à l'été 1836 : il est accusé d'avoir pris avec lui, de son quartier général de la mission San Gabriel, un « essaim de concubines » néophytes. Il les installe « dans son propre domicile, au grand scandale des personnes de moralité », dont « certaines se proposent de faire un mouvement politique » pour lui retirer le gouvernement. La question de la morale s'associe ici à celle des relations interraciales.[80]

Même si la capitale est officiellement Los Angeles depuis janvier 1836, Chico et l'assemblée territoriale siègent à Monterey.[81] Aussi, les troubles survenus à Los Angeles revêtent-ils une importance relativement moins grave que ceux, que l'on peut considérer comme plus bénins, de Monterey, qui menacent directement et physiquement le gouverneur. Alors qu'à Los Angeles la mobilisation met en cause l'*ayuntamiento*, à Monterey le gouverneur est directement visé, d'une part parce qu'il est présent physiquement, d'autre part parce qu'il a joué un rôle dans l'affaire, et en désaccord avec *l'alcalde*. On a donc une double dynamique où le gouverneur semble pour les citoyens à la fois incarner une justice inéquitable, favorisant une partie plutôt qu'une autre, et contester à l'*alcalde* de Monterey, et donc au *pueblo*, la conduite de la justice. L'affaire de Los Angeles est menaçante vu son ampleur et vu ce que le gouverneur pense savoir des risques d'une rébellion dans le sud, mais ne remet en fait pas en cause la personne du gouverneur. À l'opposé, l'affaire de Monterey le met en première ligne.

Cela nous mène au dernier lieu, Santa Barbara, où à deux reprises la foule se manifeste contre Chico. Le 25 juillet, les conseillers approuvent la détermination de Chico d'expulser le président des missions Narciso Durán, ce dont après tout il est question depuis fort longtemps. En l'occurrence, Chico prend cette décision après le refus du missionnaire de célébrer une messe à l'occasion de la

78 Voir chapitre 3.
79 Voir chapitre 4.
80 Vallejo, 3, p. 76
81 Notamment parce que les notables de Los Angeles, bien qu'ayant fait pression auprès du gouvernement central pour obtenir ce résultat, n'avaient pas réussi à trouver un lieu où installer les organes administratifs.

prestation de serment aux nouvelles bases constitutionnelles. Mais le missionnaire a déjà refusé de fournir des provisions au gouverneur lors de sa première tournée dans le sud, au moment de ses difficultés à Los Angeles. Or, une fois connu cet ordre, la foule, femmes en tête, s'y oppose et empêche l'embarquement du missionnaire. Alvarado donne des détails – invérifiables – sur les mécanismes de mobilisation. Le commandant de Santa Barbara, José de la Guerra, apprenant l'ordre d'arrestation, mais ne pouvant s'y opposer, du fait de son origine espagnol et de son statut de capitaine, charge son jeune fils d'aller acheter des œufs dans toutes les maisons pour le père Durán, mais en gardant le secret de son exil. Bien entendu, le jeune garçon ne peut garder le secret, et va même jusqu'à embellir l'histoire (Durán avait été enchaîné et serait emmené en Chine où il serait dévoré par les sauvages etc.) et tout le village est informé et révolté, en particulier les femmes, écrit Alvarado, ce qui fait partie du plan de José de la Guerra. Pour expliquer cette mobilisation en faveur de Durán, Alvarado se met à la place de ces femmes, qui « en aucun cas ne permettraient l'exil d'un frère confesseur qui imposait des pénitences si légères... et offrait toujours une place sous l'ombrelle à quelque femme âgée ». Au-delà, « toucher à cet homme saint est sacrilège, les femmes tueraient celui qui lui mettrait des fers ». Ces femmes n'ont pas des arguments proprement politiques, et n'évoquent pas le fait que Durán a pu désobéir au gouverneur et être déloyal à l'État, mais dénoncent le gouverneur qui se rend coupable, en arrêtant le missionnaire, d'un acte « sacrilège » et donc indigne d'un gouvernement protecteur de la religion et qui priverait la communauté d'un individu si bénéfique. En rapportant le discours des femmes, Alvarado prend ses distances, comme Vallejo pour les événements de Monterey, de cette foule dont les valeurs et les modes d'action politique ne sont pas les mêmes que les siens. Après les démonstrations de ses compatriotes de Santa Barbara, José de la Guerra écrit au gouverneur qu'il ne pourra pas exécuter l'ordre, les soldats refusant d'arrêter le missionnaire de peur de leur mère, de leurs sœurs et de leur épouse ; il lui conseille, pour l'ordre public, d'annuler sa décision, ce qui met Chico dans une colère si noire qu'il veut attaquer Santa Barbara. Cependant, l'*alcalde* Estrada le convainc de ne pas quitter Monterey, de peur de perdre également la capitale. Remonté en chaire, Durán consacre son sermon à remercier les habitants de Santa Barbara et jure de ne pas les abandonner, et surtout pas « sur ordre d'un tyran qui ne tire pas d'embarras d'insulter la moralité des Montereyens par ses relations intimes avec une femme parjure ».[82]

Les Californiens avaient souligné l'altérité du gouverneur Victoria en l'appelant « le gouverneur noir ». Dans le cas de Mariano Chico puis de Nicolas Gutierrez en 1836, la morale et le genre

82 Alvarado, 3, p. 79-86 (citation des femmes p.82)

contribuent à la construction du mauvais gouvernant et d'une opposition terme à terme entre des Californiens vertueux et libéraux et des dirigeants mexicains dépravés et tyranniques. Le choix par les Montereyens de le surnommer « l'ours » ou la « bête sauvage » est une manière de le rendre animal, et donc autre. Des jeux de mot occasionnels sur son nom de famille - « *chico* » signifiant « petit » en espagnol – sont une autre manière de diminuer leur adversaire.[83]

C. « Nous avons convenu de faire un *pronunciamiento* »

Un petit groupe de Californiens convient dès l'arrivée du gouverneur Mariano Chico d'organiser une révolte. Son départ après une série de manifestations contre lui a pour conséquence de reporter la révolte contre son successeur. Après le mandat de Figueroa, ces Californiens sont décidés à défendre le fédéralisme et leur souveraineté en tant qu'État au sein de la fédération mexicaine.

Comme on l'a vu, Chico ouvre maladroitement son mandat par un discours exalté en faveur du système de gouvernement centralisé et fort critique pour la fédération. À l'ouverture des sessions de l'assemblée, toutefois, il est moins idéologue et beaucoup plus pragmatique. Il affirme par exemple son souci de consulter les conseillers. Il entretient d'ailleurs des relations correctes avec le conseil territorial, et organise des élections suivant l'ancien système.

Dans ses mémoires, Mariano Guadalupe Vallejo se donne la peine de citer l'intégralité du discours inaugural du gouverneur Chico à Monterey. Il le fait dans un but narratif précis, celui de mieux souligner « la différence entre les promesses et les faits ». En effet, écrit-il, faisant allusion à son affront à l'*alcalde* de Monterey et sa justice, « une fois qu'il a cru son autorité bien assurée, il a tombé son masque et a essayé d'être despotique ». Il précise « avec l'honorable conseil territorial », bien que les actes despotiques dénoncés soient plutôt ceux concernant l'*ayuntamiento* de Monterey et lemissionnaire Durán. Cette formulation permet à Vallejo de justifier que les conseillers « n'aient pas laissé piétiner avec impunité les lois et les garanties individuelles ».[84]

Il demande l'appui des conseillers territoriaux à Monterey contre Durán et Santa Barbara. Après avoir été bousculé à Monterey suite à sa confrontation avec l'*alcalde*, c'est encore Juan Alvarado, le

83 Vallejo, lorsqu'il se présente en grand uniforme au gouverneur à Monterey, qui ne l'attendant pas est habillé de ses vêtements de nuit, slui demande s"il est bien le « gouverneur Chico » (en espagnol, « *el gobernador chico* », le « petit gouverneur »)

84 Pablo de la Guerra à Mariano Vallejo, vers le 20 mai 1836, Santa Barbara, cité dans Vallejo, 3, p.108 *« El oso con el fin de engañar a los californios e impedir que estos le enrostren su falta de palabra nos ha hablado en lengua mixta ; con mas facilidad me comprometeria a decifrar los fallos del oraculo de Delphos que no su sermon hecho al estilo de las sentencias que acostumbraban soltar las pitonisas de Atenas y Esparta....asi Chico nos promete honra, gloria y grandezas si mansamente seguimos su politica : lo que equivale a decirnos que renunciemos a nuestros derechos de hombres libres y aceptemos del llano su plan de centralismo. »*

plus ancien des conseillers territoriaux (et donc leur président) qu'il consulte. Il lui confie son projet de partir de Haute-Californie pour recruter des renforts et affirmer son pouvoir. Alvarado rapporte la conversation au conseil et convainc ses collègues qu'il n'y a pas de danger à le laisser partir, et qu'il ne reviendra pas avec les renforts promis.

Malgré une pratique de gouvernement qui associe le conseil territorial, le gouverneur Mariano Chico est visé par un plan pour le renverser dès le printemps 1836. Ce plan est apparemment conçu dans le cadre d'une visite de Mariano Vallejo à Monterey, depuis Sonoma où il est en charge de la frontière nord. Vallejo, en tant que commandant de la frontière, a été convoqué dès son arrivée par le nouveau gouverneur. Celui-ci, depuis Sonoma, n'a donc pas assisté aux premiers discours ni aux premières actions politiques ou militaires de Mariano Chico. Par contre, il en a reçu des comptes-rendus dans sa correspondance. Alors même qu'il est déjà en route pour Monterey, il est averti par des commerçants que le gouverneur s'est comporté comme un « satrape centraliste »[85], écrit-il dans ses mémoires, et a procédé à des arrestations à Santa Barbara et à Monterey. Vallejo décide alors de venir à la capitale bien accompagné d'une vingtaine de soldats, d'une dizaine de miliciens et de huit « Indiens de la tribu Suysun, deux de la tribu Satiyomi, deux de Napa et deux Caynameros » afin de montrer son pouvoir au nouveau gouverneur. De fait, le jeune commandant fait tout pour impressionner, les Montereyens disent « dompter », celui qu'ils surnomment « l'ours », la « bête sauvage ». Par contraste, Chico paraît bien affable, même s'il demande des comptes à Vallejo sur le délai pour obéir à son ordre de venir à Monterey.[86]

La venue de Vallejo donne donc une impulsion décisive à l'élaboration d'un plan de révolte. Son entrevue avec le gouverneur ne change rien à l'idée qu'il s'en est faite par l'intermédiaire de ses correspondants, et par son association aux centralistes mexicains.

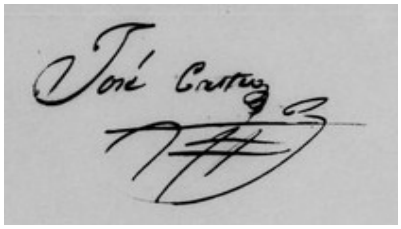
L'élaboration d'un plan de révolte se fait dans la maison de Juan Bautista Cooper, beau-frère de Vallejo et chez qui le commandant de la frontière nord séjourne lors de ses visites à Monterey.[87] Vallejo y retrouve ses camarades José Castro et Juan Bautista Alvarado, qui sont tous deux des conseillers territoriaux à cette date. Depuis 1832, l'un et l'autre ont progressé dans leur carrière. Alvarado, qui était le secrétaire du conseil territorial, occupe désormais un poste à la douane

85 Vallejo ajoute : « réunissant la férocité et le calme sombre de Tibère, la brutalité ardente de Caligula, l'hypocrisie atroce de Claude et l'imprudence et les erreurs de Néron », Vallejo, 3, p. 83.

86 Vallejo, 3, p. 83-90.

87 Cooper est un étatsunien du Massachusetts. Capitaine de bateau, il devient à partir de 1826 un résident de Monterey. Baptisé en 1827, il a épousé Encarnación Vallejo, sœur de Mariano Vallejo et a été en 1830. En 1832, il s'était engagé dans la compagnie étrangère de Zamorano en 1832, en opposition à Echeandía et en 1833 il est élu *regidor* à l'*ayuntamiento* de Monterey.

maritime de Monterey, celui d'inspecteur (*vista*). José Castro est secrétaire de l'ayuntamiento de Monterey entre 1832 et 1834 puis élu conseiller territorial en 1835. Son rang, son ancienneté, et surtout le désistement de conseillers plus anciens au conseil territorial lui valent même d'obtenir le poste de gouverneur civil par interim à la mort de Figueroa de septembre 1835 à janvier 1836. Signe extérieur probable de la camaraderie politique de Castro et Vallejo, on observe un signe en dessous de leur signature (qui n'apparaît jamais sous celle de Juan Bautista Alvarado) :



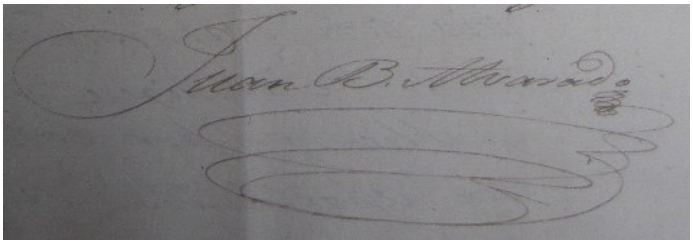


Illustration 14: Signatures de Mariano G. Vallejo (1831), Juan B. Alvarado (1832) et José Castro (1836); on ne dispose pas de signatures originales de José Castro avant 1836. Sources : DHC Vallejo, 1, 237 ; 3, 262.

Un autre Californien au moins participe à cette réunion chez Juan Bautista Cooper d'après les informations qu'on peut rassembler à partir des mémoires et des sources contemporaines : il s'agit de Gabriel de la Torre. Il est l'un des sergents de la compagnie de Monterey et jouit d'un prestige important auprès des soldats, notamment après des faits de bravoure contre les Indiens. Sa coopération est stratégique pour s'assurer le soutien d'au moins une partie de la compagnie de Monterey, comme cela avait été le cas à San Diego en 1831. Gabriel de la Torre n'est pas tout à fait un nouveau-venu en politique. Il a joué un rôle de premier plan pendant la révolte de Solis en 1829, et son père, Joaquín de la Torre, était quelqu'un d'important. Né en Espagne, cadet de la compagnie, ce dernier avait été secrétaire gouverneur puis du conseil territorial au début des années 1820.

La composition des premiers conjurés marque ainsi bien une combinaison de mécontentements à Monterey : celui des soldats impayés, déçus depuis l'indépendance, le départ de Sola ; le manque

de respect à la morale, à l'*ayuntamiento* ; l'inquiétude raciale avec la venue d'hommes aux origines noires ou métisses, et aux mœurs relâchées ; la revendication du fédéralisme et d'un gouvernement éclairé par quelques fils du pays. Alvarado et ses alliés n'ignorent pas les luttes politiques entre factions mexicaines, et qui peuvent engendrer un changement de politique. Le cas du gouverneur Híjar, désavoué quasiment du jour au lendemain en 1834, leur en a démontré la possibilité. En juillet 1836, un bateau a apporté les nouvelles de la capture de Santa Anna au Texas.[88] Alvarado, Castro et Vallejo inscrivent alors leur mouvement dans une résistance contre l'établissement du centralisme à l'échelle nationale.

Mais les conjurés n'ont pas le temps de mettre leur plan à exécution que Mariano Chico est déjà parti « chercher des renforts ». Celui qui le remplace, Nicolas Gutierrez, occupait déjà ce poste auparavant, et depuis la mort de Figueroa. Un pur militaire, il a beaucoup moins l'intention de gouverner avec le conseil territorial. De toute façon, il a ordre du gouverneur Chico de se méfier des Californiens. Par exemple, il ne doit pas transmettre le mandat civil au président du conseil territorial. Pour lui, « les attributions du conseil territorial sont purement législatives, et n'ont rien à voir avec la branche exécutive, qui est liée au commandement militaire, et sur laquelle le conseil territorial ne peut avoir aucune prétention »[89]. Il considère que l'assemblée doit être à ses ordres, et n'est pas une institution autonome ; par exemple, elle n'est pas supposée se réunir s'il ne l'a pas convoquée. Aux propositions de coopération entre lui et le conseil formulées par Alvarado, il finit même par répondre d'une menace : « Monsieur, je n'ai pas besoin de vos conseillers, j'en ai déjà plein ma caserne. »[90] Suite à cela, Gutierrez se décide à dissoudre le conseil, tandis que ses membres s'enfuient de la ville pour mieux se protéger (et comploter) à bonne distance, à San Juan.

De plus, pour ne rien arranger, Gutierrez entre en conflit avec Alvarado pour des questions liées à l'administration de la douane, dont Alvarado est l'un des employés subalternes ; or, comme Alvarado est président du conseil territorial, toute attaque contre lui peut être considérée, ou du moins présentée comme, une atteinte au conseil, c'est-à-dire aux yeux des Californiens, contre l'organe qui les représente. Pendant cette séquence, tout se passe comme si quelques-uns, à l'image de 1832, mais cette fois dans l'intention préméditée de provoquer une révolution, suscitaient les occasions de heurts entre Gutierrez et le conseil, afin de mieux pouvoir justifier la révolte. Cette fabrication n'est pas sans poser des problèmes par la suite. En effet, elle n'est le fait que de quelques uns, et échoue à convaincre les hommes influents du sud. La négociation d'Alvarado avec Chico sur

88 Rafael Gomez « Diario de las cosas notables de 1836 », dans DHC Juan Gomez.
89 Botello, p. 18.
90 Alvarado, p. 121 *« Señor, yo no necesito de esos diputados ; tengo muchos en mi cuartel ».*

son départ leur est inconnue, tandis que ce sont uniquement des conseillers du nord qui préparent la révolte. Ceux qui ont compté en 1832 et ont été mis à l'écart sous Figueroa, notamment Juan Bandini, continuent de l'être dans les préparatifs de 1836.

Après la fuite des conseillers, les préparatifs de la révolte en tant que telle ont lieu à San Juan. La révolte est officiellement menée par le conseil territorial, au nom de tous les Californiens par lesquels il a été élu, mais la réalité se révèle un peu plus complexe : d'abord, la composition du conseil n'est pas claire pour 1836 ; ensuite, il apparaît que tous les conseillers ne sont pas présents à San Juan ; enfin, d'autres que des députés actifs participent aux préparatifs.

Il est malaisé de reconstituer la composition du conseil territorial en 1836.[91] D'après les informations dont on peut disposer, le conseil de 1836 a été composé en deux fois : les membres les plus anciens ont été élus en octobre 1834 pour 1835-1836 (José Castro, Juan Bautista Alvarado, Manuel Jimeno Casarín, Antonio Buelna, José Antonio de la Guerra). Une élection aurait dû avoir lieu en octobre 1835 pour les nouveaux membres de 1836-1837 mais on n'en a pas trace, peut être à cause de la mort du gouverneur Figueroa en septembre. À son arrivée, Chico organise une élection le 25 mai, et sont élus Rafael Gómez, David Spence, Manuel Crespo et Joaquín Gomez.[92]

En plus d'Alvarado et de Castro, sont présents à San Juan pour préparer l'attaque de Monterey, les conseillers José Antonio de la Guerra et David Spence.[93] José Antonio de la Guerra y Noriega (né en 1805) est le fils du patriarche de Santa Barbara, José de la Guerra. Cadet de la compagnie de Santa Barbara jusqu'en 1828, il y est ensuite élu *sindico* en 1829, puis *alcalde* en 1833, enfin conseiller territorial en 1835. Il est l'un des seuls non-montereyen parmi les révolutionnaires, ce qui peut aider pour recueillir le soutien de Santa Barbara. D'après Vallejo, l'*alcalde* de Monterey José Raimundo Estrada suit ses conseils à la lettre, conseils eux-mêmes prodigués en sous main par le patriarche José de la Guerra lui-même.[94] David Spence, écossais d'origine, est arrivé en Californie

91 Les archives ne sont pas très claires sur la composition du conseil territorial en novembre 1836, et Bancroft, d'habitude toujours au point sur ses membres, confirme un certain flottement et des incohérences suivant les documents. La source principale au sujet de l'assemblée territoriale, son journal des sessions (Leg. Rec.), est globalement moins détaillée en 1835-1836 qu'avant, probablement en raison du changement de secrétaire. Pour la période juillet 1836-1839, soit les révolutions de 1836 et la période de conflit entre nord et sud qui s'ensuivit, on n'a presque aucun compte-rendu de session. *« There is a little mystery about this diputacion »*, nous dit HHB3, p. 454, note 11. Par exemple, la documentation est contradictoire au sujet de José Castro et David Spence ; Bancroft suppose que Antonio Buelna, très actif dans la révolution, est un suppléant. Cette imprécision est le signe de problèmes structurels du conseil territorial (difficulté à faire siéger les membres régulièrement élus pour les sessions ordinaires), mais aussi conjoncturels. Les élections suivante ont lieu en mai 1837.

92 LR, 3, p. 4. Signe de l'imprécision qui règne à San Juan sur le mandat de ceux qui y sont réunis, Alvarado mentionne la présence de Spence lors des réunions non pas en tant que conseiller mais en tant que « citoyen influent », au même titre que Munras. Alvarado, 3, 26, p. 128.

93 Alvarado fait le récit de la réunion à San Juan dans Alvarado, 3, 26, p. 128-132.

94 Vallejo, 43, p. 92. Sur le positionnement politique des fils de José de la Guerra y Noriega, voir L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios ».

en 1824, représentant d'une maison de commerce à Monterey. Il s'est mis à son compte en 1827, et s'est considérablement enrichi de son commerce. Baptisé catholique en 1828, il épouse la fille de Mariano Estrada, l'un des notables de Monterey (le frère de celle-ci est l'alcalde de Monterey dont l'autorité est contestée par Mariano Chico). Au passage, notons que la mère d'Alvarado avait épousé le frère de Mariano en deuxièmes noces, ce qui faisait de Spence une sorte de cousin par alliance d'Alvarado, et dans tous les cas le beau frère de l'*alcalde* offensé par Mariano Chico ; sans compter qu'il a été lui-même *alcalde* l'année précédente. Il a participé à la protection de Monterey contre Solis en 1829, puis été naturalisé en 1830. Il reçoit une concession de terre en 1834, est élu *alcalde* de Monterey en 1835. En 1836, il est élu membre du conseil territorial.

Dans le récit d'Alvarado portant sur l'assemblée de San Juan, le seul conseiller qui prend la parole est Antonio Buelna ; or il ne figure pas parmi la listes des conseillers. Buelna avait été un conseiller en 1828, *alcalde* de Monterey en 1831, et à nouveau en 1834. Qu'il ait été ou non suppléant officiel, ce qui ne peut être déterminé par les sources, il faisait partie de ce vivier montereyen dans lequel on puisait pour faire fonctionner l'assemblée lorsque trop de membres étaient en congé. Une autre hypothèse – qui n'est pas contradictoire avec la précédente – est que les anciens conseillers gardaient leur titre après la fin de leur mandat. Politiquement, Buelna avait été en tant qu'*alcalde* de Monterey, l'un des porte-paroles du mouvement visant à faire se réunir le conseil territorial par Manuel Victoria en 1831, de mèche avec José Castro. Il était en effet un proche de Castro, Alvarado et Vallejo depuis le temps de José María Padrés.[95] De plus, est associé au consiel réuni à San Juan, Estevan Munras, allié précieux et d'influence.[96] Estevan Munras est un autre notable et commerçant de Monterey, un Espagnol arrivé en 1820, qui a été électeur et conseiller en 1827. Il a aussi soutenu Zamorano contre Echeandía en 1832, faisant partie de la compagnie étrangère, comme la plupart des étrangers de Monterey ; et ce d'autant plus que, espagnol d'origine, il ne voulait pas être exilé par les lois d'expulsion.

Inversement, des conseillers ne sont pas présents à San Juan, soit qu'ils aient pendant les sessions demandé à s'absenter pour s'occuper de leurs affaires personnelles, comme cela arrivait souvent, soit qu'ils désapprouvent la politique adoptée par le reste des conseillers, soit qu'ils aient été mis à l'écart. Par exemple, Manuel Crespo est écarté car considéré comme un espion du gouverneur. Médecin de Monterey, il est mexicain d'origine, passé par la Basse-Californie, arrivé vers 1829-1830. Rafael Gómez et Joaquín Gómez semblent ne pas être présents non plus à San Juan.

95 « Causa contra Duarte », DSP Ben. Mil, 1831[C-A 19] p. 246

96 Alvarado comme Vallejo dans leurs mémoires le mentionnent comme conseiller, mais cela n'est pas confirmé par les sources contemporaines. Vallejo appelle Munras « conseiller » également. Vallejo, 3, 44, p. 145

Ces deux hommes sont de la même famille, sans qu'on connaisse précisément leur degré de parenté. Ils sont arrivés tous deux à Monterey en 1830, le premier comme conseiller juridique (*asesor*) auprès du gouverneur Victoria ; le second est un marchand et accompagne sans doute le premier pour faire des affaires. Ils sont tous les deux des partisans fervents de Victoria, en particulier Rafael, le conseiller juridique. Ils s'engagent auprès de Zamorano pour protester contre la révolution d'Echeandía en 1832. Au contraire des étrangers pour qui cet engagement est surtout opportuniste, dans le but de maintenir leur position à Monterey, on peut considérer qu'à la fois leur origine mexicaine et leur soutien à Victoria et Zamorano indiquent a priori une réticence à approuver la révolte d'Alvarado. Rafael Gómez a épousé une fille de Mariano Estrada ; il est donc lui aussi le beau-frère de l'*alcalde* menacé par Chico, et le beau-frère par alliance de David Spence, mais cela ne fait pas de lui un partisan de la révolte.[97] Rafael Gómez refuse dans un premier temps son élection comme conseiller sur des bases légales mais finit par accepter de siéger[98] ; Joaquin Gómez quant à lui a pris congé pendant l'été.[99] José María Maldonado, le secrétaire du conseil, n'est pas à San Juan non plus. Il est venu de Basse-Californie, employé comme receveur des douanes à Monterey à partir de 1833. Plus tard, en 1837, il est arrêté par Alvarado lorsqu'il s'oppose à sa révolution. Il a été *sindico* et secrétaire de l'*ayuntamiento* de Monterey en 1835-1836. Contrairement aux comptes-rendus d'Alvarado, les siens sont beaucoup moins détaillés, témoignant peut être d'un intérêt moins fort pour les débats.

Lors de la retraite des conseillers à San Juan, Buelna est donc celui qui prend le plus la parole. Il lie les « outrages » et les « insultes » de Nicolas Gutierrez contre le conseil territorial et les « principes du parti politique qui reconnaît pour chef Santa Anna ». Ce parti politique, c'est une « bande, dont le capital est une dose extraordinaire d'audace », qui « s'est soulevée en attaquant les lois et la constitution, alors que tous les *pueblos* avaient prêté serment sur cette loi fondamentale, sur laquelle se fondaient la liberté et la sécurité des citoyens ». Ce sont donc eux qui sont « des rebelles à la patrie », des « ennemis de la souveraineté des États et des territoires de la République mexicaine ». « Il est donc du devoir de l'assemblée, conclut-il, de recourir à la force pour que les bourreaux du peuple apprennent à leurs dépens qu'il est dangereux de fouler du pied les droits des

97 Rafael Gómez, « Diario de cosas notables de '36 », DHC Gómez [C-B 78]

98 S'il s'agissait de l'ancien conseil territorial (*diputación territorial*), il n'avait pas les années de résidence requises, et s'il s'agissait de la *junta departamental*, conseil institué par le nouveau système de gouvernement, elle ne devait compter que cinq membres, et non pas sept. Il est probable que Rafael Gómez ait invoqué des raisons légales mais ne souhaitait de toute façon pas siéger. Chico lui répond que pour ce qui concernait les territoires, rien ne changeait sauf le nom. Le conseil passe outre le problème de la résidence et lui demande de prendre son siège. LR, 3, p.15-17.

99 LR 3, p. 26 Session du 7 juillet 1836

citoyens qui connaissent les privilèges que la constitution leur garantit ».[100] La première partie du discours de Buelna décrit la situation locale, et la seconde, la situation nationale. Sans les lier formellement, le vocabulaire permet d'établir un parallèle entre Chico et Santa Anna, qui l'un comme l'autre sont accusés de renier les « garanties » du peuple représenté par le conseil territorial et par la constitution fédérale. Le « parti politique qui reconnaît pour chef Santa Anna » est d'abord identifié par Buelna au *leadership* d'un homme ; dans la phrase suivante, il utilise le terme de « bande » (*bando*), péjoratif : reprenant l'histoire du soulèvement de Santa Anna, il accuse le président et ses disciples d'être des « rebelles ». Ce faisant, il retourne la situation, et par son parallèle avec la situation locale, légitime une prise d'armes contre un gouverneur illégitime et représentant d'un gouvernement illégitime. Il est également notable que Buelna affirme que les territoires, comme les États, étaient souverains, ce qui est une interprétation de la Constitution de 1824 au moins sujette à débat. Enfin le terme de « privilèges » (*fueros*) est exemplaire de l'hybridation des imaginaires politiques modernes et d'ancien régime aux premiers temps de la république mexicaine (et du monde hispanique en général).

Mariano Vallejo joue un rôle primordial dans les préparatifs initiaux mais prend ses distances au moment de l'exécution du plan : exclu de l'assemblée territoriale depuis 1834, du fait de son statut de militaire, il a été chargé par le gouverneur Figueroa de la frontière au nord de San Francisco, qu'il a pour mission de défendre et de coloniser. Il a été l'un des grands hommes de la révolte de 1832, mais en 1836 son rôle apparaît beaucoup plus en retrait, bien que les rebelles invoquent son nom à loisir afin de mobiliser des partisans – Vallejo étant très populaire, surtout dans le nord. Pour autant,

100 Alvarado, 3, 26, p. 129-130. *« En medio de la discusión tomó la palabra el diputado Buelna que con argumentos que venían al caso probó que Gutierrez no tenía ni una sombra de derecho al mando politico ; pasó en revista los insultos hechos a los Diputados del pueblo a quienes habia tratado de disolver con la fuerza armada ; los ultrajes inferidos al presidente Alvarado ; la pertinacia y desfachatez con que insistia en negar a la Diputación Territorial las garantías que la ley le concedía para ejercer libremente sus funciones ; y con gran maestría pintó a grandes rasgos los principios del partido político que reconocía al general Santa Anna como a su gefe ; nos dijó que ese bando, cuyo capital era una dosis extraordinaria de audacia se habia levantado en el interior de la República atacando las leyes y constitución del país jurada solmnemente por todos los pueblos como la base fundamental en que estaban apoyadas la libertad y garantías de los ciudadanos ; acusó a los autores de esos atentados como rebeldes à la patria y enemigos de la soberanía de los Estados y Territorios de la República Mejicana ; y concluyó aconsejando que era deber de la Diputación recurrir à la fuerza para que los verdugos del pueblo aprendiesen a sus costas [130] que era peligroso pisotear derechos de ciudadanos que tenían conocimiento de los fueros que la constitución les garantizaba : el discurso del diputado Buelna fué repetidas veces interrumpido por los aplausos del pueblo y en opinión general que sin que nadie se opusiese a ello los Diputados aceptarían sus consejos. »* Comme signalé plus haut, il n'y a pas d'archives de cette session dans le journal de l'assemblée. On doit donc se contenter de la mémoire et de la reconstruction d'Alvarado, à défaut d'autres sources contemporaines. L'éloquence de Buelna contraste avec le jugement porté sur lui par Echeandía en 1829, lorsqu'il fait la revue des conseillers : « pendant tout le temps où il a été conseiller, on l'a à peine entendu s'exprimer pendant les sessions ». DR, 3, p. 4 [C-A 48] Lettre d'Echeandía au ministre des Relations, 10 avril 1829, San Diego « *El ciudadano Antonio Buelna soldado licenciado de corta capacidad, ninguna ilustración, se sostiene de cazar nutrias y se puede asegurar que no tiene mas vestido que el que trae puesto y en el tiempo que es diputado apenas se le ha oido hablar en las sesiones.* »

il est l'un des conspirateurs principaux de juin 1836. Alvarado le consulte juste avant de marcher contre Monterey après la réunion du conseil territorial élargi à San Juan en novembre 1836. Vallejo l'assure qu'il est en accord avec lui et les conseillers au sujet de la défense du système fédéral, de la souveraineté du peuple, et contre les actes arbitraires du gouverneur. Il promet de faire en sorte que les conseillers territoriaux soient protégés par les forces sous ses ordres. Mais il se garde bien de s'engager personnellement aux côtés de son neveu.[101] Alors qu'Alvarado retrouve ses alliés à San Jose, Vallejo reste à Sonoma. Il faut ainsi considérablement nuancer le rôle de Vallejo dans les événements politiques après 1833, et en particulier lors de la révolution de 1836, pour laquelle on mentionne souvent le triumvirat Alvarado-Castro-Vallejo.

Bien que la révolution de 1836 soit communément considérée comme la preuve du désir d'indépendance des Californiens, cette révolution a aussi pour acteurs des Mexicains venus très récemment s'installer sur le territoire. De même, les troubles postérieurs à la révolution peuvent s'expliquer en partie par une rivalité entre Mexicains, au premier chef entre Castillo Negrete et Angel Ramírez.[102] À l'oeuvre dans les préparatifs de la révolution on trouve aussi d'autres notables de Monterey qui ne sont pas des conseillers, mais des employés de l'administration territoriale avec leur propres objectifs. Le supérieur de Juan B. Alvarado, l'administrateur de la douane Angel Ramírez, est particulièrement actif. Ramírez est à Monterey depuis 1834. À Monterey, il reçoit beaucoup, il s'entoure. Sa fonction lui donne un rôle central dans la société de Monterey : il est l'interlocuteur privilégié des commerçants, et peut servir d'intermédiaire pour la négociation de prêts auprès d'eux, qui sont les seuls à réellement disposer de liquidités. Des rumeurs circulent à son sujet, qui témoignent des jalousies autour du fonctionnaire : il aurait connu plusieurs fois la prison à Mexico, la Californie étant alors une forme d'exil ; ou alors, au contraire, comme il est un proche du président Gómez Farías, sa nomination est une récompense politique, l'occasion de s'enrichir.[103] L'administrateur de la douane joue un rôle stratégique, car c'est par lui que le gouvernement territorial peut obtenir ses revenus, soit par le paiement régulier des droits de douane, soit par l'obtention de prêts auprès des commerçants ; celui qui contrôle les finances détient en effet un pouvoir important et peut compter sur le soutien des personnes qui dépendent de lui.[104] C'est donc

101 Alvarado fait allusion à leur entrevue dans sa lettre à Vallejo du 7 novembre 1836, datée de Monterey : DHC Vallejo, 3, 262.

102 HHB3 p. 587-8.

103 DHC Bandini, n°131 Note d'Abrego à Cerruti (un agent de H. H. Bancroft) en 1875.

104 C'est aussi sans doute ce qui explique sa proximité avec Gutierrez, qu'Alvarado appelle « amitié », alors que, dit-il, ils sont de bords politiques opposés. Cette assignation à des « bords politiques » est partiellement une construction des Californiens : Gutierrez, militaire obéissant à Chico, est associé au parti centraliste ; par contraste, il est notoire qu'Angel Ramirez est un radical, un homme qui avait failli être prêtre mais s'est engagé dans l'armée pour combattre lors des guerres d'indépendances du Mexique sous le Général Anaya.

aussi un rôle qui excite les jalousies et les rivalités. Par exemple, Angel Ramírez se heurte directement à Juan Bandini lorsque ce dernier revient avec la colonie Híjar-Padrés en 1834. Ramírez refuse en effet de lui laisser occuper le poste d'inspecteur des douanes pour lequel il a été nommé par Gómez Farías dans le cadre de ses propositions de loi au Congrès et de l'organisation de la Compagnie Cosmopolitaine.[105] Il allègue en effet qu'il n'a pas reçu d'instructions pour cela et que les arguments de Bandini ne le convainquent pas.[106] De plus, Ramírez commence une enquête sur des biens que Bandini aurait fait entrer sans les déclarer à la douane. Comme nous l'avons évoqué, Bandini n'était pas le seul à procéder de la sorte, mais enquêter sur le sujet est une manière commode de déligitimer sa prétention au poste d'inspecteur des douanes. La rivalité entre Bandini et Ramírez, deux proches du vice-président Gómez Farías, va alimenter le jeu d'opposition entre nord et sud après la révolte de Monterey. Elle montre que le sujet n'est pas simplement une dérive indépendantiste des Californiens. Angel Ramírez finance la révolte d'Alvarado.[107]

La rivalité entre Luis Castillo Negrete et Cosme Peña est un autre exemple de cette rivalité entre fonctionnaires venus de Mexico. Tous deux sont juristes et ont pris leur poste en 1834. Le premier est juge de district, et le second conseiller juridique (*asesor).* Mais ils sont dans des camps opposés en 1836. Cosme Peña conseille la résistance à l'*alcalde* de Monterey suite aux menaces du gouverneur. Luis Castillo Negrete a étudié le droit en Espagne (où il est né), et écrit des poèmes satiriques à la fois sur Cosme Peña (que sa femme trompait), et contre les rebelles. Peña, lui, est un juriste plus modeste. Vallejo utilise cette différence pour voir en Castillo Negrete un monarchiste et en Cosme Peña un républicain, en associant le premier à la puissance coloniale et à l'élitisme.[108] Allié à Gutierrez dont il est le conseiller juridique, Luis Castillo Negrete s'enfuit de Monterey dès la victoire de la révolution. Le rôle de ces personnes ainsi que ceux des étrangers Munras et Spence montrent que se greffent à la révolte des Californiens d'autres disputes.

***

La révolte de 1836 est le fruit d'une hybridation politique en Californie. Elle résulte de l'accomodation du fédéralisme et du principe de souveraineté populaire sur un territoire de frontière. L'importance du projet franciscain initial marque toujours la société californienne, qui attend de ses

105 C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement*, p. 330.

106 La pirouette argumentaire allait sans doute inspirer son subordonné Alvarado pour la suite. En 1837 par exemple, comme nous le verrons plus loin, c'est plus ou moins en ces termes qu'il refuse de reconnaître Carlos Antonio Carrillo qui avait été nommé gouverneur et dont son frère José Antonio Carrillo, qui revenait de sa charge de député, était porteur du document de nomination.

107 Alvarado, 3, p., Vallejo, 4, 43, p. 71-72.

108 Rosaura SANCHEZ, *Telling Identities: The Californio Testimonios*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 220.

gouvernants un respect du catholicisme et ses représentants, de la morale, et des frontières raciales pour les préserver du chaos. Contrairement à 1831-1832, la rébellion contre le gouverneur peut rencontrer un écho populaire du fait de la conjonction entre l'entreprise d'un petit groupe, formé des conseillers territoriaux, de commerçants et des employés de la douane dans le nord, et l'opinion défavorable contre les gouverneurs. La parade virile et martiale de Mariano Vallejo et de sa collection d'Indiens à Monterey face à un gouverneur en robe de chambre est particulièrement éloquente de la fierté des jeunes californiens à estimer que leur moment est venu. Néanmoins, la réalité de la révolution, de son projet et de ses conséquences vont aussi montrer les divisions parmi les Californiens, et leur variété d'appréciation de la nature du projet californien et de ses liens avec Mexico et le reste du pays.

III - L'« État libre et souverain de Californie »

Les 3 et 4 novembre 1836, Juan Baustista Alvarado, fonctionnaire de la douane et président du conseil territorial et José Castro, ancien gouverneur civil *par interim ex officio*, à la tête d'une centaine d'hommes, marchent sur Monterey, où réside le gouverneur, l'assiègent, et obtiennent en moins de vingt-quatre heures la capitulation de celui-ci, et bientôt son départ. Deux jours plus tard, le conseil territorial proclame dans un manifeste imprimé que « la Californie est libre et coupera toutes ses relations avec le Mexique jusqu'à ce qu'elle cesse d'être opprimée par la faction dominante qui s'intitule gouvernement central » ; dans le même document, les conseillers appellent à l'union des Californiens afin d'atteindre ce but et d'être invincible. À l'instar des pamphlets politiques parfois placardés sur les places publiques, la déclaration est même assortie d'une paire de vers :

> « La Fédération ou la mort,
> Du Californio, tel est le sort ! »[109]

La rébellion proclame la Haute-Californie un « État libre et souverain », termes qui ont fait couler beaucoup d'encre au moment des faits et jusqu'à aujourd'hui. De fait, si le petit groupe des rebelles se réclament du fédéralisme et de l'héritage de Figueroa par cette proclamation, la récente déclaration d'indépendance du Texas et ses démarches pour une annexion aux États-Unis rendent suspecte une révolte fédéraliste en Haute-Californie Si une partie des Californiens fonde ses espoirs sur l'autonomie locale, d'autres dénoncent ses dangers. Les débats suscités par la rébellion montrent le croisement des inquiétudes politiques, nationales, religieuses et raciales : notables du sud et du nord s'interrogent s'il vaut mieux s'unir entre Californiens ou, du fait des rivalités internes, trouver

109 Cette déclaration peut être trouvée en copie manuscrite ou imprimée en divers dépôts d'archives publiques ou privées, par exemple DHC Guerra, 1, 151. Le cri « *Federación o muerte* » était également celui proclamé à Puebla dès 1828, puis à San Luis Potosí en 1837.

d'autres alliances. Ils se demandent aussi qui doit être le plus craint, les rivaux de l'autre partie du territoire ou les troupes mexicaines d'une expédition punitive de reconquête, ou encore les Indiens ou les métis que l'un ou l'autre des camps risque de mobiliser.

A. « Nous sommes libres et fédéralistes »

Le 6 novembre 1836, les conseillers territoriaux José Castro, Juan Bautista Alvarado, Antonio Buelna et José Antonio Noriega font imprimer et publier une déclaration au nom de « L'Excelentissime Conseil Territorial de la Haute Californie » à « ses habitants ». Cette déclaration est très générale. Elle n'énumère pas les fautes du gouverneur par interim Nicolas Gutierrez qu'ils viennent de forcer à quitter le pouvoir. Mais elle déplore que « jusqu'à maintenant, [les Californiens] aient été le jouet de factions dont les mandarins, satisfaits d'un triomphe passager ont épuisé à l'extrême notre docilité et nos souffrances ». Par conséquent, ayant « adopté comme pacte social la constitution fédérale de 1824 », et ayant « juré devant Dieu et les hommes d'êtres libres ou mourir avant d'êtres des esclaves », les Californiens, au nom desquels les conseillers prennent la parole, déclarent que « la Californie est libre et coupera toutes ses relations avec le Mexique jusqu'à ce qu'elle cesse d'être opprimée par la faction au pouvoir qui se donne le nom de Gouvernement Central ». Contre la « faction », les conseillers proposent « l'union des habitants de ce sol », pour qu'ils « forment un seul vote, une seule opinion », « soient invincibles », et « démontrent à l'univers [qu'ils sont] fermes dans leurs objectifs, et [qu'ils sont] libres et fédéralistes ».[110]

La déclaration du conseil territorial le 7 novembre a une formulation encore plus radicale, en décrétant « l'indépendance de l'État libre et souverain de Californie ». Lorsque les conseillers utilisent ces termes, ils adoptent le langage utilisé pour désigner tous les autres États de la Fédération mexicaine, se constituant de la sorte plus de dix ans après eux.[111] Ce que les conseillers recherchent, ce n'est pas tant l'indépendance comme rupture, mais la souveraineté et la liberté comme égalité au sein de la fédération.[112] Pour les notables californiens, la destruction du régime fédéral et son incarnation locale en Mariano Chico jouent le rôle de la fermeture du Congrès par Iturbide à la fin de 1822.[113] En cela, la séquence 1832-1836 est une révolution, la même qui a touché les autres provinces en 1823 lors du plan de Casa Mata. À cette époque, les notables californiens

110 DHC Guerra, 1, p. 151
111 C'est la province de Nouvelle-Galice qui la première entame le mouvement en s'intitulant « l'état libre, indépendant et souverain de Jalisco » le 16 juin 1823.
112 DHC Vallejo, 3, 262, Alvarado à Vallejo, 7 novembre 1836, Monterey.
113 Timothy E. ANNA, « Inventing Mexico: Provincehood and Nationhood After Independence », *Bulletin of Latin American Research*, 1996, 15, 1, p. 7-17.

avaient refusé de s'associer à un État existant ou de se constituer en État ; ils considèrent qu'ils dépendent de Mexico. En 1823, argumente Timothy Anna, les provinces qui veulent plus d'autonomie n'imaginent pas pour autant faire sécession. De plus, ajoute-t-il, le Mexique n'est pas envisagé comme un État-nation, à part peut être par certaines élites à Mexico, dont le gouvernement. En 1836, la Californie se déclare libre et souveraine, à l'image des autres Etats en 1823. Cependant, le contexte est alors bien différent. De même que la Californie a eu son conseil territorial (*diputación*) plus de dix ans après leur codification dans la constitution de Cadix, de même leur conséquence directe, leur constitution comme État, comme l'explique Nettie Lee Benson, se produit avec le même décalage.[114]

Dès 1823-1824, la souveraineté des États a été néanmoins fortement revue à la baisse par le fédéralisme adopté à Mexico. Lors des débats au Congrès, la souveraineté des États est en effet équilibrée voire dépassée par celle de la fédération. Les députés du coeur du Mexique (Mexico et Puebla) dominent le congrès, mais doivent tout de même faire des concessions aux fédéralistes, ce qui engendre un compromis au sujet de la souveraineté dans la Constitution fédérale de 1824. Ensuite, voire surtout, entre 1835 et 1837 la forme de gouvernement du Mexique évolue vers un système centralisé, ce qui ne laisse plus de place à l'idée de souveraineté des États fédérés. Cependant, cette politique de changement de régime menée en haut de l'État et à Mexico ne fait pas l'unanimité dans toute la république. Certains États se soulèvent, le premier étant le Zacatecas, dont le mouvement est durement réprimé par le président Santa Anna venu combattre lui-même les rebelles.[115] L'entreprise d'Alvarado et des conseillers territoriaux est donc à situer dans ce mouvement national d'opposition au centralisme, dans le but d'obtenir pour la Californie des droits égaux comme État, par le bais d'une revendication de la souveraineté du Territoire. À Monterey, on a appris au printemps la défaite de Santa Anna au Texas, et les difficultés de son gouvernement. Alvarado pense que « les fédéralistes vont gagner au Mexique, et [qu'ils] resteront, si la chance nous sourit, un état libre et souverain », comme les autres.[116]

Ce projet politique rencontre un certain écho auprès de la population californienne, qui tient aux espoirs quant aux ressources qu'une telle autonomie pourra rendre disponible. Quand Alvarado et les autres conseillers et conjurés partent de San Juan, ils sont treize, mais « en chemin, ils sont

114 Bien que les conseils provinciaux (députations provinciales) n'aient connu qu'une existence très brève en 1812-1814, Nettie Lee Benson affirme que dès cette époque les contemporains la reconnaissent comme un outil d'autonomie Nettie Lee BENSON, *The Provincial Deputation in Mexico: Harbinger of Provincial Autonomy, Independence, and Federalism*, Austin, University of Texas Press, 1992.

115 Sur la transition vers le système centraliste voir Michael P. COSTELOE, *The Central Republic in Mexico, 1835-1846: Hombres de Bien in the Age of Santa Anna*, Cambridge ;New York, Cambridge University Press, 1993.

116 DHC Vallejo, 3, 262, Alvarado à Vallejo, 7 novembre 1836, Monterey.

rejoints par les habitants, enthousiasmés à l'idée de défendre une cause juste, avec des armes et des fournitures », si bien qu'en une reprise du *Cid*, ils se trouvent « une centaine en arrivant à Monterey ».[117] Comment et pourquoi la foule se mobilise-t-elle autour des conseillers ? Alvarado précise que c'est « avec l'espérance que Vallejo venait en arrière-garde, avec le reste de la troupe et comme chef de l'expédition, qu'une multitude nous a suivis, résolue à mourir ». Bien que le manifeste ne porte pas sa signature, Vallejo est donc « considéré comme son principal signataire ». Il y a donc un effet de personne, Vallejo étant vu comme un chef militaire à suivre. Bien conscients de cela, Alvarado et Castro intitulent leur force « avant garde de la division des opérations ». Et c'est grâce à ce subterfuge, parce que « les habitants pensent aider [Vallejo] que l'entreprise se réalise avec autant d'honneur » : « tout le monde attend Vallejo comme l'homme qui doit faire le bien de sa patrie ». En retour, Vallejo affirme qu'Alvarado était « l'idole de Monterey »[118], et que c'est en partie le charisme du jeune homme qui a pu aider à la mobilisation.

Alvarado s'appuie aussi sur un groupe d'une trentaine d'étrangers, pour la plupart des États-suniens, lors de sa prise de contrôle de Monterey en novembre 1836. Ce rôle des étrangers a fait craindre dès 1836 que se joue en Haute-Californie un scénario proche de celui du Texas. Ce contingent est dirigé par Isaac Graham, un trappeur du Tennessee arrivé via le Nouveau-Mexique trois ans auparavant. Il avait ouvert une distillerie non loin de San Juan (là où les conseillers se réunissent pour planifier la rébellion), qui est devenu un rendez-vous pour les trappeurs et commerçants qui commencent à venir de plus en plus nombreux de Santa Fe.[119] Cependant, les combattants qu'il réunit au service de la révolution d'Alvarado sont en majorité des marins déserteurs. La participation de Graham et ses soldats posent surtout problème dans un premier temps, et jusqu'en 1840, de l'extérieur. Les sources contemporaines qui dénoncent les ambitions politiques indépendantistes de Graham reflètent des inquiétudes dans le sud de la Californie ou à Mexico. Ces inquiétudes sont particulièrement suscitées par une mention d'une relative tolérance religieuse dans le plan publié par les rebelles. Les autres sources sont postérieures à 1840, lorsque Alvarado et Castro font arrêter Graham et un certain nombre d'étrangers, marins déserteurs et trappeurs qu'ils soupçonnent de comploter contre eux. En 1836, Graham et ceux qui l'engagent sont plus simplement des mercenaires qui cherchent à obtenir des terres, un salaire et une autorisation à

117 DHC Vallejo, 4, 262, Alvarado à Vallejo, 7 novembre 1836, Monterey.

118 D'après Vallejo, 3, p. 81.

119 Voir chapitres 6 et 7. Leur nombre dans les années 1830 n'est pourtant pas comparable à ceux des années 1840 lors de la fièvre de l'Oregon, puis de la ruée vers l'or. Il y avait quelques caravanes commerçantes par an, mais les personnes qui restaient en Californie et devenaient des résidents de fait, pas toujours légaux, et parfois temporaires n'étaient pas plus que quelques dizaines. Certains d'entre eux ne faisaient que passer dans les établissements de la côte, et passaient le reste du temps à chasser dans l'intérieur.

séjourner en Haute-Californie.[120]

Il s'agit ensuite, après la prise de Monterey, de proclamer « le nouveau système » dans toute la Californie, et en particulier dans le sud où Alvarado décide de se rendre en personne. En chemin, les forces d'Alvarado reçoivent « des ressources en surplus qu'on leur donne volontairement ». C'est à la fois un signe de l'approbation de la population, une dénégation des désordres que peuvent provoquer les campagnes militaires parfois coupables de pillages, et une bonne nouvelle pour le financement du mouvement : « ma division n'a pas besoin d'autre argent que l'opinion » peut affirmer fièrement Alvarado. Non seulement tout le monde est enthousiaste, et crie « la Californie est libre ! » mais encore depuis la prise de Monterey « l'expédition se comporte avec un calme admirable ». L'enthousiasme est « encore plus grand » à Santa Barbara qu'à Monterey, où la foule s'est mobilisée contre Mariano Chico et ses mesures contre le missionnaire président des missions Narciso Duran.[121] Un « comité d'accueil de nombreux habitants » est venu à la rencontre des forces d'Alvarado, parmi lequel on compte « le noble *ayuntamiento* et les personnes d'autorité de la municipalité ». Ils « manifestent d'une manière extraordinaire les bons sentiments qui les animent en faveurs des intérêts du pays et la cause jurée de la liberté ».[122] Les villageois « fournissent des logements adéquats à la troupe », tandis qu'Alvarado rencontre l'*ayuntamiento* en session secrète. Il leur présente « les intentions du Congrès suprême et de l'actuel gouvernement », ce qui suffit « pour que cette corporation adopte le système ». La prestation de serment est annoncée pour le 6 décembre par proclamation et affichage. Alvarado s'organise pour que l'événement marque les esprits, en soignant à la fois la vue et l'ouïe. Si la prestation de serment suscite « considérablement l'attention de tout le peuple », c'est que « pendant toute la durée de la prestation de serment, et même bien après, des salves incessantes étaient données par l'artillerie de la place, à laquelle répondait [son] infanterie ». De plus, « une fanfare de vingt hommes, bien instruite et vêtue en uniforme contribue à exalter les sentiments de joie qui règnent sur la place ». Ainsi, « entre le tonnerre des armes et la fumée qui embrumait l'atmosphère, on entendait les vivats en faveur de la cause de l'État ». Don Anastasio Carrillo se présente en premier au public, « prête serment magistralement (« *con entereza* ») à la liberté de la Californie » ; « c'est lui qui donne l'exemple au peuple », puis « un par un tous les habitants prêtent leur serment sur la place publique ». La

120 HHB3, p.457. La source principale sur Graham est le récit postérieur de Farnham, qui se trouvr être en Californie lors de l'arrestation de Graham et des autres étrangers. Le journal de Honolulu, le *Sandwich Islands Gazette*, qui rapporta la révolution de 1836 le 2 décembre 1837, écrivait que les étrangers avaient participé comme mercenaires, pour la paie.

121 DHC Vallejo, 3, 152. Une erreur de datation met la lettre d'Alvarado à Vallejo au 9 janvier 1836 mais le contexte implique qu'il s'agit bien de 1837.

122 DHC Vallejo, 4, 8, Alvarado à Vallejo, 8 janvier 1837

cérémonie est répétée quelques jours plus tard pour ceux qui n'ont pas prêté serment la première fois, ce qui contribue à maintenir l'enthousiasme pour la cause.

Il y a bien « quelques mécontents », mais ils sont minoritaires, se rassure Alvarado. Il est certain de sa force de conviction : « ceux qui sont indifférents vont se convaincre de la justice de notre cause », assure-t-il. Il s'adresse à l'*ayuntamiento* de Los Angeles, « avec modération » mais en se présentant en « chef d'État », en demandant comment ils comptent « recevoir le gouvernement de l'État ». Malgré tout, il demande des renforts à Castro, et de s'embarquer pour le sud dès que possible. La foule s'écrie « la Californie est libre ! », « tous les peuples nous appellent leurs libérateurs et nous font confiance » écrit avec confiance Alvarado. « Tout ceux qui se sont engagés dans la cause ont des familles nombreuses, des intérêts » : la moindre des choses et de leur assurer « la sécurité ». Et c'est bien ainsi que ces personnes enthousiastes interprètent la liberté et la souveraineté ainsi proclamée. Alvarado se consacre ainsi « à répartir des terres », notamment aux soldats à la retraite, et les « vieux sont si contents qu'ils disent qu'ils n'ont rien pu obtenir depuis le gouvernement de [Diego de] Borica » (1794-1800). « Ces gens me respectent comme « gouverneur » plus que comme « chef politique » (*gefe politico*) car ils disent que c'est ainsi qu'on appelait avant les gouverneurs (les pauvres simples) ». Ce désir généralisé de terres, de postes ou autres privilèges est si visible qu'il éveille la craine d'un mal bien connu des commentateurs de la politique mexicaine : l'« aspirantisme » (*aspirantismo*) est partout, tout le monde est candidat (*aspirante*) à quelque chose. Le terme a été proposé par José Luis Mora dans un discours de 1827. Dans son « discours sur les effets pervers de l'empléomanie », Mora définit ainsi l'aspirantisme : « une propension insatiable de l'homme a tout commander et à vivre aux dépens des autres en travaillant le moins possible à des postes publics et la création d'emploi auxquels aspirer ont fait de l'administration un champ ouvert aux faveurs, aux intrigues et aux manœuvres les plus viles par aspirantisme ».[123] Le terme est repris par Lorenzo de Zavala en 1828, par le poète José María Heredia, il est aussi repris par les Français ou les Étatsuniens qui observent le Mexique.[124]

Alvarado, philosophe, commente en effet que « c'est chose commune lors d'un tel changement ». Il constate « qu'il y a eu beaucoup [d'aspirantisme] dans la région, parmi les gens pauvres », mais il

123 José Maríá Luis Mora, « Discurso sobre los efectos perniciosos de la empleomanía », 1827.

124 Le terme n'est jamais entré au dictionnaire de l'Académie Royale espagnole. Il est surtout utilisé en Amérique hispanophone. Le terme « aspirar » serait lui un emprunt à l'italien, où il est apparemment utilisé dès le XVIe siècle et serait passé à l'espagnol pour commenter l'ambition des cardinaux aspirant à devenir papes. Bien qu'il ne s'agisse pas des mêmes mécanismes, on peut comparer les problèmes posés par l'aspirantisme mexicain avec ceux posés par le patronage ou « spoils system » aux États-Unis à la même époque. Zoraida VAZQUEZ, « Los pronunciamientos de 1832: Aspirantismo político e ideología » dans Jaime E. RODRÍGUEZ O. (ed.), *Patterns of Contention in Mexican History*, Wilmington, SR Books, 1992, p. 163-187.

relativise, car lui-même « a su avec prudence, se défend-il, les satisfaire tous sans qu'ils se donnent des airs », si bien « que tous gardent leur bon sens ».[125] Dans le sud aussi, c'est le « pur aspirantisme » car « tous veulent être des administrateurs et il y en a tant qu'il faudrait qu'il y ait des missions jusqu'au bout du cap Horn ». Aussi, on veut profiter du changement pour bousculer les notabilités : Alvarado reçoit à Santa Barbara « des représentations contre tous les Carrillos, qui sont protégés depuis le temps du gouvernement espagnol », qui menacent de « recourir à la force » s'ils ne sont pas entendus. La révolution éveille donc des perspectives de « changer l'ordre social », ce qui n'est pas pour plaire à tout le monde et fait craindre les « désordres ».[126]

Alvarado rejoint dans sa défense du fédéralisme et de la souveraineté des États le rang des *caudillos* apparus à partir de 1832 dans la plupart des autres États mexicains, en particulier de la frontière. Ces chefs locaux ont eu, écrit Timothy Anna, « un rôle non seulement critique mais aussi légitime », vu « la profonde légitimité de l'autonomie régionale des États ».[127]

B. « Ils n'ont pas la délégation ou la faculté légale de cette souveraineté »[128]

À l'image de Carlos Antonio Carrillo, dont nous venons d'évoquer l'ambivalence au sujet de ces changements porteurs de désordres à Santa Barbara, à Los Angeles et à San Diego, les événements de Monterey sont reçus froidement par les notables du sud. D'un côté, quelques Californiens, proches d'Alvarado, Vallejo et Castro comme Antonio María Osio, Juan Bandini ou Pío Pico, ont une certaine empathie pour les actes de Monterey, tout en les désapprouvant dans le détail. De l'autre, un certain nombre d'autres personnes influentes du sud, souvent arrivées plus récemment, rejettent complètement la déclaration et s'inquiètent du rôle joué par les étrangers.

Dès que la nouvelle du soulèvement de Monterey est connue à Santa Barbara puis Los Angeles, Antonio María Osio, *sindico* à Los Angeles, se porte volontaire pour en savoir plus à Santa Barbara,

125 DHC Vallejo, 4, 212-4, Alvarado à Vallejo, 9 mars 1837.

126 DHC Vallejo, 4, 214, Carlos A. Carrillo à Vallejo, 12 mars 1837, Santa Barbara.

127 T.E. ANNA, *Forging Mexico*, p. 257 ; Zoraida VAZQUEZ, « La crisis y los partidos politicos, 1833-1854 » dans Antonio ANNINO (ed.), *America Latina: dallo stato coloniale allo stato nazione = América Latina : del estado colonial al estado nación = América Latina : do estado colonial ao estado naçao [sic] (1750-1940)*, Milano, Franco Angeli, 1987, vol.2, p. 557-572. Les auteurs précédents mentionnent José Urrea en Sonora, Sinaloa et Durango (au sud de la Californie), Pedro Lemus au Nouveau-León et Coahuila (au sud du Texas), Antonio Canales en Tamaulipas, Nouveau-León et Coahuila, Santiago Méndez au Yucatán (au sud du Mexique). Sur le caudillisme, voir le dossier dans *Genèses*, 62, 1, 2006 « Clientélisme, caciquisme, caudillisme » en particulier Stéphane MICHONNEAU, « Clientélisme, caciquisme, caudillisme », *Genèses*, mars 2006, 62, 1, p. 2-4 ; Clément THIBAUD, « Entre les cités et l'État. Caudillos et pronunciamientos en Grande-Colombie », *Genèses*, mars 2006, 62, 1, p. 5-26.

128 DSP Angeles Pref y Juz, 2, p. 274. José Sepúlveda, alcalde 2o de Los Angeles, 17 janvier 1837, San Fernando *« El sistema de Federacion adoptado el año de 1824 a que aluden los de Monterey lo atacan directamente erigiendose en Estado Libre y Soberano sin tener la delegacion o adquiciencia legal de esta soberania que se determina en la Constitucion que proclama. »*

« car les nouvelles qui courent sont toujours grossies à mesure de la distance ». Il a l'occasion de lire le plan en arrivant à la mission de San Buenaventura. Cette lecture « l'a privé de tous ses sens », il en est « resté mort » pendant quelques temps.[129] Juan Bandini, de San Diego, écrit que « les événements de Monterey le maintiennent dans un état de délire ». Se déclarer en faveur du fédéralisme, pour ce dernier « c'est faire revivre un parti qui par malheur a succombé ». Pour Osio, c'est se rendre « un objet de moquerie ». « Quels avantages le gouvernement fédéral nous a-t-il apportés ? » renchérit Juan Bandini. Et de suggérer la réponse : « à la vérité, aucun ».

Un « *pronunciamiento* de cette sorte » est de plus « interdit en droit, comme en politique », c'est une « déclaration de guerre » que de parler de « séparation », et c'est une « folie » alors que la Californie « a si peu de ressources pour cela ». La déclaration d'indépendance que ces hommes lisent dans le manifeste de Monterey n'est donc pas le problème en soi. Osio se souvient de discussions entre lui-même et Vallejo « au sujet de l'indépendance », « mais que ce seraient leurs arrière-petits enfants qui la verraient, et quand ils seraient vieux ». « L'indépendance, c'est très bien » dit José de la Guerra de Santa Barbara, « le seul problème, c'est le manque de ressources », s'accorde-t-il avec Bandini, mais sur le fond,

> « Est-ce que le Mexique n'a pas pris son indépendance de son père, l'Espagne ? Dans ce cas, que le petit frère prenne son indépendance de son grand frère n'est que dans l'ordre des choses. »[130]

L'indépendance du Mexique joue en effet un rôle ambigü : son exemple exalte un certain patriotisme mexicain, mais peut aussi inciter des mouvements indépendantistes ou autonomistes en cascade. Le discours préparé probablement en 1836 par Vallejo à l'occasion de la célébration de l'indépendance le 16 septembre illustre cette ambivalence. En effet, le discours contre le royaume d'Espagne et le règne de l'arbitraire peut aisément être entendu comme une diatribe contre les gouverneurs mexicains, dont en 1832, comme en 1836, Vallejo critique la tyrannie. Dans le même discours il met en garde contre les troubles intérieurs qui nuisent à la nation : réflexion qui s'applique aussi bien au Mexique dans son ensemble qu'à la Californie.[131]

Le problème principal de la Californie et des Californiens, ce n'est pas la forme de gouvernement, ni forcément d'être « une portion du Mexique », mais les gouverneurs que Mexico envoie. « Pourquoi donc en venir à un acte si lourd de conséquences » que cette déclaration d'indépendance » et ne pas en rester à une revendication contre les « gouverneurs mexicains » ?

129 DHC Vallejo, 3, 270, 273, 276. Antonio M. Osio, Juan Bandini et Carlos A. Carrilo à Vallejo, novembre-décembre 1836.

130 DHC Vallejo, 2, 278 José de la Guerra y Noriega cité par Carlos Antonio Carrillo.

131 Discours sans date, probablement 16 septembre 1836, DHC Vallejo, 3, 240, Mariano G. Vallejo, « Una causa justa tarde o temprano repele la violencia »

Voilà qui « conviendrait mieux à notre félicité que le rétablissement du gouvernement fédéral ».[132] Bandini propose donc aux Montereyens de « donner une autre couleur à la chose et à la déguiser », afin de « dissiper la gravité du fait devant la Nation et assurer le gouvernement aux fils du pays ». En cela, les Californiens du sud, en particulier Carlos Antonio Carrillo, s'appuient sur leur expérience de 1832. Au moment de la révolution contre le gouverneur Victoria, le coneiller Carlos Antonio Carrillo à l'époque, avait presque arraché au président, un conservateur de convictions plutôt centralistes, la nomination d'un gouverneur du pays. Mais la nouvelle de la révolution avait mis fin à cet espoir. Osio aussi recommande de « trouver un remède », « maintenant que le mal est fait » : « il y a encore des ressources pour chercher l'indulgence du gouvernement ».

Ces notables du sud craignent en effet les représailles du gouvernement et les désordres qu'une intervention militaire provoqueraient. Mariano Chico, en s'embarquant à Monterey, a promis de revenir avec des forces militaires capables de rétablir son pouvoir. Tandis que ceux de Monterey ne comptent pas sur son retour, ceux du sud, qui n'ont connu Chico que lors de sa répression des événements de Los Angeles, trouvent la menace crédible. En effet, ils ont « des nouvelles certaines que malgré la pauvreté de la république, s'est ouverte une campagne contre le Texas ». Or « la Californie ne peut pas se comparer au Texas en terme de forces, ni aspirer à ce qu'il prétend, car sans dépenser un seul *real* le gouvernement se fera respecter et nous châtiera avec cruauté, en ne faisant rien de plus qu'en donnant à la plèbe des Sonoriens les mains libres sur les ressources de ce sol ».[133]

Il en est d'autres qui se voient et se reconnaissent comme Mexicains et s'inquiètent à la fois de la « coupure des liens avec le Mexique », même conditionnelle, de l'attitude des Californiens contre les Mexicains, et enfin du rôle des étrangers dans la révolte. Or ces migrants récents occupent aussi des postes dans les *ayuntamientos* ou d'autres emplois officiels, donnant ainsi un relais institutionnel à leur opinion sur le soulèvement. C'est le cas par exemple de Manuel Requeña, *alcalde* de Los Angeles arrivé pour commercer en 1834.

Cette prise de position est très fortement influencée par le juge de district Luis Castillo Negrete, qui a fui Monterey par désapprobation de la révolution et qui expose ses arguments dans une longue adresse à l'*ayuntamiento* de Los Angeles. Avant de quitter la Haute-Californie, il fait étape à Los Angeles et San Diego, où il se concerte notamment avec ses amis de la colonie Híjar-Padrés, avec lesquels il a fait le voyage pour la Haute-Californie en 1834. Ce texte procure tous les arguments légaux et politiques pour s'opposer à la révolte, de la part d'un juriste et de quelqu'un qui a été aux

132 DHC Vallejo, 3, 270, 273, 276
133 DHC Vallejo, 3, n°270, Osio à Vallejo 26 novembre 1836, Monterey.

premières loges des événements.[134] Cet exposé juridique est complété par une version plus sarcastique sous la forme d'un poème en vers qui accuse directement les employés publics Angel Ramírez et Cosme Peña, ainsi que le commerçant Hinckley d'être les vrais leaders cachés derrière l'insurrection californienne. Dans ses vers satiriques, il qualifie respectivement Ramírez, Peña et Hinckley, de « philosophe frénétique », « d'ancien révolutionnaire et d'« étranger contrebandier et perdu ».[135] Pour Castillo Negrete, les intérêts derrière la révolution, ce sont ceux « de la contrebande étrangère ». La véritable cause en effet, c'est « la protection de la contrebande » et « la malversation des missions ». Les signataires du manifeste « sont des innocents qui ont été séduits », « quatre consillers territoriaux hallucinés, sans prudence et sans prévision, instruments aveugles de ceux qui se cachent en vain ». Il faut alors « lever le voile » et « faire disparaître les théories de la faction, afin que brille la loi, qui est la vérité, et de la vérité naît le bien ». C'est ce que se propose de faire le juge.

Tout d'abord, alors que ceux de Monterey « proclament la liberté », ils se livrent « aux expulsions, aux proscriptions », signe de « l'interruption du régime légal et du début de celui de la force » ; « sous couvert de leur pelage de brebis, ils ont un cœur de tigres africains », lancés comme ils sont sur « la carrière du crime ». Signe de leur « despotisme », ils s'arrogent eux-mêmes « des facultés législatives, exécutives et judiciaires », soit « tous les pouvoirs dans une même petite et minuscule corporation ». Le conseil territorial sort ainsi de ses attributions « purement économiques » et « usurpe celles du Congrès National ». Sous couvert du droit, les « quatre conseillers mal conseillés abusent du nom de l'Excellentissime conseil territorial, sans mission, sans facultés, sans avoir consulté l'opinion publique de tout le territoire et s'érigent en souverains ». Au-delà de l'illégalité de leurs actes, c'est bien le problème de la représentation qui est au cœur des reproches du juge et que vont reprendre les *ayuntamientos* de San Diego et Los Angeles. « Il faut arrêter cette faction qui se met à la tête du gouvernement sans avoir consulté notre volonté ». Les lois produites risquent alors d'être au service d'intérêts particuliers, « les législateurs se couvriront de soldes et de privilèges... et dilapideront les finances ».

Aussi, dans ces circonstances, « l'obéissance au mal nommé conseil territorial n'est-elle pas un devoir ». Les sujets que prétend « régler le plan... qui s'est publié le 7 novembre , seul le Congrès National peut se prononcer dessus ». En tant que « partie intégrante de la république mexicaine », la Californie, « qui a un député au Congrès », « est dans l'obligation d'adhérer et de se soumettre à la

134 DSP Angeles, 2, p. 239, DHC Guerra, 6, p. 171-190 DHC D. Carrillo, p. 9, et Coronel, 35. Luis del Castillo Negrete, « Exposicion al Ylustre Ayuntamiento de Los Angeles », 20 novembre 1836, San Diego.
135 HHB3, p. 465. DHC Alviso p. 4.

majorité des votes nationaux, conformément au pacte social ». Les conseillers sont des « parjures, puisqu'ils rompent imprudemment les serments qu'ils ont fait devant Dieu et les hommes, et sont donc des traîtres à la Patrie et ne méritent pas la confiance publique ». Cet argument vise directement l'invocation des conseillers de leur serment sur la Constitution fédérale de 1824. Mais le juge met la patrie devant le système politique, en affirmant que « contre la Patrie, il n'y a pas de Raison »[136].

Que faire selon lui dans cette situation, alors que le gouvernement légitime a quitté le pays ? « Les *alcaldes* et les *ayuntamientos* doivent ré-assumer l'autorité politique et économique dans leur juridiction, jusqu'à ce qu'un conseil territorial légal vienne déloger le quarteron anarchique qui a usurpé son nom respectable ». En particulier, et là Castillo Negrete se fait flatteur, « il n'y a pas d'*ayuntamiento* de plus haut rang dans le territoire que celui de cette ville [de Los Angeles], la capitale de la Californie » ; c'est donc à lui « de prendre l'initiative et de convoquer les autres à former un gouvernement provisoire pour garantir la liberté ». À cette fin, le juge propose un plan en huit points pour reconstituer un gouvernement légal et représentatif.

Les arguments du juge trouvent un écho particulier parmi les migrants récemment arrivés, avec la colonie Híjar-Padrés en 1834, ou dans le contexte de la croissance des circulations terrestres avec le Nouveau-Mexique, la Sonora ou le Chihuahua.[137] Le contexte géopolitique, en particulier la tension des relations entre États-Unis et Mexique au sujet du Texas donnent un aspect sulfureux à la révolution d'Alvarado, dans une frontière que les États-Unis admettent convoiter depuis l'année précédente.[138] Ces migrants craignent eux-aussi « d'être sacrifiés à la convoitise étrangère », si s'accomplissent les « plans antipatriotiques de ceux qui prétendent faire un autre Texas ». Non seulement leur patriotisme est-il offensé, mais ils craignent aussi pour leur sécurité. D'ailleurs, c'est leur principale préoccupation, certains du moins relativisant le séparatisme des Californiens, indiquant qu'il s'agit « d'une tendance », qui n'a rien de fatal. Narciso Botello, à Los Angeles, admet que le gouvernement de Mexico « a commis une erreur en envoyant en Californie un gouverneur comme Chico », car « sa conduite a été à l'origine du renforcement d'un provincialisme qui s'est réveillé ». Même si « Chico a maltraité tout le monde, les *Californios*, et c'est naturel, ne se sont pas intéressés à ce que nous souffrions nous aussi les Mexicains de l'autre bord (*de la otra banda*), et ne se sentirent concernés que de ce qui leur arrivait à eux ».[139]

136 C'est lui qui souligne.
137 Nous développons sur les changements démographiques du sud au chapitre 6.
138 C.A. HUTCHINSON, *Frontier Settlement* ; R.G. CLELAND, « The Early Sentiment ».
139 Narciso Botello, p. 20 .

Il n'y a rien de mécanique dans cette division entre Californiens de naissance et migrants récents. Par exemple, José Sepúlveda, un *Californio*, s'indigne en janvier 1837, en écho au juge Castillo Negrete, « qu'on prétende nous séparer de nos pères et nos frères mexicains et de leur faire la guerre avec une force d'étrangers » pour « exterminer le pavillon mexicain ».[140] Sa prise de position peut témoigner à la fois d'un rapprochement de points de vue entre les *Californios* de Los Angeles et les nouveaux migrants[141], mais aussi d'une inquiétude religieuse. En effet, souligne Sepúlveda, « le coup de force le plus rare et le plus téméraire... se trouve à l'article trois du plan des Montereyens qui va jusqu'à l'extrémité d'autoriser les pédagogues de la révolution de se moquer en toute impunité de notre catholicisme ».[142] Ce troisième article reconnaît toujours la religion catholique et n'admet aucun autre culte public, mais se promet de ne molester personne pour ses opinions religieuses personnelles, ce qui vaut aux révolutionnaires d'être traités de « philosophes » par Castillo Negrete, et donc de « pédagogues » par Sepúlveda.

Il y a donc plusieurs tendances dans le sud : d'une part, une inquiétude sur l'opposition ouverte des Montereyens au gouvernement, et la crainte de représailles militaires, malgré une empathie de principe, d'autre part, l'expression d'une rivalité entre capitales et *ayuntamientos*, et entre employés publics, et enfin une désapprobation catégorique d'actes jugés illégaux, illégitimes, et dangereux pour la population mexicaine et l'intégrité du Mexique. Ces préoccupations se rejoignent en certains points mais ne coïncident pas complètement, ce qui explique une certaine confusion entre décembre 1836 et juillet 1837.

Les *ayuntamientos* de San Diego et Los Angeles en décembre puis en janvier proposent des plans globalement similaires à ce que propose le juge Castillo Negrete, qui a refusé de jouer un rôle dans la résistance, afin de ne pas servir dans un territoire en rupture de légalité. À l'approche d'Alvarado après sa proclamation à Santa Barbara, des compromis sont trouvés, concernant la protection de la religion catholique, celle des Mexicains, une reformulation des propositions qui évite de mentionner « l'indépendance » et enfin l'organisation d'élections représentatives. Alvarado écrit à Vallejo qu'il « aurait voulu mettre en place le système adopté dans sa totalité, mais a pensé plus opportun de concilier les intérêts des *pueblos*, vu la notable divergence d'opinions qu'il a rencontrée »[143]. De nombreuses propositions sont faites et négociées, des plans concurrents publiés.

140 La comparaison des événements californiens avec ceux du Texas est transmise à Mexico par les commerçants dès le mois de décembre 1836 AGN, Justicia, vol. 182, Ex 5 « Sobre las ocurrencias de la Alta California », p.160, Bernardo Navarrete à Don Juan María Ramirez, 6 décembre 1836, Cabo de San Jose, transmis par la douane de Mazatlan.

141 Voir chapitre 6.

142 p.274, José Sepúlveda, 17 janvier 1837, San Fernando.

143 Voir par exemple DHC Vallejo, 3, 176, Alvarado à Vallejo, 3 février 1836 [1837], San Fernando.

Dans le cadre d'un accord conclu en février, des élections sont organisées, un nouveau conseil territorial se réunit à Santa Barbara le 10 avril, et le 10 mai Alvarado fait une déclaration célébrant la liberté et l'union.[144] De toute évidence, malgré cela, il existe toujours des tiraillements parmi les Californiens du sud, et notamment une certaine réticence de Pico, Osio et Bandini sur le maintien au pouvoir d'Alvarado à la tête du gouvernement, tandis que Sepúlveda est semble-t-il convaincu par les garanties d'Alvarado, et par une charge de capitaine de la milice. Bancroft suggère également l'efficacité des menaces, notamment l'exil à Sonoma dans le nord auprès de Vallejo, qui devient en effet un lieu de déportation des ennemis du régime d'Alvarado. Les hésitations répétées et les divisions au sein des *ayuntamientos* de Los Angeles et San Diego sont là pour rappeler non pas leur « versatilité », comme l'exprime Bancroft, mais les divisions profondes au sein de ces municipalités.[145]

C. « Quelle que soit la forme de gouvernement, le sort de la Californie reste le même »

Le 9 juillet 1837, Alvarado publie à Santa Barbara un manifeste déclarant que « les lois constitutionnelles de l'année 1836 garantissent l'inviolabilité de nos droits et les étendent encore plus loin que nos désirs modérés ». « L'État libre et souverain » y devient le « département de la Haute-Californie ». Ce changement de termes est significatif, car il traduit un ralliement formel au système de gouvernement centralisé. Ce ralliement au système constitutionnel a deux causes principales : d'une part, malgré les compromis avec quelques uns, l'impossibilité de neutraliser tout risque d'attaques venues du sud, quelques personnalités se révélant particulièrement tenaces dans leur lutte contre le pouvoir d'Alvarado et de ses alliés ; d'autre part, la perception d'une possibilité de sauver le principal au moyen d'un accord avec le gouvernement.

Pendant toute cette période de discorde, des groupes indiens dans le nord et le sud mènent des attaques continues qui fréquemment interrompent ou retardent les campagnes révolutionnaires ou contre-révolutionnaires. Mariano Vallejo, pourtant proclamé commandant général, et au nom de qui on recrute les soldats de la révolution, ne quitte guère Sonoma où il est constamment occupé à ses campagnes indiennes. Dans le sud, le ranch de Juan Bandini, et de nombreux élevages sur la frontière sont dépouillés du fait des raids indiens. L'enjeu pour les élites est de trouver un terrain de

144 « Manifiesto del gobernador interino del Estado Libre y Soberano de la Alta California a sus habitantes », Monterey, 10 mai 1837, disponible dans DHC Vallejo, 32, 85 et publié en espagnol et en français dans Petit-Thouars, 4, p. 24-33, parmi d'autres documents publiés et traduits concernant les événements californiens de 1836-1837, de la main de Vallejo et Alvarado en particulier.

145 HHB3, p. 520 ; sur la vie politique de Los Angeles dans les années 1830, voir le chapitre 6, les archives municipales de Los Angeles (LACA) et les mémoires de Narciso Botello. Sur les divisions au sein de *l'ayuntamiento*, voir en particulier Botello, p. 26.

compromis avant que la révolution ne déclenche des désordres plus graves dans les couches plus populaires et les Indiens, ce qui mettrait en péril les propriétés. Bandini reproche à Alvarado d'avoir « excité l'opinion sans prendre garde aux conséquences ». En effet, un spectre pointe avec la discorde : celui de 1832 quand de nombreux Indiens avaient été mobilisés par la révolution contre Victoria, avec en toile de fond la question de la liberté des Indiens. Les divergences parmi les Californiens reflètent aussi des hésitations sur la meilleure manière de se protéger et de l'identification du danger le plus pressant, des ennemis les plus menaçants, des alliés les plus sûrs.

Autour de février-mars 1837, court la rumeur d'une intervention mexicaine armée en Californie, qui entraîne une mobilisation importante de forces dans le nord grâce à une activité intense de Vallejo pour lever des milices civiques. Cela se révèle une fausse nouvelle, mais en mai, la menace se fait plus concrète avec l'organisation à l'initiative de Juan Bandini et ses proches de San Diego Pío Pico et Estudillo d'une force dite « du gouvernement suprême », dirigée par Agustin Zamorano, l'ex-aide de camp du gouverneur Echeandía, qui avait résisté aux rebelles de 1832 à Monterey. Ses troupes sont constituées principalement d'exilés de la révolution, de troupes de la frontière, auxquels s'ajoutent des volontaires issus de groupes de commerçants-trappeurs voyageant entre le Nouveau-Mexique et la Haute-Californie sous la direction d'un trappeur d'origine franco-canadienne nommé Charlefoux. Cette force étrangère a été convaincue d'aider la cause par Agustin Janssens, membre de la colonie installé à Los Angeles.[146] Elle joue pour le sud le même rôle d'épouvantail que la force d'États-uniens menés par Graham. En provoquant eux-même l'invasion redoutée initialement, Bandini se place de lui-même dans le camp adverse des *Californios* : « s'il est vrai que vous avez demandé des renforts », tempête Vallejo, « soyez certains que la ruine du pays sera de votre responsabilité, vous qui prétendiez le contraire ».[147] Cette menace d'une invasion, la mobilisation dans le nord, un contre-*pronunciamiento* loyaliste à Monterey en juillet 1837, tout concourt à une radicalisation des Californiens qui met en danger ceux qui sont identifiés comme « Mexicains » : « les Mexicains risquent leur vie » à cause « de la fureur populaire et de l'indignation générale, presque impossibles à contenir ». Le commandant militaire Vallejo est obligé de prendre des mesures pour « mettre en sécurité ces personnes » et organiser leur départ.[148]

Plus tard, en 1838, les sudistes renouvellent leur appel à des troupes extérieures, cette fois pour une campagne de plus grande ampleur pour laquelle le gouverneur de Sonora et des troupes de ce département sont recrutés. En faisant intervenir les soldats tant redoutés, en convoquant des

146 Janssens, p. 89.
147 DHC Vallejo, 4, 31, Mariano G. Vallejo à Carlos A. Carrillo, Monterey, 10 février 1837.
148 DHC Vallejo, 4, 275, Vallejo à Alvarado, 9 juillet 1837.

personnes extérieures pour régler les affaires californiennes, les sudistes rompent le pacte des élites californiennes, dont la priorité avait été le gouvernement par eux mêmes, et provoquent ce qu'ils cherchent à éviter, la guerre civile et ses désordres. Car comme l'avait montré l'exemple de 1832, une fois les élites divisées et en conflit, il pouvait être difficile d'en maîtriser les conséquences, notamment en terme de mobilisation des *mestizos* et des Indiens.

Jusqu'à la mi-mars, Alvarado est confiant qu' « il ne faut rien craindre du Mexique ». Un navire venu de Honolulu apporte la nouvelle que « le Chihuahua, Guadalajara et le Zacatecas se sont prononcés contre le gouvernement central », ce qui indique « que le gouvernement bientôt retombera dans la Fédération et que le pays parviendra à devenir un État » ; en attendant, « le Mexique ne pense plus au territoire de Haute-Californie.[149] Mais dès les premières alertes qui changent son opinion sur la question, le 19 mars 1837, Alvarado commence à réfléchir au meilleur moyen de se défendre d'une telle expédition, notamment à l'occasion du départ d'un bateau commerçant, dont il craint qu'il ne transmette des informations à Mexico, sous couvert de partir pour Lima. Ledit commerçant, Federico Becher « est notoirement opposé au nouveau système » californien et risque « de donner des informations sur le faible état de leurs défenses ». Il faudrait peut être, se demande Alvarado, faire parvenir au gouvernement avant Becher, « une exposition qui peigne en de vives couleurs nos intentions » et contredire ce que pourrait dire le commerçant, qui lui a affirmé avoir entendu Vallejo dire « qu'on allait hisser en Californie un autre drapeau et déclarer notre indépendance absolue »[150].

Alors même que la grosse centaine de soldats de Zamorano et Bandini commence à marcher vers le nord, arrive en Haute-Californie Andrés Castillero, qui se présente comme un représentant du gouvernement de Mexico, porteur notamment des nouvelles lois constitutionnelles. Alvarado, après l'avoir rencontré, accepte de prêter serment à la constitution centraliste. C'est à la suite de leur accord qu'Alvarado publie son adresse du 9 juillet 1837 qui proclame la reconnaissance du centralisme. Il y affirme la promesse que Castillero lui a faite que les Californiens pourront « par leur vote, adresser leurs suffrages au citoyen [qu'ils] jugeront digne d'occuper la Magistrature Suprême ». Reprenant le raisonnement antérieur de Juan Bandini, il interroge rhétoriquement : « que vouloir de plus ? »[151] Il se justifie aussi en privé auprès de Vallejo : ce n'est pas tant « qu'il n'y a pas d'autre solution », mais « qu'effectivement, la constitution centrale offre des garanties et nous

149 DHC Vallejo, 4, 212, Alvarado à Vallejo, 9 mars 1837, citant une lettre du consul des États-Unis à Honolulu John Coffin Jones à l'Étatsunien naturalisé mexicain William Dana, à Santa Barbara.
150 DHC Vallejo, 4, 216, Alvarado à Vallejo, 17 mars 1837, Santa Barbara.
151 DHC Vallejo, 4, 276, Alvarado, 9 juillet 1837.

offre des avantages dont nous ne jouissions pas avec la [constitution] défunte ». Castillero a de plus rabroué « tous les officiers de San Diego » en les « accusant de tous les désordres et maux qu'ils ont causé dans le sud en prenant le nom de 'division des opérations du gouvernement suprême' » et certains « ont dû venir demander pardon pour que je les excuse auprès du gouvernement ». Même le président des missions Narciso Durán, qui n'avait jamais voulu prêter serment depuis l'indépendance, accepte désormais de le faire, arguant de la reconnaissance de l'indépendance par l'Espagne.[152] Mais c'est désormais Vallejo qui refuse de procéder. Il accepte de célébrer solennellement « l'heureuse nouvelle de la fin des hostilités intérieures à l'origine d'une effusion de sang de nos frères », mais, en une formulation proche de celle invoquée par les missionnaires pendant les années 1820 « sans que cela constitue d'après [lui] une trahison, il ne peut prêter le serment...du fait qu'une déclaration si solennelle ne devrait se faire que pour l'éternité, telle une parole sacrée, mais est devenue la risée des factions qui nous dirigent ». De plus, il trouve « oiseuse » la justification d'Alvarado selon laquelle « quelle que soit la forme de gouvernement qui régisse la république, le sort de la Californie reste le même : si en effet « quel que soit le gouvernement, cela n'a aucune influence sur le pays, et par conséquent est incapable de lui apporter le moindre bien », pourquoi prêter un tel serment ?[153] À la suite de Mariano Vallejo, la compagnie de San Francisco refuse elle-aussi de prêter le serment, « n'ayant pas d'ordre du commandement général » et « ne souhaitant pas changer du système fédéral adopté à la capitale de Monterey le 6 novembre de l'an passé »[154]. En l'attente de nouvelles de Mexico, Andrés Castillero étant chargé d'informer le gouvernement et de revenir avec des nominations provisoires, les choses en restent là. Mais ces prises de position sont révélatrices de la manière dont est envisagée la relation avec Mexico en lien avec le système de gouvernement. Pour Vallejo, tant que le Californie n'est pas souveraine, c'est-à-dire maîtresse de son mode de gouvernement, aucun gouvernement extérieur quel qu'il soit ne pourra contribuer à son développement. Pour Alvarado et ceux qui se rallient au système centraliste, c'est dans le but d'éviter une perte de souveraineté avec une occupation militaire, ou encore pour se faire oublier du gouvernement ; pour d'autres enfin, la souveraineté n'est pensable que dans le cadre constitutionnel ou national, du fait de leur formation, de leur carrière ou de leur parcours migratoire.

***

Mise en perspective, la révolution de 1836 perd en panache ce qu'elle gagne en intelligibilité,

152 DHC Vallejo, 32, 96, Duránà Vallejo, 8 juillet 1837.
153 DHC Vallejo, 4, 202, Vallejo à Alvarado, s.d. [juillet 1837].
154 DHC Vallejo, 4, 294, 16 août 1837, Francisco Sanchez à Vallejo, San Francisco.

d'elle-même, et du processus de construction nationale et de politisation aux confins de la république mexicaine. On présente souvent la révolution de 1836 soit comme une rupture, soit comme une scansion dans une série de révolutions. Il paraît au moins aussi intéressant de l'analyser dans une séquence qui commence au début du mandat du gouverneur José Figueroa en 1833. C'est en effet ce gouverneur qui donne aux Californiens pour objectif que la Californie devienne au moins l'égale des autres États. Encore plus que sa politique de développement des *ayuntamientos* et de division territoriale des pouvoirs, ce que les jeunes notables californiens retiennent c'est, en plus du fédéralisme déjà enseigné par José María Padrés, ce que signifie la souveraineté en matière de contrôle politique sur ses ressources, et notamment sur la propriété de la terre et la gestion des missions. Une autre leçon, peut être moins explicite, est que l'idée qu'on se fait des intentions et de la politique du gouvernement de Mexico, les meilleurs alliés ne sont pas toujours ceux que l'on croit. Ainsi, le gouvernement radical de Gómez Farías, avec sa politique de sécularisation et de colonisation paraît à Figueroa et aux Californiens a priori fédéralistes et favorables à son gouvernement, beaucoup plus menaçant que le gouvernement a priori plus modéré et centralisateur de Bustamante et Alamán. La révolte de 1836 marque aussi une convergence dans les manières d'envisager la politique californienne à Santa Barbara, historiquement plus traditionaliste et catholique, et à Monterey, et une divergence entre San Diego et Los Angeles d'une part, et les municipalités plus au nord d'autre part. Les rivalités personnelles, notamment entre employés publics désireux de profiter de leur poste éloigné du regard central, jouent certes aussi un rôle. Mais elles n'épuisent pas les causes de la révolte et de la déclaration d'un « État libre et souverain » et ce qu'il signifie pour les notables, mais aussi pour le peuple, qui y voit l'occasion d'améliorer leur situation, avec la concession de terres et l'attribution de postes d'administrateurs.

La révolution de 1836 peut s'expliquer par la conjonction entre deux groupes hostiles au gouvernement de Mexico, à un moment précis, qui correspond aussi à l'arrivée à l'âge adulte et aux responsabilités de la génération qui a grandi avec l'indépendance du Mexique, et surtout a grimpé l'échelle sociale et s'est politisée au clair de la Constitution fédérale de 1824. Ces jeunes gens, nés en Californie, ont également été élevés par les missionnaires, qui sont extrêmement respectés par leurs parents et la société californienne en général. Leur hostilité aux missionnaires dans les années 1820 et au tournant des années 1830 a pu se résoudre sous le mandat de Figueroa, qui a su associer les franciscains à la réforme et ainsi les intégrer au processus politique ; aussi devient-il possible d'imaginer une synthèse californienne qui associe idéalement l'utopie missionnaire et l'utopie fédéraliste libérale contre les projets du gouvernement de Mexico, dont les uns et les autres se

méfient, les uns étant opposés farouchement, par construction, aux centralistes, les autres ne croyant plus pouvoir compter sur des gouverneurs mexicains, même réputés conservateurs. Le contexte national importe dans la mesure où les opposants voient dans l'instabilité générale une opportunité de changement à la tête de l'État, et éventuellement de victoire pour leur camp ; mais l'exemple du Texas fonctionne également comme un épouvantail. Enfin, 1837 voit la fin de la période strictement (naïvement ?) fédéraliste des jeunes *Californios*, avec la requalification de leur projet en des termes plus locaux et pragmatiques et moins idéologiques.

Le mandat de Figueroa marque en effet un tournant : le ralliement à Figueroa de Vallejo, Alvarado, Ortega, Osio, Castro, et les autres participants de la révolution contre Victoria au moment de son arrivée sur le territoire marque le départ d'une divergence entre ces derniers et Bandini, marginalisé après l'échec de la colonie Híjar-Padrés. Cette concurrence spatialisée est, plus que la révolution de 1832, ce qui marque le début de l'opposition entre sud et nord de la Haute-Californie, *abaqueños* et *arribeños*, et ce d'autant plus que Juan Bautista Alvarado s'installe définitivement à la capitale, élu conseiller territorial comme José Castro en 1835 et que Vallejo, écarté des postes civils, est chargé de la frontière nord, qu'il ne va plus quitter. Si des différences, notamment liées à l'âge, à l'expérience et aux responsabilités occupées avaient déjà en 1831-32 mis au jour un décalage entre les sudistes et les nordistes, leurs objectifs convergeaient. À partir de 1835, on assiste au contraire à une divergence croissante entre les deux groupes, que les évolutions démographiques de ces années-là ne vont pas démentir. L'amélioration des communications ainsi que la circulation effective des personnes entre la Californie et Mexico est aussi un élément crucial des années 1830. C'est donc une Californie divisée, hétérogène et aux trajectoires divergentes qu'il faut gouverner à partir de ces années-là.

Chapitre 6 Gouverner (1834-1842)

« Les dissensions politiques qui ont eu lieu étaient nécessaires pour que cette province sorte de son état d'enfance et prenne un aspect différent », commente avec philosophie un marchand naturalisé mexicain habitué du commerce californien en 1839.[1] Mariano Vallejo concorde : « il est nécessaire que nous tous qui avons fait changer le pays en toute bonne foi...nous lui donnions une nouvelle forme et qu'il ne sorte pas de nos mains sans que nous l'ayons organisé »[2]. « Changer d'aspect », « sortir de l'enfance », les acteurs et observateurs contemporains ont conscience que la Californie entre dans une nouvelle phase. La révolte de 1836 ne signifie pas forcément la plongée dans le chaos, même si la guerre civile menace. La victoire des rebelles fait aussi peser la menace de « l'aspirantisme », cette ambition pour les postes administratifs lucratifs ou la concession de grandes propriétés. Mais c'est aussi l'occasion pour les Californiens de rendre réelle et possible « leur Californie », désormais qu'ils ont les rênes du pouvoir. De plus, la révolution des Californiens a eu lieu dans un contexte rapidement changeant dans la région, dont il faut tenir compte pour comprendre les choix qui se présentent à ceux qui veulent influer sur la politique californienne.

À partir des années 1830, la Californie connaît d'importantes évolutions, parfois propres, parfois communes avec le reste du Mexique ou encore avec l'ouest de l'Amérique du Nord ou du Pacifique. Les communications terrestres reprennent et augmentent entre la Haute-Californie et le reste du continent, par l'est, le nord et le sud. Les communications maritimes s'intensifient également à la faveur des explorations dans le Pacifique, de la chasse à la baleine et d'un commerce d'exportation qui alimente les révolutions industrielles de Nouvelle-Angleterre et d'Europe (cuirs, suif). Ces circulations maritimes et terrestres contribuent à modifier la démographie californienne, avec l'apport de nouveaux migrants, qui font évoluer notablement les communautés dans lesquelles ils s'installent. Les colons venus avec Híjar et Padrés en 1834 sont parmi ceux-là. Les missions franciscaines sont sécularisées en 1834, c'est-à-dire transformées en communautés villageoises. La sécularisation apporte des modifications majeures dans la politique, l'économie et la démographie du territoire californien. L'adoption du système de gouvernement centralisé par le Mexique en 1836 change également le cadre d'administration du territoire. Les troubles répétés à Mexico à partir des

1 DHC Vallejo, 8, 10, Virmond à Vallejo, 5 août 1839, Mexico.
2 DHC Vallejo, 5, 132-1, Vallejo à Alvarado, 10 août 1838, Sonoma.

années 1840 rendent difficile le gouvernement de la Californie depuis Mexico, tandis que, comme nous venons de le voir, les Californiens sont déterminés à « être souverains » chez eux. Quand Alvarado, les signataires du manifeste et Vallejo proclament « l'État libre et souverain de Californie » en 1836, quand même Alvarado se rallie au centralisme et proclame le « département de Haute-Californie » le 4 septembre 1837, c'est bien pour mener la politique qu'ils souhaitent. Mais les Californiens doivent se confronter aux problèmes concrets du gouvernement d'une région encore isolée, avec peu de ressources, une démographie faible et une population très hétérogène.

Gouverner la Californie dans ce contexte est une question à laquelle les réponses sont contrastées. Dans ce chapitre, la question est abordée à plusieurs échelles, en ouvrant progressivement la focale. Le gouvernement de la Californie se fait d'abord à l'échelle des *pueblos* et de leur juridiction. Les années 1830 voient la généralisation des institutions municipales sur le territoire, dans les missions et dans les presidios. À cette occasion, le pouvoir local est renégocié. Cette échelle permet en particulier de voir l'activité politique des Amérindiens devenus citoyens de *pueblos* à l'occasion de la sécularisation, qui est difficilement observable à l'échelle de la Haute-Californie.

L'échelle des sous-régions californiennes met en évidence les difficultés qu'il y a à gouverner un département soumis à des pressions contraires. Les troubles suivant la révolution de 1836-1837 sont abordés sous un angle différent du chapitre précédent. L'opposition à Alvarado joue de nouveau sur une rivalité de légitimité. Mais elle s'appuie aussi sur des évolutions du sud de la Haute-Californie contribuant à le rapprocher de l'intérieur du Mexique, parmi lesquelles un apport migratoire important, par le biais de la colonie de 1834 ou de circulations commerciales depuis l'est et le sud. Les particularités qui touchent la frontière, au nord et à l'est sont également développées : ces régions appartiennent officiellement au Territoire national et départemental mais ne sont en fait pas contrôlées par les autorités mexicaines. Par contraste avec la Haute-Californie des *pueblos*, ces régions imposent d'autres types de gouvernement, qui ne mettent pas les autorités civiles et militaires d'accord entre elles. À l'échelle du nouveau département[3] d'ailleurs, malgré leur détermination à se gouverner eux-mêmes, les Californiens sont divisés sur le type de gouvernement, hésitant entre l'application de lois d'exception propres à la Californie ou des lois de la république, entre un gouvernement civil ou militaire, entre un engagement envers le Mexique et le constat des difficultés du pays et des tractations entourant la Californie. Pour le dire en d'autres termes, les

3 La Haute-Californie est devenue un « département » et non plus un « territoire » avec la proclamation de Juan Bautista Alvarado qui reconnaît la constitution de 1836. Voir chapitre 5.

Californiens hésitent dans leur stratégie entre être un département à part entière et se développer comme tel, ou rester une frontière.

I - Gouverner des *pueblos*

La généralisation des *ayuntamientos* dans les *presidios* et les missions, la sécularisation de 1834 puis la réforme du système avec la mise en place des préfectures, tout cela en lien avec la croissance démographique fait de la décennie entre le milieu des années 1830 et le milieu des années 1840 une période de profonde réorganisation de la vie politique locale californienne, tout particulièrement dans les missions. Cela soulève ensuite la question d'une moindre participation à la suite de la réforme des préfectures, mais aussi celle de l'intégration des Indiens. D'un point de vue institutionnel, tous les types d'établissements convergent vers l'organisation en *ayuntamientos*, aussi bien les *presidios* que les missions. Vers la fin des années 1830, à la faveur des réformes constitutionnelles mettant en place un système plus centralisé, et harmonisant la Californie avec le reste du territoire mexicain, le territoire devenu département se réorganise spatialement : conformément aux nouvelles dispositions, le gouverneur le fait diviser en districts dépendant d'une capitale où siège un préfet. Quant aux *ayuntamientos*, ils sont remplacés par un juge de paix (*juez de paz*) nommé. Quels sont les effets locaux de cette réforme politique ? Marque-t-elle un déclin de la participation aux affaires du gouvernement local ? Sans que les enjeux de pouvoirs aient été moindres à la période précédente, les efforts d'organisation d'un *ayuntamiento* dans tous les établissements (missions et *presidios*) forment autant de lieux et de moments de cristallisation des enjeux à l'échelle très locale et très matérielle des bâtiments et des lieux du pouvoir et des prises de décision jusqu'à l'échelle de la juridiction du *pueblo* et de ses relations avec ses voisins, institutionnels, individuels ou collectifs. Un aspect important de la période est la distinction qu'il faut essayer d'établir entre d'une part vie urbaine et vie rurale, d'autre part entre petites localités et localités moyennes avec des fonctions centrales, et enfin entre localités dominées et gouvernées par les *de razón* et les localités presque exclusivement indiennes, qu'elles soient situées dans les ex-missions (en leur chef-lieu, ou dans des terroirs exploités dans le cadre d'une mission[4]), sur des propriétés concédées et utilisées de manière privée. De plus, cette multiplication ainsi que la réforme centraliste de 1840, avec la création de préfectures et de sous-préfectures est l'occasion

4 Les missions couvraient en effet un territoire assez large, qui occupait souvent plusieurs terroirs considérés comme originels par les Indiens affiliés à la mission, qu'ils y résident toujours ou bien vivent dans les bâtiments de la mission. Voir plus loin et Lisbeth HAAS, *Saints and Citizens: Indigenous Histories of Colonial Missions and Mexican California*, Berkeley, University of California Press, 2013.

d'une re-négociation de la hiérarchie urbaine[5].

On assiste donc à ce qu'on peut appeler une tentative de normalisation du territoire californien, du moins sur la côte, avec une convergence de tous les établissements vers le modèle du *pueblo* à *ayuntamiento*, et une structuration hiérarchisée du territoire en vertu du système centralisé avec des préfectures et des sous-préfectures à partir des années 1840. Cette normalisation se fait à partir d'institutions, de populations, de territoires et de pratiques très diverses : en effet, les *pueblos* entre 1835 et 1845 peuvent soit être d'anciens *pueblos*, fondés avant 1800, soit être d'anciennes missions, soit d'anciens *presidios* ; au départ, chaque mission devient le siège d'un, voire de plusieurs *pueblos*. Plus tard, suivant l'évolution de chaque mission, celle de ses relations avec les établissements alentours, les décisions et négociations menées à la capitale ou sur le terrain, on peut assister à des fusions et à des montages comme la conjonction d'une mission et d'un presidio, soit encore un agrégat d'une mission, d'un *pueblo* et d'un *presidio* (Monterey). Cette restructuration est l'occasion d'une redistribution et d'une renégociation du pouvoir et des attributions à toutes les échelles, depuis le micro-local jusqu'au régional, comme l'illustre l'exemple de San José ci-dessous.

Le 18 avril 1843, le juge de paix (*juez de paz*, juge de première instance nommé qui remplace l'*alcalde*) de San José, Salvio Pacheco, envoie une longue lettre au gouverneur afin de lui faire part des problèmes rencontrés dans sa juridiction. Cette lettre permet de comprendre les nouvelles problématiques de gouvernement qui se posent après la sécularisation des missions. L'éparpillement de la population et la taille des districts, du fait de la faible densité de peuplement, sont particulièrement mis en valeur, ainsi que les difficultés rencontrées pour administrer les Indiens, du fait de leur mobilité géographique et occupationnelle. Cette lettre montre aussi comment les réformes et les innovations de gouvernement ne viennent pas seulement des institutions à l'échelle départementale, mais aussi du terrain, de la part des élites municipales. L'original ayant été perdu, nous devons nous fier à la copie d'un employé de Bancroft ; le copiste résume les problèmes rencontrés par le juge de paix, en insérant des citations originales marquées par des guillemets, en neuf points :

> « 1/ Les juges de paix de la *Contra Costa* et de ses ranchos doivent se rendre avec leurs questions, leurs plaintes et leurs prisonniers à San José et le déranger, du fait qu'ils n'ont pas de prisons et qu'ils ne sont pas soumis à une loi qui les rende compétents.
>
> 2/ Il y a beaucoup de gens dispersés dans les campagnes sans propriété ni intérêt à gérer, simplement parce qu'ils ne veulent pas se soumettre au service d'une communauté ; il y en a

5 Bien que les localités californiennes comptent très peu d'habitants, les pueblos se conçoivent comme des centres urbains, c'est-à-dire dotés d'équipements et de services qu'on ne trouve pas dans les zones rurales.

d'autres qui occupent des propriétés au détriment des habitants, et qui usurpent les points d'eau. C'est pourquoi les protestations des habitants ne cessent pas, ni celles des Indigènes intégrés (*ladinos*) qui sont condamnés à errer et à être exposés aux Indiens sauvages (*barbaros*) ; et si le père d'une de ses familles vient à mourir, celles-c- sont condamnées à être expulsées par le propriétaire du rancho. Et c'est pour cela que l'agriculture ne fait pas de progrès et que la population ne croît pas et que par conséquent ceux qui se retrouvent ainsi sans habitation se joignent avec les voleurs des Tulares et leur servent de guides.

3/ La multitude d'étrangers qui trafiquent dans cette juridiction sans carte de nationalité ou qui entrent par le fleuve Sacramento sans passeports légaux avec le titre de chasseurs, ou d'autres avec celui de commerçant nous importunent avec leurs désordres. En effet, le décret du 6 juin 1826 sur l'entrée des étrangers n'a eu aucun effet en Californie.

4/Au sujet des indigènes libérés des missions sous licence. Il faudrait que ceux-ci soient assujettis au *pueblo* comme *vecinos* et non comme des serviteurs ou des esclaves, en leur répartissant la terre et qu'ils la cultivent pour leur famille s'ils en ont une. Ce serait une avancée pour l'agriculture de la part des juges qui ont pour charge de les faire travailler. D'expérience, un indien serviteur travaille un ou deux jours pour son maître puis s'enfuit avec son cheval qu'il vole, et vaque de ci et de là et au final il finit aux Tulares avec les voleurs de chevaux et deviennent des pièces maîtresses des compagnies qui viennent nous voler ; même si ce n'est pas le cas de tous.

5/ Je demande à Votre Excellence si les responsables des établissements missionnaires ont la faculté de châtier ou de juger en matière de délits criminels qui se commettent entre néophytes, ou si ces messieurs et ceux de leur établissement peuvent être soumis au juge compétent ; en effet, lors du contentieux, certains en appellent au fuero militar et d'autres despotes se font des juges absolus et ne viennent déranger le tribunal que pour réclamer leurs biens propres ».

6/ Au sujet de la difficulté des demandes contre une personne d'une autre juridiction et les coûts et la perte de temps causée au plaignant, il dit « si on imagine que quelqu'un à San José fasse une réclamation à Pedro ou à Juan à Santa Barbara ou à Monterey pour 7 pesos comme c'est déjà arrivé, il doit venir pour répondre de cette quantité dans cette juridiction, et abandonner ses affaires et sa famille, et pour le seul voyage dépenser le double de cette quantité, ce qui n'arriverait pas s'il pouvait interpeler ses débiteurs dans la démarcation de son pueblo. »

7/ Il se plaint de la démarcation injuste des limites de son *pueblo* (…).

9/ Il se plaint de l'absence d'organisation du courrier, ce qui cause beaucoup de retard dans les domaines qui affectent le bien public

Il demande au gouverneur de remédier à ces maux et lui dit que son exposition n'a pas d'autre objet que de procurer le bonheur de son infortuné pays. »[6]

Cette longue citation permet d'introduire un certain nombre de thèmes développés dans cette partie. À partir du moment où les missions et les *presidios* ne sont plus les organes principaux d'administration de la population du pays, comment gouverner ? À partir du moment où la plupart de ces juridictions, certes côtières, ne sont plus considérées comme frontalières, soumises à un régime d'exception, quel est le régime général, et comment l'appliquer ? L'*alcalde* essaie de montrer

6 DSP Ben Pref y Juz 2, p. 8-11, [C-A 42 p. 57-60] Salvio Pacheco juez de paz de San José au gouverneur, 18 avril 1843 San José. Voir la transcription en annexe pour le texte original.

les efforts qu'il reste à faire afin que ce soit le cas et souligne les difficultés qui se présentent. Il suggère des pistes d'amélioration, proposant ainsi son expérience, si ce n'est son expertise, du terrain. Ses questions mettent aussi en avant les conflits locaux, les négociations entre acteurs aux intérêts et aux objectifs contradictoires, liés aux facultés juridiques et à la délimitation des juridictions. La question du statut des missions par le biais des facultés de leurs administrateurs pose le problème de la nature de ces établissements et de leurs relations aux établissements mitoyens, ici le *pueblo* de San José.

Cet extrait permet aussi d'introduire ce lieu qu'est le « *Tular* » ou « *Tulares* », envers de la Californie désormais considérée comme civilisée. Tout en présentant le *Tular* comme un lieu radicalement autre, ce règne des « Indiens barbares » et des « voleurs de chevaux », l'*alcalde* montre dans le même temps l'extrême porosité entre le *pueblo* et le *Tular*. Cette transition est à la fois géographique, mais aussi sociale : on gagne le *Tular* aussi bien en s'y rendant effectivement, qu'en arrivant à un statut social détaché de la communauté, voire semi-errant ; plus que jamais le statut de *vecino* du *pueblo* est distingué de celui de « l'Indien sauvage » et du « voleur de chevaux », ou encore celui du cultivateur de celui de l'esclave prêt à marroner, mais aussi plus que jamais l'*alcalde* montre la fragilité de cette distinction. Qu'une famille d'Indiens vieux chrétiens se fasse chasser de sa terre par un *ranchero*, elle sera perdue pour la Californie, et gagnée pour le *Tular*, ses membres devenant les meilleurs guides pour ses voleurs de chevaux.

De l'échelle très locale à l'échelle départementale, on assiste donc tout au long de la décennie à une tentative de construction d'une structure administrative et politique relativement homogène, en même temps que d'une gestion *ad hoc* suivant les communautés. Cet effort est l'occasion de tensions, et de négociations, à toutes les échelles, chaque groupe d'acteurs essayant de tirer parti d'une situation en flux. De plus, l'organisation des *ayuntamientos* est en théorie la promesse d'une organisation par le bas, et donc d'une participation relativement garantie à la prise de décision, ce que les Indiens des missions ne manquent pas de rappeler. Enfin, cela n'empêche pas les déçus ou les réticents de s'éclipser de cette Californie pour tirer profit d'autres organisations plus souterraines dans le *Tular*.

A. Trouver les ressources du gouvernement local

Le faible peuplement, et l'éparpillement de la population du fait de la multiplication des *ranchos*, malgré un certain renforcement des villes avec la croissance démographique généralisée

(migrations et croissance naturelle), est à l'origine d'un écart entre la structure administrative, même réduite à partir de la fin des années 1830 et les ressources disponibles. Ainsi, plusieurs localités ne disposent pas d'une pièce et encore moins d'un bâtiment pour accueillir le juge de paix. La réorganisation des missions ou des *presidios* en *ayuntamiento*, puis, plus tard, la mise en place des préfectures et des sous-préfectures pose en effet des problèmes très pratiques et matériels, le premier d'entre eux étant la question des locaux. En effet, l'*ayuntamiento* et le sous-préfet ont besoin d'une salle pour siéger, et pour archiver les documents. Or, la mise à disposition d'une salle ou d'un bâtiment est un enjeu de pouvoir très local, qu'il s'agisse d'utiliser un bâtiment existant, ou d'en construire un nouveau. Occuper une pièce des bâtiments d'une ancienne mission demande concrètement une négociation avec le missionnaire, et symboliquement a de fortes implications sur la sacralité de l'espace et la transition entre les deux institutions. Par exemple, à Santa Cruz, le missionnaire réclame l'usage de dix pièces, ce qui lui est refusé par l'administrateur, soutenu par le gouverneur : le règlement de sécularisation stipule bien que le missionnaire peut choisir les pièces et les bâtiments qu'il souhaite garder à sa disposition, mais cela ne lui donne pas pour autant le droit de les occuper tous.[7]

Si on choisit de faire construire un bâtiment, il faut recruter des travailleurs, c'est-à-dire des Indiens, en général ; le travail de ceux-ci, malgré l'émancipation, étant rarement libre, il s'agit de négocier cette mise à disposition avec celui qui les contrôle, souvent, au départ, l'administrateur d'une mission sécularisée. Par exemple, à San Francisco en 1841, l'*alcalde* demande la mise à disposition d'une pièce ou d'un Indien pour en faire construire une.[8] Au même endroit, la décision d'ouvrir une douane en 1844 entraîne que dans un premier temps celle-ci partage ses locaux avec l'agent d'une firme commerciale, ce qui n'est pas sans poser des problèmes de conflit d'intérêts (théoriques, car ils ne semblent pas avoir suscité d'émotion à l'époque). On finit par prélever des matériaux de construction dans les ruines du *presidio* (et de la mission), en dépit de la désapprobation du gouvernement. Les Indiens chargés de la construction s'enfuyant, l'*alcalde* est obligé de faire appel à des Indiens fournis par Mariano Vallejo sur la frontière nord (Sonoma). À Monterey, l'*ayuntamiento* bénéficie des ressources du gouvernement territorial, à qui l'*alcalde* David Spence emprunte des tuiles afin de couvrir le toit de la *casa consistorial* en octobre 1835.[9] Les habitants de Los Angeles, déclarée capitale en 1836, ne parviennent pas à se mobiliser pour

7 SP M, 9, p. 70.
8 DSP Monterey 4, p. 114 et 117 ; DSP San José p. 20-22.
9 SP Ben Pref Juz 3, p. 45 [C-A 42], p. 276 David Spence au commandant général, Monterey, 1835.

trouver des locaux pour le gouvernement.[10]

D'autre part, notamment dans les missions, la transition vers l'*ayuntamiento* ne met pas brusquement fin à l'influence du missionnaire, et les élus municipaux sont souvent des personnes qui occupent par ailleurs des postes à responsabilité dans l'organisation de l'établissement religieux et culturel. Par exemple, à San Antonio de Padua devenu San Antonio Texhaya (nom du village des Indiens saliniens), le *sindico*, Faustino Cruz, est suspendu de ses fonctions sur demande du missionnaire à l'*ayuntamiento*. Le missionnaire reproche à Cruz de n'avoir pas répondu à ses sollicitations, et de ne pas s'être rendu auprès de lui pour régler des questions concernant l'école de musique. Faustino Cruz est donc à la fois *sindico* et responsable de l'école de musique. Le missionnaire demande la démission d'un membre de l'*ayuntamiento* pour « manque de respect » (*falta al respeto*) non pas dans l'exercice de sa charge municipale, mais dans le cadre d'une institution liée à la mission (ces écoles ont pour objet de former les Indiens à la musique jouée lors des messes et fêtes religieuses). Lors de la séance du conseil municipal au cours de laquelle est demandée et actée la suspension de Faustino (confirmée par le gouverneur), le missionnaire menace, si l'*ayuntamiento* ne prend pas ces mesures, qu'il « se verrait obligé la prochaine fois à le châtier lui-même ». Celui qui est chargé de la sécularisation de San Antonio (le *comisionado de secularización*), Manuel Crespo, ajoute d'autres charges contre Faustino, qui permettent à l'*ayuntamiento* d'accéder à la demande du missionnaire sans arguer de la seule faute de respect au missionnaire. L'analyse de cette affaire permet d'aller au-delà d'un récit de rupture/continuité, en montrant comment le missionnaire garde un pouvoir d'influence fort mais en même temps la sécularisation et la transformation en *pueblo* l'obligent à passer par l'*ayuntamiento.* Dans ce cas, on voit une coopération solidaire entre le missionnaire et le *comisionado*, ce qui n'est pas toujours le cas, mais est loin d'être une exception.[11] Le missionnaire représente souvent l'intermédiaire par lequel les Amérindiens font connaître leurs demandes, comme à Santa Barbara où quatre Indiens se présentent devant le missionnaire pour lui demander de défendre leurs droits.[12] Mais parfois la formulation par les missionnaires des revendications des Indiens reflète plus la vision des choses des premiers que celle de ces-derniers : par exemple, à San Luis Obispo, un groupe d'Indiens présente à Monterey une pétition rédigée par le missionnaire Mercado, qui évoque les méfaits de la

10 HHB3 p. 416. Stearns, Vignes ou Sanchez sont disposés à louer des pièces, mais pas à en fournir gratuitement en attendant la construction d'un édifice. Los Angeles Archives, 1, p. 70-73.

11 SP Ben. Pref. Juzg, 3, p.43-44 [C-A 42 p. 275], *alcalde* Ygnacio Pastor, Acto del Ayuntamiento, 18 octobre 1835, San Antonio Texhaya et Manuel Crespo à José Castro, 29 octobre 1835. Ygnacio Pastor, l'alcalde, et Faustino Cruz sont deux néophytes, nés dans les années 1790 dans la mission, mariés plusieurs fois en son sein. Le dernier mariage de Faustino Cruz date de février 1835, l'un des témoins étant Ygnacio Pastor.

12 ASB, 9, p. 215

sécularisation en général et de l'administrateur Trujillo en particulier ; or il s'avère que la plainte des Indiens concerne un problème de bétail, et ne vise pas l'administrateur. C'est Mercado qui a reformulé leurs doléances au prisme de ses propres difficultés avec l'administrateur.[13]

Le manque de ressources au niveau local se manifeste également par les difficultés à trouver des personnes pour exercer les charges municipales, en continuité avec la période précédente, en particulier dans les localités qui comptent peu d'habitants, comme les anciens *presidios* dont les compagnies militaires ont disparu, soit comme à San Diego, que les soldats ne soient jamais revenus après la campagne de 1837, soit, comme à San Francisco, qu'elle ait été déplacée sur la frontière au nord de la baie, à Sonoma. Dans cette dernière localité, par exemple, l'élection du *regidor* Joaquin Castro est annulée en 1835 du fait qu'il est de la famille du *sindico*.[14] Vallejo constate que « l'expérience lui a montré qu'il n'y a pas [en Californie] d'hommes capables d'être même seulement juge de paix »[15].

B. Une généralisation des *pueblos*

La sécularisation des missions et la transformation des missions et *presidios* en *pueblos*, parfois au sein du même *pueblo*, donnent lieu à la (re)définition des juridictions de chaque *ayuntamiento*, ainsi que des terres propres à chaque *pueblo*. Alors qu'auparavant les conflits se produisaient la plupart du temps entre entités hétérogènes et personnes aux statuts distincts (mission contre *pueblo*, missionnaire contre *alcalde* par exemple), l'homogénéisation des statuts entraîne une homogéinisation ou du moins une rationalisation théorique des revendications territoriales et des interlocuteurs. Cela ne signifie pas une diminution des conflits, mais une redéfinition et à cette occasion, une re-négociation.

Une typologie est possible afin de rendre compte des différentes situations en présence au niveau des pueblos, qu'ils soient issus de missions, de *presidios* ou des deux. On présentera ensuite les conséquences de ces configurations sur les relations entre *pueblos*.

1) Les missions devenues pueblos

Les groupes indiens des missions résistent à l'organisation par le gouverneur de *pueblos* qui ne correspondent pas à leur manière d'envisager leur territoire et leur organisation, comme l'a montré dans un livre récent l'historienne Lisbeth Haas. Ils refusent par exemple de s'installer sur des terres

13 DHC José Carrillo, n°35-45
14 SP Ben Pref Juz 6, p. 20 [C-A 42 p. 516].
15 DHC Vallejo, 10, 46, Vallejo à Bustamante, 15 janvier 1841.

qu'ils ne reconnaissent pas comme leurs. En effet, issus de différents villages ou autres groupes liés à une mission, ils ne se considèrent pas comme membres d'un même peuple, pour qui il serait indifférent de s'installer sur tel ou tel site. Au contraire, ils souhaitent s'installer soit sur leur site d'origine, parfois celui de leurs ancêtres, ou alors sur le site qui est devenu leur, celui de la mission.[16]

Santiago Argüello, commandant de San Diego, est chargé d'organiser un *pueblo* indigène, San Dieguito, au sein du territoire de la mission de San Diego. Il sélectionne 109 personnes, qui n'acceptent cependant pas de fonder collectivement un *pueblo* sur un territoire qui ne leur est rien. S'il faut fonder un *pueblo* à partir de populations d'origines variées, leur dénominateur commun est le site de la mission. « Malgré [trente ou quarante années de vie dans la mission], tous avaient pour horizon que l'émancipation impliquait de revenir dans leur territoire et reprendre possession de leurs terres ancestrales » écrit Haas, « si cela n'était pas possible, ils voulaient rester au sein de la mission où ils avaient cultivé et irrigué la terre et créé la vie avec leurs familles ».[17] À la mission San Luis Rey, lorsque le même Argüello veut fonder les *pueblos* de Santa Margarita et de Las Flores, il est confronté à la même réaction.[18] Pablo de la Portilla, lorsqu'il propose la fondation du *pueblo* de San Mateo à San Juan Capistrano, se voit opposer la même revendication de la mission elle-même par les Indiens, attachés à leur terroir d'origine mais aussi conscients de leurs droits de propriété selon la loi. Lisbeth Haas écrit ainsi que

> « la revendication de « notre mission » serait ainsi répétée pendant la première période de l'émancipation. Elle reflétait les droits que les peuples indigènes avaient d'après la loi espagnole sur les terres qu'ils avaient mises en culture et reconnaissait l'histoire plus récente au cours de laquelle ceux qui prenaient ainsi la parole ou leurs ancêtres avaient construit la mission, apporté des améliorations à la terre, par leurs champs, leurs systèmes d'irrigation, leurs vergers. La revendication de leurs terroirs spécifiques reflétait aussi leurs droits de revenir à leurs patries selon la loi espagnole. »[19]

Sur la frontière nord, nombreux sont aussi ceux de la mission San Francisco Solano qui désirent retourner dans leur village d'origine. Mariano Vallejo, chargé de sa sécularisation, demande son avis au gouverneur Figueroa qui le déconseille, « car l'éducation civile et religieuse qu'ils ont reçue est trop superficielle et incomplète » pour que sans « les stimulations et le respect qui les inclinent aujourd'hui à des coutumes rationnelles... ils oublient toutes les obligations qui les lient à la société

16 Haas donne l'exemple des trois missions dans lesquelles l'expérimentation commença, à San Diego et San Luis Rey, sous la houlette de Santiago Argüello, et à San Juan Capistrano, sous celle de Pablo de la Portilla (transcrit dans le livre « Portillo »). Lisbeth HAAS, « Defining Freedom: Indians Towns Versus La Misión and Patrías » dans *Saints and Citizens: Indigenous Histories of Colonial Missions and Mexican California*, Berkeley, University of California Press, 2013, p. 152-157.

17 L. HAAS, *Saints and Citizens*, p. 154.

18 *Ibid.*., p. 156.

19 *Ibid.*

et seront perdus pour toujours ». « Le bien que nous nous proposons de leur faire se transformerait alors en mal, en les faisant reculer sur le chemin de la civilisation ». Il admet cependant quelques exceptions.[20]

La plupart du temps, les Indiens restent groupés en communautés, tandis qu'un administrateur, un colon mexicain, est chargé de la gestion des biens meubles et immeubles de la mission. Il distribue soit de manière ponctuelle, soit en plusieurs fois des biens aux Indiens qui y résident, notamment en rétribution de leur travail. Les Indiens sont peu satisfaits de ce système d'administration, qu'ils ne considèrent en aucun cas comme une organisation effective de *pueblo*, et préfèrent encore être sous la houlette de leur père missionnaire, une autre façon pour eux de revendiquer la mission elle-même comme le cadre de leur organisation politique.

Dans certains cas, les Indiens reprochent à l'administrateur son salaire comparé au leur et menacent soit de cesser le travail, soit de garder toutes leurs productions pour eux.[21] Un motif qui revient fréquemment est celui de la taille de la famille de l'administrateur, qu'il faut également entretenir sur les productions de la mission. Les Indiens des missions focalisent leurs efforts sur la défense des terres, soit qu'elles soient indispensables à la survie de la communauté telle qu'elle avait été organisée par les missionnaires, soit qu'ils représentent des terroirs ancestraux. Pour presque chaque mission, un territoire en particulier est concerné, mais parfois jusqu'à quatre ou cinq. Cette revendication est relativement décorrélée de la personne qui revendique cette terre, puisque aussi bien la famille Pico, détestée à San Diego, qui cherche à obtenir le *rancho* de Temecula, que del Valle, très apprécié (qui revendique le rancho San Francisco à San Fernando) voient leurs efforts largement opposés par les ex-néophytes.[22] Pour ce faire, ils passent par leurs *alcaldes*, le missionnaire resté sur place comme prêtre de la paroisse, parfois par leur administrateur, et, lors de sa visite d'inspection, par William Hartnell, nommé par Alvarado pour évaluer la sécularisation des missions. Aidés par l'un de ces intermédiaires, ils se rendent parfois dans la juridiction « *de razón* » la plus proche afin d'essayer de faire valoir leur point de vue. Ainsi, en 1840, les Indiens de San Luis Rey et l'administrateur Estudillo protestent auprès de l'*ayuntamiento* de Los Angeles sur la prise de possession par Pío Pico du rancho de Temecula.

20 DHC Vallejo, 3, 57, Figueroa à Vallejo, 27 juin 1835, Monterey.

21 C'est le cas de de la mission San Fernando, non loin de Los Angeles, administrée par Carlos Antonio Carrillo. SPM [C-A 51] L. HAAS, *Saints and Citizens*, p. 161.

22 À titre indicatif, voici une liste des *ranchos* qui focalisent la résistance des Indiens des missions : Temecula, revendiqué par Pío Pico ; Santa Paula/Manuel Jimeno ; San Francisco (San Fernando)/ del Valle, à La Purísima, Alamos concédé à José Antonio de la Guerra ; San Anselmo, Las Gallinas et Arroyo de San José à San Rafael ; El Refugio à Santa Cruz.

Sur place, leur marge de manœuvre principale est de se plaindre de l'administrateur, et de le faire remplacer, si bien qu'il est arrivé qu'ils demandent son remplacement, quand bien même celui-ci est plutôt apprécié, comme à San Buenaventura en 1839.[23] L'inspecteur des missions, William Hartnell, leur fait comprendre que cette revendication n'est pas raisonnable, ce qui reflète bien entendu la continuité de l'attitude coloniale et patriarcale envers les Indiens qui ne sont des citoyens libres et organisés politiquement qu'en théorie. L'administrateur peut parfois s'appuyer sur la coopération des autorités indiennes : à Santa Barbara, un petit groupe d'Indiens dénonce l'*alcalde* Jacinto, qui au lieu de relayer leurs plaintes, de mèche avec l'administrateur, a conseillé à Hartnell venu inspecter leur mission de ne pas les croire.[24] Une autre voie d'opposition est la désertion, comme à San Diego où les plus faibles seulement restent sur place, tandis que les autres partent ailleurs chercher du travail, par exemple à Los Angeles ou dans les *ranchos* environnants.

La transformation légale des missions en *pueblos* pose également la question de la migration de colons blancs, *de razón* au sein de ces *pueblos*. Dans la plupart des cas, une telle migration n'est recommandée ni par les administrateurs ni par le missionnaire ni par le gouvernement, de peur qu'ils ne « corrompent » les Indiens ou ne leur prennent leur terre. Cette séparation touche également les Indiens émancipés[25], comme le montre l'exemple de Santa Barbara. En 1841, l'administrateur Gonzalez s'oppose à l'entrée des *de razón* dans la mission ; en 1844, il recommande que les Indiens libres s'installent sur des terres plus proches de Santa Barbara, afin d'éviter les vols de bétails de la communauté.[26] À San Gabriel, l'*ayuntamiento*, sur demande du missionnaire, ordonne aux *vecinos* qui se sont installés au foyer de la mission (*Misión Vieja*) d'en partir, notamment parce qu'ils vivent sur les productions de la mission au détriment des Indiens.

De fait, lorsque des colons *de razón* s'installent dans les missions, cela aboutit souvent à une dissolution du *pueblo* indien, et à une fusion avec le *pueblo de razón* le plus proche, comme par exemple la fusion de Santa Cruz et Branciforte en 1844.[27] Il est certes parfois difficile de distinguer entre les familles qui se font attribuer des *ranchos* sur les terres des missions, mais ne dépendent pas politiquement ni juridiquement de l'*ayuntamiento* de l'ex-mission, et les colons qui s'installent dans le but de participer à la vie politique de la nouvelle municipalité. À San Juan Capistrano par

23 Hartnell, *Diario*, p. 15.
24 SPM, 8, p. 6, Antonio à Guillermo Arnel (Hartnell), 18 juillet 1839, Santa Barbara.
25 Si au départ la sécularisation avait pour objectif d'organiser des *pueblos*, peuplés de citoyens-Indiens-vieux-chrétiens et propriétaires individuellement, on a vu que la plupart du temps les ex-néophytes restent souvent organisés de manière communautaire. Or, dans le cadre de cette réforme, voire de celle qui précédait, certains néophytes avaient demandé leur émancipation et souhaitaient vivre cette citoyenneté de manière individuelle.
26 SP Miss, 9, p. 51 ; DR, 13, p. 86.
27 HHB4, p. 663.

exemple, une quarantaine de *vecinos* de San Diego s'installent au tournant des années 1840 si bien qu'en 1841 le gouverneur prend la décision de dissoudre la communauté. Ce que cette décision souligne, c'est la difficulté de penser la cohabitation au sein d'un même *pueblo*, surtout issu d'une ex-mission, et donc en théorie dans un cadre indigène, des Indiens et des *de razón*. Dans une certaine mesure, cette cohabitation existe à Los Angeles, mais dans les termes des *de razón*.

Des Indiens ont travaillé à Los Angeles depuis la fondation du *pueblo* en 1781, mais les règlements leur interdisent de s'installer formellement dans les *pueblos*.[28] La sécularisation des missions en 1833-1834 donne lieu à une forme de migration d'anciens néophytes vers le *pueblo*, renversant la proportion entre Indiens issus des missions et ceux issus des groupes restés indépendants. Pour la plupart, ils résident dans un quartier propre, gouverné par trois *alcaldes*, capables de défendre les droits des Indiens devant l'*ayuntamiento* de la ville. Néanmoins, la répression de la criminalité (y compris le « vagabondage », c'est-à-dire l'absence d'une occupation reconnue) des Indiens fait que nombre d'entre eux passent sous la dépendance de particuliers ou de l'*ayuntamiento* qui les emploient en accomplissement de leur peine. Plusieurs pétitions, surtout dans les années 1840, déposées par les villageois, demandent un contrôle plus serré du quartier indien, dans le but de maîtriser cette classe dangereuse.[29] Ainsi, si les Indiens ne manquent pas de gouvernement au sein du *pueblo*, ils ne sont pas considérés comme des *vecinos* individuellement. De fait, la qualité de *vecino* n'est pas reconnue mécaniquement à tout résident d'un *pueblo,* puisqu'il fallait avoir un mode de vie reconnu, stable et honnête.[30] Les Indiens ne peuvent pas se déplacer librement, car il y a à leur encontre une présomption de dépendance (notamment aux missions, afin de lutter contre les désertions décrites ci-dessus), aussi doivent-ils être en mesure de produire un permis de circulation.[31]

Un éventuel changement de nom est aussi une manifestation de l'entreprise de refondation, qui peut donner lieu à plusieurs résultats. La mission San Antonio prend le nom d'un village indigène, Texhaya, mais Santa Cruz devient Pueblo de Figueroa en hommage au gouverneur à l'origine de la

28 CALIFORNIA, *Reglamento para el Gobierno de la Provincia de Californias: Aprobado por S. M. en Real Orden de 24 Octubre de 1781*, Mexico, F. de Zuniga y. Ontiveros, 1784.

29 Haas en ce sens corrige le point de vue de Phillips, qui affirmait que les Indiens n'étaient pas intéressés par la formation de *pueblos* dans les missions. Elle montre qu'ils l'étaient, mais à leurs conditions. George Harwood PHILLIPS, « Indians in Los Angeles, 1781-1875: Economic Integration, Social Disintegration », *Pacific Historical Review*, août 1980, 49, 3, p. 436 ; L. HAAS, « Defining Freedom ».

30 Tamar HERZOG, *Defining Nations Immigrants and Citizens in Early Modern Spain and Spanish America*, New Haven, Yale University Press, 2003 ; Hilda SÁBATO, *Ciudadanía política y formación de las naciones: perspectivas históricas de América Latina*, México, D.F., El Colegio de México, Fideicomiso Historia de las Américas : Fondo de Cultura Económica, 1999.

31 Michael J. GONZÁLEZ, *Searching for the Feathered Serpent: Exploring the Origins of Mexican Culture in Los Angeles, 1830-1850*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Berkeley, Berkeley, 1993, p. 202.

sécularisation ; il est intéressant que ce titre ne survive pas aux années 1830, notamment du fait de la fusion de fait entre Santa Cruz et le *pueblo* de Branciforte de l'autre côté de la rivière, lui-même dans la dépendance de Monterey. Quant à San Juan Bautista, devenu San Juan de Castro, il porte la marque de la famille Castro (José Tiburcio et son fils José) dont les membres sont à la fois *comisionado*, préfet (la préfecture du district de Monterey y ayant même son siège) et bien sûr y disposent d'un large *rancho*.

2) Du presidio-mission au pueblo

Que se passe-t-il lorsqu'un *presidio*, peuplé de soldats et de leurs familles et une mission, peuplée de néophytes et travailleurs amérindiens doivent former un *pueblo* ? Le cas de San Francisco a été beaucoup discuté dans le cadre de la procédure de confirmation des propriétés après l'annexion par les États-Unis. En effet, du fait de la croissance vertigineuse du port de San Francisco dans le contexte de la ruée vers l'or, ces terrains, qu'ils aient été à l'origine « urbains » ou « ruraux » ont multiplié leur valeur, ce qui fait de leur confirmation un enjeu majeur dans le développement urbain de la nouvelle métropole du Pacifique. Les argument juridiques visaient à confirmer ou à infirmer la légalité des concessions revendiquées par les propriétaires, dans le cadre du droit mexicain de l'époque.[32] La confusion vient du fait que le *pueblo* de San Francisco est créé à partir du *presidio* et de la mission. Il y a donc deux foyers de peuplement. Le *pueblo* a en effet pour origine à la fois le foyer de peuplement issu du *presidio*, et constitué des vétérans, des familles des soldats, et aussi de commerçants et chasseurs de loutres ; et la mission, située plus au sud, dont la population est en théorie et dans un premier temps plutôt constituée des néophytes devenus libres après la sécularisation. Avec le temps, se constitue un troisième foyer de peuplement, sorte d'excroissance du *presidio*, sur la plage dite Yerba Buena à l'est du presidio, d'accès plus commode pour les commerçants, surtout à partir du moment où une douane y est ouverte, dans une dynamique spatiale un peu similaire à celle de Monterey étudiée au chapitre 3.

À l'origine, le centre administratif du *pueblo* est le *presidio*, dont les locaux servent de siège à l'*ayuntamiento*, et sa grand place (*plaza*) d'espace pour tenir les élections (en continuité avec les usages du *presidio*, quand il s'agissait d'élire le trésorier par exemple). Les électeurs et conseillers qui viennent de la *Contra Costa* (l'est de la baie) et qui dépendent de San Francisco sont également

32 En effet, le traité de Guadalupe Hidalgo reconnaît les droits de propriété dans le cadre de la transition des territoires cédés. Les arguments juridiques ont été publiés dans John W. DWINELLE, *The Colonial History of the City of San Francisco Being a Narrative Argument in the Circuit Court of the United States for the State of California, for Four Square Leagues of Land Claimed by That City and Confirmed to It by That Court*, San Francisco, Towne & Bacon, 1867.

hébergés dans le *presidio* lors de leur séjour. Mais au fil du temps, le *presidio* est progressivement abandonné, au profit des deux autres foyers de peuplement, dont la population se différencie : on a d'un côté Yerba Buena, peuplée presque exclusivement d'habitants d'origine étrangère, pas tous naturalisés[33] ; de l'autre, Dolores, le site de l'ancienne mission, qui devient non plus un village indien, mais un village *de razón* presque exclusivement, après la décision du gouverneur d'autoriser la concession de terres sur le territoire de la mission. L'ambigüité vient notamment du statut de la mission sécularisée et du droit des néophytes à la terre. Comme pour Yerba Buena, le gouverneur n'autorise pas immédiatement les concessions à Dolores, mais à partir de 1839, les Indiens étant installés à San Mateo, plus au sud, et revendiquant cette localité ainsi que la côte correspondante (entre Purísima et Pilarcitos, aujourd'hui Half Moon Bay), des lots commencent à être concédés par l'*ayuntamiento* à des *vecinos* de San Francisco.[34] Cette dynamique se poursuit jusqu'à ce qu'au milieu des années 1840, cette dyarchie aboutisse à une claire rivalité entre les deux foyers de peuplement, visible notamment lors des élections municipales et leur contestation. Par exemple, en 1845, l'élection de Juan Padilla est contestée par les habitants de Dolores, en premier lieu José de la Cruz Sanchez, premier *alcalde*, et membre d'une des familles principales de San Francisco[35], au point de l'intimider et de le forcer à la démission. Sur la forme, ils invoquent un délai de résidence trop court pour le rendre éligible, mais sur le fond, Padilla, qui vient de Sonoma, est soutenu par les habitants étrangers de Yerba Buena ; lorsque l'élection de Padilla est confirmée (jusqu'à la conclusion de l'enquête) par le conseil départemental (désormais appelée *junta* et remplaçant la *diputación*), les habitants de Dolores se rendent à Yerba Buena, insultent les résidents et jettent des pierres sur leurs maisons.[36] Cette anecdote est aussi à replacer dans le contexte de la montée des tensions entre le Mexique et les États-Unis à cause du Texas. Par exemple, lors de leur campagne contre Padilla, les habitants de Dolores affirment compter sur le soutien de José Castro, le commandant militaire, connu pour son opposition aux étrangers.

33 En juillet 1835, la concession d'un terrain à Yerba Buena par l'*ayuntamiento* est déboutée par le gouverneur, mais le conseil en donne l'autorisation en septembre.

34 Hartnell, *Diario*, p. 43. On trouve un cas proche à San Diego, où les néophytes semblent s'être repliés à Santa Ysabel avec le père missionnaire, et défendent ce site comme leur, contre la municipalité qui veut en faire un *sitio baldío*. HHB3, p. 620.

35 Son frère Francisco Sanchez est commandant militaire de San Francisco.

36 DSP 6, p. 151-153

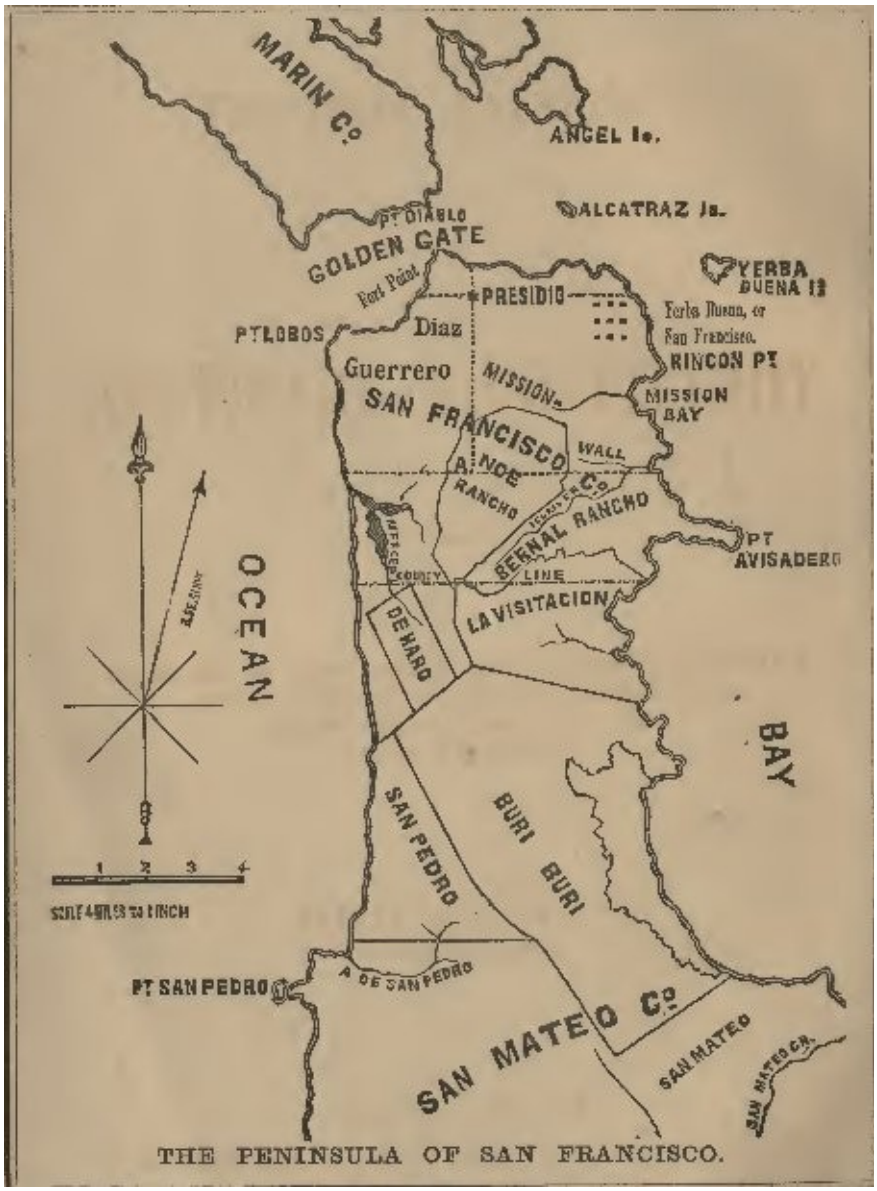


Illustration 15 Carte de la juridiction de San Francisco (Source: Robinson, Land in California, 1948)

Lors de cet épisode, l'enquête est confiée à l'*alcalde* de San José, qui doit jouer le rôle d'arbitre dans cette élection contestée, ce qui nous mène à l'échelle des relations entre *pueblos*, ou entre frontière et *pueblo*.

3) Une renégociation des juridictions en articulation avec les évolutions du peuplement

L'organisation de toute la Californie en *pueblos* aux juridictions mitoyennes entraîne en effet la négociation ou la renégociation des limites des juridictions. Par exemple, dans les zones rurales, les propriétaires des *ranchos*, organisés parfois collectivement et administrés par un *juez de campo* peuvent contester les limites fixées par le gouvernement départemental, et qui correspondent le plus souvent aux anciennes frontières, plus ou moins précises, des missions. Un *pueblo* peut également

contester ces limites.

La juridiction de San Francisco telle que définie lors de l'établissement de l'*ayuntamiento* compte non seulement la péninsule, mais également la *Contra Costa*, soit la région située à l'est, de l'autre côté de la baie. Dès 1835, les habitants de la *Contra Costa* adressent une pétition au gouverneur afin de ne plus dépendre de San Francisco mais de San José, arguant des difficultés de la traversée et du manque d'hébergement à San Francisco.[37] La municipalité de San Francisco se défend en soulignant que les *rancheros* de la *Contra Costa* se rendent souvent à San Francisco pour affaires, et qu'il ne s'agit que de prétextes de mauvaise foi. Au contraire, *l'ayuntamiento* de San José soutient les *rancheros*. Ce que cette incident montre, c'est que malgré les liens d'affaires qui existent entre la *Contra Costa* et San Francisco, probablement du fait du port et de la colonie étrangère de Yerba Buena, les *rancheros* préférent appartenir à la juridiction de San José. Le simple fait de leur préférence est intéressant, montrant que ce rattachement n'est pas neutre. On peut dès lors émettre des hypothèses à ce sujet, par exemple une proximité démographique, ou des alliances avec les édiles de San José qui n'existe pas avec San Francisco, voire une rivalité. S'ils viennent à San Francisco pour leurs affaires, on aurait pu imaginer au contraire qu'ils ont intérêt à y être défendu par leur municipalité, mais peut-être qu'au contraire l'*ayuntamiento* de San José se montre plus disposé à le faire. En 1836, Vallejo, commandant de la frontière nord, fulmine contre la nomination d'un *alcalde auxiliar* pour la région de Sonoma par l'*alcalde* de San Francisco.

Les relations entre Los Angeles et les missions qui l'entourent sont également intéressantes pour comprendre la nouvelle spatialisation du pouvoir. Los Angeles se sont toujours appuyé sur la mission San Gabriel. À partir de la sécularisation c'est encore plus le cas. C'est par exemple là où les troupes chargées de surveiller ou de défendre Los Angeles sont en garnison (lorsque San Gabriel ne le peut pas, on fait appel à l'autre mission proche, San Fernando) ; ou encore on y envoie les prisonniers, en l'absence d'une prison ou de gardes.[38]

Un autre domaine dans lequel la coopération entre missions sécularisées et *pueblos* anciens doit être inventée et négociée est celle des Indiens qui fuient les missions pour s'installer au pueblo. Le 22 avril 1839 par exemple, le préfet de Los Angeles, Cosme Peña, donne l'ordre à l'*alcalde* de ne pas laisser les administrateurs des missions reprendre les Indiens fugitifs sans l'accord du préfet et le sien.[39]

37 SPMC 2, p. 361-364.
38 LACA, 1, p. 60-61. HHB3, p. 636-637
39 DSP, Angeles, 2, p.165.

C. Préfets, préfectures, réorganisation spatiale et sociale

La réforme mettant en place les préfectures et sous-préfectures en 1838 s'inscrit dans cette histoire de négociation et re-négociation. Plutôt qu'une rupture mettant fin à ces négociations locales, on constate au contraire que la nomination des préfets et la re-définition des hiérarchies urbaines fournit une autre opportunité de se manifester, raison pour laquelle nous ne faisons pas ici de cette rupture, ni de celle de la substitution des *jueces de paz* aux *ayuntamientos* complets, une coupure analytique. Par exemple, à Los Angeles, en 1839, le préfet finalement nommé est le premier *alcalde*, tandis que les *jueces de paz* qui doivent remplacer l'*ayuntamiento* sont le second *alcalde* et le premier *regidor.*

Le passage à une forme centralisée de gouvernement à partir de 1838 a surtout des effets au niveau très local de la municipalité. Elle entraîne en effet la dissolution des *ayuntamientos* élus et la nomination de juges de paix et de préfets par le gouverneur. Jusqu'en 1844 il n'y a alors plus d'élections qu'au niveau territorial pour élire le conseil désormais appelée « *junta* ». Le gouverneur, en charge des nominations, a dès lors presque toute latitude pour nommer des proches aux préfectures, sous réserve de confirmation par Mexico. On constate d'ailleurs que le gouvernement conteste certaines nominations, ce qui indique un contrôle en effet plus important du gouvernement central. Comme toujours pourtant, c'est dans la pratique que l'on doit faire le bilan de la centralisation.

Or l'exemple de la réception du préfet Cosme Peña à Los Angeles montre qu'il ne suffit pas à un préfet d'être nommé pour qu'il ait de l'autorité dans son district. Cosme Peña est un juriste, arrivé en 1834 avec la colonie Híjar-Padrés. Il soutient la révolution d'Alvarado en 1836 – a priori par hostilité contre Luis Castillo Negrete, son rival juriste, et le gouverneur Mariano Chico. Comme Angel Ramirez, il participe à une tentative de contre-révolution à Monterey en juillet 1837, mais une fois la révolte échouée, il redevient un fidèle d'Alvarado. Celui-ci, une fois le territoire pacifié, le nomme en avril 1839 préfet du district sud dont la capitale est Los Angeles. Sa correspondance avec Alvarado montre qu'il est loin d'y être accueilli avec enthousiasme, et qu'il a peine à imposer son pouvoir. Avant même de recevoir les instructions du gouvernement général désapprouvant sa nomination, il quitte son poste pour le confier le 25 mai à Tiburcio Tapia. Or Tapia avait été l'*alcalde* de Los Angeles. Il soutient Alvarado lors du conflit entre Carlos Antonio Carrillo et Alvarado.

L'épisode qui vaut à Peña d'être chahuté et le pousse à abandonner son poste met en relation

deux actants : le drapeau mexicain devant flotter devant un bâtiment officiel (ici le siège du préfet) d'une part, le caractère « étranger » d'Abel Stearns. À partir des archives, l'affaire peut-être résumée en ces termes : Cosme Peña, juste nommé préfet, installe ses quartiers dans une pièce de la grande maison d'Abel Stearns, surnommée *El Palacio* pour ses dimensions. Un mât pour hisser le drapeau mexicain est dressé devant cette maison, et de manière un peu accidentelle, et alors que le préfet est absent, un bœuf prêt à être abattu y aurait été attaché, Abel Stearns ayant apparemment consenti voire encouragé cet acte considéré sacrilège. Certains habitants ayant assisté à la scène se réunissent pour en discuter et envisager des démarches de protestation.[40]

Les préfets et les sous-préfets permettent au gouverneur de mieux contrôler le territoire. Les nombreux rapports transmis à Alvarado sur les manifestations contre lui témoignent autant du caractère de son pouvoir (moins légitime et plus critiquable) que des nouveaux intermédiaires permettant de les repérer. On peut aussi formuler l'hypothèse que malgré la répression, l'expression d'une certaine opposition manifeste aussi l'émergence d'une politique plus apaisée où il est possible d'exprimer des opinions divergentes du pouvoir en place. Ces manifestations sont toujours qualifiées de « troubles à l'ordre » mais ne se traduisent en général pas par une peine lourde comme l'exil.

Si les juges de paix sont toujours choisis parmi les notables locaux, l'existence de factions au sein de ces élites municipales fait des mécontents parmi les nominations. Parfois des citoyens utilisent alors le préfet comme recours contre les juges de paix. Ainsi un groupe de citoyens de Santa Cruz adresse une pétition au préfet du district afin de dénoncer leur juge de paix dont ils sont « très insatisfaits » et de choisir une autre personne qui « donne plus de satisfaction au public »[41]. Nous n'avons pas connaissance du résultat de cette demande.

La préfecture unifie un territoire, un district, avec une localité, siège du préfet, qui en est la capitale, la *cabecera*. Cette hiérarchisation n'implique pas pour autant une fusion des *pueblos*. San Diego, ainsi que les missions, dépendent de Los Angeles, où on va voter, mais gardent leur *juez de paz*. En 1839, le préfet du district de Los Angeles propose que chaque mission ait son *juez de paz.*[42]

40 HHB3, p. 589 ; DHC Vallejo, 7, 191 (à cette occasion Cosme Peña rebaptise Los Angeles « *Los Diablos* »; l'enquête de l'alcalde concernant la révolte se trouve dans DSP Ben 4, p. 39-47 [C-A 38 p. 435] ; la représentation des citoyens à l'*ayuntamiento* : *Veinte Mejicanos residentes de Los Angeles al Ayuntamiento*, 24 mai 1839, DSP, 18, p. 15 [C-A 33, p. 109]. Voir aussi DSP Angeles, 5, p. 22 et 43 [C-A 35 p. 23].

41 Thomas Oliver LARKIN et George P. HAMMOND, *The Larkin Papers. Personal, Business and Official Correspondence of Thomas Oliver Larkin, Merchant and United States Consul in California*, Published for the Bancroft Library by the University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 1951, vol. 2, p. 14. (ci-après TOL) Les citoyens de Santa Cruz à José Ramon Estrada, Santa Cruz, le 5 mai 1843 *« Nosotros que estamos abajo firmados, vecinos de la Villa de Branciforte y Santa Cruz, siendo muy disatisfecho con el Sor Juez de Paz Don Rafael Castro por la mal administracion de la Justicia. Suplico a V.E. Se digna de elijir alguna otra persona en su lugar que puedo dar mas satisfacion el Publico .»*

42 HHB3, p. 637.

La construction de l'administration par le biais de la structuration du territoire passe également par un renforcement de l'emploi civil, et notamment du fait du manque de volontaires pour occuper les fonctions électives (on constate un *turn-over* important, des difficultés fréquentes pour remplir les postes et des demandes répétées d'autorisation d'absences voire de démission pour cause de mauvaise santé ou d'affaires urgentes à régler). Une fonction essentielle est celle de secrétaire, parfois chargé de remplacer le titulaire de l'administration lors de ses absences, comme en témoigne la demande du préfet de San Francisco, Francisco Guerrero, d'un secrétaire.[43] De fait, les secrétaires, qu'ils soient de l'*ayuntamiento* ou de la préfecture jouissent d'un prestige social réel, ce que montre par exemple, l'ascension de Juan Bautista Alvarado. Un Espagnol qui s'installe au début des années 1840, José Arnaz décrit la société de Los Angeles, en partant des hommes les plus notables : le deuxième cercle, après les hommes les plus éminents, est constitué de Agustin Olvera, Ignacio Coronel et Narciso Botello « qui étaient presque toujours secrétaires de l'*ayuntamiento*, de la préfecture et des juges »[44]. Autre exemple, Manuel Castro devient préfet du district de Monterey en 1845 après en avoir été le secrétaire depuis 1842.[45] Les secrétaires ne sont pas les seuls employés : l'ouverture de la plupart des ports entraîne la nomination de « capitaines du port », par exemple ; la croissance de la population rurale avec la multiplication des *ranchos* est à l'origine de la multiplication des *jueces de campo* et autres *encargados de policía*. On nomme aussi par exemple des collecteurs des taxes.

Cette croissance des effectifs civils est critiquée par les contemporains, Mariano Vallejo en fait même un des motifs principaux de son opposition croissante à Alvarado, qu'il accuse de négliger les défenses militaires du pays au profit d'une administration sans mesure avec les moyens du département. Une autre accusation est celle de clientélisme, la croissance des postes civils permettant de gratifier ceux qui sont loyaux au gouverneur. Si ce clientélisme existe assurément, de même que la corruption, en particulier dans l'administration de la douane, il paraît évident que la croissance de l'appareil administratif n'a pas cette seule origine : la croissance de la population civile, la restructuration administrative du territoire passant notamment par la réforme de centralisation (impliquant une professionnalisation plutôt que des charges politiques électives et non rémunérées) en sont également des causes importantes. Un autre élément de la dispute entre Vallejo

43 DSP Mont C-A 43 p. 345-346. Alvarado se plaint auprès de Vallejo en janvier 1837 de ne pas avoir de secrétaire de confiance pour faire toutes les copies nécessaires à sa correspondance et « qu'il a à peine le temps de se gratter la tête », ayant chassé ses deux secrétaires qui conspiraient contre lui. DHC Vallejo, 4, 283-13. Il n'y a en effet qu'une presse en Californie, et peu savent s'en servir. Voir DHC Vallejo, 5, 198.

44 Arnaz, p. 2.

45 HHB3, p. 652 et DSP Ben 2, p. 38 ; DSP Angeles 10, p. 68-69.

et Alvarado est que les employés civils reçoivent leur salaire plus régulièrement que les militaires, comme par exemple à Santa Barbara en 1840.[46] José de la Guerra, qui s'en plaint également tente d'utiliser le *fuero militar* comme stratégie de résistance : il veut faire juger militairement un homme pour dette, du fait qu'il est à son service, et dépendrait donc de la justice militaire. L'arbitrage se fait à Monterey et Sonoma (gouvernement civil et militaire respectivement) en faveur de De la Guerra. Il n'y a guère de doute que c'est une manière pour le vieux capitaine d'affirmer que c'est toujours lui qui fait la loi à Santa Barbara.[47]

Cette spécialisation des tâches administratives n'est pas toujours bien vue non plus des *alcaldes*, qui la voient comme un appauvrissement de leur fonction. Par exemple, en 1843, l'*alcalde* de Monterey Juan Antonio Vallejo se plaint de l'ordre de livrer les fonds municipaux au *colector*, qu'il perçoit comme un manque de confiance à son égard.[48] Cet argument est une allusion implicite à son honneur, maintes fois exprimé au sujet des fonctions électives au niveau municipal et territorial, que l'organisation d'une administration spécialisée semble rendre obsolète. Au-delà d'une déconvenue personnelle au sujet d'un poste que Vallejo espère peut-être (malhonnêtement) lucratif, sa remarque montre l'ambivalence des notables californiens par rapport à cette croissance d'une administration rationalisée, plus professionnelle, avec une séparation des pouvoirs et compétences permettant aussi un meilleur contrôle.

D. L'urbanisation des deux capitales : Monterey, Los Angeles et leurs élites municipales

L'organisation d'un *ayuntamiento* complet dans la capitale Monterey, où se trouve une population relativement nombreuse, avec une proportion importante d'immigrants, et en moyenne plus éduquée, est l'occasion de donner des responsabilités et une certaine autonomie politique, certes sur une petite juridiction, à un certain nombre d'entre eux qui n'ont pas eu l'occasion d'entrer dans le champ de la politique territoriale. Ce qu'on constate, c'est d'abord un élan d'organisation et de rationalisation, mais des mesures souvent mises en échec par le manque de moyens. Alors que les

46 DHC Vallejo, 9, 112, José de la Guerra à commandant militaire Mariano Vallejo, 12 avril 1840, Santa Barbara. C'est grâce à ce type de lettre, reflétant l'intérêt commun de José de la Guerra et Mariano Vallejo pour le maintien d'une armée bien entraînée, bien encadrée et bien équipée que Mariano Vallejo monta son dossier d'accusation contre Alvarado. D'autres responsables de compagnies présidiales étaient moins préoccupés par la question, et cherchaient plutôt à obtenir l'un de ces postes mieux rémunérés, notamment l'administration de missions, comme par exemple Santiago Argüello, commandant historique de San Diego, qui devint administrateur et préfet.

47 Apparemment, l'homme inculpé ne pouvait être considéré à son service que de manière très lointaine. DHCVallejo, 7, 301-309, 409 et 416 ; DSP, 4, p. 273.

48 Monterey Archives, 11, p. 2.

historiens ont insisté sur la démarche d'urbanisation et d'amélioration des infrastructures de Los Angeles, cela a paradoxalement moins été noté pour la capitale rivale, Monterey.[49] Cette dissymétrie est probablement due au fait que cette localité bénéficie déjà d'une société plus éduquée, plus complexe, et tout simplement abrite déjà la plupart des institutions de gouvernement territorial, au premier chef le gouvernorat, mais aussi la douane. Pour autant, ces aspects ne recouvrent pas l'équipement urbain de Monterey, qui a lieu justement au même moment que Los Angeles.

Un autre trait commun des deux villes étant la relative importance d'un étranger (un bostonien et un écossais) dans la municipalité – Abel Stearns à Los Angeles, David Spence à Monterey, tous deux des soutiens de Juan Bautista Alvarado – on pourrait se demander dans quelle mesure les deux sont corrélés, sans tomber dans une interprétation ethnique (voire de supériorité ethnique). Tout d'abord, la thèse de Michael Gonzalez, que nous avons déjà évoquée, montre bien que le mouvement à Los Angeles précède l'accès aux fonctions municipales d'Abel Stearns. De plus, il serait hasardeux d'attribuer à David Spence un caractère strictement écossais vu d'une part son parcours, et vu son entourage à Monterey, notamment son intégration au réseau des Californiens via son mariage dans la famille Estrada, l'une des familles les plus influentes de Monterey. David Spence travaille pour William Hartnell, qui a épousé Teresa de la Guerra, et est donc aussi allié à cette famille très importante à l'échelle du territoire, un réseau dont bénéficie également son protégé de manière indirecte.[50] S'il serait vain d'ignorer que Spence était écossais, il serait également vain de supposer une solution de continuité entre Spence l'écossais et les élites hispanophones de Monterey.

Les approches biographiques des Anglais et des Américains naturalisés mexicains en Californie ont eu tendance à accentuer leur bagage culturel anglophone, tout en exposant bien entendu leur parcours d'intégration par le mariage.[51] Les ouvrages traitant plus spécifiquement de ces intermariages ont souligné davantage à la fois la dimension stratégique des deux côtés de ces alliances, et le résultat hybride de ces alliances, en proposant notamment l'idée que les épouses

49 À commencer par Hubert H. Bancroft, mais aussi M.J. GONZÁLEZ, *Searching for the Feathered Serpent* ; David S. TORRES-ROUFF, *Making Los Angeles: Race, Space, and Municipal Power, 1822-1890*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Santa Barbara, 2006.

50 William Hartnell, du fait de son arrivée précoce, était dans les années 1820 le plus important des agents commerciaux installés en Californie et sa firme Anglo-péruvienne McCulloch and Hartnell fit d'immenses profits avec le commerce des missions. Il eut plus tard des difficultés financières (notamment du fait de la concurrence de la firme de Boston, Bryant and Sturgis représentée par son beau-frère Alfred Robinson) et se reconvertit dans les emplois gouvernementaux, d'abord l'enseignement puis l'inspection des missions.

51 Susanna Bryant DAKIN, *A Scotch Paisano; Hugo Reid's Life in California (1832-1852) Derived from His Correspondence*, Berkeley, University of California Press, 1939 ; Susanna Bryant DAKIN, *The Lives of William Hartnell*, Stanford, Stanford University Press, 1949 ; Philip Charles FEDEWA, *Abel Stearns in Transitional California, 1848-1871*, s.l., 1970 ; Ronald Lee MILLER, *Henry Delano Fitch a Yankee trader in California, 1826-1849*, Thèse de doctorat en histoire, University of Southern California, Los Angeles, 1972 ; Doris Marion WRIGHT, *A Yankee in Mexican California: Abel Stearns, 1798-1848*, Santa Barbara, W. Hebberd, 1977.

étaient des « agents culturels ». María Raquél Casas, en particulier, remet en cause le mythe de l'anglo-américain « frugal et entreprenant ».[52] Louise Pubols donne sa vision d'un Monterey cosmopolite peuplé à la fois de fils de pays, d'employés et officiers venus de Mexico et de commerçants, plus ou moins intégrés et alliés au familles locales. Mais comme sa description est centrée sur le tournant des années 1820 et 1830, elle se focalise sur Monterey comme capitale administrative, et ne traite pas sa dimension municipale, plus tardive.[53] D'ailleurs, si David Spence est le premier *alcalde*, il serait réducteur de ne voir que lui ; l'*ayuntamiento* de Monterey se compose en effet d'autres personnalités à certains égards plus notables : Rafael Gonzalez, le deuxième *alcalde*, est venu avec le gouverneur Figueroa comme administrateur de la douane et sub-*comisario* ; parmi les *regidores*, on compte deux autres commerçants, Juan Cooper et William Hartnell, un peu plus âgés que Spence, mais aussi Gómez et Miguel Avila.

Les archives donnent des témoignages intéressants de la part de ces migrants en général éduqués qui obtiennent des postes dans les instances municipales. En 1836, Henry Fitch de San Diego se félicite d'avoir « démissionné de son poste de *sindico*, et espère ne plus jamais y être nommé ». Mais il est élu *juez de paz* en 1840, ce qui le met hors de lui : « qu'il aille en enfer celui qui a proposé une telle chose que d'obliger quelqu'un à accepter une responsabilité contre son gré ! ». Les responsabilités électives sont en effet obligatoires. Il renchérit : « que je sois damné si j'y connais quoi que ce soit en loi, en affaires municipales plus qu'un chien ! »[54]. Il avait d'ailleurs dû demander en 1836 au juriste Cosme Peña de Monterey en quoi consistait le poste de *sindico*.[55] En février 1837, William Dana (l'oncle du célèbre auteur de *Deux ans sur le gaillard d'avant*) se plaint que « les bonnes gens de cette localité [aient] pensé qu' [il n'avait] pas assez d'ennuis pour lui et ont pensé approprié de [l'] élire au poste ingrat et indésiré d'*alcalde* ». Le pire pour ce commerçant étant qu'il ne peut plus quitter le *pueblo* sans autorisation du gouverneur. Il a beau pester contre une responsabilité qui va « tellement interférer avec ses affaires », il est flatté d'être choisi « par un vœu général » des citoyens.[56]

52 María Raquél CASAS, *Married to a Daughter of the Land: Spanish-Mexican Women and Interethnic Marriage in California, 1820-1880*, Reno, University of Nevada Press, 2009.

53 Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 155-164.

54 ASP, 26, Henry D. Fitch à Abel Stearns, 6 janvier 1836 et 7 janvier 1840, San Diego « *All I can say is that I wish them all in Hell that ever invented or proposed such a thing as a juez de paz (carajo) to oblige one to accept the office against his will, I am fairly brought to my trumps now for I'll be damned if Iknow anything of law or juzgado business than a dog* ».

55 ASP, 48, Cosme Peña à Fitch, 29 avril 1836, Monterey.

56 ASP, 20, William G. Dana à Abel Stearns, 27 février 1836.

Le rôle de capitale peut impliquer des obligations et des cohabitations qui sont habituelles à Monterey, dont les heurts entre gouverneur et *alcalde* ont défrayé la chronique, par exemple en 1836, mais plus nouvelles à Los Angeles. Le gouverneur Manuel Micheltorena est très bien reçu dans le sud à son arrivée dans le département. Les notables angeleniens réunissent tous leurs efforts pour trouver des ressources financières pour le gouvernement, non seulement par altruisme ou encore pour complaire au nouveau gouverneur, mais aussi pour éviter que ses soldats ne se servent par eux-mêmes.[57] En effet, ce séjour a pour corollaire le stationnement dans le district des soldats qui ont accompagné le nouveau gouverneur. Cette présence militaire à Los Angeles est relativement neuve, en tout cas depuis le départ du *comisionado*, dans les années 1820. Outre le fait que les soldats, comme c'est habituel, sont à l'origine d'une série de désordres qui mécontentent une population qui les considèrent comme une population dangereuse, plus dangereuse encore peut-être que les fameux « sonoriens », et en tout cas tout aussi suspects racialement, cette cohabitation est à l'origine de conflits politiques, même après le départ du gouverneur. Si, contrairement à ce qu'a pu faire croire la série télévisée *Zorro*, Los Angeles n'a jamais été un *presidio* et n'a jamais abrité de fort militaire, suite au passage du gouverneur, des officiers de son bataillon restent à Los Angeles après son départ. C'est dans ce contexte qu'une altercation dans une taverne entre un individu et des officiers donne lieu à un conflit de pouvoirs tel qu'on en voit effectivement dans *Zorro*. Un habitant, Blas Rubio, y a insulté des officiers et est pour cela condamné à leur payer une amende par l'*alcalde*. Mais le commandant militaire de ces officiers, Feliz Valdez, a pris l'affaire en main et a déjà condamné le coupable à des coups de bâtons. Pour protester contre cette remise en cause de son autorité et de sa juridiction, l'*alcalde* remet sa démission.[58] Nous avons déjà vu pour les années 1820 de tels exemples de conflits entre la juridiction civile et la juridiction militaire ; ce qui change avec cette affaire, c'est que dans une ville désormais tout à fait civile, et après le passage anarchique des soldats de Micheltorena, les officiers ne bénéficient plus d'aucun soutien social ni juridique, au

57 DHC Vallejo, 4, p. 349-52 José Antonio Carrillo à Vallejo.

58 DSP Angeles, 7, p. 91 et 94, C-A 35, p. 350 et 353 ; Antonio Franco Coronel au préfet Manuel Dominguez, 11 octobre 1843, Los Angeles. Blas Rubio était né à Los Angeles en 1815. Son père Mateo Rubio était probablement un soldat à la retraite originaire de Basse-Californie. Sa mère était en effet une néophyte de la mission San Miguel (B.C.). Comme la plupart des habitants de la Haute-Californie, de la frontière et même du Mexique dans son ensemble, Blas Rubio était donc un « mestizo » ; il était pour autant qualifié de « razón » sur les registres des missions. De fait, il était un *vecino* de Los Angeles et son père était soldat, ce qui le distinguait de la population indigène dite « *sin razón* ». Néanmoins, il est probable qu'il avait un statut relativement médiocre au sein de la population de Los Angeles (ce que semble indiquer la sentence des coups de bâtons). Sa mort sans sacrement en mars 1844 tendrait à prouver une mort violente, peut-être dans le cadre d'une autre altercation. La consommation d'alcool, l'ubiquité des jeux de hasards, la prévalence de l'honneur et une justice débordée contribuaient à faire de la ville un lieu où de telles violences n'étaient pas rares. Malgré tout, le registre de décès précise, peut-être pour lui garantir une inhumation chrétienne, qu'il avait reçu le sacrement de la pénitence. Source : Early California Population Project.

contraire de l'*alcalde*, ici le relativement consensuel Ignacio Coronel.

E. Un développement des sociabilités

L'approfondissement et la complexification de la vie locale passent aussi par une formalisation des lieux et des cadres de la sociabilité, essentiellement dans les lieux urbains, mais pas seulement. En effet, la multiplication des *ranchos* et la généralisation de l'élevage font des demeures des *rancheros* autant de lieux de réception, les Californiens étant reconnus pour leur hospitalité, ce qui pallie l'inexistence d'hôtels, relais et auberges, et poursuit la tradition d'accueil des missions franciscaines.

On trouve des débits de boisson avant 1835, mais la sécularisation (allégeant le contrôle sur les Amérindiens) et les migrations, notamment venues de l'intérieur (Sonora, Nouveau-Mexique, trappeurs de l'ouest et du nord) augmentent la demande et l'offre dans cette industrie. On peut citer l'exemple de Isaac Graham (un natif du Kentucky, puis trappeur autour de Santa Fe), qui opère une distillerie plus ou moins clandestinement non loin de San Juan Bautista, fréquentée notamment par les déserteurs des bateaux, ce qui lui permet de mobiliser les recrues de sa compagnie lorsqu'il prête main forte aux Californiens lors de leur révolution de 1836 [59]; ou encore les plaintes répétées dans toutes les archives au sujet des Amérindiens des missions se rendant au *pueblo* le plus proche pour y consommer de l'alcool et y jouer aux jeux de hasard. En 1840 dans les débats du conseil départemental, les *tabernas* sont désignées comme les lieux où s'entendent des déclarations contre le gouvernement et où donc doivent se fomenter des complots étrangers.[60] S'ouvrent également dans les années 1830 des salles de billard, trois à notre connaissance : William Day en ouvre une à Los Angeles ; un Suisse (Vioget) en ouvre une à Yerba Buena, quartier proche de la plage et plutôt habité par des étrangers dans la commune (*pueblo)* de San Francisco. Ce dernier billard est le lieu de sociabilité principal du hameau de Yerba Buena.[61] Il apparaît enfin qu'il y a une salle de billard à Monterey, que José Castro utilise pour des soirées arrosées.[62]

À ces sociabilités informelles s'ajoutent des sociabilités plus formalisées. Ainsi une « société des

59 Voir chapitre 5.

60 LR, p. 64, séance du 4 avril 1840. *« Gonzalez dijo que* ***las expresiones que vierten algunos estrangeros en las tabernas y otros parages publicos demuestra que traman contra el país****. »*

61 Arnaz ; les billards étaient considérés un peu comme des jeux de hasard, comme le montre la campagne de dénigrement contre le billard du président Adams. Ils semblent avoir été relativement répandus sur la frontière étatsunienne, du peu d'informations sur le sujet qu'on puisse rassembler ; il est difficile de trouver des informations côté mexicain. Edwin A. MILES, « President Adams' Billiard Table », *The New England Quarterly*, 1972, 45, 1, p. 31-43.

62 DHC Vallejo 11, 11, Victor Prudhon à Vallejo, 6 janvier 1842, Monterey.

amis du pays » est fondée dans les années 1840, cette fois-ci plutôt par des immigrants venus de l'intérieur du Mexique.[63] Ce type d'associations vient de l'époque des Lumières espagnoles et des réformes bourboniennes dans la deuxième moitié du XVIII[E] siècle afin de diffuser les idées issues des Lumières.[64] Celle de Mexico est par exemple fondée en 1799. Ces sociétés sont le support de nouvelles sociabilités, puisque leurs membres se réunissent régulièrement ; une telle organisation à Los Angeles dénote leur formalisation, avec sans doute l'élection d'officiers chargés d'organiser les réunions et la construction d'un bâtiment pour héberger les séances. L'organisation d'une telle société rappelle l'anecdote rapportée par Alvarado au sujet de Monterey dans la deuxième moitié des années 1820, lorsque les jeunes gens décident d'organiser une association pour l'histoire de la Californie. Si cette société a réellement existé dès cette époque, elle fut probablement organisée sous l'influence dominante du gouverneur. De plus, les délibérations étaient centrées sur des questions locales. Vingt ans plus tard, la nouvelle société est organisée à l'initiative de migrants également, à l'image du gouverneur qui apporte la pratique de l'extérieur, mais qui sont eux intégrés dans la société civile. Que la première ait été organisée à Monterey et la seconde à Los Angeles témoigne également de l'évolution spatiale du territoire entre 1825 et 1845.

Les mutations de ces sociabilités se prolongent dans l'organisation des fêtes à caractère civique, qu'elles soient nationales, à l'échelle du département ou municipales. Ces associations se forment parfois pour organiser des fêtes civiques, en particulier la fête nationale célébrant l'indépendance. À Los Angeles dans les années 1840, cette fête est de plus en plus prise en main par les *vecinos*, par rapport aux années précédentes où l'initiative et l'organisation venaient le plus souvent d'en haut. En 1840, le préfet nomme le *juez de paz* responsable de l'organisation de la fête ; en 1841, une association patriotique (*junta patriotica*) est organisée par dix-sept *vecinos*, répartis en commissions : celle du bal et des rafraîchissements, celle des taureaux, celle des illuminations, celle de l'église (les officiers de la société étaient des notables municipaux) ; en 1842, on décale la célébration de cette fête pour que le nouveau gouverneur, en route pour la Californie, puisse y assister.[65]

Les fêtes sont à la fois l'occasion pour la société de se réunir et de célébrer une certaine vision d'elle-même, mais également celle de mettre en évidence sa hiérarchie. Le témoignage d'un agent de

63 Arnaz parle de 1841, mais en admettant l'imprécision de son souvenir. Antonio RÍOS-BUSTAMANTE, *Los Angeles, pueblo y región, 1781-1850 : continuidad y adaptación en la periferia del norte mexicano*, México, Instituto nacional de antropología e historia, 1991, p. 205.

64 Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ, *Carlos III y la España de la Ilustración*, Madrid, Alianza Editorial, 1988.

65 DSP Angeles Pref y Juz, vol 3, p. 28 [C-A 34 p. 379] ;DSP Angeles, vol 6, p. 46 [C-A 35, p. 170] ; *Ibidem*, vol 7, p. 7 [C-A 35] p. 266.

commerce de Virmond, espagnol passé par Acapulco, en 1840, est particulièrement intéressant pour comprendre le contraste entre la société urbaine d'où il venait et la société de frontière californienne, mais aussi pour mettre en exergue les transformations qui se jouent à ce moment-là en Californie. Dans sa description, il y a donc un terme de comparaison implicite, sa société de référence, les grandes villes portuaires commerçantes (Cadix, Acapulco) ou encore la société dans laquelle il évolue au moment de son témoignage. Si José Arnaz souligne en effet des traits particulièrement traditionnels, comme la religiosité des habitants, ou encore l'autorité paternelle du chef de famille, il souligne également les effets de l'ouverture de la Californie :

> « À cette époque, on commençait à s'efforcer d'établir un cercle de personnes décentes et honorables. À cet effet, le 16 septembre 1840, il y eut deux bals publics : un sur la place, sous une tonnelle, auquel assista la plupart du commun et de la populace. À l'autre, donné dans la maison d'Abel Stearns, furent invitées à y assister les familles les plus en vue (*sobresalientes*) du bourg. Afin d'obtenir un tel résultat, on fit garder l'entrée comme mesure de précaution, mais cela n'empêcha pas la populace, fâchée d'être traitée avec mépris, de jeter des pierres et de briser les vitres de la maison de Stearns, un événement qui ne se reproduisit pas. Depuis lors, deux sociétés s'établirent à Los Angeles, sans autre interruption, la maison de Stearns étant le centre de cette société choisie (*escogida*). »[66]

Cet extrait, presque trop beau pour être vrai (et de fait, postérieur de plusieurs décennies, il est une reconstitution), résume en une soirée de bal pour la fête nationale, le processus de distinction sociale à Los Angeles. Ce faisant, il expose ingénument et en détails les aspects matériels et symboliques qui ont rendu cette distinction possible, suggérant presque que ce sont peut-être ces mesures-mêmes qui créent ces deux catégories. D'ailleurs, le vocabulaire de l'effort (« on commençait à s'efforcer ») et le volontarisme impliqué par la mise en place du garde montre qu'il s'agissait de compléter le processus d'urbanisation de Los Angeles par la distinction d'une classe supérieure, d'une élite urbaine. Le terme « bal public » montre bien qu'il ne s'agit ici nullement d'une distinction entre espace public et espace privé, mais bien une distinction de qualité au sein du public. D'ailleurs, la maison d'Abel Stearns, *El Palacio*, est sise à deux pas de la grand place. La mention du verre est tout sauf anecdotique, toutes les autres fenêtres de Los Angeles n'étant fermées que de croisillons de fer forgé.

Dans cet extrait, le rôle d'Abel Stearns est mis en avant. Arnaz ne dit pas que c'est de son fait

66 Arnaz, p. 14 « *Por ese tiempo empezaba a hacerse el esfuerzo de establecer un circulo de gente decente y honrada. Al efecto, el dia 16 de setiembre de 1840 hubo dos bailes publicos – uno en la plaza bajo una enramada al que asistió la mayor parte del populacho y gente comun. Al otro, dado en la casa de Abel Stearns, asistieron las familias mas sobresalientes de la poblacion que fueron invitadas. Para obtener ese resultado se puso guardia a la puerta como medida de precaucion pero aun esto no impidio que el populacho enojado de verse tratado con desprecio arrojase piedras y rompiese los vidrios de la casa fr Stearns acontecimiento que no volvio a repetirse desde entonces quedaron establecidos dos sociedades en Los Angeles sin mas interupcion siendo la casa del Sr Stearns el centro de la gente escogida.* »

que la bonne société s'éloigne de la populace, mais l'ordre de sa présentation semble l'impliquer. La maison Stearns est déjà le centre des soirées de Los Angeles, qui réunissent les bonnes familles (*las familias de mas viso*). Arrivé pendant le mandat de Chico en 1831, Stearns ne devient que dans la seconde moitié des années 1830 un personnage majeur de Los Angeles, complémentaire, voire successeur de José Antonio Carrillo. Le rôle de sa femme Arcadia, fille de Juan Bandini est très important dans ces réceptions. Arnaz, dans son récit, vante sa beauté qu'il contraste avec la laideur de Stearns, qui a été défiguré par un coup de couteau et qu'on surnomme « tête de cheval » [67]

Arnaz fait plus loin dans son témoignage une typologie des localités de la Californie (à l'exception notable des missions et des villages indiens) en soulignant l'état de leur société mesurée par leur sociabilité plus ou moins formalisée, et plus globalement sur une échelle de degré de raffinement de ces réunions. Mais les fêtes, dans un département toujours à cours de finances, et où la population reste très catholique, ne sont pas toujours bien perçues, surtout à distance. Par exemple, les fêtes de Monterey, supposément organisées par le gouverneur Juan Bautista Alvarado et le commandant militaire José Castro, où l'on raconte qu'on buvait à l'excès, font l'objet de rumeurs désapprobatrices. Comme en témoigne la fête chez Abel Stearns, les années 1840 marquent une relative privatisation de ces fêtes, soit par des individus, soit par une société chargée de leur organisation comme la *Sociedad de los Amigos del Pais*.

Le cas de la célébration du 4 juillet, qui commence à être fêtée en Californie dans ces années-là, est un bon point d'observation pour comprendre la relation aux Étatsuniens et à l'idée des États-Unis au cours de cette période. En 1836, une fête est organisée à Yerba Buena (quartier de la plage à San Francisco), à l'occasion de la fin de la construction de la maison de Jacob Leese, un natif de l'Ohio qui a commercé entre l'ouest des États-Unis et Santa Fe puis jusqu'à Los Angeles au début des années 1830. En 1836, il fait le voyage de Los Angeles à Monterey avec le gouverneur Chico, qui juste nommé arrive de Mexico, gagne ses bonnes grâces et s'installe à San Francisco pour y monter une affaire avec un autre commerçant, Nathan Spear. Ce dernier vient de Boston, et est arrivé en Californie via Honolulu en 1832 (il arrive juste à temps pour s'engager aux côtés de Zamorano dans la compagnie étrangère qui s'oppose à la révolution de San Diego contre Manuel Victoria[68]). La fondation de Yerba Buena et la célébration du *Glorious Fourth* en 1836 ne sont donc certainement pas marquées par un défi à la souveraineté mexicaine. Un troisième organisateur est le capitaine Hinckley qui vient également du Massachusetts et du commerce des îles Sandwich. Il est celui qui

67 Arnaz, p. 32.
68 Voir chapitre 4.

navigue dans l'entreprise avec Spear et Leese. Il prête main forte à Alvarado dans sa révolte contre Chico, ce qui en fait certainement le plus proche du séparatisme des trois. Sa participation à la révolte de 1836 contribue à faire suspecter que se prépare un deuxième Texas en Californie. Il ne s'installe à Yerba Buena qu'en 1838-1839. Le 4 juillet 1836, deux bateaux étatsuniens, celui de Hinckley et un autre, ainsi qu'un bateau mexicain mouillent à Yerba Buena : ils sont tous trois sollicités pour fournir leurs drapeaux, qui permettent de décorer l'intérieur de Leese, où donc flottent côte à côte les pavois mexicains et étatsuniens. Hinckley, amateur de musique, fournit la plupart de l'orchestre, tandis que les derniers instruments sont empruntés au fort. Soixante invités se rassemblent à partir de 15h, rassemblant la plupart des familles des environs, habitants du bourg et des *ranchos* environnants, dont Mariano G. Vallejo, les Martinez, les Castro et d'autres bonnes familles. Le premier toast est porté aux drapeaux mexicain et étatsunien, puis Vallejo porte un toast à Washington. C'est une fête adoptée avec joie par les invités mexicains, qui goûtent avec plaisir à la liqueur de citron, à s'en rendre malade, et, d'après Leese, à la californienne, « [leur] quatre [juillet] ne prit fin qu'au soir du cinq ». Comme à Los Angeles chez Stearns, les classes les plus populaires, dont les Amérindiens, ne sont pas conviées mais se réunissent à distance pour observer les festivités avec un intérêt envieux. Leese ouvre avec succès sa boutique de biens importés quelques jours plus tard, et en avril 1837 épouse la sœur de Mariano Vallejo.[69] La tradition du 4 juillet à Yerba Buena se perpétue en 1839 et 1840 chez Leese, puis chez le capitaine du port, Richardson.[70] En 1841 en revanche, il n'y a apparemment pas de célébration, Leese ayant déménagé à Sonoma.[71]

Contrastant avec les difficultés rencontrées par les gouverneurs mexicains auprès des missionnaires espagnols issus de San Fernando à la décennie précédente, le missionnaire en chef de ceux venus du Collège du Zacatecas fait célébrer par *Te Deum* et volées de cloches la confirmation au pouvoir d'Alvarado et Vallejo en 1838, ce qu'il relate dans une lettre très enthousiaste contrastant avec les difficultés que Vallejo avait eu et avait toujours avec les missionnaires de San Rafael et San

69 Frank SOULÉ, John H. GIHON et James NISBET, *The Annals of San Francisco: Containing a Summary of the History of California, and a Complete History of Its Great City: To Which Are Added, Biographical Memoirs of Some Prominent Citizens*, New York; San Francisco; London, D. Appleton & Co., 1855, p. 169.

70 Davis, Glimpses, p. 18-19 et p. 191-192. Richardson était un Anglais, premier habitant du quartier de Yerba Buena, où il vivait jusqu'en 1836 dans une habitation de fortune sur la plage. Il avait déserté un navire baleinier en 1823 et le gouverneur Sola l'autorisa à rester à condition qu'il enseigne sur le territoire son savoir-faire de charpentier et de navigateur. Il demanda la naturalisation et épousa la fille du commandant de San Francisco, Maria Antonia Martinez. Il vécut à San Gabriel entre 1829 et 1835, mais revint dans le nord et contribua à la fondation de Sonoma. Vallejo le nomma capitaine du port à partir de 1837. Sa fonction principale était, grâce à son embarcation, de collecter les biens du pays autour de la baie pour les exporter depuis Yerba Buena. En 1841 il obtint une concession de l'autre côté du Golden Gate (qui ne fut nommé ainsi que quelques années plus tard par Fremont), à Sausalito, où il alla vivre tout en gardant la fonction de capitaine du port, ce qui fut à l'origine de quelques conflits puisqu'il toléra dès lors que les navires fissent étape de ce côté, tandis que la nouvelle douane venait de s'installer à Yerba Buena.

71 Larkin papers, 20, 91 William Hinckley à Larkin, 4 juillet 1841, Yerba Buena. 1:137

Francisco Solano.[72] L'Église utilise également les fêtes à des fins de (re)mobilisation. L'arrivée d'un évêque à Santa Barbara et la constitution de la Californie en évêché ne rencontre pas tout l'écho espéré par la hiérarchie religieuse. L'évêque ne peut envisager de s'installer ailleurs qu'à Santa Barbara, seule localité suffisamment respectueuse de son statut, et il échoue largement à faire payer la dîme aux Californiens, même sous la menace de l'excommunication (le paiement de la dîme est volontaire)[73]. Malgré ses difficultés financières, il joue un rôle important, notamment pour protéger les terres des missions pour les Amérindiens, comme à San Luis Obispo où il s'oppose à la cession de terres en faveur de John Wilson.[74] Afin d'essayer de stimuler la ferveur de ses ouailles, il inaugure une fête de la sainte patronne de l'évêché Notre Dame del Refugio. La fête a en effet lieu, en tout cas à San José et à San Antonio, mais au vu des sources, notre hypothèse est que la fête prend dans les missions, et peut-être à Santa Barbara, mais peu dans les autres localités. L'évêque échoue visiblement à en faire autre chose qu'une célébration ponctuelle.

***

La sécularisation et l'installation de municipalités sur tout le territoire entraînent des changements importants dans la manière de pratiquer et concevoir le gouvernement local en Californie. Malgré la faiblesse de peuplement et les difficultés à trouver des ressources, la vie politique à l'échelle des municipalités témoigne d'une mobilisation des cadres municipaux par les citoyens, colons, commerçants, éleveurs des cadres municipaux qui les utilisent et les négocient selon leurs besoins. Les Amérindiens des missions ont plus de difficultés pour affirmer leurs droits, du fait de leur manque d'accès aux instances juridiques et malgré des mesures de protection à la marge. La sécularisation se traduit également par une redistribution des populations dans les campagnes avec une complémentarité entre les petits noyaux urbains et les *ranchos*. Pour continuer ce travail, une étude plus avancée du fonctionnement politique des *ranchos* et des relations entre noyaux urbanisés et campagnes serait particulièrement intéressante.

72 DHC Vallejo, 5, n°258 José Maria de Jesus Gonzalez à Vallejo, 30 novembre 1838, San José.

73 La dîme pouvait être prélevée par le gouvernement et redistribuée à l'Eglise. Arguant que la plupart du temps le gouvernement s'en servait pour augmenter ses propres revenus, le gouverneur Micheltorena refusa aux missionnaires de se livrer à la collecte de la dîme. DSP Angeles, 12, p.98. Traduction en anglais dans HHB4, p. 373. José Sanchez mourut sans les sacrements pour avoir refusé de payer la dîme DHC Soberanes, p.292 ; DHC Vallejo, 11, n°473.

74 DSP, 6, p. 147-148.

II - « Les intérêts du Nord et du Sud sont si distincts qu'ils peuvent se diviser et même se faire la guerre »[75]

Un facteur structurant qui complique le gouvernement de la Haute-Californie à partir de années 1830 est une divergence spatiale qui tient non seulement à des personnes et leur rivalité, mais aussi à des facteurs plus profonds liés à la géopolitique de la région et aux courants migratoires. Cette divergence est particulièrement mise en exergue par la guerre que se font nord et sud en 1837-1838 à la suite du *pronunciamiento* à Monterey.

Fin 1837, après une trêve de courte durée, le conflit entre Californiens reprend de plus belle. En effet, le député de Californie José Antonio Carrillo revient de Mexico avec l'annonce de la nomination de son frère Carlos Antonio Carrillo (ancien député de 1832) comme gouverneur. Cela va à l'encontre des espoirs de celui qui occupe le poste, Juan B. Alvarado, qui compte sur son agent Andrés Castillero, qu'il a renvoyé à Mexico, pour convaincre le gouvernement de confirmer son mandat. Il souhaite donc temporiser, pensant que José Antonio Carrillo et Andrés Castillero se sont croisés, et qu'il recevra bientôt sa confirmation ; le précédent de 1834, quand le gouverneur Híjar a vu sa nomination annulée à cause d'un changement de gouvernement à Mexico, peut laisser penser qu'une telle issue est possible. Alvarado demande donc à Carlos Antonio Carrillo de le rencontrer et de produire ses documents officiels, en insinuant que ces documents ne sont pas authentiques. Carlos Antonio Carrillo ne cède pas à cette temporisation et au contraire, encouragé par les sudistes, au premier rang desquels son frère José Antonio Carrillo, commence immédiatement à agir en gouverneur, sans attendre la passation de pouvoir. Commence alors un second cycle d'affrontements entre les forces d'Alvarado et celles du sud. Ces affrontements de 1837 et 1838, et la forme qu'ils prennent, sont la traduction d'un écart croissant entre les deux régions dont les populations en viennent à se considérer comme étrangères voire ennemies. Gouverner un pays désuni et tiraillé par des forces contraires n'a rien d'évident.

A. Les évolutions démographiques et la croissance du Sud

À partir des années 1830, la communauté mexicaine en Californie se renforce, à la fois par la venue de migrants indépendants, de colons, dont l'apport le plus important est la colonie Híjar-Padrés en 1834 et par la venue d'employés publics dans le mouvement de construction de l'administration et de renforcement de la présence de l'État en Californie. Ce nouvel apport

75 DHC Vallejo, 4, 368, Vallejo à Alvarado, 26 décembre 1837, Sonoma.

migratoire contribue au renouvellement de la culture politique californienne, et ce d'autant plus que les nouveaux venus sont plus urbains et éduqués que la moyenne des Californiens.

Dans sa thèse, Michael Gonzalez a démontré la centralité des immigrants arrivés en 1834 dans la culture urbaine et politique de Los Angeles. Son projet avait en partie pour but de montrer que, alors que les immigrants anglo-américains n'avaient contribué que marginalement à l'amélioration des conditions de vie, voire au processus de civilisation de la ville, ces nouveaux colons, eux, eurent un rôle central. Afin de mieux éclairer les liens divers qui se mettent à rapprocher de nouveau le Mexique de la Californie à partir de 1833, il est nécessaire de distinguer d'une part entre les colons à proprement parler de la colonie, et les autres Mexicains venus s'installer à la même époque. On a en effet d'un côté un projet conçu au niveau du gouvernement, ou du moins d'une faction du gouvernement, et de l'autre des démarches plus individuelles, les deux témoignant certes d'un mouvement convergent de connexion. Cela permet notamment de ré-équilibrer la perception qu'on se fait habituellement de la migration des États-suniens en Californie comme vecteur de « progrès » ; en effet, on pourrait adopter la même rhétorique concernant les migrations mexicaines et d'une manière générale l'ouverture et la connexion de la Californie à cette époque : on n'a donc pas d'un côté la Californie mexicaine qui appartient au passé, et une Californie étatsunienne qui appartient à l'avenir.

La colonie, au-delà de son organisation dont nous avons déjà observé les aspects politiques, est également significative pour son apport démographique à la Californie. En effet, par le nombre, l'éducation, l'urbanité, l'interconnaissance, les colons tranchent par rapport aux migrations précédentes.[76] Ils sont 239 au total, 105 hommes, 55 femmes et 79 enfants de moins de quatorze ans. L'âge moyen est de vingt ans.[77] Michael Gonzalez a bien décrit le parcours exceptionnel de nombre des colons à Los Angeles. Parmi les colons une minorité significative est vite intégrée aux notables de la Haute-Californie.[78] Ces individus ne représentent qu'une faible proportion des colons, mais ce qui importe ici c'est de constater la rapidité avec laquelle ils s'intégrent à la communauté dans laquelle ils décident de s'installer. Ils ont donc une influence rapide sur la culture politique des villes considérées. Ils sont l'occasion d'un renouvellement important de la classe politique. On constate que malgré l'hostilité initiale des Californiens, quelques uns de ces colons occupent sous le

76 Au sujet des membres de la colonie, Hutchinson a trouvé après son livre une liste plus complète des colons, à voir de préférence C. Alan HUTCHINSON, « An Official List of the Members of the Híjar-Padres Colony for Mexican California, 1834 », *The Pacific Historical Review*, août 1973, 42, 3, p. 407-418.

77 Parmi les personnes venues en 1834 il faut distinguer d'une part les colons recrutés en tant que tels, et d'autres parts les militaires, juristes et employés publics envoyés en renfort de l'appareil étatique en Californie.

78 Voir le tableau en annexe.

gouvernorat d'Alvarado le poste de *comisionado*, c'est même la plupart du temps le point de départ de leur carrière publique. Alvarado tire ainsi parti d'un vivier éduqué et dont il s'assurait ainsi la fidélité.[79]

En terme d'engagement politique, ils constituent un noyau de ce qu'on pourrait appeler le courant loyaliste qui s'associe au mouvement partisan de Carlos Antonio Carrillo en 1838, souvent après avoir résisté à la révolution de 1836-1837. Ils soutiennent aussi le gouvernement du gouverneur Micheltorena contre lequel se déclare une révolte en 1844-45 à Monterey. Au moins deux d'entre eux, José Maria Covarrubias et Victor Prudon gagnent la confiance de notables californiens et sont envoyés comme *comisionado*, représentant, auprès du gouvernement territorial à Mexico.[80]

À peu près à la même époque, à la faveur de la réouverture d'une voie terrestre vers le nord continental du Mexique, on constate un flux d'immigration de ceux qui dans les sources sont désignés par le terme de « sonoriens » (*sonoreños*) et qui en fait viennent de tout le Nord du Mexique, en majorité du nord-ouest (Sonora, Sinaloa, Chihuahua) ; ceux venus du Nouveau-Mexique sont généralement identifiés en tant que tels (*Nuevo-Mejicanos*). Quant à la Basse-Californie, les contacts ne sont jamais interrompus, notamment du fait de la circulation des bateaux et des liens amicaux et familiaux unissant les deux territoires. Depuis 1781, l'itinéraire terrestre vers le centre du Mexique était coupé du fait de l'hostilité des Yumas. Des projets pour trouver un itinéraire alternatif avaient toujours existé mais n'avaient pas encore porté leurs fruits. Plus exactement, des communications terrestres ont bien lieu, mais par le biais d'une coopération avec d'autres groupes autochtones, sans qu'il s'agisse d'une route officielle et formelle.[81] Dans la deuxième moitié des années 1820, la volonté politique à la fois locale et nationale et la coopération entre le gouverneur de la Californie, José Maria Echeandia et le commandant de Sonora, José Figueroa, et surtout peut-être le changement d'attitude des Indiens Yumas, permettent la réouverture de cet itinéraire. Bien que cette réouverture ait lieu vers 1825-1826, il faut quelques années supplémentaires pour qu'il soit à nouveau emprunté, notamment parce que la route n'est pas parfaitement sûre. Les commerçants anglo-américains jouent un rôle important dans la fréquentation de cet itinéraire. [82] Dans le même temps, les communications terrestres avec le

79 Voir à ce sujet la remarque acerbe de Juan Bandini sur le clientélisme politique introduit par la charge de *comisionado*. Bandini, p. 141.

80 Sur Victor Prudon et José María Covarrubias voir Annick FOUCRIER, *La France, les Français et la Californie avant la ruée vers l'or (1786 - 1848)*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Jean Heffer, EHESS, 1991.

81 Francis J. JOHNSTON, « Two Southern California Trade Trails », *Journal of California and Great Basin Anthropology*, juillet 1980, 2, 1.

82 George William BEATTIE, « Reopening the Anza Road », *Pacific Historical Review*, 1933, 2, 1, p. 52-71.

Nouveau-Mexique, et le Chihuahua se développent, avec la demande de mules venues de Californie. En effet, à partir de 1829 ce qui est plus tard appelé « *Old Spanish Trail* », la piste reliant Santa Fe à Los Angeles, est considérée comme officiellement ouverte.[83] Cela signifie que cet itinéraire est emprunté de plus en plus régulièrement, jusqu'à être l'occasion d'une migration saisonnière de caravanes marchandes, composées de Nouveaux-Mexicains, d'Indiens venus de groupes divers, et de commerçants étatsuniens, bien qu'il soit parfois difficile d'assigner une nationalité ou une origine aux uns et aux autres. Depuis l'indépendance du Mexique, s'est développé le commerce entre les États-Unis et Santa Fe via le *Santa Fe Trail* ; l'ouverture du *Old Spanish Trail* permet dès lors de connecter Los Angeles à l'Ouest étatsunien (soit, à l'époque, Saint-Louis, Missouri). Pour les marchands étatsuniens, l'itinéraire Yuma et l'itinéraire depuis Santa Fe et leurs variantes constituent autant de voies possibles pour venir depuis l'est. Par exemple, John Warner, un natif du Connecticut, utilise alternativement la route depuis Santa Fe et la voie Anza. Dans la mesure où tous ces territoires sont officiellement mexicains à cette époque, pour les commerçants et trappeurs, cela revient au même politiquement de passer par les itinéraires nord ou sud ; ce qui importe le plus est la sûreté de l'itinéraire, entre contraintes environnementales (désert) et la coopération ou l'hostilité des autochtones, en passant par des aspects commerciaux. Néanmoins, pour les communications officielles, c'est plutôt la voie Anza qui est employée, puisque c'est le seul itinéraire qui relie par voie terrestre la Haute-Californie au centre du Mexique. Les communications officielles et les personnes empruntent en grande majorité les moyens de transport maritimes, mais la réouverture des itinéraires terrestres permet une connexion à l'échelle régionale avec le nord du Mexique (Sonora, Sinaloa, Nouveau-Mexique, Chihuahua) et représente une alternative, utile notamment lorsque des communications confidentielles doivent circuler. En effet, les déambulations terrestres sont moins visibles et moins contrôlées, que celles par le biais des bateaux.

Les migrants ne s'installent pas forcément, ou pas immédiatement. Certains, comme Narciso Botello, font au moins une fois le voyage avant de décider de s'installer. Pour des raisons d'itinéraires, ces migrants choisissent généralement plutôt Los Angeles comme lieu de résidence, avant d'éventuellement se déplacer ailleurs. À l'image des colons de 1834, une minorité, celle des commerçants aisés, s'intègre aux notables californiens, tandis que les autres sont associés aux classes inférieures urbaines ou deviennent travailleurs journaliers chez les éleveurs.

Ces changements permettent de mieux comprendre certaines dynamiques à l'oeuvre en Californie à partir de 1834 et qui revêtent une dimension spatiale. Par exemple, en Californie du

83 Pour une cartographie de ces itinéraires, voir la carte en annexe. Voir aussi le site www.southern-trails.org.

Sud, on assiste à une réorientation vers le sud et l'est, c'est-à-dire une convergence avec l'intérieur du nord du Mexique, et une relative divergence avec le nord de la Haute-Californie. Avec la réouverture de la voie Anza, la zone dite de la frontière (*fronteras*), au sud, reprend son importance. San Diego, en tant que *presidio* est en déclin important, mais un petit groupe d'habitants, éleveurs et commerçants, y est très influent. C'est ce qui est reflété par la centralité de San Diego pour les affrontements de 1837-1838, comme quartier général de la résistance à Alvarado, sans comparaison avec son importance démographique.

La municipalité de Los Angeles est prise entre ces deux dynamiques : la dynamique régionale en lien avec le nord du Mexique, et la dynamique californienne où elle tente de s'affirmer comme la nouvelle capitale d'un territoire en marge de la politique mexicaine. Elle devient une agglomération complexe issue de vagues migratoires à plus ou moins grande échelle (autochtones amérindiens issus des missions sécularisées ; anglo-américains et autres commerçants et entrepreneurs étrangers, parfois venus du Mexique, en particulier du nord ; colons venus du Mexique, en colonie ou individuellement...). Si comme nous l'avons vu précédemment des factions se disputaient déjà le pouvoir municipal, ces disputes se voient renouvelées par cette nouvelle situation.

Dans un livre mais de manière encore plus détaillée dans sa thèse, Michael Gonzalez a étudié la culture mexicaine à l'oeuvre à Los Angeles. Il conteste l'idée de la distance prise par les Californiens à l'encontre du Mexique, notamment du point de vue culturel. Il nuance le portrait de la Haute-Californie de ces années-là, exclusivement centrée sur l'élevage, pour mettre au jour les aspects urbains et suburbains. Les colons de 1834 et d'autres migrants transforment Los Angeles et en font un véritable centre urbain obéissant aux codes de l'urbanité et de la civilité mexicaines. En cela, Gonzalez a contribué à faire évoluer la perspective sur Los Angeles en particulier et la Haute-Californie en général. Mais son approche, en voulant réhabiliter les liens entre le Mexique et la Haute-Californie, minore le rôle des élites municipales californiennes.[84]

Il est d'abord nécessaire de prendre conscience de l'évolution de la hiérarchie « urbaine » en Californie au cours des années 1830 et 1840. Le tableau ci-dessous montre la croissance très importante de la ville de Los Angeles, et ce alors qu'au même moment augmente également le nombre de concessions de terres dans le district. Il y a donc croissance simultanée de la population urbaine et suburbaine.

84 Voir M.J. GONZÁLEZ, *Searching for the Feathered Serpent* ; Michael J. GONZÁLEZ, *This Small City Will Be a Mexican Paradise: Exploring the Origins of Mexican Culture in Los Angeles, 1821-1846*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2005. John Mack Faragher, du Lamar Center for the Study of Frontiers and Borders de l'Université de Yale est lui aussi en train de travailler à une histoire de Los Angeles pendant la période mexicaine.

	Population du district	***Nombre de ranchos***	***Population urbaine***	***Croissance de la ville***
1830	1160	15 ?	770	/
1840	1800 + 1500 Indiens	30	1100	+43 %
1846	2000	?	1250	+13 %

Table 14: Croissance démographique de Los Angeles 1830-1846 (source : Hubert Howe Bancroft d'après notamment le recensement de 1836 et la liste d'électeurs de 1839)

À titre de comparaison, en 1840, Monterey, la capitale rivale, compte 1600 habitants dans le district, et 700 pour la ville elle-même. Il y a significativement plus d'étrangers à Monterey, qui reste le port légal d'entrée, à la fois en valeur absolue et en proportion (75 contre une cinquantaine à Los Angeles).

Il y avait aussi toujours eu des Indiens à Los Angeles qui venaient pour y travailler ou pour s'y divertir. Mais la sécularisation des missions a pour effet non seulement d'augmenter le nombre d'entre eux (la population indienne triple pendant les années 1830), mais également de rendre les Indiens venus des missions majoritaires parmi eux. La plupart d'entre eux sont des Gabrielinos (nom donné aux groupes qui dépendent de la mission San Gabriel, la plus proche du village de Los Angeles) et vivent de manière relativement regroupée. Des *alcaldes* jouent le rôle d'intermédiaires entre eux et les autorités municipales.[85] À la fin des années 1830, Los Angeles par sa population mais surtout sa croissance s'impose donc en effet comme la capitale démographique de la Haute-Californie, et le sud est globalement plus dynamique du point de vue de la démographie, du moins pour ce qui concerne la population comptée par les autorités mexicaines.[86]

Deux affaires, qui alimentent la réputation de révolutionnaires des Californiens en général et des Angeleniens en particuliers, permettent de mieux comprendre comment l'évolution du profil démographique de Los Angeles joue sur les pratiques politiques et de déconstruire à la fois l'idée de « Californiens » et l'idée de « révolutionnaires » : le complot de Torres et Apalategui contre Figueroa en mars 1835 ; le lynchage d'un couple de meurtriers adultères en avril 1836.

85 George Harwood PHILLIPS, « Indians in Los Angeles, 1781-1875: Economic Integration, Social Disintegration », *Pacific Historical Review*, 1 août 1980, 49, 3, p. 436 ; M.J. GONZÁLEZ, *This Small City Will Be a Mexican Paradise* ; W. W ROBINSON, *The Indians of Los Angeles: story of the liquidation of a people*, Los Angeles, G. Dawson, 1952.

86 Cette croissance se faisait au détriment de San Diego, qui avait quasiment perdu tous ses habitants en 1840. Les ordres de grandeurs autour de 1840 pour les autres centres de population sont les suivants : 150 pour San Diego, env. 800 pour Santa Barbara, 300 à San Francisco.

1) L'échec d'un pronunciamiento (mars 1835)

Pronunciamiento échoué contre le gouverneur Figueroa, le coup de force de Torres et Apalategui en 1835 est une bonne illustration des dynamiques à l'œuvre à Los Angeles à cette époque, à la conjonction des troubles politiques créés par l'arrivée de la colonie et du nouveau profil démographique et politique de Los Angeles à cette époque. Le 7 mars 1835, une cinquantaine de Sonoriens arrivés de fraîche date se rassemblent, les armes à la main, et marchent sur la maison municipale, où ils demandent l'*alcalde*. Celui-ci convoque aussitôt les autres membres de l'*ayuntamiento*, ce qui a pour effet, au son du tambour, de rassembler également le reste du voisinage (*vecindario*), bien qu'il soit très tôt le matin. L'un des meneurs soumet un manifeste à l'*alcalde*. Le plan ainsi énoncé se propose de mettre fin aux souffrances de la Californie en démettant le gouverneur Figueroa de ses fonctions. *Ayuntamiento* et citoyens réunissent une commission sur le sujet et désapprouvent le plan. Les meneurs apparents, les Sonoriens Castillo et Gallardo, renoncent alors au plan et livrent les noms de ceux qu'ils présentent comme les instigateurs : Antonio Apalategui et Francisco Torres.[87] S'il est une chose que cet épisode met en évidence, c'est l'immigration de plus en plus importante à Los Angeles à partir du début des années 1830. Les Sonoriens, tout comme Torres et Apalategui sont récemment arrivés sur le territoire. Leur refusant presque le nom de « citoyens », le gouverneur Figueroa s'exclame à leur propos :

> « Les citoyens dont on parle, ce sont une poignée d'aventuriers qui viennent d'arriver en Californie en provenance de l'État de Sonora, venus chercher fortune, et qui n'exercent aucun métier. Et c'est pareil pour Torres et Apalategui : ils viennent d'arriver sur le Territoire, et ils ne savent ni comprennent comment il est gouverné ! »[88]

On constate également une dualité sociale de ces immigrants, avec d'un côté les Sonoriens, et de l'autre un colon de 1834, Torres, et Apalategui, un Espagnol, probablement commerçant. Les Sonoriens mobilisés sont, on l'a vu, une cinquantaine. Certains, les meneurs, ont des petits métiers d'artisanat, mais la plupart travaille simplement pour les éleveurs ; leur mobilisation correspond peut-être à une réaction de déception par rapport aux espoirs qu'ils avaient d'ascension sociale en allant vers la frontière. Ils ont apparemment été convaincus que les Californiens les soutiendraient dans leur mouvement, et qu'ils pourraient par conséquent recueillir leur reconnaissance. La réaction de l'*ayuntamiento* et des habitants confirme cette absence de soutien : « les révolutionnaires ne sont

87 Pour le récit de l'événement, et les références aux archives, voir HHB vol 3 p.283. Le compte-rendu du procès, cinquante pages manuscrites, se trouve dans DSP Benicia, vol 5, p. 186-294 [C-A 39]. Voir aussi C. Alan HUTCHINSON, *Frontier Settlement in Mexican California: The Híjar-Padrés Colony and Its Origins, 1769-1835*, New Haven, Yale University Press, 1969, p. 353-354.

88 Vallejo, 3, p. 385 « *Los ciudadanos que dicen se reunieron son unos aventureros que acababan de llegar al pais procedentes del estado de Sonora a buscar fortuna que no traian destino alguno : lo mismo eran Torres y Apalategui : acaban de llegar al Territorio y no saben ni entienden como esta gobernado !* »

pas soutenus par les fils du pays, car ils se sont fait détester de tous », commente Figueroa, qui transmet leur manifeste à Vallejo, le commandant de la frontière nord, « pour que cela [le] divertisse »[89].

Lors du procès faisant suite à cet épisode révolutionnaire, Miguel Hidalgo, lui aussi récemment arrivé témoigne de la manière dont Torres a organisé une réunion secrète avec lui-même, un certain Luis Arenas, et Apalategui, pour les convaincre de le soutenir dans sa révolte contre Figueroa. Or Arenas comme Hidalgo refusent de s'en mêler, de même qu'Apalategui au départ, arguant qu'en tant qu'Espagnol, il ne devrait pas se faire remarquer. Lorsque Hidalgo demande à Arenas son opinion sur le sujet, il lui répond : « Ma famille, mes intérêts et ma réputation ne me permettent pas de me mêler à des choses dont je ne connais rien ». Hidalgo renchérit : « Le plat que je dois manger, je le fais bien cuire ».[90] (il faut bien faire bouillir la marmite). Plus tôt, Hidalgo avait tenté de convaincre Torres de renoncer à son plan :

> « Voyez ces malheureux Sonoriens, qui sont venus pour trouver leur subsistance par des moyens légaux : ce n'est pas juste de les compromettre dans un désordre pareil. Vous comme M. Híjar, les colons et tous les individus qui s'estiment lésés par cette situation ont toujours le droit de pétition. »[91]

Les colons, et Torres au premier chef, se trouvent bien isolés en 1835 pour faire valoir leurs griefs. Contrairement à la révolte de Solis en 1829, ils n'ont pas la base sociale pour soutenir leur révolte.[92] Le fait que Juan Gallardo par la suite s'intègre dans la société du sud et devienne un opposant à Alvarado en 1837-1838 par exemple, ne préjuge pas du succès de l'ascension sociale des Sonoriens. Il est en effet le seul, et il est un des meneurs du mouvement.

2) Un comité de défense de la sécurité publique (1836)

L'affaire du meurtre de Domingo Feliz par sa femme et son amant en avril 1836 à Los Angeles, et du lynchage qui s'ensuit, que nous avons évoqués au précédent chapitre permet aussi de croiser les thèmes rendant particulièrement dynamique l'histoire politique de Los Angeles. Le mari assassiné, Domingo Feliz, est un notable de Los Angeles. L'amant est un Sonorien. Gardien de bétail, il appartient aux classes les plus populaires. Son lynchage manifeste une insatisfaction concernant le cours de la justice. Ce manque de confiance entretient à son tour la peur sociale, démultipliée par

89 DHC Vallejo family, 3, Figueroa 1833-1835, C-B 441. Figueroa à Vallejo, 21 mars 1835, San Luis Obispo. *« Los revolucionarios no cuentan con los hijos del pais pues se han dado a odiar con todos. Adjunto a U una copia del plan que proclamaron en el Pueblo para que se divierta. »*

90 Voir le témoignage de Miguel Hidalgo, dans DSP Ben Mil, p. 78-87 Bernardo Navarrete, juez fiscal. Causa de conspiración 15 mai 1835, Monterey

91 *Ibidem.*

92 Sur la révolte de Solis de 1829 se reporter au chapitre 3.

l'arrivée des Sonoriens. Le lynchage est organisé par un « comité de défense de la sécurité publique » (*junta defensora de seguridad publica*) qui court-circuite l'*ayuntamiento*, légalement responsable de rendre la justice. Cette année-là à l'*ayuntamiento*, Manuel Requeña est *alcalde*, et Narciso Botello son secrétaire. Ces deux hommes, de classe moyenne, sont également arrivés du nord du Mexique.

Dans sa thèse, Michael Gonzalez fait l'hypothèse que les lyncheurs sont motivés par deux raisons suivant le groupe : concernant les immigrants mexicains, la volonté de « discipliner un monde *californio* rendu fou par des hommes de la frontière aux mains baladeuses » ; pour les natifs, « parce qu'une femme trop assurée a défié la prérogative d'un homme en charge de la moralité de la cité ».[93] D'après lui, les colons de 1834, urbains et de classe moyenne, la plupart ayant des occupations intellectuelles ou qualifiées, s'attendent à trouver parmi les Californiens le respect dont ils ont coutume à Mexico. À l'inverse, ils sont confrontés à un monde où des *mestizos* de classes inférieures se prennent pour de grands propriétaires et se donnent de grands airs. Nous ne contestons pas la dynamique frontalière de mobilité sociale, mais notre hypothèse est qu'elle s'est largement enrayée dans les années 1830. Les Sonoriens issus des classes populaires qui arrivent à cette époque ne viennent qu'avec leurs bras et leur famille. Contrairement à ceux qui sont arrivés plus tôt (en général dans la décennie 1800 ou avant), ils peuvent rarement espérer devenir des *rancheros* et accéder aux responsabilités municipales, surtout s'ils ne sont pas éduqués. C'est ce qui différencie par exemple Narciso Botello, le secrétaire de l'*ayuntamiento*, de Gervasio Alipaz, l'amant lynché. Alipaz n'est qu'un *vaquero*, alors que Botello gère un établissement de loisirs.

Le fait que Victor Prudon, un Français naturalisé, colon de 1834, ait été à la tête du comité ne doit pas masquer sa composition. En effet, en plus de Prudon et du secrétaire, Arzaga, les meneurs en sont Juan Avila, José Sepúlveda, Vicente Sánchez, José Pérez.[94] Ces hommes ne sont pas des représentants des classes populaires. Pour tout dire, la plupart des signataires du manifeste du comité ont été des membres de l'*ayuntamiento* de Los Angeles ou appartiennent à une famille dont l'un des membres l'a été.[95] C'est encore plus vrai des meneurs, comme l'illustre le tableau ci-dessous :

93 M.J. GONZÁLEZ, *Searching for the Feathered Serpent*, p. 139.

94 La liste du comité correspond aux signataires de la pétition du 7 avril 1836, dans Los Angeles archives, p.83. Les meneurs sont identifiables du fait de leur arrestation ultérieure.

95 Manuel Arzaga, Juan Ballesteros, Guillermo Cota, José Perez, Domingo Romero, José Sepulveda.

	Naissance	**Lien à l'*ayuntamiento***	**Famille**	**« engagements politiques »**
Juan Àvila	Né en 1812 à Los Angeles, d'un colon installé en 1799	Neveu d'un *regidor* 1810 et alcalde 1820. Fils d'un regidor et juez de campo	Beau-frère de José Sepulveda ; ancienne famille de Los Angeles	Son oncle tue Pacheco lors de la bataille contre Victoria en 1831 (et est tué)
José Perez	Né en 1805 à Los Angeles ; fils d'un soldat de San Diego	*Regidor* 1831-1832 ; alcalde 1834		On l'accuse d'être le représentant des intérêts de José Antonio Carrillo
Vicente Sánchez	Né en 1785 à Los Angeles ; fils d'un soldat de Santa Barbara.	*Alcalde* 1826-27 ; 1829-32		Impliqué dans toutes les affaires politiques depuis 1826.
José Sepúlveda	Né en 1802 à Los Angeles, fils d'un ancien soldat de San Diego, installé à Los Angeles en 1815	*Regidor* 1833-34	Sa femme est la sœur de Juan Avila ; père regidor 1825.	Fils de Francisco S. actif contre Victoria en 1831

Table 15: Les Californios meneurs du lynchage d'avril 1836

Les lyncheurs ne s'opposent pas en soi à l'*ayuntamiento*, dont ils auraient pu faire partie, mais au système judiciaire et par crainte des tendances démographiques récentes. Un autre groupe de signataires se distingue, celui des étrangers (au nombre de treize). En général des commerçants, ils sont souvent les premiers à réclamer une justice efficace ; à l'image de Botello et Requeña, ils sont eux aussi arrivés dans la première moitié des années 1830, souvent depuis le Nouveau-Mexique[96]. Par exemple, l'Étatsunien Temple n'est pas signataire, mais sa maison sert de lieu de réunion au comité. On a donc dans cet événement la connection entre d'une part, des Californios aisés, localement notables, et des étrangers, dont ils partagent l'intérêt pour une justice efficace, et la peur sociale. L'homme qu'ils mettent à la tête de leur mouvement est à la fois un étranger, et un Mexicain, puisque colon venu de Mexico et naturalisé. Prudon (né en 1809) est professeur, et il est Français (il a vécu sept ans au Mexique avant de venir avec la colonie en 1834). Comment ne pas penser que le choix de ce président était tout sauf fortuit ? Le manifeste rédigé par Prudon commence par une citation explicitement attribuée à Montesquieu : « *Salus populi suprema lex est* »[97] , tandis que le comité s'intitule « *junta de seguridad publica* », que l'on pourrait facilement traduire par « comité de sûreté générale » (le comité chargé de la Terreur sous la révolution française), ou encore « comité de salut public ». Prudon, professeur de Français à Mexico, connaît ses classiques, et les partage. Le moins qu'on puisse dire est que Prudon importe avec lui sa culture politique française.

96 Wolfskill, Warner, Leese, Williams, Vignes.
97 La citation porte même le livre et le chapitre dans l'oeuvre *De l'esprit des lois*.

3) Un renouvellement de la classe politique angélenienne

Si on regarde les résultats des élections pour la municipalité ou pour le conseil territorial, on constate une intégration rapide des commerçants, ou des fonctionnaires comme Narciso Botello (*sindico* dès 1835), José Maria Herrera (*regidor* dès 1836), Manuel Requeña (*alcalde* en 1837) ou Luis Arenas (alcalde en 1838). C'est probablement à la faveur de ce mouvement qu'Abel Stearns, un Américain naturalisé Mexicain, fait son entrée à l'*ayuntamiento* en 1837 (il était arrivé en 1829)[98]. Par contraste, les colons de 1834 doivent en général passer par d'autres postes intermédiaires. Par exemple, Ignacio Coronel est *comisionado*, reçoit des terres dans les années 1830 mais c'est son fils qui est élu au milieu des années 1840. Il y a un facteur d'âge, vu que les colons sont plutôt jeunes (l'âge d'éligibilité est 25 ans). L'élargissement de l'*ayuntamiento* permet aussi à la plus jeune génération d'y accéder en étant *regidor*. Victor Prudon n'a pas l'occasion après l'affaire de 1836 de devenir un élu. Son éloquence lui vaut san doute d'être nommé secrétaire du gouverneur Alvarado, puis de Vallejo sur la frontière nord. Les Carrillo délaissent les charges municipales à Los Angeles à partir des années 1830. C'est le résultat d'un double mouvement de repli vers Santa Barbara, doté d'un *ayuntamiento* à partir de 1835, et de concentration des énergies au niveau territorial. Ils ont néanmoins des relais à Los Angeles : José Pérez y est par exemple considéré comme le représentant de leurs intérêts. Leur absence institutionnelle ne les empêche toutefois pas d'avoir un soutien de la ville en 1837-1838, mais ils ne jouissent pas d'unanimité.

Une étude un peu détaillée de Los Angeles aux environs de 1836 montre donc une société en flux, en croissance et en cours de complexification. Il est trompeur de parler des « Californiens » et de leur propension à la révolution au sujet du lynchage de 1836, quand de nouveaux acteurs entrent dans le jeu, s'y adaptent tout en en modifiant les règles. De fait, le sud qui organise en 1838 la résistance à Alvarado n'a que peu à voir avec le sud de 1832.

B. « Ils veulent nous fusiller et nous exiler »

Nous avons vu au chapitre précédent que le sud avait contesté la légitimité du soulèvement d'Alvarado. Bandini avait été jusqu'à organiser une force sur la frontière sud pour attaquer les rebelles. La reconnaissance par Alvarado du régime centraliste à Mexico a mis fin temporairement aux hostilités. Mais très vite, en octobre 1837, la nouvelle que Carlos Antonio Carrillo a été nommé gouverneur parvient en Californie. Alvarado, qui a envoyé un agent à Mexico et en attend sa

98 On se souvient en particulier des ennuis d'Abel Stearns avec Manuel Victoria, qui le condamne à l'exil. Voir chapitre 4.

confirmation au gouvernorat, essaie de temporiser en espérant qu'une contre-nomination arrivera rapidement, comme cela avait pu se produire précédemment, par exemple avec l'annulation de la nomination du gouverneur Híjar. Cette situation de bloquage est à l'origine d'une radicalisation de part et d'autre. Les dynamiques qui avaient joué entre décembre 1836 et juillet 1837 se ravivent et deviennent plus intenses encore. On assiste par conséquent à un véritable éloignement des sudistes et des nordistes. Les sudistes font cette fois-ci appel au général Juan José Tovar, commandant général en Sonora, et à ses troupes pour les assister dans leur reconquête du pouvoir. Cela témoigne d'un changement d'attitude au sujet de l'intervention des « Sonoriens » : alors que fin 1836-début 1837, ils reprochaient aux nordistes de provoquer une telle intervention par leur rébellion, en avril 1838, c'est eux-même qui sollicitent des troupes qu'ils craignaient tant auparavant. Leur recours au général Tovar en avril 1838 s'explique d'une part par la nomination de Carlos Antonio Carrillo (qui à la fois accomplit leur dessein d'un gouverneur local, qui plus est du sud, et prouve l'attention du gouvernement au sujet de la Californie), d'autre part par les liens renforcés, notamment démographiques, entre la Sonora et le sud de la Haute-Californie à cette époque. De plus, les notables de Los Angeles, une localité plus peuplée et complexe que San Diego, sont divisés sur la question du soutien à Alvarado et ambivalents sur la présence accrue des Sonoriens parmi la population. Le recours de la part des opposants à Alvarado à un général mexicain, Juan José Tovar est alors un moyen pour pallier le manque d'unité du sud.

Cette aliénation entre le sud et le nord est manifeste dans la correspondance. Les échanges se rapprochent entre membres du sud issus de diverses populations et apports migratoires, et leurs expressions concernant ceux du nord deviennent plus violentes, dans un contexte d'affrontement militaire. De plus, un certain nombre de lettres comportent des signes visiblement convenus, peut-être à rapporter à l'organisation d'une société secrète, marquant une connivence et un engagement entre ces correspondants. Lors du conflit qui oppose Carlos Antonio Carrillo et José Antonio Carrillo à Alvarado en 1838, on voit ainsi apparaître dans la correspondance, notamment au mois de mars 1838 des sigles « Fu..... » ou « F.....U » parsemant la correspondance, avec d'autres formules telles que « *memento mei* » et de probables anagrammes. Le sigle « F...U » pourrait par exemple correspondre à une devise comme « Fuerza y Union ». Alvarado lui semble les interpréter comme signifiant que les prisonniers seront fusillés[99].

99 DHC Vallejo, 6, 85 Alvarado à Vallejo, 22 mai 1838. En faisant l'hypothèse qu'il se réfère aux lettres mentionnées, il assure à Vallejo : « ainsi le prouvent les lettres qu'un jour je vous montrerai ». Ces lettres se trouvent aujourd'hui en effet dans les archives de Mariano G.Vallejo.

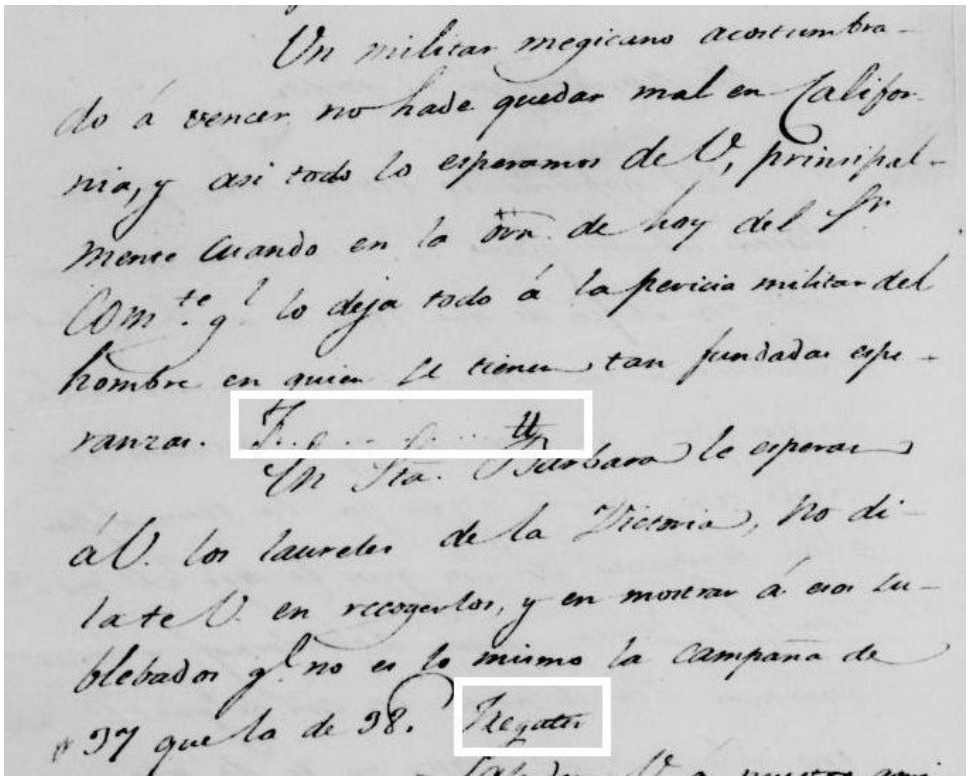


Illustration 16: Lettre de Manuel Requeña à Juan Castañeda, mars 1838. Dans le premier encadré, la formule « F....U ». Le mot « Fregater » apparaît, même s'il est peu lisible, et peut s'interpréter comme un anagramme de « frater » avec les lettres « EG » pouvant signifier excellent, éminent et grand, ce type de sigles étant courant dans les milieux franc-maçons. Source: DHC Vallejo, 5, 45

Les correspondants s'appellent aussi « frère » (*hermano*), alors que le plus souvent pour souligner les liens entre deux personnes étaient utilisés les termes de parenté effective (oncle, cousin etc) ou spirituelle (*compadre*).[100]

100 Cette correspondance est accessible dans les documents de Vallejo, qui avait dû les intercepter. DHC Vallejo, 5, 39, 45, 49, 50 et 51. Les lettres « F...U » sont repérées dans Bancroft, mais pas interprétées ; c'est sa note qui nous a mis sur la piste : HHB3, p. 550 note 11 *« It is noticeable that several letters of Carrillo, Portilla and other prominent men at Angeles at this time bear the mysterious sign 'Fu...u' which evidently had some hidden significance ».*

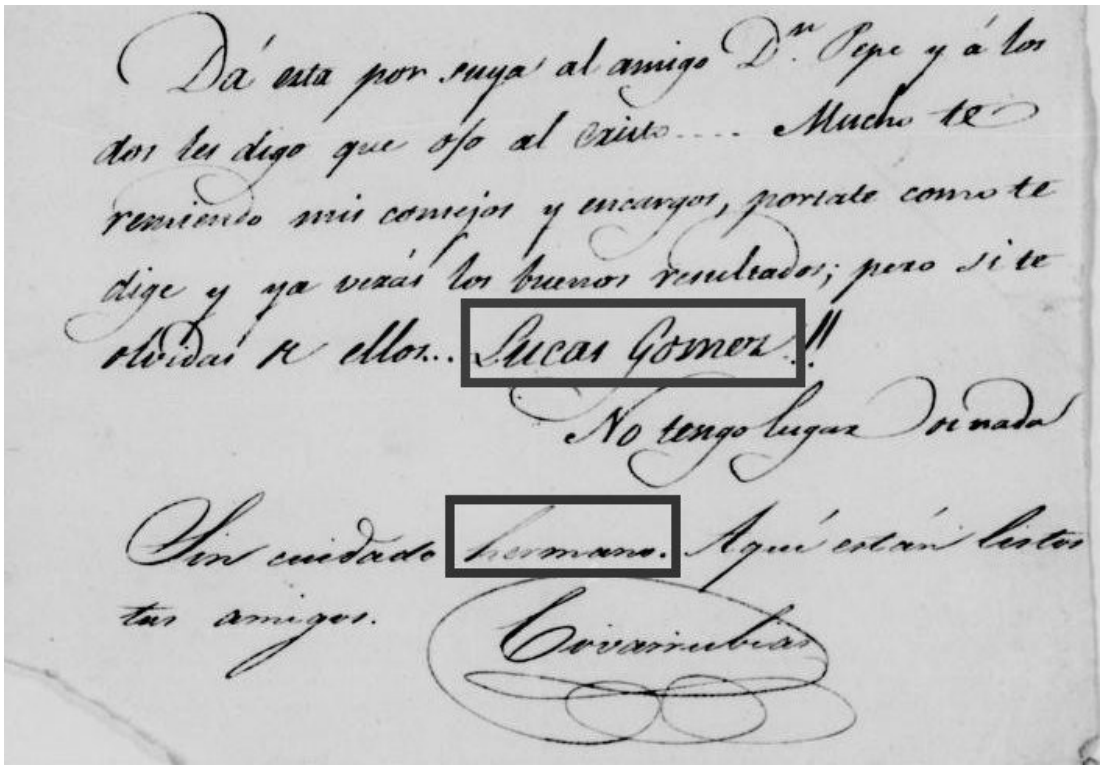


Illustration 17: José Maria Covarrubias au capitaine Juan Castañeda, commandant de San Buenaventura, datée du 12 mars 1838 à Los Angeles. Sont encadrés les indices d'un code secret entre correspondants : le nom « Lucas Gomez », probablement un anagramme, vu la graphie et l'absence de sens d'un tel nom dans la construction de la lettre ; l'adresse « hermano », peu usuelle peut indiquer une confrérie ou une organisation maçonnique. Source: DHC Vallejo, 5, 39

Toutes ces lettres sont adressées à Juan Castañeda, au cours de la campagne qu'il mène contre Santa Barbara entre le 16 et le 18 mars 1838. Les lettres sont écrites par Carlos Antonio Carrillo, José Maria Covarrubias, Pablo de la Portilla et Manuel Requeña. Une lettre, signée en premier lieu par Covarrubias, est appuyée des signatures de Pío Pico, Trujillo, Joaquin Carrillo, Antonio Rodriguez, Carlos Antonio Carrillo, Manuel Requeña, Ignacio del Valle, Colon Sarrillaz. Ce dernier nom est probablement un anagramme. Le ton envers Castañeda peut se faire relativement menaçant, comme dans une lettre du 12 mars 1838 de José Maria Covarrubias qui avertit Castañeda « de se comporter comme [il lui] a dit, et [qu'il] verra les bons résultats, mais [que s'il] les oublie... ». La menace est introduite par des points de suspension et suit : « Lucas Gomez !! » (voir illustration n°2), probablement un code, peut-être un anagramme[101].

Les Californiens utilisaient déjà de tels signes dans la correspondance avant 1838. Nous avons déjà évoqué les signatures de Mariano G. Vallejo, José Castro, José M. Echeandia et d'autres. Des

101 Nous proposons par exemple : « *cegamos luz* » (nous éteignons la lumière), sans prétendre qu'il s'agisse de la solution, mais notamment parce que le terme « luz »/lumière peut correspondre à une expression symbolique maçonnique ou para-maçonnique. Pour un récapitulatif du dossier voir les annexes (IV). On pensera une nouvelle fois à la série *Zorro* et à la conspiration de l'aigle qui y est mise en scène.

termes apparaissent écrits à l'envers vers 1832[102]. Ce qui est nouveau, c'est l'implication de nouveaux membres, et le fait que cette société semble organisée contre les Californiens du nord, en partie des membres de la loge organisée par Padrés en 1830. Il peut s'agir d'une autre loge ou organisation, peut-être importée plus récemment de Mexico[103]. Manuel Requeña comme José Maria Covarrubias sont arrivés peu de temps auparavant et peuvent avoir été membres d'un tel groupe à Mexico. Quant à Carlos Antonio Carrillo, absent lors du séjour de Padrés en Californie, il revient lui aussi de Mexico et a pu être initié auprès de ses camarades députés, par exemple. Juan Castañeda, à qui sont adressés les courriers dont nous disposons, est venu de Mexico en 1837 avec José Antonio Carrillo. Des signes « Λ » peuvent indiquer une insertion, mais peuvent également faire penser à des triangles maçonniques. Au-delà de l'élucidation du mystère, ce qui importe le plus néanmoins c'est bien que ces communications portent la marque d'une entente avec des codes secrets et que cette fois au lieu d'unir les Californiens entre « amis » ces secrets les opposent entre eux.

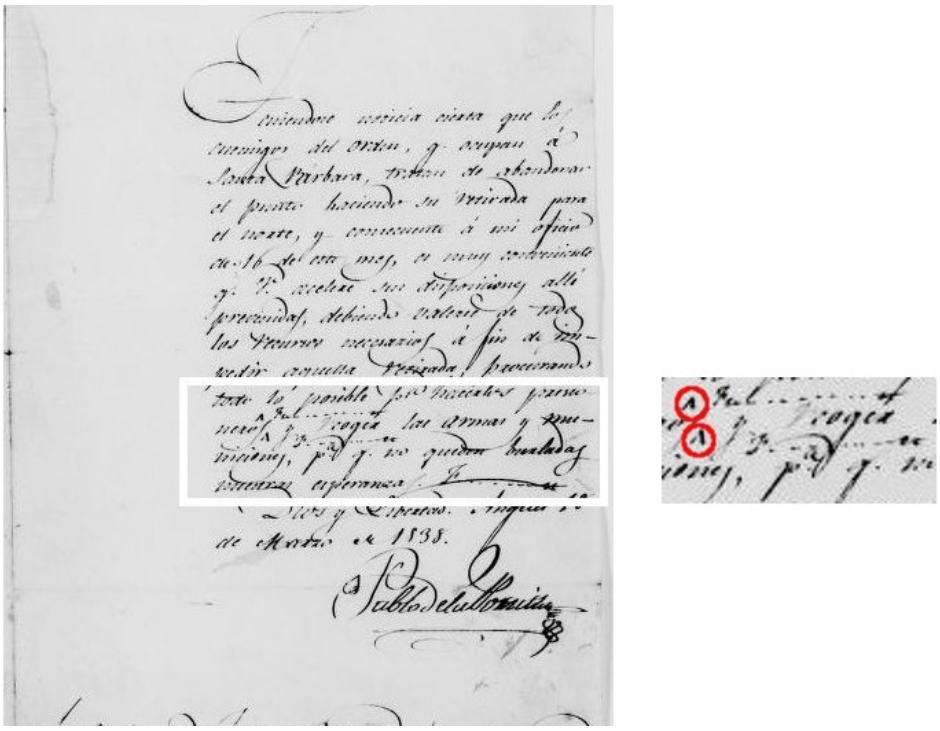


Illustration 18: Lettre de Pablo de la Portilla à Juan Castañeda et détail, le 18 mars 1838, où apparaissent encadrés le signe triangulaire et les lettre "Fu....u". Source DHC Vallejo, 5, n°49.

En mai 1838, Alvarado a réussi à capturer un certain nombre d'entre eux, y compris José Antonio Carrillo et Pío Pico. Il les envoie dans le nord auprès de Vallejo et le « supplie de ne pas faire confiance aux prisonniers, qui sont [leurs] ennemis et de [leur] pays », des « amis ingrats »

102 DHC Vallejo, 2, 4.

103 Une lettre ultérieure mentionne des « *escoceses* » (écossais, des loges écossaises) qui n'obéissent pas aux ordres dans le sud, sans qu'il soit possible de savoir s'il s'agit vraiment d'une loge écossaise ou simplement d'un terme péjoratif. DHC Vallejo, 6, 300, José Maria Villa[vicencio] à Vallejo, 10 mars 1839, San Fernando.

pour la défense desquels [ils ont] souffert en 1832 et qui [veulent] désormais nous fusiller et nous exiler »[104]. Pour Vallejo, qui s'entretient à cette occasion avec José Antonio Carrillo, ils restent des « amis » qui (se) sont « entourés d'ennemis du pays ». C'est pourquoi, convaincu de manière passagère que Carlos Antonio Carrillo a en effet été nommé par le gouvernement, il propose de discuter « entre *Californios* purs », dans le nord « en haut », là où Carlos Carrillo sera « entouré de *Californios*, et non pas d'ennemis »[105]. Les ennemis, ce sont les autres : Valle, Rocha, Ramirez, Truijllo, Requeña, etc, ceux qui ne sont pas de « purs *Californios* » et ont fait appel à des « hordes » contre les « fils du pays » au nom d'un « patriotisme mal compris »[106].

Mais Alvarado est confirmé par le gouvernement, et les amis restent des ennemis. En 1842, Juan Bandini écrit à la troisième personne quand il parle des *Californios* : « aujourd'hui, écrit-il depuis San Juan del Rio à la frontière entre Haute et Basse-Californie, ces messieurs *californios* ont le champ libre pour faire tout le bien possible à leur pays »[107]. Lui « s'est retiré dans son recoin où seuls ses amis se souviendront de lui »[108]. Bien qu'il soit difficile de démêler la rumeur et les fausses accusations de réels projets, les archives portent la trace d'un éventuel projet de la part des Carrillos de poursuivre les liens entre le sud de la Haute-Californie, la « frontière » et le nord de la Basse-Californie et Sonora, voire d'envisager une alternative avec le rattachement de la région de Los Angeles avec la Basse-Californie. Les deux principaux éléments sont d'une part une dénonciation à l'automne 1840 d'une opération montée par José Antonio et Carlos Antonio Carrillo pour prendre Los Angeles à l'aide d'un sergent de la frontière sud, influent parmi les Indiens et qui avait déjà participé aux opérations contre Alvarado en 1837-1838.[109] Même si l'affaire est douteuse, ce qu'elle montre c'est une surveillance de la part des autorités. Par ailleurs, le fait que ce soit le préfet Santiago Argüello qui mène l'enquête indique un ralliement relatif. Un deuxième élément est l'apparente participation des frères Carrillos à un *pronunciamiento* en Basse-Californie fin 1841-début 1842, la déclarant indépendante, dont Alvarado aurait été informé via Manuel Castañares par le commandant général de Sinaloa, le général Duque, qui l'a lui-même appris d'opposants ayant fui La Paz.[110] Ni le *pronunciamiento*, ni la participation des Carrillos ne sont avérés, mais ce que montrent ces deux accusations, c'est bien une présence et un intérêt des Carrillos pour la Basse-Californie et des liens entre les deux départements, à l'histoire politique à la fois distincte et

104 DHC Vallejo, 6, 85 Alvarado à Vallejo, 22 mai 1838, San Fernando.
105 DHC Vallejo, 6, 132 Vallejo à Alvarado, 10 août 1838, Sonoma.
106 DHC Vallejo, 5, 25-2, M. G. Vallejo à Salvador Vallejo, 29 janvier 1838, Sonoma.
107 ASP, Bandini à Abel Stearns, 16 janvier 1842, San Juan del Rio.
108 ASP, 5, 33, Juan Bandini à Abel Stearns, 9 mai 1849, San Juan del Rio.
109 DSP, 5, p. 20-44.
110 DHC 33, 262, Manuel Castañares à Alvarado, 17 février 1842, Acapulco.

connectée qui se poursuit d'ailleurs au-delà de 1848, ce qui mériterait de plus amples recherches.

C. « La Columbia et la Haute-Californie sont destinées par la nature à être d'une seule nation »[111]

La trajectoire divergente du sud et du nord tient également à des changements qui touchent le nord, en particulier ce qu'on appelle officiellement « la frontière » à partir de 1835 lorsque Mariano Vallejo en prend la responsabilité. Figueroa a nommé Vallejo commandant de la frontière nord en 1835. Il a déjà été chargé de la sécularisation de la mission San Francisco Solano dans le nord de la baie et a fondé le *pueblo* de Sonoma en 1835 dans ce cadre. Un ordre venu de Mexico en 1833 lui a ordonné, en tant que militaire, d'abandonner la politique, c'est-à-dire son siège au conseil territorial. Il se consacre à partir de ce moment-là à son commandement, et fait de la frontière nord un laboratoire d'expérimentation de nouvelles politiques de défense, de colonisation et de relations avec les Indiens. Même lors des événements de 1836, il ne quitte que rarement Sonoma. Ses instructions concernant la frontière nord lui donnent une grande latitude, vis-à-vis du gouverneur et vis-à vis des autorités civiles. Le commandement de la frontière nord est en effet une juridiction militaire, c'est du moins son interprétation vis-à-vis du *pueblo* de Sonoma, issu de la mission sécularisée de San Francisco Solano, à qui il refuse un *ayuntamiento*. La juridiction militaire lui permet dès lors d'être autonome et de ne pas dépendre du gouvernement civil du département. À partir de sa nomination comme commandant de la frontière nord par le gouverneur Figueroa en 1835, puis surtout à partir de la fin des années 1830, Mariano Vallejo s'emploie à ré-orienter le développement de la Californie vers le nord, vantant en particulier les mérites de la baie de San Francisco. En 1837, par exemple, Vallejo milite pour un déplacement de la douane maritime, jusque là à Monterey, vers la baie. Il vante en effet la sécurité de ses eaux intérieures, protégées par les deux caps, qui forment un « verrou » et permettent très facilement d'empêcher l'entrée et la sortie, et le lieu est militairement imprenable. Les environs abondent en bois de construction, les terrains sont fertiles et le gibier abonde.[112]

Quant à l'est et au nord-est, au-delà des établissements côtiers, *pueblos*, missions et *presidios*, et au-delà de la plupart des concessions agricoles, se trouvent des terres qui appartiennent dans le système international au Mexique ; vers l'est, jusqu'au Nouveau-Mexique et Santa Fe, il s'agit officiellement toujours de la Haute-Californie. Il avait été question de la fondation de missions dans

111 DHC Vallejo, 4, 83.
112 DHC Vallejo, 4, 299, Vallejo à Alvarado, 17 août 1837, Sonoma.

la vallée centrale de Californie, celle du fleuve San Joaquin, une région appelée par les Californiens le « *Tular* » ou « *Tulares* » à cause des joncs qui y poussent dans des terres souvent inondées.[113] Jusqu'aux environs de 1830, c'est le domaine des villages des Indiens Yokuts, qui comptent aussi beaucoup de réfugiés des missions, notamment des Chumashs des missions autour de Santa Barbara. Il est question d'y fonder des missions, résolution qui n'est jamais prise par manque de moyens et de missionnaires. Les libéraux ne sont en effet pas tous totalement fermés à l'idée de commencer le processus de civilisation des Indiens par les missions. Mais le projet n'aboutit jamais faute de ressources humaines.[114] Le *Tular* est en attendant la destination d'expéditions punitives fréquentes pour récupérer des Indiens fugitifs ou des chevaux et châtier ou intimider les auteurs de raids. Malgré quelques études, on connaît peu les dynamiques de ce monde au-delà des établissements mexicains-californiens.[115] L'historien Natale Zappia propose l'appellation de « monde intérieur » pour décrire le monde qui sépare les mondes coloniaux du Nouveau-Mexique et de la Haute-Californie du point de vue des très divers groupes indiens qui utilisent cet espace. Il s'agit officiellement de la Haute-Californie et d'une partie du Nouveau-Mexique, mais dans les faits c'est un univers presque exclusivement amérindien.[116] Comment gouverner en tenant compte de ces territoires de frontière et de l'évolution des populations qui y vivent et se considèrent de manière variable sous juridiction mexicaine ? Après la sécularisation des missions, et malgré des projets d'établir une seconde chaîne de missions dans l'intérieur, la politique de la frontière tient essentiellement en deux stratégies : la militarisation et la colonisation.

Dans le nord, c'est officiellement Vallejo qui est en charge de la colonisation. Afin de ne pas « exposer cette frontière aux voisins du nord », le gouverneur José Figueroa lui a donné pour instructions en 1835 de faire en sorte que « la population mexicaine soit prépondérante sur celle des étrangers » parmi ceux qui obtiendraient des concessions de terre. En particulier, les sites de Bodega et du cap Mendocino doivent faire l'objet d'une vigilance soutenue, comme « points d'un intérêt particulier pour la conservation de l'intégrité nationale ».[117] La motivation principale derrière cet ordre est « d'empêcher le progrès des établissements russes de Bodega et Ross, pour éviter toute

113 Ce qui est à l'origine du nom du comté étatsunien-californien de *Tulare County.*

114 Marie Christine DUGGAN, *Market and Church on the Mexican Frontier: Alta California, 1769-1832*, Thèse de doctorat en économie, New School for Social Research, 2000.

115 Sherburne Friend COOK, *The Conflict Between the California Indian and White Civilization*, Berkeley, University of California Press, 1976 ; Albert L. HURTADO, *Indian Survival on the California Frontier*, New Haven, Yale University Press, 1988.

116 Natale A. ZAPPIA, *Traders and Raiders: The Indigenous World of the Colorado Basin, 1540-1859*, Chapel Hill, N.C., The University of North Carolina Press, 2014.

117 SPMC 2, p. 325.

revendication ultérieure de leur gouvernement sur le territoire de la République ».[118] Rapidement cela dit, le problème russe s'éloigne définitivement puisqu'ils quittent leurs établissements en 1840. Mais l'apparition de nouveaux « voisins » rend toujours pertinente la présence de Vallejo à Sonoma.

Le projet de colonisation d'un Suisse qui souhaite acquérir des terres et y installer des familles dans les vallées intérieures tombe alors à pic pour le gouverneur Alvarado en 1840 pour compléter le dispositif. Il accorde une très importante concession de terre sur le Sacramento, à l'interface du « monde intérieur »[119] à Johann/Juan/John August Sutter, passé par le commerce sur la piste de Santa Fe entre le Missouri et le Nouveau-Mexique, et venu en Californie par Honolulu. Sutter construit un fort et commence à recruter des travailleurs, auprès des Indiens et de migrants, souvent étrangers, en contractant des dettes, pour développer son exploitation qu'il nomme « Nouvelle-Helvétie ». L'hostilité entre le gouverneur et le commandant général dans ces années-là explique en partie que la concession faite à Sutter passe particulièrement mal auprès de Vallejo, qui estime avoir seul la « faculté de solliciter des familles dans tout le Territoire et dans les autres États de la République » d'après les instructions données par le gouverneur Figueroa en 1835. Alvarado de son côté estime que deux forts sur la frontière ne sont pas de trop et que l'opportunité est bonne à prendre. Deux ans plus tard, il fait travailler trois cents Indiens et le gouverneur Alvarado estime que « si le département jouit de quiétude du point de vue des Indiens barbares, c'est en grande partie grâce à cet établissement dont les campagnes ont permis de récupérer nombre de chevaux volés », le tout sans l'aide du commandant général Vallejo[120]. Élément d'ailleurs qui laisse penser à certains que Sutter est complice dans les vols de chevaux. En somme, Alvarado se sert de Sutter comme d'un vice-gouverneur ou vice-commandant dans ces régions de frontière. Sans lui déléguer formellement toutes ses attributions, le fait est qu'il ne le supervise guère. Vallejo s'indigne alors qu'« il se donne le titre de gouverneur de la Nouvelle-Helvétie », du fait des facultés de « représentant du gouvernement et chargé de justice sur la frontière du fleuve » qui lui ont été accordées. Il dénonce son gouvernement « arbitraire » et ses « campagnes fréquentes contre les tribus voisines ». Ses relations ou celles de ses travailleurs ou associés, notamment étatsuniens, avec les groupes amérindiens, souvent marquées par la violence, lui semblent menacer l'équilibre qu'il cherche à atteindre sur sa propre frontière, et exposer dangereusement les établissements mexicains-californiens.[121] Pourtant, à d'autres égards, Sutter semble défendre avec ses intérêts ceux de la Californie mexicaine, lorsqu'il tente de protéger le monopole des fourrures qu'il a cru avoir acquis

118 SPMC 2, p. 406-408 Figueroa à Vallejo, 24 juin 1835, Monterey.
119 Natale A. ZAPPIA, *The Interior World: Trading and Raiding in Native California, 1700-1863*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Lisbeth Haas, University of California, Santa Cruz, 2008.
120 DR 13, p. 10, Alvarado au ministre [C-A 49 p. 345].
121 DHC Vallejo, 11, 4 1er janvier 1842.

avec son fort contre des relativement nouveaux venus, les chasseurs de la compagnie de la baie d'Hudson.

En effet, si les années 1830 voient s'ouvrir les itinéraires depuis le sud et l'est elles voient aussi se connecter les établissements britanniques et américains de l'Oregon, c'est-à-dire des vallées de la Columbia et de la Willamette avec le nord de la Californie. Ces connexions se font à la fois par voie maritime et par voie continentale. Dès le début des années 1830, des trappeurs de la *Hudson Bay Company* chassent dans les vallées intérieures de la Haute-Californie, celle du San Joaquin et du Sacramento. À partir de 1837, des membres de la même compagnie et le trappeur Ewing Young souhaitent mettre en place un commerce de bétail entre les deux régions, ce qui suscite « de grandes réflexions » chez Vallejo, qui se demande « si la Columbia et la Haute-Californie ne seraient pas destinées par la nature à être d'une seule nation », « par leur position et leur climat » et vu les liens commerciaux qui s'établissent. Les relations avec ces trappeurs sont plus cordiales qu'avec d'autres expéditions. Un migrant venu par la piste de Santa Fe en 1836, John Marsh, concorde : il a rencontré une centaine de personnes venues de la Columbia dans la vallée du Sacramento, et il affirme que ces personnes et ceux du nord « se considèrent comme des voisins »[122].

Jusqu'en 1841, les navires de la Hudson Bay Company ne font étape en Haute-Californie, à Monterey et San Francisco, qu'occasionnellement, le plus souvent au retour des Îles Sandwich. En 1841, John McLoughlin Sr, qui commande le Fort Vancouver de la *Hudson Bay Company* décide d'établir des relations plus approfondies. Le second de Fort Vancouver, le chef facteur de la compagnie, James Douglas, se rend à Monterey en janvier 1841. Il apporte une cargaison de biens, et achète du bétail, que des membres de son équipage conduisent par l'intérieur des terres. L'idée est d'échanger du bois, du saumon et de la farine produits dans la vallée de la Columbia contre du bétail. McLoughlin espère d'une part développer le commerce entre Fort Vancouver et la Haute-Californie, et formaliser la récolte des peaux en Haute-Californie. Les trappeurs, qui fréquentent la vallée du San Joaquin depuis les années 1830, ont eu en effet à se justifier auprès des autorités mexicaines, en particulier à partir de 1835 lorsque Vallejo et la compagnie de San Francisco s'installent au nord de la baie, à Sonoma, et se mettent en relation avec tous les groupes indiens des environs, qui leur communiquent des informations sur les va-et-vient des trappeurs. Lorsqu'à partir de 1840 Sutter, depuis son établissement de Nouvelle-Helvétie, veut s'arroger le monopole de la chasse, la Compagnie espère que ses négociations lui permettront de régler ce problème, ce qui est le cas : les autorités ne reconnaissent à Sutter aucun monopole, et les chasseurs se voient autorisés à

122 HM40525, John Marsh à Abel Stearns, 27 mars 1837, Yerba Buena.

chasser à condition d'obtenir un permis et de payer des taxes.[123]

En août 1841, McLoughlin envoie son beau-fils William Rae ouvrir un entrepôt à Yerba Buena, le hameau du *pueblo* de San Francisco où résident les étrangers commerçants. En décembre, l'établissement est visité par Sir George Simpson, le gouverneur en chef de la compagnie sur la côte Pacifique. Simpson finit par désapprouver l'initiative de McLoughlin, considérant que l'entreprise n'est pas rentable. Plus que l'opposition de Simpson cela dit, c'est le suicide de Rae à Yerba Buena en janvier 1845, qui met fin à une opération de toute façon condamnée, seulement prolongée par le refus de McLoughlin d'obéir immédiatement.[124] Toujours est-il qu'entre le milieu des années 1830 et le milieu des années 1840, une poignée d'hommes britanniques et mexicains travaillant en Oregon et en Haute-Californie du Nord ou entre les deux dessinent la possibilité d'une alternative, d'un avenir commun possible. Ce possible inquiète d'ailleurs les Étatsuniens qui observent l'entreprise. Le 29 janvier 1841, Ethan Estabrook, agent consulaire des États-Unis à Monterey, exprime ses préoccupations au commerçant Thomas Oliver Larkin : « la Hudson Bay Company joue avec le feu (*is playing the devil*) avec le bétail californien, si ce n'est avec la Californie elle-même », vu les proportions qu'elle veut faire prendre à ce commerce. On l'a en effet informé que la compagnie veut 100 000 bovins et un demi million d'ovins. Pour constituer un camp de base pour les chasseurs, la compagnie réclame, dit-il, 30 miles carrées. 120 chasseurs sont alors dans la vallée centrale et une cinquantaine les rejoignent depuis la côte. Il conclut, comme pour donner une leçon : « il est très facile pour le gouvernement de la Californie de permettre à ces personnes d'entrer, mais sera-t-il facile de les faire sortir ? *Pienso que no*. »[125] La rivalité des États-Unis et de la Grande-Bretagne est en effet vive sur le continent, à la fois dans le nord-est du continent et sur la côte Pacifique.[126] Le gouverneur Alvarado a ordonné aux trappeurs de rester à distance « leur présence n'étant pas compatible avec les lois mexicaines »[127]. Il reconnaît implicitement par là que la Haute-Californie mexicaine n'est pas en mesure d'étendre sa juridiction au-delà de San José, les forts de Sutter et de Vallejo.

Pour ce qui est de Sutter, Vallejo comme les Britanniques ont leur doute : est-ce vraiment la Haute-Californie qu'il gouverne sur sa frontière ? Sutter s'est installé, juge Vallejo qui s'en inquiète,

123 DHC Vallejo, 33, 182, Alvarado à Douglas, 13 janvier 1841, Monterey.

124 Richard MACKIE, *Trading beyond the mountains: the British fur trade on the Pacific, 1793-1843*, Vancouver, UBC Press, 1997 ; Anne Farrar HYDE, *Empires, Nations, and Families: A History of the North American West, 1800-1860*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2011, p. 2924.

125 TOL, 1, p.122, Ethan Estabrook à Larkin, 29 janvier 1841. Dernière phrase en espagnol dans le texte. En français, « je pense que non ».

126 George C. HERRING, *From Colony to Superpower: U.s. Foreign Relations Since 1776*, New York, Oxford University Press, 2008, p. 184-194.

127 Douglas, p. 71-73.

dans « l'un des parages les plus intéressants de Californie ». Lorsque les Russes décident d'abandonner le fort de Ross au nord de San Francisco, les autorités départementales et nationales se refusent à l'acheter, estimant qu'étant en terre mexicaine, il n'y a pas lieu de payer pour des terres qui de droit appartiennent au gouvernement. Vallejo doit alors assister, la mort dans l'âme, à son achat par Sutter à crédit. Le gouverneur de la *Hudson Bay Company*, George Simpson émet aussi des doutes, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir. Il constate en effet que pour l'« ambitieux *Brother Jonathan* », comme il appelle toujours les États-Unis,

> « l'établissement du Capitaine Sutter est admirablement situé. En plus d'être sur la route directe entre San Francisco d'un côté et les vallées du Missouri et de la Willamette d'un autre, il exclut virtuellement les Californiens des meilleures parties de leur pays, les vallées des fleuves San Joaquin, Sacramento et du Colorado »[128].

De plus, prédit-il, « les Américains, maîtres de l'intérieur, vont bientôt se découvrir le droit à un accès au Pacifique, donc quelque soit le sort de Monterey et des ports plus au sud, San Francisco sera, j'en ai la certitude, tôt ou tard une possession américaine », à moins que, ajoute-t-il, les Britanniques ne l'occupent d'abord. Nous reviendrons là-dessus au chapitre sept, mais les réflexions de Simpson en 1841 illustrent ce découpage alternatif appuyé sur les relations entre la Columbia et la Willamette et la région de la Baie de San Francisco et du Sacramento. L'organisation de la Nouvelle-Helvétie dans la vallée du Sacramento restructure en effet la région en une nouvelle zone frontière, polarisée par le fort. Celui-ci attire des individus ou des groupes de divers groupements amérindiens, Miwoks, Nisenans, Moquelumnes notamment, qui viennent y travailler et y obtenir des biens. Endetté pour acquérir les biens nécessaires à son installation et ses productions, Sutter fournit des travailleurs indiens pour rembourser partiellement ses dettes.[129] La frontière de Sutter, comme celle de Vallejo, est alors intégrée au trafic de captifs qui concerne tout le sud-ouest et alimente la demande du nord mexicain.[130] En s'installant dans l'écosystème amérindien de la vallée centrale et du piémont de la Sierra Nevada, Sutter ne fait pas que fonder une nouvelle frontière de la

128 George SIMPSON, *Narrative of a Journey Round the World: During the Years 1841 and 1842*, London, H. Colburn, 1847, p. 327. *« Now for fostering and maturing Brother Jonathan's ambitious views, Captain Sutter's establishment is amirably situated. Besides lying on the direct route between SanFrancisco on the one hand and the Missouri and the Willamette on the other it virtually excludes the Californians from all the best parts of their own country, the valleys of San Joaquin, the Sacramento, the Colorado...But this is not all for the Americans if masters of the interior will soon discover that they have a natural right to a maritime outlet ; so that whatever may be the fate of Monterey and the more southerly ports San Francisco will to a moral certainty sooner or later fall into the possession of Americans, the only possible mode of preventing such a result being the previous occupation of the port in the part of Great Britain. »*

129 A.L. HURTADO, *Indian Survival on the California Frontier*.

130 James BROOKS, *Captives & cousins : slavery, kinship, and community in the Southwest borderlands*, Chapel Hill, NC, Published for the Omohundro Institute of Early American History and Culture, Williamsburg, Virginia, University of North Carolina Press, 2002. Sur le trafic de captifs en Californie, notamment alimenté par Sutter, voir Alvarado, 4, chapitre 38 et Stacey L. SMITH, *Freedom's Frontier*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2013.

Californie mexicaine ; dans le même temps, il inaugure un nouveau projet spatial sur le territoire officiellement appelé Haute-Californie. Son accueil des migrants étatsuniens attirés par la perspective de son fort au pied des montagnes et les descriptions qu'ils ont lues sous la plume de migrants qui les ont précédés (John Marsh, Robidoux), favorisent le développement d'un monde parallèle, peu connecté aux Mexicains-Californiens. Par contraste avec les commerçants installés dans les ports, ils épousent ou partagent leur vie plutôt avec des Amérindiennes qu'avec des Mexicaines-Californiennes.[131] John Bidwell, un immigrant que John Marsh, dont les lettres l'ont fait venir, n'a pu accueillir faute de ressources et que John Sutter avait employé, se charge d'identifier des terrains pour les arrivants.[132] Sutter s'occupe ensuite de formaliser au minimum leur droit sur la terre. L'opportunité de la propriété de la terre est en effet la raison majeure de leur migration à travers le continent.

***

La divergence entre nord et sud à partir des années 1830 devient un facteur structurant du département de Californie au point qu'il pose la question d'un gouvernement commun et de réarticulations politico-spatiales. Cette divergence fait également pression sur l'identité « *californio* » en divisant les « amis » entre eux. Des projets concurrents co-existent, qui ne se fondent pas seulement sur un provincialisme étroit mais aussi sur des influences extérieures contrastées. Ces projets concurrents ne concernent d'ailleurs pas seulement les établissements mexicains-californiens mais se développent aussi sur une frontière intérieure. Ils s'appuient également sur des intérêts particuliers, et notamment le partage des ressources et la nécessité de défendre au mieux ses intérêts sur un département qui reste une frontière exposée aux attaques.

III - « Ce qui conviendra à la félicité de notre pays »[133] - Gouverner une frontière ou un département ? (1838-1844)

Le 21 novembre 1838, après avoir reçu la confirmation de son mandat de gouverneur, Alvarado annonce à Vallejo que le « temps est désormais venu d'organiser (*arreglar*) le pays comme il lui a demandé »[134]. Plusieurs fois déjà, en effet, le commandant a sollicité le gouverneur sur les mesures à prendre pour améliorer le sort du pays. À chaque fois, Alvarado avait botté en touche : il fallait

131 George D. LYMAN, *John Marsh, Pioneer: the Life Story of a Trail-Blazer on Six Frontiers*, New York, C. Scribner's Sons, 1930, p. 235.
132 John BIDWELL, *The Life and Writings of a Pioneer, 1841-1900*, Spokane, Arthur H. Clark Co., 2004, p. 76 et 98.
133 DHC Vallejo, 5, 98, Alvarado à Vallejo, 20 juin 1838.
134 DHC Vallejo, 5, 245, Alvarado à Vallejo, 21 novembre 1838.

d'abord que l'ordre revienne. Mais gouverner la Californie n'est pas chose simple : nord et sud sont divisés, les ressources sont maigres. Quelle marge de manœuvre avoir lorsqu'on est devenu un département ? De plus, malgré la proposition d'Alvarado à Vallejo, les deux hommes ne sont pas d'accord entre eux, et ne sont pas les seuls à pouvoir décider du sort du département.

La confirmation au pouvoir des rebelles de 1836 par le gouvernement mexicain en 1838 inaugure une période de relative stabilité politique en Californie jusqu'à la fin de 1844, malgré l'arrivée d'un gouverneur nommé par Mexico en 1842. Les Californiens placent beaucoup d'espoir dans cette ère nouvelle qui semble s'ouvrir, où tout paraît possible, dès lors qu'ils ont les rênes du gouvernement de leur département. De fait, c'est une période de pacification et de normalisation de la politique à l'échelle départementale. Le gouverneur Alvarado comme le commandant militaire Vallejo forgent des liens avec les présidents de la république mexicaine Anastasio Bustamante et Santa Anna qui contribuent à cette stabilité et à renforcer les liens entre Mexico et la Californie, en même temps que d'autres phénomènes que nous avons déjà décrits. Néanmoins, cette période s'avère également décevante : il devient évident que la Californie ne dispose pas d'assez de ressources, que celles-ci, qu'elles soient financières ou humaines s'épuisent sans se renouveler. Ces difficultés sont analysées diversement, certains accusant la clique d'Alvarado à Monterey d'avoir dilapidé les ressources par favoritisme et clientélisme, voire par débauche ; d'autres accusant le gouvernement mexicain d'abandon.

A. « Cette partie précieuse de la république mexicaine »

Contrairement à ce que la révolution de 1836, une autre révolte en 1844 et l'annexion par les États-Unis en 1848 pourraient laisser croire, la période est plutôt un moment de rapprochement et de resserrement des liens entre Mexico et la Haute-Californie, où une coopération se développe pour essayer de trouver le meilleur régime de gouvernement pour la Californie.

Par contraste avec la situation des années 1810 et de la première partie des années 1820, la circulation des bateaux redevient régulière et augmente dans les années 1830 et 1840. Alors qu'avant 1826, une dizaine de bateaux rendent visite à la Californie chaque année, ce nombre double dans les années suivantes, voire triple certaines années. Les bateaux marchands viennent embarquer les cuirs et le suif et vendent des produits manufacturés au marché californien dépourvu d'industrie.[135] La plupart des bateaux deviennent des habitués de la côte, et sont attendus. Parce qu'ils transportent des

135 Ce commerce a notamment été rendu célèbre par le récit de Richard Henry DANA, *Two Years Before the Mast; or, a Voice from the Forecastle: Being a Sailor's Life at Sea.*, J. Cunningham, London, 1841.

courriers, souvent officiels, ils contribuent à la temporalité politique. Alvarado fait l'acquisition en 1837 de la goélette *Clarion* renommée la *California*, qu'il remet au gouvernement mexicain après sa reconnaissance comme gouverneur. Ce navire a notamment pour mission de transporter la correspondance officielle et les fournitures du gouvernement, et la politique californienne des années 1830 et 1840 vit en grande partie à son rythme. Les dates de départ et de retour, les mouvements de la goélette sont très fréquemment mentionnés et commentés dans la correspondance. « Attendre la goélette » (*aguardar la goleta*), devient une expression presque consacrée en 1837-1838, lorsqu'Alvarado attend la confirmation de sa nomination de gouverneur.[136] On se dépêche aussi d'écrire avant le départ du bateau, et parfois on fait en sorte que ses rivaux n'en aient pas le temps. En 1841, le commandant Vallejo s'excuse auprès du président Bustamante du retard du courrier « parce que le gouverneur n'a pas cru bon de m'aviser du départ du bateau »[137]. Il s'en plaint de nouveau en janvier 1842, affirmant qu'Alvarado, avec qui il est de plus en plus en froid, essaie de faire partir le bateau sans ses dépêches ou sans son représentant.[138]

Les bateaux commerçants et baleiniers apportent également les nouvelles, de bouche à oreille, par des courriers, et aussi par des journaux. Un certain Francis Johnson informe par exemple le marchand résident de Monterey Thomas Larkin en 1840, de négociations entre l'Angleterre et le Mexique au sujet de la Californie pour rembourser les dettes de ce dernier.[139] Dans les années 1840, alors qu'il n'y a pas de journaux publiés en Haute-Californie, quelques marchands tentent de trouver des souscripteurs pour des journaux, tablant notamment sur la population marchande étrangère de Monterey et Los Angeles. En juin 1840, James J. Jarves, Étatsunien installé à Honolulu envoie au marchand Thomas Larkin, résident de Monterey, des journaux publiés aux îles Sandwich pour « essayer de trouver des souscripteurs ».[140] Larkin à son tour transmet les exemplaires du journal *The Polynesian* au commerçant et *ranchero* Abel Stearns, étatsunien résident de Los Angeles. Lui est déjà abonné au *Hawaiian Spectator* depuis au moins 1839. Il essaie de trouver des souscripteurs, mais sans résultat, « la principale objection étant que le journal ne peut-être reçu sur cette côte plus de trois ou quatre fois par an, et par conséquent n'a que peu d'intérêt pour les quelques uns qui autrement pourraient s'abonner »[141]. De fait, Stearns reçoit trois ou quatre exemplaires du *Hawaiian*

136 DHC Vallejo, 4, 346 Alvarado à Vallejo, 18 novembre 1837.
137 DHC Vallejo, 10, 5, Vallejo à Bustamante, 1er janvier 1841, Sonoma.
138 DHC Vallejo, 11, 11-12 et 15-16 ; Vallejo, 4, p. 259-266.
139 TOL, 1, p. 43 9 juin 1840, Honolulu, Oahu.
140 TOL, 1, p. 42.
141 TOL, 1, p. 54, 5 septembre 1840 *« I rec'd yours dated Agt 14th with two nos of the Polynesian published at the Sandwich Islands. I have endeavoured to obtain some subscribers but as yet have obtained non. The principal objection is that the paper cannot be rec'd on this Coast more that twice or three times a year, consequently is of but little interest to the few that otherwise might subsribe; notwithstanding perhaps there may be one or two. »*

Spectator à la fois.[142] Au final, Larkin parvient à convaincre quelques souscripteurs, des anglophones de Monterey, dont lui-même.[143] D'autres journaux que ceux publiés à Hawaï circulent également. En janvier 1842, James Fowle Baldwin envoie de Honolulu, par la *California*, « quelques journaux de Boston, qui, espère-t-il ne s'avèreront pas inacceptables »[144]. Certains promettent ces journaux en l'échange d'informations de nature commerciale, comme Thomas Cross qui s'informe sur les baleiniers qui fréquentent les ports californiens en 1843.[145] Ces journaux publient, et souvent re-publient des nouvelles concernant les relations internationales et la politique intérieure des États-Unis, du Mexique, de l'Empire britannique, et des informations commerciales sur les ports du Pacifique par exemple. On trouve par exemple un article relatant la révolution d'Alvarado à Monterey dans la *Sandwich Islands Honolulu Gazette*.[146]

Le rapprochement entre la Haute-Californie et Mexico se traduit par une correspondance directe entre les chefs de l'État mexicain et Alvarado et Vallejo comme par des allers-retours plus fréquents entre le département et la capitale d'employés publics, ou de *comisionados* envoyés en mission de l'un à l'autre, sans oublier les députés au Congrès. Nous avons vu que dès l'indépendance, les marchands jouent le rôle d'intermédiaire entre le gouvernement et la Californie. Ils transportent le courrier et peuvent donner des informations relativement fraîches du fait de leurs allers-retours réguliers. Parmi eux certains se trouvent particulièrement bien placés auprès du pouvoir, parmi lesquels Enrique Virmond.[147] Allemand d'origine, il est naturalisé mexicain relativement jeune. Il se rend en Californie en 1825 pour la première fois, afin d'organiser le commerce avec les missions. En 1828, il informe le gouvernement de la fuite de deux missionnaires. Il passe six mois en Californie de juillet 1830 à janvier 1831. Dès cette époque il fait figure de connaisseur sur la Californie auprès du gouvernement, notamment auprès du président Bustamante et de son ministre Alamán. Il entretient une correspondance pendant toute la période avec les marchands de Monterey, au premier chef Estevan Munras et Cooper (beau frère de Vallejo). En mars 1830, il est chargé par le ministre de la Guerre et de la Marine (à ce titre en charge des Territoires) de récolter des richesses dignes d'intérêt en Californie pour le musée national. Pío Pico, qui a dû le fréquenter à San Diego – résidence du gouverneur – lors de son séjour en Californie, le considère comme un ami ; de fait, le gouverneur Victoria, à son arrivée à San Diego, présente à Pico une lettre de recommandation de la

142 ASP, 1, 65, Alpheus B. Thompson à Stearns, 7 mars 1839, San Pedro.
143 TOL, 1, p. 106, 16 août 1841
144 TOL, 1, 207, p. 154 *« I send you per California a few Boston papers which I hope will not prove unacceptable »*
145 TOL, 2, p. 4
146 *S.I Honolulu Gazette,* 2 décembre 1837.
147 Une lettre de Virmond à Alaman de 1831 a été traduite et publiée : David J. WEBER, « California in 1831: Heinrich Virmond to Lucas Alaman », *Journal of San Diego History*, traduit par Ronald R. YOUNG, 1975, 21, 4.

part de Virmond. C'est aussi Virmond qui transporte la bibliothèque interdite de Vallejo et avec qui il a dû entrer en contact à Monterey, lieu de passage obligé pour payer les droits de douane. Cette amitié est entretenue par des échanges de services : par exemple, lors de la révolution de 1836, Vallejo a veillé sur les investissements de Virmond en Californie.

La venue du député Carlos Antonio Carrillo à Mexico pour y occuper le poste de député de la Californie en 1832 est un moment clef dans le rapport des Californiens au Mexique. Il n'est pas le premier, mais c'est le premier à retourner en Californie par la suite. Il y a donc un effet de retour, le député peut se fonder sur son expérience à Mexico pour comprendre et faire comprendre les ressorts de la politique mexicaine aux autres Californiens. À Mexico, Carlos A. Carrillo est introduit dans les cercles du pouvoir par le même Virmond, qui l'informe des décisions du gouvernement.[148] Son frère José Antonio Carrillo est élu député par la suite et se rend également à Mexico, où il profite du fait que son frère y était connu pour promouvoir sa nomination comme gouverneur en 1837.[149] Le passage à Mexico de José Antonio, dit un observateur, lui donne « l'occasion de se dégrossir un peu *(adquirir un poco de mundo)*, ce qui le remplit de présomption »[150]. On a vu également que Juan Bandini, député en 1833, a mis à profit son séjour pour prendre sa place dans les cercles proches du président Gómez Farías. Le marchand Virmond informe constamment, sur place ou par correspondance, sur « la marche des choses politiques du pays », comme il suit également la politique californienne. En juin 1838, il exprime à Vallejo sa « hâte du jour où [il recevra] la nouvelle que toutes les discordes se sont réglées dans la bonne entente et en attendant, [il peut] être sûr d'avoir ici un ami et un avoué à qui [il peut] tout demander».[151] C'est encore Enrique Virmond

148 DHC Guerra, 4, p. 238 Lettres de Carlos Antonio Carrillo à José de la Guerra, n°12, 14 avril 1832, Mexico. *« Ya basta de separacion de su familia, ya basta de experimentar lo que es nuestro sistema federal y basta lidiar con mas de 70 diputados, unos de buen modo de pensar y otros del contrario, ya basta lidiar con los principales misterios de palacio y al ultimo todos son consoladores y nada de cumplir. Con que venga otro a amolarse y a experimentar lo que yo he experimentado y asi en U espero que en caso de quererme reeligir (como asi me lo anunciaban varios uno de ellos Victoria, Wilmont y P Antonio Peyri) en U tengo fundadas mis esperanzas y en U espero que haga los esfuerzos posibles no lo verifiquen a mas de que tengo el consuelo de que hoy muchos en el Territorio que lo solicitan y eso me consuela. »* Son frère José Antonio Carrillo allait exprimer les mêmes sentiments d'ennui et de mal du pays quelques années plus tard.

149 Rappelons au passage que les frères Carrillo étaient les beaux frères de José de la Guerra y Noriega, personnage très influent et qui du temps de la monarchie espagnole comptait, lui, un réseau le liant à Mexico et à l'Espagne. Voir chapitre 1 et L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios ».

150 José Arnaz, p.10 « [*José Antonio Carrillo] era hombre de talento natural, con muy poca instruccion mas como habia ido de diputado a Mexico, tuvo la oportunidad de adquirir algun poco de mundo, lo cual le lleno de presunción. »*

151 DHC Vallejo, 7, 142 Lettre de Virmond à Vallejo, 20 juin 1838 *« El señor presidente se ha convencido de la verdad de mis razones y creo poderle asegurar que dentro de poco tiempo recibiran tu y sus paisanos pruebas del que a Vm en lo particular lo estima y le quiere bien y no tiene otro deseo que de procurar la felicidad de ese territorio en cuanto este en su poder sera para mi un dia de mayor gusto cuando recibire la noticia de que todas las diferencias se han concluido amistosamente y entretanto puede Vm vivir persuadido de que aqui tiene un amigo y apoderado a quien puede mandar en todo cuanto se le ofrezca .»*

qui est à la manœuvre dans le rapprochement entre les Californiens et le président Bustamante. À la même date, il assure à Vallejo et Alvarado que « d'ici peu [ils recevront] les preuves que [Bustamante les] estime...et n'a pas d'autre désir que de promouvoir le bonheur de ce territoire autant qu'il est en son pouvoir »[152].

Le président Bustamante établit en effet une relation personnelle avec Alvarado et Vallejo à partir de 1839, ce qui inspire à Vallejo d'écrire dans ses mémoires, « que le peuple de Californie, bien que dans sa plus grande partie fédéraliste » est satisfait de Bustamante « une personne de très bonnes intentions qui s'efforçait de promouvoir le bonheur de tous ses administrés »[153]. Ce que permet cette relation, c'est une élaboration relativement mutuelle de solutions de gouvernement pour la Californie. Mobiliser les élites régionales permet de pallier le manque de ressources du gouvernement central. En flattant de manière répétée le « patriotisme et le courage » de Vallejo, le président s'excuse de ne pouvoir envoyer en Haute-Californie tous les renforts et les ressources nécessaires à une défense correcte du département. « Sans l'ombre d'un doute, lui écrit-il en avril 1840, en cas de danger vous serez celui qui sauvera son pays natal »[154]. C'est aussi un moyen subtil de faire appel à l'honneur de cet officier et d'éviter d'autres révolutions. Quand le président relate les déboires du gouvernement dans les années 1840, c'est un avertissement à peine voilé sur les conséquences d'un soulèvement. Par exemple, en janvier 1841, Bustamante informe le gouverneur Alvarado que « tous les départements (...) où il y avait une révolution (…) ont été complètement pacifiés et se sont unis aux troupes du gouvernement pour faire la guerre non seulement aux Indiens barbares (…) mais aussi aux aventuriers du Texas. Les journaux (…) vous informeront aussi de tous les événements favorables qui ont eu lieu dans cette partie de la République »[155]. Il lui écrit de

152 DHC Vallejo, 7, 142 Virmond à Vallejo, 20 juin 1838 *« El señor presidente se ha convencido de la verdad de mis razones y creo poderle asegurar que dentro de poco tiempo recibiran tu y sus paisanos pruebas del que a Vm en lo particular lo estima y le quiere bien y no tiene otro deseo que de procurar la felicidad de ese territorio en cuanto este en su poder sera para mi un dia de mayor gusto cuando recibire la noticia de que todas las diferencias se han concluido amistosamente y entretanto puede Vm vivir persuadido de que aqui tiene un amigo y apoderado a quien puede mandar en todo cuanto se le ofrezca »*

153 Mariano G. Vallejo, chap 54, p. 61. *« El pueblo de California, aunque en su mayor parte federalista tuvo sumo placer cuando supo que la Republican Mejicana iba de nuevo a ser gobernada por el general Bustamante, persona de muy sanas intenciones que se extremecia para labrar la felicidad de todos sus gobernados y cuyo caracter franco noble y generoso le granjeaba la simpatias de sus mismos enemigos politicos »* Contrairement à ce que laisse penser Vallejo dans cet extrait de son histoire de la Californie (écrite dans les années 1870), il n'a pas particulièrement établi de relation personnelle avec le président Bustamante lors de son premier mandat (1830-1833). C'était sous son gouvernement que Figueroa avait été nommé en Californie. À l'inverse, c'est son successeur, le vice-président Gomez Farias (un fédéraliste radical) qui a organisé la colonie de 1834, à laquelle Vallejo et nombre d'autres Californiens autour du gouverneur Figueroa, notamment au sein du conseil territorial, se sont opposés. Aussi au retour de Bustamante au pouvoir est-il fondé à espérer une politique favorable à la Californie. Pour autant, ce n'est à partir de 1838 que se développe la relation directe entre Bustamante et Vallejo et Alvarado, par l'intermédiaire du commerçant Virmond.

154 DHC Vallejo, 9, 122 Bustamante à Mariano G. Vallejo, 29 avril 1840.

155 DHC Vallejo, 10, 183 Bustamante à Juan B. Alvarado, 23 janvier 1841.

nouveau le 10 mars, « à l'occasion du départ de la goélette *California*, pour ne pas perdre une occasion de le saluer » et lui « manifester que malgré l'accumulation de sujets qui préoccupent le gouvernement [il] ne perd pas de vue [ses] frères des deux Californies »[156].

À la chute de Bustamante et au retour de Santa Anna au pouvoir, Vallejo déplore la perte d'un « protecteur » ; Alvarado quant à lui s'empresse de signifier son soutien au nouveau président. C'est d'ailleurs l'occasion d'une manifestation de la rivalité entre les deux notables, Alvarado tentant apparemment de couper l'herbe sous le pied de Vallejo. Ce dernier est sur le point de faire embarquer des courriers au gouvernement adressés à Bustamante au moment où la nouvelle parvient à Monterey (début janvier 1842). Alvarado tente, d'après le secrétaire de Vallejo, de faire en sorte de décrédibiliser auprès du nouveau président Santa Anna les rapports critiques à son égard en les laissant partir adressés à son prédécesseur et rival, l'ex-président Bustamante.[157] Toujours est-il que le président Santa Anna renoue la correspondance avec les dirigeants californiens en se vantant que « la révolution qui [l'a conduit au pouvoir] a été le fait de la Nation entière, qui se montre satisfaite de mon gouvernement ». Il s'emporte contre les « aventuriers du Texas », qui « d'après [les communications de Vallejo], essaient de s'introduire dans [leur] territoire en grand nombre ». Mais, comme Bustamante, il ajoute que « cela [lui] causerait beaucoup de souci [s'il n'était] persuadé de [son] zèle et de [son] patriotisme pour mettre en branle tous les moyens que [sa] fonction met à [sa] disposition pour repousser victorieusement ces aventuriers qui doivent recevoir une sévère leçon ».[158]

Ces liens entre Vallejo, Alvarado et l'administration mexicaine à partir de la fin des années 1830 peuvent s'établir du fait de flux de personnes. Si Vallejo et Alvarado, malgré des projets de départ, ne se rendent pas en personne à Mexico, de plus en plus nombreux sont ceux qui se déplacent d'un lieu à l'autre, en charge d'une commission ou d'un mandat électif.[159] Cela contribue d'une part à créer des liens plus directs entre Mexico et la Haute-Californie, d'autre part à mettre en place un vivier de personnes pertinentes, relativement au fait des problématiques californiennes. On voit ainsi même s'établir des sociabilités californiennes à Mexico, s'apparentant presque à un groupe d'influence. Cela permet à la fois aux Californiens et au gouvernement d'y puiser quand le besoin s'en fait sentir. Les allers et venues des uns et des autres dans les deux sens permettent en effet une aisance et une connaissance des deux terrains. Parmi ces personnes, on peut prendre plusieurs exemple : José

156 DHC Vallejo, 33, 193, Bustamante à Alvarado, 10 mars 1841.
157 DHC Vallejo, 11, 11, Prudhon à Vallejo, 6 janvier 1842.
158 DHC Vallejo, 11, 265 Président Santa Anna à Juan B Alvarado, 5 mars 1842.
159 Vallejo envisage à un moment de se rendre à Mexico, ainsi que José Antonio Carrillo, voir DHC Vallejo, 8, 199. José A. Carrillo à Vallejo, 9 octobre 1839, Angeles.

Maria de Herrera, qui se rend en Californie en 1826 avec le gouverneur Echeandia et est exilé par lui suite à leur rivalité et à son rôle supposé dans la révolte de Solis (1829) ; il revient avec la colonie Híjar-Padrés en 1834, puis repart de nouveau en 1836, fuyant l'anti-mexicanisme de la révolution. Les frères Castañares, José Maria et Manuel en sont un autre exemple. José Maria se rend en Californie en 1833 comme employé de l'administration des douanes. Il retourne au Mexique un temps, puis revient en 1840 avec son frère Manuel. Ce dernier vient au départ pour prendre en charge la douane, mais est est nommé secrétaire de la préfecture à la place. En 1842 il est envoyé comme envoyé spécial auprès du gouvernement et revient avec la double nomination d'administrateur de la douane et procureur du tribunal. Il est élu député en novembre 1843 et est particulièrement efficace à Mexico.[160] Andrés Castillero parvenu à point nommé en Californie lors de la confrontation entre le sud et Alvarado, retourne à Mexico aussi vite qu'il est arrivé afin de convaincre le gouvernement de confirmer le mandat d'Alvarado, ce qui est fait en 1838. Il retourne ensuite à Mexico en 1839 après avoir été élu député par le département.[161] José Maria Híjar, candidat malheureux au gouvernorat et responsable de la colonie en 1834, est, après son départ de Californie renvoyé en Californie en 1845 afin de confirmer au président du conseil départemental Pío Pico son mandat de gouverneur après une révolte des Californiens contre le gouverneur Micheltorena en 1845[162].

B. « Organiser le pays conformément aux lois, c'est impossible »[163]

À partir du moment où son mandat de gouverneur est reconnu par le gouvernement mexicain, Alvarado s'applique à « implanter le système constitutionnel » en Californie avec le conseil départemental (ex-*diputación*, devenue *junta* dans la nouvelle constitution).[164] Les archives montrent un gouverneur particulièrement attentif au respect de la loi, comme pour faire oublier les circonstances de son arrivée au pouvoir et démontrer l'aptitude des Californiens à se gouverner eux-mêmes dans un cadre mexicain. Par exemple, il met rapidement en place l'architecture de gouvernement local, en divisant la Californie en districts à la tête desquels il nomme des préfets.

160 Voir par exemple sa correspondance avec les Californiens dans DHC Vallejo, 12, 141 et 145 M. Castañares à Vallejo, 16 mars et 22 octobre 1845, Durango et Mexico, et 34, 21, M. Castañares à J.M. Castañares, 10 avril 1844, Mexico.

161 Pour le détail des tractations d'Andrés Castillero, voir George TAYS, « Captain Andrés Castillero, Diplomat: An Account from Unpublished Sources of His Services to Mexico in the Alvarado Revolution of 1836-1838 », *California Historical Society Quarterly*, 1935, 14, 3, p. 230.

162 Voir la fin du chapitre.

163 DHC Vallejo, 9, 241, Vallejo à Alvarado, 10 février [septembre] 1840, Sonoma, en réponse à DHC Vallejo, 9, 25, 22 janvier 1840, Alvarado à Vallejo, Monterey.

164 DHC Vallejo, 4, 283 Alvarado à Vallejo, 17 juillet 1837.

Mais les problèmes posés par le gouvernement de la Californie forment un véritable « labyrinthe » selon les termes de Mariano Vallejo : gouverner la Californie pour la développer implique l'ordre qui repose sur les lois, mais des lois inadaptées produisent des désordres. Cependant pour Alvarado, « toutes les lois doivent être appliquées strictement même si elles ne sont pas dans l'intérêt du pays, parce que c'est ce qu'ordonne le gouvernement », un tournant légaliste intéressant de la part du gouverneur qui est arrivé au pouvoir par un *pronunciamiento*.[165] De plus, le caractère frontalier de la Californie, donc la distance, la dépendance envers l'extérieur, le manque de ressources, la puissance des Indiens, les intentions des migrants et les questions stratégiques, compliquent à la fois la définition de lois appropriées, et l'application des lois existantes. L'étude de deux domaines du gouvernement, la politique commerciale, et la politique concernant les missions et les disputes qu'ils suscitent offrent un bon observatoire de ces dilemmes. Afin de résoudre cette difficulté, Vallejo écrit des lettres répétées au gouvernement pour lui expliquer la situation d'exception dans laquelle se trouve la Haute-Californie, et propose la venue d'un agent du gouvernement pour le constater et légaliser les écarts à la législation, pour « s'informer au sujet de ce que la Californie nécessite et qu'on remédie à tous ces maux qui sont uniquement l'abus des lois »[166]. Il s'appuie pour cela sur ses échanges avec le président Bustamante qui lui laissent entendre que le président n'est pas fermé à l'idée d'un régime d'exception.

En août 1839, Bustamante lui écrit en effet pour « se réjouir du rétablissement de l'ordre dans cette importante partie de la république, objet de sa prédilection ». Son discours n'est pas particulièrement différent de celui du gouverneur Mariano Chico, que le commandant avait taxé « d'amphibie », puisqu'il promet lui aussi « des avantages immenses à son pays natal », notamment grâce à la paix qui règne, du fait « de la docilité et du patriotisme » des Californiens. Seulement cette fois, ce sont les Californiens qui sont au gouvernement. Et le président ajoute qu'il « a le plaisir de lui accorder la plus grande partie de ce qu'il demande, à l'exception de ce qui dépend du pouvoir législatif...mais qu'il fera en sorte de le faire passer au Congrès ». Il propose même d'étendre le privilège commercial demandé « non seulement aux habitants de la frontière, mais au reste de la belle péninsule, car tous ont droit à la sollicitude paternelle du gouvernement général »[167]. Il n'est donc pas incompatible de bénéficier d'exemptions et d'affirmer son caractère de département

165 ASP, 1, 49, Juan B. Alvarado à Abel Stearns, 29 août 1837, Santa Barbara.

166 DHC Vallejo, 10, 46, 15 janvier 1841, Vallejo à Bustamante. « *La experiencia ha hecho ver que aqui no hay hombres capaces ni para desempeñar un juzgado de paz, con que menos para otros destinos de mayor categoria. Asimismo convendria que un comisionado viniese por parte del gobierno a informarse de cerca de lo que California necesita y se se remedie tantos males que son unicamente el abuso de las leyes.* »

167 DHC Vallejo, 8, 11, Bustamante à Vallejo, 6 août 1839, Mexico.

mexicain.

1) *« Fournir à ce pays une administration des finances compétente »*[168]

Tous s'accordent sur la nécessité d'assurer le financement du gouvernement, car comme le rappelle Vallejo à Alvarado « il est bien connu qu'aucun établissement n'a non seulement pu progresser...mais pas même se maintenir s'il ne peut pas compter sur les fonds nécessaires à ses dépenses ». Par contre, la manière de le faire est à l'origine de vifs débats. Les recettes de l'administration départementale proviennent de deux sources principales : le gouvernement supérieur et les taxes commerciales, auxquelles s'ajoutent l'emprunt. Tandis que la première est souvent sujette aux *alea* de la politique mexicaine fort troublée et des problèmes de financement de l'État central lui-même, la politique commerciale fait l'objet d'intenses discussions, et ce d'autant plus que le commerce d'import comme d'export est une activité essentielle et concerne une grande partie de la population, soit les marchands directement, soit les producteurs-éleveurs, soit les consommateurs de produits importés.[169] Enfin, pour ce qui concerne la troisième, les emprunts sont souvent effectués auprès des marchands, ce qui ne facilite pas la marge de manœuvre concernant la politique commerciale. Comment augmenter les revenus du gouvernement sans entraver le développement économique de la Californie, c'est un débat qui se pose déjà. Dans le cas de la Haute-Californie, à la fois un département, une « portion de la république » mexicaine et une frontière, se pose la question d'un régime d'exception éventuel par rapport aux lois nationales. Le commandant militaire Mariano Vallejo en 1837 assure le gouverneur civil Alvarado qu'il dispose de certaines marges de manœuvre concernant la politique commerciale, par exemple pour choisir la localisation de la douane maritime : « le gouvernement suprême... a laissé ce choix à ce gouvernement, peut-être en tenant compte de la distance entre la capitale et nos côtes qui l'empêche de déterminer ce qui convient ». En revanche, il lui faut appliquer la loi, et en l'occurrence, « l'interdiction du commerce de cabotage ». En effet, cette pratique qui consiste pour les navires étrangers à pouvoir aller de port en port, favorise le développement de la contrebande, puisqu'il n'y a plus obligation de venir seulement au port d'entrée et que par conséquent les capitaines peuvent déposer leur cargaison en un endroit secret, déclarer seulement des marchandises de peu de valeur, puis, en récupérant le reste, aller le vendre dans les autres ports. Vallejo est conscient que cela peut poser problème pour la répartition des biens, en l'absence d'embarcations nationales pour faire le cabotage, mais il espère ainsi développer la construction navale et les communications terrestres

168 DHC Vallejo, 4, 299, Vallejo à Alvarado, 17 août 1837, Sonoma.
169 Pour un récapitulatif de la politique commerciale, voir le tableau en annexe.

intérieures[170]. Mais cette loi s'avère très difficile à appliquer. En février 1840, elle ne l'est toujours pas, comme le fait remarquer Vallejo à Alvarado en soulignant les conséquences néfastes de sa tolérance :

> « Quelle loi permet aux bateaux étrangers de faire du commerce d'escale et de cabotage ? Quelle loi ordonne qu'on paie les employés civils et militaires avec les pacotilles de ces mêmes bateaux étrangers ? »[171]

En décembre 1840, Alvarado tente d'interdire le commerce de cabotage des étrangers, pour le laisser à des marchands locaux. Mais dès juillet 1841 il doit céder, face à la menace d'un navire de ne pas décharger sa cargaison si cette règle est appliquée. Or, en l'absence de toute industrie manufacturière, les Californiens sont très dépendants des navires commerciaux et le gouverneur ne peut pas se permettre de perdre un navire, les biens de consommation qu'il transporte, et ses droits de douane, même sous-estimés par des manœuvres de contrebande ou de corruption des employés.[172]

2) Conserver les missions ou conserver la paix

Si Vallejo accuse Alvarado de ne pas appliquer la loi commerciale, c'est parce que le gouverneur lui a reproché sa politique concernant les missions de la frontière nord, San Rafael et Sonoma, en invoquant « ses engagements auprès du gouvernement ». Vallejo rétorque:pourquoi vouloir « organiser le pays conformément aux lois » alors qu'il sait bien « que c'est impossible à faire, non seulement à présent mais pour de nombreuses années » ? Il le met au défi d'y arriver « même à moitié » : en effet, sans « loi organique ni hommes pour l'appliquer », c'est « illusoire ».[173]

Les missions ont été sécularisées en 1834 par José Figueroa qui applique une loi votée par le Congrès en 1833. En 1835, le Congrès vote de nouveau une loi pour les remettre dans leur état précédent, vu le manque de prêtres pour s'occuper des paroisses. Pendant les troubles en 1836-1839, les missions ont souvent servi pour ravitailler les forces d'un côté comme de l'autre, par les bons soins des administrateurs en charge de celles-ci nommés par le gouverneur reconnu, en remerciement de leurs services. Nous avons vu plus haut comment la sécularisation se traduit au niveau très local, pour la répartition des terres et l'organisation des municipalités éventuelles. En fait, même après la fin des conflits, les missions sont souvent mises à contribution pour aider financièrement le gouvernement. En 1839, José de la Guerra, de Santa Barbara, doit insister pour

170 DHC Vallejo, 4, 299, Vallejo à Alvarado, 17 août 1837, Sonoma.
171 DHC Vallejo, 9, 241, Vallejo à Alvarado, 10 septembre [février] 1840, Sonoma.
172 Il s'agit du *Tasso*, le 5 juillet 1841 DHC Vallejo, 10, 199, Abrego à Vallejo.
173 DHC Vallejo, 9, 25, Alvarado à Vallejo, 22 janvier 1840 et 241, Vallejo à Alvarado, 10 septembre [février] 1840, Sonoma.

que « les missions soient payées pour ce qu'elles fournissent ». En effet, « la paix ne sera jamais solide dans le département tant que les propriétés quelles qu'elles soient ne seront pas respectées »[174]. Au moment de sa confirmation au gouvernorat, Alvarado se propose donc « d'appliquer la loi » et de « conserver les missions dans l'état dans lequel elles sont » ; or Vallejo lui annonce en janvier 1840 qu'il « a réparti les biens de Sonoma, et en ayant l'intention de le faire à San Rafael ». Ces mesures sont « hors de ses attributions » s'offusque le gouverneur, et le « rendent responsable d'actes contraires à ses ordres et qu'il réprouve par conséquent ». Ce n'est pas pour s'arroger des attributions supplémentaires que Vallejo a procédé ainsi, se défend-il, mais « parce que [les missions] ne pouvaient pas se conserver en l'état ». En effet, ajoute-t-il, « les Indiens [de Sonoma] ne sont pas les mêmes que ceux [de la mission] du Carmel » à Monterey, « ils deviendront violents si on ne leur donne pas les terres, il n'y a pas d'autres remèdes pour qu'ils soient satisfaits ». C'est lui qui a la responsabilité de la région, « qui y vit et veut éviter les heurts avec des peuples qui sont en mesure de faire beaucoup de mal ». Vallejo propose d'ailleurs une issue au dilemme de l'application de la loi : « la frontière ne dépend que de la branche militaire, pour ce qui concerne sa sécurité extérieure et les relations avec les Indiens ». Ce n'est donc pas sortir de ses attributions qu'œuvrer pour éviter des violences. On voit comme cette question touche à une répartition des pouvoirs entre les deux dirigeants californiens, qui va au-delà d'une rivalité pour toucher la nature du projet californien, en particulier la place de la branche militaire.

À côté du débat sur l'application des lois, le mandat d'Alvarado a été très critiqué du point de vue du sort des missions. Ses détracteurs lui reprochent

> « d'avoir réparti un grand nombre des *ranchos* appartenant aux missions à des particuliers, en prenant bien soin de favoriser pour cela, comme pour les nominations à des postes d'administrateur de ses parents et fidèles. Il ne s'en tint pas à cela, il permettait également à ses amis de faire des emprunts de bétail en quantité croissante pour leurs ranchos, sans aucune intention qu'ils ne les remboursent, et il est très douteux qu'aucun ait été remboursé. Le gouverneur dans les luttes civiles détruisit aussi d'immenses quantités ou il les vendit, ou il les céda pour remplir ses obligations et aussi pour satisfaire les plaisirs et les fêtes qu'il donnait à Monterey. Les rentes de la douane ne suffisaient pas pour couvrir les dépenses et c'est pour cela que les troupes étaient mal payées et que progressivement les compagnies présidiales disparurent. »[175]

174 DHC Vallejo, 6, 244.

175 Botello, p. 94. L'auteur était un résident du sud, opposant d'Alvarado, originaire du Mexique et plus patriote que la plupart des Californiens. *« El Sr Alvarado repartió gran número de ranchos pertenecientes a las misiones a los particulares teniendo especial cuidado de preferir tanto en esto como en los nombramientos de administradores a sus parientes y secuaces. No se conformó con esto sino que a muchos de esos amigos les mandaba hacer emprestitos de crecidas cantidades de ganados para sus ranchos cuyos emprestitos no hubó intención de que se pagasen y es muy dudoso que alguno de ellos haya sido pagados. El gobernador en las luchas civiles destruyo tambien inmensas cantidades o las vendio o cedio para cubrir sus atenciones y tambien para satisfacer los placeres y fiestas que se tenian en Monterey. Las rentas de la aduana no bastaban para cubrir los gastos asi es que las tropas estaban mal atendidas y gradualmente fueron desapareciendo las companias presidiales. »*

Il est clair que du point de vue des Amérindiens, la revendication par Vallejo, Alvarado et Castro depuis les années 1830 de se battre pour la liberté, en particulier celle des néophytes des missions, sous la coupe des missionnaires, leur laisse un goût amer, qu'ils expriment avec ironie. Dans un village où arrivent Alvarado et Castro au milieu des années 1840, un Indien se fait même ironique : « Vive la Californie libre ! Prenez ce que vous voulez ! » ; il s'explique : « vous volez tout en Californie de toute façon », faisant allusion aux missions.[176] Si on doit mesurer le bilan des Mexicains-Californiens à l'aune de leurs idéaux, de leur idéologie, il s'agit en effet d'un échec fracassant. Malgré la nomination d'un inspecteur des missions en 1840, chargé de contrôler les administrateurs, dont le rapport permet de remplacer des administrateurs, la situation des Indiens ne s'améliore guère après les troubles de la fin des années 1830. Les ex-néophytes passent pour certains du service des missions à celui des *rancheros* et pour d'autres regagnent l'intérieur des terres pour rejoindre des groupes amérindiens indépendants.[177] L'exemple des missions montre les Californiens face aux contradictions mêmes de leur projet colonial en Californie : la stabilité politique n'est sûre qu'en garantissant des moyens d'existence aux colons en même temps qu'il faut tenir compte des Indiens qui ne jouent pas forcément aux bons citoyens dociles. La décennie 1840 est donc marquée par un pessimisme croissant du fait de l'impossibilité de gérer ces contradictions sans ressources suffisantes.

C. « Il a beaucoup apprécié le pouvoir qu'il a sur la douane »[178]

La déchéance physique d'Alvarado à partir de 1839, régulièrement malade à cause de ses excès de boisson, symbolise pour certains la décadence des *Californios* au pouvoir, pourris par le clientélisme, le pillage et sans réflexion pour l'avenir du département.[179] Ces critiques sont pour la plupart fondées d'une part sur les commentaires de Mariano Vallejo, son acolyte au départ, mais qui prend ses distances à la fin des années 1830 ; d'autre part, sur la perception des notables sudistes, cercle rival qui a été vaincu lors des conflits de 1837-1838 ; enfin sur les commentaires des visiteurs étrangers, souvent des commerçants qui ont fait des affaires du temps des missions. Les critiques

176 Angustias de la Guerra, p.102 *« Viva California libre ; mete la mano donde quiera »*. Voir aussi HHB4, p. 49.

177 Tomás ALMAGUER, *Racial Fault Lines: The Historical Origins of White Supremacy in California*, Berkeley, University of California Press, 1994, p. Entre autres, Douglas MONROY, « The Creation and Re-Creation of Californio Society », *California History*, 1997, 76, 2, p. 173-195.

178 DHC Flores, José Maria Flores à Manuel Castañares, Reservado, 20 juillet 1845, Los Angeles. Voir la transcription en annexe.

179 HHB4, p.49 *« By 1841 he had degenerated in several respects » « he had lost his enthusiasm for reform » « routine duties » « let public affairs drift away... » convivial pleasures, drank heavily et « All writers and witnesses both Californian and foreign who mention the subject are unanimous in describing Alvarado's rule from 1836 to 1842 as a period of plunder and ruin in mission history. »* Botello, p. 94.

sont focalisées souvent sur la décadence des missions, mais le fond du problème pour beaucoup est le sentiment d'injustice et la montée d'une colère sociale contre un gouvernement qui pratique le clientélisme et le favoritisme, en particulier de la part de ceux qui ont aidé Alvarado à parvenir au pouvoir, les militaires.

En 1839, le lieutenant José Maria Ramirez se plaint à plusieurs reprises au commandant général de la paie qu'il ne reçoit pas. « Il est de notoriété publique, souligne-t-il, que les officiers de Monterey sont payés ponctuellement ». Bien qu' « il y ait des milliers d'entrées [de douane], nous, la troupe et les officiers, pouvons bien périr »[180]. José de la Guerra, commandant de Santa Barbara, renchérit en avril 1840 : « les troupes de sa compagnie n'ont presque rien pour se vêtir, car on ne les paie pas même la moitié de leur solde ». « La classe militaire, dit-il, pourrait l'accepter, s'ils voyaient que les employés civils connaissaient le même sort ». Mais comme un ordre du gouvernement stipule d'utiliser la moitié des revenus pour chacune des branches, et les militaires étant bien plus nombreux, « la classe militaire éprouve du ressentiment à voir le mépris par lequel elle se voit traiter », alors qu'elle est « la colonne sur laquelle s'appuient les autorités et les lois sont soutenues »[181]. Le commandant du département est sur ce point d'accord avec eux. Depuis 1836, avant même que le territoire ne soit pacifié, il plaide pour une réorganisation des compagnies présidiales et un meilleur traitement des soldats et des officiers, qu'il s'agisse de leur paie ou de leur privilège (*fuero*) militaire.[182] En janvier 1839, il a proposé au gouverneur ce qui constitue selon lui « les principaux devoirs des autorités », « les moyens les plus efficaces de délivrer le peuple des incendies politiques ». Pour cela, il faut d'abord créer un force armée substantielle, et « stimuler le patriotisme des employés publics pour qu'ils collectent les fonds nécessaires au paiement des soldats »[183]. En mai, il s'offusque du peu de cas que le gouverneur fait des forces armées « qui l'ont toujours soutenu avec dignité »[184]. Alors que Vallejo « s'emploie à sécuriser le pays en y mettant des troupes », le gouverneur « s'emploie à créer des emplois publics qui ne servent à rien d'autre que d'augmenter les dépenses qui augmentent encore chaque jour, sachant que les entrées [de douane] sont précaires et se collectent en nature et non en espèces »[185].

Les employés publics se voient donc la cible des déçus de la politique d'Alvarado. En janvier 1841, Vallejo les accuse d'ouvrir son courrier « parce qu'on le considère un rival du gouvernement

180 DHC Vallejo, 8, 39 et 196.
181 DHC Vallejo, 9, 113, José de la Guerra à Vallejo, 12 avril 1840 Santa Barbara.
182 Voir par exemple le procès Andrade où il s'agit de déterminer s'il doit bénéficier ou pas du *fuero militar* DHCVallejo, 7, 416.
183 DHC Vallejo, 6, 165, Vallejo à Alvarado, 7 janvier 1838.
184 DSP 4, p.255 Vallejo à Alvarado, 19 mai 1839.
185 DHC Vallejo, 10, 46, 15 janvier 1841.

politique, à qui une multitude d'adorateurs trouvent profit à ce que se perpétuent les désordres du gouvernement, de la douane, des missions, et dans tout ce qui produit un intérêt pécuniaire »[186]. Auprès du ministre de la guerre, Vallejo est moins offensif contre le gouverneur, mais se plaint que « l'administration du courrier est complètement inconnue dans ce département, il n'y a pas de courrier établi, ni de confiance publique », laissant ainsi entendre les graves défauts de la construction de l'administration en Californie[187].

Au *pueblo* de San José, où le gouverneur Alvarado a été beaucoup soutenu, on s'emporte contre ce qui se passe à Monterey : « la plupart des habitants sont mécontents » contre ceux de Monterey « qui prennent leurs airs » (*dandose paquete*) ; ils se décident à publier des pamphlets contre Alvarado.[188] De tels pamphlets sont aussi placardés à Santa Barbara et à Monterey. Un pamphlet à Monterey, écrit à l'encre rouge et signé par des initiales « BPRamL » proclame en vers que « Alvarado le *Californio*, Jimeno le Mexicain...ne font que voler les finances publiques...qu'ils profitent, dansent et se réjouissent de tout, mais bientôt ils paieront, y compris les Vallejos et le voleur de la mission de San José »[189]. Cette dernière expression désigne José de Jesus Vallejo, administrateur de la mission.

Du point de vue du gouvernement, les choses ne vont pas si mal. Pour Jimeno, secrétaire d'Alvarado qui le remplace lors de ses nombreuses maladies, « tout marche vers la félicité, et la paix règne », et il ne comprend pas (ou feint de ne pas comprendre) où le commandant Vallejo voit « que le département est dans un état funeste » ; il faut simplement continuer de résoudre les problèmes.[190] Alvarado est aussi optimiste dans ses courriers au gouvernement de Mexico. De fait, si la solde des employés civils pose problème aux militaires, et à terme aux finances du département, c'est aussi pour que les revenus du gouvernement reviennent aux Californiens qu'ils ont fait la révolution en 1836. Comme l'écrit l'explorateur français Duflot de Mofras, « les Californiens influents répètent souvent que, ne recevant rien du Mexique, ils prétendent n'employer les revenus du pays qu'à solder les Californiens »[191]. Mais en janvier 1842, « Monterey se trouve dans un état préoccupant à cause de la rareté des vivres », les haricots rouges (*frijol*), l'une des bases de l'alimentation californienne, « vaut de 6 à 8 pesos par fanega et le maïs – l'autre base – de 4 à 5 »[192].

186 DHC Vallejo, 10 p.42 Vallejo à Virmond, 14 janvier 1841.
187 DHC Vallejo, 10, 6 Vallejo au ministre de la guerre et de la marine, 1er janvier 1841.
188 DHC Vallejo, 8, 78, Prado Mesa à Vallejo, 6 septembre 1839, San José.
189 DHC Vallejo, 32, 263 José Castro à Vallejo, 2 juillet 1839 ; Vallejo, 5, p.7 ; DSP Juz, p. 159 ; ASB.
190 DHC Vallejo, 8, 247, Jimeno à Vallejo, 1er novembre 1839.
191 Eugène DUFLOT DE MOFRAS, *Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, exécutée pendant les années 1840, 1841 et 1842*, Paris, A. Bertrand, 1844, p. 313.
192 ASP, 1, Pedro Catarino Carrillo à Abel Stearns, 22 janvier 1842, Santa Barbara.

Ces abus se répètent de nouveau lorsqu'après une révolte au tournant de 1844 et 1845 contre le gouverneur Manuel Micheltorena, les Californiens reprennent le pouvoir sur la douane à Monterey. Le capitaine de navire José María Flores, qui apporte les instructions du gouvernement mexicain et lui rapporte des nouvelles de la Californie a une vision sarcastique et pessimiste des « avancées et améliorations dans le département grâce à la révolution » vantées par José Castro dans ses communications au gouvernement.[193] Malgré leur affichage légaliste, Pío Pico devenu gouverneur et Alvarado, administrateur de la douane perçoivent les droits d'entrée du *Tasso* à San Diego (alors que le seul port habilité est Monterey). Ils collectent donc « ce qu'ils veulent et comme ils le veulent, et le total des droits est réparti entre les héros de la révolution ». Ces droits sont dépensés pour un « somptueux palace improvisé dans lequel vit le gouverneur, qui achète des objets luxueux ». Les droits de douane suivants sont pareillement dépensés en « bals, beuveries, jeux, tirs de canon etc etc », mais seulement à Monterey, « sans se souvenir des compatriotes de Los Angeles ». Castro, qui n'a que le pouvoir militaire, ne peut pas nommer d'employés civils, mais nomme « plus de soixante capitaines et officiers », si bien que « de même que dans la république il y a comparativement plus de généraux que de soldats, ici il y a 80 officiers, la plupart capitaines et 50 soldats ». Ces officiers, de plus « n'ont en rien mérité d'obtenir ces postes ni ne savent les remplir ». Le gouvernement, supplie le capitaine Flores au député Castañares, ne doit pas croire « les mensonges de Castro ». Ces pratiques décrites par Flores posent non seulement un problème en matière de finances et de défense, mais « tous les citoyens pacifiques sont alarmés car toute chose...est sujette aux caprices d'un homme aussi prostitué que Castro, qui pour gagner des partisans...tolère de leur part toutes les iniquités qu'ils commettent, en particulier contre les malheureux Mexicains ».

D. « Un [seul]chef, libre des liens de parenté » ?

Comment éviter ces excès ? D'un côté, pour Vallejo, le pouvoir local n'est plus souhaitable ; mais d'un autre côté, comme le montre une révolution qui se produit contre le gouverneur suivant, Micheltorena à la fin de 1844, un pouvoir extérieur n'est pas non plus une solution miracle sans les conditions adéquates.

La nomination d'un nouveau gouverneur est en partie une réponse aux demandes de Mariano Vallejo. En effet, celui-ci est devenu très critique de son ancien allié Alvarado, à la fois sur des problèmes de fond et sur ses pratiques. En janvier 1841, il affirme au gouvernement que ses idées et

193 DHC Flores, José Maria Flores à Manuel Castañares, Reservado, 20 juillet 1845, Los Angeles. Voir transcription en annexe.

celles du gouverneur sont « irréconciliables » et que leur « harmonie s'est interrompue parce que lui s'est efforcé de mettre le pays en sécurité et [le gouverneur s'est employé] à créer des emplois civils qui ne servent à rien d'autre qu'à augmenter les soldes et les difficultés, si bien que les [siennes] augmentent chaque jour ». Comme il ne veut pas « prendre des mesures contre le gouverneur », il préfère prévenir le gouvernement[194]. Cela lui est d'ailleurs rendu difficile par le fait que les employés civils, fidèles « adulateurs » du gouverneur, ouvrent et retardent ses courriers. Il envoie le capitaine Juan Castañeda en mission à Mexico pour obtenir la réunion des mandats civil et militaire.[195] En décembre 1841, il renouvelle son appel et demande clairement la nomination par le gouvernement « d'un chef qui soit libre des liens de parenté qui mélangent les autorités entre elles et causent l'impuissance des uns et l'insubordination des autres et le désordre général dans l'administration, et qui puisse gouverner impartialement, librement et assurément ce pays, ce qu'il pourra faire facilement s'il est investi de la double autorité civile et militaire »[196]. Depuis 1832, à Mexico comme à Monterey, des Californiens avaient cherché la séparation des mandats, notamment pour promouvoir une direction de la Californie par des Californiens. Mais Vallejo, en 1841, doit constater que

> « de son expérience acquise au milieu de déceptions amères, un fils du pays, lié par la parenté à toutes les jeunes femmes et les jeunes hommes de Monterey, San Diego, Los Angeles et Santa Barbara ne peut amener le Département sur le chemin de la discipline militaire si nécessaire pour imprimer dans l'esprit des soldats la nécessité de se conformer à ce que prescrit le règlement »[197].

Le 22 janvier 1842, les demandes de Vallejo sont acceptées par le gouvernement qui nomme le brigadier et adjudant général Manuel Micheltorena gouverneur et commandant militaire. Micheltorena a rencontré José Castro à Mexico, alors que ce dernier y était présent pour se défendre d'avoir arrêté des étrangers à Monterey en 1840 (voir chapitre 7). Pour sa nomination, le gouvernement prend acte « des perturbations qui ont eu lieu dans le pays et qui du fait de la distance n'ont pas pu être évitées par le gouvernement national » et lui « concède en plus des attributions que stipulent la loi et les ordonnances en vigueur comme gouverneur et commandant général toutes les facultés que le gouvernement général peut lui déléguer ». De cette façon, il n'aura pas besoin de consulter a priori pour « des affaires dont la résolution ne souffre pas le plus léger retard ». Ce

194 DHC Vallejo, 10, 5, Vallejo au ministre de la guerre, 1er janvier 1841, Sonoma et 46, à Bustamante, 15 janvier 1841

195 HC Vallejo, 10, 6, 1er janvier 1841, Sonoma et à Virmond, 14 janvier 1841.

196 Vallejo, 4, p. 231-238 ; DHC Vallejo, 10, 384. Vallejo à 13 décembre 1841, Sonoma « *si VE lo tiene a bien se sirva mandar un gefe que libre de los vinculos de parentesco que amalgamando las autoridades entre si y con los particulares causan la impotencia de aquellos, la insubordinacion de estos y el desorden general en la administracion, pueda gobernar imparcial, libre y acertadamente este pais, lo que lograra facilmente si se halla investido con la doble autoridad civil y militar ».*

197 Vallejo, 4, p. 210.

faisant, le gouverneur compte sur le fait qu'il « n'abusera pas de ce pouvoir », mais il lui permettra notamment, suivant les demandes de Vallejo, « de remplacer tous les employés civils et militaires qui ne rempliraient pas leur devoir et la confiance du gouvenerment national par des citoyens dignes ». Il lui faut également étudier « l'organisation ou le désordre des douanes maritimes » et la « situation de toutes les missions », deux administrations où règnent d'après les plaintes de Vallejo la corruption et la malversation. Il doit aussi « procéder à l'inspection et à la réorganisation des compagnies présidiales », qui doivent faire l'objet de toutes les attentions du commandant militaire. Enfin, il doit agir dans l'esprit de la « volonté du gouvernement suprême, qu'il connaît » ; celle-ci repose sur la conviction que « le progrès ne sera atteint que par l'union des Mexicains, et si tous les peuples bénéficient de la protection des lois, de l'obéissance aux autorités et du devoir que nous avons de procurer le bien et éviter de leur faire préjudice ». Le président Santa Anna lui demande donc de « propager ces principes » et « d'assurer aux Californiens que l'administration présente souhaite leur bien et ne connaît pas l'apathie »[198]. Vallejo se réjouit alors d'avoir été écouté, qu'un Mexicain soit nommé, puisse faire preuve « d'énergie » et ne doive pas être « forcé d'abandonner ses projets de réforme parce qu'à chaque instant son bureau est assiégé par des femmes, des parentes, qui venaient intercéder pour tel ou tel coupable »[199]. Mais cette nomination extérieure ne forme qu'un pan de la solution et les difficultés financières du Mexique ont pour conséquence que le général Micheltorena se heurte lui-aussi à de graves problèmes.

E. « Notre pauvre général est sur le point de devenir fou »[200]

Le nouveau gouverneur est donc nommé sur demande d'un des hommes les plus influents de Californie contre un autre, alors que les Californiens ont demandé depuis dix ans la séparation des mandats et que le gouverneur soit un « fils du pays ». Vue sous cet angle, la révolution paraît presque logique et inévitable, comme le constate l'explorateur français Duflot de Mofras qui écrit en 1844 que « l'autorité du général Micheltorena ne paraît guère affermie ; il est probable que tôt ou tard il sera traité comme ses prédécesseurs mexicains »[201].

Pourquoi le gouvernement de Micheltorena ne fonctionne-t-il pas ? Qu'aurait-il fallu pour que la solution de Vallejo et du gouvernement convienne ? Le député Manuel Castañares a ses idées, qui

198 Vallejo, 4, p. 268-270 et DHC Vallejo, 33, 260, 11 février 1842.

199 Vallejo, 4, p. 270.

200 DHC Vallejo, 34, 75, José Maria Flores à Juan Bautista Rogers Cooper, 22 novembre 1844, Mexico *« Ay amigo mío ! Si V. viese como esta mi corazon al contemplar la suerte de nuestro pobre general Micheltorena de quien he tenido ultimas noticias y esta al punto de volverse loco ! »*

201 E. DUFLOT DE MOFRAS, *Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, exécutée pendant les années 1840, 1841 et 1842*, p. 313.

ne sont pas très révolutionnaires, mais demandent un véritable effort, qui à cause des risques de corruption et malversation ne peut-être strictement financier. Il soutient la perspective de Vallejo que la Californie doit être gouvernée par un régime d'exception. Des juristes et des employés publics expérimentés doivent y être envoyés pour organiser l'administration de la justice. Le « fonds pieux » originellement conçu pour financer les missions doit servir à développer le département et à protéger sa frontière par de nouveaux presidios et missions et pour la promotion de l'éducation. Des colons devraient être envoyés, à la fois des Mexicains aidés par le gouvernement et des missions et des étrangers, plutôt loin de la côte, en particulier des Espagnols, des Suisses et des Allemands. Il faudrait même envoyer des soldats pour former des « colonies militaires », dont les soldats pourraient obtenir des terres rapidement après un court service. Des ressources devraient être envoyées régulièrement depuis le Mexique pour éviter les excès produits par le manque de ressource et notamment les abus sur la douane, rendre les défenses effectives et « rétablir le respect des Californiens pour le Mexique ». Il s'agit encore d'un plan d'envergure, reprenant des idées déjà évoquées, mais qui représente une véritable entreprise de colonisation. Des entreprises de ce type, pour les nations qui les entreprennent, sont coûteuses avant d'être rentables. Le député conclut qu'autrement,

> « négligée et abandonnée comme elle l'est jusqu'ici, la Californie sera perdue. (…) Une puissante nation étrangère va y planter son camp et les départements voisins ne vont pas tarder à en sentir les effets. La Californie entre les mains de son nouveau maître sera pour ses voisins ce que le Bélize est pour le Yucatan. Elle va fleurir, alors que sa graine aujourd'hui git ignorée dans le sol. Ses mines seront travaillées, ses ports bondés, ses champs cultivés ; puis une population nombreuse et laborieuse va acquérir des propriétés qu'ils défendront de leur sang, ce qui produira pour notre pays tous les effets contraires...Et nous déplorerons en vain les maux qui auraient pu être évités et confesser notre impuissance à supprimer le germe destructeur qui aurait été facile à arracher »[202].

Une conclusion qui montre bien la tragédie du Mexique, conscient au moment des événements de ce dont il a hérité et de ce qu'il perd. En cette période extrêmement difficile le ministre a beau autoriser toutes les dépenses pour la Californie, en l'absence des autres mesures, et du fait du manque de ressources globales, c'est un vœu pieu. Castañares refuse d'ailleurs en 1845 une nomination de gouverneur et commandant, n'ayant pas à sa disposition les moyens nécessaires.[203] Le consul de France Gasquet au contraire pense que « le coupable » de la révolution, c'est « l'homme qui investi d'un immense pouvoir n'a su en user ni pour la prospérité du pays, ni pour la sécurité des citoyens ; c'est l'homme qui a vu périr entre ses mains le peu d'institutions utiles qu'il

202 « California y sus males. Exposición dirigida al Gobierno en 1ero de Setiembre de 1844 » Manuel CASTAÑARES, *Coleccion de documentos relativos al Departamento de Californias.*, Mexico, Imprenta de La Voz del Pueblo, 1845, p. 21-52. Traduction et résumé dans HHB4, p. 416.

203 DSP Ben, 1, p. 80 ; *Ibid.*., p. 52-53.

avait trouvées et qui laisse après lui une dette considérable »[204]. Une description qui ne correspond guère à ce qu'on sait des efforts de Micheltorena mais qui reflète les ambigüités, les dilemmes et les difficultés d'un gouvernement des colons californiens.

À quel point la révolution est-elle une revanche d'Alvarado contre Vallejo ? À quel point les Californiens sont-ils mécontents du plan d'économie proposé par le nouveau gouverneur en 1843, notamment sur le budget des emplois civils dont beaucoup avaient profité ? L'échec de Micheltorena est plus largement révélateur des difficultés pour le Mexique à se permettre d'avoir une colonie qu'il ne peut gouverner ni selon le régime général, ni selon le régime d'exception.

Micheltorena, malgré ses pouvoirs étendus, s'efforce dès le départ de se concilier les habitants, notamment les plus influents, même lorsque leur hostilité, notamment celle d'Alvarado est visible.[205] Un plan d'économies est conçu en 1843 pour l'année 1844 en coopération avec les officiers et les employés publics du département.[206] Le conseil départemental est consulté pour proposer des noms de gouverneurs, et même si le premier nom est Micheltorena, sont également nommés Alvarado, Jimeno et Osio, tous trois fils du pays et ayant exercé des responsabilités dans le département. Le gouverneur bénéficie aussi du soutien, notamment financier de la communauté étrangère des commerçants de Monterey. Thomas Larkin en particulier concède des prêts très importants au gouvernement.[207] Globalement, les avis sur ses capacités sont plutôt positifs dans les témoignages des Californiens.[208] Sa politique d'attribution des terres est globalement généreuse et il poursuit la tendance de Figueroa et Alvarado dans ce domaine.

Ce sont peut-être ceux du sud qui sont le plus préoccupés politiquement par le mandat de Micheltorena. Ils ont des motifs pour s'inquiéter que le gouverneur ne soit un peu trop conciliant avec ceux de Monterey et pragmatique, ne s'appuie trop sur eux. Par exemple, en février 1845, le conseil départemental est convoqué si vite que ses membres du sud n'ont pas le temps de venir y assister. À cette occasion, Pío Pico, Francisco Figueroa et Narciso Botello protestent violemment auprès du gouvernement et de leur député Manuel Castañares.[209] Les conseillers du sud souhaitent également que soit appliquée une loi faisant de Los Angeles la capitale, mais éprouvent des difficultés, le gouverneur préférant que la capitale se trouve au même endroit que la douane maritime, dont la localisation est d'après lui une décision du ressort des autorités supérieures. Un

204 Archives consulaires, Nantes, Gasquet au ministre de France à Mexico, 15 juin 1845, Monterey.
205 DHC Vallejo, 34, 35, Micheltorena à Alvarado, 8 juillet 1844, Monterey.
206 HC Vallejo, 11, 464, Junta Consultiva, Monterey, 9-13 octobre 1843.
207 ASP, 40, Larkin à Stearns, mars 1845.
208 Pour un bilan des opinions sur Micheltorena, voir HHB4, p. 418-419 note 30.
209 DHC Bandini, 55 et M. CASTAÑARES, *Coleccion de documentos relativos al Departamento de Californias.*, p. 17.

contrôle du gouvernement sur les uniques revenus du département est en effet indispensable.[210] Pour ceux du sud, rien de plus effrayant que le spectre de la douane maritime sous l'emprise des Montereyens et de leur gabegie.

À partir de 1844 et surtout de 1845 la situation se complique considérablement pour Micheltorena, à la fois du fait des circonstances internationales et de la présence croissante d'immigrants arrivant par centaines en Haute-Californie, des aspects sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir. De plus, les habitants de Monterey conçoivent une répulsion grandissante contre les troupes du commandant général. Leur présence rappelle des précédents lors de tentatives de Mexico d'envoyer des condamnés pour coloniser ou défendre la Californie. Les soldats, qui ne reçoivent pas leur paie, commettent des déprédations et se voient qualifiés de « *cholos* », un terme qui avait déjà été utilisé en Haute-Californie pour désigner des soldats récemment arrivés et qui met à distance par racialisation[211]. Une révolte armée contre le gouverneur, et surtout contre ses troupes, commence le 14 novembre 1844 et s'achève en février-mars 1845 par la défaite du gouverneur sur le champ de bataille suivi de son départ du département. Pour conduire à cette révolte, d'autres facteurs ont joué au-delà des déprédations des soldats, qui constituent la doléance la plus légitime. En apparence, il y a une continuité d'acteurs par rapport à 1836, avec la participation de José Castro, Juan Bautista Alvarado et Mariano G. Vallejo. Mais ces derniers ne soutiennent la révolte que dans un second temps, et n'en sont pas les initiateurs, même si Alvarado est probablement impliqué dans des conversations à ce sujet dès 1844 ; et ensuite, c'est surtout le sud qui espère tirer son épingle du jeu avec la nomination du *senior* vocal du conseil comme gouverneur par interim, à nouveau Pío Pico, comme en 1832. Mais cette continuité est trompeuse. En effet, si Alvarado et José Castro en semblent les meneurs, eux qui l'étaient déjà en 1836, ce n'est que dans un second temps.

De plus, les relations de José Castro et Mariano Vallejo au gouverneur Micheltorena ne se résument pas à une opposition de fils du pays contre un Mexicain. En effet, à Mexico, Micheltorena a défendu Castro lors d'un procès en cour martiale en 1841[212] ; Vallejo refuse de s'associer à la révolte, bien qu'il désapprouve le comportement des soldats, et le fait qu'ils n'aient pas leur solde.[213] Il se sent responsable de la venue du gouverneur et des troupes, qu'il avait demandés au

210 LR 4, 20-22.

211 Voir chapitre 1, p. 98.

212 Castro avait dû subir un procès militaire à Mexico à cause de son rôle dans l'arrestation de Graham et d'une quarantaine d'étrangers. À cette occasion Micheltorena l'avait défendu. Alvarado et Vallejo soupçonnent même que le rôle de Castro dans la révolte contre Micheltorena était le fruit d'un arrangement initial entre les deux hommes, le gouverneur désirant quitter la Californie.

213 Ce traité, conclu le 2 décembre 1844 prévoit que Micheltorena reste en poste mais éloigne de Californie les troupes accusées de désordres. Cette révolution est relatée dans HHB4, chapitre 20, p. 455-517.

gouvernement. À l'instar de ce qui lui avait été reproché en 1836, Alvarado critique le *pronunciamiento* du 15 novembre 1844, en jugeant qu'il est prématuré.[214] Il soutient néanmoins l'initiative. Quant à José Castro, au moment du *pronunciamiento*, il est à la poursuite d'Indiens dans la vallée centrale. L'historien Hubert H. Bancroft attribue à l'amitié entre Castro et Micheltorena une frilosité initiale de Castro dans la fronde contre Micheltorena. La Californienne Angustias de la Guerra va jusqu'à affirmer que Castro se joint à la révolte contre lui suite à un accord secret entre lui et le gouverneur, pour lui rendre service et lui permettre de quitter la Californie honorablement.[215] En définitive, malgré des postes de commandement pour Castro et Alvarado, les anciens couteaux ne sont à ce stade de la révolution que des seconds couteaux, recrutés pour leur prestige, leur expérience, et leur capacité à parlementer avec Micheltorena. Ceux qui menent l'assaut initial contre Monterey sont Manuel Castro (né en 1821, cousin de José Castro), Jesus Pico (né en 1807, cousin de Pío Pico), José Antonio Chávez (probablement le fils naturel du gouverneur Figueroa) et Francisco Rico (né en 1820). Les plus jeunes membres de la génération cherchent à trouver les moyens de s'affirmer, à l'image de leurs aînés, et craignent de voir leurs opportunités bloquées par les pouvoirs de Micheltorena sur les nominations. Ainsi peut-on interpréter le rôle de meneur de Manuel Castro lors de la révolte contre Micheltorena à l'automne 1845. Petit cousin de José Castro, il a été secrétaire de la préfecture en 1842. Son rôle dans la révolution contre Micheltorena lui permet de devenir préfet, et il joue un rôle majeur, comme nous le verrons, pendant la guerre contre les États-Unis. Thomas Larkin, en 1846, dit ainsi de lui qu'il « a une grande influence sur les agriculteurs et les jeunes de son âge et de sa classe »[216] Pablo de la Guerra, dernier fils de José de la Guerra y Noriega, le patriarche de Santa Barbara fait figure d'exception, car il est un protégé d'Alvarado depuis que son père a soutenu la révolution de 1836. Employé à la douane depuis 1838, il est élu électeur de *partido* en 1845.[217]

Si Alvarado n'est pas initialement moteur de la révolution, il a tout de même continué à insister auprès du gouvernement pour que les mandats civil et militaire à la tête de la Californie soient de

214 DHC Vallejo, 12, Alvarado à Vallejo, 20 novembre 1844, San Pablo.

215 Rose Marie BEEBE et Robert M. SENKEWICZ, *Testimonios: Early California Through the Eyes of Women, 1815-1848*, Berkeley, Heyday Books : Bancroft Library, University of California, Berkeley, 2006, p. 261.

216 TOL, 4, p. 322 le nom de Manuel Castro est mentionné dans une liste, fameuse parmi les historiens de la Californie, que fait le consul étatsunien pour énumérer les hommes avec lesquels il fallait compter en politique en Californie mexicaine. *« Great influence among the farmers and youth of his own age and class ; for two years actively engaged in revolutionizing the country against mexico ».*

217 José de la Guerra par « patriotisme de bon vieil espagnol » veut en faire un soldat, mais Alvarado « veut lui donner une autre carrrière ». DHC Vallejo, 212-12, 4, Alvarado à Vallejo, 9 mars 1837, Santa Barbara. « *Don José Noriega pidio que cinco hijos menores los pusieran de tambor y a Pablito de soldado ; pero yo no he querido hacerlo con respecto a este ultimo : quiero darle otro destino. Vea U que patriotismo de viejo gachupin este »* Sur Pablo de la Guerra, voir aussi L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 246-251.

nouveau entre les mains de fils du pays.[218] De plus, une fois la révolution commencée, il la soutient de son énergie et de son aura. En janvier 1845 à Santa Barbara, c'est parce qu'il pense qu'Alvarado et Castro sont derrière la révolution que le jeune José Gertrudis Carrillo s'engage en faveur de la révolution. Lorsqu'un doute survient sur leur participation, cela retourne la situation et Carrillo est emprisonné.[219] Micheltorena n'est pas la cible initiale des révolutionnaires de 1844-1845, qui visent surtout les soldats qu'il a emmenés avec lui, auteurs de méfaits répétés. L'opposition ne se concentre sur le gouverneur que lorsqu'il manque au traité conclu après sa première défaite militaire. Le traité de Santa Teresa, du 2 décembre 1844, stipule en effet que les « *cholos* » doivent quitter le territoire. Mais Micheltorena a utilisé le traité pour temporiser, et cherche à vaincre de nouveau par les armes. C'est à partir de ce moment-là, au cours du mois de décembre 1844 que les insurgés se donnent comme objectif son départ, et que la révolte gagne tout le sud. Dans le sud en effet, si on a mobilisé la milice sur ordre de Micheltorena, cette mobilisation s'est faite sans enthousiasme, de leur propre aveu[220]. Surtout, Alvarado et Castro décident le 2 janvier d'une stratégie de retraite vers le sud, devant les forces rassemblées par Micheltorena grâce à son alliance avec Sutter et ses troupes de la Nouvelle-Helvétie. Ceux du sud doivent dès lors décider de leur attitude vis-à-vis de la révolte. Le 29 novembre 1844, Juan Bandini propose la réunion du conseil départemental (*junta*) à l'*ayuntamiento* de Los Angeles, afin de statuer sur le sujet. Le fait que les rebelles n'aient pas été des membres du conseil facilite cette fois son rôle d'arbitre, comme en 1831 et contrairement à 1836. Le 28 janvier, le conseil départemental se réunit à Los Angeles, en présence d'Alvarado et Castro. Le conseil est composé à égalité de sudistes et de nordistes, dont à la fois des anciens proches de la révolution de 1836, mais qui n'en ont pas été les acteurs principaux (Ramon Estrada, David Spence, Estevan Munras, ces deux derniers s'étant opposés lors du conseil de San Juan à la perspective insurrectionnelle[221]), et ceux qui s'étaient opposés à cette révolte (Pío Pico, Narciso Botello).[222] Les conseillers demandent à entendre la version de Micheltorena le 1er février, et lui envoient une délégation composée de notables de Los Angeles (Lugo, Coronel, Stearns, José Antonio de la Guerra, Sanchez). La décision du gouverneur de ne reconnaître ni leur commission ni le conseil fait basculer la rébellion dans sa phase institutionnelle, avec le soutien du conseil(15 février), rébellion qui s'achève sur le champ de bataille par une défaite des troupes de Micheltorena près de Los Angeles, à Cahuenga, le 21 février. Le traité de San Fernando signé le lendemain valide la reddition

218 GSS 127, 300, 23.
219 ASP, 14, 12, José Gertrudis Carrillo à Pedro Catarino Carrillo, 7 janvier 1845, Santa Barbara.
220 DHC Vallejo, José Maria Osio à Vallejo, 14 décembre 1844.
221 Voir chapitre 5.
222 Conseil élu le 20 novembre 1843 pour 1844.

du gouverneur. Les vainqueurs à Los Angeles s'assurent ensuite de l'accomplissement du traité en faisant accompagner Micheltorena à Monterey, vu le précédent du traité de Santa Teresa qui n'avait pas été respecté. Andrés Pico, frère de Pío Pico, s'en charge, et en coopération avec Gabriel de la Torre (le même qui a contribué à écrire le plan de 1836) s'assure de la reprise de la ville.

La configuration politique de 1845 est donc distincte de celle de 1836. Bien qu'au départ la rébellion n'ait pas été un événement légitime, son ambition modérée – se débarrasser des *cholos* sans remettre en cause le gouverneur, la rupture du traité par celui-ci ainsi que la nature des troupes de Micheltorena (les troupes de Sutter sont composées d'étrangers et incluent aussi des Indiens), enfin le rôle d'arbitre du conseil départemental rend cette rébellion plus acceptable pour le nord comme pour le sud et pour le gouvernement. De plus, Micheltorena est accusé de coopération avec les étrangers, ce qui peut donner une dimension paradoxalement anti-patriotique à son mandat, et par constraste une couleur loyaliste à la révolution. Contrairement à 1836, il n'y a pas de déclaration d'indépendance en 1845 de la part des Californiens. Et pour une fois, le triangle gouvernement-député-notables californiens fonctionne : le député Manuel Castañares a prévenu dès le mois de mars 1844 (et de manière encore plus insistante en juin) des problèmes posés par les soldats *cholos* en Californie ; le gouvernement, très occupé par la question texane, a temporisé ; mais au final, c'est probablement l'empathie qu'a réussie à communiquer le député aux ministres – en plus du contexte diplomatique très difficile – qui permet en 1845 que le gouvernement approuve la révolution californienne et confirme Pío Pico comme gouverneur.[223]

Mais comme le décrit le capitaine Flores, les pratiques abusives de malversation, de clientélisme et de favoritisme reprennent, au moins à Monterey, ainsi que des débordements violents et menaçants de la part des hommes de Castro qui « deviennent des barbares quand ils boivent, et cela arrive fréquemment ». Cette situation est d'autant plus risquée que les biens des étrangers sont également menacés et qu'ils « demanderont la protection de leur nation respective pour garantir leurs propriétés », ce qui n'est pas sans risque pour l'intégrité du territoire : la Californie risque d'être perdue. Heureusement, prévient-il, « le gouvernement n'a rien à craindre car ces gens sont couards » mais le général qui doit venir avec des forces ne doit pas « se laisser abuser par leurs protestations d'adhésion » afin de mieux « endormir la vigilance et vivre plus longtemps dans ces désordres ». « Il faut agir avec violence » martèle le capitaine, fort remonté, « et l'issue sera favorable ».[224]

223 M. CASTAÑARES, *Coleccion de documentos relativos al Departamento de Californias.* SP Sac. 16, p. 17-19 ; DR 14, p. 55 ; DSP, 8, 1-2.

224 DHC Flores, José Maria Flores à Manuel Castañares, Reservado, 20 juillet 1845, Los Angeles. Voir la transcription

Dans ces circonstances, les ministres de la guerre et des relations sont conscients de la nécessité d'associer « l'usage de la force » avec des « mesures politiques », et donc qu'il serait « impolitique dans l'état actuel de la Californie d'envoyer seulement une expédition militaire ».[225] Le gouvernement semble également favorable à donner un statut d'exception à la Californie. Le gouvernement mexicain était-il en 1845 sur le point de trouver une solution à son gouvernement de la Californie, en confirmant Pico et en lui envoyant un général bien pourvu ?

Dans son tissu de jugements négatifs sur l'état de la Californie en 1845, José María Flores admet en effet que « c'est dans le sud qu'habitent les personnes les plus calmes et les plus judicieuses » qui de plus « donneront leur appui au gouvernement grâce aux différends » qu'ils ont avec le nord à cause de la douane. Le mandat civil de Pico et le travail du conseil sont l'occasion pour le sud de prouver leur faculté à gouverner : organisation du tribunal supérieur, réforme constitutionnelle, restauration des préfectures. Ils continuent aussi à participer à la politique mexicaine. En août 1845, le conseil départemental vote en faveur de José Joaquín de Herrera (trois voix sur cinq) à la présidence, contre Gómez Farías (qui, en tant que vice-président en 1833 avait contribué à l'organisation de la colonie Híjar-Padrés). L'expédition prévue par le gouvernement aurait-elle permis de mettre fin aux désordres ? Ou bien aurait-elle été mise dehors par les Californiens aidés des étrangers de plus en plus nombreux ? Aurait-elle opprimé les Californiens ? Impossible de le savoir, car elle ne parvient jamais jusqu'en Haute-Californie, malgré des communications avec Monterey, la troupe en question ayant joint ses forces à un soulèvement contre le président mexicain.

***

La décennie 1835-1845 dessine des évolutions profondes concernant les pratiques politiques et la relation au Mexique en Haute-Californie. La généralisation des *pueblos* avec la sécularisation et l'installation de municipalités dans les *presidios* semblent indiquer un alignement de ce qui est désormais un département sur le gouvernement du reste du pays. Une meilleure circulation des personnes, des courriers, des informations, des bateaux améliorent aussi les échanges avec le Mexique, surtout dans le sud. Le contraste s'accentue alors entre des établissements côtiers organisés en *ayuntamientos* et les zones de frontières au nord et à l'est. Mais cet éloignement apparent d'un profil de frontière pour se rapprocher institutionnellement et démographiquement du

en annexe.

225 *Memoria del Ministro de Relaciones*, 11-12 mars 1845 ; *Memoria del Ministro de Guerra y Marina*, 10-11 mars 1845.

reste du territoire mexicain fait débat et pose des problèmes. Malgré ce désir de marquer la différence entre les deux espaces, la multiplication des raids contre les élevages, les difficultés à transformer les missions en *pueblos* et les Amérindiens en citoyens dociles et enfin la faiblesse des ressources humaines et financières maintiennent la précarité de la colonisation de la Haute-Californie.

Cette période est un moment de diversification et de complexification de la société, de formalisation des rapports sociaux, de la politique, et de construction de l'État sur le territoire. Ces processus sont le fait à la fois des nouveaux migrants, et des *Californios* arrivés au pouvoir, parfois en coopération, parfois en opposition. De plus, la construction de l'État, la formalisation, ne signifient pas forcément rationalisation et anonymisation : afin de renforcer le pouvoir du gouvernement territorial, Juan Bautista Alvarado s'emploie à rendre fidèle à son pouvoir ceux qui deviennent dès lors des clients, par le biais d'emplois civils ou de concessions de terres. De là vient la critique contemporaine d'un développement macrocéphale de l'administration en Californie, et la critique contemporaine et postérieure d'un pillage général des missions sous son mandat.

L'arrivée du gouverneur Micheltorena en 1843 est ainsi le résultat d'une réflexion sur le gouvernement nécessaire pour gouverner la Haute-Californie entre le gouverneur de la frontière, les ministres et le président. Tandis que les organes de gouvernement civils locaux cherchent à affirmer la possibilité d'un gouvernement de régime commun reposant sur les locaux, les militaires et le gouvernement penchent plutôt vers un régime d'exception, gouverné par quelqu'un d'extérieur, et qui ne serait pas financé par les droits de douane, mais par un approvisionnement régulier du gouvernement qui permettrait d'établir la sécurité, l'acquisition de terres et le développement du commerce. Sa nomination ne manifeste pas en soi une opposition entre Mexicains et Californiens, mais une solution choisie à un moment donné dans une réflexion plus large : dans un grand pays républicain, libéral et civilisé, la Haute-Californie telle qu'elle est doit-elle être gouvernée par un fils du pays ou un extérieur ? Doit-elle compter sur ses propres ressources issues des droits de douane, ou être financée par le gouvernement ? Doit-elle être gouvernée par les lois de la république ou selon un régime d'exception ? Son renversement tient en partie à une contestation de cette réponse par les Californiens et à une donnée manquante dans ce dispositif, les moyens qui lui sont accordés étant trop faibles pour qu'il puisse remplir sa mission. De plus, l'espoir mis dans la relation à Mexico s'effondre avec le *pronunciamiento* de Paredes en 1844 contre le président mexicain qui marque la difficulté absolue du Mexique pour défendre la Californie et les Californiens. Cette solution ne paraît simplement pas possible dans le cadre du Mexique des années 1840. De plus, elle pose des

problèmes à la fois politiques et philosophiques dans le cadre d'une république, masqués par l'héritage de l'empire espagnol et la concurrence autour de la Haute-Californie, qui pose la question de la nation qui la colonisera et non pas s'il faut la coloniser.

Chapitre 7 Défendre l'intégrité du territoire national ou la sécurité des familles ? (1841-1849)

Jusqu'en 1840, gouverner et protéger semblent pouvoir aller de pair en Californie. Il s'agit certes d'une frontière menacée par les Indiens et par d'autres puissances impériales. Comme nous l'avons vu, le dilemme entre gouvernement militaire et d'exception ou association au régime commun est présent dès l'indépendance. Mais à partir du tournant des années 1830 et 1840, une série de facteurs se mettent à rendre très difficile la résolution de l'équation. Ces facteurs sont variés et s'additionnent, mais ils peuvent se résumer en une problématique majeure : la rencontre des impérialismes et des colonisations étatsunienne et mexicaine dans l'ouest du continent nord-américain, depuis le Texas jusqu'en Californie. Cette rivalité se joue à plusieurs échelles, au moins à deux : celle des empires, des formations impériales et nationales, dont les gouvernements, les employés et les officiers cherchent à préserver l'intégrité, l'honneur, la richesse ; celle des colons, des habitants, qui cherchent dans leur gouvernement et leur armée une sécurité et une promesse de développement, d'enrichissement, de bonheur et de liberté. Ce chapitre n'a pas pour ambition de faire la généalogie de la guerre, ni d'en raconter le déroulement à strictement parler.[1] Tout développement sur la guerre entre Mexique et États-Unis est cependant amené à prendre position sur la « destinée manifeste » : les États-Unis étaient-ils en effet destinés à embrasser tout le continent ? Comme l'a montré l'historien Thomas Hietala, plutôt que d'un destin, il s'agit d'un dessein.[2] Les migrations à travers le continent, loin d'être spontanées, sont en grande partie suscitées par des actions politiques à la présidence, au Sénat, mais aussi par des individus locaux, en lien avec des journaux, pour leurs raisons particulières. Se focaliser sur les Californiens de la décennie 1840 permet alors non pas de faire seulement une histoire locale de la destinée manifeste et de la guerre, mais de montrer comment la rivalité des impérialismes travaille les projets, les priorités et les stratégies des agents et des pions des empires. Adopter une perspective impériale permet de prendre ses distances avec le nationalisme qui occupe le devant de la scène lorsqu'on parle de guerre.

1 Pour un bilan historiographique récent, du double point de vue du Mexique et des Etats-Unis, voir Rolando Avila et Pedro Santoni, « Historiography of the Mexican-American War » in Spencer C. TUCKER, *The Encyclopedia of the Mexican-American War: A Political, Social, and Military History*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2012, p. 301-304.

2 Thomas R. HIETALA, *Manifest Design: American Exceptionalism and Empire*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2003.

Comment comprendre ce qu'on a pu appeler la « déloyauté des *Californios* » ? Répondre à cette question permet en retour d'apporter des éléments de réponse à la question de la construction nationale mexicaine et étatsunienne. La perspective impériale permet également de restituer une réalité, récemment bien mise en évidence par les historiens : les terres cédées par le Mexique aux États-Unis en 1848 sont en réalité des terres sous souveraineté amérindienne. Cette souveraineté amérindienne est puissante et affaiblit considérablement les établissements mexicains sur la frontière, bien en deçà des limites officielles. Ces souverainetés sont un facteur central pour toute compréhension de la guerre entre les deux « nations ».[3]

Ce chapitre met d'abord en évidence l'accentuation du sentiment de vulnérabilité des colons californiens à partir de 1840. Les dangers deviennent si aigus qu'ils entraînent une focalisation des Californiens sur ce thème. De plus, les sources d'insécurité sont diverses et varient selon les personnes et les lieux : peur des Amérindiens, peur des soldats mexicains, peur des migrants étatsuniens, et peur de ces derniers envers les officiers mexicains. Les difficultés du gouvernement national à répondre à ce sentiment d'insécurité conduit à une réflexion sur les solutions possibles pour y remédier, jusqu'au recours à un protectorat étranger. Les représentants des États-Unis et la rhétorique de la « destinée manifeste » jouent des rôles plurivoques dans ce contexte : l'immigration étatsunienne, plus qu'un mouvement logique et spontané, est le fruit d'une rhétorique nationaliste au service de certains, aux objectifs divers, mais aussi d'une tactique de défense et de spéculation, notamment de la part de résidents étrangers en Californie. Le discours de la « destinée manifeste » est aussi vecteur de peur pour les Californiens et support de la revendication de droits pour les immigrants. La manière dont se déclenche la guerre entre Mexique et États-Unis dans ce contexte met en évidence les dissonances entre les espoirs de certains *Californios* et de certains résidents étrangers que l'annexion aux États-Unis engendrerait une meilleure sécurité et les actions et les attentes d'un certain nombre d'acteurs de la guerre.

I - De nouveaux dangers

Si les problématiques de défense avaient toujours été de première importance pour le territoire de frontière qu'était la Californie, la question de la sécurité des colons, de leur famille et de leur travail prend une acuité nouvelle à partir de 1840-1841. Le danger se manifeste d'abord sous la forme

3 Pekka HÄMÄLÄINEN, *The Comanche Empire*, New Haven, Yale University Press, 2008 ; Brian DELAY, *War of a Thousand Deserts: Indian Raids and the U.S.-Mexican War*, New Haven; [Dallas, TX], Yale University Press ; Published in association with the William P. Clements Center for Southwest Studies, Southern Methodist University, 2008.

« d'aventuriers » qui contrastent avec la population étrangère commerçante habituelle. Ils s'associent notamment avec des Amérindiens, utilisent des anciens néophytes comme guides, et se rendent coupables de raids contre les élevages californiens.

Non seulement paraissent-ils plus sauvages dans leur apparence, mais surtout ils viennent, comme les Californiens l'apprennent de leur gouvernement qui l'apprend des journaux, faire leur propre Californie.

A. « Nos frontières sont sans défense, nos villages à la merci des aventuriers, et nos familles et nos intérêts en souffrent à chaque instant »[4]

Pendant qu'Alvarado et Castro combattent dans le sud contre leurs ennemis californiens en février 1837, le commandant général Vallejo les prévient qu'« un nombre considérable de *castoreros* (trappeurs) et d'Indiens projettent des hostilités ». Le gouverneur Alvarado le charge que « tout finisse bien » et lui conseille de ne pas « s'attirer la haine » des étrangers, mais plutôt de les « attirer au soutien de [leur] cause »[5]. Loin de trop s'inquiéter de cette alliance de trappeurs et d'Indiens, le gouverneur pense ainsi pouvoir utiliser sinon les deuxièmes, au moins les premiers dans son combat contre ceux du sud. Il a déjà engagé depuis Monterey une petite compagnie d'étrangers, pour la plupart des déserteurs de bateaux, armés de fusils, sous le commandement d'un Étatsuniens, Isaac Graham. Quelques semaines plus tard, Vallejo avertit de nouveau : « les indigènes sauvages, et des [néophytes] en fuite qui les accompagnent accroissent notablement leurs irruptions contre nos établissements (*poblaciones nuestras*) ». Il pense qu'il « est nécessaire de les exterminer, ou de leur faire une guerre terrible (*hacerles la guerra con terror*)[6]. Le gouverneur, occupé dans le sud, fait confiance au commandant, le combat contre les Indiens étant après tout une donnée constante de la Haute-Californie depuis le début de la conquête. Les expressions utilisées par le commandant, en revanche, traduisent son inquiétude devant ces associations d'Indiens « sauvages », « en fuite » et de trappeurs. Depuis 1829, les pistes entre Santa Fe et Los Angeles commencent à être fréquentées de manière plus régulière par des trappeurs (« *trapiceros* »), des commerçants plus ou moins d'origine européenne et qui vont en s'augmentant, du fait de la communication des opportunités et des itinéraires au sein des sociabilités de trappeurs, lors des « rendez-vous » des *mountain men* et autres coureurs des bois, du commerce puis via l'imprimé, surtout aux États-Unis.[7]

4 DHC Vallejo, 10, 349, Vallejo à Alvarado, 17 novembre 1841, San José.
5 DHC Vallejo, 4, 32, Alvarado à Vallejo, 11 février 1837, Santa Barbara.
6 DHC Vallejo, 4, 75, Vallejo à Alvarado, 24 février 1837, Sonoma.
7 Sur les trappeurs de l'ouest étatsuniens (les « *mountain men* ») les classiques sont Frederick Jackson TURNER, « The

Jedediah Smith, un trappeur, est le premier homme connu pour avoir relié les États-Unis à la Californie par le sud-ouest, via le Nouveau-Mexique, en 1826. S'il passe par la mission San Gabriel, près de Los Angeles, son but est principalement de faire le commerce des fourrures avec les Amérindiens : il se rend donc dans la vallée centrale, du sud au nord, où il traite avec différents groupes. Sa présence dans la vallée, transmise par un messager à la mission de San José est semble-t-il à l'origine de la fuite de quatre cents néophytes de la mission de San José : qu'ils aient pensé pouvoir utiliser le trappeur étatsunien pour échapper aux missions mexicaines, qu'il se soit agit d'une instrumentalisation de la part d'un meneur amérindien, ou d'un élément parmi d'autres d'une rivalité intergroupes se jouant entre leur terroir d'origine et la mission, en tout état de cause l'arrivée de Smith perturbe l'équilibre de la région. Notamment, sa présence ouvre la possibilité du commerce des fourrures, de chevaux et de mules avec des débouchés vers l'est et le nord, ce qui est l'un des facteurs majeurs du développement de raids contre les élevages mexicains-californiens, et un moyen nouveau de vivre dans la vallée centrale, comme intermédiaire de ce commerce. Par ailleurs, les difficultés rencontrées par Jedediah Smith dans le nord où des Amérindiens Umpqua l'attaquent et emportent ses chevaux, tuant la plupart de ses compagnons, décide l'agent de la Hudson Bay Company en charge de Fort Vancouver, John MacLoughlin à intervenir en représailles. À partir de 1829, il envoie une compagnie collecter des fourrures au nord de la vallée centrale de Californie chaque année. Cette nouvelle concurrence pour les relations avec les Indiens entre puissances coloniales a pour effet d'engager les Amérindiens de ces régions à re-négocier leur soumission aux missionnaires et aux Mexicains en général. La fin des années 1820 se caractérise ainsi par une agitation renouvelée des Amérindiens dont plusieurs soulèvements, le plus important étant celui mené par un certain Estanislao à San José , qu'affronte Mariano Vallejo.

Les trappeurs préférent en général rester discrets sur leur présence sur le territoire, car ils ne disposent pas de passeport, et Jedediah Smith par exemple est arrêté pendant son séjour. Mais à

Significance of the Frontier in American History », Madison, 1893., Hiram Martin CHITTENDEN et Stallo VINTON, *The American Fur Trade of the Far West*, New York, Press of the pioneers, Inc., 1935. et l'encyclopédie de LeRoy Hafen qui a aussi écrit un ouvrage sur l'itinéraire entre Santa Fe et Los Angeles LeRoy R. HAFEN, *The Mountain Men and the Fur Trade of the Far West*, Glendale, Calif., A. H. Clark Co., 1965. L'historiographie plus récente est moins biographique (et romantique) et intègre notamment la coopération avec les indiens et les liens entre trappeurs et politique : pour une synthèse récente, voir Eric Jay DOLIN, *Fur, Fortune, and Empire: The Epic History of the Fur Trade in America*, New York, W.W. Norton & Co., 2010.. William Goetzmann a proposé de voir le *mountain man* comme un entrepreneur jacksonien (« *expectant jacksonian capitalist* ») dans un article classique qui a fait des émules : William H GOETZMANN, « The Mountain Man as Jacksonian Man », *American Quarterly*, 1963, 15, 3, p. 402-415. ; aujourd'hui, les historiens essaient de connecter les différents acteurs de l'Ouest nord-américain au-delà des États-Nations, par leurs contacts effectifs, du fait de la mobilité d'une partie d'entre eux, et d'une certaine similarité de leurs destins. Voir Anne Farrar HYDE, *Empires, Nations, and Families: A History of the North American West, 1800-1860*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2011. qui utilise la famille et les réseaux de commerçants comme thème unificateur de son histoire de l'Ouest.

l'occasion ils coopèrent avec les autorités californiennes en prêtant main forte aux opérations de récupération des néophytes en fuite, comme par exemple les trappeurs Ewing Young et Kit Carson en 1830. D'ordinaire pourtant, ils s'efforcent plutôt d'avoir des relations pacifiques avec les différents groupes amérindiens (mais il y a pour chaque expédition au moins une rencontre violente)[8] et d'éviter d'en avoir avec les autorités mexicaines. Ces incursions, qui donnent parfois lieu à des arrestations, commencent à inquiéter les autorités, mais leur petit nombre permet de relativiser la menace.

La venue d'autres commerçants venus de Santa Fe, et au-delà, du Missouri, amorce un commerce légal et un trafic reposant sur les vols de mules et de chevaux, et la multiplication de raids. Ces raids et cette agitation connaissent un ralentissement temporaire du fait d'une épidémie apportée probablement par les trappeurs de la Hudson Bay Company en 1833, mais reprennent de plus belle à partir de 1835. Entre temps, la sécularisation des missions a également créé l'opportunité pour les Amérindiens néophytes de les quitter avec la perspective d'une nouvelle manière de faire sa vie dans le *Tular*.[9] Si les raids augmentent de manière considérable pour tous les établissements californiens, on peut néanmoins distinguer entre le nord et le sud. Dans le sud, les raids sont non seulement issus de groupes amérindiens relativement locaux : Kumeyaay, Mojaves, Yokuts du sud, mais aussi sont liés au commerce avec Santa Fe. Un terme fait son apparition dans les archives dans le courant des années 1830, celui de « *chaguanosos* », pour désigner des groupes mixtes constitués de *mountain men* (étatsuniens et canadiens français ou britanniques), de Nouveau-Mexicains qui ont parfois une ascendance mixte (*mestizos*, *genizaros*[10]) et divers Amérindiens (surtout des Utes) organisés en bandes pour s'emparer des chevaux et mules abondants en Californie et les revendre, le plus souvent à Santa Fe voire aux États-Unis à l'est. Il s'agit donc d'une coopération entre des Amérindiens, souvent des Utes, dont la société valorise ceux qui accomplissent de tels raids, comme le chef Walkara, et des *mountain men* et commerçants dont l'objectif est la récolte de denrées issues du monde animal et leur vente. Ces *chaguanosos* tirent parti de et même se mêlent aux troubles politiques de 1836-1838. Profitant du fait que les énergies combattantes sont concentrées sur les conflits internes, ils multiplient les raids à ce moment-là. De plus, les sudistes cherchent à recruter une de ces bandes pour combattre leurs ennemis du nord. Ils

8 En plus de Jedediah Smith, James Pattie (1826), George C. Yount (1828), Ewing Young (1829) et William Wolfskill (1830) doivent ainsi subir au moins une attaque.

9 Les raids indiens du nord ont surtout pour cible San José et les *ranchos* alentour. DHC Vallejo, 5, 122, 177, 211 ; 32, 131, 146.

10 Les « *genizaros* » sont des Amérindiens capturés et élevés dans des familles et des villages de colons d'origine espagnole puis mexicaine.

contactent le *mountain man* franco-canadien Chalifoux.[11] Au terme de leur coopération, les *chaguanosos* se paient en chevaux pris à la mission Santa Ines.[12] Si le raid de 1837 n'émeut pas le gouverneur Alvarado qui ne fait qu'avertir Vallejo des « méfaits » (*picardías*) de ceux qu'il appelle les « *Chubanoes* » et le met en garde contre leur venue éventuelle dans le nord, le ton change vers 1840.[13] Les vols de bétail commis par les Indiens et leurs guides anciens néophytes s'aggravent en 1839, une expédition punitive commandée par un officier est surprise, encerclée, trois volontaires civils sont tués et sept blessés. Une patrouille est organisée dans la région pour constamment la surveiller.[14] Les choses ne s'améliorent pas en 1840, même si des expéditions importantes qui associent Californiens et alliés indiens permettent de limiter les dégâts.

L'apparition du danger *chaguanoso* à partir de la fin des années 1830 et surtout pendant les années 1840 poussent les responsables californiens à chercher des solutions à ce nouveau problème. Les responsables californiens font le lien entre d'une part les trappeurs qui viennent de l'intérieur et d'autre part les déserteurs de bateaux. Ces étrangers-là contrastent avec les étrangers commerçants qui se sont installés, convertis au catholicisme et se sont mariés dans les bonnes familles californiennes. Ils sont appelés « gens aventuriers et dont le mode de vie est inconnu », on les appelle aussi « *castoreros* » (castoriers), « *cazadores* » (chasseurs). Il « causent des désordres » et sont à l'origine de « maux consécutifs à leurs vices et leurs coutumes dépravées »[15]. Ces derniers traits associent les chasseurs et les « marins déserteurs » dans un même groupe.[16] Ce sont ces derniers qu'enrôle le trappeur Isaac Graham lorsqu'il prête main forte à Juan Bautista Alvarado, lors de sa révolution contre le gouverneur Gutierrez en 1836 avec sa compagnie de *rifleros* qui a tant fait penser au Texas. En 1840, ces « marins déserteurs » et leur chef Graham deviennent moins une aide

11 Osio, p. 408 et Janssens, p. 110. Janssens, un colon de 1834 d'origine belge est mandaté pour parlementer avec Chalifoux, un *mountain man* franco-canadien qui mène une bande de c*haguanosos*. Il précise qu'ils sont officiellement des commerçants, mais que la plupart des chevaux qu'ils acquièrent sont de fait volés, soit directement, soit récupérés auprès d'Amérindiens basés dans la Vallée Centrale. Voir aussi LeRoy Reuben HAFEN et Janet LECOMPTE, *French Fur Traders and Voyageurs in the American West*, s.l., University of Nebraska Press, 1997, p. 67-68 ; LeRoy R. HAFEN, « The Old Spanish Trail, Santa Fe to Los Angeles », *Huntington Library Quarterly*, février 1948, 11, 2, p. 149-160. On raconte que parfois les chaguanosos étaient à leur tour volés, notamment par les Utes, sur le chemin de Santa Fe. Le terme « chaguanosos » est parfois interprété comme un dérivé de « Shawnees » mais l'est plus probablement des Utes Sabuanaga ; Alvarado écrit aussi « Chubanoes » (DHC Vallejo, 4, 318) ; on trouve aussi : *Chaguanos*, *Chahuanos* ou *Schaouanos* ; voir HHB4, p.77 note73 et Ned BLACKHAWK, *Violence Over the Land: Indians and Empires in the Early American West*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006, p. 139.

12 DHC Vallejo, 4, 318 et 322, Alvarado à Vallejo, 12 octobre 1837, Monterey.

13 DHC Vallejo, 2, 318, Vallejo à Alvarado, 12 octobre 1837, Monterey.

14 HHB4, p.76 ; DSP, 5, 14.

15 DHC Vallejo, 5, 318, Ministre de la guerre à Vallejo, 24 novembre 1839, Mexico.

16 HHB4, p. 3 ; le fait que Rosalía Vallejo précise que les attaquants de Sonoma en 1846 étaient des déserteurs de baleiniers confirme cette perception de marginalité et de désordre liée à cette population Rose Marie BEEBE et Robert M. SENKEWICZ, *Testimonios: Early California Through the Eyes of Women, 1815-1848*, Berkeley, Heyday Books : Bancroft Library, University of California, Berkeley, 2006, p. 25.

qu'un poids, dans un contexte de méfiance envers les « aventuriers » venus de la mer et de la terre. De leur côté, ceux-ci estiment qu'ils ont contribué de manière significative à l'accès au pouvoir du jeune Californien, et le lui font savoir, en l'interpellant dans la rue de manière très familière par son prénom : « Hé, Bautista ! » et parlent dans les tavernes d'une future annexion par les États-Unis. Las de ces démonstrations et inquiet de cette nouvelle sorte d'étrangers, Alvarado charge son allié José Castro, préfet à Monterey, de faire arrêter Graham ainsi qu'un grand nombre d'étrangers, au prétexte d'un complot qu'il aurait fomenté, et confessé par l'un de ses amis.[17] L'arrestation a lieu le 7 avril 1840 à Monterey, et des circulaires demandent la saisie des étrangers qui n'ont pas les papiers nécessaires dans les autres localités. C'est fait à San José quelques jours plus tard, et à Los Angeles le 24 avril 1840.[18]

Le même mois d'avril 1840 des *chaguanosos* renouvellent l'exploit de 1837. Mais cette fois ils attaquent l'ex-mission San Luis Obispo et celle de San Gabriel, et volent 1200 chevaux au nez et à la barbe des Californiens.[19] Or les Californiens, lors de leurs expéditions punitives, constatent que plus de la moitié de ces voleurs de chevaux sont en effet des hommes originaires des États-Unis.[20] Sans qu'on puisse s'assurer que les deux événements sont liés, l'arrestation de Graham et de quelques dizaines d'étrangers d'une part, et le très important raid des Chaguanosos témoignent du nouveau contexte auquel doivent faire face les Californiens, au moment même où ils sont de plus en plus nombreux à posséder des élevages sur lesquels repose leur mode de vie. Vallejo semble avoir de bonnes raisons de craindre que « les Indiens de la région du Sacramento, les castoreros et les étrangers qui ont conspiré [à Monterey] soient en intelligence »[21]. Le repli des *mountain men* vers le commerce californien tient entre autres au déclin du commerce des fourrures ; au « rendez-vous » des Rocheuses, le colon Juan Sutter, qui s'y rend ou y envoie un agent, pour y vendre des chevaux ou des mules et recruter des travailleurs pour sa nouvelle concession sur le fleuve Sacramento, ne trouve que des volontaires pour voler les missions de leurs troupeaux.[22] Ces raids affaiblissent la Californie mexicaine telle que les *Californios* essaient de la construire, en ponctionnant les établissements californiens et en fournissant une alternative aux Amérindiens qui cherchent à

17 Plus que d'un complot, il s'agit plus probablement de discussions de tavernes sur l'éventualité d'une annexion de la Californie par les États-Unis LR, sessions du 1er au 23 avril 1840. L'affaire est le fruit d'une conjonction locale, entre d'une part la suspicion d'Alvarado après les difficultés de son arrivée au pouvoir, et qui inclut notamment la surveillance de son rival José Antonio Carrillo dans le sud, d'autre part l'ambition de José Castro et l'opposition croissante entre Alvarado et le commandant Mariano Vallejo (Vallejo a refusé de procéder à une telle arrestation).

18 DSP Pref y Juz, 6, 68.

19 DHC Vallejo, 5, 220.

20 DSP Ang, 4, 88-100.

21 DHC Vallejo, 33, 57, M. G. Vallejo à José de Jesus Vallejo, 15 avril 1840, Sonoma.

22 Sutter, p.4 ; HHB4, p.113 note 6 liste les attaques qui donnent lieu à des vols de chevaux entre 1836 et 1840.

prendre leurs distances avec leur vie dans les ex-missions, ou en relation avec elles.

Dans ces circonstances, il devient essentiel de développer les défenses du pays, ce dont Vallejo conjure le ministre de la guerre. Il demande instamment à être « défait du commandement général pour se consacrer à la fortification » de la frontière nord.[23] C'est à ce moment-là également qu'il supplie son acolyte, le gouverneur Alvarado, de faire de la défense une priorité et d'oublier l'idée « d'appliquer les lois » et de « croire que ce qui convient au pays c'est un gouvernement d'employés civils » car l'heure est grave[24]. Vallejo est tellement désespéré de la situation « qu'il a envie de mourir ». Son honneur de militaire est en effet blessé au plus profond de voir « avec douleur que le pays est livré au premier qui voudra le prendre », une formulation qui remet aussi en cause sa virilité, lui qui ne peut garder ce qui est sien. De son côté bien sûr, il « fera son devoir dans la mesure du possible en défense de l'intégrité du territoire ». Mais l'annonce « d'un groupe de deux cents *castoreros* qui vient menacer cette frontière, probablement en accord avec les étrangers qui vivent parmis nous (*de nuestras poblacione*s) », annonce qui « ne le surprend pas », ne le laisse pas moins dans l'impuissance, « faute de forces et de ressources »[25]. Pour Vallejo en effet, du point de vue des relations internationales, « la Californie est tout bonnement dans une situation chimérique, elle ne peut résister à un coup de force que tenterait n'importe quelle nation étrangère », alors que « cette frontière se trouve en contact avec trois nations, les Russes, les Anglais et les Nord-Américains, dont les forteresses ne sont pas très distantes, cent lieues, et parfois même à l'intérieur des limites de la république, et ses forces s'avancent de jour en jour »[26].

Mais l'arrestation de Graham et des autres étrangers a un retentissement international, notamment parce que les prisonniers reçoivent l'appui du consul britannique à Tepic en Sonora où ils sont déportés. Mariano Guadalupe Vallejo a eu beau avertir les autorités mexicaines que les « étrangers nord-américains font des feintes continuellement » et veulent absolument « s'emparer de la frontière de San Francisco », rien n'y fait[27]. José Castro doit comparaître devant la justice à Mexico pour son traitement des étrangers, afin de donner des gages aux puissances offensées. La plupart des personnes emprisonnées reviennent alors en Californie dès juillet 1841.[28] Du point de

23 DHC Vallejo, 9, 124, avril 1840
24 DHC Vallejo, 9, 241 Vallejo à Alvarado, 10 septembre [février] 1840 et 33, 57, 15 avril 1840.
25 DHC Vallejo, 9, 269, Vallejo à Alvarado, 10 octobre 1840 Sonoma.
26 DHC Vallejo, 9, 269, Vallejo à Alvarado, 10 octobre 1840 Sonoma.
27 DHC Vallejo, 9, 124.
28 Suite à l'incarcération de ressortissants étatsuniens et britanniques en Californie en 1840, José Castro, qui a accompagné les prisonniers dans le centre du Mexique, fait l'objet d'une enquête à Mexico. Le président Bustamante a pour objectif de pacifier les relations avec les États-Unis. José Castro est donc soumis en décembre 1840-janvier 1841 à un procès militaire sur des accusations des ambassadeurs étatsunien et britannique. Un procès en fait plutôt symbolique pour accommoder les alliés et débiteurs. Du fait de son importances pour les relations

vue des Californiens, la fin de cet épisode est tout à fait inquiétante, puisqu'ils se voient privés d'un moyen d'action efficace contre ces nouveaux migrants menaçants. Que la nation se prive de moyens de défendre son intégrité pour des raisons qui tiennent à des choix de relations internationales, soit. Mais comment alors les populations pourront-elles se protéger contre ces nouveaux venus ? Comme le souligne l'historienne Louise Pubols, le désaveu de leur arrestation des étrangers est l'occasion pour les Californiens de comprendre les pressions internationales subies par le Mexique, et sa faiblesse relative, dont ils sont les victimes potentielles.[29]

Ces aventuriers ne constituent en effet pas seulement une menace extérieure, pour l'honneur et la sécurité de la nation, mais aussi tout simplement pour les populations. En novembre 1841, Mariano Vallejo attire encore l'attention d'Alvarado sur les « Indiens barbares et voleurs » et sur les « vues ambitieuses des aventuriers » qui dévastent le département : « il ne peut omettre une seule fois d'attirer l'attention » du gouverneur sur « l'insécurité dans laquelle [ils vivent] et la longue série de malheurs quotidiens dont [ils ont] à se plaindre ». Le temps est venu, dit-il « de protéger de tant de calamités qui encerclent en même temps [leur] malheureux pays qui se trouve dans cette situation ». Le vocabulaire du commandant, qui a déjà affronté de nombreuses guerres indiennes, indique son degré d'inquiétude. Ce qui le fait paniquer, c'est que ces migrations rendent réelles ce dont le ministre de la guerre l'a informé par note ministérielle le 18 mai précédent : « les prétentions audacieuses et les propositions effrontées des Nord-Américains au sujet de notre malheureux département » qui sont « publiées éhontément dans les journaux des États-Unis et extraites avec une juste indignation par notre agent pour les insérer dans ceux de la république mexicaine ». Comme pour lui, le commandant Vallejo pense qu'en les lisant, le gouverneur Alvarado aura « tremblé devant tant d'audace ». Or « ces individus du Missouri dont parlent ces journaux », « ils sont déjà arrivés, bientôt d'autres seront là, venus du même endroit, tous armés, et aucun ne porte de passeport, ni de nos agents, ni même de leur gouvernement ». Auparavant, de telles personnes étaient arrêtées. Mais si nombreuses, et après la mésaventure de l'arrestation de Graham et des autres, ce n'est plus une option. « On sait quoi faire, mais le peut-on ? » s'interroge le commandant. Si on les renvoie, « est-ce qu'ils ne vont pas revenir et faire usage de leurs armes, après avoir vu qu'il n'y a pas de défense ? ». Et d'ailleurs, « s'il ne fait pas de doute qu'en armant la population, il serait

extérieures, le procès occupe des centaines de pages dans les archives du ministère de la Justice. Sur les aspects politiques de l'arrestation et du procès de Castro voir Justicia, vol 137 ex 33.

29 Louise PUBOLS, *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 245-246 ; Sur cet épisode, voir aussi Alfred ROBINSON et Gerónimo BOSCANA, *Life in California: During a Residence of Several Years in That Territory ; Comprising a Description of the Country and the Missionary Establishments, with Incidents, Observations, Etc.*, London, H.G. Collins, 1851, p. 130.

possible de les corriger », mais « qui repoussera dans ce cas les Indiens qui profiteront de l'absence des villageois pour ravager les villages ? ». C'est pourquoi il a décidé de procéder autrement, en « conciliant dans la mesure du possible [son] devoir avec les circonstances » : malgré l'illégalité de leur présence sur le territoire mexicain, Vallejo les convoque et leur demande de produire un garant « qui réponde de leur conduite pendant qu'ils demandent auprès du gouverneur le permis nécessaire ». Dans le cas où « ils souhaiteraient s'installer, ils devraient rentrer dans le Missouri, pour demander des papiers légaux », leur dit le commandant, et ils le promettent. Mais demande Vallejo : « comment donc allons-nous l'exiger ? ». Il conclut par cet aveu : « nos frontières sont sans défense, nos villages à la merci des aventuriers, et nos familles et nos intérêts en souffrent à chaque instant »[30].

Mais Vallejo ne parvient pas à convaincre le gouverneur de renforcer l'armée, même si cela doit se faire au détriment des employés publics. Comme nous l'avons vu au chapitre 6, les pratiques du gouverneur et celle du commandant militaire ne convergent plus du tout en 1840. Aux suppliques de Vallejo auprès d'Alvarado pour donner plus de moyens à la branche militaire, Alvarado répond par une mise en doute de la volonté et des capacités du commandant, qu'il transmet au gouvernement : il signale en effet « l'introduction clandestine de quelques aventuriers américains », mais il se trouve « sans l'appui de la force physique », le commandant général « faisant une confession tacite de sa faiblesse dans ce cas »[31]. Vallejo quant à lui envoie des courriers répétés au gouvernement pour demander des renforts et des ressources. En décembre 1841, il demande clairement, comme nous l'avons vu, la nomination par le gouvernement « d'un chef investi de la double autorité civile et militaire »[32].

Alvarado contraste l'attitude du gouverneur avec celle de Johann Sutter, le colon suisse à qui il a accordé une large concession sur le fleuve Sacramento et qui parvient à la développer et la défendre sans aucune aide de la part du commandant Vallejo. Il lui attribue une bonne partie de la quiétude du territoire, grâce aux relations de Sutter avec les Indiens environnants qui permettent au Suisse de retrouver une bonne partie des chevaux volés. De plus, faisant travailler plus de trois cents Indiens « gentils », il les empêche de commettre des méfaits. Le gouverneur minimise donc auprès du

30 DHC Vallejo, 10, 349, Vallejo à Alvarado, 17 novembre 1841, San José.

31 DR, 13, p.6, Alvarado à Ministre des Relations, 11 janvier 1842

32 Vallejo, 4, p.231-238 ; DHC Vallejo, 10, 384. Vallejo à 13 décembre 1841, Sonoma « *si VE lo tiene a bien se sirva mandar un gefe que libre de los vinculos de parentesco que amalgamando las autoridades entre si y con los particulares causan la impotencia de aquellos, la insubordinacion de estos y el desorden general en la administracion, pueda gobernar imparcial, libre y acertadamente este pais, lo que lograra facilmente si se halla investido con la doble autoridad civil y militar ».*

gouvernement le danger représenté par ces Indiens sur les propriétés.[33] Mais au même moment, en novembre 1841, le « pacifique Juan Sutter », dont Alvarado « ne trouvait aucune raison de se repentir de la concession qu'il lui avait faite », devient lui aussi une menace. Sutter a officiellement obtenu sa concession de la part du gouverneur Alvarado en juin 1841. Son établissement est déjà florissant. Au cours de l'été et de l'automne, il reçoit la visite de deux lieutenants issus de l'expédition étatsunienne du commandant Charles Wilkes (dont le but est d'explorer l'Antarctique).[34] C'est ensuite l'explorateur français Eugène Duflot de Mofras qui lui rend visite en septembre.[35] C'est également à ce moment-là que Sutter négocie auprès des Russes la vente de leurs établissements de Ross et Bodega, au grand dam du commandant général.[36] Toutes ces visites donnent à Sutter de l'assurance en mettant en évidence les alternatives possibles. Dans ses moments d'agacement, il n'hésite pas à utiliser ces alternatives comme des menaces. Par exemple, se sentant menacé, il écrit une longue tirade à un Étatsunien, beau-frère de Vallejo que :

> « Ces gens ne me connaissent pas encore, mais bientôt ils vont voir ce dont je suis capable ! Il est trop tard maintenant pour me chasser du pays : à leur premier geste à mon encontre, je ferai une déclaration d'indépendance, et proclamerai la Californie une République indépendante du Mexique. Je suis fort maintenant, l'un de mes meilleurs amis, un *gentleman* du Missouri est arrivé de la Columbia avec de nombreuses personnes, et une autre qui vient du Missouri est proche. Un des groupes est arrivé, quelques uns d'entre eux sont des amis ou des connaissances, ils sont environ quarante ou cinquante hommes respectables, avec des propriétés, ils sont venus dans l'intention de s'installer ici. Je suis assez fort pour résister ici jusqu'à ce que les courriers aillent à la vallée de la Willamette pour lever une soixantaine d'hommes et j'enverrai un autre groupe dans les montagnes, pour appeler les chasseurs et les Shawnees et les Delaware, que je connais très bien, et les mêmes peuvent aller dans le Missouri et lever 200 ou 300 personnes supplémentaires.
>
> C'est bien mon intention s'ils ne me laissent pas tranquilles, s'ils ne me donnent pas satisfaction. (…) Je serai un Mexicain loyal, mais quand ce vaurien de Castro viendra ici, un accueil chaleureux et vigoureux est préparé pour lui : dix canons sont montés pour protéger le fort (...)et j'ai aussi 50 Indiens fidèles qui savent tirer très vite. Nuit et jour je suis sur les armes. Les étrangers me coûtent très cher mais je serai remboursé quand une frégate française viendra. Dites au commandant que je souhaite être son ami et que je lui suis obligé pour la gentillesse qu'il a eue quand mes gens sont passés par Sonoma. S'il veut se joindre à nous, j'en serai ravi. »[37]

33 DR, 13, p.10, Alvarado à Ministre des Relations, 11 janvier 1842

34 Charles WILKES, *United States Exploring Expedition, During the Years 1838, 1839, 1840, 1841, 1842 Under the Command of Charles Wilkes*, Philadelphia, Lea and Blanchard, 1845, p. 189-207 et 262-263.

35 Eugène DUFLOT DE MOFRAS, *Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, exécutée pendant les années 1840, 1841 et 1842*, Paris, A. Bertrand, 1844, p. 457-466 ; Annick FOUCRIER, *Le rêve californien: migrants français sur la côte Pacifique, XVIIIe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999 ; Annick FOUCRIER, *The French and the Pacific World, 17th-19th Centuries: Explorations, Migrations, and Cultural Exchanges*, Aldershot, Hampshire, England; Burlington, VT, Ashgate, 2005.

36 DHC Vallejo, 33, 250 Sutter à Leese, 8 novembre 1841

37 DHC Vallejo, 33, 250, Sutter à Leese, 8 novembre 1841, Nouvelle Helvétie, copiée par V. Prudon. *« The people don't know me yet but soon they will find out what I am able to do. It is too late now to drive me out of the country, the first step they do against me is that I will make a declaration of Independence and proclaim California for a Republique independent from Mexico. I am srong now, one of my best friend, a german gentleman came from the*

Cette lettre que Vallejo a l'occasion de lire confirme ses craintes au sujet de Sutter et des étrangers. Elle montre aussi comment José Castro devient à partir de 1840 l'ennemi numéro un de Sutter, et par conséquent des étrangers qui dépendent de lui. Son procès à Mexico en 1841 l'affaiblit considérablement et permet à Sutter de proférer les menaces telles que dans sa lettre : « la première frégate française lui fera justice ». Sutter « peut-être un loyal mexicain », mais c'est conditionnel. De même, il vante les mérites de ses colons, qui sont des « hommes respectables et dotés de propriétés ». Si ces migrants, comme ceux du modèle de Frederick Jackson Turner, semblent devenir de plus en plus respectables en effet, leur venue et leur présence n'en sont pas moins préoccupantes.

B. « L'immigration nord-américaine forme aujourd'hui une ligne continue de chariots depuis les États-Unis jusqu'à ce département »[38] Faut-il avoir peur des migrants de la « destinée manifeste » ?

Vallejo s'inquiète des *chaguanosos* en 1841, mais dès 1842-1843, le danger change de nature : les migrants qui parviennent en Californie sont d'apparence plus civilisée mais sont beaucoup plus nombreux. Ces migrants qui trouvent le chemin de la Californie le font à cause d'une addition de facteurs qui tiennent à la fois à la politique de Washington, les conditions dans l'ouest et en particulier dans le Missouri, et des circonstances locales en Californie.

Aux États-Unis, même si l'expansion continentale ne fait pas l'unanimité, de puissants courants politiques et économiques poussent des publicistes, des membres du Congrès et du gouvernement, ou divers particuliers à tourner le regard vers le sud et vers l'ouest. Bien qu'on puisse les réunir en un seul mouvement d'expansion, on peut aussi séparer dans l'analyse l'idée d'annexer le Texas, où l'on trouve de nombreux colons étatsuniens et leurs esclaves, celle de posséder des ports sur la côte

---

Columbia river with plenty people, an other party is close by from Missouri. One of the party arrived here, some of my friends and acquaintances are among them they are about 40 or 50 men of respectability and property, they came in the intention to settle here. I am strong enough to hold me till the courriers go to the Waillamet for raise about 60 to 70 good men an other party I would dispatch to the mountains and call the Hunters and Shawnee and Delaware with witch I am very well acquainted the same party have to go to Missouri and raise about 200 or 300 men more. That is my intention sir if they le met not alone if they will give me satisfaccion and pay the expense what I had to do for my security here I will be a faithful Mexicain but when this rascal of Castro should come here a very warm and harty wellcome is prepared for him. 10 guns are well mounted for protect the fortress and two field pieces I have also about 50 faithful Indians which shot their musquet very quick. The whole day and night we are under arms and you know that foreigners are very expensive and for this trouble I will be payed when a French fregate come here. I wish you to tell the comandante general that I wish to be his friend and that I am very much obliged to him for his kindness when my people passed Sonoma. If he would join us in such a case I should like it very much. »

38 DHC Vallejo, 12, 157 Vallejo à Anastasio Bustamante, 22 novembre 1845.

Pacifique, celle d'abonder en surfaces supplémentaires les terres fédérales pour installer des agriculteurs libres, et enfin l'idée qu'une guerre extérieure renforcerait le nationalisme et la cohésion d'une nation profondément divisée par la question de l'esclavage et du pouvoir du sud. Au prisme de ces courants, s'élabore l'idée de prendre la Californie, avec une rhétorique de la libération ambiguë : il s'agit en effet, comme pour le Texas, de libérer des terres pour les agriculteurs étatsuniens, libérer les Californiens d'un gouvernement mexicain tyrannique et enfin de libérer le commerce des États-Unis dans le Pacifique. La Haute-Californie fait son apparition et s'arrime dans l'imaginaire géographique étatsunien entraînant à la fois une mobilisation politique et un décollage des migrations en lien avec la question de l'Oregon. Cette évolution est tout à fait sensible au niveau des sources disponibles, avec la multiplication des témoignages et récits de voyage imprimés sur la Californie des années 1830 mais surtout 1840 ou encore la correspondance consulaire britannique, française et étatsunienne. On peut citer plus particulièrement le livre à grand succès de Richard Henry Dana, *Deux ans sur le gaillard d'avant*, publié pour la première fois en 1840.[39] Cette variation dans la disponibilité de sources en anglais est notamment perceptible dans les travaux de Hubert Howe Bancroft, qui en conclut un peu rapidement une influence grandissante, et inévitable de ces étrangers entreprenants. Le décollage des migrations est à l'origine non seulement d'une évolution démographique et spatiale de la Haute-Californie, mais également d'une évolution politique au sein même des Étatsuniens qui y résident.

Au tournant des années 1830 et 1840, les migrations et les nouvelles connexions entre la Californie et le reste du continent sont toujours principalement commerciales : on voit ainsi apparaître des liaisons entre le pays de l'Oregon conjointement occupé par les États-Unis et la Grande Bretagne. La Hudson Bay Company commence à y envoyer une expédition annuelle, tandis que les colons étatsuniens dans la vallée de la Willamette s'approvisionnent en bétail californien.[40] La *Hudson Bay Company* ouvre un entrepôt à Yerba Buena, et ses navires circulent entre Honolulu, la Columbia et la Haute-Californie. D'autres migrants venus de la mer continuent de s'installer, comme Thomas O. Larkin venu en 1832 pour prêter main forte à son demi-frère le commerçant Juan

39 On peut citer également Edward Belcher, Francis Guillemard Simpkinson, Richard A Pierce, John H Winslow, Belcher et Richard A Pierce, H.M.S. Sulphur on the northwest and California coasts, 1837 and 1839: the accounts of Captain Edward Belcher and Midshipman Francis Guillemard Simpkinson, Kingston, Ont., Limestone Press, 1979 ; Eugène Duflot de Mofras, Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, exécutée pendant les années 1840, 1841 et 1842,, Paris, A. Bertrand, 1844 ; William Dane Phelps et Briton Cooper Busch, Alta California, 1840-1842: the journal and observations of William Dane Phelps, master of the ship « Alert », Glendale, Calif., A.H. Clark Co., 1983 ; Alfred Robinson et Gerónimo Boscana, Life in California, op. cit. ; Abel Aubert Du Petit-Thouars, Voyage autour du monde sur la frégate la Vénus, pendant les années 1836-1839., Paris, Gide, 1840. Hubert Howe Bancroft fait une liste de ces récits dans HHB4 chapitre 4.

40 John Marsh letters 16-18 ; W.D. PHELPS et B.C. BUSCH, *Alta California, 1840-1842*.

Bautista Cooper qui s'était installé au début des années 1830 à Monterey et avait épousé une fille du pays. Thomas Larkin quant à lui épouse une étatsunienne qu'il a rencontrée à bord du bateau qui le conduit de Nouvelle-Angleterre en Californie. C'est le consul étatsunien à Honolulu John Coffin Jones qui les marie à Santa Barbara. Ce dernier, après une décennie d'affaires commerciales entre Honolulu et la Haute-Californie, pour lesquelles il fait fréquemment le voyage, épouse Manuela Carrillo en 1838 et s'installe à Santa Barbara en 1841. Il y rejoint Alpheus B. Thompson, l'un de ses partenaires commerciaux, originaire du Maine, qui a épousé Francisca Carrillo en 1834. Francisca comme Manuela Carrillo sont les filles de Carlos Antonio Carrillo, député au Congrès fédéral à Mexico en 1831 et qui a brièvement revendiqué le gouvernorat contre Alvarado en 1837-1838, notamment sous l'influence de son frère José Antonio Carrillo. Tous deux sont les beaux frères de celui qui avait longtemps été commandant à Santa Barbara, et est toujours considéré comme son patriarche, José de la Guerra y Noriega, espagnol de naissance. Quant à Faxon Dean Atherton, il a travaillé pour Alpheus Thompson, passant même du temps en Californie à ce titre entre 1836 et 1839 ; Larkin l'a également encouragé à venir s'installer en Californie, ce qu'il ne fait qu'en 1860.[41] Les relations entre la communauté marchande de Honolulu et celle de Haute-Californie contribuent à rendre publics auprès des Étatsuniens les avantages de la Californie en termes de port, de commerce, mais aussi d'agriculture ; les commerçant de Honolulu relaient également des informations militaires et politiques : leur journal publie ainsi un article décrivant la révolte de 1836 à Monterey.[42] À leur tour, ces commerçants étatsuniens installés sur place alimentent le développement des relations commerciales et au-delà de la communauté étatsunienne en Californie : Thomas O. Larkin en particulier joue un rôle central dans ce domaine. Il fait circuler en août 1839 un argumentaire parmi les bateaux baleiniers vantant les mérites du port de Monterey comme étape. C'est en effet la grande époque de la chasse à la baleine dans le Pacifique. La fréquentation accrue des baleiniers et navires commerçants se traduit par un essor de la population de marins déserteurs, convoités comme travailleurs (notamment en charpenterie), mais qui constituent également une population marginale, fréquentant par exemple la distillerie d'Isaac Graham et peu intégrée aux établissement californiens.

Le cas de John Marsh met bien en évidence l'évolution de cette population entre 1835 et 1845. John Marsh arrive en Californie du sud en 1836, comme commerçant. Il est depuis peu engagé dans le commerce entre les États-Unis et le Mexique via Santa Fe. Auparavant, il a vécu dans différentes

41 Faxon Dean ATHERTON et Doyce B. NUNIS, *The California Diary of Faxon Dean Atherton, 1836-1839*, San Francisco, California Historical Society, 1964.

42 *S.I Honolulu Gazette*, 2 décembre 1837.

régions de l'ouest et été impliqué dans des guerres indiennes, laissant notamment derrière lui une maîtresse amérindienne et leur fils. Diplômé de Harvard, il s'est servi de son éducation pour ouvrir des écoles dans l'ouest, et il a également commencé à étudier la médecine auprès de docteurs en exercice. Il arrive de Santa Fe à Los Angeles par l'itinéraire qui vient de s'ouvrir aux marchands et caravanes depuis seulement quelques années, et cherche à s'installer. C'est dans le nord qu'il choisit de s'établir, à la fois parce que la région lui paraît plus prometteuse pour le type d'agriculture qu'il connaît, et parce qu'elle commence à recevoir des immigrants ou des visiteurs britanniques ou étatsuniens, dont l'accueil lui parait plus favorable que dans le sud. Par contraste avec les commerçants, qui commentent la politique, mais préfèrent la plupart du temps rester neutres et loyaux aux autorités, pour le bien de leurs affaires, notamment les prêts au gouvernement, John Marsh n'hésite pas à affirmer que ce que lui et les autres colons veulent, c'est « rien de plus que des lois justes et équitables, et un gouvernement ; oui, n'importe quel gouvernement qui pourrait être permanent et combinerait la confiance et la bonne volonté de ceux qui ont du jugement ». Pour autant, il s'engage rapidement dans la démarche de la naturalisation, qui passe par le baptême.[43]

La migration par voie terrestre et l'évolution de la situation politique étatsunienne introduisent des changements politiques, démographiques et spatiaux au sein de la population étatsunienne installée en Californie. L'immigration étatsunienne des années 1840, annexe de la fièvre de l'Oregon, et dans une moindre mesure, du commerce avec Saint-Louis via Santa Fe, crée un groupe d'Étatsuniens sur le territoire dont le nombre et la culture partagée tranchent avec les individus arrivés plus ponctuellement au cours des années 1830, en général par voie maritime. Entre 1830 et 1845, le nombre d'étrangers passe d'environ 150 à environ 680. À partir de 1841 ils arrivent par groupes de quelques dizaines, après avoir traversé ensemble le continent, parfois organisés en société avant le départ. Leur projet est à mettre en relation avec l'encouragement de la migration vers l'Oregon dans le cadre de la contestation de l'accord d'occupation conjointe et après le rapport de l'exploration de John Charles Fremont en 1842, qui peut leur servir de guide. Dans une moindre

43 HM 40525 John Marsh à Stearns 27 mars 1837, Yerba Buena. *« I have been wandering about the country for several weeks and gradually becoming acquainted both with it and its inhabitants. This is the best part of the country as you very well know and in fact the only part that is at all adapted to agriculturalists from our country. Nothing more is wanted but just and equal laws and a government ; yes any government that can be permanent and combine the confidence and good will of those who think. I have good hopes but not unmixed with doubts and apprehensions. A brig of the HB Co is here from the Columbia, with Capt Young who is comoe to buy cattle and other gentlemen of the co. I have been to the head waters of the Sacramento and met with near a hundred people from the Columbia in fact they and the people here regard each other as neighbors. Indeed a kinder spirit exists here and less of prejudice and dislike to foreigners than in the *** of the city of Angeles. It is my intention to undergo the ceremony of baptism in a few days and shall shortly need the certificate of my application for letters of naturalization. »* Pour une biographie de John Marsh, voir George D. LYMAN, *John Marsh, Pioneer: the Life Story of a Trail-Blazer on Six Frontiers*, New York, C. Scribner’s Sons, 1930.

mesure, des groupes utilisent l'itinéraire du sud des caravanes commerçantes entre Santa Fe et Los Angeles. La décision d'aller en Californie pour les premiers de ces groupes a pour origine la diffusion de lettres écrites par des trappeurs, des commerçants, des explorateurs, qui ont déjà fait le voyage et qui, pour des raisons personnelles, politiques ou commerciales, souhaitent encourager les migrations vers la Haute-Californie mexicaine.[44]

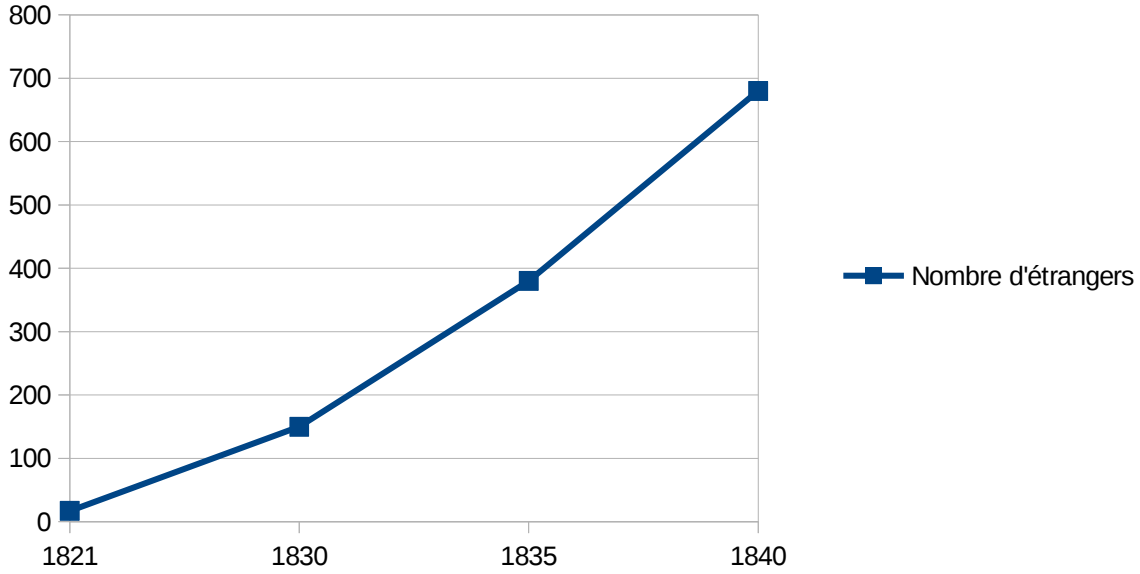


Illustration 19: Évolution du nombre d'étrangers en Californie. Source: Hubert Howe Bancroft.

L'autre aspect déterminant de la cohésion du nouveau groupe d'immigrants venus des États-Unis est leur localisation spatiale : la plupart s'installe dans des espaces qui d'une part ne sont pas occupés par les Mexicains-Californiens (qui vivent principalement sur la côte), et d'autre part sont regroupés entre l'établissement de John Sutter sur la rivière Sacramento et la C*ontra Costa* au nord de San José , où vit John Marsh. L'établissement de John Sutter sert de point d'arrivée pour les immigrants qui ont traversé la Sierra – un historien ayant même donné le surnom assez maladroit d'« Ellis Island de Californie » au fort.[45]

Suite à l'arrestation massive de Graham et des étrangers peu désirables, certains Étatsuniens, en particulier John Marsh, persuadent le gouvernement des États-Unis de renforcer leur protection en

44 John David UNRUH, *The Plains Across: The Overland Emigrants and the Trans-Mississippi West, 1840-60*, Urbana, University of Illinois Press, 1979 ; Joseph P. SÁNCHEZ, *Explorers, Traders, and Slavers Forging the Old Spanish Trail, 1678-1850*, Salt Lake City, University of Utah Press, 1997 ; Will BAGLEY, *So Rugged and Mountainous: Blazing the Oregon and California Trails, 1812-1848*, Norman, University of Oklahoma Press, 2010.

45 Doyce B. NUNIS, « Alta California's Trojan Horse: Foreign Immigration » dans Ramón A. GUTIÉRREZ et Richard J. ORSI (eds.), *Contested Eden: California Before the Gold Rush*, Berkeley ; London, University of California Press, 1998, p. 313.

Californie. Cette affaire met également en évidence et contribue à cristalliser les divisions au sein de la colonie étatsunienne de Californie, puisque ne sont soupçonnés et arrêtés que les étrangers présents illégalement, et non ceux qui y sont mariés et qui sont connus pour leur conduite honorable.[46] Le projet de Marsh est explicitement de promouvoir une immigration importante d'Étatsuniens en Californie dans le but, sinon d'en faire un territoire étatsunien, du moins de faire évoluer le rapport de forces et de convaincre le gouvernement américain de nommer un consul pour protéger ses ressortissants. En effet, écrit-il,

> « les Français et les Anglais protègent leurs ressortissants et sont par conséquent mieux respectés, tandis que notre consul à Tepic et l'ambassadeur américain à Mexico ne sont que des fantoches. Notre gouvernement estime que nous pouvons nous occuper de nous-mêmes mieux que ceux des autres nations, et je suis disposé à penser que c'est en partie le cas. Quoiqu'il en soit, d'ici un an ou deux nous devrions être en mesure de nous protéger nous-mêmes en Californie »[47].

Outre son retentissement international au niveau des chancelleries, cette affaire est particulièrement connue du fait qu'elle est relatée par un explorateur (et avocat) étatsunien, Thomas Jefferson Farnham, arrivé pendant cette affaire, le 18 avril 1840 à bord du *Don Quichotte*. Farnham, né dans le Maine, s'était installé et marié dans l'Illinois avant de rejoindre une mission dans l'Oregon en 1839 après avoir entendu la conférence d'un missionnaire venu recruter dans l'ouest des États-Unis. Son objectif en recrutant une compagnie d'une vingtaine d'hommes était de bouter les Britanniques hors d'Oregon (l'Oregon est alors en occupation conjointe par les États-Unis et la Grande-Bretagne). Parcourant un itinéraire classique pour l'époque, et profitant de la circulation des bateaux sur celui-ci, il gagne les îles Sandwich (Honolulu) puis Monterey. Il joue non seulement un rôle important pour obtenir la libération de Graham et des autres prisonniers en les suivant au Mexique, mais encore le récit qu'il publie en 1844 contribue à façonner l'idée d'une Californie à la fois désirable et occupée par une nationalité, voire une race, méprisable. Ses premiers livres sur son voyage en Oregon, publiés en 1842-1843 avaient déjà gagné un public de l'ouest avide de nouvelles sur les potentialités de la région au-delà de la vallée du Mississippi et des Rocheuses, et le livre sur

46 David Spence et Thomas Larkin, selon certaines sources, auraient été en sous main pour éliminer un compatriote trop rumuant. DLG 556 Manuel Jimeno à José de la Guerra, 30 avril 1846, Monterey cité par Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 246.

47 BL, Lettre de John Marsh à Comm. Thomas ap Catesby Jones, 24 novembre 1842, cité dans D.B. NUNIS, « Alta California's Trojan Horse: Foreign Immigration », p. 313. *« The French and English protect their subjects and are consequently more respected, while our consul at Tepic and American Minister in Mexico are absolute ciphers. Our government thinks we are better able to take care of ourselves than the people of the other nations and I am disposed to think there is some truth in the opinion. Be this as it may, in a year or two more we shall be at least able to protect ourselves in California. »* Voir aussi sur ce thème Robert Glass CLELAND, « The Early Sentiment for the Annexation of California: An Account of the Growth of American Interest in California, 1835-1846 », *Southwestern Historical Quarterly*, 1914, 28, 1915 ; et sur John Marsh G.D. LYMAN, *John Marsh, Pioneer: the Life Story of a Trail-Blazer on Six Frontiers*.

la Californie, de même, à la fois « reflétait et contribuait à la rhétorique expansionniste de son époque ».[48]

Le rapport des États-Unis à l'ouest au-delà du Mississippi évolue notablement à la fin des années 1830 sur deux fronts : d'une part, en Oregon, d'autre part, au Texas. Cette évolution se fonde à la fois sur la dynamique des migrations et du commerce et sur une volonté politique de plus en plus favorable à l'annexion de nouveaux territoires. La Californie ne devient que progressivement un objectif, mais la conjugaison du détournement de la migration vers l'Oregon et de la perspective ouverte par l'indépendance et les démarches d'annexion du Texas, ainsi que la volonté politique d'acquérir des ports sur le Pacifique (dont en particulier San Francisco, mais aussi San Diego) conduisent les acteurs sur le terrain, à Mexico ou à Washington d'envisager de plus en plus concrètement la possibilité d'un transfert de souveraineté de la Californie du Mexique aux États-Unis.[49]

L'émigration vers le Pacifique, qui s'accélère avec la « fièvre de l'Oregon »[50] vers 1843, s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, la spéculation sur les terres dans les années 1830 cause une faim de terres dans l'ouest au-delà des Appalaches. De plus, la Panique (bancaire) de 1837 est à l'origine d'une dépression qui fait baisser le prix des produits agricoles, mettant en difficulté les fermiers. Enfin, malgré un président peu volontariste en la matière en la personne de Martin Van Buren, l'activisme d'un « lobby oregonien »[51] depuis Washington et l'ouest mississippien, en particulier à Saint-Louis (Missouri) y supplée.

---

48 Charles B. CHURCHILL, « Thomas Jefferson Farnham: An Exponent of American Empire in Mexican California », *Pacific Historical Review*, 1991, 60, 4, p. 518 ; Thomas Jefferson FARNHAM, *Travels in the Great Western Prairies, the Anahuac and Rocky Mountains, and in the Oregon Territory*, Poughkeepsie, Killey and Losing, 1841 ; Thomas Jefferson FARNHAM, *Travels in the Californias, and scenes in the Pacific Ocean*, Saxton & Miles., New York, 1844.

49 Jean HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique : histoire d'une frontière*, Paris, A. Michel, 1995, p. 96.« La « destinée manifeste » qui installe les États-Unis en Oregon et en Californie est moins l'expression de la volonté d'un peuple glissant sous l'effet d'une gravité naturelle à travers le continent vers les rivages du Pacifique que la mise en œuvre d'une politique consciemment définie dans les cercles du pouvoir à Washington et sous-tendue par les intérêts maritimes du pays. (…) Dans les discussions avec l'Angleterre sur l'Oregon et dans les buts de guerre poursuivis face au Mexique la préoccupation essentielle reste la saisie de futurs grands sites portuaires » Norman A. GRAEBNER, *Empire on the Pacific: A Study in American Continental Expansion*, New York, N.Y., Ronald Press Co., 1955.

50 L'expression, souvent reprise, vient d'un article signé « H. », daté du 4 mars 1843 dans le territoire d'Iowa. Il paraît dans le journal de Boston, le *Daily Evening Transcript* le 4 avril 1843 et dans le *New Haven Palladium* autour de la même date. Il paraît aussi dans le *National Intelligencer* du 18 avril et le *Niles National Register*, du 22 avril 1843 dans la rubrique « States of the Union » (les deux journaux le reprennent du *New Haven Palladium*). Le 6 mai 1843, le *Niles Register* en reprend de nouveau un extrait, cette fois non plus sous la forme d'un article-témoignage, mais sous la forme d'une nouvelle, une actualité, à la rubrique « Chronicle » : « OREGON *: the Oregon fever is raging in almost every part of the union. Companies are forming, etc. »*

51 Tom CHAFFIN, *Pathfinder: John Charles Frémont and the Course of American Empire*, New York, Hill and Wang, 2002, p. 147.

Alors que des États succèdent aux Territoires le long du Mississippi[52], les présidents des États-Unis successifs envoient des expéditions pour explorer le reste du continent. Après Lewis et Clark en 1803-1806 et Zebulon Pike (1806), c'est le corps des ingénieurs topographes qui prend la relève, avec Stephen H. Long (1820) puis Joseph Nicollet (1837-1841) et surtout John Charles Fremont (1842-1846). Le rapport de la première expédition de Fremont (une reconnaissance du South Pass, col de franchissement des montagnes Rocheuses dans l'actuel Wyoming), rédigé avec sa femme Jessie, fille de Thomas Hart Benton, est largement utilisé par les migrants lors de leur voyage vers l'Oregon. Les Benton sont une famille d'origine virginienne, mais Thomas est devenu un homme de l'ouest, élu sénateur du Tennessee en 1809, où il devient un proche d'Andrew Jackson, qui dirige alors la milice du Tennessee, puis sénateur pour le Missouri au Sénat de l'Union en 1820. Dès cette époque, Thomas Benton est convaincu des droits des États-Unis sur l'Oregon, et désapprouve la convention de 1818 avec la Grande-Bretagne, qui établit une occupation conjointe de l'Oregon. Il devient l'un des promoteurs les plus importants du développement des États-Unis vers l'ouest, et souhaite encourager l'émigration des Étatsuniens vers l'Oregon.[53] C'est lui qui suggère à Fremont de donner à son rapport la forme d'un guide de voyage, et d'y intégrer une série de cartes relativement précises, indiquant par exemple les points d'eau.[54] Le Sénat demande son impression en mille exemplaires et le rapport, dont de longs extraits sont également publiés dans les journaux, est un succès.[55] Il contribue ainsi à nourrir l'intérêt des migrants pour l'Ouest au-delà du Mississippi, déjà éveillé par les romans de James Fenimore Cooper[56], et donne des éléments concrets pour s'y rendre. De plus, le rapport de Fremont infirme les conclusions de Pike et Long au sujet d'un « grand désert américain » dans les vallées du Haut-Missouri et de la rivière Platte.

52 Louisiane (1812), Indiana (1816), Mississippi (1817), Illinois (1818), Alabama (1819), Missouri (1821), Arkansas (1836), Michigan (1837), Indiana (1846), Wisconsin (1848).

53 T. CHAFFIN, *Pathfinder*, p. 80 ; sur Benton, voir William Nisbet CHAMBERS, *Old Bullion Benton, Senator from the New West: Thomas Hart Benton, 1782-1858.*, Boston, Little, Brown, 1956 ; Elbert B. SMITH, *Magnificent Missourian: the Life of Thomas Hart Benton*, Philadelphia, Lippincott, 1958 ; sur Jessie Fremont, voir Pamela HERR, *Jessie Benton Fremont: A Biography*, New York, F. Watts, 1987.

54 T. CHAFFIN, *Pathfinder*, p. 138.

55 Robert V. HINE et John Mack FARAGHER, *The American West: A New Interpretive History*, New Haven, Conn., Yale University Press, 2000, p. 190.

56 Le roman de Fenimore Cooper *The Pathfinder*, surnom qui est ensuite attribué à Fremont, est publié en 1840.

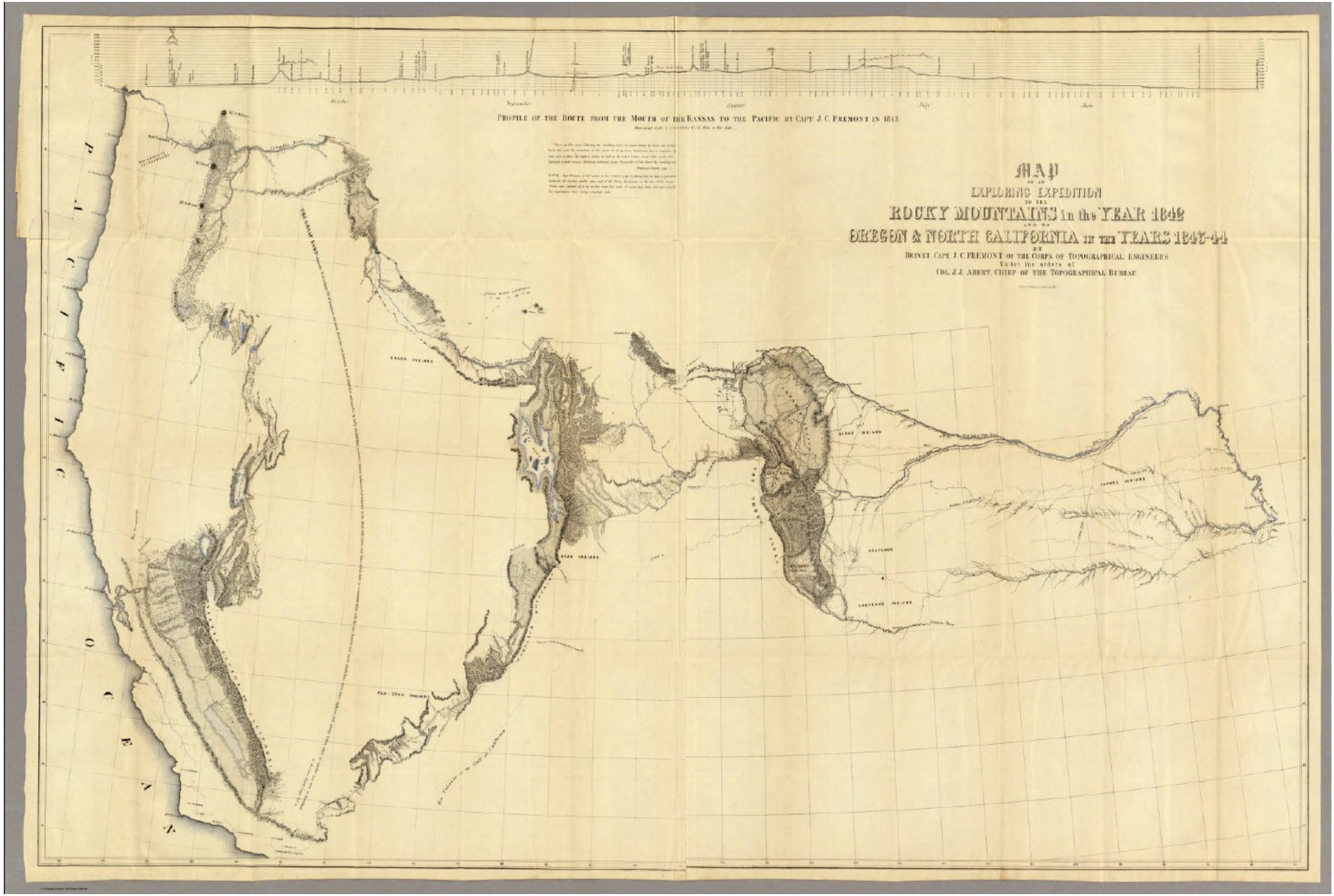


Illustration 20: Carte issue du rapport d'exploration de Fremont (1842-1844) et qui met en évidence les itinéraires aller (par le nord) et retour (par le sud).

Benton, ainsi que les autres promoteurs d'une politique plus audacieuse dans l'ouest, comme Linn, s'opposent au président Tyler, qui préfère une voie plus prudente. Benton et Linn, entre autres, constituent le noyau du *lobby* oregonien, versant volontariste et politique d'une émigration qui a pu paraître spontanée.[57] La deuxième expédition de Fremont en 1843, qui a pour but de trouver un col plus au sud dans les Rocheuses et d'explorer le territoire au sud de la rivière Columbia, est plus imposée à qu'initiée par la présidence.

Les historiens ont longtemps mis en valeur la présidence de Polk dans la réalisation du programme annexionniste, mais la présidence de Tyler a été réévaluée dans ce processus. Devenu président après la mort d'Harrison, le « président par accident »[58], « sans parti », décide de s'appuyer sur la question du Texas, qui divise à Washington mais rassemble dans le reste du pays, afin de gagner les élections suivantes.[59] Si en termes d'objectifs territoriaux, comme la plupart des élites économiques et de *whigs*, il se focalise sur l'acquisition de ports plus que de territoires, il souhaite utiliser la question du Texas à des fins politiques pour rassembler les électeurs, en particulier de l'ouest, derrière sa candidature.[60] La campagne présidentielle qui s'achève par la victoire de James Polk en 1844 accélère la tendance. Elle met au premier plan la « destinée manifeste » dans l'opinion publique étatsunienne et place à la Maison Blanche un disciple d'Andrew Jackson, un fervent convaincu de l'expansionnisme américain.[61]

---

57 Le rôle de Joel Poinsett, à l'époque secrétaire de la guerre dans l'administration Tyler, dans ces événements et la carrière de Fremont doit aussi être souligné. Joel Poinsett est aussi connu comme le premier ambassadeur des États-Unis au Mexique, rendu responsable de la fondation des loges du rites de York et par conséquent de l'organisation du parti fédéral radical (*yorkino*) dans les années 1820. Rentré à Charleston à la fin de la décennie, il y fait la rencontre de Fremont. Lorsque Poinsett est nommé secrétaire de la guerre par Martin Van Buren après son élection en 1836, Fremont en bénéficie au sein du Corps des Ingénieurs topographes. Il participe à ses premières explorations à partir de 1837, sous la direction de Nicollet, un explorateur français. T. CHAFFIN, *Pathfinder*, p. 26 et 36-42 ; Pour une biographie de Poinsett, voir J. Fred RIPPY, *Joel R. Poinsett, versatile American*, Durham, N.C., Duke University Press, 1935 ; sur les soupçons contre Poinsett à Mexico, voir Michael P. COSTELOE, *La Primera República Federal de México, 1824-1835: Un estudio de los partidos políticos en el México independiente*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1975.

58 Le premier vice-président à devenir président du fait de la mort du président, ses détracteurs surnomment Tyler *« His Accidency »* ; le titre « *accidental president* » est celui de la biographie qui ré-évalue la présidence de Tyler Edward P. CRAPOL, *John Tyler: The Accidental President*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006.. Ce terme s'applique plus tard également à Millard Fillmore (président après la mort de Zachary Taylor en 1850-1853) et à Gerald Ford (président après la démission de Richard Nixon). Gerald Ford n'avait d'ailleurs pas non plus été élu vice-président

59 Tyler est devenu *whig* par opposition à Jackson dans les années 1830, mais du fait de ses convictions sur le droit des États et donc de son opposition systématique aux projets de loi qui font le cœur du programme *whig* défendu par Henry Clay (notamment concernant la modernisation des infrastructures et le système bancaire), il perd le soutien de son parti. Il n'a pas le soutien des Démocrates pour autant. Amy S GREENBERG, *A Wicked War: Polk, Clay, Lincoln, and the 1846 U.S. Invasion of Mexico*, New York, Alfred A. Knopf, 2012, p. 11.

60 Sur les objectifs territoriaux de Tyler, voir R.G. CLELAND, « The Early Sentiment » ; N.A. GRAEBNER, *Empire on the Pacific* ; J. HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique*.

61 A.S. GREENBERG, *A Wicked War*.

Le Texas a pris son indépendance en mars 1836. Dès août 1837, l'envoyé de la république du Texas à Washington (les États-Unis ont reconnu la République du Texas en mars 1837[62]) formule une proposition d'annexion de la république du Texas par les États-Unis. Cette proposition ne fait l'unanimité ni à Washington, ni au Texas, ni, bien entendu, à Mexico (qui n'a pas reconnu l'indépendance du Texas). Au Texas, le parti pro-annexion se heurte à une opposition nationaliste ; à Washington, on craint le déclenchement d'une guerre contre le Mexique, et la présence d'esclaves au Texas pose problème dans un contexte d'équilibre délicat après le compromis du Missouri.[63]

Entre 1835 et 1845, les présidents des États-Unis adoptent une démarche diplomatique vis-à-vis de la question du Texas, à laquelle est adjointe la question de la Californie. Les deux territoires ne jouent pas le même rôle dans l'imaginaire territorial à Washington mais sont complémentaires : le Texas apporte de la terre et compte des esclaves ; la Californie est certes convoitée pour ses terres (en continuité avec l'Oregon) mais surtout pour ses ports, en particulier la baie de San Francisco, et, sans esclave, peut apporter le contrepoint libre par rapport au Texas dans le délicat équilibre du pouvoir de l'après compromis du Missouri. En 1835, l'ambassadeur des États-Unis à Mexico, Anthony Butler, est chargé, entre autres, de négocier l'acquisition de la baie de San Francisco, à l'exclusion du territoire situé plus au sud.[64] Butler n'a jamais l'occasion de commencer cette négociation, mais elle est la première attestation officielle de l'intérêt d'un gouvernement américain pour la Californie. Andrew Jackson fit à partir de cette époque de la Californie un objectif de sa politique expansionniste, en particulier lorsqu'il s'agissait de négocier avec le Mexique au sujet du Texas.

Il est évident pour toutes les puissances impliquées, et pour les contemporains, que la Californie pourrait être conquise vite et sans difficulté[65] : son annexion éventuelle devient donc plus une question d'équilibre diplomatique, ainsi qu'une question de politique intérieure dans des républiques démocratiques : il s'agit en effet d'atteindre une certaine légitimité intérieure et extérieure. L'une des

62 L'indépendance du Texas fut également reconnue par la France en 1839, ainsi que par le Yucatán

63 Le compromis du Missouri en 1820 règle provisoirement la question de l'esclavage au sein des territoires acquis auprès de la France en 1803. En vertu de cet accord passé au Congrès, il ne pourrait y avoir d'esclavage au nord du parallèle 36'30 sauf dans le Missouri. Pour le Texas, voir Andrés RESÉNDEZ, *Changing National Identities at the Frontier: Texas and New Mexico, 1800-1850*, Cambridge, U.K. ; New York, Cambridge University Press, 2005, 309 p.

64 R.G. CLELAND, « The Early Sentiment », p. 15. Butler succède à Poinsett en 1829, après le rappel de ce dernier pour accéder aux demandes du gouvernement mexicain.

65 On ne compte pas les citations de voyageurs étrangers soulignant à quel point la Californie serait aisée à prendre ; la phrase souvent citée de Duflot de Mofras, qui dirigeait une expédition française dans le Pacifique en 1840, n'en est qu'un exemple parmi d'autres : « Il est évident que la Californie appartiendra à la nation *quelconque* qui y enverra une corvette et deux cents hommes ». Italiques dans le texte. E. DUFLOT DE MOFRAS, *Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, exécutée pendant les années 1840, 1841 et 1842*, p. 68.

conséquences pouvant être une guerre internationale, avec l'implication éventuelle d'une puissance européenne et des États-Unis, il faut également peser si une telle éventualité est souhaitable, par exemple dans un contexte de développement du nationalisme. On ne doit donc pas considérer les démarches de l'une ou l'autre des puissances comme autant d'étapes vers l'annexion, mais plutôt comme un effort de maintien de l'incertitude : si une nation prend trop le pas sur les autres, les options deviendront plus limitées ; or c'est bien l'ouverture de toutes les options que tiennent surtout à conserver les chefs d'État et les diplomates. Ainsi, lorsqu'en 1842 le commandant de l'escadre du Pacifique Jones se saisit de Monterey, c'est non seulement parce qu'il pense que la guerre a été déclarée entre le Mexique et les États-Unis (à cause des tensions au sujet du Texas), mais surtout pour éviter que la Grande-Bretagne n'agisse en premier. En effet, à Callao, où il est stationné, il a reçu des nouvelles incitant à penser que la guerre pourrait bientôt se déclarer et assiste au départ de la flotte britannique du port, avec des instructions secrètes ; il craint alors que les rumeurs d'une cession de la Californie à la Grande-Bretagne (en paiement de la dette mexicaine) ne se conforment et préfère agir par anticipation.[66]

En effet, on est à un moment de politique diplomatique à trois sur la question de l'Amérique du Nord, entre la Grande-Bretagne, le Mexique et les États-Unis où aux questions territoriales se mêlent des questions économiques. À l'échelle internationale, les puissances européennes sont en pleine ré-expansion coloniale, et la concurrence entre Grande-Bretagne et France ne s'est pas éteinte avec le traité de Vienne. Côté étatsunien, la « doctrine Monroe » de 1823 visant à écarter les puissances européennes du continent américain est toujours d'actualité, mais des tensions se font jour au sujet de l'expansion, entre nord et sud, au sujet de l'esclavage, et entre est et ouest au sujet de la taille et de l'orientation de la république (république agricole/continentale ou commerciale/portuaire). L'affirmation du principe de la doctrine Monroe n'empêche pas néanmoins Londres (et dans une moindre mesure Paris) de soutenir financièrement le Mexique indépendant par des emprunts massifs ; or les difficultés du Mexique à rembourser font planer le risque d'une intervention politique ou militaire des créditeurs chez les débiteurs.[67] De plus, la présence britannique en Amérique du Nord (Canada, Oregon), sa flotte toujours puissante, en particulier dans

66 George M BROOKE, « The Vest Pocket War of Commodore Jones », *Pacific Historical Review*, 1962, 31, 3, p. 217-233 ; Pour le récit de l'expédition voir Philo WHITE et Charles Lewis CAMP, *Narrative of a Cruize in the Pacific to South America and California on the U. S. Sloop-of-War Dale, 1841-1843*, Denver, Old West Pub. Co., 1965.

67 Michael P. COSTELOE, *Bonds and Bondholders: British Investors and Mexico's Foreign Debt, 1824-1888*, Westport, Conn., Praeger, 2003 ; Richard J. SALVUCCI, *Politics, Markets, and Mexico's « London Debt » (1823-1887)*, New York, Cambridge University Press, 2009.

le Pacifique[68] et les incursions de la marine française dans la mer du Sud[69] nuancent la « doctrine Monroe » sur le flanc ouest de l'Amérique du Nord, finalement plus intégrée dans des logiques pacifiques commerciales et impériales, que dans des logiques hémisphériques américaines. Les États-Unis envoient d'ailleurs des expéditions d'explorations eux-aussi.

La restitution de ces logiques impériales permet de reconstituer l'incertitude des temps, à la fois au niveau des gouvernements locaux et nationaux, des migrants de tous poils et des habitants installés. Cela permet aussi, tout en tenant compte des revendications nationales de leur souveraineté sur un territoire donné, de ne pas les tenir pour acquises – ce que ne faisaient pas non plus les hommes et les femmes de l'époque.

II - « Les principaux devoirs d'un gouvernement est de veiller aux propriétés individuelles des citoyens parce que sans ce prérequis il n'y a pas de sécurité et encore moins de gouvernement »[70]

La révolution contre le gouverneur Micheltorena et surtout ses soldats, alors que la capitale Monterey a été prise par une flotte des États-Unis, certes par erreur, au moment même de son arrivée en 1842, et que la guerre menace sérieusement à partir de 1844, invite à se poser la question des priorités des Californiens. Plus précisément, les événements les conduisent-ils, ou en conduisent-ils certains, à réévaluer leur confiance au Mexique pour les défendre et les protéger mieux qu'une autre nation ? La révolution de Micheltorena est également intéressante comme observatoire de la conduite de Sutter et des étrangers. Alors que la menace de guerre se fait de plus un plus sentir, quels choix faire pour assurer sa sécurité, mais aussi son avenir ?

A. « Restaurer l'ordre et (ou) sauver le pays »[71]

En 1842, sur demande de Vallejo, un nouveau gouverneur et commandant militaire est nommé, doté de pouvoirs étendus et d'une force armée d'environ 300 soldats, dont l'espoir est qu'elle

68 Alan FROST, *The Global Reach of Empire: Britain's Maritime Expansion in the Indian and Pacific Oceans, 1764-1815*, Carlton, Vic., Miegunyah Press, 2003 ; David IGLER, *The Great Ocean: Pacific Worlds from Captain Cook to the Gold Rush*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2013.

69 A.A. (du) PETIT-THOUARS, *Voyage autour du monde sur la frégate la Vénus, pendant les années 1836-1839* ; E. DUFLOT DE MOFRAS, *Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, exécutée pendant les années 1840, 1841 et 1842* ; Hélène BLAIS, *Voyages au grand océan: géographies du Pacifique et colonisation, 1815-1845*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2005 ; A. FOUCRIER, *The French and the Pacific world, 17th-19th centuries*.

70 DHC Vallejo, 12, 184, Arce à Vallejo, 15 février 1846.

71 Pío Pico, 19 juin 1846, Santa Barbara, SLOA.

permettra de mieux défendre le département. Il débarque en Californie au moment même où le commodore Thomas ap. Catesby Jones de la flotte étatsunienne du Pacifique se saisit de Monterey, le 19 octobre 1842. Le commodore rend la place dès qu'il s'est assuré que la guerre n'est pas déclarée, mais l'événement met en évidence la vulnérabilité du department.

En mars 1844, Micheltorena reçoit la nouvelle que les États-Unis et le Texas ont signé un traité d'annexion, ce qui rend la guerre plus que probable entre le Mexique et les États-Unis. Le gouvernement lui ordonne donc d'organiser les défenses de la Californie, malgré l'absence de ressources.[72] Deux problèmes se posent concernant cette armée : d'abord, loin d'être une armée professionnelle, elle est constituée pour sa plus grande partie de prisonniers condamnés libérés des prisons pour servir en Californie ; ensuite, malgré les promesses du gouvernement, les fonds pour payer ces soldats ne parviennent pas au gouverneur.[73] Ces soldats, que Micheltorena ne parvient pas à payer, commettent rapidement des vols et autres atteintes à l'ordre public. Recrutés parmi des populations pauvres, vagabonds des rues, voire des condamnés, à Mexico et dans le Jalisco, par où est passé le gouverneur pour se rendre en Californie, ils constituent une population dont les Californiens ne veulent pas, bien que [74] Hubert H. Bancroft juge que les accusations portées contre les « *cholos* » sont exagérées dans l'ensemble.[75] Ces forces venues avec Micheltorena portent le nom officiel de « Bataillon fixe de Californie » (*Batallon fijo de California*). Quelque soit le motif direct de la révolte de Francisco Rico, Manuel Castro, Antonio Chavez et Jesus (Totoy) Pico le 15 novembre 1844, la négociation entre les forces rebelles et le gouverneur Micheltorena s'accorde sur un délai de trois mois donné au gouverneur pour qu'il renvoie ses troupes (traité de Santa Teresa, 2 décembre 1844).

La révolution contre le gouverneur Micheltorena peut s'expliquer par d'autres facteurs, plus politiques, que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer. Les soldats n'étaient peut-être qu'un prétexte. Mais ce faisant, les rebelles font partir une force armée dont le but était de défendre la Californie en cas d'invasion. Le positionnement de Sutter est également intéressant puisque dès les premières rumeurs de révolution il soutient Micheltorena et encourage les immigrants à faire de même. En effet, Micheltorena a eu une politique plutôt ouverte concernant les étrangers et les attributions de terre, validant d'un bloc toutes les concessions faites par Sutter. Isaac Graham, qui avait été arrêté par Castro, propose lui aussi ses services, probablement par vengeance. La

72 DHC Vallejo, 12, 35, Micheltorena à Vallejo, 11 mars 1844
73 Vallejo, 4, 270.
74 La plupart des sources les plus négatives concernant ces soldats sont postérieures, qu'il s'agisse de correspondance privée ou de récits ultérieurs.
75 HHB4, p. 363-367.

correspondance de Sutter et Micheltorena indique que Sutter n'est pas le dernier à convaincre le gouverneur que les Californiens vont rompre le traité et qu'il doit se préparer à combattre.[76] C'est donc une coalition d'étrangers et du bataillon fixe mexicain qui lutte contre les Californiens, et se fait battre sur le champ de bataille en janvier 1846.

Après le départ du gouverneur Micheltorena sous la pression des Californiens révoltés, ces-derniers maintiennent et assurent leurs liens avec la république mexicaine. Pío Pico, *senior vocal* de la députation est nommé gouverneur, et siège à Los Angeles, tandis que José Castro est commandant général, à Monterey, précisément ce que voulaient éviter Sutter et Graham. Des représentants sont envoyés à Mexico, en plus du député José Manuel Castañares, afin de plaider la cause de la Californie et de sa défense, et Pío Pico comme José Castro sont confirmés à leur poste par le gouvernement. Entre la révolution et la menace de guerre, le gouvernement à Mexico a décidé d'organiser une importante expédition pour défendre la Californie. Mais l'attente puis l'échec de cette expédition de six mille soldats manifeste avant tout la crise que traverse la république mexicaine et son incapacité à porter secours à la Californie. Cette expédition est prévue dès avril 1845, organisée pendant l'été et part pendant l'automne, jusqu'à ce qu'en décembre 1845 ses troupes ne rejoignent une révolution dirigée contre le président Herrera.[77] D'autres expéditions sont prévues, bien qu'il soit difficile d'en suivre la trace, mais toutes sont plus ou moins interceptées par les troubles dans l'intérieur du Mexique.[78]

Les observateurs contemporains comme les historiens ont été fascinés par la continuité des disputes californiennes alors que la guerre est imminente. Sud et nord ne vivent en effet pas la menace de guerre de la même façon : l'immigration presque continue d'Étatsuniens dans le nord ainsi que la visite de Fremont aux alentours de Monterey rendent urgente et délicate la question de la guerre contre les États-Unis, et les dispositions à aborder vis-à-vis de ses ressortissants, alors que dans le sud la question de la guerre est plus lointaine, tandis que les attaques amérindiennes sont une réalité urgente et concrète. Derrière les entités géographiques de nord et sud se cachent également deux personnages influents, Juan Bandini dans le sud, secrétaire du gouverneur Pío Pico puis membre le plus influent de l'assemblée législative, et Mariano Guadalupe Vallejo, commandant de la frontière nord à Sonoma. La plupart des députés du sud sont focalisés sur la défense de Los Angeles contre les Indiens, et donc l'édification d'un fort au col du Cajón, col qui permet l'accès à la

76 DSP, 17, p.84 ; DHC Vallejo, 12, 119, 122, 123 ; DHC Guerra, 1, p. 44-50.
77 Il s'agit de la révolution menée par le général Alvarez.
78 HHB5, p. 32, note 6.

vallée et dont la garde permettrait de mieux protéger les *ranchos* et le *pueblo*.[79]

Dans le sud, on semble persuadé que Castro passe son temps à dilapider de manière extravagante les fonds dans des soirées douteuses et on le soupçonne d'avoir des réactions disproportionnées par rapport à la menace étrangère au risque de déclencher les hostilités mêmes contre lesquelles il dit se mobiliser. Il y a d'abord la question financière, les seuls revenus de la Californie, issus de la douane, se trouvant à Monterey. Il s'agit donc de savoir qui de la branche militaire ou de la branche civile coordonnera la défense, par conséquent, qui disposera de la trésorerie. Cette rivalité se fonde sur la méfiance des sudistes contre José Castro, vu notamment le précédent de la révolution de 1837-1838. Les sudistes, en partie des migrants mexicains récents, espèrent avoir le champ relativement libre, mais José Castro, dont ils auraient préféré qu'il se cantonne réellement à un rôle militaire, leur met des bâtons dans les roues. D'une certaine façon, ils craignent plus Castro que l'explorateur étatsunien Fremont, qui se trouve en Californie à partir du mois de janvier avec une soixantaine d'hommes. Castro a une altercation avec lui en mars 1846. Il envoie son rapport à Los Angeles et annonce également ses intentions pour la défense du pays. En recevant ces nouvelles les membres de l'assemblée territoriale s'offusquent de ne pas avoir été consultés dans ce plan de défense et projettent leur propre « conseil des peuples unis ». Vallejo, défendant d'abord Castro de vouloir organiser les défenses comme commandant militaire, leur objecte que ces peuples, pour être unis et former une volonté générale, ne devraient pas comporter une majorité d'intérêts particuliers, et donc 18 députés du sud contre seulement 8 du nord.[80]

Castro et l'assemblée et le gouverneur se disputent pour organiser les défenses et les financer, ce qui peut paraître futile contre la menace extérieure, mais ce sont bien deux groupes ennemis qui s'affrontent. Les discours de Bandini contre Castro sont insultants à l'extrême contre le commandant, dont il fustige « les passions », la « bassesse », « son usage abusif et pervers du trésor public épuisé » pour « ses plaisirs », « sa tyrannie », « ses vues perverses ».[81] En mai 1846, les officiers à Monterey se prononcent en faveur du plan de San Luis Potosi, et reconnaissent le général Paredes, qui s'est soulevé, comme président. Ce geste d'allégeance à un parti de la politique nationale a un double objectif : d'une part, « attirer le regard du patriote qui embrasse la cause nationale vers ce fragment si intéressant du territoire mexicain menacé d'une invasion étrangère, qui a été si délaissé et abandonné par l'administration antérieure », sachant que les expéditions pour

79 Sur la construction de ce fort, voir aussi la proposition d'Isaac Williams examinée le 9 mars, de la mettre en œuvre en l'échange de l'importation de biens libres de droits. LR 3, p. 323.
80 DHC Vallejo, 12, 219, Vallejo à Pico, 1er juin 1846.
81 Divers discours de février à mai 1846, DHC Bandini, *passim*.

défendre la Californie ont été interceptées pour mener à bien le *pronunciamiento* en question ; d'autre part, suppose H. Bancroft, pour s'opposer à Pío Pico, dont le mandat de gouverneur a été confirmé par le gouvernement de Herrera, vu comment les autorités civiles dénoncent cette position.[82] Leur animosité gagne un tel point, que l'assemblée territoriale suspend Castro comme commandant général le 3 juin et autorise le gouverneur « à prendre des mesures pour sauver le pays »[83]. Le gouverneur Pico ne croit pas que les officiers soient appelés par Castro pour se battre contre Fremont.[84] Le 12 juin, Pico est « en route vers le nord pour restaurer l'ordre et sauver le pays », une formulation qui indique moins sa participation à la lutte contre Fremont et les Nord-Américains que contre Castro.[85] Le 19 juin, il dénonce toujours auprès de Bandini le ton « insultant et outrageux » d'un courrier de Castro pour lequel « il doit être puni » parce qu'il menace « de mettre le pays en état de siège et sous la loi martiale ».[86] Le 21 juin, il déclare que Castro a des intentions séditieuses et marche vers Los Angeles. Pico ne le sait pas encore, mais un groupe d'immigrants nord-américains vient de prendre le fort de Sonoma, et Castro est bien occupé dans le nord. Mais cette mobilisation du sud par Pico, Bandini et les députés, leur sollicitude aux Sonoriens pour aider à la défense, montrent bien que s'il faut sauver la Californie, ce n'est pas au prix de laisser le pouvoir et les ressources à José Castro. Le sud reste dans la voie engagée depuis le milieu des années 1830.[87]

Dans ces disputes, les étrangers commerçants constituent, selon les mots de Bancroft, un groupe traditionnellement relativement « conservateur », c'est à dire qui évite de prendre part à la politique partisane et aux controverses et ne tient pas particulièrement à tirer profit des disputes.[88] Pour Thomas Larkin, consul des États-Unis et commerçant à Monterey, écrivant au vice-consul Leidesdorff à Yerba Buena « [ces révolutions] ne les regardent pas, mais [son] souhait est qu'ils s'unissent pour aider le pays et régler ses problèmes ».[89] Mais dans le sud, John Coffin Jones,

82 DHC 34, 193, 7 mars 1846 (copié le 2 avril 1846) ; pour l'analyse de Bancroft, HHB5, p. 41.
83 DHC Bandini, 72, Pico à Bandini, 3 juin 1846.
84 DHC Bandini, 71, Pico à Bandini, 26 mai 1846.
85 SLOA, 12 cité par HHB5, p.49 note 40.
86 DHC Bandini, 76, Pico à Bandini, 19 juin 1846 et à l'assemblée, DSP, 7, p. 21-27.
87 DSP, 8, 135.
88 HHB 4, p. 116 *« In politics, especially in comparison with the new comers of ther period of whom I shall speak presently they formed a conservative element, avoiding partisan interference. While deploring the evident evils and weaknesses of the governmental management and quietly supporting such measures as seemed to promise reform, they avoided controversy with officials and leading men of the department and especially the localities where they resided. They were not the men who talked loud of foreign interference though most of them foresaw a change of flag in the not very distant future. »*
89 Leidesdorff, 1, n°87 Larkin à Leidesdorff, 12 décembre 1845, Monterey. « *The governor has shipped Don José A Carrillo and one or two others on bord the Clara for Mexico for being engaged in a rise. The people in the pueblo are in favor of Pico. Those in San B . in favor of Castro. So they may go, that's not our business though I wish they would all rise together to help the country in its troubles »*

résident de Santa Barbara et ancien consul des États-Unis à Honolulu, se mêle tout à fait aux affaires du pays, et adopte le point de vue favorable à l'administration du gouverneur Pico, c'est à dire en opposition contre le commandant Castro qu'il accuse de tyrannie.[90] À vrai dire, les étrangers se gaussent souvent des péripéties politiques californiennes, mais ne se passionnent pas moins pour elles, en ces temps de démocratie jacksonienne. John Everett, un correspondant du consul Larkin, commerçant bostonien habitué de la Californie, ne commente-t-il pas avec gourmandise des événements qu'il imagine à distance : « Ce sont ceux du Nord, je suppose, qui portent la culotte, bien que les *Poblanos* [les résidents de Los Angeles] aient déclaré qu'ils ne se laisseraient plus embobiner. Quel rôle ont joué là-dedans, s'ils ont participé, Don Abel [Stearns] ou son beau-père [Bandini] ? Peuvent-ils obtenir quelque poste ? »[91]

***

Au milieu des années 1840, la situation est critique pour les Californiens, qui risquent à tout moment de voir leur travail de développement de la Californie réduit à néant par les attaques répétées des Amérindiens souvent associés à des Étatsuniens et autres *moutain men*, alors que leurs ressources financières, humaines et matérielles sont à bout. Les soldats envoyés par le Mexique mettent aussi en péril leurs propriétés. Les migrants étatsuniens commencent à arriver par centaines, sans qu'on sache s'ils représentent une chance ou une menace. Les commerçants étrangers soutiennent le gouvernement par des prêts dont ils savent qu'ils seront à peine remboursés par les maigres entrées de douane. Il s'agit pour eux d'un investissement pour une stabilité fragile, afin de pouvoir continuer à commercer sur cette côte. L'échec de l'expédition qui doit défendre la Californie vient signifier qu'il ne faut plus compter sur le gouvernement général mexicain pour le moment. C'est alors que les Mexicains-Californiens cherchent une solution pour protéger le fruit de leur travail. Sachant que leur pays est convoité par des puissances européennes ou les nord-américains en pleine expansion coloniale ou nationale, ils sont tentés, encouragés par l'attitude des consuls de ces puissances en Californie, de jouer sur leur vulnérabilité pour être protégés. Les conflits civils californiens et mexicains ont paru aux contemporains comme aux historiens désolants dans un contexte de menace de guerre. Mais pour les personnes concernées, ils sont révélateurs de priorités qui défient notre conceptualisation d'un attachement national désintéressé.

90 TOL, 4, p. mars 1845

91 TOL 4, p. 118, Everett à TOL, 12 décembre 1845 « *The gente at the north, I suppose rule the roost, notwithstanding the Poblanos have declared they wouldnt be bamboosled any more. What part if any has D Abel or his Suegro taken ? Can't they get any offices ?* »

B. « Il est préférable pour les *Californios* d'être annexés à la grande Union américaine que d'avoir des maîtres distants de quinze mille miles »[92]

Le Congrès des États-Unis vote le 29 décembre 1845 pour l'annexion du Texas. En janvier 1846, l'explorateur étatsunien John Charles Fremont est de retour en Californie avec une soixantaine d'hommes. En février 1846 les Californiens apprennent que l'expédition venue du Mexique est toujours prévue, mais « retardée par manque de ressources, le Trésor national étant très vide »[93]. En mars, on apprend que le général Paredes s'est prononcé contre le gouvernement à la tête de quatre mille hommes, ce qui risque de retarder encore la venue de l'expédition.[94] C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les réflexions des Californiens au sujet de l'avenir de leur territoire. Ces réflexions sont loin d'être unanimes. En janvier 1846, Pablo de la Guerra, employé de la douane à Monterey et fils du vieux capitaine José de la Guerra de Santa Barbara, fait part à Vallejo de ses réflexions. Il compare la situation de la Californie en 1846 à celle du Texas en 1837 :

> « vous me disiez alors que la situation du Texas n'était pas si désespérée qu'elle ne paraissait, car il ne convenait pas à l'Angleterre que le Texas fasse partie de l'Union américaine, et que par conséquent elle avait des agents sur place qui n'épargnaient pas leurs efforts pour empêcher que le Texas ne passe entre les mains de nos sinistres voisins. Maintenant je vous dis « la situation de la Californie... ». Que pensez-nous que nous devrions faire ? »[95]

Lui propose en effet de « profiter de la rivalité qui assurément existe entre les États-Unis et l'Angleterre » : « jouons [le consul d'Angleterre] Forbes contre [le consul des États-Unis] Larking (sic) ! »[96].

Comme Vallejo avant eux, les Californiens du nord se demandent que faire, non seulement devant l'afflux de migrants, mais encore de migrants « qui devant nous affirment leur intention de rester dans notre pays, et de fonder des exploitations, des ranchos des vignobles, des scieries etc. ». Si jusqu'alors les commerçants installés dans les ports, souvent mariés à des filles d'officiers, ou de grandes familles mexicaines-californiennes se sont fait remarquer pour leurs talents d'entrepreneurs et de commerçants, et leur capacité à disposer d'argent liquide, en 1846, la capacité de ce peuple en général commence à leur paraître hors du commun, peu imaginable, ce qui n'est pas sans susciter une admiration touchant à l'inquiétude. José Castro, pour essayer de mobiliser ses compatriotes, comme Vallejo l'avait fait auparavant, s'exclame « qu'il ne serait pas surpris le moins du monde [s'il]

92 DHCVallejo, 12, 181, Vallejo à Pablo de la Guerra, janvier 1846.
93 DHC Vallejo, 12, 184, Arce à Vallejo, 15 février 1846.
94 DHC Vallejo, 12, 191, Alvarado à Castro, 13 mars 1846.
95 DHC Vallejo, 12, 181, Pablo de la Guerra à Vallejo, janvier 1846.
96 Vallejo, 5, p. 63 « *jugando a Forbes contra Larkin y viceversa* »

les voyait réaliser des escaliers qui atteignent le ciel », de la part d'hommes qui « se considèrent capables de tout, jusqu'à changer la couleur des étoiles »[97]. Face à ce diagnostic partagé de la détermination américaine et de la faiblesse mexicaine, trois voies se dessinent : l'indépendance, un protectorat européen, l'annexion aux États-Unis.[98] L'indépendance est le plus souvent le premier choix, mais la plupart reconnaît que « c'est impossible pour le moment ». Victor Prudon, le secrétaire de Mariano Vallejo, estime qu'il ne faut pas se lancer dans l'entreprise, de peur que « la chute de l'édifice n'entraîne le discrédit des architectes ». Pour José Castro, « il est clair que sans aide étrangère, [ils ne seront] pas maîtres de [leurs] maisons pour longtemps, car il est dans l'ordre des choses humaines que les moins nombreux doivent céder aux plus nombreux ».

De son côté, de la Guerra est aussi pessimiste sur la capacité des Californiens à faire la guerre, divisés comme ils le sont, et le commandant général Castro ne bénéficiant pas « de la confiance aveugle indispensable dans une guerre féroce comme celle dont nous sommes menacés ».[99] « Nous serons les victimes, prévient-il, si quelque gouvernement puissant ne s'interpose pas en notre faveur ». Il est donc plutôt favorable à un protectorat britannique : n'entend-on pas régulièrement des rumeurs selon lesquelles le gouvernement mexicain a vendu la Californie aux Britanniques pour éponger ses lourdes dettes ?[100] Si certains penchent pour la France, ce qui n'est pas le cas de Prudon, pourtant né français, « qui aime la France de la tendresse d'un fils », c'est parce que contrairement aux États-Unis et à l'Angleterre, elle est catholique. David Spence, d'origine écossaise, tente de rassurer les Californiens : bien que protestante, l'Angleterre « ne délaisse pas ses sujets catholiques, et selon sa constitution (*sic*) les Catholiques jouissent de privilèges égaux à ceux des Protestants ». Mais le commerçant William Hartnell prévient, lui-même un Britannique : « si vous demandez la protection de l'Angleterre, vous serez toujours des sujets, et la Californie sera une colonie ». En revanche, « si la Californie appartient aux États-Unis, chacun aura les mêmes droits et vos enfants pourront atteindre les plus hautes positions s'ils le désirent ». Angustias de la Guerra, sa belle-soeur,

97 Cité par Alvarado, 5, p. 134 et Vallejo, 5, p. 71 *« Hasta donde esos intrusos piensan llegar yo y vosotros lo ignorais pero os aseguro que no me causaria sorpresa si los viese hacer escaleras que llegaran hasta el cielo; pues todo se puede esperar a manos de hombres que en nuestra misma cara nos dicen que es su intencion permanecer en nuestro pais y fundar en el haciendas, ranchos, viñas, sierras de madera y cuanto se les da la gana pues ellos se consideran capaces de todo, hasta de cambiar el color de las estrellas; yo estoy asombrado de tanta desfachadez y lleno de asombro pregunto que es lo que debemos hacer? »*

98 Toutes ces discussions ont donné lieu à de nombreuses reconstitutions de conseils et de discours prononcés. En fait, il s'agit la plupart du temps de la réunion de discours effectifs, de conversations informelles, de correspondance etc. Les discours en faveur de l'une ou l'autre des puissances protectrices se trouvent notamment dans Alvarado, 5, chapitre 41, p. 130-155 et Vallejo, 5, chapitre 65, p. 71-90. Voir également HHB

99 DHC Vallejo, 12, 181, Pablo de la Guerra à Vallejo, janvier 1846.

100 En réalité, le gouvernement mexicain avait garanti ses emprunts par une hypothèque sur les terres publiques de quelques États et Territoires du Nord, notamment lors d'une négociation de 1837 Silvestre VILLEGAS REVUELTAS, *Deuda y diplomacia: la relación México-Gran Bretaña, 1824-1884*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 2005, p. 60 ; M.P. COSTELOE, *Bonds and bondholders*.

est d'accord avec lui, pensant peut-être à l'avenir de ses enfants.[101] Vallejo aussi s'efforce de convaincre ses compatriotes qu'« avoir des maîtres à quinze mille miles » n'est pas une bonne idée, en se fondant sur son expérience avec pourtant un gouvernement un peu plus proche.[102] Par ailleurs, il est farouchement opposé à toute « protection européenne » et emploie toute son énergie à « faire disparaître cette espoir »[103]. Pour lui, il est « bien préférable d'être annexés à la grande union américaine ». Il s'accorde en cela avec Hartnell, et aussi s'inspire des assurances du consul Thomas Larkin, devenu agent confidentiel des États-Unis en sus de son rôle officiel de consul. Ce dernier indique en effet à ses amis commerçants Jacob Leese (à Yerba Buena), Abel Stearns (à Los Angeles), Jonathan Trumbull Warner (à San Diego) « comment rendre service » aux Californiens, parmi lesquels « ils ont une longue résidence ». Les Californiens, écrit-il, « regardent vers l'étranger pour des secours et de l'assistance » mais « ceux qui regardent vers l'Europe ne savent rien de la vie d'un colon européen ou de la lourde taxation et imposition dont il souffre ». Il propose ainsi à ses compatriotes de faire profiter aux Californiens de leur propre expérience américaine d'anciens colons britanniques.[104] Bandini, le beau-père d'Abel Stearns, est d'accord, et s'inspire largement du discours de Larkin, pour conjurer les *Californios* d'écouter leur « cœur américain », « leur amour de la liberté, de l'indépendance, le libre exercice de leur religion, la sécurité de leurs personnes et propriétés et de tout ce qui leur est cher ». Bandini, comme Thomas Larkin, propose ainsi une issue au problème du patriotisme mexicain « qui leur dicte de continuer d'appartenir au Mexique, mais qui s'effrite constamment pour celui qui doit s'occuper de sa ferme et de son bétail », en l'ouvrant sur un « sentiment national qui anime le cœur de tout natif du grand continent américain » : les Californiens pourront trouver « seulement aux États-Unis d'Amérique un compagnonnage de sentiments avec ceux qui partagent les mêmes idées et le célèbrent comme un républicain et un citoyen de la terre de la liberté »[105].

Pablo de la Guerra n'est pas de ceux qui pensent que les États-Unis peuvent devenir de bons protecteurs, car il se fonde non pas sur les assurances de Larkin, mais sur les faits et sur les actes des nouveaux immigrants américains. En janvier 1846, l'explorateur Fremont est revenu en Californie, et fait une visite au hameau peuplé de commerçants étrangers, la plupart étatsunien, de Yerba Buena où vit aussi le vice-consul Leidesdorff. Son séjour est apparemment l'occasion de vives discussions

101 Angustias de la Guerra se souvient avoir entendu Hartnell faire cette réflexion et s'être exprimée en accord avec lui in R.M. BEEBE et R.M. SENKEWICZ, *Testimonios*, p. 272.
102 DHC Vallejo, 12, 181, de la Guerra à Vallejo, janvier 1846.
103 DHC Vallejo, 12, 197.
104 TOL, 4, p.295, TOL à Leese, Stearns et Warner.
105 ASP, 6, 23, Juan Bandini, Political situation in California, 1846.

qui sont à l'origine d'une prise de conscience par les Mexicains-Californiens présents de l'idée de « destinée manifeste ». Francisco Guerrero, un résident qui a été *alcalde* de San Francisco rapporte ces discussions et se rend compte, comme Mariano G. Vallejo l'avait fait avant lui, de la détermination des Étatsuniens, qui touche à l'irrationnel :

> « L'idée que ces messieurs se font, c'est que Dieu a fait le monde et les a faits, et que dès lors ce qu'il y a dans le monde est à eux, en tant que fils de Dieu ; et que dans les temps anciens un Prophète leur a annoncé que la Haute-Californie leur était promise et qu'ils l'atteignent au prix de mille sacrifices. »[106]

Prudon penche au contraire pour l'annexion aux États-Unis, afin que, « d'un trait de plume », ils « [transforment] en amis et frères les émigrants industrieux que M. Castro qualifie d'hommes terribles et capables de changer la couleur des étoiles »[107].

Thomas Larkin, consul et commerçant, essaie pourtant de convaincre les Californiens que les États-Unis sont les seuls à pouvoir protéger leur propriétés. Commerçant, déjà consul des États-Unis à Monterey, il est de surcroît nommé agent spécial confidentiel du gouvernement pour rendre les Californiens favorables à un changement de souveraineté. De fait, les arguments de Larkin sont tout à fait visibles chez les Californiens favorables à l'annexion, notamment Juan Bandini et Mariano Vallejo. Par exemple, Juan Bandini avertit : quand bien même les États-Unis ne se montreraient pas protecteurs, dans tous les cas le ralliement est une meilleur stratégie. En effet, deux cas de figures différents pourraient se présenter : soit une guerre se déclare, auquel cas les États-Unis annexeront la Californie, ce qui, dit-il, serait une bonne nouvelle, notamment du point de vue de la valeur des terres ; soit une puissance européenne viendrait coloniser la Californie, auquel cas les États-Unis ne le toléreraient pas, et viendraient l'occuper. Le premier cas serait bien sûr bien plus favorable aux Californiens, tandis que le deuxième « viendrait semer la guerre et le désastre ».

Larkin lui-même espère donc que la guerre survienne, mais loin de la Californie, afin de fournir une occasion aux Mexicains-Californiens de se rallier aux États-Unis. La guerre doit rester un événement abstrait, purement diplomatique et verbal, qui ne peut dès lors qu'être souhaité de son point de vue. « Le fruit est mûr et va tomber », affirme-t-il, même si « l'absence de guerre, pour l'instant, retarde les événements qui doivent aussi sûrement se produire qu'à la nuit succède le jour ». Il espère simplement que les « responsables mexicains-californiens préparent ce

106 DHC Pico [C-B 88] Francisco Guerrero à José Castro « *La configuracion que estos señores se forman es que Dios formo el mundo y a ellos tambien luego que lo que hay en el mundo es de ellos como hijos de Dios ; y que por las antiguedades un Profeta les anuncio que en la Alta California les estaba designada su suerte y ellos la siguen con mil sacrificios."*

107 Vallejo, 5, p. 75

changement », et qu'ils « ne laissent pas leurs fidèles complètement dans le noir ».[108] Après avoir soutenu financièrement les gouvernements mexicains de la Californie, après avoir probablement intrigué pour affaiblir les Étatsuniens les plus remuants, mais aussi après avoir encouragé le trappeur devenu *ranchero* John Marsh à décrire au public étatsuniens les avantages de la vie californienne, le consul parie désormais sur la guerre, mais une guerre distante, abstraite, aucun combat ne devant a priori se dérouler sur le sol californien. Pour cela, il supplie ses relais, les autres commerçants « d'empêcher [leurs] compatriotes de heurter les gens du pays »[109]. Par exemple, un résident d'origine allemande dans le district de San José, Charles Maria Weber est favorable en mars 1846 à un plan d'indépendance à moyen terme. Il organise des réunions entre étrangers résidents, il avait encouragé John Marsh à écrire des articles pour Larkin en faveur de la Californie et lui glisse même qu'il serait leur candidat au gouvernorat ou à la présidence en cas d'indépendance. Mais, sur la même ligne que Larkin, il ne souhaite pas prendre l'initiative immédiatement.[110]

Certains Étatsuniens, même s'ils ne répugnent pas au changement de souveraineté, craignent les désordres que la guerre va engendrer. John Coffin Jones par exemple, préfère envisager son départ, pour ne revenir qu'après un éventuel changement de souveraineté qui lui apparait probable.[111] De plus, il fait plutôt partie de ceux qui estiment que les États-Unis, assez étendus, ne devraient pas annexer des territoires supplémentaires. Ces opinions des Étatsuniens, reflètent l'opposition *whig* à l'expansionnisme des démocrates jacksoniens, plutôt courante parmi les commerçants, souvent originaires de Nouvelle-Angleterre, et favorables au renforcement des institutions, notamment commerciales et financières de la jeune république étatsunienne qu'à son expansion géographique.[112]

D'après le consul Larkin, des processus plus larges étant à l'oeuvre, il est donc inutile, même contre-productif de vouloir introduire des changements localement puisque les ressorts sont déjà en

108 Leidesdorff papers, box 2, n°125 Larkin à Leidesdorff, 23 avril 1846, Monterey. « *In all likelihood war has been declared... (suite à mauvaise réception de l'ambassadeur au mexique)I am inclined to think some of the great ones here are preparing for the coming change if so I hope they will not allow their followers to entirely be in the dark and after all these report may prove butigualls (?) yet the pear is near ripe for falling* »

109 Leidesdorff papers, box 2, n°127, Larkin à Leidesdorff, 27 avril 1846 Monterey. « *There is a prospect of a highly excitimg times this or next year. The want of war will retard but not prevent the forthcoming events sure to take place as day follows night (…) do not enlist yourself in any the petty affairs of the town you reside in but do your utmost to pacify and keep in good faith and humour the Natives around you. By all means prevent our countrymen from trying to injure or **the people of the country.* »

110 Weber papers, [C-B 829] Box 1, Weber à Marsh, 7 et 22 mars 1846, San José.

111 *Ibidem*, 30 novembre 1845.

112 Sur le second système des partis étatsuniens, voir Richard Patrick MCCORMICK, *The Second American Party System; Party Formation in the Jacksonian Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1966 ; Richard L MCCORMICK, *The Party Period and Public Policy: American Politics from the Age of Jackson to the Progressive Era*, New York, Oxford University Press, 1986. Après l'annexion, ce sont sur eux, en particulier sur Abel Stearns, que les whigs s'appuient pour organiser le parti en Californie, mais ils sont très minoritaires, la plupart des nouveaux migrants étant de sensibilité plutôt démocrate.

route à Washington, à Mexico, au Texas. C'est pourquoi il désapprouve la bravade de Fremont en mars 1846. Le danger d'après Larkin d'une telle démonstration de force est qu'elle risque d'aliéner les « élites respectables » tout en mobilisant contre lui auprès de Castro les « têtes brûlées », prêtes à tout, et notamment à tous les désordres.[113] De fait, pour s'assurer que les États-Unis souhaiteront bien annexer la Californie, Larkin continue de faire publier dans les journaux de l'est des États-Unis des articles vantant les mérites de la Californie; les éditeurs de ces journaux, eux-mêmes convaincus par Larkin, se décident à promouvoir l'annexion de la Californie, comme ils l'ont fait pour le Texas, afin d'influencer leur lectorat et les décideurs politiques. Ce montage est par exemple parfaitement documenté pour le *New York Sun*, grâce à la correspondance entre Thomas Larkin et l'éditeur Moses Yale Beach. Ce dernier va jusqu'à demander son avis au consul sur l'opportunité de faire de Monterey le terminus d'un chemin de fer transcontinental, et fait miroiter son pouvoir avec fierté lorsqu'il affirme qu'au seul fait d'évoquer cette perspective, des dizaines de personnes sont prêtes à venir spéculer sur la terre.[114]Mais la perspective de la guerre, et la masse critique d'Étatsuniens qui commence à se former en Californie invitent d'autres à favoriser une attitude plus active localement. Depuis Valparaiso au Chili, le commerçant Faxon Dean Atherton ne taquine-t-il pas son correspondant Larkin en demandant : « Pourquoi les Californiens ne déclarent-ils pas leur indépendance absolue vis-à-vis du Mexique ? N'y a-t-il donc pas encore suffisamment de braves *Yankees* en Californie pour prendre en main l'administration de leurs propres affaires ? »[115] Ce type de conversations vont apparemment bon train à Yerba Buena, hameau de San Francisco peuplé d'Étatsuniens, et fréquenté par les baleiniers. Mais, comme nous l'avons vu, c'est précisément cela qui désormais inquiète fort les Californiens du nord.

On a beaucoup utilisé la correspondance du consul Thomas Larkin pour comprendre l'histoire de

113 TOL, 4, p. 240 TOL à J.C. Fremont, 8 mars 1846 *« Many of the common people will join through choice. Others being ordered by the General. Among the other class there are looking on the affair with indifference, some perhaps with favor to either side as their friendship to the present authorities or their own interest may govern them. Respecting the result there are various opinions.[...] Should my ideas be correct, the act perhaps will originate not from the heads or the respectability of the country but from those of a more headstrong class, who having fought so many (called) battles may consider themselves invencible. Your encamping so near town has caused much excitement. The Natives are firm in the belief that they will break you up and that you can be entirely destroyed by their power... »*

114 TOL, 4, p. 128 Moses Yale Beach à TOL, 24 décembre 1845. Les articles étaient rédigés par Larkin lui-même ou par John Marsh, un résident de l'intérieur, qui comme ranchero pouvait vanter les mérites agricoles et la communauté naissante d'immigrants étatsuniens et de travailleurs amérindiens, dont l'abondance et la docilité palliait sans peine, d'après ses dires, l'interdiction de l'esclavage. G.D. LYMAN, *John Marsh, Pioneer: the Life Story of a Trail-Blazer on Six Frontiers* ; Albert L. HURTADO, *Indian Survival on the California Frontier*, New Haven, Yale University Press, 1988.

115 TOL, 4, p. 224 Faxon Dean Atherton to TOL, Valparaiso, 4 mars 1846 *« Why do not the Californians declare their absolute independence from Mexico. There is certainly no great good will existing on either part towards each other and there is little fear of Mexico doing them much harm, however much they may desire it. Are there not wild Yankees enough in California yet to take the management of affairs into their own hands ? »*

ces années incertaines. De fait, c'est une correspondance extrêmement riche, et qui plus est, publiée. Souvent, elle permet de documenter l'attitude des États-Unis et le rôle de ses ressortissants plus ou moins officiels vis-à-vis de la conquête et de l'annexion. Mais trop rarement souligne-t-on d'une part que sa correspondance était elle-même un moyen d'agir, et n'était pas simplement le reflet d'une réalité ; d'autre part, qu'elle révèle les fissures, les divergences, la polyphonie des voix étatsuniennes sur la question. Le destin de la Californie en tant que territoire est dépendant à la fois de décisions de politique internationale prises à Washington, Mexico, Londres ou Paris, mais également de décisions très locales d'individus qui ont leurs propres objectifs, eux-mêmes à la fois déterminés par leur origine, leur histoire, mais qui étaient aussi élaborés en co-production avec la situation qu'ils trouvent et leur analyse de celle-ci. Au début du mois de mai 1846, le consul Larkin décrit à son correspondant du journal le *New York Sun*, Moses Yale Beach, les festivités qui ont réuni officiers de la flotte étatsunienne du Pacifique et habitants du pays à l'occasion des visites sur la côte de l'un ou l'autre de ses vaisseaux, le *Portsmouth*, et son capitaine Montgomery, ou le *Cyane*, avec à bord Gillespie, qui se prétend un marchand mais n'est autre qu'un envoyé du gouvernement. Larkin y représente l'affluence et le succès des bals et des pique-niques, les absents n'étant que ceux qui ne sont pas invités, ou qui sont malades. Son récit doit donner l'image d'une Californie, et notamment de Californiennes, prêtes à entrer dans la danse avec les États-Unis. Il met en évidence une évolution des comportements, à la peur qui régnait un mois plus tôt à l'endroit des *Yankees* succède la curiosité et les plaisirs. Mais plutôt qu'une succession de tels sentiments, une description plus juste et proche de la réalité est leur concomitance au sein de la population, voire d'une même personne. Mais un tel récit, admissible dans la correspondance privée, ne sied certes pas à un article qui doit être imprimé et convaincre les Étatsuniens du naturel de l'admission de la Californie.[116] Quand bien même ces sentiments eussent-ils été tels, la prise de Sonoma par des immigrants et des marins déserteurs étatsuniens, soutenus par l'explorateur John Charles Fremont le 14 juin 1846 est de nature à changer la donne.

***

De cette période troublée de 1844-1846, on retient toujours d'une part les troubles politiques continus, d'autre part les discussions sur la nation qui allait acquérir la Californie. Il est important de comprendre les enjeux profonds, au-delà de la continuité d'une rancoeur du sud contre le nord, la divergence d'expérience dans l'approche de la guerre. Alors que les raids amérindiens menacent tous les élevages et établissements du territoire, les étrangers sont vus dans le nord comme une menace, sinon plus grande, du moins associée, et dans le sud comme des alliés majeurs dans l'organisation

116 TOL, 4, p. 404.

de la défense. Le manque de ressources pour financer cette défense est attribué à la confiscation de celles-ci par le commandant militaire Castro, dès lors presque allié objectif de ceux qui menaçaient les Californiens de la ruine. Quant aux discussions sur l'avenir de la Californie sous un autre drapeau, elles sont particulièrement intéressantes pour faire le point sur ce que la situation du Mexique en général, et à la frontière en particulier fait au sentiment national. On a surtout retenu que les Mexicains-Californiens envisageaient froidement leur détachement du Mexique, mais en fait, il s'agit seulement de discussions, de débats qui n'aboutissent pas, dans lesquels les représentants étrangers sont des éléments actifs ; ce n'est pas seulement que certains d'entre eux manipulent les Californiens, mais leur présence même suscite de telles spéculations. Le contexte troublé de la deuxième moitié des années 1840 entre révolution californienne, *pronunciamiento* de Paredes contre Herrera, menaces de guerre entre États-Unis et Mexique est propice à des discussions plus ou moins ouvertes au sujet de la place de la Californie et des Californiens dans un autre cadre national que celui du Mexique. En retour, ces discussions travaillent la représentation que chacun se fait de son rapport à sa nationalité, à son statut de citoyen dans une république mexicaine et enfin aux conséquences qu'aurait sur ces dimensions un changement de souveraineté. Ces réflexions tactiques sur l'appartenance nationale surprennent lorsqu'on se place dans un point de vue postérieur à la construction des États-Nations, et lorsqu'on prend comme point de comparaison la France ou les États-Unis par exemple. Ces débats ne sont pas sans effet peut-être sur le fatalisme, la résignation de certains, mais devant les événements, les réactions ne sont pas univoques et la défense au nom du patriotisme mexicain a encore de beaux jours, surtout vu les circonstances dans lesquelles se déclenche finalement la guerre, loin des projets du consul Larkin.

III - Faire la guerre ?

L'irruption de la guerre met fin aux interrogations du moment concernant l'avenir de la Haute-Californie. Mais la manière dont elle s'y déroule met en évidence que, contrairement à ce qu'affirme avec optimisme et pour faire une prophétie auto-réalisatrice le consul Thomas Larkin, le « fruit [n']est [pas] mûr ». La Haute-Californie est plus un arbre ou une forêt aux fruits divers et les États-Unis eux-mêmes ne se mettent pas tous d'accord pour le cueillir. À bien des égards, la guerre est une continuation de la politique californienne par les mêmes moyens : les Californiens cherchent toujours la sécurité, la souveraineté et le respect, tout en choisissant des voies différentes pour les obtenir. La guerre mexicaine-américaine de 1846 n'oppose pas simplement des Mexicains à des États-Uniens : les Mexicains, même les Californiens, sont divisés entre eux, mais à cela s'ajoute également plusieurs groupes d'acteurs côté étatsunien ainsi que les Amérindiens. Restituer cette

multiplicité permet de comprendre que le choix de faire ou de ne pas faire la guerre ne se fait pas en fonction d'un calcul binaire simple et que l'ami ou l'ennemi n'est pas forcément prédéterminé selon sa nationalité.

A. « Lorsque courut la rumeur qu'un drapeau avec un ours avait été hissé à Sonoma, ce fut l'alarme générale »[117]

Alors que les Mexicains-Californiens attendent des nouvelles de la guerre, et qu'un navire de guerre étatsunien est à l'ancre dans le port de Monterey, ce qui marque le début des hostilités sous la forme de la « *Bear Flag Revolt* » est non pas une déclaration de guerre formelle et la prise de Monterey, mais la capture du commandant de la ligne nord Mariano Guadalupe Vallejo à Sonoma. À l'aube du 14 juin 1846, un groupe d'une trentaine de migrants étatsuniens venus du fort de Sutter, Nouvelle-Helvétie, arrive à Sonoma, qui n'a plus de garnison depuis 1845. Le bruit de la troupe réveille Vallejo, qui voit devant sa porte ces rudes chasseurs en veste de cuir. Vallejo prend le temps de s'habiller, et leur fait ouvrir sa porte. La communication est difficile entre le colonel Vallejo et la bande, mais Vallejo comprend qu'il est fait prisonnier, ainsi que ses proches présents à Sonoma, son beau frère Jacob Leese et son secrétaire Victor Prudon. Jacob Leese, une fois chez Vallejo, sert d'interprète. Vallejo comprend que la compagnie n'a guère de chef, mais agit plus ou moins sous les ordres de John C. Fremont. La mention de l'officier étatsunien rassure d'une certaine façon le colonel, qui livre les clefs des propriétés publiques de Sonoma. Il est ensuite emmené vers la vallée du Sacramento avec Leese et Prudon, avec la garantie que sa famille et ses propriétés ne subiront pas de dommages.

La prise de Sonoma est à replacer au croisement du contexte local et du contexte international. Le départ de Micheltorena au début de l'année 1845 est à l'origine d'une inquiétude croissante de la part des étrangers regroupés autour de John Sutter dans la vallée du Sacramento, qu'on appelle désormais fleuve des Américains (*Río de los Americanos*).[118] Ceux qui ont pris Sonoma rapportent dans leurs témoignages a posteriori des raisons de leur geste. Ils font état d'informations qu'ils ont reçues, d'avertissements répétés que le commandant José Castro venait les chasser du pays à la tête de deux cents hommes. Ces témoignages font état à la fois de leur peur et de leurs attentes en arrivant dans le pays. La fille de celui qui allait prendre la tête du goupe de Sonoma, William Ide,

117 Alvarado, 5, 43, p. 203.

118 DHC Vallejo, 12, 157, Vallejo à Bustamante, 22 novembre 1845 *« A la fecha es tan acierto el numero de estrangeros que existen en las marjenes de los rios del Sacramento y otros adyacentes que una gran parte de aquel es hoy conocido con el nombre de* ***Rio de los Americanos****. »* C'est nous qui soulignons.

raconte dans une biographie de son père : « il s'agissait de savoir si nous allions être expulsés par la force de notre humble demeure...ou nous unir avec nos compagnons immigrants pour résister aux menaces de guerre d'extermination brandies dans la proclamation de celui qui passait pour le gouverneur du pays »[119]. Ces proclamations évoquées sont reçues par Sutter et lues au fort de Nouvelle-Helvétie. On entend dire également que Castro « excite les Indiens contre les immigrants (*settlers*) », voire qu'il s'est allié à eux.[120] Dès lors, réagir devient de la légitime défense. La plupart de ces allégations sont au fond fausses, mais témoignent de l'atmosphère qui règne autour de la Nouvelle-Helvétie parmi les nouveaux migrants, qui n'ont pour contact avec la Californie mexicaine que ce que leur en disent Sutter puis Fremont.

Sous le mandat de Micheltorena, les immigrants ont bénéficié de l'accord entre le gouverneur et Sutter, en recevant des terres de ce dernier avec l'aval du premier. C'est dans ce contexte qu'ils s'étaient mobilisés et avaient formé une compagnie sous la houlette de Sutter lors de la révolte. C'était particulièrement le cas des immigrants récents qui dépendaient directement de Sutter, tandis que certains étatsuniens présents sur le territoire depuis plus longtemps, comme John Marsh ou Charles Weber ont hésité à prendre parti contre les Californiens. La victoire des Californiens contre Micheltorena près de Los Angeles, et la nomination conséquente comme commandant militaire de José Castro, l'homme qui a fait arrêter les étrangers autour d'Isaac Graham en 1840 provoque une inquiétude croissante des colons étatsuniens de la vallée centrale.

Le retour de John C. Fremont a des répercussions importantes sur les équilibres politiques de l'après Micheltorena. En effet, sa présence sur le territoire est d'autant plus menaçante pour les autorités californiennes-mexicaines qu'on est dans un contexte de quasi-guerre, augmentant d'un cran les tensions, tandis qu'il peut apparaître comme un recours possible, une protection en cas d'affrontement entre Étatsuniens et Mexicains-Californiens. Pour le meilleur comme pour le pire, les uns et les autres le voient comme un représentant du gouvernement étatsuniens, et en tout cas comme ressource politique potentiellement utilisable pour des objectifs locaux. Ce n'est pas le premier voyage de Fremont en Californie, puisqu'au début de l'année 1844 il a déjà franchi la Sierra depuis l'est en revenant de son exploration de l'Oregon par le sud, une décision qui a provoqué des interrogations de la part des historiens sur d'éventuelles instructions secrètes, ou du moins sur un plan secret entre Fremont et son beau-père Benton au Sénat.[121] Fremont avait alors fait des repérages

119 Simeon IDE, *A Biographical Sketch of the Life of William B. Ide*, Claremont, N.H, Published for the subscribers by S. Ide, 1880, 2 p. aussi cité dans HHB5, p. 78, note 1

120 UNITED STATES et al., *California claims: in Senate of the United States.*, Washington, Committee on Military Affairs, 1848, p. 12-13 et 25-38. *Sutter's diary*, p.7 ; DHC Vallejo, 12, 220.

121 T. CHAFFIN, *Pathfinder*, p. 210.

au fort de Sutter, dans la vallée centrale, et pris contact avec des résidents originaires des États-Unis, se faisant une relativement bonne idée de la faiblesse des défenses et des difficultés de gouvernement du département mexicain.[122] Au début de mars 1846, Fremont, qui a affirmé auparavant aux autorités n'être que de passage, revient avec soixante hommes de sa compagnie et campe dans la vallée de Santa Clara. En pleine tension autour de la guerre, José Castro, commandant militaire, et le préfet Manuel Castro lui donnent l'ordre de se retirer hors de Californie, ce qu'il refuse, arguant qu'on l'a autorisé à séjourner en Californie pour l'hiver.[123] La retraite de Fremont évite de peu une bataille. C'est la version de Fremont qui est connue des immigrants : après avoir offert à Fremont l'hospitalité, Castro a voulu le chasser. Donc Castro est un traître en qui on ne peut se fier. Si Fremont, en tant qu'officier des États-Unis, ne peut commencer les hostilités en premier, il soutient, voire inspire la démarche du groupe qui prend Sonoma. Les immigrants autour de Sutter ont également vaguement conscience de l'opposition entre Castro et Pico, et plus généralement de la politique intérieure de Californie. Ceux qui se sont battus aux côtés de Sutter savent qu'ils peuvent considérer Castro comme un imposteur. D'autre part, certains estiment que Pío Pico, par ses critiques de Castro, désapprouve sa conduite envers les étrangers.[124]

Ces éléments de contexte aident à comprendre la déclaration proclamée par le petit groupe resté à Sonoma. Au départ, les hommes ne semblent guère d'accord entre eux sur la conduite à tenir. Les articles de capitulation mentionnent la volonté « d'établir un gouvernement républicain en Californie », sous entendu « un gouvernement indépendant ». Pour la plupart, il s'agit surtout de s'emparer de Sonoma, le fief de la frontière nord et de ses biens, voire de provoquer Castro pour qu'il attaque Fremont et déclenche les hostilités ouvertes.[125] Ils commencent par décider de hisser un drapeau. Ils le confectionnent avec les moyens du bord, avec une pièce de coton blanc. Une étoile comme au Texas, et un ours, animal combattif et commun dans la région sont dessinés à l'encre, avec les mots « California Republic » inscrits (avec des ratures) en dessous.[126]

122 À cette occasion, il avait rendu visite à Sutter, qui l'avait bien reçu, mais avec qui les relations s'étaient tendues lorsque Sutter voulut juger lui-même, en tant qu'alcalde, trois hommes de Fremont qui avaient volé du sucre et les avait acquitté contre l'avis de Fremont, puis les avait engagés pour travailler au fort, Fremont ne désirant plus les avoir dans sa compagnie. Sutter informa le consul Larkin et le gouverneur Micheltorena, mais seulement après son départ. Tom Chaffin utilise cette anecdote pour mettre en évidence l'ambigüité, la dualité de John Sutter, qui de fait se trouva marginalisé lors du retour de Fremont et surtout lors de la captivité des prisonniers de Sonoma à son fort

123 T. CHAFFIN, *Pathfinder*, p. 268.

124 UNITED STATES et al., *California claims*, p. 25.

125 Les sources sur la révolte « *Bear Flag* » sont très nombreuses. Voir, entre autres : Ide, Leese, *Bear Flag* et les articles de Semple dans le *Monterey Californian*, 5 septembre 1846. Les articles de reddition de Sonoma se trouvent dans les « Bear Flag Papers » de la Bancroft library, p.19-20 et 60-61. Pour un récapitulatif des sources collectées par H. Bancroft, voir HHB5, p. 77, note 1.

126 Ce drapeau est l'inspiration du drapeau officiel de l'État de Californie. Le drapeau original qui avait été soigneusement conservé a brûlé avec San Francisco en 1906, donnant lieu à des reconstitutions régulières, y compris de la part d'artistes, comme Erik Bakke, qui s'est essayé à une série de « Bear Flags » à partir des

Illustration 21: "Bear Flag 8". Reconstitution du drapeau hissé à Sonoma le 14 juin 1846 par Erik Bakke à partir de la description de William Todd dans une lettre écrite à l'éditeur du Los Angeles Express le 11 janvier 1878.

Les « ours » tels qu'on les appelle par la suite à cause du drapeau, se mettent aussi d'accord sur la rédaction d'une déclaration afin « d'éviter l'imputation de violence et de crime » et de présenter les motifs de leur action.[127] Les hommes, sous le commandement de William Ide, rédigent donc une représentation, que H. Bancroft n'hésite pas à appeler un « *pronunciamiento* » qu'ils rendent publique le 15 juin 1846, complétée le 18.[128] « Le premier objet de ce mouvement, affirme la proclamation, est de [se] défendre, eux qui ont été invités dans ce pays par une promesse de terres sur lesquelles s'installer avec leur famille, et à qui on a également promis un gouvernement républicain » et n'ont trouvé ni l'un, ni l'autre en arrivant, mais « ont été oppressés par un despotisme militaire ». Par conséquent, les signataires proposent de « renverser le gouvernement ».

descriptions qui nous restent du drapeau original et de ses conditions de production. Les drapeaux sont présentés à cette adresse: http://erikbakke.com/BakkeBearFlags.html et leur création, ici http://erikbakke.com/3.30.2011BakkeRNS.html. Pour une liste avec transcription des différentes descriptions voir HHB5, p. 147.

127 S. IDE, *Life of William B. Ide*, p. 135-137.

128 HHB5, p. 151.

Les raisons invoquées pour cela sont une intervention dans la politique intérieure de Californie telle qu'elle s'est développée depuis les années 1820 : s'il faut renverser ce gouvernement, c'est parce qu'il « s'est saisi de la propriété des missions pour l'enrichissement de ses favoris, a triché dans l'attribution des terres et enfin a ruiné et oppressé les travailleurs de Californie par ses exactions de droit de douane ». La proclamation invite donc « tous les bons citoyens pacifiques de Californie favorables au maintien de l'ordre et à l'égalité des droits à prendre part à l'établissement et à la perpétuation d'un « gouvernement républicain » qui assurerait à tous la liberté religieuse et civile, détecterait et punirait les crimes, encouragerait l'industrie, la vertu et la littérature et laisserait libres d'entraves le commerce, l'agriculture et l'industrie ».[129] La proclamation touche du doigt les différences de conception d'un gouvernement républicain entre ces colons et les Mexicains-Californiens : non seulement il n'est pas question de liberté religieuse en république mexicaine, mais surtout l'appartenance à la catégorie de citoyen et la constitution de la souveraineté ne correspond pas aux mêmes critères. À l'image de la promotion du libre échange par les Étatsuniens qui impose le consentement au commerce et au prélèvement des ressources, les colons qui se déplacent sur des terres déjà occupées revendiquent leurs droits à se constituer comme sujets de la souveraineté sur ces terres. Fremont, le 5 juillet reprend également l'objectif de l'indépendance et prend le commandement de la force armée. Cette reprise déplaît d'ailleurs à Ide : Fremont « présente la Californie en trophée aux États-Unis comme une conquête », et non une refondation sur la base « d'un contrat » social.[130]

Comment leur geste est-il interprété ? Pour John B. Montgomery, qui commande un navire de la flotte étatsunienne du Pacifique, le *USS Portsmouth* à l'ancre à San Francisco au moment des faits, il n'est pas concerné car il s'agit « d'une controverse qui appartient intégralement à la politique interne

129 *Proclamation de Ide, retranscrite dans ses différentes versions dans HHB5, p.152 et* Simeon Ide, Life of William B. Ide, op. cit., p. 48. *« He also solemnly declares his object to be First, to defend himself and companions in arms who were invited to this country* ***by a promise of Lands on which to settle themselves and families who were also promised a "republican government****," who, when having arrived in California were denied even the privilege of buying or renting Lands of their friends, who instead of being allowed to participate in or being protected by a "Republican Government" were oppressed by a "Military Despotism," who were even threatened, by "Proclamation" from the Chief Officer of the aforesaid Despotism, with extermination if they would not depart our of the Country (...) To* ***overthrow a Government which has seized upon the property of the Missions for its individual aggrandizement; which has ruined and shamefully oppressed the laboring people of California, by their enormous exactions on goods imported into this country;*** *is the determined purpose of the brave men who are associated under his command. He also solemnly declares his object in the Second place to be to invite all peaceable and good Citizens of California who are friendly to the maintenance of good order and equal rights (and I do hereby invite them to repair to my camp at Sonoma without delay) to assist us in establishing and perpetuating a "Republican Government" which shall secure to all: civil and religious liberty; which shall detect and punish crime; which shall encourage industry, virtue and literature; which shall leave unshackled by Fetters, Commerce, Agriculture, and Mechanism. »* C'est nous qui soulignons.

130 *Ibid..*, p. 191 sqq.

de la Californie ».[131] La capture de Mariano Vallejo, l'un des *Californios* les plus favorables aux Étatsuniens et au rapprochement avec les États-Unis est immédiatement perçue comme une erreur politique par le consul Thomas Larkin et plus tard les officiers américains qui s'opposent à Fremont le lui reprochent.[132]

Dans le nord, la nouvelle se répand très vite. Dans une proclamation, Castro affirme fièrement, en réponse aux « ours », qu'il est « un soldat mexicain » ce qui signifie pour lui, quoiqu'ils en pensent, qu'il sera « libre et indépendant ou mourra avec plaisir »[133]. Il essaie de recruter des soldats parmi les citoyens et de convaincre le gouverneur Pico de venir à son aide avec les forces du sud. Alvarado n'a pas lu ce qu'il appelle la « proclamation pirate », mais a « beaucoup entendu parler de son contenu ». Il pense que malgré toutes les allégations contenues dans la proclamation au sujet du mal que le gouvernement californien aurait fait aux Indiens, il s'agit « d'une ruse de guerre » pensée par Fremont pour « enthousiasmer les Américains », mais qu'aucun d'entre eux ne s'est jamais soucié du sort des indigènes. « Fremont était considéré par les Californiens comme le promoteur de tous ces actes hostiles des trappeurs contre les autorités ».[134]

Le choix des rebelles de Sonoma de ne pas se mettre sous le drapeau des États-Unis, suscite plus d'interrogations, et même d'alarme que s'ils avaient directement hissé la bannière étoilée. « Je ne sais qui a conçu ce projet, écrit Alvarado, mais je ne peux que le qualifier de bestial et stupide ». En effet, « tant que les Californiens croyaient que Sonoma avaient été prise par Fremont pour le compte du gouvernement des États-Unis, ils ne s'alarmèrent pas beaucoup, et certainement beaucoup se seraient même réjouis ». Mais, « lorsque courut la rumeur qu'un drapeau avec un ours avait été hissé à Sonoma, ce fut l'alarme générale ». Alvarado affirme que c'est à partir de ce moment-là que « même ceux qui ont des sympathies pour les Nord-Américains prennent leur fusil et leur lance » pour résister à « ces être dénaturalisés qui n'ont eu aucun scrupule à suivre le drapeau noir ». En effet, explique-t-il, dans d'autres pays peut-être « le drapeau de l'ours pourrait être accepté avec

131 Bear Flag papers, p. 46-49, Montgomery à Vallejo, 15 juin 1846 *« I [can not] in any way be induced to take part in the controversy which belongs entirely to the internal politics of California. If they are Americans as they avow themselves they are beyond the jurisdiction of the laws and officers of the US and must now take all responsabilities of the position in which they have placed themselves: being answerable to the laws of Mexico and California. »*

132 DHC Vallejo, 150, Larkin to Leidesdorff « *There is no remedy. (…) I hope the 4 persons taken will be well treated, to say I hope it will stop will be of no use. If they have started the big ball to roll forever and thro and thro I can not stop it* »;155 1847 Nov 30 San Francisco, Folsom a Vallejo *« I believe it will be easy to show that well disposed Californians were driven into hostility by the ill advised, injudicious and dishonest conduct of our own agents and that the country has been constantly agitated and much of the time in open hostility to the Americans. If related to Fremont's statement that you and Col Prudon were the prisoners of the people of the country etc etc that he (Fremont) was assisting Governor Pico against General Castro or something of the kind. »*

133 DSP, 7, 239

134 Alvarado, 5, 43, p. 198-203.

moins de répugnance, mais parmi nous, il causa la panique et nous fit craindre pour la vie de Prudon et Vallejo ».[135] Mariano Vallejo entend ces bruits et envoie une lettre à son frère pour le rassurer.[136] Alvarado s'enrôle aux côtés de Castro, et lève une vingtaine de personnes pour combattre avec lui.

Ce qui contribue à rendre plus hostiles encore les relations entre les « ours » et les Californiens du nord, ce sont les premières victimes de chaque côté. Deux « ours » sont envoyés chercher de la poudre et sont surpris par un groupe Californiens qui guettaient les événements de Sonoma et attendaient des renforts de Castro. Ils sont tués, et des récits ultérieurs mentionnent même des mutilations.[137] Les « ours » envoient une expédition récupérer des prisonniers, tandis que Castro envoie des renforts, ce qui donne lieu à la première bataille, une victoire pour les « ours ».[138] Fremont se porte alors au secours de Sonoma, et en chemin, abat trois Californiens, les frères jumeaux de Haro et leur oncle Berreyesa, dont le fils est alcalde de Sonoma, venus aux nouvelles mais sans intention hostile et désarmés. Ces morts des deux côtés donnent lieu à des déformations par la rumeur, soit pour justifier les meurtres, soit pour les rendre plus atroces. Les morts du côté nord-américain ont tendance à mobiliser davantage les migrants qui viennent chercher la protection des « ours » à Sonoma en plus grand nombre. Du côté californien au contraire, d'après Alvarado, les habitants de Monterey acceptent d'autant plus volontiers la prise officielle de Monterey le 7 juillet 1846 (voir *infra*) qu'ils préfèrent « être annexés par une nation qui se proclame civilisée et est notoirement puissante plutôt que d'être dominés par des hordes vandales qui sous la bannière de l'ours avait assassiné José Reyes Berreyesa et les frères de Haro »[139].

Dans le sud, ces événements sont vécus un peu différemment. En apprenant la prison de Vallejo, on pense « qu'il est traité comme il a lui-même traité ses captifs à Sonoma », les sudistes ayant eu à y passer du temps en 1838.[140] Le gouverneur qui apprend la nouvelle à Santa Barbara le 23 juin, est en route pour le nord pour « rétablir l'ordre ». Il fait aussitôt une proclamation patriotique au nom de « l'honneur blessé des Mexicains » et qui déclare notamment que « la nation nord-américaine ne

135 Alvarado, 5, 43, p.198-203. Afin de faire sens de cet événement, par le choix même des mots l'ex-gouverneur associe la prise de Sonoma d'une part à l'attaque de Monterey par le corsaire Hippolyte Bouchard en 1818, que dans les veillées on qualifie toujours de « pirate » ; d'autre part, il attire l'attention sur le symbole choisi, celui de l'ours, qui est l'ennemi juré des éleveurs californiens. On se souviendra que dans leur récit du changement de drapeau entre Espagne et Mexique en 1822, Alvarado et Vallejo avaient aussi attiré l'attention des lecteurs sur le fait que les Amérindiens avaient salué le passage de l'aigle au lion.

136 DHC 34, 216 M.G. Vallejo à J.J. Vallejo, 6 juillet 1846.

137 HHB5, p.161-162

138 Bataille dite de « Olompali », Joaquin de la Torre contre lieutenant Ford, deux morts californiens. HHB5, p.165-168

139 Alvarado, 5, 43, p. 212

140 Osio, p. 465.

pourra jamais être notre amie », « ses lois, sa religion, sa langue, ses coutumes sont totalement opposées aux nôtres » et surtout, elle « a manqué à sa loyale amitié avec le Mexique ».[141] Cette attaque directe contre les États-Unis, alors que, contrairement à ce que dit la proclamation, leur drapeau n'a pas été hissé ni la guerre déclarée, du moins en leur connaissance, effraie les ressortissants étrangers du sud. Aussitôt, les alliés sudistes de Pico lui reprochent son ton martial. Le 26 juin, Antonio Coronel prévient le secrétaire du gouverneur qu'il juge la proclamation « assez dure contre les Nord-Américains » [142]. Le député Narciso Botello de même l'avertit qu'à sa lecture « la force d'étrangers réunis et enthousiasmés pour soutenir le gouvernement et l'ordre public, à cause des termes utilisés dans la proclamation, regrettent d'avoir coopéré personnellement, en abandonnant leurs affaires en défense de la cause publique ». Les Mexicains-Californiens ont alors essayé de les persuader que c'était une fausse proclamation. De plus, sans douter que le gouverneur « a cru de bonne foi qu'il s'agit d'une invasion étrangère », le député Botello lui apprend que les nouvelles reçues à Los Angeles indiquent « un événement en notre faveur ». En effet, si « douze étrangers ont pris une centaine de chevaux à Francisco Arce, c'est pour priver de ressources José Castro »[143]. Le gouverneur Pío Pico les rassure : il a du faire ce type de proclamation en tant qu'employé public mexicain, « pour mettre à couvert le dignité du gouvernement », contre « l'injure » des événements de Sonoma ; mais « les étrangers qui vivent dans le pays de bonne foi, qui sont propriétaires et qui ne sont distincts en rien d'un Mexicain, le gouvernement départemental les considère hautement utiles et nécessaires au soutien de l'ordre public et ne s'en défie aucunement ». S'il a utillisé un langage aussi « clair et fort » et générique au sujet des étrangers, c'est pour mieux lever des forces, « émouvoir les cœurs pétris d'égoïsme » : grâce à sa proclamation, « une cinquantaine de résidents de Santa Barbara se sont inscrits pour prendre les armes, quand aucun ne l'avait fait pour marcher vers le nord auparavant ! ». Il peut désormais « marcher vers le nord sans peur et châtier l'audace du commandement général, qui est la cause de toutes nos disgrâces »[144]. Les Angéléniens paraissent avoir eu peur un moment que Pico ne perde de vue l'objectif. Même après en avoir appris un peu plus sur la révolte du « Bear Flag », Botello « ne peut se repentir de sa première idée ». Même si ce n'était pas « un mouvement en faveur du gouvernement », du moins c'était « contre Castro et Vallejo », à cause de « leur mauvaise conduite

141 DHC Moreno, p. 50 Proclama contra los Estados Unidos, Pío Pico, 23 juin 1846, Santa Barbara. Toute la correspondance entre Los Angeles et Santa Barbara concernant la proclamation de Pío Pico se trouve dans les archives personnelles de son secrétaire, Matias Moreno [cote C-B 85 de la Bancroft Library].

142 DHCMoreno, p. 18, Coronel à Moreno, 26 juin 1846, Angeles.

143 DHC Moreno, p.18, Botello à Moreno, 25 juin 1846.

144 DHCMoreno, p.50, Pico à Manuel Requeña, Francisco Figueroa, Abel Stearns, Narciso Botello et Juan Gallardo, 27 juin 1846. Les destinataires de la lettre sont tous ceux qui se sont inquiétés à cette occasion.

dans le nord, où ils se sont figurés comme des rois puissants ».

En prenant Sonoma et en capturant Mariano Vallejo, les immigrants répondent à ce qu'ils considèrent comme une menace directe contre leur vie et leurs propriétés. Cette menace est perçue comme d'autant plus grande que leur projet d'installation, fondé sur des attentes construites par les informations qu'ils ont rassemblées avant ou au cours du voyage, se voit compromis. La proclamation de William Ide à Sonoma, qui évoque les promesses de terres, notamment de la part de Sutter, perçu comme un représentant du gouvernement, met en évidence ce sentiment de trahison. Moins que l'idée de « destinée manifeste », c'est la légitimité de leur droit à occuper la terre et les promesses qu'on leur avait faites qui justifiaient leur réaction défensive-agressive. La distance qui les sépare des noyaux de peuplement étatsuniens et des recours armés ou gouvernementaux étatsuniens accroît la menace, tandis que la présence de l'explorateur Fremont représente une opportunité. La perception de la menace est accrue par le manque d'informations et les difficultés de communication, qui favorisent la circulation de rumeurs, elles-mêmes alimentées par les représentations des officiers mexicains comme des militaires brutaux. C'est notamment ce qui avait filtré de l'affaire de l'emprisonnement de l'étatsunien Graham par José Castro, dont le récit plein d'exagérations avait été publié par l'avocat Farnham. Loin de rassurer les Mexicains-Californiens du nord, la proclamation de Sonoma, qui revendique des objectifs de politique intérieure, les alarme. En effet, leurs vies et leurs propriétés leur paraissent bien plus en sécurité sous un gouvernement officiel – d'où le projet ébauché d'un protectorat – plutôt que sous la menace de personnes qu'ils considèrent comme des « pirates », sans foi ni loi.

Par conséquent, un test capital de la marine étatsunienne dans son occupation de la Californie est sa manière de contrôler ce qui s'est déroulé à Sonoma et en Nouvelle-Helvétie à l'initiative de migrants étatsuniens et avec le soutien de Fremont. Les officiers représentants des États-Unis ne sont pas tous sur la même longueur d'onde en la matière, certains se montrant prêts à avaliser le comportement de Fremont, soit en pensant qu'il a des instructions tenues secrètes, soit en approuvant sa démarche ; d'autres au contraire, désapprouvent cette ligne de conduite, dans l'idée qu'il vaut mieux obtenir le consentement des Mexicains-Californiens. Aussi, selon l'interlocuteur, et l'officier étatsunien le plus gradé aux commandes à un moment donné, les mouvements de Fremont sont-ils plus ou moins approuvés. Nous avons vu que Montgomery, à bord du *USS Portsmouth* à San Francisco, nie connaître les mouvements de Sonoma et le rôle de Fremont. Dans la correspondance avec ce dernier, il se garde pourtant de censurer ses actes, pensant qu'il dispose d'instructions spécifiques et lui propose même son aide. Une fois la prise de Monterey effectuée, sur la même

ligne prudente que le consul Larkin, le commodore Sloat se garde, contrairement à Montgomery, posté depuis quelques semaines à San Francisco, de reconnaître le mouvement de Ide à Sonoma et de Fremont au fort de Sutter. Dans sa correspondance avec Ide, aux commandes à Sonoma, Sloat se croit obligé de préciser qu'il ne considère pas les insurgés comme des « ennemis des États-Unis ».[145] Par contraste, le capitaine Robert Stockton, qui prend la relève de Sloat à la mi-juillet, considère l'initiative de Fremont et Gillespie sous un jour favorable, et intègre les troupes de Fremont aux forces d'occupation étatsuniennes en Californie, et surtout, valide la version des faits de Fremont dans sa proclamation aux Californiens, en affirmant que les rebelles de Sonoma ont réagi par légitime défense contre Castro. Il reprend à son compte la poursuite de Castro comme ennemi numéro un d'une Californie étatsunienne. Ce faisant, il s'écarte de la stratégie du consul Larkin.

***

La révolte du drapeau de l'ours met en lumière les ambiguïtés du discours de libération sur la Californie qui s'est élaboré entre les sphères gouvernementales, les partisans de l'expansion et les résidents étrangers de Californie. Les immigrants, nourris de ces discours, se sentent menacés par le gouvernement californien dans le contexte de guerre prochaine et d'instabilité intérieure de 1846, dont ils ne savent presque rien, et dont ils entendent des rumeurs d'autant plus effrayantes qu'ils ne connaissent la situation que de manière très indirecte et partielle. L'arrivée de Fremont, qui a son propre jeu politique à jouer, est l'opportunité saisie par quelques uns des immigrants pour se défendre, se libérer de la peur et de ce gouvernement tyrannique, mais à peine connu. Ceux qui sont là de plus longue date, comme Charles Weber, John Marsh ou Thomas Larkin se désolent d'une telle initiative, qui ruine leur propre travail sur le chemin de libération de la Californie par des Californiens relativement unis et consentants. La proclamation des « ours » et leurs revendications de politique intérieure plutôt que de politique extérieure alarme les Mexicains-Californiens, qui cherchent quant à eux non pas une révolution interne supplémentaire, mais la protection d'un gouvernement pour leurs propres activités économique et la sécurité de leur famille.

B. « Si les Américains viennent, qu'ils viennent, mais qu'ils ne nous donnent pas des ordres »[146]

Dès que la nouvelle de la guerre est connue en juillet 1846, Monterey est immédiatement prise

145 Neal HARLOW, *California Conquered: War and Peace on the Pacific, 1846-1850*, s.l., Berkeley : University of California Press, 1982, p. 128.

146 Journal d'Angustias de la Guerra Ord, juillet 1846, Monterey publié et traduit dans R.M. BEEBE et R.M. SENKEWICZ, *Testimonios*, p. 272.

par les navires stationnant dans la baie, puis le drapeau américain est hissé dans la plupart des ports le 7 juillet 1846 Dans la plupart des établissements cela se fait sans coup férir, tandis que les représentants du gouvernement mexicain, Castro, Pico et l'assemblée se replient à Los Angeles, la capitale de la Californie mexicaine. Si Monterey est prise aussi rapidement, c'est que l'escadron du Pacifique et son contre-amiral, Sloat, veillent, en vertu des instructions qu'il ont reçues du président. Le président des États-Unis James Polk veut annexer le Texas, et il tient fermement à acquérir également la Californie. Pour le premier, il suit une stratégie de mise sous pression du Mexique, afin qu'il déclare la guerre en premier : apparences de négociations, mouvements de troupes au Texas et jusque dans la zone frontière contestée entre Texas et Mexique (alors même que le Mexique ne reconnaissait pas l'indépendance du Texas). Pour la deuxième, une fois la guerre déclarée, il s'agit de mettre en œuvre une occupation rapide qui permettrait d'inclure ces régions dans la négociation, comme un fait accompli. C'est la marine qui est chargée d'abord de cette mission délicate. L'escadre du Pacifique a été renforcée au cours des années 1840. Elle reflète d'abord la puissance commerciale des États-Unis dans la région, et la présence massive de baleiniers étatsuniens (une flotte de sept-cents baleiniers d'après l'historien David Igler[147]), dont il faut préserver les intérêts, cannonnière à l'appui, en cas de conflit. L'incident de l'arrestation d'Isaac Graham et ses compagnons en 1840 a ainsi été à l'origine d'un renforcement de cette escadre, à la demande des résidents étatsuniens.[148] La stratégie du président Polk implique donc de donner des instructions à l'avance au contre-amiral de la flotte du Pacifique pour des événements encore incertains. Le secrétaire à la Marine George Bancroft a indiqué au contre-amiral Sloat qu'en cas de guerre, il doit s'emparer des ports de Haute-Californie dès que les hostilités auraient commencé.[149] L'imprécision de ces instructions, l'impossibilité de communications rapides et le précédent de la prise erronée de Monterey par le contre-amiral Jones en 1842 encouragent Sloat à être prudent. Il reçoit les nouvelles des premiers affrontements (qui ont lieu le 25 avril 1846) le 17 mai, de manière officieuse, ou encore d'une victoire étatsunienne (des 8-9 mai) le 31 mai. Il envoie la plus grande partie de son escadre sur place (deux navires à Monterey, un à San Francisco), sur le qui-vive et à l'affût d'informations. C'est finalement la nouvelle de la prise de Matamoros (une ville un peu au sud de la frontière texane, et donc incontestablement en territoire mexicain) par Taylor, connue le 5 juin, puis celle du siège de

147 D. IGLER, *The Great Ocean*.

148 La flotte du Pacifique, qui consistait en sept navires, était basée à Mazatlan, en Sonora, où se trouvait également un consul des États-Unis, John Parrott. Des navires ou goupes de navires étaient parfois envoyés en patrouille, et pour recueillir des informations dans les autres ports. Par exemple, le USS Portsmouth était à San Francisco sous le commandement de Montgomery. J. HEFFER, *Les États-Unis et le Pacifique*.

149 Selon les instructions datées du 17 octobre 1845, reçues par Sloat en mars 1846. Les instructions précédentes, datées du 24 juin 1845 et reçues à Honolulu en octobre évoquaient une « déclaration de guerre »

Veracruz le 7 juin qui le déterminent à passer à l'action. Entre son arrivée le 1er juillet et la demande de capitulation formelle le 7, se déroule une semaine étrange, qui voit notamment non seulement des salutations diplomatiques, mais aussi la célébration du 4 juillet, fête nationale des États-Unis qui coïncide avec la fête de la sainte patronne de la Haute-Californie depuis l'arrivée de l'évêque dans les années 1840. Tout cela tandis que Sonoma est aux mains des « *Bears* » et que Mariano Vallejo est toujours tenu prisonnier au fort de Sutter par Fremont, ce que Larkin et Sloat apprennent de Montgomery, commandant du navire de l'escadre basé à San Francisco le 5 juillet. C'est le 6 juillet que le plan de Larkin que la Californie devienne étatsunienne par consentement est abandonné au vu du risque de conflit civil en Californie suite aux actions de Fremont. Tandis que le capitaine en charge de la place affirme qu'il n'a pas les facultés pour capituler, en refère au commandant militaire, José Castro, et se retire de Monterey, les marins, au nombre de deux-cent cinquante débarquent. Le contre-amiral Sloat lit une déclaration, hisse le drapeau des États-Unis, au son du salut de vingt-et-un coups de canons tirés par les navires dans la baie. Au-delà de la proclamation de Sloat, c'est surtout le consul Larkin qui se charge de (re)-nouer des relations avec les Californiens : malgré l'état de guerre déclaré, il souhaite leur transmettre le message que la situation n'a pas changé, que la perspective d'un rattachement aux États-Unis est toujours souhaitable. Bien entendu, comme Larkin le craignait, les événements de Sonoma et l'implication de Fremont posent problème dans cette manière de voir les choses, comme le lui fait remarquer le commandant militaire José Castro, qui de son quartier-général à San Juan Bautista, au sud de Monterey, part pour la capitale Los Angeles où il va consulter le gouverneur et l'assemblée.

Le calme relatif à Monterey dissimule plusieurs types d'états d'esprits, sachant que ce changement est plus ou moins attendu, surtout depuis l'arrivée de l'escadre et de son commandant à Monterey. La résignation, le réalisme, ces sentiments généralisés se traduisent par un éventail de comportements, depuis la passivité jusqu'à l'engagement désespéré. Il reste surtout des anciens et des femmes à Monterey quand le commodore Sloat prend Monterey, à qui « il ne vient pas à l'idée de résister contre ses forces trop nombreuses ». De plus, comme l'écrivait Alvarado, les Californiens n'auraient pas combattu la marine de Sloat, même s'ils en avaient eu les ressources, sans d'abord s'assurer de la défaite des « ours ».[150] José Boronda, à Monterey, « a évité de se mêler à la question, parce qu'il savait que nous n'avions pas les ressources d'hommes, d'armements ni de munitions pour opposer une quelconque résistance ». Il ne se contente pas de le penser, mais « le dit à beaucoup de ses compatriotes, en leur assurant que le plus sûr était de les laisser entrer et prendre possession du

150 Alvarado, 5, 23, p. 212.

territoire ».[151] On trouve quelques exemples de pères ou de frères, qui comme au temps des conflits civils, viennent, convaincre un membre de leur famille mobilisé de rentrer, de ne pas se mêler de politique, comme Juan Avila : il fait le voyage en janvier 1847 « pour voir s'il peut sortir ses frères des files des Californiens qui exposent leurs vies inutilement dans la campagne contre les Américains »[152]. D'autres parents au contraire, essaient de susciter de l'ardeur patriotique chez leurs proches, comme José Berreyesa, lorsqu'il veut gagner Sonoma pour vérifier une rumeur selon laquelle ses fils se seraient ralliés aux rebelles de la Bear Flag revolt, et est tué en chemin par les hommes aux ordres de Fremont.[153]

Angustias de la Guerra Jimeno, la femme de celui qui avait été le secrétaire du gouverneur californien Alvarado, et qui l'avait souvent remplacé lorsqu'il était souffrant, a ainsi le réflexe de protéger les archives du gouvernement qui se trouvent être chez elle, du fait du manque de place dans les bâtiments officiels. Plus tard, elle réussit elle-aussi à dissimuler un blessé qui a combattu contre les Étatsuniens. Dans ses mémoires, elle affirme avec aplomb que l'arrivée des Étatsuniens « n'avait pas du tout plu aux Californiens, et aux femmes moins encore qu'aux autres ».[154] Angustias de la Guerra a aussi laissé un journal de ces années, nous plongeant dans la variation des sentiments et pensées au moment même de cette période incertaine. Et c'est bien cette incertitude qui ressort de ces pages ; par exemple, en août 1846 elle s'exclame : « si seulement nous pouvions voir ce qui va se produire plus tard ! Avec le nouveau gouvernement ! », elle poursuit : « actuellement, notre famille possède tellement de terres » ; le 20 septembre : « je peux avoir tout ce que je veux de mon cousin Juan Alvarado, qui a toujours beaucoup de pouvoir. Mais tout est en train de changer ». Angustias s'inquiète ainsi de la perte de contrôle sur le gouvernement et donc sur les terres.

S'il y a peu d'opposition au premier abord, c'est aussi que les soldats américains représentent aussi une bonne protection contre les Indiens, qui dans les années récentes n'ont cessé de prélever les élevages des *Californios*. Dans une proclamation du 17 août 1846, Stockton déclare ainsi que le C*alifornia Battalion of Mounted Riflemen* resterait en service « pour prévenir et punir toute agression des Indiens ou de toute autre personne contre les propriétés des individus ou la paix du territoire ».[155] Il faut aussi comprendre la capitulation précoce de San Diego à la lumière de ces

151 Boronda, p. 21. *« Cuando los Americanos tomaron el pais, yo me escusé de mezclarme en la cuestion porque conocia que no teniamos recursos de gente, ni armas ni petrechos para hacer resistencia ninguna. Asi se lo dije a muchos de mis paisanos asegurandoles que lo mas acertado era dejarlos entrar y apoderarse del territorio. »*

152 Juan Avila, p. 32.

153 Alvarado, 5, p. 191.

154 Angustias de la Guerra Ord dans R.M. BEEBE et R.M. SENKEWICZ, *Testimonios*, p. 265.

155 Hayes Papers, C-B 81, n°186 Los Angeles, 17 août 1846. *« The California Battalion of Mounted Riflemen will be kept in the serivce of the Territory and constantly on duty to prevent and punish any aggressions of the Indians or any other persons upton the property of individuals or the peace of the territory and California shall hereafter be*

attaques indiennes. Miguel de Pedrorena, l'alcalde de San Diego confirmé par les autorités militaires américaines, se prévaut de son autorité, et des troupes stationnées dans le village pour réquisitionner des chevaux et équiper les soldats « au nom des États-Unis », dans le but de protéger les citoyens contre une attaque d'une bande de cinq cents Indiens à l'approche, mais aussi de « Mormons bien armés venus prendre ce pays par la force » [156].

Mais quand les Nord-Américains échouent à remplir cette promesse ils ne sont pas autant les bienvenus. Après des mois sans résister à la conquête américaine, c'est lorsqu'il s'aperçoit que les Étatsuniens sont tout aussi néfastes que les Amérindiens pour ses élevages que le *ranchero* Francisco Sanchez organise une force pour attaquer les Étatsuniens voleurs de chevaux en décembre 1846 :

> « À son invitation, de nombreux citoyens qui vivaient en paix laissèrent leur maison pour l'accompagner [dans sa campagne contre les Étatsuniens] car il leur faisait voir les déprédations que les Américains commettaient tous les jours, en volant des selles, des armes, des chevaux et du bétail pour subsister. Ces raisons suffisaient pour que tous se prêtent avec enthousiasme pour défendre leurs intérêts acquis par de nombreuses années de travail et au coût de durs sacrifices pour s'occuper de leurs biens, à cause des déprédations dont jour et nuit ils étaient la cible pour défendre contre les Indiens barbares qui en grand nombre, vivant d'oisiveté dans leurs montagnes n'avaient pas plus de travail que le vol, l'incendie ou la mort. »[157]

En fait, à Monterey comme ailleurs, la guerre prend souvent la forme de micro-confrontations, dans des lieux très localisés. En général, les officiers étatsuniens s'efforcent de rassurer les civils, en particulier les femmes, en leur disant qu'il n'y a rien à craindre, tout en focalisant leurs efforts et leur animosité sur la capture de ceux qui sont identifiés comme des ennemis, ceux qui mènent la résistance. Malgré tout, le réflexe par défaut est la peur face à l'inconnu et aux risques inhérents à la présence de centaines de soldats armés, mobilisés contre un ennemi, dans le pays. Mais la peur va souvent de pair avec un réflexe de défense physique et symbolique. Les femmes ne sont pas en reste pour signifier aux arrivants qu'ils ne sont pas arrivés dans une société barbare et sans honneur. Par exemple, Felipa Osuna, la femme de celui qui est en charge d'administrer la mission de San Luis Rey, se trouve seule, son mari étant absent sur son *rancho*, au moment de l'arrivée presque

---

so governed and defended as to give security to the inhabitants and to defy the power of Mexico »

156 Leidesdorff, 3, 198, 16 octobre 1846, Yerba Buena

157 Miguel Robles, p. 17-18. *« Don Francisco Sanchez se habia sublevado en su rancho con motivo de haber encontrado a unos Americanos qu se llevaban a San Francisco una partida de ganado de su propiedad que no le habian pedido ni comprado. (…) A su invitación muchos ciudadanos que estaban viviendo pacificamente dejaron sus casas por acompañarlo pues les hacía ver las depredaciones que los Americanos diariamente iban cometiendo en eso de robos de sillas de montar, armas, caballadas y ganados para subsistir ; Estas razones de conveniencia bastaban para que todos se prestaran gustosos a defender sus intereses adquiridos en muchos años de trabajo y a costa de inminentes sacrificios para cuidar sus bienes a causa de las depredaciones que dia y noche experimentaban en su defensa contra los numerosos indios barbaros que viviendo de holgazanes en sus montañas no tenian mas trabajo que el de el robo, incendio o muerte. »*

conjointe, d'abord du secrétaire du gouverneur, José Matías Moreno, puis des troupes commandées par Fremont, à la recherche des membres du gouvernement californien pour les soumettre. Les voyant arriver, Felipa Osuna comprend immédiatement qu'ils viennent chercher le secrétaire Moreno, et lui recommande de se cacher ; alors qu'il pensait aller dans les placards, la Californienne imagine un stratagème plus ingénieux et moins suspect, lui proposant de passer pour son neveu malade alité. De fait, alors qu'ils cherchent immédiatement dans les placards, Fremont et ses soldats ne se doutent absolument pas que le neveu malade est le secrétaire recherché, du moins d'après ce qu'en dit fièrement dans ses mémoires Felipa Osuna. Dans son récit, sa peur contraste avec son assurance pour cacher le secrétaire. Lorsque le secrétaire prévient son ami Argüello, qui s'est lui rallié aux États-Unis, de sa présence à San Luis Rey, Osuna dit que cela l'a mise dans une colère noire, car ce faisant il la met en danger et annule en quelque sorte sa participation à la résistance.[158]

Angustias de la Guerra accepte l'idée que « les Américains viennent ». « Qu'ils viennent ! écrit-elle dans son journal, mais qu'ils nous traitent plus raisonnablement que Fremont. Il est arrivé en nous donnant des ordres, ce *Yankee* arrogant »[159]. C'est bien cela que ceux qui se soulèvent à Los Angeles à l'automne 1846 reprochent également à Gillespie, l'officier qui occupe la ville après le départ du gouverneur et du commandant militaire. Le gouverneur et le commandant avaient envoyé Pablo de la Guerra en émissaire auprès du capitaine Stockton, commandant des armées étatsuniennes depuis juillet 1846 afin de négocier les conditions de la capitulation. Devant le mépris de Stockton et son refus de reconnaître toute marge de négociation de la part des Californiens, Pico et Castro décident de s'eclipser : Stockton niant toute représentativité aux institutions californiennes-mexicaines conquises, ils ne souhaitent pas lui offrir la capitulation des autorités officielles. Stockton fait alors son entrée dans Los Angeles le 13 août 1846 et laisse l'officier de marine Archibald H. Gillespie en charge de son occupation. Alors que la conquête de la Californie paraissait accomplie, les Angeleniens se soulèvent et chassent Gillespie d'abord de Los Angeles puis le forcent à s'embarquer. Gillespie à son tour vient d'être la victime d'un autre *pronunciamiento* californien contre une autorité jugée tyrannique. En effet, ses efforts pour faire appliquer la loi martiale à Los Angeles est très mal perçue par les Angeleniens, qui le trouvent « despotique ». Gillespie se comporte surtout en terre occupée, ce qui va à l'encontre de la stratégie commune des commerçants étatsunien tels Larkin, d'une union plus que d'une occupation. Gillespie focalise notamment l'hostilité en interdisant les réunions, déclarant le couvre-feu, et surtout en se faisant

158 R.M. BEEBE et R.M. SENKEWICZ, *Testimonios*, p. 155.
159 *Ibid.*., p. 273.

juge des cas mineurs, à la place des juges municipaux.[160]

Il faut aussi lire la résistance de Los Angeles à l'occupation américaine dans la continuité de l'histoire politique mexicaine-californienne depuis les années 1830, et notamment à la lumière des évolutions de la structuration sociale de Los Angeles. Une part importante de ceux qui participent au soulèvement contre Gillespie et l'occupation américaine étaient des colons mexicains récemment arrivés, tels José Maria Flores, venu comme secrétaire du gouverneur Micheltorena, Gumersindo Flores, Agustin Janssens ou Bonilla qui sont venus avec la colonie Hijar-Padrés en 1834 et qui avaient occupé en Californie mexicaine des postes à responsabilités.[161] Mais il faut aussi souligner la continuité d'acteurs entre la révolte contre Micheltorena et celle contre l'occupation de Gillespie à Los Angeles. Comme nous l'avons déjà écrit, il serait donc tout à fait faux de considérer la révolte contre Micheltorena comme la première étape d'un itinéraire à la texane visant à rattacher la Californie aux États-Unis. Ensuite, et surtout, il est patent que la résistance à Gillespie trouva ses meneurs en partie parmi la génération qui avait émergé lors de cette révolte, les cas de Francisco Rico et de Manuel Castro étant les plus saillants. De fait, les deux hommes bouillaient d'en découdre depuis que José Castro avait fui le combat contre Fremont : « tout le monde avait hâte de combattre, et s'est dégoûté de Castro qui les en avait empêché ».[162] Cela n'exclue pas d'autres *Californios* un peu plus âgés, familiers des combats politiques, et qui, sans avoir des fonctions symboliques et officielles à protéger des États-Unis, souhaitent continuer à défendre leur autonomie et leur manière de gouverner, tels Andrés Pico, frère de Pío Pico, José Antonio Carrillo, ou encore, dans un cercle un peu moins influent, Leonardo Cota.

Enfin, un troisième groupe peut-être identifié, celui constitué par des secteurs plus populaires, à la fois d'origine californienne et de ceux qu'on appelait les « *sonoreños* ». Parmi eux, par exemple, on trouve Serbulo et Hilario Varelas, deux frères nés à Los Angeles, relativement proches de la famille Avila, qui avait été particulièrement notable dans les années 1820, mais dans l'ombre de laquelle ils vivaient.[163]

160 HHB p. 305-324 ; Coronel, p.78-80 ; Rico, p. 25-26 ; B.D. Wilson, p. 66-67 ; Forster, p. 35-37 ; Temple, p. 10-11

161 Gumersindo Flores avait succédé à José de la Guerra comme commandant à Santa Barbara. Agustin Janssens avait été alcalde à San Diego en 1844, puis en charge de la mission San Juan Capistrano et de Santa Ines dont il était alcalde en 1846. Mariano Bonilla est un juriste et professeur, venu avec la colonie Hijar Padrés en 1834 ; loyaliste, il soutient Micheltorena en 1845.

162 Escobar, p. 1.

163 Ils s'étaient distingués en 1840 pour avoir voulu mener une action contre le préfet Cosme Peña, un proche du gouverneur Alvarado, qui avait essayé d'imposer son ordre après la révolte du sud contre son pouvoir ; ce faisant, ils avaient notamment visé Abel Stearns, un Américain naturalisé mais qu'ils désignaient néanmoins comme étranger. Cet épisode montrait qu'une certaine rancoeur xénophobe trouvait un certain écho parmi des classes populaires, et ce d'autant plus dans un contexte de croissance des inégalités sociales où les étrangers semblaient non seulement avoir une meilleure situation mais pire, mener la danse (voir chapitre 6), puisque les réceptions exclusives se

Trois-cents *vecinos* de Los Angeles signent un manifeste qui commence par dénoncer « la couardise et l'incompétence des autorités du département » par lesquelles ils se voient « oppressés et subjugués par une insignifiante force d'aventuriers des États-Unis d'Amérique, qui en [les] mettant dans une situation pire que des esclaves, dictent des lois despotiques et arbitraires, qui en [les] chargeant de taxes, détruisent l'industrie et l'agriculture, [les] forcent à abandonner leurs propriétés ». Le texte s'inscrit donc en faux contre la rhétorique de la libération à la fois des « ours » et des officiers qui ont jusque là conquis la Californie et répète leur souhait « comme membres de la grande nation mexicaine, d'appartenir à elle seule, libre et indépendante ». Le texte est bien sûr virulent contre les Étatsuniens, déclarant qu'ils sont tous des « ennemis du Mexique » et déclarent « traîtres » et passible de la peine de mort tout citoyen mexicain qui ne prendra par les armes contre eux. On voit comment la logique de guerre et de siège mène à une radicalisation. Le plan prévoit également de confisquer tous les bien des ennemis, reflet du manque de ressources.[164]

Le haut-commandement est assuré par José María Flores, venu en Californie en 1842 comme secrétaire du gouverneur Micheltorena. Sa famille est installée à San Diego, et après le départ de Micheltorena il s'oppose à Castro dont il dénonce les abus au gouvernement. Les forces californiennes qui s'unissent pour reprendre Los Angeles sont donc divisées entre anciens ennemis, Francisco Rico étant un proche de Castro. Il orchestre d'ailleurs une révolte contre Flores en plein siège de Los Angeles. Dans son témoignage a posteriori, Rico dénonce surtout le fait que Flores défendait la Californie au nom du Mexique, et favorisait dans ses rangs les personnes venues récemment de l'intérieur. Il militait en faveur de la reprise en main de la politique de défense par l'assemblée departementale « seule autorité légitime ». En pleine guerre contre les États-Unis, la priorité des Californiens reste d'être gouvernés par eux-mêmes.[165]

tenaient dans la maison de Stearns, qui désormais abritait également la préfecture. En 1845, il avait fait partie des opposants à Pío Pico qui l'accusait de fomenter des complots contre lui.

164 Pronunciamiento de Varela y otros Californios contra los Americanos, 24 septembre 1846

165 Francisco Rico, p. 32

La résistance du Sud sous Flores est analysée par les Étatsuniens présents comme l'archétype de la révolution insensée et futile. L'ex-consul Thomas Larkin s'exclame que « les rancheros et les autres personnes qui ont des intérêts importants en jeu sont fous de s'opposer à nous, leur seule sécurité résidant dans la soumission à nos armes »[166]. Ainsi en témoignent aussi le journal de Walter Colton, certains Mexicains-Californiens et les proclamations des officiers étatsuniens. Il est tout à fait remarquable à cet égard que, par exemple, la déclaration de Stockton le 29 juillet 1846 légitime l'occupation de la Californie non pas par l'état de guerre, mais par la situation politique du département.

La résistance du sud ébranle le premier consensus d'une reddition californienne pour « manque de ressources ». Elle signifie en effet que tous les Californiens qui ne rejoignent pas le combat de Los Angeles le font implicitement par choix. Cette possibilité nouvelle crée des tensions parmi les Californiens, parfois au sein même des familles. À Monterey, un certain Escobar se voit ainsi menacé par Francisco Rico, l'un des meneurs de la résistance contre les Étatsuniens, parce qu'il ne s'engage pas dans la défense de son pays, ce à quoi il répond qu'il ne « veut pas être responsable de faire couler du sang californien » : la conquête de la Californie par les Étatsuniens prend alors un tour de conflit civil. À son tour, Teodoro González, dont Rico est le fils adoptif, doit faire tous ses efforts pour le protéger des autorités (étatsuniennes) de Monterey, en demandant à Escobar de ne pas ébruiter les menaces qu'il a reçues.[167] Juan Bautista Alvarado choisit d'être loyal à sa parole de ne pas reprendre les armes mais par contre Manuel Castro et d'autres officiers quittent Monterey pour rejoindre la résistance. Ils capturent l'ex-consul Thomas Larkin et le livrent au commandant de Los Angeles, Flores et se battent contre les Nord-Américains lors d'une escarmouche dite bataille de la Natividad.[168] Lors de cette bataille, l'image des premiers morts de la guerre, des « ours » tués, flotte, un Nord-Américain croyant reconnaître « l'assassin » parmi les Mexicains-Californiens. C'est probablement faux, mais cela montre que ces affrontements perpétuent la construction de l'autre comme ennemi, comme « assassin »[169]. La campagne de Francisco Sánchez pour récupérer ses chevaux en décembre 1846, évoquée précédemment, est interprétée par certains, à la lumière du soulèvement de Los Angeles, comme une nouvelle rébellion, même si d'autres, comme l'alcalde Colton à Monterey, admettent « qu'il ne prend pas les armes contre les États-Unis mais pour se protéger »[170].

166 Leidesdorff papers, box 3, 16 octobre 1846, Yerba Buena.
167 Escobar, p. 1
168 TOL, 4, 333 ; *The Californian*, 21 novembre 1846
169 *San Francisco Alta*, 8 août 1853
170 Walter COLTON, *Three Years in California [1846-1849]*, New York; Cincinnati, A.S. Barnes & Co.; H.W. Derby &

Les Mexicains-Californiens de San Diego qui se sont ralliés sont traités de traîtres par ceux qui combattent à Los Angeles.[171] En retour, ceux de San Diego critiquent la révolte de Los Angeles dans le nouveau journal californien, voulant par là les exclure de fait de la nouvelle Californie qu'ils essaient de construire avec les Nord-Américains. Dans l'article, probablement écrit par Juan Bandini, « un vieux Californien très respecté pour son intelligence et ses vertus patriotiques », décrit « la succession de malheurs que les aspirants politiques ont infligée à la Californie depuis 1836 ». Ils ont « distribué les richesses d'une main prodigue, etc » et « aujourd'hui, ils ont hissé de nouveau le drapeau mexicain pour gratifier leur ambition démesurée et s'assurer le butin futur... Alors que la richesse du pays est l'agriculture et l'élevage et que les chevaux sont indispensables pour cela, ils ont saisi tous les chevaux pour les besoins de la guerre ». Il conclut : « s'il y avait une étincelle de patriotisme dans leur cœur, ils n'auraient pas tenté la moindre action révolutionnaire ! »[172] Le fait que ces affirmations soient publiées dans le premier journal californien, publié en anglais à Monterey, n'est pas de nature à calmer les oppositions. Au début de la guerre en effet, commence la publication à Monterey du premier journal imprimé en Californie.[173] Les Mexicains-Californiens lisaient les journaux qui circulaient de manière épisodique, et par paquets à la faveur de l'arrivée des bateaux. Malgré l'existence d'une presse sur le territoire depuis le début des années 1830, aucun journal n'avait jamais été publié en Californie.

En 1847, Robert Semple, l'un des protagonistes de la « Bear Flag revolt » et Walter Colton, chapelain à bord du vaisseau de guerre Congress de l'amiral Sloat, nommé alcalde de Monterey, s'associent pour publier le premier journal californien, intitulé de manière appropriée *The Californian*.[174] Ce journal se fait la voix imprimée et circulée du nouveau projet étatsunien pour la Californie, comme l'affirme son prospectus, en tête du premier numéro, le 15 août 1846 :

> « Voici le premier journal jamais publié en Californie, et bien qu'il soit publié sur une petite feuille de papier, nous espérons que son contenu sera lu avec intérêt. Les principes qui vont nous gouverner en le publiant peuvent se résumer en quelques lignes. Nous maintiendrons une pleine et entière séparation d'avec le Mexique, nous renonçons tout de suite et pour toujours toute loyauté à ses lois, toute obéissance à ses ordres. Nous nous engageons à promouvoir un

Co., 1850, p. 152.

171 Antonio Maria OSIO, *History of Alta California: A Memoir of Mexican California*, s.l., University of Wisconsin Press, 1996, p. 236.

172 W. COLTON, *Three Years in California [1846-1849]*, p. 123. 16 décembre 1846

173 Un deuxième journal, le *California Star*, est publié à partir de janvier 1847 à San Francisco par Samuel Brannan. Mi-1847, le *Californian* s'installa également à San Francisco, qui devenait le port principal d'arrivée des nouvelles. Ces deux publications durent s'interrompre à l'été 1848, tout le personnel étant parti aux mines d'or, mais la publication reprit avec la fusion des deux journaux à la fin de l'année.

174 Une version numérisée de ce journal est disponible en ligne sur le site de la California Digital Newspapers Collection http://cdnc.ucr.edu. Pour une version imprimée et une introduction, voir George Peter HAMMOND, *The Californian, volume one; facsimile reproduction of thirty-eight numbers, a prospectus, and various extras and proclamations, printed at Monterey between August 15, 1846 and May 6, 1847.*, [San Francisco, J. Howell, 1971.

oubli de toutes les offenses politiques passées et de donner à chaque homme le privilège d'entrer dans cette nouvelle ère débarrassé de tout engagement qu'il a pu prendre dans les précédentes révolutions. Nous cultiverons la liberté d'expression et de la presse, et ces grands principes que sont la tolérance religieuse. (…) Nous défendons la mise en place d'un système d'éducation public.(...) Nous demandons l'établissement immédiat d'un gouvernement bien organisé et l'universelle obéissance à ses lois. Nous encourageons l'immigration, et nous nous efforcerons d'indiquer aux immigrants agriculteurs les sections de terres inoccupées où la fertilité du sol rendra amplement au laboureur ses travaux. (…) Nous demanderons l'organisation de défenses intérieures suffisantes pour protéger la propriété des citoyens des déprédations des Indiens sauvages. (…) Nous défendrons une relation territoriale entre la Californie et les États-Unis, jusqu'à ce qu'elle ait un nombre d'habitants suffisant pour qu'elle puisse être admise au rang de membre de cette glorieuse confédération. (…) Nous sommes pour la Californie, pour ses intérêts, sociaux, civils, religieux et nous encouragerons tout ce qui les promeut et résisterons à tout ce qui leur nuit. Cette publication sera libre et indépendante, sans peur du pouvoir et sans attache de parti. L'usage de ces colonnes ne sera refusé à personne qui aurait des suggestions à faire en promotion du bien public. Nous livrerons à nos lecteurs les informations intérieures les plus fraîches, et les informations de l'étranger dès que nous les recevrons.[175]

175 *The Californian, 15 août 1846 « This is the first paper ever published in California, and though issued upon a small sheet, is intended it shall contain matter that will be read with interest. The principles which will govern us in conducting it, can be set forth in a few words. We shall maintain an entire and utter severance of all political connexion with Mexico. we renounce at once and forever all fealty to her laws, all obedience to her mandates. We shall advocate an oblivion of all past political offences and allow every man the privilege of entering this new era of events unembarrassed by any part he may have taken in previous revolutions. We shall maintain freedom of speech and the press, and those great principles of religious toleration, which allows every man to worship God according to the dictates of his own conscience. We shall advocate such a system of public instruction as will bring the means of a good practical education to every child in California. We shall urge the irnmediate establishment of a well organized government and a universal obedience to its laws. We shall encourage imigration, and take special pains to point out to agricultural imigrants those sections of unoccupied lands, where the fertility of the soil will most amply repay the labors of the husbandman. We shall encourage domestic manufactures and the mechanic arts as sources of private wealth, individual comfort and indispensable to the public prosperity. We shall urge the organization of interior defences sufficient to protect the property of citizens from the depredations of the wild Indians. We shall advocate a territorial relation of California to the United States, til the number of her inhabitants is such that she can be admitted a member of that glorious confederacy. We shall support the present measures of the commander in chief of the American squadron on our coast, so far as they conduce to the public tranquility, the organization of a free representative government and our alliance with the United States. We shall advocate the lowest rate of duties on foreign imports, and favor an exemption of the necessaries of life, even from these duties. We shall go for California — for all her interests, social civil and religious — encouraging every thing that promotes these, resisting every thing that can do them harm. This press shall be free and independent; unawed by power and untrammeled by party. The use of its columns shall be denied to none, who have suggestions to make, promotive of the public weal. We shall lay before our readers the freshest domestic intelligence and the earliest foreign news. We commence our publication upon a very small sheet but its dimentions shall be enlarged as soon as the requisite materials can be obtained »*

CALIFORNIAN.

Vol. I. MONTEREY, SATURDAY, AUGUST 15, 1846. No. I.

THE CALIFORNIAN—*Is published every Saturday morning.*
BY COLTON & SEMPLE.

Terms---SUBSCRIPTION, ONE YEAR $5 00
" SIX MONTHS 2 50

PROSPECTUS.

This is the first paper ever published in California, and though issued upon a small sheet, is intended it shall contain matter that will be read with interest. The principles which will govern us in conducting it, can be set forth in a few words.

we shall maintain an entire and utter severance of all political connexion with Mexico. we renounce at once and forever all fealty to her laws, all obedience to her mandates.

we shall advocate an oblivion of all past political offences and allow every man the privilege of entering this new era of events unembarrassed by any part he may have taken in previous revolutions.

We shall maintain freedom of speech and the press, and those great principles of religious toleration, which allows every man to worship God according to the dictates of his own conscience

We shall advocate such a system of public instruction as will bring the means of a good practical education to every child in California

We shall urge the immediate establishment of a well organized government and a universal obedience to its laws.

we shall encourage imigration, and take special pains to point out to agricultural imigrants those sections of unoccupied lands, where the fertility of the soil will most amply repay the labors of the husbandman.

we shall encourage domestic manufactures and the mechanic arts as sources of private wealth, individual comfort nd indispensable to the public prosperity.

we shall urge the organization of interior defences sufficient to protect the property of citizens from the depredations of the wild indians.

we shall advocate a territorial relation of California to the United States, til the number of her inhabitants is such that she can be admitted a member of that glorious confederacy.

we shall support the present measures of the commander in chief of the American squadron on our coast, so far as they conduce to the public tranquility, the organization of a free representative government and our alliance with the United States.

we shall advocate the lowest rate of duties on foreign imports, and favor an exemption of the necessaries of life, even from these duties.

We shall go for *California---for all her interests, social civil and religious*---encouraging every thing that promotes these, resisting every thing that can do them harm.

This press shall be free and independent; unawed by power and untrammeled by party. The use of its columns shall be denied to none, who have suggestions to make, promotive of the public weal.

we shall lay before our readers the freshest domestic intelligence and the earliest foreign news.

we commence our publication upon a verry small sheet but its dimentions shall be enlarged as soon as the requisite meterials can be obtained.

FROM THE UNITED STATES AND MEXICO.

The U. S. sloop of war, Warren, Capt. Hull, arrived on wednesday 12th, brings us the act of Congress and the proclamation of the President, declaring Mexico and U. S. at war. we give them below.

Act of Congress, approved May 13th 1846.

Sec. 1 In consideration, that by an act of the Republic of Mexico, there exists a state of war, between that government and that of the U. States. It is resolved by the Senate and House of Representatives, in Congress assembled; that with a view to provide the government of the U. States with the means of prosecuting the said war to a speedy and favorable termination. The President be authorized, as he is by these presents to employ the military and naval forces of the U. States, and to require and accept the services of any number of volunteers not exceeding 50,000 men who may offer, both Cavalry, Artilery and Riflemen, to serve 12 months from the time they shall have arrived at the place designated, or until the termination of the war, unless sooner discharged, according to the time for which they may have enlisted; and the sum of 10,000,000 of dollars of money at present in the Treasury or such as may be hereafter received, not already appropriated for other objects, be appropriated as, it is by these presents to carry into effect he provisions of this Act.

Sec. 2. And it is further enacted, that the Millitia, when called into the service of the United States, in virtue of the present Act, or any other, may, if in the opinion of the President (the exigencies of the public service require it,) be compelled to serve for a period not exceeding six months in any one year from the date of their arrival at the appointed place, unless soon r discharged.

Sections, 3,4,5.6&c, Treat of the organization of the volunteers into Companies, Battalions and Regiments, and of chosen officers, and other circumstances relative to their equipment and subjection to the military code of Laws.

Sec. 8. And it is further enacted, that the President of the United States, be, as he is by these presents, authorized to complete immediately, all the National ships already authorized by law; to purchase or hire, arm, equip and man such merchant ships and steamers, as may be found upon examination, fit for being converted into armed ships proper for the National service, and in sufficient numbers for the protection of the coast, and for the general defence of the Country.

Section 9, Arranges that the millitia and volunteers shall receive the same pay as the regular army when in actual service.

In pursuance of the above Bill, the President, under dato of the 15th May has issued the following

PROCLAMATION:

In consideration that the Congress of the U. States, by virtue of the authority with which it is clothed, has declared by the law of to-day, that through an act of the Republic of Mexico, there exists a state of war between that government and the U. States, therefore I, James K. Polk, President of the U. States by these presents do proclaim the same, and I especially recommend to all persons who hold civil or military employment under the government of the U. S. that they be vigilant and zealous in the discharge of their respective duties. Moreover, I exhort the entire people of the U. S. by their love of country and a sense of the injuries which have obliged them to appeal to the last resort of nations, (and in as much as it consults the means most opportune to abbreviate the calamities) that they would exert themselves to maintain order, to promote re-union, to sustain the authority and efficiency of the laws and to give aid and force to all the measures which may be adopted by the constitutional authorities to obtain an early, just and honorable peace.

IN TESTIMONY of which, I have placed my hand, and have caused the seal of the United States to be affixed to these presents.

JAMES K. POLK, *President U.S.*

WASHINGTON, May 15, 1846.

Cet énoncé de principes et d'intention veut donc marquer une rupture franche et nette de la Californie avec la période précédente, associée au Mexique, aux révolutions, aux ordres venus de loin. Implicitement, c'est tout autant le début de la presse que l'occupation américaine qui marquent cette rupture. Tout le prospectus est un portrait de l'anti-Californie mexicaine. Le même numéro annonce la nouvelle de la déclaration de guerre entre les États-Unis et le Mexique. Les articles du journal visent à fixer les contours de la nouvelle Californie et notamment de son gouvernement civil. Dans la continuité de l'action de Semple à Sonoma lors de la Bear Flag revolt et de celle de Colton comme alcalde à Monterey, où il introduit la pratique du jury dans les procès, il s'agit à la fois d'informer et de critiquer le mode de (non) gouvernement mexicain, d'informer sur d'autres pratiques souhaitables, et de mobiliser un lectorat en faveur des mesures proposées.

Ces journaux re-publient des nouvelles et des articles de journaux de l'est au sujet de la guerre et qui relaient les arguments ethnocentriques en faveur de la conquête du Mexique et de l'annexion de la Californie. Le dialogue établi avec le lectorat, notamment par la correspondance et la circulation des nouvelles via les correspondants ou la fréquentation du bureau du journal à Monterey ou San Francisco a pour but de créer le nouveau public californien ; il s'agit notamment de montrer qu'une alliance entre Étatsuniens et Mexicains-Californiens est possible, tout en cherchant à détacher ces derniers de la loyauté au Mexique. Les deux journaux publient certains articles clefs, notamment leur prospectus, ou encore les proclamations des gouverneurs militaires, en espagnol et en anglais. Le journal publie également des articles envoyés par des Mexicains-Californiens défendant cette même vision, comme le texte de Bandini. Miguel de Pedrorena, un commerçant de San Diego également rallié aux États-Unis, cherche également à y faire paraître un article, sous le pseudonyme de « *Faithful* » mais il est moins chanceux, puisqu'après deux mois il n'a toujours pas été publié.[176] Le traitement par le journal de la révolte de Los Angeles souligne ainsi que les rebelles ne forment pas la majorité, et que les forces étatsuniennes bénéficient de l'aide de certains Mexicains-Californiens. Mariano Vallejo y écrit également pour mobiliser tous les Californiens dans la défense conre les Amérindiens qui assaillent la frontière nord à Sonoma.

La révolte de Los Angeles oblige la marine d'occupation à recruter plus d'hommes pour la combattre. Les officiers de l'armée d'occupation puisent dans le réservoir des immigrants récents installés autour du fort de Sutter en Nouvelle-Helvétie, qui de plus, à court d'argent après leur long

176 Leidesdorff, Box 3, Miguel de Pedrorena à Leidesdorff, « *Two months ago I wrote you inclosing a communication which bein on material interest to all this community I expected to have seen it published immediately ; but unfortunately I see they give the preference to diatribes and editorial squibs against each other the most degrading part of any journal. I fear very much that when published it will be perfectly useless and will come like « la moutarde après diner ». You may tell the editors so with compliments of « Faithful » »*

voyage, ont fort besoin de la solde promise. On trouve également dans ces soldats mobilisés des immigrants plus anciens, qui ont notamment pour certains participé à la campagne pour défendre le gouverneur Micheltorena aux côtés de Sutter à l'hiver 1845-1846. Cette mobilisation eut pour conséquence de faire s'affronter les immigrants et les Mexicains-Californiens, contribuant aux divisions internes de la nouvelle population californienne.[177] La révolte de Los Angeles a pour conséquence de radicaliser les deux côtés, du fait même de la mobilisation et des combats effectifs qui ont lieu et font des morts et blessés. Pour combattre dans le sud, les forces américaines s'appuient aussi sur des forces et des ressources amérindiennes. John Bidwell, second de John Sutter en Nouvelle-Helvétie et enrôlé dans la campagne du sud au moment de la première conquête en août 1846, est mis en charge de San Luis Rey pour le compte des Nord-Américains. Son refus de laisser les *rancheros* récupérer des ex-néophytes de la mission pour travailler lui vaut la sympathie de ces derniers qui deviennent alors des alliés des États-Unis, notamment en communiquant les informations sur la révolte de Los Angeles.[178] Des Amérindiens sont enrôlés dans les forces combattantes de Fremont qui marchent contre Los Angeles.[179] On se souvient que les Mexicains-Californiens y avaient eu recours à l'occasion, notamment Echeandia en 1831, mais à chaque fois il s'agissait d'une méthode extrêmement critiquée. Par exemple, Janssens, en charge du commandement à Santa Ines pour les Mexicains-Californiens, avertit les propriétaires de *ranchos* des environs qu'il a envoyé une force armée les protéger car il a appris « qu'une force de dix Américains s'était rendue dans le *Tular* et y avait séduit les Indiens et qu'il craignait une invasion »[180]. C'est d'ailleurs pour se protéger et protéger les autres propriétaires que Janssens, malgré la responsabilité que cela représente, accepte le commandement militaire de « toute la ligne jusqu'à San Luis Obispo car en plus de la guerre contre les Américains nous étions menacés par des soulèvements indiens ». Il demande alors « à toutes les familles sans protection à leur rancho de venir à Santa Inés », car cela lui « semble extrêmement risqué de laisser tous les ranchos sans homme pour les défendre », occupés qu'ils sont à faire la guerre aux Américains, « car les Indiens pourraient venir pour voler, brûler et commettre tous les méfaits qu'ils voudront », comme les Californiens en ont fait l'expérience bien des fois.[181] Plus tard, lors de la campagne de retraite face à

177 N. HARLOW, *California conquered*, p. 168.

178 John BIDWELL, *The Life and Writings of a Pioneer, 1841-1900*, Spokane, Arthur H. Clark Co., 2004, p. 106.

179 A.L. HURTADO, *Indian Survival on the California Frontier*.

180 DHC Janssens p. 28. 25 octobre 1846, Santa Ines, Circulaire. « *Habiendo puesto una fuerza en este punto para resguardo de los Ranchos de aqui hasta SLO por haber sabido que habia una fuerza de* ***10 Americanos que iban por el Tular los que han seducido a la Indiada*** *y se teme que sean invadidos estos puntos por hallarse solos.* »

181 Janssens, p.126 *« I received an order from the comandante at Santa Barbara, Gumersindo Flores, appointing me not only justice of the peace of Santa Ines as I already was, but military commandant of the whole line to San Luis Obispo. Though my responsibilities were many, I accepted, for besides the war against the Americans, we were threatened by Indian uprisings. They had driven off my horses and those of others, and in case these places were*

Fremont, un éclaireur lui rapporte que cinquante Amérindiens Walla Walla ont été enrôlés pour lui couper la route.[182] Il s'agit donc bien d'une guerre sur plusieurs fronts, et ce d'autant plus du fait de son prolongement.

Malgré le traité de Cahuenga qui met fin à la révolte de Los Angeles en janvier 1847 après l'arrivée de forces américaines supplémentaires sous le commandement de Kearny, les rumeurs de soulèvement continuent jusqu'en 1848. À Santa Barbara, un canon disparaît, des réunions suspectes sont dénoncées. Le principal résultat de tout cela est une méfiance des officiers étatsuniens contre les Mexicains-Californiens, le développement d'opportunités de dénonciation et donc de tentatives de règlements de conflits internes à la société californienne-mexicaine, et enfin des difficultés pour s'organiser contre les attaques indiennes qui étaient loin de s'être interrompues avec la guerre.[183]

***

En 1846, les Mexicains-Californiens cherchent une solution à l'abandon de leur protection par le Mexique et à leur propre incapacité à se protéger de manière autonome. Partagés mais ouverts aux événements, conscients de leur vulnérabilité par rapport aux puissances européennes et aux États-Unis, ils envisagent de se placer sous la protection des uns ou des autres. À l'abstrait de la menace de guerre, aux projets vagues de protectorat succèdent en juin-juillet 1846 les certitudes de la guerre déclarée et de l'occupation militaire. Le destin de la Californie ne sera décidé que par traité à la fin de la guerre, mais au moins dans un premier temps, les Californiens de tous horizons se trouvent au pied du mur, face aux événements internationaux, régionaux et locaux impliqués par la situation de guerre. La prise de Sonoma est à la conjonction du projet impérialiste sur le continent et sur le commerce du Pacifique défendu par un certain nombre d'individus, de la volonté, notamment par les sudistes et les nationalistes étatsuniens, d'annexer le Texas et enfin d'un contexte local marqué par une cohabitation, parfois à distance, pleine de malentendus entre colons mexicains, colons étatsuniens et divers groupes amérindiens dans un espace perçu à géométrie variable.

Le malentendu ne cesse pas avec l'occupation militaire et navale officielle par les États-Unis, dont les officiers alternent entre le modèle de la conquête et celui de l'annexion ou du protectorat. Les résistances multiformes à l'occupant sont révélatrices à la fois des difficultés et des priorités des

left without protection, all the families would be exposed to great risk. Besides the native ranchers, many foreigners urged me to accept the post. I did so. I then wrote to the comandante general Flores that I would make no objection if the men able to bear arms went from Santa Barbara, or even some from Santa Ines, to reinforce his army, but that it seemed to me exceedingly risky to leave all the ranches without men to defend them. The Indians might come to steal, burn, and commit such other deviltries as might occur to them, I advised him also that I had ordered the families without protection at their ranches to come in to Santa Ines. »

182 Janssens, p. ?

183 L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios », p. 277.

Mexicains-Californiens, dont le principal problème est leur vulnérabilité aux raids, et des divergences internes de la société mexicaine-californienne, où le sud est plutôt plus attaché au projet mexicain, mais paradoxalement plus sensible aussi aux raids amérindiens qu'à la menace de l'immigration étatsunienne, ce dont témoigne l'opposition entre San Diego et Los Angeles. L'engagement des Mexicains-Californiens dans la résistance non seulement contre les rebelles de Sonoma mais également contre la marine étatsunienne pourrait surprendre, dans la mesure où dans ce contexte cette dernière aurait pu être accueillie comme providentielle. De plus, coopérer aurait pu être considéré comme le meilleur moyen de s'assurer une place dans le probable avenir étatsunien de la Californie. De fait, Alvarado dans ses mémoires admet l'aspect un peu romantique et le mauvais calcul que pouvait représenter une résistance ainsi vouée à l'échec, mais invoque l'honneur et la loyauté à un Mexique qui pourtant les avaient peu secourus. C'est aussi une manière de laisser une porte ouverte, en cas de traité qui ne comprendrait pas l'annexion de la Californie. Les événements de Sonoma contribuent probablement de manière importante à cette mobilisation relativement inattendue. Il s'agissait aussi d'une forme de baroud d'honneur, de dernière campagne entre compagnons mobilisés ensemble depuis le début des années 1830. Enfin, ne pas se rendre et combattre pouvait les transformer en interlocuteurs plus respectables que s'ils se rendaient immédiatement, même si cette stratégie se heurte au refus de l'amiral Stockton de les reconnaître. Ensuite, la retraite du gouverneur et du commandant face à l'armée étatsunienne laisse le commandement à des personnalités qui ont occupé des rangs plus secondaires jusque là (Serbulo Varela) ou récemment, et qui en profitent pour reprendre la main, comme José Antonio Carrillo ou Andrés Pico, ou encore pour ceux qui se considèrent comme d'authentiques patriotes mexicains, comme le militaire José Maria Flores. La municipalité de Los Angeles avait de plus une longue histoire d'affirmation de son gouvernement autonome. La rébellion du sud a pour effet de radicaliser les positions de part et d'autre et de galvaniser d'autres mouvements de résistance, notamment dans le nord où les propriétaires souffrent de vols commis par les occupants. La mobilisation des migrants dans le nord pour combattre dans le sud contribue à entretenir leur hostilité pour les Mexicains-Californiens, combattus comme des ennemis, avec qui il allait falloir ensuite créer une entité politique commune.

Le consul Larkin avait espéré que les Californiens se rallieraient spontanément aux États-Unis et demanderaient leur annexion. Ce projet est loin de faire l'unanimité à l'approche de la guerre, notamment à cause du protestantisme des États-Unis, mais aussi par le constat que si les commerçants originaires des États-Unis sont d'ordinaire des personnes entreprenantes et qui

enrichissent le territoire, d'autres, déserteurs et trappeurs, s'allient aux Amérindiens pour décimer les troupeaux ; enfin, les immigrants récents, peu connus de la plupart des Mexicains-Californiens car ils résident loin de leurs exploitations, effraient par leur nombre. Leur démonstration à Sonoma, et avant cela, leur participation aux côtés de Sutter à la défense des soldats indisciplinés du gouverneur Micheltorena en font des personnes potentiellement dangereuses. Deux séries d'événements contribuent à aliéner une partie de la population qui est passablement indifférente : d'une part, les autorités d'occupation qui se comportent en maîtres des lieux ; d'autre part, la continuité des prélèvements sur les élevages, soit par les Amérindiens, soit par les troupes étatsuniennes elles-mêmes. Ces éléments mettent à mal le consentement au fait accompli de l'occupation militaire. Le soulèvement à Los Angeles, et la campagne de Sánchez dans le nord révèlent que le consentement à la conquête ne se ferait pas à tout prix ; il s'agit également d'une contestation d'une partie des Mexicains-Californiens contre des décisions prises par d'autres, et partiellement à leur place, une revendication de pouvoir sur leur destin, sur le destin de leur pays et sur le choix de leurs maîtres et de la relation avec eux. En cela, il est impossible de comprendre les événements de la guerre sans comprendre la continuité avec les enjeux de la période mexicaine.

Souvent oubliés, les Amérindiens sont des acteurs centraux de la guerre, mais dont le rôle varie en fonction des groupes. Le dynamisme du trafic de bétail et de chevaux entre les élevages californiens et l'intérieur du département et même du continent (vers l'Oregon et vers l'ouest des États-Unis via le Nouveau-Mexique) contribue à affaiblir les établissements mexicains-californiens et à mettre ce problème en priorité absolue des propriétaires, surtout dans le sud. Lorsque les officiers des États-Unis échouent à protéger les propriétés, voire sont considérés responsables de l'aggravation de la situation, la lutte contre les déprédations vise à la fois les Amérindiens et les soldats étatsuniens. Parfois, les Amérindiens sont enrôlés par les Étatsuniens contre les Mexicains-Californiens : il s'agit dans ce cas soit de groupes avec qui les immigrants et trappeurs étaient déjà en association pour prélever les élevages, soit des Amérindiens en communauté dans les missions, pour qui l'alliance avec les États-Unis ou le jeu entre les deux peut-être à l'origine d'une amélioration de leur situation.

***

Dès 1841, Mariano Vallejo, responsable de la frontière nord, s'inquiète à la fois de l'intégrité du territoire national et de la sécurité des biens et des personnes en Haute-Californie. Les immigrants qui viennent de plus en plus nombreux, sont associés à deux risques : les trappeurs, chasseurs,

chaguanosos, sans foi ni loi, qui s'associent aux Amérindiens « sauvages » ou « en fuite » mettent en péril la survie du territoire, par épuisement de ses ressources ; d'autre part, les colons s'installent, tenant à peine compte de la souveraineté mexicaine dans la région, et s'en référant à John Sutter, qui se dit « le gouverneur » de la région. Ces deux phénomènes fragilisent le projet territorial des *Californios*, mais sur deux plans différents. Ce projet territorial est en parallèle aussi ébranlé par les divisions, les désaccords à l'échelle du Mexique et à l'échelle de la Californie. Au milieu des années 1840, beaucoup de repères sont destabilisés pour les Californiens. Aussi leurs priorités ont-elles paru déconcertantes à nombres d'observateurs, contemporains ou postérieurs, parfois historiens. En leur donnant la parole et en ne cédant pas à l'illusion de caractéristiques collectives a priori, ou à un présupposé de cohérence, on peut pourtant comprendre leurs décisions, leurs prises de positions dans un monde rapidement changeant. La sécurité n'est pas simple égoïsme sur cette terre de frontière. Elle est finalement le trait principal d'une société fondée sur la colonisation en terre d'autrui. La sécurité est l'objectif utopique, celui de la pacification après la conquête. Elle est liée à l'honneur du militaire dont c'est la mission première de protéger le territoire et ses familles. L'appel omniprésent à l'ordre et la tranquillité publique toujours rompue sont le reflet de cette situation tendue entre un idéal de normalisation et une réalité permanente d'effractions et d'exception à des règles « chimériques », comme Vallejo qualifie la situation de la Californie mexicaine. Le pays, la Californie, reste l'horizon principal, même parmi des groupes *californios* divisés, mais la confrontation avec des soldats et des migrants pour qui leur Californie signifie simplement l'extension de leur nation démocratique et républicaine crée une certaine incompréhension chez les *Californios* pour qui le projet californien est tellement ancré historiquement dans la conquête faite par l'Espagne et les soldats des compagnies présidiales. Les *Californios* sont alors vus par les migrants étatsuniens, comme du reste ils l'avaient été par certains Mexicains, employés publics ou migrants, comme des seigneurs quichottesques d'une autre ère, avec leurs grandes propriétés non encloses et non arpentées.

Épilogue : « La seule question est : qu'est ce que la Californie ? »[1]

Dans les zones conquises, les officiers de la marine puis de l'armée régulière des États-Unis commencent à organiser une forme de gouvernement militaire, qui repose d'abord largement sur une continuitéavec le système antérieur mexicain, dans la mesure du possible et avec des aménagements. L'immigration vers la Californie se poursuit, prolongeant des évolutions d'avant la guerre.

La Californie est intégrée territorialement aux États-Unis d'abord par conquête, puis par le traité de Guadalupe Hidalgo, signé en février 1848. Le Congrès, divisé sur la question de l'esclavage dans ces nouvelles acquisitions ne parvient pas à s'accorder sur leur statut et leur mode d'organisation avant 1850, ce qui a pour effet de prolonger leur gouvernement militaire, dont certains aspects sont civils, et de maintenir globalement la loi mexicaine en application. Or en Californie, la situation évolue rapidement. De l'or est découvert dans les piémonts de la Sierra Nevada en janvier 1848 lors de la construction du canal de dérivation d'une scierie sur les propriétés de John August Sutter par son employé John Marshall. Ainsi, au moment même où les États-Unis acquièrent la Californie, convoitée principalement pour sa façade maritime et ses ports, celle-ci se transforme en Eldorado : preuve de la « destinée manifeste », d'une élection divine ? Signe que les Mexicains ne méritaient vraiment pas cette terre qu'ils ne savaient pas exploiter correctement ? Ce n'est pas ici le lieu d'avancer des hypothèses sur la concomitance entre la découverte d'or et l'annexion, ou mieux encore entre la ruée en tant que telle (de l'or avait déjà été découvert dans le sud en 1842) et l'annexion.[2] Il ne s'agit pas non plus de traiter de la ruée vers l'or en tant que telle, qui a donné lieu à une très importante littérature.[3] Mais la ruée vers l'or constitue une donnée majeure, une rupture fondamentale pour la trajectoire du territoire californien. La découverte d'or et la circulation de cette

1 Debates, p. 193.

2 Voir à ce sujet notre prochaine communication au Congrès annuel de la Western History Association, Newport Beach, 15-18 octobre 2015, pour le panel « Mining in the West » et intitulée à titre provisoire « *Too Lazy to find Eldorado ? A Social and Spatial History of Not Finding Gold in California* ». Le fait que de l'or ait été trouvé au moment où des centaines de soldats étatsuniens occupaient la Californie est une cause majeure du fait qu'ils restent sur place (soit par désertion, soit à la suite de leur démobilisation). Le fait que des navires de guerre étatsuniens soient au port et amenés à faire le voyage et transmettre de telles informations à l'est contribue à en faire une nouvelle mondiale.

3 Il est impossible de donner ici toute la bibliographie concernant la ruée vers l'or. Mais on pourra consulter en particulier Kevin STARR, Richard J ORSI et CALIFORNIA HISTORICAL SOCIETY, *Rooted in barbarous soil : people, culture, and community in gold rush California*, Berkeley, Calif. ; London, University of California Press, 2000 à titre de synthèse, et les ouvrages généraux suivants ; J. S HOLLIDAY et William SWAIN, *The World Rushed in: The California Gold Rush Experience*, New York, Simon and Schuster, 1981 ; Malcolm J ROHRBOUGH, *Days of gold the California Gold Rush and the American nation*, Berkeley, University of California Press, 1997 ; Susan Lee JOHNSON, *Roaring camp: the social world of the California Gold Rush*, New York, W.W. Norton, 2000 ; Leonard L RICHARDS, *The California Gold Rush and the Coming of the Civil War*, New York, Alfred A. Knopf, 2007.

information, à un moment de crise politique et économique en Europe, entraîne une croissance de la population à un rythme extrêmement rapide en Californie. À titre d'exemple, San Francisco passe de 200 à 36 000 habitants entre 1846 et 1852. Bien qu'il soit très difficile d'avoir autre chose qu'un ordre de grandeur, la population californienne est estimée à environ 10 000 personnes (sauf Indiens « sauvages ») en 1846 et passe à environ 100 000 en 1849, avec l'arrivée des « forty-niners ».[4] L'agitation en faveur de l'organisation d'un gouvernement civil et les atermoiements du Congrès partagé sur la question de l'esclavage dans les nouveaux territoires aboutissent à l'élection d'une convention constitutionnelle pour la Californie en août 1849, l'adoption de la constitution (excluant l'esclavage) le 13 novembre 1849 par referendum et l'entrée de la Californie comme État de l'Union le 9 septembre 1850. Cet État ne comprend qu'une partie de la Haute-Californie mexicaine, les délégués de la convention ayant adopté un compromis légèrement à l'est des montagnes (qui intègre les zones minières) mais excluant la zone désertique entre celles-ci et le Nouveau-Mexique, peuplées surtout par différents groupes amérindiens. Cette région est comprise dans les territoires du Nouveau-Mexique, dont l'entrée comme État fut retardée par la question de l'esclavage, et de l'Utah. Le but de ces dernières pages n'est pas de faire cette histoire, mais d'esquisser la manière dont les Mexicains-Californiens, notamment à la convention constitutionnelle, tiennent compte de ce nouveau contexte démographique et institutionnel du point de vue de leurs propres objectifs et de leur culture politique

Dans ces circonstances, comment les Mexicains-Californiens voient-ils la nouvelle Californie et abordent-ils la construction d'un gouvernement dans le cadre, d'abord probable puis certain des États-Unis ? Quelles stratégies pour défendre ses priorités, ses propriétés, ses « intérêts » et sa famille, lorqu'on n'est plus majoritaires ?

A. « Mes intérêts et ma famille ne me permettent pas de recevoir cet honneur »[5]

Alors que « deux phases de l'annexion américaine : la rébellion et la conquête militaire ont beaucoup éveillé l'imagination populaire, écrit l'historien Leonard Pitt, l'étape finale, le gouvernement militaire semble une pénible interruption du progrès inévitable du contrôle hispano-américain au contrôle anglo-saxon ». Et pourtant, ajoute-t-il, « les Californiens voyaient l'occupation militaire sous un jour favorable, elle représentait la dernière étape de l'ordre ancien, et son pire

4 Le premier recensement étatsunien en 1850 donnait une population de 92 597 habitants ; celui de 1860, 379 994, soit une augmentation de 310,4 %. Dans le même temps, on estime que la population amérindienne chute de 150 000 à 30 000 personnes.

5 DHC J.R. Pico, 1, 147-148, Antonio María Pico à Kimball Hale Dimmick, *alcalde primero* 29 janvier 1849

aspect est qu'elle finit trop vite »[6]. De fait, le gouvernement militaire, avec l'arrivée de troupes importantes, est de nature à mieux protéger les Californiens contre tous leurs ennemis, même si les soldats sont parfois autant à craindre que les Indiens. Néanmoins, l'aspect formel et institutionnel : occupation militaire ou gouvernement civil ne doit pas masquer que les changements les plus importants viennent de l'évolution démographique de la ruée vers l'or. Il faut donc, afin d'achever cette étude sur la construction politique en Haute-Californie au temps de la construction nationale du Mexique et des États-Unis, comprendre ce que change simplement l'annexion et ce que comptent en faire les Mexicains-Californiens, qui désormais ont la possibilité de devenir Étatsuniens.

Du point de vue démographique, l'immigration étatsunienne ne s'interrompt pas avec la guerre, des compagnies plus nombreuses étant même organisées en 1846. La plupart viennent de l'ouest des États-Unis, mais des projets concurrents existent, malgré le contexte de menace de guerre et l'incertitude sur la juridiction nationale de la Californie dans les années à venir. On peut mentionner l'exemple des Mormons. Cette secte religieuse, d'abord tolérée aux États-Unis, se trouve en difficulté, à cause d'une part de ses positions abolitionnistes et d'autre part de ses pratiques polygames. Réfugiés dans l'Illinois à la fin des années 1838, ils durent fuir après un lynchage en 1844. C'est dans ces conditions que les survivants durent choisir une destination : leur choix se porta sur la région du Lac Salé, où actuellement se trouve Salt Lake City, et qui se trouve dans la juridiction de la Haute-Californie mexicaine. Afin de s'y rendre, et n'excluant pas une installation plus proche de la côte en Californie, un groupe de quelques centaines de Mormons s'embarque de New York vers San Francisco en février 1846, pour débarquer le 31 juillet, après une étape à Honolulu. Sam Brannan, imprimeur et publiciste, se trouve à bord et s'installe à San Francisco. Il fonde l'un des deux premiers journaux californiens, et joue un rôle important dans la diffusion de la nouvelle de la découverte d'or. D'autres font comme lui et restent, tandis que d'autres partent pour la région du Lac Salé. D'autres Mormons arrivent comme volontaires dans l'armée étatsunienne pour combattre pendant la guerre mexicaine-américaine. En effet ,à l'occasion de la guerre l'arrivée de troupes de marins ou de soldats contribue également à la modification démographique de la population. On peut citer l'exemple du bataillon de New York, arrivé trop tard pour combattre, mais qui fournit des effectifs à la Californie naissante. Bien que peu nombreuses, ces troupes font une différence du fait de la relative faiblesse de la colonisation mexicaine ou d'origine plus ou moins européenne. Ainsi, on estime que la population « *de razón* » à la conquête est d'environ dix mille habitants. La population d'origine étrangère en Californie passe de 680 en 1845 à 4 200 en 1848,

6 Leonard PITT, *The Decline of the Californios: A Social History of the Spanish-Speaking Californians, 1846-1890*, Berkeley, University of California Press, 1966, p. 35.

dont 2020 soldats, volontaires ou réguliers, 120 marins, sans compter ceux qui sont à bord des navires, 360 immigrants par voie de terre, 320 arrivés par mer, dont la moitié qui viennent en effet pour immigrer. On ne connaît pas l'origine d'un bon millier d'entre eux. Il y aurait eu environ 280 morts ou départs.

Ces évolutions démographiques, significatives mais pas en mesure d'entraîner une domination absolue, et le statu quo incertain de l'occupation militaire prolongent les incertitudes de la situation et posent des dilemmes : faut-il pour les Mexicains-Californiens essayer de garder la main ? Vaut-il mieux au contraire profiter de la nouvelle situation pour se concentrer sur ses affaires privées, et sur les éventuelles opportunités que donne le fait d'être déjà présent ? Dans le nord, l'afflux d'immigrants a déjà commencé, avant même la guerre, à poser la question lancinante de la cohabitation entre Mexicains-Californiens, Étatsuniens et Amérindiens. La question de l'usage de la terre et des modes de sa valorisation devient en particulier centrale, notamment dans un contexte d'évolution législative, car elle suggère qu'il allait falloir se battre sur le terrain du droit et de sa conception pour faire reconnaître le travail accompli sur les terres californiennes par les Mexicains-Californiens. La découverte d'or à la fin du mois de janvier 1848 crée dans un premier temps surtout des flux internes, ou, en fin d'année, régionaux (en particulier en provenance du département de Sonora). En particulier, l'armée d'occupation est vidée de ses membres qui gagnent tous la Sierra pour tenter leur chance. Les flux ne deviennent continentaux, transocéaniques et mondiaux réellement qu'en 1849.

Les gouverneurs militaires successifs s'appuient d'abord sur la continuité de droit et de personnes afin de gouverner la Californie sous occupation militaire. Aussi les municipalités restent-elles contrôlées par des *alcaldes* selon le droit mexicain jusqu'à l'adoption de la constitution en 1850.[7] Malgré cela, les Californiens ne font pas toujours le choix de se maintenir à leurs postes, surtout dans les premiers temps de gouvernement militaire et avant la signature du traité entre le Mexique et les États-Unis le 2 février 1848, nouvelle qui est connue en Californie au mois de juin. En effet, se rallier aux États-Unis avant le traité comporte des risques au cas où la Californie, bien qu'occupée militairement par les États-Unis, ne serait pas cédée par le traité de paix.

Leonard Pitt interprète ce choix presque comme une trahison ou un mauvais calcul, déplorant que ce choix les ait empêché de « parler pour leur peuple plus tard ».[8] Or d'une part, nous avons

7 James Rand ROBERTSON, *From Alcalde to Mayor: A History of the Change from the Mexican to the American Local Institutions in California*, University of California, Berkeley, Berkeley, Calif., 1908, 294 p.

8 L. PITT, *The Decline of the Californios*, p. 35« Unfortunately, Californios who spurned such gestures lot the opportunity to speak for their people later on. »

montré tout au long de ce travail que présumer que l'ensemble des Mexicains-Californiens, à l'exclusion des Étatsuniens, forment un peuple n'était pas une évidence ; d'autre part, la suite, soit le bouleversement démographique de 1849 n'est guère prévisible en 1848. Le flux d'immigration et le retour de la paix permettent de prévoir une continuité de la croissance, mais dans un ordre de grandeur sans commune mesure avec la ruée vers l'or. Dans ces conditions, le choix d'une non participation ne prend pas le même sens.

L'obligation de prêter serment de loyauté aux États-Unis est parfois un frein, surtout avant la signature du traité de paix. Mais, en particulier dans le sud, les autorités étatsuniennes ont besoin des notables locaux, ce qui leur donne une certaine marge de manœuvre. Ainsi à Santa Barbara, Pablo de la Guerra et Luis Carrillo sont autorisés par le commandant Mason à garder leur poste d'alcalde, malgré leur refus de prêter serment.[9] Le gouverneur les conjure dans ce cas de servir la Californie, à défaut des États-Unis[10] Agustin Janssens, qui a combattu lors de la révolte du sud contre les Étatsuniens est nommé *alcalde* de Santa Inés dès la paix ; il décline, mais est nommé de nouveau. Dans son cas, il s'agit plus d'éviter les lourdes charges de travail impliquées par la fonction.[11]

De plus, les divisions entre occupants laissent envisager que, du reste comme cela avait été le cas auparavant, ils ne formeraient pas un seul bloc et que dès lors les oppositions ne se formeraient pas selon des lignes d'origine nationale. Après l'arrivée de Kearny, de l'armée régulière et la victoire contre Los Angeles, Stockton, de la marine, s'oppose à lui au sujet de l'organisation d'un gouvernement civil, chacun se considérant en mesure de l'organiser. Fremont, qui devait être désigné gouverneur civil par Stockton, se trouve au cœur de la controverse, et se voit reprocher par Kearny son comportement lors de la *Bear Flag Revolt*. Certains auteurs s'amusent avec raison de ces dissenssions, réminiscence des disputes californiennes au sujet du gouvernorat. Mais plus profondément, elles montrent aux Californiens qu'il n'y a pas de fatalité à être considéré comme par Stockton comme un peuple conquis et vaincu, ni à être dominé par un pouvoir étatsunien uniforme et univoque. L'exemple même de Fremont, qui dans ce contexte cherche à s'attirer les bonnes grâces californiennes, alors qu'il avait été l'ennemi juré de leur commandant militaire Castro, en est l'exemple le plus criant. Agustin Janssens, qui a combattu aux côtés de la rébellion du sud depuis Santa Ines, raconte ainsi comment Fremont cherche ensuite à s'attirer ses bonnes grâces, en lui

9 BL, Burton papers, C-B 440, Burton à Kearny, 21 mai 1847, Santa Barbara

10 Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 273.

11 Janssens, p. 13

« disant qu'il était un ami, que la guerre était terminée, qu'il respectait hautement les citoyens mexicains qui avaient tenu leur parole ». Il assure que « les excès commis » l'avaient été « par des gens bas, qu'il ne pouvait pas les empêcher, car ils étaient indisciplinés » et lui remet un document ordonnant « toute troupe de respecter ses propriétés ». Janssens conclut qu'avec lui « il était tout à fait un gentilhomme (*caballero*) »[12]. Réciproquement, les Mexicains-Californiens ne constituent pas un tout uni, et certains cherchent à tirer parti de la nouvelle situation pour faire tourner la roue en leur faveur. Ainsi, Pedro Carrillo, d'une branche rivale à l'intérieur de la famille Carrillo, essaie de mettre en cause la famille élargie de la Guerra et Carrillo, qui règne sans partage à Santa Barbara, en les impliquant dans l'organisation d'un complot contre l'occupation étatsunienne. Le plan échoue, lorsqu'on s'aperçoit que l'accusation ne repose que sur des rumeurs, et les de la Guerra-Carrillo n'en ressortent que renforcés.[13]

Du fait du petit nombre que constitue la population mexicaine-californienne, il n'y a pas d'effet massif, et les choix faits au niveau des municipalités dépendent directement du choix des quelques notables influents et principaux de chacune ; les missions, qui sont devenues des *pueblos* au début des années 1840, puis redevenues missions sous le gouverneur Micheltorena, puis pour certaines vendues à des particuliers au moment de la guerre sont encore plus dépendantes de la situation très locale. On ne dispose d'ailleurs pas toujours de sources les concernant. Dans certains cas, les autorités étatsuniennes y nomment un juge, voire dans certaines une élection a lieu en 1847, en particulier là où se trouve un petit nombre de résidents, comme à San Juan Bautista. Le rôle des autorités militaires est principalement d'essayer de garder intactes au maximum les propriétés des missions en les confiant au prêtre en charge, s'il y en avait un, et de ne pas reconnaître les transferts de propriétés récents (notamment ceux effectués par Pío Pico en 1846).

À Monterey, où commence l'occupation au début du mois de juillet 1846, la marine étatsunienne nomme très vite un *alcalde*, le chapelain d'un des navires de guerre, Walter Colton, qui ne rencontre pas d'opposition et suscite même une relative satisfaction. Nommé le 30 juillet 1846, Colton est ensuite élu le 15 septembre, une élection qu'il interprète comme « le plus haut compliment qu'[on] puisse [lui] faire ». Entre temps, il a commencé avec Robert Semple la publication du premier journal californien, introduit la pratique du jury dans les procès et essayé plus globalement

12 Janssens, p.133-134 « *Fremont asked me to go for a walk, and in the course of our conversation, he told me that he was a friend, that the war was over, and that he respected highly the Mexican citizens who had been true to their word. He spoke to me about what had happened at the Rancho Ojitos and at another ranch near San Antonio the excesses committed there were done by base people, and he could not prevent it, for they were undisciplined troops. Before leaving, he gave me a document directing any troops which might come by to respect my property. We agreed that the dispatch riders should stop at my house. Indeed, with me he was very much a caballero.* »

13 L. PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios ».

d'améliorer le système judiciaire. Sa réussite doit aussi être attribué au fait qu'il commence son mandat au moment où les principaux habitants de Monterey, qui prétendent influencer la politique à l'échelle territoriale, sont partis en campagne avec José Castro. Florencio Serrano, un Mexicain-Californien, remplace Colton en 1848.[14]

San Diego voit sa population augmenter en 1847 avec l'arrivée des soldats volontaires de la compagnie de New York et des Mormons, ce qui ravive un peu la vie du petit port. Certains d'entre eux sont élus à des charges municipales en alternance avec des résidents plus anciens, et tous cherchent à ne pas occuper trop longtemps ces charges. Juan Bandini, un résident de San Diego qui a une longue histoire d'implication dans les affaires territoriales, occupe quelques fois dans ces années le poste d'*alcalde*, dont il démissionne en 1848, en faveur d'un autre Mexicain-Californien. Pour Léonard Pitt, en démissionnant de sa fonction d'*alcalde* à San Diego, puis en ne se faisant pas élire à la convention constitutionnelle, Bandini « est tombé sur le côté de la route ».[15] En réalité, Bandini n'éprouve désormais plus le besoin de s'impliquer ni au niveau municipal, ni au niveau territorial, et préfère focaliser ses efforts sur le développement de ses *ranchos* dans la région de San Diego ; en 1850, il ouvre un commerce et un hôtel à San Diego. Le 17 juin 1847, il annonce à Abel Stearns, son gendre, qui l'a recommandé pour diriger la douane de San Diego, que non seulement il refuse cet emploi, mais qu'il est « absolument opposé à poursuivre une carrière publique ». Il invoque l'humiliation qu'il a subie alors qu'il s'était dévoué pour des postes par amitié, fait allusion aux difficultés propres à tout poste à responsabilité et déclare qu'il n'est plus disposé à les assumer.[16] D'autres, comme Santiago Argüello, sont disposés à servir. Ainsi, alors que certains préfèrent laisser le gouvernement à l'arrivée des Étatsuniens, pour se consacrer à leurs affaires, d'autres au contraire font le choix de profiter du développement de l'administration étatsunienne pour en obtenir des postes rémunérés, même si en général il ne s'agit pas désormais de postes avec un grand pouvoir.[17] À Santa Cruz-Branciforte, Bolcof, qui est le *juez de paz* en place, décline de continuer à son poste.

14 Le journal de Colton est une source majeure pour la période du gouvernement militaire en Californie. Tenu pendant les événements, il fut publié par la suite. Pour l'entrée concernant son élection voir Walter COLTON, *Three Years in California [1846-1849]*, New York; Cincinnati, A.S. Barnes & Co.; H.W. Derby & Co., 1850, p. 55 ; Sur les « alcaldes » de transition, voir Anne M. HOMAN, « Some Transitional Alcaldes in Northern California, 1846-1850 », *California Territorial Quarterly*, 2000, 42, p. 50-61.

15 L. PITT, *The Decline of the Californios*, p. 43.

16 ASP, 6, 27, Bandini à Stearns, 17 août 1847, San Diego.

17 AS, 5, Bandini, 27 Juan Bandini à Abel Stearns, San Diego, 17 juin 1847. *« Como yo no tengo tal disposicion a servir destino alguno en razon de la verguenza que se me ha hecho sufrir por dos ocasiones a pesar de mi resistencia a prestarme y que solo la amistad pudo comprometerme ; desearé que cuando delante de U se promueva el que se me quiera proponer para empleos no solo de administrador de una insignificante aduana como la de San Diego pero aun cuando fuese para ocupar el primer puesto del pais haga que no me indiquen siquiera que de mi se acuerden por que estoy resuleto a seguir una conducta absolutamente opuesta a la carrera publica.. »*

À Los Angeles, en revanche, les Angeleniens essaient de garder le contrôle de la municipalité. Après la capitulation des forces mexicaines-californiennes, un *alcalde* d'origine étatsunienne, Stephen C. Foster est nommé tandis que les élections locales, qui n'ont pas été autorisées par le gouverneur, sont annulées. La population ne se plie pas de bon gré à cette démonstration d'autorité et proposent un compromis : il ne s'agit pas de laisser la municipalité fonctionner librement, mais sous la supervision de Foster comme préfet ou juge de première instance. Mais même ce compromis n'est pas accepté par le commandement militaire local ni territorial. Contrairement aux établissements du nord où les États-suniens se réunissent, mobilisent des arguments et publient leurs revendications par voie de presse, les Mexicains-Californiens du sud ne disposent pas à ce moment-là de telles ressources matérielles ni symboliques, surtout après leur défaite.

Pendant toute la période républicaine mexicaine il avait été difficile de trouver des personnes à la fois capables et volontaires pour occuper les fonctions de juges ou autres services à la communauté. En effet, ces charges sont onéreuses en temps, que l'on ne consacre pas à ses affaires personnelles. Les voies de communication étant ce qu'elles sont, passer du temps au chef-lieu implique de ne pas être présent à l'exploitation, au *rancho*, et de le confier à une personne de confiance. Avec l'arrivée des immigrants, et l'occupation militaire, il devient risqué de laisser son exploitation sans surveillance, de peur des vols ou confiscations de chevaux, ou des occupations illégales de terres. Par exemple, Antonio Maria Pico, élu alcalde à San José, n'accepte son élection que temporairement « car ses affaires (« *intereses* ») et le soin de sa famille ne lui permettent pas autre chose ».[18]

Très rapidement, il est question de l'organisation d'un gouvernement civil, et de la nomination d'un conseil législatif. L'ex-consul Thomas Larkin milite pour que les *Californios* y soient représentés en nombre ; il recommande ainsi que soient nommés à ce conseil Mariano Vallejo, Juan Bautista Alvarado, ex-gouverneur, Juan Bandini, David Spence, Santiago Argüello.[19] Les Mexicains-Californiens n'acceptent pas tous cette nomination. Mariano Vallejo décline par exemple la proposition de peur de tomber dans un piège, d'accroître encore ses difficutés financières (suite aux pertes liées à son emprisonnement après la prise de Sonoma lors de la *Bear Flag revolt*) ou de se ridiculiser auprès des États-suniens dont il idéalise la culture politique. « Je suis peut être un bon

18 Antonio Maria Pico à Kimball Hale Dimmick, alcalde primero 29 enero 1849, San José *« Desearia tener a la vista el sufragio popular y en ese caso pudiera recibir tan alto honor* ***temporalmente*** *pues mis intereses y el cuidado de mi familia no me lo permite otra cosa advirtiendo que hare mis protestas cuando asi lo exigiere »*

19 TOL, 5 p. 242 TOL à Jacob Leese, pour Mariano Vallejo 21 septembre 1846 *« Out of seven legislators, there will be Vallejo and Bandini (21 sept 1846) - Juan Bandini, Juan B. Alvarado, David Spence, Eliab Grimes, Santiago Argüello, M.G. Vallejo, Thomas O. Larkin ».*

ranchero, écrit-il, mais jamais un bon législateur »[20]. Au final, ce conseil ne siège jamais, suite aux désaccords entre autorités militaires sur la question de l'organisation d'un gouvernement civil. Plus tard, en 1847 on propose à Juan Bautista Alvarado le poste de « *secretary of state* » qu'il refuse, et va s'installer avec sa famille sur le *rancho* de San Pablo, et n'est pas intéressé non plus par un siège à la convention constitutionnelle.[21]

Le retour des Mexicains-Californiens à leurs « intérêts », leurs élevages, leurs « ranchos » ne doit pas être interprété comme un repli. En effet, développer leurs exploitations et la Californie dans de bonnes conditions était l'une de leurs principales motivations. L'engagement politique était en partie un moyen pour cette fin, passé le premier enthousiasme de la mobilisation pour la liberté. Dès la découverte d'or, et les premiers mouvements de population de Sonora vers le nord, beaucoup d'entre eux profitent de ce mouvement soit pour se rendre aux mines d'or quelques mois par an, comme Antonio Coronel, de Los Angeles, soit pour mettre en place une hotellerie pour les voyageurs, comme Agustin Janssens. De même, Vallejo cherche plus à imprimer sa marque sur le nouveau territoire en fondant une ville, dont il espère qu'elle deviendra la capitale, qu'à participer au processus législatif.[22] Los Angeles est le meilleur contre-exemple de cette apathie, les *vecinos* se mobilisant contre la nomination d'un *alcalde* étatsunien contre leur gré. À Santa Barbara, en l'absence d'une alternative, les occupants sont obligés, malgré leur évidente mauvaise volonté à se plier à l'annexion, de composer avec la famille de la Guerra. À San José, la volonté des Mexicains-Californiens de se consacrer à leurs affaires se heurte à la nécessité de conserver une influence politique pour la défense de ces mêmes affaires face à des immigrants étatsuniens qui veulent partager les propriétés existantes.

---

20 Leidesdorff papers, 3, n°238. *« Por la apreciable de U fecha 16 del corriente que recibi hoy entiendo que por la incapacidad allegada del nuevo gobernador nada se ha cambiado en cuanto a los anteriores procedimientos del Sor Comodoro y senor Fremont de la de U en que se me augura que el nuevo gobernador renovara todos los puestos de empleo publico y que un nuevo council se nombrara etc. a mi me parece que hay algo de extrano en todas estas cosas y como mi situacion es tan dificil temo caer en una trampa de donde me sera dificil salir. Fui nombrado miembro del Council y quisiera mas bien estar otros dos meses preso en el Sacramento que representar un papel tan dificil para mi y que sin remedio sera muy ridiculizado por todos Ademas de mi incapacidad me han avergonzado delante de los demas senores nombrados pues sus talentos son *** por la constante practica en desempenar empleos en esa categoria. Ojala no se acuerdan de mi jamas otra vez ! Sere quizas buen ranchero pero jamas buen legislador. Mi proposito fue desde el momento que me tomaron prisionero los Osos no pertenecer nunca a la Milicia ni a un gobierno que abandona tan crualmente a sus gefes. En suma U sabe que si algo entiendo de Milicia y cambio mi espada por el asado desde la fecha dicha antes. Por otra parte U sabe muy bien que he perdido en la boruca mas de cien mil pesos que mis acreedores con el caso de ser pagados y yo solo puedo pagar con un poco de ganado que me queda »*

21 Robert Ryal MILLER, *Juan Alvarado, Governor of California, 1836-1842*, Norman, University of Oklahoma Press, 1998.

22 Alan ROSENUS, *General M.G. Vallejo and the Advent of the Americans: A Biography*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1995.

B. Protéger ou partager la propriété ?

Dans le journal de Brannan à San Francisco, le *California Star*, les immigrants nord-américains mettent en avant que la population californienne est désormais composée de trois catégories de population, Mexicains-Californiens, étrangers et immigrants, et que par conséquent toutes trois doivent être représentées, dans les mesures prises pour le territoire et en particulier pour la prise en compte de la question de la terre. De manière notable, les Amérindiens ne sont pas énumérés dans cette liste de propriétaires potentiels, ce qui tranche avec les discours, sinon les pratiques, de la période mexicaine. Les articles du journal contribuent de façon très importante à la compréhension du problème de la terre et de sa propriété par les nouveaux arrivants, en lien avec le travail dans les archives qui commence à être effectué pour comprendre le système d'attribution de la terre dans la loi mexicaine et notamment vérifier la légitimité des propriétés individuelles et collectives. Par exemple, Vallejo y fait publier les documents de 1835 à l'origine de son pouvoir de concéder des terres dans la région de Sonoma.[23]

23 *California Star*, Yerba Buena, 6 et 13 mars 1847. Ce journal est numérisé et accessible via la California Digital Newspapers Collection à l'adresse suivante http://cdnc.ucr.edu/cgi-bin/cdnc?a=cl&cl=CL1&sp=CS&e=-------en--20--1--txt-txIN-------

YERBA BUENA, March [illegible] 1847.

SIR.—Being necessary to make public [illegible] instructions that I have received privately, from the civil [illegible] ment of Upper California, to start the colonization of [illegible] tiers of Sonoma, should they be deemed worthy by [illegible] of insertion in your estimable columns,—said instructions, the original, I have the honor to hand you herewith —by their contents, and for other causes that I shall make public in due time, you will be persuaded as also the public at large, that I could not until now, that the circumstances urge it, make public these documents; and if I do so now, it is because of the situation in which some persons, residents, in that part of the territory, are placed.

Your obedient Servant,

[Signed] M. G. VALLEJO.

To the Editor of the California Star.

Sor. Editor del California Star.

YERBA BUENA, MARZO 10 de 1847.

MUY SENOR MIO:—Siendo ya necesario publicar las instrucciones que recibí como privadas del Gobierno político de la Alta California al dar principio a la colonizacion de la frontera de Sonoma, he de merecer a vd. se sirva insertar en sus apreciables columnas, las que tengo el honor de acompanarle originales.

Por el contenido de ellas, y por otras causas que publicaré a su debido tiempo, se persuadira vd. y el publico todo de que no he debido hasta hoy que las circunstancias lo exigen, publicar tales documentos; y si lo hago es compelido por la situacion en que se encuentran algunas personas residentes en aquel lugar.

B. L. M. de vd. su obed'to serv'r.,

MARIANO G. VALLEJO.

MILITARY GOVERNMENT OF UPPER CALIFORNIA. } SCALE.
CIVIL GOVERNMENT OF UPPER CALIFORNIA. }

In a seperate note of this date, you will receive the instructions which determine the extent of your power respecting the building of a town in the valley of Sonoma, in place of that which has been marked out and begun in the valley of Santa Rosa.

Many are the objects that the superior Government has in view; but the principle one is to arrest as soon as possible the progress of the Russian settlements of Bodega and Ross, in order to make ineffective all the ulterior designs of that government to ours, which would cause great difficulties to the nation.

Illustration 22: Extrait du journal The California Star, 13 mars 1847. Instructions du gouverneur José Figueroa à Mariano G. Vallejo pour la colonisation de la frontière nord, 1835

L'immigration croissante et la conquête, qui supposent pour les migrants leur droit à la terre, pose en effet le problème des usages de la terre et de sa propriété. Les années 1830 avaient déjà vu un important changement dans le régime de propriété du fait de la privatisation d'une grande partie de la terre qui auparavant était utilisée collectivement par les missions et leurs travailleurs amérindiens. S'il y avait également des modes d'utilisation intensifs comme les potagers et les vergers, les propriétés pouvaient avoir une surface très importante du fait de l'élevage. La population souhaitant avoir accès à la terre et la mettant en valeur d'une manière validée par la loi (agriculture, élevage, ou lots urbains) était peu nombreuse relativement aux surfaces disponibles, malgré la pression exercée par les raids amérindiens qui rendaient les terres les plus éloignées des noyaux de population plus exposées aux dangers. L'arrivée des immigrants étatsuniens, avant même la ruée vers l'or en tant que telle, modifie la situation : le mode d'exploitation pastoral est déprécié du point

de vue des nouveaux immigrants, dont la référence est l'agriculture relativement intensive des fermes. Les grandes propriétés d'élevage sont donc considérées comme injustes, soit parce que productrices ou révélatrices d'inégalités, soit parce que, mal exploitées, elles reviennent à des individus qui ne les méritent pas. En réaction à ces immenses propriétés, les nouveaux immigrants prennent l'initiative d'occuper les terres perçues comme des propriétés illégitimes. Ce n'est pas tant que ces immigrants ne respectent pas la propriété privée : comme l'a montré l'historien John P. Reid, ils avaient une forte conscience de la loi et avait eu un comportement strict concernant la propriété privée lors du trajet d'émigration. Mais le travail de David Langum met en évidence que la confrontation des valeurs dans le domaine légal lors de l'immigration crée un dilemme, celui d'être obligé de se soumettre à un système légal pourtant jugé ineffectif.[24] L'annexion par le traité rend intolérable ce dilemme et légitime un autre comportement qui tienne mieux compte du caractère étatsunien du nouveau territoire, bien que le traité s'engage également à respecter le droit de propriété des Mexicains-Californiens.[25]

Les grandes propriétés, avec la montée des prix de la terre, constituent un problème du point de vue des immigrants à la recherche de terres, mais de plus le travail des Indiens sur ces terres met à mal l'idéal jeffersonien du travail libre et individuel sur des propriétés modestes. Les groupes d'Indiens dépendants d'un grand propriétaire évoquent parmi les migrants le spectre d'une aristocratie terrienne, et de la mauvaise influence qu'une telle structure sociale peut avoir sur la démocratie qu'ils veulent promouvoir dans le nouvel État de l'Union que doit devenir la Californie. L'État de Californie n'est pas un pays déjà constitué, avec son propre pacte social, mais l'horizon à développer de la démocratie et de la liberté. C'est dans ce contexte d'ailleurs qu'est posée la question de la citoyenneté et, surtout, du droit de vote des Indiens : si les Indiens qui travaillent sur les terres des *Californios* votent, il est clair, pour les nouveaux migrants, que leur vote sera manipulé par leur maître.[26]

---

24 John Phillip REID, *Law for the elephant: property and social behavior on the Overland Trail*, San Marino, Calif., Huntington Library, 1980 ; David J. LANGUM, *Law and Community on the Mexican California Frontier Anglo-American Expatriates and the Clash of Legal Traditions, 1821-1846*, Norman ; London, University of Oklahoma Press, 1987, 308 p.

25 La confrontation entre les « *squatters* » et les propriétaires a généré une immense bibliographie, mais qui se focalise surtout sur les événements postérieurs à l'admission de la Californie comme État (1850) et l'adoption du Land Act par le Congrès des États-Unis en 1851. Deux rapports furent rédigés avant l'adoption de l'Acte, par des personnes ayant une connaissance approfondie de la situation californienne ou du droit mexicain concernant la terre, le secrétaire d'État Halleck et William Carey Jones, représentant du General Land Office. Pour une entrée dans la question, voir Robert Glass CLELAND, *The Cattle on a Thousand Hills: Southern California 1850-1880*, San Marino, Huntington Library, 1951 ; D.J. LANGUM, *Law and Community on the Mexican California Frontier Anglo-American Expatriates and the Clash of Legal Traditions, 1821-1846* ; Donald J. PISANI, *Water, Land, and Law in the West: The Limits of Public Policy, 1850-1920*, Lawrence, University Press of Kansas, 1996.

26 Debates, p. 64.

Le problème des *squatters* intervient principalement d'abord là où les nouveaux immigrants, venus des États-Unis, sont les plus nombreux, historiquement la région de la rivière dite des Américains, le Sacramento, qui est également le haut-lieu de la ruée vers l'or. Aussi le premier concerné est-il un Mexicain-Californien un peu particulier, puisqu'il s'agit de John Sutter. D'une certaine manière, Sutter est une exception, plus commercial et spéculateur que la plupart des Californiens ; mais il est également celui que les mineurs, qui constituent la nouvelle majorité numérique, connaissent le mieux. Lorsqu'il mène campagne pour être élu gouverneur, ses adversaires le dénoncent comme un « grand propriétaire », qui donc doit être « immensément riche »[27]. Cette confrontation sur la représentation de la propriété est la grande ligne d'opposition entre les anciens résidents et les nouveaux migrants, et elle s'illustre à la Convention constitutionnelle avec le problème de la taxation (voir *infra*).

Dès 1848, le secrétaire d'État de Californie, assistant du gouverneur militaire Mason, rédige un rapport sur la situation des terres publiques, à destination du gouvernement, pour information après l'annexion. Il y soulève aussi le problème des difficultés qu'auraient de nombreux propriétaires de prouver précisément la légitimité de leur propriété elle-même, ou de ses limites, du fait de l'imprécision des tracés, des lacunes d'enregistrement et des difficultés du gouvernement en général sur cette frontière aux moyens limités. Tandis que son rapport émet de forts doutes sur la validité de nombreux titres, un second rapport, rédigé par un représentant du General Land Office fédéral est plus optimiste.[28] En attendant que le gouvernement fédéral s'empare de la question, le problème se pose surtout au niveau très local, là même où cohabitent immigrants en plus grand nombre et propriétaires mexicains-californiens.

Des incidents qui se produisent à San José à l'automne 1849 montrent les stratégies des Mexicains-Californiens pour défendre leurs propriétés foncières, d'abord en essayant de retenir le contrôle de la municipalité, puis en s'adressant au gouvernement via les préfectures. Dès le 24 octobre 1846 des citoyens adressent au préfet Antonio Maria Pico une pétition contre l'alcalde qu'ils n'estiment pas en mesure de rendre la justice de manière équitable. Pour les élections qui suivent le 8 novembre, le préfet impose un bureau de vote plus accessible aux *rancheros* établis plus au nord, à Martinez, afin de permettre une participation plus importante des Mexicains-Californiens.[29] L'enjeu

27 Albert L. HURTADO, *John Sutter: A Life on the North American Frontier*, Norman, University of Oklahoma Press, 2006, p. 266.

28 Robert Glass Cleland évoque surtout les effets des deux rapports dans la conception du Land Act au Congrès par Thomas Hart Benton, et les deux sénateurs pour la Californie, dont son gendre John C. Fremont et le défenseur des immigrants de la ruée vers l'or, le démocrate Gwin R.G. CLELAND, *The Cattle on a Thousand Hills*, p. 48.

29 Juan Fernandez Papers. On se souvient que cette revendication du vote des *vecinos* de la Contra Costa à San José ou à San Francisco était déjà un enjeu au début des années 1840.

principal était celui de la terre : l'immigration étatsunienne se traduisait en effet par une occupation de fait des terres considérées leurs par les *rancheros* par les nouveaux colons. Les plaintes étaient transmises à l'alcalde, et leur aboutissement dépendait de sa bonne volonté. Par exemple, le 16 novembre 1849, Galindo adressa à la préfecture sa dénonciation de l'occupation de sa terre, que le préfet transmit à l'*alcalde*.[30]

L'affaire déclenche une altercation entre le préfet et l'*alcalde* au cours de laquelle l'*alcalde* May manque de respect au préfet, ce qui conduit à une réprimande officielle et à un arbitrage favorable à Pico de la part du secrétaire du gouverneur militaire Riley, Henry Halleck. Les Mexicains-Californiens cherchent ainsi la protection du gouvernement contre les dispositions locales de la municipalité dans laquelle ils ne sont plus majoritaires. Les tensions sont plus particulièrement palpables à San José du fait de sa probabilité de devenir la capitale, ce qui entraîne une importante spéculation sur la terre. Les tensions se déplacent vers les montagnes avec l'afflux d'immigrants à la recherche d'or en 1849 et les années suivantes.

Les années de gouvernement militaire sont donc marquées par un dilemme pour les Mexicains-Californiens : ils ne souhaitent plus, d'une manière générale, participer au gouvernement, mais courent le risque de voir leur vision du monde, de la Californie et des propriétés mis de côté. Cette question de la participation au gouvernement se pose avec encore plus d'acuité à partir de 1848 et surtout 1849 avec la ruée vers l'or et l'accélération des démarches vers l'admission comme État.

Le respect de la propriété privée est un engagement à la fois des autorités d'occupation militaire et du traité de paix de 1848. C'est également un sujet de la convention constitutionnelle, notamment en lien avec la question de la taxation. Or l'un des principaux problèmes auxquels doivent faire face les Mexicains-Californiens devenus citoyens des États-Unis en Californie est la perte de leur terre, signe sûr du « déclin des *Californios* » souligné par Leonard Pitt.[31] L'origine de cet apauvrissement et du fait que les Mexicains-Californiens ne profitent pas de l'accroissement des richesses et du développement économique de la Californie est la mise en place d'une commission de la terre par le Congrès des États-Unis à partir de 1851, sur proposition du sénateur de Californie William M.

30 Un autre fait qui montre les inquiétudes des Mexicains-Californiens liées à la terre est que le préfet Antonio Maria Pico demande au moment de ces faits un délai pour mettre en valeur sa terre, du fait du temps que lui demandait sa fonction de préfet. C-A 118, 29 novembre 1849, San José « *Antonio Maria Pico vecino de la Ciudad de San José ante la recta justificacion de VE con el debido respecto digo : que en virtud de estar desempeñando la Prefectura de este Districto me prohibe en lo absoluto ocuparme en la fundacion y ocupacion de mi rancho o terreno nombrado el Pezcadero. Espero Exmo senor que en atencion al servicio que estoy prestando al Gobierno y a la Nacion se digne concederme una prorroga de un año que comenzara desde esta fecha para la ocupacion y cultivacion de mi expresado terreno. Por tanto a VE suplico acuda a mi peticion de lo que espero recibir merced y gracia.* »

31 L. PITT, *The Decline of the Californios*.

Gwin, qui représente plutôt les intérêts des immigrants.

Dès la période de gouvernement militaire, les autorités étatsuniennes se sont préoccupées des archives du gouvernement mexicain-californien, au niveau local et au niveau national. La montée des prix de la terre avec l'annexion et l'immigration encourage également les particuliers, ou plutôt, les juristes, qui sont nombreux parmi les immigrants, à s'intéresser aux archives, notamment dans le but de vérifier les titres de propriété.[32] Il s'agit dans un premier temps pour les *squatters* de trouver des recours pour contester les immenses propriétés qu'ils occupent et dont on prétend les chasser. Dans un second temps, avec l'installation de la commission pour la terre, il s'agit pour ceux qui revendiquent des concessions mexicaines de les prouver. Cette condition est à l'origine d'une influence très importante des avocats et juristes dans la politique californienne. En effet, ils servent de défenseurs et d'intermédiaires aux Mexicains-Californiens qui ignorent tout du système légal étatsunien. Non seulement ont-ils à payer, en l'absence de liquidités, leurs avocats par le biais d'hypothèques sur la terre, mais encore cela détermine-t-il aussi certaines alliances politiques. À titre d'exemple, l'affiliation de Los Angeles et du sud en général aux Démocrates sudistes, pendant les années 1850 tient en grande partie au rôle de l'avocat Joseph Lancaster Brent dans la défense de leurs terres.[33]

C. « Je me considère autant un citoyen américain que ce monsieur »[34]

Les responsables de l'occupation militaire s'affrontent sur la question de l'organisation d'un gouvernement civil en 1847, Kearny et Fremont étant les principaux rivaux, ce qui met un terme temporaire au projet. Le conseil législatif, projeté par Stockton, dont les membres avaient été nommés ne se réunit jamais. En juin 1848, plusieurs mois après la signature du traité entre le Mexique et les États-Unis, la Californie était toujours tenue comme une conquête militaire, les lois

32 En témoigne le fait qu'on trouve de nombreuses copies ou originaux d'archives municipales par exemple dans des collections privées : Papiers de Benjamin Hayes pour San Diego (Bancroft Library), Papiers d'Ahsley pour Monterey (Bancroft Library) ; des histoires légales des pueblos et de leurs attributions de terres en témoignent également, par exemple John W. DWINELLE, *The Colonial History of the City of San Francisco Being a Narrative Argument in the Circuit Court of the United States for the State of California, for Four Square Leagues of Land Claimed by That City and Confirmed to It by That Court*, San Francisco, Towne & Bacon, 1867.

33 L. PITT, *The Decline of the Californios* ; R.G. CLELAND, *The Cattle on a Thousand Hills*. Pour des exemples de déboires avec les avocats, voir aussi les biographies, par exemple Carlos Manuel SALOMON, *Pío Pico: The Last Governor of Mexican California*, Norman, University of Oklahoma Press, 2010. Sur ce sujet précis, voir aussi les travaux de Daniel Lynch, doctorant à l'UCLA, et les archives de Antonio F. Coronel (Seaver Center, Natural History Museum, Los Angeles) et Joseph Lancaster Brent (Huntington Library). Pour la puissance des Démocrates sécessionnistes à Los Angeles, voir aussi L.L. RICHARDS, *The California Gold Rush and the Coming of the Civil War*.

34 Debates, 5 septembre 1849, p.22 José Antonio Carrillo « *He begged leave to say that he considered himself as much an American citizen as the gentleman who made the assertion* ».

mexicaines et les institutions locales en place dans leur plus grande partie.[35] Cet état de fait commence à être critiqué, notamment dans les premiers journaux publiés en Californie, le *Californian* et le *California Star*. Dans les colonnes de ce dernier, dès février 1847, l'ex-participant de la « *bear flag revolt* », Robert Semple demande la réunion d'une convention constitutionnelle. Il y continue finalement ce qu'il avait commencé en se soulevant à Sonoma, quand il réclamait un gouvernement véritablement « républicain », critiquant le système de gouvernement par les *alcaldes*.[36] Pour tout dire, les problèmes se posent en effet surtout dans le nord, à partir de Monterey, du fait de l'immigration de plus en plus massive, et les critiques sont loin de n'être adressées qu'aux alcaldes mexicains : à Sonoma, c'est d'un *alcalde* étatsunien dont on demande la démission pour son « ignorance et ses caprices », tandis qu'à San José et Santa Clara, *l'alcalde*, un Étatsunien se plaint de compatriotes qui pillent impunément les missions.[37] Le rôle des résidents de San Francisco doit être particulièrement souligné, dans leurs efforts pour faire de San Francisco la ville étatsunienne de référence en Californie. Le choix par le conseil municipal et son *alcalde* Bartlett de reprendre le nom générique de San Francisco plutôt que celui du hameau de Yerba Buena fait ainsi partie d'une stratégie pour mieux attirer les migrants (le nom de San Francisco est connu dans tous les États-Unis du fait de la baie, qui était devenue un but avoué de guerre) ; il s'agit en particulier de contrer la ville nouvelle de « Francisca », planifiée par Robert Semple et Mariano Vallejo, de l'autre côté de la baie. C'est aussi là que se produisent des manifestations de rejet de l'autorité militaire dans les affaires de la ville, relayées et publiées par les journaux californiens *The Californian* et *The California Star*, tous deux à San Francisco à partir de mai 1847. L'opposition à l'*alcalde* nommé par le gouverneur donne lieu à l'autorisation d'une élection en août 1847. Les journaux eux-mêmes, en tant que rivaux, jouent un rôle dans les disputes politiques et contribuent à la mise en forme du débat politique, au moins pour leurs lecteurs.[38]

La signature du traité de Guadalupe Hidalgo le 2 février 1848, qui est connue en août en Californie, permet aux gouverneurs militaires d'envisager une évolution. De plus, la constitution d'établissements de centaines de personnes là où seuls les Amérindiens vivaient auparavant, dans la Sierra Nevada, à cause de la découverte d'or, change la situation, dans la mesure où il ne s'agit pas

35 Théodore GRIVAS, *Military Governments in California, 1846-1850; with a Chapter on Their Prior Use in Louisiana, Florida, and New Mexico*, Glendale, Calif., A.H. Clark Co., 1963.

36 *California Star*, 13 février 1847, Yerba Buena.

37 HHB6, p.268.

38 Roger W. LOTCHIN, *San Francisco, 1846-1856: From Hamlet to City*, New York, Oxford University Press, 1974 ; Philip J. ETHINGTON, *The Public City: The Political Construction of Urban Life in San Francisco, 1850-1900*, Cambridge [England]; New York, Cambridge University Press, 1994 ; Barbara BERGLUND, *Making San Francisco American: cultural frontiers in the urban West, 1846-1906*, Lawrence, University Press of Kansas, 2007.

dans cette région de continuer une organisation pré-existante à la conquête. D'une certaine manière, San Francisco est dans une situation un peu similaire, en tant que port d'arrivée principal des soldats et immigrants. Enfin, il devient difficile d'assurer un gouvernement militaire, quand la plupart des soldats ont déserté pour les mines. Le problème est que l'organisation territoriale revient constitutionnellement au Congrès des États-Unis, et que celui-ci rencontre des difficultés à statuer, du fait de l'opposition entre nord et sud au sujet de l'autorisation ou non de l'esclavage dans la cession mexicaine.[39] Lorsqu'à la fin de 1848 on apprend en Californie qu'aucune décision concernant le gouvernement de la Californie n'a été prise au Congrès, les rédaction du *Star* et du *Californian* reprennent l'initiative pour organiser des réunions dans le but de convoquer une convention constitutionnelle à San José, San Francisco et Sacramento. Les personnes réunies en ces occasions se décident à organiser une convention à l'été, si le Congrès des États-Unis n'a toujours pas statué lors de la session qui s'achève en mars. Entre temps, un nouveau gouverneur militaire est arrivé, Bennett Riley, qui a aussi les fonctions de gouverneur civil. À ce titre, il fait évoluer le système politique en rendant par exemple électives les fonctions nominatives héritées du système mexicain (les préfectures notamment), afin de les « américaniser ». Ayant appris très vite que le Congrès n'a pu agir, il reprend à son compte le projet de convocation d'une convention pour former une constitution d'État ou une organisation de Territoire. Il ordonne ainsi une élection pour le 1er août 1849.[40]

L'activisme en faveur de l'organisation d'un gouvernement civil n'est globalement pas du fait des Mexicains-Californiens. Seuls Mariano Guadalupe Vallejo à Sonoma et John Sutter à Sacramento participent à la mobilisation en faveur de la réunion d'une convention constitutionelle lorsqu'en mars 1849 ils signent une lettre demandant que la convention soit réunie en août plutôt qu'au printemps.[41] Au final, plusieurs d'entre eux sont élus, en particulier dans le sud, pour participer aux travaux de la constitution constitutionnelle. Leur élection traduit non seulement un rapport de forces local, mais aussi des choix individuels ou collectifs. Juan Bautista Alvarado, Juan Bandini choisissent de ne pas se faire élire, tandis que Mariano G. Vallejo est un représentant de Sonoma, et Pablo de la Guerra, fils du patriarche José de la Guerra, l'un de ceux de Santa Barbara, avec un autre homme de la famille de la Guerra-Carrillo, José Maria Covarrubias. Los Angeles envoie, entre autres, celui qui a participé à la politique californienne avec panache depuis les années 1820, et ce jusqu'à la signature

39 L.L. RICHARDS, *The California Gold Rush and the Coming of the Civil War*.

40 T. GRIVAS, *Military Governments in California, 1846-1850; with a Chapter on Their Prior Use in Louisiana, Florida, and New Mexico*.

41 *Alta California*, 22 mars 1849. Sacramento est devenue une ville à l'initiative de John Sutter, avec l'aide de Sam Brannan, après la découverte d'or et l'afflux de population conséquente.

de la capitulation avec les Étatsuniens, José Antonio Carrillo.[42]

Les élections pour la Convention sont organisées par une proclamation du gouverneur Riley le 3 juin 1849. Il y définit le nombre de délégués par districts en fonction des évaluations de population dont il a la connaissance et qui reflètent la représentation qu'il se faisait du territoire : San Diego, Santa Barbara et San Luis Obispo y avaient droit à deux représentants, Los Angeles, Sonoma, Sacramento et San Joaquin quatre, Monterey, toujours capitale, San José et San Francisco cinq. Cette répartition reflète la croissance du nord en général, et en particulier des mines. Pour autant, les villes, dont la population est plus facile à évaluer, sont sur-représentées par rapport aux districts miniers.

Or c'est précisément cette représentation territoriale qui est discutée dès les premières heures de la convention constitutionnelle réunie à Monterey au début du mois de septembre 1849. La convocation de Riley évoquait la possibilité pour les districts d'élire des représentants supplémentaires, s'ils estimaient y avoir droit, qui seraient ou non acceptés au sein de la convention. La répartition des sièges est donc dès le départ l'objet d'un débat, qui se centre sur l'idée que les districts miniers sont sous-représentés. C'est William Gwin, un représentant démocrate sudiste venu en Californie se faire élire sénateur, qui s'érige en défenseur de la population des mines, par des arguments ouvertement ethnocentriques : il déclare ainsi le 3 septembre, tout en se défendant « d'exciter des préjugés de section » - un vocabulaire emprunté aux affrontements politiques étatsuniens – « ce n'est pas pour les natifs californiens que nous faisons cette Constitution, mais pour la grande population américaine, qui constitue les trois-cinquièmes de la population de ce pays. »[43] Bien qu'il soit extrêmement difficile de l'évaluer vu la situation du pays, la Californie passe en effet d'une grosse dizaine de milliers de résidents considérés comme « *de razón* », à probablement autour de 100 000 habitants, la plupart des nouveaux immigrants s'installant dans le nord et le piémont de la Sierra Nevada.

Ce n'est que le lendemain qu'un *Californio* prend la parole à ce sujet, exprimant d'ailleurs son malaise du fait de son ignorance de la langue anglaise (il passe par un interprète). Il s'agit de José Antonio Carrillo, homme fort de Los Angeles, ancien député de Californie au Congrès mexicain, meneur de la guerre des Mexicains-Californiens contre les Étatsuniens pendant la guerre, et signataire à ce titre de la capitulation de Cahuenga en 1847, non loin de Los Angeles. Au lieu de

42 Sur la délégation californienne à la convention constitutionnelle, voir Donald E. HARGIS, « Native Californians in the Constitutional Convention of 1849 », *The Historical Society of Southern California Quarterly*, 1954, 36, 1, p. 3-13 ; L. PITT, *The Decline of the Californios*, p. 43-47.

43 Debates, p. 11.

répondre à Gwin, et d'entrer dans une rivalité ethnique et de section, il choisit de s'exprimer au sujet du poids relatif de Los Angeles et Monterey, reprenant ainsi un débat qui avait agité la Californie mexicaine, la rivalité entre les deux villes qui prétendaient au titre et à la fonction de capitale. Il rappelle ainsi que Los Angeles a le double des habitants de Monterey : Los Angeles, selon lui, doit avoir sept représentants, et Santa Barbara, cinq, comme Monterey. À première vue, il pourrait sembler que José Antonio Carrillo manque de hauteur de vue en se contentant de cette remarque interne aux établissements mexicains, et sans tenir compte du rapport de force avec les Étatsuniens. Mais, d'une part sa stratégie paye puisque ses propositions sont adoptées. D'autre part, défendre les établissements du sud permet de fait une meilleure représentativité des Mexicains-Californiens. Une séance plus tard, il a d'ailleurs l'occasion de répondre à l'argument de Gwin, affirmant « qu'il se considère autant un citoyen américain que ce monsieur ».[44]

	Proclamation de Riley (3 juin 1849)	*Variation*	*Décision de la convention (septembre 1849)*	*Commentaire*
San Diego	2		2	/
Los Angeles	4	+3 +43 %	7	Revendication de J.A. Carrillo
Santa Barbara	2	+3	5	Revendication de J.A. Carrillo
San Luis Obispo	2	-1	1	
Monterey	5	0	5	
San José	5	+ 2	7	
San Francisco	5	0	5	
Sonoma	4	+2	6	
Sacramento	4	+11 +73 %	15	Revendication de Gwin
San Joaquin	4	+11 +73 %	15	Revendication de Gwin

Tableau 16: La représentation des districts californiens à la convention constitutionnelle de 1849

Les débats à la Convention constitutionnelle montrent deux possibilités d'envisager la nouvelle situation des Mexicains-Californiens, notamment du point de vue des Étatsuniens d'origine. Gwin les renvoie à leur situation de minorité en besoin d'être protégée contre la majorité. Un autre Étatsunien, Dimmick, élu pour San José, affirme que ses électeurs ne se considèrent pas une minorité, mais avant tout des citoyens.

44 Debates, 5 septembre 1849, p. 22 José Antonio Carrillo *« He begged leave to say that he considered himself as much an American citizen as the gentleman who made the assertion ».*

La règle finalement adoptée est celle que toute personne ayant reçu plus de cent voix est admise au sein de la Convention. Dès que tous les délégués sont ainsi intégrés à la Convention, et toujours d'après la convocation du gouverneur Riley, il s'agit de statuer sur l'organisation d'un gouvernement territorial ou sur la rédaction d'une constitution en tant qu'État fédéré.

Les députés du sud ont pour mandat de la part de leurs électeurs de défendre l'organisation d'un Territoire plutôt que d'un État. Cette demande n'est pas une revendication généralisée parmi les Mexicains-Californiens : ceux de San José par exemple, d'après leur représentant Dimmick, sont plutôt favorables à l'organisation d'un État. Pour le sud, José Antonio Carrillo va jusqu'à proposer de former un Territoire à part, si le nord tient absolument à être un État. Son collègue Foster, lui aussi représentant de Los Angeles, pense au contraire que l'unité est préférable. Pour nombre de citoyens, qu'ils soient Étatsuniens ou Mexicains-Californiens, seul le statut d'État garantit de bénéficier de la citoyenneté pleine des États-Unis.

Cette question se trouve à l'intersection de questions locales et nationales. En effet, le problème de l'organisation d'un État est le coût de celui-ci ; un Territoire est en effet financé par le gouvernement fédéral, alors qu'un État doit trouver ses propres financements. Or la manière de financer le gouvernement pose des problèmes d'égalité du fait des récents bouleversements démographiques et économiques en Californie. Il y a en effet l'héritage de l'économie agro-pastorale et commerciale d'une Californie mexicaine d'un côté, avec de très grandes propriétés qui ne garantissent pas pour autant une richesse en liquidités ; de l'autre, une population très nombreuse, très récente, difficile à évaluer en termes de nombre et de fortune, mobile, et dont l'activité principale est d'extraire de l'or, richesse paradoxalement difficile à évaluer et à taxer. Bien qu'elles ne soient pas débattues au même moment pendant la convention, ces deux questions sont explicitement liées. La question du financement du gouvernement qui se pose avec le choix entre être un État ou un Territoire est loin d'être une question neuve pour les Mexicains-Californiens, qui s'étaient heurtés à cette difficulté depuis la fondation des premiers forts californiens (1769), mais surtout depuis l'interruption des approvisionnements par Mexico via Mazatlán au moment de la guerre d'indépendance. Bien que constitutionnellement la Californie ait été d'abord un Territoire de la République fédérale mexicaine, et une frontière militaire où les soldats devaient jouer un rôle majeur, ni la solde des soldats, ni le financement du gouvernement ne parvenaient à Monterey. Les seuls revenus étaient issus des droits de douane ; or ces revenus posaient des dilemmes aux Mexicains-Californiens qui s'interrogeaint sur la meilleure politique : des droits de douane élevés portent en effet préjudice aux acheteurs californiens, qui ne peuvent s'approvisionner localement et

favorisent la contrebande, extrêmement répandue, à cause de la corruption (elle-même partiellement due aux difficultés de payer les salaires des employés de la douane) et du manque de personnel et d'équipements pour surveiller la côte. Il n'y avait pas de taxation sur les propriétés, et c'est précisément cette question qui préoccupe les Mexicains-Californiens lorqu'elle est évoquée en séance.

Entre ces deux populations, une autre, celle des Indiens pose la question des caractéristiques de la citoyenneté, entre droit fondamental et facultés, et entre deux systèmes juridiques. Le traité de Guadalupe Hidalgo stipule que tous les citoyens mexicains, présents sur les territoires cédés aux États-Unis, peuvent devenir citoyens.[45] Or l'application de cette mesure se heurte à l'hétérogénéité de la définition de la citoyenneté aux États-Unis et dans la république mexicaine. Dans les deux cas, le corps politique actif ne se superpose pas à l'ensemble des résidents, ni même des « nationaux ». Les femmes, les enfants jusqu'à leur majorité sont par exemple exclus du droit de vote. D'après Mary Ryan, ces exclusions sont moins assumées par les Étatsuniens jacksoniens et démocrates que par les Mexicains. Il est impensable, dit-elle, de faire référence à un niveau de propriété, ou à une origine géographique. Pour les Mexicains en revanche, la citoyenneté active a un sens positif, il faut remplir un certain nombre de conditions pour pouvoir bien en jouir et en faire bénéficier la collectivité. Cette citoyenneté passe notamment par le statut de *vecino*, membre connu, utile, actif d'une communauté, identifié par ses pairs. Il est chef de famille. Cette conception est proche de celle des doctrinaires français par exemple.[46] Dès lors, dans cette culture politique, nous avons vu que l'exclusion des Indiens n'était pas tant raciale en soi que du fait de leur disposition encore (toujours) mineure, leur dépendance. Le préjugé de race n'était pour autant pas absent, puisque par exemple Pablo de la Guerra[47] affirme souhaiter également l'exclusion des personnes d'origine africaine. Pourtant, c'est dans cette notion même de dépendance, liée à la crainte du clientélisme, que se rejoignent en fait Étatsuniens et Mexicains-Californiens. À juste titre, Mary Ryan souligne que c'est le qualificatif « blanc » (*white*) qui finit par mettre l'assemblée d'accord, mais dans une acception qui désigne moins le phénotype, la couleur que la macule de l'origine africaine ou indienne, c'est à dire une sauvagerie, une incapacité à s'intégrer à la communauté des citoyens actifs et une propension à former une clientèle grégaire.[48]

45 Sur le traité, voir Richard GRISWOLD DEL CASTILLO, *The Treaty of Guadalupe Hidalgo a Legacy of Conflict*, 1st ed., Norman, University of Oklahoma Press, 1990.

46 Mary P. RYAN, *Civic Wars Democracy and Public Life in the American City During the Nineteenth Century*, Berkeley, University of California Press, 1997 ; Erika PANI, « Ciudadanos, cuerpos, intereses: las incertidumbres de la representación. Estados Unidos, 1776-1787-Mexico, 1808-1828 », *Historia mexicana*, 2003, 53, 1, p. 65-115.

47 Appelé Mr Noriega, du nom de famille maternel de son père dans les comptes-rendus des débats.

48 M.P. RYAN, *Civic Wars*, p. 122.

D. Délimiter la Californie. De « notre Californie » à leur Californie.

La tentation de la création d'un Territoire à part dans le sud est le versant institutionnel d'un phénomène de repli vers la « frontière » (*frontera*) soit la région autour de San Diego et vers la Basse-Californie. La question est reposée lors du débat sur les frontières du nouvel État. La Haute-Californie espagnole puis mexicaine s'étendait du Pacifique au Nouveau-Mexique, de la limite avec les États du nord mexicain (Sonora, Sinaloa, Chihuahua) jusqu'à l'Oregon. Mais la commission sur les frontières propose des limites plus étroites, de la côte jusqu'à la chaîne de la Sierra Nevada. Les défenseurs de l'une comme de l'autre proposition invoquent les difficultés rencontrées par les derniers Territoires candidats à l'admission comme États au sujet de leurs frontières. Ce sont donc les débats propres aux équilibres fédéraux à l'est du Mississippi qui sont importés dans le débat en Californie. Conserver les montagnes où se trouve l'or reste la priorité. Pour le reste, les députés spéculent pendant de longs discours sur ce qui se produira au Congrès dans l'un ou l'autre des cas, sur la réaction des États du nord et de ceux du sud sur ce qu'impliquent leurs frontières par rapport aux équilibres entre États « libres » et États « avec esclaves », sachant que très vite dans la convention il est décidé que la Californie serait un État libre, ceux qui auraient voulu l'inverse se ralliant, pragmatiques, à la majorité.[49]

Du point de vue des immigrants récents nord-américains ce qui compte surtout, c'est d'une part de ne laisser à l'écart aucune ressource présente en Californie, et d'autre part d'avoir une taille acceptable par le Congrès, puisque l'admission comme État est le premier objectif. Dans leurs arguments, ils se fondent sur des pièces légales, les cartes à partir desquelles a été négocié et signé le traité de paix entre le Mexique et les États-Unis. Mais pour les résidents plus anciens, cette question des frontières est beaucoup plus fondamentale et tient à leur relation au projet territorial tel qu'ils l'ont conçu depuis qu'ils sont nés, ou arrivés en Californie.[50]

49 L.L. RICHARDS, *The California Gold Rush and the Coming of the Civil War* ; Stacey L. SMITH, *Freedom's Frontier*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2013.

50 Debates, p. 169

Illustration 23: Carte de Disturnell, utilisée pour la négociation du traité de Guadalupe Hidalgo.

Illustration 24: Carte dessinée par Ephraïm Gilman pour Polk, en illustration de son dernier message annuel au Congrès en décembre 1848. Le Nouveau-Mexique apparaît dans sa version la plus étroite sur cette carte, notamment par rapport à la carte utilisée pour négocier le traité. Sur cette carte, le Texas est favorisé dans sa dispute territoriale avec le Nouveau-mexique. On remarque également que la ligne du « compromis du Missouri » sur l'esclavage (1820) est prolongée sur cette carte jusqu'à la côte, à toutes fins utiles au Congrès. Pour un commentaire détaillé de cette carte voir Mark J. Stegmaier with Richard T. McCulley, Cartography, Politics—and Mischief, Ephraim Gilman's 1848 Map of the United States, Now Expanded Coast to Coast Prologue Magazine, Winter 2009, Vol. 41, No. 4 accessible en ligne http://www.archives.gov/publications/prologue/2009/winter/gilman-map.html

À ces débats orientés vers le Congrès des États-Unis de la part des immigrants récents, répondent des arguments de la part de ceux pour qui la Californie est plus qu'une mine d'or, un port sur le Pacifique et un moyen d'être élu sénateur au Congrès des États-Unis, ceux qui en sont les colons et les défenseurs depuis de nombreuses années. Ceux-là ne sont pas non plus unanimes sur la question des frontières. Pour José Antonio Carrillo, l'un des hommes politiques *Californios* les plus influents, il semble hors de question de diviser la Californie (bien qu'il propose à un moment d'organiser un Territoire en Californie du sud). Loin d'être une entité abstraite, à créer, la Californie existe en tant que telle. « Les Membres de cette Convention sont envoyés par le peuple de Californie, non pour former un gouvernement pour n'importe quelle portion du territoire, mais pour la Californie. La seule question est : qu'est ce que la Californie ? C'est le territoire défini comme tel par le gouvernement d'Espagne et toujours reconnu comme tel par le Gouvernement mexicain. » Il ajoute qu'exclure une partie des habitants « d'un État qui deviendra en très peu de temps l'un des plus riches États de l'Union et contribuera à l'honneur, au pouvoir et à la gloire des États-Unis autant que n'importe quel autre État » serait une « injustice », « leurs descendants auront des bonnes raisons de se plaindre », car ils n'auront pas « rempli leur devoir »[51].

Au contraire, pour John Sutter, originaire de Suisse et naturalisé mexicain, qui a reçu une concession de la part du gouverneur mexicain et a construit sur ces terres un fort pour exploiter la région de l'intérieur grâce aux Amérindiens, intégrer les déserts au-delà des montagnes n'est pas nécessaire. Il s'appuie pour former son opinion sur son expérience de voyageur et sur les connaissances rassemblées à partir des témoignages des immigrants qui passaient presque tous par son fort à leur arrivée en Californie. « Les messieurs qui ont traversé ces déserts et franchi ces montagnes doivent le savoir, mais c'est impossible pour ceux qui sont passés par le Cap Horn,

51 Debates, p. 193, José Antonio Carrillo « *So far as I understand the question before the House, it is as to what are the proper limits of Upper California. In the year 1768, the Spanish Government formed certain limits for this country. Afterwards, when the Spanish possessions here fell into the hands of the Mexicans, the Government of Mexico always recognised and respected that as the boundary of Upper California. I am of opinion that the proposition of the gentlemen from San Francisco (Mr. GWIN) adopts the proper boundary as fixed by old Spain. I see no reason why it should not continue to be recognised still. Quite enough has been said on this subject. Members of this Convention are sent here by the people of California, not to form a State Government for any particular portion of the territory, but for California. The only question is, what is California? It is the territory defined as such by the Government of Spain, and always recognised as such by the Mexican Government. I do not cenceive that this Government has any right whatever to take the least portion away that has been ceded by the Government of Mexico. You have no right to deprive the inhabitants of any portion of California of the protection of government. Your duty is to form a constitution for what really is, and always has been, California. If you do not, your descendants hereafter will have good cause to complain that you have done them injustice. This State, in a very short time, may become one of the richest States in the Union, and contribute as much to the honor, power, and glory of the United States as any State in the confederacy. »*

d'imaginer à quel point c'est un grand désert, et il serait tout à fait impolitique pour l'État de Californie d'embrasser dans ses limites un tel pays ». Mais afin de « faciliter le commerce entre les gens de San Diego et ceux de Sonora et du Nouveau-Mexique » il faudrait « inclure la portion à la confluence de la rivière Gila et du fleuve Colorado ». C'est une perspective utilitariste fondée sur son expérience et sa pratique du territoire.[52] Les avis divergents de Carrillo et Sutter reflètent des divisions déjà présentes avant l'annexion et avant la découverte d'or en Californie. Cette divergence correspond aussi à une distinction entre Californiens natifs et immigrants plus récents. Les *Californios* mettent en effet en avant l'origine espagnole du projet californien, et son existence en tant que telle, en tant qu'entité politique (avec son peuple), avant l'annexion.

Les débats à la Convention constitutionnelle ont lieu entre personnes majoritairement issues des États-Unis, et reproduisent des questions politiques qui ont du sens dans ce contexte national. Pour les Mexicains-Californiens présents, il s'agit à la fois de s'assurer de la protection de leurs droits et de leurs intérêts, et de participer autant que possible, malgré la barrière de la langue, à l'élaboration du cadre de décision politique de la Californie étatsunienne et plus fondamentalement, à ce que sera la Californie. Ils servent aussi d'experts en loi mexicaine, notamment dans le cadre de l'application du traité de paix de Guadalupe Hidalgo (qui non seulement assure leur protection, mais dont le respect semble indispensable à la validité de la constitution auprès du Congrès fédéral), et plus particulièrement au sujet de la définition de la citoyenneté mexicaine par rapport à la citoyenneté étatsunienne.

Le débat à la Convention au sujet du « grand sceau de l'État de Californie » est alors particulièrement révélateur. Caleb Lyon fait la proposition de faire figurer un ours sur celui-ci. Mariano Vallejo soumet alors une résolution pour que « l'ours soit retiré du sceau de la Californie ; ou bien que s'il reste, il soit représenté retenu par un lasso aux mains d'un *vaquero* »[53]. Sa résolution est rejetée par 16 oui contre 21 non. L'assistance ne perd pas l'allusion à la *Bear Flag revolt*, mais ne connaît probablement pas l'épaisseur de sens de l'ours, menace pour les éleveurs. En repoussant la

52 Debates, p. 169 *« Mr. SUTTER. I speak English so imperfectly that I shall only make a single remark. Gentlemen who have passed through these deserts and travelled over these mountains, may know something about it; but it is impossible for gentlemen who have come by the way of Cape Horn, to imagine what a great desert it is, and know how impolitic it would be to the State of California to embrace within its limits such a country. Except a small slip of the great Salt Lake, which is worth something to the people who are living there, but there is such an immense space between us and that part of the country, that I consider it of no value whatever to the State of California. I believe our limits ought to be just as much as agreed upon by the Committee, with the exception of an amendment which I think it requires to facilitate the trade of the people of San Diego with Sonora and New Mexico, to include that portion, to the confluence of the Gila and Colorado rivers, which it omits. This is all I have to say. »*

53 Debates, p. 323 *« Resolved : That the bear be taken out for the Seal of California ; or, if it do remain, that it be represented as made fast by a lazo in the hands of a vaquero ».*

figure de l'ours, Vallejo exprime sa fierté de *Californio* qui a commencé le développement et la civilisation de la Californie, contre des Étatsuniens qui veulent mettre en avant son statut de frontière sauvage. Le choix de Minerve, « la déesse qui a surgi adulte de la tête de Jupiter » symbolise le « type de naissance politique de l'État de Californie » qui n'est pas passé par le statut probatoire de territoire ». C'est bien sûr mettre entre parenthèses toute l'histoire politique de la Californie avant 1849.[54]

***

« Now we cover [Mexico] as a local story »

Un éditeur du *Los Angeles Times*, vers 2004[55]

« Éste es el otro México, el México que está fuera de México, pero no por ello deja de ser México »

Le président du Mexique Enrique Peña Nieto, 25 août 2014[56]

Au tournant des années 1840, les États-Unis ont conquis la moitié du Mexique par la guerre et la diplomatie, et ont validé et renforcé leur assise en Californie grâce aux migrations de la ruée vers l'or. Les migrants qui ne cherchent plus ou pas d'or comptent s'installer sur les terres qu'ils estiment leurs, et grâce à leur majorité politique nouvellement acquise, sont capables de formuler des lois d'États et de faire formuler des lois nationales facilitant une répartition des terres. La légende noire contre les Espagnols et les récits de voyage ont construit les Mexicains et les *Californios* comme paresseux, improductifs et inférieurs racialement car ayant pour la plupart des origines indigènes et/ou noires. Le projet californien *californio* est mis entre parenthèses, et c'est une autre Californie, un prolongement de l'ouest étatsunien, qui s'y développe. Ce n'est que plus tard, dans le dernier

54 L. PITT, *The Decline of the Californios*, p. 44. a proposition du sceau par Caleb Lyon se trouve dans Debates, p. 308. Il justifie la présence de l'ours comme une « caractéristique particulière du pays » (e*mblematic of the peculiar characteristics of the country*). Le sceau proposé par Lyon a été dessiné par robert S. Garnett.

55 http://edition.cnn.com/2014/04/07/opinion/navarrette-california-hispanics/

56 http://www.presidencia.gob.mx/articulos-prensa/palabras-del-presidente-de-los-estados-unidos-mexicanos-licenciado-enrique-pena-nieto-durante-el-encuentro-con-las-comunidades-mexicanas/

quart du XIX^e^ siècle, que le passé hispanique est redécouvert à la faveur d'une campagne de promotion de la Californie du Sud liée aux intérêts des compagnies ferroviaires et des élites locales. Cette campagne s'appuie aussi sur les inquiétudes liées à l'industrialisation et à l'urbanisation, à la fin de la frontière et de la vie proche de la nature vus comme un risque pour le caractère américain et démocratique du pays. Mais ce qui est privilégié dans ce récit et cette redécouverte, c'est le caractère espagnol plutôt que mexicain. Il s'agit de mettre en valeur une Méditerranée américaine dont les représentants sont présentés, comme ils s'affirment eux-mêmes, comme des espagnols, des « dons » au sang pur de toute ascendance noire ou indigène. Leur mode de vie, trop oisif pour des Protestants, est alors malgré tout représenté par certains comme proche de la nature et donc fondamentalement américain. C'est particulièrement le cas de Charles Lummis, qui a promu le sud-ouest, le long de l'itinéraire ferroviaire de Santa Fe à Los Angeles. Les Amérindiens ne sont d'ailleurs pas totalement exclus de cette mise en tourisme, puisque Lummis vante les Indiens pueblos, dont l'artisanat et les réalisations urbaines sont comparés aux exploits « yankees » et que le roman *Ramona* cherche à dénoncer le sort qui leur a été fait à la fois sous le régime des missions, des *ranchos* et enfin des États-Unis.

En janvier 1955, en célébration du 108^e^ anniversaire de la bataille qui marque la fin des hostilités de la guerre américano-mexicaine en Californie le 13 janvier 1846, l'acteur Leo Carrillo dévoile un (mauvais) portrait de son arrière grand oncle Jose Antonio Carrillo, signataire de la capitulation de Cahuenga sur le site même où elle fut signée. L'article du *Los Angeles Times* relatant cette commémoration insiste sur « le lien avec un passé coloré de la Californie et du Mexique », une formule qui folklorise cette histoire et la présente comme un divertissement. Si Leo Carrillo est un acteur muet de la scène, les orateurs sont de dignes représentants des « vrais pionniers », les dignitaires des associations mémorielles comme la « *Campo de Cahuenga Association* » ou les « *Native Sons of the Golden West* ». Un drapeau à l'ours est d'ailleurs présenté à l'occasion. Le passé mexicain est donc relégué à une place décorative tandis que sont valorisés les pionniers étatsuniens. Ni les Mexicains-Californiens ni les Amérindiens ne sont censés avoir eu un projet politique sur la Californie.

Portrait Unveiling Marks Treaty of Cahuenga Day: 200 Brave Rain and ...
Los Angeles Times (1923-Current File); Jan 17, 1955;
ProQuest Historical Newspapers: Los Angeles Times (1881-1990)
pg. A1

CARRILLO PICTURE UNVEILED—Picture of Antonio Jose Carrillo, who wrote down Treaty of Cahuenga, is unveiled. Taking part, left to right, Miss Orpha Klinker, artist; Leo Carrillo, taking cover off picture of his great-great-uncle; Councilman Earle D. Baker, William A. Allen, Campo de Cahuenga group president. Times photo

Portrait Unveiling Marks Treaty of Cahuenga Day

200 Brave Rain and Wind to Attend Rites Marking End of War to Possess California

Another link with the colorful past of California and Mexico was completed yesterday as nearly 200 persons braved rain and wind to commemorate the 108th anniversary of the signing of the Treaty of Cahuenga, the agreement which ended the fighting for possession of California.

The link was a portrait of Antonio Jose Carrillo, the man who painstakingly wrote down the historic document, in English and Spanish. It was signed on Jan. 13, 1847 by Lt. Col. John C. Fremont, representing the United States, and Gen. Andres Pico, for Mexico.

Ceremony at Site

The portrait, painted by Miss Orpha Klinker, was unveiled yesterday by the great-great-nephew of Antonio Jose Carrillo, Actor Leo Carrillo, in ceremonies at Campo de Cahuenga, 3919 Lankershim Blvd., Universal City, the site of the treaty signing.

William A. Allen, president of the Campo de Cahuenga Association, extended greetings to the gathering and introduced Clifford C. Schack, president of Rancho San Fernando Parlor 285, Native Sons of the Golden West. The Parlor, with the City Recreation and Park Department, sponsored the celebration.

Bear Flag Presented

Dr. Joseph P. Haggerty gave the invocation and Councilman Earle D. Baker and Alfred P. Perucca, grand second vice-president of the Native Sons of the Golden West, spoke briefly. A California Bear Flag was presented to Campo de Cahuenga by George F. Shipley on behalf of the Native Sons.

Members of the San Fernando Valley Garden Center Association and the California Garden Clubs, Inc., placed wreaths on the historic site.

Music was provided by the San Fernando Boys Band and the Bononova Trio.

Reproduced with permission of the copyright owner. Further reproduction prohibited without permission.

Illustration 25: La commémoration du traité de Cahuenga en 1955

Ce qu'on appelle aujourd'hui le « rêve californien », hyperbole du « rêve américain », est l'héritier de cette construction de la Californie en paradis méditerranéen, légèrement frondeur et transgressif. Mike Davis a bien montré comment Los Angeles est aussi devenu un « dépotoir à rêves ». Mais toujours on « rêve Californie dans les jours d'hiver », où être « en sécurité et au chaud »[57] notamment grâce à Hollywood. L'État de Californie est aujourd'hui tellement riche et

57 Il s'agit de citations du premier couplet des paroles de la chanson « *California Dreamin'* » des Mamas and Papas, 1965 « All the leaves are brown and the sky is gray.
I've been for a walk on a winter's day.
I'd be safe and warm if I was in L.A.;
California dreamin' on such a winter's day. » Chanson classée 89e dans le classement du magazine musical Rollingstone des « cinq cents meilleures chansons de tous les temps » de 2003, reflétant la popularité continue de ce titre et par ricochet l'écho qu'elle rencontre.

peuplé qu'il serait la huitième puissance mondiale s'il était un pays indépendant.[58] La ville de Los Angeles est le siège depuis le début du XX^e^ siècle d'une industrie cinématographique qui diffuse dans le monde entier ses modèles de vie. La *Silicon Valley*, entre San José et San Francisco, donne le la des nouvelles technologies mondiales, certaines de ces entreprises produisant des outils numériques qui reconfigurent notre manière de communiquer, d'interagir avec ses voisins ou de former une conversation entre antipodes, mais aussi de lire et d'apprendre. Recoin isolé et oublié des histoires centrées sur l'est des États-Unis, sur l'Europe, ou même sur Mexico et sa vallée centrale, les sources pour faire l'histoire de la Californie au début du XIX^e^ siècle sont paradoxalement disponibles à distance pour tous, du moins, tant qu'un logiciel de reconnaissance de caractères (OCR) performant n'a pas été inventé pour transcrire les manuscrits, par tous ceux qui font l'effort de déchiffrer des pates de mouches.

Au cours de l'année 2014, le gouverneur de Californie Jerry Brown s'est rendu au Mexique à deux reprises, puis le président de la république mexicaine Enrique Peña Nieto est allé en Californie pour sa première visite officielle aux États-Unis. À cette occasion, le gouverneur a eu l'occasion de pudiquement déclarer que « la Californie et le Mexique partagent une riche histoire et de forts liens culturels »[59]. De son côté, Brown s'est montré ouvert aux migrants, en les assurant qu'ils étaient « bienvenus en Californie, qu'ils soient citoyens, ou non ». Quant au président Nieto, faisant référence aux 11 millions d'immigrants, il a affirmé au sujet des États-Unis qu'ils étaient « l'autre Mexique »[60]. Mais l'un comme l'autre se sont gardés d'évoquer le passé commun de l'État et du pays. Nieto et Brown s'adressaient aux nouveaux migrants. Réciproquement, les groupes de descendants des Californios (qui du fait des intermariages portent rarement des noms hispaniques) se forment pour « préserver l'héritage hispanique de la Haute-Californie » mais nulle part n'est mentionné le Mexique.[61]

D'après les prévisions budgétaires du gouverneur de Californie, les « Latinos » sont devenus majoritaires en Californie cette année. C'est le cas de longue date pour le Nouveau-Mexique, mais pour la Californie, l'État le plus peuplé (et le plus riche) des États-Unis et dont le ratio démographique est en faveur des « blancs » depuis la ruée vers l'or, c'est un symbole qui marque les

58 Le classement est variable selon qu'on tient compte du PIB global ou par habitant. Chiffres de 2012.

59 *« California and Mexico share a rich history and strong cultural ties »*. La cituation a été mise en valeur dans la communication autour de la visite du président Nieto à l'été 2014. Voir par exemple le site officiel du gouvernorat : http://gov.ca.gov/news.php?id=18660 [accédé le 27 septembre 2014]

60 http://www.presidencia.gob.mx/articulos-prensa/palabras-del-presidente-de-los-estados-unidos-mexicanos-licenciado-enrique-pena-nieto-durante-el-encuentro-con-las-comunidades-mexicanas/

61 Voir par exemple le site du groupe Los Californianos http://www.loscalifornianos.org/. Sur l'histoire de la généalogie aux États-Unis voir François WEIL, *Family Trees: A History of Genealogy in America*, Cambrige, Harvard University Press, 2013.

esprits. L'augmentation de la population hispanophone originaire du sud au XX^e^ siècle a pour origine des migrations liées à la fois à la situation au Mexique et à la demande de main d'oeuvre docile en Californie. Aujourd'hui, les migrations se poursuivent, mais la plus forte natalité dans ces populations contribue à leur croissance. Cette re-mexicanisation de la Californie suscite régulièrement des réflexions, des espoirs ou des inquiétudes, suivant le point de vue, sur l'avenir de la Californie, du sud-ouest et même des États-Unis en général. Tandis que les uns prônent ou se contentent d'espérer la « *reconquista* », les autres paniquent à l'idée que le sud-ouest soit tout simplement repris par la force du nombre.[62] À la migration de la « destinée manifeste » répond 150 ans plus tard cette autre migration, à la panique de Vallejo à l'époque répond cette nouvelle panique, sur fond d'inquiétude raciale.

62 Voir par exemple le compte-rendu du discours du président Nieto sur le site internet conservateur http://www.breitbart.com/Breitbart-California/2014/08/26/United-States-of-Mexico-MEX-Pres-Pe-a-Nieto-Declares-America-the-Other-Mexico.

Conclusion générale

Avec sa frontière nord et la Californie en particulier, le Mexique à son indépendance hérite d'un territoire et donc de questions impériales. Cette situation ne tient pas tant à la dépendance et de soumission de la province par rapport au royaume d'Espagne mais au fait que la Californie est une terre de conquête de la monarchie espagnole sur les Indiens et leurs terres. Bien que la question indienne se pose à l'échelle du territoire, le caractère récent de l'entreprise de conquête, le très faible contrôle sur ce territoire immense, et la faiblesse militaire et démographique, y compris sur les côtes où se situent tous les établissements espagnols puis mexicains sont autant de facteurs qui rendent la Haute-Californie distincte du reste du Mexique. Même par rapport aux autres provinces de la frontière nord, elle apparaît comme particulièrement isolée et fragile. La Haute-Californie constitue alors un point d'observation sur les tensions, les défis, les questions qui se posent au Mexique et aux autres nouvelles nations indépendantes au début du XIX^e^ siècle. La guerre d'indépendance en Espagne et au Mexique puis le projet national mexicain à partir de l'indépendance vont profondément travailler le projet californien. En effet, la Haute-Californie se caractérisait par son lien particulièrement resserré, privilégié, avec l'Espagne et la monarchie, son intégration dans un projet religieux de conversion et d'utopie catholique franciscaine auprès des Indiens, et une présence indienne à la fois majoritaire et dominée. Dans ces conditions, les projets de réforme des missions, la proclamation de l'égalité et de la citoyenneté des Indiens et le rejet de l'Espagne bouleversent beaucoup plus la province de Haute-Californie dans un premier temps que la révolution politique de la souveraineté des *pueblos*. En ce sens, la Haute-Californie fait d'abord figure de territoire à décoloniser, c'est-à-dire à arracher à l'ancien régime, une fois qu'on est assuré qu'il ne faut pas le (re)conquérir. Comme ailleurs au Mexique du reste, mais probablement d'une manière encore plus exogène, les nouvelles institutions impériales puis républicaines sont organisées en Haute-Californie, dans le but de « l'arracher à l'ancien système ». Ces institutions, qu'il s'agisse du conseil territorial (*diputación*) ou des *ayuntamientos* tiraillent une société californienne qui a du mal à rentrer dans ces cadres. Les institutions civiles et égalisatrices inquiètent les militaires, qui se sont engagés aussi pour être protégés par leur juridiction propre et leurs privilèges (leur *fuero*). Les Indiens comprennent la proclamation d'égalité et de souveraineté et l'entendent pour certains comme la reconnaissance de leur souveraineté collective en tant que peuple. Malgré tout, les *ayuntamientos* et le conseil territorial apportent de réels changements notamment pour faire évoluer la qualité de

vecino des *pueblos* vers une citoyenneté qui se projette vers plusieurs échelles d'action : locale, régionale (*partido*), provinciale et plus tard, et faiblement, nationale. Les élections territoriales, bien qu'indirectes, contribuent à faire évoluer le caractère de la Californie comme projet. Là où auparavant, il s'agissait essentiellement d'un projet militaire et religieux – les franciscains parlent de « *nuestros establecimientos* » – elle commence à devenir un projet politique du fait même de l'existence d'une instance de délibération dont les membres sont nommés par des électeurs venus de chaque district. Mais ce projet politique n'est pas élaboré en apesanteur. Le conseil territorial est l'instance au sein de laquelle se construit ce projet politique à l'articulation de ce qu'il signifie pour les conseillers et de ce que veut promouvoir comme mesures le gouverneur, nommé par le gouvernement mexicain, qui la préside, et en fonction des rapports de force en présence à la fois au sein du conseil et en dehors. La légitimité du conseil, portée par une forte volonté politique de certains gouverneurs, permet aussi de faire évoluer ce rapport de force. Là où auparavant les décisions concernant la province étaient prises par, puis en association avec, la hiérarchie militaire et les missionnaires, le conseil territorial acquiert ces facultés, notamment au sujet des missions. Néanmoins, les Californiens sont eux-mêmes partagés entre un désir de prise en main du territoire et la réalité de la majorité indienne, de son travail dans les missions et de la nécessité des franciscains comme intermédiaires. De plus, ils portent pour la plupart le plus profond respect pour les missionnaires et prennent à leur compte la mission de civilisation et de conversion des sauvages.

La venue d'un nouveau gouverneur et l'inauguration de nouvelles carrières et de nouveaux modes de sélection des élites par les élections modifient également les liens sociaux, la hiérarchie et la composition de la société. La société californienne était déjà différenciée avant l'indépendance. Malgré une certaine familiarité au sein des forts militaires et dans les compagnies présidiales, il y avait une hiérarchie et des liens de dépendance entre les plus hauts officiers, dont certains venaient d'Espagne et avait un réseau étendu, les officiers subalternes et les soldats, sans parler des Amérindiens. Au sein des *pueblos* également, malgré une égalité plus répandue, des groupes, notamment fondés sur les familles élargies, s'étaient constitués. De manière peu surprenante, ceux qui sont sélectionnés par l'élection, surtout à mesure que l'institution devient plus familière au bout de quelques années, sont issus des familles déjà notables. Mais d'une part, les emplois civils offrent une nouvelle carrière, de nouvelles occupations et de nouveaux réseaux à ceux qui y accèdent ; d'autre part, la venue d'administrateurs (des finances, de la douane) et de gouverneurs pour construire un embryon d'État en Californie donne des patrons et protecteurs supplémentaires, alternatifs. Juan Bautista Alvarado, par exemple, quitte Monterey pour être le secrétaire du

gouverneur à San Diego. Mariano Vallejo sert quant à lui de lien entre les élites de Monterey, en particulier la famille Estrada, et le gouverneur Echeandía.

L'évolution de la politisation des Californiens est aussi venue de la mobilisation d'autres ressources, notamment la prise de conscience de l'existence d'un débat politique et la constitution de groupes et de réseaux politiques à l'échelle nationale. Cet apprentissage politique n'a pas lieu de manière unidirectionnelle. Cherchant des recours contre la réforme des missions qui gagne du terrain en Californie, les missionnaires saisissent l'opportunité d'un changement de gouvernement à Mexico pour réclamer et proclamer une nouvelle politique en la matière. C'est ainsi que les « Écossais » sont importés dans la politique californienne comme ceux qui sont favorables aux missionnaires et opposés à la sécularisation des missions par des missionnaires en quête d'alliés, sinon réels du moins efficaces politiquement localement. Alors que l'invocation du nouveau gouvernement est le fait des missionnaires, leur association au parti écossais vient de l'inspecteur des troupes José María Padrés, qui comme député pour la Basse-Californie à Mexico a été intégré dans les batailles politiques des années 1827-1829 et importe ces catégories opposées de *yorkinos* et écossais en Californie. Cette acclimatation se fait notamment par le biais d'une sociabilité, fort probablement initiatique, qui renforce la cohésion et la sensation d'élection des jeunes gens qui y participent.

Tous ces fils se rejoignent pour expliquer le recours à une révolte contre le gouverneur Victoria en 1831 et le conflit civil de 1832. Année cruciale également pour le reste du Mexique, déchiré par la guerre civile du soulèvement de Santa Anna contre Bustamante et Alamán, 1832 voit à la fois l'aboutissement de la politisation des années 1820 en Californie et l'avertissement des dangers inhérents aux divisions internes dans un territoire où les colons sont minoritaires. La résistance au gouverneur et la mobilisation de la révolution contribuent à créer le « *Californio* » et à revendiquer l'autonomie des *Californios* pour définir leur projet politique. Mais les risques provoqués par le conflit vont jusqu'à remettre en cause l'idée que la politique est possible sur ce territoire en situation coloniale, d'une part parce que les dissensions paraissent trop dangereuses et d'autre part parce que vu la situation particulière de la Californie, il paraît pertinent d'agir avec pragmatisme et sans recourir à des idées préconçues, ou conçues ailleurs. La nomination d'un fédéraliste par le gouvernement Bustamante-Alamán, dont il a été l'opposant, comme gouverneur en 1833 est représentative de ce point de vue. José Figueroa contribue activement à l'élaboration d'une nouvelle synthèse politique relativement consensuelle pour la Californie en séparant les problèmes de la sécularisation et de la colonisation. Il permet de la sorte à rendre une synthèse possible entre

l'héritage du projet espagnol et missionnaire et le nouveau projet politique fondé sur l'autonomie locale et la colonisation. Certes, les problèmes se posent à l'intersection des deux. De plus, une loi nationale ordonne la sécularisation des missions et semble remettre en cause les efforts de conciliation du gouverneur. Mais la forte instabilité politique des gouvernements à Mexico permet au contraire de renforcer sa démarche. Aux grands projets conçus à Mexico par José María Híjar, José María Padrés et Juan Bandini et désavoués par le président Santa Anna, Figueroa oppose la souveraineté locale, sans qu'il soit bien clair dans quelle mesure il s'agit pour lui de défendre une posture fédéraliste et qui est le sujet de cette souveraineté, entre les Indiens et les colons de plus ou moins longue date. En tout état de cause, sa mort prématurée fait de lui un héros, le « père des Californiens ». La révolte contre les gouverneurs Chico et Gutierrez est la conséquence directe de la synthèse proposée par Figueroa. Sa postérité la plus forte est probablement dans la possibilité d'une alliance entre Californiens et missionnaires. La double révolte de 1836 fait jouer à plein la conjonction entre la Californie espagnole catholique et la Californie républicaine. Les Californiens et les Californiennes revendiquent une souveraineté populaire, qui implique un contrôle des gouvernants y compris sur le plan moral. Ils et elles défendent aussi leur pratique et leur encadrement catholique dans le cadre de leur souveraineté. Bien que ce gouverneur n'ait pas fait du conseil territorial un organe tout puissant, son rôle dans la politique de colonisation puis lors de son affrontement avec Híjar et Padrés a maintenu le conseil dans un rôle crucial et stratégique pour l'élaboration et le contrôle de la politique californienne. Alors qu'en 1831 le conseil territorial n'avait précisément pas été à l'origine de la révolte, bien que les conseillers aient été au premier plan dans l'opposition contre le gouverneur, c'est au sein du conseil territorial que se fomente la révolte. Le plan (*pronunciamiento*) qui destitue le gouverneur est signé par le conseil. La déclaration d'indépendance du 7 novembre 1836 ne fait rien d'autre que réaliser, de manière probablement anticipée, le programme exposé par Figueroa en ouverture des sessions du conseil territorial en mai 1834. Elle fait aussi entrer la Haute-Californie dans le grand mouvement de contestation du centralisme et de défense du fédéralisme dans les États, en particulier périphériques. Plus éloignée des États-Unis, connaissant moins de migrations venues de ce pays, la Haute-Californie doit moins être comparée au Texas qu'au Yucatán, ou, plus proches aux autres États du nord mexicain dont les *caudillos* défendent fédéralisme et autonomie locale.

Mais aux divisions antérieures succède une autre division, plus spatiale cette fois, qui marque une divergence entre sud et nord de la Haute-Californie. Cette divergence tire ses racines de la marginalisation de Juan Bandini après l'échec des grands projets de la colonie en 1833-1834. Mais

elle pointe vers un phénomène plus large, le renforcement des liens géographiques et sociaux, grâce aux circulations et aux migrations temporaires ou définitives, entre le Mexique et le sud de la Californie. Dans le nord au contraire, de manière un peu moins sensible, la colonisation de l'Oregon et les échanges triangulaires entre ce dernier, Honolulu et Hawaï dans un contexte d'exploration et de colonisation du Pacifique ouvrent d'autres perspectives de développement. Cette dissociation entre nord et sud sera encore renforcée par la ruée vers l'or de 1848 et ne s'atténuera qu'à la fin du XIX^{e} siècle avec l'arrivée du transcontinental à Los Angeles et finalement la destruction de San Francisco en 1906. En attendant, la divergence du nord et du sud provoque un conflit sérieux en 1837-1838. Le recours à des étrangers d'un côté comme de l'autre pour combattre l'autre section, l'organisation d'une société secrète menaçante contre ceux du nord dans le sud, l'appel aux *mestizos* de Sonora et leur général mettent en évidence, et contribuent à provoquer, une rupture entre les deux sections. Mais le ralliement d'Alvarado au centralisme gouvernemental coupe l'herbe sous le pied à ses opposants, et il devient le *caudillo* d'un désormais département de Haute-Californie au sein d'une république centralisée, et non plus fédérale.

Ce département de Californie par certains côtés se normalise, avec notamment l'organisation de *pueblos* avec leurs *ayuntamientos* dans les *presidios*, souvent abandonnés, et les missions. Cet alignement institutionnel n'est pas sans poser des problèmes dans la pratique. Les conflits de juridiction, l'hétérogénéité d'origine des *vecinos*, la continuité des communautés ou leur évolution sont autant de fenêtres dans l'organisation fine d'une société qui se postcolonialise. À bien des égards, et comme l'a montré par exemple Douglas Monroy, il s'agit pour comprendre cette société de comprendre comment le travail des Indiens dans les missions devient le travail des Indiens sur les *ranchos* des particuliers, comment on passe d'une diversité de statuts politique à une homogénéité qui recouvre une hiérarchie sociale et raciale de fait. Mais la situation de frontière complique la donne. En effet, à cette Haute-Californie alignée s'oppose la Haute-Californie des frontières. Avec la sécularisation, nombreux sont les Indiens qui gagnent le *Tular*, lieu géographique et symbolique à la fois, que certains historiens, comme Lisbeth Haas, appellent aussi *Apachería* par association avec les autres régions du nord mexicain y compris la confluence de la Gila et du Colorado, au sud-est de la Haute-Californie. Ces Indiens, ex-néophytes, servent de guide pour les Indiens, trappeurs et trafiquants qui hantent le Tular et le « monde intérieur » qui effectuent des raids contre les élevages mexicains-californiens et fragilisent la Haute-Californie. Les migrations depuis le nord et l'est, surtout à partir des années 1840 et l'installation des migrants dans la vallée du Sacramento organisent aussi un projet californien concurrent, nourri des publications de la destinée, ou plutôt du

dessein manifeste des États-Unis.

Afin d'assurer la stabilité de ce département menacé et aux maigres ressources, et accessoirement de son pouvoir, Alvarado combine distribution de terres et d'emplois et légalisme envers le gouvernement. Il découvre rapidement qu'il n'a guère de marge de manœuvre. Ni l'obtention du gouvernement local ni la transformation en département ne résolvent en réalité la question de la nature politique de la Haute-Californie, en particulier si elle doit être régie pas des lois d'exception ou les lois générales, si en tant que frontière (colonie) la défense et donc la branche militaire doivent avoir la priorité sur le civil. La question se pose d'autant plus dans un contexte de conquête en Amérique du Nord et dans le Pacifique : l'époque coloniale ne paraît plus révolue dans les années 1840, bien que le Mexique ne soit pas formellement engagé dans cette voie. Plus encore qu'Alvarado, le commandant militaire Vallejo fait le constat de l'impasse du gouvernement autonome et plaide pour un commandement militaire et indépendant de la population locale. Dans un contexte de conquêtes coloniales européennes et nord-américaines, gouvernement et défense doivent être impérativement liés. Pour des raisons qui ne tiennent pas qu'à l'administration de Vallejo et Alvarado, le tournant des années 1830 et 1840 marque une rupture qui précède celle de 1848. La Haute-Californie est depuis le départ une province de conquête mais la conjugaison de l'impérialisme américain et européen et de l'augmentation des attaques par des groupes amérindiens ou mixtes après la sécularisation des missions conduisent les Californiens, du moins Vallejo dans un premier temps, aux premières loges sur la frontière de Sonoma, à comprendre qu'un seuil a été franchi. L'Amérique du nord est en train de se faire sans eux, à leurs dépens et aux dépens du Mexique. Les étrangers, auparavant contrôlés dans le cadre d'une police de routine, surtout sur un territoire de frontière, sont désormais des milliers, et déterminés à faire « leur Californie », sans eux. La question se pose dès lors en des termes existentiels : « être ou ne pas être », ne plus être « maître sans leur maison », selon les termes des *Californios*, risquer de devenir, « des étrangers dans leur propre patrie »[1]. La défense du travail accompli dans la création de ce pays devient alors la priorité, mais les avis divergent non seulement sur la solution, mais aussi sur ce qu'il faut protéger et l'évaluation de la menace principale. Dans le sud, depuis 1836 davantage tourné vers le Mexique que le nord, où l'immigration croissante venue des États-Unis ne se fait que peu sentir, le danger principal vient de la mauvaise gestion à Monterey et des Indiens qui menacent les élevages et les populations. Dans cette perspective, les étrangers sont plus des alliés que des ennemis. Les migrants récents sont pour certains plus confiants en les capacités du Mexique, sinon de la Californie, à se

1 Mariano Vallejo attribue ces expressions à José Castro dans Vallejo, 5, p. 72 *« dueños de nuestras casas », « ser extranjero en la misma patria ».*

défendre contre les États-Unis. Dans le nord, on réfléchit à des solutions de protectorat, sous l'influence des consuls étrangers. L'enjeu est de trouver la solution la plus adéquate pour conserver autonomie et souveraineté. Le cadre fédéral et républicain des États-Unis paraît séduisant au premier abord, mais la dimension impériale et coloniale de leur fédéralisme expansionniste n'échappe pas non plus aux Californiens. Afin de se protéger contre la colonisation par les migrants et l'annexion par le gouvernement, la solution d'un protectorat anglais ou français est évoquée par certains, ce qui montre à la fois leur crainte des États-Unis, leur conscience des négociations possibles dans le monde de 1846 et leur identification, sur la côte Pacifique, des États-Unis aux autres puissances coloniales. Au final, les tirades sur le républicanisme, la liberté propre et commune aux Américains, qu'ils soient Étatsuniens ou Mexicains, ne résonnent que chez quelques-uns. Pour la plupart, c'est le fatalisme qui prévaut.

Ces attitudes se retrouvent pendant la guerre, mais pas de manière comlètement mécanique. Cela tient à la manière dont les hostilités commencent en Haute-Californie, avec la prise de Sonoma par une bande armée d'immigrants étatsuniens qui revendique une intervention dans la politique intérieure. Interprétée comme une attaque pirate, la Bear Flag Revolt représente le pire scenario pour les Californiens, d'une colonisation sauvage qui ne serait pas garantie par un gouvernement devant rendre compte de ses actes devant la communauté internationale. Le sud est partagé entre sa nécessité de se défendre des Indiens avec l'aide de l'armée étatsunienne, le nationalisme mexicain de certains et le constat d'une occupation militaire qui fait des Mexicains-Californiens et des Étatsuniens des ennemis. Ainsi s'explique la combativité du sud, les Californios sortant même la tête haute d'une des seules batailles de la guerre en Haute-Californie, à San Pascual. José Antonio Carrillo, le « Mirabeau californien », qui a galvanisé les troupes angéliniennes contre le gouverneur Victoria en 1831, signe les actes de capitulation. Son portrait sera dévoilé par son arrière petit fils, lors d'une cérémonie où, en bon acteur du muet, il ne prend pas la parole au contraire des officiers de la société des pionniers. Son rôle dans la cérémonie reflète le rôle du passé californio dans la mémoire historique californienne.

Le repli politique des Californiens après l'annexion peut surprendre après l'activité intense de la période mexicaine, même lorsque les gouverneurs militaires les encouragent à garder leur poste ou à en occuper de nouveaux. On pourrait suggérer, de manière un peu cynique, que c'était surtout les postes qui promettaient un accès aux ressources (la douane, l'administration des missions, le gouvernorat) qui suscitaient la convoitises, et non les charges municipales ou législatives. Mais ce repli marque certes un certain fatalisme sur le fait qu'ils n'auront plus les rênes de « leur pays »,

mais également à la fois une confiance en la capacité des États-suniens à gouverner, défendre et développer la Californie et une méfiance concernant la sécurité de leurs propriétés. La ruée vers l'or change considérablement la donne tout en accentuant ce diagnostic. Il n'est plus tenable d'envisager la sécurité des propriétés et le gouvernement de manière séparée, ce que met en scène la convention constitutionnelle de 1849 où les représentants « natifs » deviennent physiquement et performativement une « minorité ». Les *Californios* ne sont alors plus les pionniers conquérants d'un projet politique californien républicain, presque promothéen, assurément colonial, mais une minorité folklorique, témoin d'une époque où la Californie, celle des missions et des *ranchos*, était idyllique et sans autre histoire que ses révoltes d'opérette.

***

Par l'étude du projet californien, nous avons donc contribué, après Lisbeth Haas et Louise Pubols, à écrire une nouvelle histoire politique de la Californie mexicaine, qui tienne compte à la fois de l'héritage espagnol, du projet mexicain et de la situation coloniale. La Haute-Californie est un observatoire privilégié de ces tensions entre la dimension nationale et la dimension impériale auxquelles sont confrontés les « pays neufs » au début du XIX^e^ siècle. Le Mexique, en Californie, est confronté à des questions impériales : il doit maintenir sa domination sur la région par la force armée, la coloniser par le transfert de populations, gérer l'hétérogénéité des personnes et des statuts, se poser la question de l'exceptionnalité du territoire. Cette approche nous a permis non seulement d'éclairer l'histoire de la Californie et du Mexique du premier XIX^e^ siècle d'un jour nouveau, mais aussi de mettre en valeur un certains nombres de thèmes utiles à une réflexion plus générale sur l'articulation entre colonisation et politisation.

La citoyenneté et la souveraineté sont des approches particulièrement fécondes dans ce contexte historique pour comprendre les changements et pour envisager ensemble colons et Amérindiens. À partir de l'indépendance, les Amérindiens baptisés, qui forment l'écrasante majorité de la population (estimée à 25 000 personnes) sont potentiellement autant de nouveaux citoyens. Mais on ne peut s'arrêter au constat de cette citoyenneté, même pour en montrer les difficultés ou mettre en évidence le fait qu'elle s'exerce par le vote principalement dans le cadre limité de la mission. D'abord, le suffrage indirect et le *pueblo* comme cadre d'exercice du vote, y compris pour les colons, rendent voisines leurs expériences. Ensuite, si dans la pratique la citoyenneté des Indiens ne leur garantit pas la protection de l'État, il est aussi vrai que parce que les Indiens sont citoyens, tout ne peut pas leur être fait. Par ailleurs, être citoyen est un nouveau mode d'être Indien, qui suppose de trouver des

façons nouvelles de les « civiliser » pour remplacer les missions. Les néophytes comme les « Indiens barbares » forcent le gouvernement, les administrateurs, les colons à se poser des questions impériales : si les missions sont le signe de l'ancien système, auquel on veut mettre fin, il reste à inventer le nouveau. Le statut de citoyen, qui semble d'abord indiquer que la question est réglée, ne fait que transférer le problème. Le statut de citoyens devient la nouvelle aune à laquelle les Indiens sont jugés, mais se nourrit des étalons précédents de la religion, du travail, des vêtements. La dichotomie qui devrait opposer les « Indiens barbares » aux « nouveaux citoyens » cède la place à des catégories plus brouillées, incertaines, symbolisées par l'interpénétration du *Tular* et de la juridiction de San José et mises en évidence par les débats à la convention constitutionnelle de 1849, lorsque les nouveaux arrivants des États-Unis essaient de comprendre qui était citoyen mexicain avant 1848.

Notre étude a conforté l'idée que pour étudier une telle configuration historique, il est artificiel de séparer l'ancien du nouveau, les forces progressistes des forces conservatrices. Le rôle central des missionnaires franciscains en Haute-Californie mexicaine peut être comparé au rôle d'autres missionnaires considérés plus modernes, par exemple les missionnaires protestants de Hawaï, de l'Oregon, ou encore d'autres configurations coloniales. Les missionnaires sont plus que des résidus d'un monde colonial ancien. Le rôle des franciscains ne peut être cantonné à l'espace de la mission ni au débat sur leur traitement des Indiens. Il apparaît d'abord qu'ils continuent de jouer un rôle économique, social et politique important jusqu'au moins au début des années 1830. Ils sont des personnes influentes, qui disposent de l'oreille des Californiens tous les dimanche en chaire. Ils sont les intermédiaires indispensables pour communiquer avec les Indiens jusqu'au tournant des années 1820 et 1830. De plus, ils savent très bien s'adapter à la nouvelle situation politique, bien qu'il s'en plaigne toujours, comme du reste au temps de la monarchie espagnole, certes idéalisée au temps des guerres. Par exemple, ils revendiquent leur citoyenneté passive pour s'abstenir de prêter des serments politiques, mobilisent la citoyenneté des Indiens et la législation pour protéger leurs missions, invoquent l'alternance politique pour mettre en échec les réformes qu'ils rejettent. Ils maîtrisent parfaitement la nouvelle manière de faire de la politique, même s'ils n'ont pas toujours la majorité nationale pour eux. Enfin, le projet californien formé dans le cadre du Mexique républicain par les *Californios* est très influencé par le projet initial des franciscains. La fierté des Californiens pour leur pays leur doit beaucoup.

Le rôle du gouverneur paraît également essentiel et permet de faire le lien. Dans un territoire à la fois éloigné du gouvernement central, privé légalement d'autonomie, et sans règles précises de

fonctionnement, son exercice du pouvoir est une donnée déterminante dans la nature de l'entité politique qu'il gouverne. Beaucoup de décisions sont laissées, implicitement ou explicitement, à son appréciation. Le choix d'un gouverneur peut refléter une stratégie du gouvernement, mais ses actions sont difficilement prévisibles. Du fait du cumul des mandats politiques et militaires, le gouverneur est toujours issu de l'armée. Le caractère militaire ne voue pas forcément à un style martial de gouvernement, notamment du fait de l'engagement de certains dans le combat de l'indépendance et de convictions dans un pays où les militaires font de la politique. Sans qu'il y ait véritablement un *cursus honorum* des commandements militaires, il y a pourtant des convoitises liées à l'obtention de certains postes, dans le but de faire carrière, voire de s'enrichir, même si cela paraît plus une accusation qu'une réalité. La Haute-Californie peut n'être alors qu'une étape, voire une traversée du désert, dont on peut vouloir partir au plus vite. En tout état de cause, comme on l'observe dans d'autres territoires et colonies, le gouverneur joue un rôle central à la fois dans le façonnement du projet californien et la politisation de sa population, comme on l'a constaté, plutôt harmonieusement pour Echeandía et Figueroa, plutôt en négatif pour Manuel Victoria, Mariano Chico ou Nicolas Gutierrez. En face des missionnaires, du gouverneur et des Amérindiens, les Mexicains-Californiens peuvent être vus tour à tour comme des colons, des migrants, des citoyens, et c'est précisément cette instabilité qui donne son intérêt à l'étude de la Haute-Californie.

C'est au sein de la fédération mexicaine que la Californie est construite comme projet politique, du fait principalement d'une coopération entre de jeunes gens nés sur place dans les années 1800, dont la plupart ne font pas une carrière militaire comme leurs pères, et des représentants du gouvernement, notamment les gouverneurs Echeandía puis Figueroa. Le cas de la Californie offre ainsi une opportunité intéressante d'observer l'articulation entre politique locale et politique nationale, l'un des thèmes qui intéresse les études sur la politisation, par l'utilisation d'étiquettes politiques ayant monnaie courante à Mexico, dans les journaux, au Congrès, pour faire sens d'oppositions locales, et réciproquement par l'attribution d'un programme politique ayant une valeur locale à ces partis nationaux. Cette articulation passe aussi par un projet, qui s'inscrit dans le temps, de devenir un État au sein de la fédération et donc de participer à une construction de la nation mexicaine. La « déclaration d'indépendance » de 1836 ne doit pas être vue comme un acte irréversible, une coupure. Elle fait partie d'un processus de construction nationale et d'une négociation politique intérieure. À aucun moment, contrairement au Texas, les Californiens ne cherchent à faire reconnaître « leur État libre et souverain » internationalement, par une puissance étrangère. Il s'agit bien de se décoloniser, mais pour devenir pleinement mexicain, voire américain,

c'est-à-dire, libre.

La société californienne pendant la période mexicaine n'est pas statique. Avant les années 1840, les migrations y jouent déjà un rôle important. Les ordres de grandeurs, difficiles à évaluer, ne sont certes pas équivalents : de plusieurs dizaines dans les années 1820-1835 à quelques milliers entre 1835 et 1845. Il faut de plus distinguer entre les migrations à proprement parler (y compris circulaires, avec des retours et des redéparts) et les déplacements de personnels liés à l'administration, ou encore aux maisons de commerce. Les migrants ne sont pas seulement « l'autre » qui permet la construction d'une identité californienne hispanique, blanche, catholique. Il faut également distinguer entre migrants, et pas seulement selon des critères d'origine nationale et ethnique. Le parcours migratoire, la nationalité et ses changements, la profession, le niveau d'éducation, le projet économique ou politique, le lieu d'installation, la date de migration sont autant de facteurs déterminants pour en comprendre les effets en Californie mexicaine. Ainsi, un migrant de Boston installé à Monterey ou Santa Barbara et un migrant du Missouri installé dans la *Contra Costa*, au-delà de San José n'ont pas du tout la même signification pour le projet californien. De même, un migrant de nationalité mexicaine et d'ascendance métisse indienne et européenne, catholique, commerçant venu du Nouveau-Mexique, un autre venu de Sonora pour trouver du travail, ou encore un autre venu directement de Mexico, parfois né étranger mais naturalisé avant son départ auront des attentes, des projets, des attitudes et une influence distinctes.

Comprendre l'histoire politique de la Californie dans le cadre de la fin de l'empire espagnol et de la construction nationale mexicaine permet d'éviter de la résumer à un prélude à la Californie État fédéré des États-Unis. La situation de frontière tend à en faire un cas particulier, comme le Texas, ou encore le Yucatán, à la fois du fait de l'alternative proposée par la construction d'un autre État voisin, et du fait de la situation coloniale, de conquête. Néanmoins, opposer ces territoires au bloc formé par le reste d'un Mexique qui serait solide, authentique, ou au contraire inexistant, en échec, ne correspond pas à la réalité. L'éloignement du Mexique intervient seulement dans un second temps, et de la part d'une partie des Californiens seulement. C'est un phénomène qui tient pour beaucoup à l'accélération des migrations et aux difficultés politiques et financières du Mexique à partir des années 1840. Ces migrations ne sont pas spontanées et naturelles, mais sont encouragées, accélérées par la propagande de la destinée manifeste. Certains espèrent faire acquérir par les États-Unis un débouché sur le Pacifique, d'autres veulent cimenter la nation contre les divisions liées à l'esclavage. Enfin ceux qui résident déjà dans cet espace, ou ceux qui lui rendent visite peuvent en appeler à cette immigration pour développer leur activité économique ou pour renforcer leur

protection.

L'étude de la Californie au début du XIX^e^ siècle permet ainsi de restituer la dimension Pacifique de la conquête du continent nord-américain, qui ne doit pas seulement être comprise d'est en ouest mais aussi des côtes Atlantique et Pacifique vers l'intérieur, comme le montre l'admission de la Californie comme État avant des territoires plus à l'est ainsi que l'importance de la colonie marchande étatsunienne de Honolulu dans les relations des Étatsuniens avec la Haute-Californie, mais aussi avec l'Oregon.

Ce travail avait pour ambition de décrire ce qu'ont fait le Mexique indépendant et ses ressortissants de leur héritage impérial en se focalisant sur la Californie. Il se veut une contribution à une histoire coloniale et impériale de l'Amérique du Nord après les indépendances. Pour continuer sur cette voie, après les recherches entamées par cette thèse, il serait utile d'approfondir la réflexion à l'échelle de la frontière nord-ouest du Mexique, et de comparer la situation de la Haute-Californie avec les régions qui sont restées mexicaines : Basse-Californie, Sonora, Sinaloa, Chihuahua. Il serait également utile de poursuivre l'étude des liens entre la Haute-Californie et la côte Pacifique située plus au nord, notamment les foyers de la vallée de la Willamette et de la Columbia. Enfin, la piste d'une perspective Pacifique, paraît particulièrement stimulante afin de ré-articulier l'histoire de la Haute-Californie, de l'Amérique du Nord, Mexique compris, non seulement au Pacifique mais à l'histoire mondiale, qui se joue largement dans le Pacifique à cette même époque. Cette pespective contribuerait à désexceptionnaliser la présence étatsunienne dans le Pacifique tout en remettant en valeur la place de Hawaï dans le premier XIX^e^ siècle pour les États-Unis. Elle permettrait également de poser la question, aujourd'hui béante, du Mexique et du Pacifique après l'interruption du galion de Manille.

Annexes

Table des annexes

I.Cartes.....606
1.Carte des missions de Haute-Californie et de leur date de fondation.....606
2.Carte de Haute-Californie mettant en évidence les groupes amérindiens et l'itinéraire terrestre vers le sud.....607
3.Carte du territoire mexicain après l'indépendance.....608
4.Échanges avec le nord de la côte Pacifique et avec les Îles Sandwich (années 1840).....609
5.Peuplement et exploitation agro-pastorale de la Haute-Californie mexicaine.....610

II.Tableaux.....611
6.Les gouverneurs de Californie entre 1815 et 1847.....611
7.Tableau des grades militaires.....611
8.Officiers de Haute-Californie en 1821.....612
9.Les missionnaires franciscains en 1821.....613
10.Les missionnaires franciscains et le serment sur la Constitution de 1824.....614
11.La commission de développement de la Californie (1825-1827).....618
12.Conditions d'âge en Californie mexicaine.....619
13.Âge de quelques Californiens lors de certains événements de Haute-Californie.....619
14.Politique commerciale en Haute-Californie élaborée sur place et à Mexico (1826-1845) 620
15.Tableau récapitulatif des révolutions de Californie.....624
16.Comparaison des périodes de stabilité et d'instabilité politique en Californie 1831-1846 624
17.Colons de 1834 ayant intégré les structures de pouvoir californiennes avant 1846.....624

III.Chronologie.....627

IV.Notices événementielles.....657
18.La révolte contre Manuel Victoria et l'opposition entre Echeandía, Pío Pico et Zamorano (novembre 1831-1832).....657
19.La colonie Híjar-Padrés et le retour de Santa Anna (1833-1834).....658
20.Les révoltes de 1835-1845 au Mexique contre la centralisation.....658
21.La double révolte contre Maríano Chico et Nicolas Gutierrez (1836).....659
22.Le conflit entre Alvarado et le sud (1836-1838).....659
23.La révolte contre Micheltorena (1844-1845).....659
24.Le conflit entre Pío Pico et José Castro et la menace de guerre (1846).....659

V.Notices biographiques.....661
25.Capture d'écran d'extractions de la base de données tableur 671

VI.Lexique.....672

VII.Exemples de sources.....678
26.Exemple d'une ettre circulaire des missionnaires (1826).....678
27.Extrait de la base de données numérisée « Early California Population Project ».....679

28.L'Histoire de la Californie de H.H. Bancroft (vol. 2), 1886.....680
29.Le Pioneer Index de Hubert H. Bancroft.....681
30.Journal mexicain reproduisant les débats au Congrès (Águila Mexicana, 13 janvier 1824) 682
31.Archivo General de la Nación : Compte-rendu d'une réunion ministérielle concernant la politique à adopter vis-à-vis des missionnaires en Californie (1827).....683
32.Premières pages du troisième tome de l'histoire de Californie de Maríano Guadalupe Vallejo.....684
33.Juan Bautista Alvarado, Historia de California, 1876 (1ère page du 4e volume).....686
34.Dossier d'archives concernant des organisations secrètes possiblement maçonniques en Californie pendant les années 1830.....687

VIII.Transcriptions d'archives.....690

35.Politique du gouvernement espagnol concernant les Russes en Californie en 1814.....690
36.Le gouvernement mexicains sur le statut de la Californie à l'indépendance.....690
37.Bando du gouverneur Argüello sur le respect dû au conseil territorial (diputación).....692
38.Le gouverneur Luis Antonio Argüello suspend la députation et s'en explique (1824).....693
39.Réaction de deux employés publics (civil et militaire) mexicains à la situation californienne et leur accueil à Monterey.....694
40.L'organisation d'une société d'histoire parmi les jeunes de Monterey.....696
41.Le manifeste (pronunciamiento) de Solis (1829).....697
42.L'introduction des partis « écossais » et « yorkins » dans la politique mexicaine décrite par Maríano G. Vallejo dans ses mémoires.....701
43.Compte-rendu par Maríano Vallejo du discours d'Echeandía au conseil territorial concernant la réforme des missions (1830).....701
44.Un nouveau gouverneur juge que la Californie doit redevenir un gouvernement militaire (1831).....702
45.Le mouvement d'opposition contre le gouverneur Manuel Victoria.....705
46.Le manifeste et plan contre Manuel Victoria (1831).....706
47.Le gouverneur Echeandía rend compte au gouvernement des raisons qui l'ont poussé à séculariser les missions de Californie avant d'obtenir son accord explicite.....708
48.Une junte de défense de la sécurité publique à Los Angeles (1836).....716
49.Pronunciamiento du 6 novembre 1836.....717
50.Récit du pronunciamiento du 6 novembre 1836 à Monterey par Juan B. Alvarado à Maríano G. Vallejo.....719
51.Argumentaire d'un opposant à la révolution.....720
52.Proclamation d'Alvarado au sujet du ralliement de la Haute-Californie au gouvernement centralisé (1837).....725
53.Réflexions de Maríano Vallejo sur les liens qui s'établissent entre l'Oregon et la Haute-Californie en 1837.....728
54.Difficultés d'un ayuntamiento entre mission et frontière indienne.....730
55.La dénonciation par José María Flores des abus de Castro à Monterey.....731

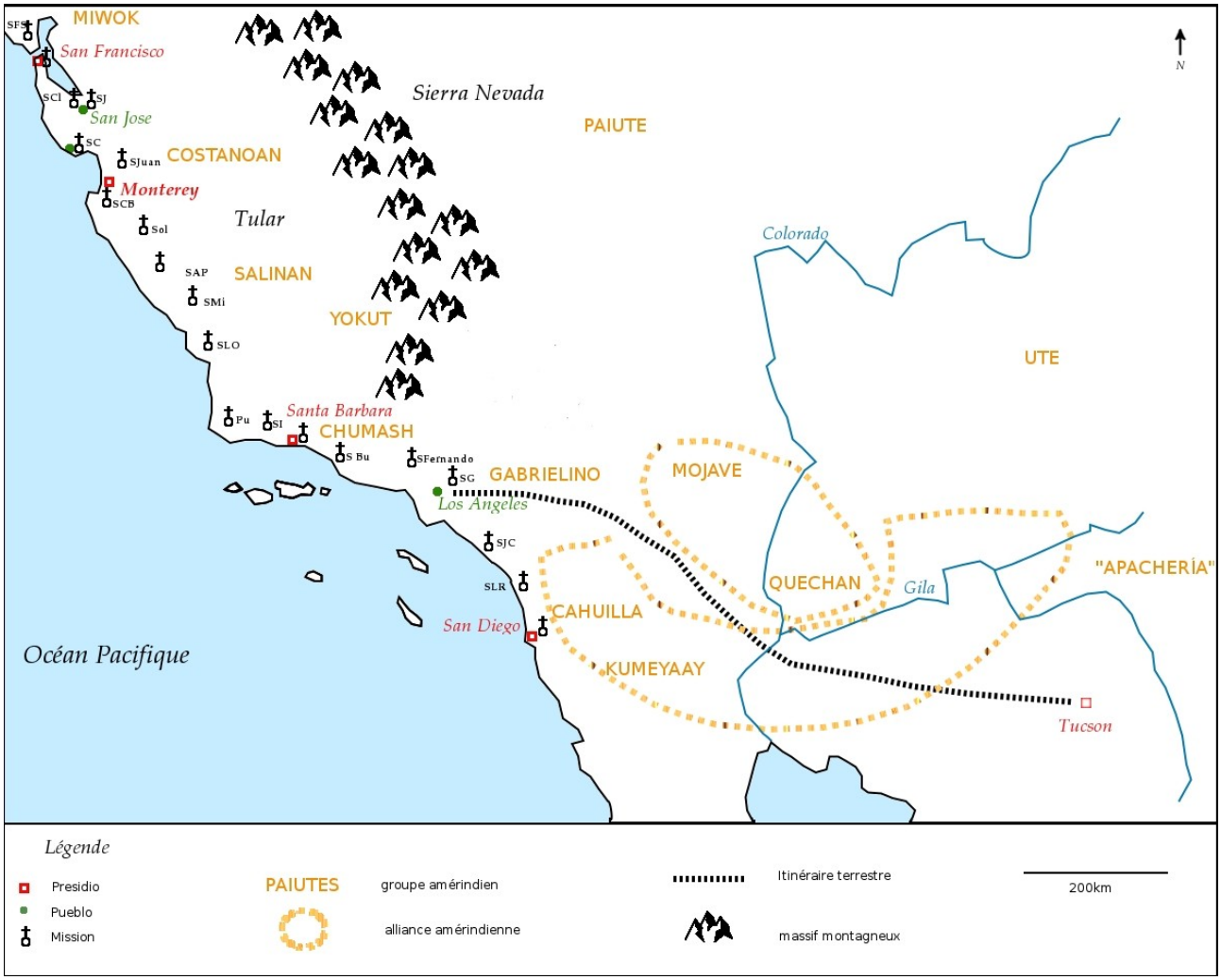
56.La transformation de l'« Oregon fever » en nouvelle nationale.....735
57.L'influence de Thomas Larkin et Abel Stearns sur Juan Bandini.....736
58.Réflexions des Californiens sur l'avenir de leur pays en 1846.....737
59.L'évaluation des chances de l'un et de l'autre des bélligérants par un migrant mexicain installé récemment en Californie au début de la guerre entre Mexique et États-Unis (1846) 747

IX.Portraits.....749

I. Cartes

1. Carte des missions de Haute-Californie et de leur date de fondation

2. Carte de Haute-Californie mettant en évidence les groupes amérindiens et l'itinéraire terrestre vers le sud



Icône « montagne » (*Mountain*) conçue par Chris Cole de The Noun Project

3. Carte du territoire mexicain après l'indépendance

4. Échanges avec le nord de la côte Pacifique et avec les Îles Sandwich (années 1840)

5. Peuplement et exploitation agro-pastorale de la Haute-Californie mexicaine

La cartographie des concessions de terre permet de visualiser une Haute-Californie essentiellement côtière. Au nord, on distingue également la vallée du Sacramento (Río de los Americanos).

Source : W. W. ROBINSON, *Land in California: The Story of Mission Lands, Ranchos, Squatters, Mining Claims, Railroad Grants, Land Scrip, Homesteads*, Berkeley, Univ. of California Press, 1948.

II. Tableaux

6. Les gouverneurs de Californie entre 1815 et 1847

Dates d'exercice	Raison de fin du mandat	Gouverneur civil	Gouverneur militaire
1815-1822	Indépendance	Pablo Vicente de Solá	
1822-1825	Interim	Luis Antonio Argüello	
125-1831	Autre nomination	José María de Echeandía	
1831	Révolte	Manuel Victoria	
1831-1832	Interim	Pío Pico/José María Echeandía/Agustín Zamorano	José María Echeandía/Agustín Zamorano
1833-1835	Décès	José Figueroa	
1835	Réunion des deux mandats	José Castro	Nicolas Gutierrez
1835	Interim	Nicolas Gutierrez	
1836	Révolte	Maríano Chico	
1836-1842	Autre nomination	Juan Bautista Alvarado	Maríano Guadalupe Vallejo
1842-1845	Révolte	Manuel Micheltorena	
1845-1846	Guerre	Pío Pico	José Castro
1847	Guerre	José María Flores	

7. Tableau des grades militaires

Ordre des grades (du plus élevé au moins élevé)[1]
Colonel Capitaine Lieutenant Sous Lieutenant *(Alférez)* Sergent Cadet

1 Le commandant d'une place est l'officier le plus gradé de celle-ci. Un commandant peut donc être par exemple un lieutenant, en l'absence d'un capitaine.

8. Officiers de Haute-Californie en 1821

Nom		né en	Origine	âge	Grade 1822	corps	Lieu 1822	Cal en
Sola (de)	Pablo Vicente	1765	Espagne (Biscaya)	57	colonel	N/A	Monterey	1815
Estrada	Jose Mariano	1784	Mexique (Baja)	38	brevet lieutenant	Compagnie de Monterey	Monterey	1806
Vallejo	Ignacio	1748	Mexique (Jalisco)	74	sergent	Compagnie de Monterey	Monterey	1774
Navarrete	Jose Antonio	?	Mexique	?	capitaine	Compagnie d'infanterie de San Blas	Monterey	1819
Pico	Jose Dolores	1768	Mexique (Sinaloa)	54	sergent	Compagnie de Monterey	Monterey	1790
Gomez	Manuel	?	Mexique	?	lieutenant	Compagnie d'artillerie de Monterey	Monterey	1816
de la Torre	Jose Joaquin	1784	Espagne (Santander)	38	cadet	Compagnie de Monterey	Monterey	1801
Ruiz	Francisco Maria	1754	Mexique (Baja)	68	capitaine	Compagnie de San Diego	San Diego	1795
Argüello	Santiago	1791	Californie	31	alferez	Compagnie de San Francisco	San Diego	1791
Dominguez	Cristobal	1761	Mexique (Baja)	61	sergent	Compagnie de San Diego	San Diego	1795
Argüello	Luis Antonio	1784	Californie	38	capitaine	Compagnie de San Francisco	San Francisco	1784
Martinez	Ignacio	1774	Mexique (Mexico)	48	lieutenant	Compagnie de San Francisco	San Francisco	1800
Sanchez	Jose	1774	Mexique (Sinaloa)	48	brevet alferez	Compagnie de San Francisco	San Francisco	1791
Peralta	Luis	1759	Mexique (Sonora)	63	sergent	Compagnie de San Francisco	San Francisco	1776
Estudillo	Jose Joaquin	1798	Californie	24	cadet	Compagnie de San Francisco	San Francisco	1798
Valle	Antonio	1788	Mexique (Nayarit)	34	lieutenant	Compagnie d'infanterie de San Blas	San Francisco	1819
Haro	Francisco	1792	Mexique (Nayarit)	30	alferez	Compagnie d'infanterie de San Blas	San Francisco	1819
de la Guerra y Noriega	Jose	1779	Espagne (Andalucia)	43	capitaine	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	1801
Moraga	Gabriel	1773	Mexique	49	lieutenant	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	1776
Carrillo	Domingo	1791	Californie	31	cadet	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	1791
Maitorena	Jose Joaquin	1780	Mexique	42	alferez	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	1801
Carrillo	Anastasio	1788	Californie	34	sergent	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	1788
de la Guerra y Noriega	Jose Antonio	1805	Californie	17	cadet	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	1805
Rodriguez	Damaso	1782	Californie	40	sergent	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	1782
Carrillo	Carlos	1783	Californie	39	sergent	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	1783
Estudillo	Jose Maria	1772	Espagne (Andalucia)	50	lieutenant	Compagnie de Monterey	?	1806
Portilla	Pablo	?	Mexique	?	capitaine	Compagnie de cavalerie de Mazatlan	Santa Barbara	1819
Cota	Guillermo	1768	Mexique (Baja)	54	sergent	Compagnie de Santa Barbara	Santa Barbara	

9. Les missionnaires franciscains en 1821

Nom	Né à	Région d'origine	Né en	âge 1825	Ordres en	Couvent origine	années avt départ	Mex. En	Cal. En	Indép.	Constit.	Mission	Respons.	Mode départ	Départ	Profession/compétence
Fr Jose Francisco de P. Señan	Barcelona	Catalogne	1760	65	1774	Barcelona	10	1784	1787	oui	N/A	S Bu	Présid. 1812-15 ;1819-1823	M	1823	
Fr Magin Catala	Montblanch	Catalogne	1761	64	1777	Barcelona	9	1786	1794	oui	Non	S Cl		M	1830	Chapelain d'une expédition pour Nootka
Fr Mariano Payeras	Inca	Mallorque	1769	56	1784	Palma	9	1793	1796	oui	N/A	Pu	Présid. 1815-1820	M	1823	
Fr Francisco Javier de la C. y Uria	Aizarna	Guipuzcoa	1770	55	1789	San Sebastian	4	1793	1797	oui	Non	Sol		M	1834	
Fr Antonio Jaime	Palma	Mallorque	1757	68	1774	Palma	20	1794	1795	oui	Oui	SB		M	1829	Professeur (Palma) ; collecteur des aumônes (Barcelone)
Fr Antonio Peyri	Porrera	Catalogne	1769	56	1787	Reus	8	1795	1796	oui	Oui	SLR	Fond. SLR	D	1832	
Fr Jose Viader	Gallines	Catalogne	1765	60	1788	Barcelona	7	1795	1796	oui	Non	S Cl	Sec. Prefecto 1818	D	1833	
Fr Jose Barona	Villa Nueva	Burgos	1764	61	1783	Velorado	12	1795	1798	oui	Oui	SJC		M	1823	
Fr Luis Antonio Martinez	Briebes	Asturias	1771	54	1785	Madrid	10	1795	1798	oui	Non	SLO		D	1830	
Fr Ramon Abella	Monforte	Aragon	1764	61	1784	Zaragoza	11	1795	1798	oui	Non	SC		M	1842	
Fr Luis Gil	Guanajuato	Mexique	1773	52	1792	Pueblito de Queretaro	8	1800	1801	oui	Non	S†		M	1833	médecine (chirurgie)
Fr Juan Bautista Sancho	Arta	Mallorque	1773	52	1791	Palma	12	1803	1804	oui	Non	SA		M	1830	langues indiennes
Fr Juan Amoros	Porrera	Catalogne	1773	52	1791	Gerona	12	1803	1804	oui	Non	SR		M	1832	
Fr Jose Sanchez	Robledillo	Caceres	1778	47	1794	S Miguel supra Tagum	9	1803	1804	oui	Oui	SG	Présid. 1827-30	M	1833	
Fr Pedro Cabot	Buñola	Mallorque	1777	48	1796	Palma	7	1803	1804	oui	Non	SA		M	1836	
Fr Geronimo Boscana	Llumayor	Mallorque	1776	49	1792	Palma	11	1803	1806	oui	Oui	LA		M	1831	professeur de belles lettres
Fr Buenaventura Fortuny	Moster	Catalogne	1774	51	1792	Reus	11	1803	1806	oui	Non	SJB		M	1840	
Fr Narciso Duran	Castellon de A.	Catalogne	1776	49	1792	Gerona	11	1803	1806	oui	Non	SJ		M	1846	
Fr Juan Cabot	Buñola	Mallorque	1781	44	1796	Palma	8	1804	1805	oui	Non	SM		D	1835	
Fr Marcos Antonio Victoria	Vitoria	Alava	1760	65	1776	?	28	1804	1805	oui	Non	Pu		M	1836	
Fr Francisco Suñer	Olot	Catalogne	1758	67	1779	Barcelona	25	1804	1808	oui	Oui	S Bu		M	1831	
Fr Felipe Arroyo de la Cuesta	Cubo	Soria	1780	45	1796	Burgos	8	1804	1808	oui	Non	SJB		M	1840	grammaire notamment indienne
Fr Francisco Vicente Sarria	San Estevan	Biscaya	1767	58	1783	Bilbao	21	1804	1809	oui	Non	SC	Présid. 1823-25	M	1835	
Fr Antonio Catarino Rodriguez	San Luis Potosi	Mexique	1777	48	?	San Luis Potosi	###	1808	1809	oui	N/A	Pu		M	1824	Prêcheur, maître des novices, professeur de philosophie morale
Fr Fernando Martin	Robledillo	Caceres	1770	55	1787	Ciudad Rodrigo	23	1810	1811	oui	Oui	SD		M	1838	Prêcheur
Fr Ramon Olbes	Ateca	Aragon	1786	39	1802	Zaragoza	8	1810	1812	oui	N/A	S†		D	1821	
Fr Antonio Ripoll	Palma	Mallorque	1785	40	1799	Palma	11	1810	1812	oui	Oui	SB		D	1828	
Fr Vicente Oliva	Martin del Rio	Aragon	1780	45	1799	Zaragoza	11	1810	1813	oui	Non	SD		M	1848	
Fr Tomas Estenaga	Anzuola	Biscaya	1790	35	?	Cantabria	###	1810	1820	oui	Non	Do		M	1847	
Fr Jose Altimira	Barcelona	Catalogne	1787	38	?	Barcelona	###	1819	1820	oui	Non	SFS	Fond. SFS	D	1828	
Fr Francisco Gonzalez Ibarra	Viana	Soria	1782	43	?	Burgos	###	1819	1820	oui	Non	SFR		D	1842	
Fr Blas Ordaz	Corvero del Rio A.	Burgos	1792	33	?		###	1819	1820	oui	Non	SY		M	1850	

10. Les missionnaires franciscains et le serment sur la Constitution de 1824

Nom	*Cal. En*	*Constit.*	*Mission*	*Respons.*	*Mode départ*	*Date départ*	*Réponse serment Constitution*
Fr Magin Catala	1794	Non	S Cl		M	1830	Habiendo reflejado mas sobre el objeto del juramento de la constitucion mexicana me he creido obligado a retratarle mas siempre determinado a obrar al ministerio con la fidelidad propia de mi caracter y religiosa obediencia al gobierno
Fr Antonio Jaime	1795	Oui	SB		M	1829	Como individuo del Colegio de San Fernando de Mexico estoy dispuesto a jurar la Constitucion mexicana y acta constitutiva en los terminos que hicieron aquellos PP y lo efectuaré cuando U determine que es cuanto puedo responder al oficio del Sr Comandante general...
Fr Antonio Peyri	1796	Oui	SLR		D	1832	Juro guardar la acta....Congratulandome por esta vez con este superior govierno por prestarme a un juramento que en el se enlaza la felicidad de la Nacion asegurando que mi reconocimiento a esta es y a sido siempre sin vacilacion y que huviera verificado esto antemano si las circunstancias me huvieran permitido mirar la decision de mis prelados.
Fr Jose Viader	1796	Oui puis Non	S Cl		D	1833	Diciendo que juro una y otra en virtud de la autentica promesa que ambas hacen en sus respectivos articulos 3 y 7 de que la religion catolica apostolica romana es yglesia unica y perpetuamente la de la Nacion/Digo que no puedo hacer el dicho juramento; pero si lo haria y si es necesario lo hago ahora de guardar fidelidad, respeto y obediencia al govierno y a las autoridades constituidas y en fin de portarme siempre como en los treinta anos que estoy en esta Alta California sin mezclarme en asuntos politicos tan ajeno de mi estado y profesion
Fr Francisco Javier de la Concepcion y Uria	1797	Non	Sol		M	1834	hallo en mi conciencia que no puedo prestar el juramento de guardar la acta constitutiva y consittucion federal de los Estados unidos mejicanos. Me sujeto por tanto a sufrir y espero en el senor sera con la amyor resignacion la ena que en ella este decretada y establecida
Fr Jose Barona	1798	Oui	SJC		M	1823	Decimos que estamos resueltos a jurar, guardar la acta constitutiva o constitucion federal en todo lo compatible con nuestra religiosa profesion y mientras permanezcamos en el territorio de la Federacion Mexicana
Fr Luis Antonio Martinez	1798	Non	SLO		D	1830	Digo que no se halla mi espiritu tan fuerte que pueda recibir mas cargas de las que ya tiene; las que no puedo cumplir como ellas exigen por mi miseria, y por la grande diferencia que hay de mi a Dios con quien las tengo hechas. En esta suposicion no trato de enganar a nadie ni he tratado nunca; y asi digo formalmente que no hago mas juramentos que los que tengo hechos ni me contemplo util para hacerlos por no poderlos sostener asi por mi avanzada edad como por la vida apostolica tan lavorista que he desempenado en obsequio del publico sin ningun interes manteniendo con mi sudor trabajo e industria ? Se han querido juntar a mi sobre el fundamento de la religion santa que he profesado. Por lo cual no suspiro por otra cosa mas que por el descanso y alivio de tantas fatigas y distracciones como tiene este apostolico ministerio sobre si como lo he solicitado y solicito.
Fr Ramon Abella	1798	Non	SC		M	1842	Digo que despues de bien reflexionada la cosa no juro la constitucion mexicana sancionada en 4 de octubre de 1824. se las penas que hay inpuestas pero por Dios vine a la tierra y por Dios me ire si me echan. En cuanto a lo demas yo serviré en lo espiritual y temporal con la fidelidad correspondiente a mi caracter como lo he hecho hasta la presente y es notorio mi proceder en esta capital
Fr Luis Gil	1801	Non	S†		M	1833	me es muy sensible el haber de contestar porque desde luego se me pone a la vista que se tendra por ingrata mi respuesta; pero impelido de la obdiencia que siempre he prestado a las autoridades digo a Ud que habiendo hecho sobre la materia todas las reflexiones que mis cortas luces me han sugerido me he quedado en estado de perplexidad o mas bien de duda sobre la licitud del juramento motivo porque no me atrevo a decidir por la afirmativa.No quisiera que se infiriese de aqui oposicion a mi amada patria. Todos los mandatos y preceptos que han dimanado de los que nos goviernan los he obedecido puntualmente: siempre he estado propeso y lo estoy a dar cumplimiento a cuanto se me ordene; en esta inteligencia puede vivir y reposar el govierno

Fr Juan Bautista Sancho	1804	Non	SA		M	1830	Dice haver jurado fidelidad a Fernando 7o; que no puede jurar y que esta pronto a obedecer en lo que se le tenga a bien ordenar.
Fr Juan Amoros	1804	Non	SR		M	1832	Hace 35 anos que me hallo Peregrino en el mundo considerandome sujeto a las potestades superiores donde me halle; y atendido el Ministerio apostolico a que Dios me llamo aunque indigno hace 23 anos; puede estar seguro cualquier gobierno qu de mi no saldran otras doctrinas que las del Divino Maestro Jesus: esto es dar a Dios lo que es de Dios y dar al Cesar lo que es del Cesar. Ahora que me hallo bajo la potestad de la Federacion Mexicana me considero obligado guardarle la fidelidad devida en cuanto alcanze mis fuerzas. Aunque todo este territorio conoce y sabe mi inutilidad; no obstante mis deseos siempre han sido conservar la paz y el unico y principal objeto procurar la propagacion del conocimiento del verdadero dios a los infelices e ignorantes Indios. Y si como la divina providencia me tiene en esta altura en donde tengo ofrecido a Dios acabar mis dias de vida con la bendicion de mis Prelados me hubiera proporcionado andar a la china del mismo modo me hubiera portado que ahora
Fr Jose Sanchez	1804	Oui	SG	Présid. 1827-30	M	1833	Dice lo mismo y que no puede volver atras su palabra ni jurar
Fr Pedro Cabot	1804	Non	SA		M	1836	Respondo con el debido respeto que por tener jurada fidelidad a Fernando 7o rey de Espana no puedo jurar la constitucion federal de los estados unidos mexicanos.En todo lo demas que no tenga relacion con dicho asunto estoy pront para obedecer a U y demas Gefes en lo que tengan a bien ordenar
Juan Bautista Sancho y Lliteras	1804		SA		M	1830	Digo que por haber jurado ya mucho tiempo hja y prometido guardar fidelidad a el Rey de Espana no puedo de ningun modo volver atras mi palabra; por que de lo contrario no haria bien ve aqui el motivo porque no puedo de ninguna manera jurar la Constitucion Federal de los Estados Unidos Mexicanos. En lo demas que no choque contra dicho juramento estoy pronto a obedecer a Ud y a los demas gefes en lo que se me ordene
Fr Juan Cabot	1805	Non	SM		D	1835	Digo con la formalidad y franqueza que siempre he acostumbrado y que exige la materia que no puedo acomodar mi conciencia a tal juramento
Fr Marcos Antonio Victoria	1805	Non	Pu		M	1836	Juro la acta constitutiva y la constitucion federal Mexicana en cuanto no se oponga a la Religion apostolica Romana que ha tomado por principio y que debe ser unica en los estados unidos de esta segun promete ella misma./Muy señor mio y mi dueño de toda mi estimacion. Esta sirve para manifestar a VS con la mayor humildad y sumision como habiendo reflejado mas sobre el objeto del juramento de la constitucion mexicana me he creido obligado a retratarle mas siempre determinado a obrar al minsiterio con la fidelidad propia de mi caracter y religiosa obediencia al gobierno
Jose Maria de Zalvidea	1805	Oui	SG		M	1846	Decimos que estamos resueltos a jurar, guardar la acta constitutiva o constitucion federal en todo lo compatible con nuestra religiosa profesion y mientras permanezcamos en el territorio de la Federacion Mexicana
Fr Geronimo Boscana	1806	Oui	LA		M	1831	Digo que como me hallo imposibilitado de poder pasar a mi Provincia Madre estoy pronto a prestar el juramento que manda la constitucion mexicana y obedecerla en lo que ordena no siendo contrario a mis ulteriores obligaciones; pero ante todo le suplico me diga de que forma y ante quien devo prestar este juramento de fidelidad; porque si ha de ser delante del alcalde y ayuntamiento de este pueblo no quiero prestar tal juramento; porque Jesu Christo no se postra los pies de Balaal; si el senor comandante se satisfece en que se lo mande por escrito u de palabra a el solo como gefe superior estoy pronto a prestar el juramento; pero si ha de ser de dicha manera no me obligo a ello
Fr Buenaventura Fortuny	1806	Non	SJB		M	1840	Digo (supuesta la libertad en que me hallo de mis prelados) que no me animo a hacer tal juramento; pero si a quedar fidelidad y respeto al Govierno y potestades constituidas como corresponde a todo individuo habitante en estos dominios
Fr Narciso Duran	1806	Non	SJ		M	1846	En cuyo justo obedecimiento digo que me refiero y me hallo en la misma disposicion que manifesté a su senoria en noviembre ultimo cuando me mando pasar a San Diego para prestar el consabido juramento.

Fr Francisco Suñer	1808	Non	S Bu		M	1831	Solo me ocurre anadir aora que segun parece me hallo excluido por mi profesion religiosa de los derechos de ciudadano y de voz activa y pasiva en las elecciones populares de los ciudadanos representantes de la Nacion y por consecuencia privado de todo influjo y eficiencia relativa a la formacion de las leyes. Y como atendiendo el constitutivo de todo gobierno constitucional parece cierto que la ley debe ser la expresion de la voluntad general de todos los que deben obedecerla y conformarse con ella y la expresion de la mia no ha concurrido a la formacion de dicha constitucion, de aqui es que me parece que sin ofender la Suprema Dignidad del Gobierno puedo licitamente considerarme en estado de libertas natural para no conformarme con una ley en que no he tenido la menor parte./Digo que despues de bien reflexionada la cosa no juro la constitucion mexicana sancionada en 4 de octubre de 1824. se las penas que hay inpuestas pero por Dios vine a la tierra y por Dios me ire si me echan. En cuanto a lo demas yo serviré en lo espiritual y temporal con la fidelidad correspondiente a mi caracter
Fr Felipe Arroyo de la Cuesta	1808	Non	SJB		M	1840	Suplico pues la permision de mis prelados con toda humilidad y rendimiento a la piedad del gobierno que si halla conveniente expelerme de este territorio de la Republica se digne usar de conmiseracion con este pobre y desvalido religioso permitiendole pasar al Colegio de San Fernando de Megico con la idea de consultar alli mejor la materia en favor de su conciencia o proporcionandole pasage por la tranquilidad del gobierno
Fr Francisco Vicente Sarria	1809	Non		Présid. 1823-25	M	1835	
Fr Fernando Martin	1811	Oui	SD		M	1838	Ya lo verifique en la junta que tuvimos los 4 Padres de esta comandancia firmando el dicho juramento; y soy de parecer el que no se deve jurar dos veces sobre un mismo asunto; por cuyo motivo no lo verifico otra vez.
Fr Antonio Ripoll	1812	Oui	SB		D	1828	Estoy pronto a jurar la constitucion mexicana y acta constitutiva en los terminos legales que lo han hecho los religiosos del Colegio de San Fernando mis hermanos porque no lo repugna mi conciencia; mas teniendo echa mi solicitud ante el mismo Sr Comandante general para restituirme a mi paispor las causas que en ella expongo prestaré como digo el indicado juramento siempre que la sujecion al nuevo gobierno no haga embarazosa mi pretencion
Fr Vicente Pascual Oliva	1813	Non	SD		M	1848	Respondo diciendo que siendo un asunto tan arduo y dificultoso me dicta mi conciencia no poderlo verificar y que padecere con gusto la pena de expatriacion que senala la misma constitucion
Fr Jose Altimira	1820	Non	SFS		D	1828	Contesto que arto convencido de la muy comun doctrina moral tergiversante al prestamo de predicho juramento es actual conciencia mia no prestarlo por no contravenir a la mejor ley divina
Fr Francisco Gonzalez Ibarra	1820	Non	SFR		D	1842	Respondo con el debido respeto que por tener jurada fidelidad a Fernando 7o rey de Espana no puedo jurar la constitucion federal de los estados unidos mexicanos.En todo lo demas que no tenga relacion con dicho asunto estoy pront para obedecer a U y demas Gefes en lo que tengan a bien ordenar
Fr Tomas Estenaga	1820	Non	Do		M	1847	Muy señor mio y mi dueño de toda mi estimacion. Esta sirve para manifestar a VS con la mayor humildad y sumision como habiendo reflejado mas sobre el objeto del juramento de la constitucion mexicana me he creido obligado a retratarle mas siempre determinado a obrar al minsiterio con la fidelidad propia de mi caracter y religiosa obediencia al gobierno
Fr Blas Ordaz	1820	Non	SY		M	1850	« respondo diciendo que siendo un asunto tan arduo y dificultoso me dicta mi conciencia no poderlo verificar y que padecere con gusto la pena de expatriacion que senala la misma constitucion/Habiendo escrito a U tocante al juramento de la constitucion federal mexicana manifestandole mi conformidad con el colegio en todo lo perteneciente a este punto.He reflexionado despues este grave asunto con aquella madurez que en si exige poniendo a mi vista sus resultados y graves perjuicios que en breve me podian sobrevivir si hubieses llegado el termino de su ejecucion.Por tanto suplico a U me dispense en este particular que yo ya estoy resuelto en no admitir juramento alguno que resulte dano o perjuicioa mi soberano.

11. La commission de développement de la Californie (1825-1827)

Noms	*Éléments biographiques*
Francisco de Paula Tamariz	Auteur d'un rapport sur la Californie en 1814, il est considéré comme le meneur des travaux. Ex-lieutenant de la marine royale espagnole, capitaine d'un navire de la Couronne qui desservait la Californie dans les années 1800. Ses positions étaient critiques vis-à-vis du système des missions.
José Maríano Almanza	Signataire de l'acte d'indépendance ; riche commerçant de Veracruz ; commission du commerce, mines, agriculture 1822
Francisco Fagoaga (1788-1851)	Député pour le Mexique aux Cortes espagnols de 1820-21 ; appartenait alors au groupe de libéraux mexicains menés par Ramos Arizpe, et qui se réunissait chez lui en Espagne. Sera ministre des Relations en 1832.
Jose Servando Teresa de Mier (1763-1827)	Grand homme de l'indépendance américaine et libéral de Cadix. Formation chez les Dominicains. Opposant de la Constitution fédéraliste de 1824. Jose Servando Teresa de Mier (1763-1827) est un personnage majeur des révolutions du monde ibérique, dont un simple encadré ne peut rendre justice. Dominicain créole mexicain, poursuivi dès 1794 pour ses thèses indépendantistes, exilé en Espagne, fugitif, emprisonné à plusieurs reprises. Combattant contre les Français en 1808-1809. Participant « accidentel » des travaux des Cortes de Cadix en 1812. Exilé ensuite à Londres et aux États-Unis. Opposant à Iturbide après son retour au Mexique en 1822. Député au Congrès Constituant de 1823, partisan d'une république centraliste ou modérément fédéraliste, et opposant de la Constitution de 1824.
Carlos María de Bustamante (1774-1848)	Avocat, fondateur du Diario de Mexico en 1805 Partisan précoce de l'indépendance (1812). Opposant à Iturbide dès 1821. Opposant au système fédéral.
Jose Ignacio Ormaecha	ex-*Habilitado general* : chargé des achats de fourniture pour les forts de Californie (1810-1816)
Pablo Vicente de Sola	Gouverneur espagnol de Californie 1815-1822, considéré comme un libéral mais opposant à l'indépendance.
Alejo García Conde (1751-1826)	Natif de Ceuta. Gouverneur et intendant Sonora-Sinaloa 1796; campagnes contres les Apaches. Interdit les coups de fouet pour les indiens en tant que gouverneur de Nouvelle-Biscaye. Commandant général des Provinces Intérieures de l'Ouest en 1821. Opposant d'Hidalgo, partisan d'Iguala.
Diego García Conde (1760-1822?)	Frère du précédent, ingénieur militaire royaliste mais rallié à l'indépendance. Auteur d'un plan de Mexico en 1793. Commandant général du Zacatecas. À l'origine de la création du collège des ingénieurs militaires mexicain.
Tomas Suria (1761-1844)	Secrétaire de la commission. Il participe en tant qu'artiste graveur à une expédition pour explorer la côte du Pacifique nord de 1789 à 1795 (il tient aussi un journal). Né en Espagne, il arrive jeune homme à Mexico.
Manuel Gonzalez (de) Ibarra	Membre de la première commission de développement de la Californie (1817)
Juan Francisco Azcarate (1761-1831)	Avocat. Membre de l'*ayuntamiento* de Mexico. À l'origine de la junte de gouvernement de Mexico en 1808, mais opposant des insurgés de 1810. Membre de la junte provisoire de gouvernement de l'Empire. Auteur du rapport de la commission relations extérieures en 1821. Entretiens avec représentant des États-Unis au sujet de la frontière nord.
Juan Jose Espinosa de los Monteros (1768-1840)	Avocat ; secrétaire de la *Junta Provisional Gubernativa*, rédacteur de l'acte d'indépendance ; chargé des relations extérieures 1826-1828 ; opposant de l'expulsion des Espagnols. Ministre de la Justice et des Affaires Ecclésiastiques 1828-1829

12. Conditions d'âge en Californie mexicaine

Responsabilité	*Âge requis*
Réquisition militaire	15 ans
Citoyen	21 ans
Electeur municipal	21 ans si marié; 25 ans sinon
Électeur de partido, député territorial	25 ans
Diputado federal	25 ans
Alcalde, regidor, ayuntamiento	25 ans
Secrétaire et autres emplois publics	21 ans

Table 17: Conditions d'âge pour accéder aux responsabilités dans les années 1820 en Californie mexicaine

13. Âge de quelques Californiens lors de certains événements de Haute-Californie

Événement	*Pio Pico*	*M.G. Vallejo*	*Juan B. Alvarado*
Date de naissance	1801	1807	1809
Arrivée de Sola (1815)	14 ans	8 ans	6 ans
Attaque du corsaire Bouchard (1818)	17 ans	11 ans	9 ans
Indépendance (1821-1822)	20-21 ans	14-15 ans	12-13 ans
Arrivée de Echeandía (1825-1826)	24-25 ans	18-19 ans	16-17 ans
Élection à la députation	27 ans	20-22 ans	(secrétaire) 18 ans
Révolte de Solis (1829-1830)	28-29 ans	22 ans	20 ans
Révolution contre Victoria (1831)	30 ans	24 ans	22 ans

14. Politique commerciale en Haute-Californie élaborée sur place et à Mexico (1826-1845)

Mexico	Californie
	28 Juin 1826 Herrera ré-affirme que la règle est que le seul port de déchargement est Monterey, bien qu'il reconnaisse que c'est ruineux pour le territoire. 22 juillet 1826 Contre-ordre du gouverneur Echeandía; possibilité d'aller dans les autres ports avec une licence. Augmentation des droits de douane *24 juillet 1827* Le conseil territorial décide de légaliser le cabotage. Recommande le retrait des droits de douane. Rôle central de Bandini
1er juin 1827 Autorisation par le gouvernement de l'ouverture des ports 16 novembre 1827 loi sur les douanes: les taxes pour la Californie sont 3/5 du reste du territoire	*Janvier 1828* Echeandía referme les ports, sauf San Pedro *3 mars 1828* Echeandía doit reconnaître qu'il est obligé de laisser ouverts les ports des presidios + San Pedro *Juillet 1828* Fermeture de San Pedro *30 novembre 1828* Echeandía demande l'ouverture de San Diego *9 février 1831* Victoria, peu après son entrée en fonctions, réaffirme sa volonté de faire appliquer les lois: Monterey unique port d'entrée; produits interdits. *7 mars 1831* Bandini défend la politique libérale: Approbation tacite du gouvernement, du fait des circonstances particulières à la Californie. Met en doute le droit de Victoria à interférer sur ces questions (cf querelle Herrera-Echeandía) mars 1831 Victoria autorise la chasse à la loutre si les équipages sont à 2/3 Californiens
17 mai 1832 Instructions à Figueroa: Le commerce doit être encouragé, ainsi que l'exportation de surplus; les missions doivent construire de petits vaisseaux pour le cabotage. Les Californiens doivent se mettre au commerce, en particulier la chasse aux loutres pour exclure les étrangers;	*26 octobre 1832* Zamorano approuve l'exemption des baleiniers, sous prétexte que leur commerce profite aux habitants, mais ils doivent se rendre d'abord à Monterey aussi.
octobre 1833 Bandini au Congrès: projet de loi pour ouvrir San Diego et San Francisco; échec.	*11 mai 1836* Chico veut mettre fin au monopole des commerçants étrangers. Décret. *9 décembre 1836* La *junta* re-libéralise le commerce
17 février 1837 Monterey ouvert au commerce étranger, avec une douane de 3e classe (San Diego et San Francisco ouverts au cabotage, SF avec une	

douane de frontière)	*août 1837* Vallejo adresse à Alvarado une communication sur les réformes commerciales (21 p.). Il propose d'interdire le cabotage aux étrangers afin de réduire la contrebande et d'encourager le commerce des Californiens eux-mêmes. Il propose aussi le transfert de la douane à San Francisco, partie de son projet plus global autour de la frontière nord. *3 janvier 1838* Carlos Carrillo dans le Sud proclame un décret fermant le port de Monterey et établissant la douane à San Diego *8 avril 1839* règlement d'Alvarado sur le paiement des droits de douane en espèce et en nature *10 mai 1839* Vallejo demande au gouvernement de Mexico l'exemption de droits à l'entrée à San Francisco pour développer la frontière nord *9 août 1839* Proposition de Bandini d'interdire l'introduction d'alcools étrangers *15 août 1839* Les rancheros du nord annoncent qu'ils ne feront plus de commerce avec les étrangers s'ils n'acceptent pas tous les paiements en nature. *31 décembre 1839* Les commerçants étrangers sont avertis de l'intention du gouverneur d'appliquer la loi et d'interdire le cabotage aux vaisseaux étrangers *16 février 1840* Discours d'Alvarado dans ce sens à la junta *12 décembre 1840* Alvarado au gouvernement de Mexico au sujet de sa politique commerciale. Malgré le risque de réduire les revenus, il se propose d'appliquer l'interdiction du cabotage aux étrangers *2 janvier 1841* Ordre d'Alvarado interdisant le cabotage aux bateaux étrangers et l'importation de sucre[2], sel et de bois venant de l'étranger. *29 janvier 1841* Le *Maryland*, venu de Hawaii est touché par ce nouveau règlement *5 juillet 1841* Le *Tasso*, de Boston, menace de partir sans décharger son chargement au vu des nouvelles régulations. Le gouvernement cède par nécessité des droits de douane afférents. *Septembre 1841* On est informé à Honolulu de ce fait et que par conséquent le commerce est à nouveau ouvert

2 Notamment sucre de Hawaï

23 septembre 1843 Décret interdisant le commerce de détail par les étrangers	*1843* Politique commerciale de Micheltorena en faveur des Bostoniens : les bateaux après leur passage à Monterey sont de fait libres de faire du cabotage ; par contre les baleiniers se voient interdire de vente. *13 août 1843* Micheltorena, pour encourager la venue de commerçants de Boston, dont les droits de douane alimentent les caisses de la Californie, songe à interdire le commerce des produits étrangers aux bateaux mexicains *30 juillet 1844* Micheltorena interdit la vente de produits étrangers venus de ports mexicains, sauf s'ils paient les droits de douane. *19 octobre 1844* Autorisation aux baleiniers de vendre sous un certain seuil en payant un permis 22 mars 1845 décret de Pico révoquant celui du 30 juillet 1844 ; en théorie les lois sur le cabotage doivent être appliquées Révocation également de la mesure contre les baleiniers Vallejo à ex-président Bustamante : les ports californiens devraient être ouverts, et les emplois publics financés par un taxe directe sur la propriété productive + allocation nationale

15. Tableau récapitulatif des révolutions de Californie

Date	***Gouverneur visé***	***Doléances énoncées***	***Doléances cachées ou secondaires***	***Révolutionnaires***	***Contre-révolutionnaires***
1829	José María Echeandía	Mauvaise gestion des ressources	Rivalité entre Herrera et Echeandía ; capitale à Monterey	Herrera, Solis	Diputacion, Maríano Vallejo, Jose Castro, Alvarado
1831	Manuel Victoria	Suspension de l'assemblée territoriale Justice expéditive, arbitraire	Suspension de la sécularisation des missions	Echeandía, Pio Pico, Maríano Vallejo, Juan Bandini, Jose Antonio Carrillo	Zamorano, Monterey
1836	Maríano Chico puis Nicolas Gutierrez	Opposition au centralisme	Arbitraire, remise en cause de l'alcalde de Monterey	Alvarado, Jose Castro	Juan Bandini, Pio Pico,
1845	Manuel Micheltorena	Soldats indisciplinés et auteurs de désordres	Non respect du traité, alliance avec Sutter, à la tête d'une armée d'étrangers	Manuel Castro,	Sutter

16. Comparaison des périodes de stabilité et d'instabilité politique en Californie 1831-1846

Stabilité	*Neutralité*	*Instabilité*
	Mars-décembre 1832 (1 an)	Mars 1831-mars 1832 (1 an)
Janvier 1833-avril 1836 (3½ ans)		
		avril 1836-novembre 1838 (2½ ans)
novembre 1838-décembre 1842 janvier 1843-novembre 1844 (6 ans)		
	mars-décembre 1845	novembre 1844-mars 1845
		1846

17. Colons de 1834 ayant intégré les structures de pouvoir californiennes avant 1846

	Situation en 1834	***Lieu d'installation***	***Femme, si famille locale***	***Postes en Californie***	***Participation à la politique californienne (→ 1846)***
Jose Abrego	Marchand de chapeaux, commerçant ; 24 ans	Monterey		Comisario de policia 1836, administrador San Antonio, douane, député, membre suppléant du tribunal supérieur, trésorier etc	Conflits avec Vallejo (1841-42) et Pico (1845) ; refuse au départ de continuer en poste sous les Américains
José Maríano Bonilla	Juriste et professeur ; 27 ans	Santa Barbara		Secrétaire, commis à partir de 1836 ; administrateur San Luis Obispo ; juge auxiliaire 1842, fiscal tribunal supérieur	Soutient Micheltorena en 1845
Ignacio Coronel	40 ans ; professeur, ancien soldat royaliste.	Ranch près de Monterey puis Los Angeles (1838)		Professeur à Solano, comisionado San Miguel ; secrétaire ayuntamiento Los Angeles 1838 ; tribunal superior 1845.	Hostile à l'échec de la colonisation ; soutien de Carrillo.
Antonio Franco Coronel	17 ans ;	Los Angeles		1843 juez de paz LA, électeur à LA, refuse la sous préfecture	Soutient militairement les Carrillos en 1838 ; plutôt contre Micheltorena en 1845 (négociateur) ; contre les USA en 1846
José María Covarrubias	25 ans ; peintre ayant l'intention d'être professeur. Français naturalisé	Santa Barbara/Monterey	Fille de Domingo Carrillo	Comisionado Santa Ines 1836 ; secrétaire de la diputacion 1837 ; alcalde Santa Barbara; 1839 elector de partido à Santa Barbara ; secrétaire Pico en 1845	Soutien de Carrillo en 1838 ; participe à l'arrestation des Américains en 1840 ;
Nicanor Estrada	29 ans ; forgeron ; exilé politique ?				Part en Baja après la révolution de 1836 ; aide Bandini à résister en 1837 ; part pour le Mexique et revient en 1842 avec Micheltorena.
Jose Zenon Fernandez	35 ans ; Professeur	San Jose		Secrétaire ayuntamiento San Jose, juez de paz suppléant 1839 ; 1840 secrétaire de la junta et du gouverneur	
Gumersindo Flores	38 ans ; militaire; exilé politique?			Administrateur San Francisco 1835 ; commanda à Monterey puis Santa Barbara	
Francisco	23 ans ;	San Francisco	Josefa de	Récepteur et	

Guerrero y Palomares			Haro	administrateur des douanes 1839 ; juez de paz, alcalde ; 1843 sous préfet	
Agustín Janssens	17 ans ;	Los Angeles	Fille de V. Pico	Majordomo et juez à San Juan Capistrano ; alcalde 1843 ; juez de paz Santa Ines 1846	Opposant à la révolution de 1836, résistance avec les abajeños en 1837-38 ; participe à la guerre contre les États-Unis
Jose de Jesus Noe	30 ans ; tailleur.	San Francisco	/	Juez de paz 1842 ; alcalde 1846	/
Agustín Olvera		San Juan Capistrano/Los Angeles	C.Argüello	Comisionado San Juan Capistrano 1841 ; juez SJC 1842 ; 1845 secrétaire et suppléant à la Junta	Participe au mouvement de résistance de Flores contre les Américains, signataire du traité de Cahuenga
Victor Prudon	25 ans ; professeur ;	Los Angeles puis SF puis Sonoma		Secrétaire gouverneur Alvarado 1837-38 ; 1841 secrétaire Vallejo ; a fait un aller-retour à Mexico en 1842.	Président du comité de salut public de Los Angeles 1836 ; emprisonné par les Bears en 1846 bien que plutôt favorable aux Américains
José Maríano Romero	Professeur, ouvre une école normale	Monterey			Opposant à la révolution, part en 1836
Florencio Serrano	25 ans ; professeur.	Monterey	Sœur de Joaquin de la Torre	Secrétaire admin. San Antonio 1835 ; secrétaire bureaux Monterey 1836 ; secrétaire ayuntamiento 1838 ; 1844 second alcalde ; 1845-46 sindico et secrétaire de la préfecture.	Opposant à Alvarado 1837

III. Chronologie

Abréviations utilisées dans la chronologie :
G. gouverneur
JFC Junta de Fomento de Californias (commission de développement de la Californie)
ME Ministro de Estado (Relaciones?)
MG Ministro de la Guerra
MGM Ministro de la Guerra y Marina
MH Ministro de Hacienda

En rouge, les événements nationaux ou impériaux ; en vert les événements internationaux.

Explorations et événements impériaux

1534 Hernan Cortés met le pied en Basse-Californie

1542 Cabrillo

1565 Découverte de l'itinéraire de retour depuis la Chine vers l'Amérique par Urdaneta

1579 Visite du corsaire britannique Francis Drake

1681 *Recopilación de las Leyes de Indias*

1697 Fondation de la première mission de Basse-Californie (Loreto)

1763 fin de la guerre de Sept Ans

1765 mission d'inspection de José de Gálvez

1768 Expulsion des jésuites (missionnaires de Basse-Californie)

Débuts de la conquête de la Haute-Californie (voir aussi la carte)

1769 Mission et presidio de San Diego

1771 Mission San Gabriel

1773 Fondation de San José ; instructions du vice-roi Bucareli sur l'occupation des baies de San Diego et Monterey

1776 Déplacement de la capitale des Californies de Loreto à Monterey ; fondation de San Francisco

1781 Fondation de Los Angeles. Coupure des communications terrestres après les attaques des Yumas; Los Angeles ; nouveau règlement de la province.

1788 Début de la chasse à la loutre marine.

Guerre d'indépendance en Espagne et en Nouvelle-Espagne

1808 Invasion de l'Espagne par l'armée française de Napoléon Bonaparte, abdication des monarques

1809 *5 mars* Alta California jure sa fidélité à Fernando VII

1810 Cortes de Cadix

1812 Constitution de Cadix et législation des Cortes

1813 décrets des Cortes sur la privatisation des terres publiques

1814 Traité de Valençay, Retour du roi Fernando VII sur le trône suite à la victoire de la Sainte Alliance.

1815 début du mandat de gouverneur de Pablo Vicente de Sola

1816 Crainte d'une attaque de corsaires de Buenos Aires. Arrivée de fournitures de guerre

1817 Fondation de la mission San Rafael

1818 Attaque du pirate Bouchard contre Monterey (novembre)

1819 Traité Adams-Onis ; arrivée de renforts depuis San Blas.

1820 insurrection libérale en Espagne (Trienio Liberal) ; rétablissement de la constitution de Cadix, proclamée en Californie

1821 plan de Iguala en Nouvelle-Espagne, campagne de l'indépendance de l'armée des Trois Garanties sous Iturbide

Chronologie détaillée de la période mexicaine

octobre-novembre 1821 enquête du gouvernement sur la Haute-Californie et son attitude politique

1822

Janvier arrivée de la nouvelle de l'indépendance
1er janvier Reponse du capitaine general de Nueva Galicia à Iturbide
6 février courrier de Iturbide à Guaymas pour avoir des nouvelles de la Californie et attitude politique de Sola.
23 février Juan Gomez à bord de la Goleta Concepcion informe que les Californies sont fidèles, mais pas les missionnaires
mars Arrivée de la nouvelle de la victoire d'Iturbide et de la réunion de Cortes mexicaines
16 mars Sola annonce couronnement Iturbide (?) aux commandants qu'il réunit en junte à Monterey, en présence du président Payeras.
20 mars Courrier du gouvernement à l'évêque de Sonora pour qu'il convainque les missionnaires californiens
20 mars Envoi et rappel des décrets concernant l'indépendance etc
9 avril Réunion de la junta qui reconnaît la régence et le nouveau gouvernement

11 avril Cérémonie d'allégeance à Monterey au nouveau gouvernement
12 avril Décision d'une élection pour envoyer un député aux Cortes
12 avril Guaymas répond qu'ils n'ont pas de nouvelles de la Californie
13 avril serment à Santa Barbara et à San Francisco ; Sola adresse au préfet et président l'acte de la junte pour faire prêter serment aux frères.
Agustín Fernandez de San Vicente est nommé comisionado pour prêcher l'indépendance en Californie.
17 avril Instructions au préfet pour la tenue d'élections dans les missions
18 avril Guardian de San Fernando avertit par lettre que le gouvernement envoie un *comisionado*.
20 avril serment à San Diego
6 mai Loi : en cas de décès du gefe politico, c'est le senior vocal qui assure l'interim
19 mai Iturbide est proclamé empereur
21 mai Rencontre des *electores de partido* à Monterey ; Sola est élu député, Arguello suplente
20 juillet Réception par le gouvernement de Mexico de la nouvelle de la soumission de la Californie (lettre de Sola) et prend les mesures nécessaires
25 juillet Réception par le Guardian de San Fernando de la nouvelle du juramento en Californie; couronnement d'Iturbide Empereur
26 septembre Arrivée de Fernandez à Monterey
1er octobre Réunion des padres pour un rapport sur chaque mission par Fernandez (ODJ : gouvernorat, diputacion, ayuntamientos, missions)
8 octobre réunion chez le gouverneur
9 octobre Proclamation indépendance (2)
11 octobre Fernandez et Payeras vont à Fort Ross
22 octobre Dissolution des *Cortes*
9 novembre Election et réunion de la 1ère Diputacion.
10 novembre Election de Luis Argüello gouverneur temporaire contre Guerra (qui est espagnol)
22 novembre Argüello prend le poste de gouverneur par interim
1er décembre Argüello au Padre PP besoins de la troupe en rations (beurre, maïs)
10 décembre Organisation des compagnies de milice par Argüello
16 décembre Malentendu sur le bando sur les murmuraciones, fuero militar etc C-A 46 p.127
17 décembre Argüello à Sola sur mesures contre les murmuraciones sur la Diputacion
19 décembre Argüello à Ministro de Estado: sur sa demande au sujet du courrier; dit que le plus simple est de passer par Loreto, à condition qu'il y ait des navires (estimation pour le courrier : 5-6 mois de délai, vu comme ok); à MG (réponses au courrier de juillet 1822): manque d'armements en cas d'attaque extérieure

1823

30 janvier Argüello à MG: vulnérabilité de la province; à ME: tranquillité (donc fidélité) de la province
mars Réception de la nouvelle du couronnement d'Iturbide ; un nouveau gouverneur est nommé Cap. Bonifacio de Tosta. Iturbide est chassé
20 mars Abdication Iturbide
5 février Procès contre le soldat qui a agressé Boscana à San Juan Capistrano
18 février Moraga rapporte à de la Guerra l'offense ressentie par l'ayuntamiento de LA suite à la nomination d'un “juez” ou “superior” pour les miliciens et les invalides.
23 mars Padre Jose Altimira propose tranfert de mission Nord SF à la Diputacion
1er avril courrier d'Arguello aux 4 presidios pour surveiller le commerce du Juan Begg et éviter la contrebande c-A 46 p.112
2 avril L'Empire est proclamé à Monterey. Prestation de serment.
3 avril Argüello AR de la nouvelle de la conspiration du 26 aout 1822 d'apres courrier du 11 octobre 1822; couronnement Iturbide (21 juillet); à MH AR de l'exemption des indiens de l'impôt (23 août)
7 avril Argüello transmet nouvelle de la proclamation d'iIturbide empereur aux presidios
9-18 avril session de la Diputacion
9 avril Diputacion vote en faveur du transfert de la mission de SF
10 avril Argüello propose au ME la fermeture de la mission SC

27 avril Serment à San Francisco
28 avril Mort de Payeras
mai Exil d'Iturbide
30 mai Argüello à ME: AR Gaceta extra del Gobierno Imperial 28 janvier 1823 + alerte sur les éventuels partisans de Guerrero qui pourraient se réfugier en Californie; des raisons qui ont poussé Iturbide à dissoudre (courriers déc-février 1823) etc [C-A 46 p. 16]
11 juin Expédition de SF vers village belliqueux indien; Argüello demande qu'on le prévienne avant
4 juillet 1ère installation de Nuevo San Francisco; fondation de Mission Solano
12 juillet transmission des imprimés et ordres des minsitres aux 4 presidios
juillet Expédition de Romero pour itinéraire Tucson-Colorado
2 août Ruiz envoie à Guerra les nouvelles sur la République
7 août Proposition de fédération envoyée par la diputacion de Arizpe à Monterey
23 aout Courrier du ministre de la guerre et marine à Arguello au sujet de la compagnie de Mazatlan
24 août Mort de Señan
25 août 2e installation de Nuevo San Francisco
31 août Argüello à missionnaires de San Gabriel pour l'installation des soldats invalides (réponse à courrier du 10 mai 1823) [C-A 46 p. 36]
10 septembre organisation par Argüello d'une expédition pour fin septembre au-delà de SanFrancisco
29 septembre Argüello à ME: tout est tranquille et fidèle en Californie
Octobre Fin du *Trienio Constitucional* en Espagne
10 octobre Départ de Romero de Monterey vers San Gabriel
11 novembre Organisation de l'expédition de Romero pour la traversée
17 novembre **Réception chute de l'Empire** Argüello à ME Alaman que la Californie a bien reçu les nouvelles (courriers avril-mai 1823); élection président du Congreso (24 avril); de la proclamation du 4 avril du Supremo Poder Ejecutivo; diputacion provincial de Monterey compuesta de Leon Coahuila Tejas?; adhésion au gouvernement; substitution de national à impérial; armas y pabellon nacional; partisan Iturbide doit être considéré comme traître [C-A 46 p. 18-22]
décembre Réception de la proposition de Arizpe pour former un État

1824

3 janvier Arguello voit avec Portilla les possibilités pour démobiliser sa compagnie
7 janvier Réunion d'une junta à Monterey pour réfléchir à la position de la Californie sur le système de gouvernement.
8 janvier Adoption du plan de gouvernement travaillé par la commission sur le gouvernement
17 janvier Publication du plan de gouvernement adopté par la Junta
23 janvier Estrada nommé responsable des finances
31 janvier Argüello proclame un certain nombre de règles pour le territoire (peines, passeport, circulation des livres etc)
5 février Courrier d'Estudillo sur l'échec de l'expédition Romero
6 février Courriers de détresse de Argüello au gouvernement
14 février Argüello AR de l'échec de l'expédition Romero (+opinion défavorable) C-A 46 p.242
21-22 février Début des troubles indiens à Santa Ines puis Purisima
25 février Refus des missionnaires d'aider presidio de San Diego
16 mars Argüello réclame aide aux missionnaires pour maintien des troupes
22 mars Argüello à Estudillo, SD:Suite aux troubles indiens, contrairement au plan de gobierno, maintien de la force
6 avril Arguello envoie Ignacio Vallejo en “paseo militar” C-A 46 p.105
12 avril Argüello écrit à Sola (non admission au Congrès et missionnaires récalcitrants)
15 avril Ignacio Vallejo rend visite à San Luis Obispo suite aux troubles à la Purisima
21 avril Courrier au ministre de la Guerre sur soulèvement indiens; recommande Estrada et Fr Pacheco
22 avril Argüello écrit à Sola (copie courrier écrit au MGM)
30 avril Antonio Valle contre mission San Miguel

11 juin Argüello au ministre de la guerre (nouvelle description de la campagne de février 1824)
12 juin Argüello au MGM : demande maintien de la compagnie de Mazatlan (cf courrier 23 aout 1823); nouvelles de Lima par navire marchand (prise par les Espagnols) C-A 46 p. 25
21 juin S Argüello informe G Argüello des hostilités des indiens sur la frontière Baja/Colorado
30 juin G Argüello ordonne à S Argüello que Portilla soit envoyé pour réduire les troubles à la frontière
15 juillet Courrier de Baja à Argüello au sujet du naufrage du seul navire
19 juillet Exécution d'Iturbide (revenu d'exil croyant son moment revenu)
24 juillet Succès de Pablo de la Portilla contre les indiens des missions Santa Barbara et Santa Ines; amnistie; annonce au ME C-A 46 p. 25
30 juillet Argüello au ministère de la guerre: troubles par les indiens de la frontière/Rio Colorado
18 août Loi de colonisation du territoire mexicain (voir décret du 21 novembre 1828)
28 août Nouveau courrier d'Argüello de réclamation de renforts au ministre de la guerre
3 septembre transmission par Argüello d'un courrier du MGM du 23 mars 1824 C-A 46 p.114
14 septembre À la diputacion, Sarria défend le droit de propriété des néophytes
18 septembre Députés demandent du papier pour pouvoir faire le compte rendu de séance et ainsi le rendre public auprès du gouvernement central et de la province
25 septembre Argüello à ME:nouvelles de Lima le 30 juin par navire; AR courrier Baja sur le naufrage
27 septembre Courrier d'Argüello à MGM :perte du seul navire à Loreto qui faisait la correspondance avec le gouvernement
28 septembre *Les députés sont au courant que les conseils de guerre pour lesquels les sessions de la diputacion avaient été ajournées ont terminé et demandent à reprendre les travaux*
4 octobre Adoption par le Congrès mexicain de la Constitution fédérale de la République mexicaine
6 octobre Envoi de la constitution aux Etats et aux Territoires
9 octobre La Diputacion adresse une réclamation sur la non admission du député Sola
18 octobre Session Diputacion:néophytes de San Bu demande des exemptions fiscales
2 décembre Arguello au MGM: demande au Guardian de SF d'inciter les missionnaires à prêter secours à la troupe
10 décembre Argüello au ME: AR courriers
14 décembre rétablissement du comisario à Los Angeles (avec troupes de SB et SD)
17 décembre Arguello AR à gob BC de la nomination de Miñon gobernador C-A 46 p.164

1825

3 janvier 1er apport de la JFC : *Dictamen que dio la Junta que para el gefe superior politico*
15 janvier Arguello au ministre de la guerre: il n'a plus de papier
31 janvier Nomination de José María Echeandía gouverneur
1er février Nomination de Echeandía gouverneur (G Pedraza à Argüello)
3 février Lettre de Arguello à Sarria pour qu'il prête serment à la Constitucion Federal
11 février Sarria refuse à Arguello par lettre de jurer la Constitucion federal
16 avril Argüello a reçu la promotion d'Estrada et Pacheco de la part du Min Guerre
26 mars Ratification de la Constitution par la *Diputacion*
28 mars Envoi de la Constitution aux Pueblos et Présidios de Californie (et récolte de l'ancienne)
6 avril 2e rapport de la JFC : *Plan para el arreglo de las misiones*
7 avril Réunion finale de la Diputacion au sujet des prêtres non jureurs
15 avril Ordre de célébrer la dernière défaite de l'Espagne au Mexique
22 avril réception de la Constitution à SF
24 avril Ratification de la constitution à SF
24 avril 3e rapport de la JFC : *Plan de colonizacion estrangera*
27 avril Arrivée du Asia et Constante à Monterey (sont à Monterey jusqu'au 23 mai)
30 avril Ratification à LA
1er mai Ratification à SD ; reddition du Asia (négocié par Jose Estrada)
2 mai Suspension de la Diputacion par Argüello en attendant les instructions; informe min. Guerre de la reddition du Asia et du Constante

10 mai Ratification à SJ
23 mai Départ Asia et Constante pour Acapulco
30 mai 4e rapport de la JFC : *Plan de colonizacion de Nacionales para los territorios de Californias*
20 juin Courriers d'Argüello au MGM: accuse réception de la décision de construire à San Blas deux navires pour les Californies; justifie l'autorisation de pêche à la loutre aux Russes; célébration de la victoire à Ayacucho, Colombie (9 déc 1824) etc (AR courriers de janvier 1825)
25 juin Echeandía annonce à Argüello sa nomination et son arrivée par lettre.
29 juin ordre de relever le préfet Sarria de ses fonctions (refus de prêter serment à la Constitution)
juillet journal officiel de Mexico qui porte bcp sur la Californie et notamment les missions et travail des Indiens
2 juillet La Grande Bretagne reconnaît l'indépendance du Mexique
4 juillet Argüello reçoit la lettre de Echeandía
20 juillet Envoi par le Colegio de la circulaire aux missionnaires leur demandant de jurer
22-23 juillet Argüello au MGM: AR de la nomination d'Echeandía gouverneur et autres AR (février 1825)
27 juillet Arrivée de José María Herrera à Monterey
3 août Herrera relève Estrada pour administre les finances territoriales à Monterey
novembre Passation de pouvoir entre Argüello et Echeandía, qui reste à Monterey
14 décembre 5e rapport de la JFC : Plan politico mercantil
20 décembre Ouverture du commerce à SanPedro pour Los Angeles par Echeandía
28 décembre Duran écrit au Guardian qu'il est prêt à jurer et à prendre la tête des missions si Sarria ne jure pas

1826

5 février Gouverneur de Sonora rend compte au gouvernement de la situation catastrophique de la Californie, sous la domination des missionnaires pro-Fernando 7
8 février Duran écrit au Guardian que finalement il ne veut pas jurer
28 février Echeandía à MGM
mars formulation d'une politique indienne par le gouverneur Echeandía
5 avril Bataille de Santa Isabel de Lieut. Ibarra contre les Indiens
22 avril Echeandía écrit au gouvernement qu'il n'a pas rétabli la Diputación pour l'instant
28 avril Réunion entre les missionnaires et Echeandía au sujet du serment, des temporalidades et de l'émancipation partielle
30 avril Réception et célébration de la victoire sur les Espagnols à Ulloa à San Francisco
avril-mai célébration de la dernière victoire sur les Espagnols et reconnaissance du Pape
3 juin Circulaire de Echeandía au padres pour savoir s'ils vont jurer ou non et pourquoi.
14 juin Réponse des frères de SD
15 juin Echeandía autorise l'alcalde de San Jose à ce que les habitants recrutent des Indiens du Tular pour les aider dans leurs travaux
19 juin Ignacio Martinez à San Francisco propose la dissolution de l'infanterie car donnent le mauvais exemple
28 juin Maytorena à San Diego se plaint à Herrera qu'Echeandía a donné l'ordre que la dîme collectée à Los Angeles ne revienne plus au presidio de SD
7 juillet Réponse des frères de Monterey (plutôt négative)
25 juillet Proclamation de partielle émancipation des néophytes (sous condition)
30 juillet Herrera se plaint à son supérieur en Sinaloa des encroachments de Echeandía sur son travail
4 août Sarria répond au Guardian de San Fernando
9 septembre Gouverneur écrit à Sarria de venir faire une messe pour la fête de l'indépendance
11 septembre Comisario General Riesgo écrit à Echeandía pour l'avertir de respecter le comisario subalterno
8 novembre affaire des archives entre Estudillo et Argüello à Monterey
18 novembre Guardian du Colegio écrit au ministre qu'ils ne peuvent plus soutenir les Missions de Californie
18 novembre Procès contre regidor Aguilar de Los Angeles (a dit que manquer au 6e commandement n'est pas pécher)

19 novembre Elections primaires à la mission Soledad;
19 novembre ministre Justicia Ecca demande au guardian du Colegio ce qu'il en est de Sarria
26 novembre Elections primaires à mission San Antonio
30 novembre Echeandía à Herrera: que fait-il pour éviter la fraude des navires?
4 décembre Echeandía fait passer la constitution de 1824 et l'acta constitutiva au presidio de Monterey pour circulation
4 décembre Guardian de SF demande au gouvernement de lui indiquer quel missionnaire ils voient bien Presidente
7 décembre Guardian de SF demande au gouvernement autorisation pour collecter des missionnaires pour la CA
9 décembre Gouvernement est d'accord mais demande au Guardian de d'abord choisir un nouveau président, et qu'ils ne peuvent eux faire ce choix faute de connaître leur zèle religieux
16 décembre Décision d'augmenter sinodes des missionnaires californiens pour encourager la venue de nouveaux
18 décembre 2 missionnaires volontaires pour remplacer: Juan Moreno y Antonio Jimeno
31 décembre Ordre d'une élection (députation)

1827

27 janvier Echeandía demande la libération de Vallejo mais d'enquêter sur la femme qu'il aurait déshonorée
5 février Procès contre indien Buenaventura à San Diego pour propos contre le gouvernement
18 février 5 électeurs “de partido” à SD pour choisir les membres de la députation et le députés au Congrès (José de la Guerra y Noriega, supp. Gervasio Arguello) ; Agustín V. Zamorano (SD) est secrétaire.
19 février choix de 7 vocales pour la députation + 3 suppléants
22 février Gonzalez demande sa démission pour insubordination des officiers de Monterey
3 mars Echeandía annonce que le député a été élu mais ne peut partir faute de bateaux
6 mars Echeandía ordonne la libération d'Estrada à Monterey
mars Echeandía part de San Diego pour régler les problèmes de Monterey (Gonzalez)
avril Echeandía est à Santa Barbara où il est bien accueilli (ce qui le surprend)
5 avril Ordre de Echeandía de commencer une enquête sur les malversations de Herrera
12 mai 6e rapport de la JFC : Le gouvernement de la Californie (sorte de loi organique mais jamais adoptée)
19 mai décret pour un deuil national pour le duc d'York; Jedediah Smith explique son arrivée à Duran
20 mai Ordre à Cunningham de détruire sa maison sur l'île de Santa Catarina
21 mai Echeandía prend le commandement du district de Monterey
8 juin Ministère envoie à Col San Fernando liste des missionnaires jureurs pour choix du Presidente
9 juin Discretorio de san Fernando choisit Sanchez et Peyri pour présider
1er juin Lieutenant de SF Martinez, député, autorisé à laisser sa compagnie pour les sessions
13 juin Gonzalez se plaint des provocations des Montereyens au sujet d'une procession pour Corpus Christi et des salves d'artillerie
14 juin 1ère réunion de la Députation à Monterey + “Fête Dieu”
16 juin Procès de Bringas à Santa Barbara
23 juin Manifeste de Bandini à la Dip. (fomento de Californias: principalement, commerce)
26 juin Alvarado secrétaire de la Dip. Démission de Martinez
20 Juillet Echeandía autorise à nouveau le commerce sur la côte (Santa Creuz etc)
31 juillet Procès contre Herrera pour malversation
2 aout Alviso et Estudillo convoqués aux sessions de la diputacion
11 aout Alvarado devient secrétaire de la diputacion lors du séjour à Monterey d'Echeandía
14 aout Transfert de Pliego à la comapgnie de Santa Barbara
31 août rapport final de la JFC annonçant la clôture des travaux
2 septembre SuMaría contre Solis pour contrebande (avec Herrera)
9 septembre Sanchez insulte l'ayuntamiento de Los Angeles
16 septembre Célébration de l'indépendance à San Diego au moins
20 septembre Fin de la 1ère session de la Députation

26 septembre Herrera écrit à Jose Estrada qu'il remet son poste à Echeandía du fait des illégalités contre lui
4 octobre “Fête nationale”
14 octobre deuil (pour la mort du Duc d'York, décret du 19 mai 1827)
24 novembre Procès contre Morales, secretario de l'ayuntamiento de los Angeles
12 décembre “fête nationale”
décembre-mars 1828 Echeandía à Santa Barbara
Fin dissolution de la Junta de Fomento de Californias

1828

26 janvier emprunt pour payer les troupes à Virmond
29 janvier Fuite des pères Ripoll et Altimira pour l'Espagne.
Février Suspension du commandant Gonzalez
mars Echeandía quitte Santa Barbara
8 mars Gervasio Argüello, suppléant, accueilli comme député à l'Assemblée fédérale
22 mars Gouvernement apprend la fuite de Ripoll et Altimira
Avril 1828 Retour de Echeandía à San Diego
30 mai Faustino Barrera à commandant de l'artillerie, Mexico le gouvernement est satisfait de la conduite potliique de la Californie
30 juin Echeandía répond au gouvernement qu'il renvoie Sarria dès qu'un bateau pour l'Europe ou les USA se présente
30 juillet Instructions de Echeandía pour une élection
5 octobre Maitorena élu député au Congrès
8 octobre Révolte du presidio de Monterey (leaders : José de Jesus Pico, Pablo Vejar)
18 octobre Le gouvernement reçoit l'avis de Echeandía sur le départ de Sarria dès qu'un bateau se présente
4 novembre Echeandía informe que Sarria n'est pas parti car cela risque de mettre le territoire en danger
7 novembre Les troupes restées loyales sont félicitées à Monterey de la part du gouverneur
21 novembre décret du gouvernement suprême : régulations pour la colonisation du territoire mexicain
24 novembre Procès contre soldats qui sont venus réclamer à leur commandant à San Diego

1829

janvier Réunion de la Diputacion à San Diego
19 février On traite au gouvernement le courrier de Echeandía informant que Sarria n'est toujours pas parti
29 avril Circulaire en faveur de l'envoi des condamnés en Californie.
5-8 mai Campagne contre Estanislao
29 mai 2e campagne contre Estanislao (M.G. Vallejo)
juin Echeandía justifie par lettre sa non expulsion des missionnaires (presque tous espagnols)
10 juin La Baja passe sous contrôle militaire de Sonora mais reste sous contrôle politique avec la Alta
18-25 juin 1ere alerte au sujet de la revolte de Solis
30 juin Echeandía alerte que le problème des missionnaires et des missions et crucial et qu'il ne peut s'en passer si on veut garder la stabilité du territoire
6 juillet Ordre sur l'expulsion des espagnols:ambigü car demande aux missionnaires, qu'ils aient juré ou non, de prouver comment ils sont une exception à la loi...
19 juillet ministère relance les Colegios (nota Zapopan) pour l'envoi de religieux
28 jullet Arrivée de Abel Stearns en Californie
31 août Colegio de Zapopan décline sa participation aux missions californiennes, disant que la situation est loin de s'être améliorée depuis 1827
23 septembre Ministère renouvelle demande au Colegio de Zacatecas de l'envoi de religieux
novembre Révolte de Solis
12 novembre début du soulèvement à Monterey
13 novembre rédaction du 1er document dela révolte
15 novembre Herrera rédige le plan de *pronunciamiento* de la révolte ; lecture du plan aux soldats.
16 novembre Alcalde de Monterey Tiburcio Castro accepte le plan et encourage les autres villes.

25 novembre Alcalde Archuleta de San Jose accepte le plan ; Echeandía passe une circulaire sur la révolte
1er décembre Echeandía quitte San Diego
2 décembre La révolte gagne Santa Barbara
15 décembre Echeandía arrive à Santa Barbara

1830

7 janvier proclamation de Echeandía pour cesser la révolte : 1er indulto, reçu par insurgés vers Santa Ines
8 janvier Echeandía reçoit une lettre de Solis qui lui demande de se rendre selon le plan; refuse par lettre.
13 janvier Confrontation des deux armées vers Dos Pueblos
15 janvier fuite de l'armée de Solis
18 janvier Convocation par Echeandía des prisonniers de l'armée de Solis
20 janvier Reprise de Monterey (notamment à l'aide des étrangers + Malarin, Munras, Alvarado et JJ Vallejo)
début février Capture de Solis ; arrestation du Père Martinez
Février-mars Arrivée de 80 condamnés en Californie via le María Ester
8 mars Nomination de Manuel Victoria gouverneur de Californie
9 mars Junte pour décider du sort de Martinez : c'est l'exil vers l'Espagne.
27 mars Mort d'Argüello (commandant de SF et ex gouverneur)
9 mai Exil de 15 prisonniers suite à la révolte de Solis (Bateau américain *Volunteer*) Herrera, Solis etc
10 mai Lettre de Duran au président de la république contre le “despotisme militaire” de Echeandía
26 mai Le ministre de la Justice annonce au ministre de l'Intérieur que les missionnaires du Z. Sont prêts à partir
2 juin Le ministre de l'Intérieur répond au Ministre de la Justice au sujet des missionnaires
1er juillet Arrivée de Padres en Californie depuis Loreto
12 juillet Reglas para las elecciones de Diputados y Ayuntamientos del distrito y territorios de la Republica
20 juillet Echeandía expose son plan de sécularisation devant la Diputacion
29 juillet – 3 août approbation du plan de sécularisation par la Diputacion
1er août Proclamation d'Echeandía pour des élections
5 août Enquête contre Herrera pour mal-versation
15 août Election à SF et LA
22 août Election à SD
7 septembre Le gouverneur de Californie demande au gouvernement la fondation de deux couvents
3 octobre rencontre des electores de partido à Monterey : C. Carrillo député au Congrès 1831-32 ; Juan Bandini est suppléant. Non élus : José Antonio Carrillo, Agustín Zamorano.
4 octobre Choix de 3 nouveaux membres pour la Diputacion : MG Vallejo, Joaquin Ortega, Antonio María Osio ; suppléants : Francisco de Haro, Tomas Yorba, Santiago Argüello
22 octobre Echeandía autorise la libération de Herrera (suite à l'affaire des insultes à l'ayuntamiento)
décembre Arrivée de Manuel Victoria à San Diego
31 décembre Arrivée de Manuel Victoria à Santa Barbara pour rencontrer Echeandía

1831

6 janvier Décret de sécularisation des missions passé par Echeandía
15 janvier Alamán écrit à Echeandía que son projet de sécularisation sera transmis au Congrès
24 janvier Guardian du Colegio donne son avis négatif sur la fondation de deux couvents
31 janvier Passation de pouvoir entre Echeandía et Victoria à Monterey; traitement par ministère de la lettre de Duran
22 avril Pablo de la Portilla informe le gouverneur que finalement ce n'est rien à LA
26 avril Exécution d'Atanasio
21 mars Carrillo part pour Santa Barbara sur ordre de Victoria
22 mars représentation de Carrillo à Victoria
14 mai Admission de C Carrillo à l'assemblée
24 mai J.A. Carrillo à San Diego demande le document justificatif de son exil
4 juin Lettre de Carrillo à San Vicente de BC à Victoria, demandant justice

13 juillet Lettre de Stearns à Victoria protestant contre sa condamnation sans procès
30 juillet Pétition des députés Vallejo, Osio, Ortega et Castro pour convoquer la Diputacion.
1er août Exécution de Rubio
11 septembre 2e pétition pour que Victoria convoque la Diputacion
18 septembre Vallejo, Ortega, Osio et Castro envoient une représentation à Mexico pour dénoncer Victoria.
21 septembre Manifiesto de Victoria, qui accuse les députés d'avoir été élus illégalement ; décret de dissolution de la Diputacion. Courriers de Victoria aux ministres de Mexico.
23 septembre Stearns doit s'exiler mais ne va pas plus loin que San Diego
10 octobre Juan Bandini répond au manifiesto.
15 octobre Pio Pico répond au Manifiesto (C-B 88)
17 octobre Padres félicite Vallejo du mouvement entrepris par les députés (C-B 1)
7 novembre 2e mémo des députés à Mexico en réponse au Manifiesto
8 novembre Padres fait ses adieux par lettre à Vallejo, en l'encourageant dans ses convictions.
11 novembre ministre JE demande archives sur question des missions pour traiter a fond le sujet
1er décembre Proclamation de Pio Pico sur la légitimité de la révolte (C-B 88); acte d'adhésion au plan de San Diego
5 décembre Bataille entre forces de Victoria et de Portilla (camp de Echeandía)
9 décembre Echeandía rend visite à Victoria blessé qui lui annonce son départ. Echeandía écrit à Vallejo pour lui raconter ce qui s'est passé (circulaire)
20 décembre L'artillerie de San Francisco accuse réception du changement de gouverneur (Lazaro Piña)
27 décembre Echeandía écrit à Vallejo pour lui demander son avis pour la suite (gouvernement de la Californie) – C-B 1

1832

5 janvier Echeandía écrit (nota. À SF) pour légitimer le pronunciamiento; proclamation aux habitants de Californie
10 janvier 1ère Sess. Extra. de la Dip à Los Angeles après le départ de Victoria. Admissions; lecture lettre Echeandía
11 janvier Pio PICO choisi par la Dip gouverneur par interim
12 janvier
13 janvier Sess. Extra. diputacion; création d'une commission pour monter dossier ocntre Victoria (Osio+Ortega)
14 janvier Sess. Extra. Dip.
24 janvier Réunion des résidents de Monterey contre le plan de San Diego
26 janvier Sess Extra Dip; décision de ne plus attendre la réponse de Echeandía pour mettre en place le gouverneur
27 janvier Pio Pico prête serment devant la Dip à Los Angeles comme Gefe Politico interino
1er février Junta réunie par Zamorano a Monterey pour contrer la Diputacion et Echeandía
3 février Session Extra Diputacion. Lecture du courrier de Echeandía (mécontent) et Bandini (finances)
4 février Session Extra Diputacion. Décision sur paiement du voyage de Victoria. Lettre Echeandía.
10 février Session Extra Diputacion
13 février Session Extra Diputacion. Ayuntamiento de LA fait savoir qu'ils reconnaissent Echeandía comme gouverneur.
14 février Ministre Ramon Morales accuse réception des nouvelles de la révolution de Californie
16 février Séance Extra Diputacion. Menaces de Echeandía. Décision de suspendre.
17 février Session Extra Diputacion. Audition de la commission contre Victoria. Clôture des sessions.
24 février Lettre de la Diputacion au Supremo Gobierno expliquant la situation de son point de vue.
24 mars Lettre de la diputacion aux ayuntamientos pour leur dire de se ranger à ses côtés et se tenir tranquilles
25 mars Réunion de la diputacion a San Luis Rey pour empêcher la bataille
7 mai Le ministère de relaciones confirme les droits de la diputacion à se réunir
9 mai nomination de Figueroa gouverneur

juin nouvelle de la nomination de Figueroa gouverneur
7 juillet Réception d'une lettre du gouvernement qui valide la revendication de la diputacion de pouvoir être réunie (cf lettre du 18 sept 1831) – envoyée le 7 mai 1832

1833

5 janvier Arrivée de Figueroa à Monterey
15 janvier Arrivée de Figueroa à SD
18 février Convocation par Hartnell de la compagnie des étrangers à Monterey
22 février Pétition de SD au gouverneur pour self government
mars Fin de la prohibition des livres!
29 mars Ordre d'élections de députés pour une junte électorale
13 avril Ministere JE propose loi à la chambre pour sécularisation des missions
15 juillet Prevenciones provisionales para la emancipacion de Indios reducidos (Figueroa)
13 août Loi de sécularisation des missions
8 septembre "ultimatum" de Figueroa au prêtre français de Los Angeles au sujet de la messe du 16 et refus.
26 octobre Vallejo découvre une mutinerie dans sa compagnie (San Francisco) et la décrit à figueroa
18 novembre Hartnell demande le soutien de Figueroa pour la fondation de son école avec Short à Monterey
6 décembre Figueroa prend des mesures matérielles pour la réunion de la diputacion (fonds, salon de réunion)
21 décembre Figueroa demande son avis au gouvernement au sujet des religieux français qui ne veulent pas non plus célébrer de messe le 16 septembre
28 décembre Eleccion de electores à la Mision Santa Cruz

1834

15 février Blas Ordaz fait sa demande d'exception à la loi d'expulsion
2 mars Figueroa demande au ministère l'exception de Blas Ordaz pour la loi d'expulsion
1er mai Réunion de la *Diputacion*
6 mai Pétition de SD donnée à étudier à la commission de gouvernement et de police de la Diputacion.
26 mai Proposition de la Commission de gouvernement et de police pour SD
3 juin Approbation de la proposition pour SD par la Diputacion
juillet Figueroa est à SD
22 juillet demande d'exception pour Blas Ordaz accordée, sous entendu que cela s'étend aux autres missionnaires
2 août Modification à la proposition pour SD par la Commission et approbation
5 aout gouvernement donne son accord pour que les missionnaires chassés des Iles Sandwichs restent
9 août proclamation par Figueroa du plan de sécularisation décidé par la Diputacion
1er septembre Arrivée de Hijar et Padres à San Diego
1er octobre Castillo Negrete prend son poste de juge de district à Monterey (Herrera revient avec lui)
17 octobre Réunion de la députation au sujet de la colonie Hijar Padres
21 octobre Réunion secrète de la députation pour statuer sur le rapport de la commission Carrillo, Pico, Ortega
23 octobre Hijar conteste le plan de la députation à son sujet et au sujet de la colonie
25 octobre Réunion des juristes pour contrer la lettre de Hijar (Figueroa, Castillo Negrete, Rafael Gomez)
29 octobre Figueroa soumet le compromis à la députation après les négociations avec Hijar
3 novembre La députation valide les termes de la négociation entre Hijar et Figueroa
4 novembre Figueroa approuve le plan de Vallejo pour le pueblo de San Francisco (C-B 2); Hijar reçoit l'accord de la députation
6 novembre Hijar répond à la députation: il n'est pas d'accord mais se soumet.
9 novembre Figueroa rend compte au ministre des relations de sa politique au sujet de la colonie
12 novembre Ordre aux missions de fournir des provisions aux colons pour qu'ils aillent à San Francisco Solano
20 novembre Figueroa rend compte de son attitude par rapport à Padres au secrétaire de la guerre (Padres

voulait le commandement de la frontière nord)
1er décembre Figueroa fait passer au ministère la demande des missionnaires d'être mis à la retraite comme prévoit la loi
8 décembre Nouvelle lettre de Figueroa au secrétaire de la guerre au sujet de Padres et ses complots. Demande à être relevé de la comandancia militar
18-21 décembre Elections municipales à San Diego

1835

21 janvier odre du gouvernement suprême de confondre commandement civil et militaire
5 février Argüello, commandant de San Diego, livre les papiers sur les concessions de terre à l'alcalde
1-4 mars Hijar demande de l'aide pour que les colons fondent un nouvel établissement dans le nord
3 mars Gutierrez à San Gabriel écrit à Figueroa qu'il soupçonne Torres et le surveille
7 mars Révolte à LA (Apalategui, Torres, Gallardo, Castillo...); non soutenue par l'ayuntamiento.
13 mars Figueroa réagit à la révolte de Los Angeles en suspendant Hijar et Padres à qui il donne l'ordre de remettre armes et munitions à leur disposition à Vallejo et de rendre des comptes à la capitale.
15 mars Ayuntamiento de Monterey approuve les mesures prises par Figueroa
16 mars Arrestation de Verduzco, Lara etc par Vallejo; adresse au peuple de Figueroa.
17 mars Réponse de Hijar à Figueroa depuis Solano niant les accusations du 13 mars
26 mars Embarquement de Hijar et Padres à bord du *Rosa* à San Francisco
16 avril Passage du Rosa à Santa Barbara
19 avril Transfert de Hijar, Padres etc sur le *Loriot* pour San Blas
8 mai Padres adresse une lettre de protestation à Figueroa sur tout ce qui s'est passé
8-9 mai Loriot à San Pedro; Gutierrez dresse une *suMaría* contre les prisonniers.
23 mai décret national pour instituer LA cité et capitale (probablement sous l'influence du député Jose Antonio Carrillo)
1er juin Première réunion de *l'ayuntamiento* de SD.
5 juin Communication du gouvernment suprême sur un possible changement du mode de gouvernement (reçue jv 1836)
24 juin Ordre de Figueroa à Vallejo de fonder l'établissement de Sonoma; autorisation de concéder des terres; doit veiller à ce que toutefois la population soit toujours en majorité mexicaine. = lettres fondatrices pour Vallejo.
25 août 1ère session de la députation de 1835
29 août Figueroa désigne José Castro et Nicolas Gutierrez pour prendre sa place en cas d'absence
17 septembre Ministère JE fait passer demande de mise à la retraite des missionnaires à Junta de Californias
22 septembre Ordre à Gutierrez de venir à la capitale du fait de la maladie de Figueroa
29 septembre Mort de Figueroa après un mois de maladie
2 octobre Funérailles de Figueroa; début de la révolte au Texas
8 octobre Gutierrez gouverneur militaire.
10-14 octobre Décisions de la députation pour honorer la mémoire de Figueroa
12 octobre Dernière session de la députation de 1835; l'ayuntamiento réagit au décret faisant de LA la capitale du territoire par une adresse au peuple.
14 octobre Le sujet de la capitale est traité en session de la députation
15 octobre Envoi des objections contre le changement de capitale à Mexico par le *Catalina*
29 octobre Le corps de Figueroa est enterré dans la mission Santa Barbara
7 novembre décret du gouvernement central pour garder les missions dans l'état d'avant la loi de 1833
décembre Publication du décret faisant de Los Angeles la capitale

1836

Janvier-mars menace indienne à San Diego
2 janvier Castro transfère la *gefatura politica* à Gutierrez comme conséquence de l'ordre du 21 janvier 1835
4 janvier Gutierrez déclare Los Angeles capitale
10 janvier Communication du gouvernement suprême sur un possible changement du mode de gouvernement

arrive à Monterey (envoyée le 5 juin 1835)
6 mars Bataille El Alamo au Texas (défaite texane)
22 mars Pétition de Bandini et al à Alcalde de SD pour réunir une junta afin d'améliorer le sort de la CA
24-28 mars Affaire Alipas-Feliz (adultère et homicide) à Los Angeles
29 mars-6 avril Semaine Sainte
4-7 avril Bataille contre les Guapos vers Santa Rosa, un succès de Vallejo allié des Cainameros
7 avril Junta de seguridad publica; Adresse de Prudon au sujet de la lynch law (C-B 3 184)
14 avril Alcalde de SD transmet la pétition à Gutierrez, gouverneur
21 avril victoire de la république du Texas
23 avril Gutierrez répond à SD : les problèmes vont être traités par la Dip. Et la junta de lso angeles est illégale.
25 avril Alcalde de SD lance une enquête sur les propos subversifs de Martin Cabello
26 avril Bataille de San Jacinto au Texas (défaite mexicaine)
2 mai Prise de fonction de Chico à Monterey (commandement militaire)
4 mai Prise de fonction civile de Chico à Monterey
6 mai Chico convoque Bandini à Monterey pour “conferenciar”
11 mai Bando sur le commerce de Chico (dans le but de mettre fin au monopole de fait des marchands étrangers)
15 mai Réception pour Chico à Monterey.
29 mai Serment sur les bases organiques à San Diego
7 juin Traité de paix entre Vallejo et les chefs de 7 tribus
9-10 juin Tremblements de terre à Monterey
15-23 juin dispute épistolaire entre Duran et Chico au sujet des missions
23 juin organisation du courrier par Chico;
25-26 juin Solano et Salvador Vallejo remportent une victoire contre un chef indien
29-30 juin Junta approuve la décision de Chico de séculariser Santa Ines et San Buenaventura (les misisonnaires étant hostiles au gouvernement)
14 juillet Chico ayant trouvé un comisionado à son goût, Ignacio Coronel, sécularise San Miguel
29 juillet Chico, gouverneur, annonce à la *Diputacion* qu'il quitte la Californie et livre le pouvoir à Gutierrez (commandant militaire du Sud)
31 juillet Départ de Chico (Monterey)
1er août Gutierrez chargé du gouvernement en remplacement de Chico
8 août Arrivée de Muñoz à Monterey avec les renforts demandés par Chico
6 septembre Arrivée de Gutierrez à Monterey (il était en poste comme commandant du Sud)
19 septembre Décret du gouvernement pour établir un diocèse en Californie (actions de Francisco García Diego y Moreno)
octobre départ de Monterey de Alvarado et Castro pour préparer la révolte à San Juan
3 novembre la force rassemblée par José Castro approche de Monterey; siége de Monterey.
4 novembre Gutierrez se rend à Castro à Monterey
6 novembre Réunion de la députation
7 novembre Extra session de la députation
7 novembre lettre d'Alvarado à Vallejo sur le déroulement de l'insurrection (et l'utilisation de son nom)
11 novembre départ de Gutierrez sur le *Clementine* pour San Lucas
15 novembre La nouvelle de l'insurrection arrive à SB par le Leonidas
17 novembre La nouvelle arrive à LA et le maire Requena convoque le conseil municipal
22 novembre La nouvelle arrive à SD et le conseil municipal se réunit (Arguello est maire)
25-26 novembre Réunion du conseil et du peuple à LA en présence des émissaires de SD; plan de LA.
29 novembre Vallejo prête serment au nouveau gouvernement et accepte sa charge de commandant général; les comisionados de SD à LA rendent compte devant leur ayuntamiento; ordre de la sécularisation de San Jose
4 décembre Organisation des finances du nouvel Etat
5 ou 6 décembre Organisation d'une milice civique pour défendre le nouvel État

7 décembre Alvarado gouverneur par interim
9 décembre 3 décrets de la Diputacion (députés pour une Constituante ; divisions territoriales ; liberalisation du commerce: annulation du bando de Chico du 11 mai + réduction des droits de douane)
10 décembre Le maire de SB propose son propre plan, ce qui fait échouer le plan de LA; sécularisation de San Jose par le comisionado Jesus Vallejo
11 décembre Vallejo reçoit son grade de colonel de la part du congrès constituant de Californie.
25 décembre départ de Alvarado pour le Sud
27 décembre Ordre de la sécularisation de Santa Clara par Vallejo, confiée au comisionado Jose Ramon Estrada
29 décembre Adoption des lois constitutionnelles du Mexique
30 décembre La Californie devient un département par décret

1837

3 janvier 2e plan de LA ; arrivée de Alvarado à SB (bonne réception)
6 janvier serment d'allégeance de SB
7 janvier SD reçoit le plan de LA
8 janvier LA apprend l'accueil enthousiaste d'Alvarado à SB
10-16 janvier Sessions de l'ayuntamiento de San Diego au sujet de la demande de force de la part de Los Angeles
16-17 janvier Alvarado à San Buenaventura ; lecture de la communcation d'Alvarado à LA. Envoi de deux émissaires pour négocier avec Los Angeles
18 janvier Une troupe de 20 hommes part de SD pour LA
21 janvier rédition de San Fernando
22 janvier LA dénonce le pseudo traité extorqué à ses émissaires
23 janvier entrée de Alvarado à LA
26 janvier réunion de l'ayuntamiento de LA en présence de Alvarado ; accord sur un plan en 6 points
30 janvier Maríano Vallejo laisse Salvador V. Son frère en charge de Sonoma pour aller à Monterey.
1er février Annonce d'élections pour le 25 février (diputacion)
5 février Départ de Alvarado de San Fernando
7 Février Alvarado à Santa Barbara
27 février arrivée de l'expédition d'Oregon en Californie (Bodega) pour acheter du bétail
18 mars refus de SD de reconnaître Alvarado et Vallejo; Vallejo écrit à Alvarado ses objections au sujet du commerce de bétail avec l'Oregon
20 mars Loi
5 mars une fois les élections faites, ordre de réunion de la diputacion le 25 mars à SB
10 avril réunion de qqs membres de la diputacion qui se mettent d'accord sur un plan
18 avril LA rejette ce plan comme contraire au traité
24 avril Vallejo avertit Alvarado sur le fait que certains soldats de San Francisco ont été “séduits” par AM Pico et Ygnacio Higuera pour s'opposer à leur mouvement
27 avril approbation de SD
1er mai ralliement de LA
10 mai manifeste au peuple californien de Alvarado (en signe de victoire sur tout le territoire)
21 mai Bandini et Zamorano présentent leur plan à SD, en opposition à la révolte (préparatifs sur la Frontière depuis le début de l'année par Z., Nicanor Estrada...en accord avec Bandini, Osio, Pico...)
26 mai Bandini se rend maître de Los Angeles
27 mai L'ayuntamiento de LA rencontre Bandini
30 mai retour de Alvarado et Castro à Monterey ; 3 émissaires sont nommés à LA pour traiter avec Alvarado
31 mai Ayuntamiento de LA vote une suspension de la campagne de Bandini à cause d'une menace indienne
6 juin Alvarado a Santa Clara. Prévient Vallejo que Argüello et Bandini font une révolution à Los Angeles et San Diego
10 juin Bandini et son “armée nationale” partent pour le nord
12 juin arrivée de Castro à LA ; Cap. Andres Castillero présente à SD les nouvelles lois constitutionnelles du

Mexique, accueillies avec enthousiasme.
16 juin retour de Bandini à LA
mi-juin Rencontre de Alvarado et Vallejo à Santa Clara, à la réception des nouvelles de préparatifs d'une expédition à Mexico contre la Californie.
18 juin Serment d'allégeance aux lois constitutionnelles à LA
21 juin Alvarado arrive à Santa Barbara et apprend ce qui vient de se passer à Los Angeles
25 juin Pendant ce temps-là, Vallejo est obligé de gérer une attaque contre les Indiens vers Sonoma; parallèlement il envoie Salvio Pacheco avec la force de San Jose à Monterey
1er juillet Révolte des Mexicains contre Alvarado à Monterey (Cosme Peña, Francisco Figueroa, Juan Ayala y Aguilar)
1er-20 juillet Les Oregoniens rassemblent le bétail pour le conduire dans le nord
6 juillet José María Villavicencio fait capituler la révolte de Monterey
4 juillet Alvarado et les *pronunciados* acceptent les lois constitutionnelles du Mexique
8 juillet Duran dit à Alvarado qu'il accepte de prêter serment
9 juillet Cérémonie d'allégeance à la constitution (centraliste) à Santa Barabara en présence d'Alvarado, proclamation; Vallejo informe Alvarado que les Mexicains risquent de se faire lyncher par les Californiens et qu'il faut les déporter.
16 juillet Réunion de la Diputacion à SB
21 juillet Résolution de la Diputacion d'envoyer des émissaires à Mexico pour éclaircir les lois électorales
13 août Duran demande l'application du décret du 7 novembre 1835 stoppant la sécularisation à la diputacion
30 août Le bétail en partance pour l'Orégon franchit la Sacramento
4 septembre Publication du décret du 30 décembre 1836 qui fait de la Californie un département
16 octobre Alvarado part de Monterrey pour ex-mission de San Jose organiser une expédition vers Tulares
25 octobre CA Carrillo envoie à MG Vallejo la nouvelle de sa nomination gouverneur (reçue par le biais de son frère)
30 octobre Arrivée de la nouvelle de la nomination par le gouvernement suprême de Carlos Carrillo gouverneur du département des Californies (influence du député au Congrès José Antonio Carrillo, son frère)
31 octobre Proclamation de Alvarado: dès qu'il en recevra l'ordre, il transférera le gouvernorat
3-7 novembre Alvarado transmet aux ayuntamientos qu'il va bientôt passer le pouvoir
1er décembre Ayuntamiento de LA se considère la capitale et investit une maison pour en faire le siège du gouvernement
6 décembre Serment de Carlos A. Carrillo à Los Angeles
9 décembre Ratification à San Diego
14 décembre Le préfet Moreno aux missionnaires du collège de Zacatecas: ils devront peut être rentrer bientôt à leur collège si la Californie est cédée à une autre puissance
26 décembre Lettre de Vallejo aux Carrillos et à Alvarado, plutôt en faveur d'Alvarado; il critique Carrillo d'avoir demandé des troupes au Mexique, c'est indigne d'un Californien; il pense que les Californiens seront bientôt nord-américains

1838

3 janvier Carrillo déclare la fermeture des ports de San Francisco et Monterey
6 janvier Jose Antonio Carrillo envoyé par Carlos Carrillo son frère tenter à nouveau de convaincre à SB
11 janvier Castro part de SB pour Monterey pour convaincre Alvarado de négocier
10-19 février Ordres variés de Carlos Antonio Carrillo gouverneur dans le Sud
15 février Les Carrillos répondent aux lettres de Vallejo du 26 décembre, sûrs de leur autorité
10 mars Juan Castañeda envoyé occuper San Buenaventura par Portilla pour Carlos A Carrillo
12 mars Occupation de San Buenaventura par Castañeda
17-18 mars Ordre de Portilla à Castañeda d'attaquer Santa Barbara avant les renforts du Nord; décisions d'Alvarado d'envoyer des renforts à Santa Barbara, justement.
21 mars Après pourparlers avec Guerra, Castañeda se retire à San Buenaventura (contraire à ses ordres)
27 mars Attaque de San Buenaventura par Castro avec son escorte, les troupes de Villavicencio et des

volontaires de Santa Barbara
28 mars Victoire sur San Buenaventura (Castañeda) de Castro; un mort côté Castro; poursuite des fuyards
29 mars 70 fugitifs arrêtés par Castro; officiers envoyés à Alvarado comme prisonniers
1er avril Prise de Los Angeles par Castro; fuite des résistants à San Diego
1er avril des tribus amies reprennent des chevaux volés par des tribus ennemies à Sonoma (Moquelumnes)
4 avril Le Capitaine Juan Jose Tobar arrive et remplace Portilla comme général (mais pas envoyé par le gouvernement)
5 avril Alvarado à Santa Inès, apprend les succès de Castro à San Buenaventura et Los Angeles
6 avril Alvarado part de Santa Ines pour Santa Barbara (pour rejoindre Castro à terme)
8 avril Castro à San Fernando
16 avril Jonction entre Castro et Alvarado à San Fernando
20-21 avril Préparatifs de bataille à Las Flores (au N de San Luis Rey) pour la faction Carrillo; à San Juan Capistrano pour la faction Alvarado-Castro.
21 avril Carlos Carrillo choisit de ne pas livrer bataille et de négocier, au grand déplaisir de ses alliés mexicains.
22 avril Négociations entre Alvarado et Carrillo
23 avril Traité entre Alvarado et Carrillo; les troupes doivent être dispersées; conférence doit être tenue à San fernando au sujet du gouvernorat.; départ de Tobar/Tovar pour la frontière.
3 mai conférence entre Alvarado et Carrillo au sujet du gouvernorat à San Fernando; mais Bandini, Pio Pico et son frère viennent soustraire Carlos A Carrillo à l'influence d'Alvarado et le ramènent à Los Angeles.
10 mai Alvarado à Santa Barbara
14 mai Pétition à l'ayuntamiento de Santa Barbara contre les mauvaises qualités de gouverneur de Carlos A Carrillo
18 mai Vallejo alerte sur une épidémie de variole qui sévit dans le nord
22 mai Alvarado raconte à Vallejo la campagne de Sta Barbara + infos sur le reste du mexique (Indep de Sonora etc); il lui envoie des prisonniers (Jose A Carrillo, Pio Pico etc)
25 mai Vallejo félicite Alvarado
27 mai Alvarado sermonne les ayuntamientos de Los Angeles et San Diego en leur disant de ne se mêler que des affaires municipales
3 juin Arrivée des prisonniers d'Alvarado (LA et SB) à Sonoma
26 juin Estudillo menace à nouveau de ne reconnaître que Carrillo. Réponse très assurée d'Alvarado
30 juin Décret de Mexico sur la division en département, dont la Californie
9 juillet Nomination de MG Vallejo capitaine de la compagnie de San Francisco par le gouvernement de Mexico
10 juillet Remerciements pour le don au gouvernement national du bateau *California*.
20 juillet Décisions du gouvernement mexicain: Amnistie suite aux troubles, la Californie étant revenue à l'ordre constitutionnel; îles californiennes peuvent être concédées, de préférence aux Carrillos en remerciement de leurs services; MG Vallejo nommé commandant général; lettres de Bustamante à Alvarado et Vallejo
30 juillet fuite de CA Carrillo avec son fis Pedro et José María Covarrubias
3 août arrivée d'Indiens Moquelumnes avec des chevaux à Sonoma, vaincus par Vallejo
10-11 août Vallejo émet des doutes suite à discussions avec Jose Antonio Carrillo; conseille à Alvarado de re-discuter
13 août Arrivée du bateau *Catalina* à Monterey avec des nouvelles optimistes pour Alvarado de la part de Castillero + guerre contre la France. Alvarado est à Los Angeles donc ces informations lui sont transmises par JJ Pico.
17 août Vallejo fait passer l'information au sujet de la guerre contre la France
18 août Alvarado a reçu les nouvelles à San Fernando et s'en entretient avec Vallejo par lettre.
1er septembre Vallejo demande à Alvarado d'être relevé pour se consacrer à ses affaires et à sa colonie
22 septembre Vallejo autorisé par Alvarado à libérer les prisonniers de Sonoma
22 octobre JJ Vallejo demande à son frère de ne pas démissionner
9 novembre Salvador Vallejo fait par à MG Vallejo des rumeurs sur son changement de loyauté

10 novembre D.A. Rodriguez à SF avertissement à MG Vallejo, contre une conspiration à San Jose
15 novembre Arrivée du bateau *California* avec Castillero à Santa Barbara
novembre Une lettre du gouvernement suprême confirme Alvarado comme gouverneur
10 décembre Alvarado transmet aux ayuntamientos les décrets mexicains de juillet 1838
25 décembre raid à SD par Castro pour capturer Carlos Carrillo soupçonné de complot

1839

1-3 janvier Congratulations mutuelles de Alvarado et Vallejo; retrouvailles à Santa Barbara, ainsi qu'avec Castro
7 janvier Vallejo avertit Alvarado qu'il faut faire qqchose pour maintenir l'ordre dans le département: organiser une milice, et payer l'armée (C-B 6)
17 janvier Appel à élections; règlement pour les missions restreignant le pouvoir des aministrateurs et contrôle de leurs comptes
19 janvier Libération des prisonniers; CA Carrillo se soumet; nomination de Hartnell inspecteur des missions.
23 janvier Publication de la renonciation de Carlos Carrillo au gouvernorat et des autres décrets du gouvernement fédéral.
27-29 janvier Appel à recrutement de soldats pour remplumer les compagnies présidiales
28-30 janvier Vallejo, qui a essayé de discipliner l'armée à Santa Barbara, doit reculer devant les protestations
6 février SD reconnaît JBA gouverneur; lettre de Vallejo au gouvernement fédéral pour réorganiser les compagnies présidiales
29 janvier départ d'Alvarado par bateau pour Monterey
25 février Réunion de l'ancienne *diputación*. La *Diputacion* devient la *Junta Departamental.* Choix de trois candidats pour le poste de gouverneur, à soumettre au gouvernement fédéral (Alvarado, Jose Castro, Pio Pico)
27 février Décret de la diputacion divisant la Californie en 3 districts, eux-mêmes divisés en *partidos*. Nomination des préfets: Jose Castro au nord et Cosme Peña au sud
début mars retour de MG Vallejo à Sonoma
3 mars Cosme Peña, nommé Préfet, fait part de l'opposition qu'il rencontre de la part des mécontents
7 mars Fin des sessions de l'ancienne diputación.
10 mars Jose Castro fait son discours d'investiture de la préfecture du 1er district
mars Elections primaires
14 mars-11 avril La nouvelle de l'attaque française à Ulua se répand en Californie (C-B 6)
3 avril Cosme Peña avertit Alvarado d'un soulèvement des missionnaires et des indiens en préparation (SB)
16 avril Désordres à Branciforte
24 avril Instructions de Hartnell pour sa tournée d'inspection
1er mai Élections de partido
2 mai Elections de Castillero député fédéral, Osio est suppléant
3 mai Élection de la nouvelle junta
10 mai Lettre de Vallejo au ministre de la guerre sur les besoins de la frontière nord
13 mai Duran à Alvarado approuvant sa nomination de Hartnell
13-14 mai Session de l'ancienne diputacion pour valider
16 mai Alvarado apprend la paix avec la France et transmet à Vallejo le 30 juin
17 mai départ de Castillero pour Mexico par le *California*
19 mai Lettre de désapprobation de Vallejo à Alvarado: premiers accrocs au binôme? (C-B 7); désordres contre le préfet Peña à Los Angeles (l'alcalde l'aide)
1er juin Retour à l'ordre de Los Angeles. Tapia se charge de la préfecture au départ de Peña
7 juin Le *California* quitte San Diego
9 juin Carrillo transmet à Vallejo les rumeurs qui circulent au sujet de la France et de la présidence à Los Angeles; alarme tout le mois de juin autour de la nouvelle de la guerre avec la France.
22 juin le chapître métropolitain à Mexico envoie trois noms à Rome pour la nomination d'un évêque en

Californie
30 juin Vallejo apprend la paix avec la France
1er août Convocation de la nouvelle *junta*
5 août Le gouvernement fédéral donne l'autorisation à Vallejo de faire réparer les fortifications
7 août Approbation du gouvernement de la division et du préfet Castro, mais pas du préfet Peña.
7 août Castillero ne peut recevoir le Fondo Piadoso pour payer les dépenses publiques de Californie
12 août Castro avertit les alcaldes de l'absence de quorum à la junta
14 août Le gouvernement approuve les élections de mai
15 septembre Le California apporte les dépêches de Mexico datées des 6-7 août (confirmation d'Alvarado etc)
6 octobre Célébration de reconnaissance d'Alvarado à Los Angeles
12 octobre Hartnell rend son rapport à Alvarado
22-23 octobre Vallejo à San Francisco en route vers Monterey avec Indiens
30 octobre Vallejo à Monterey; entrevue entre Jimeno Casarin, gouverneur remplaçant.
7 novembre Ordre de dissolution des ayuntamientos (loi du 30 décembre 1836)
18 novembre Projet de Vallejo d'aller à Mexico pour s'entretenir avec le président au sujet de la Californie
21 novembre Dissolution de l'ayuntamiento de Los Angeles (remplacé par Jueces de paz)
24 novembre Après maladie, Alvarado reprend du service
7 décembre mobilisation de soutien de l'ordre à Los Angeles

1840

7 janvier Duran commente le document de travail d'Alvarado pour un nouveau réglement pour le smissions suite au travail de Hartnell. Approuve l'intention mais pense que cela risque d'étouffer les missions.
16 février Réunion de la Junta (sessions jusqu'en mai)
19 février Publication dans le New Orleans Bulletin du projet de la Grande Bretagne d'acquérir la Californie en paiement des dettes du Mexique
1er mars Nouveau règlement pour les missions par Alvarado suite au rapport Hartnell
16 mars Vallejo reproche à Alvarado de ne plus s'entretenir avec lui quand il vient à Monterey
18 mars Ordre aux administrateurs de livrer les missions à l'inspecteur Hartnell
1er avril Session de la junta; Alvarado accuse de complot Vallejo, Pico et Jose A Carrillo et demande le vote de fourniture d'armes aux préfets
fin mars-début avril Un missionnaire prévient Alvarado qu'un étranger a confessé l'existence d'un complot contre lui
4 avril Session de la Junta au sujet du complot étranger
5 avril Alvarado prévient Vallejo au sujet de la révolte et énumère les responsabilités de Castro pour contrer
7 avril Instructions de Castro circulées au nord et au sud; arrestation de Graham à Natividad
9 avril Soutien et approbation de Vallejo; Larkin demande que les prisonniers de Monterey soient plus nourris
11 avril 39 étrangers arrêtés
18 avril Arrivée du Don Quichotte, de Honolulu avec à bord Farnham, avocat américain
20 avril Circulaire de Duran pour demander aux missionnaires de proposer des majordomos et faire passer leurs plaintes
22 avril Rapport de Alvarado au gouvernement au sujet des étrangers
23 avril Rapport d'Alvarado à la Junta
24 avril Départ des étrangers prisonniers*;* Vallejo à Monterey
4 mai Embarquement des prisonniers du Sud à Santa Barbara
5 mai Embarquement de Farnham pour le sud; il revoit les prisonniers à Santa Barbara et à San Blas
8 mai Départ de la *Joven Guipuzcoana* avec les prisonniers
16 mai Arrivée des prisonniers à San Blas
*11 juin*Arrivée d'un bateau français, la *Danaïde* dont le commandant demande des comptes sur le traitement des étrangers (dont 2 Français?)
13 juin Arrivée du bateau américain St Louis sur le même thème des étrangers

2 juillet Départ de la Danaïde après un agréable séjour
4 juillet Départ du *St Louis*
25 juillet Arrivée du *Lausanne* à Bodega (depuis l'Oregon) avec des immigrants qui connaissent Sutter et veulent rester en Californie
4 août Castro et autres emprisonnés à la demande du consul de Grande Bretagne à Tepic prévenu par Farnham
22 août D'après Virmond à Vallejo, Castro ne peut pas partir de Mexico
31 août Retour du *Joven Guipuzcoana* avec la nouvelle de l'emprisonnement des étrangers à Tepic
7 septembre Démission de Hartnell qui a rencontré des difficultés lors de sa 2e tournée (notamment `San Rafael contre Vallejo)
19 septembre Évêque García Diego prête sermen devant le président
23 septembre Ministre de l'intérieur approuve le zèle du gouverneur mais il doit veiller à rassembler des preuves si cela se reproduit. Graham, Morris, Chard et Bowles vont être jugés, d'autres libérés, d'autres exilés.
27 septembre-7 octobre voyage de Jose A Carrillo comme prisonnier vers Monterey
4 octobre Consécration de l'évêque García Diego
6 octobre Circulaire aux majordomes: ils doivent communiquer directement avec le gouvernement (démission Hartnell)
mi-octobre Retour de la *Catalina* en Californie avec Soto, Covarrubias, embarqués à Acapulco et Torre, Pinto et les troupes, à San Blas ; Castro toujours à Mexico
30 novembre Évêque García Diego annonce sa venue par lettre
17 décembre Procès en cours martiale de Castro en cours, demande de ses états de service à Vallejo

1841

1er janvier Vallejo au ministre de la guerre se plaint du gouvernement civil; arrivée de Douglas de la Hudson Bay Company à Monterey
11-13 janvier négociation et accord entre Douglas et Alvarado
15 janvier Vallejo à Virmond contre Alvarado, se plaint de son gouvernement; vallejo au président Bustamante
23 janvier Douglas de la HBco à Santa Clara
5 avril Acquittement de Castro à Mexico
6 avril ministre de la guerre à Vallejo: l'encourage à se réconcilier avec Alvarado
12 avrli Ministre des relations à Alvarado: l'encourage à se réconcilier avec Vallejo
12 mai Ordre du retour de Castro
24 mai Douglas écrit à Alvarado depuis Vancouver sur l'envoi de Rae pour prendre en charge l'établissement à SF
3 juin suite aux efforts du consul de GB et de Larkin, prisonniers étrangers libérés et indemnisés
juillet Dissolution de la communauté de San Juan Capistrano et distribution des terres
15 juillet Vallejo à Alvarado: envie de réconciliation, notamment s'il est débarrasser de sa responsabilité
20 juillet Retour des étrangers arrêtés par Castro
21 juillet Alvarado se plaint au gouvernement que la junta ne se réunit pas et ne s'intéresse pas à la politique
27 juillet Vallejo invite Alvarado sur la frontière pour une entrevue et parler de cette région
29 juillet Alvarado à Vallejo: se réjouit du désir de réconciliation
23 août Arrivée de Rae à San Francisco
automne Arrivée de la caravane du Nouveau Mexique, leader Estevan Vigil
21 septembre Alvarado confie à Jimeno le gouvernement suite à un accident (probablement causé par la boisson)
5 octobre Castro à Vallejo sur sa réconciliation avec Alvarado
27 octobre Concessions d'Alvarado à Vallejo, suite aux instructions du président: réduction des employés publics, réorganisation de l'armée, consultation de Vallejo
1er novembre Rae se plaint à Alvarado des menaces de Sutter qui veut l'empêcher de chasser.
8 novembre Vaisseau le Curaçao britannique arrive à Monterey pour régler la question de l'indemnisation des

prisonniers
9-18 novembre Vallejo à Mission San Jose, entretien avec Castro; décision de le renvoyer à Mexico comme comisionado
6 décembre Alvarado annule le départ de Castro à cause de l'arrivée d'immigrants venus du Nouveau Mexique
8 décembre Castro à Vallejo: lui annoce la décision d'Alvarado mais reste à ses ordres
11 décembre Arrivée de l'évêque García Diego y Moreno à San Diego; Vallejo décide d'envoyer Prudon à Mexico
13 décembre Rapport de Vallejo au ministre de la guerre (réunion des commandements civil et militaire, indépendance du gouverneur, renforts d'armée, colonisation)
23 décembre Vallejo au ministre de la guerre annonçant l'arrivée de Prudon
30 décembre Cowlitz à San Francisco avec Simpson, gouverneur en chef de la Hudson Bay Co, Duflot de Mofras, Horatio Hale, de l'expédition américaine

1842

1er janvier Prudon à Monterey dans le but de se rendre à Mexico comme comisionado
2 janvier Abrego à Vallejo: il n'y a pas de trésorerie pour payer le voyage de Prudon; Pardo de SB à Vallejo: il doit se méfier des "azules"
Début janvier Simpson de la Hud Bay Co chez Vallejo à Sonoma
5-6-8 janvier Prudon à Monterey ne se sent pas en sécurité (en particulier à cause de Jose Castro) – C-B 11; on apprend aussi à Monterey le pronunciamiento de Santa Anna en septembre
11 janvier L'évêque déménage à Santa Barbara; nouveau courrier d'Alvarado au ministre des relations sur l'arrivée d'étrangers
12 janvier Simpson de la HBCo à San Francisco; il écrit à Vallejo qu'il n'est absolument pas mêlé aux menaces de Sutter contre le gouvernement d'Alvarado et lui
15 janvier Simpson de la Hud Bay Co à Monterey
17 janvier Abrego à Vallejo pour le dissuader des dires de Prudon
20 janvier Départ du *California* avec les comisionados
22 janvier Manuel Micheltorena nommé gouverneur
23-26 janvier Simpson de la HBCo à Santa Barbara
11 février Instructions de Micheltorena
14 février Arrivée des comisionados à Acapulco
22 février Annonce à Alvarado et Vallejo de la nomination de Micheltorena; décret pour l'envoi de 300 criminels en Californie + 200 soldats
2 mars Arrivée de Prudon et Castañares à Mexico annoncée dans le Diario del Gobierno
mars On trouve de l'or vers San Fernando; Stearns en envoie à Philadelphie
16 avril Virmond mentionne la nomination de Castañares *administrador de la aduana* et l'arrivée de Micheltorena
2-4 mai Nominations du gouvernement pour Vallejo, Prudon, Alvarado à divers rangs militaires
5 mai Départ de Micheltorena
22 mai Micheltorena à Guadalajara; il y hérite des pires soldats de l'armée de Paredes qui a ordre de lui en donner 200
31 mai Seule session de la junta en 1842; organisation du tribunal de justicia (Jimeno, Gonzalez, Castro, R. Estrada)
3 juin Alvarado informe le gouvernement que 200 mexicains du Nouveau Mexique sont venus en janvier pour faire un repérage dans le but d'une relocalisation, leur résidence étant trop exposée aux Apaches
13 juin Conspiration (indienne?) découverte à San Jose
7 juillet arrivée de la Clarita à San Diego avec la nouvelle de l'arrivée de Micheltorena avec 500 hommes
25 juillet Micheltorena part de Mazatlán avec à peu près 200 soldats (5 compagnies, 4 bateaux)
25 août Arrivée de Micheltorena à San Diego
3 septembre Courrier bienveillant de Micheltorena à Alvarado et Vallejo pour la passation
10 septembre Distributions de terre à San Luis Obispo

19 septembre Vallejo se défait de sa position comme commandant
24 septembre Proclamation d'Alvarado sur la succession
25 septembre-23 octobre Micheltorena à Los Angeles où la fête nationale a été repoussée en son honneur
27 septembre départ de Castro pour le Sud pour aller à la rencontre de Micheltorena
6 octobre Vallejo commandant de la frontière Nord (qui au sud va jusqu'à Santa Ines!)
15 octobre courrier de Vallejo à Micheltorena
20 octobre Incident à Monterey. Le drapeau américain y est hissé par Thomas ap Catesby Jones. Incident diplomatique.
24 octobre Micheltorena apprend la nouvelle de la prise de Monterey (il est à San Fernando)
25 octobre JA Carrillo et Prudon veulent saisir un bateau américain à San Pedro, mais Micheltorena les désavoue
26 octobre Micheltorena reçoit la nouvelle que Monterey a été rendue au Mexique et envoie des lettres "arrogantes" au commodore; affaire de *l'Alert* à San Diego, dont les marins sabotent les canons.
6 novembre courrier de Vallejo à Micheltorena
19 novembre courrier de Vallejo à Micheltorena au sujet de la frontière nord; Micheltorena au gouvernement au sujet de l'attaque de Monterey
25 novembre Alvarado au sub-comisario: aucune paie d'employé public ne doit être faite sans son ordre direct
7 décembre Castillo Negrete à Tepic envoie la nouvelle des événements de Monterey à Mexico
14 décembre Publication des communications de Micheltorena du 19 novembre dans le *Diario del gobierno*
19 décembre Ministro de relaciones Bocanegra envoie une protestation à l'ambassadeur des US W Thompson
19 décembre Jimeno Casarin remplace Alvarado, malade, ou qui ne désire pas faire la passation
31 décembre cérémonie de passation à Los Angeles, en présence de la junta

1843

1er janvier entrée en fonction officielle de Micheltorena
9 janvier Départ de Jones de Monterey
14 janvier Jones à Santa Barbara, informe Micheltorena de son accord pour une entrevue à San Pedro
17 janvier Arrivée de Jones à San Pedro
18 janvier Conférence de Jones avec Micheltorena
20 janvier Jones rend les articles de convention à Micheltorena sans les avoir signés (affaire du gouvernement)
21 janvier Départ de Jones, avec dépêches pour Mexico
27 janvier Micheltorena à adminstrador de la aduana: nécessité d'une stricte économie
1er février Arrivée de Jones à Mazatlán
19 février L'affaire de la prise de Monterey et des canons de San Diego est rendue publique à Mexico (*Diario del gobierno*)
5-27 mars Expédition de Salvador Vallejo contre les Indiens au départ de Sonoma (vers Clear Lake)
18-19 mars conflit entre Vallejo et Mercado quand Vallejo refuse de payer la dîme
29 mars Les missionnaires retrouvent la gestion temporelle de 12 missions dont le 1/8e de la production doit être versée au trésor territorial
3 avril Micheltorena demande aux administrateurs de remettre les missions aux missionnaires
12 avril Castro demande à être payé pour sa campagne de deux mois dans la sierra contre les Indiens
26 avril Suite au raid de S Vallejo, le gouverneur demande une investigation sur un tel massacre
1er mai Thomas Larkin nommé consul pour les États-Unis
4 juin Pétition des habitants de San Jose au gouverneur pour qu'il agisse contre les raids
13 août Micheltorena à Monterey
août-septembre Graham propose ses services et ceux des étrangers de Santa Cruz à Micheltorena contre des comploteurs
28 septembre Les étrangers cités par Graham comme volontaires pour défendre Micheltorena disent qu'ils veulent juste rester tranquilles à leurs affaires
7 octobre Micheltorena réplique à Graham que tout est en paix et qu'il a une force suffisante si besoin
9 octobre Junta consultative convoquée par Micheltorena à Monterey sur la réforme de la Californie; travaux

d'une commission sur les économies possibles
13 octobre plan de rigueur
15 octobre Serment sur les bases de Tacubaya à Los Angeles
22 octobre Élections primaires
29 octobre Serment sur les bases de Tacubaya à SD; élections secondaites
1er novembre Vote unanime de la Junta pour Santa Anna
13 novembre session de la junta pour déterminer la composition de la nouvelle junta et des ayuntamientos
14 novembre Ordre d'élections municipales= rétablissement des ayuntamientos
15 novembre réunion des électeurs à Monterey.
19 novembre Castañares élu député au Congrès général et Osio suppléant
20 novembre élection de la junta: Pio Pico, F Figueroa, N Botello, F de la Guerra, D Spence, R Estrada, E Munras
8 décembre Les habitants de San Jose demandent une force pour les défendre contre les raids

1844

1er janvier Mise en application du plan d'austérité budgétaire d'octobre 1843 *"Bando económico"*
15 janvier Alvarado arrêté par Micheltorena pour conspiration mais libéré "sur parole"
16 janvier Alcalde de Angeles envoie l'exposition de Bandini en faveur de LA capitale à Micheltorena
26 janvier Abrego, Andres Pico et Larkin à Mazatlan pour essayer d'obtenir de l'argent mexicain pour le budget
4 février Convocation de la Junta pour le 10 (trop tard pour que ceux du S soient présents)
10 février Réunion de la *Junta Departamental* en absence des délégués du Sud pour désigner candidats gouverneurs
13 février Annonce par Micheltorena de la quinterna pour le gouvernorat
19-24 février rumeurs d'un soulèvement à Monterey circulent à Los Angeles. Mesures prises par précaution
2 mars En route pour la capitale le député Castañares insiste sur le paiement dûe à la Californie par lettre au ministre des relaciones
9 mars Ayuntamiento de Monterey rejette la demande de Angeles d'être la capitale
30 mars Session extra au congrès général où Castañares s'oppose aux rapports de comités sur les missions
8 avril Protestation officielle de Pico, 1er vocal, contre la convocation illégale de la Junta le 10 février
12 avril Signature de l'annexion du Texas par Calhoun
avril Entrée en fonction officielle de Thomas Larkin comme consul des États-Unis
1er mai Règlement des écoles primaires tenues par les *amigas*
11 mai Sta Barbara ouvert au commerce de cabotage
13 mai Organisation d'une expédition pour faire un établissement militaire dans les Tulares
11mai Ministre de la guerre Informe de la guerre proche avec les États-Unis à cause du Texas, ordres concernant la défense
8 juin Rejet de l'annexion du Texas par le Congrès américain
8 juin Pico transmet sa protestation contre la réunion illégale de la junta au gouvernement de Mexico
juin Arrivée de la Kelsey party (38 personnes)
juin Épidémie de variole
19 juin Convocation de la junta pour le 15 août
21 juin Ordre du gouvernement de fournir au commandant général de Californie tout ce dont il a besoin
25 juin Député Castañares à ministre des relations: la Californie n'a plus d'autre ressort que la révolution
6 juillet Micheltorena reçoit les informations sur la guerre proche. Organisation des milices. QG à San Juan B.
juillet Expédition depuis Sutter's fort contre Salvador Vallejo (Bale et al.)
16 juillet Sécularisation formelle de San Luis Obispo
19 juillet Organisation de la milice à Sonoma
21 juillet Organisation de la milice à San Francisco
26 juillet Micheltorena charge Vallejo d'organiser les milices au N (So et SF) et Castro plus au S (SJo et SJuan)

26 juillet Flores et Castañares font un rapport au ministre de la guerre sur la nécessité de protéger la Californie
29 juillet Requeña demande l'application du décret qui fait de Angeles la capitale
4 août Osio organise sa compagnie de Monterey et fait élire les officiers subordonnés
6 août Suite au soulèvement des partisans de Micheltorena contre l'annonce de l'envoi par Mexico d'un nouveau gouverneur, Castañares est envoyé prisonnier à Sonoma par M.
15-26 août Sessions de la diputacion qui notamment autorise la vente des missions pour organiser la défense
16 août Réponse du gouvernement à Castañares: il s'occupera de la Californie dès que le sujet du Texas sera réglé
17 août Arrivée de renforts pour Micheltorena, les hommes qui avaient déserté à Mazatlan
18 août Larkin écrit à son ministre qu'il est douteux que les Californiens ne défendent leur gouvernement
1er septembre Rapport de Castañares sur la Californie pour prouver sa valeur par rapport à la priorité donnée au Texas
5 septembre Castañares est malade et est autorisé à rester à Yerba Buena
6 septembre Castañares remercie le gouvernement de mesures prises pour fournir tout le nécessaire à la Californie (en fait, jamais réalisé)
16 septembre Fin de l'alerte au sujet de la guerre avec les États-Unis
fin septembre Micheltorena désapprouve condamnation de Bale (crainte d'une 2nde affaire Graham)
octobre Sutter et Bidwell à Monterey; accord entre lui et Micheltorena pour sa défense en l'échange de terres
13 novembre Alvarado à Sonoma en visite chez Vallejo
14-15 novembre une 50aine de Californiens menés par Manuel Castro et Jesus Pico saisissent chevaux et armes et se prononcent contre le *batallon fijo* de Micheltorena
18 novembre Vallejo à Micheltorena: ce n'est pas la guerre qui a poussé les montereyens à partir de la ville, mais ses *cholos*; Proclamation de Micheltorena à la population contre la révolte.
20 novembre Alvarado est prévenu de la révolte, qu'il estime prématurée mais finit par soutenir
22 novembre Expédition de Micheltorena pour écraser la révolte
26 novembre Micheltorena campe avec ses 150 hommes à Laguna Seca, près de San Jose
28 novembre Révoltés en place à 220 hommes entre San Juan et Santa Clara; Vallejo débande son armée à Sonoma pour rester neutre. Micheltorena leur a dejà envoyé un premier message pour les faire se rendre. Eux décident d'attaquer
28 novembre Jose R. Carrillo et Jose Lugo avec 6 compagnons se prononcent à SB mais s'excusent le lendemain
29 novembre conférence entre Micheltorena et représentants des révoltés; réunion de l'ayuntamiento d'Angeles, Bandini propose la réunion de la junta
1er décembre Micheltorena promet de renvoyer ses *cholos* lors d'une conférence avec Alvarado
2 décembre Traité de Santa Teresa entre forces d'Alvarado et de Micheltorena
7 décembre Le Sud est averti qu'il a calmé la révolte, mais que la milice doit rester en armes pour la défense du gouvernement
12 décembre Micheltorena écrit au gouvernement le bilan de la révolte (il aurait pu vaincre à Sta Teresa mais pas la révolte) Castro conjure à M. De remplir ses obligations du traité
13 décembre Castro à Alvarado. Inquiet au sujet de Tellez, pense qu'il va attaquer, A doit faire tout en son pouvoir pour rassembler armes et munitions. Vallejo à Sutter pour le convaincre que le mouvement n'était pas contre le gouverneur
14 décembre Osio à Vallejo: il pense que M ne va pas remplir le traité; rassemblement du peuple et de la milice à Angeles qui jurent fidélité au Mexique. Mais ne sont pas très enthousiastes à l'idée de se battre contre les leurs ds le N
16 décembre Proclamation de Micheltorena sur la paix
17 décembre Sutter à Vallejo: Castro rassemble des forces à San Jose et s'apprête à attaquer à nouveau
19 décembre Osio à Vallejo: M a envoyé des émissaires à Mexico mais n'a pas l'air de vouloir attaquer Castro à San Jose
22 décembre COnfirmation par Micheltorena des larges concessions de Sutter
23 décembre Micheltorena à Sutter qui dit qu'il y avait un 2nd plan contre les Mexicains et le gouvernement

et qui explique sa volonté de combattre
27 décembre Castro à Micheltorena: Castro proteste contre le désir de Micheltorena de renouveler les hostilités
29 décembre Micheltorena à Castro est évasif; la balle est dans leur camp, il vaincra tout désordre

1845

1er janvier Sutter se met en marche pour attaquer Castro et Alvarado à San Jose (~220 hommes)
2 janvier retraite de Castro et Alvarado de San Jose vers le sud
3 janvier Manuel Castro prisonnier de Sutter mais libéré en échange d'un autre prisonnier
4 janvier Proclamation de Micheltorena reprend l'offensive et accuse les opposants de ne pas respecter le traité
6 janvier Castro et Alvarado adressent une lettre depuis Alisal à Michletorena sur sa rupture du traité
9 janvier Jonction de Sutter et Micheltorena à Salinas; Tellez et Mejia, agents de Micheltorena, se prononcent pour Paredes
13 janvier Départ de Micheltorena et Sutter de Salinas
20 janvier Arrivée de l'avant garde d'Alvarado et Castro à Angeles, sous Joaquin de la Torre
21 janvier Arrivée d'Alvarado et Castro à Angeles, proclamation et convocation de l'ayuntamiento
28 janvier Réunion de la Junta Departamental à LA présidée par Pio Pico.
29 janvier Alvarado et Castro expliquent leurs motifs à la junta
janvier le gouvernement de Mexico reçoit la lettre de Micheltorena du 12 décembre
1er février une commission chargée par la junta d'entendre la version de Micheltorena
1er février Le gouvernement de Mexico propose à Castañares le gouvernorat; il n'est pas contre mais y met les conditions, auxquelles le gouvernement ne donne pas de suite
4 février Instructions de la commission Lugo-Coronel-Stearns-dela Guerra-Sanchez
7 février Commission demande une conférence avec Micheltorena à Santa Barbara
8 février Micheltorena renonce à prendre San Buenaventura, tenu par Jose Castro
9 février Micheltorena transmet un ultimatum à Jose Antonio de la Guerra
12 février Sans nouvelle, la junta demande une réponse immédiate
14 février Ayant appris que Micheltorena ne reconnaissait ni la junta ni sa commission, procède à son remplacement
15 février Pio Pico déclaré gouverneur par interim par la Junta à LA; entrée de Micheltorena à S Buenaventura
19 février Micheltorena et son armée campent dans la vallée de San Fernando
20 février Bataille de Cahuenga entre Sutter+ Micheltorena vs. Alvarado
21 février reddition de Micheltorena
22 février Traité de San Fernando
23 février Proclamation de Pio Pico suite à la bataille de Cahuenga
24 février Andrés Pico envoyé par Castro à Monterey pour s'assurer que Micheltorena ne rompt pas le traité
25 février Lettre de Pico et Castro au président lui demandant de réserver son jugement
27 février Contrat entre Pico et Marsh + Gantt pour une expédition contre les Indiens
1er mars Abella refuse de livrer la ville à Gabriel de la Torre sans ordre de Micheltorena
2 mars Session de la junta
4 mars Entrée en fonction du président américain expansionniste Polk
4 mars Pico à Monterey, Abella se rend et Torre unit ses forces
5 mars-12 avril correspondance entre Pio Pico et Larkin au sujet des dettes de Micheltorena (qui ne vont pas être payées immédiatement)
12 mars Embarquement de Micheltorena sur le Don Quixote à San Pedro
19 mars Arrivée du Don Quixote avec Micheltorena à Monterey
26 mars Départ de Micheltorena
27 mars Suite aux continues supplications de Castañares, le gouvernement promet d'envoyer des troupes en Californie
28 mars Envoi d'un rapport à Mexico par Pico

1er avril Sutter est rentré en Nueva Helvecia
début avril Le gouvernement de Mexico apprend la révolution contre Micheltorena, sans surprise
11 avril José María Hijar envoyé par le gouvernement de Mexico en Californie comme émissaire pour approuver tout ce qui a été fait!
19 avril Micheltorena à San Blas
1er mai John C. Jones à Angeles pour Larkin, Monterey: doute de la solidité du pouvoir en place, Pico impopulaire
début mai Le gouvernement de Mexico a la confirmation que la Californie est en paix et loyale
19 mai Rumeur de guerre avec les États-Unis abordée en session de la junta
23 mai John C Jones à Larkin renouvelle son analyse; Carrillo cherche à prendre la place de Pio Pico
24 mai Junta de guerra au sujet de la guerre contre les États-Unis, dont la nouvelle est apportée par la *María Teresa;* José María Castañares envoyé par Castro à Mexico, ce qui est mal vu par Pio Pico
25 mai Publication à Mexico du rapport de Pio Pico du 28 mars
28 mai Décret de la junta sur la vente et la location des missions
29 mai Communication du gouvernement mexicain à Pico le reconnaissant gouverneur et demandant sa coopération
8 juin Arrivée de Hijar, émissaire du gouvernent, à Santa Barbara
11 juin Hijar reçu par Pio Pico
12 juin Proclamation de Pico sur la mission de Hijar
13 juin Hijar reçu par l'assemblée
14 juin L'assemblée demande des lois exceptionnelles, avec des pouvoirs locaux supérieurs aux autres États + réduction des droits de douane, sans interdiction d'importation
21 juin Départ de Castro de Monterey pour Angeles
25 juin L'assemblée vote en faveur de la constitution de 1824
27 juin Quinterna pour que le gouvernement de Mexico choisisse un gouverneur
1er juillet Pio Pico à ministre des relations: arrivée de Hijar et satisfaction de la Californie à ses instructions
2 juillet L'assemblée organise le tribunal supérieur
4 juillet Division de la Haute Californie en 2 districts par l'assemblée et rétablissement des préfectures
7 juillet Castro à Angeles, conférences avec Pico sur répartition des revenus
9 juillet Micheltorena reçu par Président Herrera, pas très favorablement apparemment; arrivée de Flores envoyé par Mexico avec le Soledad, porteur des communications du 29 mai.
10 juillet Larkin au ministre de la guerre semble avoir compris que les Mexicains veulent punir les Californiens; tromperie de Castro et Pico pour cachr les préparatifs aux Américains, ou procédé de Larkin envers ses concitoyens ?
12 juillet Nomination par l'assemblée des membres du tribunal supérieur; nomination de Manuel Castro préfet à Monterey
18 juillet Ministre de la guerre au congrès général au sujet d'une expédition à envoyer dans le nord
1er août assemblée vote pour Herrera président de la république (3/5, les deux autres pour Gomez Farias)
2 août Manuel Castro prend ses fonctions de préfet de Monterey
août-septembre préparatifs pour la fameuse expédition de 600 hommes pour la Californie; Castillero envoyé en avant garde pour préparer leur arrivée en Californie;
27 août Démission d'Abrego de la trésorerie de Monterey pour transfert à Angeles
Septembre Arrivée de la Swasey-Todd party
1er-12 septembre troubles à Monterey au sujet de la milice
3 septembre Herrera confirme Pio Pico gouverneur suite à la recommandation du 27 juin
15 septembre Herrera président élu
15-16 septembre révolte des soldats à Angeles, apparemment contre Jose A Carrillo
29-30 septembre dispute entre Pico-prefet Castro et Jose Castro au sujet de l'organisation de la défense et notamment des milices
6 octobre élections pour la Junta Departamental
8 octobre Fin des sessions de l'assemblée
octobre Arrivée de la Sublette et de la Grigsby-Ide party

25 octobre Lettre d'Hilario Varela à Castro mettant en évidence une entente entre les deux
11 novembre Visite de Castro et Castillero à Sutter
28 novembre Plan d'une attaque de la maison de Pio Pico par les Varelas et Jose A Carrillo; dévoilé
29 novembre Révolte à Santa Barbara menée par Gumesindo Flores, Jose A de la Guerra et Jose Lugo en faveur de Castro et contre Pico
30 novembre Arrestations suite à la conspiration de Carrillo et Varela
4 décembre Vente des missions San Juan C., La Purisima, San Luis Obispo.
5 décembre Carrillo et Varela exilés sur le *Clarita* pour Mazatlan; Lease des missions Santa Barbara, San Buenaventura, Santa Ines, San Fernando
11 décembre Soumissions de Santa Barbara
19 décembre Mort de Hijar à Angeles
décembre Arrivée de Fremont à Sutter's fort
décembre Expédition prévue pour la Californie à Acapulco se range derrière la révolution contre Herrera
29 décembre Entrée officielle du Texas dans l'union. Rupture des relations diplomatiques Mexique-USA
30 décembre Castro refuse le transfert de la trésorerie à Angeles

1846

1er janvier Le Yucatán déclare son indépendance et sa neutralité dans la future guerre Mexique-USA
2 janvier Entrée de Paredes à Mexico
14 janvier Mexico rappelle l'interdiction pour les familles américaines de s'installer vu les relations actuelles
16 janvier Démission de plusieurs officiers de Santa Barbara (Valentin Cota, Jose Carrillo, H García, Jose Lugo)
17 janvier Vaisseau *Hannah* apporte la nouvelle que l'expédition d'Iniestra n'arrivera pas jusqu'en Californie
18 janvier Dispute entre Henri Cambuston et Préfet Manuel Castro à Monterey (mini incident politico-diplomatique)
10 février Départ des Mormons vers l'ouest du Salt Lake
10-16 février Échec de la passation de trésorerie entre Abrego et del Valle
14 février Départ de José María Covarrubias pour Mexico, envoyé par Pico
18 février Pico demande à Alvarado de partir prendre son poste de député à Mexico
21 février Incident impliquant Fremont à San Jose au sujet de bétail appartenant à Peralta
1er mars Alvardo à Pico: il est prêt à partir pour Mexico comme député si on lui donne les fonds nécessaires.
2 mars Début de session de la Junta (Figueroa, Guerra, Botello, Bandini, Argüello)
3 mars Fremont s'approche de Monterey et loge chez Hartnell. Ses compagnons boivent et font scandale.
5 mars Ordres de Castro à Fremont de se retirer de Californie
9 mars Fremont lève le camp de Gavilan Peak; instructions de Pico à Fr. de la Guerra pour sa mission dans le nord
10 mars Mexico avertit de la certitude de la guerre à venir
13 mars Alvarado demande à l'assemblée ses instructions en tant que député
16 mars Duran à Castro: il devrait s'entendre sur des propositions de Pico (mission Fr de la Guerra); convocation des officiers à une assemblée de défense à Monterey par Castro.
28 mars Gen Taylor arrive au Rio Grande, et s'installe à Fort Texas avec 2200 hommes. Mejia lui fait face à Matamoros
30 mars Junta de Monterey
2 avril Proclamation en faveur de Paredes et du plan de San Luis de Potosi par les officiers de Californie.
4 avril Mexico ordonne le stationnement de schooner sur la côte Pacifique dont un à San Diego
Début avril Andres Pico envoyé à Mexico par Castro
11 avril Plan de défense par la Junta de Monterey. Arrivée du Gen Arista en charge de la défense de la frontière Nord à Matamoros
avril Tellez avec une expédition défensive à Mazatlan mais s'engage contre Parades en Sinaloa
15 avril L'assemblée reçoit la nomination de Pico gouverneur; et aussi le rapport de Castro sur Frémont (17 mars)
17 avril Arrivée de Gillespie à Monterey

18 avril Pico, nommé gouverneur constitutionnel de la Californie, prête serment
25 avril Thornton affair à Carricitos
27 avril Pablo de la Guerra envoyé comme émissaire dans le Sud
28 avril Arrivée de Gillespie chez Sutter.
29 avril L'assemblée valide le plan de Figueroa contre les Indiens
2 mai Pico reproche à Vallejo son association à la junte des officiers de Monterey
3 mai Artillerie mexicaine attaque Fort Texas
7 mai L'ayuntamiento de Monterey soutient le pronunciamiento en faveur de Paredes; Bataille de Palo Alto (victoire américaine)
8 mai Gillespie rencontre Fremont sur la route vers le nord.
11 mai Mott et Talbot à Mazatlan à Larkin: pas de vrainte d'une expédition mexicaine en Californie
11 mai L'assemblée entend le rapport de Guerra sur la mauvaise foi de Castro à Monterey;
13 mai Convocation par Pico d'un *consejo general de pueblos unidos* à Santa Barbara par bando, réplique à la junta de Monterey, pour le 15 juin
13 mai Déclaration de guerre du Congrès américain au Mexique suite à l'incident de Carricitos/Thornton affair
15 mai Assemblée prévenue par Castro des mauvaises intentions de Frémont
19 mai Blocus de Tampico
20 mai Blocus de Veracruz
28 mai Indignation de Castro au sujet du Bando de SB sur le *consejo general de pueblos unidos*
30 mai Manuel Castro (élu au Conseil) rassure Jose Castro au sujt de celui-ci, et lui recommande la prudence
1er juin Vallejo tente de raisonner Pio Pico au sujet de Castro et la junta des officiers et dénonce le consejo general, surtout sa représentativité
3 juin Wilson critique la proclamation de Pico sur la guerre contre les Américains; annulation de la convocation du consejo general.; suspension de Castro
6 juin Emprisonnement de MGV
10 juin Attaque de Alviso et Arce (avec chevaux pour Castro) par Merritt.
11 juin Arrivée de Hensley et Reading à Fort Sutter
12 juin Accord GB-USA sur le Pacific Northwest. 49th parallèle
14 juin Bear Flag revolt
15 juin 4 rapports écrits sur la prise de Sonoma. Castro apprend la nouvelle. Montgomery nie le rôle officiel des USA mais envoie Misroon en mission pour enquêter.
16 juin Départ de Pico d'Angeles avec une petite force militaire; arrivée des prisonniers de Sonoma au camp de Sutter; Hensley et Reading envoyés en mission dans le sud de la Baie et notamment pour parler avec Marsh
17 juin Déclaration de Castro à Santa Clara au sujet de la prise de Sonoma
18 juin Arrivée d'un courrier chez Sutter en provenance de Sonoma de la part de Montgomery
19 juin Pico à Bandini: lui demande de venir à Los Angeles en renfort
20 juin Castro se prépare à une attaque du fort de Sutter d'après Hensley et Reading, de retour du sud de l abaieAlerte à Angeles au sujet d'une attaque proche de Castro, préparatifs de guerre
21 juin Pico à Santa Barbara avec une centaine d'hommes. Il y reçoit les nouvelles de Sonoma.
22 juin Assemblée de citoyens à Angeles convoquée par Stearns (sous préfet) contre Castro
23 juin Proclamation de Pico contre les USA. Juan Bandini répond à Pico qu'il vient à Los Angeles, critique Castro et commente sa proclamation; organisation de trois compagnies à Angeles
27 juin Pico répond à Stearns, Requeña, Figueroa, Botello et Gallardo au sujet de sa proclamation contre les USA
29 juin Pico reproche à Larkin cette action qu'il perçoit comme une attaque des États-Unis
1er juillet Juan Bandini conseille la modération à Pico et d'envoyer des représentants dans le nord pour en savoir plus; Pico à Santa Barbara avertit l'assemblée des événements de Sonoma (lettres de Castro)
2 juillet Arrivée de Sloat à Monterey
5 juillet Fremont se met à la tête de la Bear Flag revolt en créant le “California Battalion”
6 juillet Rencontre Pio Pico et Manuel Castro à Santa Ines

7 juillet **Prise de Monterey** par Cap. William Mervine ; dans les jours qui suivent le drapeau américain est hissé dans plusieurs villes, avec lecture d'une proclamation. Dernière session du conseil territorial (absence de quorum)
8 juillet Castro à San Juan
9 juillet occupation de Yerba Buena (SF) par John B. Montgomery et de Sonoma par lt. James W. Revere
11 juillet Drapeau américain hissé à Fort Sutter par lt. Edward M. Kern
12 juillet Jonction des armées de Castro et Pico à Santa Margarita (San Luis Obispo)
13 juillet Thomas Fallon reçoit un drapeau américain de Sloat et le hisse à San José
15 juillet Arrivée de Stockton à Monterey
16 juillet Proclamation de Pico (tout citoyen doit s'enroler pour défendre son pays)
19 juillet Entrevue Sloat-Fremont
23 juillet Sloat passe le pouvoir à Stockton.
24 juillet réunion de la Junta à Los Angeles par Pico, lecture de la proclamation de Sloat. Discours patriotiques.
28 juillet Proclamation de Stockton centré non pas sur la guerre mais sur la politique intérieure
29 juillet Départ de Sloat ; Stockton officiellement gouverneur. Fremont hisse le drapeau américain à SD
1er aout Libération de MG Vallejo et Carrillo à Sutter's fort
4 août Stockton hisse le drapeau américain à Santa Barbara
6 août Stockton hisse le drapeau américain à San Pedro; Larkin à Stearns: il doit convaincre les Californiens de proclamer l'indépendance et demander leur rattachement aux Etats Unis
7 août Pablo de la Guerra et Jose M Flores émissaires de Castro arrivent à San Pedro. Négotiations échouent car Stockton exige que les Californiens hissent eux-mêmes le drapeau américain. Arrivée des Mormons à SF
8 août Libération de Salvador Vallejo, Prudon et Leese à Sutter's fort
9 août Castro en conseil de guerre à La Mesa décide de partir, et l'annonce à Pico
10 août Pico lit la lettre de Castro à la Junta et admet l'impossibilité de la défense. Ajournement de la junta. Départ de Pico et Castro de Los Angeles.
11 août Départ de Stockton et sa troupe de San Pedro pour attaquer Los Angeles
12 août Warren à Monterrey, nouvelles de la déclaration de guerre.
13 août Fremont (venu de SD) et Stockton (venu de San Pedro) se retrouvent à Los Angeles et y hissent le drapeau
15 août 1er numéro du journal *Californian* de Temple et Colton
17 août 2e proclamation de Stockton à Los Angeles (le territoire californien est sous contrôle des USA); nouvelles définitives de la guerre arrivent par bateau (le Warren); lancement des recherches pour Pico et autres fugitifs
18 août Kearny occupe Santa Fe sans combattre.
19 août Joaquin de la Torre et autres hommes de Castro se rendent et sont paroled à Monterey.
22 août Stockton ordonne des élections municipales pour le 15 septembre
31 août Stockton nomme Gillespie commandant du district Sud.
2 septembre Stockton crée le poste de Commandant militaire du territoire et le confie à Frémont; il quitte Angeles
4 septembre Premier jury à Monterey (Américain vs French)
7 septembre Castro atteint Altar, en Sonora, et écrit au gouvernement central. Pico atteint la Baja California.
12 septembre Stockton organise la Californie en unités militaires; Retour de Alvarado à Monterey.
10 septembre Quelques soldats de Castro qui repartaient vers le nord sont pris et libérés sur parole (dont Alvarado)
15 septembre Elections
23 septembre attaque de Los Angeles par Varela et sa bande
24 septembre Proclamation de José María Flores pour reprendre le combat (Pronunciamiento)
25 septembre meeting des old “Bears”
26-27 septembre 2e bataille de la rébellion à Chino (victoire de Lugo contre les Américains)
29 septembre Nouvelles de la révolte du Sud arrive par courrier à Monterey
30 septembre Capitulation de Gillespie

1er octobre Arrivée du consul français Moerenhout à Monterey; arrivée de la nouvelle de la révolte de LA à Monterey
2 octobre Retraite de Talbot de Santa Barbara (devant la petite force de Manuel Garfias)
4 octobre Départ de Gillespie + garnison de LA + prisonniers de Campo Chino sur le *Vandalia* pour Monterey
5 octobre Réception pour Stockton à SF
7 octobre Marche pour LA de Mervine + Gillespie
8 octobre Départ de Mervine sur le *Savannah* (de Monterey) pour aider à défendre le Sud
9 octobre Bataille de Dominguez Rancho (Jose Antonio Carrillo)
12 octobre Fremont revient du Sacramento pour s'embarquer à SF pour aider à défendre le Sud
13 octobre Sterling avec Fremont et *Congress* partent de SF pour le sud.
15 octobre Ministre de la guerre répond à Castro exprime sa sympathie et son indignation et envoie général Bustamante
19 octobre 20aine de Californios quittent Monterey pour rejoindre les insurgents à LA
23 octobre Monterey reçoit les nouvelles de la capitulation de Gillespie et de la défaite de Mervine à L.A.
26 octobre Flores demande à la Junta de continuer à travailler. Session ex de la junta, nomination de Flores gouverneur.
28 octobre Arrivée de Fremont à Monterey, affamé et dépité. Mais cela empêche une attaque de Monterey.
30 octobre Session extra conseil territorial. Emprunt hypothèque missions.
8 novembre Arrivée de Talbot et sa garnison (en retraite de Santa Barbara) à Monterey, épuisés.
Novembre le député de Chihuahua Escudero propose un plan pour récupérer Californie et nouveau Mexique au Congrès
3 décembre Arrivée du Brigadier Général Stephen Watts Kearny ; emprisonnement de Flores par ses propres troupes (pronunciamiento de Francisco Rico)
5 décembre Libération de Flores par les troupes de Rico qui l'emprisonnent à son tour
6 décembre bataille de San Pascual (défaite de Andres Pico au N de San Diego)

1847

8-9 janvier bataille du fleuve de San Gabriel (défaite californienne)
10 janvier Entrée de Stockton et Kearny à Los Angeles
13 janvier Capitulation de Cahuenga
16 janvier Stockton nomme Frémont gouverneur
19 janvier Frémont gouverneur civil. Nomination du conseil législatif.
22 janvier Proclamation de Fremont
9 février Kearny prend en charge le gouvernement de la Californie
12 février Arrivée de Mason avec lettres et ordres
13 février California Star (Semple) demande la réunion d'une convention constitutionnelle
1er mars Proclamation de Kearny; date prévue de réunion du conseil législatif (n'a pas lieu)
6 mars Réunion publique à SF pour élire un représentant et inciter les autres districts à en faire autant
26 mars Entrevue Fremont – Kearny
31 mai Kearny passe le gouvernorat au colonel Mason
14 septembre Prise de Mexico

1848

24 janvier Découverte d'or par James Wilson Marshall
2 février Traité de Guadalupe Hidalgo
15 mars La découverte d'or paraît dans les journaux
30 mai signature du Traité de Guadalupe Hidalgo
12 juin Mason commence l'inspection des mines d'or (son rapport va véritablement déclencher la ruée)
6 août Mason apprend la signature du traité
7 août Annonce en Californie de la signature du Traité de Guadalupe Hidalgo
2 septembre Organisation des San Francisco Guards par les Américains

11 décembre Rassemblement à San José pour demander le gouvernment civil (autres dans villes du N) et réunir une convention
21 décembre Meeting à San Francisco pour l'organisation d'un gouvernement civil
27 décembre 1848 Elections à SF pour choisir le conseil municipal de 1849 déclarées invalides par le précédent

1849

6-8 janvier Meetings à Sacramento pour l'organisation d'un gouvernement civil
11 janvier Publication dans le *Alta California* de la lettre de Benton au peuple californien
14 janvier Réélections à SF. 3 conseils municipaux concurrents
12 février Mass meeting à San Francisco, pour adopter lois et constitution du district SF. Nomination d'une assemblée législative.
24 février Réception d'instructions du secrétaire du Trésor sur la collecte des taxes
30 mars deadline pour se déclarer citoyen mexicain
12 avril Arrivée de Riley, chargé d'assumer l'administration des affaires civiles en Californie
3 juin Le Congrès n'ayant toujours pas statué, Riley fait une proclamation où appelle à la réunion d'une Convention
4 juin Proclamation de Riley au sujet des événements de SF, les déclarant illégaux
5 juin Démission de Leavenworth, alcalde de SF
9 juin La proclamation de Riley sur l'illégalité de l'assemblée législative parvient à SF
16 juillet Réunion des citoyens de SF contre The Hounds qui s'attaquent notamment aux Chiliens.
1er août Elections pour la Convention et les juges suprêmes
3 septembre Réunion de la Convention constitutionnelle
12 octobre Fin des travaux sur la Constitution
13 octobre Signature de la constitution de Californie
13 novembre Ratification de la Constitution
20 décembre Inauguration de Peter H. Burnett, 1er gouverneur élu de Californie

1850 Admission de la Californie comme État de l'Union

février Réunion à L.A. Et pétition pour faire un état à part dans le Sud, la “Californie centrale”
9 septembre Admission de la Californie par le Congrès.
7 octobre Élection des sénateurs et députés
18 octobre Arrivée à San Francisco de la nouvelle de l'admission de la Californie dans les U.S.
29 octobre Célébration de l'admission

IV. Notices événementielles

18. La révolte contre Manuel Victoria et l'opposition entre Echeandía, Pío Pico et Zamorano (novembre 1831-1832)

Chronologie de l'année 1831

8 janvier 1831 Mise en application de la loi de sécularisation du 6 janvier par l'ayuntamiento de Monterey
14 janvier 1831 Annulation du décret de sécularisation
22 janvier 1831 Ordre d'Echeandía à l'ayuntamiento de Los Angeles de remplacer l'alcalde Sanchez, aussi député, par un regidor, le cumul étant illégal d'après l'*asesor.*
29 janvier 1831 Convocation de la députation par Echeandía
31 janvier 1831 Passation de pouvoir entre Echeandía et Victoria à Monterey
1er février 1831 Déclaration de Victoria aux habitants de Californie
5 février 1831 Alvarado, Castro et Crespo se plaignent à l'*ayuntamiento* de la suspension de l'application du décret de sécularisation
7 février 1831 Les alcaldes de Monterey et San Jose, et le secrétaire de la députation projettent de demander la réunion de la députation à Victoria
14 février 1831 Victoria laisse entendre à Abel Stearns que la députation pourra valider sa demande de terre en avril
18 février 1831 Remontrances de Victoria à l'a*yuntamiento* de Monterey qui lui a adressé des demandes de réunion de la députation
6 mars 1831 Victoria demande à Sanchez de ne pas laisser sa charge d'alcalde au regidor
16 mars 1831 Départ de Jose Castro de Monterey (pour SF ? Pour aller chasser des loutres?)
21 mars 1831 Jose Antonio Carrillo, poursuivi, se livre à Santa Barbara
9 avril 1831 Victoria envoie le cas de Rubio pour meurtre, devant l'assesseur.
18 avril 1831 L'ayuntamiento de Los Angeles dépose Sanchez, l'alcalde à cause de son cumul (il est député) suite à un ordre d'Echeandía en ce sens daté de janvier ; à Monterey l'*asesor* Gomez requiert la peine de mort pour l'indien Atanasio accusé de vol, contre l'avis des *fiscales*.
20 avril 1831 L'*asesor* Gomez demande la reprise du procès de Rubio
25 avril 1831 Suite aux ordres de Victoria, Sanchez est réinstallé alcalde à Los Angeles
26 avril 1831 Exécution d'Atanasio à Monterey
mai-juin 1831 Nouvelles du soulèvement de Guerrero
13 mai 1831 Victoria envoie à San Francisco Padrés pour être fiscal à la place de Maríano Vallejo dans le procès Rubio
24 mai 1831 Exil de Jose Antonio Carrillo
28 mai 1831 Exécutions à Monterey suite à un vol
12 juillet 1831 Victoria ordonne le départ d'Abel Stearns
21 juillet 1831 Arrestation des meneurs du mouvement contre Sanchez à Los Angeles, par Santiago Argüello
30 juillet 1831 Pétition des députés Vallejo, Osio, Ortega et Castro
1er août 1831 Exécution de Rubio à San Francisco
3 août 1831 L'ayuntamiento de Monterey renouvelle sa demande à Victoria au sujet de la réunion de la députation

Après presque une année d'opposition politique entre le gouverneur Victoria d'une part et différentes parties de la population californienne, Juan Bandini, Jose Antonio Carrillo et Pio Pico publient un manifeste contre Victoria le 29 novembre 1831 à San Diego. Ils se rallient d'abord Echeandía, puis la compagnie présidiale du lieu le 1er décembre (Santiago Argüello, Pablo de la Portilla). La force ainsi constituée gagne Los Angeles, menacé par Victoria qui venait rétablir l'ordre et l'alcalde Sanchez. La ville se rallia au manifeste le 4 décembre et ses citoyens grossirent la force des rebelles, qui affrontèrent les forces de Victoria, venues de Santa Barbara, le 5 décembre 1831. La bataille se solda notamment par deux morts parmi les notables (José María Avila de Los Angeles, Romualdo Pacheco, commandant de Santa Barbara) et par la blessure grave du gouverneur Victoria. Ce dernier se réfugia à la mission San Gabriel et admit sa défaite. Il annonce son départ le 9 décembre 1831. Après plusieurs semaines entre San Gabriel (départ le 20 décembre), San Luis Rey et San Diego à gagner un port et attendre le départ d'un navire, il quitta la côte californienne le 17 janvier 1832.

Après la défaite de Victoria, Echeandía, qui a pris le commandement des rebelles, s'emploie, en reprenant son rôle de commandant du territoire, de réorganiser son gouvernement. Il publie un manifeste de légitimation du mouvement à

destination des commandants le 9 décembre 1831, et convoque la députation, qui commence ses sessions à Los Angeles le 10 janvier 1831, en l'absence d'Echeandía. Les députés décident de monter un dossier d'accusation contre le gouverneur Victoria, à usage du gouvernement mexicain, et de désigner leur membre le plus ancien, Pio Pico, comme gouverneur politique temporaire, en référence à une loi et un usage qui veut qu'en l'absence du gefe politico, ce soit le « senior vocal » de la députation qui prenne cette place. Echeandía s'y oppose après avoir temporisé au tout début du mois de février 1832. Le 27 janvier 1832 à Monterey, une junte se réunit afin de s'opposer à la fois à la révolution et aux actes de la députation et d'Echeandía, considérés comme illégaux. Devant l'urgence de la situation, et le ralliement de l'ayuntamiento de Los Angeles à Echeandía, Pio Pico et les députés reconnaissent Echeandía à la fois comme commandant militaire et comme chef politique le 17 février1832. Zamorano, qui était l'aide de camp d'Echeandía et commandait à Monterey, fit campagne vers le sud pour mettre fin à la révolte d'Echeandía et des députés ; les deux forces sont au bord de la bataille le 25 mars 1832 mais parvienennt in extremis à un accord. À partir de cette date, le Sud est commandé par Echeandía, tandis que Zamorano contrôlet le reste du territoire, en attendant l'arrivée du prochain gouverneur nommé par Mexico. Ce dernier, Jose Figueroa, reçoit sa nomination le 9 mai 1832 et arrive en Californie en janvier 1833.

19. La colonie Híjar-Padrés et le retour de Santa Anna (1833-1834)

1er mars 1833	Élection de Santa Anna et Gomez Farias
1er avril-16 mai 1833	Gomez Farias assume le début de la présidence
13 avril 1833	Projet de loi de sécularisation des missions
3-18 juin 1833	Gomez Farias assume la présidence
5 juillet-27 octobre 1833	Gomez Farias assume la présidence
15 juillet 1833	Nomination de Padres gefe politico
fin juillet 1833	Bandini à Mexico comme député
17 aout 1833	Loi de sécularisation des missions
16 décembre-24 avril 1834	Gomez Farias assume la présidence
25 juillet 1834	Santa Anna donne l'ordre à Figueroa de ne pas transférer le pouvoir à Hijar
9 août 1834	Plan de sécularisation en Californie (validé par l'assemblée)
1er septembre 1834	Arrivée de Hijar à San Diego
11 septembre 1834	Arrivée de l'ordre de Santa Anna de ne pas transmettre le pouvoir à Hijar
25 septembre 1834	Arrivée de Padrés à Monterey
14 octobre 1834	Arrivée de Híjar à Monterey
octobre 1834	Examen de la situation de la colonie par l'assemblée territoriale
novembre 1834	Soumission de Híjar et Padrés aux décisions de l'assemblée

20. Les révoltes de 1835-1845 au Mexique contre la centralisation

En réaction à l'instauration d'un gouvernement centralisé pour le Mexique, de nombreux soulèvement se produisent dans les États devenus départements à partir de 1835 (Texas, Zacatecas, Coahuila, Yucatan...). Le gouvernement mexicain est écrasé par des dettes qui sont à l'origine d'interventions extérieures, comme l'intervention militaire de la France en 1838-1839. Pendant cette période, sont au pouvoir d'abord Anastasio Bustamante (1838-1841), puis Antonio López de Santa Anna (1841-1844), malgré une alternance du fait de la participation de ces hommes aux mouvements militaires contre les insurrections des départements.

21. La double révolte contre Maríano Chico et Nicolas Gutierrez (1836)

4 mai	Prise de fonction du gouverneur Maríano Chico à Monterey
6 mai	Chico convoque Bandini à Monterey
mai	Serment sur les « bases organiques » ; organisation d'un gouvernement centralisé
29 juillet	Chico annonce qu'il se retire de Californie et remet le pouvoir à Gutierrez
3-4 novembre	Siège et victoire des Californiens à Monterey
11 novembre	Départ de Gutierrez
9 décembre	Décret de convocation d'une assemblée constituante

22. Le conflit entre Alvarado et le sud (1836-1838)

Dès le départ, la révolution de Monterey est mal reçue dans le sud. Après une première résistance armée, où il est même question de recruter des forces extérieures, la situation s'apaise. Fin 1837, après une trêve de courte durée, le conflit reprend de plus belle entre Monterey et le sud de la Californie. En effet, le député de Californie, Jose Antonio Carrillo revient de Mexico avec l'annonce de la nomination de son frère Carlos Antonio Carrillo (ancien député de 1832) comme gouverneur. Cela va à l'encontre des espoirs d'Alvarado, qui comptait sur Andres Castillero, qu'il avait renvoyé à Mexico, pour convaincre le gouvernement de confirmer son mandat. Il souhaite donc temporiser, pensant que Jose Antonio Carrillo et Andrés Castillero se sont croisés, et qu'il recevra bientôt sa confirmation ; le précédent de Híjar en 1834 peut laisser penser qu'une telle configuration est possible. Il demande donc à Carlos Antonio Carrillo un entretien, et de produire ses documents officiels, en insinuant qu'ils ne sont pas authentiques. Carlos Antonio Carrillo ne cède pas à cette temporisation et au contraire, encouragé par les sudistes, au premier rang desquels son frère Jose Antonio, commence immédiatement à agir en gouverneur, sans attendre la passation de pouvoir. Il s'appuie sur sa supposée plus grande légitimité du fait de sa nomination par le gouvernement, alors qu'Alvarado est gouverneur au mieux ex officio – du fait de sa charge de premier député, au pire, illégalement, après avoir fait un coup. Bien entendu, c'est sans compter sur les autres formes de légitimité locale, ni sur la force armée et la capacité de mobilisation.

23. La révolte contre Micheltorena (1844-1845)

Les soldats du bataillon de Micheltorena causent de plus en plus de mécontentement à Monterey où réside Micheltorena à partir de la mi-1843. En novembre 1844, un groupe de Mexicains-Californiens (Francisco Rico, Manuel Castro, se réunit pour contraindre, sous la menace de la force, le gouverneur à renvoyer ses soldats. Les premiers rebelles reçoivent le soutien de Juan Bautista Alvarado puis de José Castro. Le gouverneur est soutenu par le suisse naturalisé Sutter et ses forces d'immigrants. Le gouverneur finit par accepter de renvoyer ses soldats et de signer un accord avec les rebelles (Traité de Santa Teresa, décembre 1844). Cependant, la mobilisation ne cesse ni d'un côté ni de l'autre, et la campagne reprend jusqu'à ce qu'une bataille non loin de Los Angeles, où les forces du gouverneur sont défaites, se solde par le départ de Micheltorena en janvier 1845.

24. Le conflit entre Pío Pico et José Castro et la menace de guerre (1846)

En mars 1845, Micheltorena est embarqué sur un bateau pour Mexico et Sutter qui s'était battu avec sa troupe d'immigrants dans la bataille de Cahuenga revient à son établissement de Nouvelle-Helvétie. Pío Pico, senior vocal de la junta, devient gouverneur par interim et José Castro commandant militaire, dyarchie qui permet un certain équilibre entre nord et sud et est reconnue dès le mois de juin par le gouvernement de Mexico. À l'automne, une opposition à Pico à la fois dans le nord et dans le sud commence à s'organiser. En décembre, les troupes envoyées en

Californie pour aider à sa défense se rangent aux côtés d'une révolution contre le président en place, Herrera, qui doit quitter le pouvoir, tandis que le Congrès des États-Unis vote le 29 décembre 1845 en faveur de l'intégration du Texas dans l'Union. John C. Fremont, explorateur du Corps des Ingénieurs Topographiques arrive chez Sutter sur ces entrefaites. José Castro cherche à mobiliser des troupes dans le nord pour le combattre. Pendant ce temps-là, dans le sud on pense que Castro mobilise des troupes pour attaquer Los Angeles. Le 14 juin, un petit groupe d'immigrants attaque Sonoma et fait prisonnier le commandant de la frontière Mariano Vallejo. Quelques jours plus tard, ils publient un manifeste et hissent un drapeau de leur invention, le drapeau à l'ours. Au cœur de leur revendication, la satisfaction de leurs attentes d'immigrants concernant l'accès aux terres et leur sécurité. D'après ce manifeste, ils n'ont pas attaqué Sonoma au nom des États-Unis mais pour faire de la Californie une vraie république, par opposition au mauvais gouvernement qu'elle connaît. Au départ, un certain nombre de proches de Pío Pico à Los Angeles pensent que les « ours » sont leurs alliés contre José Castro. Aussi la déclaration anti-étrangers du gouverneur Pío Pico leur paraît-elle dangereuse. Finalement, Monterey est prise le 7 juillet par la marine des États-Unis, qui attendait un signal assuré que la guerre avait été déclarée.

V. Notices biographiques

Hubert H. Bancroft a réalisé un « Pioneer Index » recensant la plupart des personnes mentionnées dans ses sources. On s'y référera pour la plupart des personnes citées. Nous nous permettons de synthétiser ici des notices qui bénéficient d'informations supplémentaires du fait de nos propres recherches ou de la disponibilité de sources et d'outils supplémentaires, comme les dictionnaires biographiques, les recherches en plein texte dans les bases de données périodiques, la numérisation des registres des missions (voir sitographie) et enfin le développement et la diffusion sur internet des recherches généalogiques. Cette liste ne se prétend en aucun cas exhaustive. Seuls Alvarado, Vallejo et Pío Pico ont bénéficié de biographies fournies. Le livre de Pubols est aussi une biographie collective des De la Guerra et de leurs alliés les Carrillos.

ALVARADO, Juan Bautista (1800-1882)

Né à Monterey le 14 février 1809, fils du sergent José Francisco Alvarado et de María Josefa Vallejo. Écolier à Monterey avec Vallejo, Alvirez, de la Torre etc. Secrétaire du gouverneur et du conseil territorial à partir de 1827. Sert de secrétaire aussi à l'occasion pour les enquêtes, procès, élections. Fait prisonnier pendant la révolte de Solis à Monterey en 1829. Regidor à Los Angeles en 1829. Employé à la douane à partir de 1829. Il se bat contre Rodrigo del Pliego lors d'un buffet à Monterey qui n'a pas porté de toast à la Haute-Californie. Chargé de séculariser la mission San Luis Obispo en 1831 par l'ayuntamiento de Monterey. Le gouverneur Figueroa lui concède un rancho (« El Sur ») en 1834. Élu au conseil territorial en 1834. Également *regidor* à San Diego. Il tient tête au gouverneur Maríano Chico et mène la révolte contre Nicolas Gutierrez en 1836 au nom du fédéralisme. Il devient alors le chef de l'État libre et souverain de Haute-Californie. Fait campagne dans le sud pour affirmer son pouvoir. Finit par accepter le système de gouvernement centraliste en juillet 1837. Affronte en 1837-1838 Carlos Antonio Carrillo qui revendique également le gouvernorat, ayant été nommé par le gouvernement mexicain. Il est finalement reconnu gouverneur en 1838 suite à la mission d'Andrés Castillero à Mexico en sa faveur. Il entretient pendant son mandat une correspondance avec les présidents du Mexique Anastasio Bustamante puis Antonio López de Santa Anna. Il est malade, apparemment à cause d'excès de boisson, pendant son mandat et est fréquemment remplacé par son secrétaire, Jimeno Casarin. Il s'éloigne de Maríano Vallejo, son ami, oncle et commandant militaire, qui lui reproche de trop distribuer de charges publiques et de négliger la défense du département. Il accorde une très importante concession à Juan Sutter, Suisse naturalisé, en 1840. En 1840, il fait arrêter par José Castro un groupe d'étrangers autour de Graham, qui l'a aidé lors de sa révolution. Lorsque son successeur Manuel Micheltorena arrive en Haute-Californie en 1842, il est toujours associé par ce dernier au gouvernement, notamment lors d'un conseil qui se tient en 1843 sur les finances du département. Néanmoins il est soupçonné de comploter ou d'être associé à des complots. Lors de la révolte contre Micheltorena en 1844-1845, il finit par s'y rallier. Il est élu député au Congrès en 1845 mais ne peut s'y rendre. En 1846, il s'enrôle aux côtés de José Castro pour défendre la Haute-Californie contre les « ours » puis contre la conquête étatsunienne. Il cesse le combat en septembre 1846 et se retire sur son rancho près de Monterey. Il refuse un poste de secrétaire d'État de la Californie étatsunienne. Il perd des terres après 1848, mais passe le reste de sa vie la plupart du temps à San Pablo, sur les terres de sa femme Martina Castro. Il a plusieurs enfants, dont certains sont des enfants naturels d'avant son Maríage. En 1851, il est engagé dans le parti démocrate et participe aux conventions du parti en Californie. Auteur d'une histoire de la Californie en 5 volume.

ARGÜELLO, José Dario (?-1828)

Originaire du Queretaro, arrive en Californie en 1781 et participe à la fondation de Los Angeles. Devient capitaine, commande à San Francisco, Monterey et Santa Barbara. Gouverneur par interim de Haute-Californie en 1814-1815 puis e Basse-Californie en 1815-1822. Il épouse Ignacia Moraga, avec pour témoin le gouverneur Arrillaga lui-même. Il suit son fils Gervasio Argüello à Guadalajara où il meurt en 1828.

ARGÜELLO, Luis Antonio (1784-1830)

Né à San Francisco, fils de José Dario Argüello et Ignacia Moraga (donc frère de Santiago et Isabel). Cadet puis alferez à San Francisco, enfin lieutenant et commandant en 1806. Capitaine à partir de 1818. Épouse Rafaela Sal en 1807 puis après sa mort en 1814 Soledad Ortega en 1819. Il fait pression sur le gouverneur espagnol Solá pour reconnaître l'indépendance. Gouverneur par interim 1822-1825, on l'accuse d'avoir soudoyé et l'envoyé du gouvernement Fernández et les conseillers territoriaux pour être élu à la place de José de la Guerra.. Il s'appuie sur le conseil territorial pour affirmer son pouvoir, notamment face aux missionnaires. Il finit par rencontrer aussi une opposition au sein du conseil, et préfère le suspendre à la réception de la Constitution fédérale de 1824. Sous Echeandíá, il l s'oppose à Herrera et González, deux nouveaux venus du Mexique, avec Estrada. Les Montereyens reçoivent le soutien d'Echeandía. Argüello refuse de prendre la tête de la révolte de Solis en 1829. Meurt à San Francisco en 1830.

ARGÜELLO, Santiago (1791-1862)

Né à Monterey, fils de José Dario Argüello, frère de Luis Antonio et Isabel. Cadet à San Francisco en 1805, transféré à Santa Barbara en 1806. Alferez de la compagnie de San Francisco de 1817 à 1827 mais sert comme habilitado à San Diego. Lieutenant de la compagnie de San Diego de 1827 à 1831, commandant à partir de 1828. En 1828 également, élu suppléant du député au Congrès. ; en 1830 il est suppléant au conseil territorial. Il est capitaine à partir de 1831. Il regarde d'un œil critique l'opposition au gouverneur Victoria et le mouvement en faveur de la sécularisation des missions, mais finit par se rallier au pronunciamiento en décembre 1831. Cette opposition et peut être plus généralement son caractère fier en font l'objet de plaisanteries pendant la campagne contre victoria et Zamorano en 1832. En 1833 il est chargé de séculariser la mission San Diego par le gouverneur Figueroa. Opposant à Alvarado en 1836. Il administre la mission San Juan Capistrano en 1838-1840. En 1840 il est elu à la junta (conseil départemental). 1840-1843, préfet de Los Angeles, puis sous-préfet à San Diego. En 1846, comme Bandini, plutôt favorable aux États-Unis. Obtient le poste de collecteur des taxes du port de San Diego, nomme au conseil législatif qui ne se réunit jamais. A épusé Pilar Ortega dont il a eu 22 enfants.

ARGÜELLO, Santiago Emidio (1813-1857)

Fils de Santiago Argüello. Suit José María Padrés en 1830 lorqu'il donne ses cours d'arithmétique, de politique et de « maçonnerie » dans le nord. Récepteur de la douane à SanDiego en 1833-1834. Concession de terre par Figueroa en 1833. Campagne contre Alvarado avec le sud en 1836-1838. Sa femme est Guadalupe Estudillo.

Famille ÁVILA (Cornelio)

Famille de colons venus de Sonora vers Los Angeles en 1783. Cornelio Ávila + Isabel Urguides avec huit enfants dont Antonio Ignacio, Bruno, Francisco, José Maríá, Jose Santa Ana. Beaucoup ont des charges municipales à Los Angeles. Miguel Àvila est connu pour son « républicanisme avancé » et José María Ávila mène les Angelenos à la bataille contre Victoria en 1831.

ÁVILA, José María (?-1831)

Fils de Cornelio Avila et Isabel Urguides, colons de Los Angeles en 1783. Alcalde de Los Angeles en 1825. Allié aux Palomares, une autre famille importante de Los Angeles, par sa femme Josefa. Tué à la bataille de Los Angeles contre Manuel Victoria en décembre 1831, après avoir tué Romualdo Pacheco.

ÁVILA, Miguel (1796-1874)

Fils de José Santa Ana Avila et petit fils de Cornelio Avila, colon de Los Angeles en 1783 (il est donc le neveu de José Maríá Avila). Né à Santa Barbara. Éduqué à San Francisco. Il est employé à copier des documents à la capitale Monterey. À partir de 1816 il entre dans la compagnie de Monterey. Chef de la garde de la mission San Luis Obispo, il est connu pour ses idées républicaines, et les franciscains lui reprochent de s'adresser aux Indiens. Sa femme María Inocenta Pico (fille de Dolores Pico) a témoigné auprès des agents de Bancroft et leur a donné les documents de son mari.

BANDINI, Juan (1800-1859)

Né en 1800 à Lima. Il arrive en Californie vers 1824 avec son père commerçant (José Bandini), qui épouse une Californienne. Très actif au conseil territorial où il est élu en 1827-1828. Il est sub*comisario* à San Diego en 1828-1832. Elu suppléant du député au Congrès en 1828, et à ce titre il est l'un des meneurs de la campagne contre Victoria en 1831, qui le menace pour sa tenue des comptes. Le gouverneur Figueroa l'identifie en effet comme l'un des individus les plus dangereux du territoire. Élu député en 1833, il se rapproche de Padrés, Híjar et du gouvernement Gómez Farías pour monter un grand projet de colonisation et de sécularisation lors de la « petite réforme ». Il est alors directeur de la compagnie commerciale. Mais toute l'entreprise est mal reçue par le gouverneur Figueroa et les Californiens, ce qui a pour conséquence d'éloigner Bandini et ses alliés du sud des autres Californiens du nord. De plus, il s'oppose à Angel Ramirez, employé de la douane, qui lui refuse le poste de directeur de la douane. Aussi en 1836-1837 est-il un des leaders de la résistance à la révolte d'Alvarado. Il soutient Carlos Antonio Carrillo au gouvernorat et fait appel à un commandant militaire de Sonora pour les aider. Ses élevages sur la frontière sud sont dévastées par les Indiens en 1837-1838. Alvarado le fait administrateur de la mission San Gabriel et lui concède d'autres terres. Il est chargé de séculariser le nouveau pueblo de San Juan de Argüello en 1841. En 1844, il est de nouveau actif dans la municipalité de Los Angeles comme sindico, et surtout il est le secrétaire de Pío Pico en 1845. Depuis 1831 il a une forte influence sur lui. Dès le début de la conquête par le États-Unis, il les soutient et fait de San Diego, avec Santiago Argüello, une base de soutien des États-Unis contre Los Angeles, ce qui leur vaut d'être taxés de traîtrise. On lui propose d'être un membre du conseil législatif en 1847, conseil qui n'est jamais réuni. Il est *alcalde* de San Diego en 1848. Pendant le reste de sa vie il oscille entre San Diego et son rancho de Tía Juana (Tijuana) sur la frontière, ce qui lui donne l'occasion de mettre un pied dans la politique basse-californienne mexicaine. Il n'existe pas de grande biographie de Bandini, qui serait probablement intéressante à écrire.

Famille CARRILLO

Les cousins José Raimundo et Joaquín Carrillo sont des natifs de Basse-Californie. Ce sont surtout les fils de José Raimundo qui se sont distingués mais les filles de Joaquín ont épousé l'une Henry D. Fitch dans un Maríage qui a fait sensation (puisqu'ils ont dû s'échapper par bateau pour échapper à Echeandía) et l'autre Maríano G. Vallejo.

CARRILLO, Carlos Antonio (1783-1852)

Né à Santa Barbara. Soldat dans la compagnie de Monterey à partir de 1797, soldado distinguido (un rang qui le distingue des simples soldats) en 1799. Actif dans la défense contre Bouchard. Comme il sait lire et écrire il est aussi employé au presidio pour rédiger des actes ou des comptes-rendus, par exemple pendant les procès. Carlos quitte la carrière militaire en 1827 et devient électeur, conseiller territorial en 1828 et enfin député au Congrès général. Premier député admis au Congrès pour la Haute-Californie, en 1832. Travaille pour changer l'avis de ses confrères députés sur les missions et la situation particulière de la Haute-Californie, mais n'y parvient pas complètement ; il fait publier ses dicours et ses travaux à Mexico. Peut accéder au président par le biais du négociant Enrique Virmond. À son retour, il obtient un rancho sous Figueroa, redevient membre du conseil territorial et est chargé de la sécularisation de San Buenaventura en 1836. Il soutient d'abord la révolte d'Alvarado dans le nord, contrairement à d'autres personnalités du sud comme Pío Pico ou Bandini. Mais à partir du moment où son frère rapporte de Mexico sa nomination il s'oppose à lui. Il n'est néanmoins pas le plus enthousiaste et mobilisé pour cette campagne. Après la nomination d'Alvarado, il fait moins parler de lui que son frère José Antonio par exemple. En 1843-1845 il est de nouveau membre du conseil, cette fois départemental. Il devient membre de l'ayuntamiento de Santa Barbara en 1849 puis meurt en 1852.

CARRILLO, José Antonio (1796-1862)

Né à San Francisco. Entre autres, enseigne à San Diego vers 1813. A un lot urbain attribué à los Angeles en 1821. Au tournant des années 1820, il semble que José Antonio Carrillo passe d'une fonction d'auxiliaire de son beau-père à Los Angeles (pour collecter des dettes ou surveiller le pueblo) à un rôle actif au sein de la municipalité. Il se rapproche des Àvila-Palomares-Urguides. Il est conseiller territorial en 1822-1824, où il se confronte au gouverneur Luis Antonio Argüello. Cette confrontation à des racines qui précèdent les sessions du conseil, puisque dès son arrivée à Monterey, José Antonio s'impatiente devant la « trinité infernale » de Monterey, formée par Estrada, Argüello et Malarin. Après une élection annulée en 1826, il est élu alcalde de Los Angeles en 1827-1828. Il arrive deuxième à l'élection de député au Congrès. Son opposition à Vicente Sánchez sous Victoria se traduit par une condamnation à l'exil de la part du gouverneur qui prend fait et cause pour Sánchez. Il est alors l'un des artisans de la révolte de 1831. En 1833 il est suppléant au député au Congrès (Bandini). Ce « ticket » est un bon reflet de l'influence de Carrillo et Bandini au début des années 1830, après la révolte. Il redevient alcalde de Los Angeles, puis part comme député au Congrès en 1835-1836. Il ne participe donc dans aucun camp à la révolte de 1836. Par contre, il revient de Mexico avec la nomination de son frère Carlos Antonio (qui avait déjà été député) comme gouverneur. Il est alors très actif dans la campagne pour le faire reconnaître et parvient même à persuader Mariano Guadalupe Vallejo lors d'un exil à Sonoma en 1838. Une fois qu'Alvarado obtient le pouvoir, il est soupçonné d'un certain nombre de complots et fait l'objet d'une grande surveillance. Sous Micheltorena il ne participe pas d'emblée à la révolte. Après le départ de Micheltorena il est soupçonné par les Angeleniens autour de Pío Pico de comploter contre lui en

faveur de José Castro, il est exilé sur la frontière sud. Il participe à la campagne contre Fremont de José Castro en tant que général-major des forces californiennes, bat aussi en retraite dans le sud, mais ne fuit pas avec Castro. Il s'oppose à Flores mais poursuit le combat contre les États-Unis. Il est le signataire de la capitulation de Cahuenga. Il est élu en 1849 à la convention constitutionnelle. Il meurt à Santa Barbara en 1862. C'est l'une des grandes figures de la Haute-Californie mexicaine. Il n'a pas de biographie, mais Louise Pubols lui consacre des pages importantes dans son ouvrage sur les De la Guerra.

CASTAÑARES, José María

Originaire de Puebla ; vient en 1833. Employé de l'administrateur des douanes Rafael Gonzalez qui est son beau-père. Sa relation adultère avec la femme de José María Herrera est à l'origine d'un scandale à Monterey en 1836, notamment lorsque le gouverneur autorise la femme adultère à se rendre à une représentation théâtrale, remettant ainsi en cause l'autorité de l'alcalde. Repart de Californie peu de temps après, puis revient en 1840 ; fiscal en 1842 ; obtient une concession en 1843. Soutient Micheltorena en 1844. Envoyé à Mexico par José Castro en 1845. Fait partie, avec son frère de ces hommes qui font l'aller-retour entre Mexico et Monterey. L'origine de sa migration tient à un poste public obtenu probablement du fait de ses liens familiaux.

CASTAÑARES, Manuel

Frère de José María, il se rend en Haute-Californie avec son frère à son retour en 1840. Avait obtenu une nomination à l'administration de la douane mais devient secrétaire de la préfecture à la place (1840-1842). En 1842 Alvarado l'envoie à Mexico ; il revient administrateur de la douane, également fiscal. Électeur pour Monterey en 1843. Obtient une concession de terre. Élu député au Congrès. Il publie le résultat de son travail au Congrès en 1845.

CASTAÑEDA, Juan

Natif du Texas. Passé par la Basse-Californie, venu en 1837 avec Jose Antonio Carrillo; important dans les combats pour soutenir Carlos A Carrillo. Destinataire de mystérieux courriers codés de mars 1838. Fait prisonnier en 1838. secrétaire de Vallejo en 1839 (après prison à Sonoma?) et envoyé au Mexique par lui comme comisionado. Revient avec Micheltorena. Obtient un town lot à SF et autres terres.

CASTILLERO, Andrés

venu de Basse-Californie, avec Chico en 1836. choisit de s'en aller en 1836, revient en 1837 envoyé de Mexico (?) pour convaincre Alvarado de se soumettre au centralisme, repart pour Mexico pour travailler à la reconnaissance d'Alvarado, revient en 1838 à cet effet. 1839 député de Californie; 1845 revient à nouveau comme comisionado pour préparer arrivée de troupes et défense contre USA. Retourne au mexique en 1846. Faisait partie de ceux qui se sont rendus à Monterey en novembre 1836; réapparaît en 1837 à Los Angeles, comme comisionado, mais doutes sur le caractère officiel de sa commission. En tout cas il apporta les nouvelles bases de l'organisation du système mexicain.

Famille CASTRO (Macario)

Les Castro sont très nombreux en Haute-Californie et n'ont pas tous des liens de parenté. Le fondateur de la famille Castro qui apparaît le plus dans le cadre de ce travail est Macario Castro, de Sinaloa, venu en 1784, engagé comme soldat en 1778. Caporal de la compagnie de San Diego, chef de la garde de San Juan Capistrano (1785-1787), San José et Soledad. Comisionado (superviseur militaire) à San José en 1792-94. Sergent à partir de 1794. Sa femme est Maríá Potenciana Ramírez. Il est le père de José T. Castro. Tous ses enfants sont nés avant 1793.

CASTRO, José « el mozo » (1808-1860)

Fils de José T. Castro et petit fils de Macario Castro. Né à Soledad où son père est chef de la garde. Écolier à Monterey 1815-1820. Secrétaire de l'ayuntamiento de Monterey en 1828. Arrêté par les rebelles de la révolte de Solis en 1829. Poursuivi pour avoir exprimé son mépris contre le Mexique en 1830. Chasse la loutre de mer, probablement à San Francisco au moment où Padrés s'y trouve. Chargé de séculariser San Miguel en janvier 1831 par l'ayuntamiento de Monterey. Membre du conseil territorial que Victoria refuse de réunir. Conseiller au 7e rang en 1833, puis 3e rang en 1835 ; à la mort du gouverneur Figueroa et par défection des deux premiers, il devient le gouverneur (*gefe politico*) par interim ; rapidement le commandant militaire Nicolas Gutierrez réunit les mandats civil et militaires. Chargé de séculariser San Juan Bautista en 1835. Participe à la révolte de 1836, est le principal soutien militaire d'Alvarado. Lorsque M. G. Vallejo devient commandant général, il devient lieutenant-colonel de la milice civique. En 1839 le gouvernement mexicain lui donne le grade de capitaine de la compagnie de Monterey. Membre du conseil (junta), proposé parmi les trois candidats pour le gouvernorat. En 1840 il arrête un groupe d'étrangers et les accompagne à San Blas. Il est poursuivi suite aux démarches des consuls d'Angleterre et des États-Unis. Procès à Mexico (où il est défendu par Micheltorena), mais il est acquitté. Retourne en Californie en 1841. Actif dans la révolte contre Micheltorena, même si elle n'est pas de son initiative, car il est en campagne contre les Indiens en 1844-1845. Devient commandant-général. Accusé de dilapider les finances et d'être débauché. Rapidement s'installe une mésentente avec le gouverneur Pico. Il refuse à Fremont l'hivernage et doit le pousser hors de Haute-Californie. Depuis 1840, Castro est considéré comme l'ennemi des immigrants étrangers. C'est en partie contre lui que les « ours » prennent Sonoma. Campagne contre les « ours » et Fremont, puis retraite dans le sud après la prise de Monterey. Il quitte le territoire avec Pico pour éviter que les autorités californiennes ne se rendent. Il revient depuis la Sinaloa en 1848. Vit à Monterey et San Juan jusqu'en 1853. Retourne ensuite au Mexique. Devient commandant militaire de la frontière de Basse-Californie à partir de 1856. Il est tué en 1860 dans une rixe. Aucune biographie ne lui est consacrée. Il pourrait être intéressant d'écrire une biographie croisée des cousins José et Manuel Castro.

CASTRO, Manuel de Jesus (1821-

Fils de Simeon Castro. Secrétaire et collecteur des taxes à Monterey en 1839. secrétaire de la préfecture en 1842-1843. Meneur dans la révolte contre Micheltorena en 1844-1845. Ensuite préfet du district de Monterey. Le plus haut représentant du gouvernement civil et soutien du gouverneur Pío Pico dans le nord. En 1846 il est promu capitaine de Santa Barbara (!), se voit attribuer une concession de terre. Participe à la campagne contre Fremont et contre les « ours ». Envoyé dans le sud par Castro pour effectuer la réconciliation avec Pico. Commande la division du nord pendant la résistance de Los Angeles, notamment à la « bataille de la Natividad ». Fuit avec José María Flores en 1847. Continue de commander pour l'armée mexicaine en Basse-Californie (frontière), où il remplace Andrés Castillero. En charge de la colonie militaire de Santo tomas, qu'il doit laisser à Castillo Negrete en 1852. Il ne choisit pas de devenir un citoyen des États-Unis

CHICO, Maríano (1796-1850)

Natif du Guanajuato. Militaire, général en 1842. bref gouverneur de Californie en 1836. gouverneur du Guanajuato en 1846. mMurt en 1846 après s'être battu contre les américains.

DURÁN, Narciso

Frère Franciscain de Santa Barbara. Refuse de prêter serment à l'indépendance. Prête finalement serment en 1837, lorsque les centralistes sont à nouveau au pouvoir et que la “révolution” d'Alvarado a fonctionné (9 juillet 1837), aussi parce que l'Espagne a reconnu l'indépendance du Mexique.

DOMINGUEZ, Manuel (- vers 1885)

Né à San Juan Capistrano, petit neveu d'un soldat présent à la fondation de San Diego (Cristobal) et dont il hérite l'une des premières concessions de terres faites en Haute-Californie, le rancho San Pedro. En 1823, il a une fille naturelle de María Luisa Argüello, la fille de Santiago Argüello, qui épouse ensuite Agustín Zamorano. En 1827-1828, il est proposé pour être comptable du territoire, il est aussi électeur et suppléant du conseil territorial. Alcalde à San Pedro (port de Los Angeles) en 1833-1836. Opposant à Alvarado. En 1839, 2nd alcalde puis juez de paz de Los Angeles. En 1843 préfet du district. Rancho occupé par les États-Unis. Elu à la convention constitutionnelle de 1849. County supervisor en 1852.

Famille ESTRADA

Les deux frères José Maríano et José Raymundo viennent tous deux de Loreto en 1806 avec le gouverneur Arrillaga.

ESTRADA, José Maríano (1784- vers 1845)

Né à Loreto (Ancienne-Californie). S'engage en 1797. Alferez et habilitado de la compagnie de Monterey. Fait sous-lieutenant après avoir servi contre Bouchard en 1818 et lieutenant pour avoir servi contre les Indiens révoltés en 1824.Conflit avec Herrera et Gonzalez au sujet du commandement et de la prise en charge des finances territoires, ces deux employés publics arrivés en 1825 empiétant sur ses responsabilités antérieures. Il est soutenu par Luis Antonio Argüello à cette occasion.

ESTRADA, Jose Ramon

Fils de José Maríano Estrada. Écolier à Monterey en 1815-1822. Chasse la loutre de mer en 1832-1834. Alcalde de Monterey en 1836. Il est laissé en charge de la garde de Monterey pendant que Alvarado et Castro sont dans le Sud en 1837 (Janvier à mai)

ESTRADA, Jose Raymundo

Jose Estrada est né en Ancienne-Californie, à Loreto, en 1784. Comme José María Estudillo, José Estrada est venu avec le gouverneur Arrillaga depuis l'Ancienne-Californie en 1806, lorsqu'il devient gouverneur de la Nouvelle-Californie devenue une province à part entière en 1804. Estrada est dans une dynamique d'inscription dans les catégories les plus élevées de la Californie coloniale : un an après son arrivée avec le gouverneur José Joaquin Arrillaga à Monterey, il a épousé Isabel Argüello, la fille de José Dario Argüello, fondateur de Los Angeles et commandant de presidio avec pour témoin le gouverneur Arrillaga lui-même. En 1819, Estrada est une figure bien établie, proche des Espagnols et des plus hautes sphères du commandement, puisque ses beaux-frères sont devenus des commandants à leur tour et que son beau-père est gouverneur.

FIGUEROA, José

Natif de Morelia, Insurgent. Secrétaire de Vicente Guerrero pendant les guerres d'indépendance

Après l'indépendance, comandante militar de Cuernavaca; 1825 comandante general del Estado de Occidente. Expédition à la recherche des mines d'Arizona; doit battre retraite à cause des Yaquis qu'il finit par vaincre en avril 1827. Abandonne après le commandement militaire, auquel il revient en 1829. Envoyé fin 1829 à la comandancia general de Durango. En janvier 1830 s'oppose au Plan de Jalapa de Bustamante. Il est déchu et même emprisonné comme suspect. 1834 jefe politico y militar del territorio de California.

[Porrua; Almada] ; cité dans Costeloe, p.141 2 janvier 1828 Bravo à Figueroa pour qu'il soutienne la révolte de Tulancingo et le plan de Montaño. il a été nommé en 1827 après la révolte de Durango.

de la GUERRA, Jose Antonio (1779-1858)

Jose Antonio de la Guerra y Noriega est le fils du patriarche de Santa Barbara, Jose de la Guerra. Il a accompagné son père lors de sa mission dans l'intérieur du Mexique en 1819, au cours de laquelle ils avaient été emprisonnés par des troupes indépendantistes, et avaient ensuite combattu parmi les royalistes. Il avait été cadet de la compagnie de Santa Barbara jusqu'en 1828. D'abord sindico en 1829, il avait ensuite été élu alcalde en 1833, puis député en 1835. Il était l'un des seuls non-montereyen parmi les révolutionnaires, ce qui pouvait aider pour recueillir le soutien de Santa Barbara. D'après Vallejo, l'alcalde de Monterey Jose Raimundo Estrada suivait ses conseils à la lettre, conseils eux-mêmes prodigués en sous main par le patriarche lui-même.[3]

JANSSENS, Agustín

Belge, proche du pouvoir à Mexico: Barragan, Guadalupe Victoria...garde du président Gomez Farias. S'enrôle pour la Californie car “a envie de voir des terres” et de “faire fortune sans être l'esclave de personne”; visiblement tout le mnde en parle à Mexico. Membre de la colonie Hijar-Padres. Partisan de l'opposition à Alvarado et pronunciamiento de Monterey, à Los Angeles, en 1837. Chargé par exemple de recruter Charlefoux et 25 tireurs (riflemen from New Mexico)

MORALES, Francisco

Soldat de la compagnie de Monterey, va dans diverses gardes des missions. A épousé une

3 Vallejo, Chapitre 43, p. 92. Sur le positionnement politique des fils de Jose de la Guerra y Noriega, voir Louise PUBOLS, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 155-164.

néophyte, selon les missions ses enfants sont razon ou mestizos. Prof a los angeles en 1818-1820, secrétaire en 1823 (avec Gutierrez), 1827 et 1829, mais déposé en 1827 par 5 citoyens. (voir chapitre 3)

MICHELTORENA, Jose Manuel (1802-1853)

Né à Oaxaca. Cadet du régiment d'infanterie de ligne de la reine en 1816. uni à Iturbide en 1821 et contre lui en 1829. général de brigade en 1840. en 1844 comandante general de California. Cuartelmaestre en Angostura en 1847. comandante general au Yucatan 1850-51. Mrt à Mexico. [Porrua]

PADRÉS, José María

Padres, un natif de Puebla, lui aussi un ingénieur militaire comme Echeandía, arriva en Basse Californie avec le gouverneur mexicain. Echeandía le laisse en tant que vice-gouverneur en Basse Californie au moment de son départ pour la Haute Californie en 1826. En 1827 il est au congrès mexicain comme député pour la Basse Californie. Il est transporté de Baja à Mazatlan par Duhaut Cilly à bord du Héros en novembre 1826. On trouve sa biographie dans Duhaut-Cilly chapitre 7 p. 238 [Padrez] Il rejoint Echeandía en Haute Californie en 1830 en tant qu'inspecteur des troupes, puis en 1831 également inspecteur des douanes. Il réapparaît en 1863 dans l'armée contre l'invasion française au grade de lieutenant colonel.

Notice de Duhaut Cilly: né à Puebla; études de droit; guerre d'indépendance. Son père, un patriote, lui fait prendre les armes. Artilleur, et étudie beaucoup. Quoiqu'il en sitil acquit par ce moyen de la considération et se rendit tres utile a son corps; aussi parvint-il au grade de capitaine; et lorsque l'Etat fut hors de danger on l'envoya prendre le commandement de la Basse-Californie avec le grade de lieutenant colonel. Il a écrit un rapport sur les ressources de la Baja, qui intéresserait bcp Duhaut-Cilly. Ce dernier lui présente son projet d'établissement d'agriculture et de commerce au Cap de San-Lucas (p. 263). Du coup Padres intéressé et s'engage à demander une concession au Congrès (origine de la colonie?) DC lève même un plan du port de San Lucas pour l'envoyer à Padres.

PEÑA, Cosme

Juriste, arrivé en Haute-Californie en 1834 avec la colonie Híjar-Padrés. Il soutient la révolution d'Alvarado en 1836 – a priori par hostilité contre Luis Castillo Negrete, son rival juriste, et le gouverneur Maríano Chico. Comme Angel Ramirez, il participe à une tentative de contre-révolution à Monterey en juillet 1837, mais une fois la révolte échouée, il redevient un fidèle d'Alvarado.Secrétaire de Alvarado mais remplacé par Prudon en 1837. Alvarado, une fois le territoire pacifié, le nomme en avril 1839 préfet du district sud dont la capitale est Los Angeles. Sa correspondance avec Alvarado nous montre qu'il est loin d'y être accueilli avec enthousiasme, et qu'il a peine à imposer son pouvoir. Avant même de recevoir les instructions du gouvernement général désapprouvant sa nomination, il quitte son poste pour le confier à Tiburcio Tapia.

SPENCE, David

David Spence, écossais d'origine, est arrivé en Californie en 1824, représentant d'une maison de commerce à Monterey. Il s'est mis à son compte en 1827, et s'est considérablement enrichi de son commerce. Baptisé catholique en 1828, il épouse la fille de Maríano Estrada, l'un des notables de

Monterey (le frère de celle-ci est l'alcalde de Monterey dont l'autorité est contestée par Maríano Chico). Au passage, notons que la mère d'Alvarado avait épousé le frère de Maríano en deuxièmes noces, ce qui faisait de Spence une sorte de cousin par alliance d'Alvarado, et dans tous les cas le beau frère de l'alcalde offensé ; sans compter qu'il a été lui-même alcalde l'année précédente. Il a participé à la protection de Monterey contre Solis en 1829, puis été naturalisé en 1830. Il reçoit une concession de terre en 1834, est élu alcalde de Monterey en 1835. En 1836, il est élu membre de l'assemblée territoriale et soutient Alvarado contre Chico.

VALLEJO, Maríano Guadalupe (1807-1890)

Maríano Guadalupe Vallejo est en 1827 cadet à la compagnie de Monterey depuis ses débuts de service en 1824. Il joue un rôle dans le conflit entre Estrada et González : Estrada s'oppose à son emprisonnement lors d'une affaire de séduction, ce qui courrouce González comme une manifestation de favoritisme, un détournement de la loi et un défi à son autorité. Le jeune Vallejo rend également des services à son protecteur, puisque c'est lui que González accuse d'avoir arraché la déclaration qu'il a affichée pour exposer les motifs de sa démission et dénoncer l'insubordination d'Estrada, Arguello et Estudillo. Depuis San Diego, Echeandía soutient Estrada pour obtenir la libération de Vallejo. Lorsque Echeandía doit pallier l'absence des conseillers territoriaux pour réunir un quorum en septembre 1827, notamment pour mettre en accusation Herrera, il fait appel à l'ayuntamiento de Monterey, et l'un des membres du conseil provisoire ainsi élu n'est autre que Maríano Guadalupe Vallejo. La même année, Vallejo est promu alferez (sous-lieutenant) dans la compagnie de San Francisco, mais il reste à Monterey jusqu'en 1830, afin d'occuper un poste à la trésorerie du presidio, probablement encore un effet de sa proximité avec l'habilitado general Estrada (et de leur fronde contre le fonctionnaire des finances). En 1829, son grade, son poste de trésorier, sa proximité avec Estrada et sa distinction par Echeandía font de lui une cible des mutins de Monterey, et il est emprisonné. Travaille pour le commerçant William Hartnell à Monterey. En 1831, en tant que conseiller territorial et disciple de Padrés à San Diego demande de manière insistante et répétée la réunion du conseil territorial au gouverneur Victoria. S'associe aux yorkinos mexicains. Sa signature porte un signe dès 1831-1832. Rédacteur du dossier d'accusation de Victoria par le conseil territorial. À l'arrivée du gouverneur Figueroa en 1833, devient proche de lui. Se voit confier commandement de la frontière nord (ne peut plus siéger au conseil territorial, donc se replie vers carrière militaire). Correspondance importante avec Figueroa. À la mort de Figueroa, contribue à la fabrique du gouverneur Maríano Chico en tyran en 1836. À l'initiative de plans de rébellion au printemps, lors d'une visite à Monterey où il impressionne le gouverneur avec son escorte indienne, mais soutient Alvarado surtout à distance et par son nom. Occupé surtout à la défense du nord. Devient commandant militaire de l'État libre et souverain de Californie. Désapprouve le ralliement au centralisme d'Alvarado en 1837. Est proche de soutenir Carlos Antonio Carrillo en 1838, au nom du gouvernement par les Californiens. Se distancie progressivement d'Alvarado, qui distribue trop de postes publics rémunérés au détriment de la défense du territoire à son goût. En 1840, proteste contre la concession par Alvarado d'un fort à Juan Sutter. Demande au gouvernement la nomination d'un gouverneur et d'un commandant militaire extérieur pour mieux diriger le pays. Constate aux premières loges l'immigration du Missouri. Soutient le gouverneur Micheltorena mais approuve le rejet de ses soldats. Finit par devenir plutôt favorable à l'annexion aux États-Unis. Surpris à Sonoma et fait prisonnier par les « ours » en juin 1846. Il refuse un poste au conseil législatif, mais participe à la campagne en faveur de la réunion d'une convention constitutionnelle. Y est élu pour Sonoma.

25. Capture d'écran d'extractions de la base de données tableur

Il s'agit d'une base de données tableur qui permet de rassembler en un même tableau l'ensemble des personnes rencontrées dans les archives ou dans l'Histoire de la Californie de H. H. Bancroft, qu'il s'agisse d'archives judiciaires, de procès verbaux d'élections, de délibérations. Il n'y a a priori pas les données des correspondances. L'idée n'est pas de réaliser une étude quantitative, vu que la base n'est pas exhaustive mais est un outil de travail complémentaire de la transcription des sources. Elle permet par exemple :

- de faire apparaître des éléments biographiques
- De réaliser une liste des « noms uniques » parmi ceux qui ont occupé des postes, été élus etc pour donner un ordre de grandeur impressionniste d'un pool plus ou moins étendu. On peut par exemple se poser la question s'il y a une évolution par décennie, ou encore comparer la liste des employés à la liste des élus etc.

- Exemple pour le nom de famille uniformisé « Varela »

	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
1	**Date**	**Organe**	**Statut**	**Ordre**	**Mode nom**	**Nom (sour**	**Prénom (source)**	**Nom (uniform**	**Prénom (uniformis**	**lieu**		**Source**
8	1790	Poblador	Solar			Varelas	Casimiro	Varela	Casimiro	Los Angeles		19/349
1660	07/04/36	Pétition	signataire			Barelas	Jose Cervulo	Varela	Servulo	Los Angeles		C-A 64 p. 87
3047	22/09/46	1er rebelles los angeles				Varela	Serbulo	Varela	Serbulo	Los Angeles		22/309
3048	06/09/46	1er rebelles los angeles				Varela	Hilario	Varela	Hilario	Los Angeles		22/309
3063	24/09/46	signataire pronunciamiento				Varela	Serbulo	Varela	Servulo	Los Angeles		22/311
3065	26/09/46	Bataille campo Chino				Varela	Serbulo	Varela	Servulo	Campo Chino		22/313

Les noms et prénoms présentent souvent des variations dans les sources originales. Ces variations sont préservées dans la base, mais les colonnes « nom uniformisé » et « prénom uniformisé » permettent de réunir ces faux doublons si les conditions sont réunies.

VI. Lexique

Abajeños/Abaqueños : habitants du sud, littéralement, du « bas » (*abajo*) de la Haute-Californie. Bien que les frontières en soient floues, le sud commence en général avec le district de Santa Barbara. Mais dans son acception la plus étroite, il peut désigner les districts de Los Angeles et de San Diego, Santa Barbara étant alors considéré comme neutre, ou au milieu.

Alcalde : à la tête du corps municipal (*ayuntamiento*), il a essentiellement des fonctions de juge de première instance. Il porte un bâton qui marque son autorité.

Alferez : grade militaire équivalent de « sous-lieutenant ».

Alta California : nom officiel de la Haute/Nouvelle Californie dans la constitution fédérale mexicaine de 1824. Elle est bornée par le 42e parallèle au nord, la Basse-Californie et la Sonora au sud, le Nouveau-Mexique à l'est. Elle couvre par conséquent les États fédérés actuels de Californie, Colorado, Arizona, Nevada (voir carte).

Angelenos : gentilice des habitants de Los Angeles

Arribeños : habitants du nord, littéralement, du « haut » (*arriba*) de la Haute-Californie. Bien que les frontières en soient floues, le nord commence en général avec le district de Monterey (c'est-à-dire au nord de San Luis Obispo).

Asesor : conseiller juridique. Diplômé de droit, il assiste le gouverneur dans ses attributions judiciaires.

Ayuntamiento (constitucional) : conseil municipal tel que défini dans la constitution de Cadix de 1812.

Baja California : Basse-Californie. Le terme est officiellement adopté plutôt que celui de Vieille- ou Ancienne-Californie (*Vieja California*) dans la constitution fédérale mexicaine de 1824. Ce nom subsiste jusqu'à nos jours.

Baldíos/sítio baldío : terres qui ne sont pas encore occupées et peuvent être considérées comme publiques, pour être distribuées ou utilisées collectivement.

Bando : décret, loi, disposition qui est publié solennellement.

Cabecera : ville qui est à la tête d'une juridiction, d'une circonscription, d'une région (littéralement : celle qui est à la tête).

Californio : gentilice impropre au départ en Castillan qui s'applique d'abord aux Indiens de Vieille- puis de Nouvelle-Californie, puis de manière péjorative, et sous forme d'adjectif aux soldats et colons. Il est réapproprié par eux notamment pour revendiquer un gouvernement local vers 1830-1831. Il est adopté après l'annexion aux États-Unis en 1848 pour distinguer les Californiens des Mexicains, notamment d'un point de vue social et racial. Les Californios sont notamment censés (mais c'est une construction) descendre pour la plupart des Espagnols, et non pas, comme la plupart des Mexicains, d'Indiens, voire de Noirs. Ils sont associés, pendant la période étatsunienne, à l'image pastorale et édénique de la Californie pré-industrielle ou des « Dons » (nobles espagnols) jouissent de la vie et prodiguent l'hospitalité grâce à leurs immenses propriétés et leurs élevages, au son de la guitare et des chants des *señoritas*.

Casa consistorial : maison commune, lieu de réunion des autorités municipales.

Castorero : chasseur de castor, trappeur. Plus généralement, étranger qui a une apparence

déguenillée, traverse les frontières sans autorisation et qui ne réside pas de manière permanente en Haute-Californie. Voir trapicero.

Caudillo : chef de guerre local. Pour les débats historiographiques, voir le numéro de Genèses, 62, 1, 2006.

Chaguanosos : groupe mixte formé d'Amérindiens et de mountain men de diverses origines qui effectuent des raids contre les élevages californiens à partir du milieu des années 1830. Le terme viendrait soit d'une déformation du nom du groupe amérindien Shawnees soit de celui des Utes Sabuanaga. On trouve d'autres graphies ou des variations : Chubanoes, Chaguanos, Chahuanos, Schaouanos.

Cholo : mestizo, issu d'ascendance européenne et indienne. Terme connoté péjorativement utilisé par les Californiens pour désigner les soldats envoyés sur le territoire par le gouvernement pour renforcer la protection de la Californie.

Colegio : séminaire de formation des missionnaires. Le collège où sont formés les franciscains envoyés en Californie est le *Colegio de San Fernando* à Mexico.

Comisario: employé des finances chargé de superviser les finances à l'échelle du territoire de Haute-Californie. Son supérieur est le comisario general, qui réside à Rosario, en Sinaloa. Savoir s'il est aussi le subalterne du gouverneur de Haute-Californie est à l'origine de conflits pendant les années 1820 entre le *comisario* et le gouverneur. Une administration indépendante du gouverneur permet par exemple d'éviter que le gouverneur et le comisario ne favorise des intérêts locaux, voire particuliers plutôt que l'intérêt général national.

Comisionado : chargé d'une mission particulière. Dans le cadre de la sécularisation des missions, personne en charge de la répartition des terres.

Contra Costa : région située à l'est de la baie de San Francisco au nord de San José.

***Diputación* :** conseil de 7 personnes élues indirectement à l'échelle de la province puis du territoire. Son rôle légal est consultatif, mais la « députation » est progressivement vue en pratique comme le dépositaire de la volonté générale et de la souveraineté de l'entité qui l'a élu. La députation est une institution reconnue dans la constitution de Cadix, de 1812, mais pas dans la constitution fédérale mexicaine de 1824. Néanmoins, en l'absence de loi organique ou de constitution pour le territoire de Haute-Californie, c'est toujours la constitution de 1812 qui prévaut pour son organisation intérieure. Ses membres en sont les députés, nom qui est également donné à celui qui est élu pour représenter la Californie au congrès général de Mexico.

Discretorio : organe collégial qui assiste le Guardian

Don : titre honorifique donné à tout noble

Fanega : unité de mesure de volume, notamment des productions agricoles

Fiscal : procureur, représentant des intérêts d'une corporation.

Fuero : privilège de jouir d'une juridiction propre qui permet d'être jugé par ses pairs. *Fuero militar*, *fuero eclesiastico*.

Gefe politico : nom du gouverneur civil à partir de

Genízaro : Amérindien capturé, élevé dans une famille de colons.

Gentil : se dit des Indiens qui ne sont pas convertis au catholicisme.

Guardian : religieux franciscain à la tête du Colegio ; il est assisté par le discretorio.

Habilitado : chargé des comptes et de la répartition des soldes et des provisions dans les presidios. Il est choisi au sein de la compagnie, notamment pour ses facultés à lire, écrire et compter.

Habilitado general : chargé des comptes des presidios à l'échelle de la province puis du territoire ou du département, ainsi que des commandes pour l'ensemble des compagnies. Il est choisi par les officiers, et séjourne soit à Mexico, soit, notamment pendant la guerre, à Guadalajara.

Hijo/a del pais *:* littéralement, « fils du pays » ; individu né sur place.

Juez de campo : juge auxiliaire du juge principal (*alcalde* ou *juez de paz*) qui juge en première instance dans les campagnes.

Juez de paz/juzgado *:* juge de paix. Avec l'adoption du centralisme et la constitution de 1836, les *ayuntamientos* sont remplacés par des juges.

Junta : conseil, instance de délibération collective. « *Junta departamental* » est le nom du conseil qui succède à la diputación après la réforme constitutionnelle de 1836.

Letrado *:* juriste, diplômé en droit.

Majordomo/Mayordomo : en charge des propriétés non distribuées des missions après leur sécularisation.

Néophyte (neofito/a) : Indien baptisé, affilié aux missions, qui travaille et parfois vit dans les locaux de la mission, ou dans un village relocalisé non loin de là.

Nueva California : nom espagnol de la Haute-Californie.

Otra banda (los de) : littéralement, « ceux de l'autre rive, de l'autre bord » ; désigne ceux qui viennent du reste du Mexique. S'oppose, de manière plutôt péjorative, aux « fils du pays » et Californios.

Pais : « pays », mais plutôt au sens de la « petite patrie » pendant cette période.

Paisano : selon le contexte, civil, par opposition à militaire ; compatriote, du même pays (petite patrie).

Partido : district électoral, notamment pour les élections indirectes à la députation. Un « elector de partido » est ainsi élu par les électeurs municipaux de son district pour voter pour la liste des députés territoriaux et au Congrès national, avec leurs suppléants.

Plaza : place centrale d'un pueblo où sont proclamés les bandos. Elle est souvent entourée de la casa consistorial et de l'église. Les élections s'y tiennent.

Poblanos : du « pueblo ». Nom parfois donné aux habitants de Los Angeles.

Presidio : fort militaire

Pronunciamiento *:* d'après Marie-Danielle Demélas, pratique née en Espagne, en 1820. Il s'agissait, pour les militaires libéraux qui l'inventèrent, de se prononcer contre l'absolutisme et pour le retour à un régime constitutionnel. Rapidement adoptée dans l'ensemble de l'univers hispanique, la pratique quitta les casernes pour l'univers civil. Elle exprimait dès lors la volonté du *pueblo* contre un pouvoir abusif. Clément Thibaud le définit ainsi : la publication formalisée par écrit de l'opinion d'un corps politique concernant une circonstance extraordinaire Voir Demélas et Thibaud.

Pueblo : municipalité. La juridiction d'une municipalité comprend à la fois le chef-lieu et le district rural qui l'entoure.

Rancho : pour désigner une exploitation agricole, il s'agit d'un Américanisme. En Espagnol classique, le terme signifie d'abord un cercle de personnes qui mangent ensemble, notamment dans le cadre militaire ou naval, mais aussi du travail ouvrier ou agricole. Le terme vient du Français « se ranger » au sens de s'installer. Il sert pour désigner en Espagne puis en Amérique les lieux de vie (temporaires), notamment des Indiens puis les lieux de vie ruraux des colons. Il ne s'agit pas nécessairement d'exploitations d'élevage. Par extension, peut aussi désigner un lieu-dit. Le terme anglais *ranch* est un emprunt à l'espagnol.

Razón (Gente de) : littéralement, « doué de raison », par opposition à « sin razón ». Désigne la population californienne d'origine européenne, d'une manière générale les colons et les soldats, sans distinction d'origine.

Razón (Gente sin) : littéralement « sans raison », désigne les Indiens en Californie.

Regidor : charge municipale. Le regidor assiste l'alcalde et fait partie du conseil municipal.

Rifleros : littéralement, ceux qui portent un fusil. Plus précisément, dans le contexte californien, ompagnie d'étrangers, souvent étatsuniens, marins déserteurs, recrutés par John Graham entre Monterey et San Juan Bautista en octobre-novembre 1836 pour assister Juan Bautista Alvarado dans sa révolte contre le gouverneur Nicolas Gutierrez.

Secretario : employé chargé de rédiger les comptes-rendus et la correspondance, de faire des copies de documents. Il s'agit d'un rôle stratégique pour l'administration d'un territoire lointain et dont mêmes les communications internes sont difficiles. Le gouvernement ne dispose d'une imprimerie, mais pas forcément du personnel qualifié ni de l'encre et du papier nécessaires, à partir des années 1830. Les secrétaires sont souvent, dans le cas du commandement général et du gouvernement politique des seconds, des vice-gouverneurs ou commandants dans les faits. Hommes de confiance, ils n'ont pas dans ce cas seulement un rôle de copiste mais sont aussi conseillers voire ont une certaine marge de décision.

Sécularisation : transformation des missions franciscaines de communautés religieuses en communautés villageoises (*pueblos*) servies religieusement par un curé. La sécularisation peut soit signifier que le travail collectif continue sous la direction d'un administrateur laïque, soit que les terres sont distribuées pour être travaillées par les familles individuellement.

Senior vocal : il s'agit de celui, parmi les conseillers territoriaux dans leur deuxième année de mandat (les conseillers sont élus pour deux ans, le conseil est renouvelé par moitié chaque année), qui a été élu au premier rang. Les conseillers sont en effet élus à une place donnée. En l'absence du *gefe político*, le senior vocal préside les séances du conseil. C'est à ce titre que le *senior vocal* peut être amené à remplacer le gouverneur en cas de décès ou d'incapacité, un recours légal que les Californiens apprennent à utiliser en 1832 puis en 1835-1836.

Sindico: défenseur (procureur) des intérêts d'une corporation. Ici, soit les missions, soit les *ayuntamientos*. Le *sindico* est une charge élective et renouvelable chaque année des *ayuntamientos constitucionales*.

Squatter : personne qui s'installe sur des terres dont il n'a pas le titre de propriété et qui appartiennent formellement à autrui.

Temporalidades : par référence au pouvoir temporel, par opposition au pouvoir spirituel des frères franciscains. Gestion de la mission comme unité productive, économique.

Tertulia : réunion d'amis ou de membres d'une famille pour converser, jouer, passer le temps. À partir du XVIII[e] siècle, prend aussi le sens de sociabilités de personnes désirant apprendre ou débattre sur une matière ou un thème, scientifique, littéraire, politique et qui discutent librement.

Trapicero : trappeur

Tular/Tulares : Il s'agit de la vallée centrale de Californie. Le terme « tulares » est une référence à la végétation de ce milieu humide, qui à la saison des pluies (en hiver) se transforme en vaste lac et en zones marécageuses. Les joncs qui y poussent sont en effet appelés « tule » en Espagnol.

Vagos : personnes sans occupation, ni moyen de subvenir à ses besoins, ni lieu de résidence fixe connus. Ils sont sujets à un contrôle et certaines dispositions légales permettent de les enrôler pour l'armée et les travaux publics.

Vaquero : vacher

Vecindario : voisinage, ensemble des *vecinos* d'un *pueblo*. (voir ces mots)

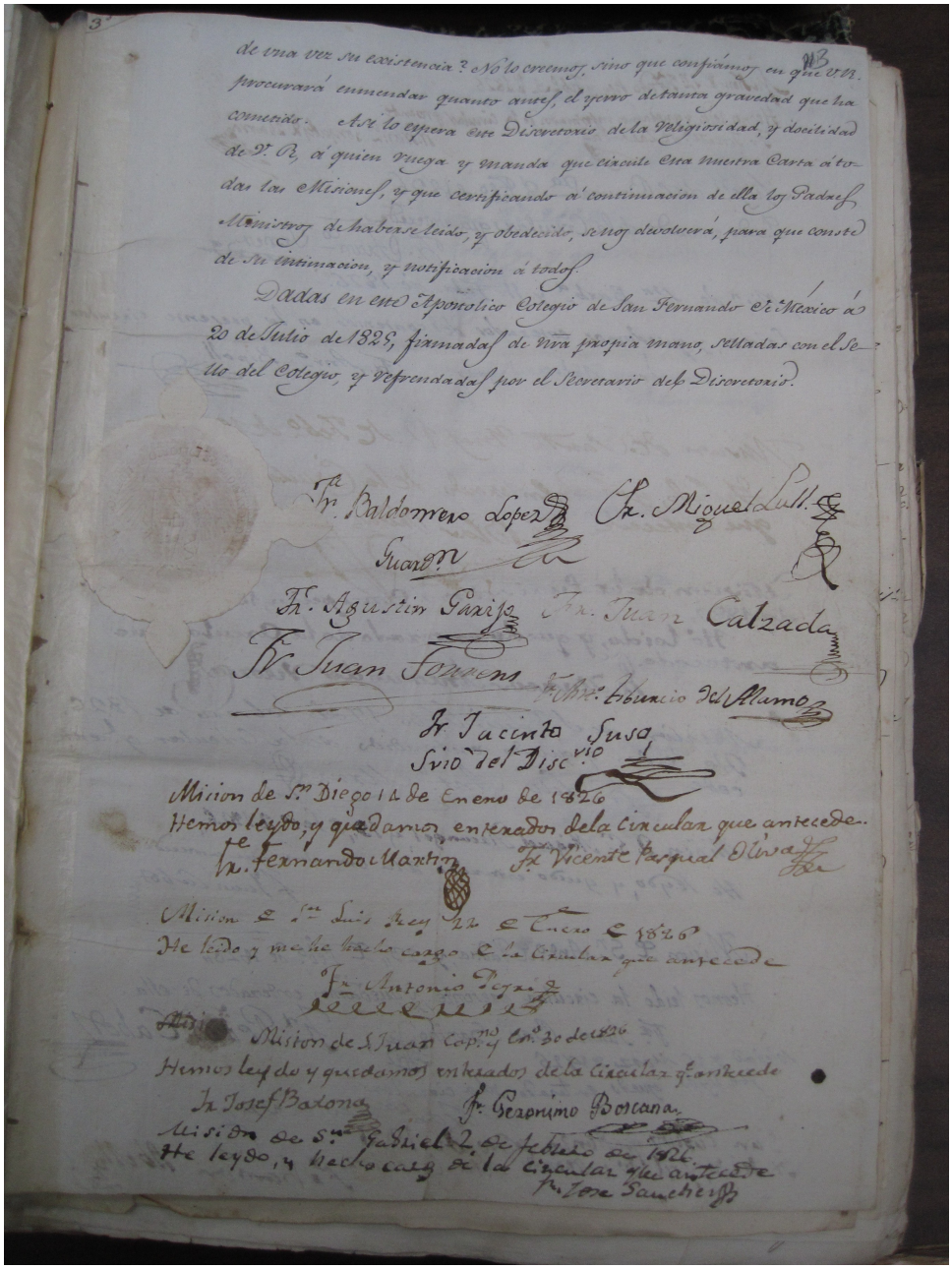
Vecino : membre du *pueblo*.

Vieja California :nom espagnol de la Basse-Californie.

Vocal : littéralement, celui qui dispose de droit d'une voix dans un conseil. Selon les cas, membre, conseiller, député. En particulier, membre élu du conseil territorial.

VII. Exemples de sources

26. Exemple d'une ettre circulaire des missionnaires (1826)



de una vez su existencia? No lo creemos, sino que confiamos en que VR. procurará enmendar quanto antes, el yerro de tanta gravedad que ha cometido. Así lo espera este Discretorio de la Religiosidad, y docilidad de VR, á quien ruega y manda que circule esta nuestra Carta á todas las Misiones, y que verificando á continuacion de ella los Padres Ministros de haberse leido, y obedecido, se nos devolverá, para que conste de su intimacion, y notificacion á todos.

Dadas en este Apostolico Colegio de San Fernando de Mexico á 20 de Julio de 1825, firmadas de mra propia mano, selladas con el Sello del Colegio, y refrendadas por el Secretario del Discretorio.

Fr. Baldomero Lopez
Guardian
Fr. Miguel Luis
Fr. Agustin Garcia
Fr. Juan Calzada
Fr. Juan Fonsens
Fr. Vicente Eburcio del Alamo
Fr. Jacinto Suso
Srio del Disc.vio

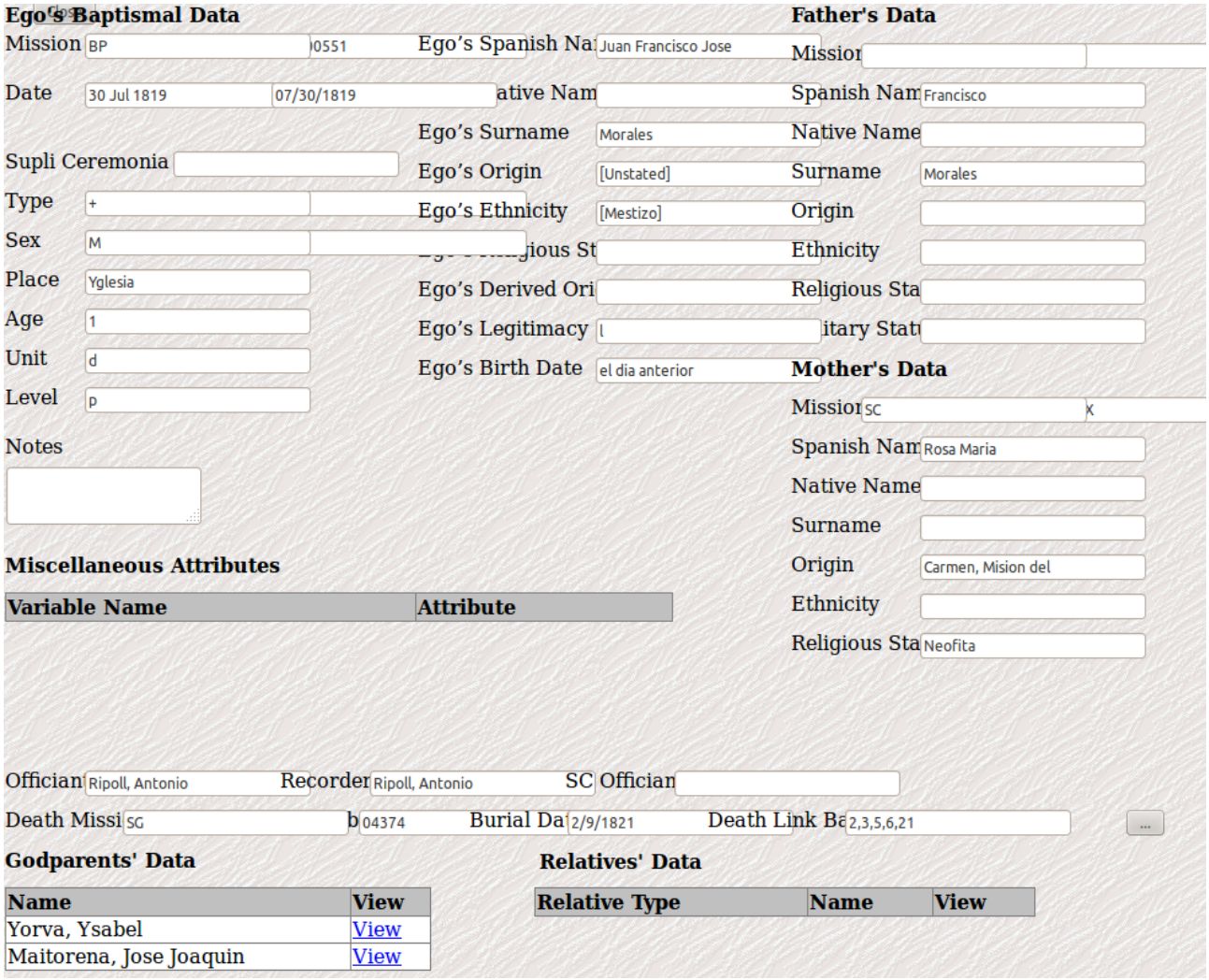
Mision de S.n Diego 14 de Enero de 1826
Hemos leydo, y quedamos enterados dela Circular que antecede.
Fr. Fernando Martin
Fr. Vicente Pasqual Oliva

Mision de S.n Luis Rey 22 de Enero de 1826
He leido y me he hecho cargo de la Circular que antecede
Fr. Antonio Peyri

Mision de S.n Juan Cap.no y Cn.o 30 de 1826
Hemos leydo y quedamos enterados de la Circular q.e antecede
Fr. Josef Badona
Fr. Geronimo Boscana

Mision de S.n Gabriel 2 de febrero de 1826
He leydo, y hecho cargo de la Circular q.e antecede
Fr. Jose Sanchez

27. Extrait de la base de données numérisée « Early California Population Project »



Ego's Baptismal Data

Mission: BP 0551
Date: 30 Jul 1819 07/30/1819
Supli Ceremonia:
Type: +
Sex: M
Place: Yglesia
Age: 1
Unit: d
Level: p
Notes:

Ego's Spanish Na: Juan Francisco Jose
ative Nam:
Ego's Surname: Morales
Ego's Origin: [Unstated]
Ego's Ethnicity: [Mestizo]
ious St:
Ego's Derived Ori:
Ego's Legitimacy: l
Ego's Birth Date: el dia anterior

Father's Data

Mission:
Spanish Nam: Francisco
Native Name:
Surname: Morales
Origin:
Ethnicity:
Religious Sta:
itary Stat:

Mother's Data

Mission: SC X
Spanish Nam: Rosa Maria
Native Name:
Surname:
Origin: Carmen, Mision del
Ethnicity:
Religious Sta: Neofita

Miscellaneous Attributes

Variable Name	Attribute

Offician: Ripoll, Antonio
Recorder: Ripoll, Antonio
SC
Offician:
Death Missi: SG
b: 04374
Burial Da: 2/9/1821
Death Link Ba: 2,3,5,6,21

Godparents' Data

Name	View
Yorva, Ysabel	View
Maitorena, Jose Joaquin	View

Relatives' Data

Relative Type	Name	View

28. L'Histoire de la Californie de H.H. Bancroft (vol. 2), 1886

owned by citizens and rancheros had increased to 10,000 in 1823, and in 1830 to over 40,000.[2]

There are more items of interest extant respecting municipal affairs in Los Angeles for this than for earlier periods, though they are still fragmentary. Not even a complete list of pueblo officials can be formed. While the change in national system had practically no effect on that of municipal government, yet the growth of what were supposed to be republican ideas did not make of Los Angeles a better governed and more orderly community than before, but had rather the opposite tendency. Besides the ordinary difficulties of enforcing police regulations and restraining the unruly element of town population, there were frequent troubles at elections, dissensions between officials, conflicts between civil and military

[2] All is not clear, however, in statistics of population. An official report in *St. Pap., Miss.*, MS., v. 39, which I have followed, gives the population of the pueblo proper as 258 men, 264 women, and 242 children; total, 764; ranchos, 237; Indians, 198; total de razon, 1,001. There is a report for 1824 in *Sta Clara, Parroquia*, MS., 57–8, which makes the total 837, which, though the contrary is implied, may include Indians and thus agree well enough with my figures for 1830. There are, however, three reports for 1827–8, which present difficulties. One *padron* of 1828, in *St. Pap., Miss.*, MS., v. 27, precisely similar to that of 1830, makes the population of the pueblo, exclusive of Indians, 881, and the total, including the ranchos, 1,007. So far the difficulty is removed by the probability that San Gabriel is included with the pueblo, as it is not included in a report for San Diego the same year, in *Prov. St. Pap., Presid*, MS., i. 98. The original official report for 1827, in *Bandini, Doc. Hist. Cal.*, MS., 6, makes the total 1,170, probably including 350 Indians, but not the population of San Gabriel. I suppose the 820 de razon to include 700 for the pueblo and 120 for the ranchos, and thus both these authorities fall into line after a fashion. But the report for 1828 in *Wilkes' Nar. U. S. Explor. Exped.*, v. 555, gives a total of 1,388 inhabitants de razon, and I am obliged to suppose there is an error in the figures, as indeed is not unlikely.

Robinson, *Life in Cal.*, 36, says Los Angeles had about 1,500 inhabitants in 1829. Pattie, *Narrative*, 215, says he vaccinated 2,500 persons here in 1828. Duhaut-Cilly estimated the population at about 1,000 in 1827, including 200 Indians. *Viaggio*, ii. 98. In Dec. 1824 President Sarría speaks of Los Angeles as having nearly 1,000 gente de razon, with the best lands in the province and large private ranchos; yet this region does nothing for the troops and the missions are impoverished by excessive exactions. *Arch. Arzob.*, MS., iv. pt. ii. 123. The foreigners resident at Angeles and San Gabriel were José Chapman, W. A. Richardson, Jos. V. Lawrence, Isaac Galbraith, Wm. Welch, Joaquin Bowman, J. B. Leandry, John Temple, Geo. Rice, Wm. Fisher, Jesse Ferguson, John Haley, John Davis, Richard Laughlin, Fred. Roland, and Louis Bauchet. See *Hist. Cal.*, chap. vi. vol. iii. this series. Livestock in 1823: 10,623 cattle, 3,130 horses and mules and asses, 468 sheep. *Guerra, Doc. Hist. Cal.*, MS., (i.) 122; in 1830, 42,903 cattle, 3,057 horses and mules, 2,469 sheep. *St. Pap. Miss.*, MS., v. (297).

29. Le *Pioneer Index* de Hubert H. Bancroft

Ánzar (José Ant.), 1832, Mex. friar of the Guadalupe college, who seems to have come at least a year before the other Zacatecanos under circumstances of which I find no record. He was in charge of a Sonora mission in 1824, and was possibly a member of the Querétaro col. transferred after his arrival. His missionary service was at S. Luis Rey in '32, and at S. Juan B. from '33, though in '44–6 he also had charge of Sta Cruz and S. Cárlos. He was also president of the Zacatecanos from '43. His name appears as curate on the S. Juan books till 1855, when I suppose he left Cal. Though involved in occasional troubles, P. Ánzar seems to have been a priest of fair character and abilities. See mention in iii. 250, 317, 622, 691; iv. 372, 453, 460, 553, 565, 638, 640, 657, 661–2.

Ánzar (Juan María), brother of the padre; grantee of Aromitas, etc., in '35, and of Sta Ana, etc., in '39. iii. 676, 679, 713; juez, acting at times as prefect, in '39–41 at S. Juan. iii. 661, 675, 693; suplente of the junta in '42–3. iii. 296; iv. 361. He was described in Larkin's *Notes* of '45 as a man of wealth and character, favoring the U. S. cause. I find no trace of him after '52, when he was claimant for certain ranchos; but in '53 María Ant. de Ánzar appears as cl. for others—apparently his widow, and daughter of A. M. Castro; though A. is said by Larkin to have been married in Mex.

Apalátegui (Antonio), 1834, Span. clerk, age 33, who came from Mex. with the H. & P. colony (iii. 259, etc.); leader in the Los Ang. revolt against Gov. Figueroa in '35, for which he was exiled to Mex. iii. 284–90. Apis (Pablo), S. Luis Rey neoph. and chief; grantee of Temécula in '45. iii. 617, 621, 624. Apolinario (Mariano), Dom. friar of B. Cal. at S. Diego 1791–1800. i. 655. Aquino (Tomás), Span. friar who acted as chaplain in Vizcaino's exped. 1602–3. i. 98, 102.

Araiza (Francisco), 1840, Mex. shop-keeper at Mont., who in '42–5 made some money under the patronage of Col Tellez; militia officer and juez in '44–5. iv. 652–6. His wife was a daughter of Capt. Segura; but soon after '46 he left his fam. and went to Mex. Aralde (Eno), doubtful name in a Los Ang. list of '46. Aralon (Wm), 1829, mr of a schr. at S. Pedro. iii. 135.

Aram (Joseph), 1846, native of N. Y., and overl. immig. from Ill. (v. 256–30), with his family. He organized and commanded a comp. of volunteers to garrison Sta Clara and protect the families of immigrants serving in the batallion '46–7, and took part in the 'battle' of Sta Clara. v. 378–81. A firm of Aram & Belcher at Mont. is ment. in '47. A miner in '48; a member of the constitutional convention in '49, and later of the 1st legislature. Then he became a farmer near S. José, where he still lived in '85. His wife died in '73.

Arana (Antonio), 1823, mr of the *Sta Apolonia*, who down to '41 had not accounted for a consignment of mission products. ii. 492, 619. Arana (Gregorio), Span. at Mont. in '36. A. (José), at Mont. '35. iii. 674; grantee of Rincon de S. Pedro, Sta Cruz, '42. iv. 656; in trouble '45. iv. 653. Aranda (María P.), 1798. i. 606.

Araujo (Buenaventura), 1834, Mex. naval capt. who came with the H. & P. colony (iii. 259, et seq.) to take com. of the Cal. fleet—of the future. Involved in the troubles of '35, he was sent to Mex. by Figueroa. iii. 266–7, 271, 281, 288–9, 378. In '38 com. of a battery at S. Juan de Ulúa; and in '47 distingnished himself during the bombardment of V. Cruz by Scott.

Araujo (Francisco), 1833, Mex. cadet with Figueroa, and ayud. de plaza at Mont. iii. 672. In '36 he was com. of the vigilante force at Los Ang., incurring the displeasure of Gov. Chico, and perhaps sent out of the country. iii. 418, 432. Arce (Bernardo), Span. who died at S. José in '57, said to have favored the Amer. in '46–7. *S. F. Bulletin.* Arce (Eugenio), settler at S. Juan Cap. '41. iv. 626.

Arce (Francisco C.), 1833, Mex. of L. Cal., who came at the age of 11 and was educated at Mont. by P. Real and at Romero's school. From '39 to '45 employed as clerk, often acting as sec. in the offices of gov. and prefect. iii. 675; iv. 294, 354. In '44 grantee of Sta Isabel rancho, and also employed to collect debts due the missions. iv. 423, 656. He declined to take part against Micheltorena. iv. 460; and after that officer's departure in '45 became sec. ad.

30. Journal mexicain reproduisant les débats au Congrès (*Águila Mexicana*, 13 janvier 1824)

(NUM. 274)

AGUILA MEXICANA.

PERIODICO CUOTIDIANO POLITICO Y LITERARIO.

MARTES 13 DE ENERO DE 1824.=4.° Y 3.°

S. Gumesindo Presb.=C. II. en Ntra. Sra. de Guadalupe.

HEMEROTECA NACIONAL MEXICO

☞ Se reciben suscripciones en México en la oficina del periodico calle de Medinas núm. 6. Los precios para la capital son, veinte reales por un mes, siete ps. cuatro rs. por tres, catorce ps. por seis, y veinte siete por un año: para los foraneos se aumentarán seis rs. por mes, dos ps. por trimestre, tres ps. cuatro rs. por seis meses y seis ps. por un año. Recíben suscripciones en Guadalajara D. Francisco Venancio del Valle, en Puebla D. Pedro Garmendia en Veracruz D. Pedro del Paso y Troncoso, en Orizava D. Juan Cortes de la Aguila, en Goatemala D. Antonio Batres, en Leon de Nicaragua D. Manuel Bolaños, en Ciudad Real D. Pedro Lazus, en Querétaro D. Manuel Garcia de Orge, en Valladolid D. Gaspar Alonso Cevallos, en Zacatecas D. Marcos Esparza, en S. Luis Potosí D. Mariano Lozano en Guanajuato, D. Miguel Llorente y en Monterey D. Pedro Jose Morales, y en Durango, Dr. D. Francisco Landa.

VITAM IMPENDERE VERO.

Concluye la sesion del dia 10 *de enero de* 1824.

Habiendo preguntado el Sr. Mier si ya tenian instrucciones de las provincias de que se trata, y principalmente de las Californias, cuyas provincias no han enviado diputado, dijo el Sr. Elorriaga que tiene la instruccion suficiente, y que no se hallaba en obligacion de esperar las de su provincia, porque sus poderes no lo ligan á ellas, bien que quiso esperarlas, para proceder de acuerdo, y tener esa nueva guia. Que aunque no hay en el Congreso diputados nombrados por las Californias, debia tenerse presente que cada uno de los que componen el Congreso representan á toda la nacion, y están obligados á ver por la felicidad de todas las provincias sin distincion alguna.

El Sr. Martinez de Vea manifestó que las Californias han representado al gobierno que no se hayan en disposicion de enviar diputados por falta de sugetos; y que en efecto entre los pocos habitantes de aquellos territorios apenas hay quien sepa leer. Que su señoria tenia la instruccion suficiente de aquellas provincias por el conocimiento personal y por las relaciones que ha tenido y tiene en ellas, y asi puede satisfacer todas las dudas que ocurran.

El Sr. Gonzalez Caralmuro fué de sentir que se formaran dos estados, compuestos el uno de la baja California unida con Sinaloa y el otro de la alta California unida con Sonora, lo cual seria mas cómodo y proporcionado; quedando uno y otro de dichos estados con una poblacion pequeña aunque siempre desproporcionada al terreno.

El Sr. Gomez Farias espuso que ni Sonora y Sinaloa no podrán ministrar á las Californias los recursos que necesiten, y asi quedará muy débil el estado compuesto de esas nuevas provincias, por lo cual le parecia mejor que las Californias quedarán en clase de territorios subsistiendo inmediatamente al gobierno general de la federacion, hasta que tuvieran las calidades necesarias para ser estados como se practica en Norte-América.

El Sr. Ramos Arizpe insistió sobre la situacion y feracidad de las Californias, sobre la importancia de su comunicacion con Sonora y Sinaloa: llamó la atencion de la Asamblea á la necesidad de contener á los Rusos que tienen establecimientos un establecimiento cercano; á las ventajas que se pueden sacar del comercio con la Asia por aquellos puertos, y á las precauciones que demandan los puntos de comunicacion con los estrangeros, que pueden tener miras perjudiciales á nosotros. Que por tanto era preciso unir á las Californias con Sonora y Sinaloa para que juntas formaran un estado robusto, y tuvieran un gobierno cercano, capaz de velar sobre la seguridad y prosperidad de aquellos paises. Que la confederacion como interesada en esos objetos, y principalmente en evitar invasiones estrangeras podrá y aun deberá ausiliar á dicho estado con lo necesario para el pago de tropas, y para obras convenientes á su fomento. Pidió que por tanto se aprobara el artículo.

Tambien lo recomendó el Sr. Martinez de Vea, como muy acomodado á las circunstancias de aquellas provincias.

El Sr. Paz hizo presente que Sonora y Sinaloa están tan lejos de poder ausiliar á las Californias que ellas mismas necesitan de ausilio, como lo manifestaron y pidieron sus diputados en el anterior Congreso, segun consta de una memoria suya que corre impresa. Subscribió por tanto á la indicacion del Sr. Gomez Farias.

El Sr. Bustamante (D. C.) fué de sentir que para resolver este punto se tuviese á la vista un espediente que citó, en que se hallan documentos muy importantes.

El Sr. Espinosa tambien pidió que se suspendiera votar el artículo por lo respectivo á las californias, sobre las cuales tenia que hacer varias observaciones; pues en el pronto no podia decirlas por no haber traido sus apuntes, como que este negocio no estaba anunciado. Que de tal suspension no se seguia perjuicio, porque aun faltaban varios puntos para concluir el acta.

La comision convino en suspender lo respectivo á las Californias, y se aprobó el artículo en cuanto á Sonora y Sinaloa.

Sobre el estado del norte dijo el Sr. Mier que deseaba saber la poblacion de nuevo México, y su distancia de Durango y Chihuahua, advirtiendo que el diputado de aquella provincia parece que resistia el que se uniera con alguna de las otras dos, segun puede verse en una memoria que presentó; y ademas debia tenerse en consideracion que nuevo México está invitada por los Estados-unidos para confederarse con ellos.

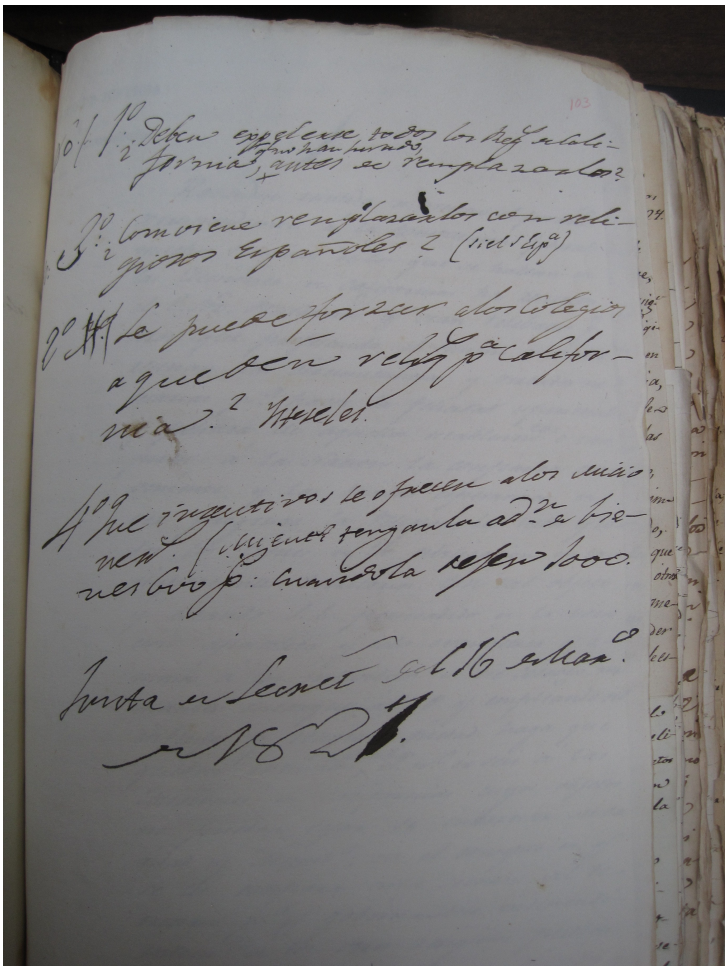
El Sr. Ahumada contestó que la capital de nuevo México dista 300 leguas de Chihuahua, y esta dista de Durango poco mas de 200. Que nuevo Mévico no llega á 40 mil almas de poblacion, y que Durango y Chihuahua juntas tienen 300 mil.

La parte del artículo fué aprobada salvando su voto el Sr. Mier en cuanto á nuevo México.

Se dió cuenta con los siguientes oficios del mi-

31. Archivo General de la Nación : Compte-rendu d'une réunion ministérielle concernant la politique à adopter vis-à-vis des missionnaires en Californie (1827)

Source : Justicia y Negocios Eclesiasticos 44 ½, 16 mars 1827



1) Tous les religieux de Californie qui n'ont pas juré doivent-ils être expulsés avant d'être remplacés ? *Non.*

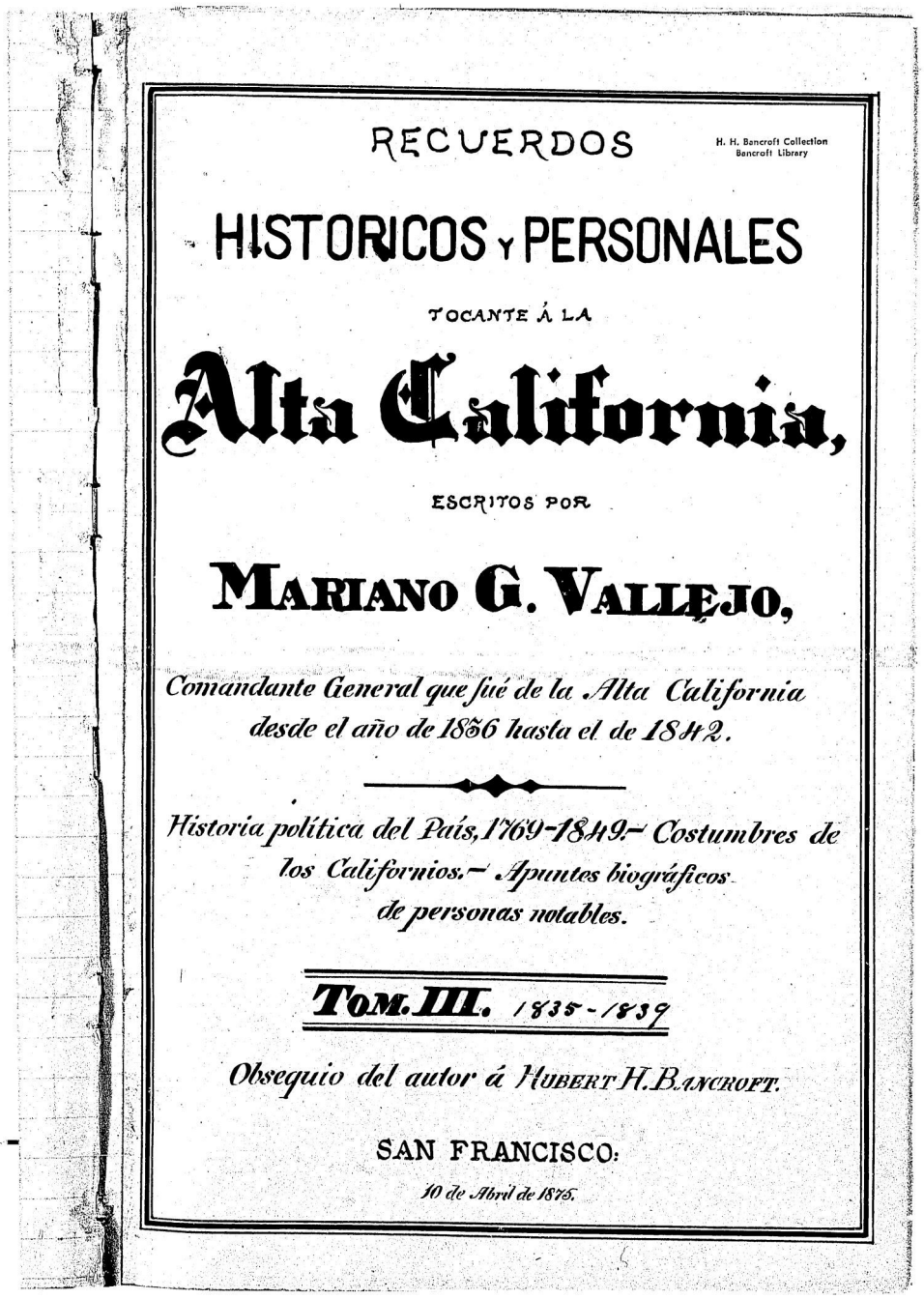
2) Peut-on obliger les collèges à envoyer des religieux pour la Californie ? *Leur demander instamment*

3) Convient-il de les remplacer par des religieux espagnols ? *Non (Oui, pour M. Espinosa)*

4) Quelles incitations peut-on offrir aux missionnaires ? *(tant qu'ils sont aussi administrateurs, 600 pesos, quand ils n'auront plus cette charge, 1000)*[4]

4 Transcription : « *1) Deben expelerse todos los religiosos de California que no han jurado antes de reemplazarlos ? No ; 2)Se puede forzar a los colegios a que religiosos para California ? Insteseles ; 3) Conviene reemplazarlos con religiosos españoles ? No (si, el S Espinosa) 4) Que incentivos se ofrecen a los misioneros (mientras tengan la administracion de bienes 600 pesos, cuando la dejen 1000).* En italique dans ma traduction, les réponses données aux questions à l'ordre du jour. Espinosa était le ministre de la justice et des affaires ecclésiastique.

32. Premières pages du troisième tome de l'histoire de Californie de Maríano Guadalupe Vallejo



RECUERDOS

H. H. Bancroft Collection
Bancroft Library

HISTORICOS Y PERSONALES

TOCANTE Á LA

Alta California,

ESCRITOS POR

MARIANO G. VALLEJO,

Comandante General que fué de la Alta California desde el año de 1836 hasta el de 1842.

Historia política del País, 1769-1849.— Costumbres de los Californios.— Apuntes biográficos de personas notables.

TOM. III. 1835-1839

Obsequio del autor á HUBERT H. BANCROFT.

SAN FRANCISCO:

10 de Abril de 1875.

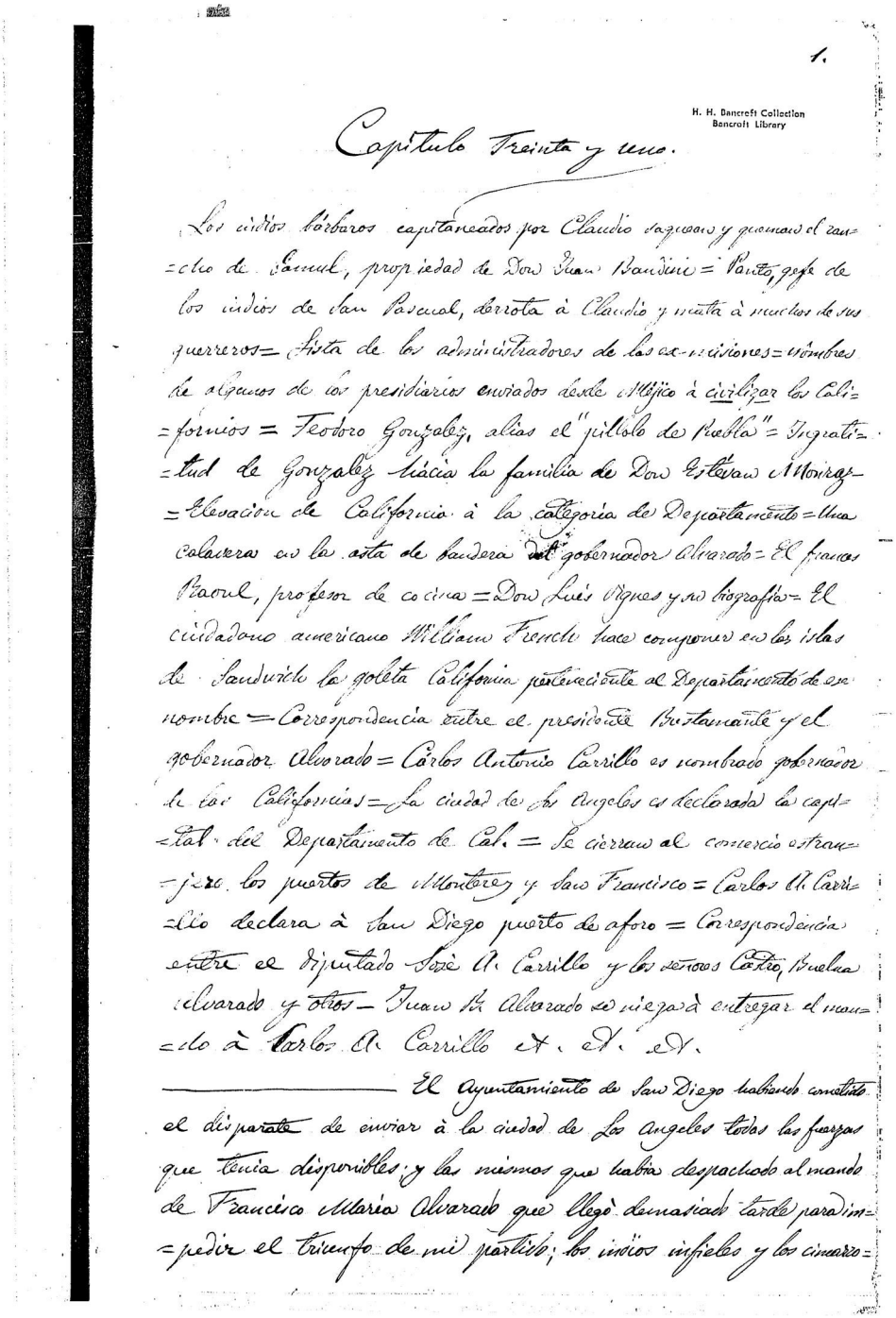
H. H. Bancroft Collection
Bancroft Library

seis de 1832 = fiestas en San Diego = M. G. Vallejo deja la esposa y sale á campaña = Brindis del Com^te General Echeandia = M. G. Vallejo regresa al seno de la familia ed. ed. B.

Habiendo asumido el mando en gefe de la República mexicana el general Bustamante, candidato de las logias escocesas que habian iniciado la revolucion en contra del Presidente Guerrero proclamando el plan de Jalapa, creyeron los misioneros llegada la hora de hacer toda vela para derrocar al gobernador Echeandia; y como los gefes del partido escocés habian durante el interregno del general Guerrero recibido sendos auxilios pecuniarios á manos de los padres ministros de las misiones de la Alta California, ellos no titubearon en conceder su pedido é hicieron nombrar al señor teniente coronel Manuel Victoria, gobernador de las Californias.

Era D^n Manuel Victoria de color negro, habia recibido una educacion menos que mediana; sin embargo, su valor era á toda prueba y rayaba en arrojo; cosa muy comun en esos dias, pues recien sacudido el yugo del gobierno español, habia en toda la extension de la República mexicana muchos millares de guerrilleros que preferian ~~[illegible]~~ mas bien batirse que comer

33. Juan Bautista Alvarado, *Historia de California*, 1876 (1ère page du 4e volume)



1.

H. H. Bancroft Collection
Bancroft Library

Capitulo Treinta y uno.

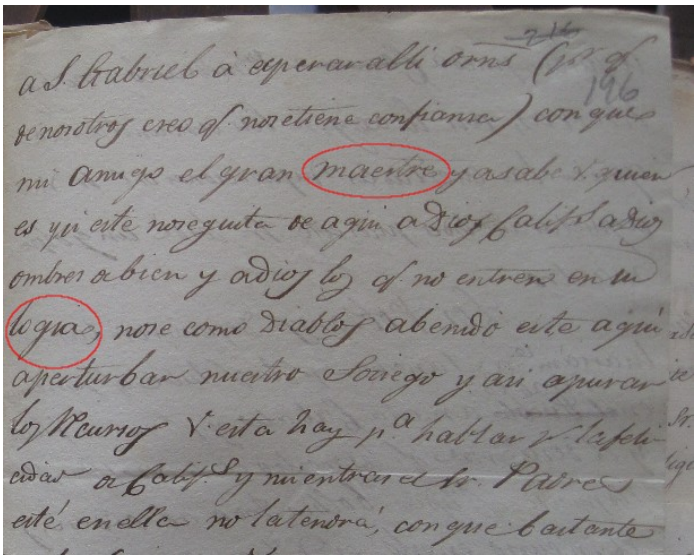
Los indios bárbaros capitaneados por Claudio sagueam y gruman el ran=
=cho de Samuel, propiedad de Don Juan Bandini = Pauto, gefe de
los indios de San Pascual, derrota á Claudio y mata á muchos de sus
guerreros = Lista de los administradores de las ex-misiones = Nombres
de algunos de los presidiarios enviados desde Méjico á civilizar los Cali=
=fornios = Teodoro Gonzalez, alias el "jilolo de Puebla" = Ingrati=
=tud de Gonzalez hácia la familia de Don Estevan Moraga=
= Elevacion de California á la categoria de Departamento = Una
calavera en la asta de bandera del gobernador Alvarado = El frances
Raoul, profesor de cocina = Don Luis Argüello y su biografia = El
ciudadano americano William Heath Davis hace componer en los islas
de Sandwich la goleta California perteneciente al Departamento de ese
nombre = Correspondencia entre el presidente Bustamante y el
gobernador Alvarado = Cárlos Antonio Carrillo es nombrado gobernador
de las Californias = La ciudad de los Angeles es declarada la capi=
=tal del Departamento de Cal. = Se cierran al comercio estran=
=jero los puertos de Monterey y San Francisco = Carlos A. Carri=
=llo declara á San Diego puerto de abrigo = Correspondencia
entre el diputado José A. Carrillo y los señores Castro, Pinelo
Alvarado y otros = Juan B. Alvarado se niega á entregar el mun=
=do á Carlos A. Carrillo &c. &c. &c.

El Ayuntamiento de San Diego habiendo cometido el disparate de enviar á la ciudad de Los Angeles todas las fuerzas que tenia disponibles y las mismas que habia despachado al mando de Francisco Maria Alvarado que llegó demasiado tarde para dis=
=pedir el triunfo de su partido; los indios infieles y los cimarro=

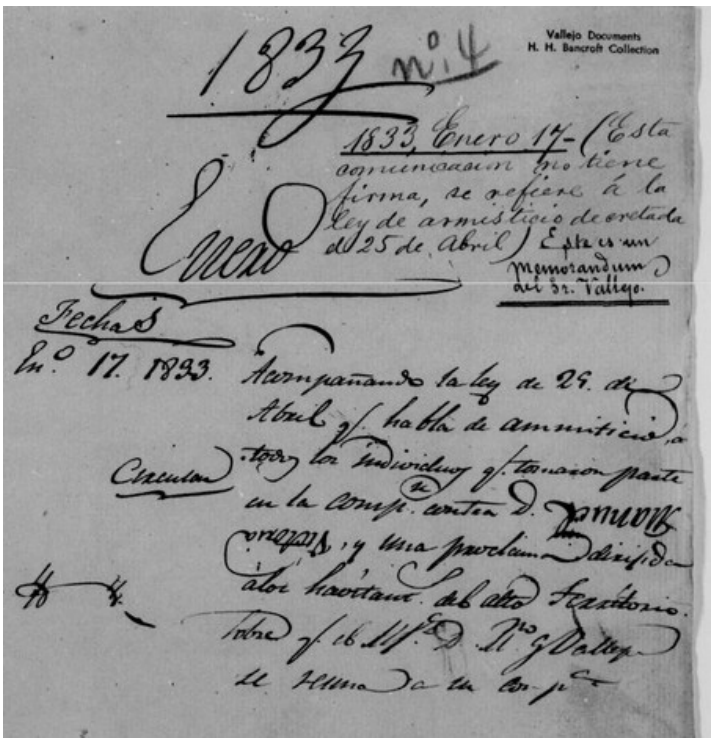
34. Dossier d'archives concernant des organisations secrètes possiblement maçonniques en Californie pendant les années 1830

La mention d'une loge et des pratiques d'écriture parmi un petit nombre de Californiens entre 1831 et 1838

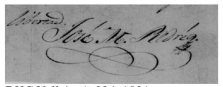
- Une lettre qui mentionne explicitement une « loge » et un « grand maître » (Santiago Argüello à Carlos A. Carrillo, 22 mai 1831, San Diego – AGN, Justicia y Negocios Eclesiasticos, 100)



- En 1832, écriture à 180° du nom d'un ennemi politique (DHC MGV, 2, 4, 1833)

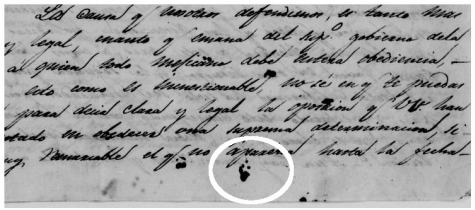


Le premier indice est la présence de points en forme de triangle dans la correspondance, notamment dans les signatures, à partir de 1831.



DHC Vallejo, 1, 234, 1831

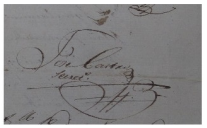
DHC Vallejo, 5, 32-1, 1838



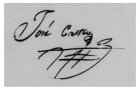
DHC Vallejo, 5, 30, 1838

D'autres signatures portent, parfois en association à ces trois points en triangle, un signe en forme de quadrillage

DHC Vallejo, 1, 237, 1831



AGN, GL 120, 19, 1832

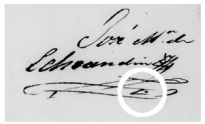


DHC Vallejo, 3, 262, 1836

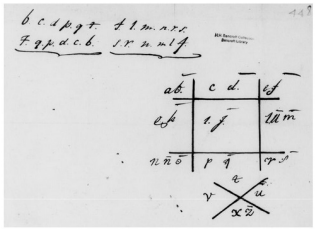
DHC Vallejo, 4, 1, 1837

Ce quadrillage fait à son tour penser à un code, connu comme "le code des Franc-Maçons", ou encore "parc à cochons", qui se trouve dans les papiers personnels de l'un d'entre eux, Mariano G. Vallejo

La présence d'un autre signe dans la signature du gouverneur José María Echeandía tend à confirmer qu'il s'agit de signatures codées

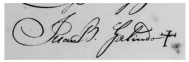


DHC Vallejo, 1, 216, 1831

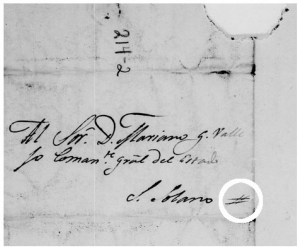


DHC Vallejo, 14, s.d.

Mais il existe aussi d'autres signes, qui apparaissent plus tardivement, et qui ne correspondent pas à ce schéma. Par exemple, cette croix à côté de cette signature. Une telle croix peut aussi faire référence à un signe maçonnique.



DHC Vallejo, 5, 28, 1838

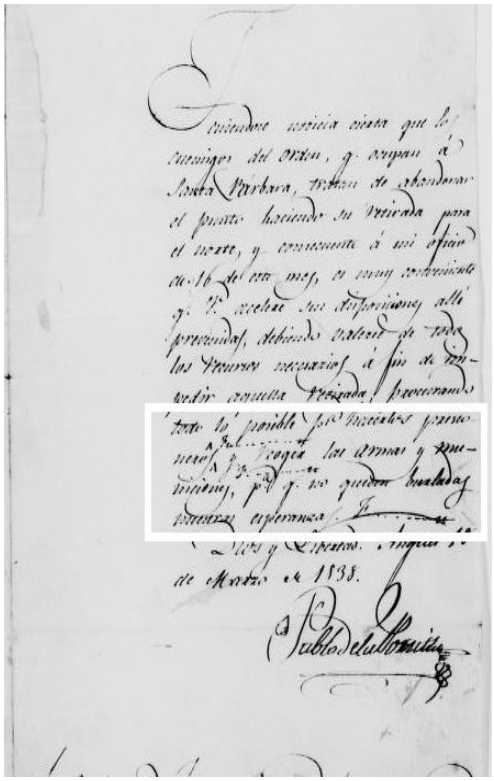


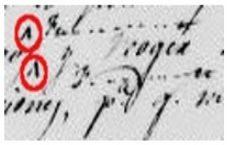
DHC Vallejo, 4, 214-2, 1837

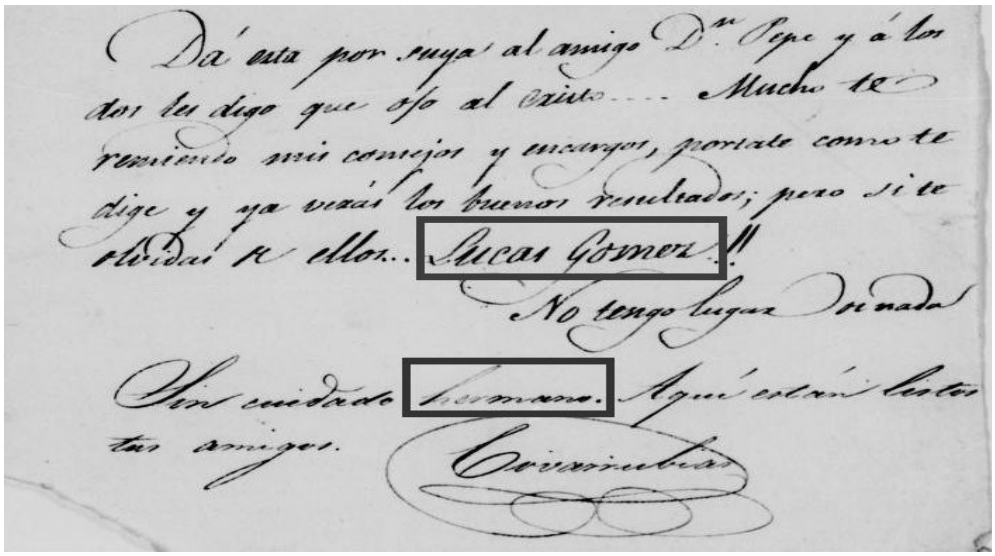
Ce quadrillage se trouve aussi en d'autres endroits, sur des enveloppes, ou en marge de lettres, sans qu'il soit à ce stade possible d'identifier s'il s'agit d'un signe courant dans les brouillons ou s'il faut l'associer à ces signatures et éventuellement à ce code.

Les signes de l'apparition d'une autre organisation vers 1837-1838

En mars 1838, on trouve une correspondance émaillée d'anagrammes, de triangles et d'associations d'initiales, notamment F et U (DHC MGV, 5, 39 ; 45 ; 49 ; 50 ; 51)







VIII. Transcriptions d'archives

35. Politique du gouvernement espagnol concernant les Russes en Californie en 1814

Source : AGN, Provincias Internas, 23, 1, p. 12

Madrid, 4 de Febrero de 1814, Regencia al señor virey de Nueva España

« Las circunstancias que se expresan de estar los referidos rusos muy necesitados es quiza el medio mas oportuno de levantarlos del establecimiento, haciendo de modo que no consigan viveres ningunos sino viniendose al Presidio; en cuyo caso deberan ver despojados de las armas, municiones y artilleria que se les conservan en fiel deposito y se les devolviera cuando tengan embarcacion en que restituirse a su pais. Pero es el caso que este Ministerio tiene noticias de los deseos de los Rusos de entablar un trafico entre los establecimientos que ellos tienen en Onalaska y los Presidios Españoles de la Alta California. Hay ciertas pretenciones que siendo absolutamente justas y reciprocamiente convenientes no cabe negarlas cuando median intimas relaciones de amistad. Si se consideran bajo su verdadero punto de vista dichos establecimientos tanto Rusos como Españoles se hallara que separados del comercio del resto de los demas mortales estan casi obligados a socorrerse mutuamente, que el trafico que entre si hagan es aquel muy sencillo que indica la misma naturaleza aun si los hombre menos civilizados; que el querer prohibirlo absolutamente es sobre imposible sumamente inhumano; y finalmente que limitado a sitios de la Alta California debe creerse no se quebranta la prohibicion que las leyes tienen determinada. Bajo de tales consideraciones y con el noble objeto de separar a los Rusos de los proyectos de establecimiento que tengan ideados parece a SA muy conveniente que VE se encargue se haga como suele decirse la vista gorda; pero que las autoridades respectivas la tengan muy delgada para no permitir que el trafico se extienda a ningun otro punto mas que a los de las Misiones de la Alta california y no de la Baja; y que en el se limiten al cambio de efectos propios de la agricultura e industria de los habitantes de ambos establecimientos Españoles y Rusos; pues bajo cualquiera otro respecto SA no puede menos de encargar si VE haga observar y cumplir lo que las leyes determinan en el particular; y espera del zelo, prudencia y atirrado juicio de VE que manejase este negocio con la delicadeza que se requiere para conseguir se levante el establecimiento sin que quede comprometida la amistad de las dos Naciones y sobre cuyo particular debera VE darme noticia de quanto ocurra. »

36. Le gouvernement mexicains sur le statut de la Californie à l'indépendance

Source : AGN, Provincias Internas, vol 23, ex 17

Le 12 mars 1822, le capitaine général des Provinces intérieures de l'Ouest (*Provincias Internas de Occidente*), Anastasio Bustamante, écrit au général Agustín de Iturbide, vainqueur de l'indépendance et président de la Régence du nouvel Empire mexicain pour lui donner des nouvelles de la Californie. Le Mexique a déclaré son indépendance après l'entrée du général Iturbide et de ses forces armées à Mexico en septembre 1821. Un conseil de régence s'est installé, avec Iturbide à sa

tête, pour mettre en place le nouvel empire mexicain, héritier de l'empire espagnol dans la vice-royauté de Nouvelle-Espagne. Anastasio Bustamante, l'un des généraux qui s'est rallié au projet d'indépendance au cours de l'année 1821, à la tête des Provinces Intérieures de l'Ouest, intègre à sa missive une lettre qui lui a été transmise par le gouverneur du port d'Acapulco, port majeur de la côte pacifique, ce qui donne une de ces nombreuses lettres emboîtées que l'on trouve dans les archives :

« Sérénissime seigneur,

Monsieur le gouverneur du port d'Acapulco, Don Nicolas Basilio de la Gaudara, dans un courrier officiel daté du 27 février passé me dit :

« Votre Excellence, le 23 de ce mois [de février 1822], la goëlette Concepción a mouillé dans ce port, avec pour capitaine et propriétaire Don Juan Gomez, dont je vous accompagne la notice du chargement. Les nouvelles qu'il m'a données de manière officielle sont celles que j'inclus séparément ; je vous fais part de tout cela pour votre intelligence et votre bon gouvernement »

Ce qu'il m'a paru opportun de transmettre à votre connaissance et de vous transmettre les copies du courrier en question et de celui que m'a adressé Don Fermin de Tarbes pour qu'en vue de tout cela vous résolviez ce qui sera de votre gré.

Que Dieu...Mexico, 12 mars 1822, Anastasio Bustamante »

Suit la lettre en question de la part du capitaine Juan Gómez :

« Je vous fais part que nous sommes partis du port de la Paz le 2 février, après avoir fait escale au port de San Felix pour y laisser un émissaire appelé Francisco Vallarta qu'il portait avec des plis de la part de la Régence de notre Empire Mexicain pour messieurs les gouverneurs des deux Californies et de San Felix, il mit la voile le 12 de ce même mois et pendant notre navigation nous n'avons vu aucune voile amie, ce dont je vous informe pour votre gouverne. De même, j'ai appris avant mon arrivée qu'étaient arrivés en Haute Californie cinq cents hommes armés en provenance d'Amérique du Nord. Les Californies sont fidèles à notre système mais les frères des missions y sont opposés; j'en veux pour preuve que le commissaire que j'ai conduit avec ses plis fut chassé de l'église pendant qu'il assistait à la messe, et que les frères lui ont dit qu'il était excommunié. Que Dieu.... à bord de la goélette *Concepción*, le 23 février 1822, Juan Gomez »[5]

5 « *Serenisimo senor. El senor governador del Puerto de Acapulco Don Nicolas Basilio de la Gaudara en oficio de 27 de febrero proximo pasado me dice lo siguiente : "exmo senor, el 23 del actual dio fondo en este punto la goleta Concepcion su capitan y dueno Don Juan Gomez de cuyo cargamento acompano a VE noticia.las noticas que me ha dado por parte oficial son las que incluyo por separado; todo lo que participo a VE para su devida inteligencia y govierno". Lo que me ha parecido oportuno trasladar al conocimiento de VAS y acompañarle copias del parte que se refieren y del oficio que me dirigio D Fermin de Tarbes para que en vista de todo se digne VAS resolver lo que sea de su agrado superior. Dios...Mejico Marzo 12 de 1822. Anatasio Bustamante. Doy parte a VS de haver salido del puerto de la Paz el dia 2 de febrero aviendo hecho escala en el Puerto de San Felix a dejar un comisionado llamado Francisco Vallarta que lo lleve con pliegos de la Regencia de este Ymperio Mejicano para los senores governadores de ambas Californias y del dicho san felix di vela el 12 del mismo mes y en nuestra navigacion no hemos visto vela amiga lo que aviso a VS para su govierno asi como supe antes de mi salida avian llegado a la Alta California quinientos hombres armados procedentes de Norte America: las Californias estan adictas a nuestro sistema pero los frailes de las misiones se oponen a ellas; y lo prueba que al comisionado que conduje con pliegos lo hecharon de la yglesia cuando oyendo misa los frailes diciendole estaba descomulgado. Dios...a bordo de la goleta Concepcion a 23 de febrero de 1822. Juan Gomez. Es copia"*

37. *Bando* du gouverneur Argüello sur le respect dû au conseil territorial (*diputación*)

Source : DHC Vallejo, vol 1, n°50, 27 novembre 1822.

Don Luis Antonio Argüello, capitaine de la compagnie de cavalerie présidiale de San Francisco, Commandant Supérieur, Politique et Militaire par interim de cette Province de Haute Californie et Président de cette Excelentissime Députation Provinciale de Monterrey

Au nom de Notre Empereur Don Agustín 1ero, Que Dieu le Garde (Q.D.G.)

À tous les habitants de cette Province. Sachez et comprenez que au vu et au chef que je suis le premier membre de l'Excellentissime Députation de Cette Province, installée le 9 du présent mois, laquelle tous et chacun des personnes présentes en Nouvelle Californie doivent reconnaître comme le Tribunal Supérieur, dépendant uniquement du Congrès Souverain de Notre Empire Mexicain ; ayant vu et observé la notable indifférence, le mépris et la médisance que l'on a constaté et constate toujours de la part de nombreuses personnes contre ce Tribunal ou Excellentissime Députation et contre le caractère dont se voient ornés depuis leur Installation, en corps et individuellement chacun des Membres Conseillers qui la composent ; étant évident qu'en celle-ci réside l'autorité supérieure et autres circonstances annexes qui lui sont conférées par le nouveau système de gouvernement indépendant en vigueur. Je veux, je dispose, je commande et j'ordonne sous peine d'un châtiment sévère et avis immédiat à Sa Majesté l'Empereur de reconnaître, obéir, garder et faire garder pour tous et chacun des Messieurs Membres de cette Excellentissime Députation leurs privilèges, prérogatives et exemptions qui leur revient en tant que membres de celles-ci et représentants du Tribunal Supérieur et leur correspond par un droit que la Nation elle-même et les sages dispositions de notre nouveau gouvernement leur ont conféré. Celui qui se rendra coupable, en public ou dans des conversations privées de tels manques de respect, critiques et médisances, quels que soient sa qualité, son caractère, son sexe et ses circonstances, sera châtié sévèrement par ce tribunal qui immédiatement rendra compte de cette Personne à SME en la dénonçant comme opposant au nouveau système qui nous gouverne. [6]

6 *« Por nuestro Don Agustín 1ero/Q.D.G. Ha todos los habitantes de esta provincia. Sabed y entended que teniendo a la vista y por cabeza principal de que soy:primer miembre:la Excelentisima Diputacion de Esta Provincia Instalada el 9 del presente mes en quien todos y cada uno de por si de los estantes en esta de Nueva California han de estar y vivir reconocidos como a Superior tribunal dependiente solo del Soberano Congreso de Nuestro Imperio Mexicano mirando y teniendo observado la notable indiferencia, menosprecio y murmuraciones que se han advertido y advierten en muchas Personas contre este Tribunal o Exma Diputacion y contra el caracter con que desde aquel dia de su Instalacion se hallan adornados en cuerpo y cada uno de posi de los Miembros Bocales que la componen : siendo evidente que en esta reciden la superioridad autoridades y demas circunstancias anexos a ella conferidas por el mismo nuevo sistema de Gobierno Independiente que nos Rige : Quiero y Prebengo mando y ordena sopena de cebero castigo inmediato aviso a SMI que reconosca obedescen, guarden y hagan guardar a todos y cada uno de por si de los Señores Bocales de esta Exma Diputacion todos sus fueros premunencias y ecenciones como tales miembros de ellas y representantes de este Superior Tribunal les tocan y corresponde por derecho que la misma Nacion y sabias disposiciones de nuestro nuevo gobierno les han conferido y confieren y el que en algunas de estas faltas de respeto, consideracion, criticas y murmuraciones faltare en publico o conversaciones particulares sea la persona que fuere, de la calidad, caracter y sexo y circunstancias que posea sera castigado severamente por este tribunal quien inmediatament dara cuenta de esta Persona a su SMI dandole conocimiento de ella como inadito al nuevo sistema que nos gobierna. »*

38. Le gouverneur Luis Antonio Argüello suspend la députation et s'en explique (1824)

Justification auprès du gouvernement :

Source : AGN, Gobernación, Legajo 44, Exp. 29 Argüello au président des États-Unis Mexicains, Don Guadalupe Victoria, mai 1825

La Diputacion que con titulo de Provincial se instaló en la Capital de este territorio el dia 9 de noveimbre del ano de 1822 por disposicion del senor prevendado racionero Don Agustín fernandez de San Vicente a pesar de las reflexiones que con bastante energia se le hicieron para que no huviese dicha corporacion porque en Californias no devia haverla pues la situacion y circunstancias del Territorio no prestan pequeñas dificultades para la constante observancia de sus decisiones: fenecida esta pues por el tiempo prefijado por la Constitucion espanola el dia 9 de noviembre del ano anterior de 1824 siguio sin embargo hasta el dia 2 del actual mes causando un oneroso gasto por dictas y beatico que ella misma se asigno durante el tiempo que estaban fuera de sus casas. Por tanto y por estas razones que exponara a VE el comisionado Don Juan Malarin como testigo ocular de poca o ninguna ilustracion por sus vocales me parecio suspender dicha corporacion hasta la resolucion de VE como lo vera por el adjunto documento que circulé al efecto en toda la comprehension de este territorio.

Justification auprès des Californiens :

Source : DSP Presidios [C-A 32] p. 83, Luis Antonio Argüello à l'*ayuntamiento* de Los Angeles, 22 mai 1825, Monterey

El dia 9 de Noviembre del año 1822 fue instalada la Exma Diputacion de esta Provincia (...) como tanto por el tiempo prefijado como por la de nuestra constitucion federal de los Estados Unidos Mejicanos que se ha publicado y jurado en esta Provincia es una de mis primeras atenciones el cumplimiento de la obligacion a que me hallo constituido y por consiguiente oneroso a la Provincia el que habiendo estas dos objeciones permanezca la Diputacion instalada el 9 de noviembre por tanto me ha parecido suspenderla hasta tanto no lo resuelva el Supremo Gobierno a quien doy cuenta de esta mi determinacion respecto a que esto no se puede reputar por Estado y si un Territorio unido al mexicano porque en tal caso debia ponerse un honorable congreso sefun lo expresa la Constitucion y acta constitutiva y esta Provincia o Territorio no puede hasta ahora tener esta corporacion en consecuencia a que su territorio no llega al numero de habitantes que se requiere para el efecto y que ella debe seguir el mismo Plan, gobierno y constitucion y propiedad particular del Estado mexicano me ha parecido como digo muy conforme porque a mas de lo expuesto si se luciera un esfuerzo a que se pusiese dicha corporacion necesariamente tendria que hacer su constitucion particular. Todos los Estados segun el sentido de la constitucion de los Estados Unidos Mejicanos tienen. En lo que toca solamente al gobierno, administracion interior de cada uno para sancionarla pero estas deben delegar sus derechos al Congreso General de los Estados sino en territorio unido al de mexico y por consiguiente responde a su intendencia y como los Estados de la federacion porque este de California no se puede reputar por Estado sino un Territorio unido al De Mejico y por consiguinete corresponde a su intendencia y como todos los demas estados de la Federacion habran hecho sus divisiones de Territorios demarcando los limites respecto de cada uno este de California ya se sabe pertenece a Mexico y no a otro Estado de la federacion. »

39. Réaction de deux employés publics (civil et militaire) mexicains à la situation californienne et leur accueil à Monterey

Le capitaine González explique les raisons de sa démission

Source : Departmental State Papers, 2, p. 2 [C-A 27 p. 175-180] González a Comandante general de Californias. Dimite su empleo por quejas contra él, 22 février 1827, Monterey.

[…] Con la mayor prudencia se reconvienen o admiten las faltas que en la tropa de caballeria se cometen a cada instante y que resulta de esto, acaso el que se advierta la urbanidad y la enmienda no lo contrario mofarse decir que todos son menadas buenos militares tiene este pais que dicen que en Californias nunca se ha visto eso de tocar la orden buenos oficiales digo que por que no es de Californias el que manda en Monterey [177] creen que mandan cosas extraordinarias, ellos, **en el tiempo de su despotismo acaso y sin acaso han mandado a su antojo** y han sido obedecidos y por eso les pesa haberseles acabado el orgullo : las juntas donde se hacen despues de la que se hizo en la taberna de donde salió o resulto el Ylustre Ayuntamiento en la Casa de Santiago Moreno o sea en la de Don Luis Argüello unas y otras en la casa del teniente Estrada:estos son los insubordinados y bien claro se ve como se expreso Don Luis Argüello en el decreto que en el memorial que a Ud se remiti con fecha 19 de diciembre con mi oficio n°55 al cual celebro Ud y apoyo por muy bien dicho por otra parte veo las quejas tan infundadas que el teniente Estrada da a Ud como la de las tejas que se quitaron de unas piezas de este presidio:este oficial se conduce mal subordinado no haciendo aprecio de lo que ordena por escrito, se tiene mandado que no mueva tropa de las escoltas sin mi conocimiento y lo hace al contrario:se dice en la orden que ponga escolta para los presos la caballeria y no la da los mas dias teniendo yo que cubrir con artilleros estas faltas que no es ni de su obligacion ni su instituto este servicio. La mayor parte de la tropa la tienen fuera con licencia y [178] lo que es mas faltarme tan directamente como me falta no solo a mi sino a Ud y al Supremo Gobierno lo que se prueba con las contestaciones siguientes.

(…) p. 179 Desde el dia 11 del presente mes hasta hoy 29 hay 19 dias que contra las ordenes arriba dichas se haya arrestado el cadete de mi compañia Don Maríano Vallejo por una causa que como estoy entendido sera de la gravedad que se expresa con todo me veo precisado a decir a Ud que nada menos que de orden del Exmo Sr Presidente se mandan sean entregados. El lo que hizo fue enviarmelos a que se me presentaran sin que ni un recado ni apuntes. Por otra parte el fondo que de estos tiene de cien pesos por que no se los ha de entregar ; fondo se entiende un dinero que esta depositado y por eso se llama asi nada es esto quiere verificar segun se expresa sino hasta que le den los haberes de la Compañia. Estos haberes si no los tienes por no ha de formar sus apuntes y me los ha de remitir para reclamar con ellos en todo siempre en esta virtud sirvase Ud tenera la bondad de disponer dos cosas la primera, mandar se me entreguen los apuntes de los reclamados y que el fondo se les entregue en reales efectivo supuesto que es un fondo que dejaron desde el principio que empezaron a servir el cual como fondo debe existir depositado para estos casos ; y lo segundo, separarme del mando de las armas de este puerto porque una de dos o he de mandar sostenido por U y he de ser obedecido en un todo o ha de mandar otro oficial : en la inteligencia que si el mando recayese en Don Luis Argüello o Don Jose Estrada yo solo quedare con mi tropa sujeto a Ud y no a ningun oficial de esta clase quedando responsable ante el supremo gobierno a quien respondre todos los justos motivos que tengo que exponerle asi como de los que tambien tengo para no reconocer ninguna autoridad en el Ylustre Ayuntamiento

copia firmada por Zamorano (secrétaire) Monterey 2 de agosto de 1827

Dénonciations du capitaine Miguel González contre les missionnaires franciscains et le gouverneur Echeandía

Source : AGN, Californias, 18, 18 Marzo 24 1828 p. 273

Le secrétaire de la Marine et de la Guerre au Ministre des Relations, le 24 mars 1828

Cher monsieur,

Le commandant de l'artillerie de la Haute-Californie [Miguel Gonzalez], à la date du 23 janvier de cette année me transmet ce que je copie :

« Je saisis la première occasion de vous prévenir qu'à onze heures ce matin les Révérends Pères Jose Altimira et Antoinio Ripoll se sont enfuis, le premier étant le ministre de la mission San Buenaventura, et le second celui de Santa Barbara, à bord du brigantin marchand anglo-américain Harvinger dans ce port.

Il y a un commandant général de ce territoire, et moi, en tant qu'Américain soucieux du bien de ma patrie, je l'accuse d'omettre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher ces missionnaires d'accomplir ce qu'ils avaient projeté. Afin de donner du crédit à ce que j'affirme contre ce chef, je vous joins une copie des deux courriers que je lui ai envoyés le 8 juin de l'année passée et où je lui annonçai ce qui est arrivé, et auxquels il n'a même pas répondu, comme d'ailleurs il en a l'habitude pour toutes les communications que je lui adresse dans le cadre de mon poste.(…)

Ceci est la raison pour laquelle on me déteste dans ce pays où on ne m'appelle que par le sobriquet « insurgent », nom qui m'est agréable car en effet, je l'ai été depuis 1812, je le suis et je le serai et je ne cesserai pas d'avertir le commandant général »

Ce que j'ai l'honneur de transcrire à Votre Excellence, sur ordre du Président, copies incluses, pour votre intelligence et les mesures que vous jugerez convenables de prendre.

Ce que j'ai l'honneur de transcrire à votre Excellence en incluant les copies qui sont citées pour que, en plus des mesures que j'ai eu l'honneur de communiquer à Votre Excellence dans mon courrier du 19 du mois courant et qui correspondent aux attributions de ce ministère et de celles qui sont prises par celui de la Guerre pour vérifier et corriger les omissions coupables du Commandant Général des deux Californies, votre ministère prenne celles qu'il estime nécessaire dans le même but et pour ce qui concenrne le caractère de gouverneur civil (gefe politico).

Dieu et Liberté

Version originale :

Exmo senor Con fecha de ayer me dice el Exo senor secretario de la Guerra lo que copio:

« Exmo senor El comandante de artilleria de la Alta California con fecha 23 de Enero ultimo me dice lo que que sigue: « De pronta providencia doy a VE noticia en que a las once de esta mañana se han fugado los RR Padres Fr Jose Altimira y Fr Antonio Ripoll, el primero Ministro de la Mision de San Buenaventura y el segundo de Santa Barbara en el bergantin mercante Anglo-Americano Harvinger. En este puerto (que aunque no lo es asi se llama) ecsiste el senor comandante general de este territorio a quien yo como un Americano celoso por el bien de mi patria acuso de omiso en tomar las correspondientes providencias para impedir qe estos padres hubiesen dado el lleno a lo que tan de antemano se tenian propuesto y para acreditar lo que digo contra este Gefe acompaño a VE copias de los 2 oficios que le pase en 8 de junio del ano pasado dandole noticias casi del hecho al cual no se ha servido ni aun contestarme como tiene su costumbre con la mayor parte de los oficios que en asuntos del servicio le dirijo.Tambien supongo que no solo se habran fugado los padres mencionados sino tambien algunos de los que hablan una en las copias que como las

misiones estan distantes aun no hay noticia y si la hubiese tambien daré a VE la correspondiente. Este es el motivo por que se me aborrece en este pais en donde solo tengo el nombre de insurgente nombre agradable para mi pues lo fui desde el ano de doce, lo soy y seré y por lo mismo nunca dejaré en dar noticias semejantes al Senor General. » Lo que tengo el honor de transcribir a VE de orden del Presidente con inclusion de las copias a que se refiere al anterior oficio para su inteligencia y providencias que crea convenientes dictar en el particular. » Lo que tengo el honor de transcribir a VE acompañandole copia de las que se citan para que ademas de las providencias que tuve el honor de comunicar a VE en oficio de 19 de corriente y correspondian a las atribuciones de este Ministro y de las que se dicten por el de Guerra para averiguar y corregir las omisiones culpables en que haya incurrido el Comandante General de ambas Californias bajo ese caracter se acuerden por el de VE que estime correspondientes para el mismo objeto y en lo que tocare al caracter de Gefe Politico. Dios y Libertad Mexico 2 de Marzo de 1828 Espinosa Exmo senor ministro de relaciones.

40. L'organisation d'une société d'histoire parmi les jeunes de Monterey

Source : Juan Bautista Alvarado, *Historia de California*, vol. 2, chapitre 14, p. 42

Con tal proposito a la vista, en un dia de antemano convenido varios jovenes de Monterey se reunieron en un lugar no muy distante del monte Parnaso, alli bajo la presencia de Joaquin de la Torre se organizo una sociedad secreta en que no debian tener parte sino los jovenes de educacion y cuyo objeto debia ser procurar la reunion de documentos que mas tarde pudiesen servir para la compilacion de la historia de nuestra patria, tal a lo menos fue el proposito orijinal de nuestra reunion pero poco a poco la discusion fue recayendo sobre el estado de abandono en que Mejico nos tenia ; unos decian que no debia tardar otro año 18 y su Bouchard, otros que los indios en poco tiempo acabarian con los de razon y por fin hubieron algunos que expresaron temores de que los padres misioneros pudiesen de nuevo poner la peninsula bajo el gobierno español, empresa para ellos de no dificil ejecucion porque contaban con todos los capitales y recursos de sus extensos establecimientos y con la ciega obedencia de treinta mil neofitos : en tal estado de ajitacion se puso la reunion que la mayor parte de los que estaban presentes, relegados al olbido el objeto de la convocatoria se pusieron a discutir acerca de los medios mas a proposito para mejorar la suerte del territorio : unos decian que lo mejor que se podia hacer era traer a Monterey el fondo piadoso e invertirlo en obras publicas ; declarar a California independiente y convidar al pais la emigracion estranjera : otros opinaban para que nos pusiesemos bajo la egida de la bandera norteamericana, perso ese pensamiento no hallo eco entre nosotros pues el conocido caracter progresista peculiar a esta nacion nos hizo recelar que si los americanos ponian pie en nuestra patria no harian perder nuestra nacionalidad, otros dijeron que seria bueno llamar a los ingleses o a los franceses y al fin cuando ya la cosa se puso bien colorada Joaquin de la Torre propuso que todos los miembros que se hallaban presentes trabajasen para procurar la independencia del pais, que en un dia fijo se arrease la bandera mejicana y en su lugar se enarbolase una bandera independiente que consistiese en un ovalo dibujado en un centro blanco, en donde se debia representar a un indio con su penacho, arco y cascas en ademan de pasar un estrecho con el fin de significar que la poblacion de America se vino por el estrecho de Anian (...). Entre tanta variedad de opiniones y no pudiendo en aquella vez llegar a un punto fijo y uniforme y considerando que los que componian la junta eran muy pocos se resolvio suspender sus sesiones hasta que Jose Castro y Juan Alvirez tuviesen tiempo de sondear los animos de la joventud de otros puntos, en tal virtud nos disolvimos y ya no se volvio a pensar en la tal sociedad historica.

41. Le manifeste (pronunciamiento) de Solis (1829)

Source : Actes du procès, Departmental State Papers, vol. 70, p. 151

1829, Noviembre 15 Monterey, Joaquin Solis, Maríano Peguero, Andres de Leon, Petronilo Rios, Jose de la Torre. Plan de revolucion

Manifiesto al Publico

El Supremo Gobierno a quien todos protestamos la mas respetuosa sumision y obedecencia y a quien sabemos positivamente animar los mejores deseos por la felicidad y bienestar de toda la Nacion Mexicana a que pertenece este Territorio, mando hace mas de 4 años un Jefe Militar y politico para que a su nombre gobernara y pusiera en ejecucion todas la leyes dictadas por la soberania nacional e hiciera la felicidad de este suelo cumpliendo con las instrucciones que al efecto se le dieran, pero desgraciado dicho Jefe ha correspondido muy mal a los deseos del Gobierno por su notoria omision en el cumplimiento de los objetos que le pusieron encargardos y abusando escandalosamente de su autoridad se ha concentrado exclusivamente a proporcionarse asi mismo todo genero de comodidades y a favorecer muy en contra del bien publico un corto numero de personas que rodean sin dignarse siquiera oir los clamores del benemerito soldado que en vano le manifiesta el hambre y la desnudez que a el y a su infeliz familia afligen.

La leyes que nos rigen determinan que en cada uno de los territorios de la Federacion haya una Diputacion compuesta de ? Elegidos popularmente para que estas corporaciones promuevan la prosperidad y bienestar de los pueblos y estos encuentren en ellas un apoyo, un recurso en sus necesidades ; pero el Territorio de la alta California, digno de mejor suerte, que la que experimenta se ve el dia de hoy privada de este beneficio sin que el Jefe Politico se hay dignado de siquiera manifestar al publico las causas por las cuales la Diputacion no se haya reunido desempeñando los deberes que las leyes le tienen encomendadas en beneficio de los pueblos ; a un publico que en este hecho y en otros que se han dejado ver en la conducta del Comamdante general y Jefe Politico manifiestan el notorio desprecio con que lo miran. De aqui nace la total paralizacion que se advierte de la agricultura, del comercio y de todos los ramos de prosperidad de que es suceptible este pais.

Por la falta de la Diputacion territorial a quien por la ley esta encomendada la educacion publica que es la base fundamental para la buena moral de los pueblos, se carece de las escuelas de primeras letras fomentadas y atendidas por aquella corporacion como corresponde.

Hace mas de dos años que el Jefe de Hacienda nombrado por el Supremo Gobierno se halla destituido del ejercicio de sus funciones y que la administracion del erario general cayo inmediatamente en las manos del Comandante General quien bajo su direccion lo ha puesto en las de otros individuos nombrados por el y hasta el dia de hoy se ignora la causa justa por la que dicho empleado se halla suspenso de sus funciones y la legitimidad con que los presentes estan administrando los intereses nacionales sometidos a la autoridad inmediata del Comandante General y solo se advierte la mas escandalosa mala versacion et inujusta distribucion de los cortos ingresos del tesoro publico.

En vano seria tratar de patentizar el detestable estado de abandono en que se halla la administracion de justicia en lo civil y en lo criminal cuando la miseria la inmoralidad, la publica impunidad de los delitos mas atroces, el ejercicio de los vivios mas degradantes y el descuido total y falta de cumplimiento de las leyes que deben reprimirlos con las expresiones mas energicas con que se puede describir tant horroroso cuadro.

La indisciplina de la tropa parte inmediatamente de dos principios : el primero, las causas

antes dichas que influyen poderosamente en esto, y la segunda, la flojedad en el resorte que ellas penden que es el Jefe Superior de quien deben dimanar las ordenes y providencias debidas para conservarla pero que faltandole la energia necesaria todo cae en completa desorden.

En virtud de todo lo expuesto, habiendo llegado a su colmo las miserias que son tan notorias y habiendose asi mismo agotado ya el sufrimento y paciencia hasta el grado en que el hombre puede sobrellevar la carencia de medios para socorrer las necesidades de la vida ; las tropas de esta guarnicion cansadas de dirigir diariamente sus ?? legales al efecto, han apelado al ultimo recurso que la naturaleza misma les indica y es de la fuerza que tienen en sus manos. Y habiendome honrado con la eleccion que unanimemente hicieron de mi libremente y espontaneamente para que me pusiese a la cabeza de ellas hasta lograr el objeto intentado, han convenido en sostener el Plan que indican los articulos siguientes :

1. Que se reuna la Exma Diputacion de este territorio en su totalidad en la forma y con los requisitos prevenidos por las leyes
2. que reunida dicha corporacion haga el actual Comandante Genreal y Jefe Politico Don José María de Echeandía dimision de todo mando el que sera puesto en manos de la misma Exma Diputacion la que cuidara de nombrar inmediatamente el sujeto que merezca su confianza para que desempeñe dicho encargo, interin llega el nuevo Gefe nombrado por el Supremo Gobierno quien inmediatamente sera reconocido y le sera entregado el mando por el individuo que lo ejersa interinamente
3. Que asi este Ilustre Ayuntamiento como los de las demas partes que adoptasen y siguiesen este mismo plan nombraran provisionalmente y hasta en tanto por el Supremo Gobierno se determina otra cosa o por el nuevo Gefe que se espera segun las ordenes que traiga con relacion a este objeto, un individuo que merezca su confianza para que siga administrando los ramos de Hacienda con la intervencion prevenida or las leyes y con la condicion que ha de ser ni de los depuestos del encargo ni de los que se trata de deponer quedando a la discusion de la Exma Diputacion al asignarles un honorario moderado con proporcion a las escaseces presentes
4. Que para conservar el orden debido y la disciplina militar, las tropas permaneceran a las ordenes del oficial que ellas elijan si se adhiriere a este plan y en caso contrario a las del sargento o cabo que merezca su confianza en la inteligencia de que todos reconoceran la autoridad del oficial que en clase de Comandante General interno elija la Exma Diputacion
5. Que los Comandantes de tropas acudiran por el haber respectivo a los administradores de la Hacienda publica nombrados por los ayuntamientos y de ninguna manera podran dichos comandantes ni ninguno individuo de tropa hacer por si pedido alguno con ningun titulo ni en cantidad alguna a las Misiones ni a los partidos haciendose acreedores si contravinieran a la pena que merezcan la extorcion que causaren.
6. Que por lo que respecta a los pedidos de viveres que se hagan a las Misiones no podran hacerlo mas que los Alcaldes quienes otorgando el correspondiente recibo de la cantidad que percibieren la entregaron desde luego al Administrador de la Hacienda publica para su distribucion.
7. Que solo en un caso muy estrecho y por ultimo recurso se podra erigir a los particulares un prestamo moderado que cubra la necesidad del momento con calidad de reintegro y con proporcion a las comodidades de cada uno, del cual se encargara el Ayuntamiento sin que tenga en ello intervencion alguna otra perosna mas que el encargado de Hacienda.

8. Que las propiedades y las personas seran respetadas con particularidad las de los estrangeros que residen pacificamente entre nosotros y pertenecen a los Gobiernos con quienes el nuestro esta en buena inteligencia y armonia y que el individuo de cualesquiera clase que se desmandare en causar algun mal ya sea a un Ciudadano ya a un estrangero sera severamente castigado por la autoridad a que corresponda la que se fuera civil sera sostenida por la militar en todos los casos en que demandare sus auxilios.
9. Que supuesto que no se desea otra cosa que una reforma del gobierno de este Territorio que observando exactamente las leyes sabias legales y justas que nos rigen, suavisen las penalidades y miseria que la mala administracion en todos los ramos que han estado al cargo del Comandante General Don José María de Echeandía ha causado en lo general a todos los habitantes de este territorio y supuesto a que la generalidad de la opinion esta conforme a esta parte ; y este es el voto general, no dejaremos las armas de las manos hasta conseguir el gin y solo en el forzoso caso de defendernos estamos decididos a no romper hostilidades de ninguna clase contra nuestros hermanos que tal vez engañados con falsas promesas o forzados a sostener el partido de la opresion quieran invadirnos

Conciudadanos habitantes de este lugar y de todo el territorio y vosotros estrangeros de las diferentes naciones que habitais entre nosotros, aqui teneis de manifiesto los designios y los nobles sentimientos que animan a todos aquellos a quienes el dia de hoy veis con las armas en la mano. Cesen vuetros temores, reposad tranquilos en vuestros hogares y en el seno de vuestras familias. Si la premura ? Del Supremo no nos dio lugar a prevenir y evitar vuetros sobresaltos y os hemos herido por el espacio de 3 dias en la incertidumbre y agitacion que es consiguiente a unos movimientos inusitados en este pais, hoy nos apresuramos a manifestaros que los aparatos militares que tanto han excitado vuestras alarmas no son otra cosa que los conatos que los hombres libres oponen a la tirania y el uso que en todo el mundo hacen de este ultimo recurso para derribarla unos soldados abrumados de miserias, extremados por el hombre y evitados eficazmente por el doloroso espectaculo que a sus ojos presenta diariamente una cara esposa, unos tiernos hijos, desunidos y proximos a ser victimas de la indigencia.

Nuestros esfuerzos no se dirijen a otro fin que al de remediar nuestras necesidades, restablecer el orden, poner el gobierno en este pais y nuestra suerte en manos de un hombre que por sus virtudes e integridad sea digno del nombre de padre : conservad el lustre y el honor del nombre mexicano y de su Gobierno supremo a quienes estamos muy distantes de atribuir los males consiguientes a los estravios de un mal funcionario. La distancia inmensa a que nos hallamos de la fuente del remedio justificara siempre nuetros pasos. Descansad pues, conciudadanos y amigos en nuestro honor y palabra, desechad los rumores vagos, malignos y vulgares que se dirigen a oscurecernos y no hagais merito de algunas ligeras violencias que en el primer movimiento ocasionaron las circunstancias porque ellas no han causado ningun mal positivo y mucho menos teneis que esperarlo de nosotros en lo futuro.

Nota adicional al articulo 8 :

Aunque solo se trata en el de los estrangeros pertenecientes a los Gobiernos con los cuales el nuestro esta en relaciones de amistad, debe entenderse con respecto a los Españoles que actualmente se hallan en este Territorio que disfrutaran la misma seguridad en sus personas e intereses sin tocarse para nada este punto pues no obstante las leyes dictadas sobre la materia se deja el cumplimiento de ellas a la autoridad del nuevo Jefe militar y politico que debe llegar en relevo del actual para que obre en esta parte con arreglo a las instrucciones que traiga al efecto del Supremo Gobierno.

Joaquin Solis, Maríano Peguero, Andres de Leon, Petronilo Rios, Jose de la Torre

42. L'introduction des partis « écossais » et « yorkins » dans la politique mexicaine décrite par Maríano G. Vallejo dans ses mémoires

Source : Maríano G. Vallejo, Recuerdos..., 2, chapitre 22, p. 54

En esos tiempos llego a la Alta California la noticia de haberse establecido en toda la extension de la Republica Mexicana logias masonicas llamadas unas escocesas y otras yorkinas ; esas sociedades secretas de religion y politica se hacian encanrnizada guerra por medios reprobados, la primeras defendian la monarquia pero estaban decididas en caso de no hacer prevaler sus principios monarquicos de aceptar las republicas centrales ; y las segundas sostenian la republica federativa ; ambas eran instrumentos de una politica estrangera que no podia menos que ser fatal para los bien entendidos intereses de la nacion mejicana. Las logias escocesas trabajaban los intereses de la fatal politica usurpadora de las cabezas coronadas de Europa ; y la logias yorkinas favorecian la anexion a los Estados Unidos de Norte America. Esas sociedades secretas fueron las que sembraron el jermen del malcontento entre los mexicanos, fueron las que causaron infinidad de guerras civiles, infamias y traiciones sin cuento, que tanto han contribuido a postergar el progreso de la nacion mexicana y a desprestigiarla a la faz del mundo civilizado. Los gefes de las logias escocesas, a cuya cabeza estaba el muy celebre padre Arenas, de fatal memoria, enviaron un comisionado a la Alta California, que, proveido de suficientes credenciales y poderes estaba facultado para hacer con los reverendos padres misioneros los arreglos que mas fuesen conducentes al trunfo de la causa que propagaban y sostenian ; [...] pero la gran distancia que mediaba entre California y los demas puntos centricos del partido escoces le impedia sacar todas las ventajas que podian esperarse de una parte de la republica que caso se hallaba completamente en poder de los padres.

43. Compte-rendu par Maríano Vallejo du discours d'Echeandía au conseil territorial concernant la réforme des missions (1830)

Source : Maríano G. Vallejo, Recuerdos, vol. 2, Chapitre 24, p. 105-109

Paso en seguida SR a explicar a la Honorable Diputacion que convenia a los intereses de la Nacion Mexicana y muy especialmente a los habitantes de la Alta California que se diese un decreto secularizando a las misiones. Les explico como a su llegada habia encontrado en todo su vigor y fuerza el sistema establecido por las leyes y reglamento del gobierno español para la reduccion de los barbaros infieles, sistema que tenia la economia y concatenacion precisa a su objeto que era amansar y no ilustrar a los indigenas y en que la parte respectiva a misiones esta correlacionada con las demas y forma con ellas un todo. Explico como a duras penas podia dar cumplimiento a las nuevas leyes del Congreso constituyente pues habia encontrado en los misioneros todo aquel influyo e ingerencia en lo temporal que les daba el propio sistema. Que no habia podido amoldarlos al nuevo orden de cosas pues a cada instante encontraba oposiciones y trabas que ponian obstaculos insurmontables a su desmembramiento y que les constituian en verdaderas comunidades mas religiosas que politicas ; tambien insto para que la Honorable Diputacion se hiciese cargo de que la masa de la poblacion de la Alta California era heterogenea y compuesta de tres materias que pedian distintas leyes y distinto tratamiento, a saber : los habitantes pobladores que se conocen con el titulo

de gente de razon y que eran los menos en numero ; los individuos ya cristianos viejos, o de mucho tiempo ya neofitos ya catecumenos ; y las naciones y tribus gentiles cuyo numero pasaba de medio million de almas segun numero aproximativo. Respecto de [gentes de razon] y aun de los indigenos que son cristianos viejos o de mucho tiempo, sujirio que se les aplicase las leyes constitucionales en disposicion que ellas no quedasen con otra dependencia de los misioneros que la que era debida a su caracter de parrocos ; respecto de los neofitos y catecumenos que estaban para entrar en el seno de la sociedad culta, aconsejo que se los acomodase al sistema de mision entre tanto la Honorable Diputacion fraguase otro mas adecuado ; pero respecto de la naciones y tribus gentiles aconsejo que se emplease la fuerza sin perjuicio de hacer cuanto fuese posible para atraerlos por medio de relaciones de amistad y comercio y que se aprovechase de todas las ocasiones que se presentasen de guerras intestinas entre ellos mismos u otras calamidades que los obligasen a refugiarse a los establecimientos de los de razon para proporcionarles hospitalidad y socorro y moverlos a que cuando se restituyan a sus rancherias admitan establecimientos inmediatos que pueden servirles de reducciones. Encargo asi mismo que procurasen indagar si algunas naciones o tribus mas numerosas tienen principios de civilizacion a la manera de los que a su descubrimiento se observaron en los habitantes del canal de Santa barbara ; y si estan subordinados a gefes quienes se pueden dirigir visitas o mensages del mayor posible aparato para entablar las indicadas relaciones ; y por ultimo, siguiendo el plan trazado or el ex-gobernador Sola, les envargo averiguasen si era asequible avanzarse en lo interior de la part norte de California (Alta) y por le lado opuesto del rio Colorado.

En su largo y bien estudiado mensaje el gobernador Echeandía tambien aludio al hecho de que las tierras valiosas de la Alta California pertenecian no por derecho de ley, sino por derecho de posesion a las misiones y preguntoles ¿ es justo que veinte y un establecimientos de misiones posean todos los fertiles terrenos de la peninsula y que mas de mil familias de gente de razon no posean mas que lo que buenamente le quieran dar los misioneros ? En prueba de la injusticia con que se trataba a los de razon cito el articulo 14 del reglamento dado por el gobierno cuyo articulo explicaba claramente el designio de fomentar la poblacion no solo por medio del repartimiento proporcionado de tierras ; y haciendo uso de terminos mas que fuertes censuro la codicia de los

(…) El primer vocal de la diputacion puso el mensage de SE a una comision compuesta de los señores Joaquin Gomez, Manuel Jimeno y MG Vallejo para que dictaminasen sobre todos los puntos a que SE en cumplimiento de su deber e impulsado por el deseo de proteger los derechos de todos los ciudadanos habia llamado la atencion del honorable cuerpo legislativo ; esa comision durante tres dias se ocupo detenidamente de todos los puntos contenidos en el mensage y dictamino exponiendo que : era de urgencia secularizar sino todas a lo menos una parte de las misiones y dado el caso que el experimento diese buen resultado como era de esperarse podrian secularizarse las demas, en cuanto a la colonizacion de la Alta California por estrangeros dijo que era medida que merecia su aprobacion pero que creian conveniente sugerir la idea que el gobierno tomase las medidas de precaucion que juzgase oportunas para la seguridad de la provincia y de la federacion y que no perdiese de vista la ley que prescribia que no podian colonizarse los territorios comprendidos entre las 20 leguas limitrofes con cualesquiera nacion estrangeras ni diez litorales sin previa aprobacion del congreso mejicano. »

44. Un nouveau gouverneur juge que la Californie doit redevenir un gouvernement militaire (1831)

Source : Departmental Records, 4 [C-A 49], p. 147

1831 Setiembre 1831 Monterey. Victoria al Ministro de Justicia y Negocios ecclesiasticos. Establecimiento de jueces de letras. Proyecto de comandancia militar

No duda que el proyecto de ley de que los asesores creados por el decreto de 29 de agosto de 29 los sustituyan los jueces de letras sera elevado a la ley y expone lo que sigue por lo que respecta al territorio.

Los Presidios y las misiones estan bajo la administracion de justicia del Comandante general sin mas restriccion que la del alcalde de Monterey a consecuencia del ayuntamiento que creo Echeandía. En San Jose, Los Angeles y Branciforte en que los alcaldes fungen de jueces de paz y de instancia vendrian bien los jueces que trata el decreto pues los otros estan en posesion se juzgarse militarmente como queda dicho y mientras no se varie el actual sistema de missiones tampoco seria prudente sustraerlos del citado conocimiento porque daria lugar a competencias siempre odiosas y que paralizan la mas pronta expedicion de justicia. Para los pueblos de San Jose, Los Angeles y Branciforte pueden señalarse 2 jueces de letras uno para cada uno de los primeros y Branciforte se agregara al mas cercano. Que el alcalde de Monterey debe suspenderse su eleccion y lo mismo la de los otros pueblos « porque formados como estan de soldados retirados que vinieron a conquistar, los hijos de estos y de los pocos pobladores apenas se encuentra a qiuen elejir para los ayuntamientos. Se puede asegurar sin temor de equivocarse que ninguno de estos se ha formado nunca de sujetos con la aptitud precisa y entre ellos muchos que no saben leer ni escribir. Son a mas por lo comun hombres muy viciosos que emplean el año que son alcaldes en venganzas y lucrar tras las investidura que profanan »

Tiene suMaríado al alcalde de San Jose y a la mayoria del ayuntamiento de Los Angeles aquel por monstruosos abusos de su oficio y a los segundos porque tumultuariamente despojaron a su alcalde siendo de advertir que esto reconoce por principio un plan revolucionario de que tengo dada cuenta al Supremo GObierno por el ministerio respectivo y que no hay sujetos que reemplacen aquellos ; que segun lo actuado se puede asegurar que bien librados espiaran en un presidio sus crimenes.

Estas consideraciones la seguridad del Territorio amagada por las intentonas de estrangeros, el germen sedicioso que fomentado por la revolucion que regente o Solis el año de 29 con el apoyo que presta a esta division las actuales miras de los ayuntaminetos me han obligado a formar el concepto de que quitados los ultimos y la diputacion territorial (cuya reunion he suspendido por hasta la resolucion del Supremo GObierno) y formando del territorio una comandancia puramente militar podria obrase por el que la desempeñe con mas unidad y energia en el concepto que de otra suerte la del gobernante estara comprometida y seran seguros los males consiguientes.

Hay otras circunstancias que influyen poderosamente en la falta de unidad hacia el supremo gobierno reseñaré solo dos. Las especies subversivas y alarmantes que ha esparcido el ayudante inspector traicionando a su deber y a la nacion que tiene gravada con un suelde dispendioso por un empleo, permitame VE decirlo absolutamente inutil y mas aqui. La segunda el total desarreglo de la hacienda que aumenta el numero de descontentos y como estos males no sean de facil y pronto remedio el principio de este seria providenciar que segun mi ultimo concepto se constituyese el territorio dejando el primero para cuando fuese adaptable. Lo dicho es lo que ma ha parecido mas preciso poner en conocimiento de VE por el roce que tiene la iniciativa que lo ha provocado y aunque parece que me he ocupado de especies heterogeneas no lo son en realidad pues mi principal intento ha sido manifestar que primero es asegurar la integridad de la nacion mexicana estableciendo aqui una comandancia militar y no ocuparse en nivelarlo con leyes de segundo orden

al Distrito y de mas territorios en su adminsitracion de Justicia que no faltaria lo grado lo primero.

Por ultimo Exmo Sr solo relevandome podria informar al Supremo Gobierno del estado de este pais y medidas que demanda o autorizandome para comisionar sujeto que lo haga con mis instrucciones porque de lo contrario mi comunicaciones ni seran bastante exactas ni sus resultados oportunos.

45. Le mouvement d'opposition contre le gouverneur Manuel Victoria

Les débuts du mandat (janvier 1831)

Source : SGSP, 8, p. 61-65 Victoria al Ministro de relaciones, 18 janvier 1831, Santa Barbara.

« Exmo Senor, Antes de salir de Loreto aviso al comandante general Don José María Echeandía señalandome la fecha en que llevaria a San Diego y en la cual me presente en dicho punto no lo halle en el ni me dejo aviso de sus disposiciones para la entrega del mando : en este supuesto le dirigi un extraordinario y me contesto que lo verificaria en Monterey. Me disponia a salir cuando recibi de el otro oficio señalandome este presidio para hacerme la referida entrega. Le he estado esperando desde el dia ultimo de diciembre ppdo y al fin la demora ha consistido sin duda en que el Ayudante Inspector Don José María Padres lo indujo a ser instrumento de sus proyectos que traia premeditados para sus fines particulares. Asi fue en efecto : ha cometido el desacierto de publicar por bando un plan formado por dicho Padres para variar el sistema actual de misiones, de cuyo bando acompaño a U un ejemplar. Se contrahe a un decreto de las Cortes Españolas y acuerdos con la Diputacion en que aseguro todas sus intrigas y falsedades. Entre porcion de teorias aparentes al bien de los neofitos, pero verdaderamente ridiculos e impraticables absolutamente a la vez descubre a primera vista como advertira VE todo el objeto de sus atroces miras : señala a los indios una reparticion precaria y despreciable, dejando todos los bienes a la voluntad de los administradores. »

Le bilan au 21 septembre 1831

Source : Departmental Records, 4 [C-A 49], p. 150. Victoria al Ministro de relaciones, 21 septembre 1831, Monterey.

Como al presentarme inesperadamente en este presidio en fines de enero ultimo deje sin efecto el plan de reducir a pueblos las misiones segun di cuenta a la superioridad en principios de febrero siguiente quedaron frustradas las miras ambiciosas del ayudante inspector Don José María Padres autor de todos los males experimentados y que amenazaron el trastorno total de este territorio ; y si hasta ahora no ha desistido de la esperanza de lograr sus intenciones a lo menos no se ha separado del objeto de vengarse aun por los medios mas infames. El ha observado la maxima de la hipocresia para obrar y de este modo desde aquellos momentos no ha cesado por medio de sus agentes de valerse de cuantas intrigas ha podido inventar para conseguir sus fines. Dieron principio sus maquinaciones desde la demora de veinte y tantos dias que me hizo hacer Echeandía en Sta Barbara para proporcionarse tiempo a la publicacion y ejecucion del Bandon. Continuaron con tratar en juntas clandestinas sobre que nose me entregase dicho mando y no habiendolo podido evitar ocurrieron al proyecto de que se reuniese la Diputacion compuesta la mayor parte de los mismos del complot, interesados en la administracion de las misiones y con las nulidades de que di parte en oficio de 7 de febrero ultimo por consiguiente inhabiles para tal desempeño fraguaron par el efecto una convocatoria que formo Echeandía con supuesta fecha anticipada y su idea era o que se cumpliese el indicado plan o suspenderme o privarme del mando me invito el ayuntamiento y se

cometieron varios excesos para obligarme a verificar secciones con la diputacion pro todo fue contenido con las providencias entonces y la separacion de Padres a San Francisco. En aquel punto volvieron a reunirse con motivo de una pesca de nutrias que permiti alli a algunos de los coludidos agregandose al complot el alferez de aquella compañia Don Maríano Guadalupe Vallejo y el sargento graduado de oficial Don Jose Sanchez a quienes Padres sedujo : y que por consecuencia han cometido repetidas faltas de obediencia e insubordinacion a mas de la mezcla indicada. Esforzaron alli luego su proyecto apoyado seguramente en las noticias que se tuvieron en Mayo y Junio sobre las ocurrencias desgraciadas de lo interior y en que el general Guerrero volviera a ocupar la presidencia de suerte que valiendose de la voz de que viene destinado por un gobierno intruso (segun tengo noticia lo decia Padres) verificar la revolucion, ejercer conmigo sus venganzas y conseguir su malvado objeto que al fin no pudieron lograr ; se de ciencia cierta que halagaron a Echeandía con la reposicion del mando y esta es la verdadera causa de su detencion en San Diego, aunque por otra parte Padres se previno con una orden que tuvo parece que el año de 29 para venir provisionalmente a encargarse del mando y prueba esto el haberla pedido al oficial secretario de esta comandancia general en cuyo archivo la dejo para calificacion de sus servicios con sus despachos y otros documentos. Volvieron posteriormente al recurso primero de reunir la Diputacion poniendose de acuerdo para que por todas partes me dirigieran representaciones.

Commentaires du président des missions Narciso Duran sur les liens entre révolte et sécularisation

Bancroft Library, California Missions and Church misc., 12, Narciso Durán, Commentaires sur le bando du 6 janvier 1831, Épilogue, 31 décembre 1831, San José.

Los interesados de los cuales lo eran algunos vocales de la Diputacion territorial que ya contaban con la presa se quedaron chasqueados pasando del chasco al odio contra el equitativo señor Victoria. Jamas han podido perdonar a este justificado gefe el haberles arrebatado la presa que ya consideraban entre sus garras. Empezaron a maquinar a juntarse y comunicarse clandestinamente y por espacio de diez meses del año 31 no han dejado de entreverse algunas sintomas de sedicion que han tenido en continuo movimiento al ilustre Gefe. Quisieron obligar a este a que reuniese la Diputacion para ver si podian llegar de un modo aparentemente legal al cumplimiento de sus deseos o haciendo acceder a ellos el Gefe que se los habia embarazado o deponiendole de su empleo y lanzandole del territorio con otros pretextos para quedar ellos sin el estorbo que habian experimentado, ingratos a los referidos sacrificios de los pobres indios: lo cual conocido por aquel senor nunca pudo resolverse a dihca reunion hasta que llegando los ultimos dias de noviembre del citado ano 31 proclamaron un plan de ataque contra la persona del senor Victoria en el puerto de San Diego el que verificaron el dia 5 de diciembre del mismo a`no en las cercanias del Pueblo de NS de los Angeles con un muerte y algunos heridos de ambas partes habiendo sidi de estos ultimos gravemente el mismo Gefe senor Victoria de cuyas resultas cayo de mano armada el representante del supremo gobierno y quedo este territorio en un estado de anarquia. Estos son los hechos publicos y notorios a todos los habitantes de la Alta California que conformando la opinion publica del resentimiento que hubo por el embarazo puesto al saqueo de los bienes de los pobres indios han demostrado claramente el bajo concepto que tienen formado del Gobierno General de la Union mexicana los revolucionarios; creyendo que podian cometer tantos atentados confiados en la impunidad; supuesto que no se dignaron esperar la resolucion del Supremo gobierno; y han declarado con esto que nunca tuvieron otros motivos para acriminar la conducta politica del senor Victoria sino el haber redimido los bienes de unos pobres neofitos que por momentos iban a ser presa cayendo en las garras de los codiciosos.

46. Le manifeste et plan contre Manuel Victoria (1831)

Source : DHC Vallejo, 1, 244 N-U

Ciudadanos mejicanos situados en el alto territorio de las Californias :

Si la empresa que tomamos fuese dirigida a contrariar las disposiciones de las Leyes ; si el aventurarnos contra los escandalos cometidos por el actual gobernante Don Manuel Victoria ; y si nuestros hechos fuesen guiados por un objeto indigno de los sentimientos patrios ; desde luego no solo temeriamos sino que conoceriamos las futuras consecuencias a que los resultados nos devian condenar ; pero no asi, sino que guiados por el sendero de la justicia, animados por el amor de nuestro suelo, respetando devidamente las leyes que dicto nuestra suprema legislacion, y entusiasmados por el sosten para el cumplimiento de ellas ; nos vemos precisados con la fuerza del derecho respectivo por el criminal abiso de infraccion que en contrario se advierte en el expresado gefe a tomar las providencias que se os ponen de manifiesto. Sabemos que [244N] intentamos, no contra el govierno supremo, ni contra los magistrados, y si estamos sumamente convencidos que procedemos contra un individuo que viola las bases fundamentales de nuestro actual sistema o dandole al verdadero sentido, contra un tirano que seguramente bajo el amparo de la ipogresia ha engañado a los supremos poderes para conseguir el rango hasta el cual sin ser acreedor se ve elevado.

El Ser Supremo que posee nuestros corazones sabe los sentimientos puros con que nos encaminamos:amor a la Patria, respeto a las Leyes, guardarlas y hacerlas guardar ; y desterrar los vicios que con acelerados pasos va tomando el actual gobernante contra el sistema liberal ; son los objetos a que justamente llamamos y repetimos puros sentimientos conforme al derecho publico. Acreditaremos ante [244O] la soberania nacional esto mismo y que la distancia a vista de la continuacion de los hecho dara un testimonio contrario de lo que se quiere llamar sedicion por el infractor de las Leyes. De los sentimientos que propiamente dejan indicados se deduce muy bien el espiritu patriotico que nos encamina al procedimiento a que hoy se da principio, y que al considerarlos reconcentrados en estos terminos en todo el Pueblo de la Alta California, nos queda engendrada interiormente una plena satisfaccion en que nuestro indispensable paso sera apoyado y por consiguiente bien sostenido por todos los que moran en este desgraciado pais. **Por lo que respecta a los SSmilitares que se hallan en actual ejercicio es consiguiente el aborrecimiento que seguramente tendran a nuestra providencia** aunque es de necesidad concederles al pronto esta opinion contraria que les demanda su profesion mas [244P] no asi cuando se consideren impuestos de las sanas y beneficas intenciones con que se procede a ello ; pues que tambien se hallan en estrecha obligacion que como ciudadanos mejicanos recae en todos de guardar y de hacer guardar el codigo inviolable que tenemos jurado bajo estos dos preceptos. Vuestros animos siempre los creemos decididos en favor de la conservacion de la sociedad, asi como vuestras armas en servicio de todo aquello que asegura su felicidad y sosten de las leyes que promulga la representacion de esta. Se os asegura la contrariedad con que gira el primer resorte en esta California, tomando por principio al manifestar sus hechos criminales la infraccion cometida contra la representacion territorial que ha quedado suprimida valiendose de pretextos que desde luego confirman su absolutismo a cuyos individuos sufragasteis vuestros votos para [244Q] que fueren las arcas de vuestra confianza : la total supresion del Ayuntamiento de Santa Barbara ; las ejecuciones de pasar por las armas a varios individuos paracticadas de su orden en Monterey y San Francisco sin

proceder las formalidades precisas que tienen demarcadas las Leyes para estos casos ; la despatriacion que han sufrido los CC Jose Antonio Carrillo y Abel Estarns [Stearns] sin notificarles las causas que lo exigieron ; el desprecio con que ha visto la justisima demanda que con pruebas legales puso el muy honrado Pueblo de los Angeles dejando impugnes los publicos crimenes de su actual alcalde y para no cansaros con mas reflecciones de esta naturaleza atiendase a las atribuciones que se ha tomado en el ramo de Hacienda ; constituyendose en Gefe principal de el con grave y evidente perjuicio del tesoro publico.

Nosotros confiamos que despues de cerciorados de nuestro objeto mirareis [244R] esta justicia al restablecimiento de todos estos males como que es un deber del ciudadano. Creemos asi mismo que la general disposicion de todo el territorio jamas intentara violar nuestros derechos ni menos provocarnos para hacer una defensa agena de nuestras miras. El expresado gobernante no solo se ha manifestado con descaro en la violacion de las Leyes sino que juntamente ha puesto en declive nuestra seguridad e intereses, todo a consecuencia de su despotismo o incapacidad. Vosotros mismos estais presenciando y aun experimentando las desgracias acontecidas en el corto tiempo de su manejo. Por todas estas razones y bajo la obediencia y sujecion de las Leyes nos hemos propuesto :

Primero : suspender el ejercicio de Don Manuel Victoria en cuanto toca al mando que actualmente tiene en este territorio de Comandante general y Gefe politico por infractor [244S] o conspirador contra sagradas cartas sociales, en atencion a las pruebas legales que de ello manifestaremos.

Segundo : El que reunida la Exma Diputacion territorial oportunamente recaiga el mando militar y politico en distintas personas segun prevengan las Leyes de ambas jurisdicciones, todo hasta la Suprema Resolucion.

Estos dos objetos tan justos por las razones expuestas son las que en efecto llaman la atencion del verdadero patriota.

Renazcan pues los derechos del ciudadano y elevese la libertad sobre las cenizas de la opresion ; destruyase el despotismo, abrazado en todo el corazon de un hombre que ha sufocado nuestra seguridad.

Sí, conciudadanos, amor a la patria, y observancia de las Leyes dictadas y aprobadas por Nuestros Supremos poderes son las basa fundamental sobre que caminamos. Las respetadas son respetadas asi como el deber de cada ciudadano. Nuestra diputacion territorial obrara y tomara todas las medidas conducentes [244T] al bien de la sociedad ; a quien desde luego suplicamos no se haga inovacion alguna en el ramo de Misiones dejandolas en el ejercicio de su estado presente, respetando sus comunidades y propiedades ; pues que el objeto se reduce unicamente a los dos articulos que quedan referidos ; el supremo gobierno es a quien exclusivamente toca dictar lo que juzgue conveniente en este asunto en cuya consecuencia se ofrece y promete a sus padres ministros guardar respeto, decoro y seguridad de dichas propiedades encomendadas a su cuidado.

Asi lo formamos y esperamos la indulgencia en obsequio de nuestro derecho y justicia.

Puerto de San Diego, 29 de noviembre de 1831. Pio Pico, Juan Bandini, Jose Antonio Carrillo, El capitan de la 3era compania del escuadron de Mazatlan y comandante de esta plaza C Pablo de la Portilla, el de igual clase comandante de la compania de caballeria permanente de este lugar C Santiago Argüello.

Addition du 1er décembre 1831 :

Los alferez ciudadanos José María Ramirez e Ignacio del Valle y Subteniente Ciudadano Juan Jose Rocha : enterados del antecedente plan, firmado por el actual Diputado suplente al Congreso General, comisario principal del territorio ciudadano Juan Bandini ; por el vocal propietario de la Exma Diputacion Territoral Ciudadano Pio Pico y por vecino del pueblo de nuestra Sra de los Angeles ciudadano Jose Antonio Carrillo y por el cual pronunciandose el vecindario de este lugar sorprendio la pequeña guarnicion de esta plaza en la noche del 29 del inmediato noviembre lo consideramos fundado en nuestro derecho natural puesto que nos consta con toda evidencia que el Gefe Politico y Comandante general del Territorio Don Manuel Victoriaha infringido nuestra Constitucion federal y leyes en la parte que hace relacion con la seguridad individual y representacion popular ; y nos hallamos en circunstancia de no poder ser oidos con la prontitud que nuestro derecho demanda por los Supremos Poderes de la Nacion que pudieran fayar la suspension que en el plan se pretende ; vistas y probadas las acusaciones que dan motivo a tantas quejas. Pero al mismo tiempo para lograr en la empresa el mejor orden y sendero que nos desvie del unico objeto propuesto, elegimos y proclamamos al teniente coronel de Ingenieros Ciudadano José María de Echeandía para que vuelva a recibirse del mando politico y militar del Territorio que entrego en este mismo año a dicho Sor Victoria : esto entre tanto que el Supremo Gobierno resuelva, mediante la participacion correspondiente o que reunira la Exma Diputacion puedan provisionalmente en la mejor forma legal encargase de ambos mandos distintas personas. Y haviendo comparecido a nuestro llamamiento el citado gefe e instruido en el asunto, se decidio a servir ambos empleos como es dicho, protestando hacerlo solamente en sosten de la Libertades publicas segun el sistema que ha jurado, cooperacion al mejor orden y sujecion a los supremos poderes de la Nacion. Asi pues dicho todo en publico, y siendo como fue general, la proclamacion en favor del Sor Echeandía, luego comenzo a funcionar y para constancia firmamos a continuacion el dicho Gefe, los promovidores del plan que en el firman y los que hemos secundado hoy entre once y doce del dia primero de diciembre de mil ocho cientos treinta y uno. José María de Echeandía. Pio Pico. Juan Bandini. Jose Antonio Carrillo. Pablo de la Portilla. Santiago Argüello. José María Ramirez. Ygnacio del Valle. Juan Jose Rocha. Como comandante del piquete de artilleria sargento segundo Andres Cervantes.

47. Le gouverneur Echeandía rend compte au gouvernement des raisons qui l'ont poussé à séculariser les missions de Californie avant d'obtenir son accord explicite

Source : SPMC [C-A 53] Missions and colonization, p. 38. Echeandía, Carta que dirige a Figueroa en defensa de lo que ha hecho para secularizar las Misiones, 19 mars 1833, San Diego.

En 7 del presente trascribiendome VS la orden Suprema que el ES Secretario del Despacho de Relaciones le comunica en 17 de mayo del año popdo y hace relacion al bando que expedi para secularizacion de Misiones en 6 de enero de 1831 se sirve decirme que le instruya de las razones en que me apoyé en la materia para con ellas dar cuenta a la Superioridad.

Les critiques d'Alamán

Discurriendo el E Sr Secretario sobre nulidades del Bando asienta que aunque su objeto se dice

ser el de poner en ejecucion el Decreto de las Cortes de 13 de Setiembre de 1813 relativo a que las Doctrinas que tengan 10 años de reducidas se entreguen a los respectivos ordinarios desde luego se advierte que no solo he procedido en asunto tan delicado con sujecoin a la Ley de la materia sino que tomando un rumbo opuesto y contrario :

- establezco agentes para que intervengan en la administracion de los bienes siendo asi que la Ley quiere que los indios sean los que hallan de nombrar los que administren sus bienes y que se distribuyen los terrenos entre si, cuya facultad me he abrogado en dicho bando, haciendola extensiva hasta el extremo de designar las personas entre quienes se ha de hacer ese repartimiento y los que tienen derecho a el ;
- que asimismo me he adelantado a distribuir los ganados de pelo y lana, cuando un administrador a cuyo cargo han de estar los edificios, ganados y demas que se mencionan en dicho Bando ;
- que ademas he fijado las congruas que han de disfrutar los Religiosos Misioneros ;
- y que es lo mas notable, que por dictar estas providencias no he consultado con el Supremo Gobierno, ni hay constancia de que diese los pasos correspondientes con el Diocesano para que se verificase la entrega con las formalidades debidas que previene el enunciado Decreto, ni menos la hay de que se siguiese el Expediente respectivo con todos aquellos requisitos tan esenciales en negocios como el presente
- y en virtud de todo lo redactado concluye el ES Ministro que el ES Vice Presidente no pudiendo menos de llamar su Superior atencion a esos mis procedimientos y deseando por esta parte el mejor cumplimiento de las Leyes combinado con las circunstancias ordenó :

Ordres du Vice Président au sujet du Bando du 6 janvier 1831

Que si en alguna Mision se encontraba puesta en ejecucion el expresado Bando desde luego se repusiesne en el estado que tenian antes que aquel se publicara sin perjuicio de que el Gefe Superior Politico y Militar nombrado por su Ecsa ...ando desde luego imponerse del estado de las Misiones e informarse de las que esten en sazon de entregarse al ordinario y de procederse en ellas conforme al Decreto del 13 de Setiembre...ando el plan que le pareciere mas conveniente segun los datos que le ministrasen la presencia y proximidad con que podria imponerse del estado en que hallase tales Establecimientos para que en vista de todo pudiese acordarse lo conveniente.

Défense du Bando par Echeandía

Tengo razones muy poderosas en apoyo de ese mi repetido Bando y aunque no es en mi poder el Archivo de aquel tiempo en que goberné ni me es dada la elocuencia necesaria para demostrar hasta la evidencia cuanto hace a mi favor, procurré satisfacer como me sea posible.

1) Application de la loi et de ses instructions

Yo entiendo que la Ley de 13 de Setiembre de 1813 habla con dos distintos respetos, uno relativo al orden eclesiastico en cuanto al culto divino, y otro referente al Gobierno temporal obligatorio a las autoridades civiles de las respectivas localidades. Asi pues parece que encargado yo de la Gefatura politica y comandancia general fue en mi obligacion inmediata cumplir con la Ley en aquella parte referente al Gobierno temporal, con tantas mas razon cuanto que en las instrucciones que recibi por la Secretaria de Relaciones previniendose en el articulo 5 que tratase de instruirme e informar del manejo de los Misioneros con respecto a los Pobladores a los indigenas, bien

Cristianos viejos o neofitos y a los gentiles. Continua el articulo 6 que en el entre tanto me condujera con respecto a los pobladores y a los indigenas Crisitanos viejos, hjaciendo que se fuesen adaptando las leyes constitucionales en disposicion que ellos no quedasen con otra dependencia con los misioneros que la que es debida a su caracter de parrocos. Mas adelante en el articulo 10, previniendose que informase acerca de los terrenos que ocupan las Misiones y que numero de personas de los pobladores e indios tienen capacidad de cultivar por si mismos. Se continua en el articulo 11 que en el caso de que hubiese algunas de estas personas capaces de cultivar por si, dispusiese que de las tierras comunes de la respectiva mision a que perteneciesen y sin perjuicio de las atenciones con que ella quedase para la mantencion de los Neofitos y catecumenos se les asignasen las que perteneciesen proporcionadas para su cultivo a reserva precisamente de dar cuenta al Supremo Gobierno para su aprobacion y salvas las disposiciones del reglamento que se formase para prescribir las condiciones y obligaciones a que se sujetaba el repartimiento de tierras. [7]

Lettre du Ministère de la guerre sur la réforme graduelle

Agregese que para asegurar el acierto en la politica de todo se me favorecio en oficio de 31 de enero de 1825 espedido por la Secretaria de Guerra y Marina que hablando sobre MIsiones dice : « la adjunta relacion firmada por el oficial mayor de esta secretaria le instruira de las vejaciones que sufren aquellos habitantes ya de las Misiones, ya delos Comandantes que han venido. El Presidente quiere que tales vicios se reformen pero esta reforma es obra de la politica mas bien que de la autoridad : importa no contrariar abiertamente el sistema de los Misioneros cuya influencia ofendida podria causar mayores males pero no es menos necesario ir poco a poco refrenando la arbitrariedad que oprime aquellas gentes, haciendolas experimentar las ventajas del sistema liberal, pero con tal prudencia y lentitud que sus costumbres no degeneren en libertinage como es muy facil que suceda si se procede con inadvertencia. No es posible circunstanciar a U la senda que debe seguir:a sus conocimientos y juicio que si la logra le hara siempre mucho honor. El general Presidente descansa en las buenas calidades de U y es preciso corresponder a esta confianza. »

Toutes ses occupations (justification du retard)

Al efecto como primer encargado por el Gobierno Federal para acomodar el sistema de ambas Californias ; supliendo como podia en los casos indispensables, la falta de administracion de justicia, empeñado en que se arreglase el ramo de Hacienda, pues el COmisario principal abuso de su empleo fallandome los socorros precisos para la tropa y otros gastos estaba en el estrecho de apurar mis recursos, pugnando para ...dizar en buen orden la indispensable tolerancia del trafico con los Buques estrangeros, porfiando por establecer la periodica y segura correspondancia por Sonora atravesando el Colorado y en suma combatiendo a la general adecion al gobierno Español y sistema despotico, sino los abusos introducidos en todos los ramos a virtud del aviso del levantamiento del pais y enormemente propagados por el total descuido del Gobierno virreynal durante la guerra de independencia.

Ocupado digo con tantas atenciones sin manos en la oficina civil y aun en la militar y por fin sin eclesiasticos Mejicanos que a los descontentos españoles le sustituyesen en el culto Divino bien porque lo abandonasen como sucedio en Santa Barbara y San Buenaventura bien poque fuesen expulsos por realistas insufribles como son algunos de estos que aun existen, y lo fue el de San Luis Obispo, influyendo en la revolucion de Solis que degenero en favor de España y aunque con tan buen exito enfrené harto entorpecio la marcharde buen gobierno bien porque no faltarian algunos que malversasen la hacienda de los reducidos o porque desmandose de permanecer bajo el Gobierno

7 C'est lui qui souligne.

Federal reformados los Misioneros querian salir de la Republica como es sabido comprometidos asi de diversos modos mirando que en las misiones casi quedaban ilusorias mis repetidas ordenes y providencias para que los reducidos fuesen aliviados en los cruentos e infamantes castigos que arbitrariamente se les aplicaban ; gozasen tanto su libertad personal y fruto de su trabajo y recibiesen en sus respectivas escuelas la muy precisa educacion cristiana y civil, cuando por mi propia vista y trato con los misioneros y con los reducidos (a pesar de las adulaciones e inconvenientes que se me aparentaban para que nos destruyese el yugo de esos miserables conquistados) forme un cabal concepto de los que debia hacer, entonces acabe un plan reglamentario para sustraer de los Misioneros el gobierno y administracion temporal el cual remiti a la Superioridad si mal no me acuerdo en el año de 29 esponiendo que necesitaba sujetos para las mensuras y para establecer cuanto concernia al buen orden en esas nuevas poblaciones.

Posteriormente el año 30 puse al acuerdo de la Diputacion Territorial el mencionado plan y habiendo merecido la general aprobacion con algunas condiciones en favor de los reducidos lo volvi a remitir a la Superioridad. Ambos planes y notas oficiales acompañatorias encontrara VS entre las minutas puestas en los cuadernos de relaciones exteriores que existaran archivados.

Le changement de contexte de 1831

A principio del año 31 hallandose el territorio respuesto de su Diputacion con alcaldes auxiliares en el Presidio de Santa Barbara y Ayuntamiento (aunque de superior jerarquia entre los de su clase)en las poblaciones de Nuestra Señora de los Angeles y San Jose Guadalupe y en el vecindario del puerto o presidio de Monterey con asesor que facilitando mejor la administracion de la justicia en lo militar y civil excuso al Gefe de ambos fueros de aquella indispensable necesidad de suplir continuamente arreglando ya su comercio con los Buques, sistemada la Hacienda Federal y Municipal con ayudante inspector que vigilase en el mecanismo de las compañias permanentes y desembarrado su Gobernante del mando militar y civil de la Baja Califorinia me encontré en mejor aptitud para dedicarme a la practica en la reforma de Misiones.

Consiguient sabedor que estaban en camino para el territorio misioneros guadalupanos, que tanto cuanto importaba cubriesen la administracion espiritual, la falta de los descontentos españoles fernandinos, interesaba tambien precaver no les suceiesen en la ambicion de retenerse el mando yu administracion temporal como desgraciadamentese ha verificado. Considerando que por las continuas guerras del interior no habiendo podido ser atendidos mis planes asi como otros asuntos de que no tenia contestacion o que tal vez se habian extraviado por la desorganizacion de correos por la Baja California, hallandome en el caso de mantener sin remplazar las Compañias de Monterey, Santa Barbara y San Diego en terminos que las 2 primeras no pasasen cada una de 25 o 30 hombres y la ultima de 40 supliendo por el resto de la fuerza la de los vecinos pobladores motivo a que no contando con otros arbitrios que los del Pais para los pagamentos, la esperiencia me habia enseñado y escarmentado en la revolucion de dicho Solis que muy lejos de ser util al buen orden y seguridad al completo de la fuerza de tales compañias era perjudicial pues a mas que por el no se pagaba cabalmente a los otros diseminado en las escoltas de las misiones era necesario politicamente capitular a cada paso tanto para que el misionero requieria la permanencia de tales o cuales individuos y no era prudencia desairarlo cuando constituido arbitrio de los unicos capitales de California socorria con ellos y se llevaba tras si las voluntades tanto porque convenia fuesen casados asi todos los destinados a ese servicio para que pudiesen alli mantenia a sus familias resultando de todo unos soldados, cabos, y aun sargentos indisciplinados y servidores de los Misioneros puesto que se empleaban unos de mayordomos otros e dispenseros y otros de confidentes de dichos misioneros, ocasionando ademas la corrupcion de los reducidos porque en el exceso de sus paciones se aprovechan de sus mujeres les espenden el aguardiente y forman juegos y

trapacerias prevaliendose ventajosamente en las desavenencias con la dignidad de gentes de razon o conquistadoras y en conclusion conociendo muy bien que para asegurar la integridad de la Nacion y la tranquilidad y prosperidad interior es un medio radical quitar de una vez la opresion a los reducidos, estableciendo su gobierno mediato por autoridades seglares puesto que convertidos en propietarios esos reducidos a manera de esclavos aficionados a nuestro gobierno como se ha palpado en las 2 distintas epocas que ma han sostenido el mando, defenderian con entusiasmo la Federacion evitandose asi la cabida que hoy tiene cualesquier intento de la astucia estrangera (que asi como se dice de Nuevo Mejico y de Tejas es bastante temible)y apegados naturalmente a sus intereses, trabajarian con empeño a sus adelantos cooperarian mas solicitos al bien orden y seguridad interior con sus multiplicadas y diferentes cosechas viviendo sobrados, obedecerian comodamente la demas poblacion ; quedando franca por consiguiente gran parte de la tropa permanente y de los Misioneros para seguir dentro de los ranchos internos a formar nuevos establecimientos cuando por los Supremos Poderes a que corresponda se determine el nuevo plan de gobierno para todo el territorio (sobre cuya materia presentaré oportunamente el que tengo formado) a virtud pues de todo lo relatado, trascurrido en el periodo de 6 años me propuse consolidar la seguridad y buen orden del Territorio convirtiendo en hombres libres y propietarios a los 18 000 forzados indigentes reducidos en las viejas misiones para avanzar despues con velocidad a la civilizacion de esta multitud de gentiles selvaticos que tambien pertenecen a nuestra Nacion tanto como pertenecen sus terrenos y con esto lograriamos aumentar considerablemente nuestra poblacion y asegurar mas y mas nuestros limites sin necesidad de colonizar por esta parte con estrangeros que a mi juicio nunca sera tan segura y solida su adhesion a nuestra Religion, patria y costumbres en razon de su distinta naturaleza y mayor cultura.

Por tanto repito a principios del año 31 ya todo predispuesto para llegar al colmo de la regeneracion de mi cargo por la cual tanto habia anelado fijando la atencion en que el articulo 6 de la Ley de que se trata es del exclusivo resorte y responsabilidad de las Autoridades civiles y cierto de que quisiera que quede al cuidado y eleccion de los indios la administracion de sus bienes y distribucion de terrenos de tal modo que para ello dispongan lo conveniente sus ayuntamientos interviniendo el Gefe Politico (cuyas autoridades son el medio o conducto por donde los individuos organizan sus procedimientos y muy seguro de que tales Yndios reducidos quieren tambien eficazmente con toda su voluntad y fuerzas su libertad personal y libre goce del fruto de sus trabajos no teniendo como no tienen autoridad municipal que supla la falta de sus ayuntamientos sino es la Diputacion Territorial (por mientras se les somete a la de otra Poblacion que haga de cabezera o pueda establecerse en su seno cuando tengan capacidad para ello) de aqui es que por el acuerdo de esa corporacion interviniendo el Gefe politico con la amplitud que el Supremo Gobierno le faculto y aprovechando la ocasion mas oportuna para desarrogar de una vez la fuerza del derecho con que debe refrenarse el Coloso poder arbitrario de los Misioneros, se trato por el bando de 6 de enero de 1831 de poner esos reducidos bajo el gobierno de autoridades civiles pareciendo que asi lo posible se cumplia con las leyes y ordenes superiores.

He dicho la autoridad y conveniencia en que se apoya el bando sobre secularizacion de Misiones publicado en 6 de enero de 1831 y paso a encargarme de la contestacion y las otras objeciones que hace el Exmo Sor Secretario de Relaciones.

Los agentes de que el Exmo Sor Secretario dice : desconoce el Decreto, y establezco para que intervengan en la administracion de bienes no advierto cuales puedan ser sino aquellos comisionados de quienes en el articulo 2 del bando se lee como sigue : « Para dirigir estender las actas y demas concernientes (se supone al nombramiento de comisarios de policia de que se trata en

el principio del mismo articulo) se comisionara por esta Corporacion (esto es por el ayuntamiento o autoridad municipal mas cercano) un individuo que merezca sus confianzas ». En verdad si tales comisionados se tienen por aquellos agentes no se como pudieran contrariar la Ley e intervenir en la administracion de bienes ni tampoco entiendo como unos hombres rusticos que jamas vieron formalidades en el nombramiento de sus alcaldes podran discurrir por si solos sin confundirse consiguientemente en el caso no conosco haberme abrogado ninguna facultad ni como es que me adelantado en la distirbucion de tierras por familias cuando al acordarlo asi la Diputacion me crei que demasiado se habia retardado tan justo e interesante reparto y que este se hacia con bastante escaces para que quedasen muy sobrados terrenos con que poder hacer muchas mas concesiones segun la Superioridad lo hallase por conveniente al hacer la aprobacion y reglamento que en mis instrucciones espresa el articulo 15 ya citado. El repartimiento de algunos biens igualmente fue acordado por la Diputacion y no podian dejar de hacerse asi pues siendo como es muy publico y notorio que los bienes de las misiones son de los reducidos en ellas y quedando estos sin aquel aprovechamiento en comun era indispensablemente obligatorio dar al menos a cada familia el pie necesario para que pudiesen subsistir y progresar organizandolo a similitud de lo dispuesto en la instruccion para poblaciones que marca el titulo 14 el reglamento de 24 de octubre de 1781 dado por el gobierno del pais, reservando si los bienes sobrantes que serian todos (en razon de que los distribuidos no montarian mas que la 10a o 20a part de las existancias para que siguiendo al cuidado de los PP misioneros mientras podian conseguirse los administradores de que habla el bando en los articulos 18 y 19 y requiere la Ley en el articulo 6 hubiese cantidades disponibles para hacer mas extensiva la distribucion entre los individuos de la comunidad para tomar lo necesario a otra u otras fundaciones entre los gentiles comarcanos para fijar un fondo de propios y arbitrios y si acaso el Erario debe rehacerse de los un mil pesos de fundacion mencionados en el articulo 15 del reglamento dicho.

La congrua

La congrua que se fijo por lo pronto en el articulo 23 del bando fue porque no pudiendo menos que atender a la subsistencia del eclesiastico mientras que la superioridad acordaba con el Diocesano sobre derechos parroquiales o asignacion anual nada se aventuraba tomando en cantidades de los bienes de comunidad puesto que hoy de ellos mismos toma el misionero mucho mas para su servicio sin contar las cantidades que destina arbitrariaente a sus onjetos favoritos.

El diocesano

Acerca de los pasos correspondientes con el Diocesano para que se verifique la entrega es constante que en la misma fecha que espedi diriji una nota acompañando un tanto del ...Presidente si mal no me acuerdo contesto al pronto de conformidad y posteriormenete cuando supo la faccion del Teniente Coronel Don Manuel Victoria espuso que se yo que inconvenientes que ya no estuve en el caso de refutar : el Ilmo gobernador contsto de anuente en 22 de marzo de 1831 manifestando que la escaces de eclesiasticos le impedia prover convenientemente en curato las misiones administradas hasta entonces por reliogosos y pidiendo los informes que pareciesen convenientes para la felicidad de los habitantes del Territorio. Aqui es reparar que a mi juicio di los pasos correspondientes para con el Diocesano supuesto que la Ley hace 19 años que se halla publicada circulada y comunicada al RP Presidente de las Misiones y que siendo en ella del resorte eclesiastico acordar lo conveniente para convertir las Misiones en curatos proveyendolos convenientemente en clerigos seculares o encargandolos a los religiosos que las administren nada se ha verificado y que no siendo del resorte eclesiastico sino del civil acordar lo conveniente para el Gobierno temporal y administracion de las haciendas de los Indios reducidos en dichas Misiones claro es que no habiendome entrometido en lo primero en cumplido con aquellas autoridades eclesiasticas dadoles conocimiento de haber

efectuado lo segundo que a mi tocaba.

Por ultimo si como dejo referido en el articulo 6 de mis instrucciones se me previene que haga observar en los indios cristianos viejos las Leyes Constitucionales en terminos que ellos no queden con otra dependencia de lo misioneros que la que es debida a su caracter de parrocos en el articulo 11 que a los indios que tuviesen capacidad para cultivar por si, dispusiese yo se les asignasen de los terrenos de su mision los que pareciesen proporcionados y por complemento de todo en la nota de 31 de enero de 1825 espedida por la Secretaria de Guerra hablando sobre misiones cuya sujecion es cargo de las autoridades del fuero militar, se me faculta para que proceda como es dicho, en el tiempo y modo que hallase yo por conveniente segun mi juicio y prudencia, manifestado ya a la superioridad mis proyectos en la materia. Que espediente habia de pasar en consulta ? Sino es el Bando con que doy cuenta del primer paso indispensablemente preciso para arrancar de una vez del poder de los misioneros la autoridad civil quedando con esto planteada en su totalidad la regeneracion que por el Supremo Ejecutivo de la Nacion se me recomendo.

Entre las actas de la Diputacion que son en el archivo de esa Corporacion al cuidado de su secretario vera VS si gustas la formalidad de la discusion y acuerdo acerca del Plan citado sobre secularizacion de Misiones en el cuaderno de relaciones interiores año 31 se encontrara la minuta de la nota acompañatoria del Bando que diriji al RP Presidente de las Misiones e igualmente archivados sus contestaciones y en el cuaderno de relaciones exteriores del mismo año 31 se hallara la minuta de la nota acompañatoria del Bando que diriji al Ylmo Sr Gobernador de la Mitra adjuntando ahora su contestacion original pues se halla en mi poder, motivo a que posteriormente a la entrega que hice al Sr victoria me fue remitida de Monterey y tuve por excusadi de volverla aquel Gefe que me vio con tanto desprecio en asuntos de gobierno como si no hubiese sido en ellos su immediato antecesor. Ahora con respecto al tino que yo haya tenido por el juicio y prudencia con que me conduje note..do lo relatado y adviertase que todas las reducciones de que habla el bando la que me...no solo data de diez años de establecidas sino cerca de treinta que por tanto casi todas las 18 mil reducidos que hacen las cuatro quintas partes de la Poblacion del Territorio (sin contar dos misiones del Norte del puerto de San Francisco y los gentiles amigos, sus parientes son Cristianos viejos que son cuantiosos los bienes y terrenos que sobran despyes del reparto señalado en el bando y que por lo mismo hay sobrado lugar para que la superioridad amplie esas concesiones para que cuando halla eclesiasticos para nuvos establecimientos se tome al avio temporal de misiones y labranza que dice el articulo 2 titulo 15 del repetido reglamento y que por fin con los pocos neofitos y catecumenos puestos a las ordenes de algunos cristianos viejos que tengan influjo en ellos por el hereditario titulo de capitan que siempre reconocen y respetan se puede muy facilmente (a falta de eclesiasticos para solo la administracion espiritual) adelantar nuestra Religion y civilidad formando nuevos establecimientos entre la gentilidad amiga y comarcana como a mi mismo me ha pedido y aun permanece en esa espectativa en este Departamento de San Diego. Se supone que de cada compañia permanent se tomara un oficial y 20 hombres poco mas o menos para cubrir el destacamento que se estableciese en paraje acomodado para poblacion 5 o 6o 7 leguas distante hacia la costa de las nuevas reducciones de modo que estas refuerzen fronterizas y pudiesen ser visitadas caa dias por el oficial o sargento del Establecimiento por...el buen orden y administracion de justicia a manera de la que se practica ...en las nuevas poblaciones de la gente que llaman de razon.

Mucho mas pudiera estenderme tanto manifestando el gravisimo perjuicio que en la privacion de sus sagrados derechos sociales se hace a los reducidos en misiones considerandolos por mas tiempo como neofitos suijetos a los misioneros e instituciones politico abusivas de ellos cuanto en el deostrar el acomodamiento que pude hacerse de malhadado bando de 6 de enero de 1831 en cada mision segun sus particulares circunstancias a semejanza del reglamento que durante mi mando provisional circulo en 18 de noveimbre del año popdo que remiti a VS con mi nota n°6 de 7 de

febrero ultimo pero me parece excusado por que VS movido de su patriotismo y avisafo por sus talentos superiores a los mios todo lo perfecionara mejor que lo que yo puedo imaginar.

Es cuanto por ahora me ocurre informar a VS consecuente al honor que me dispensa en su nota oficial de 7 de febrero del presente año

Soy de VS con la debida consideracion y aprecio su atento subordinado y seguro compatriota.

48. Une junte de défense de la sécurité publique à Los Angeles (1836)

Los Angeles Archives Papers [C-A 64] p. 83 Salus populi Suprema Lex est (Montesquieu, *Espiritu de las leyes*, lib 26 cap 23)

Los ciudadanos que suscriben invitados por los demas vecinos de esta jurisdiccion justamente indignados del horrible atentado cometido contra la persona del finado Domingo Feliz : retrayendo a la memoria los repetidos ejemplos de semejante crimenes perpetrados con frecuencia en esta ciudad considerando ser la causa principal de la multiplicidad de delitos tan horrendos la excesiva dilacion que se sigue en las causas criminales por tener que esperar de la Suprema Corte de Justicia de mejico la confirmacion de una sentencia a pena capital pronunciada en este territorio donde es muy remoto y se verifique temiendo como debe temerse que la impunidad de tamaños iniquidades conduzca cuando no a otros mayores (por no concebirla el entendimiento humano) pero si a un estado de verdadera anarquia donde el derecho del mas fuerte sea la unica ley, observado en este desgraciado pais. Y por ultimo atendiendo que ha llegado a tal extremo la inmoralidad que a cada paso es atacada y violada la seguridad publica y se pierde irremediablemente si no se opone al torrente de la atroz perfidia el dique de un ejemplo solemne imponente pedimos que se ejecute o se nos entrega para su inmediata ejecucion al asesino Gervasio Alipaz y a la infiel María del Rosario Villa su complice. Este monstruo abominable que imolo cruelmente a su importuno marido para poder entregarse sin recelo a sus freneticos apetitos y recoger con el homicida en el creno de la torpeza el asqueroso lauro de su execrable traicion.

La naturaleza se estremece a la vista de ese ...perezca pues esa pareja infernal. Este es el voto del Pueblo y protestamos a la faz del cielo no desampar las armas con que apoyamos la justicia de nuestra peticion hasta tanto los asesinos no hayan espiado en el suplicio sus delitos nefandos.

Son tan autenticas las pruebas que los condenen que cualquiera otra diligencia judicial es inecesaria. La vindicta publica exige un pronto ejemplar y debe darsele. Nunca aun la sangre de los Alvarez, de los Potinon, de los Jenkins y otras victimas infelices del furor y pasiones brutales de sus impios verdugos.

Sus manos ensengrantadas claman : « venganza » y esa voz terrible retumba en su sepulcro por di quiere el eco la repite. La afligida viua el desamparado huerfano, l padre anciano, el enultado hermano, la inconsolable madre el pueblo todo quiere una pronta y solemne venganza.

Juramos darsela hoy mismo o morir. Hoy mismo ha de verterse la sangre de los homicidas o la nuestra derramada hasta la ultima gota. Publicara al mundo que si en la ciudad de Los Angeles los jueces toleran el asesinato hay ciudadanos vertuosos que saben sacrificar sus vidas para asegurar la de sus compatriotas. Una comision pasara copia de este acta al Sr Alcalde 1ero constitucional para que resuelva lo que les convenga.

49. Pronunciamiento du 6 novembre 1836

Source : DHC DLG, p. 151

En el Puerto de Monterrey de la Alta California, a los siete días del mes de Noviembre de mil ochocientos treinta y seis reunidos en sesión estraordinaria los vocales de la Ecselentísima Diputación Ciudadanos José Castro, Juan B. Alvarado, Antonio Buelna, y José Antonio Noriega con el objeto de tomar medidas de seguridad, atenidas las críticas circunstancias del Territorio se dio cuenta por la Secretaría con el plan de un pronunciamiento, hecho en este Territorio el día tres del corriente, por multitud de Ciudadanos descontentos con la firma de Gobierno Central, adoptado en la República; que habiendo tomado la plaza mediante una capitulación hecha por el Comandante General, oficiales y tropa que la guarnecía, se pusieron a las ordenes de la Ecselentísima Diputación pidiendo se sirviera redactar dicho plan quitando ó poniendo lo que creyera justo y conforme á los intereses del país; en cuya virtud tomó la palabra el C. Albarado y dijo que se persuadía que la forma en que estaba concebido el Plan presentado era debido á las fatigas de la campaña, pues se había traslucido bastantemente en público cual era la mente de los pronunciados, que solo resistían las vejaciones de los Gobernantes mandados del Territorio después de juradas las haces del nuevo sistema de Gobierno central, por lo que atendida la ruina del Territorio, si no se tomaban medidas estraordinarias y del momento, opinaba que el Plan debía redactarse en los términos siguientes.

1.° La Alta California se declara independiente de Mejico mientras tanto no restablesca el sistema Federal que se adoptó el año de 1821.

2.° La misma California se erige en Estado libre y soberano estableciendo un Congreso que dicte todas las leyes particulares del país, y los demás Supremos Poderes necesarios declarándose Constituyente la actual Ecselentísima Diputación.

3.° La Religión será Católica Apostólica Romana, sin admitir el culto público de ninguna otra, pero el Gobierno no molestará á ninguno por sus opiniones particulares religiosas.

4.° Una constitución arreglará los ramos todos de la administración "provisionalmente" conforme en cuanto sea posible, con la expresada Constitución.

5.° Entre tanto se lleva al cabo lo contenido en los artículos antecedentes será llamado á la Comandancia General el S. D. Maríano Guadalupe Vallejo.

6.° Se pasará a las municipalidades del Territorio las comunicaciones convenientes por el Presidente de la Excelentísima Diputación.

El Señor Castro espuso: que en efecto le constaba y era público y notorio que los pronunciados solo aspiraban á librarse de los perjuicios que inferían á la causa pública y á sus intereses partículares, los Gobernantes mandados al Territorio por un Gobierno que no estaba recibido, uniformemente por los Estados Unidos Mejicanos, y que por lo mismo era de opinión que se estuviera por la proposición del C. Albarado añadiendo que si dicha proposición era de la aprobación de la Ecselentisima Diputación, sería conveniente hacer presente á los pronunciados la redacción hecha por esta Ecselentísima Corporación, para tomar si no están por ella las medidas convenientes.

Fué tomada en consideración la proposición del S. Albarado, y aprobada por unanimidad de votos se admitió igualmente la adicción del S. Castro.

Y siendo presentes los que dirigian á los pronunciados, espresaron ser conformes por sí, y en nombre de sus subalternos que habían depositado en ellos su confianza, con lo que se les manifestaba, y que en realidad era su opinión, con lo que se levantó la sesión á que asistieron los vocales expresados.

La Excelentisima Diputacion de la Alta California a sus habitantes

Californios; el cielo os favorece; sois sin duda su porcion escogida y por eso es que con mano propicia os conduce a vuestra felicidad. Habeis sido hasta aqui triste objeto de las facciones civiles cuyos mandarines satisfechos de un triunfo pasajero apuraron hasta el extremo nuestra docilidad y nuestro sufrimiento. Constituidos en hijos obedecientes de la Madre Patria y fieles defensores de sus caras libertades jurasteis solemnemente ante Dios y los hombres ser libres o morir antes que ser esclavos.

En tal virtud adoptasteis para siempre como el pacto social que os hubiera de regir la constitucion federal del ano de 24; se organizaba vuestro gobierno a costo de inmensos sacrificios que hijos desnaturalizados hoyaron desconociendolos para labrar sobre vuestras ruinas su fortuna y criminal ventura y cuando parecia que eraias ya seguro patrimonio del tirano aristocrata tremolasteis intrepidos el pabellon de los Libres Federacion o Muerte es del Californio la suerte. Asi habeis esclamado y tan dulce grito estara indelebilmente grabado en vuestros corazones en quiense se ve arder incesantemente el sacro fuego del amor patrio. Habeis gustado el suave nectar de la libertad y no se os brindara impunamente con el caliz amargo de la opresion.

California es libre y cortara todas sus relaciones con Mexico hasta que deje de ser oprimida por la actual **faccion** dominante titulada Gobierno Central.

Para conseguir tan interesante tan grandioso objeto resta solo que **unidos** los habitantes de este suelo formemos un **solo voto**, una **sola opinion**, unamonos Californios y seremos invencibles empleados todos los recursos con que podemos contar.

Asi patentizaremos al universo que somos firmos en nuestros propositos que somos libres y Federalistas

Jose Castro Juan Bautista Alvarado

Antonio Buelna

Jose Antonio Noriega

Monterrey 6 de noviembre de 1836

Imprenta del gobierno a cargo del S Santiago Aguilar

(papel suelto, impreso)

50. Récit du pronunciamiento du 6 novembre 1836 à Monterey par Juan B. Alvarado à Maríano G. Vallejo

Source : DHC MGV, 3, 262

SD Maríano G. Vallejo, Monterey, noviembre 7 de 1836

Mi querido tio y amigo

Cuando me separé de U en el paraje de Napa mis sentimientos de patriotismo y un mi situacion particular me animo mas ardientemente a... un bien a mi pais : volvi con el sentimiento de no haber podido conseguir la compañia de U para lograr el objeto de beneficiencia publica y en hallarse en aflicciones. En el Pueblo de San Jose Guadalupe me encontré con Castro, Buelna y Noriega y convenimos en hacer un pronunciamiento : formamos nuestro plan y con trece hombres nos dirigimos a Monterey : a luego conocimos el entusiasmo de los abitantes por defender una causa justa : por los caminos nos auxiliasen con armas y nos proveian de vastimentos. Por fin llegamos a Monterey con ciento y pico de hombres. Este punto estaba fortificado con mas de …hombres...la fuerza en la noche de nuestra llegada nos pasamos con alguna engañijo y tomamos el castillo y la altura por casa de los Linares de manera que la plaza quedo dominada con auxilios de el pueblo, del comercio y de los buques (al excepcion de D Federico Becher) nos armamos suficientement y mandamos un parlamento imponiendole a Gutierres que sindiese la fuerza a discrecion. Se hallavan en ella todos los oficiales y Portilla que ya habia llegado y una multitud de presidarios de la carcel a quienes Gutierrez armo. Habiendo demotado la contestacion tiramos un cañonazo del fuerte cuya vala tan bien diriguida que la metimos en el saguan de la Comandancia cuando los oficiales se hallaban en el patio en conversacion ta fue el susto que se dice que en una hora no se habian vuelto a ver entonces contesto Gutierrez pero diciendo que esta opuesto y que no admitiia. Tal fue el enojo de la Division que todo el mundo se hecho pie a tierra en su arma para atacarlo pues teniamos una compañia de veinte [262b] y cinco rifleros:: cuandola plaza observo los movimientos mando suspender la entrada suplicando que no atacamos ; a pocos momentos remitio Gutierres un oficio ofreciendo **** con tal de que ofrecisemos garantias a los individuos de su partido sin impedirles que le siguieran los que gustaran. Admitimos las condiciones y nos presentamos en Monterey con el orden y disposiciones mas admirales.

La infanteria marchaba con el golpe de su***lica del Señor Yuew (?) y la caballeria con su ***. los oficiales se retiraron de la plaza meno el que quedo en el punto para entregar la fortaleza. Nosotros intitulabamos la expedicion de esta manera « Vanguardia de la division de operaciones » : aseguramos que U venia de retaguardia con el resto y que hera el gefe del ejercito. Sera preciso valernos de **** por que con solo esa esperanza nos seguia multitud de gente resuelta a morir ; pero nosotros deciamos que U se demoraba por que su tropa estaba en campaña y que huvo a ***** decirnos que [262c] atacaremos a Monterey.

Hasta ahora se hallan los habitantes ayudando a U y en esto estriba que se consiga con tanto honor una empresa que por todas partes de aluba hasta por el mismo Gutierre y oficiales quienes a exepcion de Valle y Zamorano a todos los mas los hemos embarcardo en el Clementina hoy mismo con destino al cabo de San Lucas : Herrera y Don Luis Castillo en Capite algunos soldados y presidarios de los mas malos.

La acta adjunta y la proclama manifiesten cual est el objeto del pronunciamiento que hemos

dicho U es el principal pronunciado aunque no conste su firma.

De la venida de U *** la felicidad del pais y no deve excusarse por ningun sacrificio que importe. Todos esperan a U como el hombre que ha de hacer el bien de su patria.

No hay en el territorio fuerzas competentes para oponerse al contrario aguardavan a nosostros para imitarnos hoy mismo marchan Baelna y Villa que son los primeros ayudantes para Santa Barbara para que se juren las bases del nuevo gobierno californiano : los federalistas ganaran en Mejico y nosotros quedaremos si la suerte es buena erigidos en estado libre y soberano.

Los oficiales y Gutierrrez avergonzados de haber cometido aberraciones y de ver resplandecer con tanto honor la libertad lloravan amargamente su suerte. El Sr Gutierrez confesando que havia cometido aberraciones mando una carta antes de embarcarse dando satisfaccion y diciendo que sentia mucho [262e] separarse de un pais en donde havia pensado vivir para siempre unido a los Californios.

Es admirable tio el orden con que se ha conducido nuestra expedicion desde el momento con que nos abritemos en Monterey.

Las familias pidieron que al llegar a recivir la plaza entrasemos por la poblacion en donde se havia mandado *** las pulias (?)

Todo el mundo nos acompaña en la expedicion y gritavan vivas diciendo « California es libre »

Quisiera que U fuera testigo presencial para que se complaciera de ver nustra surte feliz y libre.

Saludeme a Ortega [262f]

Castro dice que no sea U ingrato que no puede decir a U mas que reciva esta por suya.

La precision y los negocios no me permiten ser muy largo consideremos U

Memorias a la familia

Juan B Alvarado

51. Argumentaire d'un opposant à la révolution

Source : Coronel, 35 ou DHC DLG, 6

Castillo Negrete – Exposicion (original dans Coronel Doc 35) p. 171-190

El Juez de distrito del Territorio al Ylustre Ayuntamiento de los Angeles, décembre 1836, San Diego.

Señores alcaldes e Ylustre Ayuntamiento de la Ciudad de los Angeles

El infrascrito Juez de Distrito de este territorio en el acto de emigrar de el a consecuencia de haberse desconocido en Monterrey por una faccion el Supremo Gobierno Nacional dirige a Ud la exposicion siguiente :

Un poder usurpador de nuestros derechos, perturbador de nuetro pais pretende quitarnos a la vez el orden y la libertad

La primera necesidad de California en el dia es el restablecimiento del gobierno legitimo que sin demora ns garantize la seguridad individual y el imperio de la ley.

Le inexperiencia de las Californias puede ser victima de la tenebrosas miras de los revolucionarios que perdidos ante el orden terminando la accion de las leyes y de los tribunales seduciendo algunos inocentos y favorecidos por el interes del contrabando extrangero han establecido en Monterrey el trono de la anarquia y el foco de una faccion; esta es dirigida por hombres desnaturalizados sin Dios, sin ley, y sin patria y acaudillada por 4 diputados alucinados sin cautela ni prevision y como instrumentos ciegos de aquellos que en vano se ocultan.

La paz inalterable de California es perturbada y el genio del mal sale de Monterrey con la tia de la discordia y la fatal anarquia a sembrar ka confusion por todo el territorio : rechacelo la felicidad y el amor a la patria y despaverido huye de nuestras playas donde ozaron ??seducirlo aventureros americanos ciudadanos corrumpidos que librando subsistencia y seguridad sobre las calamidades publicas : sobre la dilapidacion de la Hacienda Nacional proteccion del contrabando y malversacion de las Misiones de son las verdaderas causas de la disorganizacion y ruina de California. Juste es correr el velo a las revallosas y usar del lenguage que conviene a un pueblo libre e inexperto en la carrera de las revoluciones; y que desaparezcan las teorias de la faccion y que brille la ley; pues la ley es la verdad y de la verdad nace el bien.

Muchas veces ha corrido la voz de seis meses a esta parte que iban a violarse las leyes y a tomarse una medida extralegal y a mano armada por varios ciudadanos. La sana razon y el sentido comun rehusaban creerlo y los acusados por la opinion, cuya artificiosa complacencia es ya bien conocida dese... como calumnia semejante suposicion que desgraciadosamente se ha verificado.

Una peticion a mano armada es una inusreccion contre el legitimo Gobierno representado en la persona del Teniente Coronel Don Nicolas Gutierrez atropello la ley, ultrajo la autoridad y usurpo sus funciones; una faccion pretiende ejercerlas : establece la anarquia y con ella la violencia fisica y la coaccion moral. Hombres desmoralizados y reconocidos por sus doctrinas antisociales son los directores ocultos de esta empresa, de esta pretendida regeneracion que halagando la sed de oro y destinos de unos cuantos impele a las sencillas Californias a labrar su propia ruina; sin mas conveniencia publica que sus siniestras miras ni mas codigos ni tribunales que decretos arbitrarios de dilapidacion, expulsiones, proscripcion de todo el que no piensa y obra como ellos; esta es la filantropia, esta es la libertad que decantan. El regimen legal queda pues interrumpido y empiezo el de la fuerza.

Cuatro mal aconsejados Diputados que abusan del nombre de la Exma Diputacion sin poder sin mision sin facultades y sin haber consultado antes de su pronunciamiento la opinion publica de todo el territorio se erigen en soberanos, se declaran permanentes para perpetuarse en el mando y se envisten a su antojo de facultades legislativas, ejecutivas y judiciales; he aqui los tres poderes en una misma pequeña y ridicula corporacion; esta reunion de poderes produce el despotismo, y este con la anarquia ya vemos como da por resultado tropelias y prisiones escandalosas, crueles expulsiones y criminales atentados, indicios de otros mayores que pronto veremos causados por los que imprudentemente se ven ya comprometidos en la carrera del crimen: por la sagacidad revolucionaria de varios hombres tan inmorales como perjuros y traidores.

En la situacion que nos hallamos la obedecencia a la mal titulada Diputacion no es un deber y al contrario debemos dar ejemplo de resistencia a una autoridad que se ha despojado del caracter de la ley, ha violado todos sus deberes y no ha sido legitimamente convocada, citados ni oidos todos sus miembros y examinados sus poderes.

Las materias que se presume arreglar con el plan reformado de independencia que ha publicado el

7 de este mes la mal llamada Diputacion son de aquellas en que solo puede pronunciar el Congreso Nacional en el que tiene su diputado particular esta California que como parte integrante que es de la republica mejicana se halla con la precisa obligacion de adherirse y prestar sumision a la mayoria de los votos nacionales conforme al pacto social y a la religiosa fidelidad de los juramentos como que esta ligada espontaneamente y por la misma naturaleza de su situacion politica y geografica y reciproco interes con los demas departamentos mejicanos.

Luego los 4 mal aconsejados diputados con su mal forzado plan se salen de sus atribuciones meramente economicas y usurpan torpamente las del augusto congreso nacional, luego son perjuras pues quebrantan con imprudencia los juramentos que hicieron ante Dios y los hombres luego son traidores a la Patria y no merecen la confianza publica como ingratos aunque incantos enemigos de ella y que han olvidado aquel santo principio de que contra la Patria no hay razon.

Ellos mismos en diversos actos han reconocido irrevocablemente esos juramentos, esas obligaciones, esa autoridad, esa patria que ahora atropellan por sugestiones de hombres sin moral y sin honor.

En efecto siempre que circunstancias grave han ocurrido en el Territorio la Diputacion ha recurrido a las camaras y al Supremo Gobierno que ahora desconoce y vilipendia esa cuadriega que se titula Asamblea Constituyente que solo sabe seguir las inspiraciones ocultas de un filosofo frenetico, un antiguo revolucionario y un extrangero contrabandista y perdido.

Ninguna ley faculta a los cuatro Diputados para deliberar soberanamente sin poder y sin convocacion legitima. Luego es ilegal el plan que han publicado y no debe obedecerse como que hace una cosa que las leyes no autorizan.

Asi el texto formal de las bases organicas y de toda la legislacion vigente y la practica seguida hasta el dia por el gobierno, diputacion, ayuntamientos y juzgados territoriales establecen que en los puntos que abraza el plan de independencia aunque sea dorada con la internidad solo pueden deterninar y estatuir las leyes es decir el Supremo Gobierno y las augustas camaras.

Luego la llamada diputacion ha quebrantado la legalidad, luego quedamos dispensados de obedecerla por lo mismo trataremos de proveer a nuestro gobierno reasumiendo los alcaldes y ayuntamientos la autoridad politica y economica en sus respectivas jurisdicciones inter en una Diputacion legal viene a desalojar a la cuadega anarquica que usurpa su respectable nombre.

He aqui lo que nos impone nuestro deber de ciudadanos lo que debemos cumplir si deseamos el bien del territorio y amamos la patria y por tanto en el sagrado nombre de esta con la que nos ha legado Dios la naturaleza y nuestros juramentos suplicamos a los senores alcaldes y regidores resistan en cuanto les sea posible la violacion de las leyes y sirven de broquel a los tiros de los malvados que prevalidos de la anarquia y paralizacion del poder publico y centro comun han de hacer invadir la seguridad personal y las propiedades de los habitantes de California. La disolucion del gobierno y el desarrollo de la anarquia como la vemo ya en el pais ha sido en todo tiempo y lugar fuente fecunda de infinitos males; es la antigua caja de Pandora de que al abrirla desaprecieron todos los bienes que guardaba sin quedar dentro mas que la esperanza.

Esta es la situacion general en que se ve la California a resultas de la infraccion de la ley y del ultraje hecho a la autoridad.

El interes universal y urgente del Territorio en tan penosas circunstancias es salvar su paz interior, evitar la efusion de sangre y atender a la seguridad de las personas y haciendas que destruido el gobierno y hallaga la ley se hallan sin garantias. Seamos gobernados por las leyes y segun las leyes y por nuestros respectivos ayuntamientos y alcaldes como unicas autoridades legitimas que a su

peso ha respectado hasta ahora la anarquia, interin las leyes recuperan la plenitud de accion y la legalidad vuelve a presidir en California y se establece y consolida la paz y la prosperidad.

Y ciertamente los alcaldes y regidores con la sincera y leal cooperacion de los ciudadanos deben salir al frente del cumulo de males que se precipitan sobre el desprevenido pueblo para detenerlos o a lo menos atenuarlos. Entremos en el curso regular de una existencia legal, la paz y el orden publico sean nuestros objetos y la ley nuestra divisa; la ley inalterable que en medio de las comociones condena silenciosamente los agigantados pasos de los facciosos y la que causa desasosiego y crueles remordimientos. Si la ley es nuestra garantia busquemos la legalidad que ella nos salva.

No olvidemos que la promesa salvaguardia de la libertad y del orden es el respecto a las leyes establecidas; feliz el pueblo que tiene confianza en sus leyes ! Los hombres que gobiernan puedan cambiarse sin que la sociedad corra peligro.todos los buenos ciudadanos saben a que atenerse y con la legalidad se callan los furibundos gritos de la anarquia.

Detengamos a esta faccion que se nos pone a la cabeza del gobierno territorial sin haber consultado nuestra voluntad y que promete legislarnos con tanta presuncion como ignorancia. Quieren ponernos en una suspension general de las leyes para darnos una constitucion, un plagio de constitucion que sera la mofa de nuestro siglo y sugerida por los ocultos satelites de la anarquia y por la codicia estrangera. Se cubrira el pais de leyes, se colmaron de sueldos y privilegios los legisladores y con palabras y modismos republicanos sembraran el desorden, dilapidaran la hacienda y el torrente de sus desatiños atacara las fortunas particulares y no respetaran ni a Dios, ni a los hombres y la virtud el honor, la sensatez seran proscritas en California.

A tal termino llegara la fatalidad de los sucesos que ahora comienzan y que tienen el horizonte politico mas espantoso y no hemos visto a la faccion en menos de 8 dias publicar dos planes enteramente distintos ? No la hemos visto quebrantar con descaro la capitulacion que pactaron en el campo de Monterrey ? Y aprisionar a unos, espulsar a otros y violentar a los soldados capitulados para que pasasen a su servicio ? Quien malversa la hacienda, favorece el contrabando, rasga sus juramentos, ataca la ley, desprecia la autoridad, favorece a los aventureros del Norte, y no cumple hoy lo que prometio ayer, sino ella inspirada por sus perfidos consejeros ? Sus corifeos nos dicen que no deben cumplir la capitulacion que otorgaron porque nada deben hacer en su perjuicio: ellos nos dicen que deben tomar toda clase de medidas por violentas que sean para proveer a su seguridad. Que otro lenguage usan los despotas y los tiranos ?que mas dijera un faccinoso que tiene declarado guerra a la sociedad? A tan fatales consecuencias llegan estos hombres desesperados que ya no pueden retroceder en la carrera del crimen a que supieron lanzarlas sus hipocritas directores que cubierta con piel de oveja tiene corazon de Tigres Africanos. Y que prueba mas dara del despotismo de ver a los hombres de bien callados y temerosos?

Muy particularmente debe llamar la atencion de la unica ciudad, presidios y pueblos de California el desprecio con que ha mirado el pretenso nuevo Congreso de 4 solos individuos descaracterizados a los electores que se mandaron a Monterrey para elegir la nueva Dputacion para los que fueron elegidos y convocados segun la ley.

Llegaron los electores a Monterrey y no les han tenido las anarquistas consideracion alguna, no se les ha excitado ni permitido cumplir con el encargo que llevaban de sus respectivos pueblos.; se les desairo, en nada fueron consultados y se les hizo a ellos y a los pueblos un desprecio publico e insultante, declarandose en 7 de noviembre esos 4 diputados que acaudillan en aparencia la faccion permanenciendo sin termino y asamblea constituyente.

Luego los caudillos de Monterrey insultan la soberania nacional y ultrajen y desprecian

publicamente la ley y la voluntad de losmismos pueblos de California. Estos pueblos nombraron sus electores segun la ley y ls mandaron al punto de su reunion : que prueba mas convicente de que la ley y los pueblos quieren nueva Diputacion ? Y que desprecio mas publico y devergonzado se uede hacer a los pueblos de California que desairan sus votos y sus electores, sus alcaldes y sus Ayuntamientos y erigirse en soberanos permanentes y constituyentes esos 4 malaventurados Diputados ? Victimos son estos de sus presuncion e inocencia e instrumentos cuyos de los planes antipatrioticos de Angel Ramirez, Don Cosme Peña y del anglo-americano Don Guillermo McKinley que pretendan hacer de California otro Tejas y rasgar el pabellon Nacional.

La profunda conviccion que tengo del lamentable estado en que se halla California sumida en la anarquia, atemorizados sus hombres de bien, seducidos una porcion de jovenes ilusos, destruida su hacienda, relajada la moral publica, santificados los visios mas perniciosos y puestos a frente de sus destinos y bajo influencia estangera unos cuantos hombres sin creencia ni conciencia me hacen expresar con la entereza que exige de un magistrado el amor a la patria.

Quisiera prevenir los males y evitar que California sea el teatro de una Guerra devastadora y sangriente. Llegara el dia del dolor y la espada de la muerte se vera vibrar or estas costas. Haga la razon, haga el buen juicio lo que todavia puede hacer, y perea con el tiempo que no hay resistencia a las columnas militares capitaneadas por el Aguila vengadora de la republica.

Y dejaremos que los anarquistas llenen de confusion y de sangre el Territorio y acumulen males sobres males a la infortuna California ? Dejaremos correr los peligros que ya vemos desplomrse sobre la prosperidad del Territorio, sobre nuestras personas, sobre nuestras propiedades? Seremos como los tejanos victimas sacrificadas a la codicia estrangera ?

No le permita Dios; esperemos de sus providencia y busquemos a la legalidad que ellas nos salvan.

Esta exposicion no es mas que el voto de un ciudadano que procura abrir la discusion en materia tan importante. Dignanse acogerla benignamente ese Ilustre Ayuntamiento con sus senores alcaldes y repartiendo copias entre el vecindario y remitiendo otros a los demas ilustres ayuntamientos del Territorio y ersonas visibles se fije la opinoin publica sobre los medidos legales que convenga adoptar y se eviten los desastres a que nos conduce precipitadamente la anarquia.

No hey en el territorio Ayuntamiento de mas rango o gerarquia que el de esa ciudad aso por ser capital de California; a el pues toca tomar la iniciativa y convocar a los demas a formar un centro cimun legal, un gobierno provisional que nos presida y garantia la paz, el orden y la libertad.

Bajo estos principios y examindad la critica situacion del territorio y la perniciosa influencia de los tres sujetos que se han nombrado y la falsa posesion en que encaulmente se han colocado los 4 mal aconsejados Diputados debemos proponer a ese Ilustre Ayuntamiento y en beneficio publico las proposiciones siguientes :

1era Que el Ilustre Ayuntamiento de la ciudad de los angeles como el primero en dignidad excite a los demas del territorio a formar un centro cimun de union que garantia al bien publico y la integridad nacional y que evite los desastres de la guerra civil que nos amenaza

2nda Que supuesto se hallan nombrados los electores para elegir nueva diputacion se les invite por los senores alcaldes ayuntaminetos de esa ciudad a reunirse en ella en un dia determindado a fin de efectuar la eleccion de Diputados en su totalidad.

3era Que respecto a que las leyes vigentes no reconocen otra corporacion popular superior en el territorio que la Exma Diputacion luego que esta sea nombrada se reconozca en ella la facultad de nombrar un Gefe Politico y Comandante General conforme a ordenanzas

4era que los nombramientos que haga la Exma Diputacion de Gefe Politico y Comandante General sean interinos hata la resolucion del Supremo Gobierno, a quien se dara conocimiento de estos sucesos

5ta que por los senores alcaldes e Ilustre ayuntamiento de los Angeles se escriba univocando el nombre de la patria a los 4 diputados que hay en Monterrey y se han declarado permanentes para que desisten de su funesto empeño para que merezcan la consideracion nacional y para que faciliten por su parte la susadicha union de electores en esa ciudad como capital del territorio

6ta que se remiten a disposicion del supremo gobierno y como causantes de los males que afligen a California y perjudiciales a la causa publica a los Senores Angel Ramirez, Don Cosme Pena y Don Guillermo Hinkley para que sean juzgados conforme a la ley y a la naturaleza de su conducta.

7a Que la nueva Exma Diputacion pro**8 con toda eficacia conservar el orden publico y cortar por todos los medios posibles la anarquia y la guerra civil asi en el interior del pais como en los demas departamentos reconociendo siempre los Supremos poderes de la Nacion y que declare que considera violenta e ilegales y por consiguientes nulos los juramentos prestados al plan de independencia por algunos sujetos sin conocimiento de causa.

8a Y ultimamente que en nada delibere en ese Ylustre ayuntamiento hasta que se explique sobre esta exposicion la opinion de los habitantes de esa ciudad

Con el mas vivo deseo de cooperar al beneficio publico de California presento al Y ayuntamiento de esa ciudad estas proposiciones y mi deber es hacerlo asi como unico abogado empleado que ha permanecido fiel al gobierno y como encargado que he sido de la asesoria del Territorio

San Diego diciembre de 1836

52. Proclamation d'Alvarado au sujet du ralliement de la Haute-Californie au gouvernement centralisé (1837)

Source : Bancroft Library, Hayes Papers, San Diego, 1837, n°75

El C. Juan B Alvarado, gobernador interino del Departamento de la Alta California a sus habitantes

Sta Barbara 9 de julio de 1837

Compatriotas ! La libertad, la paz y la unioni forman la inteligencia trina que debe regir nuestros destinos. Nuestras armas nos dieron la primera; un Congreso sabio nos asegura la segunda, y de nosostros pende la ultima sin la cual no tenemos ni libertad, ni paz. Conservenos pues indisoluble esa union, arca sagrada en que se encierra la custodia de nuestra redencion politica. Guerra sola contra el tirano! Paz entre nosotros !

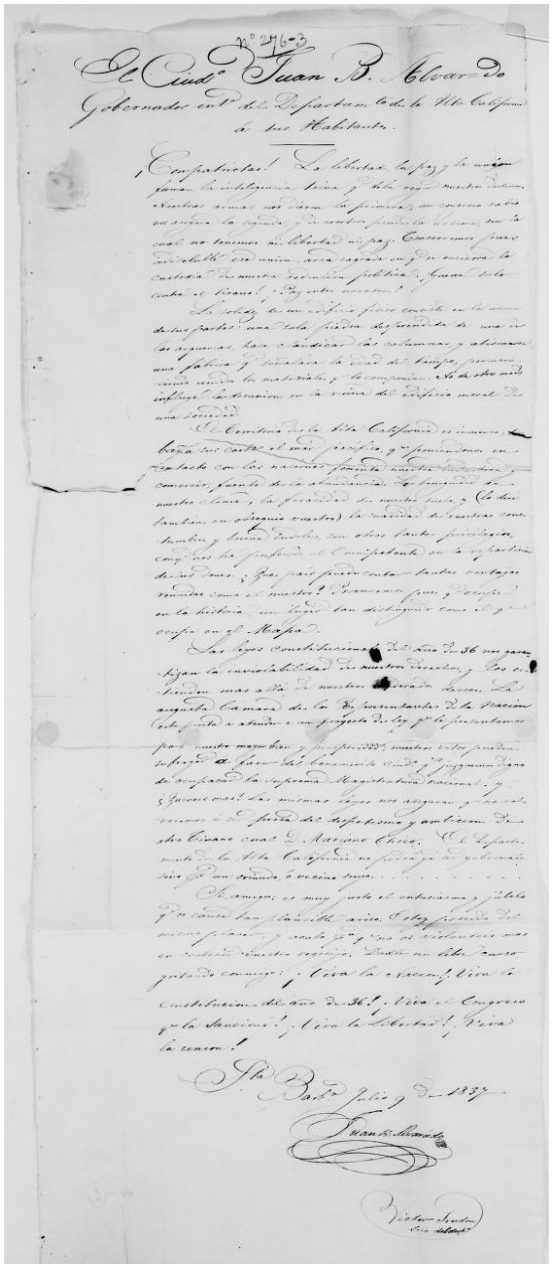
La solidez de un edificio fisico consiste en la union de sus partes: una sola piedra desprendida de uno de los arquerias hace claudicar los columnes y abismar la fabrica que seǹalara la edad del tiempo, permaneciendo los materiales que lo componian. No de otro modo influye la desunion en la ruina del edificio moral de nuestra sociedad.

El territorio de la Alta California es inmenso, baña sus costas el mar pacifico que poñiendonos en contacto con las naciones fomenta nuestra industria y comercio, fuente de la abundancia. La

benignidad de nuestro clima, la ferocidad de nuestro suelo y (lo diré tambien obsequio nuestro) la suavidad de vuestros costumbres y buena indole son otros tantos privilegios con que nos ha preferido el Omnopotento en la reparticion de sus dones. Que pais puede contar tantas ventajas como el nuestro ? Procuremos pues que ocupe en la historia un lugar tan distinguido como el que ocupa en el mapa.

Las leyes constitucionales del año 1836 nos garantizan la inviolabilidad de nuestros derechos y los estenden mas alla de nuestros moderados deseos. La augusta camara de los representantes de la nacion esta pronta a atender a un proyecto de ley que le presentemos para nuestro mayor bien y prosperidad; nuestros votos pueden sufragar a favor del benemerito ciudadano que juzguemos digno de ocupar la Suprema Magistratura. Y quereis mas? Las mismas leyes nos aseguran que nos volveremos a ser presos del despotismo y ambicion de otro tirano cual Don Maríano Chico. El departamento de la Alta California no podia ya ser gobernado sino por un oriundo o vecino suyo.

Sí amigos; es muy justo el entusiasmo y el jubilo que os causa tan plausible aviso. Estoy poseido del mismo placer y acabo para que n os violenta mas en contener vuestro recocijo. Dadle un libre curso, gritando conmigo « Viva la Nacion! », Viva la constitucion del año 36! Viva el Congreso que la sancionó ! Viva la libertad! Viva la union!



Nº 276-3

El Ciud.º Juan B. Alvarado

Gobernador constitucional del Departamento de la Alta California

á sus Habitantes.

¡Compatriotas! La libertad, la paz y la union fueron la ambicion viva y bello objeto de nuestros deseos. Nuestras armas nos dieron la primera, un corazon sabio nos ofrece la segunda, y la ultima fundada en la razon, sin la cual no tenemos ni libertad ni paz. Conservemos pues inviolable esta union, sea sagrado en el pecho de todos la custodia de nuestra seguridad política, ¿Cuan feliz cada el frances! ¿Paz entre nosotros?

La calma de un corto pero cruel contraste en la carrera de tan feliz fortuna, una sola fuerza de gravedad de una de las agitadas, hace vacilar las columnas, y abismarse una fabrica, que ha sido la obra del tiempo, pensando contra la materialidad y la corrupcion. Ni de otro modo influye el gobierno en la ruina del Orden moral de una sociedad.

El Comercio de la Alta California se anima, la boya sus costas el mas activo, y emprendedor encontacto con las naciones fomenta nuestra riqueza y comercio, fuente de la abundancia, de la comodidad de nuestro clima, la fecundidad de nuestro suelo y (de distinguirnos en algunos nuestros) la variedad de nuestras producciones, hacen todos juntos privilegiados, unicos, y nuevos entre otros hasta privilegios, con que los ha favorecido el Omnipotente, en la reparticion de sus dones; ¿Que pais puede contar tantas ventajas reunidas como el nuestro? Prometemos fama, y riquezas en la historia, un lugar tan distinguido como el que ocupa en el Mapa.

Las leyes Constitucionales de 1824 y de 36 nos garantizan la inviolabilidad de nuestros derechos, y los extienden mas alla de nuestras mismas leyes. La augusta Camara de los Diputados de la Nacion, en este año ha atendido a un proyecto de ley que fue presentado para nuestro mayor bien y prosperidad, nuestro voto pueden influir en favor del benemerito autor y juiciosa idea de confirmar la suprema Magistratura Nacional, y ¿Quien mas que las mismas leyes nos aseguran y no estamos a la puerta del despotismo y ambicion de dos Caudillos como D. Mariano Otero. El Departamento de la Alta California no forma ya un gobierno aislado, ó un rincon de una

Oh amigos, es muy justo el entusiasmo y jubilo que causa hoy el aniversario de [illegible] años. Celebremos pues este dia, y recibe [illegible] en el corazon mas entusiasta nuestro reconocimiento. Todos un abrazo fraternal de corazon; ¡Viva la religion! ¡Viva la Constitucion del año de 36! ¡Viva el Congreso y la Nacion! ¡Viva la Libertad! ¡Viva la union!

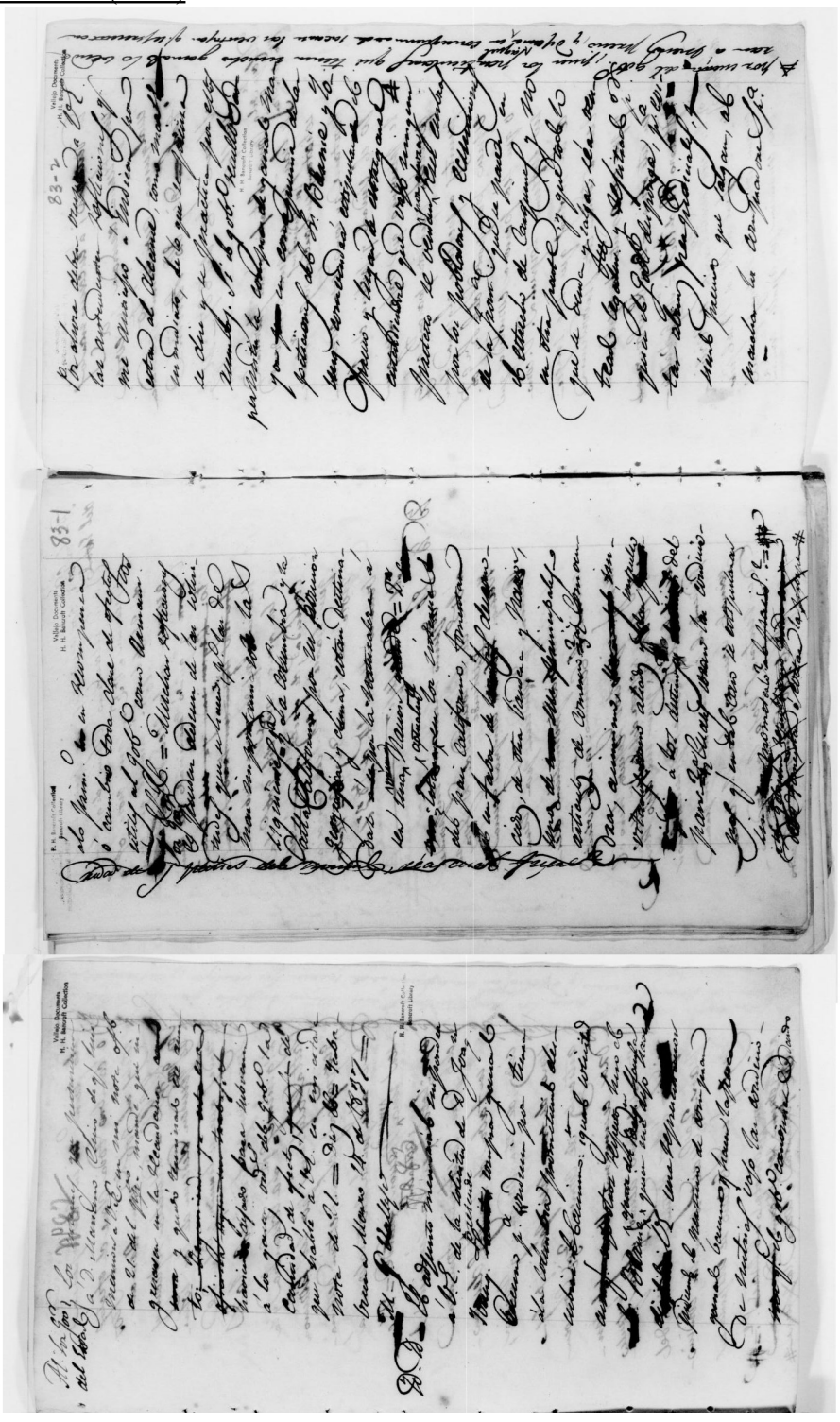
Sta Barbara Julio 7 de 1837.

Juan B. Alvarado

Victor Prudon
Sria interino

53. Réflexions de Maríano Vallejo sur les liens qui s'établissent entre l'Oregon et la Haute-Californie en 1837

Brouillons de la correspondance du commandant Maríano G. Vallejo au gouverneur Juan Bautista Alvarado (1837)



Transcription de la lettre n°83 : « La Columbia y la Alta California por su posición geografica y clima están destinadas por la naturaleza a ser una misma Nación » DHC MGV, 4, 83

Ces images illustrent les difficultés de transcrire une correspondance dont il ne reste que le brouillon. Les archives privées de Juan Bautista Alvarado ne sont pas accessibles, soit qu'elles n'aient pas été conservées, soit qu'elles le soient de manière privée. Ci-dessous, une tentative de transcription de la lettre n°83, qui livre des réflexions très intéressantes du commandant Maríano Guadalupe Vallejo depuis la frontière nord de Sonoma :

El adjunto memorial impondra a U de la solicitud de D Joaquin Young pretende comprar ganado (?) para conducir por tierra a la Columbia prometiendo descubrir el camino. Igual solicitud hizo el agente del Bay quien me dijo hacer U una representacion pidendo el permiso de comprar ganado para la pesca de nutrias bajo la conicion... a lo primero en recompensa o cambio toda clase de efectos utiles al gobierno como armamentos etc

Muchas reflecciones se pueden deducir de las solicitudes que se hacen ;

pero las de mas importancia son las siguientes :

1ero La Columbia y la Alta California por su posicion geografica y clima estan destinadas por la naturaleza a ser misma una Nacion

2 Actualemente los intereses del pais californio fomentan en favor de desconocido, de otra bandera y nacion uno de sus principales articulos de de comercio convendra asimismo invitados aliados y impulsos a los estinos del pais cuales seran las condiciones que en tal caso se estipularan sin prometerlo ?

83-2

Por ahora deben ocupar a U las antecedentes reflecciones que me anticipo a indicar por estar al alcance como mas inmediato de lo que se piensa, se dice y se practica por estos rumbos. Si el gobierno resulto permitir la compra de ganado mayor en consecuencia de las peticiones del Sr Blanie y Young convendra estipular el precio y lugar de entregarse entiendandose que bajo ningun prestexto se vendann por ahora reses por los pobladores y exmisiones de la forntera ; que se pase en el estrecho de Carquines y no en otra parte y que todo lo que se venda y salga sea ...por quien el gobierno disponga para esta a bien perjudicial siendo preciso que salgan al marchar los

54. Difficultés d'un *ayuntamiento* entre mission et frontière indienne

Source : DSP Ben Pref y Juz, p. 8-11 [C-A 42] p. 57-60. San José, Desorganización del gobierno en el tribunal de San Jose.

1/ que los jueces de paz de la Contra Costa y sus ranchos tienen que venir con sus demandas, quejas y reos a San Jose a molestarlo por no tener prisiones « ni sujeción a una ley que faculta a los lugares que tienen este nombre »

2/ de que hay mucha gente esparcida por los campos sin propiedad ni interes que cuidar solo porque no se quieren sujetar a un servicio de una comunidad y que hay otros con propiedad que ocupan terrenos con perjuicio de los moradores en poblacion usurpando las aguadas,y que asi no acaban los clamores de estos puebleros y de los Indigenas ladinos (o de razón) manteniendo a los ultimos rodando y espuestos a los indios barbaros ; y que el tiempo de morir el padre de estas familias quedaban estas espuestas a ser echadas por el dueño del Rancho. Que de este modo no se adelantaba la agricultura y no crecia la poblacion y que los desamorados se prontaban despues con los ladrones de los tulares y servian de guias a aquellos

3/ la multitud de estrangeros que trafican en esta jurisdiccion sin carta de naturaleza que sin pasaporte legales con el titulo de cazadores entran por le Rio del Sacramento y otros con el caracter de comerciante nos importunan con sus atropellamientos pues ningun efecto ha tenido en California el decreto de 6 de junio de 1826 que trata de la internacion de Estrangeros

4/ Los indigenas licenciados de las misiones. Si U tiene a bien qu estos se sujetan en su pueblo como vecinos y no como sirvientes o esclavos haciendolos en reparto de tierra y que cultiven en bien de su familia los qe las tengan. Sera un adelanto al ramo de agricultura al cargo de los jueces respectivos para hacerlos trabajar. Porque es de experiencia que el Indio sirviente trabaja uno o dos dias con un amo y se larga luego con su caballo que roba, a vagar de arriba a abajo y al ultimo resulta a los tulares con los ladrones de caballada que vienen a ser los ejes de la compañia para venirnos a robar ; aunque no todos »

5/ « se pregunta a VE si los encargados de los Establecimientos de misiones se hallan facultados para castigar o sentenciar en delitos criminales que se cometan entre los neofitos o si dichos señores y los de su establecimientos se podra sujetar al juez comptente ; pues en asuntos contenciosos unos se llaman al goce del fuero militar y otros despotas obran haciendose enteramente jueces absolutos y solo vienen a amolestar al tribunal con pedimiento al bien propio de ellos »

6/ Tratando de la dificultad de demandas contra una persona de otra jurisdiccion y los gastos y perjuicios y perdida de tiempo causada al litigante y dice « enponiendo que uno en San Jose demande a Pedro o a Juan en Santa Barbara o en Monterrey por 7 pesos como ha sucedido tiene que venir a responder por dicha cantidad a este juzgado abandonando sus quehaceres y familias y que solo en viaje hace gastos de doble cantidad lo que no sucederia haciendo los llamamentos de deudores en solo la demarcacion de su pueblo para evitar....

7/ Se queja de la injusta demarcación de los limites de su jurisdiccion (...)

9/ Se queja de la falta de administración de correos que causa atraso en los ramos que afectan el bien publico

Pide que el gobernador ponga a remedio de estos males y dice que lo espuesto no lleva mas objeto que de dar la felicidad a su desgraciado país.

55. La dénonciation par José María Flores des abus de Castro à Monterey

Source : Bancroft Library, José María Flores collection

José María Flores à Manuel Castañares. Los Angeles de la Alta California, 20 juillet 1845. Reservado

Mi muy estimado amigo

Tengo el gusto de participar a U que el dia 9 del corriente arribe a esta costas y muy en breve me hallare en el seno de mi familia que se halla en San Diego.

Me apresuro a comunicarle el estado politico que guarda el pais para que so lo tiene por conveniente lo comunique al Supremo Gobierno.

A mi llegada a este punto acabab de llegar de Monterey Don Jose Castro que funge de comandante general con tres soldados y mas de 20 oficialesque por si y ante si ha hecho para que le sirvan de ordenanzas y le ayuden a tirar lo poco que la Aduana produzca. Por supuesto divulgue la noticia de la venida de una nueva expedicion y Comandante general mandado po el Gobierno con muchos recursos ; les aseguré que no trae ningunas miras hostiles para el pais y sus habitantes pues las beneficas intenciones del Gobierno Supremo eran mantener aqui una fuerza para defender la integridad nacional, las vidas y propiedades de todos los ciudadanos, hacer cumplir las leyes y mantener el orden y la tranquilidad bajo cuyos auspicios el Departamento iba a prosperar con la proteccion del gobierno supremo que hoy tiene puesta toda su atencion en hacer la felicidad de Californias. Pase a ver al seǹor Castro y le manifesté lo mismo pero este Sr me contesto con algun desagrado diciendome habia mandado a su hermano de U con pliegos para el Gobierno en que le manifestaba los adelantos que ha tenido el departamento, las mejoras que bajo su digno mando pordia hacer y que de ninguna manera convenia que mandase tropas ni gefe para el mando mientras no avisase ser necesarios pues se comprometia a defender la Integridad del territorio en cualesquiera invasion. Que dice U que desean !

Pues bien : voy a hacer una lijera reseña de lo sadelantos y merjoas que ha tenido el Departamento con motivo de la ultima revolucion la que ha sido aprobada por el Gobierno segun lo manifestaron estos senores haciendo salvas de artilleria y publicas demostraciones por que el Gobierno se habia dignado aprovar todos sus actos en la ultima revolucion segun se los manifesto el Sr Hijar que se halla aqui comisionado.

Empezaré por la conducta observada por el Gobernador. Sabe U que segun los inicuos tratados de Cagüenga el buque fletado para conducir la expedicion debio sera pagado por los revolucionarios ; dicho flete fue ajustado en once mil pesos, responsables a ello Don Pio Pico. Al tiempo de salir el General Micheltorena del puerto arribo a S Diego la barea Faso con cargamento de lo sEEUU e inmeditatemente y contraviniendo a las leyes dicho buque fue aforado en S Diego por disposicion del gobernador haciendo de administrador Alvarado : por supuesto aforo lo que quiso y como quiso y el total de los derechos fuer repartido en el momento entre todos los heroes de la revolucion sin orden ni equidad pues el gobernador daba libranzas contra el buque cuantas y como le pedian mientras Alvarado y Castro por otro lado brindaban y tiraban con escandalo. Se pagaron no mas dos mil esos por cuenta del felte del buque que llevo la expedicion y se improviso luego un suntuoso palacio en que vive el gobernador comprando lujos y sobresalientes muebles por valor de cuatro mil esos cuyos mueblos se tomaron del buqye Taso por cuenta de sus derechos : se convoco la asamblea que ha permanecido reunida sin hacer nada preo las libranzas en corriente. En este estado los heroes de la division del norte se marcharon para Monterey a gran prisa despues de haber concluido con los

derechos de los EEUU « la California ». los derechos de este buque fueron repartidos luego con desigualdad entre todos los favortios de Castro y Alvarado ; grandes bailes, grandes y muchas borracheros, juegos, cañonazos etc etc.....

Concluyeron con lo de la California sin haberse acordado de sus compatriotas los de los Angeles ; llego y aforo otro buque y sucedio lo mismo. El Gobernador libro contra la Aduana, contra la Comisaria y contra el eterno Padre : sus libranzas han sido repulsadas y no le hicieron caso. Nombro los alcaldes y Castro los quito y puso uno a Gabriel de la Torre que es alcalde, Juez de hacienda y presidente del tribunal superior. Espidio el mismo Castro mas de sesenta despachos de capitanes y oficiales de Infanteria y caballeria y artilelria permanente y otros tantos auxiliares y todos estan a su lado aunque sin tropa disfrutando de la paga ; asi es que del mismo modo que en la republica comparativamente hay mas Generales que soldados aqui en Calfironia hay 80 oficiales la mayor parte capitanes y 50 soldados en esta forma, 25 hombres en Monterey y 25 a lo mas aqui ; con la diferencia que los de aqui estan pagados por cuenta del gobernador y los de Monterey por cuenta del otro gobernador o virrey Don Jose Castro.

Desde el momento en que el gobernador supo que no se habian pagado sus libranzas por la Aduana y que Castro habia quitado los Alcaldes y en fin que haciendo tanto caso de sus simpaticos los del sur como lo que se pisa y deja atras, burlando todo lo dispuesto por el Gobernador y la asamblea, comenzaron los choques y las diferencias entre los del Norte y los del Sur hasta el punto que se ha asegurado que Castro ha venido aqui no por el llamado del Comisionado del gobierno (a quien queria embarcar) sino para hacer parcelitos entre el Pueblo de quise se titula defensor y Padre y pronunciarse contra el gobernador asaltandole el puierto. Al efecto Alvardo que esta reuniendo rancheros en Monterey debera auxiliarlo cuando llegue el caso.

Mi venida con los informes que he dado de la proxima llegada del Sr Iniestra con fuerzas respetables algun tanto ha contenido el orgullo de Castro, Carrillo y demas multitud de oficiales que lo rodean y estos ultimos publicamente manifestan que si viene expedicion estan resueltos a hacer resistencia hasta el ultimo momento. En las borracheras y desordenes que comete Castro y son frecuentes publicamente manifiesta sus intenciones hostiles y lo poco dispuesto que se halla a obsequiar las disposiciones del Gobierno entregando el mando ql que venga porque parce que le ha saboreado mucho el poder que tiene sobre la Aduana y por ultimo sobre todos los intereses de particulares quientes no estan seguros ni de el ni de sus oficiales que impunemente se gozan de poder atropellar a cualquiera si les reusan algo y por este motivo se ven en el caso de admitir todas las libranzas que contra ellos fine Castro o Alvarado

Todo el departamento esta en desorden los pacificos ciudadanos alarmados pues hoy no impera aqui otra cosa que el derecho brutal de la fuerza que esta su jeta al capricho de un hombre tan prostituido como Castro quien para ganer partido y mantener contentos a sus banpinos tiene que tolerarles todas las iniquidades que cometen muy en particular con los infelices mexicanos que hay en el departamento contra quien abrigan un odio implacable.

Este U seguro amigo moi que si el gobierno no manda fuerzas y gefe inmediatamente los extrangeros pediran proteccion a sus respectivas naciones para asegurar sus propiedades porque temen y con razon segun las arbitrariedades que se cometen que estos bandidos se hechen encima de ellos. Un buque de guerra ingles y otro francesc se hallan en estas aguas. Se estan esperando buques norte-americanos.

He sabido el contenido de los pliegos e instrucciones que llevo don Pepe y apenas me atrevo a creerlo y mucho menos que informe al Gobienro consecuente con los deseos de los que lo mandaron ni apoye sus mentiras etc Castro

Despues de la multitud de falsedades que asienta respecto a los adelantos del pais y a la buena organizacion que ha dado a la fuerza armada, teniendo valor de decir que ha puesto en su fuerza cuatro companias presidia y dos mas en clase de volantes ; se compromete con el Gobierno a defender la integridad del territorio contra cualquiera invasion extrangera para lo cual dice que tiene armado el departamento y nombradas compañias de auxiliares y pide que se le auxilie con 3000 mil pesos mensales pertrechos de guerra y un vestuario completo cada año conforme a la fuerza.

Pues lo queen realidad ha hecho Castro es lo siguiente> respecto a los adelantos del pais, su arreglo y tranquilidad por lo que llevo relacionado quedara U impuesto cual es el orden y la tranquilidad que aqui se disfruta y los adelantos que con tales mandatarios puede tener Californias : respecto de la fuerza que ha organizado para defender la Patria ha puesto no digo seis comapnias presidiales sino uin ejercito con la difrencia que son puros comandantes de batalon y de Escuadron capitanes, teninetes etc de todas armas que todos disfrutan paga pero nada de soldados sino es los 25 que hay en Monterey. Ahora la calidad de gefes y oficiales de los mas prostituidos y que no tienen otra mira que disipar en union de sus dignos gefes todos los caudales y rentas de la nacion. Y a estos hombres son a los que Sr Castro ha tenido valor de proponer al Gobierno para obtener unos empleos que no han sabido ganar ni menos desempeñar.

Es necesario amigo que se apresure U a informar al Gobierno de lo cierto y de que sepa el modo infame con que ha queroido sorprenderlo el Sr Castro quien confia firmemente que accedera a todo lo que desea y pide por conducto de su comisionado.

Imposible se me hace que el Gobierno despues de los gastos que ha emprendido para alistar una expedicion y despues de los informes que U le ha dado desista de un proposito ni retarda un momento solo la venida de las tropas. Entonces si California eera perdido sin remerdios porque cualquiera nacion se creeria con dercho para castigar y contener a unos barbaros ; y no hay duda que lo son en los momentos que se hallan embriagados con el licor y como esto es muy frecuente de aqui es que las vidas y propiedades de todos se hallan a merced de unos hombre sinmorales y corrompidos. Y estos son los que quieren por siempre gobernar en Californias ? No lo permita el Cielo y U como diputado por el departamento y eomo amigo de todos los buenos mejicanos que aqui abitan espero que hara e influira para sacarnos de tan lastimoso estado. A nombre de ellos a nombre de la Patria lo conjuro a U para que lo verifique y yo como amigo por la amistad que nos une tambein se lo suplico.

Nada puede el Gobierno temer respecto a una resistencia por que sabe U qu es gente cobarde ; pero si es bueno que el Sr Inestra o el que venga se halla apercibido para no ser sorprendido con las protestas de adhesion y respeto que tienen hechos al Gobierno con objeto de adormecer en vigilancia y que los deje mas tiempo vivir en el desorden. Merced a las diferencias que entre ellos mismos ha habido y hay para disputarse la prisa de la Aduana el Gobierno pude hoy contar en su apoyo con toda la parte del Sur y en donde efectivamente abitan las gentes mas quietas y juiciosas. Pero es menester que ande muy activo por que los rifleros norte americanos sabe U que estan listos para quxiliar al que los llama y es menester evitar lo que sucedio en Tejas cuand la revolucion de independencia.

El buque que me trajo y que espera para llevar la correspondencia del Gobierno y la acta de eleccion hecha por la asamblea para Presidente de la Republica es poe el que escribo a U esta. El Sr Hijar comisionado del gobierno tambien le informa sobre el estado del pais. El gobernador tambien aunque a su modo pues tanto el como Castro estan uniformes en una cosa y es que no quieren que venga a mandarlos un Mejicano como ellos dicen. Castro informara tambien que el pais esta tranquilo y obediente al Gobierno pero se me ha asegurado por una persona fidedigna que cuatro dias despues de la ssalida del buque de San Pedro con la correspondancia habra una sublevacion por

todas las fuerzas y partidarios de Castro negando la obediencia al Supremo Gobierno e invitando a todo el Departamento a una separacion absoluta. Las repetidas juntas que ha habido en casa de Castro y las habladas fanfaronas de este y sus sequaces me hacen créer que efectivamente se maquina sonre esto. Es importante que U imponga de esto al Gobierno para que este advertido sin que por esto se deba tener un suceso desgraciado para las tropas que vengan pues el exito sera favorable al Gobierno Supremo siempre que se obre con violencia esto es que venga pronto la expedicion.

Estoy enfermo y en cama y asi le estoy escribiendo esta disimule los boroones. Mi familia esta en S Diego y no espero ir a verla hasta que me restablexa : sin embargo que no ha faltado quien me anuncie que me lo impediran porque tratan de embarcarme para el interior. No los juzgo tan infames por que tienen miedo.

No trate U de hacer uso de esta carta para publicarla en los periodicos porque en el caso de que el Gobierno no mande tropas, si llega a manos de estos pobre de mi.

Cada mes debe venir de Mazatlan un buque con la correspondancia del gobierno, asi es que no tendra U disculpe si no me escribe informandome de todo. Mas esto sera en el caso que vengan tropas, pues sino de ninguna manera me escriba puesto que todas las cartas vendran a poder de ellos y las abriran.

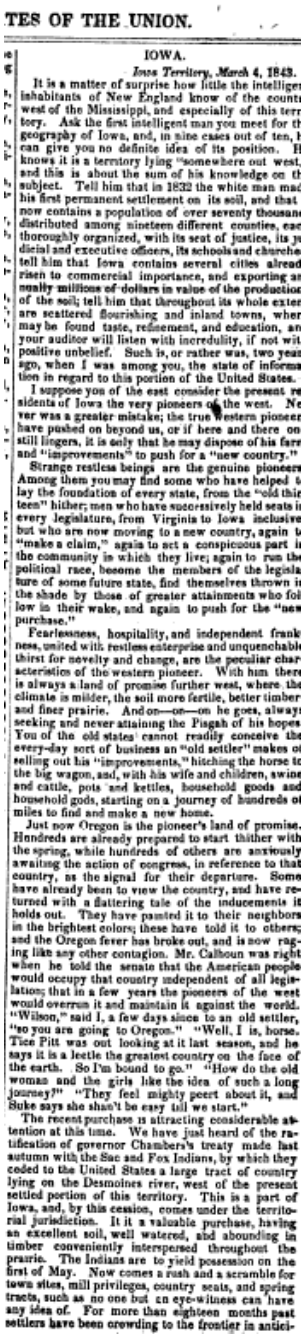
Saludeme a todos sus hermanos a su apreciabla familia, poniendome a los pies de su senora repiteindome de U muy adicto amigo y seguro servidor que lo ama y

José María Flores

Participo a U que he visto el plan que proclamaron aqui en la ultima revolucion y por el art 14 de el es permitida en el deptmto la poligamia ; y por el 15 la tolerancia de cultos. Que tal con la nuvea republica ? Mucho va adelantado, particularmente en moral

56. La transformation de l'« Oregon fever » en nouvelle nationale

- Un article daté du Territoire de l'Iowa daté du 4 mars 1843



TES OF THE UNION.

IOWA.

Iowa Territory, March 4, 1843.

It is a matter of surprise how little the intelliger inhabitants of New England know of the counti west of the Mississippi, and especially of this terr tory. Ask the first intelligent man you meet for th geography of Iowa, and, in nine cases out of ten, h can give you no definite idea of its position. H knows it is a territory lying "somewhere out west, and this is about the sum of his knowledge on th subject. Tell him that in 1832 the white man mad his first permanent settlement on its soil, and that now contains a population of over seventy thousan distributed among nineteen different counties, eac thoroughly organized, with its seat of justice, its ju dicial and executive officers, its schools and churche tell him that Iowa contains several cities alread risen to commercial importance, and exporting an nually millions of dollars in value of the productions of the soil; tell him that throughout its whole exter are scattered flourishing and inland towns, wher may be found taste, refinement, and education, an your auditor will listen with incredulity, if not wit positive unbelief. Such is, or rather was, two year ago, when I was among you, the state of informa tion in regard to this portion of the United States.

I suppose you of the east consider the present re sidents of Iowa the very pioneers of the west. Ne ver was a greater mistake; the true Western pioneer have pushed on beyond us, or if here and there on still lingers, it is only that he may dispose of his farr and "improvements" to push for a "new country."

Strange restless beings are the genuine pioneers Among them you may find some who have helped t lay the foundation of every state, from the "old thir teen" hither; men who have successively held seats i every legislature, from Virginia to Iowa inclusive but who are now moving to a new country, again t "make a claim," again to set a conspicuous part i the community in which they live; again to run the political race, become the members of the legisla ture of some future state, find themselves thrown in the shade by those of greater attainments who fol low in their wake, and again to push for the "new purchase."

Fearlessness, hospitality, and independent frank ness, united with restless enterprise and unquenchable thirst for novelty and change, are the peculiar char acteristics of the western pioneer. With him there is always a land of promise further west, where the climate is milder, the soil more fertile, better timber and finer prairie. And on—on—on he goes, always seeking and never attaining the Pisgah of his hopes You of the old states cannot readily conceive the every-day sort of business an "old settler" makes of selling out his "improvements," hitching the horse to the big wagon, and, with his wife and children, swine and cattle, pots and kettles, household goods and household gods, starting on a journey of hundreds of miles to find and make a new home.

Just now Oregon is the pioneer's land of promise. Hundreds are already prepared to start thither with the spring, while hundreds of others are anxiously awaiting the action of congress, in reference to that country, as the signal for their departure. Some have already been to view the country, and have returned with a flattering tale of the inducements it holds out. They have painted it to their neighbors in the brightest colors; these have told it to others; and the Oregon fever has broke out, and is now raging like any other contagion. Mr. Calhoun was right when he told the senate that the American people would occupy that country independent of all legislation; that in a few years the pioneers of the west would overrun it and maintain it against the world. "Wilson," said I, a few days since to an old settler, "so you are going to Oregon." "Well, I is, hoss. Tice Pitt was out looking at it last season, and he says it is a leetle the greatest country on the face of the earth. So I'm bound to go." "How do the old woman and the girls like the idea of such a long journey?" "They feel mighty peert about it, and Suke says she shan't be easy till we start."

The recent purchase is attracting considerable attention at this time. We have just heard of the ratification of governor Chambers's treaty made last autumn with the Sac and Fox Indians, by which they ceded to the United States a large tract of country lying on the Desmoines river, west of the present settled portion of this territory. This is a part of Iowa, and, by this cession, comes under the territorial jurisdiction. It it a valuable purchase, having an excellent soil, well watered, and abounding in timber conveniently interspersed throughout the prairie. The Indians are to yield possession on the first of May. Now comes a rush and a scramble for town sites, mill privileges, country seats, and spring tracts, such as no one but an eye-witness can have any idea of. For more than eighteen months past settlers have been crowding to the frontier in anticipation of the purchase. During that time, singly and by companies, they have travelled over the whole tract, each selecting for himself a "claim" according to his fancy.

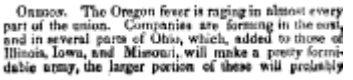
I was through the country, hunting buffaloes, last June, and saw with some surprise that even there, on both sides of the Desmoines, from the line to Raccoon Forks, a distance of ninety miles, settlers had been before me and "claimed" every eligible tract of land. The sign adopted to signify to others that any individual had "claimed" a particular tract varied according to the taste of the claimant. In some instances, a simple blaze on the trees was the only sign; in others, the settler had cut his initials in the bark; while the more warlike had decorated the blaze with the figures of a bowie-knife and pistol crossed, signifying, I suppose, that the gentleman who had put that mark there would, with a strong hand and an outstretched arm, maintain his right against the world. The "knowing ones" have a sign preferable to either of the above; they stake out their "claim," drive the stakes, with the date of their visit cut in in them, so deep in the earth as not to be visible, the object being, in case of a dispute, to refer to the stakes for evidence of the priority of their claim.

You must know, (or perhaps you do,) but your readers must know, that the laws forbid any white man, except licensed traders, to settle or hunt on the Indian lands, or to be on them for any purpose except to pass and repass. You must know further, that after the Indian title is extinguished and possession yielded up, the first person who builds on, or in any other way improves a particular tract, not exceeding three hundred and forty acres, has a pre-emption right to the same at the minimum price of one dollar and twenty-five cents per acre. These pre-emption rights are, in the language of the country, called "claims." They are often quite valuable, the holder sometimes selling a mere claim on a choice tract as high as one or two thousand dollars.

The settlers are so eager to get on and secure their favorite selection, that even before the treaty, hundreds had gone on and commenced their "improvements." But, by the energy and firmness of governor Chambers, (by the way a high-minded gentleman and an excellent officer, who executes the laws regardless of personal consequences,) these trespassers were driven out of the country, and their improvements destroyed. This was not accomplished without the aid of a corps of United States dragoons, whose presence has since been constantly required to keep the settlers within the boundary line. Consequently, they are crowded along the frontier just within the line, some two or three families in a cabin, each ready, when the day arrives, to hasten to his favorite spot, put up his cabin and confirm his claim. There will be warm work on the purchase on the first day of May. Some individual, who long before has marked out his claim, will be on the spot, bag and baggage, by half-past twelve o'clock of the morning of that day, and will find some other man has reached the place five or ten minutes before him, who, with materials previously provided, has got a cabin half up. Then comes the strife; he who first picked it out will assert his right on the boy's principle of "I dubs first," while his competitor will as pertinaciously maintain his claim because he "squatted" first under the law. Of course, the more audacious and obstinate will prevail; but when two unyielding, bold spirits come in collision, the rifle and the bowie-knife will act as umpires and settle the dispute.

[*New Haven Palladium.*

- Repris dans les journaux locaux et nationaux en avrilRepris comme nouvelle et non plus comme opinion individuelle en mai 1843



OREGON. The Oregon fever is raging in almost every part of the union. Companies are forming in the east, and in several parts of Ohio, which, added to those of Illinois, Iowa, and Missouri, will make a pretty formidable army, the larger portion of these will probably

57. L'influence de Thomas Larkin et Abel Stearns sur Juan Bandini

Larkin, 17 avril 1846, Monterey	Bandini, 1846
« Vous avez beaucoup en jeu dans les événements qui semblent venir vers nous. Vous avez vos propriétés, votre famille et vos sentiments, issus d'une longue résidence parmi les Californiens, et vous devriez vous préoccuper de les servir, et comment leur rendre service ? Leur patriotisme leur dicte de continuer d'appartenir au Mexique mais ce sentiment s'effrite constamment pour celui qui doit s'occuper de sa ferme et de son bétail, et sera une chose du passé à moins que le gouvernment suprême ne prête main forte à la Californie, et ce avec bonne foi et pour le bien effectif de ses habitants. Et comme nombre d'entre eux pensent que cela ne va pas se produire au moins dans le temps de cette génération, après avoir désespéré voir leurs propres hommes d'État venir les sauver du naufrage, ils regardent vers l'étranger pour des secours et de l'assistance. Certains regardent vers l'Angleterre, d'autres vers les États-Unis, et quelques uns, vers la France. Cette dernière est un « dernier ressort ». Ceux qui regardent vers l'Europe ne savent rien de la vie d'un Colon Européen ou de la lourde taxation et imposition dont il souffre. L'idée d'indépendance est depuis le lait de sa mère implantée dans toute personne née sur le continent américain. Alors, où devrait-il chercher, sous la contrainte et dans la méfiance, de l'assistance ? Seulement aux États-Unis d'Amérique. Là il trouvera un compagnonnage de sentiments, avec ceux qui partagent les mêmes idées et le célèbrent comme un républicain et un citoyen de la terre de la liberté. »[8]	« Le véritable plan de conduite qu'il faut suivre aujourd'hui, c'est de laisser les événements suivre leur propre cours, à moins qu'on ne prétende céder le pays (sans son propre consentement) à quelque puissance étrangère, auquel cas les Californios devraient résister par tous les moyens à leur disposition comme une chose opposée à leurs intérêts et destructrice de leur indépendance future et à tous leurs droits légitimes. L'auteur de ces lignes désire prévenir avec respect le gouvernement et le peuple de Californie contre le péril d'un influence de la part d'une puissance étrangère comme une menace contre sa paix future et sa prospérité, leur faire concevoir une méfiance par rapport à la domination étrangère et susciter dans leur poitrine l'amour de la liberté et de l'indépendance, le libre exercice de leur religion, la sécurité de leurs personnes et propriétés et de tout ce qui leur est le plus cher, tout cela étant inhérent au sentiment national qui anime le cœur de tout natif du grand continent américain. »[9]
« *You have much at stake in the appearant coming events. You have your property, family and feelings from a long residence among the Californians, may and should be interested in their favour and what is their favour ? Their patriotism points them still to belong to Mexico but that feeling is constantly leaving every one who has his farm and cattle to take care of, and will be but as a thing of other days unless the Supreme Government lends California a helping hand in good faith and for the actual good of the inhabitants.As many believe this will not happen at least until this generation has passed from the scenes before us, they after dispairing of seeing their own Statesmen come forward and save a sinking people have and are looking abroad for succour and assistance. Some look to England, some to the United States and a few to France. The last is a « dernier ressort ». Those who look to Europe know nothing of an European Colonist's life or the heavy tax and imposition he suffers. The idea of Independence is from his mother's breast, implanted in every Native of the American continent. Then where should he under imposition or a state of distrust look to for assistance ? Only to the United States of America. He will there find a fellow feeling, with those who can participate in all his ideas and hail him as a Republican and citizen of the land of freedom.* »	« *El verdadero plan de conducta que se debe seguir en la actualidad es el de permitir que los eventos tomen su propio curso a menos que se pretenda traspasar el pais (sin su propio consentimiento) a alguna potencia estrangera en cuyo caso los Californios deberian resistir con todos los medios que tengan a su alcanze como a cosa contra su propio interes y destructiva a su futura independencia y a todos sus legitimos derechos. El escritor desearia precaver respetuosamente al Gobierno y al Pueblo de California contra el peligro de cualquiera influjo de parte de una potencia estrangera como peligroso a su futura paz y prosperidad hacerles concibir un recelo de la dominacion europea y excitasen sus pechos el amor a la libertad y a la independencia, al libre ejercicio de su religion, a la seguridad de sus personas y propiedades y a todo lo que mas estiman que es un deseo nacional inherente en el pecho de cada natural del gran continente americano.* »

8 BL, Larkin papers, 4, p.295 TOL to Jacob P. Leese (Sonoma), Abel Stearns (Pueblo de los Angeles) and Jonathan Trumbull Warner (San Diego) 17 avril 1846

9 ASP, 6, 23 Juan Bandini Political situation in California (vers 1846)

58. Réflexions des Californiens sur l'avenir de leur pays en 1846

1) Juan Bandini, 23 : The political situation in California in 1846

A consecuencia de los muchos rumores que continuamente llegan a California sus habitantes estan constantemente en un estado de agitacion y a veces a penas saben a donde volver los ojos para mejorar el aspecto de los negocios con la esperanza de mitigar este agitacion el escritor desea manifestar a los interesados su opinion sobre las principales materias politicas del dia. En el evento de cualquiera desavenencia o contenida seria entre Mejico y California los EU de America pueden tomar parte alguna ; a menos que la primera de estas naciones comenzase hostilidades contra la ultima o que las circunstancias acutales entre ambas naciones produjese una declaracion de guerra por parte de cualquiera de ellas en cuyo caso no cabe duda que los EU toMaría posesion de California inmediatamente ; esta circunstancia causaria un aumento inmenso en el valor de los bienes raices y una seguridad para las personas y propiedades muy superior a la que hasta ahora han tenido seguiria infaliblemente y la justicia y el honor dictaria que aquellos que habian trabajo y gastado sus mejores anos en adelantar el bienestar de este Departamento debian recoger el premio de manos de los a quienes sus trabajos habian de aprovechar. En caso que la California declarase su independencia y pudiese sostenerla el gobierno de los EU como republica hermana le rpestaria todos los buenos oficios que pudiese. El gobierno de lo EU no tiene ninguna ambicion ni pretenciones que satisfacer ni desea extender sus sistema federal sobre mas territorio que el que posee y aun esto con la voluntad de libre y estpontanea de los pueblos independientes de lo territorios adyacentes ; el uso de influjo impropio exterior para efectuar tal resultado seria repugnante tanta a la politica como a los principios de ese gobierno, empero aunque estos sean los sentimientos del senor presidente el (en opinion del escritor) no miraria con indiferencia el traspaso de la California a cualquiera potencia europea ; el sistema de colonizar por las potencias extrangeras en el continente de la America del norte se debe resistir y sera resistido por los EU no puede tener otro resultado que un mal para los colones bajo su dominacion pues deben procurar asegurarse la prosperidad de sus personas, propiedades y conciencias con establecer instituciones republicanas y seria sumamente dañoso para los mejores intereses de lo Eus in aprovechar el cabo a tales monarquias estrangeras al contrario aun la Gran Bretaña con la adquisicion de California sembraria las semillas de futura guerra y desastre para si y para el pais en cuestion. No hay una verdad politica mas cierta que esta que ninguna potencia europea puede por mucho tiempo tener en vasallaje a esta hermosa provincia mientras sus hijos crezcan se vayan ilustrando mas, conozcan su propia fuerza y sepan que el duro impuesto colonial habia de aumentarse de ano en ano y aunque el Sor presidente ni puede ni quiere hacer uso de ningun influjo para persuadir a la California que se haga uno de los estados libres e independientes de aquella Republica o del mundo en general no obstante si los Californios quisieran unir su destino con el de la gran republica del Norte se podran recibir como hermanos siempre que se pueda efectuar esto sin dar a Mejico causa justa de queja. El verdadero plan de conducta que se debe seguir en la actualidad es el de permitir que los eventos tomen su propio curso a menos que se pretenda traspasar el pais (sin su propio consentimiento) a alguna potencia estrangera en cuyo caso los Californios deberian resistir con todos los medios que tengan a su alcanze como a cosa contr su propio interes y destructiva a su futura independencia y a todos sus legitimos derechos. El escritor desearia precaver respetuosamente al Gobierno y al Pueblo de California contra el peligro de cualquiera influjo de parte de una potencia estrangera como peligroso a su futura paz y prosperidad hacerles concibir un recelo de la dominacion europea y excitasen sus pechos el amor a la libertad y a la independencia, al libre ejercicio de us religion, a la seguridad de sus personas y propiedades y a todo loq ue mas estiman que es un deseo nacional inherente en el pecho de cada natural del gran continente americano.

El escritor vuelve a repetir que en su opinion el Sor Presidente no intentara bajo ningunas circunstancias entremeterse entre Megico y California, pero que al mismo tiempo se interpondra vigorosamente con la voz, la voluntad y la sustancia de veinte y cinco millones de ciudadanos mas libres del mundo para precaver que este pais venga a quedar en colonia europea y en esto ciertamente debe esperar la ayuda y cooperacion de los Californios mismos porque en el dia que el colono europeo por razon de compra o el soldado europeo con la intencion de conquista lleguen a poner el pie en el suelo de California en ese dia millares de Libres se abalanzaran al rescate. Aunque en tiempos pasados y aun ahora mismo por las maquinaciones malvadas de unos demagogos politicos, los dos Gobiernos se han hallado y se hallan en una infeliz desavanencia, no obstante que se ajusten amigablemente sus diferncias nacionales y al momento la amistad nacional e individual se seguira y el gobierno de los EU atendidos sus limitos adyacentes ; su conexion intima en la forma de gobierno y principios republicanos, el haber sido la primera nacion del mundo que presento la mano de la amistad a Megico y declaró altamente al universo que desde entonces debia ser su hermana republica atendido digo todas estas circunstancias siempre estara pronto el Gobierno de los ER para derramar su mejor sangre y sus caudales en defensa de los que por la naturaleza debian de ser amigos ; y en fuerza de las circunstancias de la circulacion de opiniones libres y liberales de los mismos principios ingestos actualmente en ambas naciones (que algun dia futuro saldran a la luz) de sus limitos adyacentes, del adelantamiento de la educacion y el progreso de la felicidad humana que ahora empieza a rayar sobre el Hemisferio del Occidente, delos mismos intereses y mutua defensa y de los enemigos estrangeros han de ser y seran amigos. En conclusion, el escritor no puede formar idea alguna sobre si las opiniones y observaciones que ahora manifiesta en el presente escrito se reciban favorablemente o no solo si puede asegurar la rectitud de sus principios, su voluntad de dar informacion y deseo grande de ayudar, adelantar y sacar a luz los mejores intereses y prosperidad de aquellos que por muchos años han trabajado en la campaña y en el consejo para el beneficio y bienestar de la Califrnia que estos renglones espresan su opinion, y por ultimo que cuanto ha dicho esta dictado por las mas pura benevolencia hacia todo Californio.

Une réunion à Monterey en 1846

1. D'après Maríano Vallejo (Vallejo, 5, p.71)

– le discours de José Castro en faveur d'un protectorat français

Desde San Francisco me diriji a Santa Clara alli tuve una entrevista con el capitan Sanchez y Don Juan Alvirez, los dos estaban resueltos a trabajar sea en favor de le independencia absoluta de la Alta California, sea en favor de la anexion con los Estados Unidos, aseguro que mucho me agrado el entusiasmo que manifestaron y como ninguno de los dos tenia mayores ocupaciones los induje a que me acompañasen a Monterey en donde ya habian llegado la mayor parte de los oficiales a quienes Don Jose Castro habia pasado circulares para que acudiesen a la junta militar en donde entre otras cosas debia tratarse de la revolucion del general Paredes: esa junta no habiendo sido armoniosa se procedio a la casa de T.O. Larkin en donde se instalo una junta general mixta cuya sesion fue presidida por Jose Castro que hizo usos de las siguientes palabras en su discurso de apertura:

« Honorables caballeros y dignos amigos! Cuan digna de lastima es la condicion a que Mejico ns tiene reducidos! La madre patria que tuviera que ser para nosotros una cariñosa madre y una protectora nos niega el armamento, el dinero y el material de guerra que tanta falta nos hace para nuestra defensa; y eso no lo hace porque nos tenga relegados al olvido, pues muy bien se acuerda de nosotros para enviarnos sus mermellones que vestidos con el rpoaje de soldados y de empleados

civiles se infiltran en nuestra sociedad cuya moral corrumpen y cuyos arcas saquean; y honorables compañeros, hasta cuando permitiremos [allusion à Cicéron!] que continue un estado de cosas tan desagradable como deshonroso? Es acaso justo que continuemos doblando la rodilla al verdugo que quiere convertir en un desierto nuestro glorioso pais, destinado por el Todo Poderoso a ser un paraiso terrestre abundante de hermosura y obras estupendas que con mano prodiga la naturaleza nos obsequio? Y si bien es una realidad y realidad muy triste de que nos podemos aprovechar de la generosidad con que el Gran Creador nos trato no por eso debemos desesperar de nuestro suerte y de nuestro porvenir; pues el mal nuestro consiste en la escasez de nuestra poblacion, en la falta de caminos, y en la imposibilidad en que no hallamos de poder reunir con alacridad a nuetra milicia que diseminada sobre territorio muy extenso no puede concurrir con oportunidad al lugar amenazado; esto es la causa de nuestra debilidad y aparente pobreza; y no obstante la fertilidad de nuestro suelo, debido a la fecundidad de nuestras mujeres se necesita todo nuestro tiempo para obligar a la tierra a que produzca lo suficiente para mantener a nuestras crecidas familias que, asustasa con la crecida imigracion de los yankees que de todas partes vienen a nuestro pais no se atreven a desparramarse, recelosas de ser victimas de la rapacidad de los intrusos. Ya el fertil valle del Sacramento esta plagado con multitud de carros llenos de los hijos de esa perfida nacion que dotados de una perverancia increible nos han llenado de asombro con haber atrevesado la cumbre de la Sierra Nevada sin mas auxilio que sus cansdos buyes y unas cuantas varos de cadenas de fierro. Hasta donde esos intrusos piensan llegar yo y vosotros lo ignorais pero os aseguro que no me causaria sorpresa si los viese hacer escaleras que llegaran hasta el ciel; pues todo se puede esperar a manos de hombres que en nuestra misma cara nos dicen que es su intencion permanecer en nuestro pais y fundar en el haciendas, ranchos, viñas, sierras de madera y cuanto se les da la gana pues ellos se consideran capaces de todo, hasta de cambiar el color de las estrellas; yo estoy asombrado de tanta desfacultadez y lleno de asombro pregunto que es lo que debemos hacer? Es acaso racional que permanecemos con los brazos cruzados cuando ellos se apoderan de nuestros valles y rios y no nos dejan sinon lo que buenamente creen que no les conviene tomar para su uso? Seremos tan cobardes al extremo de permitir que sigan adelante sin que le hagamos siquiera un grande esfuerzo para contenerlos? Es acaso una prospectiva agradable la de ser extranjero en la misma patria en que hemos nacido? Creen ustedes que nuestros hijos y nietos nos disculparan cuando le digamos que no tienen patria porque la hemos cedido a una imigracion mas numerosa que las langostas de Egipto? Señores ! Es claro y palpable que sin auxiolio foraneo ser dueños de nuestras casas por mucho tiempo pues esta en el orden de las cosas humanas que los pocos deben ceder a los muchos: y no obstante la poca cuenta que hacemos de Mejico, os aseguro que si la madre patria se propone algun dia conquistarnos, ella puede hacerlo pues le sobran elementos para nuestro exterminio: he aqui los malos de que adolecemos, males que esta afuera de nuestro alcande poder remediar y que si no aceptais el remedio que os propongo sera la causa de nuestro exterminio: os aseguro, señores, que presento mi proposicion lleno de desconfianza quizas algunos de Usted crearan que con lo que estoy para decir doy un mentir a mi vida publica y que hecho un borron sobre mi carrera militar pero si reflexionais con calma, si os deteneis a pasar en revista nuestras circunstancias sociales y politicas convendreis conmigo en que os propongo los medios para la salvacion de todos.; tal a lo menos es la creencia que abrigo; y que es asi sera nadie lo puede dudar pues es innegable que somos una nacion muy pequeña, cansada de luchar contra de un gobierno imbecil tirano y opresor y que el unico medio que nos queda para libertar a nuestra patria de los infinitos males que Mejico nos ha inferido por medio de tantos años de opresion y estoy para decir desgradacion es poniendonos bajo la proteccion de algun gobierno poderoso que nos proteja contra nuestros invasores y dominadores: señores, en lo que estoy para proponer, nada hay de vergonzoso, nada que nos haga desmerecer de nuestros antecedentes gloriosos pues es la ley de las naciones que el fuerte de amparo al debil y no se considera indigno de un pueblo libre solicitar auxilio cuando ya sus diminuto numero no puede

hacer frente a numerosos invasores. Se`nores, hay en Europa dos grandes poderes que se disputan la supremacia del mar; dos ricas naciones que anhelan extender su dominio en el continente americano: ambas poseen escuadras y ejercitos, ambas desean poseer a las Californias; y entre ellas no hay mas diferencia que la una es celosa del la propagacion del culto catolico y la otra del culto protestante; la primera es la que conviene: señores, yo propongo que esta asamblea se declare en favor de anexar la California a la Francia ».

Tales poco mas o menos fueron los terminos en que hizo conocer sus sentimientos el comandante general Jose Castro. Ese discurso fue escuchado atentamente por todos y casi se podia oir a una mosca volar mientras se estaba pronunciando pero cuando el señor Castro dijo que proponia anexion a Francia Don David Spence que estaba sentado a su izquierda añadio « o bien a Inglaterra » esa adicion fue incorporada por el *reporter* oficial (que lo era Don Guillermo Hartnell) en el cuerpo del discurso y ese caballero cuando mando repartir copias de los procedimientos de la junta general hizo apaarecer a Don Jose Castro como partidario de la anexion a la Inglaterra lo que era muy lejos de la verdad pues el que habia sido educado en el seno de la religion catolica apostolica y romana no tenia la menor simpatia con los representantes de los gobiernos enemigos del catolicismo.

Mal puedo definir los sentimientos que enjendro el discurso del señor Jose Castro pues todos nosotros creíamos que iba a proponer el establecimiento de un gobierno independiente, y mas facil es suponer que describir la sorpresa general que predomino en todos los animos cuando lo oimos proponer la anexion a la Francia; nacion que separada de nosotros por mares inmensos no podia brindarnos la proteccion que necesitabamos.

- David Spence défend un protectorat anglais

Despues que recobramos algun tanto de nuestra sorpresa, el ex-alcalde **David Spence** tomo la palabra y en un dicurso muy racional espuso que el interes de todos los habitantes de Californias exijia que el pais fuese puesto bajo el protectorado de Inglaterra nacion poderosa que aunque qdicta a la religion protestante no dejaba de favorecer a sus subditos catolicos que segun la constitucion inglesa gozaban de iguales privilegios que los protestantes.

- Rafael González défend l'indépendance de la Californie

Despues de David Spence subio a la tribuna el señor comandante retirado Don **Rafael Gonzalez** que se expreso en esto terminos: « Ilustres gefes y compañeros, aunque el menos ilustrado de todos los que hay aqui reunidos, no puedo permitir que se pase a votacion sin antes hacer conocer mis sentimientos sobre el muy importante asunto que estamos reunidos para ventilar. He oido, señores, cuanto ha espuesto el muy digno comandante general Jose Castro y el señor diputado David Spence; y aseguro a la faz del mundo que a Californias no conviene ni la primera ni la segunda propuesta: yo he dado algunas reflexiones a los medios mas conducentes para labrar la dicha del Departamento y he llegado a la firme conviccion que si algun dia resolvemos separarnos de la Republica Mejicana, debemos en obsequio a nuestro espiritu de independencia, decir, atras, a los quieren ponernos bajo el yugo de potencias estranjeras y establecer en nuestra hermosa peninsula un gobierno libre, soberano y que no reconzca mas superiores que la voluntad del Creador Supremo: se`nores, que nos importan las riquezas? Que necesidad tenemos de buques de guerra? Es acaso ganancia comprar unas cuantas armas a costas de nuestra libertas? Es acaso patriotico renegar de la gloriosa herencia que nos legaron nuestros padres de gloriosa memoria que hicieron tantos sacrificios de sangre y recursos con el fin de laegarnos patria y libertad? Señores: ya que Mejico se niega a hacernos justicia, ya que nos insulta al extremo de enviar a nuestra tierra uss mas desalmados criminales yo propongo que unanimes lanzemos el grito: « viva california, libre, soberana y independiente »

- Victor Prudon défend aussi l'indépendance, ou l'annexion aux États-Unis

Unas cuantas voces hicieron eco al orador pero ellas fueron ahogadas por los gritos de « Viva Prudon » que a indicacion mia habia dejado su asiento y a pasos lentos se dirijia a la tribuna. Los que gritaban « Viva Prudon » eramos yo y mis amigos es decir los partidarios de la independencia absoluta o bien annexion a los Estados-Unidos, y tambien aplaudian ciertas personas que tienen por costumbre aplaudir cuand creen que la mayoria quiere que se aplauda al orador y que en cambio lo silban si opinan que los silbidos producen el mismo resultado pues para ellos todo es indiferente con tal que estar con la mayoria. Subio pues el teniente coronel **Victor Prudon** a la tribuna y cuando empezo a reinar el silencio dijo: « Hasta aqui, se`nores gefes, oficiales y empleados civiles, he sido partidario de pronunciarnos por la total independencia; hasta hoy he caminoado de acuerdo con el muy digno administrador interino de la aduana el señor Don Pablo de la Guerra a quien considero junto con el gobernador Alvarado el campeon decidido de la independencia absoluta de Californias; pero hoy, señores, despues de oidos los habiles argumentos aducidos por Su Señoria el comandante general Castro que con un rasgo de oratoria presento a nuestra consideracion el estado indefenso de Californias, su incapacidad absoluta de poder resistir a los ataques de las potencias estranjeras que en todo caso podian contar con el decidido apoyo podian contar con el decidido apoyo de la imigracion mixta que desde los Estados Unidos ha venido a sentar surs reales entre nosotros, hoy que libre de prevenciones echo la vista en todas partes del Departamento y do quiera que cae mi mirada no veo sino discordia, abatimiento, falta de recursos y hasta falta de hombres, yo señores, reconozco que un estado libre, soberano e independiente es imposible en la actualidad y caso que la mayoria resuelva dar tal paso, aunque se me califique como profeta siniestro, predigo que el Estado de Californias no podra existir por mas tiempo que el que a Mejico de la gana de dejarlo existir y como la caida del edificio entrañaria consigo el descredito de los architectos yo soy de parecer que seria mucho mas conveniente que en vez de poner nuestros nombres sobre un monumento basado sobre la arena movediza y que puede caer al suelo al primer empuje de un viento contrario, nos dediquemos a levantar una obra, estupenda en su concepcion, sublime en todas sus partes, en fin soy de parecer que nos incumbe proclamar nuestro deseo de anexar Californias a los Estados Unidos del Norte; señores, demos ese paso y con un rasgo de pluma convertiremos en amigos en hermanos a nuestros industriosos emigrantes que el señor Castro alifica de hombres terribles y que cree capaces de todo hasta de cambiar el color de las estrellas: yo señores, como bien lo sabeis, he visto la luz del dia en la bella Francia, yo amo a la Francia con el cariño de un hijo, pero amo a California con toda la fervente idolatria de un amante y es debido a ese sentimiento que aqui hago constar que en la hora de la votacion estaré listo a proclamar mi preferencia por los Estados Unidos de Norte America ».

- Autres interventions

Despues del coronel Prudon hablaron los señores Pablo de la Guerra, Guillermo Hartnell, Juan Alvirez, Francisco Sanchez, y Enrique Cambuston, algunos de ellos se pronunciaron por anexion al Inglaterra, otros por la independencia absoluta y el capitan Sanchez en favor de la anexion a los Estados Unidos; llego por fin mi turno subi a la tribuna y aparentando poseer toda la sangre fria que hubiese tenido de poseer, dije poco mas o menos los que paso a notar:

- Discours de Maríano Guadalupe Vallejo

Señores, no coincido con cuanto han espuesto los empleados civiles y militares que me han precedido y los que con grande asombro moi se han declarado en favor de anexar el pais de mi nacimiento a la Francia o a la Inglaterra. Bien convengo con los que han afirmado que seria ridiculo continuar por mas tiempo fundando nuestras esperanzas en las promesas de Mejico pero no se me puede ocultar que nuestro bello pais tan favorecido por la mano prodiga de la naturaleza no mejoraria de suerte poniendose bajo la dependencia de una potencia estranjera indiferente a nuestra suerte e intereses pues la distancia que media entre Europa y Californias preclude la idea que los

hombres publicos de las antiguas monarquias tomen en nuestro porvenir el interes que seria de desearse; y siendo tal mi parecer me permito preguntaros: seria glorioso y digno ir a Europa que tan lejos esta en busca de un amo? Que simpatia puede existir entre nosotros y dos naciones separadas por dos grandes oceanos? Pero aun dado el caso que esos inconvenientes puedan desaparecer? No quda acaso un obstaculo insormontable que es imposible aniquilar, me refiero, señores, al hecho de que nosotros somos republicanos y que es natural de que nosotros somos republicanos y que es natural que debamos preferir padecimientos, miseria y se necesario fuere la misma muerte ante que demos nuestro consentimiento para pasar a ser subditos de un monarca; pues no creo equivocarme cuando afirmo que no obstante los muchos agravios que desde años atras estamos sufriendo a manos de los gobernantes republicanos, nosotros aun permanecemos firmes a nuestros principios de igualdad republicana y mientras yo tenga acero y lanza, prometo que haré cuanto de mi dependa para impedir que las Californias presenten a la faz del mundo el triste espectaculo de un pueblo americano y libre que vaya a Europa mendigando a un amo y ese amo una cabeza coronada. Lo que acabo de esponer son mis sentimientos y aseguro que son dictados por una conciencia qu esta cual ninguna otra lista a hacer toda clase de sacrificios en bien de la patria nuestra que por su posicion geografica no recela la tan decantada invasion mejicana con que los timidos nos quieren asustar; se nos ha dicho que Mejico nos puede invadir por mar y por tierra, y yo pregunto, en donde estan los buques de guerra con que Mejico puede bombardear nuestras costas? En donde estan las tropas de desembarque? De donde puede sacar los recursos con que alimentarlas dado el caso que logren efectuar un desembarque? Señores, yo soy de parecer que ya Mejico no nos puede dañar que nuestro porvenir exije que declaremos nuestra independencia; eso es si ya no lo hemos hecho con haber desterrado al gobernador que nos habia enviado a gobernarnos; una sola cosa nos queda que hacer y eso es declarar nuestra patria anexado a los Estados Unidos del Norte: os hago señores esta propuesta porque abrigo la conviccion de que por ese medio lograremos ponernos al abrugo de todos los males que atrasan el desarollo de nuestros recursos; puede ser que mi propuesta cause admiracion a algunos y desagrade a otros pero estoy seguro que merecera la aceptacion general si convenimos en dejar a un lado añejas costumbres y preocupaciones lugareñas pues los bienes que nos atraeria la anexion a los Estados Unidos del Norte son tan palpables e evidentes que creo superfluo deternerme pasandolos en revista; me limito por tanto a asegurar que ellos sobrepujan todas nuestras aspiraciones; siendo tal nuestra prospectiva, yo pregunto : que es lo que nos impide vincular nuestra suerte con el pais mas libre del Universo y ese pais poblado por gente industriosa y proverbial por su riqueza y poderio? A que bueno ir a lejanas tierras en busca de amparo cuando tenemos de vecino a la nacion mas culta e ilustrada de todo el extenso continente americano? He oido algunos de los oradores que me han precedido, asegurar que caso de votar por la anexion, nosostros perderiamos nuestra entidad politica; señores, lo que tal asercion han hecho han falseado la verdad pues mi conocimiento de la consitucion y leyes de los Estados Unidos me permite afirmar que caso de que nos resolvemos votar por la anexion a esa poderosa vecina, nosotros no perderemos nuestra autonomia politica pues aunque seamos miembros de la federacion siempre tendremos el derecho de nombrar nuestros empleados locales y elijir las personas que deban representarnos en el congreso y senado de los Estados Unidos; mas aun, os diré que mal conviene que miremos con desconfianza a los arrojados aventureros que han atravesado la Sierra con el fin de venir a fundar ranchos en nuestros valles, pues esta escrito en el gran libro del Director del Universo que ellos estan destinados a correr nuestra suerte y ninguna cosa que nosotros podamos hacer a proyectar puede postergar por mucho tiempo la realizacion del gran plan que consiste en hacer de las Californias el templo en cuyas aulas las pulcras hijas del Pacifico se den la mano con los indomitos aventureros que venciendo cuantos obstaculos la naturaleza ha puesto en su transito han venido a dividir con nosotros el fruto de su experiencia adquirida a costas de sacrificios inmensos.

Señores, repito que soy de parecer que debemos separarnos de Mejico y que nuestro interes exije

que pidamos ser admitidos a formar parte de la gran federacion que conocemos bajo el nombre de los Estados Unidos de la America del Norte. »

Cuando conclui mi discurso, el teniente coronel **Victor Prudon** que habia observado que muchos de los oyentes demostraban estar de acuerdo con cuanto habia espuesto se levanto de su asiento y dirijiendose al comandante general Jose Castro le pidio que sometiese a votacion la propuesta de M. G. Vallejo que deseaba que la junta general de oficiales y de notables recordase su voto en favor de anexar a las Californias a los Estados-Unidos: « señor de la Frontera » grito el **señor Castro** algo fastidiado » aun no ha llegado la hora de proceder a votar sobre la propuesta del señor Vallejo aun no se ha votado sobre las propuestas hechas con anterioridad y no veo porque se deba dar la preferencia a los se`nores de la Frontera cuando sus intereses son tan insignificantes comparados con los de los habitantes del centro y sur del Departamento: el Centro y el Sur representan la riqueza e inteligencia, deben por tanto ser oidos de preferencia en un asunto tan importante como es la forma de gobierno que debemos darnos; los « señores de la Frontera » estan aqui por condescendencia nuestra y a ellos que solo representen la minoria no incumbe dirijir la junta en sus deliberaciones; a su turno su propuesta sera tomada en consideracion pero antes de todo propongo que pasemos a votar sobre la proposicion de poner a las californias bajo el protectorado de la Francia »

En nombre de la igualdad en nombre de los habitantes de la Frontera » exclamo **Victor Prudon**, « yo protesto en contra de los terminos sarcasticos en que el señor comandante general Castro se refiere a esos benemeritos ciudadanos y al lanzar esta mi solemne protesta lo hago en nombre de los habitantes de una mitad del Departamento pues el territorio conocido bajo el nombre de territorio fronterizo se extiende desde el grado treinta y siete hasta el grado cuarenta y dos y su defensa esta confiada no a los señores del Sur y del Centro sinon a las personas que a la par de mi honorable colega en esta junta han hecho inmensos sacrificios con el fin de extender en la Alta California el imperio de la civilizacion: nosotros, señor Presidente, tenemos derechos que nadie puede pisotear con impunidad y caso que se intente negarnos las consideraciones a que somos acreedores bien sabremos como arrancarlas a quien nos niegue fuere el quien fuere » el señor Prudon iba a continuar en filipicar pero gran numero de lso amigos de Don Jose Castro que recelaban que la eloquencia de Victor Prudon conquistase mayoria de votos para su proyecto se levantaron de sus asientos y gritaron « basta señor de la Frontera, basta de argumentos, deje usted hablar a los que todavia no han hablado etc etc »

Conoci, por el numero de los que clamoreaban en contra del señor Prudon que yo y mis amigos estabamos en minoria; que los partidarios de anexar a California a alguna de las dos grandes potencias europeas tenian mayoria y que caso de procederse a votar, la proposicion del señor Castro seria aceptada, resolvi por medio de artificios postergar la votacion hasta despues del receso: eso pude lograr y apenas los miembros de la junta salieron del salon reuni a mis amigos, les manifeste que el pastel estaba hecho, que los partidarios de la monarquia aunque en apariencia divididos llegada la hora de votar se presentarian en columna serrada y en cumplimiento de ordenes recibidos de los directores del movimiento darian sus votos en favor de anexar California a Inglaterra: mis argumentos fueron suficientes para convencerlos y esa misma tarde con mucho sigilo todos los partidarios de la anexion a Estados Unidos o bien de la independencia absoluta del Departamento sin dar aviso a nadie de sus intenciones se salieron de Monterey y se dirijieron para sus casas. Llegada la hora de reunirse para votar, como faltaban mas de una cuarta parte de las personas que habian sido llamadas a tomar parte en la discusion no se pudo llegar a un resultado definitivo y la convencion se separo sin haber logrado su intento.

De la manera que tengo explicado es como aborto la gran junta mixta que a fines de marzo de

1846 habia tenido lugar en la casa del señor Thomas O Larkin.

[…] p. 87 : Muchos escritores y hasta algunos historiadores han afirmado que el meeting en que fueron pronunciados los discursos que he reproducido en las paginas anteriores se efectuo en la casa del comandante general Jose Castro pero los que tal hecho han sentado se equivocaron pues la reunion a que asisti en casa del señor Castro no era sino un simple meeting de oficiales reunidos con el fin de discutir medidas que atañian a la defensa del Departamento y si bien algunos señores oficiales entre cuyo numero se enumeraba el señor Castro entraron en la discusion sobre el cambio de bander, nueva alianza etc etc la mayoria no les permitio que llegasen a una conclusion definitiva acerca de este tema que mal podian elucidar militares que carecian de los datos necesarios para discutir con acierto un punto de tan trascendental interes como lo era el cambio de leyes y de bandera.

La gran reunion que habia tenido lugar en la casa del señor Larkin habia sido invitados con derecho de voz y voto muchos empleados civiles y hasta se habian reservado asientos para los consules extrangeros. En esa reunion los delegados de la parte Sur que eran los mas numerosos habian venido « con ordenes » y todos ellos estaban en favor de McNamara y el protectorado ingles, menos Don Juan Bandini y Antonio María Pico (padre del celebre Ramon Pico que al mismo tiempo que corre su candidatura para tesorero del Estado pasa noche dando espectaculo en el circo de Wilson) que eran decididos partidarios de anexar California a los Estados Unidos; y no se crea que el proyecto de entregar mi patria maniatada a la Inglaterra haya originado entre nosotros; pues no hubo tal: el plan de entregar California al gobierno ingles fue ventilado en Mejico al tiempo en que el general Micheltorena regreso a la capital desterrado de nuestro Departamento y ya poco despues de su salida se murmuraba entre nosotros que el gobierno general se habia decidido a reconocer Pio Pico a instancia del gobierno ingles que manejaba las teclas de la politica mejicana por medio de su ministro residente en Mejico (ya tengo referido como Forbes negaba que su gobierno tenia tales intenciones: me resta agregar que el consul Forbes para dar colorido a sus negativas llego hasta el extremo de enseñar oficios de su gobierno en los que se le ordenaba abstenerse de tomar parte en la politica de California y en una instancia hizo correr la voz que « habiendo el gobierno ingles sabido que el trabajaba en favor de la anexion o protectorado ingles, habia resuelto reemplazarlo con David Spence » cuando sue tal cosa dije « a otro perro con ese hueso »). Esas intrigas no pasaron desapercibidas por los espias que el gobierno de washington tenia en Mejico y es debido a la gran vigilancia que aquellos ejercian que el comodoro Sloat pudo ganarle la delantera al señor Sir George Seymour comandante de la fragata inglesa Collingwood a mediados del año de 1846 se hallaba en el puerto de Mazatlan esperando del ministro ingles residente en Mejico orden de levar ancla y dirijirse a Monterey, hallabase al mismo tiempo anclada en ese puerto la fragata Savannah de la marina de los Estados Unidos que flameaba el pendon de Don Juan D Sloat comandante en jefe de las fuerzas navales [...]

No obstante de que en la junta de militares y notables me mostré tan resuelto a desbaratar los proyectos del comandante general Castro, no por eso desmereci en el concepto de esa autoridad que cuando recobro el imperio de su razon conocio que me asistian el patriotismo y la justicia cuando hize constar mi protesta en contra el proyecto de poner a Californias bajo el protectorado de una potencia europea y tan convencido estaba de la rectitud de mi procedimiento y pureza de mi patriotismo que con fecha 11 de mayo de 1846 me autorizo a pedir dinero prestado para asuntos de servicio.

La epistola escritame por el comandante general Castro me habia dejado algo complacido pues era ella una prueba evidente de que el sabia apreciar en su justo valor los motivos que me habian

impelido a encabezar la oposicion a sus proyectos de anexar nuestra patria a una potencia europea; pero no permaneci largo tiempo bajo esa impresion favorable pues esa misma tarde me fue entregada una carta que con fecha mayo 2 me habia dirijido Don **Pio Pico** que en terminos nada corteses desaprobaba cuanto yo habia hecho o dicho en esa junta a la que habian concurridos los militares mas pundorosos y empleados civiles mas ilustrados como « junta nula y anti-patriotica »: en que razon SE se haya fundado para emitir tal opinion yo lo ignoro pues la mayor parte de las personas que habian concurrido a la junta mixta que en marzo 27 tuvo lugar en las casa del señor Larkin habian asistido por orden de SE que les habia dado instrucciones acerca de la manera con que debian votar y asi como el gobernador Pio Pico se mostro disatisfecho porque la junta no trabajo en el sentido que el deseaba muy cierto estoy que hubiese aprobado todos sus actos si se hubiese declarado en contra del plan del patriotico general Paredes y en favor de anexar el Departamento de California a la corona de Inglaterra pues en dicho caso hubiese asegurado para si y sus descendientes el titulo de Duque de Jamul [...]

Visto por Pio Pico que no obstante su buena voluntad no podia preparar el camino para la anexion a la Inglaterra, mientras tanto las juntas militares y de notables tenian lugar en la capital, resolvio dar un golpe maestro y con tal fin con fecha mayo 13 indujo al comitee (?) de la asamblea departamental que estaba reunida en la ciudad de Los Angeles para que hiciese un llamamiento general al patriotismo del pueblo pero como traslucio que el objeto principal de ese llamamiento era con el fin de reunir tropa y recursos con que proceder a atacar el comandante general Jose Castro muy pocos se presentaron a ofrecer sus servicios a SE cuyo patriotismo se les hacia muy sospechoso. Cercioradose al fin el gobernador Pio Pico de que la popularidad de que gozaba era muy insignificante resolvio convocar al pueblo a elecciones y con tal fin el dia 23 de mayo de 1846 dio un decreto convocando a todos los electores a eleccion general para miembros de una junta que debia reunirse el dia quince de junio en la ciudad de Santa Barbara; esa junta segun la proclama de SE que buen cuidado habia tenido de dar la preponderancia a los abajeños, debia decidir de la suerte del pais: lo que equivale a decir debia proclamar a California dependencia de la corona de Inglaterra. Yo aunque elejido miembro de esa junta rehuse asistir a ella debido a que tanto yo cuanto mis amigos nos habiamos propuesto no tomar parte en una reunion en cuyo seno debia consumarse el sacrificio de las libertades que nuestros padres de gloriosa memoria nos habian dejado en herencia.

2. D'après Juan Bautista Alvarado (Alvarado, 5, p.130)

Debia reunirse en Monterey en la sala de gobierno con el fin de tratar de armonizar los animos de todos los hijos del pais algunos de los cuales estaban muy resentidos porque por medio de astucias se habia falsificado la voluntad popular con respeto al voto de California para presidente de la Republica pues Pio Pico, Covarrubias y su circulo hicieron aparecer a los Californios como hombres que preferian el sr Herrera al general Anastasio Bustamante siendo que este ultimo era el predilecto de todo mi circulo y muy especialmente del general Vallejo y de mi que desde años habiamos mantenido con ese patriota una extensa correspondancia y siempre que habia podido complacernos en nuestras aspiraciones lo habia hecho sin hacerse rogar ; entiendaseme bien yo nada alego que puesda construirse en mengua de la dignidad y patriotismo del Sr Herrera cuyos antecedentes me son muy poco conocidos pero me considero con derecho a decir que los bien entendidos intereses de los Californios exigian que el voto del Departamento para Presidente de la Republica mexicana fuese dado al general Anastasio Bustamante que era persona de quien nosotros podiamos tener plena confianza.

Otros de los asuntos de que la junta debia ocuparse se relacionaba con la revolucion que en Mejico habia iniciado el general Paredes algunos de los Californios querian que el pais secundase los movimientos de ese general y estos eran los que estaban opuestos a la administracion del gobernador Pio Pico que no obstante la oposicion que le hizo en la capital de la Republica el general Micheltorena (el general Micheltorena segun me fue referido por el Sr Limantour el tiempo de embarcarse dijo « Los Californios no estaran de paz entre si por mucho tiempo pues dejo el mando militar a Jose Castro y el mando politico a Pio Pico y esos dos hombres no tardaran en romper amistades y a bien el uno o bien el otro haran estallar la guerra civil » ese sr Limantour que durante el tiempo que duro la revolucion en contra del general Micheltorena suministro a ese general armas y dinero fue tomado prisoniero por mi y ya lo iba a mandar fusilar cuando me dijo que yo tenia ningun derecho para quitarle la vida puesto que el era comerciante y especulador y que del mismo modo que habia vendido armas al general Micheltorena las hubiese vendido al comandante general Castro si ese militar hubiera tenido dinero con que comprarlas. Esa franqueza me agrado tanto que inmediatamente lo hice poner en libertad...[...]) habia logrado ser reconocido como gobernador por el presidente de la Republica
y otro de censura en contra del general Paredes que pretendia tener divididos a los mexicanos en los momentos.

Los debates sobre esos asuntos fueron tan llenos de acrimonia y exaltacion que el coronel Castro se vio obligado a disolver la reunion sin que se hubiesen podido pasarse resoluciones que decidiesen el punto en disputa. El mal resultado de esa reunion disgusto sobremanera al comandante general Castro que tanto se habia empeѝado para que tuviese efecto pues era su proposito aprovechando de la ocasion en que estaban reunidos en la capital del departamento los hombres de mas valor por su posicion politica y conocimientos militares dirigirse al patriotismo de todos e inducir a cada uno de los que estaban presentes a hacer algun sacrificio pecuniario con el fin de comprar armas y polvora con que equipar el ejercito que deseaba poner bajo...

teniendo pues fija en su mente esa idea él convoco a todos los habitantes de Monterey y a los que se hallaban de transito en esa capital para que acudiesen a una reunion en done se trataria de las necesidades del Departamento y con el din de desnudar a la reunion de todo caracter politico convido tambien a los comerciantes estrangeros para que asistiesen a ella y tomasen parte en los debates y cosa extraña cito los concurrentes a que se reuniesen en casa del Sr Thomas O'Larkin consul de los Estados Unidos de Norte America que a pedimento de Castro habia consentio en que su casa fuese abierta para el uso del publico. La concurrencia que acudio al llamamiento del comandante general Castro fue muy numerosa y por voto unanime de los que habian acudido a la cita el senor Castro principio su arenga con una furiosa invectiva en contra de las autoridades mejicanas que sabiendo que el enemigo estaba golpeano a las puertas de California dejaban al pais entregado a sus propios recursos y le negaban el dinero y material de guerra que eran decididamente necesarios para poner al Departamento en estado de defensa. Castro tambien aludio a la crecida emigracion de norte americanos que procedentes del Oregon y de la Laguna Salada llegaban a California en numero tan crecido que segun el caso que esa emigracion continuara por dos anos mas los emigrantes norte americanos serian mas numerosos que los habitantes de razon de raza espanola en el curso de su discurso el senor Castro hizo uso de una sentencia que llamo mucho la atencion de sus oyentes e hizo reir a carcajadas al teniente coronel Prudon y al senor Larkin me refiero a la parte de sus discurso en que dijo que los americanos eran tan habiles que algun dia harian escaleras que tocaran al cielo y una vez en el cielo cambiarian toda la faz del universo y hasta el color de las estrellas ; despues de haber dicho todo lo que se la habia ocurrido decir en contra de Mejico y de los Estados Unidos del Norte, el puso termino a su arenga proponiendo que el pais fuese puesto bajo el protectorado de la Nacion francesa. Cuando el coronel Castro hubo pronunciado ese sentimiento y

manifestado ese deseo todos los oyentes se miraban unos a otros y con los ohos preguntaban que significa esto ? Desde cuando le habran venido a Castro tales ideas ? Pues nosotros siempre le habiamos oido decir que segun su parecer nosotros debiamos independizarnos absolutamente pues ya era locura continuar poniendo por mas tiempo nuestras esperanzas en un gobierno que no tenia con que hacerse respetar en su misma casa, en ese particular yo estaba de acuerdo con el y **si me hubiese encontrado en Monterey** cuando se reunio la junta de notables hubiese hablado en favor de proclamar la independencia absoluta de la Alta California...

59. L'évaluation des chances de l'un et de l'autre des bélligérants par un migrant mexicain installé récemment en Californie au début de la guerre entre Mexique et États-Unis (1846)

Source : DHC Moreno

Narciso Botello a Jose Matias Moreno en SB. Diferencia con EU. Fuerzas de estos. Suceso de Sonoma. Colonia irlandesa., 8 juillet 1846 Angeles. Reservada

Mi amado amigo

con placer he recibido su muy apreciable de 3 del corriente en la que se sirve indicarme algo de las noticias que trae el Sr Covarrubias respecto al actual estado de cosas politicas en la Republica por lo que de nuevo repito a Ud las mas expresadas gracias.

Por lo que se sirve U decirme de las dos fuerzas beligerantes que se hallan en el Rio Bravo aseguro con todas verdad sin que se entienda que hay algo de pasion que no digo siendo mayor el numero de los Mejicanos al de los Norte-Americanos infimo que fuese esperaré siempre el triunfo por parte de los primeros en campo de batalla y principalmente dentreo de nuestro mismo territorio : la razon es bien sencilla. Los EEUU no tienen ejercito ninguno arreglado ni tampoco han tenido guerra con nadie ; que esto pudiera inducir a créer que tuvieron algun conocimiento practico en el orden de batirse pues sabe Ud que la teorica sin la practica es como insignificante ; y sobre todo aun cuando a los Americanos se les quiera dar el nombre de tropas estos nunca salen de rifle y [mampuesto] a la vez que de los Mejicanos a mas de ser valientes son tropas arregladas foguadas y practicas en el arte de la guerra que es lo principal ; asi es que si Mejico pudiese tener asegurada la Marina nos podriamos reir a todo nuestro sabor de los Yanquis que nos consideran impotentes para ellos y que en cierto modo tienen razon por lo que acabo de indicar ; mas no obstante los mejicanos sabran defender su patria y con esto basta.

Mi amigo, yo tambien acompaño a Ud en el sentimiento de que mis opiniones hayan sido frustradas respecto a los sucesos de Sonoma pues lo siento por la imposibilidad en que nos hallamos de poder resistir a las fuerzas de los EEUU en razon a que no hay aqui tropas ningunas y los hijos de la Republica despues de ser tan pocos en lo general no hay amor patrio y sabemos tanto del manejo de las armas, orden de la guerra como yo de cantar misa. Estas circunstancias la de no tener el caracter de tropas de los dichos EEUU los invasores de Sonoma y la de no haber datos positivos de estar ya declarada la guerra entre ambas naciones parece que fue lo que hizo a algunos de esta Ciudad considerar por muy fuerte y espuesto la parte de la proclama del dia 23 donde se contrae al

gobierno de los Americanos pero a la vez que va conforme a la marcha general de la Nación no hay que hacer mucho caso de lo que de ella se diga ; y me gusta sobre manera el firme proposito de Ud sobre to permitir que el decoro y dignidad del Gobierno desdiga en lo mas leve ; porque desde ahora me presagio a quien podran ser tributados los honores.

Amigo, hablo a Ud con toda confianza tengo mucha satisfaccion de su amistad y por consiguiente nunca podre apropiarme lo que U atribuya a otros ; asi que no debe U ni pensar que yo no resentiré por su penultima carta como me lo indica despues pues no se que cosas habra podido inclinar a créer semejante cosa, orque no me acuerdo haber dicho a Ud mas de los que francamente era mi modo de pensar siempre fiado en la confianza que se ha servido dispensarme.

Me ha sido muy sensible haya Ud sido injuriado por una carta dirigida al Gobernador, segun en su citada apreciable me dice mas como ignoro la persona que la dirijio y solo me supongo ser alguno de los enemigos que tienen la prudencia, la virtud, la honestidad, las buenas costumbres y en fin la sociedad ; aconsejo a Ud que desprecie dichas injurias y se persuada de que esa persona no sera capaz no solo de rebatir sur hechos pero ni aun de verlo siquiera ; no debiendo omitir hacer a U presente que no se como salgamos en deseos de vernos y comunicarnos verbalmente los que no se puede esponer a la pluma porque en igual estado me hallo.

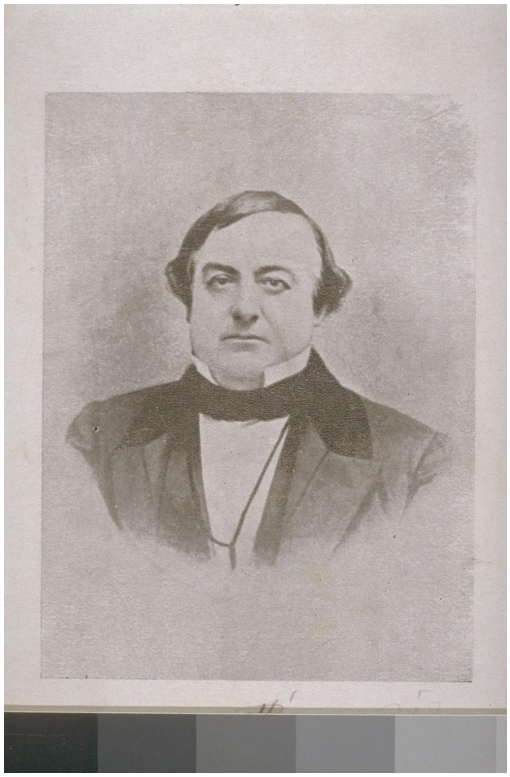
Mi esposa retorna a U sus finas expresiones y sirviendose dispensarme los borrones e la presente ocasionados por la ocupacion en el despacho del Sr Presbitero Don Eugenio Macnamara mande lo que guste a su verdadero e invariable amigo.

Firmado Narciso Botello

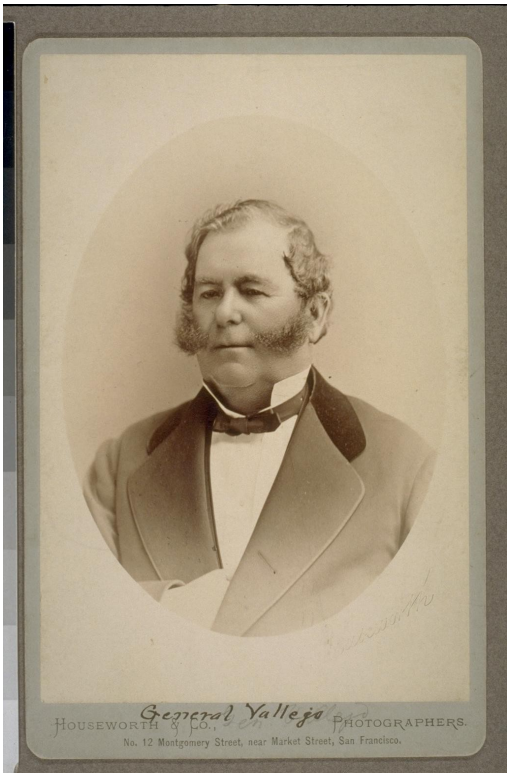
Adición

Adjunto a U una carta de nuestro amigo Don Jose Antonio Estudillo que para este recibi ayer y en cumplimiento de su encargo en nuestra ultima vista. Recomiendo a U mi amigo y senor el negocio de la colonia irlandesa porque esta no tiene duda nos acarreara muchas ventajas y seguridad. La Asamblea volvio a quear disuelta por su propia virtud con la enfermedad del Sr Bandini que se ha agravado considerablemente y hoy fue la ultima sesion.

IX. Portraits



Juan Bautista Alvarado, s.d. (Bancroft Library Portrait Collection)



Maríano Guadalupe Vallejo, vers 1868 (Bancroft Library Portrait Collection)

José Antonio Carrillo, 1955 (voir épilogue)

San Diego Historical Society

Juan Bandini et sa fille Margarita, 1856 (San Diego Center)

Angustias de la Guerra, vers 1885 (Bancroft Library)

Pío Pico, vers 1848 (Bancroft Library Portrait Collection)

Pablo de la Guerra, vers 1875 (Bancroft Library)

José Castro, s.d. (Bancroft Library Portrait Collection)

Liste des sources primaires

Archives

États-Unis

Bancroft Library, University of California, Berkeley

« Archives of California » / « Archivo de California » « General archives »

Les « archives de Californie » de la Bancroft Library forment un ensemble de 273 volumes répartis sur 63 cotes [C-A 1-63]. Il s'agit de copies ou de résumés des sources officielles espagnoles et mexicaines, qui se trouvaient archivés dans les bureaux du United States Surveyor et qui furent détruits lors du tremblement de terre et de l'incendie de 1906 à San Francisco. La localisation des archives de la Californie mexicaine dans les locaux de l'employé public en charge de l'arpentage des terres publiques reflète le fait que ces archives importaient aux États-Unis surtout du point de vue de la documentation de la propriété des terres. Il s'agissait de comprendre quelles concessions étaient légitimes dans le cadre politique et légal de la Californie espagnole puis mexicaine. Par contraste, les copies et extraits effectués par l'équipe du libraire, collectionneur et historien amateur Hubert Howe Bancroft ont eux été réalisés dans le but d'écrire une histoire de la Californie. Suivant les normes de l'époque, les aspects politiques sont bien représentés dans ces copies, mais ce qui au regard d'une histoire sociale du politique pourrait aujourd'hui éveiller notre intérêt est parfois négligé, ce dont témoignent certaines mentions « contenu privé et sans importance », qu'on trouve en commentaire des archives privées, qui sont conservées, et qui apportent des éléments très importants dans notre perspective. Ces documents ont été numérisés à partir des microfilms et sont aujourd'hui accessibles en ligne sur le site www.archive.org. Il n'est pas toujours aisé de reconstituer la logique de ces collections, et il n'existe pas de guide précis pour chacune des sous-collections. Nous précisons donc autant que possible, nos propres conclusions après leur dépouillement.[1]

Provincial State Papers (1767-1822) 22 tomes, 14 volumes [C-A 1-14]. Un microfilm (et un fichier .pdf) par volume.[2]

1 J. N. Bowman et Doyce B. Nunis,, « History of the Provincial Archives of California », *Southern California Quarterly*, avril 1982, 64, 1, p. i - 97.

2 C'est toujours le cas et nous ne précisons pas l'équivalence rouleau de microfilm/document .pdf par la suite

Ces archives « générales » sont complétées par une collection qui porte en partie le même nom mais se prolonge jusqu'en 1845 :

Provincial State Papers. Benicia. Military. (1767-1845) 88 tomes, 6 volumes [C-A 15-20]

À partir de 1822 [C-A 18], tome LIII, les tomes sont appelés « departmental state papers Benicia Military », en probable confusion avec la collection « departmental state papers » (voir infra). Benicia a été brièvement le siège du gouvernement entre 1853 et 1854

Provincial State Papers. Presidios (1780-1821) 2 tomes, 1 volume [C-A 21]

Provincial Records (1775-1822) 12 tomes, 5 volumes [C-A 22-26]

Departmental State Papers (1821-1846) 20 tomes, 7 volumes [C-A 27-33]

Cette collection porte le nom de « départementale » bien que la Haute-Californie ait d'abord été un « Territoire » constitutionnel.

Les tomes I à XVI sont chronologiques, puis les tomes XVII à XX [C-A 33] sont thématiques :

Juzgados XVII-XVIII

Naturalización XIX-XX

S'ajoutent des sous-collections qui portent un nom de lieu ou un nom d'institution dont il s'agit des archives :

Departmental State Papers : Los Angeles, 12 tomes, 4 volumes [C-A 34-37]

Les deux derniers tomes [C-A 37] contiennent la « correspondance officielle » (« official correspondence)

Departmental State Papers. Benicia (1829-1846) 5 tomes, 2 volumes [C-A 38-39]

Departmental State Papers. Benicia. Commissary and Treasury 4 tomes, 1 volume [C-A 40]

Departmental State Papers. Benicia. Custom House (1816-1846) 8 tomes, 1 volume [C-A 41]

Departmental State Papers. Benicia. Prefecturas y Juzgados (1828-1846) 6 tomes, 1 volume [C-A 42]

Departmental State Papers : Monterey (1777-1845) 8 tomes, 1 portfolio [C-A 43]

Departmental State Papers : San Jose (1785-1840) 7 tomes, 2 volumes [C-A 44-45]

Departmental Records (1822-1846) 14 tomes, 4 volumes [C-A 46-49]

State Papers

Ces « papiers d'Etat » concernent surtout les missions et les entreprises de colonisation :

State Papers : Missions (1785-1846) 11 romes, 2 volumes [C-A 50-51]

State Papers : Missions and Colonization 2 tomes, 2 volumes [C-A 52-53]

State Papers : Sacramento 19 tomes, 3 volumes [C-A 54-56]

Superior Government State Papers : decrees and dispatches**,** 21 tomes, 2 volumes [C-A 57-58]

Comme leur nom l'indique, ces dossiers contiennent les décrets et courriers officiels du gouvernement supérieur de Mexico.

Legislative Records (1822-1846). 4 tomes, 3 volumes [C-A 59-61]

Il s'agit des archives et des journaux des délibérations de la députation territoriale puis du conseil (junta) départemental. Les toutes premières pages portent également les décisions des conseils plus informels institutionnellement qui se sont tenus au moment de la guerre d'indépendance.

Archives of California miscellaneous 1770-1848 1 volume

Archives of California, unbound documents (1846-1850 i.e. 1783-1850]

***

Les cotes [C-A] qui suivent ne font pas stricto sensu partie des « Archives of California » mais les prolongent. Elles sont des copies d'archives disponibles ailleurs, notamment les archives municipales. Ces archives-là ne sont pas disponibles en ligne et ne sont pas, à notre connaissance, numérisées. Les archives de Los Angeles et de San Diego ont été copiées par Benjamin Hayes.

Archives municipales (copies et extraits)

Les archives des municipalités se confondent avec les archives des comtés ultérieurs.

Los Angeles

Benjamin Hayes collection of Los Angeles ayuntamiento records for the years 1827-1852. Los Angeles Archives 5 tomes, 5 volumes, 3 rouleaux de micofilms [C-A 64-68]

Papers, tomes 1-3 [C-A 64-66]

Ayuntamiento records, tomes 4-5 [C-A 67-68] et [C-A 72]

Monterey

Extracts from documentos for the Spanish and Mexican periods of administration of the area (Monterey county 1780-1849) 519 pages numérotées [C-A 69]

Voir aussi Ashley Papers, Documentos para la historia de California, 1874 [C-B 101]

San Diego

Copies, extracts and original documents from the Archives of San Diego (1826-1850) 2 volumes, 1 dossier [C-A 70] voir aussi Hayes Papers. Extracts and copies of the official records of the San Diego ayuntamiento [C-B 81]

San José

Copies, extracts and original documents from the Archives of San Jose 1 vol [C-A 71]

voir aussi Santa Clara County documents (1826-1875) 1 portfolio [C-A 329]

San Luis Obispo

Archivo secular de San Luis Obispo, documentos sueltos en California del secretario de dicho condado, 1878, 1 portfolio [C-A 73]

Santa Cruz/Branciforte

Records in clerk's office for county of Santa Cruz, 1877. 1 volume [C-A 74]

Santa Cruz : a peep into the past. Interesting reminiscences of our early settlement:the early days of the village of Branciforte

Santa Barbara

Archivo de Santa Barbara, 1 volume [C-A 76]

Pour les cotes suivantes de la série [C-A], il ne s'agit plus nécessairement des archives collectées par Hubert Howe Bancroft, et certaines archives peuvent être originales. Certaines font notamment partie de la « Thomas W. Norris collection » ou de la « Cowan collection ». Ces collections ont été réorganisées et leurs documents classés par thèmes.

Archives des gouverneurs

Pablo Vicente de Sola papers (1816-1822) [C-A 237]

Jose Maria de Echeandia papers (1826-1838) [C-A 238]

Jose Figueroa papers (1833-1835) [C-A 239]

Juan Bautista Alvarado papers (1830-1853) [C-A 240]

Manuel Micheltorena papers (1842-1845) [C-A 241]

Pio Pico papers (1845-1846) [C-A 242]

Manuel Victoria papers (1831) [C-A 243]

***

Correspondance privée

Dans les collections de la Bancroft Library, les documents personnels, principalement de la correspondance, sont regroupé sous le titre : « Documentos para la historia de California » (DHC) et la cote [C-B], sauf exception. Il s'agit la plupart du temps de documents originaux, confiés à Bancroft et ses agents, et non, contrairement aux archives officielles, de copies ou de résumés. Ces collections ont souvent des guides publiés en ligne sur le site « Online Archive of California » (http://www.oac.cdlib.org)

Documentos para la historia de California (ci-après DHC) Mariano Guadalupe Vallejo (1769-1850) 36 volumes, 66 boîtes et 39 [C-B 1-36]

Tous les volumes des DHC de Mariano Vallejo sont aujourd'hui disponibles dans leur version microfilmée scannée sur www.archive.org. Ces documents sont indexés au début de chaque volume par date. Un guide en a été publié. Certaines lettres ont été transcrites, et ces transcriptions sont dans les dossiers, aux côtés des originaux.

Thomas O. Larkin papers (1822-1858) 17 cartons [C-B 37-45] Ces papiers ont été publiés (voir infra, sources publiées)

DHC Manuel de Jesus Castro [C-B 51-52]

DHC : Archivo particular de la familia Estudillo (Estudillo Family) [C-B 53-54]

DHC Henry Delano Fitch [C-B 55]

DHC : papeles originales. Colección tornada por Jose Ramon Pico [C-B 56-58]

DHC Jose de la Guerra y Noriega [C-B 59-65]

à partir de C-B 66, les DHC sont classés par ordre alphabétique des noms de famille, ou parfois de l'événement sur lequel porte la collection

Alviso Family Papers [C-B 66]

Avila, Miguel [C-B 67]

Bandini [C-B 68-69]

Bonilla [C-B 71]

Carrillo, Domingo [C-B 72]

Carrillo, Julio [C-B 73]

Carrillo, Pedro [C-B 74]

Coronel, Antonio Franco [C-B 75]

Cota, Valentín [C-B 76]

Fernandez, Juan [C-B 77]

Gomez, Juan ; contient également le journal de Rafael Gomez de 1836 [C-B 78]

Griffin, John S. (especially concerning the Battle of San Pascual 1846) [C-B 79]

Hayes, Benjamin (Extracts and copies of the official records of the San Diego ayuntamiento) [C-B 81-82]

Janssens, Agustin (copies) [C-B 83]

Moreno, Jose Matias [C-B 85]

Olvera, Agustin [C-B 87]

Pico. Archivo de la familia Pico [C-B 88-90]

Requeña, Manuel [C-B 92]

Soberanes, Clodomiro [C-B 98]

Valle, Ignacio (del) [C-B 99]

Suivent les simples collections de « papers », collectées ultérieurement, notamment par Cowan et Norris, et non plus pas Bancroft :

Vallejo family papers [C-B 441]

Castro, Manuel de Jesus [C-B 483]

Leidesdorff, William Alexander papers [C-B 628]

Leese, Jacob P. papers [C-B 632]

Jose Maria Flores papers [C-B 670]

James Alexander Forbes papers [C-B 679]

Alviso family papers [C-B 752]

Pico family papers [C-B 753]

De la Guerra family archives [C-B 795]

Charles Maria Weber papers [C-B 829]

John Marsh papers and additions [C-B 879 et 72/91c]

Estudillo family papers [C-B 899]

Coronel, Antonio Franco [C-B 940]

Journaux (écrits contemporains des faits)

Rafael Gomez, Diario de cosas notables de 36, dans DHC Juan Gómez [C-B78]

José de la Guerra, « Ocurrencias curiosas de 1830 », dans DHC J. Carrillo [C-B 73]

« Testimonios » ou « dictations »

Il s'agit des collections cotées C-D ou parfois C-E. Certains sont issus de transcriptions d'interrogatoires, d'autres sont des documents écrits de la plume des auteurs.

Alvarado, Juan Bautista, Historia de California, 1876 [C-D 1-5]

Amador, Jose Maria, Memorias sobre la historia de California, 1866 [C-D 28]

Arce, Francisco [C-D 30]

Arnaz, Jose, Recuerdos [C-D 32]

Avila, Juan [C-D 33]

Avila, Maria Inocente [C-D 34]

Avila, Miguel, Documentos historicos de California

Avila de Rios, Catarina [C-D 35]

Bandini, Juan, Historia de la Alta California (1796-1845), 1874 [C-D 6-10]

Bernal, Juan, Historia de un Californio, 1877 [C-D 43]

Berreyesa, Antonio, Relación [C-D 44]

Boronda, [C-D 27]

Boronda, Jose Carnuto [C-D 47]

Botello, Narciso [C-D 49]

Carrillo, Julio [C-E 67-68]

Carrillo de Fitch, Josefa, Narración de una Californiana

Castro, Manuel de Jesus, Relación sobre acontecimientos de Alta California, 1876 [C-D 9]

Cesar, Julio, Cosas de Indios de California, 1878

Coronel, Antonio Franco, Cosas de California, 1877 [C-D 61]

Escobar, Agustin, [C-D 72]

Estudillo, Jose Maria, [C-D 76]

Fernandez, Jose, Cosas de California (1817-1850), 1874

Flores [C-D 80]

Galindo, Jose Eusebio, Apuntes para la historia de California, 1877

Gomez, Vicente P., Lo que sabe sobre cosas de California [C-D 90]

Gonzalez, Rafael, Experiencias de un soldado de California [C-D 92]

de la Guerra Hartnell, Teresa, Narrativa de la distinguida matrona californiana, 1875 [C-E 67]

de la Guerra Ord, Maria Angustias

Janssens, Agustin, [C-D 108]

Larios, Justo [C-D 114]

Lorenzano, Apolinaria, Memorias de la Beata, 1876 [C-D 116]

Lugo, Jose del Carmen, Vida de un ranchero, 1877 [C-D 118]

Marron, Felipa Osuña de, Recuerdos del pasado, 1878 [C-D 34]

Perez, Eulalia, Una vieja y sus recuerdos, 1878, [C-D 139]

Pico, Jose de Jesus, Acontecimientos en California que hace memoria, 1878 [C-D 141]

Pico, Pio, Narración historica, [C-D 13-15]

Pico de Avila, Maria Inocenta, Cosas de California, 1878 [C-D 34]

Pinto, Rafael [C-D 142]

Rico, Francisco, Memorias historicas sobre California, 1877 [C-D 145]

Sanchez, Vicente, Cartas de un Angelino

Sepulveda, Ramon, 1888

Serrano, Florencio [C-D 156]

Ramirez, Francisco

Rodriguez, Jacinto

Romero, Jose Maria [C-D 150]

Romero,Vicente [C-D 151]

Sanchez, Jose Ramon

Sepulveda, Ignacio, Memoranda historica [C-E 65]

Sutter, Juan, [C-D 14]

de la Torre, Estevan

Torres, Manuel, Peripecias de la vida californiana, 1876

del Valle, Ignacio [C-D 165]

Vallejo, Mariano Guadalupe, Recuerdos historicos tocante a la Alta California, 187 [C-D 16-23]

Vallejo, Jose Manuel Salvador, Notas historicas sobre California, 1874 [C-D 166]

Vejar, Pablo, Recuerdos de un viejo [C-D 169]

Archives des missions, des missionnaires et de l'Église catholique

Il s'agit de la cote C-C de la Bancroft library. La plupart sont des copies. Certains originaux, bien conservés et classés ailleurs doivent être consultés en priorité (voir infra, Archives de la mission Santa Barbara et Archives de l'archevêché de San Francisco, mais d'autres originaux sont moins aisément localisables). Est particulièrement pratique l'index réalisé par Taylor de la collection de l'archevêché.

Archivo del Arzosbispado de San Francisco, 1772-1849 (Taylor collection) [C-C 1-3]

Archivo de las misiones [C-C 4-5]

Archivo del Arzobispado de Monterey y Los Angeles, 1877 [C-C 6]

Santa Barbara Mission records [C-C 7-20]

San Antonio de Padua documents[C-C 31]

San Buenaventura Libros de mision [C-C 35]

California missions letters [C-C 201]

Documents relating to California missions : Sonora, Mexico 1808-1816 [C-C 207]

Selected items from Archivo del Arzobispado de San Francisco [C-C 211]

Chronological index to the five volumes of the manuscript letters of the Catholic missionaries of California from 1772 to 1849 [C-C 212]

The writings of Narciso Duran in the Bancroft library [C-C 217]

California mission and church miscellany 1773-1846 [C-C 241]

Diario y borradores del visitador de misiones William E.P. Hartnell [C-E 77]

Archives de l'archevêché de San Francisco, St Patrick's Seminary and University

Taylor Papers

Une collection de manuscrits originaux provenant des missions californiennes

Archives de la mission Santa Barbara (Santa Barbara Mission Archive and Library)

De la Guerra collection

Seaver Center, Los Angeles Natural History Museum

Antonio Franco Coronel Papers (1770-1912) Gen. Coll. 1001

Del Valle Family Papers (1818-1920) Gen. Coll. 1002

Los Angeles City Archives

City Archives, 1827-1850 et Index

Huntington Library

Abel Stearns Papers

California Historical documents collection

Papers of Henry Dalton

Manuscript collection of Grant Jackson

Papers of William A. Leidesdorff

Helen P. Long collection

Monterey collection 1785-1877 (bulk 1830-1852)

MEXIQUE

Archivo General de la Nación

Archivo de Guerra

Vol. 411

Californias

vol. 2

vol. 18

vol. 45

Expulsión de Españoles

Vol. 62, exp. 16, fojas 181-194

Gobernación sin sección 127

Caja 19, exp. 2

Caja 20, exp. 7

Caja 42, exp. 36

Caja 44, exp. 6

Caja 58, exp. 13

Caja 59/3 exp. 74

Caja 67 exp. 3-21

Caja 68, exp. 29

Caja 74, exp. 12

Caja 78, exp. 17

Caja 80, exp. 1-1

Caja 92, exp. 15

Caja 98, exp. 6-11

Caja 103, exp. 3-1

Caja 105, exp. 1-1, 9-1, 10-6

Caja 119, exp. 4-1

Caja 121, exp. 14-1

Caja 132, exp. 1-5

Caja 135, exp. 4-5

Gobernación Legajos

Legajo 44

Legajo 59

Legajo 120

Guerra y marina

Caja 10, exp. 263

Caja 16, exp. 3

Caja 20, exp. 562

Caja 26, exp. 832

Caja 37, exp. 1225

Indiferente virreinal

Caja 0999, exp. 003, 13, 23

Caja 2169, exp. 22

Caja 3090, exp. 36

Caja 3441, exp. 16

Caja 3915, exp. 21-51

Caja 4035, exp. 10

Caja 4066, exp. 2

Justicia

Vol. 1, exp. 1

Vol. 5, exp. 2

Vol. 130, exp. 14 et 16

Vol. 130, exp. 16

Vol. 137, exp. 33

Vol. 150, exp. 31

Vol. 181

Vol. 182, exp. 5 et 7

Vol. 207

Vol. 237, exp 34

Justicia Eclesiastica

Vol. 30

Vol. 44 ½

Vol. 52

Vol. 72

Vol. 82

Vol. 82

Vol. 90

Vol. 99

Vol. 100

Vol. 116

Vol. 117

Vol. 144

Vol. 147

Provincias Internas

Vol. 18

Vol. 23

Vol. 120

Vol. 122

Vol. 152

Vol. 166

Vol. 169

Vol. 215

Suprema Corte de justicia

Duarte y Buelna 1832

Peña y Chico 1836

FRANCE

Centre des archives diplomatiques de Nantes

Consulat général, Mexico (fonds B)

Carton 21

Correspondance avec les postes, Monterey, 1843-1847 (Carton 53)

Carton 60

Carton 77

Carton 91

Carton 97

Sources imprimées

Sources publiées

ALVARADO Juan Bautista, *Vignettes of Early California: Childhood Reminiscences of Juan Bautista Alvarado*, San Francisco, Book Club of California, 1982.

AMADOR José María, ASISARA Lorenzo et SAVAGE Thomas, *Californio Voices: The Oral Memoirs of José Maŕia Amador and Lorenzo Asisara*, traduit par Gregorio MORA-TORRES, Denton, University of North Texas Press (coll. « Al filo »), 2005.

ATHERTON Faxon Dean et NUNIS Doyce B., *The California Diary of Faxon Dean Atherton, 1836-1839*, San Francisco, California Historical Society, 1964.

BARCO Miguel del et VENEGAS Miguel, *Historia natural y crónica de la antigua California*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, 1973.

BEEBE Rose Marie et SENKEWICZ Robert M., *Testimonios: Early California Through the Eyes of Women, 1815-1848*, Berkeley, Heyday Books : Bancroft Library, University of California, Berkeley, 2006.

BIDWELL John, *The Life and Writings of a Pioneer, 1841-1900*, Spokane, Arthur H. Clark Co., 2004.

BROWNE John Ross (ed.), *Report of the Debates in the Convention of California on the Formation of the State Constitution in September and October 1849*, Washington, Printed by J.T. Towers, 1850.

CASTAÑARES Manuel, *Coleccion de documentos relativos al Departamento de Californias.*, Mexico, Imprenta de La Voz del Pueblo, 1845.

COMISIÓN DE RELACIONES EXTERIORES, *Naciones bárbaras de las indias. Anglo-americanos. Dictamen presentado a la soberana junta gubernativa del imperio mexicano por la comisión de*

relaciones exteriores en 29 de diciembre de 1821, primero de la independencia, México, Vargas Rea, 1944.

CORNEY Peter et ALEXANDER W. D, *Voyages in the Northern Pacific: Narrative of Several Trading Voyages from 1813 to 1818, Between the Northwest Coast of America, the Hawaiian Islands and China, with a Description of the Russian Establishments on the Northwest Coast*, Honolulu, Ha., T.G. Thrum, 1896.

DANA Richard Henry, *Two Years Before the Mast; or, a Voice from the Forecastle: Being a Sailor's Life at Sea.*, J. Cunningham, London, 1841.

DAVIS William Heath, *Sixty Years in California, a History of Events and Life in California; Personal, Political and Military, Under the Mexican Regime; During the Quasi-Military Government of the Territory by the United States, and After the Admission of the State into the Union, Being a Compilation by a Witness of the Events Described*, San Francisco, A.J. Leary, 1889.

DUFLOT DE MOFRAS Eugène, *Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, exécutée pendant les années 1840, 1841 et 1842*, Paris, A. Bertrand, 1844.

DUHAUT-CILLY Auguste Bernard, *Voyage autour du monde principalement à la Californie et aux iles Sandwich, pendant les années 1826, 1827, 1828, et 1829*, Paris, A. Bertrand, 1834.

FARNHAM Thomas Jefferson, *Travels in the Californias, and scenes in the Pacific Ocean, 2 vol*, New York, Saxton and Miles, 1844.

FARNHAM Thomas Jefferson, *Travels in the great western prairies, the Anahuac and Rocky Mountains, and in the Oregon Territory*, Poughkeepsie, Killey and Losing, printers, 1841.

FIGUEROA José, *Manifiesto a la Republica Mejicana que hace el general de brigada Jose Figueroa, comandante general y gefe poitico de la Alta California, sobre su conducta y la de los Señores D. Jose Maria de Hijar y D. Jose Maria Padres, como directores de colonizacion en 1834 y 1835*, Monterey, Impr. del C. Agustin V. Zamorano, 1835.

FIGUEROA José et HUTCHINSON C. Alan, *Manifesto to Mexican Republic Which Brigadier General José Figueroa, Commandant and Political Chief of Upper California, Presents on His Conduct and on That of José María De Hijar and José María Padrés as Directors of Colonization in 1834 and 1835*, Berkeley ; Los Angeles ; London, University of California Press, 1978.

Gazeta de la Regencia de España e Indias, Madrid, Imprenta Real, 1812.

HAMMOND George Peter, *The Californian, volume one; facsimile reproduction of thirty-eight numbers, a prospectus, and various extras and proclamations, printed at Monterey between August 15, 1846 and May 6, 1847*, San Francisco, J. Howell, 1971.

LARKIN Thomas Oliver et HAMMOND George P., *The Larkin Papers. Personal, Business and Official Correspondence of Thomas Oliver Larkin, Merchant and United States Consul in California*, Published for the Bancroft Library by the University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 1951.

Memoria que el secretario de Estado y del Despacho de relaciones esteriores e interiores presenta al Soberano Congreso Constituyente sobre los negocios de la secretaria de su cargo leida en la sesion de 8 de noviembre de 1823, impresa de orden del Soberano Congreso, Imprenta del Supremo

Gobierno, Mexico, 1823.

ORTIZ Tadeo et DÍAZ Tarsicio García, *Resumen de la estadística del Imperio Mexicano, 1822*, Mexico, UNAM, 1991.

OSIO Antonio María, BEEBE Rose Marie et SENKEWICZ Robert M, *The History of Alta California: A Memoir of Mexican California*, Madison, University of Wisconsin Press, 1996.

PAYERAS Mariano et CUTTER Donald C., *Writings of Mariano Payeras*, Santa Barbara, Calif., Bellerophon Books, 1995.

PETIT-THOUARS Abel Aubert DU, *Voyage autour du monde sur la frégate la Vénus, pendant les années 1836-1839.*, Paris, Gide, 1840.

Planes en la nación mexicana, Mexico, Senado de la República, 1987.

PONCE AGUILAR Antonio, *Resumen histórico de Baja California: reseña de los hechos desde cueva pintada hasta la época moderna*, Tijuana, Biblioteca Loyola, 2002.

REICHLEN Henry et REICHLEN Paule, « Le manuscrit Boscana de la Bibliothèque Nationale de Paris [Relation sur les indiens Acâgchemen de la mission de San Juan Capistrano, Californie.] », *Journal de la Société des Américanistes*, 1971, 60, 1, p. 233-273.

ROBINSON Alfred et BOSCANA Gerónimo, *Life in California: During a Residence of Several Years in That Territory ; Comprising a Description of the Country and the Missionary Establishments, with Incidents, Observations, Etc.*, London, H.G. Collins, 1851.

SIMPSON George, *Narrative of a Journey Round the World: During the Years 1841 and 1842*, London, H. Colburn, 1847.

SOULÉ Frank, GIHON John H. et NISBET James, *The Annals of San Francisco: Containing a Summary of the History of California, and a Complete History of Its Great City: To Which Are Added, Biographical Memoirs of Some Prominent Citizens*, New York; San Francisco; London, D. Appleton & Co., 1855.

WHITE Philo et CAMP Charles Lewis, *Narrative of a Cruize in the Pacific to South America and California on the U. S. Sloop-of-War Dale, 1841-1843*, Denver, Old West Pub. Co., 1965.

WILKES Charles, *United States Exploring Expedition, During the Years 1838, 1839, 1840, 1841, 1842 Under the Command of Charles Wilkes*, Philadelphia, Lea and Blanchard, 1845.

Presse

El Aguila Mexicana, Mexico

The California Star, San Francisco

The Californian, Monterey puis San Francisco

El Correo de la republica mexicana, Mexico

El Fanal del imperio mexicano, Mexico

El Fenix de la libertad, Mexico

La Gaceta imperial, Mexico

El Nivel, Guadalajara

El Mosquito mexicano, Mexico

Sandwich Islands Honolulu Gazette, Honolulu

El Sol, Mexico

The New York Sun, New York

Bibliographie

ADELMAN Jeremy et ARON Stephen, « From Borderlands to Borders: Empires, Nation-States, and the Peoples in Between in North American History », *The American Historical Review*, 1999, 104, p. 814-841.

ALBERT Jean-Pierre, *Odeurs de sainteté: la mythologie chrétienne des aromates*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1990.

ALJOVÍN DE LOSADA, CRISTÓBAL, « Ciudadano y vecino en Iberoamerica, 1750=1850: monarquía o república » dans Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN et Cristóbal ALJOVÍN DE LOSADA (eds.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, Madrid, Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales : Centro de Estudios Políticos y Constitucionales : Fundación Carolina, 2009, p. 179-198.

ALMADA Francisco R, *Diccionario de historia, geografía y biografía sonorenses*, [Hermosillo?], Instituto Sonorense de Cultura, 1990.

ALMAGUER Tomás, *Racial Fault Lines: The Historical Origins of White Supremacy in California*, Berkeley, University of California Press, 1994.

ALONSO Ana María, *Thread of blood: colonialism, revolution, and gender on Mexico's northern frontier*, Tucson, University of Arizona Press, 1995.

ALTABLE Maria Eugenia (ed.), *Historia general de Baja California Sur*, México, Plaza y Valdes, 2003.

ANDERSON Benedict, *L'Imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Ed. La découverte, 1996.

ANDRIEN Kenneth J. et JOHNSON Lyman L., *The Political Economy of Spanish America in the Age of Revolution, 1750-1850*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1994.

ANNA Timothy E., *Forging Mexico : 1821-1835*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1998.

ANNA Timothy E., « Inventing Mexico: Provincehood and Nationhood After Independence », *Bulletin of Latin American Research*, 1996, 15, 1, p. 7-17.

ANNINO Antonio, *La revolución novohispana, 1808-1821*, México, D.F., Centro de Investigación y Docencia Económicas : Instituto Nacional de Estudios Históricos de las Revoluciones de México : Consejo Nacional para la Cultura y las Artes : Fondo de Cultura Económica, 2010.

ANNINO Antonio, *Historia de las elecciones en Iberoamérica, siglo XIX : de la formación del espacio político nacional*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1995.

ANNINO Antonio, CASTRO LEIVA Luis et GUERRA François-Xavier (eds.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, España, IberCaja, Obra Cultural, 1994.

ANNINO Antonio et GUERRA François-Xavier, *Inventando la nación: Iberoamérica siglo XIX*, México, D.F., Fondo de Cultura Económica, 2003.

ARCHIBALD Robert, *The Economic Aspects of the California Missions*, Washington, Academy of American Franciscan History, 1978.

ARMITAGE David, *The British Atlantic world, 1500-1800*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York, Palgrave Macmillan, 2002.

BABCOCK Matthew M., *Turning Apaches Into Spaniards: North America's Forgotten Indian Reservations*, Thèse de doctorat en histoire, Ann Arbor, Southern Methodist University, 2008.

BAGLEY Will, *So Rugged and Mountainous: Blazing the Oregon and California Trails, 1812-1848*, Norman, University of Oklahoma Press, 2010.

BALANDIER Georges, *Le détour: pouvoir et modernité*, Paris, A. Fayard, 1985.

BALANDIER Georges, *La situation coloniale*, [Paris], Cahiers internationaux de sociologie, 1951.

BALLANTYNE Tony, *Science, empire and the European exploration of the Pacific*, Aldershot, Hants, England; Burlington, VT, Ashgate, 2004.

BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal et VERGÈS Françoise, *La République coloniale*, [Paris], Hachette littératures, 2006.

BANCROFT Hubert H., *The Works of Hubert Howe Bancroft: Vol. XIX-XXIII. History of California. Vol. I-V*, San Francisco, A.L. Bancroft & Company, 1884-1888.

BANCROFT Hubert Howe, *California Pastoral, 1769-1848*, San Francisco, The History Company, 1888.

BANNER Stuart, *Possessing the Pacific Land, Settlers, and Indigenous People from Australia to Alaska*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2007.

BANTIGNY Ludivine et JABLONKA Ivan, « La jeunesse dans la France des notables. Sur la construction politique d'une catégorie sociale (1815-1870) » dans *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*, Paris, PUF, 2009, p. 21-35.

BARRATT Glynn, *Russia in Pacific Waters, 1715-1825: A Survey of the Origins of Russia's Naval Presence in the North and South Pacific*, Vancouver et Londres, University of British Columbia Press, 2011.

BARR Juliana, *Peace Came in the Form of a Woman: Indians and Spaniards in the Texas Borderlands*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

BATEMAN Fiona et PILKINGTON Lionel, *Studies in Settler Colonialism: Politics, Identity and Culture*, Houndmills, B; New York, Palgrave Macmillan, 2011.

BEATTIE George William, « Reopening the Anza Road », *Pacific Historical Review*, 1933, 2, 1, p. 52-71.

BEEBE Rose Marie et SENKEWICZ Robert M, *« To Toil in That Vineyard of the Lord »: Contemporary Scholarship on Junípero Serra*, Berkeley, Academy of American Franciscan History, 2010.

BEEBE Rose Marie et SENKEWICZ Robert M, *Lands of Promise and Despair: Chronicles of Early California, 1535-1846*, Santa Clara, CA, Santa Clara University (coll. « A California legacy book / Terry Beers. - Santa Clara : Santa Clara University, 19..- »), 2001.

BELCHER Edward, SIMPKINSON Francis Guillemard, PIERCE Richard A. et WINSLOW John H., *H.M.S. Sulphur on the Northwest and California Coasts, 1837 and 1839: The Accounts of Captain Edward Belcher and Midshipman Francis Guillemard Simpkinson*, Kingston, Ont., Limestone Press, 1979.

BELICH James, *Replenishing the Earth: The Settler Revolution and the Rise of the Anglo-World, 1783-1939*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2009.

BENSEL Richard Franklin, *Yankee Leviathan: The Origins of Central State Authority in America, 1859-1877*, Cambridge [England]; New York, Cambridge University Press, 1990.

BENSON Nettie Lee, *The Provincial Deputation in Mexico: Harbinger of Provincial Autonomy, Independence, and Federalism*, Austin, University of Texas Press, 1992.

BENTON Lauren A., *A Search for Sovereignty: Law and Geography in European Empires, 1400-1900*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2010.

BERGLUND Barbara, *Making San Francisco American: Cultural Frontiers in the Urban West, 1846-1906*, Lawrence, University Press of Kansas, 2007.

BERNADOU Vanessa, BLANC Félix, LAIGNOUX Raphaëlle et ROA BASTOS Francisco, *Que faire du charisme ? Retours sur une notion de Max Weber*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

BLACKHAWK Ned, *Violence Over the Land: Indians and Empires in the Early American West*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006.

BLAIS Hélène, *Voyages au grand océan: géographies du Pacifique et colonisation, 1815-1845*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2005.

BLANCHARD Pascal et BANCEL Nicolas, « La fondation du républicanisme colonial. Retour sur une généalogie politique », *Mouvements*, 2005, 38, 2, p. 26-33.

BLANK Paul W. et SPIER Fred, *Defining the Pacific: Opportunities and Constraints*, Aldershot, Hampshire; Burlington, Vt., Ashgate, 2002.

BOLTON Herbert E., « The Mission as a Frontier Institution in the Spanish-American Colonies », *The American Historical Review*, octobre 1917, 23, 1, p. 42-61.

BOLTON Herbert Eugene, *The Spanish Borderlands: A Chronicle of Old Florida and the Southwest*, New Haven [Conn.], Yale University Press, 1921.

BOURDIEU Pierre et REYNAUD Jean-Daniel, « Une sociologie de l'action est-elle possible ? », *Revue française de sociologie*, 1966, 7, 4, p. 508-517.

BOUTINET Jean-Pierre, *Anthropologie du projet*, Paris, Quadrige ; Presses universitaires de France, 2005.

BOUVIER Virginia Marie, *Women and the Conquest of California, 1542-1840: Codes of Silence*,

Tucson, University of Arizona Press, 2001.

BOWMAN J. N. et NUNIS, Doyce B., « History of the Provincial Archives of California », *Southern California Quarterly*, avril 1982, 64, 1, p. i - 97.

BRADING D. A, *Los orígenes del nacionalismo mexicano*, México, Secretaría de Educación Audiovisual y Divulgación, 1973.

BRAUDEL Fernand, *La Méditerranée et le monde méditeranéen à l'époque de Philippe II.*, Paris, A. Colin, 1966.

BREÑA Roberto, « Ciudadano - Mexico » dans Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN et Cristóbal ALJOVÍN DE LOSADA (eds.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano*, Madrid, Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales : Centro de Estudios Políticos y Constitucionales : Fundación Carolina, 2009, p. 259-270.

BROOKE George M, « The Vest Pocket War of Commodore Jones », *Pacific Historical Review*, 1962, 31, 3, p. 217-233.

BROOKS James, *Captives & cousins : slavery, kinship, and community in the Southwest borderlands*, Chapel Hill, NC, Published for the Omohundro Institute of Early American History and Culture, Williamsburg, Virginia, University of North Carolina Press, 2002.

BURNHAM M, « Early America and the Revolutionary Pacific », *PMLA*, 2013, 128, 4, p. 953-960.

BURTON Antoinette M., *After the Imperial Turn: Thinking with and through the Nation*, Durham [N.C.], Duke University Press, 2003.

BURTON-CARVAJAL Julianne, *The Monterey Mesa: Oldest Neighborhood in California*, Monterey, Calif., City of Monterey, 2002.

BUSTAMANTE Carlos María de, *El nuevo Bernal Díaz del Castillo; o sea, Historia de la invasión de los anglo-americanos en México*, Mexico, Secretaría de Educación Pública, 1949, vol.2.

BUSTAMANTE Carlos María de, VÁZQUEZ Josefina Zoraida, HERNÁNDEZ SILVA Héctor Cuauhtémoc, COLEGIO DE MÉXICO et CENTRO DE INVESTIGACIONES Y ESTUDIOS SUPERIORES EN ANTROPOLOGÍA SOCIAL (MEXICO), *Diario histórico de México, 1822-1848, del licenciado Carlos María de Bustamante*, México, El Colegio de México : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2001.

CAILLET-BOIS Teodoro, *Historia naval argentina*, Buenos Aires, Emecé editories, 1944.

CALIFORNIA, *Reglamento para el Gobierno de la Provincia de Californias: Aprobado por S. M. en Real Orden de 24 Octubre de 1781*, Mexico, F. de Zuniga y. Ontiveros, 1784.

CAMARILLO Albert, *Chicanos in a Changing Society: From Mexican Pueblos to American Barrios in Santa Barbara and Southern California, 1848-1930*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979.

CAMPBELL Leon G., *The First Californios: Presidial Society in Spanish California, 1769-1822*, Los Angeles, L.L. Morrison and C.S. Morrison, 1972.

CARPENTER Daniel P., « The Multiple and Material Legacies of Stephen Skowronek », *Social Science History*, 21 septembre 2003, 27, 3, p. 465-474.

CARRANZA Angel Justiniano, *Campañas navales de la República argentina;*, Buenos Aires, 1962.

CASAS María Raquél, *Married to a Daughter of the Land: Spanish-Mexican Women and Interethnic Marriage in California, 1820-1880*, Reno, University of Nevada Press, 2009.

CASTAÑARES Manuel, *Coleccion de documentos relativos al Departamento de Californias.*, Mexico, Imprenta de La Voz del Pueblo, 1845.

CASTAÑEDA Antonia I., *Presidarias Y Pobladoras: Spanish-Mexican Women in Frontier Monterey, Alta California, 1770-1821*, Thèse de doctorat en histoire, Stanford University, Stanford, 1992.

CHAFER Tony et SACKUR Amanda, *Promoting the Colonial Idea: Propaganda and Visions of Empire in France*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York, Palgrave, 2002.

CHAFFIN Tom, *Pathfinder: John Charles Frémont and the Course of American Empire*, New York, Hill and Wang, 2002.

CHAMBERS William Nisbet, *Old Bullion Benton, Senator from the New West: Thomas Hart Benton, 1782-1858.*, Boston, Little, Brown, 1956.

CHANET Jean-François, *L'école républicaine et les petites patries*, [Paris], Aubier, 1996.

CHAUNU Pierre, « Le galion de Manille », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1951, 6, 4, p. 447-462.

CHAVARRI Juan N., *El heróico Colegio Militar en la historia de México.*, México, Libro Mex, 1960.

CHÁVEZ-GARCÍA Miroslava, *Negotiating Conquest: Gender and Power in California, 1770s to 1880s*, Tucson, University of Arizona Press, 2004.

CHILTON Lisa, *Agents of Empire: British Female Migration to Canada and Australia, 1860s-1930*, Toronto; Buffalo, University of Toronto Press, 2007.

CHITTENDEN Hiram Martin et VINTON Stallo, *The American Fur Trade of the Far West*, New York, Press of the pioneers, Inc., 1935.

CHOQUETTE Leslie, *Frenchmen into Peasants Modernity and Tradition in the Peopling of French Canada*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1997.

CHRISTIN Olivier, *Vox populi une histoire du vote avant le suffrage universel*, [Paris], Seuil, 2014.

CHURCHILL Charles B., « Hawaiian, American, Californio: The Acculturation of William Heath Davis », *Southern California Quarterly*, 1994, 76, 4, p. 341-376.

CHURCHILL Charles B., « Thomas Jefferson Farnham: An Exponent of American Empire in Mexican California », *Pacific Historical Review*, 1991, 60, 4, p. 517-537.

CHUST CALERO Manuel, *América en las Cortes de Cádiz*, Madrid, Fundación Mapfre, 2010.

CHUST CALERO Manuel et SERRANO ORTEGA José Antonio, *Debates sobre las independencias*

iberoamericanas, [Münster in Westfalen, Germany]; Madrid; Frankfurt am Main, AHILA ; Iberoamericana ; Vervuert, 2007.

CLELAND Robert Glass, *The Cattle on a Thousand Hills: Southern California 1850-1880*, San Marino, Huntington Library, 1951.

CLELAND Robert Glass, « The Early Sentiment for the Annexation of California: An Account of the Growth of American Interest in California, 1835-1846 », *Southwestern Historical Quarterly*, 1914, 28, 1915.

COLTON Walter, *Three Years in California [1846-1849]*, New York; Cincinnati, A.S. Barnes & Co.; H.W. Derby & Co., 1850.

COOK Sherburne Friend, *The Conflict Between the California Indian and White Civilization*, Berkeley, University of California Press, 1976.

COOK Warren L, *Flood Tide of Empire; Spain and the Pacific Northwest, 1543-1819*, New Haven, Yale University Press, 1973.

COOPER Frederick, *Colonialism in Question Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005.

COOPER Frederick et STOLER Ann Laura, *Tensions of empire colonial cultures in a bourgeois world*, Berkeley, University of California Press, 1997.

CORBIN Alain, *Le miasme et la jonquille: l'odorat et l'imaginaire social XVIIIe-XIXe siècles*, Paris, Aubier Montaigne, 1982.

CORBIN Alain, VIGARELLO Georges et COURTINE Jean-Jacques, *Histoire de la virilité, le XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2011, vol.2.

COSTELLO Julia G., « Purchasing Patterns of the California Missions ca. 1805 », *Historical Archaeology*, 1992, 26, 1, p. 59-66.

COSTELOE Michael P., *Bonds and Bondholders: British Investors and Mexico's Foreign Debt, 1824-1888*, Westport, Conn., Praeger, 2003.

COSTELOE Michael P., *The Central Republic in Mexico, 1835-1846: Hombres de Bien in the Age of Santa Anna*, Cambridge ;New York, Cambridge University Press, 1993.

COSTELOE Michael P., *La Primera República Federal de México, 1824-1835: Un estudio de los partidos políticos en el México independiente*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1975.

COSTELOE Michael P., « Santa Anna and the Gómez Farías Administration in Mexico, 1833-1834 », *The Americas*, 1974, 31, 1, p. 18-50.

COSTO Rupert et COSTO Jeannette Henry, *The Missions of California: A Legacy of Genocide*, San Francisco, Published by The Indian Historian Press for the American Indian Historical Society, 1987.

COUGHLIN Magdalen, « Boston Smugglers on the Coast (1797-1821): An Insight into the American Acquisition of California », *California Historical Society Quarterly*, 1967, 46, 2, p. 99-120.

CRAPOL Edward P., *John Tyler: The Accidental President*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006.

DAKIN Susanna Bryant, *The Lives of William Hartnell*, Stanford, Stanford University Press, 1949.

DAKIN Susanna Bryant, *A Scotch Paisano; Hugo Reid's Life in California (1832-1852) Derived from His Correspondence*, Berkeley, University of California Press, 1939.

D'ARCY Paul, *Peoples of the Pacific: the history of Oceania to 1870*, Aldershot, England; Burlington, VT, Ashgate/Variorum, 2008.

DAVIS Mike, *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles*, London; New York, Verso, 1990.

DEBARBIEUX Bernard, « Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie », *L'Espace géographique*, 2006, 35, 4, p. 340-354.

DELAY Brian, *War of a Thousand Deserts: Indian Raids and the U.S.-Mexican War*, New Haven; Dallas, Yale University Press ; Published in association with the William P. Clements Center for Southwest Studies, Southern Methodist University, 2008.

DELYSER Dydia, « Ramona Memories: Fiction, Tourist Practices, and Placing the Past in Southern California », *Annals of the Association of American Geographers*, décembre 2003, 93, 4, p. 886-908.

DEMÉLAS Marie-Danielle, « Retour sur la pratique du pronunciamiento (1820-2013) », *Problèmes d'Amérique latine*, juillet 2014, 91, 1, p. 41-51.

DEVERELL William, *Whitewashed Adobe the Rise of Los Angeles and the Remaking of its Mexican Past*, Berkeley, University of California Press, 2004.

DOLIN Eric Jay, *Fur, fortune, and empire: the Epic History of the Fur Trade in America*, New York, W.W. Norton & Co., 2010.

DOMÍNGUEZ ORTIZ Antonio, *Carlos III y la España de la Ilustración*, Madrid, Alianza Editorial, 1988.

DUBROCA Sandrine, *L'Ouverture de l'Ouest et du Pacifique, 1770-1846*, Thèse de doctorat en Études anglophones sous la direction de Jean-Michel Lacroix, Université Sorbonne-Nouvelle (Paris 3), 2011.

DUDDEN Arthur Power, *American Empire in the Pacific: From Trade to Strategic Balance, 1700-1922*, Aldershot, Hants, England; Burlington, VT, Ashgate/Variorum, 2004.

DUGGAN Marie Christine, *Market and Church on the Mexican Frontier: Alta California, 1769-1832*, Thèse de doctorat en économie, New School for Social Research, 2000.

DUVAL Kathleen, *The Native Ground: Indians and Colonists in the Heart of the Continent*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2006.

DWINELLE John W., *The Colonial History of the City of San Francisco Being a Narrative Argument in the Circuit Court of the United States for the State of California, for Four Square Leagues of*

Land Claimed by That City and Confirmed to It by That Court, San Francisco, Towne & Bacon, 1867.

EDLING Max M., *A Hercules in the Cradle: War, Money, and the American State, 1783-1867*, Chicago, University of Chicago Press, 2014.

EDLING Max M., *A Revolution in Favor of Government: Origins of the U.s. Constitution and the Making of the American State*, Oxford [England]; New York, Oxford University Press, 2003.

EDLING Max M. et KAPLANOFF Mark D., « Alexander Hamilton's Fiscal Reform: Transforming the Structure of Taxation in the Early Republic », *The William and Mary Quarterly*, 2004, 61, 4.

ELLIOTT J. H, *Empires of the Atlantic world: Britain and Spain in America, 1492-1830*, New Haven, Yale University Press, 2006.

ENGELHARDT Fr. Zephyrin, *The Missions and Missionaries of California*, San Francisco, Cal, The James H. Barry company, 1908.

ETCHESON Nicole, *The Emerging Midwest: Upland Southerners and the Political Culture of the Old Northwest, 1787-1861*, Bloomington, Indiana University Press, 1996.

ETHINGTON Philip J., *The Public City: The Political Construction of Urban Life in San Francisco, 1850-1900*, Cambridge [England]; New York, Cambridge University Press, 1994.

FARAGHER John Mack, « Commentary: Settler colonial studies and the North American frontier », *Settler Colonial Studies*, 17 décembre 2013, p. 1-11.

FARNHAM Thomas Jefferson, *Travels in the Californias, and scenes in the Pacific Ocean*, Saxton & Miles., New York, 1844.

FARNHAM Thomas Jefferson, *Travels in the Great Western Prairies, the Anahuac and Rocky Mountains, and in the Oregon Territory*, Poughkeepsie, Killey and Losing, 1841.

FEDEWA Philip Charles, *Abel Stearns in Transitional California, 1848-1871*, Thèse de doctorat en histoire, University of Missouri Columbia, 1970.

FLEURY Thibaut Charles, *La question du territoire aux Etats-Unis de 1789 à 1914 : apports pour la construction du droit international*, Thèse de doctorat en droit., Paris 2, 2011.

FLORIA Pedro Navarro, « La construction des territoires nationaux latino-américains vue depuis leurs marges », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 18 novembre 2008, 16.

FORD Lisa, *Settler sovereignty: jurisdiction and indigenous people in America and Australia, 1788-1836*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2010.

FOUCAULT Michel, *Dits et écrits: 1954-1988. III*, Paris, Gallimard, 1994.

FOUCRIER Annick, *The French and the Pacific World, 17th-19th Centuries: Explorations, Migrations, and Cultural Exchanges*, Aldershot, Hampshire, England; Burlington, VT, Ashgate, 2005.

FOUCRIER Annick, *Le rêve californien: migrants français sur la côte Pacifique, XVIIIe-XXe siècles*,

Paris, Belin, 1999.

FOUCRIER Annick, *La France, les Français et la Californie avant la ruée vers l'or (1786 - 1848)*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Jean Heffer, EHESS, 1991.

FOWLER Will, *Forceful Negotiations: The Origins of the Pronunciamiento in Nineteenth-Century Mexico*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2011.

FOWLER WILL, « Valentín Gómez Farías: Perceptions of Radicalism in Independent Mexico, 1821-1847 », *BLAR Bulletin of Latin American Research*, 1996, 15, 1, p. 39-62.

FROST Alan, *The Global Reach of Empire: Britain's Maritime Expansion in the Indian and Pacific Oceans, 1764-1815*, Carlton, Vic., Miegunyah Press, 2003.

FUKUYAMA Francis (ed.), *Falling behind: explaining the development gap between Latin America and the United States*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2008.

GAMES Alison, « Atlantic history: definitions, challenges, and opportunities », *The American historical review The American historical review*, 2006, 111, p. 741-757.

GARRIGA Carlos et LORENTE SARIÑENA Marta, *Cádiz, 1812: la constitución jurisdiccional*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2007.

GATES Paul W., *Land and Law in California: Essays on Land Policies*, Ames, Iowa State University Press, 1991.

GAUCHET Marcel, *La Révolution des droits de l'homme*, [Paris], Gallimard, 1989.

GEARY Gerald Joseph, *The Secularization of the California Missions (1810-1846)*, Catholic University of America, Washington, D.C., 1934.

GEIGER Maynard J., *The Life and Times of Fray Junípero Serra, O.F.M. Or, the Man Who Never Turned Back, 1713-1784, a Biography*, Washington, Academy of American Franciscan History, 1959.

GENDZEL Glen, « Pioneers and Padres: Competing Mythologies in Northern and Southern California, 1850-1930 », *Western Historical Quarterly*, 2001, 32, p. 55-79.

GIBSON Arrell Morgan, *Yankees in Paradise: The Pacific Basin Frontier*, 1st ed., Albuquerque, University of New Mexico Press, 1993.

GODECHOT Jacques Léon, *Les révolutions (1770-1799)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1963.

GODICHEAU François, « Entre histoire sociale des conflits et histoire des concepts : protestation et ordre public en Espagne dans le dernier tiers du xixe siècle », *Les Cahiers de Framespa. Nouveaux champs de l'histoire sociale*, février 2013, 12.

GOEBEL Dorothy Burne, « British-American Rivalry in the Chilean Trade, 1817–1820 », *The Journal of Economic History*, 1942, 2, 02, p. 190-202.

GOETZMANN William H, « The Mountain Man as Jacksonian Man », *American Quarterly*, 1963, 15,

3, p. 402-415.

GOLDSTEIN Alyosha et LUBIN Alex, *Settler Colonialism*, Durham, N.C.; Chesham, Duke University Press ; Combined Academic [distributor], 2008.

GÓMEZ-QUIÑONES Juan, *Roots of Chicano politics, 1600-1940*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1994.

GONZÁLEZ Michael, « "With the God of Battles I Can Destroy All Such Villains": War, Religion, and the Impact of Islam on Spanish and Mexican California, 1769-1846 », *California History*, 2012, 90, 1, p. 18-39; 62-66.

GONZÁLEZ Michael, « War and the Making of History: The Case of Mexican California, 1821-1846 », *California History*, 2009, 86, 2, p. 5-25 ; 65-68.

GONZÁLEZ Michael J., *This Small City Will Be a Mexican Paradise: Exploring the Origins of Mexican Culture in Los Angeles, 1821-1846*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2005.

GONZÁLEZ Michael J., *Searching for the Feathered Serpent: Exploring the Origins of Mexican Culture in Los Angeles, 1830-1850*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Berkeley, Berkeley, 1993.

GRAEBNER Norman A., *Empire on the Pacific: A Study in American Continental Expansion*, New York, N.Y., Ronald Press Co., 1955.

GREENBERG Amy S, *A Wicked War: Polk, Clay, Lincoln, and the 1846 U.S. Invasion of Mexico*, New York, Alfred A. Knopf, 2012.

GREER Allan et RADFORTH Ian Walter, *Colonial Leviathan: State Formation in Mid-Nineteenth-Century Canada*, Toronto; Buffalo, University of Toronto Press, 1992.

GRESLE François, *Dictionnaire des sciences humaines: sociologie, psychologie sociale, anthropologie*, [Paris :, Nathan, 1990.

GRILLOT Thomas, *Les Indiens à la conquête de l'Ouest. Histoire américaine renversée. Recension du livre de Pekka Hämäläinen, L'Empire comanche*, http://www.laviedesidees.fr/Les-Indiens-a-la-conquete-de-l.html , 2012, consulté le 10 septembre 2014.

GRILLOT Thomas, « Un empire comanche ? », *Transatlantica. Revue d'études américaines. American Studies Journal*, décembre 2011, 1.

GRISWOLD DEL CASTILLO Richard, *The Treaty of Guadalupe Hidalgo a Legacy of Conflict*, 1st ed., Norman, University of Oklahoma Press, 1990.

GRISWOLD DEL CASTILLO Richard, *The Los Angeles Barrio, 1850-1890: A Social History*, Berkeley, University of California Press, 1979.

GRIVAS Théodore, *Military Governments in California, 1846-1850; with a Chapter on Their Prior Use in Louisiana, Florida, and New Mexico*, Glendale, Calif., A.H. Clark Co., 1963.

GRIVAS Theodore, « Alcalde Rule: The Nature of Local Government in Spanish and Mexican California », *California Historical Society Quarterly*, 1961, 40, 1, p. 11-32.

GRUZINSKI Serge, *Les quatre parties du monde: histoire d'une mondialisation*, Paris, La Martinière, 2004.

GUARDINO Peter F., *The Time of Liberty: Popular Political Culture in Oaxaca, 1750-1850*, Durham, Duke University Press, 2005.

GUENIFFEY Patrice et FURET François, *Le nombre et la raison la Révolution française et les élections*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1993.

GUÉRER Annick LE, *Les pouvoirs de l'odeur*, Paris, O. Jacob, 1998.

GUERMOND Yves, « L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique », *L'Espace géographique*, 2006, 35, 4, p. 291-297.

GUERRA François-Xavier, *Las revoluciones hispánicas: independencias americanas y liberalismo español*, Madrid, Editorial Complutense, 1995.

GUERRA François-Xavier, *Modernidad e independencias : ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Editorial MAPFRE, 1992.

GUERRA Francois-Xavier, *Le Mexique: de l'Ancien Régime à la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 1985.

GUEST Francis F., *An Inquiry into the Role of the Discipline in California Mission Life*, Santa Barbara, Santa Barbara Mission Archive-Library, 1989.

GUHA Ranajit, « The Prose of Counter-Insurgency » dans *Subaltern Studies: Writings on South Asian History and Society*, Delhi, Oxford University Press, 1983, vol.II, p. 1-42.

GUINN James Miller, *A History of California and an Extended History of Los Angeles and Environs: Also Containing Biographies of Well Known Citizens of the Past and Present*, Los Angeles, Historic Record Company, 1915.

GUIONNET Christine, *L'apprentissage de la politique moderne: les élections municipales sous la monarchie de juillet*, Paris, l'Harmattan, 1997.

GULLIVER Katrina, « Finding the Pacific World », *Journal of World History*, 2011, 22, 1, p. 83-100.

GUTIÉRREZ Ramón A., *When Jesus Came, the Corn Mothers Went Away: Marriage, Sexuality, and Power in New Mexico, 1500-1846*, Stanford, Stanford University Press, 1991.

GUTIÉRREZ Ramón A. et ORSI Richard J., « "The Child of the Wilderness Weeps for the Father of Our Country". The Indians and the Politics of Church and State in Provincial California » dans *Contested Eden: California Before the Gold Rush*, Berkeley ; London, University of California Press (coll. « California History Sesquicentennial Series »), 1998.

HAAS Lisbeth, *Saints and Citizens: Indigenous Histories of Colonial Missions and Mexican California*, Berkeley, University of California Press, 2013.

HAAS Lisbeth, « Defining Freedom: Indians Towns Versus La Misión and Patrías » dans *Saints and Citizens: Indigenous Histories of Colonial Missions and Mexican California*, Berkeley, University of California Press, 2013, p. 152-157.

HAAS Lisbeth, « Fear in Colonial California » dans Michael Francis LAFFAN et Max WEISS (eds.), *Facing Fear: The History of an Emotion in Global Perspective*, Princeton, Princeton University Press, 2012, p. 74-90.

HAAS Lisbeth, *Conquests and historical identities in California, 1769-1936*, Berkeley, University of California Press, 1995.

HABER Stephen H, *How Latin America Fell Behind: Essays on the Economic Histories of Brazil and Mexico, 1800-1914*, Stanford, Calif., Stanford Unviversity Press, 1997.

HACKEL Steven W., *Children of Coyote, Missionaries of Saint Francis: Indian-Spanish Relations in Colonial California, 1769-1850*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2005.

HACKEL Steven W., « The Staff of Leadership: Indian Authority in the Missions of Alta California », *The William and Mary Quarterly*, 1997, 54, 2, p. 347-376.

HAFEN LeRoy R, *The Mountain Men and the Fur Trade of the Far West*, Glendale., A. H. Clark Co., 1965.

HAFEN LeRoy R., « The Old Spanish Trail, Santa Fe to Los Angeles », *Huntington Library Quarterly*, février 1948, 11, 2, p. 149-160.

HAFEN LeRoy Reuben et LECOMPTE Janet, *French Fur Traders and Voyageurs in the American West*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1997, 338 p.

HAINES Robin F., *Emigration and the Labouring Poor: Australian Recruitment in Britain and Ireland, 1831-60*, New York, St. Martin's Press, 1997.

HALE Charles A., *Mexican Liberalism in the Age of Mora, 1821-1853*, New Haven, Yale University Press, 1968.

HALPERÍN DONGHI Tulio, *Reforma y disolución de los imperios ibéricos, 1750-1850*, Madrid, Alianza Editorial, 1985.

HÄMÄLÄINEN Pekka, *The Comanche Empire*, New Haven, Yale University Press, 2008.

HAMNETT Brian R., *La política española en una época revolucionaria, 1790-1820*, México, D.F., Fondo de cultura económica, 1985.

HARGIS Donald E., « Native Californians in the Constitutional Convention of 1849 », *The Historical Society of Southern California Quarterly*, 1954, 36, 1, p. 3-13.

HARLOW Neal, *California Conquered: War and Peace on the Pacific, 1846-1850*, Berkeley, University of California Press, 1982.

HEFFER Jean, *Les États-Unis et le Pacifique : histoire d'une frontière*, Paris, A. Michel, 1995.

HERMANN Christian, *L'Eglise d'Espagne sous le patronage royal, 1476-1834: essai d'ecclésiologie politique*, Madrid, Casa de Velazquez, 1988.

HERNÁNDEZ José Angel, *Mexican American Colonization during the Nineteenth Century: A History of the U.S.-Mexico Borderlands*, 1re éd., Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

HERRING George C., *From Colony to Superpower: U.S. Foreign Relations Since 1776*, New York, Oxford University Press, 2008.

HERR Pamela, *Jessie Benton Fremont: A Biography*, New York, F. Watts, 1987.

HERZOG Tamar, *Defining Nations Immigrants and Citizens in Early Modern Spain and Spanish America*, New Haven, Yale University Press, 2003.

HICKEY Donald R., « The United States Army versus Long Hair: The Trials of Colonel Thomas Butler, 1801-1805 », *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 1977, 101, 4, p. 462-474.

HICKEY Donald R., « Andrew Jackson and the Army Haircut: Individual Rights vs. Military Discipline », *Tennessee Historical Quarterly*, 1976, 35, 4, p. 365-375.

HIETALA Thomas R., *Manifest Design: American Exceptionalism and Empire*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2003.

HIGONNET Patrice L. R., *Sister Republics: The Origins of French and American Republicanism*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1988.

HINE Robert V. et FARAGHER John Mack, *The American West: A New Interpretive History*, New Haven, Conn., Yale University Press, 2000.

HOBSBAWM Eric J., *Nations and Nationalism Since 1780: Programme, Myth, Reality*, Cambridge [England]; New York, Cambridge University Press, 1990.

HOLLIDAY J. S et SWAIN William, *The World Rushed in: The California Gold Rush Experience*, New York, Simon and Schuster, 1981.

HOMAN Anne M., « Some Transitional Alcaldes in Northern California, 1846-1850 », *California Territorial Quarterly*, 2000, 42, p. 50-61.

HORNBECK David, « The Patenting of California's Private Land Claims, 1851-1885 », *Geographical Review*, octobre 1979, 69, 4, p. 434-448.

HURTADO Albert L., *Herbert Eugene Bolton: Historian of the American Borderlands*, Berkeley, University of California Press, 2012.

HURTADO Albert L., *John Sutter: A Life on the North American Frontier*, Norman, University of Oklahoma Press, 2006.

HURTADO Albert L., *Intimate Frontiers: Sex, Gender, and Culture in Old California*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1999.

HURTADO Albert L., *Indian Survival on the California Frontier*, New Haven, Yale University Press, 1988.

HUTCHINSON C. Alan, *Valentín Gómez Farías, la vida de un republicano*, Guadalajara, Gobierno de Jalisco, Secretaría General, Unidad Editorial, 1983.

HUTCHINSON C. Alan, « An Official List of the Members of the Hijar-Padres Colony for Mexican

California, 1834 », *The Pacific Historical Review*, août 1973, 42, 3, p. 407-418.

HUTCHINSON C. Alan, « General Jose Figueroa's Career in Mexico, 1792-1832 », *New Mexico Historical Review*, 1973, 48, 4, p. 277-298.

HUTCHINSON C. Alan, *Frontier Settlement in Mexican California: The Híjar-Padrés Colony and Its Origins, 1769-1835*, New Haven, Yale University Press (coll. « Yale Western Americana Series, 21 »), 1969.

HYDE Anne Farrar, *Empires, Nations, and Families: A History of the North American West, 1800-1860*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2011.

IDE Simeon, *A Biographical Sketch of the Life of William B. Ide*, Claremont, N.H, Published for the subscribers by S. Ide, 1880, 2 p.

IGLER David, *The Great Ocean: Pacific Worlds from Captain Cook to the Gold Rush*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2013.

JABLONKA Ivan et BANTIGNY Ludivine, *Jeunesse oblige : histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2009.

JACKSON Robert Howard et CASTILLO Edward, *Indians, Franciscans and Spanish Colonization: The Impact of the Mission System on California Indians*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1996.

JOHN Richard R., *Spreading the News: The American Postal System from Franklin to Morse*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

JOHNSON Susan Lee, *Roaring camp: the social world of the California Gold Rush*, New York, W.W. Norton, 2000.

JOHNSTON Francis J., « Two Southern California Trade Trails », *Journal of California and Great Basin Anthropology*, juillet 1980, 2, 1.

KASTOR Peter J., *The Nation's Crucible: The Louisiana Purchase and the Creation of America*, New Haven, Yale University Press, 2004.

KATAN Yvette, « Les colons de 1848 en Algérie: mythes et réalités », *Revue d'histoire moderne et contemporaine (1954-)*, 1984, 31, 2, p. 177-202.

KESSELL John L., « Friars versus Bureaucrats: The Mission as a Threatened Institution on the Arizona-Sonora Frontier, 1767-1842 », *The Western Historical Quarterly*, 1974, 5, 2, p. 151-162.

KRAMER Paul A., « Power and Connection: Imperial Histories of the United States in the World », *The American Historical Review*, 2011, 116, 5, p. 1348-1391.

KROPP Phoebe S, *California Vieja: Culture and Memory in a Modern American Place*, Berkeley, University of California Press, 2006.

LACORNE Denis, *L'invention de la république américaine*, Paris, Hachette Littératures, 2008.

LANDAVAZO ARIAS Marco Antonio, *Máscara de Fernando séptimo*, Mexico, Colegio de México,

2001.

LANDI Sandro, *Naissance de l'opinion publique dans l'Italie moderne: sagesse du peuple et savoir de gouvernement de Machiavel aux Lumières*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

LANGUM David J., *Law and Community on the Mexican California Frontier Anglo-American Expatriates and the Clash of Legal Traditions, 1821-1846*, Norman ; London, University of Oklahoma Press, 1987, 308 p.

LEMPÉRIÈRE Annick, *Entre Dieu et le Roi, la République : Mexico, XVIe-XIXe siècle*, Paris, les Belles Lettres, 2004, 1 vol. (379 p.) p.

LEÓN-PORTILLA Miguel, « California in the Dreams of Gálvez and the Achievements of Serra », *The Americas*, 1 avril 1985, 41, 4, p. 428-434.

LILTI Antoine, *Figures publiques : L'invention de la célébrité*, Paris, Fayard, 2014.

LIMERICK Patricia Nelson, *The Legacy of Conquest: The Unbroken Past of the American West*, New York, Norton, 1987.

LÓPEZ GONZÁLEZ Georgina, « Los debates en torno a la creación de los territorios federales en el Congreso Constituyente de 1823-1824 », *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas = Anuario de Historia de América Latina*, 2005, 42, p. 321-343.

LORENTE SARIÑENA Marta, *La nación y las Españas: representación y territorio en el constitucionalismo gaditano*, Madrid, UAM, 2010.

LOTCHIN Roger W., *San Francisco, 1846-1856: From Hamlet to City*, New York, Oxford University Press, 1974.

LYMAN George D., *John Marsh, Pioneer: the Life Story of a Trail-Blazer on Six Frontiers*, New York, C. Scribner's Sons, 1930.

LYNCH Daniel, « Southern California Chivalry: Southerners, Californios, and the Forging of an Unlikely Alliance », *California History*, novembre 2014, 91, 3, p. 60-62.

MACKIE Richard, *Trading beyond the mountains: the British fur trade on the Pacific, 1793-1843*, Vancouver, UBC Press, 1997.

MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

MARCO Miguel Angel de, *Corsarios argentinos*, Buenos Aires, Planeta, 2002.

MARICHAL Carlos, « Las guerras imperiales y los préstamos novohispanos, 1781-1804 », *Historia Mexicana*, 1990, 39, 4, p. 891-907.

MARKS Patricia H., *Deconstructing Legitimacy: Viceroys, Merchants and the Military in Late Colonial Peru*, Philadelphia, Penn State Press, 2007.

MATSUDA Matt K., *Pacific Worlds: A History of Seas, Peoples, and Cultures*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2012.

MCCLOSKEY Michael Brendan, *The Formative Years of the Missionary College of Santa Cruz of*

Querétaro, 1683-1733, Washington, Academy of American Franciscan History, 1955.

MCCORMICK Richard L, *The Party Period and Public Policy: American Politics from the Age of Jackson to the Progressive Era*, New York, Oxford University Press, 1986.

MCCORMICK Richard Patrick, *The Second American Party System; Party Formation in the Jacksonian Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1966.

MCWILLIAMS Carey, *North from Mexico; the Spanish-Speaking People of the United States.*, New York, Greenwood Press, 1968.

MERLE Isabelle, *Expériences coloniales: la Nouvelle-Calédonie, 1853-1920*, Paris, Belin, 1995.

MEXICO, *Coleccion de los decretos y ordenes de las Cortes de España: que se reputan vigentes en la republica de los Estados-Unidos Mexicanos*, Mexico, Arévalo, 1829, 250 p.

MICHONNEAU Stéphane, « Clientélisme, caciquisme, caudillisme », *Genèses*, mars 2006, 62, 1, p. 2-4.

MILES Edwin A., « President Adams' Billiard Table », *The New England Quarterly*, 1972, 45, 1, p. 31-43.

MILLAN Marie-Laure Rieu, *Les députés hispano-américains aux Cortes de Cadix un projet de décolonisation, contribution à l'étude des prises de conscience et du fidélisme créoles à la fin de la période coloniale*, A.N.R.T, Lille, 1988.

MILLER Robert Ryal, *Juan Alvarado, Governor of California, 1836-1842*, Norman, University of Oklahoma Press, 1998.

MILLER Ronald Lee, *Henry Delano Fitch a Yankee trader in California, 1826-1849*, Thèse de doctorat en histoire, University of Southern California, Los Angeles, 1972.

MILLIKEN Randall, *A Time of Little Choice: The Disintegration of Tribal Culture in the San Francisco Bay Area, 1769-1810*, Menlo Park, Ballena Press, 1995.

MILLIOT Vincent, « Histoire des polices : l'ouverture d'un moment historiographique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juin 2007, 54-2, 2, p. 162-177.

MONROY Douglas, « The Creation and Re-Creation of Californio Society », *California History*, 1997, 76, 2, p. 173-195.

MONROY Douglas, *Thrown Among Strangers: The Making of Mexican Culture in Frontier California*, Berkeley, University of California Press, 1990.

MORA José María Luis, *Obras sueltas de Jose Maria Luis Mora, ciudadano mejicano.*, Paris, Rosa, 1837.

MORELLI Federica, « Entre ancien et nouveau régime », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2004, 59, 4, p. 759-781.

MORELLI Federica, THIBAUD Clément et VERDO Geneviève, *Les empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes : Réseau des Universités de

l'Ouest Atlantique, 2009.

MORISON Samuel E., *Boston Traders in the Hawaiian Islands, 1789-1823*, Boston, 1920.

MUCHEMBLED Robert, *Une histoire de la violence : de la fin du Moyen-Âge à nos jours*, Paris, Seuil, 2008.

NADER Helen, « The Spain That Encountered Mexico » dans Michael C. MEYER et William H. BEEZLEY (eds.), *The Oxford History of Mexico*, New York, Oxford University Press, 2000.

NAPOLI Paolo, *Naissance de la police moderne: pouvoir, normes, société*, Paris, La Découverte, 2003.

NASSIET Michel, *La violence, une histoire sociale: France, XVIe-XVIIIe siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2011.

NORDMAN Daniel, « De quelques catégories de la science géographique. Frontière, région et hinterland en Afrique du Nord (XIXe et XXe siècles) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1997, 52, 5, p. 969-986.

NOVAK William J., « The Myth of the Weak American State », *The American Historical Review*, Juin 2008, 113, 3, p. 752-772.

NOVAK William J., *The People's Welfare: Law and Regulation in Nineteenth-Century America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996.

NUNIS Doyce B., « Alta California's Trojan Horse: Foreign Immigration » dans Ramón A. GUTIÉRREZ et Richard J. ORSI (eds.), *Contested Eden: California Before the Gold Rush*, Berkeley ; London, University of California Press (coll. « California History Sesquicentennial Series »), 1998, p. 299-330.

OFFERLÉ Michel, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, xixe-xxe siècles (2) », *Genèses*, 17 octobre 2007, 68, 3, p. 145-160.

OGDEN Adele, *The California sea otter trade, 1784-1848*, Berkeley; Los Angeles, University of California Press, 1941.

ONUF Peter S., *Jefferson's Empire the Language of American Nationhood*, Charlottesville, University Press of Virginia, 2000.

ONUF Peter S., *Statehood and Union: A History of the Northwest Ordinance*, Bloomington, Indiana University Press, 1987.

PADILLA Genaro M., *My History, Not Yours: The Formation of Mexican American Autobiography*, Madison, University of Wisconsin Press, 1993.

PALMER Robert R., *The Age of the Democratic Revolution: A Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1959.

PANI Erika, « Saving the Nation through Exclusion: Alien Laws in the Early Republic in the United States and Mexico », *The Americas*, 1 octobre 2008, 65, 2, p. 217-246.

PANI Erika, « Ciudadanos, cuerpos, intereses: las incertidumbres de la representación. Estados Unidos, 1776-1787-Mexico, 1808-1828 », *Historia mexicana*, 2003, 53, 1, p. 65-115.

PASLEY Jeffrey L., *The Tyranny of Printers: Newspaper Politics in the Early American Republic*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2002.

PÉREZ GARZÓN Juan Sisinio, *Las Cortes de Cádiz: el nacimiento de la nación liberal, 1808-1814*, Madrid, Síntesis, 2008.

PETERSON Mark, « Naming the Pacific », *Common-Place*, janvier 2005, 5, 2.

PETIT-THOUARS Abel Aubert (du), *Voyage autour du monde sur la frégate la Vénus, pendant les années 1836-1839.*, Paris, Gide, 1840.

PHELPS Robert, « On Comic Opera Revolutions: Maneuver Theory and the Art of War in Mexican California, 1821-45 », *California History*, 2006, 84, 1, p. 44.

PHELPS William Dane et BUSCH Briton Cooper, *Alta California, 1840-1842: the journal and observations of William Dane Phelps, master of the ship « Alert »*, Glendale, Calif., A.H. Clark Co., 1983.

PHILLIPS George Harwood, *Indians and Intruders in Central California, 1769-1849*, Norman, University of Oklahoma Press, 1993.

PHILLIPS George Harwood, « Indians in Los Angeles, 1781-1875: Economic Integration, Social Disintegration », *Pacific Historical Review*, août 1980, 49, 3, p. 427-451.

PHILLIPS George Harwood, *Chiefs and Challengers: Indian Resistance and Cooperation in Southern California*, Berkeley ; Los Angeles ; London, University of California press, 1975.

PISANI Donald J., *Water, Land, and Law in the West: The Limits of Public Policy, 1850-1920*, Lawrence, University Press of Kansas, 1996.

PITT Leonard, *The Decline of the Californios: A Social History of the Spanish-Speaking Californians, 1846-1890*, Berkeley, University of California Press, 1966.

PITTS Jennifer, *A Turn to Empire: The Rise of Imperial Liberalism in Britain and France*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

POMERANZ Kenneth, *The Pacific in the Age of Early Industrialization*, Farnham, Surrey; Burlington, VT, Ashgate, 2009.

PRIESTLEY Herbert Ingram, *José De Gálvez: Visitor-General of New Spain (1765-1771)*, Berkeley, Calif., University of California Press, 1916.

PUBOLS Louise, « Becoming Californio: Jokes, Broadsides and a Slap in the Face » dans Steven W. HACKEL (ed.), *Alta California: Peoples in Motion, Identities in Formation, 1769-1850*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2010, p. 133-139.

PUBOLS Louise, « Hijos del pais : Learning to be Californios » dans *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009, p. 155-164.

PUBOLS Louise, *The Father of All: The De La Guerra Family, Power, and Patriarchy in Mexican California*, Berkeley, University of California Press and Huntington Library, 2009.

PUBOLS Louise, *The De La Guerra Family: Patriarchy and the Political Economy of California 1800-1850*, Thèse de doctorat en histoire, University of Wisconsin, Madison, 2000.

RAMOS Raúl Alberto, *From Norteño to Tejano: The Roots of Borderlands Ethnicity, Nationalism, and Political Identity in Bexar, 1811-1861*, 1999.

RAO Gautham, « Administering Entitlement: Governance, Public Health Care, and the Early American State », *LSI Law & Social Inquiry*, 2012, 37, 3, p. 627-656.

RAO Gautham, « The Federal Posse Comitatus Doctrine: Slavery, Compulsion, and Statecraft in Mid-Nineteenth-Century America », *Law and History Review*, 2008, 26, 1, p. 1.

RAO Gautham, *The Creation of the American State: Customouses, Law, and Commerce in the Age of Revolution*, 2007.

REID John Phillip, *Law for the elephant: property and social behavior on the Overland Trail*, San Marino, Calif., Huntington Library, 1980.

RESÉNDEZ Andrés, *Changing National Identities at the Frontier: Texas and New Mexico, 1800-1850*, Cambridge, U.K. ; New York, Cambridge University Press, 2005, 309 p.

RESENDEZ Andres, « Getting Cured and Getting Drunk: State versus Market in Texas and New Mexico, 1800-1850 », *Journal of the Early Republic*, Spring 2002, 22, 1, p. 77-103.

REYNIÉ Dominique, *Le triomphe de l'opinion publique: l'espace public français du XVIe au XXe siècle*, Paris, O. Jacob, 1998.

REYNOLDS Keld J., « Principal Actions of the California Junta De Fomento 1825-1827 », *California Historical Society Quarterly*, décembre 1945, 24, 4, p. 289-320.

REYNOLDS Keled J., « The Reglamento for the Híjar y Padrés Colony of 1834 », *The Quarterly: Historical Society of Southern California*, 1 décembre 1946, 28, 4, p. 142-147.

RICHARDS Leonard L, *The California Gold Rush and the Coming of the Civil War*, New York, Alfred A. Knopf, 2007.

RIEU-MILLÁN Marie Laure, *Los diputados americanos en las Cortes de Cádiz: igualdad o independencia*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1990.

RÍOS-BUSTAMANTE Antonio, *Los Angeles, pueblo y región, 1781-1850 : continuidad y adaptación en la periferia del norte mexicano*, México, Instituto nacional de antropología e historia (coll. « Colección divulgación. - México : Instituto nacional de antropología e historia »), 1991.

RIPPY J. Fred, *Joel R. Poinsett, versatile American*, Durham, N.C., Duke University Press, 1935.

ROBERTSON James Rand, *From Alcalde to Mayor: A History of the Change from the Mexican to the American Local Institutions in California*, University of California, Berkeley, Berkeley, Calif., 1908, 294 p.

ROBINSON W. W, *The Indians of Los Angeles: story of the liquidation of a people*, Los Angeles, G. Dawson, 1952.

ROBINSON W. W., *Land in California: The Story of Mission Lands, Ranchos, Squatters, Mining Claims, Railroad Grants, Land Scrip, Homesteads*, Berkeley, Univ. of California Press, 1948.

ROCKWELL Stephen J., *Indian Affairs and the Administrative State in the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

RODRÍGUEZ K. Alejandra Pinal et RUIZ ISLAS Alfredo, « Ciudadanía, pueblo y nación. El marco constitucional 1812-1824: textos y contextos. », Morelia, Michoacán, 2008.

RODRÍGUEZ O Jaime, *Revolución, independencia y las nuevas naciones de América*, Madrid, Fundación Histórica Tavera, 2005.

RODRÍGUEZ O Jaime E., *La independencia de la América española*, México, El Colegio de México : Fideicomiso Historia de las Américas : Fondo de Cultura Económica, 1996.

RODRIGUEZ O. Jaime E., *Mexico in the Age of Democratic Revolutions, 1750-1850*, Boulder, Lynne Rienner, 1994.

ROHRBOUGH Malcolm J, *Days of gold the California Gold Rush and the American nation*, Berkeley, University of California Press, 1997.

ROMO Ricardo, *East Los Angeles: History of a Barrio*, Austin, University of Texas Press, 1983.

ROSANVALLON Pierre, *Le sacre du citoyen: histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992.

ROSENUS Alan, *General M.G. Vallejo and the Advent of the Americans: A Biography*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1995.

RUBIO LLORENTE Francisco, ALVAREZ JUNCO Jose et MORENO LUZÓN Javier (eds.), *La Constitución de Cádiz: historiografía y conmemoración : homenaje a Francisco Tomás y Valiente*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2006.

RUYMBEKE Bertrand VAN, *L'Amérique avant les États-Unis une histoire de l'Amérique anglaise, 1497-1776*, Paris, Flammarion, 2012.

RYAN Mary P., *Civic Wars Democracy and Public Life in the American City During the Nineteenth Century*, Berkeley, University of California Press, 1997.

SÁBATO Hilda, *Ciudadanía política y formación de las naciones: perspectivas históricas de América Latina*, México, D.F., El Colegio de México, Fideicomiso Historia de las Américas : Fondo de Cultura Económica, 1999.

SALOMON Carlos Manuel, *Pío Pico: The Last Governor of Mexican California*, Norman, University of Oklahoma Press, 2010.

SALVUCCI Richard J., *Politics, Markets, and Mexico's « London Debt » (1823-1887)*, New York, Cambridge University Press, 2009.

SÁNCHEZ Joseph P., *Explorers, Traders, and Slavers Forging the Old Spanish Trail, 1678-1850*, Salt Lake City, University of Utah Press, 1997.

SANCHEZ Rosaura, *Telling Identities: The Californio Testimonios*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.

SÁNCHEZ Rosaura, « Nineteenth-Century Californio Narratives: The Hubert H. Bancroft Collection », *Recovering the Us Hispanic Literary Heritage*, 1993, 1, p. 279.

SANDOS James A, *Converting California : Indians and Franciscans in the missions*, New Haven, Yale University Press, 2004.

SANDOS James A., « Junípero Serra's Canonization and the Historical Record », *The American Historical Review*, 1988, 93, 5, p. 1253-1269.

SANDOS James A., « Levantamiento!: The 1824 Chumash Uprising Reconsidered », *Southern California Quarterly*, juillet 1985, 67, 2, p. 109-133.

SANTIAGO Mark, *Massacre at the Yuma Crossing: Spanish Relations with the Quechans, 1779-1782*, Tucson, University of Arizona Press, 1998.

SCHURZ William Lytle, « The Manila Galleon and California », *The Southwestern Historical Quarterly*, 1917, 21, 2, p. 107-126.

SERRANO Sol, *Qué hacer con Dios en la república?: política y secularización en Chile (1845-1885)*, Santiago, Chile, Fondo de Cultura Económica, 2008.

SESSIONS Jennifer, « Le paradoxe des émigrants indésirables pendant la monarchie de Juillet, ou les origines de l´émigration assistée vers l´Algérie », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 3 janvier 2011, n° 41, 2, p. 63-80.

SESSIONS Jennifer E, *By Sword and Plow: France and the Conquest of Algeria*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2011.

SHAMMAS Carole, *A History of Household Government in America*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2002.

SHERIDAN Thomas E., *Empire of Sand: The Seri Indians and the Struggle for Spanish Sonora, 1645-1803*, Tucson, University of Arizona Press, 1999.

SIBEUD Emmanuelle, « L'administration coloniale » dans Vincent DUCLERT et Christophe PROCHASSON (eds.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002, p. 622-627.

SIMPSON George, *Narrative of a Journey Round the World: During the Years 1841 and 1842*, London, H. Colburn, 1847.

SIMS Harold Dana, *Descolonización en México: el conflicto entre mexicanos y españoles, (1821-1831)*, México, D.F., Fondo de Cultura Económica, 1982.

SIMS Harold Dana, *La expulsión de los españoles de México (1821-1828)*, México, Fondo de Cultura Económica, 1974.

SKOWRONEK Stephen, *Building a New American State: The Expansion of National Administrative Capacities, 1877-1920*, Cambridge [England]; New York, Cambridge University Press, 1982.

SMITH Elbert B., *Magnificent Missourian: the Life of Thomas Hart Benton*, Philadelphia, Lippincott, 1958.

SMITH Stacey L., *Freedom's Frontier*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2013.

SOJA Edward W., *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, London; New York, Verso, 1989.

SOLDATENKO Michael, *Chicano Studies: The Genesis of a Discipline*, Tucson, University of Arizona Press, 2009.

SPATE O. H. K., *The Pacific since Magellan. Volume 1. The Spanish Lake*, Canberra, Australian National University Press, 1979.

STARR Kevin, ORSI Richard J et CALIFORNIA HISTORICAL SOCIETY, *Rooted in barbarous soil : people, culture, and community in gold rush California*, Berkeley, Calif. ; London, University of California Press (coll. « California History Sesquicentennial Series / Richard J. Orsi. - Berkeley : University of California Press, 19..- »), 2000.

STOLER Ann Laura, MCGRANAHAN Carole et PERDUE Peter C., *Imperial formations*, Santa Fe, N.M.; Oxford [England], School for Advanced Research Press ; James Currey, 2007.

TALLON Alain, *Le Sentiment national dans l'Europe méridionale aux XVIe et XVIIe siècles: France, Espagne, Italie*, Madrid, Casa de Velazquez, 2007.

TAYS George, « Captain Andrés Castillero, Diplomat: An Account from Unpublished Sources of His Services to Mexico in the Alvarado Revolution of 1836-1838 », *California Historical Society Quarterly*, 1935, 14, 3, p. 230.

TAYS George, *Revolutionary California: The Political History of California During the Mexican Period, 1822-1846*, University of California , Berkeley, 1932.

THÉNAULT Sylvie, « L'État colonial » dans Pierre SINGARAVELOU (ed.), *Les empires coloniaux, XIXe-XXe siècle*, Paris, Ed. Points, 2013, p. 215-256.

THIBAUD Clément, « Entre les cités et l'État. Caudillos et pronunciamientos en Grande-Colombie », *Genèses*, mars 2006, 62, 1, p. 5-26.

THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.

TORRES-ROUFF David S., *Making Los Angeles: Race, Space, and Municipal Power, 1822-1890*, Thèse de doctorat en histoire, University of California, Santa Barbara, 2006.

TOURAINE Alain, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992.

TOURAINE Alain, *Sociologie de l'action.*, Paris, Editions du Seuil, 1965.

TUCKER Spencer C., *The Encyclopedia of the Mexican-American War: A Political, Social, and*

Military History, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2012, 1160 p.

TURNER Frederick Jackson, « The Significance of the Frontier in American History », Madison, 1893.

UHROWCZIK Peter, *The Burning of Monterey: The 1818 Attack on California by the Privateer Bouchard*, Los Gatos, Calif., Cyril Books, 2001.

UNITED STATES, CONGRESS, SENATE, COMMITTEE ON MILITARY AFFAIRS et CASS Lewis, *California claims: in Senate of the United States.*, Washington, Committee on Military Affairs, 1848.

UNRUH John David, *The Plains Across: The Overland Emigrants and the Trans-Mississippi West, 1840-60*, Urbana, University of Illinois Press, 1979.

VÁZQUEZ Josefina Zoraida, *Interpretaciones del siglo XVIII mexicano: el impacto de las reformas borbónicas*, México, D.F., Nueva Imagen, 1992.

VÁZQUEZ Josefina Zoraida, « Los años olvidados », *Mexican Studies / Estudios Mexicanos*, 1989, 5, 2, p. 313-326.

VAZQUEZ Zoraida, « Los pronunciamientos de 1832: Aspirantismo político e ideología » dans Jaime E. RODRÍGUEZ O. (ed.), *Patterns of Contention in Mexican History*, Wilmington, SR Books, 1992, p. 163-187.

VAZQUEZ Zoraida, « La crisis y los partidos politicos, 1833-1854 » dans Antonio ANNINO (ed.), *America Latina: dallo stato coloniale allo stato nazione = América Latina : del estado colonial al estado nación = América Latina : do estado colonial ao estado naçao [sic] (1750-1940)*, Milano, Franco Angeli, 1987, vol.2, p. 557-572.

VIDAL Cécile, « Pour une histoire globale du monde atlantique ou des histoires connectées dans et au-delà du monde atlantique ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1 mai 2012, 67, 2, p. 391-413.

VIDAL Cécile, « La nouvelle histoire atlantique en France : Ignorance, réticence et reconnaissance tardive », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world New worlds*, 24 septembre 2008.

VILLEGAS REVUELTAS Silvestre, *Deuda y diplomacia: la relación México-Gran Bretaña, 1824-1884*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 2005.

VINKOVETSKY Ilya, *Russian America: An Overseas Colony of a Continental Empire, 1804-1867*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2011.

VOSS Barbara L., *The Archaeology of Ethnogenesis: Race and Sexuality in Colonial San Francisco*, Berkeley, Etats-Unis, University of California Press, 2008.

VOSS Barbara L., « From Casta to Californio: Social Identity and the Archaeology of Culture Contact », *American Anthropologist*, 2005, 107, 3, p. 461-474.

VOSS Barbara L., « From “Casta” to “Californio”: Social Identity and the Archeology of Culture Contact », *American Anthropologist*, 2005, 107, 3, p. 461-474.

WEAVER John C., *La ruée vers la terre et le façonnement du monde moderne: 1650-1900*, Saint-Laurent, Fides, 2006.

WEAVER John C., *The Great Land Rush and the Making of the Modern World, 1650-1900*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2003.

WEBER David J., « A New Borderlands Historiography: Constructing and Negotiating the Boundaries of Identity » dans Steven W. HACKEL (ed.), *Alta California: Peoples in Motion, Identities in Formation, 1769-1850*, Berkeley, Calif., Published for Huntington-USC Institute on California and the West by University of California Press, Berkeley, California, and Huntington Library, San Marino, California, 2010, p. 215-235.

WEBER David J., « The Spanish Borderlands, Historiography Redux », *The History Teacher*, novembre 2005, 39, 1, p. 43-56.

WEBER David J., *Bárbaros: Spaniards and Their Savages in the Age of Enlightenment*, New Haven, Yale University Press, 2005.

WEBER David J., *The Spanish Frontier in North America*, New Haven, Yale University Press, 1992.

WEBER David J., « California in 1831: Heinrich Virmond to Lucas Alaman », *Journal of San Diego History*, traduit par Ronald R. YOUNG, 1975, 21, 4.

WEBER Eugen, *La fin des terroirs: La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Fayard, 1988.

WEBER Max, *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.

WEIL François, *Family Trees: A History of Genealogy in America*, Cambrige, Harvard University Press, 2013.

WHITE Richard, *Le Middle ground: Indiens, empires et républiques dans la région des Grands lacs, 1650-1815*, traduit par Frédéric COTTON, Toulouse, Anacharsis, 2009.

WHITE Richard, *« It's Your Misfortune and None of My Own »: A History of the American West*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.

WHITE Richard, « Chapter 5 » dans *The Middle Ground: Indians, Empires, and Republics in the Great Lakes Region, 1650-1815*, Cambridge; New York, Cambridge University Press, 1991, p. 110-120.

WILSON Kathleen, « Rethinking the Colonial State: Family, Gender, and Governmentality in Eighteenth-Century British Frontiers », *The American Historical Review*, 2011, 116, 5, p. 1294-1322.

WILSON Mark, *The Business of Civil War Military Mobilization and the State, 1861-1865*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2006.

WINCKLER Martin, *Le rire de Zorro*, Paris, Bayard Jeunesse, 2005.

WOLFE Patrick, *Settler Colonialism and the Transformation of Anthropology the Politics and Poetics of an Ethnographic Event*, London; New York, Cassell, 1999.

WRIGHT Doris Marion, *A Yankee in Mexican California: Abel Stearns, 1798-1848*, Santa Barbara, W. Hebberd, 1977.

WRIGHT Doris Marion, *A Guide to the Mariano Guadalupe Vallejo Documentos Para La Historia De California, 1780-1875*, Berkeley, University of California Press, 1953.

YOUNG Eric VAN, « The State as Vampire: Hegemonic Projects, Public Ritual, and Popular Culture in Mexico, 1600-1990 » dans William H. BEEZLEY, Cheryl E. MARTIN et William E. FRENCH (eds.), *Rituals of Rule, Rituals of Resistance: Public Celebrations and Popular Culture in Mexico*, Wilmington, Del., SR Books, 1994, p. 343-374.

YOUNG Eric VAN (ed.), *Mexico's Regions: Comparative History and Development*, San Diego, Center for U.S.-Mexican Studies, UCSD, 1992.

ZAPPIA Natale A., *Traders and Raiders: The Indigenous World of the Colorado Basin, 1540-1859*, Chapel Hill, N.C., The University of North Carolina Press, 2014.

ZAPPIA Natale A., *The Interior World: Trading and Raiding in Native California, 1700-1863*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Lisbeth Haas, University of California, Santa Cruz, 2008.

Sitographie et outils en ligne

Internet Archive

www.archive.org

California as I saw it, Library of Congress

http://memory.loc.gov/ammem/cbhtml/cbhome.html

California Digital Newspapers Collection

http://cdnc.ucr.edu/cgi-bin/cdnc

Calisphere

http://www.calisphere.universityofcalifornia.edu

Early California Cultural Atlas

http://ecai.org/ecca/index.html

Early California Population Project, Huntington Library

http://www.huntington.org/information/ecppmain.htm

Hemeroteca Nacional Digital de Mexico

http://www.hndm.unam.mx/

Master index de l'Archivo General de la Nación (Mexico)

http://uair.arizona.edu/item/200

Nuevo Tesoro Lexicográfico de la Lengua Española

http://ntlle.rae.es/ntlle/SrvltGUILoginNtlle

Online archive of California

http://www.oac.cdlib.org

The Pronunciamiento in Independent Mexico

http://arts.st-andrews.ac.uk/pronunciamientos/

Index

A

Acapulco, 65, 66, 71, 79, 98, 141, 358

Acte constitutif (1824), 195

Alamán, Lucas, 163-166, 288-291, 298, 356, 358-362, 368, 413

Alaska, 77

Alger, 166

Algérie, 166, 167

Alipaz, Gervasio, 453

Alta Mesa (Monterey), 258

Alvarado, Juan Bautista, 225, 227, 229, 246, 258, 259, 275-277, 281, 282, 287, 296-302, 311-313, 322, 325, 330, 337, 343, 346, 349, 366, 370, 374, 386-388, 390-393, 395-403, 407-412, 414, 416, 425, 432-436, 440, 442, 443, 445, 447, 449, 452, 455, 456, 459, 460, 463, 465, 467-470, 472-482, 486-489, 492, 496, 499-504, 507, 536, 537, 542, 543, 548, 555, 565, 566, 574

Alviso, Nicolas, 240

Amador, José María, 201, 202

Amérique russe, 78

Amesti, José, 255

Anastasio, 214, 220, 222, 223

Ancienne-Californie, 68, 69, 130

Andrade, José Antonio, 141, 142, 144

Angleterre, 63, 67, 73, 85-87, 89, 255, 373, 415, 469, 511, 523, 524, 526

Antilles, 71

Anza Trail, 448, 449

Anza, Juan Bautista de, 68, 69, 83

Apalategui, Antonio, 450-452

Appalaches, 511

Aranjuez, 88

Arceo, Leonardo, 263

Archuleta, Miguel, 226, 227

Arenas, Luis, 452, 455

Argentine, 138, 167

Argüello, Gervasio, 107, 108, 121

Argüello, Isabel, 104, 264

Argüello, José Dario, 77, 104, 121, 123

Argüello, Luis Antonio, 102, 121, 125, 135, 136, 148, 149, 154, 156, 175, 206, 209, 214, 238, 239, 241-243, 255, 262, 266, 270, 275, 281, 294, 320, 326

Argüello, Santiago, 282, 296, 297, 302, 304, 305, 308, 313, 318-320, 323-325, 327, 337, 338, 364, 424, 460

Argüello, Santiago Emidio, 297

Arizona, 68, 69, 75

Arkansas, 74

Arnaz, José, 434, 441, 442

Arrillaga, José Joaquín, 77, 88, 104, 119, 127

Asie, 166, 170

Atherton, Faxon Dean, 507, 528

Atlantique, 97, 136

Austin, Moses, 168

Austin, Stephen, 168

Ávila, Anastasio, 223

Ávila, José María, 220, 221, 224, 305, 313, 328-330

Ávila, Juan, 453, 454, 543

Ávila, Miguel, 205, 268

B

Baldwin, James Fowle, 470

Ballesteros, Juan, 223

Bancroft, George, 541

Bancroft, Hubert Howe, 219, 227, 251, 270

Bandini, Arcadia, 442

Bandini, Juan, 240, 249, 252, 255, 273, 281, 282, 297, 300, 305, 306, 308, 309, 311, 317-

326, 330, 334, 335, 337, 347, 348, 352, 365, 368, 369, 372-377, 379, 391, 396, 403-405, 409-411, 414, 442, 455, 460, 471, 489, 519-522, 525, 526, 549, 552, 564, 565, 574

Basse-Californie, 64, 67-69, 81, 118-123, 292, 298, 318, 347, 392, 393, 447, 460

Bataillon de New York, 560, 564

Batallon fijo de California, 518

Beach, Moses Yale, 528, 529

Bear Flag revolt, 531, 538, 543, 549, 552, 565, 583

Bear Flag Revolt, 562

Benton, Thomas Hart, 512, 514, 532

Berreyesa, José, 543

Bidwell, John, 467, 553

Bodega, 148, 160, 161, 462, 504

Bolcof, José, 564

Bonaparte, Joseph, 78, 89

Boronda, José, 542

Boscana, Geronimo (Fr.), 81, 135

Boston, 256, 442, 470

Botello, Narciso, 407, 434, 448, 453-455, 486, 489, 538

Bouchard, Hippolyte, 62, 97-100, 103, 105, 120, 128

Branciforte, 84, 91, 101, 102, 207, 208, 215, 218, 233, 236, 426, 428, 564

Brannan, Sam, 560, 567

Brent, Joseph Lancaster, 572

Brésil, 138, 167

Bringas, Luis, 210, 258

Brown, Jerry, 588

Bryant&Sturgis (firme), 256

Buelna, Antoni(n)o, 240, 391, 392, 398

Buenos Aires, 86, 96, 97, 99, 100, 109

Buren, Martin Van, 511

Bustamante, Anastasio, 284, 285, 287, 289, 290, 299, 304, 356-360, 368, 369, 413, 468-470, 472, 473, 475

Bustamante, Carlos María, 160-162

Butler, Anthony, 515

C

Cahuillas, 377

Cajón (col), 519

California (goélette), 469, 470, 473

California Battalion of Mounted Riflemen, 543

California Star (journal), 567, 573

Californian (journal), 573, 574

Callao, 97, 516

Cap de Bonne Espérance, 67

Cap Horn, 403, 582

Cap Mendocino, 462

Capitulation de Cahuenga, 575, 585

Carrillo, Anastasio, 214, 220, 222, 240

Carrillo, Carlos Antonio, 214, 238, 240, 253, 296, 302, 308, 323, 326, 346, 357, 358, 366, 368, 370, 380, 381, 403, 405, 432, 445, 447, 455, 456, 458-460, 471, 507

Carrillo, Francisca, 507

Carrillo, José Antonio, 219, 220, 222-225, 227, 236, 237, 242-245, 280-282, 305, 313, 317-320, 323-326, 329, 330, 337, 338, 352, 366, 370, 371, 380, 442, 445, 454, 456, 459, 460, 471, 489, 507, 546, 555, 575-577, 582, 585

Carrillo, José Gertrudis, 489

Carrillo, Josefa, 286

Carrillo, Leo, 585

Carrillo, Luis, 562

Carrillo, Manuela, 507

Carrillo, Pedro, 563

Carson, Kit, 498

Castañares, José María, 383, 474

Castañares, Manuel, 460, 474, 482, 484-486,

490

Castañeda, Juan, 458, 459, 483

Castillero, Andrés, 445, 474

Castillo Negrete, Luis, 395, 396, 405-408

Castro, Antonio María, 237, 244

Castro, Carlos, 236, 237, 244, 253, 294, 370

Castro, Francisco, 236, 244, 245, 294

Castro, Joaquín, 102

Castro, José (El mozo), 225, 227, 237, 244, 276, 297, 299, 300, 312, 346, 366, 370, 371, 380, 385, 388, 389, 391, 392, 397, 398, 414, 428, 442, 458, 482, 483, 487, 488, 500, 501, 505, 519-521, 523, 524, 531-533, 538, 539, 542, 546, 564

Castro, José Antonio, 294

Castro, José Tiburcio, 236, 253, 428

Castro, Manuel de Jesus, 434, 488, 518, 533, 546, 548

Catesby Jones, Thomas ap., 518

Celestino Negrete, Pedro, 141

Cervantes, 228

Chaboya, Pedro, 202, 203, 231

Chacabuco, 98

Chaguanosos, 498-500, 505, 557

Chalifoux, Jean Baptiste, 499

Charles III (roi d'Espagne), 63, 64, 67, 89

Charles IV (roi d'Espagne), 78, 113

Chávez, José Antonio, 488

Chico, Mariano, 379-388, 390-394, 398, 401, 405, 407, 432, 442, 443, 475

Chihuahua, 407, 411, 447, 448, 579

Chili, 69, 85, 86, 96, 98, 528

Chine, 72, 73, 76, 78, 98, 351, 386

Chumash, 75, 83, 198, 199, 343, 462

Clarion (goélette), 469

Coahuila et Texas, 168

Collège de Zacatecas, 194

Colonie Híjar-Padrés, 415, 432, 445, 474, 491

Colonisation, 284, 293-295, 304, 308-310, 352, 361, 362, 368-370, 372, 373, 375-378, 381, 413

Colorado (fleuve), 68, 69, 75, 76, 90

Colton, Walter, 548, 549, 552, 563, 564

Columbia (fleuve), 72, 74, 461, 464, 466, 504, 506, 514

Compagnie russo-américaine, 77, 78

Congrès des États-Unis, 505, 507, 523, 571, 574, 582

Congrès général, 289, 317

Connecticut, 448

Conseil provincial, 150-158, 175-178

Conseil territorial, 201, 206, 208-210, 213, 225, 229, 232, 233, 237-241, 244-247, 250, 251, 254, 258, 261, 262, 264, 266, 269, 273, 274, 278, 280, 282, 294, 295, 299, 300, 302, 306, 307, 309-314, 316-321, 323, 325, 326, 331-334, 339

Constitution de Cadix, 150, 151, 157, 175, 195, 196, 201, 202, 206, 208, 213, 215, 227

Constitution fédérale de 1824, 195, 241

Contra Costa, 418, 428, 431, 509

Convention constitutionnelle (1849), 570, 576, 583, 559

Cooper, Juan Bautista Roger, 256, 350, 351, 437, 470

Corney, Peter, 98

Coronado, Francisco Vázquez de, 68

Coronel, Antonio Franco, 38, 538

Coronel, Ignacio, 434, 439, 455

Cortes générales de Cadix, 93-95, 106, 111-113, 127, 128, 143, 150, 187

Cortés, Hernán, 207

Cota, Guillermo, 209, 220, 222

Cota, Simon, 234

Covarrubias, José María, 447, 458, 459

Crespo, Manuel, 391, 392, 422

Croix, Teodoro, 82, 83

Cross, Thomas, 470

Cruz, Faustino, 422

Cuba, 63, 183

D

Dana, Richard Henry, 437, 506

Dana, William, 437

Day, William, 439

De Gálvez, José de, 64, 66

De Haro, Francisco, 238, 366, 371

De la Guerra y Noriega, José, 86, 87, 101, 103, 110, 114, 117, 118, 120, 121, 130, 134, 147, 153, 154, 156, 161, 210, 214, 226, 238, 240, 242, 253, 255, 256, 264, 269, 280, 281, 289, 302, 346, 350, 368, 381, 386, 391, 404, 435, 477, 480, 488, 507, 574

De la Guerra, Angustias, 524, 543, 545

De la Guerra, José Antonio, 391

De la Guerra, Pablo, 381, 382, 488, 523, 525, 545, 562, 574, 578

De la Guerra, Teresa, 256, 436

De la Torre, Joaquín, 229

De la Torre, José Gabriel , 264

De la Torre, José Joaquín, 242, 264

De la Torre, Raymundo, 264

Del Pliego, Rodrigo, 277

Del Valle, Ignacio, 319, 458

Destinée manifeste, 494, 495, 505, 514, 526, 539

Doctrine Monroe, 516, 517

Dolores (Mission), 429

Dolores (ville), 87

Dominguez, Manuel, 222, 252, 253

Don Quichotte de la Manche, 228

Doña Cruz, 384

Douglas, James, 464

Drapeau, 144, 146

Duarte, Mariano, 312

Duflot de Mofras, Eugène, 504

Duhaut-Cilly, Auguste Bernard, 204, 246, 257

Durán, Narciso, 93, 95, 181, 182, 192, 193, 301, 302, 369, 376, 380, 385-387, 412

Durán, Narciso (Fr.), 301

Durango, 359

E

Echeandia, José María, 447, 458, 474

Echeandía, José María, 173, 180, 182, 184-186, 189, 190, 192, 200, 203-206, 208, 211-213, 215, 225, 228, 230, 231, 233, 238, 240, 245-247, 249, 251-254, 258-262, 265, 267, 269-299, 302, 304-310, 312, 313, 317, 320, 321, 323, 325, 326, 328, 330-333, 336, 338-343, 348, 351, 352, 359, 360, 362-366, 369, 370, 378, 382, 392, 393, 410

Écossais (Escocés), 287, 298, 304

El Palacio (Los Angeles), 433, 441

Espagne, 63-68, 70, 71, 73, 77, 78, 81, 85-90, 92, 93, 95, 96, 98, 100, 104-107, 109-113, 116-120, 122, 124, 125, 127, 128, 130, 132, 134-136, 138, 140, 142, 143, 147, 150-152, 154, 162, 171, 174, 175, 178, 181, 183-185, 188, 194

Estabrook, Ethan, 465

Estanislao, 497

Esténaga, Tómas (Fr.), 377

Estrada, Adelaide, 436, 489

Estrada, José Mariano, 104, 120, 227, 240, 242, 243, 245, 256, 264, 265, 270-277, 280, 281

Estrada, José Raimundo, 391

Estrada, José Ramon, 383

Estudillo, José Antonio, 366

Estudillo, José Joaquín, 238, 240

Estudillo, José María, 104, 117, 120, 132, 211, 227, 235, 239, 270-272, 274, 275, 280

État d'Occident, 170

États-Unis, 71, 73, 74, 76, 89, 109, 128, 132, 138-140, 144, 148, 160, 163, 165, 167-169, 172, 181, 428, 429, 442, 448, 465, 466, 468, 470, 488, 494-498, 500, 502, 505-507, 509-512, 515-519, 521-530, 533, 535, 536, 538-542, 544-548, 550, 552-556, 558-562, 570-574, 577-579, 582-585, 588, 589

Everett, John, 522

F

Farnham, Jefferson, 510, 539

Feliz, Domingo, 382, 452

Fénelon, 301

Ferdinand VII (roi d'Espagne), 69, 70, 78, 81, 88, 90, 113, 134, 91-95, 105, 106, 113, 114, 136, 147, 150, 181, 183, 185

Fernández de San Vicente, Agustín (El Canónigo), 145-150, 152, 154, 156, 157, 159, 176, 197, 208, 218, 241, 242, 277

Figueroa, José, 354-356, 358-372, 374-381, 387, 389-391, 394, 397, 413, 414, 424, 427, 437, 447, 450-452, 461-463, 477, 486, 488

Filangieri, 226

Fitch, Henry Delano, 286, 437

Flores, Gumersindo, 546

Flores, José María, 424, 482, 490, 491, 546-548, 555

Floride, 63, 68

Fonds pieux des Californies, 81

Fort Ross, 77, 78, 462, 466, 504

Fort Vancouver, 497

Forty-niners, 559

Foster, Stephen C., 565, 577

Franc-Maçonnerie, 297, 298, 459

France, 21, 31, 44, 51, 52, 63, 74, 87, 90, 91, 108, 110, 135, 160, 167, 173, 181, 373, 485, 486, 515, 516, 524, 530

Francis Drake, 66

Fremont, Jessie, 512

Fremont, John Charles, 508, 512, 514, 519-521, 523, 525, 528, 529, 531-533, 535-537, 539, 540, 542, 543, 545, 546, 553, 554, 562, 572

Fronteras, 449, 579

G

Galion de Manille, 64, 66, 70, 97, 141

Gallardo, Juan, 451, 452

Gálvez, José de, 64, 66-68, 70, 80, 83

General Land Office, 570

Gerónimo, 233, 234

Gila, 68, 75, 76

Gila (fleuve), 583

Gillespie, Archibald, 529, 540, 545, 546

Golfe de Californie, 141

Gómez Farías, Valentin, 356, 368, 369, 372, 375, 395, 396, 413, 471, 491

Gómez, Joaquín, 295, 392, 393

Gómez, Manuel, 101, 120, 121

Gómez, Rafael, 254, 391-393

Gómez, Vicente, 201

González, Miguel, 185, 271, 299

González, Rafael, 204, 252, 267, 271, 273, 275, 277

González, Teodoro, 383, 548

Graham, Isaac, 496, 499-502, 507, 509, 510, 518, 519, 532, 539, 541

Grand Bassin, 75

Grande-Bretagne, 139, 510, 512, 516

Gray, Robert, 72

Guadalajara, 70, 107, 108, 121, 141, 144, 148, 186

Guanajuato, 87

Guerre de Sept Ans, 63, 132

Guerrero, Francisco, 434

Guerrero, Vicente, 159, 172, 194, 284, 298, 322

Gutierrez, Manuel, 209, 220

Gutierrez, Nicolas, 377, 379, 380, 382, 385, 386, 390, 393, 396, 398

Gwin, William M., 572, 575, 576

H

Half Moon Bay, 429

Halleck, Henry, 571

Haro, Francisco de, 122

Hartnell, William E. P. , 226, 230, 255, 256, 258, 302, 350, 351, 425, 426, 436, 437, 524, 525

Hartnell&McCulloch (firme), 256

Harvard, 508

Havane, 63

Hawaï, 72, 73, 78, 98, 189, 291, 470

Hawaiian Spectator (journal), 469

Herrera, José María, 186, 246, 247, 249, 252-254, 261-264, 266, 267, 269, 271-276, 285, 299, 383, 455, 474, 491

Hidalgo, Miguel, 85, 87, 96, 118, 127, 130

Hidalgo, Miguel (Californie, 1835), 452

Híjar, José María, 369, 372-379, 381, 384, 390, 396, 405, 407, 414, 415, 432, 445, 452, 456, 474, 491

Hinckley, William Sturgis, 442, 443

Hollywood, 587

Honolulu, 72, 73, 442, 463, 469, 470, 506, 507, 510, 522

Hudson Bay Company, 464-466, 497, 498, 506

I

Ibarra, Desiderio, 222

Ide, William, 531, 534, 535, 539, 540

Îles Sandwich, 72, 189, 291, 442, 469

Illinois, 510, 560

Iturbide, Agustín, 63, 106, 107, 111, 113, 114, 116, 122, 123, 134, 136, 140, 141, 147, 159, 160, 168, 184, 194

Iturrigaray, José, 88

J

Jackson, Andrew, 512, 514, 515

Jackson, Heln Hunt, 28, 30, 38

Jaime, Escude (Fr.), 111

Jalisco, 356, 369, 518

Janssens, Agustín, 546, 553, 562, 563, 566

Japon, 66

Jarves, James J., 469

Jimeno Casarin, Manuel, 254, 256, 295, 391, 481, 486

Jones, John Coffin, 351, 507, 521, 527

Juarez, Benito, 368

Junta de Fomento de Californias, 172, 187

K

Kearny, Stephen W., 554, 562, 572

Kino, Eusebio, 68

Kuro Shio, 66

L

La Paz, 460

La Pérouse, Jean François Galaup de, 89

La Purísima, 198, 226

La Soledad, 233

Lac Salé, 560

Larkin, Thomas Oliver, 465, 469, 470, 486, 488, 506, 507, 521, 522, 525-530, 536, 540, 542, 545, 548, 555, 565

Leese, Jacob P., 442

Leese, Jacob, P., 442, 443, 525, 531

Leidesdorff, William Alexander, 521, 525

Lewis et Clark (expédition), 71, 74, 512

Liceaga, José María , 130

Lima, 65, 86, 92, 96, 97, 109

Lobby oregonien, 511, 514

Loi d'expulsion des Espagnols, 284

Londres, 516, 529

Long, Stephen H., 512

López, Ignacio, 237

Loreto, 68, 120, 121

Los Angeles, 69, 76, 83, 90, 104, 121, 152, 207-211, 213, 215, 217-225, 236, 238, 240, 243, 251-253, 255, 258, 267, 280, 281, 296, 297, 302, 305, 306, 311-313, 317, 318, 320, 323, 324, 326-328, 330-333, 337, 338, 341, 344, 349, 364, 366, 373, 378, 379, 382, 384-386, 402, 403, 405-410, 413, 421, 425-427, 431-436, 438-443, 446, 448-456, 460, 469, 482, 483, 486, 489, 490, 496, 497, 500, 508, 509, 519-522, 525, 532, 538, 541, 542, 545-549, 552-556, 562, 565, 566, 572, 574-577, 584, 585, 587, 588

Louisiane, 63, 68, 71, 74, 76

Lummis, Charles F., 38, 585

Lyon, Caleb, 583

M

Machado, Juana, 146, 147

MacLoughlin, John, 497

Madagascar, 97

Madrid, 64, 68, 69, 77, 83, 87, 91, 95, 96, 108, 119, 120, 176

Madrid , 70

Maine, 507, 510

Maison Blanche, 514

Malarin, Juan, 242

Manille, 65, 66, 70, 97

María Ester (bateau), 285

Marsh, John, 464, 467, 507-510, 527, 532, 540

Martinez, 570

Martinez, Ignacio, 227, 240

Martinez, Luis (Fr.), 103, 162, 170, 193, 283, 284

Mason, Richard Barnes, 562, 570

Massachusetts, 351, 442

Matamoros, 541

Mazatlán, 121, 122, 141, 577

Mazatlán (bataillon de), 328, 331, 357

McLoughlin (Sr), John, 464, 465

McWilliams, Carey, 39

Mexico, 61, 64, 65, 69-71, 80, 81, 87, 91, 92, 95, 105-109, 112-120, 124, 125, 127, 132, 133, 136, 138, 139, 141, 142, 145, 148-150, 155, 158-161, 165, 168, 169, 173-176, 178, 183-186, 192, 193, 282-286, 290, 296, 298, 299, 304, 307-309, 311, 315, 318, 319, 331, 344, 346, 352, 353, 354-362, 365, 368-370, 372-374, 376, 379-381, 383, 384, 395-397, 399, 400, 404, 407, 411-416, 432, 437, 440, 442, 445, 447, 453-455, 459, 461, 468, 470, 471, 473, 474, 481, 483, 487, 492, 501, 505, 507, 510, 511, 515, 518, 519, 528, 529, 577, 584, 588

Mexique, 138-140, 142, 145-147, 151, 155, 161, 164, 165, 167-169, 183, 184, 189, 190, 194, 494, 495, 497, 502, 504, 507, 510, 511, 515-519, 522, 523, 525, 528, 530, 538, 541, 547, 549, 552, 554-557

Micheltorena, Manuel, 438, 482, 483, 517-519, 531, 532, 546, 547, 553, 556

Mier y Terán, Manuel, 187

Mississippi, 510-512, 579

Missouri, 448, 463, 466, 498, 502-505, 511, 512, 515

Miwok, 301, 466

Monarchie de Juillet, 166

Monterey, 62, 66, 68, 70, 83, 88, 95, 98-101, 103-105, 108, 109, 117-120, 122, 123, 128, 132, 134, 198, 205, 207, 208, 211, 212, 215, 216, 218, 219, 224, 225, 227-230, 232-234, 236-240, 242, 245, 246, 251-278, 280-282, 286, 289, 294, 297, 299-302, 307, 311, 312,

314, 317, 318, 326, 327, 331, 333-336, 343, 347, 348, 350, 351, 354, 357, 362, 363, 366, 368, 373, 377, 378, 380-389, 391-393, 395-397, 399-401, 403-406, 410, 412, 413, 418, 419, 421, 422, 428, 432, 434-440, 442, 445, 447, 450, 461, 464-466, 468-471, 473, 478, 480-483, 486-488, 490, 491, 496, 500, 507, 510, 516-521, 523, 526, 528, 531, 537, 539-542, 544, 548, 549, 552, 563, 564, 573, 575-577

Montesquieu, 226, 231

Montgomery, John B., 529, 535, 539, 540, 542

Moquelumne, 466

Mora, José María Luis, 402

Moraga, Gabriel, 90, 120

Morales, Francisco, 220, 223

Morelos, José María, 87, 118, 130

Moreno, José Matías, 545

Mormons, 560, 564

Mountain men, 496, 498, 500

Munras, Estevan, 238, 392, 470, 489

N

Napoléon, 78, 87, 91, 97, 113

Neve, Felipe de, 68, 82, 83

New York Sun (journal), 528, 529

Nicollet, Joseph, 512

Nisenans, 466

Nouveau-Mexique, 16, 56, 63, 68, 73-76, 400, 407, 410, 439, 447, 448, 454, 461-463, 497, 556, 559, 579, 583, 588

Nouvelle-Angleterre, 73, 255, 256, 415, 507, 527

Nouvelle-Biscaye, 618,

Nouvelle-Espagne, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 85, 87, 88, 90, 95, 96, 98, 104-107, 111, 113, 118, 119, 121, 124, 127, 130, 140, 151, 352

Nouvelle-Galice, 70, 107, 141

Nouvelle-Helvétie, 463, 464, 466, 489, 531, 532, 539, 552, 553

O

O'Donoju, Juan, 106

Oaxaca, 353

Océan Indien, 97

Ohio, 442

Old Spanish Trail, 76, 448

Olvera, Agustín, 434

Or, 558, 560, 561, 566, 573, 583

Oregon, 464, 465, 506, 508, 510-512, 515, 516, 532, 556, 579

Ortega, Antonio María, 240

Ortega, José Francisco, 236, 240

Ortega, José Joaquín, 297, 318, 366

Ortiz de Ayala, Simon Tadeo, 163, 167

Osio, Antonio María, 15, 254, 268, 328, 366, 403-405, 409, 414

Osuna, Felipa, 544, 545

Otero, Mariano, 23

P

Pablo de la Portilla, 357, 364, 376, 377

Pacheco, Romualdo, 240, 305, 327, 328

Pacheco, Salvio, 253, 418

Pacifique, 16, 31, 55, 62-64, 66-73, 76-78, 80, 81, 85-88, 90, 96, 97, 98, 118, 136, 141, 142, 415, 428, 465, 466, 470, 506, 507, 511, 516-518, 529, 535, 541, 554, 579, 582

Padilla, Juan, 429

Padrés, José María, 284, 288-290, 292, 293, 296-300, 302-304, 306, 308, 313-317, 320, 321, 323-326, 342, 352, 368, 369, 372, 374-379, 381, 384, 392, 396, 405, 407, 413, 414

Paiute, 75

Palomares, José, 209, 220, 224, 236, 243, 286, 313

Panique (bancaire) de 1837, 511

Paredes, Mariano, 492

Paris, 516, 529

Paula Tamariz, Francisco de, 93, 94

Payeras, Mariano, 99, 104, 112, 126, 148-150, 175, 176

Pedrorena, Miguel de, 544, 552

Peña Nieto, Enrique, 588

Peña, Cosme, 383, 396, 406, 431-433, 437

Peralta, Luis, 130

Pérez, José, 453, 455

Pérou, 64, 69, 86, 96, 97

Peyri, Antonio (Fr.), 193

Philippe II (roi d'Espagne), 66

Philippe III (roi d'Espagne), 66

Philippines, 65, 66, 98

Pico, Andrés, 546, 555

Pico, Antonio María, 565, 570

Pico, José de Jesus (Totoy), 265, 488, 518

Pico, José Dolores, 265, 310

Pico, José María, 130

Pico, Pío, 210, 211, 220, 222, 225, 227, 229, 253, 265, 280-282, 297, 305, 317-320, 330-334, 337, 339, 403, 425, 458, 459, 470, 474, 482, 486-490, 519, 521, 533, 538, 546

Pike, Zebulon, 74, 512

Pilarcitos, 429

Pimería Alta, 68, 75

Plan d'Iguala, 106, 107, 113, 114, 116, 147, 181

Plan de Casa Mata, 159

Plan de Jalapa, 322

Platte-du-Sud, 74

Poinsett, Joel, 169, 298

Polk, James, 514, 541

Portilla, Pablo de la, 121, 122, 210, 282, 305, 312, 319, 320, 322, 323, 325, 327, 328, 330, 357, 364, 376, 377, 424, 458, 459

Pronunciamiento, 105, 209, 260-264, 269, 279, 282, 316, 317, 320-322, 325-327, 330, 332, 336, 355, 365, 387, 402-404, 410, 445, 451, 460, 475, 488, 492, 521, 530, 534, 545, 547, 593

Pronunciamiento de Paredes, 520, 523, 530

Provinces intérieures de l'ouest, 145

Prudon, Victor, 382, 384, 447, 453-455, 524, 526, 531, 537

Puebla, 399

Pueblo de Figueroa (Santa Cruz), 427

Purísima, 429

Q

Quepreso, Odilon, 234

Queretaro, 121

R

Rae, William, 465

Ramírez, Angel, 375, 395, 396, 406

Ramírez, José María, 480

Ramona (roman), 38

Ramos Arizpe, Miguel, 369

Règlement pour le gouvernement de la Californie de 1781, 207, 214, 427

Requeña, Manuel, 405, 453-455, 458-460

Révolte de Solis, 253, 263, 265, 267, 270, 276-278, 282-286, 293-296, 304, 327, 328, 330, 452, 474

Rico, Francisco, 488, 518, 546-548

Riley, Bennett, 571, 574-577

Río Bravo, 74

Rio de la Plata, 96, 97

Río de los Americanos (fleuve), 531

Robidoux, Louis, 467

Robinson, Alfred, 256

Rosario, 122, 272

Rousseau, Jean Jacques, 195, 231, 301

Rubio, Blas, 438

Rubio, Francisco, 314

Ruiz, Francisco María, 117, 120, 122, 136

Russie, 77, 138, 141, 142, 144, 148, 149, 158, 160

S

Sacramento (fleuve), 419, 463, 464, 466, 500, 503, 509, 531, 570, 574-576

Sagimomatsse, Andrés, 198

Saint-Louis, 74, 76, 448, 508, 511

Salt Lake City, 560

San José, 208, 215, 218, 227, 236, 253

San Antonio de Padúa, 200, 234, 422, 427, 444

San Antonio Texhaya, 422

San Blas, 69, 70, 79, 84, 85, 89, 92, 118, 121, 122, 126, 141, 144, 148, 238, 239, 300

San Buenaventura, 177, 426

San Calletano (rancho), 310

San Carlos Borromeo, 103, 224

San Diego, 63, 90, 100, 117, 121, 122, 130, 134-136, 200, 208-211, 216, 218-220, 222, 224, 225, 227, 233, 236-238, 240, 251-255, 259, 261, 265, 269, 270, 272, 275, 276, 280, 282, 286, 289, 296, 297, 302, 305, 313, 316-320, 323-328, 331-333, 336, 341, 343, 364, 365, 369, 373, 375, 377-379, 389, 403-406, 408-410, 412, 413, 423-427, 433, 437, 442, 449, 454, 456, 470, 482, 483, 511, 525, 543, 544, 547, 549, 552, 555

San Fernando (collège), 54, 69, 80, 81, 84, 92, 111, 112, 114, 115, 144, 175, 179, 189, 192, 443

San Fernando (mission), 376, 425, 431

San Francisco, 69, 76-78, 81, 83, 90, 102, 121, 125, 141, 148, 149, 154, 175, 201, 208, 218, 227, 233, 235, 236, 238-240, 263, 275, 281, 300-302, 313-315, 317, 318, 325, 327, 336, 340, 348, 421, 423-425, 428, 429, 431, 434, 439, 442, 443, 461, 464-466, 501, 511, 515, 526, 528, 535, 539-542, 552, 559, 560, 567, 573-576, 588

San Francisco Solano, 424, 443, 461

San Gabriel, 83, 90, 286, 305, 377, 380, 385, 426, 431, 450, 497, 500

San Joaquin (fleuve), 462, 464, 466, 575, 576

San José, 69, 83, 152, 218, 235, 236, 252, 253, 263, 418-420, 430, 431, 444, 465, 481, 497, 500, 509, 527, 565, 566, 570, 571, 573-577, 588

San Juan Bautista, 390-393, 395, 399, 400, 428, 439

San Juan Capistrano, 200, 424, 426

San Juan de Castro (Bautista), 428

San Juan de Ulúa, 183

San Juan del Río, 460

San Luis Obispo, 205, 285, 422, 444, 500, 553, 575, 576

San Luis Rey, 364, 369, 377, 424, 425, 544, 545, 553

San Mateo, 424, 429

San Rafael Arcángel, 81, 175, 176, 378, 443, 477, 478

Sánchez, Francisco, 548

Sánchez, José Joaquín, 221

Sánchez, Vicente, 212, 217, 218, 220, 222-224, 238, 240, 251, 253, 286, 288, 305, 312, 313, 318, 323, 324, 326, 327, 329-331, 453, 454

Sandwich Islands Honolulu Gazette, 470

Santa Anna, Antonio López de, 159, 354, 356, 358, 368, 375, 376, 390, 393, 394, 399, 468, 473, 484

Santa Barbara, 83, 86, 87, 101, 103, 108, 110, 117, 120-123, 130, 134, 153, 154, 161, 185, 186, 198, 203, 204, 208-212, 214, 215, 218, 220, 223, 224, 236, 238, 240, 242, 243, 253, 255, 263, 269, 281, 286, 289, 290, 305, 307, 312, 320, 324, 327, 328, 336, 343, 359, 378, 380, 382, 385-388, 391, 401, 403, 404, 408, 409, 413, 419, 422, 426, 435, 444, 454, 455, 458, 462, 477, 480, 481, 483, 488, 489, 507,

522, 523, 537, 538, 554, 562, 563, 566, 574-576

Santa Clara, 573

Santa Cruz, 83, 84, 101, 102, 111, 421, 426-428, 433, 564

Santa Fe, 439, 442, 448, 461, 463, 464, 496, 498, 507-509, 585

Santa Fe Trail, 448

Santa Inés, 198, 199, 553

Santa Monica, 364

Santa Ysabel, 364

Sarría, Francisco (Fr.), 176, 177, 179, 182, 189, 190, 226, 244

Sécularisation, 283, 284, 286, 288-297, 299, 304, 306-311, 324-326, 342, 344, 345, 347, 350, 352

Semple, Robert, 549, 552, 563, 573

Sénat des États-Unis, 494, 512, 532

Sepúlveda, José, 15, 408, 453, 454

Serra, Junipero, 36, 150

Serrano, Florencio, 564

Shoshone, 75

Sierra Nevada, 466, 509, 532, 558, 573, 575, 579

Silicon Valley, 588

Simpson, George, 465, 466

Sinaloa, 69, 130, 170, 171, 272, 447, 448, 460, 579

Sloat, John D., 540-542, 549

Smith, Jedediah, 497

Soberanes, Feliciano, 219

Société des amis du pays, 439

Solá, Pablo Vicente, 142, 143, 147, 150-153, 156, 158, 162, 174, 184, 187

Solá, Pablo Vicente de, 61, 77, 87, 95, 101, 103, 107, 112, 116, 118-120, 122-124, 126, 127, 132, 133, 135, 201, 202, 227, 242, 295, 370

Solà, Pablo Vicente de, 202, 203

Solis, Joaquín, 266, 357, 389, 392

Sonoma, 177, 244, 361, 378, 388, 395, 409, 421, 423, 429, 431, 435, 443, 461, 463, 464, 477, 478, 504, 519, 521, 529, 531, 533, 536-540, 542, 543, 552, 554-556, 565, 567, 573-576

Sonora, 67, 69, 75, 95, 113, 115, 121, 130, 170, 171, 184, 187, 359, 407, 410, 439, 447, 448, 451, 456, 460, 561, 566, 579, 583

Sonoriens, 451-453, 456

Soto, Meliton, 327

Spear, Nathan, 258, 442, 443

Spence, David, 256, 391, 393, 421, 436, 437, 489, 524

Squatters, 570, 572

Stearns, Abel, 306, 309-311, 315, 317, 319, 320, 326, 350, 433, 436, 441-443, 455, 469, 489

Stockton, Robert F., 540, 543, 545, 548, 555, 562, 572

Sutter, Juan August, 463-467, 489, 490, 500, 503-505, 509, 517-519, 531-533, 539, 540, 542, 552, 553, 556-558, 570, 574, 582, 583

T

Tabasco , 366

Tajachi, Tomas, 364

Tamariz, Francisco de Paula, 149, 173, 187, 192

Tapia, Tiburcio, 240, 432

Tasso (bateau), 482

Taylor, Zachary, 541

Temecula, 425

Temple, Juan, 454

Temporalités , 81, 179, 188

Tennessee, 512

Tertulias , 230

Texas, 63, 68, 73, 74, 138, 168, 169, 354, 390, 397, 399, 400, 405, 407, 414, 429, 443, 472, 473, 494, 499, 505, 506, 511, 514-516, 518,

523, 528, 533, 541, 554

Texhaya (San Antonio de Padúa), 422, 427

The Californian (journal), 549

The Polynesian (journal), 469

Thompson Alpheus B., 507

Torres, Francisco, 450-452

Tovar, Juan José, 456

Traité de Cahuenga, 554

Traité de Cordoba, 116, 143, 147, 183

Traité de Guadalupe Hidalgo, 558, 573, 578, 583

Traité de San Fernando, 489

Traité de Santa Teresa, 489, 490, 518

Traité de Valençay, 96

Traité de Vienne, 516

Trapiceros, 496

Trienio Liberal, 105, 111, 112

Tular/Tulares, 103, 419, 420, 462, 498, 553

Tyler, John, 514

U

Umpqua, 497

USS Portsmouth, 535, 539

Utah, 559

Utes, 498, 499, 672

V

Valdez, Feliz, 438

Valladolid, 87, 118

Vallejo, Encarnación, 256

Vallejo, Ignacio, 128-130, 202, 310

Vallejo, José de Jesus, 101, 481

Vallejo, Juan Antonio, 435

Vallejo, Mariano Guadalupe, 100, 124, 127, 202, 225, 227, 228, 256, 258, 265, 266, 275-277, 295, 315, 338, 340, 366, 374, 379, 384, 387, 388, 394, 397, 409, 412, 415, 416, 421, 423, 424, 431, 434, 443, 452, 455, 458-473, 475-487, 496, 497, 499-505, 517, 519, 520, 523-526, 531, 536-539, 542, 552, 556, 557, 565-567, 573, 574, 583, 584, 589

Valparaiso, 85, 86, 528

Vancouver, Georges, 89

Varela, Manuel, 144

Varela, Serbulo, 555

Vejar, Pablo, 262

Veracruz, 160, 183, 356, 358, 542

Victoria, Manuel, 282-284, 287-293, 296, 297, 304-309, 311-319, 322-332, 335-338, 340, 343, 345, 347, 349-352, 359, 360, 362, 365, 366, 368, 375, 378, 381, 382, 384, 386, 392, 393, 405, 410, 414, 442, 454, 470

Vioget, Louis, 439

Virmond, Enrique, 284-286, 299, 300, 304, 358, 368, 441, 470, 471

Voltaire, 226, 301, 320

W

Walla Walla, 554

Warner, Jonathan Trumbull, 448

Washington (D.C.), 505, 511, 514, 515, 528, 529

Weber, Charles María, 527, 532, 540

Wilkes, Charles, 504

Willamette, 464, 466

Willamette (vallée), 504, 506

Wilson, John, 444

Wyoming, 512

Y

Yerba Buena, 428, 429, 431, 439, 442, 443, 465, 506, 521, 525, 528

Yokut, 75, 178, 197-199, 462

Yorkinos, 298, 304, 308, 322, 352, 368

Young, Ewing, 498

Yucatán, 354, 403, 485, 515, 593, 600

Yuma, 447, 448

Z

Zacatecas, 191, 194, 399, 411

Zamorano, Agustín, 238, 331, 333-341, 348, 350, 351, 358, 361, 363, 366, 392, 393, 410, 411, 442

Zapopán, 190, 191

Zavala, Lorenzo, 298, 402

Zorro, 38, 52, 301, 438